
SIGILLVM ACADEMIÆ HARVARDIANÆ IN NOV: ANG: CHRISTO ET ECCLESIÆ

LOI SALIQUE

CET OUVRAGE SE TROUVE À PARIS

CHEZ AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE,

RUE DES GRÈS, N° 3.

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER.

LOI SALIQUE

OU

RECUEIL

CONTENANT LES ANCIENNES RÉDACTIONS DE CETTE LOI

ET LE TEXTE CONNU SOUS LE NOM DE *LEX EMENDATA*

AVEC

DES NOTES ET DES DISSERTATIONS

Jean Marie

PAR J. M. PARDESSUS

MEMBRE DE L'INSTITUT

PARIS

IMPRIMÉ PAR AUTORISATION DU ROI

A L'IMPRIMERIE ROYALE

M DCCC XLIII

1843

PRÉFACE.

§ Ier. Plan de l'ouvrage et notices des éditions de la loi Salique. — § II. Description sommaire des manuscrits de la loi Salique. — § III. Des notes et dissertations. — § IV. Observations sur l'orthographe et les signes typographiques.

§ Ier. — PLAN DE L'OUVRAGE ET NOTICES DES ÉDITIONS DE LA LOI SALIQUE.

On n'a point encore publié en France, ni même en pays étranger, d'édition complète des anciennes coutumes des Francs, connues sous le nom de *loi Salique*.

Vers le milieu du XVIe siècle un petit volume, sans nom d'auteur, sans date ni lieu d'impression, a paru sous le titre: *Libelli seu decreta a Chlodoveo et Childeberto et Chlotario prius edita ac postremum a Carolo lucide emendata auctaque, etc.* La loi Salique est le plus considérable de ces documents [1]. On peut, sans crainte de se tromper, assurer que cette publication est due à Jean du Tillet, évêque de Meaux. Indépendamment de ce que Fr. Pithou la lui attribue dans la note 1re du titre XV de son commentaire sur la loi Salique, et du témoignage conforme de Baluze, *Capitulariorum* t. II, col. 1047, une note de M. Blume, insérée dans le *Rheinisches Museum für Jurisprudenz*, t. VI, pag. 386, assure qu'il existe à la bibliothèque de Hanovre un exemplaire de cet ouvrage dans sa forme primitive, c'est-à-dire sans le frontispice ajouté en 1573,

[1] Voici les pièces contenues dans ce recueil, où chacune a sa pagination distincte : 1° la loi Salique, avec divers documents accessoires, 127 pages; 2° la loi des Alemans, 70 pages; 3° la loi des Bourguignons, avec deux additions, 95 pages; 4° la loi des Ripuaires, 56 pages; 5° l'ancienne loi des Bavarois, avec les huit chapitres ajoutés par Charlemagne, 119 pages

comme je le dirai plus bas. Cet exemplaire porte plusieurs énonciations ainsi conçues : *Antonii Schonhornii.* — *Petrus Adurnus D. E. Laurino d. dedit,* 1557. — *Sum Johannis de Rolii.* — *Dono Joannis Tilii qui has edidit.* Cette dernière ligne d'écriture paraît de la même main que la première, et porte à croire que du Tillet avait fait présent de cet exemplaire à *Schonhorn.* Ces faits, dont l'attestation de M. Blume ne permettaient pas de douter, m'ont été certifiés par M. Pertz; c'est lui qui a acheté l'exemplaire. Il en résulte que du Tillet est l'éditeur de cette petite collection; qu'avant 1557 il en avait donné l'exemplaire dont il s'agit à Schonhorn; qu'Adurnus, à qui il était parvenu, en a fait présent à Laurinus en 1557. J'ai dû entrer dans ces détails, en apparence peu importants, parce que, Herold ayant donné en 1557 une édition de la loi Salique très-différente de celle dont je parle en ce moment, il n'était pas sans importance de faire voir qu'un savant français avait eu le premier la pensée de publier le plus ancien monument de notre législation.

La collection de du Tillet n'énonçant ni lieu, ni date d'impression, nous sommes réduits, à cet égard, à des conjectures. Sans le moindre doute elle est antérieure à 1557; on l'a vu. Il est possible qu'elle le soit à 1548. En cette année du Tillet commença l'impression de la compilation des capitulaires d'Ansegise. L'idée de faire cette publication lui fut sans doute donnée par les manuscrits dont il se servait pour la loi Salique, lesquels contiennent aussi la compilation d'Ansegise. Comme son édition de la loi Salique est complète, tandis que celle des capitulaires n'a pas été achevée, on peut avec quelque vraisemblance croire que cette dernière entreprise fut la plus récente. Ce qui est certain, c'est que les caractères d'impression et le papier de l'un et l'autre ouvrage offrent la plus parfaite ressemblance.

Il existe des exemplaires de la collection de du Tillet sous le titre suivant: *Aureæ venerandæque antiquitatis libelli seu decreta, etc.*

avec le millésime de 1573 : mais ce n'est point, comme l'a dit Fr. Pithou, une réimpression, *repetita prælectio*. Le libraire s'est borné à ajouter un frontispice à des exemplaires de l'édition originale qui était sans date.

Le texte de la loi Salique de du Tillet est, comme on l'a vu, celui qui avait été révisé par ordre de Charlemagne en 768 ou 788, car les manuscrits ne sont pas d'accord. L'intitulé *Libelli seu decreta, etc.* est même emprunté des manuscrits de la Bibliothèque royale 4628 A, 4631 (anc. fonds) et 164 *bis* (supp. lat.); ce dernier paraît, suivant Baluze, avoir servi à du Tillet.

En 1602 un texte semblable à celui de du Tillet, collationné par Fr. Pithou sur plusieurs manuscrits, fut publié à Paris par Lindenbrog, avec un glossaire ou commentaire abrégé composé par le même Fr. Pithou.

De plus Lindenbrog, en 1613, a inséré ce texte dans la *Collectio legum antiquarum*, et paraît avoir aussi fait usage d'un manuscrit de Corbie qui existe encore à Hambourg.

En 1665 Théodore Bignon publia de nouveau la même loi Salique avec le glossaire de Pithou; mais il y joignit des notes de Jérôme Bignon, dont le manuscrit existe à la Bibliothèque royale, département des imprimés, F, 4271, sur des pages interfoliées de l'édition de 1602.

Le texte que Baluze a inséré en 1667 dans le tome Ier des Capitulaires a été fait d'après ces diverses éditions et la collation de onze manuscrits.

Voilà ce qu'il y a de plus important à dire sur les éditions de la *Lex emendata*, reproduite souvent d'après Lindenbrog ou Baluze, par Eccard, *Leges Francorum et Ripuariorum*, pag. 145 et suiv.; dans le tome II du *Thesaurus* de Schilter, pag. 52 et suiv.; par D. Bouquet, *Rerum Gallic. et Francic. script.* t. IV, pag. 203; par Georgisch, *Corpus juris Germanici*, col. 1; par Goldast, *Constitutiones imperiales*, t. III, pag. 2; par Canciani, *Barbarorum leges*, t. II,

pag. 121; par Walter, *Corpus juris Germanici*, t. I, pag. 1 et suiv.; par Wiarda, *Geschichte und Auslegung des Salischen Gesetze, etc.* pag. 15 et suiv.[1]

Mais il existe des éditions de familles différentes dont je ne peux me dispenser de parler.

Herold, que j'ai déjà nommé, a inséré dans son ouvrage publié à Bâle en 1557, sous le titre, *Originum ac Germanicarum antiquitatum libri*, un texte de la loi Salique très-différent de celui de du Tillet, dont il ne paraît pas qu'il ait connu l'édition. On croit assez généralement qu'il s'est servi d'une manière principale d'un manuscrit de Fulde qu'il a accompagné de variantes marginales prises dans plusieurs manuscrits. Ce texte a été réimprimé par Wendelin en 1649; par Eccard en 1720; par D. Bouquet, *Rerum Gallic. et Franc. script.* t. IV, pag. 124 et suiv.; par Canciani, *Barbarorum leges*, t. II, pag. 17 et suiv.; par Walter, *Corpus juris Germanici*, t. I[er], page 1 et suiv.; par Wiarda, pag. 15 et suiv.

Eccard, dans l'ouvrage cité plus haut, a publié, d'après un des manuscrits que possède encore la bibliothèque ducale de Wolfenbüttel, un nouveau texte de la loi Salique, très-différent de celui de la *Lex emendata* et de celui d'Herold. Il a été réimprimé par D. Bouquet, t. IV, pag. 162 et suiv.; par Canciani, t. V, pag. 393 et suiv.; par Walter, t. I, pag. 97 et suiv.

En 1727 Schilter, ou plutôt Fricke, continuateur du *Thesaurus antiquitatum Germanicarum*, a inséré, t. II, un autre texte également différent de ceux qui avaient paru jusqu'alors. Il a été réimprimé par D. Bouquet, t. IV, pag. 183 et suiv.; par Canciani, t. V. pag. 380 et suiv.; par Walter, t. I[er], page 97 et suiv.

Un nouveau texte, qu'on ne peut non plus confondre avec les

[1] Pour ne rien omettre de ce qui concerne les ouvrages imprimés, je dois ajouter que des variantes, et notamment des gloses assez nombreuses, publiées d'après un manuscrit de Modène, par Muratori (*Antiquitates Italiæ medii ævi*, t. II, col. 286), appartiennent aux textes de la *Lex emendata*. Voir ce que je dirai pages LXVII et suiv.

précédents a enfin été publié en 1831 par Feuerbach, professeur à l'université d'Erlang, d'après un manuscrit de Munich.

Dans cet état de choses, celui qui veut se livrer à l'étude de la loi Salique ne peut en réunir les textes divers qu'en rassemblant un assez grand nombre d'ouvrages volumineux, chers, et dont quelques-uns même sont très-rares.

Dès l'année 1829, à l'occasion d'un mémoire que je composais pour l'Académie des inscriptions [1], peu de mois après que cette savante compagnie m'eut honoré de son choix, je formai le projet de réunir en un volume tous les textes déjà publiés de la loi Salique, de les comparer et d'y joindre un commentaire formé de ceux qu'avaient composés Fr. Pithou, Bignon, Baluze, Wendelin, Eccard. Des circonstances qu'il est inutile de rappeler, et surtout la nécessité de mettre en activité des publications dont l'Académie m'a chargé en 1831 [2], me laissèrent peu de loisirs pour suivre mon projet; d'ailleurs, la nécessité de changer mon plan primitif me fut promptement démontrée.

En comparant les éditions de la *Lex emendata* de du Tillet, Pithou, Lindenbrog, Bignon et Baluze, car les autres éditions n'en sont que des réimpressions souvent peu exactes, je reconnus quelque différence dans leurs textes. J'essayai d'en découvrir la cause en recourant aux manuscrits. Cette vérification, assez longue et assez pénible, me donna la preuve que du Tillet, le premier éditeur, avait formé son texte avec le secours de plusieurs manuscrits, sans en choisir un comme principal auquel il aurait rattaché les variantes fournies par les autres. Fr. Pithou, Bignon, Baluze, qui en ont consulté un plus grand nombre, ont suivi son exemple.

Ce système de composer un texte avec les leçons de divers ma-

[1] *Nouveaux mémoires*, t. X, pag. 666 et suiv. — [2] La continuation des Tables des chartes commencée par Bréquigny dont j'ai publié le tome IV, et dont le Ve paraîtra incessamment; la nouvelle édition des *Diplomata*, dont deux volumes in-f° concernant la première race paraîtront en 1843.

nuscrits peut n'avoir aucun inconvénient lorsqu'on l'applique aux écrivains classiques de la Grèce et de Rome, question qu'il appartient à des philologues plus habiles que moi de décider. Mais pourquoi? C'est qu'on part d'une donnée incontestable, savoir que l'auteur, Cicéron, par exemple, savait sa langue, et que tout mot qui n'est pas latin ou même d'une bonne latinité est probablement une faute de copiste qu'il convient de rectifier d'après un autre manuscrit présentant une leçon meilleure. Nous n'avons point cette première donnée relativement aux lois barbares écrites en latin corrompu par des hommes ignorants. On serait presque tenté de dire, avec Baronius et Mabillon, que plus une rédaction est en mauvais latin, plus il y a de présomption qu'elle est la véritable.

Il n'en a pas été ainsi des textes antérieurs à la *Lex emendata* que le continuateur de Schilter, Eccard et Feuerbach ont publiés, chacun de ces éditeurs ne s'étant servi que d'un manuscrit.

Restait à vérifier si leurs éditions étaient exactes.

En ce qui concerne Schilter, ou, si l'on veut, Fricke, continuateur du *Thesaurus*, la comparaison de son édition avec le manuscrit de Paris, alors 5189, aujourd'hui 4627, me démontra qu'il s'y était glissé beaucoup de fautes de copie, dont quelques-unes rendaient le texte inintelligible. Je reconnus en outre dans le manuscrit une lacune, qu'un possesseur avait jadis remplie avec le secours de la *Lex emendata*, quoiqu'il y ait une extrême différence entre les deux rédactions. Je découvris enfin à la Bibliothèque royale deux manuscrits de cette famille, et j'appris que la bibliothèque de la faculté de médecine de Montpellier en possédait un bien plus correct que le 4627.

Le désir de m'assurer si l'édition d'Eccard était fidèle me décida à solliciter du gouvernement de Brunswick la communication du manuscrit dont ce savant avait fait usage. Elle me fut accordée avec la plus généreuse obligeance, et me révéla de graves

erreurs, même l'omission d'un titre entier, et de plusieurs lignes dans d'autres titres, qu'Eccard avait commises.

Je crus devoir prendre les mêmes précautions relativement au manuscrit de Munich, dont Feuerbach avait publié le texte. J'acquis, et je me fais un devoir de le déclarer, la conviction, que cette édition était d'une parfaite exactitude.

Mais les recherches que je faisais en France, où j'ai trouvé *trente-cinq* manuscrits, me conduisirent à y découvrir trois familles de textes antérieurs à la rédaction de la *Lex emendata,* et probablement même à celle que contient le *Thesaurus* de Schilter, lesquels n'avaient jamais été publiés.

Présumant qu'il pouvait s'en trouver aussi en pays étranger, je crus convenable de m'en assurer. Mes recherches, dans lesquelles j'ai été principalement dirigé par l'ouvrage de M. Pertz, intitulé *Archiv für altere deutsche Geschichte,* m'ont procuré la description de *trente* manuscrits, mais sans me faire connaître de nouvelles familles de textes. A l'exception des manuscrits de Munich et de Wolfenbüttel, dont je viens de parler, et de cinq autres, dont deux en Angleterre, un à Rome[1], deux à Saint-Gall, lesquels sont de la même famille que le texte du *Thesaurus* de Schilter, tous les autres dont j'ai obtenu des descriptions ne contiennent que la *Lex emendata*[2].

Dans cette situation, qu'expliquera mieux encore la description des manuscrits qu'on trouvera dans le paragraphe II de cette préface, il m'a été démontré que les *soixante-cinq* manuscrits dont j'avais acquis la connaissance présentaient sept familles très-distinctes, par conséquent sept textes ayant, sans contredit, une grande ressemblance entre eux, quant au fond des dispositions, mais si différents par l'ordre et le nombre des titres, et très-souvent

[1] Je ne le connaissais pas lorsqu'on a imprimé mes observations sur le quatrième texte, page 113 ci-après. — [2] Voir cependant ce que je dirai n[os] XXIX, XL et XLV des manuscrits de Leyde, de Gotha et de Modène.

par la rédaction; qu'il était impossible d'en adopter un seul comme texte principal auquel seraient rattachées les variantes fournies par les autres. C'est aussi ce que D. Bouquet et Canciani avaient senti; ils ont fait imprimer distinctement tous les textes qui leur étaient connus.

Il m'a donc paru qu'au risque d'entreprendre un travail au-dessus des forces humaines, dont le résultat serait d'ailleurs inintelligible, je devais publier sept textes qui me sont fournis, savoir :

Le premier, par le manuscrit 4404 de la Bibliothèque royale;

Le second, par le 65 (suppl. lat.), du même établissement;

Le troisième, par les manuscrits 4403* (anc. fonds) et 252 f. N. D.), *olim* F. 9;

La quatrième, par les manuscrits 4409, 4627 (celui dont Schilter a fait usage), 4629 de la Bibliothèque royale, et 136* de la faculté de médecine de Montpellier;

Le cinquième, par le manuscrit de Wolfenbüttel;

Le sixième, par le manuscrit de Munich;

Le septième, par les manuscrits de la *Lex emendata,* trop nombreux pour que je puisse les indiquer ici, mais qui dans la description seront marqués d'un signe particulier.

Dans ces sept familles de textes, aucun ne peut être considéré comme identique avec celui qu'Herold a publié en 1557. Je suis certain par moi-même, pour ce qui concerne la France, et, pour les pays étrangers, je peux assurer, d'après les descriptions qui m'ont été fournies, que dans aucun des manuscrits connus jusqu'à présent on ne trouve le texte publié par cet écrivain. J'ai craint néanmoins que, si je l'omettais, ma collection ne parût incomplète aux savants qui voudraient se livrer à des études sur la loi Salique. Je me suis donc décidé à le réimprimer.

On trouvera des détails plus étendus dans les notices qui précèdent chaque famille de textes.

Les manuscrits 4404 de Paris (ci-après n° III) et 119 in-4° de

Leyde (ci-après n° XXIX), m'ayant offert un nombre assez considérable de titres qui n'ont pas été admis dans la *Lex emendata*, et qui ne se trouvent point ainsi dans la plupart des autres familles, j'ai cru devoir les réunir sous la dénomination de *Capita extravagantia*.

Enfin, pour ne rien omettre de ce qui se rattache à la rédaction de la loi Salique, je terminerai cette collection de textes par les prologues, l'épilogue, et deux résumés des compositions pour crimes et délits, connus sous les noms de *Septem septennas* et de *Recapitulatio solidorum*, qu'on trouve dans plusieurs manuscrits, et qui n'avaient été publiés jusqu'à présent que d'une manière incomplète et inexacte.

Les savants auront à juger avec impartialité et, j'ose aussi le leur demander, avec indulgence, ce travail, que je n'ai pas entrepris sans une grande défiance de mes forces.

§ II. — DESCRIPTION SOMMAIRE DES MANUSCRITS CONNUS DE LA LOI SALIQUE[1].

*I. Manuscrit 3182, de la Bibl. royale, in-f°, appartenant autrefois à Jean Bigot dont il porte le nom et les armes. La bibliothèque l'a acquis avec d'autres du même fonds en 1706 : il est sur parchemin, et ne paraît pas plus ancien que le XIe siècle; il contient un nombre très-considérable de pièces diverses, la plupart relatives à des matières ecclésiastiques; D. Martène s'est servi de ce manuscrit pour publier plusieurs documents dans le tome IV de son *Thesaurus anecdotorum*.

A la page 312 on trouve le 2e et le 3e capitulaire de 803[2], sous une seule série de chiffres. Sur la page 315 est le grand pro-

[1] Les manuscrits de la *Lex emendata* sont, comme je l'ai dit page VIII, marqués d'une étoile. M. Claude, attaché au département des manuscrits de la Bibliothèque royale, a eu l'obligeance de relire les épreuves relatives à ceux que possède cet établissement. — [2] Je me conforme, pour les dates des capitulaires, à l'édition de Baluze, comme la plus connue en France.

logue de la loi Salique, commençant par les mots, *Gens Francorum inclyta,* suivi de la table des rubriques et du texte de la loi en soixante et dix titres, dont le dernier, page 338, est intitulé *De eo qui filiam alienam quæsierit, etc.* Ce texte est évidemment celui de la *Lex emendata.*

II. Le manuscrit 4403 [B] in-4°, a appartenu à Mazarin, et la Bibliothèque royale l'a acquis en 1668. Il paraît être du IX[e] siècle ou de la fin du VIII[e]; ce qui est certain, c'est qu'il ne contient aucun document de la seconde race.

Sur les f[os] 1 à 7, qui paraissent d'une écriture plus ancienne que le reste, on trouve les interprétations des deux premiers livres de la *lex Romana Visigothorum,* ou code d'Alaric II, auxquelles sont joints quelques fragments de sommaires du même code. Du f° 8 à 95 sont encore de semblables sommaires, depuis le chapitre IV du livre II, jusqu'à la fin des *Pauli receptæ Sententiæ;* puis les *Excerpta codicum Gregoriani et Hermogeniani;* et enfin *Papiniani fragmentum.* Mais l'écriture de cette partie est moins ancienne que celle des f[os] 1 à 7; et il y a un grand désordre dans l'arrangement des matières. Au verso du f° 95 est un hymne latin, et le recto 96 est en blanc. Sur le verso 96 commencent les rubriques de la loi Salique en soixante-cinq titres, suivies du texte qui finit avec le verso 111. Les derniers f[os] 112 à 114 inclusivement sont des fragments grecs tirés de l'évangile selon saint Luc, et de sermons ou d'homélies des Pères, sur lesquels je n'ai point à m'expliquer. Le texte de la loi Salique contenu dans ce manuscrit est une rédaction antérieure à celle de la *Lex emendata.* M. Leglay, dans son écrit *Sur la langue et la littérature des Francs,* page 270, s'est donc trompé en disant que notre manuscrit contenait la rédaction carlovingienne.

III. Le manuscrit 4404 est un in-folio sur parchemin, que

Colbert avait acheté dans une de nos provinces méridionales en 1682, ainsi que l'atteste une note de Baluze.

Le recto du f° 1 ne contient rien; sur le verso de ce f° et sur le recto 2 sont des figures grossièrement dessinées. La première colonne du verso 2 porte en majuscules: *In Christi nomine incipit auctoritas Alarici rege.* A la seconde colonne et sur la première du recto 3 est le *Commonitorium*, commençant par les mots, *Utilitatis populi*, et finissant par : *Datum sub die III nonas februarias, anno XXII, Tolosa regnante Alarico rege.* Au bas de la colonne 1re on lit en lettres rouges, *Incipit textus librorum legum*, et la seconde est remplie par un petit document qu'il me paraît utile de transcrire.

« In hoc dicta conduntur summi multorum mystica [1]. Hoc corpus sacrum lector in ore tuo, quod nunc a multis constat codix istius dictatus. Ex corpore Theodosiani libelli XVI. Theodosiani juniore novellarum unum. Valentiniani Augusti libellus, nempe Martiani, Majoriani, Severi et Gratiani ubi non sonunt interpretes. Paulus sententiarum libelli quinque; Gregoriani consonant simili libelli quinque; Hermogeniani, Papiani cum sententiis tres. Postmodum in hoc volumine continetur scriptus pactus Salicæ libellus unus, seu et Alamannorum et Ribuariorum, et edictus Childeberti regis et domino nostro Karolo imperatore. Edictus ejus extremus scribitur. Hos lege, tu lector felix, feliciter omnes; et tu qui legis peregrini mei in bonis memento, dilectissime frater [2]. » Il est évident que ce recueil était un livre légal, c'est-à-dire une collection de lois pour l'usage d'un tribunal, caractère qu'on rencontre encore dans d'autres manuscrits.

Sur le verso de ce même f° 3 on lit en majuscules : *In nomine Domini nostri Jesus-Christi, incipit lex Romanorum edicta a Theodosio imperatore, seu consoliis ejus.* Au f° 4 la table des rubriques de la

[1] Je n'hésite point à croire que ce mot signifie *règles sur le droit, formes légales.* — [2] On trouve dans les *Monumenta Germaniæ historica* de M. Pertz, t. III, en regard de la page XVIII, de la préface, sous le n° 5, un *fac simile* de cet avertissement, à commencer des mots *postmodum*.

compilation faite par ordre d'Alaric II, suivie des textes jusques et y compris le petit fragment de Papinien, qui finit avec le verso du feuillet 178. Sur le recto 179 commence la table des rubriques de la loi Salique, en une série de soixante et dix-sept, dont la dernière est, *Edictus domni Chilperici regis*. Le texte de la loi commence sur la première colonne du verso 180, et finit sur la première colonne du verso 196. Mais l'édit de Chilpéric ne s'y trouve point pour répondre à la rubrique qui l'indique dans la table. Après le titre numéroté LXVI, sont trois alinéa de droit Salique qu'on retrouve dans une série de onze titres qui sera indiquée plus bas. Sur le recto 197 est le prologue, *Gens Francorum;* le verso offre les dessins grossiers de figures de rois barbares. Les rubriques de la *lex Alamanorum* occupent le f° 198 entier. Le texte de cette loi commence au recto 199, jusques et y compris le verso 212. Les rubriques de la *lex Ribuariorum* (Ripuariorum) sont sur le f° 213. Le texte occupe les f°s 214 jusques et y compris le recto 227, où cette loi finit au milieu de la colonne seconde, dont le reste est en blanc. Le verso 227 contient une série de onze chapitres dans laquelle les trois que j'ai indiqués plus haut sont reproduits. La place de ces onze titres ne permet pas de les considérer comme des additions à la loi des Ripuaires. D'ailleurs, quelques-uns font partie de la loi Salique, dans le manuscrit de Wolfenbüttel (ci-après n° LXI), dans celui de Leyde (ci-après n° XXIX), et dans l'édition d'Herold. Cette série finit sur la seconde colonne du verso 229, où commence le pacte entre Childebert et Chlotaire, *Ut quia multorum,* suivi des édits de chacun de ces deux rois, *Decretum est,* et, *Cum in Dei nomine,* jusques et y compris la première colonne du f° 232 verso. La seconde colonne, ainsi que les f°s 233 et 234, contiennent le second capitulaire de 803; ce sont des additions de Charlemagne à la loi Salique. Mais ce capitulaire n'est pas terminé, le manuscrit étant incomplet à la fin. Quoiqu'il n'ait pas été rédigé avant 803, il n'est pas cependant postérieur

au règne de Charlemagne, puisque le petit document transcrit plus haut emploie, pour désigner les lois de ce prince, les mots *Carolo imperatore nostro.*

IV. Le manuscrit 4409 appartient depuis très-longtemps à la Bibliothèque royale, et porte l'ancien écusson de France avec le chiffre de Charles IX. C'est un in-4°.

Il commence par le livre V des Origines d'Isidore de Séville, *De autoribus legum,* folio 1 à 10, recto. Sur le verso du folio 10 est une table de rubriques intitulée, *Incipiunt capitula de libro legum,* qui, jusques et y compris le folio 16, contient les rubriques des matières de la *lex Romana Visigothorum.* Le texte qui suit, depuis le folio 17 jusqu'à 120, est celui de cette *lex Romana,* tantôt l'original avec les interprétations, tantôt ces seules interprétations. A la suite sont les Novelles de Théodose, etc.; l'abrégé de Gaius, les Sentences de Paul avec les interprétations; les extraits des codes Grégorien et Hermogénien, suivis du petit fragment de Papinien, appelé ici Papien. On trouve ensuite sur le folio 120, une formule qui est la seizième de Baluze, puis une chronologie des rois francs, depuis Thierri jusqu'à Pepin (D. Bouquet, t. II, page 691), après laquelle est le certificat qui appartient à la *lex Romana,* commençant par les mots *Anianus, vir scholasticus,* suivi d'un petit vocabulaire latin, grec, hébreu. Au recto 124 commence la table des rubriques de la loi Salique, terminée par la chronologie depuis Chlotaire jusqu'à l'an XV et demi de Pepin. (D. Bouquet, *ubi supra.*) Vient ensuite la loi Salique précédée du prologue, *Gens Francorum.* Ce texte paraît n'être qu'en quatre-vingt-dix-sept titres, parce que les titres *De hereburgio* et *De chrenecruda* ne sont point numérotés; mais, vérification faite, il est réellement divisé en quatre-vingt-dix-neuf; et cette circonstance, ainsi que le classement des matières, démontre qu'il appartient à une famille différente, et de la *Lex emendata*, et des textes indiqués aux

numéros II et III. Après la loi Salique on trouve l'édit de Childebert, commençant par *Cum in Dei nomine.* A la suite de cet édit, les mots *Expliciunt leges Salicæ, lib. III*, suivis d'un petit document vulgairement appelé épilogue, commençant par *Quem vero,* et relatif aux rois qui passent pour avoir rédigé la loi Salique ou pour y avoir fait des additions. Au recto 135 commencent des formules intitulées *Capitula cartarum,* jusque sur le recto 144; ces formules, au nombre de trente-deux, répondent aux trente-trois premières de la collection appelée *Formulæ Sirmondicæ,* qu'on trouve dans tous les recueils. Au verso de ce folio 144 est l'*Auctoritas Alarici regis,* qui ne consiste que dans les interprétations sur les seize livres du code Théodosien; les Novelles de Théodose jeune, etc. l'abrégé de Gaius, les Sentences de Paul; les fragments des codes Grégorien et Hermogénien, suivis du petit fragment de Papien.

*V. Le manuscrit 4417 avait appartenu au chapitre du Puy, qui en fit présent à Colbert en 1681. C'est un petit in-folio, d'une très-belle écriture du IXe siècle. Au verso 1er commencent les rubriques de la *lex Romana Visigothorum*, sous le titre, *Capitula librorum legis;* sur le recto 9, l'*Auctoritas,* suivie du *Commonitorium.* Cette *lex Romana,* qui se prolonge jusqu'au folio 37, est un texte arbitraire, pris souvent dans le code Théodosien et d'autres sources, souvent dans les interprétations. Elle ressemble beaucoup aux *Summæ Ægidianæ,* si même il n'y a pas une parfaite identité. Elle est suivie des *Novellæ Theodosii, etc.* du Gaius incomplet; des *Sentenciæ Pauli;* des extraits des codes Grégorien et Hermogénien, et du petit fragment de Papinien, appelé Papien. Sur le recto 71 commence la *lex Ribuariorum;* sur le recto 87, les rubriques de la *lex Salica,* précédées des mots : *Incipiunt capitula legis Salicæ.* Ces rubriques et les titres sont au nombre de soixante et dix; ainsi ce texte est celui de la *Lex emendata.* Vient ensuite la *lex Alamanorum,* la *lex Bajuvariorum* et la *lex Burgundionum,* finissant au titre *De*

asinis. On trouve après cette loi la compilation des capitulaires d'Ansegise en quatre livres, qui suit jusqu'à la fin du manuscrit.

* VI. Le manuscrit 4418 est un grand in-folio en parchemin, écrit vers le IXe siècle. La Bibliothèque royale l'a acquis avec le fonds Colbert, où il était venu de la bibliothèque de de Thou.

Il commence, f° 1, par une table intitulée, *Incipiunt capitula codicis Theodosiani*, jusques et y compris le f° 3. Sur le f° 4, après le titre *Incipiunt tituli legum ex corpore Theodosiano breviter succincti*, sont les interprétations de la *lex Romana Visigothorum*, semblables aux *Summæ Ægidianæ*, suivies des Novelles, du Gaius, des Sentences de Paul, des extraits des codes Grégorien et Hermogénien, du petit fragment de Papinien. L'*Epitome Novellarum Juliani antecessoris* commence au f° 38 par une table qui s'étend jusqu'au f° 48. Le texte de cet *Epitome*, intitulé, *Lex justiniana*, commence sur le f° 49, jusques et y compris le f° 140. Sur le recto du f° 141 est la loi des Ripuaires, jusques et y compris le f° 152. Le f° 153 contient les rubriques de la loi Salique. Sur le recto 154 commence cette loi sans prologue ni pièces accessoires, en soixante et dix titres, dont le dernier, *De eo qui filiam*, *etc.* finit au recto 169. Ce texte est accompagné d'interprétations interlinéaires dont F. Pithou et Bignon ont fait un grand usage. Après la loi Salique vient, verso 169, la loi des Bourguignons, finissant au recto 188. Sur le recto 189 est une Chronique des rois visigoths, et, sur le verso du même f° commence le code des Visigoths, finissant par la formule de promulgation, *Lectæ sunt leges suprascriptæ*, qui est sur la première colonne du recto 290. Sur la fin de cette colonne, sur la seconde et sur le verso se trouvent le chapitre XVII du titre II du livre IV et une longue variante du chapitre XII du titre IV du livre VI qui, effectivement, manquent dans le texte.

Ce manuscrit est celui dont j'ai adopté le texte pour publier la *Lex emendata*.

* VII. Le manuscrit 4626, petit in-f°, a appartenu à Jean Bigot, dont il porte le nom et les armes: il est sur parchemin, et une note écrite au bas de la page 2 porte les mots, *ex bibliotheca Matisconensi*, LIGERET. Le prologue, *Gens Francorum inclita,* est sur la page 2, la page 1 étant un papier blanc collé sur le parchemin; ce prologue occupe la page entière, et finit par les mots en lettres rouges *Explicit prologus. Incipit tractatus unde supra.* Sur la page 3 est le petit prologue, *Placuit auxiliante Domino atque convenit.* A la suite sont écrits en lettres rouges les mots : *Anno ab incarnatione Domini nostri J. C.* DCCLXVIII, *indiccione* VI, *Donnus Karolus, rex Francorum, hunc libellum tractati legis Salicæ scribere jussit.* Viennent ensuite les rubriques de cette loi qui vont jusqu'à la page 4, au nombre de soixante et dix, dont la dernière indique le titre *De eo qui alienam filiam;* mais le texte, qui commence sur la page 4 et qui suit jusque sur la page 40, n'a que soixante-neuf titres; le LXXe ne s'y trouve point : c'est évidemment une erreur de copiste puisqu'il est annoncé dans la table. Sur la page 40 commence le second capitulaire de 803, avec ce titre : *Incipiunt capitula qui in lege Salica domnus Augustus Karolus, anno ab incarnatione Domini nostri J. C.* DCCCIII, *imperii vero sui anno* III, *preponendo addere jussit.* Ce capitulaire est en vingt et un chapitres, parce qu'on y a réuni quelques-uns de ceux qui, dans la plupart des éditions, forment le troisième capitulaire de 803. Après divers autres capitulaires, entremêlés quelquefois d'extraits des Pères de l'église, on trouve, page 93, le document appelé dans d'autres manuscrits, *Recapitulatio solidorum legis Salicæ,* qui commence par les mots, *Sciendum est, etc.* Il est suivi de demandes et de réponses sur les lois, faites d'après Isidore; et, à la page 99, se trouvent les rubriques de la *lex Romana Visigothorum*, suivies de l'*Auctoritas.* Mais, après cette préface, ce n'est point le texte véritable, ce sont de simples extraits, tantôt des textes romains, tantôt des interprétations du même genre que les *Summæ Ægidianæ.* Sur le f° 105 recto est le

code des Bourguignons[1], finissant par le titre LXXXVIII, *De libertatibus,* au bas duquel on lit : *Explicit liber legis Salicæ.* Les trois dernières pages sont un hymne sur saint Vincent, martyr, et un petit fragment de saint Augustin sur la Sainte-Trinité.

VIII. Le manuscrit 4627 est un petit in-4° en parchemin, qui appartient depuis longtemps à la Bibliothèque royale, puisqu'il porte le chiffre et l'écusson de Charles IX. On n'y trouve point de lois de la seconde race; cependant à l'écriture on peut présumer qu'il n'est que du xe siècle. Le feuillet 1er est un morceau d'histoire naturelle, *Incipit de maris quomodo crescit et crescat.* Au feuillet 2 commence une série de formules intitulées, *Incipiunt cartas senicas,* qui finissent avec le verso 31. Ces formules font partie de celles qui ont été publiées par Bignon sous le titre d'*Appendix ad Marculfum.* Au recto 32 commence la *lex Salica* précédée du prologue, *Gens Francorum, etc.*; viennent ensuite la table de rubriques et le texte en quatre-vingt-dix-neuf titres, suivis d'un centième intitulé : *Incipiunt chunnas*[2]. Sur la fin du recto 57 est l'édit de Childebert, *Cum in Dei nomine,* après lequel on trouve l'épilogue, *Quam vero, etc.* et l'*Indiculus regnorum* comme la première chronologie du n° IV. A la fin du verso 59 commencent la préface et les deux livres des formules de Marculfe, jusques et y compris les premières lignes du recto 125. De 125 à 127, deux documents qui ont un autre objet; de 127 à 132, sept formules qui sont les sept premières de l'appendice de Marculfe; le f° 132 contient un petit document appelé *Gratiarum actiones* et une recette médicale; puis une formule en tête de laquelle est le titre suivant, *Incipit exorcysorum ad caldaria,* jusqu'au verso 133. Sur le recto 134 et suiv. sont six formules qui composent les VIII, IX, X, XI, XII de

[1] C'est à tort que le catalogue imprimé, t. III, p. 671, l'indique comme *lex Romana Burgundionum.* — [2] Ce titre, qui ne se trouve dans aucun autre manuscrit, est dans l'édition d'Herold sous le n° LXXX.

l'appendice de Marculfe, suivies de deux lettres et formules de prières d'exorcismes.

* IX. Le manuscrit 4628, autrefois de Colbert, est un grand in-8° sur parchemin, qui ne peut être plus ancien que le xe siècle. Il commence par la table des rubriques de la loi Salique au nombre de soixante et dix, après laquelle vient le texte, également en soixante et dix titres, dont le dernier est, *De eo qui filiam, etc.* On trouve ensuite le second et le troisième capitulaire de 803, suivis d'autres capitulaires de 803, 805, 819; mais le manuscrit offre une lacune qui peut être remplie en partie au moyen d'un feuillet placé par mégarde dans la loi des Ripuaires, transcrite à la suite de la loi Salique. Sur le verso du feuillet où finit la loi des Ripuaires est une formule de remède contre l'épilepsie. La loi des Alemans vient ensuite et termine le volume.

* X. Le manuscrit 4628[A] est un in-4° en parchemin, du x[e] siècle. Dès l'année 1829, M. Guérard en avait envoyé une description à la commission des travaux littéraires de l'Académie des inscriptions, qui l'a fait imprimer dans le tome XIII, 2[e] partie, p. 62 et suiv. des Notices et extraits des manuscrits. Ce manuscrit avait autrefois appartenu au monastère de Saint-Denis. Il fut donné en 1636 à l'évêque de Poitiers, et la Bibliothèque royale l'a acheté en 1740. J'entrerai dans peu de développements, le lecteur pouvant consulter la description de M. Guérard.

La première pièce est une lettre écrite en 858 par les évêques du synode de Quierzi à Louis de Germanie, suivie de quelques textes relatifs aux priviléges des églises et de fragments de lettres des papes saint Léon et saint Grégoire. La seconde est une chronique des rois des Francs et des Romains dans la Gaule que M. Guérard a publiée et à laquelle il a joint une savante dissertation. La troisième est, sous le titre *Laus Francorum,* le prologue

de la loi Salique *Gens Francorum,* suivi du petit prologue *Placuit ac convenit,* lequel n'était point inédit, comme l'a cru M. Guérard. Ils sont suivis des second et troisième capitulaires de 803, après lesquels est le texte de la loi Salique, sous la rubrique : *Incipiunt alia capitula legis Salicæ.* Ce texte, en soixante et dix titres, est, sans contredit, celui de la *Lex emendata :* il y a donc lieu de rectifier ce que M. Guérard a dit page 72, que cette loi est le texte de Schilter, texte qui, ainsi qu'on l'a vu n° VII, est en cent titres classés très-différemment de celui de notre manuscrit. Les pièces de quatre à onze inclusivement sont divers capitulaires, parmi lesquels on doit remarquer, n° 8, un document que Baluze, tome Ier, col. 511 à 515, a considéré à tort comme un capitulaire de 813; j'en reparlerai n° XXIII; les treizième et quatorzième, encore des capitulaires; la quinzième, un traité de *Legibus divinis et humanis,* par demandes et par réponses, extrait d'Isidore de Séville; le seizième est le *Pactum inter Childebertum et Chlotarium;* la dix-septième, la *Decretio Chlotarii* incomplète, qui se trouve encore, mais avec beaucoup de non-sens, sous le n° 21; la dix-huitième, l'édit de Childebert *Cum in Dei nomine,* qui se retrouve sous le n° 23; la dix-neuvième, un capitulaire de 779; la vingtième, un document dit, *Septem septennas,* suivi de la *Recapitulatio solidorum;* la vingt et unième, une nouvelle copie de la *Decretio Chlotarii,* déjà contenue sous le n° 17; la vingt-deuxième, des fragments du livre II, de la compilation d'Ansegise; la vingt-troisième, une nouvelle copie de l'édit de Childebert, déjà formant le n° 18; la vingt-quatrième, le petit document sur les rois à qui on attribue la rédaction de la loi Salique; la vingt-cinquième, la compilation des capitulaires en quatre livres par Ansegise; les pièces de vingt-six à trente inclusivement sont des fragments de capitulaires ou de la compilation des capitulaires; la trente et unième, la *Recapitulatio solidorum;* la trente-deuxième, un fragment relatif à la *villa Noviliacus* que Sirmond attribue à Hincmar;

la trente-troisième, des fragments de capitulaires et autres documents analogues; la trente-quatrième, la vie de Charlemagne par Éginhard; la trente-cinquième, un petit fragment de la compilation des capitulaires par Ansegise; la trente-sixième, deux fragments du code Théodosien, relatifs aux priviléges des églises; la trente-septième, deux extraits de la lettre XXIX de l'archevêque Hincmar à Charlemagne.

XI. Le manuscrit 4629, in-4° parchemin, a appartenu à Colbert. Les premiers feuillets ont été détruits; le premier de ceux qui restent est mutilé et ne devient entièrement lisible qu'au titre XXXVIII de la loi Salique, *Si quis messem.* Il est évidemment de la même famille que ceux des n°s IV et VIII; comme eux, il a quatre-vingt-dix-neuf titres; cependant ce texte ressemble beaucoup plus au n° IV. Après la loi Salique, est l'édit de Childebert *Cum in Dei nomine,* suivi des mots, *Explicit lib. III legis Salicæ,* et du document: *Quem vero rex Francorum statuit, etc.* Après on lit: *Incipiunt quæstiones de Trinitate et de philosophia.* Les chapitres II, III et IV du capitulaire de 806; les capitulaires de 803, le capitulaire de 805; vient ensuite la table de la *lex Ripuariorum,* qui n'est pas entière; le feuillet qui devrait contenir le reste de cette table est un fragment intitulé XXVII, contenant des extraits de quelque homélie. On trouve ensuite la *lex Ripuariorum,* suivie du document, *Sciendum est quibusdam legis Salicæ.* Le dernier document est une formule qui n'avait jamais été publiée avant que je l'insérasse dans la Bibliothèque de l'école des chartes, t. Ier, p. 217 et suiv.

XII. Le manuscrit 4630 ne présente aucun intérêt. C'est un in-folio provenu du fonds Colbert, d'une très-belle écriture, sur papier, copié au XVIe siècle, ou peut-être au XVe, du texte de la *lex Salica,* en soixante et dix titres. Cette copie a sans doute été faite

d'après un manuscrit plus ancien, qui n'est point indiqué. La signature Aug. de Thou est au bas de la première page.

* XIII. Le manuscrit 4631 est en partie sur papier et en partie sur parchemin. Il a appartenu à Antoine Faure, et la Bibliothèque royale l'a acquis en 1690. Il n'est qu'une copie, faite au xve siècle, du manuscrit 4628 A, ou de tout autre qui était entièrement semblable; il ne peut donc figurer ici que pour mémoire: la description que j'ai donnée n° X est suffisante.

* XIV. Le manuscrit 4632 a appartenu à Mazarin avant d'être acquis par la Bibliothèque royale en 1666. C'est un très-bel in-4° sur parchemin, du xe siècle. La première pièce est la loi des Ripuaires, mais mutilée, le premier feuillet commençant par une partie du titre LII, *Si quis rem suam alteri prestiterit.* Cette loi des Ripuaires finit au recto 7, sur lequel commence la *lex Salica.* Les rubriques ne sont qu'au nombre de soixante et dix, dont la dernière, *De eo qui alienam filiam, etc.*; mais le texte ajoute après le titre LXX deux autres dont l'indication n'était point dans la table : le premier intitulé, *De terra condemnata,* que du Tillet, Pithou, Bignon et Baluze avaient publié d'après un texte d'une famille autre que la *Lex emendata,* comme on le verra note 695; le second, intitulé *De invictu stricto,* que Baluze seul a publié d'après ce manuscrit, et qu'on ne trouve dans aucun, si ce n'est dans celui de Wolfenbüttel, que je décrirai n° LXII. Après la loi Salique, le manuscrit contient divers capitulaires, entre autres, ceux de 803 et de 819, pour les interprétations de la loi Salique. Sur le recto 39 commence la *lex Alamanorum* qui finit le volume.

* XV. Le manuscrit 4758, qui a appartenu à Mazarin, est un petit in-4° sur parchemin, du IXe siècle. Il commence par une feuille de liturgie, *Lectio epistolæ, etc.*; puis on trouve, f° 2, les second et

troisième capitulaires de 803; au verso du f° 8, les rubriques des titres de la loi Salique, et le texte, en soixante et dix titres, jusqu'au verso 63. Sur ce verso commencent, jusque sur le recto 116, les rubriques et ensuite le texte du code des Bourguignons, en quatre-vingt-dix titres. Les trois dernières pages sont de la liturgie, et des prières pour les morts.

* XVI. Le manuscrit 4759 est de la fin du xe ou même du xie siècle. Il commence, au verso du premier feuillet, par le prologue *Gens Francorum.* Sur le recto du deuxième feuillet, la table des titres de la loi Salique, au nombre de soixante et dix, et le texte, aussi de soixante et dix titres. Après le titre LXX, *De eo qui filiam,* et au bas du recto 21 commence le morceau d'Isidore, *De legibus. Moysi gentis Hebreorum, etc.* Sur le recto 22, la *lex Bajuvariorum,* finissant avec le recto 46; sur le verso 46, la *lex Ripuariorum,* finissant sur le recto 60; au verso 60, la *lex Alamanorum* jusqu'au verso 69, où se trouve seulement le titre XLVIII, le manuscrit étant incomplet.

* XVII. Le manuscrit 4760 in-4° sur parchemin est passé de la bibliothèque de Baluze dans la Bibliothèque royale. La lettre P qu'on y remarque et la reliure semblable à celle des livres de Pithou portent à croire qu'il a appartenu à ce savant; il paraît être du xe siècle. Au commencement sont des leçons sur la sainte Trinité et sur d'autres objets religieux; au recto 6, après une table des documents, on trouve : 1°, verso 6, un extrait d'Isidore, *De legibus;* 2°, verso 11, *Pactum pro tenore pacis dominorum Childeberti et Chlotarii regis;* 3°, verso 12, *Decretio Chlotarii,* commençant par les mots *Decretum est,* etc.; 4°, recto 14, *Decretum Childeberti regis : Cum nos in Dei nomine;* 5°, verso 16, *Decretum Karoli Magni anno regni sui XI,* c'est-à-dire le capitulaire de 779; 6°, recto 20, *Sententiæ de septem septennis,* suivies du petit document appelé *Recapitulatio;*

7°, recto 22, un nouveau texte du *Decretum Chlotarii*, précédé d'un sommaire du pacte ci-dessus; 8°, verso 23, le grand prologue *Gens Francorum*, suivi du petit, *Placuit ac convenit;* 9°, recto 25, les second et troisième capitulaires de 803; 10°, recto 29, la loi Salique en soixante et dix titres, précédée de l'intitulé *Anno incarnatione indictione VI*, mais sans millésime; 11°, recto 71, *Interrogationes Pippini et responsiones Alcuini*, suivies de quelques fragments du 1er capitulaire de 819, *De injuriis sacerdotum in ecclesia factis;* 12° Fragment de l'épître de S. Paul aux Romains. On peut le considérer comme une copie, *in parte qua*, du manuscrit 164 *bis* (suppl. lat.), dont je parlerai n° XXIV.

* XVIII. Le manuscrit 4787 est un petit in-4° du xe siècle, sur parchemin, que la Bibliothèque royale a acquis de celle de Colbert. Il commence par la table des rubriques de la *lex Salica*, suivie du texte; le tout en soixante et dix titres, dont le dernier, comme dans tous les manuscrits de la *Lex emendata*, est *Si quis filiam alienam adquisierit.* Mais, à la suite de ce titre, et sans aucune marque de séparation, est un titre *De juratoribus quales aut quantos secundum euva homo habere debet;* titre qui est le VIe de la loi des Alemans, suivant les éditions vulgaires. Aussi ce titre manque-t-il dans le texte de cette loi que contient notre manuscrit, après la loi Salique; la loi des Ripuaires vient ensuite.

* XIX. Le manuscrit 4788 est un petit in-8°, indiqué au dos *Fragmenta varia;* il paraît être du IXe siècle; Baluze le tenait de l'église S. Vincent de Laon, où il avait été trouvé dans des démolitions. Une partie en est détruite ou effacée par la corruption et l'humidité. On voit, par ce qu'il est possible d'en lire, que les cinquante-deux premiers feuillets contiennent la *lex Salica emendata*, en soixante et dix titres, dont le dernier est *De eo qui filiam alienam;* le reste consiste dans des capitulaires, dont quelques-uns

n'ont pu être lus par Baluze, ou dont il ne lui a pas paru important de parler; M. Pertz en a déchiffré et publié quelques lignes dans le tome III de ses *Monumenta*.

* XX. Le manuscrit 4789 est un petit in-8°, sur parchemin, qui a appartenu autrefois à Colbert et paraît être du XIe siècle. Il ne contient que la loi Salique, en soixante et dix titres.

* XXI. Le manuscrit 8801 a appartenu à Colbert; c'est un in-12, composé de deux parties très-distinctes: la première contenant l'astrologie de Martianus Capella, écrite au XIIIe siècle; la seconde, qui contient la *Lex emendata*, paraît être du IXe; mais cette partie est mutilée. La loi commence par les dernières lignes du titre XX, et le titre XLVIII *De adfatomiæ* n'est pas complet.

XXII. Le manuscrit 65 (supp. lat.) avait, suivant le témoignage de Baluze, Præfat. n° LXXX, appartenu à Lescure, puis ensuite à Expilly; c'est un petit in-folio qui contient d'abord le *Codex Burgundionum*, accompagné seulement d'une partie de la première addition, c'est-à-dire des dix-huit premiers titres. Au lieu des titres XIX et XX de cette addition, et de la seconde addition, qui manque entièrement, on trouve quatre titres, qui sont, sauf une multitude de fautes grossières, des interprétations extraites du *Breviarium Alaricianum,* savoir : 1° *De mutua pecunia, si servus, etc.* interprétation du titre IX du livre II des Sentences de Paul; 2° *De institutoribus, si quis cum discipulis*, interprétation du titre VII du livre II des Sentences de Paul; 3° *Lib. XV, Eva III. De infirmandis, etc.* interprétation du titre III du livre XV du code Théodosien; 4° *De servo;* c'est l'abrégé de l'interprétation du § 1 du titre XVIII du livre V des *Pauli Sententiæ*. A la suite immédiatement sont les rubriques de la loi Salique, en soixante-cinq titres, et le texte de cette loi, au même nombre de titres. Sur le

verso 32 commence le troisième capitulaire de 819, dont on ne trouve que les premiers chapitres, finissant au verso 33. Le reste est un extrait d'Isidore, *Moyses gentis hebrææ, etc.* finissant avec le verso 37. Le recto 38 est en blanc. Sur le verso 38 commence la table des rubriques de la *lex Romana Visigothorum;* à la suite desquelles, jusqu'à la fin, sont des textes de ce code, des Novelles et d'autres documents de droit romain d'après la compilation d'Alaric. Tantôt il n'y a que l'interprétation, tantôt le texte et l'interprétation, tantôt le texte seul. Le tout finit sur le recto du feuillet 160 et dernier, par le titre III § 2 du livre II du code Grégorien. Le copiste n'a pas même joint l'interprétation au texte de ce fragment; cependant c'est à dessein qu'il a fini en cet endroit, puisqu'il a écrit une formule de clôture assez usitée, pour rendre grâce à Dieu.

* XXIII. Le manuscrit 75 (supp. lat.), *olim* de S. Vincent de Metz, est celui dont Baluze, præf. n° LXXVI, nous apprend qu'il a fait usage, et même où il a pris le dessin de la gravure qu'on trouve dans ses capitulaires, t. II, col. 1307. Ce manuscrit, du xe siècle, appartenait aux jésuites, bibliothèque du collége de Clermont, à Paris, ainsi que l'atteste son inscription sous le n° CCII dans le catalogue de cette bibliothèque imprimé en 1764. Il n'a été acheté par la Bibliothèque royale que le 21 décembre 1810, à la vente de Mérigot, libraire. Une marque qui distinguait les livres de Lamoignon porte à croire que ce manuscrit lui avait appartenu après être sorti de la bibliothèque des jésuites.

Il commence par des capitulaires depuis 752 jusqu'en 884. On trouve ensuite, f° 121 recto, deux généalogies des rois francs, imprimées dans D. Bouquet, t. II, p. 697 et 698; le grand prologue de la loi Salique *Gens Francorum;* le petit prologue *Placuit atque convenit.* A la suite est un chapitre sur les affranchis, faisant le VIIe du premier capitulaire de 803. Après quoi, on lit cet aver-

tissement du copiste : *Reliqua quæ in capitulari continentur, prudens lector, hoc modo poteris indagare; nunc stilus flectendus et ad Salica argumenta, Deo volente.* Ces mots sont suivis de : *Incipit liber legis Salicæ. De mannire.* A la suite de cette loi, qui est en soixante et dix titres et finit par *De eo qui filiam alienam,* on trouve un document, que Baluze, t. Ier, col. 511, considère comme capitulaire de 813. Il est intitulé, *Notitia vel commemoratio de illa Euva quæ se ad amorem habet,* rubrique que ce savant n'a pas imprimée avec le texte, mais qu'il a transcrite dans une note, t. II, col. 1075. M. Pertz, *Monumenta germanica*, t. III, præf. p. XXXI, croit que c'est simplement un statut local du *pagus Xantensis.* Comme il n'en a point encore publié le texte, et qu'il n'a point expliqué les motifs de cette dénomination, je ne saurais les discuter. Je crois, comme lui, que ce document est un statut local, mais je l'attribuerais plutôt au lieu appelé *Ameren* qu'à *Xanten.* Dans les mots *illa Euva quæ se ad amorem habet,* je crois qu'*amorem* ne signifie pas *amour, amitié, confraternité,* comme cependant a paru le croire le copiste du manuscrit, qui a mis au-dessus le mot allemand *Gezuntfit,* signifiant *association, gilde.* Je crois qu'*amorem* désigne un lieu, ce qui me paraît prouvé par les chapitres XXV et XXVI du document. Ce lieu me paraît être *Ameren,* situé dans le duché de Clèves-Juliers, à la proximité de *Xanten*[1]. Le document dont je viens de parler est suivi de la *lex Ripuariorum,* de la *lex Alamanorum* et de la *lex Baiovariorum* qui termine le volume.

* XXIV. Le manuscrit 164 *bis* (supp. lat.) est un in-4° de cent soixante-neuf feuillets, sur parchemin, qui a appartenu à la bibliothèque des jésuites du collége de Clermont à Paris, où Baluze nous apprend qu'il était entré venant du Tillet, qui l'avait eu de l'église de Reims. Il est désigné sous le n° DCXX du cata-

[1] Ce document est aussi dans 4628 A, f° 38, dont il est douteux que Baluze ait usé, car je ne crois pas que ce soit le manuscrit du collége de Navarre dont il parle.

logue, mais la description en est inexacte. Ce manuscrit a beaucoup de ressemblance avec les 4628[1] et 4760, ce dernier surtout en est une copie *in parte qua*. Sur le verso du premier feuillet, qui est une sorte de feuille de garde, on trouve les restes d'un inventaire de pièces, dont le commencement, qui était sur le recto, est entièrement effacé. Voici l'état de celles que contient le manuscrit: 1° *Libellus episcoporum Italiæ,* qu'on trouve dans Hardouin; 2° Concile de Francfort de 794, et suiv.; 3° Capitulaire de 789; 4° *Interrogationes Pippini et responsiones Alcuini,* dont les copies se trouvent dans beaucoup d'autres manuscrits; 5° *De legibus,* extrait des Origines d'Isidore, liv. V; 6° p. 65, *Pactus pro tenore pacis Childeberti et Chlotarii,* commençant par les mots, *Et quia multorum;* 7° *Decretio Chlotarii,* moins les titres XIII, XIV et XV; 8° *Decretum Childeberti,* commençant par *Cum nos in Dei nomine,* incomplet; 9° le capitulaire de 779; 10° p. 75, *Sententias de septem septennas,* et *Recapitulatio legis;* 11° p. 78, une rubrique un peu longue, suivie du décret de Chlotaire, *Decretum est,* qui contient les trois chapitres omis dans le texte précédent; 12° p. 79, le prologue *Gens Francorum,* suivi du petit prologue *Placuit ac convenit;* 13° p. 81, le second capitulaire de 803; 14° p. 85, l'intitulé de la loi Salique, annonçant que c'est la *lex emendata a Carolo Magno,* avec date grattée; les rubriques et le texte, en soixante et dix titres; dont le dernier est: *De eo qui filiam alienam;* 15° p. 138, *Decretum Childeberti,* plus complet qu'au n° 8; 16° p. 140, le petit document, *Quæ vero rex Francorum,* et la petite chronologie des rois francs; 17° p. 141, la collection ou plutôt compilation des capitulaires par Ansegise, en quatre livres, suivie d'un assez grand nombre de capitulaires de Charlemagne et de Louis le Débonnaire, qu'il serait trop long d'énumérer; p. 273, le troisième capitulaire de 819; p. 275, la *Recapitulatio legis Salicæ;* enfin, p. 279, une petite chronique de Flodoald. Cet auteur étant mort vers 966, on pourrait en conclure que notre manuscrit est de la fin du

xe siècle; mais cette chronique et tout ce qui suit ont pu faire partie d'un autre manuscrit. Elle commence à un recto, et le verso précédent est presque tout en blanc.

* XXV. Le manuscrit 215 (supp. lat.), appartenant autrefois aux jésuites, est celui que Baluze appelle tantôt *Corbionensis*, tantôt *S. Launomari Blesensis;* je renvoie à ce que j'ai dit à ce sujet dans le Journal des savants du mois de juillet 1839, p. 385 et suiv. Il paraît être de la fin du xe ou du commencement du XIe siècle.

Ce manuscrit, qui porte le n° DCXV dans le catalogue imprimé en 1764, commence par la Novelle de Valentinien, *De episcopali audientia*, avec son interprétation telle qu'on la trouve dans le code d'Alaric II; suit 1° une rubrique *De ratione danda libertorum*, dont le texte est dans les Institutes de Gaius, § *Omnes homines;* 2° la rubrique *De numero servorum manumittendorum*, Institutes de Gaius, § *Constitutam;* 3° sous la rubrique *De libertatibus*, le titre III de la *lex Romana Burgundiorum*, vulgairement appelée *Papianus;* 4° deux titres *De inofficioso testamento et inofficiosis donationibus*, qui sont les interprétations du *Breviarium* sur deux constitutions du code Théodosien portant ces titres; mais le texte n'est pas achevé. Ce document est suivi, sur le recto 9 et jusques et y compris le verso 12, des rubriques du code Théodosien et des Novelles. Sur le recto du f° 13 commence un travail d'extraits de texte et d'interprétations du code d'Alaric II, intitulés : *In nomine sanctæ Trinitatis incipiunt scædulæ legis Romanæ quæ ideo scintillæ vocantur.* Ce travail, du genre des *Summæ Ægidianæ*, finit, au verso 48, par les mots *filia curialis*, sans suite. Sur le recto du 49e feuillet sont les signatures qui ordinairement accompagnent la préface du code des Bourguignons, après quoi vient la table des rubriques de ce code, suivie, jusqu'au feuillet 51, de quelques documents dont je ne connais pas encore la source. Au bas du

feuillet 51 commence le code des Bourguignons, terminé par le titre LXXXIX, *De reis corripiendis*, dont une ligne seulement commence le feuillet 86. On trouve ensuite l'*edictum generale* de Chlotaire qui commence par les mots : *Usus est clementiæ*. C'est le seul manuscrit contenant la loi Salique où se trouve cet édit; il est entre le code principal des Bourguignons et la première addition faite à ce code. Cet édit va jusqu'au feuillet 87, sans toutefois que le dernier paragraphe du chapitre XIII soit complet. Il est suivi des titres XI et suivants des premières additions du code des Bourguignons, finissant par le titre XVII, *De asinis*. Vient ensuite, sur la fin du folio 89, un document intitulé *De collectis edictum*, loi de Sigismond que je crois inédite. Je l'ai publiée dans le Journal des savants de 1839, page 389, et il est inséré à sa date dans la nouvelle collection des *Diplomata*, dont l'Académie m'a confié la rédaction. Après quelques fragments des capitulaires, pris çà et là, probablement dans la collection d'Ansegise, et d'une écriture très-différente du reste, on trouve au verso 91 la table des rubriques de la loi Salique, suivie du texte qui finit par le titre LXX, *De eo qui filiam alienam*. La table paraît indiquer soixante et onze titres, mais c'est par l'effet d'une erreur, et en réalité le texte n'est que de soixante et dix titres. Sur le verso 121, jusques et y compris le verso 125, sont les textes des capitulaires de 819. Sur le recto 126 commence la *lex Ripuariorum*, jusque sur le verso 139. Au bas de ce verso commence la *lex Alamanorum*, jusques et y compris le verso 154. Il manque quelque chose au manuscrit, qui cependant paraît avoir été complet lorsque Baluze l'a consulté.

*XXVI. Le manuscrit 303 (suppl. lat.) appartenait aussi à la bibliothèque du collége de Clermont des jésuites, et paraît du IXe siècle. Il n'offre aucune des conditions des trois manuscrits de cette bibliothèque dont Baluze dit, n° LXXVI de sa préface, qu'il

a fait usage; par conséquent, il pourrait ne lui avoir pas été connu; il porte le n° DCXXIII du catalogue imprimé en 1764.

La loi Salique, sans prologues ni épilogues, paraît être de soixante et onze titres; mais, après les soixante et dix premiers, conformes à ceux de la *Lex emendata*, se trouve un soixante et onzième *De immunitatibus*, qui est tout simplement le chapitre XI du troisième capitulaire de 803. Tout le reste consiste dans des capitulaires de 803 et 805, un petit nombre de lignes d'une légende sur saint Maurice, et des fragments de divers Pères de l'Église sur les vertus et les vices.

* XXVII. Le manuscrit 247, fonds Notre-Dame, *olim* F. 4, a très-probablement, comme le 252 dont il sera question au numéro suivant, appartenu au célèbre jurisconsulte Antoine Loisel. On sait par l'histoire de sa vie, imprimée en tête de l'édition de ses Institutes donnée par de Laurière, que Loisel avait légué ses livres et manuscrits à Guy Loisel, son fils, chanoine de Notre-Dame. Après la mort de celui-ci, ils ont passé à Claude Joly, chantre de Notre-Dame, son neveu. Joly les a donnés au chapitre, qui les a vendus avec d'autres, au nombre de trois cents, au roi en 1756. Une note que M. Champollion m'a communiquée porte à croire que plusieurs des manuscrits de Loisel lui provenaient de l'église de S.-Pierre de Beauvais. Néanmoins, ni ce manuscrit ni le suivant ne sont le manuscrit dont parle Baluze dans sa préface, n°s LXXIII et LXXXVI, puisque de son temps l'église de Beauvais le possédait encore. Celui dont je m'occupe est un in-8° sur parchemin, paraissant écrit au IXe siècle. Sur la première page commence le *Capitularium ad ecclesiasticos ordines pertinens*[1] de 816, mais sans prologue. Du verso du feuillet 7 au verso 19, plusieurs capitulaires de 819. Le recto 20 contient une rubrique *Expliciunt capitula, etc.* en majuscules, et le verso une prière pour l'empereur. Sur le

[1] Le relieur a mal placé le f° 5, ce qui laisse supposer une lacune qui n'existe pas.

recto 21 commence le troisième livre de la compilation d'Ansegise. Il finit, sur le verso 40, par l'avant-dernier chapitre *De mensuris et ponderibus*, après lequel est la préface du livre IV, suivie de l'épilogue *Theodoricus*, annexé presque toujours aux lois des Ripuaires, des Alemans, ou des Bavarois; l'écriture de cette pièce paraît être de P. Pithou. Sur le recto 41 commence la loi Salique, précédée du prologue *Gens Francorum*, et d'une table des rubriques. Le texte en soixante et dix titres, finissant par *De eo qui filiam alienam, etc.* termine le manuscrit; mais le manque de quelques feuillets y cause des lacunes.

* XXVIII. Le manuscrit 252, fonds Notre-Dame, *olim* F. 9, porte plusieurs fois les noms *Antonius Loisel;* ainsi on ne peut douter qu'il ne soit le *Codex Loisellianus* dont parlent F. Pithou, Bignon et Baluze. Il était originairement tout en parchemin, écrit au IXe siècle; mais on y a rempli des feuillets manquants par des pages de papier; du reste, tout ce qui concerne la loi Salique est intact. En voici la description.

Il commence, dans son état actuel, par quelques pages en papier, dont une contient, d'une écriture moderne, des extraits de la compilation d'Ansegise. Le texte sur parchemin qui suit ces feuillets commence par les mots *abbates, comites, etc.* du chapitre LIX du livre Ier de cette compilation, et continue jusque vers la fin du chapitre VI du livre II, *De admonitione ad comitis.* Après ce fragment sont douze feuillets en papier blanc suivis de nouveaux feuillets en parchemin, dont le premier contient les derniers mots du chapitre IX du second livre d'Ansegise, le chapitre XX, etc. jusques et y compris le f° 41, qui finit par les premières lignes du chapitre intitulé *De festivitatibus anni,* numéroté XXXIII, mais qui est le XXXV dans Baluze, t. I, col. 748. On trouve ensuite six feuillets en papier entièrement blanc. Le texte sur parchemin recommence aux mots *pertineat dicente domino* du cha-

pitre XL, suivant Baluze, mais XXXVIII d'après notre manuscrit, jusques et y compris le f° 64 qui est mutilé, une partie du chapitre LXXXII du livre III, *De beneficiis episcoporum, etc.* On trouve de nouveau huit feuillets de papier, sur deux desquels sont quelques notes extraites des capitulaires. La partie en parchemin reprend ensuite sur le recto du f° 65, illisible. Au verso est le grand prologue *Gens Francorum,* suivi du petit prologue *Placuit atque convenit,* et du document *Septem septennas,* plus étendu que dans les autres manuscrits et dans les éditions[1]. Puis viennent les rubriques et le texte de la loi Salique en soixante-cinq titres, depuis *De mannire* jusqu'à *De caballo mortuo excorticato.* Sous le numéro LXVI est le *Pactum pro tenore pacis* entre Childebert et Chlotaire; encore sous le numéro LXVI, *Decretio Chlotarii,* commençant par les mots *Decretum est ut vigilias, etc.* suivie de l'édit de Childebert, *Cum in Dei nomine,* lequel finit sur le recto du f° 96, dont le verso est en blanc, l'écriture en ayant été effacée ou grattée. Le texte de cette loi n'est point celui de la *Lex emendata;* il est identique avec celui dont j'ai parlé n° II, sauf quelques variantes, mais il contient un plus grand nombre de gloses malbergiques. Après, on trouve sur papier, et d'une main du XVIIe siècle, un chapitre intitulé *Karoli cap. ultimum legis Salicæ, De falsis testibus convincendis.* Ce chapitre est celui qui porte le n° X dans le premier capitulaire de 819. Le feuillet suivant, aussi en papier, est blanc, et sur le recto commencent les rubriques du livre V d'Isidore de Séville, continuées, à compter de la XIIIe, sur le recto du f° 97. Ces rubriques sont suivies du texte finissant à *Carcer dictus a coercendo;* mais, entre les f°s 103 et 104, il y a une lacune qu'on se proposait de remplir à l'aide de deux feuillets de papier resté blanc. Au recto du f° 121 recommence le parchemin, et sur le verso est la loi des Alemans, qui finit, f° 144, par la rubrique du titre LIII, le manuscrit étant encore incomplet.

[1] Je l'ai publié *in extenso* pages 350 et suiv.

* XXIX. Le manuscrit 1046 (suppl. lat.) de la Bibliothèque royale n'est qu'une copie récemment obtenue de la loi Salique, contenue dans le manuscrit 119 de Leyde, in-4°, dont je vais donner la description, d'après les notes qu'a bien voulu me transmettre M. Geel, professeur bibliothécaire de l'Université de Leyde, correspondant de l'Académie des inscriptions.

Ce manuscrit sur parchemin, d'une écriture du IXe siècle, est in-4°; il a appartenu à Vossius et à Paul Petau, qui y a écrit quelques notes : il consiste en 141 feuillets. Du f° 1 à 10 sont les chapitres sur les lois, extraits du livre V des Origines d'Isidore; f° 10 à 12, la constitution du code Théodosien, *De episcopali judicio*, suivie d'extraits du Deutéronome; du f° 12 à 64, *Compendium codicis Theodosiani, jussu Alarici regis;* du f° 64 à 88, la *lex Salica*, que je vais plus particulièrement décrire[1]. Le prologue *Gens Francorum* est en tête; suit la table des rubriques, dont on trouvera la transcription pag. 324 et suiv. et ensuite le texte. A la suite du dernier de ces titres, on lit, *Explicit lib. II, incipit III;* et ce qui forme ce livre II consiste dans le *Pactum pro tenore pacis inter Childebertum et Chlotarium*, divisé en cinq titres. A la suite du dernier on lit : *Dehinc lib.* [*III*], *incipit decretio Chlotarii regis*. Le décret de Chlotaire est divisé en six titres, et suivi du décret de Childebert *Cum in Dei nomine,* divisé en sept titres. Après ce document sont les mots *Explicit legis Salicæ lib. III;* ensuite de quoi l'épilogue *Quem vero, etc.* que je publierai pag. 347. Le manuscrit ne contient rien de plus relativement à la loi Salique, quoiqu'on puisse supposer que le copiste avait l'intention de transcrire encore quelque chose sur le même objet, puisqu'il a écrit quelques rubriques de titres qu'on ne voit pas dans le texte. Paul Petau, qui en a été possesseur, a écrit à la fin de la dernière ligne de l'épilogue : *Hactenus lex Salica*. Du f° 89 à 93 le manuscrit contient une partie

[1] Les soixante et onze premiers titres étant (à l'exception du titre II) une copie exacte des soixante et dix titres de la *Lex emendata*, je classe ce manuscrit parmi ceux de cette rédaction.

de la loi des Ripuaires; du f° 93 à 108, la loi des Alemans; le f° 108 est intitulé : *In nomine domini nostri J. C. incipit lex Pacciviorum* (*Bajuvariorum*). Après cette rubrique est un extrait d'Isidore *Moyses, etc.* du f° 109 à 131, la loi des Bavarois; f° 132 à 141, le second capitulaire de 803, et quelques autres extraits de capitulaires particuliers. Ce manuscrit est, avec le manuscrit 4404, celui qui contient le plus de titres relatifs à l'ancien droit coutumier des Francs, qui n'ont pas été admis dans la rédaction de Charlemagne. Je les publierai, pages 328 et suiv. sous le titre, *Capita extravagantia*[1].

XXX. Manuscrit de la bibliothèque de la faculté de médecine de Montpellier, 136 H, que M. le doyen de cette faculté a bien voulu envoyer à Paris pour m'être communiqué. Il a incontestablement appartenu à Fr. Pithou, et probablement à P. Pithou, son frère. On y trouve écrit sur plusieurs pages *Ex libris oratorii Trecencis;* or, c'est un fait attesté par les auteurs des vies des frères Pithou, et notamment par Grosley, t. II, pag. 226, que Fr. Pithou, en léguant sa maison pour y établir un collége tenu par les Pères de l'Oratoire, avait aussi légué à cette maison une partie de ses livres et manuscrits. Grosley, qui avait dressé pour son usage un catalogue sommaire des manuscrits, et qui l'avait fait imprimer à la suite de la vie de Fr. Pithou, y désigne très-formellement celui dont il s'agit, qu'il indique comme commençant par le code Théodosien, et terminé par les lettres de Sidoine, d'Yves de Chartres et autres[2]. Il n'y parle point de la loi Salique, parce que sans doute il l'avait parcouru superficiellement. Ce manuscrit, qui était encore en 1756 dans la bibliothèque des oratoriens de Troyes,

[1] Les vingt-neuf manuscrits qui précèdent appartiennent à la Bibliothèque royale; mais voir ce que je dirai page LXV ci-après. — [2] En effet, du temps de Grosley, et même encore en 1839, deux manuscrits, très-distincts par leur objet et leur âge, étaient réunis. Le second, qui terminait le volume, était une copie faite au XVI[e] siècle des lettres de Sidoine, d'Yves de Chartres, et autres pièces analogues. La faculté de Montpellier les a fait relier séparément.

y est resté jusqu'à l'époque où, par la suppression des congrégations religieuses, leurs biens meubles et immeubles furent déclarés nationaux. Les livres de l'Oratoire de Troyes ont d'abord été placés dans la bibliothèque de la ville de Troyes. En 1804 deux commissaires furent chargés d'enlever de cette bibliothèque un grand nombre de livres imprimés et de manuscrits. La plupart furent réunis à la Bibliothèque nationale; mais M. Prunelle, un des commissaires, parvint à s'en faire donner plusieurs pour la ville de Montpellier, et c'est ce qui explique comment s'y trouve celui dont il s'agit. Rien ne porte à croire que Baluze l'ait connu. Celui dont il parle, t. II, col. 1047, comme ayant appartenu à Pithou, et dont au surplus il ne s'est pas servi, sera décrit n° XXXIV.

Notre manuscrit est un petit in-folio en parchemin, de 189 feuillets, d'une écriture du IXe siècle. Du f° 1 jusques et y compris 155, est la compilation du droit romain faite par ordre d'Alaric II. Au bas du verso 155 et sur le commencement du verso 156 est une formule de clôture, *Explicit, etc.* suivie d'un titre, *De homicidiis*, qui est le titre II de la *lex Romana Burgundionum*, vulgairement appelée *Papianus*. Les dernières lignes du recto 156 portent la rubrique *Incipit prologus legis Salicæ*, et ce prologue occupe le verso 156, au bas duquel on lit ces mots: *Anno ter XIII decimo, regnante domino nostro Pippino gloriosissimo rege.* L'exactitude, qui est le seul mérite dans la description d'un manuscrit, m'oblige à dire que cette note, quoique écrite en caractères de la même forme que le reste, est d'une encre plus pâle et paraît même d'une main différente. La table des rubriques de la loi Salique et le texte de cette loi, divisé en quatre-vingt-dix-neuf titres, occupent les f°s 157 et suivants jusqu'aux deux tiers du verso 170. Ce document est terminé par les mots *Explicit lex Salica, Deo gratias.* Le reste de ce même verso 170 est occupé par les premières lignes de l'édit de Childebert, de 595, commençant par les mots *Cum in Dei nomine,*

lequel se continue jusqu'au commencement du recto 172. A la suite des quatre dernières lignes qui sont à la tête du recto 172, on lit, *Explicit legis Salicæ lib. III*, et l'épilogue *Quam vero rex primus Francorum*, suivi du petit résumé chronologique intitulé *Incipiunt regnorum*. On lit au milieu du verso 172 : *Sunt Capitula quæ a gloriossissimo imperatore Karolus in legem Salicam mittere præcepit.* Ce document, qui occupe la fin du verso 172 et le commencement du verso 173, est le second capitulaire de 803. On trouve ensuite le troisième de la même année sur le reste du verso 173 jusqu'au commencement du verso 174. Il est suivi du résumé des compositions de la loi Salique, commençant par les mots *Sciendum, etc.* qui occupent le reste du verso 174 et presque tout le recto 175. A la suite est une formule du serment prêté à Charles, fils de Pepin, et à la reine Frastrade, son épouse. Sur le verso 175 commence un capitulaire de 779, puis un autre de 805, qui se terminent au recto 183. Sur le verso 183 commence le capitulaire de Louis le Débonnaire, de 816 ou 817, appelé *Capitulare Aquisgranense*, en XXIX chapitres; le capitulaire de 819, *Additamenta ad legem Salicam;* enfin le capitulaire de la même année, *De instructione missorum*, qui se termine sur le verso du f° 189 et dernier. J'ai dit que ce manuscrit était très-évidemment d'une écriture du IXe siècle, mais l'on voit par les documents qu'il contient qu'il n'a pu être écrit qu'après 819.

* XXXI. Autun. Bibliothèque du séminaire, in-4°, n° 36. Je donne ces renseignements d'après une description très-détaillée que Mgr l'évêque d'Autun a bien voulu me faire parvenir. Ce manuscrit est lié à deux ais de bois recouverts de peau. Il se compose, dans l'état actuel, de seize cahiers (*quaterniones*) de parchemin et de vélin mêlés, dont quelques feuillets ont été arrachés.

On peut le diviser en trois parties. La première, qui est la plus complète, commence au folio 1 verso, jusqu'au folio 56 recto.

Elle contient : 1° le traité d'Alcuin *De Trinitate,* avec la prière et la profession de foi du même auteur; 2° la lettre d'Alcuin à Fredegise, et les vingt-huit questions sur l'Écriture adressées au même; 3° la lettre d'Alcuin à la vierge Eulalie, sur la nature de l'âme, document qui ne paraît pas achevé.

La seconde partie du manuscrit, du f° 57 au f° 99 recto, contenait la loi Salique et celle des Alemans; mais les f°s 57, 58 et 59, où se trouvait certainement l'index de la loi Salique, et peut-être quelque prologue, ont été arrachés; le f° 60, qui, par erreur de reliure, occupe la place du 64e, commence par le titre 1er, *Si quis ad mallum, etc.* et le texte continue jusqu'au § 2 du titre LXIX, *Si quis hominem sine consensu judicis de ramo ubi,* mots qui terminent le f° 92 verso. Les f°s 93 et 94 ont été arrachés : ils contenaient évidemment le reste de la loi Salique et sans doute quelques autres documents. Sur le recto du f° 95 commence la table des rubriques de la loi des Alemans jusqu'au f° 98 recto, où se trouve le titre 1er du texte : *Si quis liber res suas, etc.* Le f° 99 recto finit par les mots du § 1er du titre III : *Si quis homo aliquem persequens fugitivum aut liberum.* On voit donc que cette partie du manuscrit est très-incomplète. Contenait-il originairement, outre la fin de la loi des Alemans, d'autres codes barbares? c'est ce qu'il est impossible de reconnaître.

La troisième partie du manuscrit commençant au verso du f° 99 ne contient que des ouvrages de piété dont l'indication me paraît inutile. On peut supposer que cette partie constituait un manuscrit ou une portion de manuscrit spécial qu'on aura joint aux précédentes. Elle leur est très-inférieure pour l'écriture et l'exactitude, et paraît même être du Xe siècle, tandis que les autres peuvent avec vraisemblance être attribuées au IXe. Le rédacteur de la notice que Mgr l'évêque d'Autun a bien voulu me transmettre a pris soin de relever les variantes entre le texte de la loi Salique du manuscrit et l'édition de Baluze. Il est difficile de faire un tra-

vail plus exact; mais je crois qu'il allongerait sans nécessité cette notice, puisque je n'ai pas adopté le texte de Baluze comme base de mon édition de la *Lex emendata*, ainsi que je l'expliquerai page 274.

XXXII. Manuscrit de la bibliothèque de la ville de Cambrai, n° 576, in-folio, parchemin écrit sur deux colonnes, IXe siècle.

Ce manuscrit, que M. le maire de Cambrai a bien voulu me communiquer, contient la collection de canons des conciles dite de Denis le Petit. Il y manque les premiers feuillets, le manuscrit commençant au chapitre XXII du concile d'Antioche. Le concile d'Éphèse ne s'y trouve pas. En général on a omis les noms des évêques qui ont assisté aux conciles; on se borne à en indiquer le nombre. Après des additions diverses et des extraits du Deutéronome, et sans autre marque distinctive que l'écriture en rouge, on lit : *Capitula quæ in lege Salica dominus Augustus Carolus, anno ab Incarnatione Domini nostri Jesu Christi DCCCIII, addere jussit.* Le document indiqué par cette rubrique contient, en un seul contexte divisé en trente-sept chapitres, les second et troisième capitulaires de 803. Ce document est suivi du prologue *Gens Francorum inclyta, etc.* après lequel on lit : *in Christi nomine incipiunt capitula legis Salicæ.* C'est la série de l'index des soixante et dix rubriques, depuis *De mannire* jusques et y compris *De eo qui filiam alienam.* Cette rubrique est numérotée LXXI, parce qu'un chiffre a été omis. Après cette table commence le texte, qui s'arrête au titre XXV, *De caballo sine permissu domini, etc.* Ce texte est évidemment de la *Lex emendata;* mais, ainsi qu'on l'a vu, il n'est pas complet.

* XXXIII. Manuscrit de la bibliothèque de la ville de Lyon, in-f° ou grand in-4° du Xe, peut-être même du commencement du XIe siècle. Le maire de cette ville en ayant refusé la communica-

tion, qui lui avait été demandée plusieurs fois par M. le ministre de l'instruction publique, je ne peux en parler que d'après ce qu'en a dit M. Zencher dans le tome X des Archives statistiques du département du Rhône, pages 32 et suiv. et quelques renseignements qu'ont bien voulu me transmettre MM. Péricard, bibliothécaire de la ville de Lyon, et Chelle, élève de l'École des chartes, archiviste de la préfecture du Rhône.

Il contient une partie du livre III de la *lex Romana Visigothorum*, ainsi que la suite de cette compilation jusqu'au titre VI du livre III des *Pauli receptæ Sententiæ;* c'est sous ce point de vue qu'il en est parlé dans les *Opuscula* d'Haubold, tom. II, præf. pag. XCIX. Quant à la loi Salique, dont je m'occupe spécialement, le manuscrit, très-mutilé, ne contient de l'*index* que les cinquante-sept premières rubriques dans l'ordre et la rédaction de la *Lex emendata*. Le texte, sans prologue ni épilogue, commence par *De mannire*, et finit au cinquième paragraphe du titre XXXV.

XXXIV. Manuscrit de Pithou, appartenant à M. Barrois. Le propriétaire de ce manuscrit, avec qui j'ai eu l'honneur de siéger à la Chambre des députés avant 1830, a bien voulu me le confier. C'est un petit in-folio en parchemin de 51 feuillets. On voit, par une attestation de Desmarés, probablement l'éditeur de P. Pithou, qu'il avait appartenu à P. et à F. Pithou, et qu'il lui avait été donné par un de leurs neveux en 1684. Il paraît être du X[e] siècle, mais est très-mutilé. Le premier feuillet actuel, car évidemment il y en avait d'autres, contient trois lignes que les traces d'écriture encore visible démontrent être les dernières lignes du grand prologue de la loi Salique. A la suite de ces trois lignes sont les rubriques, au nombre de soixante et dix, assez faciles à lire. Les f[os] 4 et 5, commençant par le § 3 du titre V, et finissant par la rubrique du titre X, ont été écrits, vers la fin du XVII[e] siècle, pour remplir une lacune. Il en est de même des f[os] 8 et 9, com-

mençant par le § 5 du titre XV, et finissant par le § 7 du titre XIX. La loi Salique, en soixante et dix titres, sans gloses malbergiques, et très-certainement texte de la *Lex emendata*, finit sur le recto du f° 25, où commence la table des rubriques de la *lex Ripuariorum*, suivie du texte, jusques et y compris le f° 42. Au bas du verso, et d'une écriture semblable aux feuillets qui ont rempli les lacunes précédentes, on a transcrit l'avant-dernier titre de la loi des Ripuaires, sans copier le dernier, et on a terminé par *Explicit liber legum Ripuariorum*. Entre ce f° 42 et celui qui est maintenant le 43ᵉ, il a dû en exister autrefois qui contenaient la fin de la loi des Ripuaires, peut-être d'autres documents, mais bien certainement le titre et les premières lignes du second capitulaire de 803. Sur le verso 44 est le troisième capitulaire de 803. Au verso du f° 45, après les dernières lignes du capitulaire dont je viens de parler, est la *Recapitulatio solidorum*. Sur le verso du f° 46 sont le *Sacramentale* que Baluze a publié, t. Iᵉʳ, col. 377, et quelques autres capitulaires qu'il est inutile de décrire, mais qu'on pourrait consulter avec fruit pour une nouvelle édition de ces lois de la seconde race.

* XXXV. Manuscrit de Saint-Rémy de Reims, appartenant encore à M. Barrois. Ce manuscrit n'a rien de commun avec celui dont j'ai parlé n° XXIV, qui est souvent indiqué par Baluze et M. Pertz sous le nom de *Codex S. Remigii*. C'est un in-8° en parchemin, petit format, belle écriture du Xᵉ siècle. Il ne contient pas d'autres documents que la loi Salique en soixante et dix titres, sans gloses malbergiques; c'est, sans aucun doute, une *Lex emendata*. A la suite du texte est l'index des rubriques, dont un assez grand nombre est indiqué seulement par le chiffre. Au verso du dernier feuillet se trouve, d'une main assez moderne, la prière de l'Église pour la paix : *Deus a quo sancta desideria*. Ce manuscrit est remarquable en ce que, partout où on avait écrit *mannire, mannitio*, le *m* a été gratté ou corrigé pour être changé en *b*. Au haut du

premier feuillet on lit, en rouge, et en écriture du XIIe siècle, les mots *Sancti Remigii Remensis*[1].

* XXXVI. BAMBERG. Manuscrit de la bibliothèque de la ville, D, n° 33, autrefois appartenant à la cathédrale. Le professeur Ortloff en a donné la description dans un petit écrit imprimé à Cobourg en 1819, sous le titre, *Van den Handschriften und Ausgaben des Salisches Gezetzes*, dont je fais usage pour cette notice. Ce manuscrit est un in-8° en parchemin, du Xe siècle, relié en 1611. Il avait originairement cent cinquante-quatre feuillets; aujourd'hui il en manque huit. On y remarque beaucoup de ratures, notamment à la page 9 et à une partie de la page 10 : ces ratures sont, quelques-unes de la main qui a fait le manuscrit, les autres d'une main plus moderne. La loi Salique est en soixante et dix titres sans gloses malbergiques; c'est un texte de la *Lex emendata*. M. Pertz a indiqué ce manuscrit au tome III de ses *Monumenta*, préf. p. IX, sous le titre *Codex Baburgensis*, et *Archiv*, t. VII, p. 70.

* XXXVII. BERNE. Bibliothèque de la ville, n° 442. Ce manuscrit 442, qui contient la loi Salique, ayant été indiqué d'une manière trop sommaire par Sinner, t. Ier, pag. 497, pour que je pusse m'en contenter, j'ai demandé des renseignements qui ont été fournis très-obligeamment à M. le comte Reinhard, par M. le bibliothécaire Trechsel. C'est un petit in-4° en parchemin, qui paraît du IXe siècle. Une première partie, contenant 37 feuillets commen-

[1] Les trente-cinq manuscrits dont je viens de donner la description sommaire existent en France. Vingt-neuf sont à la Bibliothèque royale; j'ai indiqué les possesseurs des six autres. Si quelque savant en connaissait encore, j'en recevrais l'indication avec reconnaissance, et j'en insérerais la description dans la Bibliothèque de l'école des chartes, car je ne peux avoir l'espérance qu'on donne, de mon vivant, une nouvelle édition de ma collection. Je vais maintenant parler, en continuation de numéros, des manuscrits qui se trouvent en pays étranger, et dont l'existence m'a été révélée; je ferai cette indication d'après l'ordre alphabétique des villes qui les possèdent.

çant par les mots, *Quatuor constat esse concilia,* comprend la collection d'Isidore. Vient ensuite la loi Salique, sur 33 feuillets; elle consiste en soixante et dix titres, dans l'ordre des éditions communes de la *Lex emendata.* La rubrique du soixante et dixième est *De eo qui alienam filiam;* sur le premier feuillet du manuscrit on lit : *Sum Francisci Danielis.* Les livres de ce savant ayant passé à Jacques Bongars, c'est comme faisant partie de sa bibliothèque que le manuscrit dont il s'agit est entré dans celle de la ville de Berne.

* XXXVIII. Bonn. Manuscrit de l'université. Quelques indications données par M. Laspeyres, dans sa *Synopsis legis Salicæ et Ripuariorum,* imprimée en 1833, m'ayant appris l'existence de ce manuscrit, je me suis adressé à M. le professeur-bibliothécaire Schram, qui a bien voulu m'envoyer les notes dont je fais usage. Ce manuscrit avait appartenu à l'université de Duisbourg avant d'entrer dans la bibliothèque de Bonn. Il est de format grand in-8°, en parchemin. Les rubriques et les nombres sont coloriés. On lit à la fin du folio 186 et dernier : *Conscriptus est anno DCCCXXVII indict. V, anno vero XIII imperii Ludovici Augusti;* mais cette inscription n'est pas ancienne et se réfère probablement à la compilation d'Ansegise que le manuscrit contient. D'ailleurs, la vie de Louis le Débonnaire, par un anonyme, qu'on trouve du folio 28 à 47, prouve que le manuscrit est postérieur à 827; en second lieu, le spécimen d'abréviations que M. Schram a joint à sa note nous reporte au XIe et même au XIIe siècle. Depuis que j'ai reçu la lettre de ce savant, j'ai trouvé une description du manuscrit dans le *Rhenische Musæum für Jurisprudenz,* t. Ier, pages 158 et suiv. M. Pertz en indique aussi l'existence, mais non le contenu, dans le tome III des *Monumenta,* page 267, n° 3b.

Du folio 1 à 28 le manuscrit contient la vie de Charlemagne, par Éginhard; du 28 à 47, la vie de Louis le Débonnaire, par un anonyme; du 47 à 129, la compilation des capitulaires, par An-

segise; de 129 à 146, des capitulaires de Charlemagne, de Louis le Débonnaire, le pacte entre Childebert et Chlotaire, la *Decretio* de ce dernier; un document intitulé *Origo Francorum;* de 146 à 182, la loi Salique *emendata* n'a que soixante-neuf titres, au moyen de ce que le premier, *De mannire,* manque. Ce texte est précédé du prologue *Gens Francorum,* d'une table des rubriques et du petit prologue *Placuit ac convenit.* Du folio 182 à 186, sont des dispositions *circa delicta carnis.*

* XXXIX. Copenhague. La Bibliothèque royale possède un manuscrit de la loi Salique, n° 1943 de la *Collectio vetustior,* in-4°, parchemin écrit sur deux colonnes au xe siècle, rubriques et initiales coloriées. Une note qu'a bien voulu m'adresser M. le premier bibliothécaire Werlauff atteste que la loi Salique, *Lex emendata* en soixante et dix titres, depuis *De mannire* jusqu'à *De eo qui filiam alienam dispensaverit, etc.* sans gloses malbergiques, occupe vingt-quatre folios et une demi-colonne. Ensuite est la *lex Ripuariorum,* puis la *lex Alamanorum;* puis des formules, dont la plupart dans des recueils imprimés; quelques-unes cependant paraissent inédites. On trouve ensuite des prières liturgiques, des extraits de saint Augustin, saint Jérôme, saint Grégoire, saint Benoît; enfin quelques capitulaires de la seconde race. On peut consulter M. Pertz, *Archiv,* t. VII, pages 156, 749 et 799.

* XL. Gotha. La bibliothèque ducale possède, sous le n° LIV, un manuscrit contenant la loi Salique, décrit avec détail dans le catalogue publié par Cyprien, en 1714, pages 12 et suiv. La réunion dans ce manuscrit de la *lex Romana Wisigothorum* et de tous les codes barbares prouve qu'il était un des *libri legales* déposés dans les chancelleries des comtes. La loi Salique en est le cinquième document. Elle ne consiste qu'en soixante et dix titres sans gloses malbergiques, par conséquent texte de la *Lex emendata;*

mais ces titres sont placés dans un ordre particulier, dont je n'ai trouvé d'exemple que dans le manuscrit de la cathédrale de Modène, dont il sera parlé n° XLV [1]. L'opinion de Cyprien, et de M. Pertz, *Monumenta*, t. III, préface, page XXIX, et *Archiv*, t. VII, pages 748 et 749, est que ce manuscrit appartient au Xe siècle. On peut consulter encore les *Opuscula* d'Haubold, t. II, préface, page CXXIX.

* XLI. HAMBOURG. Ce manuscrit est dans la bibliothèque de la ville, à laquelle il a été donné par Lindenbrog. Il provenait du monastère de Corbie. D'après la description qu'en donne M. Pertz, *Archiv*, t. VI, page 475, et *Monumenta*, t. III, page 265, description dont M. Lappenberg m'a garanti l'exactitude, ce manuscrit contient plusieurs fragments de la compilation des capitulaires d'Ansegise, la *lex Salica* en soixante et dix titres, suivant l'ordre des manuscrits et des éditions vulgaires, la *lex Ripuariorum* et la *lex Alamanorum*.

* XLII. LEYDE. Il existe à la bibliothèque de l'université de Leyde deux manuscrits contenant la loi Salique. L'un est le 119 in-4°, *olim Vossianus*, dont j'ai donné la description sous le n° XXIX, parce que la Bibliothèque royale possède maintenant une copie de la loi Salique extraite de ce manuscrit.

Celui dont je vais parler est le 86, in-8°, en parchemin, dont voici la description sommaire par M. le professeur Geel, bibliothécaire de cette université. Il contient, du folio 1 à 31, l'*Epitome Gregorii Turonensis;* de 31 à 35, *Tractatus de sancta cruce;* de 36 à 41, *Formulæ dictaminum epistolarum;* de 42 à 70, la *lex Salica* sans prologue ni épilogue, en soixante et dix titres précédés d'un nombre égal de rubriques, conforme aux manuscrits et éditions de la *Lex emendata*. Le reste consiste dans des prières et le *liber Tobiæ*.

[1] Voir ce que j'en dis ci-après, pages 321 et suiv.

XLIII. MIDDLEHILL, dans le Worcestershire (Angleterre). Bibliothèque du baronet Thomas Philipps. Ce manuscrit, sur parchemin in-4°, est évidemment celui que Baluze, dans sa préface des capitulaires, n° LXXXVIII et t. II, col. 987, appelle *Codex Lingonensis,* ainsi que le prouve la mention *sunt in custodia, etc.* qu'il a transcrite, et qu'on trouvera plus bas. Il a appartenu aux jésuites, et en voici la description d'après le catalogue de la bibliothèque du collége de Clermont, imprimé en 1764, n° DCXVII, laquelle a été reproduite dans le tome IV, page 98 du catalogue de Meerman, qui avait acheté ce manuscrit à la vente des jésuites

« Codex membranaceus in-4° (foliorum 308), seculo IX exaratus. Ibi continentur, præmisso vitæ Alexandri Magni fragmento cujus serie ad calcem codicis habetur :

« 1° Liber legum, autoritas Alarici regis. Deinde legitur : *In hoc corpore continentur leges sive species juris in Theodosiano vel diversis libris electæ, vel sicut præceptum est explanari anno XXI, regnante Alarici, ordinante vir inluster Gothario comite feliciter explicit.* Ad calcem operis habetur : *Hæc lex interpretationem non eget.* 2° Theodosiani constitutionum explicit liber XVI; 3° Novellæ imperatorum Theodosii, Valentiani, Marciani, Majoriani et Severi; 4° Institutionum Gaii liber I; 5° Ex Julii Pauli receptarum sententiarum corpore libri V; 6° Lex Salica (hic diversæ ab editis lectiones plurimæ occurrunt minime contemnendæ[1]); 7° Decretum Childeberti II (hoc decretum annum vigesimum primum regni Childeberti hic præ se fert, ut vigesimum in editis); 8° Formulæ quæ vulgo dicuntur Sirmundianæ, a Baluzio in secundo capitularium tomo editæ; 9° Isidorus junior de legibus; 10° Regulæ ecclesiasticæ SS. apostolorum prolatæ per Clementem, romanæ ecclesiæ pontificem, in articulos distributæ; 11° Viginti canones Nicæni concilii, sequuntur aliorum conciliorum canones; 12° Exemplar epistolæ formatæ juxta

[1] Cette observation du rédacteur n'a rien de surprenant, puisque ce texte de la loi Salique n'est point celui de la *Lex emendata*, comme on le verra bientôt.

concilii Nicæni decretum. Ad calcem hujus codicis legitur : *Sunt in custodia Widonis, archidiaconi Lingonensis, isti libri quorum hæc sunt nomina : Orosius ab urbe condita, capitula Karoli Magni, sive Ludovici augusti, vel Clotarii cæsaris, expositio super Isaiam, gesta Francorum, Virgilius, Excmaredus, lex Reboariorum sive Alemannorum, Priscianus minor, Euticius.* Ce certificat est, comme on l'a vu plus haut, celui que Baluze a transcrit, de manière qu'on ne peut douter que le manuscrit ne soit le *Codex Lingonensis* que Sirmond et lui ont consulté. Pour ce qui concerne la loi Salique, objet dont j'ai à m'occuper principalement, le texte est en quatre-vingt-dix-neuf titres, sans gloses malbergiques, par conséquent de la quatrième famille, comme ceux dont j'ai parlé nos IV et XI; mais le manuscrit, dans son ensemble, paraît ressembler davantage au n° IV.

XLIV. Middlehill. Bibliothèque du baronet Th. Philipps. Ce manuscrit avait appartenu aux jésuites, et porte dans le catalogue de 1764 le n° DCXIX. Il fut acheté par Meerman, et annoncé dans son catalogue, t. IV, page 97. M. Pertz en a donné la description, *Archiv*, t. VII, page 746, d'après des notes de M. Lappenberg.

La loi Salique est en quatre-vingt-dix-neuf titres, par conséquent de mon quatrième texte; mais il n'y a pas de gloses malbergiques, et le titre de la *Chrenecruda* est en simple sommaire, comme dans les manuscrits de France, nos IV et XI. Cette loi est suivie de l'édit de Childebert de 595, après lequel on lit, *Expliciunt lege Salica libri III, quam vero, etc.*; puis des *Questiones de Trinitate et philosophia;* les chapitres I et II du capitulaire de 806; le capitulaire de 803, contenant des additions à la loi Salique; celui de la même année contenant des additions à la loi des Ripuaires; le capitulaire de 805. Ce manuscrit a beaucoup de ressemblance avec celui que j'ai décrit n° XI, sauf qu'il ne paraît pas contenir la loi des Ripuaires.

* XLV. MODÈNE. Bibliothèque de l'église cathédrale, *ordine primo*, n° 2, in-4°, sur parchemin très-bien conservé. Muratori, qui en a fait usage pour publier les *leges Longobardorum*, l'indique très-sommairement dans la préface de la seconde partie du tome Ier des *Rerum Italic. script.* p. 7. En voici la description par M. Eugène de Rozière, mon petit-fils, que j'avais chargé de rechercher et d'examiner, pendant son voyage d'Italie, en 1841 et 1842, les manuscrits de la loi Salique qui existaient dans les bibliothèques de ce pays. Au verso du f° 1 sont quatre figures grossièrement dessinées. Viennent ensuite : 1° un petit traité de tous les termes qui expriment la parenté, et un arbre généalogique qui en énonce les degrés; 2° un petit écrit sur l'origine des Lombards, avec la série de leurs rois; 3° une liste des empereurs depuis Jésus-Christ jusqu'à Louis le Débonnaire; 4° le fragment d'Isidore de Séville, *Moyses gentis Hebreæ, etc.*; 5° le prologue *Gens Francorum* et les vers qui le suivent dans Muratori; 6° une explication des mots les plus usités dans les lois; 7° les rubriques de la *lex Salica*, au nombre de soixante-neuf, suivies du texte en soixante et dix titres; cette différence vient de ce que la rubrique *Reippus* a été omise dans l'*index;* le texte est semblable à celui de Baluze, mais l'ordre des titres n'est pas le même, comme je l'ai dit, p. 382, le manuscrit ressemblant en ce point à celui de Gotha, décrit n° XL; 8° *lex Ripuariorum;* 9° *Capitula legis regum Longobardorum;* 10° *lex Alamanorum;* 11° *lex Baiovariorum;* 12° *Capitula domni Karoli præstantissimi imperatoris;* 13° *Capitula Pippini regis;* 14° *Capitulare domni Lhotarii imperatoris;* 15° *Capitulare anni 865.* A la fin est un calendrier suivi d'une table des temps, commençant à 991 et finissant à 1558. Muratori assure que ce manuscrit est du XIe siècle, sans doute parce que, suivant la foi du P. Bacchini, qui n'a publié la table des temps que jusqu'en 1006, il a cru que cette dernière année était celle dans laquelle le manuscrit avait été composé; mais comme dans le fait cette table va jusqu'en

1558, il n'y a aucune induction à tirer de la dernière année. On peut dire, au contraire, avec plus de fondement, qu'une table de cette espèce ayant moins pour objet de rappeler les années écoulées que d'indiquer les années à venir, c'est celle du point de départ qui doit être prise en considération. Ce motif, joint à la forme de l'écriture, conduit donc à attribuer le manuscrit au xe siècle. On peut consulter à ce sujet une lettre du P. Zaccaria, insérée dans le tome II, p. 390 de la *Bibliotheca antica e moderna di storia letteraria,* imprimé à Pezzaro en 1767, in-8°, ouvrage qu'il ne m'a pas été possible de trouver à Paris.

XLVI. Munich. Bibl. roy. Cimel, IV, 3, g, autrefois de la cathédrale d'Augsbourg. On en trouvera la description, p. 193 et suiv. il est inutile de m'en occuper ici.

* XLVII. Rome[1]. Le manuscrit du Vatican, n°.338 de la bibliothèque de Christine[2], est indiqué sous le n° 1352 par Montfaucon, dans sa *Bibliotheca bibliothecarum.* C'est un in-4° en parchemin, sans frontispice, évidemment formé de deux parties, tellement distinctes par la qualité du parchemin et de l'écriture, qu'on doit y voir deux fragments de manuscrits différents reliés ensemble. Les deux premières pages de la première partie qui subsistent, car il y en a eu d'arrachées, sont absolument illisibles, l'écriture en ayant été effacée et même grattée avec un instrument. Sur une de ces pages, une main plus moderne que celle qui a copié le reste a écrit : *Fragmenta legis Ripuariæ et Salicæ.* Une autre main encore plus moderne a écrit : *Ex ordine Romano missa, breviarium, psalterii, hymni.* C'est sous cette indication seulement que

[1] Les descriptions des manuscrits existant à la bibliothèque du Vatican ont été faites par M. Eugène de Rozière, mon petit-fils, sur la vue même de ces manuscrits. — [2] On sait que tous les livres et manuscrits de la reine de Suède forment une des cinq divisions de la bibliothèque du Vatican.

le manuscrit est désigné par Montfaucon. Au sommet du feuillet 3, le premier qui commence à être lisible, on trouve le titre de la loi des Ripuaires, *De quadrupedibus si hominem occiderint*, avec le chiffre XLVIII, qui est effectivement celui des éditions de du Tillet et d'Herold, tandis que ce titre est le XLVI dans les autres. Le reste de la loi des Ripuaires continue jusque sur le recto du feuillet 27, et finit par le titre XCI de du Tillet et d'Herold, ou LXXXIX des éditions vulgaires. La table des rubriques de la loi Salique commence sur le verso 27 et finit au recto 30. Le nombre en est de soixante et dix, dont le dernier, *De eo qui filiam, etc.* Après cette table est le document ou récapitulation *Sciendum, etc.* puis le premier capitulaire de 819. Le texte de la loi Salique commence au verso du folio 30 et s'arrête au titre XXXIX, *De vestigio minando*, le manuscrit étant tronqué à la fin comme au commencement; il en résulte qu'il contient seulement la fin de la loi Ripuaire et le commencement de la loi Salique. Cette partie du manuscrit est la seule que j'aie intérêt à décrire; elle paraît du XIe siècle; la seconde est plus moderne.

XLVIII. ROME. Manuscrit 846 de la bibliothèque de Christine, in-4°, sur parchemin de cent quatorze feuillets, indiqué par Montfaucon, n° 1170, et portant en outre les n°s 1029 et 1287, sans qu'on sache de quelle bibliothèque étaient ces numéros. Une note d'Alexandre Petau constate qu'il lui a appartenu; elle est ainsi conçue : *Alexander, Pauli filius, Petavius, senator Parisiensis, anno 1647*. Cette note se trouve sur presque tous les manuscrits qui ont appartenu à Petau.

Il commence par la *lex Romana Visigothorum;* mais elle n'est pas complète; après le folio 67, où elle s'arrête à la fin des *Pauli receptæ Sententiæ*, on voit la trace de plusieurs feuilles enlevées. Le folio 68 commence par : *Incipiunt capitula Isidori Spalensis episcopi, ex libro æthimologiarum. De legibus.* Le texte est précédé de

la table des chapitres, au nombre de vingt-huit, et va jusqu'au folio 79. Au sommet du verso de ce folio est une petite chronologie des rois francs, comme on en trouve dans beaucoup d'autres manuscrits; elle se termine à Pepin. Entre le folio 79, occupé par cette chronologie, et le folio 80, il y a eu évidemment un feuillet arraché avant le numérotage, car le recto 80 contient une table des rubriques de la loi Salique commençant seulement par le chiffre XXIV. Les titres, d'après cette table, seraient au nombre de quatre-vingt-dix-huit; mais le compte n'est pas exact; le texte en contient quatre-vingt-dix-neuf. La plupart n'ont pas de rubriques, mais seulement les premiers mots en sont écrits à l'encre rouge. La loi Salique est suivie de l'édit de Childebert de 595, *Cum in Dei nomine*. Ce texte est une rédaction de la loi Salique de la quatrième famille, dont j'ai donné le texte pages 117 et suivantes; mais les termes dans lesquels est conçu le titre XCIX, *De chrene chreuta*, et l'absence de gloses malbergiques, prouvent que ce manuscrit appartient à la même subdivision du texte quatrième que les manuscrits de France décrits n°s IV et XI, ainsi que les deux manuscrits du baronet Thomas Philipps, décrits n°s XLIII et XLIV, et celui de Saint-Gall, ci-après, n° LVIII. Cette rédaction, différente de la *Lex emendata*, est la seule qui existe en Italie[1]. Elle est remarquable par une circonstance que je ne dois pas omettre. Après l'édit de Childebert de 595, on lit : *Anno feliciter undecimo regni domni Caroli gloriossimi regis, mense martio*. C'est-à-dire environ l'an 779, car le titre d'empereur n'est pas donné à Charlemagne; ce manuscrit a donc été copié à une époque où, suivant la commune opinion, ce prince n'avait pas encore fait reviser le texte de la loi Salique.

[1] Je n'avais pas encore reçu cette note lorsque j'ai fait imprimer, pages 114 et suiv. ma notice sur le quatrième texte. Ainsi, dans l'état actuel de nos connaissances, il existe neuf manuscrits de cette famille : n°s IV, VIII, XI, XXX, XLIII, XLIV, XLVIII, LVII et LVIII.

* XLIX. Rome. N° 857 [1], indiqué par Montfaucon, page 38, sous le n° 1174, qu'il portait effectivement lors qu'Amaduzzi l'a consulté; on trouve même sur le dos ce numéro et quelques autres. Il a très-probablement appartenu à Alexandre Petau, quoiqu'il ne porte pas sa signature, on peut le conjecturer d'après la reliure semblable à celle d'autres manuscrits qui ont appartenu à ce savant. C'est un manuscrit sur parchemin, de 148 feuillets, écriture qui paraît de la fin du IXe siècle ou du Xe.

Au verso du premier feuillet, sous le titre, *Incipiunt capitula legis Salicæ*, est l'index des rubriques de cette loi, au nombre de soixante et dix; puis le corps de la loi, au même nombre de titres, dans l'ordre des éditions vulgaires de la *Lex emendata*. Au folio 41 les rubriques, puis le texte de la *lex Alamanorum;* mais au lieu du titre VIII, tel que le donne l'édition de Baluze, il y en a un intitulé, *Qualiter servi componendi sunt*, qui existe effectivement dans plusieurs manuscrits et dans les éditions de du Tillet et d'Herold. L'intitulé qui précède la loi l'indique comme rédigée sous Chlotaire. A la suite de la *lex Alamanorum*, depuis le folio 73 jusques et y compris le folio 147, le manuscrit est terminé par un abrégé de la *lex Romana Visigothorum*, contenant des interprétations réunies d'une manière confuse et quelquefois tronquées. On peut consulter les *Opuscula* d'Haubold, t. II, préf. p. CXVIII.

* L. Rome. Manuscrit 991 de la bibliothèque de Christine, désigné sous le n° 1175 par Montfaucon, et portant en outre les n°s 723 et 1027. Il est sur parchemin in-4°, et très-certainement il a appartenu à Alexandre Petau.

Ce manuscrit in-4°, parchemin, commence par la loi des Ripuaires, du folio 1 au 19 inclusivement; la collation de ce texte avec l'édition de Baluze constate quelques différences, soit dans

[1] C'est par erreur que, dans le catalogue du Vatican, ce manuscrit est coté 837, erreur qui s'est introduite aussi dans les Archives de M. Pertz.

le texte, soit dans la coupe des titres et des alinéa ou chapitres. Au bas du folio 19 commence une prière latine qui occupe le folio 20, et n'est pas terminée. Au sommet du folio 21 on lit, *Incipiant capitula legis Salicæ;* l'index et le texte de la *Lex emendata,* en soixante et dix titres, vont jusques et y compris le folio 49. La prière interrompue au bas du recto 20 reprend sur le recto 50; et ce document, ainsi que quelques autres du même genre, occupent les folios 50 et 51, à la fin duquel ils sont interrompus. Le folio 52 commence par l'*index* des titres de la *lex Alamanorum,* suivi du texte différent de celui de Baluze, comme on l'a déjà vu pour la même loi insérée au n° XLVI ci-dessus. Au bas du folio 66 la loi des Alemans est subitement interrompue parce que plusieurs feuillets ont été enlevés. Sur le folio 67, *Incipit prologus leges Bajuvariorum,* qui consiste dans le document *Moyses gentis Hæbreæ,* qu'on a vu plusieurs fois placé en tête de la loi Salique et d'autres codes barbares. Ce document est suivi des mots, *hoc decretum est apud regem,* comme dans la presque totalité des manuscrits et des éditions de la loi des Bavarois. Au folio 68 l'*index* de cette loi s'étend jusque sur le verso 72, où reprend la prière interrompue folio 51. Le texte de la loi commence au folio 73, jusques et y compris le recto 105. Sur la fin de ce recto commence le capitulaire de 788, contenant des additions de Charlemagne à la loi des Bavarois, lequel finit au milieu du verso. Là recommencent les prières interrompues au verso 72; cette suite, ainsi que d'autres documents analogues, vont jusque sur le recto 107. Sur le verso 107, *In Christi nomine incipit præfacio legum Romanarum auctoritas Alarici regis;* mais ce n'est pas, à proprement parler, la *Lex romana :* c'est la *Summa Ægidiana* plus complète que les éditions que nous en possédons. Du reste, le manuscrit est imparfait; les derniers folios manquent, et il est brusquement interrompu au milieu du titre v du livre III des *Sententiæ Pauli.* On peut consulter les *Opuscula* d'Haubold, t. II, préf. f° CXIX.

* LI. ROME. Manuscrit 1036 de la bibliothèque de Christine, in-4°, désigné par Montfaucon sous le n° 370; de plus, il porte sur le dos encore deux autres numéros. Il a appartenu à Alexandre Petau. C'est un livre de luxe, qu'on ne peut considérer comme ancien. La beauté des caractères, l'enluminure des majuscules, le soin qu'on a pris de ne pas laisser une petite place sans y faire un charmant dessin, la finesse du parchemin, la forme des lettres, tout semble prouver que ce manuscrit est du XVI[e] siècle, exécuté par un habile calligraphe pour quelque riche amateur; il ne serait même pas impossible, comme on le verra bientôt, qu'il eût été copié sur l'imprimé de du Tillet, dont j'ai parlé page 1[re] de cette préface.

Il consiste en 147 feuillets et contient: 1° un document intitulé : *Incipit origo Francorum.* Ce document commence par, *Destructa urbe Troja,* et finit par, *usque ad Rheni fluminis fines pervenerunt;* 2° sous le titre, *Incipiunt capitula quæ in lege Salica dominus Karolus anno incarnationis Domini nostri J. C.* DCCCIII, *imperii sui vero anno* III, *præponendo addere jussit,* sont rangés les second et troisième capitulaires de 803, et le troisième de 805, mais ce dernier est transcrit d'une manière épouvantable; tantôt il n'y a que le titre d'un chapitre, tantôt le copiste a fait un article avec une phrase prise au commencement et une à la fin, de sorte que cela n'a plus le sens commun; le second capitulaire de la même année qui suit est copié avec plus de soin que le précédent, mais il ne va que jusqu'au titre XXII inclusivement. Après les documents terminés par ces mots *expliciunt capitula,* amalgamés ainsi sans méthode et inexactement copiés, vient enfin la loi Salique. D'abord, le prologue *Gens Francorum inclyta,* puis la table des titres, au nombre de soixante et onze, comme dans du Tillet, et dans le même ordre; puis l'autre prologue *Placuit atque convenit, etc.* puis le texte même de la loi, aussi en soixante et onze titres. On verra, page 267, que le dernier de ces titres, tel que du Tillet l'a publié, ne se trouve

dans aucun manuscrit de la *Lex emendata*, et que ce savant l'a emprunté d'un des manuscrits de la quatrième famille; cette circonstance conduirait donc à croire que notre manuscrit est une copie de l'édition de du Tillet, très-belle pour l'écriture, mais remplie d'erreurs grossières. Après la loi, qui s'étend du feuillet 14 au feuillet 44, viennent : 1° *Pactum Childeberti pro tenore pacis;* 2° *Decretio Chlotarii regis;* 3° *Incipit decretum Karoli pretiosi regis;* 4° *Incipiunt capitula quæ dominus imperator constituit Bononiæ, anno regni sui* XLIV, *mense octobris, indictione* V; 5° les quatre premiers livres des capitulaires d'Ansegise.

* LII. Rome. Bibliothèque de Christine, n° 1050. L'existence ou du moins la conservation de ce manuscrit, que Montfaucon avait vu et indiqué sous l'un de ses anciens numéros, le n° 379, dont avaient aussi fait usage plusieurs savants d'Italie, et entre autres Amaduzzi (*Leges novellæ, etc.* præfat. pag. lij et lxxj, et pag. 134 et 214), était depuis quelques années une sorte de problème. M. Pertz en avait parlé dans son *Iter Italicum*, pag. 7, comme l'ayant vu en 1821; il désignait même quelques lois barbares que ce manuscrit contient en effet, comme on le verra bientôt, sans indiquer néanmoins la loi Salique. Mais lorsqu'en 1822 il désira le décrire plus amplement, lorsqu'en 1825 M. Hænel en demanda communication, on leur affirma que le manuscrit n'existait pas; on voulut presque persuader à M. Pertz qu'il s'était trompé dans sa première indication. Quelle que fût la cause de ces incidents, il en résultait que nous ne possédions encore aucune description de ce manuscrit. M. Eugène de Rozière, qui d'abord a reçu des bibliothécaires du Vatican une réponse négative, ayant insisté en montrant l'indication de Montfaucon, et, après beaucoup de difficultés, ayant obtenu la permission de faire lui-même des recherches, est arrivé à reconnaître notre manuscrit dans celui qui porte aujourd'hui, ainsi qu'on l'a vu plus haut, le n° 1050.

C'est un in-folio de 165 feuillets. Il a appartenu à Alexandre Petau, d'abord parce qu'on trouve au bas du second feuillet la note que ce savant mettait ordinairement au bas du premier feuillet de ses manuscrits; en second lieu parce qu'il y a sur le premier feuillet une sorte de table des pièces contenues dans le manuscrit, incontestablement de l'écriture de Petau. Il paraît être du x[e] siècle; on y reconnaît l'œuvre de trois calligraphes différents. Les trois ou quatre premiers feuillets sont occupés par des documents qui n'ont aucun rapport avec ceux que contient le reste du manuscrit : ce sont des morceaux de dogmatique, de morale, etc. commençant au milieu d'une phrase. Au verso du f° 5 est le livre V des Origines d'Isidore de Séville, qu'on trouve fréquemment dans les manuscrits de lois anciennes. Le code Théodosien commence au verso du f° 14, précédé d'une table des titres; il est en seize livres, suivis des Novelles de Théodose, Valentinien, etc. A la suite est la *lex Romana Burgundionum,* ou *Papianus.* La table indique quarante-sept titres, ce qui effectivement est le nombre ordinaire dans les manuscrits connus de ce document; mais le texte ne s'étend que jusqu'au titre XXIII, dont la moitié seulement se trouve sur le verso du f° 124. Il y a évidemment une lacune, quoique le folio suivant soit marqué 125, ce numérotage ayant été exécuté à une époque postérieure à l'agglomération faite au hasard des divers fragments dont le manuscrit est formé. Sur le haut de ce f° 125 commence la table de la loi des Ripuaires indiquant quatre-vingt-dix titres, et ensuite le texte en quatre-vingt-onze. Ce texte, différent un peu des éditions vulgaires, qui ont seulement quatre-vingt-neuf titres, ressemble aux éditions d'Herold et de du Tillet. Au f° 134, où finit la loi des Ripuaires, commence la loi des Alemans dont la table indique quatre-vingt-dix-neuf titres, dans l'ordre des éditions; mais le texte de la loi n'est pas complet, les trente-huit premiers titres seuls s'y trouvent. Le titre XXXIX est interrompu au milieu. Au

bas du feuillet 139 et en haut du feuillet 140, commence la loi Salique, précédée d'une table de matières, et composée de soixante et dix titres dans le même ordre que la *Lex emendata;* seulement elle est interrompue au milieu du titre XXXVIII, au bas du feuillet 147; le reste manque. Au feuillet 148, commence au milieu d'une phrase un fragment du livre des Étymologies d'Isidore; ce qui précède devait se trouver sur les feuilles qui manquent, ainsi que les derniers chapitres de la loi Salique. Les folios 160 et 161 contiennent en un seul contexte les second et troisième capitulaires de 803, finissant, le premier par le chapitre, *Optimus quisque;* le second par le chapitre, *Si aliæ res fortuito non preoccupaverint.* Au feuillet 162 se trouvent les deux documents, *Moyses gentis Hebreæ, etc.* et *Gens Francorum,* ce qui termine le manuscrit.

* LIII. Rome. Manuscrit 1128 de la bibliothèque de Christine. Ce manuscrit in-folio, relié en maroquin rouge, est celui que Montfaucon désigne sous le n° 377. Il a appartenu à Alexandre Petau. Il est en parchemin de 271 feuillets à deux colonnes, et d'une très-bonne écriture, qui paraît être exactement semblable à celle du manuscrit indiqué ci-dessus, n° XLIX. Bien qu'il n'y ait pas de vignettes et de peintures, les majuscules et le titre sont cependant faits avec un certain luxe. Petau a mis sur un papier placé entre le f° 1er et la reliure une table des documents qui y sont contenus; mais, par un oubli assez singulier, il n'y avait pas compris la loi Salique, dont une main postérieure a ajouté l'indication. Sur le f° 1er on lit : *Incipiunt capitula legis Romanæ libri Theodosiani, lib. XVI.* Vient ensuite la table des matières de ces seize livres, puis un second titre semblable au premier, puis le texte même de ces seize livres, avec les interprétations jusqu'au f° 100, mais le *commonitorium* ne s'y trouve point. Au feuillet 101 commence une seconde table de matières, puis les textes suivants : Novelles de Théodose, au nombre de 11, du f° 103 au f° 116;

Novelles de Valentinien, au nombre de 12, du f° 116 au f° 132; Novelles de Marcien, au nombre de 5, du f° 132 au f° 137; Novelles de Majorien, au nombre de 2, du f° 137 au f° 140; Novelles de Sévère, du f° 140 au f° 141; Institutes de Gaïus, du f° 141 au f° 150; Sentences de Paul, liv. Ier, II, III, IV, V, du f° 150 au f° 187; extraits du code Grégorien, du f° 187 au f° 190; du code Hermogénien, f° 190 recto et verso; *Papiani responsionum,* un seul paragraphe. Ici finissent les matières énumérées dans la table des matières précédente, et commence une nouvelle série de documents : *Incipiunt capituli ex corpore Ulpiani : Moris sunt tacitus consensus populi longa consuetudine inveteratus.* Puis après ce titre vient une table de matières de vingt-neuf paragraphes; après cette table, le texte de ces vingt-neuf paragraphes, qui s'étend jusqu'au feuillet 202 inclusivement. Au haut du feuillet 203 commence un nouveau document portant pour titre *Notas juris.* C'est un glossaire de toutes les abréviations employées dans le cours des textes qui précèdent; ce glossaire va jusqu'au f° 211 inclusivement.

Au sommet du f° 212 commencent, *Capitula legis Burgundionum;* d'abord la table des titres, puis le texte. Il est parfaitement semblable à celui de Lindenbrog, sauf les différences suivantes. Après la table des matières vient la préface, qui ne commence qu'aux mots, *In Dei nomine,* et n'a pas, par conséquent, les sept ou huit premières lignes données par Lindenbrog. Après cette préface la loi commence immédiatement, et le manuscrit n'a pas, comme le texte de Lindenbrog, le petit document intitulé *Nomina eorum qui leges, etc.* Le reste est exactement semblable jusques et y compris les deux *additamenta.* Au haut du feuillet 233 commence la loi Ripuaire en quatre-vingt-onze titres, tandis que dans les éditions vulgaires il n'y en a que quatre-vingt-neuf; d'un autre côté, le dernier chapitre de ces éditions, *Ut judices sive missi fiscales freda non exigant prius, etc.* manque dans cette table; il y a donc, entre le

manuscrit et le texte de Baluze, une différence de trois chapitres. Voici comment elle s'explique : d'abord il y a dans le manuscrit une erreur de numération, du chapitre numéroté LXXVIII il passe à LXXX ; le n° LXXIX ne s'y trouvant pas, la différence qui était de trois chapitres se réduit à deux. De plus, le chapitre XXX de Baluze est divisé par le manuscrit en trois titres, sous les nos XXX, XXXI et XXXII : le premier, qui a pour titre, non point comme dans Baluze, *De interpellatione servorum*, mais *De incendio servorum*, va jusqu'aux mots *de furto servi culpabilis judicatur*, c'est-à-dire jusqu'à la fin du premier alinéa ; le troisième, qui a pour titre, *De servo infra ducatum lapso*, comprend tout le deuxième alinéa de Baluze. Quant au dernier titre de cet éditeur, *Ut judices sive missi fiscales, etc.* il ne se trouve pas dans la table des chapitres, mais il se trouve dans le corps même de la loi ; seulement il n'y forme pas un titre séparé ; il est le second alinéa du précédent : *Ut nemo munera in judicio accipiat*. A part ces quelques remarques, il n'y a rien à dire sur ce texte de la loi Ripuaire, en tout semblable à celui de Baluze, sauf quelques variantes de mots et d'orthographe sans importance. La loi Ripuaire s'étend jusqu'au feuillet 241 inclusivement, et la loi Salique commence au haut du feuillet 242. Il y a d'abord une table des titres, suivie de leur texte, au nombre de soixante et dix, dans le même ordre que les soixante et dix premiers de Baluze. La fin de ce manuscrit est beaucoup moins soignée que le commencement, comme calligraphie ; c'est à partir de la loi Salique que l'on peut remarquer ces négligences. Ainsi, quelquefois les rubriques ne sont plus écrites en tête des titres, mais on voit un peu de blanc qui avait été laissé pour les y mettre ; ainsi encore, en tête de plusieurs alinéa, on a laissé la place pour la lettre majuscule, qui n'y a point été mise ; ce qui fait que plusieurs de ces alinéa commencent par *i quis*, parce que le S n'a pas été placé. La loi salique s'étend jusqu'au recto du feuillet 257 inclusivement. Au verso du même feuillet commence la loi des Alemans.

La table des titres qui, comme d'ordinaire, précède la loi, n'en contient que quatre-vingt-dix-huit, tandis que le texte de Baluze en offre quatre-vingt-dix-neuf; cela tient à ce que, entre le titre LXVIII et le titre LXIX, on a passé celui qui a pour titre *De eo qui alterius amissarium furaverit*. Mais l'omission ne se trouve que dans la table, et nullement dans le manuscrit, qui contient les quatre-vingt-dix-neuf titres entièrement conformes au texte de Baluze. Entre la table des titres et la loi même se trouvent ces mots : *Incipit lex Alemannorum, quæ temporibus Lotharii regis una cum principibus suis, ii sunt XXXIII episcopis, XXXIV ducibus et LXXII comitibus, vel cetero populo constituta est.* Le dernier feuillet du manuscrit manque, ce qui fait que la loi est incomplète, mais c'est peu de chose; en effet, il n'y manque que les deux dernières lignes de l'alinéa 27 et tout l'alinéa 28 du XCIXe et dernier titre. Il convient de faire remarquer, dans la loi des Alemans, que le titre VIII n'est pas tel que le donne Baluze, mais qu'il est intitulé, *Qualiter servi componendi sunt*, et en tout semblable au VIIIe chapitre, que Canciani donne dans une de ses notes. Ce manuscrit est, de tous ceux qui existent au Vatican, celui où se trouve le plus grand nombre de lois barbares; c'était évidemment un *liber legalis.*

* LIV. ROME. N° 1728 de la bibliothèque de la reine Christine, in-4° relié en maroquin rouge, sans armoiries, désigné par Montfaucon sous le n° 779. Il contient 161 feuillets, est écrit sur papier, et d'une détestable écriture du XVe siècle. Il n'est point évidemment l'ouvrage d'un calligraphe; tous les documents fort divers qui le composent sont de mains différentes; c'est le hasard qui les a réunis dans la même reliure. Une main moderne a mis sur la première feuille la table des matières contenues dans le manuscrit, et, vérification faite, voici ce qu'il contient :

1° *Johannis de Mureis theoremata musices*, p. 1; 2° *Guillermi Tardini basis grammatica*, p. 2; 3° *Ejusdem super suam basim grammaticam*

commentarius, p. 8; 4° Vie de sainte Geneviève, en français, p. 16; 5° les Mystères de la résurrection, de l'ascension, p. 24; 6° la Vengeance de Notre-Seigneur sur Jérusalem, p. 36; 7° la Vie du roi Josaphat, roi des Indes, p. 48; 8° la Vie de sainte Marine, en vers français, p. 105; 9° Petit traité extrait d'un livre que fit un cordelier, intitulé, *Vade mecum in tribulatione;* 10° les Douze ballades de Pâques, en vers français, p. 117; 11° les Lois d'amour et spirituelle charité, en vers, p. 119; 12° le Livre de l'amant rendu cordelier en l'observance d'amour, en vers, p. 125; 13° Confession et testament de l'amant trépassé, de Dutil, en vers, p. 135; 14° les Vigiles des morts, en vers, de François de Nesson, p. 141; 15° la Passion de Notre-Seigneur J. C. selon Nichodemus et Gamaliel, son oncle, p. 148; 16° Capitulaires, p. 153. Cette partie du manuscrit est précédée d'un petit préambule historique sur la guerre après laquelle l'empereur donna les capitulaires qui vont suivre. Après le préambule viennent : 1° le second capitulaire, de l'an 803; 2° le troisième, de la même année; 3° le premier capitaire, de 805; 4° le second capitulaire, de 805; mais il s'arrête au paragraphe XXII inclusivement, et ne donne pas les derniers paragraphes de l'édition de Baluze; 5° le troisième capitulaire, de 806; 6° le cinquième capitulaire, de 806. Dans tous ces capitulaires, l'orthographe est pleine des plus grossières erreurs de latinité. Ces erreurs sont si conformes au texte du manuscrit 1036, ci-dessus n° LI, que l'un paraît, en cette partie, être la copie de l'autre; peut-être le manuscrit 1036, qui est un livre de luxe, a-t-il été copié sur le 1728, qu'on pourrait considérer comme une copie commune, ou même comme un brouillon préparé pour une mise au net. Au bas du feuillet 157, où se terminent ces capitulaires, on trouve : *Incipit tractatum legis Salicæ;* mais, entre ce feuillet et le suivant, un grand nombre de pages manquent, et presque toute la loi a disparu. En effet, au haut du feuillet suivant nous nous trouvons au milieu du titre LXVI de la *Lex emendata.* Les cinq

derniers titres, y compris le LXXI[e] *De terra condemnata,* en tout semblables au texte de du Tillet, sont tout ce qui reste de la loi. Viennent après : 1° *Pactus Childeberti regis pro tenore pacis;* 2° *Decretio Chlotarii regis;* 3° *Incipit decretum Karoli pretiosi regis;* 4° *Capitula quæ dominus imperator constituit Bononiæ, quæ est in littore maris, etc.* Sous ce titre se trouvent les chapitres imprimés par Baluze, t. I, p. 666 et suivantes, depuis le LXVII, *De libero homine in hostem bannito,* jusqu'au LXXXVIII inclusivement, *De fidelitate regis promittenda.* M. Paul Lacroix, dans sa Dissertation sur les manuscrits relatifs à l'histoire de France conservés dans les bibliothèques d'Italie, imprimée en 1839, a donné une notice de ce manuscrit, page 42 [1].

* LV. SAINT-GALL. Bibliothèque de la ville, n° 7. L'indication que Baluze avait faite, t. II, col. 1048, d'une date de la rédaction de la *Lex emendata* dans un manuscrit de Saint-Gall, m'avait inspiré le désir de le connaître. M. le ministre des affaires étrangères en a fait la demande, et le petit conseil lui a effectivement envoyé celui que je viens de signaler; malheureusement pour l'objet de mes recherches, ce n'était point celui que Baluze avait vu. Celui-ci appartient au chapitre, comme on le verra

[1] Pour ne rien omettre M. Eugène de Rozière a cru devoir m'indiquer encore trois manuscrits qu'on pourrait, d'après les catalogues, considérer comme étant de la loi Salique : 1° 1431, bibl. Christine, in-4° en 103 feuillets, réunion de fragments divers. Le plus considérable est un commentaire sur les odes et les épîtres d'Horace, avec le texte de quelques-unes, d'une écriture gothique extrêmement fine. La seconde partie, aussi d'écriture gothique, mais plus grosse, est un traité sur la venue de l'antechrist. Entre ces deux fragments, reliés ensemble, on ne sait trop pourquoi, se trouve un feuillet d'une écriture beaucoup plus ancienne qui commence au milieu du titre LIX de la *Lex emendata,* comprend le LX[e] et une partie du LXI[e]. 2° Le manuscrit 1461, bibl. Christine dont les seuls rapports avec la loi Salique consistent en ce qu'on y trouve des vers intitulés : *De lege Salica et virili Francorum regno et imperio carmen elegiacum, Philippi Valesii Francorum regis quondam invictissimi equestri statuæ appensum.* 3° Enfin, sous le n° 952 de la même bibliothèque, un portefeuille renfermant quelques écrits modernes, entre autres, *de la Généalogie de la maison de Hapsbourg ; des Mémoires sur la ligue,* au milieu desquels est une petite dissertation politique sur la loi Salique dans ses rapports avec l'hérédité du trône de France.

dans le numéro suivant, et les règlements s'opposant à un déplacement, le petit conseil a témoigné son regret de ne pouvoir satisfaire à la demande. J'ai du moins profité de l'envoi du manuscrit de la ville pour en faire une description plus étendue que celle qu'on trouve dans les Archives de M. Pertz.

C'est un in-folio en parchemin contenant : 1° la table des rubriques de la loi Salique, au nombre de soixante et dix, et les soixante et dix titres en tout conformes, sauf quelques variantes de peu d'intérêt, aux autres manuscrits et aux éditions de la *Lex emendata;* 2° la *lex Ribuariorum,* sans table de rubriques : à la suite de cette loi on a transcrit les titres VI et VIII de la *lex Alamanorum ;* 3° cette *lex Alamanorum* précédée d'une table de rubriques. Ni dans la table ni dans le texte on ne trouve les titres VI et VIII des éditions ordinaires, que le manuscrit place, comme on l'a vu, à la fin de la loi des Ripuaires. Mais il existe sous le n° VIII un titre, *De liberis qui servum ecclesiæ occiderunt,* qui n'existe pas dans les éditions. Au bas du recto du f° 1er sont, d'une main assez moderne, les mots *Bibliotheca Vadiana Sancti Gallensis.*

* LVI. SAINT-GALL. Bibliothèque du chapitre, n° 728. Ce manuscrit est celui dont Baluze a parlé, et on a vu ci-dessus par quelles causes je n'avais pu le vérifier. Je me borne à le faire connaître d'après M. Pertz, *Archiv,* t. VI, pag. 478 et suiv. Il est en parchemin, écriture du xe siècle. On y trouve : 1° les livres III et IV de la compilation d'Ansegise; 2° *Recapitulatio solidorum;* 3° *De variis vocabulis in lege; 4° Capitula ad legem Salicam addita;* 5° la loi Salique précédée de l'énonciation suivante : *Anno ab incarnatione Domini nostri Jesu Christi, DCCLXXVIII, indictione sexta dominus Karolus, rex Francorum inclitus, hunc libelli tractati legis Salicæ scribere ordinavit :* à la suite est le grand prologue *Gens Francorum, etc.* suivi de la table des rubriques, au nombre de soixante et dix, et des titres au même nombre, conforme aux autres manuscrits et

éditions de la *Lex emendata;* 6° la loi des Ripuaires en quatre-vingt-onze titres. Si la description des deux manuscrits suivants que M. Pertz a donnée est exacte, comme je n'en doute pas, ce manuscrit de Saint-Gall serait le seul qui contiendrait des capitulaires. Alors ce devrait être celui dont parle Vadianus dans ses Aphorismes sur l'eucharistie, livre VI, pag. 215, et dans son ouvrage sur les anciens monastères en Germanie, livre Ier, pag. 12; mais cet auteur dit que le manuscrit contient la loi des Alemans, et M. Pertz ne l'indique pas.

LVII. Saint-Gall. Bibliothèque du chapitre, n° 729, in-4°, parchemin, IXe siècle. Il contient d'abord la *lex Romana Wisigothorum;* ensuite la *lex Salica*, précédée de l'intitulé : *In nomine sanctæ Trinitatis, incipit prologus libri Salicæ, Gens Francorum inclyta, etc.;* ensuite le texte de la quatrième famille de ma collection, sans mots ou gloses malbergiques. Le titre XCIX, *De chrenecruda*, est un simple abrégé comme dans les nos IV, XI, XLIII, XLIV et XLVIII de cette préface. La loi est suivie de l'édit de Childebert de 595, après lequel on lit, *Expliciunt legis Salicæ libri III, quam vero, etc.* comme dans les manuscrits indiqués. La *lex Alamanorum* termine le recueil.

LVIII. Saint-Gall. Bibliothèque du chapitre, n° 731, in-8°, parchemin, fin du VIIIe siècle, comme on le verra bientôt.

Il contient une partie du code Théodosien. A la page 234 est la miniature d'un homme qui porte un corbeau d'une main et un livre de l'autre; au-dessous *Vandalgarius fecit hæc*. Sur la page 235 commence le grand prologue, *Gens Francorum*, et puis *Incipiunt capitula legis Salice, die Mercorii proximo ante kal. novembris, in anno XXVI regni domino nostro gloriosissimo Carolo rege*, c'est-à-dire l'an 794, époque évidente de la composition du manuscrit. Le texte est la quatrième famille de ma collection, mais avec les

gloses malbergiques, souvent différentes de celles des autres manuscrits indiqués n[os] VIII et XXX. J'ai dit, page 117, l'usage que j'avais fait de l'ouvrage de M. Graff pour annoter ces gloses dans mes variantes. Après la loi, vient l'édit de Childebert de 595, suivi de l'épilogue, *Quam vero, etc.* A la page 294 est une chronique des rois francs, de Dagobert I[er] à Pepin. Sur la page 295 commence la *lex Alamanorum* qui termine le manuscrit.

* LIX. Saint-Paul en Carinthie. Manuscrit de 184 feuillets in-4°, parchemin, que M. Pertz, *Monumenta*, t. III, præf. pag. xxii, et *Archiv*, t. III, pag. 79 et suivantes, croit du commencement du ix[e] siècle.

Au frontispice est une image d'un roi peut-être semblable à celle qu'on voit dans le manuscrit n° XXIII ci-dessus. Jusqu'au f° 6, un capitulaire de 803; au f° 7, la loi des Ripuaires; au f° 27, la loi Salique en soixante et dix titres; au f° 57, la loi des Alemans; au f° 93, la loi des Bavarois; du f° 116 à 134, une partie du code d'Alaric II, jusqu'au commencement du livre V, précédée du *commonitorium.* Mais on peut croire, d'après l'auteur de la préface des Opuscules d'Haubold, t. II, pag. cxxxii, que ce sont plutôt des *summæ* que des textes. Ce document est suivi du code des Bourguignons, et de huit capitulaires de Charlemagne et de ses fils Pepin et Louis. Cette description de M. Pertz m'ayant paru suffisante, je n'ai pas cru devoir en demander une sur les lieux.

* LX. Vérone. On trouve dans le tome II des *Barbarorum leges* de Canciani, pag. 461 et suiv. la description d'un manuscrit de la bibliothèque du couvent de Sainte-Euphémie, ermites de saint Augustin, qui contient, avec la loi des Lombards et d'autres documents, un texte de la loi Salique. Ce manuscrit, disait le chanoine Doglioni, qui en avait envoyé la description à Canciani, est en vélin, in-4° (plus probablement petit in-f°), paraissant du

XIe siècle, ou même antérieur, et ressembler beaucoup, pour ce qui concerne la loi des Lombards, aux autres manuscrits d'Est, de Modène et de la bibliothèque Ambroisienne, dont Muratori a fait usage. Cette description annonçant que la loi Salique était simplement un abrégé, *compendiosa potius collectio, quam integra Salicarum legum series,* j'avais chargé M. Eugène de Rozière de faire des vérifications à ce sujet. Instruit par M. le comte Orti que le manuscrit était devenu la propriété du comte Gianfilippi, dont l'héritière avait vendu la bibliothèque au libraire Tosi, de Milan, il s'est adressé à M. le comte Pompeo Litta, qui l'avait comblé de bontés dans cette ville, et, d'après les renseignements fournis par ce savant, sur le vu du manuscrit, j'en avais rédigé et fait imprimer la notice.

Mais la Bibliothèque royale de Paris venant d'acquérir ce manuscrit le 23 janvier (il porte le n° 1109, suppl. lat.), et MM. les conservateurs ayant eu l'obligeance de le mettre immédiatement à ma disposition, je réimprime cette feuille pour le faire connaître plus exactement.

Le manuscrit est composé de 115 folios, dont les derniers sont très-endommagés, et même le haut du dernier verso est entièrement effacé. La collection chronologique des lois lombardes commence au f° 1 et finit sur le verso du f° 104, par des lois de l'empereur Henri II. La neuvième ligne de ce verso est terminée par les mots : *Explicit lex Lombarda. Deo gratia. Amen.* Ce texte contient un nombre considérable de variantes, de gloses, de formules, de dispositions de lois que Muratori n'a pas publiées, parce qu'évidemment elles n'étaient pas dans les manuscrits qu'il consultait. Canciani les a fait imprimer en presque totalité, t. II, pag. 465 à 471, et t. V, pag. 53 à 106. Sur la fin du verso 104, jusques et y compris le verso 108, sont vingt-cinq formules relatives à des actes rédigés d'après les coutumes des Lombards, des Romains, et quelques-unes d'après les coutumes saliques, dont

Canciani, tome II, pages 472 à 478, n'a publié que vingt-trois. Le f° 109 jusques et y compris le 115, contient la *Lex salica emendata* depuis le titre 1er jusqu'aux mots du § 13 du titre XLII, *quod si adhuc major culpa fuerit quæ servo quæritur, dominus servi;* après quoi on ne trouve plus rien. Ce n'est donc point un abrégé de la loi Salique, ainsi que le croyait le chanoine Doglioni, mais un texte dont la fin manque. Ce qui en existe offre quelques variantes sans intérêt et toutes les gloses du manuscrit d'Est dont je parlerai page LXVII. J'ajoute qu'en tête de cette partie, sur le recto 109, on trouve le petit prologue *Theodoricus rex Francorum cum esset Catalones*, qui accompagne, dans presque tous les manuscrits et les éditions, les lois des Alemans et des Bavarois.

Il résulte de ces détails que le manuscrit acquis par la Bibliothèque royale, sans grande importance relativement à la loi Salique, est d'un prix inestimable relativement aux lois des Lombards; c'est le seul que je connaisse où cette collection soit plus complète que dans l'édition de Muratori, laquelle, dans l'état actuel, a besoin d'être complétée, comme l'a fait M. Walter, par 68 pages contenues dans les tomes II et V de Canciani.

LXI. Wolfenbüttel. La Bibliothèque ducale possède cinq manuscrits de la loi Salique dont un, d'après lequel Eccard a fait sa publication de 1720, a été décrit par moi, page 156 et suiv. La description des quatre autres m'a été fournie par M. Hoeck, secrétaire de la Bibliothèque ducale.

*LXII. Wolfenbüttel. Bibliothèque Aug. 50, 2, in-4° en parchemin, probablement du IXe siècle, d'après l'opinion d'Eccard et celle de M. Pertz, qui a dit quelques mots de ce manuscrit, t. VI, p. 23. Le premier document est la loi Salique. Le texte, au moins pour les soixante et dix premiers titres, est évidemment celui de la *Lex emendata;* mais il existe un soixante et onzième titre intitulé

De invitus tritto, qu'on ne trouve que dans le manuscrit 4632 de la Bibliothèque royale de Paris, décrit n° XIV; voir ci-après note 697, page 404. Ce manuscrit est évidemment celui dont Eccard a parlé page 112. Il est terminé par le capitulaire de 803.

* LXIII. WOLFENBÜTTEL, Guden, 299, in-8°, parchemin. Il contient la *Lex emendata* en soixante et dix titres; mais il est mutilé depuis le paragraphe 2 du titre XXII jusqu'au paragraphe 3 du titre XXIX, et depuis le titre XLVIII jusqu'au titre LV. A la suite est la loi des Ripuaires également mutilée. M. Pertz, qui s'est borné à l'indiquer, t. VI, p. 23, le croit du IXe siècle.

* LXIV. WOLFENBÜTTEL, Guden, 327, in-8°, en parchemin, contenant la *Lex emendata* en soixante et dix titres. Elle est suivie de la *lex Alamanorum.* M. Pertz, t. VI, p. 23, le croit du IXe siècle.

* LXV. WOLFENBÜTTEL, Blankenbourg, autrefois de la cathédrale d'Augsbourg; tab. III, 3, n° 130, contient des édits des rois lombards; des capitulaires de Charlemagne, de Louis le Débonnaire et de Lothaire. La loi Salique en soixante et dix titres; les lois des Bourguignons, des Ripuaires, des Alemans, des Bavarois, et divers documents écrits à différentes époques. M. Pertz l'a indiqué (*Archiv*, t. VII, pages 748 et 749, et *Monumenta*, t. III, præfat. p. 28); il le croit du Xe siècle, au moins pour les lois barbares.

Après avoir donné la description des manuscrits dont l'existence est incontestable, puisque la plupart ont été vus par moi, et les autres par des personnes que je nomme et qui les ont vérifiés, je crois devoir en indiquer quelques-uns qui certainement ont existé et qui pourront être retrouvés quelque jour.

1° Au premier rang je place celui que Muratori désigne sous le nom de *Codex Estensis*, d'après lequel il a publié un assez grand nombre de gloses dans le tome II des *Antiquitates Italiæ medii ævi*, col. 286 et suiv. J'avais chargé M. Eugène de Rozière, mon petit-fils, de faire des recherches à ce sujet. Ce que je vais transcrire de la lettre qu'il m'a écrite de Bologne, le 9 janvier 1842, fera voir que le zèle et la persistance ne lui ont pas manqué :

« J'étais, comme vous le savez, adressé par votre obligeant « confrère M. Raoul-Rochette au savant abbé Cavedoni, qui est « précisément vice-bibliothécaire de la bibliothèque d'Est, au- « jourd'hui des ducs de Modène. Il m'a parfaitement reçu; mais, « comme il s'occupe plus d'archéologie que de jurisprudence, il « ne savait pas si le manuscrit que je désirais existait ou non. Il « s'est mis à le chercher dans les catalogues, qui sont faits avec « beaucoup de soin. Il a passé une journée presque entière sans « pouvoir le trouver. Il m'a livré les catalogues. J'ai demandé tous « les manuscrits dont le titre ou la matière pouvait avoir quelques « rapports avec celui que je désirais, mais dans aucun d'eux je n'ai « pu trouver la loi Salique. J'ai fait alors appeler le bibliothécaire « en chef, sans plus de bonheur. Il m'a assuré que, depuis cin- « quante ans qu'il exerçait ses fonctions, il connaissait tous les ma- « nuscrits de la bibliothèque, et n'avait jamais vu celui de la loi « Salique. Cependant j'insistais en montrant les passages où non- « seulement Muratori en parle, mais où même il en donne les « gloses. Comme dans ces passages Muratori dit que la copie et le « commentaire ont été faits par *Peregrinus Priscianus* de Ferrare, « je me suis fait donner tous les manuscrits portant ce nom, mais « je n'y ai rien trouvé. Enfin, craignant de ne pas me faire assez « bien comprendre, j'ai fait appeler un employé qui parle fran- « çais et qui s'est beaucoup occupé de l'histoire de France; il m'a « également affirmé que ce manuscrit n'existait pas. Croyant vous « avoir entendu dire que le *Codex Estensis* était cité dans les

« Archives de M. Pertz, j'ai assuré à ces messieurs que certaine-« ment le manuscrit objet de mes recherches avait dû être vu, « il y a quelques années, par un Allemand, qui en avait donné « la description. Ils m'ont répondu qu'en effet il était venu un Al-« lemand il y a quelques années; qu'il avait travaillé sur le ma-« nuscrit du chapitre (voir ci-dessus, n° XLV), mais que, quant à « celui de la bibliothèque d'Est, il l'avait demandé inutilement; « que, s'il en avait donné une description, il l'avait inventée. » (En effet, la mémoire de mon petit-fils le trompait; M. Pertz parle bien du *Codex Estensis*, mais d'après Muratori, et assure qu'il n'existe plus.) « Quant à la disparition depuis le temps de Mu-« ratori, ces messieurs m'ont donné deux hypothèses. D'abord, « après Muratori, la bibliothèque fut très-négligée; il n'y a que « cinquante ans qu'on s'en est occupé, et, dans cet intervalle, « plusieurs manuscrits furent volés; il se peut que celui de la loi « Salique soit de ce nombre. En second lieu, au temps de Mura-« tori, on n'avait pas fait encore de séparation entre les archives « et la bibliothèque : ce savant était à la fois bibliothécaire et ar-« chiviste. Mais, lorsque la séparation fut faite, plusieurs manus-« crits furent mis dans les archives, sans qu'on sache précisé-« ment lesquels; et, comme ces archives sont impénétrables, on « ignore si le manuscrit de la loi Salique s'y trouve. Ce qui ne « rendrait pas la chose impossible, c'est une note que j'ai trouvée « dans le catalogue, portant qu'outre les ouvrages de *Priscianus* « *Ferrariensis* qui se trouvent à la bibliothèque, plusieurs manus-« crits du même auteur ont été mis aux archives. Frappé de cette « indication, à laquelle il n'avait jamais fait attention, M. le biblio-« thécaire en chef a, sur ma demande, adressé une supplique au « duc de Modène, tendant à savoir seulement si dans les archives « secrètes se trouve le texte de la loi Salique, accompagné des gloses « que Muratori a publiées dans le tome II des *Antiquitates Italiæ*. Il « doit m'envoyer la réponse qu'il recevra. »

Cette réponse n'est point venue. On me pardonnera peut-être d'avoir transcrit ce long passage de la lettre d'un jeune homme de vingt et un ans. C'est lui aussi qui, ainsi qu'on l'a vu pages XLVII et suiv., m'a envoyé la description du manuscrit de la cathédrale de Modène, et des huit qu'il a trouvés à Rome. Mais pour ceux-là, dont l'existence n'est pas douteuse, j'ai réduit ses lettres à ce qu'elles ont d'essentiel, et je n'ai transcrit celle qui concerne le *Codex Estensis* que pour mettre sur la voie ceux qui voudraient faire de nouvelles recherches. Je dois dans cette situation me borner à rapporter ce que Muratori a dit dans la préface du tome Ier, IIe partie, des *Scriptores rerum Italicarum*, p. 7. Il en résulte que ce manuscrit n'est point ancien ; c'est une copie faite vers 1490 par Peregrinus Priscianus de Ferrare, d'après un très-vieux manuscrit, à ce qu'il assure. Serait-ce celui que j'ai décrit n° LX ? Muratori, en publiant les gloses ou commentaires d'après le *Codex Estensis*, n'a pas fait connaître si les gloses lui ont paru être l'ouvrage de Peregrinus Priscianus, ou si elles avaient été copiées par ce savant dans le manuscrit dont il déclarait avoir fait usage. Rien non plus, dans Muratori, ne donne positivement à entendre si les soixante et dix titres dont le texte est composé sont dans l'ordre des éditions vulgaires et de la plupart des manuscrits, ou s'ils sont dans l'ordre extraordinaire des manuscrits de la cathédrale de Modène et de Gotha. Il se borne à dire, pour faire connaître à quels titres se rattachent les gloses : *Editionem Baluzianam præ oculis habeo.*

2° Le catalogue, imprimé en 1764, des manuscrits appartenant aux jésuites, qui étaient au collége de Clermont à Paris, indique, n° DCXXIV, un manuscrit de la loi Salique en ces termes : « *Chartacæus in-folio, constans foliis 178, seculo XVI exaratus, ubi continentur lex Salica et varia capitularia regum Francorum. In capite codicis hujus : Pro libraria regalis collegii Campaniæ Navarræ.* Il n'y a aucune identité entre ce manuscrit et les autres de la même ori-

gine que j'ai décrits n°s XXIII, XXIV, XXV, XXVI, XLIII et XLIV. On ne le trouve point indiqué dans le catalogue de Meerman, qui avait acheté un assez grand nombre de manuscrits de cette bibliothèque. Il reste donc à découvrir ce qu'a pu devenir celui qui portait le n° DCXXIV. Serait-ce le *Codex Gandavensis,* que Baluze assure dans sa préface, n° LXXVI, et t. II, col. 1049, avoir été connu de Sirmond.

3° D. Montfaucon, dans sa *Bibliotheca bibliothecarum,* catalogue de Saint-Germain-des-Prés, indique, page 1078 (vol. 780), un manuscrit qui, selon son opinion, serait différent de la *Lex emendata.* Ce manuscrit n'est pas entré à la Bibliothèque royale à l'époque où la mainmise nationale a été opérée sur les biens ecclésiastiques. Dans le récolement fait d'après le catalogue de Montfaucon, on a écrit en marge la lettre D (*deest*).

4° Dans un petit recueil intitulé, *Annalium et historiæ Francorum..... scriptores coetanei XII ex bibliotheca Petri Pithœi,* Francofurti, 1694, on lit les mots suivants : *ex antiquissimo codice legis Salicæ cui subjunctum fuit chronicon ad annum DCCXCIX,* suivis de sept indications de dates de 708 à 799. Cette note se trouve au verso de la dernière page de la table des pièces contenues dans la collection. Une chronique, qui me paraît parfaitement semblable à celle que désigne cette note, existe dans le manuscrit 4995 de la Bibliothèque royale (anc. fonds) ; mais ce manuscrit ne contient pas la loi Salique ; on y trouve seulement la *Recapitulatio solidorum.* Je crois donc qu'il y a erreur dans l'indication transcrite ci-dessus, ou que si le manuscrit actuellement 4995 contenait la loi Salique du temps de Pithou, elle en a été détachée.

5° Baluze indique dans ses capitulaires, t. II, col. 1049, un manuscrit qu'il appelle *Codex Fauchetianus ;* il ne le désigne que par une variante presque insignifiante dans le § 1er du titre XXXII. Cette variante se trouve dans le manuscrit 4632, qui a appartenu

à Mazarin avant d'entrer à la Bibliothèque royale, et qu'ailleurs Baluze appelle *Mazarinæus regius*, ainsi que dans le 75, suppl. lat. de la Bibliothèque royale, *olim S. Vincentii Metensis* (ci-dessus, n° XXIII). Mais, comme Baluze a connu ce dernier, dont il a fait usage et qui de son temps appartenait aux jésuites, ce ne peut être celui-là qu'il nomme *Fauchetianus*. Le manuscrit de Fauchet pourrait donc exister encore inconnu dans quelque bibliothèque.

6° M. Pertz, dans le tome V de ses Archives, page 209, assure qu'il existe à la bibliothèque Laurentienne de Florence un manuscrit contenant quelques fragments de la loi Salique. Tous les efforts qu'a employés M. Eugène de Rozière pour obtenir communication de ce manuscrit et pour le décrire ont été inutiles. On lui a assuré qu'il n'existait pas. Je me borne à faire connaître l'indication donnée par M. Pertz[1].

7° Je ne sais si l'on peut ajouter une foi entière à ce que dit Loisel dans ses Annales de Beauvais, page 60, que de son temps il existait à la bibliothèque du chapitre de cette ville un manuscrit de la loi Salique en notes tyroniennes. Certainement la Bibliothèque royale n'en possède pas, et les vérifications à Beauvais, où M. le ministre de l'instruction publique a bien voulu écrire des lettres instantes, ne m'en ont point fait découvrir.

§ III. — DES NOTES ET DISSERTATIONS.

Peut-être aurais-je bien fait de m'en tenir à recueillir les textes, en bornant mes soins à rendre l'édition la plus correcte qu'il m'eût été possible. Je me serais sans contredit épargné un grand

[1] Le même savant a indiqué, t. VI, p. 181, un manuscrit du monastère d'Admont en Styrie, qu'il supposait contenir des *leges Francorum*. M. le prélat d'Admont, à qui j'ai écrit, a bien voulu m'envoyer la description du manuscrit cité, faite par M. Muchard, professeur et ancien bibliothécaire d'Admont. Il en résulte que le manuscrit contient seulement la loi des Bavarois.

travail, et surtout je n'aurais pas couru le risque de m'exposer à des critiques difficiles à éviter lorsqu'on traite des questions susceptibles de controverse. Ce parti eût été justifié par l'exemple de la plupart des savants étrangers qui, depuis quelques années, ont publié des documents anciens relatifs à l'histoire ou à la législation.

Cependant je ne pouvais me dissimuler que la loi Salique est parfois obscure, incomplète; que souvent on y suppose des usages constatés seulement par les formules, les chartes et les diplômes. Après avoir demandé des conseils bienveillants, qui ne m'ont pas été refusés, je me suis décidé à rédiger des notes qui, par leur multiplicité, peuvent être considérées comme un commentaire. Déjà des hommes dont je me plais à reconnaître les lumières supérieures aux miennes avaient cru devoir expliquer le texte de la loi Salique. Fr. Pithou avait composé un *Glossarium* qui fut joint à l'édition de la *Lex emendata* donnée par Lindenbrog en 1602, et réimprimé par ce dernier dans le *Codex legum antiquarum*, publié en 1613. Il l'a été aussi en 1666, avec le nouveau commentaire de Jérôme Bignon. Les travaux de ces deux savants sont insérés dans le tome II des capitulaires de Baluze, qui y a ajouté quelques notes. Wendelin et Eccard ont composé chacun un commentaire sur le texte publié par Herold. Eccard a également fait des notes sur le texte de Wolfenbüttel, dont il est le premier éditeur, et sur la *Lex emendata*. Je ne parle point du continuateur de Schilter, qui s'est borné à recueillir et à placer au bas du texte de la *Lex emendata* les notes de Pithou, de Bignon et de Baluze; ni de Canciani, qui a employé le même procédé en y comprenant quelques-unes des notes d'Eccard.

J'aurais pu suivre l'exemple de ces derniers éditeurs, et ne rien donner de mon chef; mais ce n'eût pas été répondre suffisamment aux besoins de la science. La plupart des notes de Pithou et de Bignon, bien plus encore celles d'Eccard, sont rem-

plies de citations et de digressions, presque toujours étrangères à la question; et j'ai reconnu qu'un assez grand nombre de difficultés véritables n'y avaient pas été éclaircies. J'ai donc pris la résolution de composer des notes nouvelles plus concises, et cependant, je le crois, plus complètes que celles dont je viens de donner l'indication. Je n'omettrai jamais de nommer les savants dont j'aurai adopté l'opinion, et, lorsque je croirai devoir m'en écarter, j'essayerai de justifier la mienne. Un avertissement placé à la tête des notes, page 361, indiquera plus particulièrement leur objet et la manière de les consulter.

Pendant le cours de ce travail, j'ai reconnu que certaines matières exigeaient des développements étendus, et je n'aurais pu les placer dans les notes sans donner à plusieurs une longueur démesurée, et surtout sans m'exposer à de fréquentes répétitions. J'ai rédigé, en conséquence, quatorze dissertations imprimées à la suite des notes, et auxquelles celles-ci renverront fréquemment.

Je ne me suis point proposé de donner dans ces dissertations la solution des grandes questions relatives à l'origine des Francs, à leurs luttes contre la puissance romaine, à l'histoire de la première race : tout a été dit à ce sujet[1]. S'il est vrai que, pendant deux siècles, depuis Hotman jusqu'à nos jours, l'esprit de sys-

[1] J'ai cité souvent dans mes dissertations les auteurs anciens et modernes qui avaient traité quelques-unes des questions dont je m'occupais. Lorsque le manuscrit en était terminé et livré à l'impression, j'ai eu connaissance de trois ouvrages qu'il serait, de ma part, injuste de passer sous silence. Le premier est l'Histoire des institutions mérovingiennes, par M. Lehuërou, professeur agrégé à la faculté des lettres de Rennes; le second est intitulé *Études sur l'histoire, les lois et les institutions de l'époque mérovingienne*, t. I[er], par M. de Pétigny, ancien élève de l'école des chartes. L'ouvrage de M. Lehuërou n'a que des rapports très-éloignés avec quelques-unes de mes dissertations. Il en est de même du tome I[er] de M. de Pétigny. Le troisième ouvrage est l'Histoire du régime dotal et de la communauté en France, que M. Ginoulhiac a publié en 1842. Je ne l'ai connu qu'après l'impression de ma treizième dissertation, qui traite des mêmes matières, et je regrette vivement de n'avoir pu faire usage de ce travail estimable.

tème et le désir de faire prévaloir des théories ou des intérêts politiques aient souvent entraîné trop loin les écrivains qui soutenaient des thèses opposées, ces controverses n'ont pas été inutiles à la science, et le moment est arrivé où les hommes qui s'occupent des premiers temps de notre monarchie, libres de préjugés, convaincus que jamais, sous aucun prétexte, il n'est permis de falsifier l'histoire, ni pour plaire aux rois ni pour plaire aux peuples, ne veulent plus encourir ce jugement sévère mais juste de M. de Savigny : « Les auteurs français qui ont écrit sur ce sujet, quelle « que fût la différence de leurs opinions, se ressemblent en un « point : chacun a un système politique déterminé auquel il sou« met toutes ses recherches historiques. » C'est donc moins encore la crainte, toute légitime qu'elle fût, de montrer mon infériorité dans une carrière parcourue avec tant d'éclat par un grand nombre d'écrivains, que l'inutilité, au moins pour l'objet particulier de mon travail, de discussions nouvelles, qui m'a détourné du projet de traiter ces questions.

Mais un peuple, quel que soit son gouvernement, quelles que soient les révolutions qui l'aient modifié ou changé, soit dans ses formes, soit dans les chefs investis de l'exercice de la puissance publique, se compose d'individus entre lesquels il y a des rapports plus ou moins bien définis d'union conjugale, de filiation, de parenté, de droits d'hérédité. S'il existe chez ce peuple des distinctions entre les hommes; si ces distinctions ont de l'influence sur le droit privé, civil ou pénal, si on y connaît l'esclavage, il importe d'étudier les lois ou les coutumes sous ces rapports. Quelle que soit l'influence de la propriété foncière sur l'état politique des individus, cette propriété est susceptible de donner lieu à des conventions qui en changent les maîtres ou en modifient l'usage. On la transmet par des ventes, des échanges, des donations, des testaments; on la donne à ferme; on l'engage en payement de ses dettes; on contracte des obligations, des procurations, des cau-

tionnements, etc. Il est difficile que ces rapports divers de famille, ces droits de propriété, ces négociations, ne donnent pas lieu à des contestations pour le règlement desquelles est nécessaire l'intervention d'arbitres avoués par la société; la loi ou la coutume règle les pouvoirs de ces juges, les formes de procéder; l'autorité publique assure l'exécution de leurs décisions. Le maintien de la paix intérieure exige enfin qu'il existe chez ce peuple un mode de répression des délits et des crimes, répression qui sans doute sera plus ou moins régulière, plus ou moins efficace, suivant le degré de civilisation auquel le peuple est parvenu.

Ces objets, que des publicistes justement estimés ont, je ne dirai pas dédaignés, ils avaient trop de lumières pour n'en pas reconnaître l'importance, mais dont ils n'ont pas cru devoir s'occuper[1], entraînés qu'ils étaient par le désir de traiter les questions politiques et historiques, sont précisément ceux que je me propose de faire connaître.

J'ai dû mettre ces observations sous les yeux des lecteurs, afin que personne n'eût à me reprocher de n'avoir pas fait ce que précisément il a été dans mon plan de ne pas faire.

La loi Salique, dont je publie les diverses rédactions, étant un recueil d'usages de droit privé, c'était des objets qui font la matière de cette loi que je devais m'occuper dans mes notes et mes dissertations.

Des études à ce sujet, qui, du reste, ne sont pas entièrement étrangères à l'histoire, peuvent servir à faire connaître comment, à mesure que l'empire des Francs se consolidait dans la Gaule, le caractère des coutumes germaniques dut perdre quelque chose de sa couleur primitive. Une multitude de besoins nouveaux donnaient naissance à des situations, à des transactions jusqu'alors inconnues des Francs. Il fallait y pourvoir par des règles que les

[1] M. Guizot, *Essais sur l'histoire de France*, IVe essai, chap. Ier.

coutumes germaniques ne fournissaient, ni d'une manière expresse, ni par des analogies. Le droit romain était là, riche de tous les accroissements produits par une civilisation dont les Francs éprouvaient le besoin, et qu'ils admiraient lors même que leurs habitudes barbares ne leur permettaient pas encore de l'adopter. L'influence toujours si puissante de l'exemple, les liens de famille qui se formaient entre les vainqueurs et les vaincus, la communauté de religion et de langue entraînaient donc les barbares à recourir souvent au droit romain. Ce fut d'abord par nécessité, pour statuer sur les cas que leurs lois n'avaient pas prévus; peu à peu ce fut par utilité, pour corriger leurs usages anciens. Ainsi on peut expliquer comment il se fait que le droit des Francs ait subi cette influence sous la première race beaucoup moins que sous la seconde; comment sous la troisième race cette même influence s'est prodigieusement accrue, au point de faire peu à peu disparaître dans les coutumes, successivement revisées et réformées, les traditions germaniques, dont on trouve beaucoup de traces dans les rédactions primitives.

J'ai fait dans mes notes et mes dissertations un grand usage des formules, dont nous avons plusieurs collections[1], et tous les savants s'accordent à reconnaître les secours immenses qu'on peut en tirer pour constater et éclaircir une multitude de points relatifs au droit observé chez les Francs sous la première et même sous la seconde race. Les chartes, diplômes et autres documents relatifs à l'histoire de France, dont l'Académie des inscriptions m'a confié l'édition, m'ont aussi été très-utiles. J'ai cru pouvoir chercher des secours dans les codes des tribus d'origine germanique qui, dès les commencements de la première race, furent en vigueur dans l'empire des Francs. Mais il fallait mettre une assez grande

[1] Voir une notice sur les manuscrits, et les éditions des formules que j'ai publiées dans la Bibliothèque de l'école des chartes, t. IV, pag. 1 et suiv.

réserve dans cet usage : les anciennes rédactions de ces lois ne nous étant pas parvenues comme celles de la loi Salique, il n'est pas toujours facile de reconnaître si les rédactions que nous en possédons n'ont pas subi, dans leurs révisions successives, l'influence du droit romain. J'ai donc tâché de ne pas porter trop loin l'emploi de ce secours subsidiaire, ne perdant jamais de vue que mon intention était exclusivement d'expliquer la loi Salique et le droit privé des Francs sous la première race. Par ce motif, je n'ai pas cru devoir me servir des lois des Lombards et des Visigoths; d'abord parce que jamais les premières n'ont été en usage dans l'empire des Francs sous la première race; en second lieu, parce que les dernières ont été rédigées au delà des Pyrénées, et qu'on y trouve des preuves d'une influence du droit romain qui n'avait pas encore lieu d'une manière aussi étendue chez les Francs de la première race.

Je n'oserais toutefois affirmer que je sois parvenu à faire un discernement exempt d'erreur et à l'abri de toute critique. La perfection n'est pas donnée aux ouvrages humains, et le meilleur parmi ces ouvrages serait celui qui aurait le moins de défauts. Je crains de n'avoir pas même atteint ce degré de mérite. Heureux si mes essais ne sont pas tout à fait inutiles aux personnes dont les études se porteront vers le même sujet! En faisant ce qu'on peut, on doit désirer que d'autres fassent mieux par la suite. Il y a une sorte de consolation à s'appliquer ces vers d'Horace :

> . . . . Fungar vice cotis, acutum
> Reddere quæ ferrum valet, exsors ipsa secandi.

§ IV. — OBSERVATIONS SUR L'ORTHOGRAPHE ET LES SIGNES TYPOGRAPHIQUES.

Je termine par quelques explications nécessaires relativement à l'établissement des textes. Lorsqu'un manuscrit était unique, je

l'ai reproduit fidèlement, avec ses nombreux solécismes, ses barbarismes, ses contre-sens et toutes ses autres défectuosités. Seulement, j'ai cru pouvoir placer entre des crochets les mots essentiels au sens qui manquaient, en me servant des manuscrits analogues : les mots résultant d'une erreur évidente seront suivis de ceux que j'ai cru être les véritables, entre parenthèses[1].

Lorsque j'avais plusieurs manuscrits du même texte, j'ai choisi celui qui me paraissait le meilleur, et j'ai recueilli les variantes des autres. Je m'expliquerai avec plus de détails à ce sujet dans les avertissements qui précéderont chaque famille de textes.

En ce qui concerne l'orthographe, je n'ai pas admis d'accents; j'ai employé les *j* au lieu des *i*, les *v* au lieu des *u*; cette méthode, qui a été celle de tous les éditeurs français, m'a paru la moins fatigante pour les lecteurs. J'ai laissé subsister les *e* simples là où nous employons l'*æ*; mais, lorsque cette dernière lettre existe dans le manuscrit, je la conserve.

Plusieurs mots, j'en donnerai pour exemple *Rachimburgi*, sont écrits dans le même texte, souvent dans la même phrase, avec une orthographe différente; je me conforme au manuscrit, sans rechercher une uniformité qui ne serait pas sans inconvénients.

Les rédactions de la loi Salique antérieures à celle de la *Lex emendata* contiennent un grand nombre de mots barbares précédés des lettres MALB. que les savants sont convenus d'appeler *gloses malbergiques*[2]. L'orthographe en est prodigieusement variée, parce que sans doute l'ignorance des copistes les a altérés de plus en plus.

Je n'ai tenté ni de les corriger, ni de les expliquer, quoique je sois loin de refuser mon hommage aux louables efforts et à la science des hommes qui l'ont entrepris; je reconnais, en ce qui

[1] Je n'ai même pas cru devoir suivre ce procédé relativement aux textes de Wolfenbuttel et de Munich, afin que mon édition représentât encore mieux ces manuscrits qui n'existent qu'en pays étranger. — [2] Voir ci-après, page 419.

me concerne, qu'il m'eût été impossible d'y réussir. Tout mon soin a consisté à transcrire ces mots avec exactitude d'après les manuscrits, et je me fais un devoir de reconnaître les services que m'a rendus pour cet objet M. Henschel, nouvel éditeur du Glossaire de du Cange, publié par MM. Didot frères.

LOI SALIQUE,

OU

RECUEIL

CONTENANT LES ANCIENNES RÉDACTIONS DE CETTE LOI

ET LE TEXTE CONNU SOUS LE NOM DE *LEX EMENDATA*.

PREMIER TEXTE.

MANUSCRIT DE LA BIBLIOTHÈQUE ROYALE 4404 (ANCIEN FONDS).

Je consacrerai une partie de ma première dissertation (ci-après, pages 420 et suivantes) à établir que la plus ancienne rédaction de la loi Salique dont les textes nous soient parvenus consistait seulement en une série de soixante-cinq titres, le premier intitulé, DE MANNIRE; le dernier, DE CABALLO MORTUO EXCORTICATO: titres répondant aux soixante-huit premiers de la *Lex emendata*[1].

Comme précisément j'ai trouvé à la Bibliothèque royale trois manuscrits où la loi Salique est uniquement composée de ces soixante-cinq titres, il semblait naturel que j'en formasse les trois premiers textes de ma collection.

Cependant je n'ai pas cru devoir prendre ce parti; il est donc indispensable que j'en explique les motifs.

Les trois manuscrits en soixante-cinq titres, dont je viens de parler, et dont on trouve la description dans ma préface, § 2, nos II, XXII et XXVIII, ne constituent, dans la réalité, que deux familles distinctes : la première, composée du

[1] La différence d'un nombre de trois s'explique facilement. La *Lex emendata* contient, sous le n° VIII, un titre *De furtis arborum,* dont les textes anciens ont compris les dispositions dans leur titre VII; sous le titre XVI, *De eo qui villam alienam adsallierit,* des dispositions que ces mêmes textes anciens ont comprises dans leur titre XIV; enfin le titre LVIII, *De expoliatione ecclesiæ vel incendio, sive homicidiis clericorum,* qui évidemment n'était pas entré dans des rédactions faites à l'époque où la religion chrétienne n'était point encore celle des Francs.

seul manuscrit 65 (suppl. lat.); la seconde, du manuscrit 4403 B (anc. fonds) et 252 (fonds Notre-Dame), *Olim.* F 9.

Le texte du manuscrit 65 (suppl. lat.) est moins développé, et surtout il n'offre pas les caractères de christianisme qu'on trouve dans les deux autres.

Le principal, et certainement le plus remarquable de ces caractères, est la disposition relative aux mariages entre proches parents, interdits par la discipline de l'Église, mais sur lesquels les lois des Francs n'avaient rien statué avant un édit que D. Bouquet date de 532, et Baluze, ainsi que tous les autres savants, de 595. Cette considération suffisait pour me porter à croire qu'un texte où l'on ne trouvait rien de semblable se rapprochait de la rédaction primitive, s'il ne la représentait pas exactement.

Ma première détermination fut donc de placer en tête de cette collection le texte du manuscrit 65 (suppl. lat.). De nouvelles réflexions m'ont décidé à changer d'avis.

J'ai trouvé ces mêmes soixante-cinq titres, également sans aucun vestige de christianisme, dans le manuscrit 4404 (anc. fonds), dont on lit la description dans ma préface, § 2, n° III. J'en ai scrupuleusement comparé la rédaction avec celle du manuscrit 65 (suppl. lat.), et celle-ci m'a semblé un peu moins ancienne. Je me suis donc décidé à donner la priorité au manuscrit 4404.

Il est bien vrai qu'à la suite des soixante-cinq titres dont il s'agit, ce manuscrit en contient d'autres qui n'ont été admis ni dans les autres familles de textes [1] ni même dans la *Lex emendata;* mais ces titres, qui citent souvent les titres primitifs, soit pour les modifier, soit pour les compléter, portent en eux-mêmes la preuve qu'ils appartiennent à une époque postérieure, et attestent déjà l'influence du droit romain sur la législation des Francs. Je les publierai pages 329 et suivantes, sous la désignation de *Capita extravagantia,* avec d'autres qu'on trouve uniquement dans un manuscrit de Leyde, dont ma préface contient la description, n° XXIX.

Je ne nie pas qu'en général il n'y ait des inconvenients à scinder un manuscrit; mais, dans cette circonstance, je n'ai pas cru pouvoir m'en dispenser, afin de mettre un ordre plus convenable dans mon travail et de rendre plus facile à comprendre la concordance que j'établirai, dans mes notes, entre les anciens soixante-cinq titres et la *Lex emendata.*

D'ailleurs, je n'ai opéré aucune suppression; les savants qui désireront connaître l'ensemble du texte de la loi Salique d'après le manuscrit 4404, le

[1] Les seuls où on trouve quelques-uns de ces titres sont le manuscrit de Wolfenbüttel, celui de Leyde, et l'édition d'Herold.

trouveront en réunissant aux soixante-cinq titres dont est formé mon premier texte les vingt-trois premiers titres des *Capita extravagantia*.

Dans le manuscrit que je publie en ce moment, comme dans la plupart des autres qui suivront, le texte est précédé d'une table des rubriques. Je n'ai pas cru devoir faire imprimer ces tables, puisque chaque titre étant lui-même précédé de sa rubrique, cette impression n'aurait été qu'un double emploi, sans la moindre utilité.

Je me suis suffisamment expliqué, dans le § 4 de ma préface, sur le système orthographique que j'avais adopté, et sur l'emploi de quelques signes servant à indiquer les mots dont l'addition ou la correction m'avait paru indispensable.

INCIPIUNT CAPITULA IN PACTO [LEGIS] SALICÆ.

I. DE MANNIRE.

1. Si quis ad mallum legibus dominicis mannitus fuerit et non venerit, MALB. *reaptem*, hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV[1], culpabilis judicetur.

2. Ille vero qui alium mannit et ipse non venerit, si eum sunnis non tricaverit, et qui manebit XV solidos, culpabilis judicetur.

[1] Au premier moment où se présente, dans cette édition des textes de la loi Salique, une énonciation des sommes de compositions en deniers et en sous, je crois devoir faire une observation que je ne reproduirai plus. Il n'entre point dans mon plan de faire des recherches sur les monnaies mérovingiennes : cet objet a été traité par deux de mes confrères à l'Académie, MM. de Saulcy et Guérard, dans la Revue de la Numismatique française, t. I, p. 242 et s., et t. II, p. 406 et suiv. Je me borne à énoncer, ce qui, je crois, est généralement reconnu, que l'unité monétaire était le denier d'argent, dont quarante formaient un sou d'or. En général la loi Salique n'énonce que des deniers et des sous. Deux fois on y trouve le *triens* ou tiers de sou d'or, dans le § 4 du titre XXXVII et dans le § 13 du tit. XL de la *Lex emendata*, ou *tremissis* dans le § 4 de la *Recapitulatio solidorum*. Presque toujours les textes commencent par énoncer des deniers, suivis des mots *qui faciunt* et du nombre de sous. L'imperfection des manuscrits des rédactions antérieures à la *Lex emendata* est cause que quelquefois le nombre des deniers ne répond pas à celui des sous dans la proportion de quarante pour un. Je n'ai cru devoir, ni opérer des corrections, puisque mon intention est de reproduire fidèlement les manuscrits, ni même indiquer en notes celles qui me sembleraient nécessaires, puisque les éléments manquent absolument pour décider s'il faut corriger le nombre des deniers par celui des sous, ou s'il faut faire l'inverse.

3. Et ille qui alium mannit cum testibus ad domum illius ambulare debet : et si præsens non fuerit, sic aut uxorem, aut quæcumque de familia illius appellit, ut illi faciat notum quod ab eum mannitus est.

4. Nam si in dominica ambasia fuerit occupatus, mannire non potest.

5. Si vero infra pago in sua ratione fuerit, sicut superius diximus mannire potest.

II. DE FURTIS PORCORUM.

1. Si quis porcellum lactantem furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *chrane calcium,* hoc est CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si quis porcellum furaverit qui sine matrem possit vivere et ei fuerit adprobatum, MALB. *chrane calcium,* hoc est XL dinarios, qui faciunt solidum I, culpabilis judicetur.

3. Si quis scroba in asso subaterit et ei fuerit adprobatum, MALB. *narethalthi,* hoc est CCXLI dinarios, qui faciunt solidos VII, culpabilis judicetur.

4. Si quis porcum anniculum furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *drache,* hoc est CXX [dinarios], qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

5. Si quis porcum bimum furaverit, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

6. Quo numero usque ad duos porcos simili conditione convenit observare.

7. Si vero III aut amplius imbulaverit, MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

8. Si quis porcello de inter porcos furaverit, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

9. Si quis porcello tertusu imbulaverit usque ad anniculum, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

10. Post anniculatum vero, MALB. *redonia,* hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

11. Si quis verrem aut scrobam ducariam furaverit, MALB. *sunnista,*

hoc est DCC dinarios, qui faciunt solidos XVII, ex[1] culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

12. Si quis maiale votivo furavit et hoc testibus quod votivus fuit potuerit adprobare, MALB. *rhammodo*, hoc est DCC dinarios, qui faciunt solidos XVII, ex culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

13. Si maiale vero quæ votivus non fuit, solidos XV culpabilis judicetur.

14. Si quis XXV porcos qui furaverit ubi amplius non fuerit in grege illa, et ei fuerit adprobatum, MALB. *sonista*, hoc est MMD dinarios[2], qui faciunt solidos XLII, culpabilis judicetur.

15. Si vero amplius fuerit imbulati, excepto capitale et dilatura, MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

16. Si vero L porci fuerint imbulati et si adhuc aliqui remaneant, excepto capitale et dilatura, MALB. *sonnista*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos XLIII, culpabilis judicetur.

III. DE FURTIS ANIMALIUM.

1. Si quis vetellum lactantem furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *podero*, hoc est CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si quis bimum aut anniculum animal furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *scolo*, hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis bovem aut vaccam cum vetellum furaverit, MALB. *potero*, hoc est MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

4. Si quis taurum furaverit illum qui gregem regit et nunquam junctus fuisset, MALB. *charohitum*, hoc est DCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

5. Si vero taurus ipse de tres villas cummunis vaccas tenuerit, hoc est trespillius, qui eum furaverit, MALB. *chammitum*, hoc est in triplum, XLV solidos culpabilis judicetur.

[1] Je doute qu'on ait dit *excalpabilis* pour *culpabilis* ; les lettres *ex* me paraissent donc être ici et dans le paragraphe suivant une abréviation mal formée ou mal comprise de *semis*, qui est nécessaire, et qu'on trouve dans d'autres textes. En général notre manuscrit n'indique pas de fraction ; il la supprime, ou bien il complète l'unité.

[2] Il y a ici, comme au § 3 du titre II, une faute de chiffres dans le nombre des deniers ou dans celui des sous, puisque 40 deniers forment un sou. On trouvera souvent cette erreur.

6. Si quis XII animalia furaverit, et nec unus exinde remaneat, excepto capitale et dilatura, MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

7. Si vero amplius usque ad XXV animalia furaverit, et si adhuc aliqui remaneant, excepto capitale et dilatura, MALB. *sunnista*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

IV. DE FURTIS OVIUM.

1. Si quis agnum lactantem furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *lammi*, hoc est VII dinarios, qui faciunt medio trianti, culpabilis judicetur.

2. Si quis anniculum vel bimum berbicem furaverit, excepto capitale et dilatura, MALB. *lamilam*, hoc est CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

3. Certe si tres furaverit, MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur. Qui numerus usque ad XL berbices convenit observare.

4. Si vero XL aut amplius furaverit, MALB. *sunnista*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

V. DE FURTIS CAPRARUM.

1. Si quis tres capras furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *lauxmada*, hoc est CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

2. Si super tres imbulaverit, excepto capitale et dilatura, MALB. *musci simada*, hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

VI. DE FURTIS CANUM.

1. Si quis sigusium canem magistrum imbulaverit aut occiderit, MALB. *leudardi*, hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis pastoricialem canem furaverit aut occiderit, excepto capitale et dilatura, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

VII. DE FURTIS AVIUM.

1. Si quis acceptrem de arborem furaverit, et ei fuerit adprobatum, excepto capitale et dilatura, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si quis acceptrem de pertega furaverit, MALB. *hymnis sith*, hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis acceptrem de intro clavem furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *verthi fugium*, hoc est MDCCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

4. Si quis ansare furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *sundolino*, hoc est CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

VIII. DE FURTIS APIUM.

1. Si quis unam apem de intro clavem furaverit, et hic si probaverit, MALB. *sundolino*, hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

2. Si quis unam vasum ubi amplius non fuerit, qui eam furaverit, legem superius compræhensam convenit observare.

3. Si amplius usque ad sex foris tinctum furaverit, ut aliquid exinde remaneant, MALB. *texaga*, hoc est DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

4. Si vero septem aut amplius furaverit, et si adhuc aliquid exinde remaneant, MALB. *hole chartis*, hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt [solidos] XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

IX. DE DAMNO IN MESSE VEL QUALIBET CLAU[SU]RA INLATUM.

1. Si quis animalia aut caballus vel quolibet pecus in messe sua invenerit, penitus eum vastare non debet.

2. Quod si fecerit et hoc confessus fuerit, capitale in locum restituat; ipse vero debilem ad se recipiat.

3. Si vero confessus non fuerit, et ei fuerit adprobatum, excepto capitale et dilatura, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis in messe sua pecora aliena invenerit qui pastorem suum non habent, et eas inclauserit, et nulli pænitus innotescerit, et aliqua ex ipsis pecoribus perierit, capitale in locum restituat, et super MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

5. Si quis animale aut qualibet pecus per sua negligentia nocuerit, et hoc confessus fuerit, capitale in locum restituat; ille vero debilem ad se recoligat.

6. Si vero negaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *leudardi,* hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

7. Si quislibet porci aut qualibet pecora in messe aliena currerint, et illum negantem ei fuerit adprobatum, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

8. Si quis vero pecora de damno aut in clausura aut dum ad domum minantur expellere aut excutere præsumpserit, MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

X. DE SERVIS VEL MANCIPIIS FURATIS.

1. Si quis servo aut caballo vel jumentum furaverit, MALB. *alfalchio,* hoc est MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

2. Si servus aut ancilla cum ipso ingenuo de rebus domini sui aliquid portaverit, fur, præter quod ejus mancipia et res restituat, et insuper, MALB. *theubardi,* hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XI. DE FURTIS INGENUORUM VEL EFRACTURIS.

1. Si quis ingenuus de foris casa quod valit duos dinarios furaverit, DC dinarios, qui faciunt [solidos] XV, culpabilis judicetur.

2. Si vero foris casa furaverit quod valent XL dinarios, et ei fuerit adprobatum, præter capitale et dilaturam, MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

3. Si ingenuus homo efractura fecerit quod valit MM dinarios [1], et

[1] Il y a évidemment erreur : il faut lire II *dinarios*, comme au § 1 du titre XII ci-après.

ei fuerit adprobatum, MALB. *anthedio,* hoc est solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si vero supra V dinarios quod valet furaverit, et ei fuerit adprobatum, excepto capitale et dilatura, MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

5. Si vero clavem effrigerit aut adulteraverit, sic in domo ingressus fuerit, aut exinde furtum aliquid tulerit, excepto capitale et dilatura, MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

6. Si vero nihil tulerit aut fugiens evaserit, MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XII. DE FURTIS SERVORUM VEL EFRACTURIS.

1. Si servus foris casa quod valit II dinarios furaverit, excepto capitale et dilatura, CXX flagellus extentus accipiat.

2. Si vero quod valit XL dinarios furaverit, aut castretur aut sex solidos reddat. Dominus vero servi qui furtum fecit capitale et dilaturam requirenti restituat.

XIII. DE RAPTO INGENUORUM.

1. Si tres homines ingenuam puellam rapuerint, MALB. *schodo,* hoc est tricinus solidus, cogantur exsolvere.

2. Illi qui super tres fuerint quinos solidos solvant.

3. Qui cum sagittas fuerint ternos solidos culpabiles judicentur.

4. Raptores vero MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, exigantur.

5. Si vero puella ipsa de intro clave aut de screuna rapuerint, præcium et causa superius conpræhensa culpabiles judicentur.

6. Si vero puella qui trahitur in verbum regis fuerit, fritus exinde MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, est.

7. Si vero puer regi vel litus ingenuam feminam traxerit, de vita culpabilis esse debet.

8. Si vero ingenuam puellam de illis suam voluntatem servum secuta fuerit, ingenuitatem suam perdat.

9. Ingenuus si ancilla aliena prisserit similiter paciatur.

10. Si quis sponsam alienam tulerit et eam sibi in conjugio

copulaverit, MM[D] dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

XIV. DE SUPERVENIENTIBUS VEL EXPOLIATIS.

1. Si quis hominem ingenuum in superventum expoliaverit cui fuerit adprobatum, MALB. *anthi falthio,* hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

2. Si vero Romanus barbarum Salico expoliaverit, legem superiorem conpræhensa convenit observare.

3. Si vero Francus Romano expoliaverit, solidos XXXV culpabilis judicetur.

4. Si quis hominem qui migrare voluerit et de rege habuerit præceptum et abbundivit in malum puplico, et aliquis contra ordinationem regis testare præsumpserit, VIIIM dinarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

5. Si quis hominem migrante adsalierit, quanti in contubernio vel superventum, MALB. *texagæ,* hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

6. Si quis villa aliena adsalierit, quanti in eo contubernio probantur, MALB. *secthis,* hoc est solidos LXIII, culpabilis judicetur.

XV. DE HOMICIDIIS VEL SI QUIS UXOREM ALIENAM TULERIT.

Si quis hominem ingenuum occiderit aut uxorem alienam tulerit a vivo marito, MALB. *leudardi,* hoc est VIIIM dinarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XVI. DE INCENDIIS.

1. Si quis casa qualibet super homines dormientes incenderit, quanti ingenui intus fuerint mallare debent, et si aliquid intus arserint, MALB. *alfathio,* hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

2. Si quis casa cletem salina[1] incenderit et ei fuerit adprobatum,

[1] Ce paragraphe n'ayant point d'analogue dans les autres manuscrits, je ne peux que garantir l'exactitude de ma copie; j'essayerai d'expliquer ce mot dans les notes.

MALB. *althifathio*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

3. Si quis spicario aut machalum cum annona incenderit, MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

4. Si quis sutem cum porcis aut scuria cum animalibus incenderit et ei fuerit adprobatum, excepto capitale et dilatura, MALB. *sundela*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

5. Si quis sepem aut concidem alienum incenderit, CC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XVII. DE VULNERIBUS.

1. Si quis alterum voluerit occidere et colpus falierit, cui fuerit adprobatum, MALB. *uito ido efa*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum de sagitta toxigata percutere voluerit et præterselupaverit, et ei fuerit adprobatum, MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

3. Si quis alterum in caput plagaverit ut cerebrum apareat et exinde tria ossa quæ super ipso cerebro jacent exierint, MALB. *aiuisio feth*, hoc est MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4. Si vero inter costas fuerit aut in ventrem ita ut vulnus appareat et usque ad intrania perveniat, MALB. *hisifreth*, hoc est MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, præter medicatura solidos V.

5. Si quis hominem plagaverit ita ut sanguis in terra cadat, et ei fuerit adprobatum, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

6. Si quis ingenuus ingenuum de fuste percusserit ut sanguis non exeat, usque tres colpus semper per unumquisquo iecto, MALB. *uualfath*, hoc est CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

7. Si vero sanguis exierit, tale culpa conponat quantum si eum de ferro vulneraverit.

8. Si quis de clauso pugno alio percusserit, MALB. *uualfoth*, hoc est CCCLX dinarios, qui faciunt solidos IX, culpabilis judicetur : ita ut per singulos iectos, ternos solidos reddat.

9. Si quis alterum in via expoliare temptaverit et ei per fuga evasserit, cui fuerit adprobandum, MALB. *urtifugia*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

XVIII. DE EUM QUI INNOCENTEM HOMINEM AD REGEM ACCUSAT.

Si quis ad regem, innocentem hominem absentem accusaverit, MALB. *seulando efa*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

XIX. DE MALEFICIIS.

1. Si quis alteri herbas dederit bibere ut moriatur, solidos CC culpabilis judicetur.

2. Si quis alteri maleficium fecerit et ille cui factum fuerit evaserit, auctor sceleris qui hoc admississe probatur, MALB. *urtifugiam*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

XX. DE EUM QUI INGENUA MULIERE MANUM VEL BRACHIO AUT DIGITO EXTRINXERIT.

1. Si quis ingenuus homo ingenue muliere manum vel brachio aut digito extrinxerit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leudardi*, hoc est solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si brachium præsserit, solidos XXX conponat.

3. Certe si super cubitum manum miserit, MALB. *chamin*, hoc est MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

XXI. DE NAVIBUS FURATIS.

1. Si quis extra consilium domini sui navem alienam moverit et cum ea transierit, MALB. *chammino*, hoc est CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si vero ipsa nave furaverit et perventus fuerit, MALB. *fimire*, hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis navem de intro clavem furaverit, MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

4. Si quis ascum de intro clavem repositum et insuspensum pro

studio posito, furaverit, MALB. *fectho,* hoc est MCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XXII. DE FURTIS IN MOLINO CONMISSIS.

Si quis ingenuus homo in molino anona aliena furaverit et ei fuerit adprobatum, ipso molinario, MALB. *anthedio,* hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, solvat. Ei vero cujus anona est alius XV solvatur.

XXIII. DE CABALLO EXTRA CONSILIUM DOMINI SUI ASCENSU.

Si quis caballum alienum extra consilium domini sui caballicaverit, MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XXIV. DE HOMICIDIIS PARVOLORUM.

1. Si quis puerum infra X annos usque ad decimum plenum occiderit, cui fuerit adprobatum, MALB. *famiis fith,* hoc est XXIVM dinarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2. Si quis puerum crinitum occiderit, solidos DC culpabilis judicetur.

3. Si quis femina ingenua et gravida trabaterit, si moritur, XXVIIIM dinarios, qui faciunt solidos DCCC, culpabilis judicetur.

4. Si vero infantem in utero matris suæ occiderit ante quod nomen habeat, cui fuerit adprobatum, IVM dinarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

5. Si vero puer infra XII annos aliqua culpa committat fretus ei nullatenus requiratur.

6. Si quis femina ingenua postquam cœperit habere infantes occiderit, XXIVM dinarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

7. Post quod infantes non potuit habere qui eam occiderit, VIIIM dinarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XXV. DE ADULTERIIS ANCILLARUM.

1. Si quis cum ingenua puella per virtutem mechatus fuerit, MALB. *sivaerohen,* hoc est solidos LXIII, culpabilis judicetur.

2. Si quiscumque ingenua puella spontanea voluntate, ambis conve-

nientibus, mechati fuerint, MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3. Si quis ingenuus cum ancilla aliena mechatus fuerit, et ei fuerit adprobatum, domino ancillæ DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis vero cum rege ancilla mechatus fuerit, MALB. *theolosina*, hoc est MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

5. Si vero ingenuus ancilla aliena publice se junxerit, ipse cum ea in servitute permaneat.

6. Similiter et ingenua si servo alieno in conjugio acceperit in servicio permaneat.

7. Si servus cum ancilla aliena mechatus fuerit et ex ipso crimine ancilla mortua fuerit, servus ipse aut CCXL dinarios, qui faciunt solidos VI, domino ancillæ reddat, aut castretur. Dominus vero servi capitale ancillæ in locum restituat.

8. Si ancilla ex hoc mortua non fuerit, servus aut CCC iectos flagellorum accipiat, aut CXX dinarios, qui faciunt solidos III, domino reddat.

9. Si servus ancilla aliena invita traxerit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, domino ancillæ reddat.

XXVI. DE LIBERTIS DEMISSIS.

1. Si quis homo ingenuus alienum letum extra consilium domini sui ante rege per dinario dimiserit et convictus fuerit, MALB. *malthoitus meo leta*, hoc est IVM dinarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur. Res vero leti ipsius legitime reformetur.

2. Si quis vero (*leg.* servo) alieno per denario ante regem dimiserit, cui fuerit adprobatum, precium servi domino et insuper, MALB. *maltholatu metho*, hoc est solidos XXXV, culpabilis judicetur.

XXVII. DE FURTIS DIVERSIS.

1. Si quis tintinno de porcina aliena furaverit, cui fuerit adprobatum MALB. *leudardi*, hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

2. Si vero de pecoribus involaverit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

3. Si quis pedica ad caballo imbulaverit, et ei fuerit adprobatum, excepto capitale et dilatura, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

4. Si vero caballi ipsi perierunt, ipsos in capite restituat.

5. Si quis in messe aliena pecus suum in furtum miserit, et ipse inventus fuerit, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

6. Si quis in orto alieno in furtum ingressus fuerit, excepto capitale et dilatura, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

7. Si quis in napina, in favaria, in pissaria vel in lenticlaria in furtum ingressus fuerit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

8. Si quis de campo alieno, lino furaverit, et eum in caballo aut in carro portaverit, excepto capitale et dilatura, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

9. Si vero tantum quantum in dorsum suum ferre potuerit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

10. Si quis prato alieno secaverit, opera sua perdat.

11. Et si fenum exinde ad domum suam duxerit et discaregaverit, excepto capitale et dilatura, MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

12. Si vero tantum furaverit quantum in dorsum suum portare potuerit, solidos III culpabilis judicetur.

13. Si quis vinea aliena in furtum vindimiaverit et inventus fuerit, DC [dinarios], qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

14. Si vero vino ad domum suam exinde duxerit et discarecaverit, MDCCC [dinarios], qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

15. De messibus vero simile condictione convenit observare.

16. Si quis in silvam materium alterius concapulaverit aut incenderit, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

17. Si quis materium alienum ex una parte dolare præsumpserit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

18. Si quis ligna aliena in silva aliena furaverit, solidos III culpabilis judicetur.

19. Si quis arborem post annum quod fuit signatus præsumpserit, nullam habeat culpa.

20. Si quis retem ad anguillas de flumen furaverit, MALB. *obtobbo,* hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

21. Si quis statuale, tremaclem aut vertovolum, furaverit, MALB. *nascondinar,* hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

22. Si quis screona sine clavem effrigerit, MALB. *obdo,* hoc est [DC] dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

23. Si quis screona qui clavem habet effrigerit, MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

24. Si quis campo alieno araverit extra consilium domini sui, solidos XV culpabilis judicetur.

25. Si quis vero eum seminaverit, MALB. *oueppo andrepa,* hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

26. Si quis cum servo alieno aliquid negutiaverit, hoc est nesciente domino, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXVIII. DE ELOCATIONIBUS.

1. Si quis in furtum alium locaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *theolosina,* hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

2. Si quis in furtum elocatur, hominem occidere voluerit, et ei fuerit adprobatum, MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

3. Si vero per tertio hominem elocatio ipsa transmissa fuerit, et ipse ingenuus, hac si dans, accipiens et portans, solidos LXIII singuli eorum culpabiles judicentur.

XXVIIII. DE DIBILITATIBUS.

1. Si quis alterum manum vel pedem debilitaverit, aut oculum vel nasum amputaverit, IVM dinarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

2. Si cui vero manus ipsa mancata ibi pendiderit, MALB. *chaminus,* hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

3. Si quis de manum vel pedem policem excusserit, MALB. *alatham*, hoc est MM dinarios, qui faciunt solidos L, culpabilis judicetur.

4. Si ibidem ipse polix mancatus pependerit, MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

5. Si vero se[cun]dum digito, id est unde sagittatur, excusserit, MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

6. Sequentes vero digitis, id est tres, si pariter in unum iectum inciderit, solidos L culpabilis judicetur.

7. Si duos excusserit, solidos XXXV culpabilis judicetur.

8. Si vero unum inciderit, solidos XXX culpabilis judicetur.

9. Si quis hominem ingenuum castraverit, VIIIM dinarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XXX. DE CONVICIIS.

1. Si quis alterum cinitum vocaverit, solidos III culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum concatum clamaverit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

3. Si quis mulierem ingenuam, seu vir seu mulier, alteram meretrice vocaverit, et non potuerit adprobare, MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

4. Si quis alterum vulpe clamaverit, solidos III culpabilis judicetur.

5. Si quis alterum leborem, solidos III culpabilis judicetur.

6. Si quis alteri reputaverit quod scutum suum jactasset, et non potuerit adprobare, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

7. Si quis alterum dilatorem aut falsatorem clamaverit, et non potuerit adprobare, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXI. DE VIA LACINA.

1. Si quis baronem ingenuum de via sua ostaverit aut inpinxerit, MALB. *via lacina*, hoc est D dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis mulierem ingenuam de via sua ostaverit aut inpixerit,

MALB. *machina*, hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XXXII. DE LIGAMINIBUS INGENUORUM.

1. Si quis hominem ingenuum sine causa ligaverit, MALB. *anderebus*, hoc est MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

2. Si quis vero ipsum ligatum in aliqua parte duxerit, MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XXXIII. DE VENATIONIBUS FURATIS.

1. Si quis de diversis venationibus furtum fecerit et celaverit, præter capitale et dilaturam, MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur. Quia lex de venationibus et piscationibus observare convenit.

2. Si quis cervo domestico signum habentem furaverit aut occiderit, quia de venatione mansuetus est, et hoc per testibus fuerit adprobatum quod eum dominus suus in venationem habuisset aut cum ipsum duas aut tres feras occidisset, MALB. *throuidioso*, hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3. Alio vero qualibet domestico cervo quique in venationem adhoc non fuit, qui eum involaverit aut occiderit, MALB. *throueinso*, hoc est MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

XXXIV. DE SEPIBUS FURATIS.

1. Si quis vero tres virgas unde sepis super ligatur vel super extringitur capulaverit, aut tres cambortus involaverit aut excervicaverit, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis per aliena messe postquam levaverit, erpicem traxerit, aut per eam cum carro sine via transversaverit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

3. Si quis per messem alienam jam palmitantem sine viam aut sine semitam transversaverit, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis per malo ingenio in curte alterius aut in casa vel in quolibet aliquid de furto miserit, hoc est nesciente domino, et ibi inventus

fuerit, MALB. *fistirbi ero*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

XXXV. DE HOMICIDIIS SERVORUM VEL EXPOLIATIS.

1. Si quis servus servum occiderit, homicida illum domini inter se dividant.

2. Si quis ingenuus servum alienum expoliaverit, et ei supra XL dinarios quod valit tulisse convincitur, MALB. *leotos musdo*, hoc est MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

3. Si vero minus quam XL dinarios expolia ejus valuerint, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis homo ingenuusl etum alienum expoliaverit, et ei fuerit adprobatum, MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culp. jud.

5. Si servus alienus, aut lætus, hominem ingenuum occiderit, ipse homicida pro medietate compositionis illius hominis occisi parentibus tradatur; et dominus servi aliam medietatem conpositionis se noverit solviturum.

6. Si quis vasso ad ministerium, aut fabrum ferrarium vel aurifice, aut porcario, vel vinitorem, aut stratorem furaverit aut occiderit, cui fuerit adprobatum, MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

7. Inter freto et faido sunt MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, excepto capitale et dilatura; in summa sunt simul solidos LXXV.

XXXVI. DE QUATRUPEDIBUS SI HOMINEM OCCIDERENT.

Si quis homo ex quolibet quadrupedem domesticum fuerit occisus, et hoc per testibus fuerit adprobatus, medietatem compositionis dominus ipsius quadrupedis cogatur exsolvere. Ipse vero quadrupedem pro alia medietatem requirentem restituat.

XXXVII. DE VESTIGIO MINANDO.

Si quis bovem aut caballo vel qualibet animal per furtum perdiderit, et eum dum per vestigio sequitur consequutus invenerit, ut in tres noctes ille qui eum ducit emisse aut cambiasse dixerit vel præclamaverit, ille qui per vestigio sequitur res suas per tercia mane agramire

debet. Si vero jam tribus noctibus exactibus qui res suas requiret eas pervenerunt, ille apud quem inveniuntur sic eas emisse aut cambiasse dixerit, ipse liceat agramire. Si ille vero quod per vestigio sequitur quod si agnoscere dicit illi alii proclamantem nec offerre per tertia manum voluerit, nec solem secundum legem colocaverit, et tulisse convincitur, MCC dinarios, qui faciunt XXX solidos, culpabilis judicetur.

XXXVIII. DE FURTIS CABALLORUM VEL EQUORUM.

1. Si quis caballum carrucaricium involaverit, cui fuerit adprobatum, excepto capitale et dilatura, MALB. *anzacho,* hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

2. Si quis admissario furaverit cui fuerit adprobatum, MALB. *uualderido,* hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culp. jud.

3. Si quis admissario cum gregem suam, hoc est XII equas involaverit, præter capitalem et dilaturam, MALB. *uualderido,* hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

4. Si vero grex minor fuerit usque ad septem capita cum admissarium, excepto capitale et dilatura, solidos LXIII culpabilis judicetur.

5. Si quis equam pregnantem involaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *marthi,* hoc est MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

6. Si quis poledrum anniculum furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *marsolem,* hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

7. Si vero sequente poletrum furaverit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

8. Si quis caballo alieno excurtaverit, MALB. *leodardi,* hoc est CXX dinarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

XXXIX. DE PLAGIATORIBUS.

1. Si quis mancipia aliena solicitare voluerit et ei fuerit adprobatum, MALB. *obscult,* hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis hominem ingenuo plagiaverit et probatio certa non fuit,

sicut pro occiso juratore donet : si juratores non potuerit invenire, VIIIM dinarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

3. Si Romano plagiaverit, solidos LXIII culpabilis judicetur.

XL. SI SERVUS IN FURTUM FUERIT INCULPAT[US].

1. Si talis fuerit causa unde ingenuus DC dinarios, hoc est solidos XV, componere debuerat, servus super scamno tensus, CXX iectos flagellorum [accipiat].

2. Si vero antequam torquatur fuerit confessus, et ei cum domino servo convenerit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, dominus reddat.

3. Si tamen major culpa fuerit unde ingenuus XXXV solidos reddere debet..... (*Hic nonnulla desunt.*)

4. Et si confessus non fuerit, ille qui eum torquet, si adhuc voluerit ipso servo torquere, etiam nolente domino, pignus domino servi donare debet. Si servus postea ad suppliciis majoribus subditur et si confessus fuerit nihil, ille super domino credatur, ipse illo servo in potestatem habiturus est qui eum torsit : dominus servi unde jam pignus accepit præcium pro suo servo accipiat. Si vero inter priora supplicia, id est infra CXX culapus fuerit confessus, aut castretur, aut sex solidos reddat. Dominus vero servi capitale requirenti restituat.

5. Si vero majore crimine servus compræhenditur, id est unde ingenuus XLV solidos possit culpabilis judicari, et inter supplicia servus ipse confessus fuerit, capitali sententia feriatur.

6. Si vero in quolibet crimine servus conprehenditur, dominus ipsius, si præsens est, ab eo qui repetit virgas paratas habere debet, quæ ad magnitudinem minoris digiti minime sint et quoæquales et scamno pristo ubi servo ipso tendere debeat.

7. Si dominus servi supplicia distulerit et servus præsens fuerit, continuo domino illo qui repetit, solem collegere debet et ad eadem septem noctes placitum facere debet ut servum suum ad supplicium tradat.

8. Quod si ad septem noctes servo ipso tradere distulerit solem ei qui repetit collecit. Et sic iterum ad alias septem noctes placitum faciat, id est XIV noctes de prima admonitione conpleantur.

9. Quod si impletis XIV noctis servum suum noluerit suppliciis

dare, omnem causam vel conpositionem dominus servi in se excipiat; non quale servus sed quasi ingenuus hoc admisit, totam legem super se solviturum suscipiat.

10. Quod si servus absens fuerit cui aliquid inputatur, tunc reppetens domino servi secrecius, tribus testibus præsentibus, admonere debet ut servum suum infra VII noctis præsentare debeat; si infra septem noctes non eum præsentaverit, tunc repetens solem ei cum testibus collegare debet, et sic ad alias septem noctis placitum faciat. Quod si nec ad alias septem noctis ipsum servum non præsentaverit, terciam vicem adhuc septem noctis illa spacium dare debet, id est ut totus numerus XXI noctis veniant. Quod si post placitum ipsum servum ligatum ad suppliciis præsentare [distulerit] et repetens per singulos placitos solem colligaverit, tunc dominus servi omnem reppetitionem, sicut superius diximus, non quale servo sed quasi ingenuus hoc admisit, talem conpositionem requirentem restituat.

11. Si vero ancilla tale crimine invenitur unde servus castrare debuerat, ancilla aut CCXL dinarios, qui faciunt solidos VI, si convenerit pro ipsa dominus reddat, aut CXLIV iectus accipiat flagellorum.

XLI. DE HOMICIDIIS A CONTUBERNIO FACTUS (*leg.* DE HOMICIDIIS INGENUORUM).

1. Si quis ingenuo Franco aut barbarum qui legem salega vivit, occiderit, cui fuerit adprobatum, VIIIM dinarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si vero eum in poteum aut sub aqua miserit, aut de rammis aut de quibuslibet rebus celaturus texerit, XXIVM dinarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

3. Si vero eum qui in truste dominica fuit, aut mulierem ingenuam occiderit, MALB. *leodem,* hoc est XXIVM dinarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

4. Si vero eam in aquam aut in poteum miserit aut de quibuslibet celaturis texerit, MALB. *matheleode,* hoc est LXXIIM dinarios, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur. Si vero eam (*leg.* cum) alesum eum percoperuerit, DC solidos judicetur.

5. Si quis vero Romano homine conviva rege occiderit, cui fuerit.

adprobatum, XIIM dinarios, qui faciunt solidos CCC, culpabilis judicetur.

6. Si vero Romano possessore et conviva regis non fuerit, qui eum occiderit IVM dinarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

7. Si vero Romanum tributarium occiderit, solidos LXIII culpabilis judicetur.

8. Si quis vero hominem in quadruvio invenerit sine manus et sine pedes, quem inimici sui demisserunt, et eum peroccidernnt (*leg.* peroccideritt), cui fuerit adprobatum, MALB. *frio ferto,* hoc est IVM dinarios, qui faciunt [solidos] C, culpabilis judicetur.

9. Si quis hominem ingenuum in poteum jactaverit et vivus inde exierit, MALB. *aliofedo,* hoc est IVM dinarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

XLII. DE HOMICIDIO IN CONTUBERNIO FACTO.

1. Si quis, colecto contubernio, hominem ingenuo in domo sua adsalierit et ibi eum occiderit, sine (*leg.* si in) truste dominica fuit ille qui occisus est, MALB. *ambistaile,* hoc est LXXIIM dinarios, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur.

2. Si vero in truste dominica non fuit ille qui occisus est, XXIVM dinarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

3. Si vero corpus occisi hominis tres vel amplius habuerit plagas, tres quibus inculpatur qui in eo contubernio fuisse probatur, legem superius conpræhensa cogantur exsolvere. Alii vero tres de eo contubernio MMMDC dinarios, hoc est nonaginus solidus, solvant. Et tres adhuc in tertio loco de eo contubernio MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabiles judicentur.

4. De Romanis vero vel letis et pueris hæc lex superius conpræhensa ex medietate solvantur.

5. Si quis villam alienam expugnaverit et res ibi invaserit, si tamen probatio certa non fuerit, cum XXV juratores medius electus exsolvat: si juratores non potuerit invenire, MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

XLIII. DE HOMICIDIO IN CONTUBERNIO (*leg.* CONVIVIO) FACTO.

1. Si quis in convivio ubi quinque fuerint ex ipsis fuerit interfectus, illi qui remanent aut unum convictum dare debent aut totæ morte illa conjactent quæ lex usque [ad septem] qui fuerint sic permanet.

2. Si vero in convivio illo plus quam septem fuerint, non omnes teneantur obnoxii, sed quibus fuerit adprobatum, ille secundum legem conponat.

3. Si vero foris casa sibi (*leg.* sive) iter agens sibi (*leg.* sive) in agro positus a contubernio fuerit interfectus tres amplius habuerit plagas, tunc tres de eo contubernio qui adprobati fuerint singillatim mortem illius conjactant. Et tres su (*leg.* si) plures fuerint MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, solvant. Et tres adhuc de eo contubernio DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabiles judicentur.

XLIV. DE REIPUS.

1. Sicut adsolit homo moriens et viduam dimiserit qui eam voluerit accipere, antequam sibi copulet ante thunginum aut centenario, hoc est ut thunginus aut centenarius mallo indicant; et in ipso mallo scutum habere debet, et tres homines tres causas demandare debent. Et tunc ille qui viduam accipere debet tres solidos æque pensantes et denario habere debet. Et tres erunt qui solidos illius pensare vel probare debent, et hoc factum, si eis convenit, accipiat.

2. Si vero istud non fecerit et sic eam acciperit, MALB. *reipus, nihil sinus,* hoc est MMD denarios, qui faciunt solidos LXIII, [ei cui] reipi debentur exsolvere debet.

3. Si vero quod superius diximus omnia secundum legem impleverit, tres solidos et denario electo reipi debeantur[1].

4. Si nepus sororis filius fuerit senussimus, ipse eos accipiat.

5. Si neptus non fuerit, neptis filius senior reipus illus accipiat.

[1] Il y a évidemment ici une lacune qu'on peut remplir à l'aide des autres textes. Au lieu des mots *electo reipi debeantur,* il faut lire ceci ou tout autre équivalent : *ille cui reipe debetur accipiat.*

6. Si vero neptas filius non fuerit, consobrine filius qui ex maternæ genere venit, ille eos accipiat.

7. Si vero nec consobrine filius fuerit, tunc avunculus frater matris reipus ille accipiat.

8. Si vero nec adhuc avunculus fuerit tunc frater illius qui eam mulierem ante habuit, si in hereditatem non est venturus, ipse eos reipus accipiat.

9. Et si nec ipse frater fuerit, qui proximior fuerit, extra superiores nominatos, singillatim dicti secundum parentilla usque ad sextum genuculum, si hereditatem illius mariti defuncti non accipiat, ille reipus illus accipiat.

10. Jam post sexto genuculum si non fuerint, in fisco reipus ipse vel causa quæ exinde orta fuerit colligatur.

XLV. DE MIGRANTIBUS.

1. Si quis super alterum in villa migrare voluerit, si unus vel aliquid (*leg.* aliqui) de ipsis qui in villa consistunt eum suscipere voluerit, si vel unus exteterit qui contradicat, migranti ibidem licentiam non habebit.

2. Si vero contra interdicto unius vel duorum in villa ipsa adsedere præsumpserit, tunc ei testare debet, et si noluerit inde exire ille qui testat, cum testibus sic ei debet testare : Hic tibi testo in hac nocte proxima in hoc quod lex est Saliga habet sedeas, et testo tibi ut in x noctes de villa ipsa egredere debeas. Postea adhuc post decem noctes iterum veniat ad ipsum, et ei testet ut iterum in decem noctes exeat. Si adhuc noluerit exire, item tertio decem noctis ad placitum suum addatur, ut sic xxx noctes impleatur. Si nec tunc voluerit exire, tunc maniat eum ad mallum et testes super singula placita qui fuerunt ibi præstos habeat. Si ipse cui testatum est noluerit inde exire, et eum aliqua sunnis non tenuerit, et ista omnia quæ superius diximus secundum legem est testatus, et tunc ipse qui testavit super furtuna sua ponat et roget grafionem ut accedat ad locum ut eum inde expellat. Et quia legem noluit audire quod ibi laboravit, demittat et insuper, MALB. *viij drisittolo*, hoc est MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

3. Si vero quis migraverit et infra XII menses nullus testatus fuerit, securus sicut et alii vicini maneat.

XLVI. DE HAC FAMIREM.

Hoc convenit observare ut thunginus aut centenarius mallo indicant, et scutum in illo mallo habere debent; et tres homines tres causas demandare debent. Postea requirent hominem qui ei non perteneat et sic fistucam in laisum jactet. Et ipse in cui laisum de furtuna sua quantum voluerit, aut totam furtunam suam cui voluerit dare. Ipse in cujus laisum fistucam jactavit in casa ipsius manere debet. Et hospites tres vel amplius collegere debet, et de facultatem quantum ei creditum est in potestatem suam habere debet. Et postea ipsi cui isto creditum est ista omnia cum testibus collectis agere debet. Postea aut ante rege, aut in mallo illius cui furtuna sua depotavit reddere, accipiat fistucam in mallo ipso ante XII menses quos heredes apellavit in laisum jactet; nec minor nec major et nisi quantum ei creditum est. Et si contra hoc aliquis aliquid dicere voluerit, debent tres testes jurati dicere quod ibi fuissent in mallo quem thunginus aut centenarius indixerit, et quomodo vidissent hominem illum qui furtuna sua dare voluerit in laisum ille jam quem elegit fistucam jactare; nominare debent denominatim illo qui fortuna sua in laiso jactat, et illo quem heredem appellit similiter nominet; et altere tres testes jurati dicere debent quod in casa illius qui furtuna sua donavit ille in cujus laisu fistuca jactata est ibidem mansisset et hospites tres vel amplius ibidem collegisset, et in beodum pultis manducassent et testes collegissent et illi hospites ei de susceptione gratias egissent. Ista omnia illi alii testes jurati dicere debent, et hoc quod in mallo ante regem, vel legitimo mallo publico ille quem accepit in laisum furtuna ipsa aut ante regem aut in mallo publico legitimo, hoc est in mallobergo ante teoda aut thunginum, furtunam illam quos heredes appellavit publice coram populo fistucam in laiso jactasset, hoc est novem testes ista omnia debent adfirmare.

XLVII. DE FILTORTIS.

Si quis servum aut caballum, vel bovem aut qualibet rem, super

alterum agnoverit, mittat eum in tertia manu, et ille super quem cognoscitur debea[t] agramire; et sic eligere (*leg.* et si cis Ligere) aut Carbonariam ambo manent et qui agnoscit et apud quem cognoscitur, in noctis XL placitum faciant, et inter ipso placito qui interfuerit qui caballo ipso aut venderit aut cambiaverit aut fortasse in solitudinem (*leg.* solutionem) dederit; omnes intro placito isto communiantur, hoc est ut unusquisque de cum negotiatoribus alter alterum admoneat. Et si quis commonitus fuerit et eum sunnis non tenuerit et ad placitum venire distulerit, tunc ille qui cum eum negotiavit mittat tres testes quomodo ei nunciasset ut ad placitum veniret et alteros tres quod publicæ ab eo negociasset. Istud si fecerit, exuit se de latrocinio. Et ille qui non venerit super quem testes juraverunt, ille erit latro illius qui agnoscit, et precium reddat ille qui cum illo negociavit, et ille secundum legem conponat ille qui res suas agnoscit. Ista omnia in illo mallo debent fieri ubi ille est gamallus super quem res illa primitus fuit agnita aut intertiata. Quod si trans Legerem aut Carbonaria mannent cum quibus res illa agnoscitur, LXXX noctis lex ista custodiatur.

XLVIII. DE FALSO TESTIMONIO.

1. Si quis falso testimonio perhibuerit, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si cuicumque fuerit inculpatum quod perjurasset, juratores quinos solidos condemnentur.

3. Ille vero cui adprobatum fuerit, excepto capitale et dilatura atque causa extra hoc, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XLIX. DE TESTIBUS.

1. Si quis testis necesse abuerit ut donit, et fortasse testes nolunt ad placitum venire, ille qui eos necessarius habet satisfacere et manere eos cum testibus debet ad placitum, ut ea quæ noverunt jurati dicant.

2. Si venire noluerint et eos sunnis non tricaverunt, MALB. *uuidridarchi*, hoc est DC dinarios, qui faciunt solidos XV, quisque illorum culpabilis judicetur.

3. Si vero præsentes fuerint vocati in testimonium, et noluerint ea

quæ noverint jurati dicere, et ferbanniti fuerint, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

LX (*leg.* L). DE FIDES FACTAS.

1. Si quis ingenuus aut letus alteri fidem fecerit, tunc ille cui fides facta est in XL noctes aut quomodo illius cum testibus vel cum illo qui præcium adpreciare debent accedere debet. Et si ei noluerit fidem facta solvere, MALB. *thalasci asco*, hoc est solidos XV super debitum quod fidem fecerit culpabilis judicetur.

2. Si adhuc noluerit conponere, debet eum ad mallum manire, et sic nexti canthichius mallare debet, « Rogo te, thungine, ut nexti canthichus gasacio meo illo qui mihi fidem fecit, et debitum debet; » et nominare debet quale debitum debeat unde ei fidem fecerat. Tunc thunginus dicere debet nexthe ganthichio : « Ego illo in hoc quod lex Salega ait. » Tunc ipse cui fides facta est testare debet ut nulli alteri nec solvat nec pignus donet solutionis, nisi ante ille impleat quod ei fidem fecerat. Et festinanter ad domum illius illa die, antequam sol collocet, cum testibus ambulare debet et rogare sibi debitum solvere. Si hoc noluerit facere, solem ei collocet; tunc si solem collocaverit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, super debitum adcrescant. Istud usque ad tres vices per tres notinas fieri debet, et in tercio ista omnia facta voluerit conponere, usque ad CCCLX dinarios, hoc est solidos nove adcrescat : id est ut per singulas admonitiones vel solem collocatum terni solidi super debitum adcrescant.

3. Si quis ad placitum legitimi fidem factam noluerit solvere, tunc ille cui fides facta est ambulet ad grafionem loci illius in cujus pago manet et adprehendat fistucam et dicat verbum : « Tu grafio homo ille mihi fidem fecit quem legitime habeo jactivo aut admallatum in hoc quod lex Saliga continet. Ego super me et furtuna mea pono quod securus mitte in furtuna sua manum; » et dicat de qua causa et quantum ei fidem fecerat. Tunc grafio collegat secum septem rachineburgius idoneos, et sic cum eos ad casa illius qui [fidem] fecit ambulet et dicat : « Qui ad præsens es, voluntatem tuam solve homine isto quod ei fidem fecisti, et elege tu duos quos volueris cum rachineburgius istos de quo

solvere debeas adpreciare debeant hæc quæ debet secundum justum præcium satisfaciatis. » Quod si audire noluerit præsens aut absens, tunc rachineburgii præcium quantum valuerit debitus quod debet hoc de furtuna sua illi tollant; et de ipsa secundum legem quæ debet duas partes cujus causa est, tertia parte grafio frito ad se recolligat, si tamen fritus jam ante de ipsa causa non fuit solutus.

2. Si grafio rogitus fuerit et sunnis eum non tenuerit aut certa ratio dominica, et si distulerit ut non ambulet neque in rem mittat, qui cum legem et justitiam exire debeat, de vita culpabilis esse debet, aut quantum valet se redemat.

L (*leg.* LI). *Sine rubrica.*

1. Si quis grafionem injuste ad res alienas tollendas invitat, et rogaverit ambulare et legitime eum jactivum aut admallatum non habuerit, aut fides ei facta fuerit, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culp. jud.

2. Si vero grafio invitatus, supra lege aut debitum justum aliquid amplius tollere præsumpserit, aut se redimat aut de vita conponet.

LI [*leg.* LII]. DE REM PRISTITA.

Si aliquis alteri aliquid prestiterit de rebus suis, et ei noluerit reddere, sic eum debet admallare. Cum testibus ad domum illius cujus res suas præstetit accedat, et sic contestetur : Quia res meas noluisti reddere quem tibi præstiteram, in hoc eas teneas nocte proxima quod Saliga lex continet; sic ei solem collocit. Si nec tunc reddere voluerit, adhuc super septem noctes ei spacium dare debet. Et ad septem noctes ad eum similiter [accedat et contestetur] cum testior (*leg.* testibus) ut nocte proxima in hoc quod lex Saliga habet res suas teneat. Si nec tunc voluerit reddere, ad alias septem noctes ad eum similiter cum testibus veniat, et tunc ei roget ut debitum suum reddat. Si nec tunc voluerit conponere, solem ei collocit. Quod si per III, tres vices solem ei collocaverit, semper per singulas vices CXX dinarii, hoc est terni solidi, ad debitum adcrescant. Et si nec tunc voluerit nec reddere nec fidem facere reddendi super debitum ei qui præstetit et super illos novem solidos qui per tres admonitiones adcreverunt, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur adhuc amplius super debitum.

LII (*leg.* LIII). DE MANU IDONEUM (*leg.* AD ENEUM) REDEMENDAM.

1. Si quis ad hineum admallatus fuerit, forsitan convenit ut ille qui admallatus est manum suam redemat et juratores debeat dare; si talis causa est unde legitimi DC dinarii, qui faciunt solidos XV, si adprobatus fuerit, reddere debuerat CXX dinarios, hoc est solidos III, manum suam redemat.

2. Si plus ad manum redemendum dederit, fritus grafine (*leg.* grafioni) solvatur quantum de causa illa si convictus fuisset.

3. Si vero fuerit causa que XXXV solidos si adprobatus fuisset culpabilem judicare, et si convenerit ut manum suam redimat, CCXL dinarios, qui faciunt solidos [VI], manum suam redemat.

4. Quod si amplius dederit, fretus grafione solvatur, quantum de causa illa si convictus fuisset erit redditurus. Ista redemptio de manu redemendam usque ad leudem sic permanet.

5. Si vero leod est (*leg.* leodem) alteri impotaverit et eum ad hinneum admallatum habuerit, et cumvenerit joratores dònet et manum suam redemat, MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, manum suam redemat.

6. Quod si amplius dederit, fretus de leodem grafionem solvat.

LIII (*leg.* LIV). DE GRAFIONE OCCISUM.

1. Si quis grafionem occiderit, XXIVM dinarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2. Si qui ssacebarone aut obgrafionem occiderit qui puer regius fuit, XIIM dinarios, qui faciunt solidos CCC, culpabilis judicetur.

3. Si quis sacebarone qui ingenuus est occiderit, XXIVM dinarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

4. Sacibaronis vero plus in singulis mallibergiis plus quam tres non debent esse, et de causas aliquid de quod eis solvuntur factum dixerint, hoc ad grafionem non requiratur unde ille securitatem fecerit.

LV. DE CORPORIBUS EXPOLIATIS.

1. Si quis corpus occisi hominis antequam in terra mittatur expolia-

verit in furtum, MALB. *uuaderido*, hoc est MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

2. Si corpus jam sepultum effuderit et expoliaverit, et ei fuerit adprobatum, wargus sit usque in die illa quam ille cum parentibus ipsius defuncti conveniat, et ipsi pro eum rogare debent ut ille inter homines liceat accedere. Et qui ei, antequam parentibus conponat, aut panem dederit aut hospitalitatem dederit, seu parentes seu uxor proxima, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Ipse vero qui hoc admississe probatur, VIIIIM dinarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

4. Si quis hominem mortuum super alterum in nauco aut in poteo miserit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *chaminis*, hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

LVI. DE EUM QUI AD MALLUM VENIRE CONTEMNIT.

Si quis ad mallum venire contempserit, aut quod ei a rachineburgiis fuerit judicatum adimplere distulerit, si nec de conpositione, nec hineo, nec de ulla legem fidem facere voluerit, tunc ad regis præsentia ipso manire debet. Et ibi duodicem testes erunt qui per singulas vices tres jurati dicant quod ibi fuerunt ubi rachineburgius judicavit ut aut ad hineo ambularet aut fidem de conpositione faceret, et ille dispexerit. Iterum alii tres jurare debent ut ibi fuisses die quando rachineburgii judicaverunt ut aut per hineo aut per conpositione se deducerit, hoc est de illa die in XL noctis in mallobergo iterum ei solem collocaverit et nullatenus legem voluerit adimplere. Tunc eum debet manire ante regem, hoc est in noctes XIV, et tria testimonia jurare debent quod ibi fuerunt ubi eum manibit et solem collocavit. Si nec tunc venit, ista nove testimonia jurati sicut superius diximus dicant similiter. Illi die si non venerit, collocet ei solem et illa tria testimonia ubi collocavit solem, tunc si ille qui admallat ista omnia et qui admallatus est ad nullum placitum venire voluerit, tunc [rex] ad que manitus est extra sermonem suum ponat eum. Tunc ipse culpabilis et omnes res suas erunt. Et quicumque eum aut paverit aut hospitalem dederit, etiam si uxor sua proxima, MALB. *lampicii*, hoc est DC dinarios, qui faciunt

solidos xv, culpabilis judicetur, donec omnia que inpotatur conponat.

LVII. DE RACHINEBURGIIS.

1. Si quis rachineburgii in mallobergo sedentes dum causam inter duos discutiunt et legem dicere noluerint debet ei dicere ab illo qui causa prosequitur : « Hic ego vos tancono ut legem dicatis secundum legem Salegam. » Quod si ille dicere noluerint, septem de illos rachineburgios, MALB. *schodo*, hoc est CXX dinarios, qui faciunt solidos III, ante solem collocatum culpabiles judicentur.

2. Quod si nec legem dicere noluerint nec de ternos solidos fidem facerent, solem illis collocatum, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabiles judicentur.

3. Si vero illi rachineburgii sunt et non secundum legem judicaverint, his contra quem sen[ten]tiam dederint causa sua agat et potuerit adprobare quod non secundum legem judicassent, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, quisque illorum culpabilis judicetur.

LVIII. DE CHRENE CRUDA.

Si quis hominem occiderit, et, totam facultatem data, non habuerit unde tota lege conpleat, XII juratores donare debet, [quod] nec super terram nec subtus terram plus facultatem non habeat, quam jam donavit. Et postea debet in casa sua introire et de quattuor angulos terræ in pugno collegere et sic postea in duropullo, hoc est in limitare, stare debet intus in casa respiciens, et sic de sinistra manum de illa terra trans scapulas suas jactare super illum quem proximiorem parentem habet. Quod si jam pater et fratres solserunt, tunc super suos debet illa terra jactare, id est super tres de generatione matris et super tres de generatione patris qui proximiores sunt. Et sic postea in camisia discinctus, discalcius, palo in manu, sepe sallire debet, ut pro medietate quantum de conpositione diger est, aut quantum lex addicat, illi tres solvant, hoc est illi alii qui de paterno generatione veniunt facere debent. Si vero de illis quicumque proximior fuerit ut non habeat unde integrum debitum salvat, quicumque de illis plus habet iterum super illum chrenecruda ille qui pauperior est jactet ut ille tota lege solvat. Quam si vero nec ipse habuerit unde tota

persolvat, tunc illum qui homicidium fecit qui eum sub fidem habuit, in mallo præsentare debent, et sic postea eum per quattuor mallos ad suam fidem tollant. Et si eum in conpositione nullus ad fidem tullerunt, hoc est ut redimant de quo domino persolvit, tunc de sua vita conponat.

LIX. DE ALODIS.

1. Si quis mortuus fuerit et filios non demiserit, si mater sua superfuerit, ipsa in hereditatem succedat.

2. Si mater non fuerit et fratrem aut sororem dimiserit, ipsi in hereditatem succedant.

3. Tunc si ipsi non fuerint, soror matris in hereditatem succedat.

4. Et inde de illis generationibus, quicumque proximior fuerit, ille in hereditatem succedat.

5. De terra vero nulla in muliere hereditas non pertinebit, sed ad virilem secum (*leg.* sexum) qui fratres fuerint tota terra perteneunt.

LX. DE EUM QUI SE DE PARENTILLA TOLLERE VULT.

1. In mallo ante thunginum ambulare debet et ibi tres fustis alninus super caput suum frangere debet. Et illos per quattuor partes in mallo jactare debet, et ibi dicere debet quod juramento et de hereditatem et totam rationem illorum tollat.

2. Et sic postea aliquis de suis parentibus aut occidatur aut moriatur, nulla ad eum nec hereditas nec conpositio perteneat, sed hereditatem ipsius fiscus adquirat.

LXI. DE CHAROENA.

1. Si quis alteri de manum suam desuper alterum aliquid rapuerit rem in caput reddat, et insuper, MALB. *alcham*, hoc est MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

2. Si quis vero hominem mortuum expoliaverit violenter, MM dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur. Similiter et super hominem vivo aliqua expolia tulerit violenter, MALB. *mosido*, hoc est solidos LXIII, culpabilis judicetur.

3. Si vero quicumque homo quemlibet rem desuper hominem mortuum in terra (*leg.* hominem in tertia) manum mittere voluerit, sed si hæc manum violenter tulerit, MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

LXII. DE CONPOSITIONE HOMICIDII.

1. Si cujuscumque pater occisus fuerit, medietate conpositionis filii collegant, et alia medietate parentes quæ proximiores sunt, tam de patre quam de matre inter se dividant.

2. Quod si de nulla paterna seu materna nullus parens non fuerit, illo portio in fisco colligatur.

LXIII. DE HOMINE INGENUO QUI IN HOSTE OCCIDITUR.

1. Si quis hominem ingenuum in oste occiserit et in truste dominica non fuit ille qui occisus est, MALB. *leude,* hoc est XXIVM dinarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2. Si vero in trustæ dominica fuerit ille qui occisus est, cui fuerit adprobatum, MALB. *mother,* hoc est MDCCC solidos, culpabilis judicetur.

LXIV. DE HERBURGIUM.

1. Si quis alterum herburgium clamaverit, hoc est strioporcium, aut illud qui hinco portare dicitur ubi strias coccinant, MALB. *humnisfith,* hoc est MM dinarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

2. Si quis mulierem ingenuam stria clamaverit et probare non potuerit, MMD dinarios, qui faciunt in triplum solidos LXXXIX, culpabilis judicetur.

LXV. DE CABALLO MORTUO EXTRA CONSILIUM DOMINI SUI DECOTATO.

1. Si quis caballum alicujus extra consilium domini sui decotaverit interrogatus confessus fuerit, caballum in capite reddat.

2. Si vero negare voluerit et ei fuerit adprobatum, excepto capitale et dilatura, MALB. *secthis,* hoc est MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

DEUXIÈME TEXTE,

D'APRÈS LE MANUSCRIT 65 (SUPPL. LAT.).

Le texte que je donne ici provient du manuscrit 65 (suppl. lat.), dont on trouvera la description dans ma préface, n° XXII. Quoiqu'il consiste uniquement dans les 65 titres que je considère comme formant les *capitala principalia*, j'ai donné la priorité au manuscrit 4404, qui en contenait un plus grand nombre; j'en ai expliqué les motifs pages 1 et 2.

Maintenant qu'il s'agit de déterminer le texte qui doit être mis au second rang, je crois devoir préférer le manuscrit 65 (supp. lat.) aux manuscrits 4403^b et 252, F. 9 (fonds N. D.).

Ceux-ci m'ont paru contenir des interpolations ou des additions nombreuses, dont deux surtout attestent une époque postérieure à la complète abolition de l'idolâtrie parmi les Francs.

En premier lieu, le titre XIX, intitulé *de raptu mulierum*, est terminé par une disposition qui prohibe les mariages entre proches parents.

Évidemment la plus ancienne rédaction de la loi salique, celle qu'on peut, d'après les épilogues publiés à la suite de cette collection, attribuer à Clovis, n'a pas dû s'occuper de ces objets, notamment de ce qui concernait les mariages qualifiés incestueux par les lois ecclésiastiques. Les faits viennent à l'appui des présomptions. Si, dès l'origine, on avait inséré dans la loi ce que nous lisons à ce sujet dans les manuscrits 4403^b et 252 fonds N. D., il n'eût pas été nécessaire qu'un édit, attribué par D. Bouquet à Childebert Ier, année 532, et par le plus grand nombre des savants à Childebert II, année 596, eût interdit ces sortes de mariages. Les conciles d'Orléans de 511, can. X; d'Albon (*Epaonense*) de 517, can. XXX; d'Auvergne de 535, can. XII; d'Orléans de 538, can. X, et de 541, can. XXVII; de Tours de 567, can. XXI, ne se seraient pas bornés à les défendre au nom de la religion et à prononcer des peines canoniques. Ils eussent évidemment invoqué la loi civile, si elle eût existé.

D'ailleurs le texte de la disposition interpolée est une copie littérale, *de verbo ad verbum*, de l'interprétation du code d'Alaric sur la constitution II du titre XII

5.

du livre III du code Théodosien, interprétation qui n'était point encore rédigée lorsque la première rédaction de la loi salique a été faite par Clovis. Un texte emprunté de cette interprétation n'a pu être inséré que dans une révision faite après 506; et plus certainement encore il l'a été après l'édit de Childebert.

En second lieu le titre LV, *de corporibus expoliatis*, est terminé par une disposition relative à ceux qui pillent les *basilicas sanctificatas.... ubi reliquiæ requiescant.*

La manière dont ces interpolations se trouvent dans les manuscrits 4403^b et 252, F. 9 (fonds N. D.) est même très-remarquable. Le titre XIV est, comme je l'ai dit, relatif aux rapts : on y a ajouté la disposition sur les mariages incestueux, que la rubrique n'annonce point. C'est dans le titre LV *de corporibus expoliatis*, qu'on a ajouté la peine contre ceux qui incendient une église.

Je crois voir dans tout cela une preuve évidente que ces dispositions ont été interpolées, mais que les copistes, n'osant encore changer le nombre et l'ordre des titres, ont ajouté ce qu'ils interpolaient aux titres qui leur présentaient une apparence d'analogie.

Telles sont les principales raisons qui m'ont décidé à donner la seconde place au texte du manuscrit 65 (suppl. lat.). La comparaison de ce texte avec celui des manuscrits 4403^b et 252, F. 9 (fonds N. D.), fournira, je crois, aux lecteurs, de nouvelles preuves qu'il serait trop long d'exposer ici en détail.

INCIPIT TRACTATUS LEGE SALICÆ[1].

I. DE MANNIRE.

1. Si quis ad mallum legis dominicis mannitus fuerit et non venerit, si eum sonies non detenuerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Ille vero qui alium mannit et ipse non venerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Ille autem qui alium mannit cum testibus ad domum illius ambulet et sic eum manniat aut uxorem illius vel cuicunque de familia illius denuntiat ut ei faciant notum quomodo ab illo est mannitus.

4. Nam si in jussione regis fuerit hoccupatus, mannire non potest.

[1] Le texte est précédé d'une table de rubriques; voir page 3, note 2.

5. Si vero infra pago in sua ratione fuerit, potest mannire sicut superius dictum est.

II. DE FURTIS PORCORUM.

1. Si quis porcellum lactantem furaverit et ei fuerit adprobatum, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si quis porcellum de campo furaverit qui sine matre vivere possit et ei fuerit adprobatum, denarios XL, qui faciunt solidum I, culpabilis judicetur.

3. Si quis scruva in furto subbataerit, CCLXXX denarios, qui faciunt solidos VII, culpabilis judicetur.

4. Si quis porcellum usque honocolatum furaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

5. Qui numerum usque ad duos porcos convenit observare.

6. Si quis porcellum de intra porcos furaverit, denarios DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

7. Si quis tres porcos aut amplius furaverit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, excepto capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

8. Si quis porcellum tortossum furaverit usque ad honocolatum, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

9. Si quis verrum furaverit, DCC denarios, qui faciunt solidos XVII, culpabilis judicetur.

10. Si quis scruva ducaria furaverit, DCC denarios, qui faciunt solidos XVII, culpabilis judicetur.

11. Si quis maiale vodivo furaverit et hoc cum testibus quod votivus fuisset adprobatum fuerit, DCC denarios, qui faciunt solidos XVII, culpabilis judicetur.

12. Item de alio maiale qui votivus non fuerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

13. Si quis XXV porcos furaverit hubi amplius in grege illo non fuerit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, excepto capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

14. Si vero amplius super XXV remanserit qui non fuerint involati, denarios MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, excepto capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

15. Si vero L porti fuerint furati, MMD denarii, qui faciunt solidos LXII, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

III. DE FURTIS ANIMALIUM.

1. Si quis vitulum lactantem furaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

2. Si quis bonum (*leg.* bimum) animale furaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

3. Si quis vacca cum vitulo furaverit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

4. Si quis bovem furaverit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

5. Si quis tauro furaverit qui illo grege regit et qui junctus non fuisset, MDCCC [denarios], qui faciunt solidos XLV, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

6. Si quis tauro furaverit qui de tres villas communis est, MDCCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

7. Si XII animalia furaverit ut nec hunus exinde remaneat, MMD denarii, qui faciunt solidos LXII, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

8. Si vero de pluribus XXV furaverit ut exinde aliquid qui non fuerint involati, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

IV. DE OVIBUS FURATIS.

1. Si quis agnum furaverit, VII denarios componat.

2. Si anniculum vel binum berbicem furaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos tres, exceptis [capitale et dilatura, culpabilis judicetur].

3. Certe si tres furaverit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, exceptis capitale et dilatura, culpabilis.

4. Si quis [XL] berbices furaverit, et ei fuerit adprobatum, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, exceptis capitale et dilatura, culpabilis.

V. DE FURTIS CAPRARUM.

1. Si quis tres capras furaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si super III fuerint capras et eas furaverint, DC, qui faciunt XV, excepto capitale [culpabilis judicetur].

VI. DE FURTIS CANUM.

1. Si quis siutium magistrum furaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis canem qui ligamus novit post solis hoccasum hocciderit, sicut supra diximus, intimabitur.

3. Si quis pastoralem canem hocciderit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

VII. DE AVIBUS FURATIS.

1. Si quis hacceptorem furaverit de arbore, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

2. Si quis hacceptorem furaverit de pertica, et ei fuerit adprobatum, DCC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur. Atque causa superius intimata [1]....

3. Si quis hacceptorem furaverit de intra clavem repositum, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

4. Si quis anserem furaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

VIII. DE APIBUS FURATIS.

1. Si quis apem intro cl[a]vem furaverit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

2. Si quis hunum apem, hoc est hunum vascellum hubi aut amplius, causa superius conpræhensa convenit observare.

3. Si pluribus vero usque ad sex apes foras tectum furati fuerint ut

[1] Ces quatre mots me paraissent être un fragment d'une disposition dont on ne peut connaître l'objet.

aliquid remaneat, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si vero septem aut amplius furaverit, et si aliquid remaneant, DCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, excepto capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

IX. DE DAMNUM IN MESSEM VEL IN QUALIBET CLAUSURA INLATUM FUERIT.

1. Si quis animalem aut caballum vel qualibet pecus in messe sua invenerit, pænitus eam festare non debeat.

2. Sed si fecerit et confessus fuerit, capitale in loco restituat.

3. Si vero confessus non fuerit et ei fuerit adprobatum, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis in messem suam pecora aliena invenerit qui pastorem non habent, et eas violenter inclauserit et nulli penitus innotescat, et illa aliqua parte eas ipse pecoribus perierint, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, excepto capitale et dilatura, [culpabilis judicetur] et eas in loco restituat.

5. Si quis animale aut quolibet pecus et per sua neglegentia nocuerit, et ei fuerit adprobatum, capitale in loco restituat.

6. Si vero negaverit et ei fuerit adprobatum, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

7. Si alicui porti aut quemlibet pecora ipso custodiente in messe aliena nocuerint, et illum negantem ipsi fuerit adprobatum, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

8. Si vero pecora de damno inclausa fuerint qui eas violenter expellere præsumpserit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

9. Si vero pecora de damno inclausas fuerint, ille cujus pecora sunt damno estimando reddat, et insuper X denarios culpabilis judicetur.

10. Si vero aut per inimicitia aut per superbia sepem alienam aperuerit, et in messem aut in qualibet laborem pecora miserit, et ille cujus laborem convinctus testibus fuerit, extimato damno reddat, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

X. DE SERVIS VEL MANCIPIIS FURATIS.

1 Si quis servum aut ancillam caballum aut jumentum furaverit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, exceptis capitale et dilatura.

2. Si servus aut ancilla cum ipso ingenuo de tribus (*leg.* rebus) dominæ suæ aliquid portaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, exceptis capitale et dilatura, adhuc amplius culpabilis judicetur.

3. Si quis ancillam perdiderit valentem solidos XV, sive porcario, sive vinudore, sive fabrum carpentarium, valente solidos XXXV, MMDCC denarios, qui faciunt solidos LXV.

XI. DE FURTIS INGENUORUM VEL DE EFFRACTURIS.

1. Si quis ingenuus foris casa quod valet duos dænarios furaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

2. Si vero foris casa quod valent XL denarii furaverint, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

3. Si quis ingenuus effractura fecerit quod valet duos denarios, MCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, exceptis capitale et dilatura, culpabilis judicetur.

4. Si vero super L porcos furaverit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, exceptis capitale et dilatura.

5. Si vero clavem effregerit, et si in domo ingressus fuerit, et sic exinde aliquid furtum tulerit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos LXV, exceptis capitale et dilatura.

6. Si vero nichil tulerit, et fugiens evadat, præter tanto effractura, MCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

XII. DE FURTIS SERVORUM VEL EFFRACTURIS.

1. Si quis servus foris casa quod valet duos denarios furaverit, et ei fuerit adprobatum, exceptis capitale et dilatura, flagellis CXX haccipiat, aut CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si vero furaverit quod valent XL denarios, aut castretur aut CCXL denarios, qui faciunt solidos VI, reddat. Dominus vero servi qui furtum fecit capitalem in loco restituat.

XIII. DE RAPTUM MULIERIS.

1. Si quis tres homines ingenua puella de casa rapuerint MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur hunusquisque.

2. Ex ipsis qui super tres fuerint, ducentenos denarios, qui faciunt solidos quinque, hunusquisque eorum culpabilis judicetur.

3. Qui cum sagittas fuerit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, quisque eorum culpabilis judicetur.

4. Raptor vero MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

5. Si vero puella ipsa deintro clave aut de screunia rapuerit, et prætius vel causa superius intimata convenit observare.

6. Si vero puella qui traitur in verbo regis fuerit, furban, exinde MMD denarios, qui faciunt solidos LXX, culpabilis judicetur.

7. Si vero puer Regis vel litus ingenuam feminam traxerit, de vita componat.

8. Si vero ingenuam quicuque de illis sua voluntate secuta fuerit, ingenuætate sua perdat.

9. Si quis sponsam alienam tulerit et sibi in conjugium copulaverit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXXI, culpabilis judicetur.

XIV. DE SUPERVENTIS VEL EXPOLIATIONEM.

1. Si quis hominem ingenuum in superventum expoliaverit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXXII, culpabilis judicetur.

2. Si vero Romanum aut barbaro Salico[1] expoliaverit, causa superius conpræhensa convenit observare.

3. Si vero Francus Romanum expoliaverit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

[1] Le texte est évidemment corrompu ici. L'accusatif *Romanum* suivi de *aut* semblerait comprendre le vol commis contre un Romain avec le vol commis contre un barbare; et le § 3 prouve qu'il n'en peut être ainsi. Il faut donc substituer *Romanus* à *Romanum* et supprimer *aut*, ce qui est conforme à tous les autres textes.

4. Si quis hominem qui alibi hubi migrare disponit et de rege habet præceptum et se eam abmundivit in mallo publico, et aliquis contra hordinationem regis ei testare præsumpserit, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

5. Si quis hominem migrantem adsallierit, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

6. Si quis villa aliena adsallierit quanti in contubernio ipso fuerint vel superventi fuerint probati, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis judicetur.

7. Si quis et hominem mortuum antequam in terra mittat et in furtum expoliaverit, IVM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

XV (*sine rubrica*).

1. Si quis uxorem alienam tulerit huno (*leg.* vivo) marito, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis.

2. Si quis ingenuus ingenuam per virtutem mecatus fuerit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

3. Quicunque ingenua puella spontanea voluntate ambis convenientibus, ut hoccultum mæcatus fuerit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XVI. DE INCENDIIS.

1. Si quis casam quamlibet super homines dormientibus incenderit, quanti ingenui intus fuerint mallare debent; et si aliqui intus cremaverint, MMD, qui faciunt solidos LXII, culpabilis judicetur. De laude solidi CC cui casa est MMD denarios, qui faciunt solidos LXII.

2. Si quis spicarium aut magalum cum anona incenderit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

3. Si quis sudem cum porcis, scuria aut [cum] animalibus incenderit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

4. Si quis sepem aut concisam incenderit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

5. Si quis vero sepem aut concisam capulaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

6.

XVII. DE VULNERIBUS.

1. Si quis alterum voluerit hoccidere et colpus præter fallierit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

2. Si quis alterum de sagitta tossecata percutere voluerit [MALB.] *seulando ucua*, et causa superius intimata observabitur.

3. Si quis hominem plagaverit, si sanguis ad terra cadit, si ei fuerit adprobatum, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

4. Si quis hominem ingenuum in caput plagaverit, et sanguis ad terram cadit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis. Si exinde tria ossa exierint qui super cerebro jacent, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLII, culpabilis.

5. Si vero intra costas ita vulnus intraverit ut usque ad intranea perveniat, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis. De medicaturas vero, MALB. *candechapanus*, sunt denarii [CCCXX], qui faciunt solidos VIII.

6. Si quis ingenuus ingenuum de fuste percuterit ut sanguis non exeat, usque ad tres colpos, hoc est pro huno hicto, CXX denarios, qui faciunt solidos III, solvat.

7. Si vero sanguis exierit, tale culpa componat, quantum si eum de ferramento vulneraberit, CCCLX denarios, qui faciunt solidos VIII, culpabilis; et, MALB. *uadofalto*, ita singulos ictos ternos solidos reddat.

8. Si quis alterum in via expoliaverit et per fugam invaserit, MMD denarios, qui faciunt solidos XLII, culpabilis.

XVIII. DE EO QUI AD REGE HOMINE INNOCENTE HACCUSAT.

Si quis ad rege haccusaverit homine innocente qui absens est, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

XIX. DE MALEFICIIS.

1. Si quis alterius herbas dederit bibere aut moriatur, MALB. *uairio*, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC.

2. Si quis alterius dederit herbas bibere et evaserit, MALB. *seulando uauas*, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

XX. SI QUIS INGENUA MULERI MANU AUT BRACHIUM STRINXERIT.

1. Si quis homo ingenuus feminam digito strinxerit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis.

2. Certe si super cubitum præsumpserit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XXI. DE NAVIBUS FURATIS.

1. Si quis extra consilium domini sui navem alienam moverit, et cum ea transierit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

2. Si quis nave de intro clave furaverit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV[1], culpabilis.

3. Si quis ascum deintro clave furaverit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

XXII. DE FURTIS IN MULINO COMMISSIS.

Si quis ingenuus homo de mulino anona furaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, reddat; et ei vero cujus anona fuisset adprobatum, alios DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

XXIII. DE CABALLO EX[TRA] CONSILIUM DOMINI SUI ASC[ENSO].

Si quis caballum extra consilium domini sui caballicaverit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

XXIV. DE HOMICIDIIS PARVULORUM[2].

1. Si quis puerum infra XII annos usque ad decem annos hocciderit, XXIVM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis.

2. Si quis puerum crinitum sine consilium parentum tunderit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3. Si vero puella si[ne] parentum consilium tunderit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

[1] Ce § est deux fois dans le manuscrit; mais la première fois il y a *XV solidos*.

[2] Voir le titre XLI, dont les §§ 11, 12 et 13, reproduisent les §§ 4, 8 et 9 de ce titre.

4. Si quis puerum crinitum hocciderit, xxivM [denarios], qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

5. Si quis feminam pregnantem hocciderit, xxviiiM denarios, qui faciunt solidos DCC, culpabilis judicetur.

6. Si quis vero infantem infra ventrem matri suæ hocciderit, ivM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

7. Si vero puer in[fra] xii annos aliqua culpa commiserit, fredus exinde non requiratur.

8. Si quis femina ingenua post quod infantes ceperit habere hocciderit, xxivM denarios, qui faciunt solidos DC.

9. Post quod infantes non potuerit habere, viiiM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XXV. DE ADULTERIIS ANCILLARUM.

1. Si quis cum ancilla aliena mœcatus fuerit, DC denarios, qui faciunt solidos xv, culpabilis.

2. Si vero cum rege ancilla mœcatus fuerit, MCC denarios, qui faciunt solidos xxx, culpabilis.

3. Si quis cum ancilla aliena sibi in publicum junxerit, ipse cum ea in servitium permaneat.

4. Si vero servus cum ancilla aliena mœcatus fuerit, et ex ipsa crimina mortua fuerit, servus ipse CCXL denarios, qui faciunt solidos VI, domino ancillæ inferat, aut certe castretur : dominus vero servi capitale quod ancilla valuerit domino ancillæ in loco restituat.

5. Si ancilla ex hoc mortua non fuerit, CXX ictus haccipiat, aut CXX denarios, qui faciunt solidos III, dominum ancillæ cogatur exsolvere.

6. Si servus ancilla aliena sibi in conjugium sociaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

XXVI. DE LIBERIS DIMISSIS.

1. Si quis lidum extra consilium domini sui ante regem ingenuum dimiserit, ivM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis. Res vero lidi ipsius dominum reformetur.

2. Si quis servo alieno ante regem ingenuum dimiserit, MCCCC de-

narios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis, et prætium dominum custodiat.

XXVII. DE FURTIS DIVERSIS.

1. Si quis tintinno de portina alterius furaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

2. Si vero de pecoribus furaverit, CXX den. qui faciunt sol. III, culp.

3. Si quis vero pedica caballo furaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

4. Si vero caballi ipsi perierint, ipsos in capitale reddat.

5. Si quis messem alienam in furto mederit et inventus fuerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

6. Si quis in orto alieno in furtum ingressus fuerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

7. Si quis de campo alieno lino furaverit ut eum aut in caballum, aut in carrum portet, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

8. Si vero in dorsum suum portaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, excepto capitale et dilatura.

9. Si quis pratum alienum secaverit, opera sua perdat.

10. Et si exinde ad domum suam duxerit et discargaverit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

11. Si vero tantum præsumpserit quantum in dorsum suum portaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

12. Si quis vinea aliena in furtum vindemiaverit et inventus fuerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

13. Si exinde vinum ad domum suam duxerit et discargaverit, MDCCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, excepto capit. et dilat., culp.

14. De messibus vero similiter observandum est.

15. Si quis in silva materium alienum incenderit aut concapulaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

16. Si vero materium ex huna parte dolatum in furtum præsumpserit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

17. Si quis ligna in silva aliena furaverit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

18. Si quis statua, tremagilo aut vertivolo de fluvio furavit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

19. Si quis screunia qui clavem habet effregerit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

20. Si quis campo alieno araverit et seminaverit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

21. Si quis cum servo alieno negociaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

XXVIII. DE ELOGATIONIBUS.

1. Si quis in furtum aliquid elogare voluerit et non fecerit, cui fuerit adprobatum, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

2. Si quis in furtum, accepto præcio, hominem hoccidere voluerit et non fecerit, et ei fuerit adprobatum, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

3. Si quis post tertio ælogatio ipsa fuerit transmissa, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis. Hoc sic dans, haccipiens LXII semis singuli eorum culpabilis.

XXIX. DE DEBILITATIBUS.

1. Si quis alterum manum, pede, hoculumaut auriculam, vel nasum amputaverit, IVM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis.

2. Si vero manus ipsa emancada penderit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXV, culpabilis.

3. Si quis policem de manum vel pede excusserit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

4. Si vero esmancatus penderit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis.

5. Si secundo vero digito, id est quidem sagittator, excusserit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis.

6. Sequenti vero digito excusserit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

7. Quarto vero digito qui excussus fuerit, solidos IX, culpabilis.

8. Minimo digito qui excussus fuerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

9. Si vero tres digitos in hunum hictum excusserit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

10. Si quis hominem ingenuum castraverit, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis.

XXX. DE CONVITIIS.

1. Si quis alterum cinitum vocaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

2. Si quis alterum concagatum appellaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

3. Si quis mulierem ingenuam, seu vir seu mulier, altera meretrice clamaverit et non poterit adprobare, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

4. Si quis alterum vulpiga clamaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

5. Si quis alterum deladore aut falsatore clamaverit et non potuerit adprobare, CXL denarios, qui faciunt solidos VII, culpabilis.

6. Si quis altero inputaverit quod scutum suum jactasset et ei non potuerit adprobare, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

XXXI. DE VIA LAICINA.

1. Si quis baronem de via sua ostaverit aut inpinxerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis mulierem ingenuam de via sua ostaverit aut inpinxerit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

XXXII. DE LIGAMENTIBUS.

1. Si quis hominem ingenuum sine causa ligaverit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis.

2. Si vero ipsum ligaverit et ligatum aliqua parte duxerit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

XXXIII. DE VENATIONIBUS.

1. Si quis vero diversis venationibus furaverit et celaverit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis. Qualem legem de venationibus et de piscationibus convenit observare.

2. Si quis cervum signum habentem furaverit aut hocciderit, quia de venationibus mansuetus sit, et per testibus adprobatum ei fuerit quod eum dominus ejus in venationem habuisset et cum ipso duas et tres feras hocciderit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

3. Alio vero domestico qui in venatione adhuc non fuit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis.

XXXIV. DE PISCIBUS (*leg.* DE SEPIBUS) FURATIS.

1. Si quis vero tres virgas quod sepis superligator vel retorta unde sepes continetur capulaverit, aut tres cambortos involaverit, aut hunde labor clausa est excervicaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

2. Si quis per alienam messem postquam levaverit spice aput herbice traxerit, aut cum carro sine via transierit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

3. Si quis per alienam messem expalmetantes sine via transierit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

4. Si quis per malum ingenium in curte alterius, aut in casa vel hubi aliquid de furtum amiserit, hoc est nesciente domino curte, et ibidem inventus fuerit, MMD denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XXXV. DE HOMICIDIIS SERVORUM VEL EXPOLIATIONIBUS.

1. Si vero servus servum hocciderit aut ancilla sibi similem, homicidium illum domini inter se divident.

2. Si quis ingenuus servum alienum expoliaverit et insuper XL denarios quod valet tulerit et convinctus fuerit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis.

3. Si vero minus XL denarios expolia ejus valebit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis.

4. Si quis vassum ad ministerium, quod est *horogavo,* puellam ad ministerium aut fabro, ferrarium, vel aurifice furaverit aut hocciderit, solidos XXX culpabilis judicetur.

XXXVI. DE QUADRUPEDIBUS HOMINEM HOCCIDERINT.

Si quis homo ex qualibet quadrupedia domestica fuerit hoccisus et hoc per testibus potuerit adprobare, mediætatem compositionem in quadrupedis cogatur exsolvere. Ipsum vero quadrupedem auctorem criminis pro mediætatem conpositionem restituat requirenti.

XXXVII. DE VESTIGIO MENANDO.

1. Si quis bovem aut vaccam, caballum vel qualibet animale perdiderit, et eum dum per vestigium sequerit consecutus fuerat usque in tres noctes, ille qui eum duxerit aut emisit aut camiasset, si dixerit vel proclamaverit, ille qui per vestigium res suas per tertia manu debet adramire.

2. Si vero jam tribus noctibus exhactis qui res suas inquirit eas invenire, ille apud quem inveniuntur eas emisisse aut cambiasse dixerit, liceat adramire.

3. Si ille vero qui per vestigium sequitur ad se cognoscere dicit illos alium reclamatur in eo offerre per tertia manu voluerit, nec solum (*leg.* solem) secundum legem cognoverit, et ei violenter quod se cognoscere dicit tulisse contravincit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XXXVIII. DE FURTIS CABALLORUM VEL ÆQUIS.

1. Si quis caballum qui carrucam trahit furaverit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

2. Si quis uuaranione furaverit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis.

3. Si vero admasserium furati fuerant, præcius superius conpræhensam convenit observare.

4. Si quis pulletrum anniculum furaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

5. Si vero sequenti pulletro furaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

6. Si quis caballum alienum scortaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis.

XXXIX. DE PLAGIATORIBUS.

1. Si quis mancipia aliena sublicitare voluerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

2. Si servus alienus fuerit flagitatus et ipse trans mare ductus, et ibidem ipse domino suo fuerit perventus, et a quo ipse in patria plagiatus est in mallo publico nominaverit, tres ibidem testes debent colligi. Iterum cum servus ipse citra fuerit remedatus, in altero mallo debet iterum nominare, hibi similiter tres testes debent collegi; ad tertio vero mallo similiter facere debent, ut novem testes jurent quod servum ipsum æqualiter super plagituram dicentem audientes, sic postea qui eum plagiavit, hoc est MDCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis. Quod confessus servus usque ad tres plagiatores admittat, si eam tamen rationem ut nominavit nomina hominum et villarum semper debeat nominare.

3. Si quis hominem ingenuum plagiaverit aut vendiderit, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis.

XL. SI SERVUS IN FURTUM FUERIT INCULPATUS.

1. Si talis fuerit causa unde ingenuus solidos XV componeret, servus super scamnum tensus CXX ictus haccipiat.

2. Si vero antequam torquætur confessus fuerit et cum domino servi convenerit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis pro dorsum servi et capitali dominus reddat.

3. Si tamen major culpa fuerit hunde ingenuus MCCCC denarios, id est solidos XXXV, solvere posset, similiter servus CCXX colobos CCCC (*leg.* accipiat).

4. Et si confessus non fuerit, ille qui eum torquid, si adhuc noluerit

ipsum servum torquere etiam nolentem dominus, pignus domino servi dare debet.

5. Et sic servus postea ad suplicia majoris datur; et [si] confessus fuerit, nichil ille super domino credatur; ipse vero illum servum habiturum qui eum torsit, dominus servi unde jam pignus haccepit pretio pro suo servo haccipiat.

6. Si vero intra priora supplicia CXXI colobos fuerit confessus, aut castretur aut CXL denarios, qui faciunt solidos VI, reddat. Dominus vero servi capitale restituat requirenti.

7. Si vero in majora crimina servus inculpatur hunde ingenuus MMDCCC denarios, qui faciunt solidos LXII, culpa possit judicare, inter suplitia confessus fuerit, capitale sententia feriatur.

8. Si vero servus in quolibet crimina in culpa dominus servi ipsius si præsentiem aliud eo qui resistit admonire debet ut servum justis debeat supliciis dare hubique repedit, et virgas paratas habere debet quæ ad magnitudine minoris digiti sunt, et scamnum paratum hubi servum tendere debeat.

9. Si dominus servi suppliciis distulerit et servus præsens fuerit, continuo ipse qui repedit dominus domino servi solem collegare debet, ut servum ad supplicia tradet.

10. Quod si adhuc septem noctes servum tradere distulerit, solem ei quem repetit iteratum collecit, eo sic iterum ad alias septem noctes placitum faciat, id est quattuordecim noctes de prima admonitione conpleantur. Quod si impletis XIV noctes servum noluerit suppliciis dare, omnem causam vel conpositione dominus in se excipiat, hoc est ut si talis causa unde ingenuus sol. XV conponere debeat, ipse eo dominus reddat.

11. Si vero major culpa fuerit unde ingenuus MCCC denarios, id est solidos XXXV, poterat reddere, similiter solvat.

12. Si vero adhuc major culpa fuerit qui similiter ab ingenuo MDCCC denarios, id est solidos XLV, cum postea dominus servum non præsentaverit, ad ipsum numerum reddat et capitale.

13. Quod si ætiam adhuc major culpa fuerit quæ servo requiratur, dominus servi non ut servus solvat, sed ut ingenuus tota lege super se solviturus haccipiat.

14. Quod si servus absens fuerit cui aliquid inputaverit, dominus servi ad repetentibus testibus præsentibus secretius admonire debet, ut si servum suum intra septem noctes debeat presentare.

15. Quod si non fecerit, tunc repetens solem ille cum testibus collecit. Et si alias septem noctes ipsum servum non præsentaverit, tertia vice adhuc ille spatium dare debet, id est ut totus numerus ad viginti huna nocte veniat. Quod si post III placitos ipsum servum noluerit legatum suppliciis, et eis singulos placitos solem culcaverit, tunc dominus servi omnem repetitionem, sicut superius diximus, non qualem servus, sed qualem ingenuus, si hoc admisit talem conpositionem, repetenti restituat.

16. Si vero ancilla in tale crimina inculpatus unde servus castrare debuerare (*leg.* debuerat), CCXL denarios, id est solidos V, convenit pro ipsa dominus reddat, aut CCXLII ictos haccipiat flagellorum.

17. Si quis cum servo alieno negotiaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

XLI. DE HOMICIDIIS INGENUORUM.

1. Si quis ingenuum Francum aut barbarum hocciderit qui lege Salica vivit, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis.

2. Sive (*leg.* si vero) eos in puteum aut in aqua miserit, XXIVM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis.

3. Si vero eos de callis aut de rama super cooperuerit, XXIVM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis.

4. Si vero eos qui in truste dominica est hocciderit, XXIVM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis.

5. Si vero eos aut in aqua aut in puteum miserit, LXXIM denarios, qui faciunt solidos MCCC, culpabilis. Si vero eum de callis aut de rama cooperuerit, XXIIM denarios, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis.

6. Si vero aliquis homo conviva regis hoccisus fuerit, XIIM denarios, qui faciunt solidos CCC, culpabilis.

7. Si vero Romanus homo possessor hoccisus fuerit, IVM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis.

8. Si quis homo inventus in quadruvium sine manus et sine pedes

qui inimici sui dimiserint, et eum hocciderit, ɪᴠM denarios, qui faciunt solidos ᴄ, culpabilis.

9. Si quis hominem ingenuum in puteum jactaverit, et vivus exinde exierit, ɪᴠM denarios, qui faciunt solidos ᴄ, culpabilis.

10. Si quis puellam ingenuam hocciderit, ᴠɪɪɪM denarios, qui faciunt solidos ᴄᴄ, culpabilis.

11. Si quis mulier ingenua, postquam infantes habere cæperit, hocciderit, ᴢxɪᴠM denarios, qui faciunt solidos ᴅᴄ, culpabilis.

12. Post medietate quod infantes non potest habere, ᴠɪɪɪM denarios, qui faciunt solidos ᴄᴄ, culpabilis.

13. Si quis puerum crinitum hocciderit, xxɪᴠM denarios, qui faciunt solidos ᴅᴄ, culpabilis.

14. Si quis puellam ingenuam occiderit, ᴠɪɪɪM denarios, qui faciunt solidos ᴄᴄ, culpabilis.

XLII. DE HOMICIDIIS A CONTUBERNIO FACTO.

1. Si quis collectum contubernium [hominem ingenuum] in domo sua adsallierit, et ibidem ipsum hocciderit [si in truste dominica ille qui occisus est fuerit], ʟxxɪɪM denarios, qui faciunt solidos ᴍᴅᴄᴄᴄ, culpabilis.

2. Si vero in truste dominica ille qui hoccisus est non fuerit, xxɪᴠM denarios, qui faciunt solidos ᴅᴄ, qui eum hocciderit culpabilis.

3. Si vero corpus hoccisi hominis usque ad tres vel amplius habuerit plagas, tres quibus inculpatur, quod in eo contubernio fuisset probantur, lege superius conpræhensa singillatim cogatur exsolvere; alios vero tres de eo contubernio ᴍᴍᴅᴄ denarios, hoc est nonaginta solidos, singuli eorum solverent; et tres adhuc in tertio loco de eo contubernio ᴍ octingentos denarios, qui faciunt solidos xʟᴠ, solvat.

4. De Romanos hoccisos vel litus hac lex mediætatem solvat.

5. Si quis villam alienam expoliaverit et ɪɪɪ invaserit, ᴍᴍᴅ denarios, qui faciunt solidos ʟxɪɪ, culpabilis.

XLIII. DE HOMICIDIIS IN CONTUBERNIO (*leg.* CONVIVIO) FACTO.

1. Si quis in convivio hubicunque (*leg.* ubi quinque) fuerint et [unus] ex ipsis interfectus fuerit, hoc est ut illi qui remanent hunum convictum

de se dare debent, aut toti mortuos conjectent, quia (*leg.* quæ) lex usque ad septem qui fuerint in convivio illo [convenit observare].

2. [Si vero in convivio illo] plus quam VII fuerunt, non omnes teneant obnoxius, sed quibus fuerit adprobatus illi secundum legem conponant.

3. Si quis vero foris casa sive intergenua (*leg.* iter agens) sive in agro positum a contubernio fuerit hoccisus, et tres vel amplius habuerit plagas, hoc est ut tres de eo contubernio qui adprobatus fuerit singuli mortem illius conjectent, et tres plures de eo contubernio qui adprobati non fuerint MCC denarios, id est solidos XXX, solvant, et tres adhuc de eo contubernio DC denarios, hoc est solidos XV, solvant.

XLIV. DE REBUS (REIPUS), SICUT ADSOLET.

1. Homo moriens et vidua dimiserit, qui eam voluerit haccipere antequam haccipiat, ante thunzinum aut centenario mallum indicant, et in ipso mallo scutum habere debet. Tres homines tres causas demandare debent. Tunc ipse qui eam haccipere debet, III solidos atque pensantes et denarios (*leg.* denarium) habere debet, et III adherint qui solidos pensare vel probare debeant, et hoc factum, si eis convenerit, haccipiat.

2. Si vero istud non fecerit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, cui reipe debuntur exsolvere.

3. Si vero, superius quod diximus, omnia secundum legem impleverunt, III solidos ille cui reipe debuntur [accipiant].

4. Si nepos sororis filius senior nepos fuerit, ille haccipiat.

5. Si nepos non fuerit neptis filius senior, ipse haccipiat.

6. Si vero neptis filius non fuerit, consobrinus filius tui (*leg.* qui) ex materno genere venit, ipse haccipiat.

7. Si vero nec consobrini non fuerint, tunc avunculus fratres mater (*leg.* frater matris) ipse haccipiat.

8. Si vero ne avunculus non fuerit, tunc fratres illius qui eam muliere ante habuit, si in hereditate venturus [non] est, res ipsas (*leg.* reipus) ipse haccipiat.

9. Si nec ipse frater non fuerit qui proximior fuerit extra superius

nominatos qui singillatim secundum parentelam sunt [usque ad sextum genuculum, si in] hereditatem illius mariti defuncti non fuerint, ipsas res illius [reipus] haccipiat.

10. Jam de post sextum genuculum si non fuerit, in fisco res ipsas (*leg.* reipus) vel causa [quæ inde] orta fuerit collegatos modis observatur.

XLV. DE MIGRANTIBUS.

1. Si quis [in] alienam villam migrare voluerit, ut hunusquisque aliqui de ipsis qui in villa consistunt eum suscipere voluerint, si vel hunus ex ipsis extiterit qui contradicat, migrandi ibidem licentiam non habeat.

2. Si vero contra dictum hunius vel duorum in villa ipsa adsedere præsumpserit, tunc testare debet; et si noluerit inde exire, ille qui ei testet cum testibus ei debet testare ut iterum in decem noctes exeat. Si adhuc post decem noctes [steterit], iterum debet ad eum venire et ei testare ut iterum in decem noctes exeat. Si adhuc noluerit exire, iterum tertio decem noctes ad placitum addat; et si XXX noctes impleantur, si nec tunc exire noluerit, tunc eum manneat ad mallum, et testes suos in singula placita qui fuerant pristum sibi habeat; isti (*leg.* et si) ipse cui testum est noluerit venire, et eum aliquas sonies non tenuerit, et ista que superius diximus secundum legem testatur, tunc ipse qui testavit super furtunam suam ponat, et roget graffione ut haccedat ad loco et eum inde expellat, et qui legem noluit audire quod ibidem laboravit amittat, et insuper MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis.

3. Si vero qui migraverat et ei infra XII menses nullus testatus fuerit, hubi admigravit securus hubi alii vicini maneat.

XLVI. DE ADRAMIRE.

Hoc convenit observare ut thunzinus aut centenarius [mallum] indicant, et scutum in ipso mallo habere debet, et tres homines tres causas demandare debent in ipso mallo, et postea requirat hominem quem non pertineat, et sic fistuca in lesum jactet; et ipse in cujus lesum jactavit fistuca de furtunam suam quantum voluerit dare, aut totam fur-

tunam cui voluerit dare, ipse [in] cujus lesum fistucum jactaverit, ipse in casam ipsius manere debet, et ospites III suscipere debet, et facultatem suam habere debet; et postea cui istum creditum est ista omnia cum testibus collegere debeant. Postea aut ante rege aut in mallo legitimo illi cui furtunam suam deportaverit reddere debet haccipiat, et in mallo et ipso ante XII ipse quos credidisse deputavit in lesum jectet nec minus nec majus, nisi quantum ei creditum est; et si contra hoc aliquid dicere voluerit, debent III testes veraces.dicere quod ibi fuissent in malum quem thunzinus aut centenarius indixerunt, et quomodo vidissent hominem qui furtunam suam dare voluerit, et in lesum jamque (*leg.* ejus quem) elegit fistucam jactare et denominare debet qui furtunam suam in lesum jactatur, et illum quem heredem apellat semel nominet, et alii tres testes juste dicere debent quod in casa illius qui furtunam suam donavit ille in cujus leso fistuca jactata est ibidem mansissent, et hospites III vel amplius ibidem collegisset et pavisset, et hospites illi tres vel amplius de susceptione gratias egissent et testes collegissent. Ista omnia illi alii tres testes jurare dicere debent, et de hoc quod in mallo ante rege vel legitimo mallo publico ille qui haccepit in lesum furtunam suam, aut ante rege aut in mallo publico legitimo, hoc est in mallolargo ante theuda aut ante thunzino, furtuna illa quos heredes apellavit publice coram omnibus fistucam in lesum jactasset, hoc est nove testimonia vel testes ista omnia debent adfirmare.

XLVII. DE FILTORTIS QUI LEGE SALICA VIVUNT.

Si quis servum aut ancillam, caballo, bovem vel qualibet rem cum altero agnoverit, mittat eum in tertia manu, et ille apud quem cognoscitur debet adramire; et sic (*leg.* si) citra Ligare aut Carbonarius jam commanent, qui agnoscit in noctes XLII placitum faciat, et in ipso placito quanti fuerint qui caballo ipso aut vendiderint aut cambiaverint aut fraudasset (*leg.* fortasse) in solutione dederunt, omnia inter placitum istum communiant, hoc est hunusquisque qui cum negotiatoribus [suis alter] alterum admoneat. Et si quis admonitus fuerit, et sunnis non detenuerit, et ad placitum venire distulerit, ille qui cum eo negotiavit mittat tres testes quomodo ei mandasset ut ad placitum venire, alterius

(*leg.* alteros) III quod publice ab eo et huniter (*leg.* idoneiter) negotiasset : istud si fecerit exit de latrocinio. Ille qui non venerit super quem testes juraverunt, ille erit latro illius qui agnoscit, et præcio reddat illi qui cum eo negotiavit, et secundum legem componat illi qui res suas agnoscit. Istud omnia in illo mallo debet venire, hubi ille est caballus (*leg.* amallatus) super quem res ille primitus fuerit agnita aut in tertia manu fuerit posita; quod se (*leg.* si) trans Legere aut Carbonarias manent cum quibus res agnita fuerit, in LXXX noctes lex ista omnimodis custodiatur.

XLVIII. DE FALSO TESTIMONIO.

1. Si quis falsum testimonium præbuerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

2. Si cujuscunque aliquid fuerit inculpatum et perjurasse fuerit adprobatus, XV solidos componat.

3. Ipse vero cujus adprobatum fuerit, exceptis capitale et dilatura, solidos XV culpabilis.

XLIX. DE TESTIBUS.

1. Si quis testes necesse habuerit ut donet, et fortasse testes nolunt ad placitum venire, ille qui eos necessarium habet satisfacere mannire illos debet cum testibus ad placitum, ut ea qui noverit jurati dicant.

2. Si venire noluerint et eos sunnis non tricaverint, hunius[quisque] illorum DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

3. Si vero præsentis noluerint jurati dicere ea que noverint et forbannati fuerint, hunusquisque illorum DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

L. DE FIDES FACTAS.

1. Si quis ingenuus aut litus alterum fidem fecerit, tunc ille cui fides facta est in XL noctes aut quomodo placitum fuerit quando fidem fecit ad domum illius qui fidem fecit cum testibus vel cum illis qui præcio adpræciare debet; et si noluerint fidem factam dissolvere, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabiles.

2. Supra [dictum] debito vero quem fecerat si adhuc noluerit conponere, debet et ad mallum mannire et sicticantidios mallare : « Rogo te, thunzinus, ut instigante cujus cassatium meum illo qui fidem michi fecit et debitum [non] dedit. » Tunc nominare debet qualem debitum vel hunde fidem fecit, et thunzinus dicere debet, « Instigante ego illum in hoc quod lex Salica habet ; » et tunc ipse cujus fides facta est debet testare ut nulli alteri nec solvat nec pignus donet subitionis (*leg.* solutionis), antequam illum adimpleat quod ei fidem fecit : et ipse dicat (*leg.* cito) cum testibus ambulare debet et rogare sibi debitum solvere ; et si hoc noluerit solvere, solem ei collecet. Tunc si ei solem culcaverit, III solidos super debitum superiore reddat adhuc addit. Istud usque ad III vices per tres nondenas facere debet, qui super III ista omnia et noluerit adhuc componere, usque solidos IX nove debitus ascendat, id est ut per singulas ammonitiones vel solem collegato III solidos aderescat.

3. Si quis fidem factam ad placitum legitimo facto noluerit solvere, tunc ille cujus fides facta est ambulet ad graffione loci illius in cujus pago manet, et adpræhendat fistuco et dicat verbis : « Graffio, homo ille michi fidem fecit qui legitimi habeo illo et admallatum in hoc quod lex Salica habet et continet : ego supra me et furtuna mea pono quod securus mitto manu in furtuna mea (*leg.* sua) ; » quæ dicat de causa quantum ei fidem fecit. Tunc graffio colligit VII rationeburgiis, et sic cum eum ad domum illius qui fidem fecit ambulet. Si præsens est qui fidem fecit, sic dicat : « Qui ad præsens est voluntate fecisti, et eligite duos quos volueris idoneos rationeburgiis his usque solvere debes expræciare debeant, et hoc debes secundum prætium satisfactionem. » Quod si audire noluerit præsens aut absens, tunc rationeburgiis adpræciato prætio quantum valuerit præcius quod dedit hoc de furtuna illius tollat, et de ipsam legem quam debet duas partes ; [tertiam] graffio frido ad se recollegat ; si tamen si fredo istam de ipsam causam non fuerit solutum.

4. Si graffio rogatus fuerit et sunnis eum non detenuerit, aut certa ratio dominica et distulerit quod non ambulet neque mittat qui ei justitia ex lege reddat, de vita culpabilis esse debet, ut si quantum valuerit redemat.

LI. SI QUIS GRAFFIONEM AD RES ALIENAS [TOLLENDAS INJUSTE] INVITAVERIT.

1. [Si quis graffionem ad res alienas tollendas injuste invitaverit], et legitimo eo jectatum aut admallatum non habuerit, ille qui eum rogat ut injuste tollat antequam legitime admallatus fuerit aut fides ei facta fuerit, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Ille vero qui rogat graffione injuste aliquid confescare, CC solidos culpabilis judicetur.

3. Si vero graffio supra legem aut debitum aut aliquid præsumpserit, aut se redemat aut de vita componat.

LII. DE REM PRÆSTITAM.

Si quis alteri de rebus suas aliquid præstiterit, et ei noluit reddere, sic eum debet admallare; cum testibus ad domo illius cui res suas præstitit accedat, et sic contestetur : « Qui res meas noluisti reddere quas tibi præstiteram, in hoc eas teneas nocte ista quod lex Salica habet; » sic ei solem collecit. Si nec tunc noluerit reddere, adhuc septem noctes ei spatium donet, et ad septem noctes similiter ei contestetur, sicut ante fecerat, in nocte proxima, in hoc quod lex Salica habet res suas tenere debeat. Si nec tunc noluerit reddere nec fidem facere reddendi super debitum ei qui præstitit ut super illos IX solidos, quia per singulas admonitiones quæritur, DC denarios, qui faciunt solidos XV, adhuc amplius culpabilis judicetur.

LIII. DE ÆNEUM MANUS REDIMENDUM.

1. Si quis ad enium admallatus fuerit, forsitan convenit ut illi qui mallatus est manum suam redemat et juratoris donet. Si talis causa est unde legitime DC denarios, qui faciunt solidos XV, debeat, si probatus fuisset, CXX denarios, qui faciunt solidos III, ultimam manum suam redemat.

2. Si plus ad manum redimendam dederit fridus graffione solvatur quantum de causa illa convinctus fuisset, redditurus erat.

3. Si vero causa fuerat qui XXXV solidos, si adprobatus fuisset, poterat culpabilis judicare, et si convenerit ut manu sua redemat, solidos VI donet.

4. Quod si amplius dederit, fridus graffione solvatur quantum de causa, si convinctus fuerit, redditurus erat : sed ad redemptione de manu redimenda, usque ad lieude sic perveniat.

5. Si vero lieude altera alteri reportaverit et eum ad enium mallatus habuerit, et convenit ut juratores donet, manu sua redemat, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, manu sua redemat.

6. Quod si plus aliquid dederit, fredum de ipsa lieude ipsius graffione requiratur.

LIV. DE GRAFFIONE HOCCISO.

1. Si quis graffionem hocciderit, XXIVM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis.

2. Si quis saceborronem et graffionem hocciderit qui puer regius fuerit, CCC solidos culpabilis.

3. Si quis saceborronem ingenuum occiderit, XXIVM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis.

4. Si quis saceborronem in singulis malbergis plus quam tres non debent, et si de causa aliquid de quod ei solvetur factum dixerit, hoc ad graffione non removatur hunde illis securitatem fecerint.

LV. DE CORPORIBUS EXPOLIATIS.

1. Si quis corpus hoccisi hominis, antequam in terra mittatur, in furto expoliaverit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII, culpabilis.

2. Si quis corpus jam sepulto effodierit et expoliaverit, [wargus sit] usque ad die illa quam ille cum parentibus ipsius defuncti conveniant, ut et ipsi pro eo rogare debeant ut ei inter omnes liceat haccedere, et quis, antequam componat aut panem aut hospitalem dederit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis.

3. Tamen auctor sceleris qui admisisse probantur aut fodisse, debet VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis.

LVI. [DE EO QUI AD MALLUM VENIRE CONTEMPSERIT.]

Si quis ad mallum venire contempserit, aut quod ei a rationeburies judicatum fuerit adimplere distulerit, si nec de conpositione, nec de

eneo, nec de ulla lege fidem facere voluerit, tunc ad regis præsentia eum mannire debet, et ibi duodecim testes per singulas vices III jurati dicant quod ibidem fuissent hubi rationeburies judicaverant, aut ad enium ambulaverit, aut fidem de conpositione fecerit et ille dispexerit. Iterum alii tres jurarent quod ibidem fuissent illa die quando rationeburies judicaverunt, aut de lege aut per conpositione se diceret, hoc est de illa die in XL noctes in mallo iterum violenter allegaverit (*leg.* solem collocaverit), et nullatenus legem voluit implere. Tunc eum debet mannire ante regem, hoc est in noctes XIV, et tres testimonia jurare debent quod eum mannisset, et si nec tunc venerit, VIII testimonia qui ibi fuerunt hubi culcat solem tunc ei ista omnia invenerit sic eum admallat et ille admallatus ad nullum placitum venire noluerit; tunc rex ad eum qui mannitus est eum extra sermone suo ponat; tunc ipse culpabilis et omnes res suas erunt, et qui eum aut paverit aut hospitalem collegerit, sibi uxore sua propria, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis, donec omnia qui ei legibus inputatur modis omnibus componat.

LVII. DE RATIONEBURIES.

1. Si rationeburies in mallum resedentis, dum causas inter duos discutent, legem noluerint dicere, debes eis dicere ab illo qui causa prosequitur : « Hic ego vos tangane ut legem dicatis secundum lege Salica. » Quod ille noluerint, VII de illis rationeburies, collegato sole, III solidos solvant.

2. Quod si nec legem dicere noluerint, nec III solidos fidem facere, tunc solem illius collegatus, hoc est [DC] denarios [qui faciunt] solidos [XV] culpabilis.

3. Si vero ille rationeburiæ sunt et non secundum legem judicaverunt ei quem contra sententia addiderunt, causa sua agat; et si eis potuerit adprobare quod non secundum legem judicaverunt, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabiles.

LVIII. DE THEUNETRUDA.

Si quis hominem hocciderit et totam facultatem non habuerit hunde

tota lege impleat, XII juratores donet quod nec super terra neque subtus terra qui de facultate non habeat quam donavit, et postea debet in casa intrare et de quatuor angulos terræ in pugno colligere, et sic postea in duropelle, hoc est in limitare, stare debet et [intus] casa hac plansside sinistro (*leg.* aspicere, et sic de sinistra) manu de illa terra transe escapulas (*leg.* trans scapulas) jactare super illo quem proximiore habet parente. Quod si tam (*leg.* jam) pro illo et mater et frater persolverunt, tunc super sororem matris aut super suos filios debet illa terra jactare. Quod si ille non fuerit, de illa terra jactata, id est super tres de generationem patris qui proximiores sunt; et sic postea in camisa discinctus, discalciatus, palo in manu sibi psallire debet ut pro mediætate quantum de conpositionem, id est ut quantum lex addicat, ille III solidos solvant, et ille alii qui de paterno[1] [generatione veniunt facere debent. Si vero de illis quicumque proximior fuerit ut non habeat unde integrum debitum solvat, quicumque de illis plus habet, iterum super illum chrenecruda ille qui pauperior est jactet, ut ille tota lege solvat. Quam si vero nec ipse habuerit unde tota persolvat, tunc illum qui homicidium fecit, qui eum sub fidem habuit in mallo præsentare debent, et sic postea per quattuor mallos ad suam fidem tollant. Et si eum in conpositione nullus ad fidem tullerunt, hoc est ut redimant de quo domino persolvit, tunc de sua vita conponat].

LIX. DE ALODIS.

1. Si quis mortuus fuerit et filios non dimiserit, si mater sua superfuerit, ipsa in hereditate succedat.

2. Si mater non fuerit et fratrem aut sororem dimiserit, ipse in hereditatem succedat.

3. Si isti non fuerint, tunc soror matris in hereditate succedat.

4. Et si (*leg.* sic) de illis generationibus quicunque fuerit proximior, ipse in hereditate succedat.

5. De terra vero nulla in muliere portio hereditas est, sed in virili sexu qui fratres fuerint totam terram pertineant.

[1] Le reste de ce titre manquant dans le manuscrit, je l'ai suppléé avec le secours du manuscrit 4404.

LX. DE EO QUI [SE DE] SUA PARENTELA TOLLERE VOLUERIT.

1. In mallum ante thunzinum ambulare debet, quatuor fustos salicinos super caput suum frangere debet, et illos in quatuor partes in mallo jactare debet, et ibi dicere quod si juramento et hereditatem de tota regione illorum tollat.

2. Et sic postea si aliqui de suis parentibus aut moriatur aut hoccidatur, nullam ab illum nec conpositio nec hereditas pertineat.

3. Si vero illi aut moriatur aut hoccidatur, compositio ad fisco perveniat.

LXI. DE CAROEN.

1. Si quis alteri de manu per virtutem aliquid tulerit desuper, illam rem in caput reddat, et ille MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis.

2. Si vero quicunque desuper hominem in tertia manu miserit et ei per virtutem tulerit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis.

LXII. DE CONPOSICIO HOMICIDIUM.

Si cujuscunque pater hoccisus fuerit, conpositionem homicidii mediætatem filii collegant; alia mediætate parentes propinqui qui sunt, ad se recollegant vel inter se dividant.

LXIII. DE HOMINE IN OSTE HOCCISO.

1. Si quis hominem ingenuum in oste hocciderit cui fuerit adprobatum, XXIV M denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis.

2. Si quis in truste dominica qui hoccisus fuerit, MDCCCC denarios, qui faciunt solidos LXX culpabilis.

LXIV. DE HERBURGIUM.

1. Si quis alteri herburgium clamaverit, hoc est strioportio, aut illum quia æneum portat ubi strias concinunt, et non potuerit adprobare, MCC denarios, qui faciunt solidos XX, culpabilis.

2. Si quis mulierem striam clamaverit et non potuerit adprobare, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX[1], culpabilis.

LXV. DE CABALLUM EXTRA CONSILIUM DOMINI SUI DECOTATUM.

1. Si quis caballum mortuum extra consilium domini sui decotaverit, et interrogatus confessus fuerit, caballum in simblum reddat.

2. Si vero contra voluntatem domini sui decotaverit et ei fuerit adprobatum, exceptis capitale et dilatura, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis.

[1] On voit aisément que le chiffre de XX sous, dans le § précédent, est une erreur; mais je n'ai pas dû le corriger, d'après la remarque que j'ai faite, page 5. Il suffit de rappeler qu'il fallait quarante deniers pour faire un sou, et que, par conséquent, toute disposition qui ne présente pas cette concordance contient une erreur de copiste, soit dans les deniers, soit dans les sous.

TROISIÈME TEXTE.

MANUSCRIT 4403^{b} (ANCIEN FONDS) ET 252, F. 9 (FONDS NOTRE-DAME).

Les manuscrits 4403^{b} (ancien fonds) et 252, F. 9 (fonds Notre-Dame), d'après lesquels je donne ce troisième texte, ont été décrits dans ma préface sous les n°s II et XXVIII; ils sont presque identiques, ou du moins ils ne présentent que de faibles différences, telles qu'on en trouve ordinairement dans des manuscrits du même document.

Ils ont de commun avec le 65 (suppl. lat.), dont j'ai fait usage pour le second texte, qu'ils consistent uniquement en soixante-cinq titres commençant à *de mannire*$_{4}$ et finissant à *de caballo mortuo excorticato*.

Mais j'ai déjà fait remarquer, pages 35 et 36, que ces deux manuscrits contenaient des interpolations, ou, si on veut, des corrections et des additions qui ne permettaient pas de les considérer, dans leur forme actuelle du moins, comme étant d'une rédaction aussi ancienne que celle du manuscrit 65.

Lorsqu'on les compare avec la *Lex emendata*, on ne peut méconnaître à quel point ils lui ressemblent. Je serais porté à croire que les rédacteurs de celle-ci ont consulté des textes semblables à ceux de nos deux manuscrits. La seule différence consiste dans le nombre des titres, les rédacteurs de la *lex emendata* ayant, avec raison, placé sous des numéros et des rubriques spéciales, certaines dispositions que les rédacteurs de nos deux manuscrits s'étaient bornés à interpoler ou à ajouter dans les titres anciens.

Je ne saurais donc adopter l'opinion de M. Pertz, dans le VIIe volume de l'*Archiv de Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, qui considère les textes des deux manuscrits 4403^{b} et 252, F. 9 (fonds N. D.) commereprésentant une rédaction primitive. J'oserai en appeler à lui-même d'une opinion qu'il a émise peut-être sur une collation trop rapide. Je suis persuadé qu'une lecture plus attentive de ces deux manuscrits, et la comparaison qu'il en fera, tant avec les textes des manuscrits 4404 (ancien fonds) et 65 (suppl. lat.), qu'avec la *Lex emendata*, le portera à accéder à mon sentiment.

La question, au surplus, n'est pas d'une grande importance; l'objet de mon travail étant de reproduire intégralement les textes des manuscrits qui n'avaient pas encore été publiés, si quelques savants n'admettent pas ma classification, ils seront parfaitement libres d'en faire une autre, lorsqu'ils voudront consulter et comparer les textes.

Une fois ma résolution prise de donner le troisième rang aux manuscrits 4403 b et 252, F. 9 (fonds N. D.), il ne s'agissait plus que de choisir celui qui servirait de texte principal, auquel seraient rattachées les variantes fournies par l'autre.

Après les avoir exactement comparés, j'ai reconnu que le manuscrit 252, F. 9 (fonds N. D.), contenait un plus grand nombre de gloses malbergiques que le manuscrit 4403 b (ancien fonds); que les sommes de compositions y étaient exprimées en deniers et en sous, tandis qu'elles ne sont exprimées qu'en sous dans le second.

Sous ce double rapport général, le 252 m'a paru le plus étendu, et je lui ai donné la préférence.

J'ai recueilli les variantes que me fournissait le manuscrit 4403 b. Cependant j'ai cru qu'il y avait une juste mesure à garder: chaque fois que les variantes ne consistaient que dans une différence d'orthographe, telle que redoublement ou mutations de lettres indifférentes pour le sens, à plus forte raison lorsqu'elles venaient de fautes évidentes du copiste, je n'ai pas cru devoir m'en occuper.

Je n'ai point indiqué non plus les différences qui résultent de ce que le manuscrit 4403 b n'énonce jamais les compositions qu'en sous; il suffit d'en avoir donné l'avertissement une fois pour toutes.

Je dois encore faire une observation générale : j'ai reconnu que quelquefois le manuscrit 4403 b contenait des paragraphes omis dans le manuscrit 252, qui m'a servi à former le texte principal. J'ai cru bien faire en les y intercalant, mais entre crochets et avec des notes indicatives du manuscrit qui me les a fournis.

On ne peut dire que le manuscrit 252, F. 9 (fonds N. D.) ait été entièrement inconnu des anciens éditeurs français de la loi Salique. Ainsi qu'on l'a vu dans la préface, il avait appartenu à Antoine Loisel dont il porte le nom. François Pithou l'avait certainement sous les yeux lorsqu'il a écrit des notes sur un exemplaire de l'édition de la loi Salique publiée par du Tillet, exemplaire dont Baluze, tome II, col. 1047, déclare avoir fait usage; et en effet ce savant donne,

dans les colonnes 1049 et 1050, des variantes du *Codex Oisellianus ex notis Fr. Pithœi.*

Bignon l'a connu aussi, comme le prouvent ses notes 6 et 7 sur le titre XIX de la *Lex emendata*, et surtout une très-longue variante qu'on trouve page 182 de son édition, à l'occasion de l'édit de Chlotaire, *Decretum est quia, etc.* cette variante est effectivement dans notre manuscrit 252, F. 9 (fonds N. D.).

Mais l'examen qu'en firent ces deux savants a dû être bien superficiel. S'ils se fussent livrés à une collation exacte et complète, il est impossible qu'ils ne se fussent pas aperçus que, nonobstant la grande ressemblance de ce texte avec la *Lex emendata*, seul objet de leurs travaux, les numéros des titres, leur nombre, le placement d'un assez grand nombre de dispositions dans le manuscrit de Loisel, fournissent des variantes bien plus nombreuses que celles qu'ils ont données.

Quant au manuscrit 4403 b, quoiqu'il soit possible que Baluze l'ait connu, je ne peux aussi bien établir quel usage il en a fait, ni reconnaître si du Tillet, Pithou et Bignon l'ont consulté.

[LEX SALICA.][1]

I. DE MANNIRE.

1. Si quis ad mallum legibus dominicis mannitus fuerit[a], si eum sunnis non detenuerit[b], DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Ille vero qui alium[c] mannit, si non venerit et[d] eum sunnis non detenuerit quem mannivit, similiter solidos XV culpabilis judicetur.

3. Et ille qui alium mannit cum testibus ad domum illius ambulare debet[e], aut uxorem illius, aut quemcumque de familia illius appellat, ut ei faciat notum quomodo ab illo manitus est.

[a] Add. *et non venerit.* — [b] *tenuerit*, hic et infra. — [c] *eum.* — [d] *si.* — [e] Add. *et sic eum mannire debet.*

[1] Ce titre, que j'ai inscrit de mon chef, n'est point dans les deux manuscrits; mais le 252, F. 9 (F. N. D.) porte avant la table des rubriques *incipiant capitoli in lege salicæ*, et le 4403 b, *incipit pactus salicæ legis.* Je renvoie le lecteur à ce que j'ai dit page 3, note 1, sur le système orthographique dont je fais usage.

4. Nam si in dominica ambaxia[a] fuerit occupatus, manire non potest.

5. Si vero infra pago in sua ratione fuerit, potest manire sicut superius diximus.

II. DE FURTIS PORCORUM.

1. Si quis porcellum lactantem furaverit de chrannæ prima aut demediana, et ei fuerit adprobatum, MALB. *chranalteo lescalti*, hoc est unum *tualepti**, sunt dinarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si[b] vero in tertia chranne fuerit, MALB. *chranchalteo**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis porcellum, de sute furaverit et clavem habuerit, mille DCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

4. Si quis porcellum deintro[c] porcos ipso porcario adtendente furaverit, MALB. *soagnechalt**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis porcellum furaverit qui sine matre vivere possit, MALB. *hinnifiht* sive *tertega**, sunt denarii XL, qui faciunt solido I, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si quis scrofam[d] sobattit in furtum, MALB. *narechalte**, sunt denarii CCLXXX, qui faciunt solidos VIII, culpabilis judicetur.

7. Si quis scropham[e] cum porcellis furaverit, MALB. *facifalc**, DCC denarios, qui faciunt solidos XVII et semissem[f], culpabilis judicetur.

8. Si quis porcum anniculum furaverit, MALB. *inzymis natariæ**, solidos III culpabilis judicetur[1].

9. Si quis porcum bimum furaverit, MALB. *inzymis senio**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

10. Si quis tres porcus aut amplius furaverit usque ad sex capita,

[a] *Ambascia.* — [b] Add. *quis.* — [c] *deinter.* — [d] *scruvam.* — [e] *scrovam.* — [f] *XVII.*

* Ce signe indique que la glose malbergique à laquelle il est attaché ne se trouve point dans le manuscrit 4403 [b]; je l'ai employé pour éviter de fastidieuses répétitions.

[1] Ce paragraphe manque dans le manuscrit 4403 [b].

MALB. *inzymis texaca*[a], sunt dinarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

11. Si vero quinquaginta porci fuerunt involuti, et adhuc aliqui in gregem illum remanserunt, MALB. *sonista*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[1].

12. Si quis tertussum[b] porcellum furaverit usque ad annuculatum, MALB. *drache**, solidos III culpabilis judicetur [excepto capitale et delatura].

13. Si qui post anniculatum furaverit, MALB. *drache**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

14. Si quis verrum furaverit, MALB. *cristau**, sunt denarii DCC, qui faciunt solidos XVII et semissem, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

15. Si quis scropham[c] docariam furaverit, MALB. *radonia**, sunt denarii DCC, qui faciunt solidos XVIII[d], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

16. Si quis maialem sacrivum furaverit, et hoc cum testibus potuerit adprobare quod sacrivus fuisset, MALB. *baragameo amiteotho**, sunt denarii DCC, qui faciunt solidos XVII et semissem, culpabilis judicetur, execepto capitale et delatura.

17. De alio maiale qui sacrivus non fuit, MALB. *bracho bogbagine**, sunt denarii DC, qui faciunt solidòs XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

18. Si quis XXV porcus furaverit ubi amplius in illo grege non fuerint, MALB. *sonista*, sunt denarii MMD, qui [faciunt] solidos LXII et semissem culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

19. Si vero super XXV porci fuerint furati et aliqui ex ipsis remanserint qui non fuerint involati, MALB. *texaca*[e], sunt denarii MCCCC, qui faciunt XXXV solidos, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] *MALB. texeca.* — [b] *tertussem.* — [c] *scrovam.* — [d] *XVII et semissem.* — [e] *texeca*

[1] Ce paragraphe est le dernier du titre dans le manuscrit 4403[b].

III. DE FURTIS ANIMALIUM.

1. Si quis vitulum lactantem furaverit, MALB. *ponderv*[*], CXX **denarios**, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis anniculatum furaverit, [MALB.] *ocsteorci*[*], sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV [culpabilis judicetur], excepto capitale et delatura.

3. Si quis bimum animal furaverit, MALB. *inzymis pondero mala*[*], sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis vacam cum vitulo furaverit, MALB. *pondero*[*], sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto [capitale et delatura].

5. Si quis vacam sine vitulo furaverit, MALB. *maia*[*], MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si quis vacca domita furaverit, MALB. *chanzyn ponderos*[*], sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto [capitale et delatura].

7. Si quis bovem furaverit, MALB. *ocxino*[*], sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8. Si quis taurum furaverit qui illum gregem regit ne[a] unquam junctus fuisset, [MALB.] *aritbcocto*[*], sunt denarii MDCC, qui faciunt solidos LXV[b], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

9. Si taurum bimum furaverit, MALB. *trasile*, solidos XXXV culpabilis judicetur.

10. Si quis taurum furaverit qui de tres villas communes tenuerit vaccas, hoc est *trespellios amitheoto*[c], sunt denarii MDCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

11. Si quis taurum regem furaverit, MALB. *anteotho*[*], sunt denarii MMDC, qui faciunt XC, culpabilis judicetur, excepto capitale et delitura.

12. Si quis XII animalia furaverit ut ne unus exinde remanserit, MALB.

[a] *Nec.* — [b] *XLV.* — [c] *hoc est trespellius.*

sonista, sunt denarii MD, qui faciunt solidos LXIII[a], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

13. Si qui super ipsis XII remanserint aliqui, MALB. *inzymis texaca*[b], solidos LXV[c] culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

14. Si quis vero de pluribus quam de XXV furaverit et aliquid ex ipsis et adhunc remanserint, MALB. *sonista*, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXIII[d], culpabilis judicetur, excepto [capitale et delatura.]

IV. DE FURTIS OVIUM.

1. Si quis agnum furaverit, MALB. *leui*[*], VII[1] denarios, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si anniculatum vel bimum vervicem furaverit, MALB. *inzymis*[*], sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Certe si tres aut amplius furaverit, MALB. *faisseth*[*], denarios MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis XL vervices, aut L, sive LX, aut amplius furaverit, MALB. *sonista*, sunt denarii MM, qui faciunt solidos LXIII[e], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

V. DE FURTIS CAPRARUM.

1. Si quis tres capras furaverit, MALB. *afræ*, sive *lanphebrus mala*, vel *pecti*[*], sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur excepto capitale et delatura.

2. Si vero super tres capras furaverit, MALB. *chene crado*[*], sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, excepto capitale et delatura.

VI. DE FURTIS CANUM.

1. Si quis canem seusium[f] magistrum furaverit, MALB. *troitohen hunne*[*], sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, et capitale et deletura.

[a] *LXII.* — [b] *MALB. texeca.* — [c] *XXXV.* — [d] *LXII et semissem.* — [e] *LXII et semissem.* — [f] *secusium.*

[1] Le manuscrit 4403[b] porte *dinarius ςι*; le stigma y est employé plusieurs fois.

2. Si quis canem acutarium[a] furaverit, MALB. *hunuane**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis canem qui ligamen noverit[b] post solis occasum occiderit, MALB. *rephuo uano**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis pastoralem canem occiserit, MALB. *theofoano**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culp. judicetur, excepto capitale et dilatura.

VII. DE AVIBUS FURATIS.

1. Si quis acceptorem[c] furaverit de arbore, MALB. *orflocla**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

2. Si quis acceptorem de perteca furaverit, MALB. *uueippe ortfocla*, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis acceptorem de intro clavem furaverit repositum, MALB. *ortfocla uuale uanae antedio*, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[1].

4. Si quis spervarium[d] furaverit, MALB. *socelino**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis gallum furaverit, MALB. *cannas uuido**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si qui galinam furaverit, MALB. *solam pinam**, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7. Si quis grugem aut ciceno domesticus furaverit, MALB. *ortfocla**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

8. Si quis anserem aut anedam furaverit domesticam, MALB. *sunt dilino**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

9. [Si quis turturem de rete aliena furaverit, solidos III culpabilis judicetur.][2]

[a] *Agutaricium.* — [b] *legamen non noverit.* — [c] *accipitrem.* — [d] *sparoario.*

[1] Les paragraphes 2 et 3 manquent dans le manuscrit 4403[b].

[2] Ce paragraphe ne se trouve que dans le manuscrit 4403[b].

10. Si quis aucellum de trapa [a] furaverit, MALB. *baofalla* [*], solidos III culpabilis judicetur.

11. Si quis pomarium domesticum deintus curte aut de latus curte capulaverit aut involaverit, solidos III culpabilis judicetur.

12. Si in orto fuerit et ipsum aut capulaverit aut involaverit, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

13. Si quis cultellum furaverit, MALB. *leodarde* [*], sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

VIII. DE APIBUS FURATIS.

1. Si quis unam apem, hoc est unum vasum de intro clavem et sub tecto fuerit [b], MALB. *antedio olephardis* [*], sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

2. Si quis unam apem, hoc est unum vascellum ubi amplius non fuerint, furaverit, causa superius conprehensa convenit observare.

3. Si quis [c] a pluribus usque ad sex furaverit apes foras tectu, MALB. *leodardae* [*], sunt denarii DC, qui faciunt soledos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

4. Si vero septem aut amplius furaverit, et adhuc aliquid remanserit [d], MALB. *antedio texaca olechardis* [e], sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

IX. DE DAMNO IN MESSE SIVE IN ALIQUALIBET CLAUSURA.

1. Si quis animal aut caballum aut quemlibet pecus in messe sua invenerit, pænitus eum vastare non debet.

2. Quod si fecerit et confessus fuerit, capitale in locum restituat; ipsum vero debilem quem percussit ad se recipiat.

3. Si vero negaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *ledard'* [*], sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis animalem aut jumentum [f] in furto puncxerit, MALB. *stallachia* [*], sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] *Trappa.* — [b] *furaverit.* — [c] *vero.* — [d] *aliqui remanserint.* — [e] *antedio texeca.* — [f] *animalem, caballum, adjumentum.*

5. Si quis in messe sua peccora aliena invenerit qui pastore non habent, et eas incluserit, et[a] nulli pænitus innotescat, et aliquid ex ipsis pecoribus perierint, MALB. *texa*[b], sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura[c].

6. Si quis animalem aut quemlibet peccus per suam neglegentiam nocuerit et ipse confessus fuerit, capitale in loco restituat.

7. Si vero negaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodard'**, denarios DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale.

8. Si quis alicujuslibet peccora aut porci ipsum custodientem in messem alienam cucurrerint, et illo negante si ei fuerit adprobatum, MALB. *andesito leodarde* *, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

9. Si vero peccora de damno cujus messe vastaverint et inclusa, aut dum in domo illius minantur si aliquid eas voluerit[d] excuttere vel expellere præsumserint, et ei fuerit adprobatum, MALB. *excoto* *, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

10. Si vero de damno peccora inclausa fuerint, damnum extimatum reddat et insuper X[e] denarios culpabilis judicetur.

11. Si quis vero per inimicitiam aut per superbiam sæpem alienam aperuerit, et in messe sua vel in qualibet labore peccora misserit, si convictus testibus fuerit, damnum exstimatum reddat, insuper denarios MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

X. DE MANCIPIIS FURATIS.

1. Si quis servum aut ancillam alienam furaverit, MALB. *teuxaca*[f], sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si servus aut ancilla cum ipso ingenuo de rebus domini sui aliquid deportaverit, MALB. *theophardo*[g], fur ille, præter quod mancipia restituat, DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis servum alienum [occiderit vel vindiderit, aut ingenuum

[a] *Ut.* — [b] *texeca.* — [c] add. *in loco restituat.* — [d] *aliqui violenter.* — [e] *decc.* — [f] *texeca.* — [g] *teophardo.*

dimiserit][1] MALB. *meotheo*, sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

4. Si quis ancillam alienam furaverit, MALB. *teothexaca*[a], MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

5. Si homo ingenuus servum alienum in texaca[a] secum ducat, aut aliquid cum ipso negotiat, MALB. *teolasina* *, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

6. Si quis ancillam furaverit aut vindiderit valentem solidos XV aut XXV; si portario[b], si fabrum, si venatorem[c], molinario, carpentario vel quemcumque artificem[d], MALB. *theochothexacha ismala texacha chrochro texaca ambotanea*, hec sunt de ministeria, sunt denarii MMDCCC, qui faciunt solidos LXV, culpabilis judicetur, excepto capitale,

7. Si quis puerum aut puellam de ministeri[e] furaverit, MALB. *horogaut oroganía* *, XXV solidos in capite[f] restituat, et insuper MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur[g].

XI. DE FURTIS INGENUORUM VEL EFFRACTURA.

1. Si quis vero ingenuus de foris casa quod valet duos denarios furaverit, MALB. *leodard* *, sunt denarios DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si vero foras casa quod valet denarios XL furaverit, MALB. *texaca*[h], sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. [Si quis ingenuus effractura fecerit et quod valet II denarios furaverit, solidos XXX culpabilis judicetur.][2]

4. Si quis vero ingenuus effracturam fecerit, et quod quinque denarios valet furaverit, MALB. *tantedio* *, sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

5. Si vero clavem effrigerit aut adulteraverit, et sic in domum

[a] *Texeca.* — [b] *porcario.* — [c] *Viniatori.* — [d] *artificem valente solidos* XXV MALB. *texeca solidos* LXV *culp. jud.* — [e] *ministerium.* — [f] *capitalem.* — [g] add. *excepto capitale et delatura.* — [h] *texeca.*

[1] On voit que ces mots avaient été ajoutés au bas de la page du man. 252, F. 9. (F. N. D.), mais la rognure les a coupés; je les donne d'après le manuscrit 4403[b]

[2] Ne se trouve que dans le manuscrit 4403[b].

ingressus fuerit et in furtum aliquid tulerit, MALB. *anorlenet antheodio* *, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XL [a], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si vero nihil tulerit effugiens evadat propter [b] effracturam, tantum MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XII. DE FURTIS SERVORUM ET EFFRACTURA.

1. Si quis servus quod valet duos denarios foras casa furaverit, et ei fuerit adprobatum, aut CXX ictus accipiat, aut CXX denarios [1], qui faciunt solidos III, pro dorso suo culpabilis judicetur.

2. Si quis vero furaverit quod valet XL denarios, aut castretur aut CCXL denarios, qui faciunt solidos VI [c], reddat. Dominus vero servi qui furtum fæcit, capitale in loco restituat.

XIII. DE RAPTO INGENUORUM VEL MULIERUM.

1. Si quis tres homines ingenua puella de casa aut de screona [d] rapuerint, MALB. *antomia* *, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

2. Illi qui super tres fuerint ducentenos denarios, qui faciunt solidos V, unusquisque illorum culpabilis judicetur.

3. Qui cum sagittas fuerint CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

4. Raptor vero MMD denarios, qui faciunt solidos LXIII [e], culpabilis judicetur.

5. Si vero puella ipsa de intro clave aut de screona [f] rapuerit, MALB. *alteofaltheo*, et pretius et causa superius intimata convenit observare.

6. Si vero puella qui trahitur in verbo regis fuerit posita fretus exinde, MMD denarios, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur [g].

7. Si vero puer regius vel litus ingenua femina traxerit, de vita sua conponat.

[a] XLV. — [b] *et fugiens evadat præter.* — [c] ϛ. — [d] *escreona.* — [e] *LXII et semissem.* — [f] *escreonam.* — [g] *fretus exinde solidos LXII et semissem exegatur*

8. Si vero ingenua femina cuicumque de illis sua voluntate secuta fuerit, ingenuitate sua perdat.

9. Si ingenuus ancillam alienam in conjugium præserit, MALB. *bonema* *, cum ea in ipso [a] servitio permaneat.

10. Si quis litam alienam ad conjugium sotiaverit, MALB. *anfamia* *, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

11. Si quis sororis aut fratris filiam, aut certe ulterius gradus consobrinæ, aut certe fratris uxorem, aut avunculis sceleratis nuptiis sibi juncxerit, hanc pœnam subjaceant ut de tale consortio separentur, atque etiam si filiis habuerint, non habeantur legitimi heredes, sed infamiæ sunt nativitate [b].

12. Si vero sponsa aliena tulerit et sibi in conjugium copulaverint, MALB. *anestet* *, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXIII [c], culpablis judicetur.

13. In contra sponsum vero cujus sponsa est, solidos XV culpabilis judicetur.

14. Si quis puella sponsata dructe ducente in via adsallierit, et cum ipsa violenter mœcatus fuerit, MALB. *gaugie altho* *, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XIV. DE SUPERVENTES EXPOLIACIONIBUS.

1. Si quis hominem ingenuum in superventum expoliaverit, MALB. *musido* *, sunt MMD denarii, qui faciunt solidos LXIII, culpabilis judicetur.

2. Si vero Romanus homo Francum expoliaverit, MMD, qui faciunt solidos LXIII [d], culpabilis judicetur.

3. Si vero Francus Romanum expoliaverit, MALB. *musido* *, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4. Si quis hominem qui alicubi migrare disponit, et habet præceptum rege, et habundivet se in mallo publico, et aliquis ei extra ordinationem regis restare [e], aut adsallire præsummit, MALB. *alcata alchatheocus via lacina* *, sunt denarii octo millia, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

[a] *Ipse in.* — [b] *heredes infamis innotati.* — [c] *LXII et semissem.* — [d] *LXII et semissem.* — [e] *testare.*

5. Si quis in villam alienam adsallierit, quanti in eo contubernio vel superventus fuissent probati vel ibidem fuerint, MALB. *turphaldeo* *, sunt denarii MMCCCC, qui faciunt solidos LXIII [a], culpabilis judicetur.

6. Si quis villam alienam adsallierit, et ibidem ostia fregerit, canes occiderit vel homines plagaverit, aut in carro aliquid exinde duxerit, MALB. *turpephaldeo* *, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

7. Quicquid [b] ibidem preserit in loco restituat, quanto in eo contubernio vel supervenientes fuisse probantur, MMD denarios, qui faciunt solidos LXIII [c], culpabilis judicetur.

8. Si quis hominem mortuum antequam in terra mitatur in furtum expoliaverit, MALB. *chreu musido* *, sunt denarii IVM, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

9. Si quis hominem mortuum effoderit vel expoliaverit, MALB. *tornechallis* sive *odocarina* *, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

10. Si quis hominem dormientem in furtum expoliaverit, MALB. *freomundo* *, sunt denarii IVM, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XV. DE EO QUI UXOREM ALIENAM TULLERIT VIVO MARITO.

1. Si quis uxorem alienam tullerit vivo marito, MALB. *abtiga* *, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si quis cum ingenua puella per virtutem mœchatus fuerit, MALB. *uueruanathe* *, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semisem, culpabilis judicetur [1].

3. Si quis ingenuam puellam sponsatam, voluntatem [d] amborum convenientibus, in occultum moêchati fuerint, MALB. *fredolasio* *, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

[a] *LXII et semissem.* — [b] *excepto quicquid.* — [c] *LXII et semissem quisquis illoram.* — [d] *spontanea voluntate.*

[1] Ces deux paragraphes manquent ici dans le manuscrit 4403 [b]; mais il les place en tête du titre XXXI.

XVI. DE INCENDIIS.

1. Si quis casam quamlibet super homines dormientes incenderit, MALB. *seolando et uas haldem pa* *, cui causa [a] est solidos LXII et semissem, conponat, et quam [b] intus fuerint mallare debent, de *seolandeua* [c] et contra unumquemque, solidos LXII et semissem, *leode seolande fadisco landefa* *, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur [d]. Et cui casa est solidos XLIII et semissem culpabilis judicetur.

2. Si quis spicarum aut maufolum [e] cum annona incenderit, MALB. *leodeua* *, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

3. Si quis sutem cum porcus, scuriam cum animalibus vel fenilem incenderit, MALB. *leodeba* *, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

4. Si quis sepem alienam aut concisam incenderit, MALB. *bila* *, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

5. Si capulaverit, MALB. *biabigo* *, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XVII. DE VULNERIBUS.

1. Si quis alterum volens occidere et colpos præterfallierit, MALB. *seolando efa* *, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum de sagita toxicata percuttere vult et colpos præterfallierit, MALB. *seolandefa* *, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

3. Si quis hominem ita plagaverit in caput, et sanguis ad terra cadit, MALB. *leodard' chesfrido* *, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis hominem ita plagaverit in capud ut exinde tres ossa exierint, MALB. *inanbina ambilicæ* *, sunt dinarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

[a] *Casa.* — [b] *quanti.* — [c] deest in 4403[b]. — [d] *contra unumquemque sol. LXII et sem. conponat* (suprascriptum *culp. jud.* *et si aliqui intus arserint sol. CC culp. jud. et cui, etc.* — [e] *espicarios aut maolum.*

5. Si quis hominem ita plagaverit in caput ut cerebrum exierit[a], MALB. *andeafen*, solidos XLV culpabilis judicetur.

6. Si vero inter costas ita vulnus intraverit ut usque ad intrania perveniat, MALB. *geisofredo**, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

7. Si vero plaga ipsa semper currit et ad sanitatem non pervenerit, MALB. *freobleto**, solidos LXII et semissem culpabilis judicetur, et in medicaturas solidos VIIII[b].

8. Si quis ingenuus ingenuum de fuste percusserit et sanguis non exeat, usque ad tres colpos semper pro uno icto tres solidos solvat et MALB. *uueam adepaltheo**.

9. Si vero sanguis exierit, talem culpam conponat, quantum si eum de ferramentum vulnerasset, hoc est DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

10. Si vero clauso policæ tres[c] alius alio percusserit, MALB. *uualdphalt**, sunt denarii CCCLX, qui faciunt solidos IX, ita ut per singulos ictos tres solidos solvat.

11. Si quis alius alium[d] adsallierit et expoliare temptaverit, et ei per fugam evaserit, MALB. *nurdo*, solidos LXII et semissem.

12. Si vero eum raubaverit[e], MALB. *harauuano*, solidos XXX [culpabilis judicetur].

XVIII. DE EUM QUI HOMINEM INNOCENTEM ABSENTEM ILLUM AD REGEM ACCUSAT[f].

Si quis hominem innocentem absentem illum ad regem accusat, MALB. *seulandeba**, solidos LXIII[g] culpabilis judicetur.

XIX. DE MALEFICIIS VEL HERBIS.

1. Si quis alteri herbis dederit ut moriatur, MALB. *trouuerpo**, solidos CC culpabilis judicetur.

2. Si quis alteri maleficium fecerit et qui eum præsit exinde evaserit[h], MALB. *trouuer** solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.

[a] *Appareat et trea ossa desuper cerebrum exierint.* — [b] *ϛIII.* — [c] *polace ter.* — [d] *alius alio in via.* — [e] *capuerit.* — [f] DE INNOCENTIBUS. — [g] *LXII et semissem.* — [h] *alteri herbas dederit bibere vel maleficia fecerit ut evaserit.*

3. [Si quis mulier altera mulieri maleficium fecerit unde infantes non potuerit habere, solidos LXIII culpabilis judicetur.][1]

XX. DE MANU VEL BRACHIO MULIERUM STRINGENDUM[a].

1. Si quis homo ingenuus mulierem ingenua vel qualibet feminam digitum vel manum strinxerit[b], MALB. *chamno**, solidos XV.

2. Si brachium strinxerit, MALB. *chamin*, solidos XXX.

3. Si super cubitum manu miserit, MALB. *milicharde*, solidos XXXV.

4. Si quis mamillam mulierem strinxerit aut sciderit quod sanguis egressus fuerit de bructe[c], solidos XLV culpabilis judicetur.

XXI. DE NAVIBUS FURATIS.

1. Si quis extra consilium domini sui navem alienam movere præsumpserit et cum ea flumen transgressus fuerit, MALB. *femire**, solidos III culpabilis judicetur.

2. Si vero ipsa nave in furtum præserit, MALB. *flemere**, solidos XV.

3. Si quis vel asco[d] de intro clavem furaverit, MALB. *constasco**, XXXV solidos culpabilis judicetur.

4. Si quis arca[e] intro clave repositum et in suspenso pro studium positum furaverit, MALB. *chamciosco**, solidos XLV culpabilis judicetur.

XXII. DE FURTIS IN MOLINO CONMISSIS.

1. Si quis ingenuus in molino anona[f] furaverit, MALB. *anthedio**, solidos XV ipsi molinario cui molinus est, similiter alius XV cui annona furaverit [excepto capitale et delatura].

2. Si ferramento ibidem furaverit, MALB. *anthedio**, solidos XLV.

3. Si quis sclusam de farinario ruperit, [MALB.] *urbis via lazyna**, solidos LXV[g] culpabilis judicetur.

XXIII. DE CABALLO EXTRA [CONSILIUM] DOMINI SUI ASCENSUM.

Si quis caballum alienum extra consilium domini sui ascenderit et

[a] *De manu stringenda.* — [b] *Si quis mulierem ingenuam aut feminam digitum strinxerit.* — [c] *Si quis mulierem mamellam capulaverit.* — [d] *Si quis navem vel asco.* — [e] *asco.* — [f] *Si quis in molino alieno annona.* — [g] XV.

[1] Ne se trouve que dans le manuscrit 4403 b.

eum caballicaverit, MALB. *rosidio* *, solidos XV, quando discendit alius XV, culpabilis judicetur.

XXIV. DE HOMICIDIIS PARVOLORUM VEL MULIERUM.

1. Si quis puerum infra XII annos[a] occiserit, MALB. *chrascaro* *, solidos DC culpabilis judicetur.

2. Si quis puerum crinitum sine consilio parentum[b] suorum totunderit[1], MALB. *chascaro* *, solidos LXII culpabilis judicetur.

3. Si vero puella tutunderit, MALB. *theoycata* *, solidos XV.

4. Si quis puero crinito occiderit, solidos DC culpabilis judicetur[2].

5. Si vero puer infra XII annos aliqua culpa conmiserit, freda exinde non requiratur[3].

6. Si quis feminam gravidam interfecerit[c], MALB. *annouuano* *, solidos CCC culpabilis judicetur.

7. Si quis infantem in ventrem matris suæ occiserit aut antequam nomen habuerit infra novem noctibus, MALB. *annouuado* *, solidos C culpabilis judicetur.

8. Si quis puellam ingenuam antequam infantes habere possit occiderit, MALB. *hismala* *, solidos CC culpabilis judicetur.

9. Si postquam infantes cœperit habere occiderit, DC solidos culpabilis judicetur.

10. Si post media ætate, hoc est postquam infantes non potest habere, MALB. *leodinia* *, solidos CC culpabilis judicetur.

XXV. DE ADULTERIIS ANCILLARUM[3].

1. Si quis cum ancilla aliena mœchatus fuerit, MALB. *theolasina uertico* *, solidos XV.

2. Si vero regis est[d], solidos XXX.

[a] *Infra annis usque ad duodecimum plenum.* — [b] *patre.* — [c] *interfecerit et mortua fuerit sol.* DCC *culp. jud.* — [d] *Si vero cum rege ancillam mœchatus fuerit.*

[1] Le manuscrit 4403[b] ajoute, *aut puellam totunderit, sol.* XLV *culp. jud.* et en conséquence omet le § suivant.

[2] Ne se trouve que dans le manuscrit 4403[b].

[3] Ce paragraphe est à la fin du titre dans le manuscrit 4403[b].

3. Si servus cum ancilla mœchatus fuerit, et ex hoc crimine ipsa mortua fuerit, aut castretur aut solidos VI solvat. Dominus vero servi capitale in loco restituat.

4. Si vero mortua non fuerit, MALB. *bathmonio*, solidos III culpabilis judicetur[a].

5. Si servus ancillam alienam extra voluntate domini sui sibi conjugium copulaverit, MALB. *anthamo**, solidos III.

6. Si quis Francus cum ancilla aliena sibi in publice junxerit, ipse cum ea in servitio permaneat.

XXVI. DE LIBERTIS DIMISSIS.

1. Si quis litum alienum qui apud dominum in hoste fuerit, extra consilium domini sui, ante regem per denarium ingenuum dimiserit, MALB. *malthochiado freoledo**, solidos C [culpabilis judicetur]. Res vero ipsius lito legitime[b] reformentur.

2. Si servum per denarium ante regem ingenuum dimiserit, MALB. *malthochiado moetheo*, solidos XXXV culpabilis judicetur, et capitale domino vero servi in loco restituat. Res vero ipsius servi proprius dominus recipiat.

XXVII. DE FURTIS DIVERSIS.

1. Si quis tintinno de porcina aliena furaverit, MALB. *leod**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis vero de pecoribus tintinno furaverit [solidos III, culpabilis judicetur][1].

3. Si quis schillam[c] de caballo furaverit, MALB. *campania**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis pedica de caballo furaverit, MALB. *leod**, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

5. Si qui caballi ipsi perierint ipsus in caput restituat.

6. Si quis messem aliena in furtum aut inripaverit aut mederit[d],

[a] *Si vero ancilla ex hoc mortua non fuerit, servus ipse aut CXX ictus accipiat, aut sol. III domine ancille cogatur exsolvere.* — [b] *legitimo domino.* — [c] *eschillam.* — [d] *aut repascerit aut meteret.*

[1] J'ai ajouté ces mots d'après le manuscrit 4403[b], le 252 étant rogné en cet endroit.

MALB. *leodard'**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

7. Si quis hortum alienum furaverit vel in furtum ingressus fuerit[a], MALB *leod'**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

8. Si quis inmetus[b] de pomario aut de pomario[c] deruperit, MALB. *leod'**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

9. Si vero in horto fuerint, MALB. *horto pondo**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

10. Si quis pomarium aut perarium excervicaverit, MALB. *leodarde**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

11. [Si in orto fuerint, solidos XV culpabilis judicetur.] [1]

12. [Si quis in vinea (*suprascriptum* in navina), in favaria, in pisaria, in lenticolaria, vel in his similibus in furtum intraverit, solidos III culpabilis judicetur.] [2]

13. Si quis de campo alieno lino aliquid furaverit, et hoc aut in carro aut in caballo portaverit, MALB. *leod'**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

14. Si vero tantum præserit quantum in dorso suo portaverit, MALB. *leod'**, sunt dinarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

15. Si quis in agrum alienum arborem insertum exciderit, MALB. *orthobano**, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

16. [Si quis campum alienum araverit vel seminaverit, solidos XLV culpabilis judicetur.] [3]

17. Si quis campum alienum araverit aut[d] non seminaverit, MALB. *leod'**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

18. Si quis aratro de campo alieno ante ostaverit, aut jactaverit, aut testaverit, MALB. *auuerphe**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[a] *Si quis in ortum alienum in furtum ingressus fuerit.* — [b] *Si in potus.* — [c] *perario* — [d] *et.*

[1] Ne se trouve que dans le manuscrit 4403 [b].

[2] Ne se trouve que dans le manuscrit 4403 [b].

[3] Même observation.

19. Si quis pratum alienum secaverit ope[a] sua perdat, insuper et solidos XV culpabilis judicetur, et si exinde fænum ille ad domum suam in carro duxerit et discarcaverit, MALB. *leod'**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

20. Si vero tantum tantum præserit quantum in dorso suo portaverit, MALB. *leod'**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

21. Si quis vineam alienam in furtum vendemiaverit, MALB. *leod'**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur; et si exinde vinum in carro ad domum suam adduxerit[b], MALB. *leod'**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

22. De messibus vero similiter observandum est.

23. Si quis vero clausuram alienam deruperit MALB. *orbis via latina**, solidos [XV] culpabilis judicetur.

24. Si quis in silva materium alienum incenderit aut capulaverit, MALB. *leod'**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

25. Si quis materium, ex una parte, dolatum furaverit, MALB. *leod'**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

26. Si quis retem anguilaritiam furaverit de fluvio, MALB. *obduplo**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

27. Si quis statuam aut tramaculam aut verticulum[c] de fluvio furaverit, MALB. *nasde**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

28. Si quis screonam[d] qui clavem habet effregerit, MALB. *stronis anthedio**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur. Et si exinde nihil tulerit, MALB. *leod'**, pro sola effractura, solidos XV culpabilis judicetur.

29. Si quis escreonam sine clave effregerit, MALB. *obdo**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

30. Si quis cum servo alieno sine consilio domini sui aliquid negociaverit, MALB. *theolasina**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[a] *Opera.* — [b] *et discargaverit.* — [c] *staduam aut tremaculam aut vertevolum.* — [d] *escreonam.*

31. Si quis mulierem brachilem[a] furaverit, MALB. *subto**, sunt CXX denarii, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

32. Si quis casam alienam sine consilium domini sui traxerit, MALB. *alachiscido**, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur

33. Si quis in silvam fustem signaverit et non capulaverit, si vero post anno quod fuerit signatus qui eum preserit nullam habeat culpam et si infra annum ipso capulaverit, MALB. *leod**, solidos III culpabilis judicetur.

XXVIII. DE LOCATIONIBUS[b].

1. Si quis in furtum alique ælocare voluerit, et non fecerit[c], ut hominem interficiat et pretium ab hoc acciperit, et non fecerit, cui fuerit adprobatum, MALB. *seulandefa**, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

2. Si quis in furtum elocatum pretium acceptum hominem occidere voluerit, et non fecerit, MALB. *seulandefa**, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

3. Si vero post tertia elocatione ipsa transmissa fuerit, MMD qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabiles judicentur. Illorum culpabilis judicetur quisque accipiens sic dans[d].

XXIX. DE DEBILITATIBUS[e].

1. Si quis alteri manum aut pedem vel oculum ejecerit aut auriculam vel nasum amputaverit, MALB. *secti**, sunt denarii IVM, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

2. Si vero manu capulaverit et ipsa manca super eum pependerit, MALB. *chaminis**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur

3. Et si ipsa manus perexcisa[f] fuerit, MALB. *secthe*, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

4. Si quis pulcare[g] de manu vel pede excusserit, MALB. *athlatam**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt XLV, culpabilis judicetur.

[a] *Bracile.* — [b] ELOCATIONIBUS. — [c] *et non fecerit* desunt. — [d] *culp. jud. sic dans, portans, quisque illorum culpabilis judicetur.* — [e] DEBILITATIONIBUS. — [f] *perexcussa.* — [g] *polecare.*

5. Si vero ipse policis[a] mancatis pependerit, MALB. *ablatam chaminis**, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

6. Secundum vero digitum unde sagittatur sagitta excusserit, MALB. *ablatam biorotro**, sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

7. Sequentes vero digitos, id est tres, si pariter in uno hictu excusserit, MALB. *chaminis**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

8. Et si unum medianum excusserit, MALB. *daphanu**, solidos XV culpabilis judicetur.

9. Si vero quattuor digitos[b] excusserit, MALB. *melachano*, solidos XV culpabilis judicetur.

10. Si vero minimus digitus excusserit, MALB. *mineclino**, solidos XV culpabilis judicetur.

11. Si vero pedes capulatus fuerit et ibidem mancatus fuerit[c], [MALB.] *chuldeclina chamina**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

12. Si vero pedes excusserit[d], MALB. *childeclina sictae**, sunt denarii [MMD], qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

13. Si quis alterum oculum quis evellerit, MALB. *inchabina**, solidos LXII et semissem culpâbilis judicetur.

14. Si nasum exciserit[e], MALB. *frasito**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

15. Si auriculam excusserit, MALB. *chanodeora**, solidos XV, culpabilis judicetur.

16. Si linguam alteri capulaverit et[f] loqui non possit, MALB. *achaltea*, solidos C culpabilis judicetur.

17. Si quis dentem[g] excusserit, MALB. *laclabiam**, solidos XV culpabilis judicetur.

18. Si quis hominem castraverit ingenuum, aut viriculam[h] suam transcapulaverit unde mancus sit, MALB. *uuirodarde**, solidos C culpabilis judicetur.

[a] *Polacis.* — [b] *quarto digito.* — [c] *tunnerit.* — [d] *Si vero ipse pedis excussus fuerit.* — [e] *excusserit.* — [f] *ut.* — [g] *dentem alienam.* — [h] *virculam.*

19. Si vero ad integrum tulerit, MALB. *alatharde**, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XXX. DE CONVITIIS.

1. Si quis alterum cinitum[a] clamaverit, MALB. *quinthac**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum concagatum clamaverit, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

3. Si quis alterum vulpicula[b] clamaverit, CXX denarius, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

4. Si quis alterum leporem clamaverit, CCXL denarios, qui faciunt solidos VI, culpabilis judicetur.

5. Si quis alterum putaverit[c] quod scutum[d] suum jactasset, et non potuerit adprobare, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

6. Si quis alterum delatorem clamaverit, et non potuerit adprobare, MALB. *leod**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXI. DE VIA LAZINA.

1. Si quis baronem de via sua ostaverit aut inpinxerit, MALB. *via lazina**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si vero mulierem ingenuam[e] de via sua hostaverit aut inpinxerit, MALB. *orbis via lazina**, sunt denarios MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3. Si via quod ad farinario vadit cluserit, MALB. *urbis via lacina**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[XXXII. DE LIGAMINIBUS INGENUORUM.][1]

1. Si quis hominem ingenuum ligaverit sine causa, MALB. *andreiphus**, sunt MCC [denarii], qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

[a] *Centum.* — [b] *vulpe.* — [c] *alteri inputaverit.* — [d] *escutum.* — [e] Add. *aut puellam.*

[1] Cette rubrique n'est point dans le manuscrit 252, F. 9 (F. N. D.). Voir la note 1 de la page suivante.

2. Si vero ipsum ligatum aliqua parte duxerit, MALB. *andreiphus**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3. Si vero Romanus Franco sine causa ligaverit, MMCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4. Si vero Francus Romano sine causa ligaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

5. Si quis ligatum, aut per superbiam, aut per virtutem, ad graphionem[a] tulerit, MALB. *mitophorasta**, de vita sua redimat[b].

XXXIII. DE VENATIONIBUS [1].

1. Si quis de diversis venationibus, de apibus, de piscibus furatis, quam legem et de venationibus avim[c] et de piscationibus convenit observare.

2. Si quis cervum domesticum signum habentem furaverit aut occiderit, quia de[d] venatione mansuetus est, et hoc cum testibus potuerit adprobare, quod eum dominus suus in venationem habuisset et cum ipso duas aut tres feras occississet, MALB. *trouuido**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3. Si vero alium cervum qui in venatione adhuc non fuerit domesticum occiserit aut involaverit, MALB. *uuisnovida**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV[e], culpabilis judicetur.

4. [Si quis alium cervum quem canes moverint vel adlassaverint, solidos XV culpabilis judicetur.] [2]

5. Si quis aprum lassum quem canes vomerunt[f] occiderit, MALB. *harvassina*, sunt DC denarii, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXIV. DE SEPIBUS.

1. Si quis tres virgas unde sepis superligatur, et unde sæpis conti-

[a] *Agarafionem.* — [b] *conponat.* — [c] *arium.* — [d] *qui ad.* — [e] XXXV. — [f] *moverunt.*

[1] Le manuscrit 252, ayant omis de donner un numéro et une rubrique au titre précédent, porte XXXII, et ainsi de suite jusqu'à XL; mais, à compter de XLI, il reprend l'ordre véritable. Je n'ai pas hésité à faire la rectification, qui, du reste, est indiquée par le manuscrit 4403 B.

[2] Ne se trouve que dans le manuscrit 4403 B.

netur retortas capulaverit, aut tres cambortus[a] excervicaverit, MALB. *leod'**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis sepem conscisam aliæna arserit, MALB. *bila**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis per alienam messem postquam ligaverit[b], herpicem traxerit, aut cum carro sine via transierit, MALB. *leod'**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

4. Si quis per aliam messem jam spalmitata[c] sine via cum carro transierit, MALB. *leod'**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

5. Si quis per male ingenium in curte alterius, aut in casam vel ubi et ubi miserit aliquid de furtum, hoc est nesciente domino cui curtis est, et ibidem inventum fuerit, MALB. *festibero**, sunt denarii MMDC, qui faciunt solidos LII[d], culpabilis judicetur.

XXXV. DE HOMICIDIIS [SERVORUM].

1. Si quis servum aut ancillam[e] similem occiderit, MALB. *theladina**, homicidia illum domini inter se dividant.

2. Si quis ingenuus servum alienum adsallierit et expoliaverit, et ei super XL denarios quod valet tulise convincitur, MALB. *tcomosido**, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

3. Si vero minus XL denariis expoliaverit[f], MALB. *theo musido**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis servum alienum batterit[g] et ei super noctes XL opera sua tricaverit, MALB. *claudinario**, solidum I, autriante[h] I, culpabilis judicetur.

5. Si vero homo ingenuus litum alienum expoliaverit, MALB. *teomosido**, denarios MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

6. Si quis servum alienum mortuum in furtum expoliaverit, et ei super XL denarios valentes tulerit[i], MALB. *teofriomosido**, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

7. Si quis spolia minus XL denariis valuerit, MALB. *teofriomosido**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[a] *Cambortos.* — [b] *levaverit.* — [c] *ispalmitata.* — [d] *LXII et semissem.* — [e] Add. *sibi.* — [f] *denarios tollisse* (suprascriptum *spolia ei valuerit*). — [g] *battederit.* — [h] *et triante.* — [i] *et ei.... tulerit* desunt.

8. Si servus hominem ingenuum occiderit ipsa homicidia per[a] medietatem conpositionis hominis occisi parentibus tradatur, et alia medietate dominus servi se noverit solviturum, et si intelexerit de lege, potest se obmallare ut hoc non solvat.

XXXVI. DE QUATRUPEDIBUS SI QUIS HOMINEM OCCIDERIT.

Si quis homo qualibet[b] quatrupede domestico fuerit occisus, et hoc cum testibus potuerit adprobare, dum et illius dominus cui pecus fuisset, antea legem non adimplevit, medietatem conpositionis, dominus ipsius quatrupedis cogatur exsolvere; ipsum vero quatrupedem auctorem criminis per[c] medietatem conpositionis restituat requirendi[d].

XXXVII. DE VESTIGIO MINANDO.

1. Si quis bovem aut caballum vel qualibet animal in furtum perdiderit, et eum[e] per vestigio sequitur consecutus fuerit usque in tres noctes, ille qui eum ducit aut emisse aut camiasse[f] se dixerit vel proclamaverit, ille qui per vestigium sequitur res suas debet per tertia manu adchramire[g].

2. Si vero, jam tribus noctes exactis, qui res suas quærit eas invenerit, ille apud quem invenitur si eas empsisse aut camiasse[h] dixerit, ipse[i] licet adchramire[k].

3. Si vero ille qui per vestigium sequitur quod si agnoscere dicit illum alium reclamantem nec auferre[l] per tertia manu voluerit, nec solum secundum legem culcaverit, et ei violenter tulisse convincitur[m], MALB. *mithostrastatido**, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XXXVIII. DE FURTIS CABALLORUM.

1. Si quis caballum qui carruga trahit furaverit, MALB. *chanzocho**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

2. Si quis uuaranionem homine Franco furaverit, MALB. *uuadrido**.

[a] *Ipsum homicidam pro.* — [b] *ex qualibet.* — [c] *pro.* — [d] *requirenti.* — [e] Add. *dum.* — [f] *cambiasse.* — [g] *adharamire.* — [h] *cambiasse.* — [i] *ille* et correct. *illi.* — [k] *adharamire.* — [l] *efferre.* — [m] *violenter quod se cognoscere dicit tollisse convincitur.*

sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis caballo spado[a] furaverit, MALB. *chanzisto**, solidos XXXV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si vero uuaranionem regis[b] furaverit, MALB. *selcho**, solidos XC, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si vero amissario cum gregem suum, hoc est cum VII aut XII, æquas furaverit, MALB. *sonista**, sunt denarii MD, qui faciunt solidos LXII et semissem[c], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si vero greges minor fuerit usque ad sex capita et pretius et causa ut superius est convenit observare.

7. Si quis poletrum annicolum vel bimum furaverit, MALB. *nabothna pondero**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8. Si vero poletro sequente furaverit, MALB. *nare**, sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

9. Si quis jumentam alienam trebatterit, MALB. *stalachaia**, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

10. Si quis jumentum prignantem furaverit, MALB. *stalachaia**, sunt denarii MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

11. Si quis caballum aut jumentum furaverit, MALB. *azisto**, MCCCC, denarii, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale.

12. Si quis amisarium[d] alienum extra consilium domini sui spadaverit[e], MALB. *andeabina**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, et pro quisque jumento triante I conponat.

13. Si quis per superbiam aut per inimicitiam caballos aut jumenta aliena trebatterit vel debilitaverit, MALB. *stalachia**, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

14. Si quis caballum alienum escur[taverit, MALB. *leodardi*, solidos III culpabilis judicetur][1].

[a] *Spato.* — [b] *uuaranione rege.* — [c] *LXII.* — [d] *amasarium.* — [e] *espataverit.*

[1] Ces derniers mots, qui manquent dans le manuscrit 252, sont suppléés d'après le manuscrit 4403[b].

XXXIX. DE PLAGIATORIBUS.

1. Si quis mancipia aliena sollicitaverit et adprobatus fuerit, MALB. *leod' thelazina**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis servus alienus plagatus fuerit et ipse trans mare fuerit ductus, et ibidem a domino suo fuerit perventus, et a quo ipse in patria plagiatus est in mallo publico nominaverit, tres ibidem testes collegere debet. Iterum cum servus ipse citeri[a] mare fuerit revocatus, in alterum vero mallum debet iterum nominare, ibi similiter tres testes debent collegere; ad tertio vero mallo similem fieri debet, ut novem testes jurent quod servum ipsum æqualiter semper super plagiatorem dicere audierunt; sic postea qui eum plagiavit, hoc est MALB. *mallo uairidarium**, sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Qui confessio servi usque ad tres plagiatoribus admittitur, sed ea tamen ratione et nomina hominum et villarum semper æqualiter debeat nominare.

4. Si hi[b] quis hominem ingenuum plagiaverit et vindiderit et postea in patria[c] reversus fuerit, MALB. *chaldeficho**, solidos C culpabilis judicetur.

5. Si quis hominem ingenuum venderit et postea in patria propria[d] reversus non fuerit, MALB. *franchamo**, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC[e], culpabilis judicetur.

XL. SI SERVUS IN FURTUM FUERIT INCULPATUS[1].

1. Si quis servus in furtum inculpatus, si talis causa est, unde ingenuus solidos XV conponere debet, servus super scamnum[f] tentus CXX ictus accipiat.

2. Si vero antequam torqueatur fuerit confessus, et ei cum domino suo convenerit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, pro dorsum suum reddat, et capitale dominus servi in locum restituat.

[a] *Chitra.* — [b] deest *hi.* — [c] Add. *ad propria.* — [d] *in patria reversus ad propria.* — [e] C. — [f] *escamno*

[1] Dans le manuscrit 4403[b] ce titre est XLI, et le suivant est XL.

3. Si tamen talis culpa fuerit unde ingenuus MCCCC denarios, qui solidos XXXV, solveri possit, similiter servus CXX colpos accipiat.

4. Et si confessus non fuerit, ille qui eum torquitur, si adhuc voluerit ipsum servum torqueri, etiam nolente domino, pignus domini servi donare debet.

5. Et si[a] servus postea ad suppliciis majoribus subdatur et si confessus fuerit, nihil ei super domino credatur. Ipse vero qui eum torsit, illum servum in potestatem[b]. Dominus servi unde jam pignus accipiat, pretium pro ipso servo accipiat.

6. Si vero[c] super priore supplicia, id est CXX colpos, fuerit confessus, aut castretur, aut CCXL denarios[d], qui faciunt solidos VI, reddat. Dominus vero servi capitale in loca restituat requirenti.

7. Si vero in majore crimen servus inculpatur unde ingenuus MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, possit judicare culpa, et per supplicia confessus, capitalem sententiam feriatur.

8. Si vero servus in quolibet crimen culpatur, dominus vero servi ipsius, si præsens est, ab eo qui repetit admonere debet ut servum suum istis suppliciis[e] dare, et qui repetit virgas paratas habere debet qui ad magnitudinis minoris digiti sunt et scamnum paratum habere debet.

9. Si dominus servi suppliciis distulerit et servus præsens fuerit, continuo ipse qui repetit dominus servi solem colecit[f], et in octo[g] noctes placitum facere debet ut servum ad suppliciis tradat. Quod si adhuc septem noctes servum tradere distulerit, solem ei qui repetit et eracto[h] collicet[i], et sic iterum usque ad alias septem noctes placitum faciat, id est XIIII noctes de prima admonitione conpleatur.

10. Quod si impletis XIIII noctes servum noluerit suppliciis dare, omnem causam et conpositionem dominus in se excipiat; hoc est[k] unde ingenuus XV solidos poterit conponere, ipse eos dominus reddat.

11. Si vero major culpa fuerit unde ingenuus MDCCC, qui faciunt solidos XLV, componere potuerit, et dominus servum non præsentet, ad ipsum numerum reddat et capitale in loco restituat; quod si etiam

[a] *Sic.* — [b] Add. *habetur.* — [c] Add. *servo.* — [d] denarii sunt in 4403. — [e] *suum justis debeat subpliciis.* — [f] *collegit.* — [g] *septem.* — [h] *iterato.* — [i] *collegit.* — [k] Add. *ut si talis causa est.*

major culpa fuerit qui servum requiritur, et dominus servi, non ut servus sed ut ingenuus, tota lege solviturus excipiat.

12. Quod si servus absens fuerit, dominus servi repetenti secrecius admonere debet [ut servum suum infra VII noctes debeat][1] præsentare; quod si non fecerit tunc repetem[a] solem illi cum testibus collicet[b].

13. Et si adhuc[c] alias septem noctes[d] non præsentaverit, tunc repetens cum testibus solem ei calcet[e], ut totus numerus ad XXV[f] noctes veniat: quod si idem post tres placitos servum noluerit suppliciis dare[g] et per singulos placitos sol ei culcaverit, tunc dominus servi omnem repetitionem, non ut servus sed qualem ingenuus si hoc admisiset, talem conpositionem ad repetendam[h] restituat.

14. Si vero ancilla in tale crimen inculpatur unde servus castrare debuerit, sunt denarii CCXL, qui faciunt solidos VI, convenit ut dominus[i] reddat, aut CXL[k] ictos accipiat flagellorum.

15. Si quis cum servo alieno aliquid negociaverit, MALB. *theolasina**, sunt denarii DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XLI. DE HOMICIDIIS INGENUORUM.

1. Si quis ingenuus Franco aut barbaro occiderit qui legę solia[l] vivit, MALB. *ledc**, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si vero eum in puteum aut sub aqua miserit, MALB. *mathleote**, sunt denarii XXIIIIM, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

3. Si vero eum de ramos aut de aliis cooperuerit vel de qualibet rebus texerit[m], MALB. *mortis leodi*[n], sunt denarii XXIIIIM, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

4. Si vero eum occiderit qui in truste dominica est, MALB. *leodi**, sunt denarii XXIIIIM, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

5. Si vero in puteum aut sub aqua miserit, aut de hallis[o] aut de

[a] *Repetens.* — [b] *collocit.* — [c] *adhuc ad.* — [d] Add. *ipsum servum.* — [e] *collicet.* — [f] *XXI.* — [g] *legatum dare.* — [h] *adrepetenti.* — [i] *si convenit dominus.* — [k] *CCXL.* — [l] *salica.* — [m] *de ramis aut de allis vel de quibus libet rebus texerit.* — [n] *MALB. mortes.* — [o] *allis.*

[1] J'ai suppléé ce passage d'après le manuscrit 4403[b].

ramis cooperuerit, MALB. *matheo de mortis leod'**, sunt denarii LXVIM, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur.

6. Si vero Romanus homo conviva regis occisus fuerit, sunt denarii XIIM, qui faciunt solidos CCC, culpabilis judicetur.

7. Si Romanus homo possessor occisus fuerit, qui eum occidisse probatur, sunt denarii IVM, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

8. Si quis Romanum tributarium[a] occiderit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

9. Si quis hominem invenerit in quadruvium sine manibus et sine pedibus, quod inimici sui dimittunt, et eum perhociderit, MALB. *freth faltouuas bugo**, sunt denarii IVM, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

10. Si quis hominem ingenuum in pellago[b] inpinxerit, MALB. *phimarina**, sunt denarii IVM, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

11. Si quis hominem ingenuum ex quolibet crimen superdixerit, et inde homo mortuus fuerit, MALB. *ago epha**, IVM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

12. HP. Si quis hominem ingenuum in puteum jactaverit ut vox exinde exeat, MALB. *callissolio*, sunt denarii IVM, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur[1].

XLII. DE HOMICIDIIS A CONTUBERNIIS FACTIS.

1. Si quis, colecto concubinio[c], hominem ingenuuum ad domum suam[d] adsallierit et ibidem eum occiserit, MALB. *chamen habia**, sunt denarii XXIVM, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2. Si in truste dominica est juratus illæ qui occissus est, qui eum occisse probatur, sunt denarii LXXIIM, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur.

3. Si vero in truste dominica non est ille qui occisus est, sunt denarii XXIVM, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

[a] *Romanus tribudarium.* — [b] *pilago.* — [c] *contubernio.* — [d] *in domo sua.*

[1] Dans le manuscrit 4403[b] le paragraphe 12 est placé avant 10 et 11. Les lettres HP. ne s'y trouvent pas.

4. Si vero corpus occisi homines usque ad tres vel amplius habuerit plagas, tres quibus inculpatur qui in eo contubernio fuisse conprobatur, lege superius conprehensam singultim[a] cogatur exsolvere. Aliis vero tres de eo contubernio, MALB. *dructhelimici*[b], MDCCCXL denarios, qui faciunt solidos L[c], culpabilis. Et tres adhuc in tertio loco de eo contubernio, MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, singulis eorum cagantur[d] exsolvere, MALB. *seolasthasia* *.

5. De Romanis vero[e] vel litis hec lex medietate solvantur.

6. Si quis tres villas alienas evaserit[f], MALB. *alatfaltheo*, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos XLII et semissem.

XLIII. DE HOMICIDIIS IN CONVIVIO FACTO.

1. Si quis in convivio ubi quattuor aut quinque fuerint, MALB. *seolande stadio** hoc est[g], et illi qui remanent unum de se convictum reddant, aut toti morti illius conjectant, quæ lex usque ad VII qui fuerant in convivio illo plus quam VII fuerint, non omne reteneantur[h] obnoxii, sed quibus fuerit inculpatum ille secundum legem conponat.

2. Si quis vero foris casa sive inter[i] agens sive inter[k] agro positus a contuberni fuerit occisus et tres vel amplius habuerit plagas, MALB. *dructe clidio** hoc est, et tres de eo contubernio qui probati fuerint singultim mortem illius conjectent. Et tres de ipso contubernio, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur quisquis illorum; et tres adhuc de eo contubernio DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XLIV. DE REIPHUS.

1. Si quis adsolet[l] homo moriens viduam dimiserit qui eam voluerit accipere, antequam eam acciperit ante tunzinum aut centenarium, hoc est ut tunzinus aut centenarius mallum incidant; ipso[m] mallo scutum habere debet, et tres homines tres causas demandare debet.

2. Tunc ipse qui viduam acciperet[n] III solidos, eique pensantes et

[a] *Singillatim.* — [b] MALB. *druclelimici.* — [c] XC. *culp. jud.* — [d] *singuli cogantur.* — [e] Add. *occisis.* — [f] *prævaserit*, correctum *tres evaserit.* — [g] *fuerint et unus ex ipsis interfectus fuerit.* — [h] *omnes teneantur.* — [i] *iter.* — [k] *in.* — [l] *ut adsolet.* — [m] *et in ipso.* — [n] *accipere debet.*

denarium habere debet. Tres erunt qui solidos pensare vel habere[a] vel probare debent, et hoc factum, si eis convenit, sic accipiat cui debentur.

3. Si vero istud non fecerit et sic eam acceperit, MALB. *reiphus heealisinus*, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII[b], culpabilis judicetur.

4. Si vero que superius diximus omnia secundum legem impleverit, tres solidos cui reiphus debentum[c] accipere.

5. Hoc est discernendum cui reiphus debentur[d]. Si nepus fuerit sororis filius[e], ille reiphus accipiat.

6. [Si vero nepus non fuerit, neptis filius senior, ille accipiat.][1]

7. Si vero neptis filius non fuerit, consubrine filius, qui ex materno genere venit, ipse accipiat.

8. Si vero nec consubrinæ non fuerit, tunc avunculus frater matris reiphus accipiat.

9. Si vero nec avunculus fuerit, tunc frater illius qui ipsa mulieri ante habuerat, illius si in hereditate non est venturus, ipse reiphus accipiat.

10. Si nec ipsi fuerit, tunc qui proximior fuerit, extra superius nominatus, qui singulatim secundum parentilla[f] sunt usque ad sexto genuculo, si in hereditate mariti illius defuncti non sunt venturi, ipse reiphus accipiat.

11. Jam post sexto vero genuculo si non fuerint, reiphus ipse vel causa que inde orta fuerit colligatur a fisco[g].

XLV. DE MIGRANTIBUS.

1. Si qui super alterum in villa migraverit, et aliqui de eos qui in villa consistunt eum suscipere voluerint, si vel unus ex ipsis steterit qui contradicat, migrandi ibidem licentiam non habeat.

2. Si vero contra interdictum unius vel duorum in villa ipsa adsedere præsumserit, tunc testare ille debet, et si noluerit inde exire ille

[a] Deest *vel habere*. — [b] *LXII et semissem*. — [c] *debentur*. — [d] *III sol. cui reiphi debentur*, cetera desunt. — [e] *filius* — [f] add. *dicti*. — [g] *a fisco* deest.

[1] Ce paragraphe n'est que dans le manuscrit 4403[b].

qui eum testat, cum testibus debet testare, ut iterum in decim noctes exinde exeat, et si adhuc post decim noctes noluerit exire, tunc tertio in decim noctes ad placito adtendat, et sic xxx noctes impleatur, et si nec tunc voluerit exire, tunc eum maneat[a] ad mallum et testes suos qui[b] singula placita fuerunt ibidem sæcum præstos habeat. Et si ipse cui testatum est noluerit venire, si eum aliqua sunnis non detenuerit, et sic ista omnia que superius diximus secundum legem testatam, tunc ipse qui eum testavit super fortunam suam ponat et roget graphionem[c] ut accedat ad locum ipsum et eum exinde jactet, et quia legem noluit audire, quod ibidem laboravit amittat et insuper, MALB. *uaidristholo* *, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos xxx, culpabilis judicetur.

3. Si vere alium in villa aliena migrare rogaverit, antequam conventum fuerit, MALB. *anduntheoco* *, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV[d], culpabilis judicetur.

4. Si vero qui migraverit et ei nullus inter XII menses testaverit, securus ibidem maneat sicut et alii vicini.

XLVI. DE ACHRAMIRE.

1. Si quis[1] hoc convenit observa et[e] tunzinus aut centerius[f] mallum indicant, et in ipso mallo scutum habere debent; et tres homines tres causas demandare debent et in ipso mallo postea requiratur hominem qui ei non pertinet et ut festucam in leso jectet et ipse in cui læsum festuca jactavit dicat verbum de fortuna sua quantum ei voluerit dare aut si tota aut media fortuna cui voluerit dare.

2. Postea ipsi in cujus læsum festucam jactavit in casa ipsius manere debet et hospites tres suscipere debet, et de facultate sua quantum ei datur in potestate habere debet et postea ipsum cui creditum est ista omni cum testibus collectos agere debet.

3. Sic postea aut ante rege, aut in mallo legitimo ille cui fortuna sua deportavit[g], reddere ei debet et accepit festucam in mallo et ipsum

[a] *Manniat.* — [b] add. *in.* — [c] *grafionem.* — [d] XL. — [e] *observare ut.* — [f] *centenarius.* — [g] *deputavit.*

[1] Ces deux mots n'ont pas de sens et n'ont pu être écrits que par routine; cependant ils sont dans les deux manuscrits.

ante duodecim mensa ipsi quod heredes deputavit[a] jectet, nec minus nec majus, nisi quantum ei adcreditum est.

4. Et si contra hoc aliquid voluerit, debent tres testes jurati dicere quod ibidem fuissent et in mallo quem tunzinus aut centenarius indixerunt, et quomodo vidissent hominem illum qui fortuno suo dare voluit in leso jam quem elegit festicam jactare, et denominare debent illi qui fortuno suo[b] in leso jactavit; et sic illa in cujus lesu jactatur[c] illum quem heredem appellat publicæ[d] similiter nominat.

5. Et alii tres tes jurati dicere[e] quod ibidem fuissent[f] et in mallo quem tunzinus aut centenarius indixerunt et quomodo vidissent hominem illum qui fortuna sua dare voluit in læso jam quem elegit festucam jactare et denominare debent illi qui fortuna sua in læso jactavit.

6. Et sic ille in cus[g] læsu jactatur et illum quem heredem appellat publicæ similiter nominat, et alii tres testes jurati dicant quod in causa (leg. *casa*) illius qui fortuna sua donavit illi in cujus læsi festuca jactata est ibidem mansisset, et hospites ibidem tres vel amplius collegisset, et pavisset, et hospites ili tres vel amplius de susceptione gratias egissent, et illi testes tres colligissent[h].

7. Ista omnia illi alii tres[i] dicant et hoc quod in mallo ante rege, vel in publico mallo hoc est legitimo, quod ante theoda aut tunzino, fortuna illa quos heredes appellant publice coram omnibus festucam in leso illis jactasset, hoc est ut novem testes ista omnia debent adfirmare.

XLVII. DE FELTORTIS QUI LEGE SALICA VIVANT.

1. Si quis servum aut ancillam, caballum, bovem vel jumentum aut qualibet rem cum alterum [agnoverit][k], mittat eum in tercia manu, et ille apud quem agnoscitur debet achramire[l]; et sic inter alligare (leg. *ligere*) et Carbonarius[m] ambo manent, et qui agnoscit et apud quem agnoscitur, in noctes XL placitum faciant, et in ipso placito quanti fuerint qui caballum ipsum aut rem ipsam vendiderint aut camiaverint aut for-

[a] Add. *ut in leso.* — [b] *fortuna suo.* — [c] add. *et.* — [d] *publici.* — [e] *testes jurati dicant.* — [f] *quod in casa illius qui fortuna jactata est ibidem mansissent et hospites.* Reliqua pars quintæ sectionis et initium sextæ desunt. — [g] *cujus.* — [h] *et ille testes collegisset.* — [i] Add. *jurati.* — [k] recepi e cod. 4403. [l] — *adhramire.* — [m] *et si chitra tera* (correctum *ultra*) *Ligeri aut Carbonaria.*

tasse in solicitudine[a] dederunt omnes placitum istum commoneantur, hoc est ut unusquisque cum negotiatoribus alterutrum commoneat.

2. Et si quis commonitus fuerit et eum sunnis non detenuerit[b] et ad placitum venire distulerit, ille qui cum eo negotiaverit mittat tres testes quomodo ei nuntiasset et[c] ad placito venisset et alios tres quod publice ad eum idoniter negociasset.

3. Istud si fecerit, exibit sed de latrocinio. Ille qui noverit super quem testes juraverunt, ille erit latro illius qui agnoscitur, et pretium reddat ille qui cum negociaverit, et ille secundum legem conponat illi qui res suas agnoscit.

4. Ista omnia in mallo debent fieri ubi illi est hamallus[d] super quem res illas primitus agnovita fuerit aut in tercia manu misit.

5. Quod si trans Legere aut Carbonarias manent[e] cum quibus agnoscitur, in octoginta noctes lex ista custodiatur.

XLVIII. DE FALSUM TESTIMONIUM.

1. Si quis falso testimonium præbuerit, DC dinarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si vero cujuscunque aliquid fuerit inputatum, et perjurasse adprobatur III de ipsis juratores XV solidos culpabiles judicentur, quisquis illorum.

3. Illorum vero qui super tres fuerint, quinos solidos solvant.

4. Ipse vero cujus inputatum fuerit excepto causa vel culpa[f] et delatura XV solidos culpabilis judicetur.

XLIX. DE TESTIBUS.

1. Si quis testibus necessarium habuerit dare et fortasse testes nolunt ad placitum venire, ille qui eos habet necessarios ad satisfacere, manire[g] illis debet cum testibus ad placitum, ut ea quæ noverint jurati dicant.

2. Si venire noluerint et sunnis non detenuerit[h], DC denarios, qui faciunt solidos XV, quisquis illorum conponat.

[a] *Solutione.* — [b] *detricaverit.* — [c] *negociasset ut.* — [d] *ammalus.* — [e] *trans Ligeri aut Carbonaria maniat.* — [f] *capitale.* — [g] *mannire.* — [h] *detricaverit.*

3. Si vero præsentes fuerint in testimonio vocati, et noluerint jurati dicere ea que noverint et forbanniti fuerint DC denarios qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

L. DE FIDE FACTA.

1. Si quis ingenuus aut litus alterius fide fecerit, tunc ille cujus fides facta est in XL noctes aut quomodo [placitum][1] fecerit quando fidem fecit, ad domum illius ambulare debet cum testibus vel cum illius qui prætium adpretiare debent. Et si noluerint fides facta solvere, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur super debitum unde fidem fecerit.

2. Et si adhuc noluerit debitum conponere, ad mallum manire, et si cum[a] nestigante mallare, « Rogo, tunzino, et nestigantio cassahone[b] meo illo qui mihi fidem fecit, » et debitum legitimum[c] debet nominare qualem debitum vel unde fidem fecit. Tunc tunzinus dicere debet nestigatio[d] : « Ego ille in hoc mallo quod soleta[e] habet. » Tunc ille cujus fides facta est debet testare ut nulli alteri nec solvat nec pignus donet solutionis, nisi antequam illum impleat quod ei fidem fecit; ipsa die cum testibus ad domum illius ambulare debet, et rogare sibi debitum solvere. Et si nec tunc voluerit solvere, solem ei collicet[f]; tunc ei si ei solem culcaverit, tres solidos super debitum superio reddat[g]. Usque ad tres vices adhuc per tres nundinas facere debet, et super ipsa omnia facta, et noluerit adhuc conponere, usque ad novem[h] solidos debitus ascendat : id est ut per singulas admonitiones vel solem culcatum terni solidi adcrescant.

3. Si quis fides facta ad placitum legitimum facto noluerit solvere, tunc ille cujus fides facta est ambulet ad graphionem[i] loci illius in cujus pago manet et adprehendit festuca et dicat verbum : « Tunc[k] graphio homo ille qui mihi fidem fecit quem legitime habeo admallatum in hoc quod lex Salica habet et continet. Et super me et super fortuna mea pono quod securus mitem[l] fortuna sua manum; » et dicat de

[a] *sic cum.* — [b] *nestio gassatione.* — [c] add. *debitur.* — [d] *nestigantio.* — [e] *lex salica.* — [f] *colecit.* — [g] *superione addat.* — [h] *ς III.* — [i] *grafionem.* — [k] *tu grafio.* — [l] *mittit in.*

[1] Ce mot ne se trouve que dans le manuscrit 4403 [b].

causa de quantum ei fidem fecerat. Tungraphio[a] rogat VII rahinburgis[b], et sic cum eos ad domum illius qui fidem fecit ambulet ipse[c] presens est qui fidem fecit et dicat sic : « Qui apresens es, voluntate tua solve hominem istius cui fidem fecisti, et elegete duos quos volueris idoneos cum rachemburgiis[d] istos de quos solvere debes adpretiare, et hoc quod debes secundum justum prætium satisfacias. » Quod si audire noluerit si præsens aut absens fuerit, tunc racheburgii[e] adpretiato pretio quantum valuerit pretius quod debet de furtuna sua tollant; et de ipsam legem quem debet duas partes ille cui causa est, ad se revocet et graphio tertia parte ad fredo[f] colligat, si tamen de ipsa causa antea fretus non fuerit solutas[g][1].

LI. DE ANDOCTEMITO[h].

1. Si quis graphionem[i] ad res alienas tollendas invitaverit, et eum legitimum jectivum[k] aut admallatum non habuerit, ille qui eum rogat ut injuste aliquid infiscare debeat, denarios VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Ille vero qui graphionem rogat ut injuste tollat VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

3. Si vero graphio supra lege aut debitum aliquid præsumserit, aut se redemat, aut de vita conponat.

4. Si quis graphio rogatus fuerit, et non venerit et sunnis eum non detenuerit aut certe dominicæ[l], et si distulerint ut ibidem non ambulet neque mittat, qui cum justitia exigere debeat, aut se redemat aut de vita conponat[2].

LII. DE REM PRESTATA.

1. Si quis alteri de rebus suis aliquid prestiterit, et noluerit reddere, sic eum debet admallare. Cum testibus ad domum illius cui

[a] *Tunc grafio.* — [b] *racimburgiis.* — [c] *et si.* — [d] *racimburgiis.* — [e] *rachinburgii.* — [f] *freto.* — [g] *solutas.* — — [h] *antoctimetho.* — [i] *grafionem*, ita semper. — [k] *jactivum.* — [l] *ratio dominica.*

[1] Le manuscrit 4403[b] place ici en quatrième paragraphe celui qui, d'après le manuscrit F. 9, F. N. D. 252, termine le titre suivant : *Si quis graphio rogatus, etc.*

[2] Ce paragraphe n'existe point ici dans le manuscrit 4403[b]; il y est placé à la fin du titre précédent.

res suas prestitit accedat, et sic contestetur ei : « Quia res meas noluisti reddere quas tibi prestiti, in hoc eas tene nocte proxima quod lex Salica continet; » et sic solem ei collicet[a].

2. Si nec tunc voluerit reddere, adhuc super septem noctes similiter contestetur sicut antea fecit, ut nocte proxima[b] quod lex Salica continet res suas tenere debet.

3. Si nec tunc voluerit reddere, alias VII noctes ad eum similiter cum testibus veniat, et roget ut debitum suum reddat.

4. Si tunc noluerit reddere nec fidem facere reddi[c] super debitum ei qui prestitit aut super illo CIIII[d] solidos qui per singulas admonitiones adcreverunt, MALB. *necthanteo antesalina*, sunt denarios DC, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur[1].

LIII. DE MANU DE HINIO[e] REDEMENDA.

1. Si quis ad hinium admallatus fuerit, et forsitan convenerit ut ille qui admallatus est manum suam redimat et juratores donet; si talis causa est unde legitime si probatus fuisset quod DC denarios, qui faciunt solidos XV, conponere deberet, tunc CXX denarios, qui faciunt solidos III, manum suam redimat.

2. Si vero plus ad manum suam redemenda dederit, fretus graphionem solvatur quantum si victus[f] fuisset debuerat esse rediturus.

3. Si vero talis causa fuerit unde si probatus fuisset poterit XXXV solidos solvere, et convenit ut manum suam redimat [et juratores donet, IX solidos manum suam redemat][2].

4. Quod [si] amplius dederit, [fretus] graphioni solvatur, quantum [si] fuisset convictus potuerat conponere, culpabilis judicetur.

5. Si major culpa fuerit de qua LXII et semissem solidos posset judicare et convenit, ut manum suam redimat, XV solidos manum suam redemat.

6. Quod si amplius dederit, fretus graphioni solvatur tamquam si

[a] *Colerit*, corr. *collocit*. — [b] add. *in hoc*. — [c] *reddendi*. — [d] ς *III*. — [e] *ineo*, ita semper. — [f] *convictus*.

[1] Les mots qui suivent *adcreverunt*, jusqu'à la fin du paragraphe, manquent dans le manuscrit 4403[b].

[2] Ces mots ont été suppléés d'apres le manuscrit 4403[b], où ils se trouvent en marge.

de causa illa fuisset adprobatus. Ista redemtio usque ad leodem[a] sic permaneat.

7. Si vero leod[b] alteri inputaverit et eum ad eneum habeat mallatum et convenit ut manum suam redemat et juratores donet, XXX solidos manum redemat.

8. Si amplius dederit, fretus graphionem solvatur.

LIV. DE GRAPHIONE OCCISO.

1. Si quis graphionem occiserit, XXIVM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2. Si quis sacibaronem[c] occiderit qui puer regius furat[d], XIIM denarios, qui faciunt solidos CCC, culpabilis judicetur.

3. Si quis sacibaronem occiderit qui ingenuus est, et si sacibaronem posuit, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

4. Sachibarones in singulis mallobergis[e] plus quam tres non debent esse, et de causa unde eis aliquid solvitur et sanum dixerint, hoc ad graphionem non removatur, unde illi securitatem fecerint.

LV. DE CORPORIBUS EXPOLIATIS[f].

1. Si quis corpus hominis mortui antequam in terra mitatur in furtum expoliaverit, MALB. *freomosido**, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur[1].

2. Si quis tumulum super hominem mortuum expoliaverit[g], MALB. *thornechales**, solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis cheristonicam[h] super hominem mortuum capulaverit, MALB. *madoalle**, aut *selaue** que est ponticulus[i] sequentem mortuum expoliaverit, MALB. *cheoburgio**, de unaquaque de istis, solidos XV culpabilis judicetur.

4. Si quis hominem mortuum super alterum in naupho[k] aut in petra miserit, MALB. *edulcus**, solidos XXXV culpabilis judicetur.

[a] *Leudem.* — [b] *leude.* — [c] *sachibaronem*, ita semper. — [d] *regis fuerat.* — [e] *mallos bergies.* — [f] *expoliationibus* — [g] add. *vel dissipaverit.* — [h] *cheristadona.* — [i] *aut si levaverit* (corr. *levavet*) *quod est porticolum.* — [k] *nauco*, corr. *naucho.*

[1] Une disposition analogue, mais avec une pénalité différente, se trouve déjà au § 8 du titre XIV

5. Si quis corpus jam sepultum effoderit et expoliaverit, MALB. *tornechale**, uuargo[a] sit usque de[b] illa quæ cum parentibus illius defuncti convenerit, ut ad ipso pro eo rogent ut ei inter homines liceat accedere. Et quæcumque antea aut panem aut hospitalitatem dederit, sive uxor sua propria, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur; si tamen auctor sceleris se admisse[c] aut effodisse probatur, MALB. *thornechale**, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur[1].

6. Si quis basilicas expoliaverit desuper hominem mortuum, MALB. *chereotasino**, solidos XXX, culpabilis judicetur.

7. Si quis basilica ubi requiescunt[d] inscrtas, aut ipsa basilica est sanctificata, incendiderit, MALB. *chenechruda**, solidos CC culpabilis judicetur.

LVI. DE DISPECTIONIBUS.

1. Si quis ad mallum venire dispexerit, aut quod ei ad rachineburgiis[e] fuerit judicatum adimplere noluerit, si nec de conpositione, nec ad hinium[f], nec de ullam legem fidem facere noluerint, tunc ad regis presentiam ipsum manire debet.

2. Et ibidem cum XII testibus ire debet, qui per singula placita jurati dicant, quod ibidem fuissent ubi racheburgii[g] judicaverunt, ut ad hinium[h] ambularet aut de conpositione fidem faceret, et ille dispexit.

3. Iterum alii tres jurare debent quod ibidem fuissent post illa die quod ei rachineburgii[i] judicaverunt aut per hinium[k] aut per conpositiones se duceret, hoc est de illa die in XL noctes in mallobergo iterum solem culcaverit nullatenus legem noluerit[l] implere.

4. Tunc [eum][2] debet manire ante regem, hoc est in XIV noctes, et tres testimonia jurare quod eum manisset. Et si nec tunc venerit, ista omnia novem testimonia jurati dicant sicut superius diximus.

5. Similiter illa die si non venerit, collicet ei solem et illa tria testi-

[a] *Wargus.* — [b] *in die.* — [c] *excelcris se admesisse.* — [d] *reliquie sunt.* — [e] *rachenburgies.* — [f] *iniam.* — [g] *rachenburgia.* — [h] *inium.* — [i] *rachenburgia.* — [k] *inium.* — [l] *voluerit.*

[1] Voyez le paragraphe 9 du titre XIV, qui prévoit le même crime.

[2] J'ai ajouté ce mot d'après le manuscrit 4403 [b].

monia qui ibidem fuerint ubi culcaverit solem, tunc ista omnia impleverit qui eum admallat, et ille qui admallat[a] ad nullum placitum venerit et per legem se educere voluerit, tunc rex ad quam admanitus[b] est, extra sermonem ponat.

6. Tunc ipse culpabilis et res suas erunt in fisco aut cui fiscus dare voluerit. Et quicumque eum aut panem dederit aut hospitalitatem collegerit, sive uxor sua proxima, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, donec omnia quod ei legibus inputantur secundum legem conponat.

LVII. DE RACHINBURGIIS[c].

1. Si quis rachinburgiæ[d] in mallobergo sedentes, dum inter se causas discutiunt, debent eis dicere qui causam requirit : « Dicite nobis legem Salicam. » Si vero legem noluerint dicere ille qui causam prosequitur : « Hic ergo vos tangono[e] usque quod legem mihi dicatis secundum legem Salicam[f]. » Quod si dicere noluerint, septem de illis rachinburgiæ[g], culcatum sole CXX denarios, qui faciunt solidos III, singuli culpabiles judicentur.

2. Quod si nec legem dicere voluerint, nec ternos solidos fidem facere voluerint, tunc solem illis culcatum[h], DC denarios, qui faciunt solidos XV, singuli culpabiles judicentur[i]; unusquisque eorum culpabilis judicetur.

3. Si vero rachinburgiæ[k] qui sunt et non secundum lege judicaverint, contra quem sententia dederint causa sua ageat[l] et si potuerit adprobare quod secundum legem non judicaverint, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabiles illi septem singulatim cum illo judicentur.

4. Si vero rachinburgiæ[m] legem dixerint, et ille contra quæ in legem[n] dicunt eos contradixerint, quod legem non judicant, simili modo contra unumquemque, solidos XV culpabilis judicetur.

[a] *Admalla*. — [b] *mannitus*, semper *n* geminatam. — [c] *rachenburgiis*. — [d] *racimburgii*. — [e] *tangano*. — [f] *salica*, sic etiam supra. — [g] *rachimburgiis*. — [h] *collocatum* sec. manu. — [i] *culpabilis judicetur* desunt. — [k] *rachimburgii*. — [l] *agat*. — [m] *rachimburgiæ*. — [n] *contra quem legem*.

LVIII. DE CHRENECRUDA.

1. Si quis hominem occiderit, et in tota facultate non habuerit unde tota lege conponat, XII juratores donet, quod nec super terram nec subtus amplius de facultate non habeat nisi quantum donavit.

2. Et postea sic debet in casa sua intrare et de quattuor angulus de terra illa in pugno collegere et postea debet stare in duropello, hoc est[a] intus captare, et de sinistra[b] manu de illa terra [trans][1] suas scapulas jactare super quem proximiorem parentem habet.

3. Quod si jam mater et frater solserit, tunc super sororem matris aut super suos filios debet de illa terra jactare, idem super tres de generatione matris qui proximiores sunt.

4. Et sic postea in camisa[c] discinctus, discalciatus, palo in manu[d], sæpe sallire debet, ut pro mædiætatem aut quantum lex addicat, et illi tres solvant, hoc est illi alii qui de paterna generatione veniunt similiter faciunt.

5. Si quis vero quicunque de illis pauperior fuerit et non habet unde integrum debitum reddat, quicunque de illis plus habet iterum super illum chenecruda[e] illæ qui pauperior est jactet et ille tota lege conponat.

6. Quod si vero nec ipse habuerit, tunc illum qui homicidium fecit qui eum sub sua fide habent, sic postea per quattuor mallos[f] ad suam fidem tollant, et si eum in conpositionem nullus voluerit redemere, de vita conponat.

LIX. DE ALODES.

1. Si quis homo mortuus fuerit, et filios non dimiserit, si pater, si mater superfuerit, ipse hereditate succedat.

2. Si pater aut mater non fuerint, et fratres aut sorores habuerit, ipsi in heretate[g] succedant.

3. Si isti non fuerint, tunc soror matris in hereditate succedat.

4. Si soror matris non fuerit, sic patris soror in heriditate succedat.

[a] Add. *limitere.* — [b] *senixtra.* — [c] *camisia.* — [d] *palomanum.* — [e] *chrenechruda.* — [f] *mallus.* — [g] *hereditatem.*

[1] J'ai ajouté ce mot d'après les textes I et II ; le manuscrit 4403[b] porte *intra.*

5. Et si patris [soror][1] non fuerit, sic de illis generationibus qui proximiores sunt illi in hereditate succedant, qui ex paterno genere vivunt[a].

6. De terra vero Salica in muliere nulla pertinet portio, sed qui fratres fuerint, et ad virile sexu tota terra pertineat.

LX. DE EUM QUI SE DE PARENTILLA TOLLERE VULT.

1. In mallo autem[b] ante tunzinem[c] aut centenarium ambulare debet, et ibi IIII fustes alninos[d] super caput suum[e] frangere debet, et illos in quattuor pecias per quattuor angulus jactare debet, et ibi dicere debet quod se de juramento vel hereditate vel[f] de tota ratione eorum sibi[g] tollat.

2. Et si postea si aliquis de suis parentibus aut moriatur aut occidatur, nullum ad illum nec hereditas nec conposio[h] pertineat.

3. Si vero ille aut occidatur, aut moriatur, conpositio aut hereditas suis parentibus non pertinet causa, sed ad fisco pertineat aut cui fiscus dare voluerit.

LXI. DE CARRO ENNO[i].

1. Si quis alteri de manum desuper illium[k] aliquid per virtutem tullerit vel rapuerit, rem in capitale restituat, et insuper MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur[l].

2. Si quis hominem dormientem in furtum expoliaverit, MALB. *freomosido**, sunt denarios IVM, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur[2].

3. Si vero quincunque desuper hominem in tertia manu miserit, et ei quod si[m] agnoscere dicitur[n] per virtutem tulisse convincitur, MALB. *cruene**, sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

LXII. DE CONPOSITIONIBUS HOMICIDIÆ.

Si quis cujuscunque pater fuerit occisus, medietatem parentes qui

[a] *Veniunt.* — [b] Deest *autem.* — [c] *tunzinum.* — [d] *alininus.* — [e] Add. *in mallo ante tunzino* aut *centenario.* — [f] *et de.* — [g] *rationem illorum.* — [h] *conpositio.* — [i] *carouueno.* — [k] *illum.* — [l] *conponat.* — [m] *se.* — [n] *dicit.*

[1] J'ai ajouté ce mot d'après le manuscrit 4403[b].

[2] Ce paragraphe est déjà dans le § 10 du titre XIV.

proximiora[a] sunt, tam de patre quam et de matre, dividant; quod si una parte seu paterna seu materna nullus parens fuerit, portio illius in fisco collegatur aut cui fiscus dare voluerit.

LXIII. DE HOMINEM IN HOSTE OCCISUM.

Si quis in hoste in conpanio de conpagenses[b] suos hominem occiderit, secundum quod in patria, si ipso occidisset[c], conponere debuisset, in triplo conponat.

LXIV. DE CHEREBURGIUM.

1. Si quis alterum chereburgium clamaverit, hoc est strioportio aut qui eneum[d] portare dicitur ubi trias conveniant[e], et non potuerit adprobare, sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

2. Si quis mulierem ingenuam, striam[f] aut meretricem, MALB. *faras**, sicut superius diximus, in triplo conponat.

3. Si stria[g] hominem comederit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *granderba**, sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

LXV. DE CABALLO MORTUO SINE CÔNSILIUM DOMINI SUI DECORTICATO.

Si quis caballum alienum sine consilium domini sui excorticaverit[h], et interrogatus fuerit confessus, caballo ipso in capitale[i] restituat; si vero negaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *turnechroso**, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur [excepto capitale et delatura][1].

[a] *Proximiores.* — [b] *conpaniones.* — [c] *occisisset.* — [d] *enio.* — [e] *estrias concinent.* — [f] *estriam.* — [g] *estriam.* — [h] *decortegaverit.* — [i] *capite.*

[1] Ces mots ne se trouvent que dans le manuscrit 4403 [b].

QUATRIÈME TEXTE,

D'APRÈS LE MANUSCRIT 136 H, DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE MONTPELLIER, 4409, 4627 ET 4629 DE LA BIBLIOTHÈQUE ROYALE.

On a pu, en lisant les trois textes précédents, voir quels progrès avaient suivis les rédactions successives de la loi Salique. Les deux premières sont, à peu de différences près, semblables; et surtout, on n'y trouve point de traces de christianisme. La troisième contient des additions remarquables qui appartiennent au temps où le paganisme était entièrement aboli; et j'ai indiqué, page 35, un synchronisme qui porte à la considérer comme postérieure à 595, époque à laquelle Childebert II prononça, contre les mariages entre parents aux degrés prohibés par les lois ecclésiastiques, des peines sévères, que reproduit cette troisième rédaction. Mais on respectait encore l'ancienne division en soixante-cinq titres; on se bornait à y faire des interpolations, souvent assez peu logiques.

Le quatrième texte, dont j'ai maintenant à parler, qui diffère essentiellement du troisième par la forme, quoique au fond il ne contienne rien de plus, est divisé en quatre-vingt-dix-neuf titres.

A quelle époque et par quel motif eut lieu cette nouvelle distribution? Quel caractère peut-on lui attribuer?

J'avoue qu'il n'est pas possible de résoudre ces questions avec certitude; je présenterai toutefois des conjectures que les savants apprécieront.

Dans l'état de nos connaissances jusqu'à ce jour, les manuscrits de cette quatrième famille sont au nombre de sept, dont quatre en France, n°s 4409, 4627 et 4629 de la Bibliothèque royale, et 136 H, de la Faculté de médecine de Montpellier. Le second et le quatrième sont d'une ressemblance frappante et proviennent évidemment de la même source; ils contiennent des gloses malbergiques qui manquent absolument dans le premier et le troisième. Ceux-ci, très-semblables entre eux, diffèrent souvent des précédents par une rédaction ordinairement plus concise. On peut croire, avec vraisemblance, qu'ils en sont des copies rectifiées et purgées de mots barbares, et qu'en conséquence le texte en est plus récent.

Trois autres manuscrits d'une rédaction en quatre-vingt-dix-neuf titres existent, l'un en Angleterre, Middlehill, n° 1741; les deux autres à Saint-Gall, n°s 729 et 731. La communication m'en ayant été refusée, j'en donne la description sommaire dans ma préface, d'après M. Pertz; mais, par ce qu'en dit ce savant, il paraît que le manuscrit de Middlehill et le n° 729 de Saint-Gall, ne contenant point de gloses, sont de la même classe que les manuscrits de Paris 4409 et 4629; et que le n° 731 de Saint-Gall, qui en contient, est de la même classe que le n° 4627 de Paris et le 136 H, de Montpellier.

De ces sept manuscrits, dont les quatre premiers sont entre mes mains et seuls employés dans ma collection, celui qui porte le n° 4627 a été publié en tête du tome II du *Thesaurus antiquitatum Teutonicarum* de Schilter.

On a quelque peine à s'expliquer comment du Tillet, Fr. Pithou, Bignon et Baluze n'ont fait aucune attention à ces manuscrits, dont la rédaction de la loi Salique en quatre-vingt-dix-neuf titres devait leur paraître si différente de celle qui était l'objet de leurs travaux. Les deux premiers ont dû connaître le manuscrit 136 H, de la Faculté de Montpellier, qui a appartenu à Fr. Pithou et a été donné par lui aux pères de l'Oratoire de Troyes, d'où les événements de la révolution l'ont transporté à Montpellier [1].

Bignon a certainement connu les manuscrits 4409 et 4627, où il a trouvé les formules dont il est éditeur.

Les mêmes causes ont dû faire connaître ces deux manuscrits à Baluze, et en outre, le manuscrit 4629, qui appartenait à Colbert, avant de passer dans la Bibliothèque royale.

Il y a même, relativement à Baluze, un fait remarquable. Charles Bultel, maître des requêtes, qui avait indiqué à Schilter le manuscrit 4627 (alors 5189), lui annonça, par une lettre du 16 octobre 1697, qu'il en avait parlé à Baluze, et que ce savant n'y mit aucun intérêt, parce qu'il espérait avoir communication des manuscrits de Fulde, dont Herold avait fait usage, manucrits dans lesquels il croyait trouver le plus ancien des textes de la loi Salique.

Du Cange a très-certainement connu ce même manuscrit 4627; il en cite un passage relatif aux antrustions, dans son Glossaire, v° *Truste;* et il fait remarquer que ce passage diffère, par la rédaction, de l'édition imprimée par Baluze.

Aucun des manuscrits existants en France, et probablement il en est de même des autres, ne contient d'indications propres à faire connaître quand cette rédaction a été faite, et surtout par quels motifs on s'est entièrement écarté des précédentes, tant pour le nombre que pour le classement des titres.

[1] Voir ce que j'ai dit à ce sujet dans la préface, n. xxx.

Une courte énonciation, qu'on lit dans le manuscrit de Montpellier, doit néanmoins attirer l'attention. Elle pourrait faire supposer que cette rédaction fut faite par ordre de Pepin. Il n'y aurait rien d'invraisemblable. Ce prince, qui se fit pardonner son usurpation par de brillantes qualités, et par la situation glorieuse dans laquelle lui et surtout son fils placèrent l'empire des Francs, put sentir qu'après une longue anarchie il importait de donner une nouvelle force à la loi coutumière, de corriger et de rendres fixes les textes défigurés de plus en plus par des copies, dont les unes offraient des lacunes, les autres des additions sans authenticité, toutes des fautes grossières.

Quant à la preuve, voici tout ce qu'on peut dire. Le manuscrit de Montpellier contient les mots *anno ter XIII decimo regnante domno nostro Pipino, gloriosissimo rege Francorum, amen*, inscrits au bas du prologue et avant le texte de la loi Salique. Ces mots n'ont point évidemment pour objet d'indiquer quand le manuscrit a été copié, puisqu'il contient des documents postérieurs au règne de Pepin. S'il n'est pas possible de leur attribuer cette intention, il est difficile d'en trouver d'autre que celle de désigner l'époque de la rédaction du document auquel l'énonciation est attachée.

Cette rédaction ne paraît pas avoir été faite sur de bons matériaux. On y avait omis des dispositions assez importantes, contenues dans des rédactions antérieures. On avait conservé les gloses malbergiques, que personne ne comprenait, et souvent même on les avait altérées. Le désir que le rédacteur eut d'établir un ordre nouveau, en subdivisant et en déplaçant les titres, produisit un travail qui contrariait les habitudes anciennes; et ce fut sans doute la cause principale qui ne permit pas de le revêtir d'une promulgation officielle.

Cependant, tout imparfait et dépourvu d'authenticité que fût ce travail, on peut croire qu'on en faisait usage dans quelques parties du royaume, même après la révision de Charlemagne, puisque dans plusieurs manuscrits, notamment dans celui de Montpellier on trouve des capitulaires de 803 et des années suivantes, tous postérieurs au règne de Pepin. Il paraît même qu'en transcrivant ce texte, on essayait d'en châtier le style. Ainsi, dans les manuscrits 4409 et 4629, la latinité est plus épurée que dans les deux autres; on y a fait disparaître les gloses malbergiques, et, au lieu du titre intitulé *Chrenecruda*, on s'est borné à dire que les dispositions qu'il contient, en usage du temps du paganisme, avaient été abrogées.

Ces considérations auraient dû, comme je l'ai dit plus haut, porter du Tillet, Pithou, Bignon et Baluze à faire connaître un texte si différent des autres; et je ne saurais expliquer leur silence que par la persuasion où ils étaient que la

seule et véritable loi Salique était la *Lex emendata a Carolo Magno.* Dans cette opinion, tout texte différent leur parut indigne d'attention. Cette préoccupation fut telle dans Baluze, qu'ayant eu à sa disposition les trois manuscrits du monastère de Saint-Gall, au nombre desquels les deux indiqués plus haut et un de la *Lex emendata*, il n'a collationné que ce dernier.

Quoi qu'il en soit, une copie du manuscrit 4627, que l'on croyait unique, a servi au continuateur de Schilter à en faire la publication, successivement reproduite, d'après cette édition, par D. Bouquet, Canciani, etc.

Malheureusement le manuscrit était imparfait, et personne ne s'en aperçut. On voit qu'à une époque fort ancienne il y manquait un feuillet qui, dans le numérotage actuel du manuscrit, serait le quarante et unième. La lacune commençait au mot *exierint*, du titre XXI, intitulé dans ce manuscrit *De vulneribus*, et dont le commencement est sur le verso du folio 40. Elle comprenait les titres XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVI, XXVII, XXVIII et XXIX. Un possesseur du manuscrit qui s'en aperçut voulut remplir cette lacune. Il employa un parchemin différent de celui de son manuscrit, et un copiste dont l'écriture est différente aussi. Ce copiste se servit d'un texte de la *Lex emendata*, ce qui l'a forcé d'opérer quelques changements de mots. Il résulte évidemment de la comparaison de cette partie avec les autres manuscrits, que tout le feuillet 41 n'est pas un texte appartenant au reste de la rédaction. Bien plus, le copiste qui remplissait la lacune, n'ayant pu compléter le verso du nouveau folio 41, par le texte qu'il empruntait, a laissé le reste de ce verso en blanc.

Voilà donc un motif assez grave pour ne pas accorder confiance au manuscrit 4627 et à l'édition du *Thesaurus* de Schilter. En outre, la copie envoyée à ce savant, et dont son continuateur a fait usage, avait été exécutée avec peu de soin; elle contient plusieurs fautes grossières qui changent le sens ou qui rendent le texte inintelligible, et la plus médiocre attention m'a suffi pour reconnaître que ces fautes ne sont pas réellement dans le manuscrit.

Ainsi, on lit *vivalaverit* pour *involaverit; dum ad damnum minaverunt*, pour *dum ad domum minaverunt; arestationem* pour *aristatonem* (petite construction sépulcrale); *expellisset* pour *expellis set* (*sit*); *idem* pour *id est; superlactaverit* pour *superjactaverit, etc. etc.* Il serait trop long de faire un relevé dans lequel je pourrais indiquer des fautes non moins grossières.

J'ai hésité sur le parti que j'avais à prendre. Publier de nouveau le texte du manuscrit 4627, tel qu'il existe et tel qu'il aurait dû être dans l'édition de Schilter, si la copie qu'on lui a fournie eût été bonne, présentait l'avantage de ne pas détourner les savants de l'habitude qu'ils ont de consulter cette édition;

mais cet avantage, peu considérable du reste, ne m'a pas paru l'emporter sur celui de donner, en son entier, un texte exempt du défaut essentiel que j'ai signalé, savoir, une lacune remplie par un texte d'une autre famille. J'ai donc accordé la préférence au manuscrit de Montpellier, qui, d'ailleurs, d'après une collation attentive, m'a paru plus correct que le 4627, quoique cependant il n'énonce que très-rarement les compositions en sommes de deniers; et j'ai relevé, avec autant de soin qu'il m'a été possible, les variantes fournies par ce dernier et par les n[os] 4409 et 4629.

Un secours précieux m'était offert, relativement aux gloses malbergiques de nos manuscrits, par la publication que M. Graff a faite dans son Trésor de la langue francique, voc. *Berg*, des gloses du manuscrit 731 de Saint-Gall, je n'ai pas cru devoir le négliger; d'autant plus que ce manuscrit porte la date de la 29e année du règne de Charlemagne.

[INCIPIT LEX SALICA.][1]

I. DE MANIRE [a].

1. Si quis ad mallum legibus dominicis manitus [b] fuerit et non venerit, si eum sunnis non detenuerit, [c] solidos xv, culpabilis judicetur.

[a] *Mannire*, B. — [b] *mannitus*, A. B. — [c] add. *sunt dinarii* DC, *qui faciunt*, A.

[1] Cette rubrique n'existe que dans le manuscrit 4627. Quant au texte, il a été copié sur le manuscrit de Montpellier. Voici les signes employés pour indiquer les variantes :

A désigne le manuscrit de la Bibliothèque royale 4627, dont le continuateur de Schilter a publié une copie très-inexacte. Il est juste, cependant, de faire observer que ce manuscrit est le seul des quatre dont je fais usage où les sommes des compositions soient généralement exprimées en deniers.

E désigne les gloses malbergiques du manuscrit 731 de Saint-Gall, que M. Graff a publiées.

B désigne le manuscrit de la Bibiliothèque royale 4409, qui n'exprime ni les deniers ni les gloses.

F désigne le manuscrit de la Bibliothèque royale 4629, qui également n'exprime ni deniers ni gloses; le commencement manque. Les chapitres xxx à xxxvii ne sont conservés qu'en partie; depuis xxxviii il n'y a plus de lacune.

Je n'ai point suivi dans le choix des lettres indicatives des variantes l'ordre de l'alphabet, parce que les lettres C et D étant des lettres numérales, il aurait pu y avoir confusion dans l'emploi que j'en aurais fait.

2. Ille vero qui alio manet[a] et ipse non venerit, si eum sunnis non detenuerit, [b]solidos xv ei cui manuit[c] conponat.

II. DE FURTIS PORCORUM.

1. Si quis porcellum lactantem de franne[d] furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *chramne chalti redialti*[e], [f]solidos III culpabilis judicetur.

2. Si quis porcellum furaverit qui sine matrem vivere possit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *hymnis thetica*[g], [h]solido uno culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[i].

3. Si quis bimum porcum furaverit, MALB. *inzimus sinani*[k], solidos XV[l] culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis verrum furaverit, MALB. *cristiano*[m], [n]solidos XVII et semissem culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis scrovam[o] ducariam furaverit, MALB. *reo dimia*[p], [q]solidos XVII et semissem culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si quis maiale[r] sacrivo furaverit et illi qui illum perdedit hoc cum testibus potuerit adprobare, quod sacrivus fuissit, hoc est votivus, MALB. *bartcho cahimo*[s], [t]solidos XVII et semissem culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7. Si quis maiale qui sacrivos non fuerit furaverit, MALB. *bartho* sive *badiani*[v], [x]solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8. Si quis de gregem quindecim porcus furaverit, MALB. *taxaca*[y], solidos XXXV culpabilis judicetur excepto capitale et delatura.

9. Si quis XXV porcus furaverit, MALB. *sonnista*[z], [aa]solidos LXII et semissem culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura. Quæ lex[bb] usque quinquaginta porcus, excepto capitale et delatura, uno judicio[cc] terminantur.

[a] *Alium mannet*, A. *mannit*, B. — [b] *sunt dinarii* DC, *qui faciunt*, A. — [c] *mannuit*, A. *mannivit*, B. — [d] *de franne* deest in B. — [e] *chrinne chaltis*, A. *chranne chalti rechalti*, E. — [f] *sunt dinarii* CXX, *qui faciunt*, A. — [g] *himnes theca*, E. — [h] *sunt dinarii* XL, *qui faciunt*, A. — [i] *dilatura*, A. B. — [k] *ingismus sui anni*, A. *in simis suiani*, E. — [l] *solidos* LXV, A. — [m] *christiano*, E. — [n] *sunt denarii* DCC, *qui faciunt*, A. — [o] *iscrofam*, B. — [p] *reodemia*, A. — [q] *sunt denarii* DCC, *qui faciunt*, A. — [r] *maialo*, A. *magale*, B. — [s] *bracho cahimo*, A. *baracho caimo*, E. — [t] *sunt denarii* DCC, *qui faciunt*, A. — [v] *bratho* sive *babane*, A. *barcho* sive *babani*, E. — [x] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [y] *sunt denarii* MCCCC, *qui faciunt*, A. — [z] *sunista*, A. *sunnista*, B. — [aa] *sunt denarii* MMD, *qui faciunt*, A. — [bb] *lex* deest in B. — [cc] *omnium judicium*, A.

III. DE FURTIS ANIMALIUM.

1. Si quis vitulum lactantem furaverit, MALB. *pordor* aut *friocho*[a], [b] solidos III culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis anniculum usque ad bimatum furaverit, MALB. *thinzimus pordorsum*[c], [d] XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis bovem aut vaccam furaverit, MALB. *podor*[e], solidos XXXV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis taurum gregem regentem furaverit, hoc est trispellium[f], qui de tres villas cummunis vaccas tenuerit et numquam junctus fuissit MALB. *chegmene teo*[g], [h] solidos XLV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis XII[i] animalia furaverit, MALB. *sonista*[k], [l] solidos LXII et semissem culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura; et usque ad XXV[m] unum judicium terminantur.

IV. DE FURTIS OVIUM.

1. Si quis agnum furaverit MALB. *leve*[n], dinarios VII culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis annuculum vel bimum vervicem furaverit, MALB. *inzimus*[o], [p] solidos III culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Certe se[q] duos aut tres furaveret, MALB. *fetus cheto*[r], [s] solidos XXXV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura; qui numerus usque ad quadraginta vervices cônvenit observare.

4. Si quis[t] quinquaginta[v] vervices aut amplius furaverit, MALB. *feto*[x], solidos LXII et semissem culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] *Podor* aut *fricho*, A. *poder* aut *fri ocho*, B. — [b] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*, A. — [c] *thinzimus poda*, A. *thin zimus podor*, B. — [d] *sunt denarii* DC, *qui faciunt solidos*, A. *solidos* XV, B. — [e] *sunt denarii* MDCCCC. *qui faciunt*, A. — [f] *trespellium*, A. deest in B. — [g] *chregne neteo*, B. — [h] *sunt denarii* MDCCC, *qui faciunt*. A. — [i] *duocim*, B. — [k] *sonesta*, B. — [l] *sunt denarii* MMD, *qui faciunt*, A. — [m] XX, A. — [n] Deest glossa in B. — [o] *ing zimus inzimis*, B. — [p] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*, A. — [q] *si vero*, B. — [r] *fretus chaeto*. A. *retus cetho*. B. — [s] *sunt denarii* MCCCC, *qui faciunt*. — [t] *Si vero*, B. — [v] XL, A. — [x] *freto*. A. — [y] *sunt denarii* MMD, *qui faciunt*.

V. DE FURTIS CAPRARUM.

1. Si quis tres capras[a] furaverit, MALB. *haper*[b], [c] solidos III culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si super tres capras furaverit, MALB. *chanchurda*[d], [e] solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

VI. DE FURTIS CANUM.

1. Si quis seusium[f] magistrum furaverit, MALB. *fhauuichaus curnuta nechana*[g], solidos XII[h] culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis veltrum agutario[i] furaverit, MALB. *chuno vano*[k], [l] solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis canem pastoralem[m] furaverit aut occiserit[n], MALB. *leodardi*[o], [p] solidos III culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

VII. DE FURTIS AVIUM.

1. Si quis aceptorem[q] de arbore furaverit, MALB. *hocticla*[r], [s] solidos III culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis aceptorem de pertica furaverit, MALB. *veganus antete*, solidos XII[t], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[v].

3. Si quis acceptorem deintro clavem furaverit MALB. *orto fugia*[x], solidos LXLV[y] culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis isparuario[z] furaverit, MALB. *sondolino*[aa], solidos III[bb] culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis ansera domestica aut aneda[cc] furaverit, MALB. *sondolino*[dd], [ee] solidos III culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] *Si quis capritum*, B. — [b] *aper*, A. E. — [c] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*, A. — [d] *chanchus*, A. — [e] *sunt denarii* DC, *qui faciunt* A. — [f] *seusum*, A. *secusum*, B. — [g] *fluuuicus hus cornutu nethanna*, A. *phauuic hus cornutum nechana*. — [h] *sunt denarii* DC, *qui faciunt solidos* XV, A. *solidos* XV, B. — [i] *agatario*, A. *argutario*, B. — [k] *chunabana*, A. — [l] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [m] *pastorem*, B. — [n] *aut occiserit* desunt in A. — [o] *leudardo*, A. — [p] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*, A. — [q] *acceptorem*, A. B. — [r] *hoctida*, E. — [s] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*, A. — [t] *sunt denarii* DC, *qui faciunt solidos* XV, A. *solidos* XV, B. — [v] § 3 est. 2 in A. et invicem. — [x] *ortho fugia*, E. — [y] *sunt denarii* MDCCC, *qui faciunt solidos* XLV, A. *solidos* LXV, B. — [z] *spreuario*, A. *isperuarium*, B. — [aa] *sundelino*, A. *sundulino*, E. — [bb] *sunt denarii* CCXL, *qui faciunt solidos* VI, A. — [cc] *aneta*, A. *anetem*, B. — [dd] *sundelino*, A. — [ee] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*, A.

6. Si quis coccum[a] aut gallina furaverit, MALB. *annas vivido*, et *solampinam*[b], solidos III culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[c].

7. Si quis grui[d], aut cicino[e] domestico furaverit, MALB. *horti fucla*[f], [g]solidos III culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

8. Si quis aucellum[h] de trappa[i] furaverit, MALB. *ac falla*[k], [l]solidos XV culpabilis judicetur.

VIII. DE FURTIS ARBORUM.

1. Si quis pomario domestico cappolaverit[m], aut involaverit[n], solidos III[o] culpabilis judicetur.

2. Si quis pomario dome‿.uco intus curte[p] aut in orto vel in vinea cappulaverit aut involaverit[q], [r]solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis in silva materium alienum capulaverit aut involaverit aut incenderit, MALB. *leodardi*[s], [t]solidos XV culpabilis judicetur.

4. Si quis in silva alterius ligna furaverit, MALB. *leodardi*, [v]solidos XV culpabilis judicetur.

IX. DE FURTIS APIUM.

1. Si quis apem intro[x] clavem furaverit a..t amplius se dictus super eos fuerit[y], MALB. *antedio olecharde*[z], [aa] solidos XLV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis unum vasum ab[bb] apis aut amplius foras tectum furaverit[cc] MALB. *taxaca ab chratis*[dd], [ee]solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] *Gallum*, B. — [b] *cannas uiuido*, D. *et solam phinam*, E. — [c] § 6 deest in A — [d] *grugem*, B — *cicenum*, A. B. — [f] *orti fucla*, E. — [g] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*, A. — [h] *avicolam*, B. — [i] *trapa*, A. B. — [k] *hac falla*, A. *hacfala*, E. — [l] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [m] *capulaverit*, A. B. — [n] *furaverit*, B. ita semper. — [o] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*, A. — [p] *intus in curte*, A. *infra curtem*, B. — [q] *furaverit*, A B. — [r] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [s] *leudardi*, A. — [t] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [v] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [x] *deintro*, A. B. — [y] *si tectus super eas fuerit*, A. *aut de sub tecto furaverit ubi amplius non fuerint*, B. — [z] *antedeo elecharde*, A. *antedio holecardo*, E. — [aa] *sunt denarii* MDCCC, *qui faciunt*, A — [bb] *ad*, A. — [cc] *Et si foras tectum aut unum vas aut amplius furaverit*, B. — [dd] *taxaca abgrates*, E. — [ee] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A.

3. [Si vero septem aut amplius furaverit, et adhuc alique remaneant, solidos XLV culpabilis judicetur[a].]

X. DE DAMNO IN MESSE VEL IN QUALIBIT CLAUSURA INLATUM FUERIT[b].

1. Si quis animal aut caballum vel quemlibit pecus in messa[c] sua invenerit, penitus eum[d] vastare non debet; quod si fecerit et confessus fuerit capitale in loco restituat[e], ipsum vero dibilem ad se teniat[f] quem percussit[g]; si vero confessus non fuerit et ei fuerit adprobatum MALB. *leodardi*[h], [i] solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis animal aut caballum vel jumentum punxerit, MALB. *trachlagia*[k], [l] solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis in messe sua pecora aliena invenirit qui pastorem non habent[m] et eas inclauserit ut nulli penitus innotiscat, et aliquid ex ipsis pecoribus perierent, MALB. *taxaca*, solidos XXXV[n] culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis animal vel quodlibet pecus per sua neglegentia noguerit[o] et hoc dominus ei [p]confessus fuerit, capitale in loco restituat. Si vero negaverit et ei fuerit ad probatum, MALB. *leodardi*[q], [r] solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis alicui porci aut quolibet pecora costodiente[s] pastore in messe aliena incucurrerint, et illum negantem si ei fuerit adprobatum, MALB. *andesito*[t], solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si quis pecora de damnum inclausis fuerint damno stemato[v] reddat et insuper X dinarios solvat.

7. Si vero aut per inimicicia aut per superbiam pecora[x] de damno cujus messe vastaverint aut inclausas fuerint expellere aut excutere dum

[a] Non exstat nisi in B. — [b] *inlatum fuerit* deest in A. B. — [c] *messe*, A. B. — [d] *eum* deest in A. — [e] *reddat*, B. — [f] *secum retineat*, B. *ad se retencat*, A. — [g] *quem percussit*, non est in A. — [h] *leudardi*, A. — [i] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*. — [k] *thradiligia*, A. — [l] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [m] *sine pastore*, B. — [n] *sunt denarii* MCCCC, *qui faciunt solidos* XV, A. — [o] *nocuerit*, A. B. — [p] *domino*, B. — [q] *leudardi*, A. — [r] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [s] *alicui pecus custodiente*, B. — [t] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [v] *estimato*, A. — [x] *Si quis pecora de fructu suo incluserit, æstimationem damni dominicus reddat*, B.

ad domum illius menaverunt[a], presumpserit[b], MALB. *hischoto*[c], [d]solidos XV culpabilis judicetur.

8. Si quis sepe alienam aperuerit et in messe aut in qualibet labore[e] pecora miserit, se convictus testibus fuerit, ei cujus labor est damnum stimatum reddat[f], et insuper, MALB. *leodardi*[g], [h]solidos XXX culpabilis judicetur.

XI. DE SERVIS VEL MANCIPIIS FURATIS.

1. Si quis servum aut ancillam furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *theostaxaca*[i], solidos XXX[k] culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[l].

2. Si quis servum aut ancillam perdiderit valentes solidos XXV[m], se porcario[n], se venatore, se fabro, se carpentario, se stratore vadentes solidos XXV[o] furaverit aut occiserit, MALB. *theachro taxaca*[p], [q]solidos LX culpabilis judicetur[r], excepto capitale et delatura.

3. Si quis servus aut ancillas ad homine ingenuo[s] de se[t] res domini sui aliquod deportaverit in[v] taxaca, qui hoc recipit[x], MALB. *theobardo*[y], [z]solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si homo ingenuus servum alienum in taxaca[aa] secum involare duxerit[bb], aut aliquid cum ipso in taxaca neguciat[cc], MALB. *theolasina*, [dd]solidos XV culpabilis judicetur.

XII. DE FURTIS INGENUORUM VEL EFRACTURIS[ee].

1. Si quis ingenuus de foris casa quod valent duos dinarios furaverit, MALB. *taxaca*, solidos XV[ff] culpabilis judicetur.

[a] *Minaverunt*, A. — [b] *de damne cludat expellere aut foras excutere presumpserit*, B. — [c] *chisto*, A. *scuto*, E. — [d] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [e] *aut in pratum vel in quolibet labore*, B. — [f] *æstimationem damni restituat et solidos* XXX, B. — [g] *leudardi*, A. — [h] *sunt denarii* MCC, *qui faciunt*, A. — [i] *theus taxaca*, E. — [k] *sunt denarii* MCCCC, *qui faciunt solidos* XXXV, A. XXXV, B. — [l] Desunt quatuor ultima verba in A. — [m] *Si quis servum perdiderit aut ancilla valentes solidos* XXV *furaverit*, A. *Si quis servum aut ancillam furaverit valentem solidos* XXV, B. — [n] *portario*, A. — [o] *valente solidos* XXX, A. — [p] *thro thaxaca*, E. — [q] *sunt denarii* MCCCC, *qui faciunt*, A. — [r] *si istratore solidos* LX *culpabilis judicetur*, B. — [s] *ad homine ingenuo* non est in B. — [t] *se* deest in A. B. — [v] *de*, A. — [x] *deportaverit et homo ingenuus in furtum hoc receperit*, B. — [y] *teobardo*, E. — [z] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [aa] *taxaica*, A. ita et mox. — [bb] *alienum ad furtum faciendum secum duxerit*, B. — [cc] *taxaga negotiaverit*, B. — [dd] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [ee] *infractores*, B. — [ff] *sunt denarii* MCCCC, *qui faciunt solidos* XXXV, A.

2. Si vero foris casa quod valent LX dinarii[a] furaverit, MALB. ***taxaca***, solidos XXX[b] culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si vero ingenuus[c] aliquid deintus casa furaverit aut clavem infrigerit aut adulteraverit aut exinde aliquid in furtum exinde[d] portaverit, MALB. *anthedio*[e], [f] solidos XLV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis clavem effrigerit[g] et nihil exinde deportaverit, MALB. *norchot*[h], solidos XXX[i] culpabilis judicetur.

XIII. DE CURTIS SERVORUM VEL EFRACTURIS[k].

1. Si servus de furis casa quod valet duos dinarios furaverit, excepto capitale et delatura[l], aut flagellus CXX ictus accipiat aut pro dorso suo[m] solidos III solvat.

2. Si vero furaverit quod valet XL dinarios, aut castretur aut[n] solidos VI reddat, dominus vero servi qui furtum fecit capitalem in locum restituat[o].

XIV. DE RAPTO INGENUORUM VEL MULIERUM.

1. Si quis tres hominis ingenua puella de casa aut de escreana[p] rapuerint, MALB. *antonio*[q], [r] solidos XXX culpabilis judicetur; qui[s] super tres fuerint[t] solidos V componant[v], ille vero qui cum sagittas fuerint ternus solidus conponere faciant[x]; raptor vero[y] solidos LXII et semissem culpabilis judicetur[z].

2. Si vero puella in verbo regis fuerit qui traetur fredus, exinde LXII et semissem solidos cogatur exsolvere[aa].

3. Si vero puer regi ve litus[bb] ingenua femina traxerit, de vita conponat.

[a] *XL denarii*, A. *denoster XL*, B. — [b] *sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV*, A. — [c] *homo ingenuus*, A. — [d] Deest *exinde* in A. — [e] *antheoco*, A. deest in E. — [f] *sunt denarii MDCCCC, qui faciunt*, A. — [g] *Si vero in domo clavem effregerit aut adulteraverit aut de infra casa aliquid furtum fecerit solidos XLV*, B. — [h] *norchlot*, A. E. — [i] *sunt denarii MCCC, qui faciunt solidos XXXV*, A. — [k] *De furtis servorum*, A. B. — [l] Est ad finem sectionis in B. — [m] *CXX denarii qui faciunt*, A. — [n] *CCXL denarii qui faciunt*, A. — [o] *servi capitalem requirenti restituat*, B. — [p] *screona*, A. *iscreona*, B. — [q] *anthonius*, E. — [r] *sunt denarii MCCC, qui faciunt*. A. — [s] *quod si*, B. — [t] *ducentinos denarios qui faciunt*, E. — [v] *unusquisque eorum culpabilis judicetur*, A. — [x] *faciant unusquisque eorum*, A. — [y] *MMD denarii qui faciunt*, A. — [z] *cogatur exsolvere*, A. — [aa] § 2 deest in A. — [bb] *litos*, A. *letus*, B.

4. Si vero ingenua femina quicunque de illis sua voluntate secuta fuerit, ingenuitatem suam perdat.

5. Si quis spunsam aliena tullerit et sibi in conjugium socievarit, MALB. *andrateo*[a], [b] solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.

6. Si quis puella dispunsata dructi[c] ducenti ad maritum aliquis eam in iram adsallierit et ipsa violenter michatus fuerit, MALB. *gauge chaldo*[d], [e] solidos CC culpabilis judicetur.

7. Si quis ingenuus ancilla aliena priserit in conjugio, MALB. *bonimo*, ipsi cum ea in servitio inplicetur.

8. Si quis uxorem alienam tullerit vivo marito, MALB. *abteca*, in alimentæ *ab hatto* veel *entemo*[f], solidos CC culpabilis judicetur.

9[g]. Si quis cum ingenua puella per virtute michatus fuerit, MALB. *vero manum*[h], solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.

10. Si quis cum ingenua puella spunsata ambo partis convinerit et in oculto michati fuerint[i], MALB. *fribasina*[k], [l] solidos LXV culpabilis judicetur.

XV. DE SUPERVENTIS VEL EXPOLIACIONIBUS[m].

1. Si quis hominem ingenuum insuperventi expoliaverit, MALB. *mosido*[n], [o] solidos LXII et semissem[p] culpabilis judicetur.

2. Si Romanus homo barbaro expoliaverit, MALB. *mosido*[q], [r] solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.

3. Si vero Francus homo Romano expoliaverit, MALB. *mosido*[s], [t] solidos XXX culpabilis judicetur.

4. Si quis homine qui aliubi migrare disponit, et de rege habet cartas et se alundivit[v] in mallo publico, et aliquis extra ordinatione regis testare aut adsallire eum presumpserit[x], MALB. *alachra*[y] *et hii via lacina*[z], solidos CC culpabilis judicetur.

[a] *Andrætheo*, A. *andratho*, E. — [b] *sunt denarii* MMD, *qui faciunt*, A. — [c] *drucle*, B. — [d] *gangecaldo*, E. — [e] *sunt denarii* VIIIM, *qui faciunt*, A. — [f] *abteca*, *in alia mente ab hato vel entemo*, A. *abthega*, *abhacto vel entemo*, E. — [g] § 9 deest in A. — [h] *nerouhano*, E. — [i] *sponsata eam consentientem in occulto mœchaverit*, B. — [k] *frilafina*, A. deest in E. — [l] *sunt denarii* MDCCC, *qui faciunt*, A. — [m] *De furtis*, B. — [n] *musido*, A. — [o] *sunt denarii* MMD, *qui faciunt*, A. — [p] *solidos* LXIII, B. — [q] *musido*, A. — [r] *sunt denarii* MMD, *qui faciunt*, A. — [s] *musido*, A. — [t] *sunt denarii* MCC, *qui faciunt*, A. — [v] *abundivit*, A. — [x] Sic se habet § in B: *Si quis hominem cartam regis habentem extra ordinationem regis adsallire vel via lacinia facere presumpserit*. — [y] *alagra*, E. — [z] *sunt denarii* VIIIM, *qui faciunt*, A.

5. Si quis homine ingenuo dormiente expoliaverit, MALB. *frio mosido*[a], solidos C[b] culpabilis judicetur.

XVI. DE QUI ALTERIUS VILLAM ALIENAM ADSALLIERIT[c].

1. Si quis villam alienam adsallierit, MALB. *alafalcio*[d], [e] solidos XXX culpabilis judicetur.

2. Si quis villam alienam adsallierit, et ibidem hustia[f] fregerit et canus[g] occiserit aut homines plagaverit aut exinde in carro[h] aliquid duxerit, MALB. *turriphatio*[i], [k] solidos CC culpabilis judicetur.

XVII. SI QUIS HOMINEM MORTUUM EXFUDIERIT AUT EXPOLIAVERIT[l].

Si quis corpus sepultis exfodierit et expoliaverit uuargus sit, id est expellis set usque in diem illum quam ipsa causa cum[m] parentibus defuncti faciat emendare; et ipsi parentis rogare ad judicem debeant ut ei inter homines liciat habitare, si tamen auctor sceleris[n], MALB. *turnichal*[o], solidos CC culpabilis judicetur; et qui eum antequam cum parentibus defuncti satisfaciat ospicium dederit,[p] solidos XV culpabilis judicetur.

XVIII. DE CORPUS OCCISI HOMINIS ET EXPOLIATFO ANTEQUAM IN TERRA MITTATUR[q].

1. Si quis corpus occisi hominis antequam[r] in terra mittatur in furto expoliaverit, MALB. *creo mardo*[s], solidos XII et semissem[t] culpabilis judicetur.

2. Si quis hominem mortuum super alterum in naufum aut in petra[v] miserit, MALB. *hidulgus*, [x]solidos LXII et semissem[y] culpabilis judicetur.

[a] *Prio mosido*, A. *fhrio mosido*, E. — [b] *sunt denarii IVM, qui faciunt*, A. — [c] Deest in B. — [d] *alafalmo*, A. — [e] *sunt denarii MCC, qui faciunt*, A. — [f] *hostia*, A. *ostia*, B. — [g] *canes*, A. B. — [h] *carra*, A. — [i] *turriphathio*, A. E. — [k] *sunt denarii VIIIM, qui faciunt*, A. — [l] *De homine occiso et expoliato antequam in terra mittatur*, A. Deest in B. — [m] *cum* deest in A. — [n] Sic se habet S in B : *Si quis corpus sepultum exfodierit et expoliaverit, solidos CC culpabilis judicetur et parentes defuncti judicem rogare debeant ut inter homines habitet auctor sceleris, et qui, etc.* — [o] *sunt denarii VIIIM, qui faciunt*, A. — [p] *sunt denarii DC, qui faciunt*, A. — [q] Rubrica deest in A. B. — [r] *corpus occisum antequam*, B. — [s] *chroemardo*, A. *crehomardo*, B. — [t] *sunt denarii MMD, qui faciunt solidos LXII et semissem*. A. *solidos LXII et semissem*, B. — [v] *aut in naufo aut in petram*, B. — [x] *sunt denarii MMD, qui faciunt*, A. — [y] *solidos LXIII*, B.

3. Si quis arestatonem [a] super hominem mortuum capolaverit, MALB. *cheolbarbio* [b], de unumquemque [c] solidos XV culpabilis judicetur [d].

XIX. DE INCENDIIS [e].

1. Si quis casa quamlibet super hominem dormientem incenderit, ei cui casa [f] est, MALB. *anteba* [g], solidos LXIII et semissem [h] culpabilis judicetur. Ille vero qui exinde evaserit unusquisque ex ipsis mallare [i] eum debent per, MALB. *seo lando veva,* [k] solidos LXII et semissem qui incendium misit eis culpabilis judicetur [l].

2. Si quis ibidem arserit [m], MALB. *leo dardu* [n], [o] solidos CC culpabilis judicetur.

XX. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis spicario [p] aut maflo [q] cum annona incenderit, MALB. *deba*, [r] solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.

2. Si quis concidem aut sipem capulaverit aut incenderit MALB. *viva*, [s] solidos XV culpabilis judicetur.

XXI. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis alterum voluerit occidere et colepus preterfallierit [t], MALB. *seo lando vena* [v], [x] solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum de sagitta tuscata [y] percutere voluerit, MALB. *seo lando vena* [z], [aa] solidos LXII et semissem [bb] culpabilis judicetur.

3. Si quis hominem in capita placaverit et exinde ossa [1] exierint, MALB. *cusfredum* [cc], solidos XXX culpabilis judicetur.

[a] *Aristaconem*, B. — [b] *chlebarbio*, A. *cheobarbio*, E. — [c] *DC denarii, qui faciant*, A. — [d] *conponat*. B — [e] Deest rubrica in B. — [f] *domus*, B. — [g] *andeba*, A. E. — [h] *sunt denarii MMD, qui faciant solidos LXII et semissem*, A. *solidos LXII et semissem*, B. — [i] *malare*, A. — [k] *sunt denarii MMD, qui faciant*, A. — [l] *mallare debet et qui incendium misit solidos LXII et semissem culpabilis judicetur*. B. — [m] Add. *ille qui incendium misit parentibus defuncti solidos CC*, B. — [n] *leud.*, A. *leodardi*, E. — [o] *sunt denarii VIIIM, qui faciant*. A. — [p] *ispicarium*, B. — [q] *masla*, A. *masolo*, B. — [r] *sunt denarii MMD, qui faciunt*. A. — [s] *sunt denarii DC, qui faciunt*. A. — [t] *colpo fallierit*, B. — [v] *seolando uerua*, A E. — [x] *sunt denarii MMD, qui faciunt*. A. — [y] *toscada*, E — [z] *seolando uerua*, A. E. — [aa] *sunt denarii MMD, qui faciunt*. A. — [bb] *solidos LXIII*, B. — [cc] *cusfretum*, E.

[1] Ici commence la lacune du manuscrit 4627, dont j'ai parlé page 116. Cette lacune ayant été remplie en copiant un texte de la *Lex emendata*, je ne dois point en relever les variantes.

4. Si vero intra costas aut in ventre miserit vultus[a] et currat et non sanat, MALB. *cusfredum*[b], solidos LXII et semissem[c] culpabilis judicetur, excepta medicaturios[d], solidos IX.

XXII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis hominem ingenuum de fuste percusserit et sanguis non exiit, usque ad tres colepus[e], MALB. *uuidifalt* solidos VI culpabilis judicetur.
2. Si vero sanguis exierit, tali culpa conponat[f] quasi de ferramentum eum vulnerasset.

XXIII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

De cuique[g] ad regem hominem innocentem absentem accusat, MALB. *seo lando vena*[h], solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.

XXIV. DE MALEFICIIS[i].

1. Si quis alteri herbas[k] dederit ut moriatur, MALB. *quo uirgo*[l], solidos CC culpabilis judicetur.
2. Si quis maleficium fecerit et qui eum priserit evaserit, MALB. *thoo verpota sado*[m], solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.
3. Si quis muliere herbas dedirit bibere[n], ut infantes habere non possit, solidos LXII[o] et semissem culpabilis judicetur.

XXV. DE MANU MULIERIBUS STRINGENDA[p].

1. Si quis homo ingenuos ad femina ingenua digitu aut manu strinxerit[q], MALB. *chram'*[r], solidos XV culpabilis judicetur.
2. Si brachium strinxerit[s], MALB. *chrami*[t], solidos XXX culpabilis judicetur.
3. Certe si super cupitum manum miserit[v], MALB. *chrannis malichardi*[x], solidos XXXV culpabilis judicetur.

[a] *Vulnus*, B. — [b] *cus fretum*, E. — [c] *solidos LXIII*, B. — [d] *medicaturas*, B. — [e] *colaphus*, B. — [f] *ita culpabilis judicetur*. B. — [g] *Si quis*, B. — [h] *seolando uena*, E. — [i] Deest rubrica in B. — [k] *malefitioso erbas*, B. — [l] *couirgo*, E. — [m] *thoouerpo hac fodo*, E. — [n] *bibere* deest in B. — [o] *LXXII*, B. — [p] Rubrica deest in B. — [q] *extrinserit*, B. — [r] *chramen*, E — [s] *extrinxerit*, B. F. — [t] *crami*, E. — [v] *cubitum eam extrinxerit*, B. — [x] *chrannes malicardi*, F.

4. Si quis ad mulierem mamellam strinxerit[a] MALB. *item bracti,* solidos XLV culpabilis judicetur.

XXVI. DE NAVIBUS[b].

1. Si quis novem extra consilium domini sui movere presumpserit MALB. *femire*[c], solidos III culpabilis judicetur.

2. Si vero ipsam furaverit MALB. *femire*[d], solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[e].

XXVII. DE ASCO DEINTRO CLAVE FURATO[f].

Si quis asco[g], deintro clavem furaverit MALB. *chanzasco*[h], solidos XV[i] culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[k].

XXVIII. DE FURTIS IN MOLINO CONMISSIS[l].

1. Si quis homo ingenuos in molino alieno annona furaverit, MALB. *antedio*[m], hoc est cui molinus[n] est, [o]solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si vero alicui anona furaverit, alius XV solidos culpabilis judicetur.

XXIX. DE QUI ALTERIUS SCLUSA RUMPIT[p].

Si quis sclusa[q] de farinario ruperit, MALB. *urb' vialacina*, [r]solidos XV culpabilis judicetur.

XXX. DE HOMICIDIIS PARVOLORUM VEL MULIERUM[s].

1[1]. Si quis puerum infra duodecem annorum non tunsorato occiserit, MALB. *charcaro leodardi*[t], [v]solidos DC culpabilis judicetur.

2. Si quis femina grave debatterit[x], et ipsa exinde mortua fuerit, MALB. *leodiniæ*[y], [z]solidos CCC culpabilis judicetur.

[a] *Si mammillam ejus extrinxerit*, B. — [b] Deest rubrica in B. — [c] *fimire*, E. — [d] *fimiue*, E — [e] § 2 deest in F. — [f] Deest rubrica in B. — [g] *ascum*, B. — [h] *chanzascho*, E. — [i] *solidos* XL, B. — [k] desunt quatuor posteriora verba in B. — [l] Deest rubrica in B. — [m] *anthedio*, E — [n] *farinarius*, B. — [o] *et cui annona fuerit alius*, B. — [p] Deest rubrica in B. — [q] *exclusa*, B. — [r] Deest glossa in E. — [s] Rubrica deest in A. B. — [t] *chacharo liudardi*, A. *charcharo leodardi*, E. — [v] *sunt denarii* XXIVM, *qui faciunt*, A. — [x] *gravidam percusserit*, B. — [y] *ano ano leodinia*, A. *anno ano leodinia*, E. — [z] *sunt denarii* XIIM, *qui faciunt*, A.

[1] Ici recommence le veritable texte dans le manuscrit 4627.

3. Si vero infantem in utero matris suae occiserit, MALB. *annona*[a], [b]solidos C culpabilis judicetur.

XXXI. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si quis femina ingenua postquam infantis abere ceperit occiserit, MALB. *leodinia*, [c] solidos DC culpabilis judicetur.

XXXII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis femina post media ætate, hoc est quando jam[d] infantes habere non potest, occiserit, MALB. *leodinia*, [e]solidos CC culpabilis judicetur.

2. Si quis ingenua puella occiserit, MALB. *smacha ledi*[f], [g]solidos C culpabilis judicetur.

XXXIII. DE NECGLIGENTIIS PARVOLORUM[h].

Si quis puer infra duodecem annus aliqua culpa comiserit, fridus[i] ei non requiratur.

XXXIV. DE PUERO TUNSORATO[k].

1. Si quis puero sine consilio parentum suorum tunsoraverit, MALB. *autchardo*[l], [m]solidos LXII et semissem[n] culpabilis judicetur.

2. Si vero puella sine voluntatem parentum tunsoraverit, MALB. *theochada*[o], [p]solidos XLV culpabilis judicetur.

XXXV. DE ADULTERIIS ANCILLARUM[q].

1. Si quis[r] cum ancilla aliena michatus fuerit, MALB. *evalisina*[s], [t]solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis cum ancilla regi[v] michatus fuerit, MALB. *evalesina*[x], [y]solidos XXX culpabilis judicetur.

[a] *Anno uano*, A. *anno ano*, E. — [b] *sunt denarii IVM, qui faciunt*, A. — [c] *sunt denarii XXIVM, qui faciunt*, A. — [d] *postquam*, A. B. F. — [e] *sunt denarii VIIIM, qui faciunt* A. — [f] *simalchaledi*, E. — [g] *sunt denarii IVM, qui faciunt*, A. — [h] Rubrica deest in B. — [i] *fredus*, A. *frėdos*, B. F. — [k] Deest rubrica in B. — [l] *uuzchardo*, A. *hautchardo*, E. — [m] *sunt denarii MMD, qui faciunt*, A. — [n] *solidos XLIII*, F. — [o] Deest glossa in A. *theohichadu*, A. — [p] *sunt denarii MDCCC, qui faciunt*, A. — [q] Deest rubrica in B. — [r] Add. *ingenuus*, B. F. — [s] *eualesina*, A. — [t] *sunt denarii DC, qui faciunt*, A. — [v] *regis*, A. B. — [x] *eualisina*, E. — [y] *sunt denarii MCC, qui faciunt*, A.

3. Si quis servus cum ancilla aliena michatus fuerit,[a] solidos III culpabilis judicetur.

4. Si servus ancilla aliena extra voluntatem domini sui ad conjugium sociaverit, MALB. *anthamo,*[b] solidos III culpabilis judicetur.

5. Si servus cum ancilla aliena michatus fuerit, et ex ipso crimine ipsa mortua fuerit, aut[c] solidos VI domini ancilla conponat, aut castretur; dominus servi capitale de ancilla[d] in loco restituat.

XXXVI. DE LIBERTIS DEMISSIS INGENUIS[e].

1. Si quis litum[f] alienum qui apud domino suo in hoste fuerit extra consilium domini sui[g] ante rege per dinario ingenuum demiserit, MALB. *maltholitho frioblito*[h], [i] solidos C culpabilis judicetur, res vero ipsius lito[k] legitimo domino reformetur.

2. Si quis servum alienum per dinarium ante rege ingenuum demiserit, MALB. *malthofiato meoto*[l], [m] solidos XXXV culpabilis judicetur, et capitale in loco restituat[n].

XXXVII. DE FURTIS DIVERSIS[o].

1. Si quis tentinnum[p] de intra porcus furaverit, MALB. *thuochapo*[q], [r] solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis petica[s] de caballo furaverit, MALB. *leodardi*[t], solidos[v] culpabilis judicetur.

XXXVIII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis messem alienam in furtu metere presumpserit[x], [y] MALB. [z] solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis in navina, in fabaria, in lentiliaria in furtu ingressus fuerit[aa], MALB. *leodardi*[bb], [cc] solidos III culpabilis judicetur.

[a] *Sunt denarii* CXX, *qui faciunt*. A. — [b] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*. A. — [c] *denarii* CXL, *qui faciunt*. A. — [d] *de ancilla* deest in A. — [e] Rubrica deest in B. — [f] *libertum*. B. F. — [g] Deest in B. *extra consilium domini sui*. — [h] *malcho itto frioblito*, A. *maltho hitho frio blito*. B. — [i] *sunt denarii* IVM, *qui faciunt*. A. — [k] *litus*, B. *liti*, F. — [l] *maltho fiatho meotho*. A. *maltho fratho meotho*. E. — [m] *sunt denarii* MCCCC, *qui faciunt*. A. — [n] § 2 non habetur in B. F. — [o] *diversarum*. B. — [p] *tintinnum inter*. A. B. F. — [q] *thuochaudo*. A. *tuhochapo*. E. — [r] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*. A. — [s] *pedica*. B. F. — [t] *leudardo*. A. — [v] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt solidos* III. A. *solidos* III. B. I. — [x] *in furtum furaverit mittere presumpserit*. B. — [y] MALB. *leud.*. A. — [z] *sunt denarii* DC., *qui faciunt*. A. — [aa] *Si quis nabina, faba, lenticula in agro furaverit*. B. I. — [bb] *leud.*. A. — [cc] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*. A.

XXXIX. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis de campo alieno lino[a] furaverit et in carro duxerit, MALB. *leodardi*[b], [c] solidos XLV culpabilis judicetur.

2. Si vero tantum presumpserit quantum in dorsum postare[d] potuerit,[e] solidos XV culpabilis judicetur.

XL. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis pratum alienum secaverit, opera sua perdat et insuper[f] solidos XV culpabilis judicetur[g], et si exinde fenum[h] in carro ad domum suam duxerit,[i] solidos XLV[k] culpabilis judicetur[l], excepto capitale et delatura.

2. Si vero tantum presumpserit quantum in dorsum suum[m] portare potuerit,[n] solidos III culpabilis judicetur[o].

XLI. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si quis in orto alieno in furtu[p] ingressus fuerit, MALB. *leodardi*[q], solidos XV culpabilis judicetur.

XLII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis vineam alienam in furto vindimiaverit, MALB. *leodardi*[r], solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si vero in carro[s] carcaverit[t] et ad domum suam duxerit,[v] solidos XLV culpabilis judicetur.

[XLIII. DE RETIBUS.][x]

1. Si quis ritem ab anguillas[y] de flumine furaverit, MALB. *obdubas*[z], [aa] solidos XLV[bb] culpabilis judicetur.

[a] *Lino* deest in A, sed manu recentiori suprascriptum; *linum*, B. F. — [b] *leud'*, A. — [c] *sunt denarii* MDCCC, *qui faciunt*, A. — [d] *portare*, A. B. F. — [e] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, F. A. — [f] *sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [g] *conponat*, B. F. — [h] *ipsum fructum*, B. F. — [i] *sunt denarii* MDCCC, *qui faciunt*, A. — [k] *solidos* XV, F. — [l] *condamnetur*. B. *condempnetur*. F. — [m] *in dorsum suum* deest in B. F. — [n] *sunt denarii* CXX, *qui faciunt*, A. — [o] *conponat*, B. F. — [p] *furtum causa*, B. F. — [q] *leud' sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [r] *leud' sunt denarii* DC, *qui faciunt*, A. — [s] *carra*, A. — [t] *carcaverit et* desunt in B. F. — [v] *sunt denarii* MDCCC, *qui faciunt*, A. — [x] Rubrica ex A.; deest in cod. Monsp. et B. F. — [y] *ad anguilis*, A. *ad anguillas*, B. deest in F. — [z] *obdub*. A. E. — [aa] *sunt denarii* MDCCC, *qui faciunt*, A. — [bb] *solidos* XV, A.

2. Si quis statuam aut trimaclem[a] vel verte vollo[b] de flumine furaverit, MALB. *narcus taxaca*[c], solidos XII[d] culpabilis judicetur.

XLIV. DE SCREONIS EFFRACTIS[e].

1. Si quis screonam[f] qui clavem habet efrigerit[g], MALB. *strona antidio*[h], [i]solidos XLV[k] culpabilis judicetur.

2. Si vero de screona clavem efrigerit et nihil exinde tullerit, MALB. *leodardi*[l], solidos XII[m] culpabilis judicetur.

XLV. [DE EO QUI ALTERIUS CAMPO ARAVERIT.][1]

1. Si quis campo alieno araverit, MALB. *leodardi*, [n]solidos XV culpabilis judicetur[2].

2. Si quis campo alieno araverit et semenaverit, MALB. *obrebus andappus*[o], solidos XXX culpabilis judicetur[3].

3. Si quis arratrum cum aratore[p], de campo alieno ostaverit[q] aut jactaverit, MALB. *cuuaerso*[r], [s] solidos XV culpabilis judicetur.

XLVI. DE OBLIGATIONIBUS[t].

1. Si quis aliquid in furtum[v] hominem locaverit ut alium interficiet, MALB. *tua*[x], solidos LXII[y] et semissem culpabilis judicetur.

2. Si quis ut dans accipiens et portans, [z]solidos LXII et semissem[aa] unusquisque illorum conponat[bb].

[a] *Trammaclem*, A. *trimaglem*, B. F. — [b] *vervuldo*, A. *verte volo*, B. F. — [c] *naschus taxaca*, A. *nachus taxaca*, E. — [d] *sunt denarii* DC, *qui faciunt solidos* XV, A. *solidos* XV, B. F. — [e] Inscript. ex A. deest in cod. Monsp. et B. F. — [f] *escreona*, A. *iscreona*, B. *screona*, F. — [g] Add. B. *et aliquid exinde furaverit*, ita etiam F. — [h] *strona athedio*, A. *strona anthidio*, E. — [i] *sunt denarii* MDCCC, *qui faciunt*, A. — [k] *solidos* XV, B. — [l] *leud' sunt denarii* DC, *qui faciunt*. — [m] *solidos* XV, A. B. F. — [n] *leud'* DC *denarii*, *qui faciunt*, A. — [o] *sunt denarii* MCC, *qui faciunt*, A. — [p] *aratorem cum aratro*, B. F. — [q] *vetaverit*, B. F. — [r] *chuuarso*, A. *chucarso*, E. — [s] DC *denarii*, *qui faciunt*, A. — [t] *elogationibus*, A. — [v] *in furtum* deest in B. — [x] *sunt denarii* MMD, *qui faciunt*, A. — [y] XII *et semissem*, F. — [z] *sunt denarii* MMD, *qui faciunt*, A. — [aa] *similiter solidos* XLIII, F. — [bb] *culpabilis judicetur*, A.

[1] Le manuscrit de Montpellier n'ayant pas de rubrique, j'ai employé celle de A.

[2] Le § 1er est le second dans A, et le § 2 y est le premier.

[3] Au lieu des §§ 1 et 2, le manuscrit F porte : *Si quis campum alienum araverit, solidos* XXX *culpabilis judicetur*.

XLVII. DE DIBELITIBUS[a].

1. Si quis alterum manum capolaverit, unde homo mancus est[b], et ipsa manus super eum pendat, MALB. *setti*, solidos LXV[c] culpabilis judicetur.

2. Si vero ipsa excusserit, MALB. *cramere*[d], solidos C culpabilis judicetur.

3. Si police de manu capolaverit, MALB. *chramire*[e], solidos XLV culpabilis judicetur.

4. Si secundum digitum unde sagittaretur[f] excusserit, MALB. *brioro*, [g] solidos XXXII culpabilis judicetur.

5. Si medianum digitum unde sagittatur excusserit, MALB. *thaphano*, [h]solidos XXXV culpabilis judicetur[1].

6. Si quarto digito excusserit, MALB. *melagno*[i], solidos XXV culpabilis judicetur.

7. Si minimus[k] digitus excussus fuerit, MALB. *menecleno*[l], solidos XV culpabilis judicetur.

8. Si vero pedis capulatus fuerit et ibidem mancus teniat[m], MALB. *chudachina chamina*, [n] solidos LXV culpabilis judicetur.

9. Si vero pedis percussus[o] fuerit, MALB. *chudachina*[p], [q] solidos C culpabilis judicetur.

10. Si quis alterum oculus eicerit, MALB. *luchavina*[r], solidos C culpabilis judicetur.

11. Si quis alterius nasum aut auriculum[s] excusserit, MALB. *funne chleura*[t], solidos XV culpabilis judicetur.

[a] *Debilitatibus*, A. — [b] *sit*, A. *manaissit*, B. *manus sit*, F. — [c] *seta MDCCC denarii, qui faciunt solidos XLV*, A. *secti*, E. *solidos XLV*, B. *solidos XV*, F. — [d] *chramere, IVM denarii, qui faciunt*, A. — [e] *chramine*, E. *MDCCC denarii, qui faciunt*, A. — [f] *sagitta trahitur*, A. — [g] *sunt denarii MCCCC, qui faciunt solidos XXXV*, A. — [h] *MCCCC denarii, qui faciunt*, A. — [i] Deest glossa in E. — [k] *quintum*, B et F. — [l] *melcdeno*, A. — [m] *unde homo mancus teneatur*, B. et F. — [n] *sunt denarii MDCCC, qui faciunt*, A. — [o] *perexcussus*, A, B, F. — [p] *chaludachina*. A. *chludachina*, E. — [q] *IVM denarios, qui faciunt*, A. — [r] *alterum oculum ejecerit*. MALB. *liaba hauma, sunt denarii IVM, qui faciunt*. A. *licanina*, E. — [s] *auriculam*, A. B. F. — [t] *fane deura DC denarii, qui faciunt*, A.

[1] Les §§ 4 et 5 n'en forment qu'un seul dans B et F, qui est ainsi conçu : *Si secundum vel tertium, unde sagitta trahitur, excusserit, solidos XXXV culpabilis judicetur.*

12. Si quis alterius linguam capolaverit unde loquere non possit, MALB. *alchacio*[a], solidos C culpabilis judicetur.

13. Si quis alterius dentem excusserit, MALB. *in chlavina*[b], solidos XV culpabilis judicetur.

14. Si quis ingenuos ingenuum castraverit aut virilia[c] transcapolaverit unde mancus sit, MALB. *uui dardi*[d], [e]solidos C culpabilis judicetur.

XLVIII. DE CONVICIIS.

1. Si quis alterum cinido[f] vocaverit, MALB. *quinte*[g], [h]solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum falsatorem clamaverit et non potuerit adprobare, MALB. *iscrabo*[i], solidos XV culpabilis judicetur.

3. Si quis alterum concagato clamaverit[k], solidos III culpabilis judicetur.

4. Si quis mulier ingenua seo vero[l] muliere meretricem clamaverit et non potuerit adprobare, MALB. *solis trabo*[m], [n]solidos XLV culpabilis judicetur.

5. Si quis alterum vulpiculam clamaverit, [o]solidos III culpabilis judicetur.

6. Si quis alterum lepore clamaverit, [p]solidos III culpabilis judicetur[1].

XLIX. DE VIA LACINA[q].

1. Si quis hominem ingenuum de via sua ostaverit[r] aut inpinxerit, MALB. *via lacina*[s], [t]solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis femina ingenua de via sua ostaverit[v] aut inpinxerit, MALB. *via lacina*[x], [y]solidos XII culpabilis judicetur.

[a] *Alcheio*, *IIM denarii, qui faciunt*, A. *halachacio*, E. — [b] *inchauina DC denarii, qui faciunt*, A. *inclavina*, E. — [c] *viriliam*, A. B. — [d] Deest glossa in A. — [e] *VIIIM denarii, qui faciunt solidos CC*, A. — [f] *cinidum*, A. *cinitum*, B. F. — [g] *quinthe*, E. — [h] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [i] *ischrabo*, *DC denarii, qui faciunt*, A *hischrabo*, E. — [k] *et non potuerit adprobare CXX denarii, qui faciunt*, A. — [l] *seeanere*, A. *aut vir*, B. *aut vel*, F. — [m] Deest glossa in A. *sole strabo*, E. — [n] *MDCCC denarii, qui faciunt*, A — [o] *CXX denarii, qui faciunt*, A. — [p] *CXX denarii, qui faciunt*, A. — [q] *De alacinia*, B. *De via lacina*, F — [r] *viam suam contenderit*, B et F. — [s] *uia lasina*, E. — [t] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [v] *retaverit*, B et F. — [x] deest glossa in A. — [y] *MDCCC denarii, qui faciunt solidos XLV*, A. *solidos XLV*, B.

[1] Les §§ 5 et 6 n'en forment qu'un seul dans B et F, qui est ainsi conçu : *Si quis alterum vulpiculam clamaverit aut leprem* (*lepra*, F), *solidos III culpabilem judicetur*.

L. DE LEGAMINIBUS INGENUORUM.

1. Si quis hominem ingenuum sine causa legaverit, MALB. *andreppus*[a], [b]solidos XXX culpabilis judicetur.

2. Si vero ipso legato aliqua parte duxerit, MALB. *andreppus*[c], [d]solidos XLV culpabilis judicetur.

LI. DE VENATIONIBUS.

1. Si quis de diversis venationibus furaverit aut celaverit[e]; si cervo domestico signum abente furaverit aut occiserit quem ad venationem mansuetus est, et dominus suos per testibus potuerit adprobare quod eum in venatione habuisset et cum eum[f] duas aut tres feras occississit, MALB. *treuuidio*[g], solidos XLV[h] culpabilis judicetur.

2. Si vero cervo domestico qui in venatione adhuc non fuissit furaverit aut occiserit, MALB. *trio iobio amestalla*[i], [k]solidos XV culpabilis judicetur[1].

3. Si quis cervo aut abro lasso[l], quem alterius canes movunt occiserit aut celaverit, MALB. *acuuerna*[m], [n]solidos XV culpabilis judicetur.

LII. DE SEPIBUS.

Si quis tres virgas unde sepes super legata est vel retortas capolaverit aut ipsa sepe aperuerit, MALB. *leodardi*[o], [p]solidos XV culpabilis judicetur.

LIII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si quis per aliena messe erpice[q] aut carro traxerit et sine via transierit, MALB. *leodardi*, [r]solidos XV culpabilis judicetur.

[a] *Andrephus*, E. — [b] *CCXL denarii, qui faciunt*, A. — [c] *andrephus*, E. — [d] *MDCCC denarii, qui faciunt*, A. — [e] *Si..... celaverit* non sunt in B et F. — [f] *apud ipsum*, B. F. — [g] Deest glossa in A. *treuimdio*, E. — [h] *sunt DC denarii, qui faciunt solidos XV*, A. *solidos XV*, B. — [i] Deest glossa in A. *trio iube amestella*, E. — [k] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [l] *cervum aut aprum lassum*, A. *caprum*, B. — [m] Deest glossa in A. — [n] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [o] Deest glossa in A. — [p] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [q] *arpicem*, B. *erpicem traxerit*, A. — [r] Deest glossa in A. qui addit *DC denarii, qui faciunt*, A.

[1] Ce paragraphe entier manque dans B.

LIV. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si quis per messem alienam[a], expalmetantem[b] sine via aut sine semita vias fecerit, MALB. *leodardi*[c], [d]solidos XV culpabilis judicetur.

LV. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si quis in curte vel in casa vel in qualibet[e], in furtum aut per malo ingenio aliquid miserit nesciente domino cujus domus est, MALB. *ferimbera*, [f]solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.

LVI. DE HOMICIDIIS SERVORUM VEL EXPOLIACIONIBUS.

1. Si[g] servus servum aut ancillam occiderit, MALB. *theodilinia*[h], id est homicida ille solidos XX culpabilis judicetur.

2. Si quis ingenuos servum alienum expoliaverit, MALB. *rincus modi*[i], [k]solidos XV culpabilis judicetur[1].

LVII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si quis servum alienum battit et super XL noctis operia trigaverit[l], MALB. *daus*[m], [n]solidos III culpabilis judicetur.

LVIII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si quis servos hominem ingenuum occiserit, ipso homicida pro mediætate parentibus tradatur, et illa alia mediætate domnus servi si noluerit[o] servitutem, aut si intellexerit de lege si ob mallare potit[p], ut ipsa leode[q] non solvat.

LIX. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si quis homo ingenuos litum alienum expoliaverit, MALB. *etur modi*[r], [s]solidos XXXV culpabilis judicetur.

[a] *Jam* add. A. — [b] *ambulandam*, B. *ambulaverit*, F. — [c] Deest glossa in A. — [d] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [e] *vel in colibet loco*, B. F. — [f] *sunt denarii MMD, qui faciunt*, A. — [g] *quis*, A. — [h] *theodolina*, A. *theodalina*, E. — [i] Deest glossa in A. *renchus mohso*, E. — [k] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [l] *opera tricaverit*, A. *opera triverit*, B. — [m] Deest glossa in A. *dahus*, E. — [n] *CXX denarii, qui faciunt*, A. — [o] *tradatur et dominus illius medietatem de illa leude solvatur. Si vero dominus servitutem servi noluerit, etc.* B. et F. — [p] *potest*, A. B F. — [q] *leud*, F. — [r] *MALB. letusmodi*, A et F. — [s] *sunt denarii MCCCC, qui faciunt*, A.

[1] Ce paragraphe manque ici dans B; mais il se retrouve à la fin du titre LXI.

18

LX. QUADRUPEDES SI SCILICET HOMINEM OCCISERINT[a].

Si quis homo ex quolibet pecu occisus fuerit, et hoc parentis illius testibus potuerint adprobare dum ille dominus pecoris antea legem non adimpleverit, mediætate de ipso leode[b] conponat et pro illa alia mediætate[c] ipso quadrupede donet; si enim dominus intellexerit, per lege se defendere potest ut nihil pro ipso pecore solvat[d].

LXI. DE VESTIGIO MINANDO.

1. Si quis bovem aut caballum vel quemlibet pecus in furtu perdiderit, et eum dum vestigio sequitur consequtus fuerit usque ad tres noctis, si illi qui eum ducit aut emisset[e] aut cambeasset dixerit vel proclamaverit, ille qui per vestigio sequitur res suas per tercia mano charamire[f] debet[g].

2. Si vero tres noctis exactis qui res suas querit eas invenerit, ille apud quem invenitur eas emisset[h] aut cambiasset dixerit, ei liceat achramire[i]. Quod si ille qui per vestigio sequitur res suas quas agnuscere dicit ille alio reclamante nec offerre re per tercia manu voluerit, vel solem secundum legem calcaverit, sic volentur[k] hoc quod se agnuscere dicit tollisse cumvincitur, MALB. *mithio frasitho*[l], [m] solidos XXX culpabilis judicetur[n].

LXII. DE FORTIS CABALLORUM.

1. Si quis caballum qui carrua trait[o] furaverit, MALB. *channas zascho*[p], [q] solidos XLV culpabilis judicetur.

[a] *De quadrupedibus si hominem occiserit*, A. — [b] *leude*, B. F. — [c] *pro illa alia medietate* non sunt in B. F. — [d] *eo videlicet modo si dominus se per legem non intellexerit defendere*, B. F. — [e] *emisit*, A. — [f] *adchramire*, A. — [g] *usque ad tres noctes, et ille qui ipsum furtum in potestate habet dixerit, se aut conparasse aut concamiasse, tunc licet ei, qui per vestigio sequitur res suas per tertia manu adframire*, B. F. — [h] *invenerit emisit*, A. — [i] *adchramire*, A. — [k] *solem culcaverit se violenter*, A. — [l] *mithio frasito*, A. *mithio frassitho*, B. — [m] *MCC denarii, qui faciunt*, A. — [n] Sic se habet S in B et F : *Si vero tres noctes transactas res suas quesierit et eas invenerit, et ille apud quem inveniuntur eas dixerit se aut conparasse aut concamiasse, tunc ipsas ei liceat adframire. Quod si ille qui ipsum furtum per vestigio sequitur res suas, quas agnoscere dicit alio reclamante per tertiam manum adframire noluerit, vel solem secundum legem culcaverit, et violenter hoc, quod se agnoscere dicit, tulerit, solidos XXX culpabilis judicetur.* — [o] *carruga trahit*, A. *carruca trahit*, B. *carruca trahit*, F. — [p] *canazasco*. A. *chanzascho*, E. — [q] *MDCCC denarii, qui faciunt.*

2. Si quis admisario[a] ad homine franco furaverit, MALB. *uuadreto*[b], [c]solidos XLV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[d].

3. Si quis admissario[e] cum grege usque ad duodecem æquas[f] furaverat, MALB. *uuadreto*[g], [h]solidos LXII et semissem culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis polletrum[i] furaverit, MALB. *uuadreto*[k], solidos XXX culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[l].

5. Si quis poletrum[m] annuculum furaverit, MALB. *nabohot*[n], [o]solidos XV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[p].

6. Si quis jumenta aliena trabatterit[q] ut[r] evaserit, MALB. *sitabaim*[s], [t]solidos XV culpabilis judicetur.

7. Si exinde mortua fuerit, MALB. *sitabaim*[v], [x]solidos XXX culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

LXIII. DE CABALLO ALIENO[y] EXTRA PERMISSO DOMNI SUI ASCENSO VEL EXCURTATO[z].

1. Si quis caballum alienum extra consilium domini sui ascenserit aut cabalicaverit, MALB. *leodardo*[aa], in alia mente *borio sito*[bb], [cc]solidos XXXV culpabilis judicetur.

2. Si quis caballum alienum excurtaverit, MALB. *leodardo*[dd], [ee]solidos III culpabilis judicetur.

3. Si quis caballum mortuum sine permisso domini sui excorticaverit, MALB. *leodardo*[ff], [gg]solidos III culpabilis judicetur.

LXIV. DE PLAGIATORIBUS.

Si quis mancipium alienum solicitaverit, MALB. *theolasina*, [hh]solidos XV culpabilis judicetur.

[a] *Emissarium*, B. *admessarium*, F. — [b] *uuadretho*, E. — [c] MDCCC *denarii, qui faciunt*, A. — [d] Quatuor ultima verba non sunt in A. — [e] *ademissarium*, B. — [f] *jamenta*, B. F. — [g] *uuadretho*, E. — [h] MMD *denarii, qui faciunt*, A. — [i] *poletrum*, B. *poletero*, F. — [k] *uuadretho*, E. — [l] § 4 deest in A. — [m] *poledrum anniculum*, A. *Si quis anniculum*, B. — [n] Deest glossa in A. — [o] DC *denarii, qui faciunt*, A. — [p] Quatuor ultima verba non sunt in A. omnis § 5 deest in F. — [q] *trabata tenuerit*, B. — [r] *aut*, A. et B. — [s] *sitabahim*, A. *sithabahun*, E. — [t] DC *denarii, qui faciunt*, A. — [v] *sitabahim*, A. *sithabahim*, E. — [x] DC *denarii, qui faciunt*, A. — [y] *alieno* deest in A. — [z] *aut excorticato*, add. A. — [aa] *lend'o*, A. *leoda di*, E. — [bb] *briosito*, A. *borio sitho*, E. — [cc] MMCC *denarii, qui faciunt solidos* XXX, A. *solidos* XXX, B. F. — [dd] *leod'*, A. *leodardi*, E. — [ee] CXX *denarii, qui faciunt*, A. — [ff] *leud'*, A. *leodardi*, E. — [gg] CXX *denarii, qui faciunt*, A. — [hh] DC *denarii qui faciunt*, A.

LXV. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis servus alienus furatus fuerit, et ipse trans mare fuerit ductus, et ibidem[a] domino suo perventus[b] fuerit, et ipsi qui in patria aliena placatus[c] est in mallo publico nominaverit[d], tres testes ibidem collegere debit. Iterum cum servis ipse de trans mare fuerit revocatus[e], in alio mallo iterum minare[f] debit, et ibi tres testes debit collegere edonius. A[g] tercio vero mallo[h] similiter faciat ut novem testes jurent quod servum ipsum equaliter[i] per totus tres mallus super plagiatorem dicere audisserit[k]. Sic postea qui eum plagavit hoc est uuargaverit[l], MALB. *maloui eridario*[m], [n]solidos XXXV culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Qui confessio servi usque ad tres plagiatores ascendit, sed eam tamen rationem, ut nomina hominum vel vilarum equaliter per tres totus mallus debeat nominare.[1]

LXVI. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si quis hominem ingenuum plagaverit vel vindederit, MALB. *frio falchino*[o], [p]solidos CC culpabilis judicetur.

LXVII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis servus in furtu fuerit inculpatus, si talis fuerit causa unde ingenuos solidos XV conponere debeat, servus super scamno tensus CXX ictus accipiat.

2. Si vero antequam torquatur fuerit confessus et ei cum domino suo convenerit, solidos III pro dorsum ipsius servi accipiat, capitale domino[q] servi reddat.

3. Si tamen major culpa fuerit unde ingenuos solidos XXXV solvere

[a] *A domino*, A. B. F. — [b] *inventus*, B. — [c] *vel venditus est*, add. B. F. — [d] *et* add. A. — [e] *transmarina fuerit reversus*, B. F. — [f] *nominare*, A. B. F. — [g] *Ad*, A. — [h] *similiter in tertio mallo*, B. F. — [i] *ipsote qualiter*, A. — [k] *audissent*, A. B. F. — [l] *uuargavit*, A. — [m] *mallo uic ridario*, E. — [n] *MCCCC denarii, qui faciunt*, A. — [o] *friofalcino*, A et E. — [p] *VIIIM denarii, qui faciunt*, A. — [q] *dominus*, B. F.

[1] Ce paragraphe manque dans B et F; mais les mots *sed eam* . . . . . *debeat nominare* se trouvent au paragraphe précédent, avant *Sic postea*.

debeat, similiter servus CXX ictus accipiat[a], et si confessus non fuerat illi qui eum torsit, si adhuc ipsum servum torquære voluerit et nolente domino pignus dominus servi dare debeat; et si postea[b] ipsi servus ad majoribus suppliciis tradatur, et si confessus fuerit nihil super domino credatur[c], ipsi vero illum servum erit habiturus qui eum torsit; dominus servi unde jam pignus accipit precium pro suo servo accipiat.

4. Si vero infra prioribus subpliciis, id est CXX ictus, fuerit confessus, aut castretur aut solidos VI reddat; dominus vir servi culpabilis restituat requirentes[d].

5. Se jam vero in majorem crimine fuerit inculpatus unde ingenuos XLV solidos conponere debuerit, dominus servi si eum non presentaverit ad ipso numerum eum[e] teneatur, ut ipsum numerum reddat et capitale in locum restituat.

6. Si adhuc major causa fuerat quæ servo requiretur, dominus servi non ut servus, sed ut ingenuos tota legem super se solviturus suscipiat.

7. Si servus absens fuerit cui aliquid inpotatur dominus servi a repetente tribus testibus presentibus secrecius admonere debet, ut servum suum infra septem noctis debeat præsentare. Si infra septem noctis eum noluerit presentare, tunc repetens solem culcaverit illi cum testibus colocare[f] debet, et sic ad alias septem noctis placitum faciat. Si nec ad alias septem noctis ipsum servum presentaverit, terciam vicem adhuc septem noctis spacium illius[g] dare debet. Id est, ut totus numerus ad viginta et una nocte veniat. Quod si[h] placitum ipsum servum noluerit ligatum suppliciis dare et ei per singulus placitus solem culcaverit; tunc dominus servi omnem repetitionem, sicut superius diximus, non sicut servus, sed quasi ingenuus admississet talem conpositionem repetendi[i] restituat.

8. Si vero ancilla[k] crimine invenitur unde servus castretur, [l]soli-

[a] *Et si in ipso supplicio fuerit confessus, aut castretur aut solidos VI reddat, et insuper dominus servi capitalem restituat requirenti*, add. B. F. hoc loco quæ desunt infra. — [b] *pignoris causa ipsum servum susciperit et postea*, F. desunt in B. — [c] *si vero servus supra dominum confessus fuerit, numquam credatur*, B. F. — [d] *dominus vero servi capitale restituat requirentis*, A. — [e] *solvendum*, B. F. — [f] *culcare*, A. — [g] *alias*, A. — [h] Add. *post*, A. B. F. — [i] *repetenti*, A. B. F. — [k] Add. *in tale*, A. B. F. — [l] *CCXL denarii, qui faciunt*, A.

dos VI [a] pro ipsa dominus reddat, aut XCLII [b] ictus accipiat flagellorum.

LXVIII. DE HOMICIDIIS INGENUORUM.

1. Si quis ingenuos Francium[c] aut barbarum qui Salica lege vivit occiserit, MALB. *leodardi*[d], [e] solidos CC culpabilis judicetur.

2. Si vero eum in puteeum aut sub aquam miserit, MALB. *matdalio*[f], [g] solidos DC culpabilis judicetur.

3[h]. Si vero eum de allis[i] aut de ramis super cuperberit[k], aut eum incenderit, MALB. *modo leodi*[l], [m] solidos DC culpabilis judicetur.

4. Si quis antruscione[n] dominico occiserit, MALB. *malchom*[o], [p] solidos DC culpabilis judicetur.

5. Si vero eum in aqua aut in puteeum miserit, aut de allis[q] aut de ramis vel quislibet rebus cælaverit, MALB. *morcherter*[r], [s] MDCCC culpabilis judicetur.

6. Si Romanus homo cumviva[t] regi occissus fuerit, MALB. *leoti*[v], [x] solidos XXX[y] qui eum interficit culpabilis judicetur.

7. Si vero Romanus homo possessor occisus fuerit, qui eum occiserit[z] solidos C culpabilis judicetur.

8. Si quis Romanus tribudarium[aa] occiserit, [bb] solidos LXX culpabilis judicetur.

LXIX. DE HOMICIDIO A CONTUBERNIO FACTO[cc].[1]

1. Si quis collecto contubernio hominem ingenuum[dd] in domo sua adsallierit et eum occisserit, solidos MDCCC culpabilis judicetur[ee].

[a] *VII*, F. — [b] *CLXL*, corr. *CXL*, A. — [c] *Francum*, A. *si quis ingenuum hominem Francum*, B. F. — [d] *leod'*, A. — [e] *VIIIM denarii, qui faciunt.* — [f] Deest glossa in A. *mathdaleo*, E. — [g] *XXIVM denarii, qui faciunt*, A. — [h] § 3 in margine scriptus in A. §§ 2 et 3 unicum efficiunt in B et F. — [i] *albis*, A. — [k] *cooperuerit*, A. — [l] Deest glossa in A. *modileodi*, E. — [m] *XXIVM denarii, qui faciunt*, A. — [n] *antruscionem*, A. *antrustionem*, B. *anstrutionem*, F. — [o] *MALB. maldio*, A. deest in E. — [p] *XXIVM denarii, qui faciunt*, A. — [q] *albis*, A. — [r] *MALB. molcherter*, A. — [s] *LXXIIM denarii, qui faciunt solidos MDCCC*, A. — [t] *conviva*, A. B. *inconviva*, F. — [v] *MALB. leuti*, E. — [x] *XIIM denarii, qui faciunt*, A. — [y] *solidos CCC*, A. B. F. — [z] *IVM denarii, qui faciunt*, A. — [aa] *tributarium*, A. — [bb] *MMDCCC denarii, qui faciunt solidos LX*, A. — [cc] *De homicidiis in contubernio factis*, A. — [dd] *anstrutionem*, add. B et F. — [ee] *MALB. besitalio, si autruscio dominicus fuerit, ille qui eum occiderit LXXVM denarios, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur*, A. deest glossa in E.

[1] A compter de ce titre les rubriques manquent à tous les titres dans B et F.

2. Si vero antrutio[a] dominicus non fuerit, [b]solidos DC[c] interfector culpabilis judicetur.

3. Si vero corpus occisi hominis tres vel amplius habuerit plagas, tres quibus inculpatur, qui in eo contubernio fuissent, se comprobatur, legem superius conprehensam cogantur exsolvere.

4. Alii vero tres de eo contubernio solidos LXL[d] conponant et tres adhuc in tercio loco de ipso contubernio solidos XL[e] solvant.

5. De Romano vero vel litu occissis[f] qui in tale contubernio interfecti fuerint, hæc lex ex medietate solvatur.

LXX. [DE HOMICIDIIS IN CONVIVIO FACTIS.][1]

1. Si quis in convivio ubicumque vel tres aut amplius fuerint, et unus ex ipsis fuerit interfectus, MALB. *seolantis thadio*[g], hoc est, ille qui remanent aut uno convicto[h] dare debent[i], aut tuti[k] mortem illius conponant; que lex ad septem si fuerint in convivio observantur.

2. Si vero in convivio illo plus quam septem fuerint, non omnis teneantur obnoxius; se duobus[l] fuerint, ille secundum legem conponant.

3. Si quis vero foris casa, vel iter agens, sive in agro a contubernio fuerint interfectus et tres vel amplius habuerit plagas, MALB. *drocchlidio*[m], hoc est, ut tres de eo contubernio qui adprobati fuerint singuli mortem illius conponant; tres adhuc si fuerint de ipso contubernio XV solidos conponat.

LXXI. (*Rubrica deest in omnibus.*)

Si[n] hominem ingenuum qui lege Salica vivit[o] dum in hoste[p] est occiserit, [q]solidos CC culpabilis judicetur.

[a] *Antruscio*, A. *antrustio*, B. F. — [b] *XXIVM denarii, qui faciant*, A. — [c] *DCCC*, F. — [d] *MMDC denarii, qui faciant solidos XC*, A. XC, B. F. — [e] *MDCCC denarii, qui faciunt solidos XLV*, A. — [f] *lito*, A. B. F. — [g] Deest glossa in B. — [h] *convicto* non est in A. — [i] *donent*, B. F. — [k] *toti*, A. — [l] *si duo*, A. B. F. — [m] *MALB. droclidio*, A. *droch lidio*, B. — [n] *quis* add. A. B. F. — [o] *legem Salicam viventem*, B. F. — [p] *oste*, A. B. deest in F. — [q] *VIIIM denarii, qui faciunt*, A.

[1] Cette rubrique manque dans le manuscrit de Montpellier; je l'ai suppléée d'après le manuscrit 4627.

LXXII. [DE COMPOSITIONE HOMICIDII.] [1]

Si quis cujuscumque pater occisus fuerit medietatem conposicionis filii collegant; illa alia medietate qui propinquioris sunt tam de patre quam de matre dividant; quod si de una parte seu paterna, seu materna nullus parens fuerint, illa porcione fiscus adquirat.

LXXIII. [DE HOMINE AB INIMICIS TRUNCATO ET INTERFECTO.]

Si quis hominem ingenuum sine manus et sine pedis, quem inimici sui in via truncatum reliquent[a], occisserit, MALB. *uuasbuco*[b], [c]solidos C culpabilis judicetur.

LXXIV. [DE HOMINE DE BARGO VEL DE FURCA DEMISSO.]

1. Si quis hominem de bargo vel de furca abattere[d], præsumpserit sine voluntate judicis, MALB. *sabancheo*[e], [f] solidos XLV culpabilis[g] judicetur.

2. Si quis caput de homine quem suus inimicus in palo mississet aliquis eum exinde sine permisso judicis aut illius qui eum ibidem missit tollere præsumpserit, MALB. *banchal*, [h]solidos XV culpabilis judicetur.

LXXV. [DE BASILICA INCENDUTA.]

Si quis basilica incenderit, MALB. *alatrudua*, [i]solidos CC culpabilis judicetur.

LXXVI. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis basilica expoliaverit, MALB. *chrotarsino*, [k] solidos XXX culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] *Relinquent*, A. *reliquerunt*, B. F. — [b] *MALB. uuasbucho*, A. *uuar bucho*, E. — [c] *IVM denarii, qui faciunt.* — [d] *dimittere*, B. F. — [e] *MALB. sambachæo*, A. — [f] *MDCCC denarii, qui faciunt*, A. — [g] *XL*, F. — [h] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [i] *VIIIM denarii, qui faciunt*, A. — [k] *MCC denarii, qui faciunt*, A.

[1] Les rubriques des titres LXXII, LXXIII, LXXIV et LXXV, manquent dans le manuscrit de Montpellier; je les ai ajoutées d'après A, car on a vu page 142, note 1, qu'il n'y en avait plus dans B et F.

LXXVII. (*Rubrica deest in omnibus.*)

1. Si quis presbiterum interfecerit, MALB. *teorzine*[a], [b] solidos DC culpabilis judicetur.

2. Si quis diaconum interfecerit, MALB. *teorgiæ*[c], [d] solidos CCC culpabilis judicetur.

LXXVIII. [DE REIPUSSE.][1]

1. Si quis homo moriens et viduam demiserit, qui eam noluerit[e] accipere, antequam eam accipiat zonzinus[f], aut centenarius mallum indicant, et in mallo ipso scutum habere debent, et tres hominis tres causas demandare debent; et tunc illi qui viduam accipere debet tres solidos æquipensantis et denarium; et tres erunt qui solidos pensare vel probare debeant; et hoc factum si eis convenerit accipiat; si vero istud non fecerit et sic eam acciperit, MALB. *reipus nicholes sinus*[g], [h] solidos LXII et semissem culpabilis judicetur.

2. Si vero quod superius diximus omnia secundum legem impleverit, tres solidos et dinario ille cui reipe debentur accipiat.

3. Si nepus sorores filius fuerit senior, ipse accipiat.

4. Si nepus non fuerit, neptis[i] filius senior ille accipiat[2].

5. Si vero neptis filius non fuerit, consubrine filius qui ex materno genere venit ipse accipiat.

6. Si vero consubrine filius non fuerit, tunc avunculus frater matris reipus accipiat[3].

7. Si vero adhuc nec avunculus fuerit, tunc frater illius qui eam mulierem habuit, se in hereditatem non venturus est, ipse ipsius reipus[k] accipiat.

[a] MALB. *theorzine*, A. E. — [b] *XXIVM denarii, qui faciunt*, A. — [c] MALB. *theorgiæ*, A. *theorgie*, E. — [d] *XIIM denarii, qui faciunt*, A. — [e] *voluerit*, A. B. F. — [f] *tamzinus*, A. *tanginus*, F. *tanzinus*, B. — [g] MALB. *reipus nicolensinus*, A. *reipus nicholissinus*, E. MALB. *reippus nicholesinus*, B. *malla reippus nicolesinus*, F. — [h] *MMD denarii, qui faciunt*, A. — [i] *nepotis*, B. F. — [k] *reippos*, B. F.

[1] Cette rubrique manque dans le manuscrit de Montpellier; je l'ai ajoutée d'après A.

[2] Le § 4 manque dans le manuscrit A.

[3] Le § 6 manque dans le manuscrit F.

8. Si ne ipse[a] frater fuerit, qui proximior fuerit, extra superius nominatus ipse reipus accipiat.

9. Si nec isti fuerint, in fisco reipi ipsi vel causa quem exinde orta fuerint, collegatur.

LXXIX. DE MIGRANTIBUS.

1. Si quis super alterum in villam alienam migrare voluerint, et se unus vel aliqui de ipsis qui in villam ipsam consistent eum suscipere voluerint, et se unus exteterit qui contradicat migrante, ibidem licenciam non habiat permanere.

2. Si vero contradictum fuerit et unus vel duorum in villa ipsa, et ipse adsedere presumpserit, tunc[b] testare illum debit, et si noluerit exsire, ille quem[c] testat cum testibus ei debit testare, ut iterum in decem noctis exinde exsiat; et si adhuc post decem noctis steterit iterum ad ipsum cum testibus debit venire et ei similiter testare debit ut iter.[d] in alias decem noctis exinde debeat exsire.

3. Si noluerit, iterum tercium placitum ad decem noctis addat, et si treginta[e] noctis impleantur; et si ne tunc voluerit exire, tunc maniat eum ad mallum cum testis suos qui in singulis placitis fuerint secum habeat pristus, et se ipsi civitatum[f] est non vinerit aut noluerit venire, se eum aliqua sunnis non tenuerit[g] et ipsa que superius diximus secundum legem testatum est, tunc ipse cui testavit super furtuna sua ponat et roget grafionem ut accepiat[h] in loco et ipsi exinde expellat, quia lege noluit audire. Quod si ibidem aliquid laboraverit amittat et insuper, MALB. *uuidrositelo*[i], [k] solidos xxx culpabilis judicetur.

4. Si vero quis admigravit et ei aliquid infra duodecem mensis nulli testatus fuerit ubi admigravit, securus sit, et sicut alie vicini maneat.

LXXX. DE AFFACTUMIRE[l].

Hoc convinit observare ut tunzinus[m] aut centenarius mallum indi-

[a] *Si quis nec*, A. *si nec*, B. F. — [b] *contradictor*, add. B. F. — [c] *exire qui eum*, A. — [d] *iterum*, A. B. F. — [e] XX, A. — [f] *testatum*, A. *cui testatum*, B. F. — [g] *detenuerit*, A. B. F. — [h] *accedat*, A. B. F. — [i] MALB. *uuidrosilito*, A. *uuidrosithelo*, E. — [k] CCXL *denarii, qui faciant*, A. — [l] *De afetumie*, A. *De affatumiæ*, B. *De afatumiæ*, F. — [m] *tumzinus*, A. *tunzinnus*, B. *tunginus*, F.

cans et scutum in ipso mallo[a] habere debeant, et postea tres hominis tres causas demandare debeant, postea requirant homine qui ei non perteniat[b], et fistucam in lesum suum jactit[c], et ipse in cujus lesum[d] fistucam jactaverit dictum verbum quantum de furtuna sua ei noluerit[e] dare sicut a furtuna alicui[f] voluerit dare; postea ipse in casa ipsius manere debit et tres hospitis ibidem suscipere debit et de tota facultate sua quantum ei datur in potestate sua habere debit; et postea ipsi cui istum creditum est ista omnia cum testibus collectis agere debit. Postea aut ante rege aut in mallo legitimo illi cui furtunam suam depotavit ei reddere debit, accipiat fistucam, in mallo ipso ante duodecem minsis ipsi quos heredis depotavit in lesum suum jactit, et nec minus nec majus nisi quantum ei creditum est; et si contra hoc aliquid dicere voluerit debent tres testes jurati dicere quod ibi fuissent illo quem centenarius vel tunzinus indixerunt, quomodo vidissent hominem illum qui furtuna sua dare voluit in lesu[g] quem elegit fistuca jactare; et denominare[h] debent qui furtunam suam in lesum jactavit, et sic ille cujus lesum jactatus et illum quem heredis apellant similiter nominent. Et alteri tres testis jurati dicere debent, quod in casa ipsius que furtunam suam donavit ille in cujus lesum fistucam jactavit ibi demansissent[i], et tres hospites aut amplius collegissent et pavissent[k] eum ibidem gracias egissent et in beodo[l] suo pultis manducassent et testes collegisset. Ille alie tres testes ista omnia jurati dicere debent, et quod in mallum vel ante rege illi qui accipit in lesum furtunam ipse aut ante regem aut in mallum publicum legitimo, hoc est anteoda[m] et tunzinio[n], furtunam suam quem heredem appellavit publice coram bonis hominis fistucam in lesum ipsius jactassit, et hoc novem testis ista omnia debent adfirmare.

LXXXI. DE FILTORTO.

Si quis qui lege Salica vivit servum aut ancillam, caballum vel bovem, vel quemlibet rem super alterum agnoverit, mittat eum in tercia manc[o], et ille super quem agnuscetur in noctis quadraginta placitum faciant, et

[a] *Malb'*, A. — [b] *adnonciat*, F. — [c] *in lectum suum jactet*, A. — [d] *læisum . . . laisum*, F. — [e] *voluerit*, A. B. F — [f] *secuta furtuna alii cui*, A. desunt in B. F. — [g] *lesum*, A. *lisum*, B. F. — [h] *dinumerare*, A. — [i] *ibidem mansissent*, A. — [k] *et* add. A. B. F. — [l] *beode*, A. — [m] *antheoda*, A. B. — [n] Desunt in B. F. — [o] *manu*, A. B. F.

in ipso placitum quanti fuerint cui rem vindederint[a], vel camiaverunt aut furasse hominis[b] cummoneantur[c]; hoc est ut unusquisque de neguciantibus suis alter alterius commoneant[d]. Et si conmonitus fuerit et eum sunnis non detenuerit et[e] placitum venire distullerit, illi qui cum eum negociavit mittat tres testis quomodo ei nunciassit ut ad placitum venire debuissit et alterus tres testis quod publicia aput[f] eum neguciasset; istud se fecerent exivit re[g] de latrocinio, et illi qui non vinerit, ille erit latro illius qui res suas agnuscit, et precium reddat illius qui cum eo negociavit, et ad illum secondum legem conponat qui res suas agnuscit[h]. Ista omnia facere debet in illo mallo ubi ipse amallus esse dinuscitur, super quem res illa agnita fuerit aut interciata; quod si trans Ligere aut Carbonaria manent illi cum quem[i] res agnuscitur, in noctis octuaginta lex ista costodiatur.

LXXXII. DE FALSO TESTIMONIO[1].

1. Si quis falsum testimonium prebuerit,[k] solidos xv culpabilis judicetur.

2. Si aliquis alicui jure inpotaverit quod perjurasset et non potuerit adprobare, qui inpotavit,[l] solidos xv culpabilis judicetur.

LXXXIII. [DE PERJURIO.][2]

1. Si alicui fuissit inpotatum quod perjurasset et hoc qui inpotat potuerit adprobare, qui perjuravit,[m] solidos xii[n] culpabilis judicetur.

2. Si alicui fuerit inpotatum quod perjurasset et hoc qui inpotat potuerit adprobare, juratori sui quinus solidos[o] condempnentur.

3. Ipsi vero cui adprobatum fuerit, excepto capitale et delatura aut quæ causa[p], solidos xv culpabilis judicetur[3].

[a] *Viderint*, A. — [b] *furaverunt*, B. F. — [c] *commoveantur*, A. — [d] *commoveant*, A. — [e] Add. *ad* in A. B. F. — [f] *publice apud*, A. B. F. — [g] *se*, A. — [h] *et pretium reddat*, A. — [i] *quicum*, A. — [k] *DC denarii*, *qui faciunt*, A. — [l] *DC denarii*, *qui faciunt*. A. — [m] *DC denarii*, *qui faciunt*, A. — [n] *XV*, A. B. F. — [o] *qui non solum*, A. — [p] *autquetaus*, A.

[1] Ce titre se trouve avant le précédent dans A.

[2] Cette rubrique manquant dans le manuscrit de Montpellier, je l'ai ajoutée d'après A.

[3] Le § 3 manque dans B et F.

LXXXIV. DE TESTIBUS.

1. Si quis testes necesse habuerit ut donit et fortasse ipsi testis noluerunt ad placitum venire, illi qui eos necessario habet mannire illus debit cum testibus ut eo quod viderunt testimonium præbeant.

2. Si vero nuluerit et eos sonnis[a] non detenuerit, [b]solidos XV unusquisque illorum culpabilis judicetur[1].

3. Si vero presentis fuerint in testimonio vocati, juraverint ea que viderunt et audierunt testimonium preberent ferbanniti fuerint, [c]solidos XV culpabilis judicetur.

LXXXV. DE FIDES FACTA[d].

1. Si quis ingenuus aut litus[e] alteri fidem fecerit, tunc ille cujus fides facta est in XL^inta^ noctis, aut quomodo placitum fecerit cum testibus venire debet, vel qui precium adpreciere debeant, et si noluerit fidefacta solvere,[f] solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si adhuc solverit[g] cumponere debitum debet, eum admallare et nestigante hujus rei mallare : « Rogo te, tunzini[h], ut nestigante[i] gasationum[k] meum illum qui mihi fidem fecit legitimum mihi debitum[l] debet, et nominare debit quale debitum vel unde fidefecit. » Tunc tunzinus dicere debet, « Instigante ego sagatium[m] tuum illum in hoc mallo quod Salica[n] lex habet[o]; » et tunc ipse cujus est fides facta debet testare ut nulli alteri nec solvat nec pignus solutionis donit ante quod ei impleat quod fidem fecit; et sic festinanter ad domum illius qui ei fidem fecit cum testibus ambulare debet et roget ibi debitum suum solvere; si hoc noluerit, solem ei culcet, et si ei solem culcaverit,[p] III solidos super debitum adhuc addat, et sic usque ad tres vices per tres manites[q] facere debet; et super ista omnia facta si noluerit adhuc conponere, usque ad

[a] *Sannis*, A. B. F. — [b] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [c] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [d] *factis*, A. — [e] *liber*, F. — [f] *DC denarii, qui faciunt*, A. — [g] *noluerit*, A. — [h] *tunzine*, A. — [i] *rego te, judex, ut homine illo*, B. F. — [k] *gasationem*, A. — [l] *debitum* deest in A. — [m] *satacium*, A. — [n] *Saleca*, A. — [o] *qui mihi fidem fecit de debitum talem denominatum secundum legem Salicam mihi exinde eum distringas*, B. F. — [p] *CXX denarii, qui faciunt*, A. — [q] *mannitis*, A. *manitas*, B. F.

[1] Le § 2 manque dans B et F.

solidos VIII debitus ascendat. Istud per singulus dies quod ei sol culcavit terni solidi de die ad die[a] crescant.

3. Si nec fifides[b] facta ad placitum legitimum solvere voluerit, tunc ille cujus fides facta est ambulet ad grafionem[c] illius loci in cujus pago manet et prindat[d] fistucam et dicat verbum, « Tu gravio rogo, tibi homo ille qui mihi fidem fecit quem legitimum ab eo[e] adjectivum et admallatum in quo lex Salica contenit; et ego super me et super furtuna mea pono quod secrus[f] mitto super furtunam suam mano, » et dicat causam, aut de quantum ei fidem fecit. Tunc grafio colligat secum septem Racemburgis[g] idonius et sic cum eos ambulet ad causam[h] illius qui fidem fecit, et roget[i] illum, si præsens est qui fidem fecit, et dicat ei : « Voluntatem tuam solve homine illo quod ei fidem fecisti, et elege tecum duos quos volueris idoneus cum Racimburgis istis de quod solvere debis quod adpræciare debeant, et hoc quod debes secundum justum præcium satisfacias. » Quod si audire noluerit presens aut absens, tunc Racemburgiæ[k] adpræciatum precium quantum valuerit de lute[l] quem debet hoc de furnam[m] illius tollant et ipsa lege quantum debet duas partes illius cujus causa est ad se revocet ; tertiam partem grafio ad se recoligat, si tamen si fredus[n] jam antea de ac causa non fuerit solutus.

4. Si grafio invitatus fuerit et ibidem non venerit, si eum sunnis non detenuerit aut certa racio dominica, et si distullerit ut ibidem non ambulet neque alium transmiserit, de vita sua gravio[o] conponat aut se redemat quantum valet.

LXXXVI. DE EO QUI GRAFIONEM AD RES ALIENAS INJUSTE INVITAVERIT.

1. Si quis grafionem ad res alienas injuste tollendas invitaverit antequam gasacium suum per lege habeat mallatum[p], ille qui eum rogat ut injuste tollat, antequam legitime admallatus[q] fuerit aut fides ei facta fuerit et injuste invitaverit,[r] solidos CC culpabilis judicetur, ille qui grafionem rogat injuste aliquid confiscare.

[a] *In diem*, A. B. F. — [b] *fides*, A. *fidem*, B. F. — [c] *grafionem*, A. B. F. — [d] *prehendat*, A. *accipiat*, B. F. — [e] *habeo*, A. B. F. — [f] *securus*, A. B. F. — [g] *racimburgis*, A. B. F. — [h] *casam*, A. — [i] *et roget. . . . . fecit*, desunt in A. — [k] *racimburgis*, A. *racimburgi*, B. F. — [l] *debite*, A. *pro omne debitum*, B. F. — [m] *furtunam*, A. *fortuna*, B. F. — [n] *tamen si fredus*, A. — [o] *grafio*, A. — [p] *malatum*, A. B. F. — [q] *admalatus*, A. — [r] *VIIIM denarii, qui faciunt*, A.

2. Si vero gravio[a] invitatus, supra legem aut debitum justum aliquid amplius tollere præsumpserit, aut se redemat aut de vita conponat.

LXXXVII. DE REM PRESTITAM[b].

Si quis alteri de rebus suis aliquid prestaverit et ei noluerit rendere, sic eum debit mallare ut cum testis ad casa sua cui res prestavit accedat, et sic contestatur, « Quia res meas noluisti rendere quas tibi prestavi, in hoc eas tene ut super nocte proxima, sicut lex Salica est ; » et sic ei solem[c] culcaverit. Et si tunc eas noluerit rendere, ad alias septem noctis adhuc cum testibus venire debet, et roget eum ut debitum suum reddat; et si nec tunc reddiderit, iterum ei solem[d] culcit, quod se per [tres]vices solem[1] ei culcaverit, semper per singulus vices terni solidi adcrecant; et si tunc noluerit rendere nec fidem facere super debitum quem ei præstiterat, et super illus novem solidus qui per tres admonitiones adcreverunt, MALB. *nec tanto,*[e] solidos XV culpabilis judicetur[2].

LXXXVIII. DE MANU DE INIO[f] REDEMENDA.

1. Si quis ad inio[g] mallatus fuerit, forsitan convenerit ille qui mallatus est ut manum suam redimat et juratores donet.

2. Si talis causa est unde legitimi solidi XV conponere debeat, solidos III manum suam redimat; quod si amplius dederit, frido[h] solvat tanquam se de causa convictus fuisset.

3. Si vero majora causa est unde XXXV solidos solvat et convinerit ut manum suam redimat, solidos VI donet; quod si amplius dederit, fridus[i] solvat quantum se de causa illa convictus fuisset.

4. Si vero leodo alteri reputavit et ad inio[k] illum habet mallatum et voluerit manum suam redimere et juratores dare, solidos XXX donet; quod si amplius dederit, fidrus[l] de ipsa lege conponat.

[a] *Grafio*, A. *graphio*, B. F. — [b] *prestata*, A. — [c] *sol*, A. — [d] *sol*, A. — [e] DC *denarii, qui faciant*, A. — [f] *enio*, A. — [g] *enio*, A. *eneum*, B. *aeneum*, F. — [h] *fredo*, A. *fredum*, B. F. — [i] *fredo*, A. — [k] *aeneum*, B. E — [l] *fredus*, A. B. F.

[1] Le manuscrit de Montpellier porte après *se* un *m* gratté, et après *per* un espace vide; j'ai complété le texte avec le secours de A.

[2] Les manuscrits B et F ne contiennent la fin de ce titre qu'en extrait.

LXXXIX. DE EO QUI GRAFIONEM OCCISERIT.

1. Si quis grafionem occiserit,[a] solidos DC culpabilis judicetur.

2. Si quis sagybarronem[b] aut grafionem qui pur regi[c] fuerit,[d] solidos CCC culpabilis judicetur[1].

3. Si quis sagybarronem[e] qui ingenuus est et alio sagybarronem posuit aliquis eum occiserit,[f] solidos DC culpabilis judicetur.

4. Sagybarronis[g] in singulis mallis plus quam tres esse non debent, et si de causa aliqua ante illus aliquid factum fuerit, penitus grafionem remonire non[h] possit.

XC. DE EO QUI AD MALLO VENIRE NOLUERIT.

1. Si quis ad mallum venire contempserit aut ei Racemburgii[i] judicatum fuerit adimplere distullerit, si nec de conpositione nec de neo nec de ulla lege facere voluerit, tunc ad reges presentia eum mannire debet, ut ibi duodecem testis erunt qui per singulas vices jurati tres dicant, quod ibi fuerunt ubi Racemburgi[k] judicaverunt, aut denuum[l] ambulaverit aut fidem de conposicionem facerit[m] et ille dispexit. Iterum alii tres jurare debent quod ibi fuissent post illa die, quando Racinburgi[n] judicaverunt aut per neum aut per conposicionem se ducerit. Hoc est de illa die in XL noctis in mallibergo, iterum ei solem culcaverit et nullatenus noluit legem adimplere; tunc eum debit manire[o] ante regem, hoc est in noctis XIIII et trea testimonia jurent quod eum mansisset[p]; et si nec tunc venerit ista nove testimonia juratis, sicut superius diximus, dicant similiter. Illa die si non venerit, culcit ei solem, illa trea testimonia quomodo culcavit solem. Tunc se ista omnia impleverit qui eum mallat et ille qui admallatur ad nullum placitum venirit et per lege se ducere noluerit, tunc rex ad quem manitus[q] est extra sermonem suum ponat eum[2].

[a] *XXIVM denarii, qui faciunt*, A. — [b] *sagibaronem*, A. B. F. — [c] *puer regis*, A. B. F. — [d] *XIIM denarii, qui faciunt*, A. — [e] *sagybaronem*, A. *sagibaronem*, B. F. — [f] *XXIVM denarii, qui faciunt*, A. — [g] *sagybaronem*, A. *sagibarones*, B. F. — [h] *removere*, A. B. F. — [i] *Racimburgi*, A. B. F. — [k] *Racimburgii*, A. *Racimburgi*, B. F. — [l] *deneum*, A. — [m] Desunt hæc in B. F. — [n] *Racimburgii*, A. — [o] *mannire*, A. — [p] *mannissent*, A. — [q] *mannitus*, A.

[1] Le § 2 est le 3 dans B. F. et *vice versâ*.

[2] Tout ce qui précède manque dans B et F.

2. Tunc ipse culpabilis et omnes res suas erunt; et quicumque eum aut paverit aut ospitalem[a] collegerit, etiam se uxor sua preterea[b], solidos xv culpabilis judicetur, donec omnia que ei legitibus[c] inputatur conponat.

XCI. DE RACIMBURGIS.

1. Si Racimburgi lege noluerint dicere in mallo residentes cum causas inter duus discusserint, debit eis dicere qui causam querit: « Dic nobis lege Salicam. » Si ille noluerunt dicere, tunc iterum ipse debet dicere: « Ego vos rogo ut mihi et isto gasationem quo legem dicatis; » bis aut tres hoc debet dicere : « Ego vos tancano usquequo mihi legem dicatis Salica[d]. » Quod si dicere noluerint septem de illis Racemburgiis[e] culcati sole ternus solidos culpabilis judicetur. Quod sic nec sic legem dicere noluerint[f], nec ternus solidos fidem facere, unusquisque xv solidos culpabilis judicetur.

2. Si vero illi Racimburgiæ[g] legem dixerint, eis contradixerint quod legem non dicant contra unum quemque de illis Racemburgiis[h], [i] solidos xv culpabilis judicetur.

XCII. DE ALLODIS[k].

1. Si quis mortuus fuerit et filius non demiserit, si pater aut mater superfuerint ipsi in hereditatem succedant.

2. Si pater aut mater non fuerint, si fratres aut sororis demiserit, ipsi in hereditatem succedant.

3. Si vero isti non fuerint, tunc sororis matris in hereditate succedant.

4. Si vero sororis matris non fuerint, sic sorores patris in hereditatem succedant[l], et postea de illis generationibus quicumque proximioris sunt ipsi in hereditatem succedant qui ex paterno genere veniunt.

5. De terra vero Salica[m] nulla in muliere hereditatis transeat porcio, sed ad virilis sexus tota terra propriætatis suæ possedeant.

[a] *Ad hospitalem*, A. *ad hospitium receperit*, B. *auspiciam*, F. — [b] *propterea*, A. — [c] *legibus*, A. B. F. — [d] *dicatis legem Salicam*, A. — [e] *Racimburgiis*, A. — [f] *voluerint*, A. — [g] *Racimburgii*, A. *Racimburgi*, B. F. — [h] *Racimburgiis*, A. — [i] DC *denarii. qui faciunt*, A. — [k] *De alod'*, A. — [l] *si vero..... succedant* desunt in A. — [m] *Saleca*, A.

XCIII. DE EO QUI SE DE PARENTILLA TOLLERE VULT.

1. Si quis de parentibus tollere voluerit, in mallo ante tunzino[a] ambulare debet et ibidem quattuor fustis alninus super caput suum frangere debit et illus in quattuor partis jactare debet, et ibi dicere debit quod se de juramento et de hereditatem et de tota rationem illorum; aut si aliquis de suis parentibus aut moriatur aut occidatur, nulla ad illum nec hereditas nec conpositio perveniat.

2. Si vero ille, aut occidatur[b] conpositio aut hereditas ad fisco perteniat.

XCIV. DE ARONEA[c].

1. Si quis de manu ad ira aliquid per virtutem tollerit aut rapuerit vel expoliaverit,[d] solidos XXX, culpabilis judicetur.

2. Si vero decicumque[e] desuper hominem aliquid in tertia manu miserit et per virtutem aliquis ei tullerit, MALB. *aroena,*[f] solidos XXXV, culpabilis judicetur[1].

XCV. DE HEREBURGIO.

Si quis alterum hereburgio clamaverit, hoc est strioporcio[g], aut illum qui inio[h] porta[i] dicitur ubi strias coccinant, et probare voluerit et[k] non potuerit,[l] solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

XCVI. DE EO QUI FILIAM ALIENAM SPONSAVERIT ET SE RETRAXERIT.

Si quis filiam alienam sponsaverit et se retraxerit et eam noluerit prindere[m], MALB. *frifastina*[n],[o] solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

[a] *Tunzinum*, A. *tungino*, F. — [b] *si vero aut ille occidatur aut moriatur*, A. — [c] *De aroena*, A. — [d] *CCXL denarii, qui faciunt*, A. — [e] *quicunque*, A. — [f] *MCCCC denarii, qui faciunt*, A. — [g] *istrioportio*, A. — [h] *aeneo*, B. F — [i] *portare*, A. B. F. — [k] *voluerit et* desunt in A. — [l] *MMD denarii, qui faciunt*, A. — [m] *præhendere*, A. *accipere in conjugium*, B. F. — [n] *fribastina*, E. — [o] *MMD denarii, qui faciunt*, A.

[1] Ce titre n'est qu'en extrait dans F.

XCVII. DE EO QUI ALTERUM IN PUTEUM AUT IN PELAGO INPINXERIT VEL IN PERICULUM MORTIS.

Si quis hominem in puteum aut in pellago inpinxerit vel in periculum mortis, et ipse exinde vivus evaserit et ipse causam suam possit mallare, MALB. *chaldis ob duplo*[a],[b] solidos C, culpabilis judicetur.

XCVIII. DE TERRA CONDEMPNATA.

Si quis terram alienam condempnaverit et ei fuerit adprobatum, [c]solidos LXII et semissem, culpabilis judicetur.

XCIX. DE CRENE CRUDA[d] QUOD PAGANORUM TEMPUS OBSERVABANT[1].

1. Si quis occiserit et facultatem non habuerit unde totam legem conponat, duodecem juratores donet quod nec super terram nec subtus terra amplius non habeat nisi quantum donavit de terra facultate.

2. Et postea debet in casa intrare per quattuor angulus terre in pugno collegere et sic portit in duropelle, hoc est in limitare stare debet, intus casa aspiciat, et sic de sinistra manu de illa terra trans suas scapulas jactare super illum quem proximiorem parentum habet. Quod si jam pro ille pater aut mater[e] vel fratris solverint, tunc super sororis matris aut super suos filios debet illa terra jactare; idem super generationis aut matris qui proximioris sunt.

3. Sic postea in camisa discinctus disculcius[f] palo in mano sepem psallire[g] debet, et pro medietatem quantum de conposicionem dederit aut quantum lex dicat ille tres solvant, hoc est illi alii qui de generatione paterna veniunt facere debent.

4. Si vero de illis quicumque pauperior fuerit et non habeat unde integrum debetum solvit, quicumque de illis plus habet iterum super chrene chruda[h] ille qui pauperior est jactit, ut illi tota lege persolvat.

[a] MALB. *challis obdaplio*, A. *callis ob duplio*, E. — [b] *IVM denarii, qui faciant*, A. — [c] *MMD denarii, qui faciant*, A. — [d] *crinnecruda*, A. — [e] *mater aut pater*, A. — [f] *disculciatus*, A. — [g] *sallire*, A. — [h] *chrinnechruda*, A.

[1] Ce titre est ainsi conçu dans B et F : *De crenechruta (chrenechrucx*, F.*) lege quæ paganorum tempore observabant deinceps numquam valeat, qnia per ipsam cecidit multorum potestas.*

5. Quod si vero nec ipse habuerit unde tota lege persolvat, tunc illum qui homicidium fecit qui eum sub sua fide habet in mallo presentare debet et sic postea per quatuor mallus ad suam fidem tollat; et si eum in conpositione nullus ad fidem tullerit, hoc est ut eum redimant de quod non persolserit [a], tunc de vita conponat.

C. INCIPIUNT CHUNNAS [1].

1. Hoc est unum *theolasti,* solidos III culpabilis judicetur.
2. *Sexan chunna,* solidos XV culpabilis judicetur.
3. [*Septun chunna,* solidos XVII culpabilis judicetur.]
4. *Thuwalt* [b] *chunna,* solidos XXX culpabilis judicetur.
5. [*Thue septen chunna,* solidos XXXV culpabilis judicetur.]
6. *Thewene* [c] *chunna,* solidos XLV culpabilis judicetur.
7. *Tothcunde sitme* [d] *chunna,* solidos LXII et dimidio culpabilis judicetur.
8. Fit tertius chunde [e], solidos C culpabilis judicetur.
9. *Actotetus chunde* [f], solidos CC culpabilis judicetur.
10. *Thriotus chunde therte chunna* [g], solidos DC culpabilis judicetur.
11. *Fit tertos chunde tuc apta chunna* [h], solidos DCC [i] culpabilis judicetur.

EXPLICIT LEGE SALICA. DEO GRACIAS. AMEN [k].

[a] *Persolverit,* A. — [b] *Theuwalt.* — [c] *Theuwenet.* — [d] *tho to condi weth.* — [e] *fit ternu sunde.* — [f] *acto et usunde.* — [g] *Theio tho sunde ter theo chunna.* — [h] *fit terno sunde thue apteo chunna.* — [i] DCCC. — [k] Desunt in A. B. F.

[1] Ce titre ne se trouve que dans le manuscrit 4627, d'après lequel a été faite l'édition de Schilter; mais il est aussi inséré dans celle d'Hérold, qui m'a fourni les variantes et les §§ placés entre crochets.

PREMIER APPENDICE

AUX QUATRE TEXTES PRÉCÉDENTS.

(TEXTE DU MANUSCRIT DE WOLFENBUTTEL, BIBL. DUCALE, N° 97.)

Mon intention primitive avait été de ne publier que les textes de la loi salique contenus dans des manuscrits de France, la possibilité de faire les vérifications par moi-même me fournissant seule le moyen d'en garantir l'exactitude. Dans ce plan je devais, après les quatre textes précédents, placer immédiatement celui de la *Lex emendata.*

Mais l'obligeance du gouvernement de Brunswick m'ayant permis de recevoir le manuscrit de Wolfenbüttel, dont Eccard a donné en 1720 une édition, dans laquelle je soupçonnais beaucoup de fautes, j'ai cru qu'il serait utile de faire une nouvelle publication de ce texte [1].

Il est bien vrai que l'édition d'Eccard n'est point rare. Elle a été réimprimée par D. Bouquet (*Rerum gallicarum scriptores*, t. IV, p. 162 et suiv.); par Canciani (*Barbarorum leges*, t. V, p. 380 et suiv.); par Walter (*Corpus juris germanici antiqui*, t. I, p. 97 et suiv.); par Laspeyres, dans son tableau synoptique publié en 1833. Mais ce que je vais dire prouvera que cette édition, et par conséquent les réimpressions, contient des inexactitudes et des omissions nombreuses, et d'autres fautes ajoutées à un texte déjà assez défectueux.

Le manuscrit dont Eccard a fait usage porte, dans la bibliothèque ducale de

[1] La rédaction du manuscrit de Wolfenbüttel, appartenant évidemment à l'époque mérovingienne, et la même probabilité existant pour le texte de Munich qui formera le second *appendice*, je les ai placés avant la *Lex emendata* : je ferai de même pour le texte publié par Hérold en 1557. Voici mon motif. Il entre dans mon plan de donner un commentaire, et comme il n'était pas possible, sous peine de tomber dans des redites fréquentes, d'annoter tous les textes, j'ai rattaché ce commentaire à la *Lex emendata*. Mais un des principaux objets du commentaire étant d'indiquer la conférence des divers textes, et de discuter les différences de sens qui résultent des principales variantes, il était nécessaire que tous les textes antérieurs à la *Lex emendata* précédassent cette dernière rédaction.

Wolfenbüttel, le n° 97, *Weissembourg*: ce qui prouve qu'il provient de l'ancienne abbaye de ce nom, en basse Alsace.

Il est de format in-8°, en parchemin, de quatre-vingt-six feuillets : le f° 9 paraît manquer, mais il n'y a pas de lacune, il y a seulement erreur dans le numérotage. Sur le recto du f° 1 est, en vingt et une lignes, une formule de sécurité dont j'ai pu, quoique avec peine, déchiffrer assez de mots pour reconnaître qu'elle ressemble à la formule LI de l'appendice de Marculfe, sans néanmoins être identique.

Au verso du f° 1 commence la loi salique qu'Eccard a publiée, en 1720, à la suite du texte d'Hérold.

Les deux graves imperfections qu'il avait reconnues dans ce manuscrit, au sujet des titres numérotés XL et XLVIII, existent réellement. Le titre XL, intitulé *De humicidiis ingenuorum*, n'est pas achevé. Après les mots du § 7, *dinarios* IVM, *qui faciunt solidos centum*, on lit un paragraphe commençant par *Erunt qui solidos pensare, etc. etc.* appartenant au titre XLVII *De reipus*. A l'inverse, dans ce titre XLVIII, après les mots *qui viduam quæret accipiat*, lesquels devraient être suivis de *erunt qui solidos, etc.* on trouve le reste du titre XL, *si quis hominem in puteo, etc.*

On ne peut attribuer cette erreur à un déplacement de folios; les mots *erunt qui solidos, etc.* appartenant au titre XLVIII, forment la moitié de la 19e ligne, la 20e, 21e, 22e du verso 20, et se continuent sur le recto 21 : les mots *si quis hominem, etc.* appartenant au titre XL, sont à la fin de la ligne 10, et aux lignes 11, 12, 13, 14 et 15 du recto 25.

C'est donc à l'inadvertance du copiste qu'on doit imputer cette erreur, ou à l'imperfection du manuscrit qu'il avait sous les yeux, car très-certainement il a copié un texte antérieur, dont il n'a pas toujours compris les mots et les abréviations.

Le chiffre XXVII est répété deux fois, et sert à désigner le titre *de furtis diversis* et le titre *de elogationibus*, qui devrait être XXVIII, au moyen de quoi, si le copiste eût exactement continué son numérotage, le titre LXVII devrait être LXVIII, et le dernier, XCIII, devrait être XCIV. Les titres numérotés XLV et XLVI forment un double emploi matériel avec LXVI et LXVII.

Toutes ces défectuosités sont exactement reproduites par Eccard, et je suis loin de lui en faire un reproche, car il devait donner le texte tel qu'il le trouvait dans le manuscrit.

Mais, par je ne sais quelle distraction, il a omis un titre entier. Sous le chiffre LII il donne la rubrique *de ando meto*, et au lieu de transcrire le texte

commençant par les mots *Si quis grafionem*, *etc.* qui appartient à cette rubrique dans le manuscrit, il a transcrit le titre suivant commençant par les mots *Si quis alteri aliquid præstiterit.* Il résulte de cette inadvertance d'Eccard que le manuscrit de Wolfenbüttel offrirait une lacune qui, dans la réalité, n'existe point. Le titre LII *De ando meto* y est en entier recto 27; c'est le même que la plupart des autres textes ont intitulé *Si quis grafionem ad res alienas tollendas invitaverit injuste.* Le titre LIII qui vient ensuite, et que Eccard a rattaché à la rubrique LII, a pour intitulé dans ces textes *De rem pristatam.* Eccard a aussi commis un assez grand nombre d'autres omissions moins considérables, qu'il serait trop long d'énumérer, mais que j'indiquerai dans les notes.

Le manuscrit de Wolfenbüttel est très-défectueux et d'une latinité plus barbare qu'aucun autre. Toutefois, malgré ses imperfections, il méritait de ne pas rester dans l'oubli. Comme il ne porte aucune trace de christianisme, notamment comme on n'y trouve point la disposition contre les mariages incestueux, empruntée d'une des interprétations du code d'Alaric II, dont j'ai parlé page 35, il se rattache très-probablement aux rédactions primitives, constatées, jusqu'à de plus complètes découvertes, par les deux premiers textes de ma collection.

Ce texte est terminé, sur le recto et le verso 37, par une petite chronologie des rois francs. Le dernier nommé est Childéric, en qui finit la première race. La durée de son règne est indiquée de neuf ans. Ce prince étant monté sur le trône en 745, et Pepin, chef de la seconde race, ayant été proclamé en 752, le règne devrait n'être indiqué que pour sept ans; mais le rédacteur du manuscrit était sans doute du nombre des Francs fidèles qui considéraient Pepin comme un usurpateur; et Childéric III n'étant mort qu'en 754, il a pu lui attribuer neuf ans de règne.

Le seul fait important que je puisse constater encore, c'est que le manuscrit ne contient aucun nom de roi, ni aucun document de la seconde race.

A la suite de la chronologie dont je viens de parler, et sur le verso 37, est une petite loi salique burlesque qu'Eccard avait déjà publiée, et qu'il a reproduite page 81 de son commentaire du texte d'Hérold.

Sur ce même verso commence, pour finir sur le recto 87, un extrait du code théodosien, dont on trouve la description dans les *Opuscula* d'Haubold, t. II, p. CXXIX. La Bibliothèque royale ne possédant point de manuscrit de cet extrait, j'ai proposé à MM. les conservateurs de profiter de l'occasion qui me rendait momentanément détenteur du manuscrit de Wolfenbüttel pour en faire prendre une copie : cette proposition n'a pas été accueillie.

A la fin du manuscrit, sur le verso du f° 87, sont écrites douze lignes qui constituent une allocution du copiste à ses lecteurs, presque dans les mêmes termes qu'une allocution qu'on trouve à la fin d'un manuscrit 4415 de la Bibliothèque royale, contenant aussi un texte du code théodosien. Elle nous apprend que le copiste s'appelait Gaubertus, mais sans indiquer l'époque de son travail.

La loi salique du manuscrit de Wolfenbüttel est, ainsi qu'on le verra par le texte ci-après et les notes, composée de plusieurs parties.

Le livre Ier, ou *Lex prima*, est le seul qui réponde à la véritable loi salique, les *capitula principalia;* le reste est composé de titres rédigés à des époques et dans des lieux incertains, qui probablement même n'ont jamais été revêtus de la sanction de l'autorité publique, et dans lesquels on a inséré deux lois de Childebert et de Chlotaire II.

J'aurais donc pu, à la rigueur, me borner à publier la première partie, et réserver le reste pour les variantes de ceux des *capitula extravagantia* que je donnerai plus bas, d'après les manuscrits 4404 de Paris et 119 de Leyde. Néanmoins j'ai cru faire une chose agréable aux savants de mettre sous leurs yeux, dans son ensemble, cette rédaction, qui jouit, sous plusieurs rapports, d'une juste célébrité. Le seul inconvénient était de grossir le volume par un double emploi apparent de cinq à six pages, et assurément il ne devait pas m'arrêter.

Les notes que je joins à cette nouvelle édition du texte de Wolfenbüttel ont pour objet d'indiquer les omissions ou les variantes qu'on remarque dans celle d'Eccard; mais je les ai réduites à ce qui présente une véritable différence de sens. Je n'ai pas cru devoir indiquer celles qui résultent de lettres omises, changées ou redoublées, sans altérer le sens; les variantes de cette sorte sont extrêmement nombreuses, ainsi qu'il sera facile de le reconnaître, en comparant mon édition à celle d'Eccard : il n'y avait aucun intérêt à les signaler. Ce que je peux garantir, c'est ma fidélité dans la transcription et la collation du texte véritable; j'ai été secondé par M. Henschel, qui m'a rendu déjà de semblables services avec autant d'obligeance que d'exactitude.

INCIPIT LEX SALICA

PRIMUM TITOLUM. DE MANIRE.

1. Si quis ad mallum legibus dominicis manitus fuerit, et non vinerit, solidos xv culpabilis judicitur. Ille vero qui alium manit, et ipse non vinerit, MALLARE *abtena*, ei qui manebit DC dinarius, qui faciunt solidos xv, culpabilis judicitur.

2. Qui alium manit cum testibus, ad domum illius ambulare debit et sic eum manire, ut aut uxor illius aut quemcunque de familia apellit, ut illi faciat notum, quod ab illo manitus est. Nam si in dominica ambascia fuerit occupatus, manire non potest; si vero intro pago fuerit sua racionem, sicut superius diximus manire potest.

II. DE FURTIS PORCORUM.

1. Si quis porcellum lactentem furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *charcalcio*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

2. Si quis porcellum de campo furaverit, qui sine matre vivere possit, MALB. *inzymus*, sunt dinarius XL, faciunt solido uno, cui fuerit adprobatum, culpabilis judicitur.

3. Si quis scruva in assum subbaterit[1], MALB. *nari calti*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

4. Si quis porcum anniculum furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *inzymus*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

5. Qui numerus usque ad duus porcus convenerit observare.

6. Si quis porcellum de intro porcus furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *suane calte*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

7. Si quis certussum porcellum furaverit usque ad anneculatum, MALB. *drace*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

8. Post annecolatum vero, MALB. *drace*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

9. Si quis verrem furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *cristiau*, sunt dinarius DCC, faciunt solidos XVII, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

10. Si quis scrova docaria furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *redonii*, sunt dinarius DCCC, faciunt solidos XVII, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

11. Si quis majale sacribo furaverit, et hoc testibus, quod sacribus fuit, cui fuerit adprobatum, MALB. *chuc cham*, sunt dinarius DCC, faciunt solidos XVII, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

12. Iterum de alio majale, qui sacrifus non fuit, et eum furaverit, cui fuerit

[1] Eccard a imprimé *subtulerit*.

adprobatum, MALB. *barcho*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

13. Si quis viginti et quinque porcus furaverit, ubi amplius in gregem illum non fuerint, MALB. *sunesta*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

14. Si vero amplius super viginti et quinque remanserint, qui non fuerint involati, cui fuerit adprobatum, MALB. *inzymus*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

15. Si vero L porci fuerint involati, cui fuerit probatum, MALB. *sunnesta*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

III. DE FURTIS ANIMALIUM.

1. Si quis vetellum lactentem furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *protero*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

2. Si quis bimum animalem furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *scedo*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

3. Si quis vacam cum vitolum furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *protero*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

4. Si quis bovem furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *obosino*, sunt dinarius MMCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

5. Si quis taurum furaverit, qui illum gregem regit, nec umquam junctus fuit, cui fuerit adprobatum, MALB. *chariocito*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

6. Si vero taurus ipse de tres villas vacas tenuerit, hoc trespellius, qui eum furaverit, MALB. *chamachito*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XLV, cui fuerit approbatum, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

7. Si quis vero duodice animalia furaverit, ut nec unus exinde remanit, MALB. *sunesta*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

8. Si vero pluribus XXV furaverit et si adhuc aliquid remanent, qui non fuerint involati, MALB. *sunnesta*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

IV. DE OVIBUS FURATIS.

1. Si quis agnum lactentem furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *lap*, sunt dinarius VII, faciunt medio triante, culpabilis judicitur.

2. Si quis annicolum aut bimum vervicem furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *lampse*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

3. Certe si in tres aut amplius furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *lampse*,

sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

4. Qui numerus usque ad XL virvicis convenit observare.

5. Si vero L aut amplius[1] furaverit, MALB. *feto*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

V. DE FURTIS CAPRARUM.

1. Si quis tres capras furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *lausmata*, sunt dinarius CXX, faciunt[2] solidos III, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

2. Si super tres furaverit, MALB. *roscimada*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

VI. DE FURTIS CANUM.

1. Si quis subuso magistro furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

2. Si quis canem qui legamine novit, post solis hoccassum occiderit, sicut superius diximus intemamus.

3. Si quis pastoralem canem occiderit, aut fuerit[3], cui fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

VII. DE FURTIS ABIUM.

1. Si quis unum vasum deintus clavem furaverit et tictum super aperierit, cui fuerit adprobatum, MALB. *antedi leodardi*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

2. Si vero unum vasum cum apis foris casa furaverit, ubi amplius non fuerit, et ei fuerit adprobatum, causam superius conpensam, solidos XLV culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

3. Si amplius apepus usque ad VI furaverit, ut aliquid remaniant, et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, exceptum capitale et dilatura.

4. Si vero VI aut amplius furaverit, adhuc et aliquid remaniant, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

[1] L'édition d'Eccard porte *lautam amplius*; mais la lettre *l* dans le manuscrit est évidemment une majuscule, qui doit désigner cinquante, comme dans tous les autres textes. Il est vrai que le manuscrit a, par erreur, redoublé la syllabe *am* du mot *amplius*; et c'est sans doute ce qui a causé l'erreur d'Eccard.

[2] Eccard a omis ce mot.

[3] Eccard a écrit *furaverit*, et c'est effectivement ce que le sens commande; mais le manuscrit porte très-lisiblement, et sans signe d'abréviation, *fuerit*.

VIII. DE AVIBUS FURATIS[1].

1. Si quis accepitrem de arborem furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *horhat*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

2. Si quis accepitrem de pertica furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *marthocla*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

3. Si quis vero accepitrem de intro clave furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *naobfocla*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

4. Si quis ansare furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *sundoleno*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

IX. DE DAMNUM IN MESSE VEL IN QUALIBET CLAUSURA FUERIT.

1. Si quis animal aut cavallum vel qualibet pecus in messe sua invinerit, penitus eum vastare non debit; quod si fecerit et hoc confessus fuerit, capitale in loco restituat, ipsum vero dibilem, qui eum percussit ad se recoligat; si vero confessus non fuerit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Si quis in messe sua pecora aliena invinerit, qui pastorem non abent, et eas inclauserit, ut nulli penitus innotiscat, aliqua ex ipsis pecoribus perierit, MALB. *tacxaga*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur, exceptum capitale in loco restituat.

3. Si quis animalem aut quodlibet pecus per sua negligenciam nocuerit, et ipse fuerit confessus, capitale in loco restituat, illum debilem ad se recipiat aut recoligat.

4. Si vero negaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *leordardi*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

5. Si quis alicujus porci aut quemlibet pecora ipsum costodientem in messe aliena cucurrent et illum necantem, et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

6. Si quis vero pecora de damnum inclausam fuerint, qui eas violenter expellere præsumpserit, MALB. *excuto*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

7. Si quis vero pecora de damnum ad domo cujus messe vastaverint, minantur, qui eas excutere præsumpseret, MALB. *scuto*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

8. Si vero pecora de damno in clausura fuerint, ille cujus pecora sunt, damno instematum reddat, et insuper decim dinarius culpabilis judicitur.

[1] Eccard a omis ce mot.

9. Si vero per inimiciciam aut per superbia sepem alienam aperuerit et in messe, in prato, in vinia, vel qualibet laborem pecora miserit, cujus labor est, si convinctus eum fuerit ad testibus, stematum damnum reddat, MALB. *leodardi*, et insuper dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

X. TITULUS DE SERVIS VEL MANCIPIIS FURATIS.

1. Si quis servum aut ancilla, cavallum vel jumentum furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *teoducco*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur.

2. Si servus aut ancilla cum ipsum ingenuo de rebus domini sui aliquit portaverit dum, sunt dinarius, quicquid ille præter[1] de mancipia ipsa restituat, sicut superius diximus, excepto capitale et dilatura, culpabilis judicitur.

3. Si quis ancilla prodederit, solidos XXXV; si pro vinitore, si fabrum, si carpentario, si stratario, valente solidos XXX, MALB. *teodocco*, sunt dinarius MMDCCCLXXX, faciunt solidos LXXXV, cui fuerit adprobatum, culpabilis judicitur.

XI. TITULUS DE FURTIS INGENUORUM.

1. Si quis ingenuus foris casa quod valit duus dinarius furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

2. Si vero foris casa, quod valit XL dinarius furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *texxaga*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

3. Si quis ingenuus effracturas fecerit et ei fuerit adprobatum, MALB. *antedio*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur, exceptum capitale et dilatura.

4. Si vero super V dinarios furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *antedio*, sunt dinarius DC, faciunt solidos quindice, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.

5. Si vero clavem effregerit aut adulteraverit, et in domum eingressus fuerit et in furtum aliquid tullerit et ei fuerit adprobatum, MALB. *antedio*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

6. Si vero nihil tullerit, ut fugiens evadat, taliter propter effractura tantum, MCCCC dinarius, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur.

XII. DE FURTIS SERVORUM VEL EFFRACTURIS.

1. Si quis servus foris casa quod valit dinarius furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *falcono*, sunt dinarius CXX, faciunt solidus III, pro dorsum suum, aut CXX flagellus suscipiat.

2. Si vero quod valit XL dinarius involaverit, aut castretur, aut CCXL dinarius, qui faciunt solidos VI, culpabilis judicitur; dominum vero servi capitale in loco restituat.

[1] Eccard a écrit *potest*. Le mot *præter*, qui est très-lisible dans le manuscrit, est justifié par les textes I et II.

XIII. DE RAPTO INGENUORUM VEL MULIERUM TITULUS.

1. Si tres hominis ingenuam puella de casa rapuerint, MALB. *malzantania*, id est millinus docentinus dinarius, quod evenit tricinus solidus, illi tres solvabant; illi qui super tres fuerint, docentinus dinarius, hoc est quinus solidos, quisque illorum culpabilis judicitur.

2. Qui cum sagittas fuerint, docentinus dinarius, qui facit solidus ternus, culpabilis judicitur quisque illorum; raptur vero MMD dinarius, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

3. Si vero puella, qui traitur, in verbo regis fuerit, ereus inde exiendis solidos LXII culpabilis judicitur.

4. Si vero puer regius vel letus ingenua puella traxerit, de vita conponat.

5. Si vero ingenuum quemcunque de illis sua voluntatem secuta fuerit, ingenuetatem suam perdit.

6. Si quis sponsam aliena tullerit et sibi conjugium copolaverit, MALB. *antedio*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

XIIII. DE SUPERVENIENTES VEL EXPOLIACIONIBUS.

1. Si quis hominem ingenuum insuperventum expoliaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *murdo*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

2. Si vero Romanum Franco Saligo expoliaverit, et certa non fuerit, per XXV se juratores exsolbat, medius tamen electus; se juratores non potuerit invenire, MALB. *murdo*, aut ad inium ambulit, aut MMD dinarius, qui faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

3. Si vero certa probacio non fuerit, XX se juratores exsolvat, medius tamen elictus; se juratores non potuerit invenire, MALB. *murdo*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, si adprobatus fuerit, culpabilis judicitur.

4. Si quis hominem migrantem adsallierit et ei fuerit adprobatum, solidos CC culpabilis judicitur.

5. Si quis hominem, qui admigrare voluerit et de rege abuerit præceptum et abundivit in mallum publico, et aliquid ex ordinacionem regis testare[1] præsumserit, MALB. sunt *alachtaco*, sunt VIIIM, faciunt solidos CC, culpabilis judicitur.

6. Si quis villa aliena adsallierit, quanti in eum superventum probati fuerint fuisse nuscuntur, sexagenus semes solidus, culpabilis judicitur.

7. Si quis homine dormientem in furtum expoliaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *friomurdum*, sunt dinarius IIIIM, faciunt solidos C, culpabilis judicitur.

8. Si quis hominem mortuum antequam in terra mittatur expoliaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *norebero*, sunt dinarius IIIIM, faciunt solidos C, culp. judicitur.

[1] On lit dans Eccard *arrestare*. Le manuscrit porte *testare*, leçon justifiée par I, II, III, et Munich.

XV. [*Sine rubrica.*] [1]

1. Si quis hominem exfudierit, et expoliaverit, MALB. *tarnicale*, sunt dinarius VIIIM, faciunt solidos CC, cui fuerit adprobatum culpabilis judicitur.

2. Si quis uxorem alienam tollere voluerit vivo marito, MALB. *affalthecha*, sunt dinarius VIIIM, faciunt solidos CC, cui fuerit adprobatum culpabilis judicitur.

3. Si quis cum ingenua puella mechatus fuerit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *virtuane*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

4. Si quis cum ingenua puella spontania voluntatem ambis convenientibus mina, *firilayso*, sunt dinarius MD, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur.

XVI. TITULUS DE INCENDIIS.

1. Si quis casa aliena qualibet super hominis dormientis incendederit, cui fuerit adprobatum, MALB. *selane effeffa*, quam ingenui fuerunt intus mallare debint; et si aliquis intus arserit, MALB. *leodi selane effa*, sunt dinarius MMMDC, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur, de leode solidos CC culpabilis judicitur. Cui causa est, MALB. *anda dil*, sunt dinarius VIIIM, faciunt solidos CC, culpabilis judicitur.

2. Si quis spicario aut amachallum cum anona, sote cum porcus, scuria cum animalia incenderit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodeba*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

3. Si Romanus hoc Romanum admiserit, et certa probacio non fuerit, per XX se juratores exsolbat, medius tamen electus; se juratoris invenire non potuerit, tunc ad inium ambulit, hoc dicunt MALB. *leodecal*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4. Si quis sepe aut concisa inciderit et ei fuerit adprobatum, MALB. *bila*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

XVII. DE VULNERIBUS.

1. Si quis alterum vulneraverit, aut occidere voluerit, et colabus præter fallierit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *selando*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

2. Si quis alterum de sagitta toxegata percutere voluerit, MALB. *seolando*, sunt dinarius MD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

3. Si quis hominem placaverit aut sanguinem ad terra cadat, et ei fuerit adprobatum, MALB. *selando efa*, dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

4. Si quis alterum in caput plagaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *chicsio frit*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur. Si exinde trea ossa, qui super ipsum cerebrum jacet, exirent, MALB. *chisio frit*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur.

[1] Eccard a reuni ce titre au preced. Comme il n'y a point de n° XV, l'ordre des chiffres reste le même

5. Si vero intra costas vulnus intraverit, usque ad intrania pervinerit, MALB. *gasfrit*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur. De medicatura vero, MALB. *andechabinus*, sunt solidos VIIII culpabilis judicitur.

6. Si quis ingenuus ingenuum de fuste percusserit, ut sanguis non exiat, III colobus, MALB. *uadfalto*, hoc est semper unusquique stus ternus solidus solbat.

7. Si vero sanguis exiret, MALB. *uuadpodo*, talem culpam conponat, quantum si eum de ferrum vulnerassit.

8. Si quis clausum manum alterum percusserit, MALB. *uuadeflat*, sunt dinarius CCCLX, faciunt solidos VIIII. Item ut per singulus stus, ternus solidus reddat.

9. Si quis alterum in via expoliaverit, et per fugam evaserit, ipsi fuerit adprobatum, MALB. *murdo*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

XVIII. DE EUM QUI AD REGEM HOMINEM ABSENTEM ACUSAVERIT

MALB. *selando* sunt *effa*, sunt dinarius[1], faciunt LXII solidos, culpabilis judicitur.

XVIIII. DE MALEFICIIS.

1. Si quis alteri maleficiis fecerit, aut dederit bibere ut moriatur, et ei fuerit adprobatum, MALB. *touerbus*, sunt dinarius VIIIM, faciunt solidos CC, culpabilis judicitur, aut certe ignem tradatur.

2. Si quis alterum maleficium ficerit, cui fuerit factum evaserit, autor si sceleris qui admisisse probatus vel convictus fuerit, MALB. *selando effa*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

XX. SI QUIS INGENUA MULIERE MANUM VEL BRACHIUM EXTRINXERIT.

1. Si quis homo ingenuus femene ingenui digitum extrinxirit, cui fuerit adprobatum, MALB. *min*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Si brachium presserit, MALB. *chamim*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur.

3. Certe si super cubitum manum miserit, cui fuerit adprobatum, MALB. *chamino*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur.

XXI. DE NAVIBUS FURATIS.

1. Si quis extra consilium domini sui nave aliena moverit et cum eam transierit, MALB. *fimere*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Si vero nave ipsa furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *femere*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur.

3. Si quis asco intra clave reposito in suspensum pro studium positum furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *chanzyso*, MDCCC, dinarius sunt solidos XV, culpabilis judicitur.

[1] Eccard a imprimé avec raison *MMD*, mais ce chiffre manque dans le manuscrit.

XXII. DE FURTIS IN MOLINO COMISSIS.

1. Si quis ingenuus anona de molino aliena furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *antedio*, id est cui mulinus est, DC dinarius, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Ille vero cujus anona fuisse probatur, alius XV accipiat ad latrone.

XXIII. DE CABALLUM EXTRA CONSILIUM DOMINI SUI ASCINSUM.

Si quis cavallum alienum extra consilio caballigaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *gestabo*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur.

XXIV. DE HUMICIDIIS PARVOLORUM VEL MULIERUM.

1. Si quis puerum ingenuum intra XII annus usque ad XII plenus occiderit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leode*, sunt dinarius XXIVM, faciunt solidos DC, culpabilis judicitur.

2. Si quis femena ingenuam interfecerit et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodosanii*, sunt dinarius XXIVM, faciunt solidos DC, culpabilis judicitur.

3. Si quis femena trabaterit graveda, cui fuerit adprobatum, MALB. *adnouaddo*, si morit *anouaddo*[1] *leode*, sunt dinarius XXVIIIM, faciunt solidos DCCC, culpabilis judicitur.

4. Si vero in ventre matris sui occisus fuerit, aut ante quod nomen abiat, MALB. *anneando*, sunt dinarius IIIIM, faciunt solidos C, culpabilis judicitur.

5. Si quis verum puerum crinitum ingenuum tundere præsumpserit extra voluntatem parentum, cui fuerit adprobatum, MALB. *uirdade*, sunt dinarius DCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur.

6. Si quis ingenuam puellam extra consilium parentum tundere presumserit, cui fuerit adprobatum, MALB. *taschada*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur.

7. Si quis puerum crinito occiderit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leode*, sunt dinarius XXIIIIM, faciunt solidos DC, culpabilis judicitur.

8. Si vero puerum infra XII annorum aliqua culpa comiserit, fretus ei non requeratur.

9. Si quis femena, post ceperit infantis abere, qui ea occiderit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodinia*, sunt dinarius XXIIIIM, faciunt solidos DC, culpabilis judicitur.

10. Post infantis non potuerit abere occiderit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodinia*, sunt dinarius VIIIM, faciunt solidos CC, culpabilis judicitur.

XXV. DE ADULTERIIS ANCILLARUM VEL SERVORUM.

1. Si quis ingenuus cum ancillam alienam mecatus fuerit et ei fuerit adprobatum, MALB. *teolosina*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Si vero cum regi ancilla mechatus fuerit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *teolosina*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur.

[1] Eccard a omis ces trois mots, qui constatent une distinction importante.

3. Si quis ingenuus cum ancillam alienam publice junxerit, ipsi cum[1] eam in servicio cadat.

4. Si servos cum ancilla aliena mechatus fuerit et ex ipso crimene ancilla mortua fuerit, servus CCXL dinarius, qui faciunt solidos sex, dominus servi reddat, aut servus castretur; dominus vero servi capitale dono ancillæ infere in loco : si ancilla ex mortua non fuerit, MALB. *bab mundo,* servus aut CCC hictus accipiat, aut CXX dinarius, qui faciunt solidos III, coatur exsolvere.

5. Si servus ancillam alienam in conjugium sociaverit, aut vapulit, aut CXX dinarius, qui faciunt solidos III, domino ancille coatur exsolvere.

XXVI. DE LIBERTIS EXTRA CONSILIUM DOMINI SUI DIMISSIS.

1. Si quis alienum laetum ante rege per dinarius ingenuum demiserit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *malteohiatus meo lexim,* sunt dinarius IIIIM, faciunt solidos C, culpabilis judicitur.

2. Si vero læti ipsius legitimi refirmetur.

3. Si, quis vero servum alienum ingenuum dimiserit et ei fuerit adprobatum, MALB. *maltho hait homitto,* sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur; prædi vero domini sui reddat.

XXVII. DE FURTIS DIVERSIS TITULUS.

1. Si quis vero tintinno de porcina aliena furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodardi,* sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

2. Si vero de pecoribus furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodardi,* sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

3. Si quis pedica de caballus furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodardi,* sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

4. Si vero caballi ipsi perierint, ipsus in caput reddat.

5. Si quis messe aliena in furtum meterit et inventus fuerit, MALB. *leodardi,* sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

6. Si quis in orto alieno ingressus fuerit in furtum et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodardi,* sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

7. Si quis in nabina, in favaria, in pesaria, in linticlaria in furtum ingressus fuerit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodardi,* sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

8. Si quis de campo alieno messe furaverit, et hoc aut in caballo aut in carro duxerit ad domum suam, et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodardi,* sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

[1] Eccard a omis *cum*, mot nécessaire pour le sens.

9. Si quis vero in dorsum portaverit, MALB. *leodardi*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

10. Si quis prato alieno secaverit, opera sua perdat, et si exinde ad domo sua duxerit fenum et discargaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, excepto capitale et dilatura.

11. Si vero tanto præsumserit quantum in dorsum suum portaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

12. Si quis viniam aliena in furtum vindimiaverit, et inventus fueret, MALB. *leodarde*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

13. Si vero vinum ad domum suam duxerit, aut in cavallo aut in carro discargaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur.

14. De missibus vero simul observandum est.

15. Si quis in silva materium alienum capolaverit aut incideret, cui fueret adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

16. Si vero materio ex una parte dolato in furtum præsumpserit, CXX dinarius, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

17. Si quis arbore post anno signatum præsumpserit, nullam abiam culpam.

18. Si quis retem ad anquilas de flumen furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *obtubbo*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

19. Si quis statualem, tremacle, aut vertevlem furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *nascodinar*, sunt dinarie DC, faciunt solidus XV, culpabilis judicitur.

20. Screonas qui sine clave est efregerit, cui fuerit adprobatum, MALB. *pronas an thiso*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

21. Si quis campum alienum araverit et non semenaverit, MALB. *leodardi*, sunt dinarius DC, faciunt soledus XV, culpabilis judicitur.

22. Si quis campo alieno araverit et semenaverit, *hoc herpaande escrippas*, dinarius MDCCC, faciunt soledus XLV, culpabilis judicitur.

23. Si quis cum servum allienum aliquid neguciaverit nesciens domino suo, MALB. *theo lasina*, sunt dinarius DC, faciunt soledus XV, culpabilis judicetur.

[XXVIII.] XXVII[1] DE LOGACIONIBUS IN FURTUM[2].

1. In furtum alliquid elogare voluerit, cui fuerit adprobatum, MALB. *morter*, sunt dinarius MMD, faciunt soledus LXII, culpabilis judicitur.

[1] A compter de ce titre jusqu'à la fin, le manuscrit porte un chiffre de moins, à cause du double emploi du nombre XXVII; j'ai indiqué le véritable numéro entre des crochets.

[2] Eccard a omis les deux mots *in furtum*.

2. Si quis furtum elogatum, acceptum præcio, homino hocciderit et ei fuerit adprobatum, MALB. *morter*, sunt dinarius MD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

3. Si vero pro tertiohomine elogacio ipsa fuerit transmissa, si adprobatus fuerit, MALB. *morter*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur; hat sic dans, accipiens et portans, sexsagenus binus simis solidus culpabilis judicitur.

[XXIX.] XXVIII. DE DIBILICTACIONIBUS.

1. Si quis alterum manum, pedem vel oculum ejecerit aut excusseret, nasim ampotaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *sicti*, sunt dinarius IIIIM, faciunt solidos C, culpabilis judicitur.

2. Si quis policare de manum vel pedem excusserit, cui fuerit adprobatum, MALB. *alathamo*, sunt dinarius IIM, faciunt solidos L, culpabilis judicitur.

3. Si vero ibidem mancatus fuerit, MALB. *alathamo*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur.

4. Si secundo vero digitum, id est unde sagittetur excusserit, MALB. *alathamo*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur.

5. Si quis vero sequens hominem castraverit, MALB. *gasferit*, sunt dinarius VIIIM, faciunt solidos CC, culpabilis judicitur.

[XXX.] XXVIIII. DE CONVICIIS.

1. Si quis alterum cynitum clamaverit, DC dinarius, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Si quis alterum concagato clamaverit, CXX dinarios, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

3. Si quis mulier ingenuam, seo vir, seo mulier, altera meletrice clamaverit, et ei non potuerit adprobare, MDCCC dinarius, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur.

4. Si quis alterum vulpe clamaverit, CXX dinarius, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

5. Si quis alterum lepore clamaverit, DC dinarius, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

6. Si quis alterum repotaviret quod suum scutum jactassit, et non potuerit adprobare, CXX dinarius, faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

7. Si quis alterum dilatorem aut falsatorem clamaverit, et non potuerit adprobare, DC dinarius, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

[XXXI. XXX. DE VIA LACINA.

1. Si quis barone ingenuum de via sua ostaveret aut inpinxeret, MALB. *via lacina*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Si quis mulierem viam suam ostaverit aut inpinxerit, MALB. *mallacina*, sunt dinarius MCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur.

[XXXII.] XXXI. DE LIGAMINIBUS INGENUORUM.

1. Sine causa ligaverit, MALB. *anderebus*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur.

2. Si vero aliquam partem ligatum duxerit, MALB. *anderebus*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judiciur.

[XXXIII.] XXXII. DE VENACIONIBUS.

1. Si quis vero de diversis venacionibus. Quam legem de venacionibus, et pescacionibus convenit observare.

2. Si quis cervum domesticum signum abentem furaverit aut occiderit, qui in venacionem mansuetus est, et hoc testibus adprobatum fuerit, quod eum dominus suos in venacionem abuit et cum ipsum vel duas aut tres feras occideret, MALB. *trouisido*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur.

3. Alium vero domesticum cervum qui in venacionem adhuc non fuit involaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *trouisido*, sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur.

[XXXIV.] XXXIII. DE SEPEBUS VERO TITULUS.

1. Tres virgas unde sepes sublegatur furaverit aut capulaverit, aut tres cambortus involaverit aut excervicaverit, vel retorta unde palum aut sepes contenetur capolaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodardi*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Si quis per aliena messe, post levaverit, erpice traxerit, aut cum carro sine via transierit, MALB. *leordardi*, sunt dinarius CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

3. Si quis messe aliena jam expalmitante, sine via transierit, MALB. *leodardi*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

4. Quis in curte aliena malo ingenia, aut quodlibet aliquid de furtum in casa miserit, hoc est nesciente eum cujus domus vel curtis est, et ibidem inventus fuerit, MALB. *frictebero*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

[XXXV.] XXXIV. DE HUMICIDIIS SERVORUM VEL EXPOLIACIONIBUS.

1. Si quis servum occiderit aut expoliaverit se similem, et ei fuerit adprobatum, *theolede tholo thodina*, id est humicida illum domini inter se dividant.

2. Si quis ingenuus servum alienum expoliaverit et super XL dinarius tollisse convencitur, MALB. *rencus musdo*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

3. Si quis homo ingenuus letum alienum expoliaverit et ei fuerit adproba-

tum, MALB. *leciim musdo*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur.

4. Si quis letus aut servus hominem ingenuum occideret, ipsa homicida pro medietatem conposicionis hominis hoccisi parentibus tradatur; dominus vero servi alia medietatem se noveret esse solveturus.

5. Si quis vasum ad ministerium quod est *strogau*, puella ad ministerium aut fabro ferracio, vel aurefice aut porcario furaverit aut occideret, cui fuerit adprobatum, MALB. *taxaga* aut *ambitania*, sunt dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur; inter fretum et faidum, sunt solidos XLV, sunt solidos LXXV.

[XXXVI.] XXXV. DE QUADRUPEDIBUS SI HOMINEM OCCISERIT.

Si quis homo ex quolibet quatropedem domisticum occisus fuerit, et testibus fuerit adprobatum, medietatem conposicionis dominus ipsius quatropedem auctorem criminis pro medietatem conposicionis restituat requerenti[1].

[XXXVII.] XXXVI. DE VESTIGIUM MINANDO.

1. Si quis bovem aut cavallum vel quelibet animal ad furtum perdedirit, et eum dum per vestigium sequentur, fuerit consecutus usque in III noctes, ille qui eum ducit aut emisse aut cambiasse dixerit vel proclamaverit[2], ille qui per vestigium sequitur per tercia manum debit adcramire; si vero jam tribus noctibus exactis, qui res suas quæret, si eas invenerit, ille aut emisse aut cambiasse dixerit, ipse liceat adcramire.

2. Si ille vero qui per vestigium sequitur se agnuscire dicit, illum alium reclamante, nec offerre per tertia manum voluerit, nec sole secundum legem collegaverit et ei violenter quod se agnuscire dicit tollisse convincitur, MCC dinarii, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

[XXXVIII.] XXXVII. DE FURTIS CAVALLORUM VEL EQUARUM.

1. Si quis cavallum qui carruca trahit furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *hanziam*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur.

2. Si quis armessario furaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *naderedo*, sunt dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur.

3. Si quis armessarium cum gregem suum, hoc est equas, cui fuerit adprobatum, MALB. *sunnista*, sunt dinarius MMD, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

4. Si vero grex ille minor fuerit, usque ad VII capita cum armessario fuerint, cui fuerit adprobatum, exceptum capitale et dilatura, MMD dinarius, qui faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

5. Si quis equa pregnante furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *anciaca*, sunt

[1] Eccard a imprimé *requirentibus*.

[2] Eccard a imprimé *clamaverit*.

dinarius MDCCC, faciunt solidos XLV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

6. Si quis poletro annocolo furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *sunnista*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, excepto capitale et dilatura.

7. Si vero sequentis poletrus furaverit et ei fuerit adprobatum, MALB. *nare*, sunt dinarii CXX, faciunt solidos III, culpabilis judicitur.

[XXXIX.] XXXVIII. DE PLAGIATORIBUS.

1. Si quis mancipia aliena sublicitare voluerit et adprobatus fuerit, MALB. *obsculte*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Si servus alienus fuerit[1] plagiatus, et ipse trans mare ductus fuerit, et ibidim ad domino suo inventus fuerit, et ad quo ipse in patria plagiatus est in mallo publici nominaverit, et ibidim testis debit collegire.

3. Iterum cum servus, si de trans mare fuerit revocatus, in alterum mallum debit nominari, ibidim simul III testis debit collegi edoneus; ad tercium vero mallum similis fieri debit, ut nove testes jurent, quod servum ipsum equaliter super plagiatorem audierit dicentem, et sic postea qui eum plagiavit, MALB. *anistario*, propter capitale et dilatura, dinarius MCCCC, faciunt solidos XXXV, culpabilis judicitur.

4. Qui confessio servi usque III plagiatoris amittitur, sed eam tamen racionem, ut nomina hominum et vilarum semper debiat nominare.

5. Si quis vero hominem plagiaverit et vendeveret, et probacio certa non fuerit, sicut pro hocciso juratores dare debit; si juratores non potuerit invenire[2], MALB. *falconum*, sunt dinarius VIIIM, faciunt solidos CC, culpabilis judicitur.

6. Si Romanus ingenuum plagiaverit, MMD dinarius, qui faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur.

[XL.] XXXVIIII. SI SERVUS IN FURTUM FUERIT INCULPATUS.

1. Si talis fuerit causa unde ingenuus DC dinarius, qui faciunt solidos XV, conponere debuerit, servus super scamnum tinsus CXX hictus accipiat.

2. Si vero antequam torquatur, si fuerit confessus, nihil suum domino credat: ipse vero in potestatem servum illum[3] abiturus, qui eum torsit; dominus vero servi, unde jam pignus accipit precio pro suo servo accipiat.

3. Si vero intra priora supplicia, id est CC colapus, fuerit confessus, aut castretur, aut CXX dinarius, qui faciunt solidos III, reddat: dominus vero servi caput in loco restituat, requerendi.

[1] Eccard a omis *fuerit*.
[2] Les mots *debit; si juratores non potuerit invenire*, ont été omis par Eccard.
[3] Eccard a imprimé *vero in posterum illum*.

4. Si majus crimine servus inculpatus, id est unde ingenuus MDCCC dinarius, hoc est solidos XLV, conponere possit, et intra suplicia confessus fuerit, capitali sentencia feriatur.

5. Si vero servus in colibet crimine culpatur, dominus servi ipsius, si presens est, ab eo qui requeret admanere debit, ut servum suum dibiat suppliciis dare, ubi quis repetit et virgas paratas habere debit, que ad magnitudinis minoris digiti, et senum et scamnum prestet ubi servum tendere dibiat.

6. Si dominus servum distullerit et servus presens fuerit, continuo ille qui reppetit domino sole colecare debit, et sic in VII noctes placitum facire dibit, ut servum suum suppliciis ut tradat, quod si ad VII noctes tradire distullerit sole ei qui repetit iteratum colecit[1]; et sic ad alteras VII noctes placitum faciat, id est in quatuordece noctes, servum noluerit suppliciis dare, omnem causam vel conposicionem excipiat, hoc est, ut se talis causa erat, unde ingenuus DC dinarius, qui faciunt solidos XV, conponere, ipsius dominus reddat.

7. Si vero major culpa fuerit unde ingenuus MCCCC dinarius, qui faciunt solidos XXXV, poterat reddere, similiter dominus reddat.

8. Si vero adhuc major culpa fuerit, qui similiter ingenuus MDCCC, qui faciunt solidos XLV, conponere possit, et dominus servum non presentaverit, ad ipsum numerum teneatur, ut ipsum reddat et capitale.

9. Quod si adhuc major culpa fuerit, quod servum requeratur, dominus servi, non ut servus solvat, sed ut ingenuus totam legem super se soluiturum excipiat.

10. Quod si servus absens fuerit, cui aliquid inpotatur, dominus ad repetanti, cum tribus testibus, secrecius admonere debit, ut servum suum infra VII noctes debiat presentare; quod si ficerit, tunc repetens solem illi cum testibus colecit: et sic ad alias VII noctis servum ipsum non presentaverit, tercia vicem adhuc VII noctis illi placitum dare debit, id est ut totus numerus usque ad XXI nocte perveniat; quod si potest[2] tercium placitum, ipsum servum noluerit ligatum suppliciis dare, tunc dominus servi omnem causam super se excipiat.

11. Si vero ancillam in tale crimine invenitur, unde servus castrare debueret, aut CCXL dinarius, qui faciunt solidos VI, si convinerit, pro ipsa dominus reddat, aut CCC hictus accipiat flagellorum.

12. Si servus cum ingenuum furtum fecerit, servus in duplum, si quod consorciavit, retat, excepto capitale et dilatura; ingenuus vero quadruplum excipiat damnum.

[XLI.] XL. DE HUMICIDIIS INGENUORUM.

1. Si quis vero[3] ingenuus Franco aut barbarum, qui legem Salicam vivit,

[1] Les mots depuis *quod si* jusqu'à *colecit* ont été omis par Eccard.
[2] Eccard a imprimé *quod si non potest.*
[3] Le mot *vero* est omis par Eccard.

occideret, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodi*, sunt dinarius VIIIM, faciunt solidos CC, culpabilis judicitur.

2. Si vero eum in puteum aut in aqua miserit et eum aut de camisa aut de collis aut de quibus rebus celaturus steterit, cui fuerit adprobatum, MALB. *matte leodi*, sunt dinarius XXIIIIM, faciunt DC solidos, culpabilis judicitur.

3. Si vero eum in[1] troste dominicam est, aut mulierem occiderit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leodi*, sunt dinarius XXIIIIM, faciunt solidos DC, culpabilis judicitur.

4. Si vero eos in aqua aut in puteum miserit, aut de rammis aut de clalis super coperuerit aut de quibuscunque rebus celatores steterit, MALB. *matte leodi*, sunt dinarius XXIIIIM, faciunt solidos DC, culpabilis judicitur.

5. Si vero Romanus homo possessor occisus fuerit, qui eum occississe probatur. MALB. *uuala leodi*, sunt dinarius IIIIM, faciunt solidos C, culpabilis judicitur.

6. Si Romanus triutarius occisus fuerit, cui fuerit adprobatum, MALB. *uuala leodi*, sunt dinarius IIIM, faciunt solidos LXX, culpabilis judicitur.

7. Si quis hominem invinerit in quadruvio sine manum, sine pedes, quem inimici sui ibidim miserunt, et eum prooccideri, cui fuerit adprobatum, MALB. *friofalto*, sunt dinarius IIIIM, faciunt solidos centum[2].

8. Erunt[3] qui solidos pensare vel probare dibiant, et hoc facto, si eis convinerit, accipiat; si vero stud non ficerat et sic ea acciperat, MALB. *reipus*, sunt dinarius D, faciunt solidos LXII, culpabilis judicitur. Cui reipe debentur debet exsolvere.

9. Si vero, quod superius diximus, omnia secundum legem impleverit, III solidos cui reipe debentur accipiat: hoc discernendo stud cui reipe debentur[4] sine possessoris[5] filius fuerit, accipiat: si vero nepus non fuerit, neptis filius senior si fuerit, ille eos accipiat. Si nepus non fuerit neptis filius, si consubrino filius qui ex materne genere fuerit, ipse eos accipiat; si nec consubrini filius fuerit, tunc frater matris reipus accipiat; si nec auncolus fuerit, tunc frater, qui ea mulierem ante abuit, si in hereditatem non venturus est, ipse reipus accipiat: si nec ipse frater fuerit, qui proximior fuerit extra superius nominatur, qui singulatim secundum parentilla dicti sunt usque ad VI genucolo, si in hereditatem illius mariti defuncti accederit, ipse reipus accipiat. Nam si potest sexto genuculo si non fuerint, in fisco reipe ipse vel causa que inde orta fuerit, colligatur.

[1] *In* est omis par Eccard.

[2] La fin de ce titre a été évidemment déplacée par le copiste du manuscrit, qui l'a insérée à la fin du titre XLVIII [XLIX] *De Reipus*. Eccard n'a pas cru devoir rectifier cette erreur qu'il a indiquée dans une note : je suis son exemple; voir ce que j'ai dit à ce sujet, page 158.

[3] A partir du mot *erunt* jusqu'à la fin du titre, ce fragment appartient au titre [XLIX] XLVIII, et réciproquement; il faut le remplacer par les SS 2, 3 et 4 de ce dernier titre, ainsi que j'en avertirai page 181.

[4] Les mots depuis *accipiat* ont été omis par Eccard.

[5] Voilà, entre autres exemples qu'il serait trop long de donner, une preuve de l'ignorance de l'auteur du manuscrit. Il en transcrivait un où étaient, comme dans les autres textes, *si nepos sororis*, et il a écrit *sine possessoris*.

[XLII.] XLI. DE MIGRANTIBUS.

1. Si quis homo super alterum in villa migrare voluerit et unum vel aliquis de ipsis tunc eum suscipere voluerit, si vel unus exteterit, qui contradicat, migranti ibidim licienciam non abuit : si vero contradictum unius vel duorum in villa ipsa adsentire voluerit, tunc ille testare debent, et si noluerit inde exire, ille qui ei testat cum testibus sic ei testare debit, dicat : « Homo in hoc tibi testor, ut in hac nocte proxima in hoc quod lex Salica habit sedeas, et testo tibi in x noctis de villa sta exseas. » Et de postia [1] adhuc de post x noctis iterum debit ad eum venire et testare in alias xx noctes, ut inde exeat; si adhuc exire voluerit, iterum tertium x noctes adat, ut sic xxx noctes impleantur; si nec tunc exyre voluerit, tunc maniat eum ad mallum, et testes suos per singula placita, qui fuerint ibidem pristus abere debit; et sic ipse, cui testatum est, noluerit [2] venire et sunnis non tenuerit, et sta quæ superius diximus, omnia secundum legem et testatum, tunc ipse qui testavit super fortuna sua ponat et rogit grafionum loci illius, accedat ad locum, ut eum inde expellat, quia legem noluit audire, et quod ibidim [3] laboravit, demittat, et insuper, MALB. *uaedresitelo,* sunt dinarius MCC, faciunt solidos XXX, culpabilis judicitur.

2. Si quis vero migraverit et ei infra XII mensis nullius illius testatus fuerit, ubi admigravit, sicurus, sicut alii vicini manent, ille maniat.

[XLIII.] XLII. DE ADFATHAMIRE OC CONVENIT OBSERVARE [4].

Ut tunginus aut centenarius mallum indicant, et scutum in ipsum mallum habere debent et III hominis III causas in mallum ipsum demandent, et postia requirant hominum qui ei non perteniat, et fistucam in lesu jectit, et ipsi in cujus leso fistucam jectavit, de furtunam suam quantum dare voluerit aut totam furtunam, cujus voluerit dare ipso in cujus leso fistucam jactavit, in casa sua manire debit, et hospites III suscipere debit [5], et de facultate sua de quantum ei datur in potestate sua abire debit, et postia ipse cui scutum creditum est sta omnia cum testibus colectis agere debet; postia aut ante regem aut in mallum legitimum illi cui furtunam suam depotavit, redere debit, et accipiat fistucam in mallum ipsum ante XII minsis ille quos eredes depotavit in leso jactit, nec minus nec majus, nisi quantum ei creditum est; et sic contra hoc aliqui aliquid dicere voluerit, debent III testis jurati dicere, quod ibi fuissent in mallum, quem tunginus, aut centenarius mallum indixerunt,

[1] Eccard a imprimé *depostica.*

[2] Eccard a imprimé *voluerit.*

[3] Eccard écrit *ibi,* ce qui du reste ne change point le sens.

[4] Ces trois derniers mots appartiennent évidemment au commencement du texte; mais ils sont en rubrique dans le manuscrit, et Eccard s'y est conformé.

[5] Eccard a omis les mots *et III suscipere debit.*

quomodo dixissent hominem illum, qui furtuna sua adire voluit[1], nominare debit; denominat illum, cui festucam in læso jactat, et sic leso jactitur, et illum quem eredem appellat, similem nominent; et alteri III testis jurati dicere debent, quod in causam illius qui furtuna sua donavit, in cujus leso fistucam jactata est, ibidim mansit[2] et ospites III aut amplius collegisset et pavissit, et ospites illi III aut amplius de suscepcionem gracias egisset, et in beudo pultis manducasent et testes collegisset; et sta omnia illi alii tres testis jurati dicere debent, et de hoc quanto in mallum aut ante regem vel in legitimo publici, qui accipit in leso furtunam ipsi ante regem aut in mallum legitimus publicum hoc est in mallubergo anteuda aut tuginus furtunam suam quod eredis apellavit publici coram homnibus fistucam in leso jactassit, hoc est VIIII testimonia vel testis sta omnia debunt adfirmare.

[XLIV.] XLIII. DE FELTORTUS QUI LEGE SALICA VIVENT.

Si quis servum aut ancilla, cavallum vel quemlibet rem cum alterum agnoverit, mittat eum in tercia manu, et ille, quod quem agnuscitur debet agramire et si intra Legere aut Carbonaria ambo manent, qui agnuscit, et cum quem agnuscitur in noctis XL placitum faciant, et ipsum placitum, quanti fuerint, qui cavallum ipsum aut vindederint, aut cambiaverunt, aut fortasse in solitudinem dedirunt, omnia intra placitum stum commoneantur, hoc est unusquisque cum neguciatoribus alter alterum admoniat. Et si quis comonitus fuerit et sunnis non tenuerit et ad placitum venire distullerit, tunc ille qui cum eum neguciaverit mittat III testis, quomodo ei nonciassit, ut placitum venerit; alterius III, quod publici ab eum et doniter neguciassit. Sto si fecerit, exsuit se ad latronicium[3]. Ille qui non vinerit, super quem testes juraverunt, ille erit latro illius qui agnuscit, precium reddat illis, secundum legem conponat illi, qui res suas agnuscit. Sta omnia in illum mallum debent fieri ubi ille est gamallum super quem res illa primitus fuerit agnouta aut in tercia manum missa. Quod intra Legere aut Carbonaria ambo manent, cum quibus agnuscitur, in noctis LXXX lex sta costodiatur.

[XLV.] XLIV. DE HUMICIDIO IN CONTUBERNIO FACTO.

1. Si quis collecto contubernio hominem ingenuum in domo sua adsallierit et ibi eum occiderit, MALB. *bistolio*, si andruscio dominicus fuerit ille qui occisus est, solidos MDCCC culpabilis judicitur. Si vero antruscio dominicus non fuerit interfectus[4], solidos DC culpabilis judicitur.

2. Si vero corpus hoccisi hominis III vel amplius abuerit plagas, tris quibus inculpatur, qui in eo contubernio fuerint, si probatus aparuerit, lex superior conprehensa

[1] Eccard a imprimé *noluit*.
[2] Eccard a imprimé *mansi*.
[3] Eccard, *latrocinium*.
[4] Eccard, *fuerit ille occisus est*.

convenit observare, alii vero III de hoc contubernio nonaginta solidos singuli eorum conponant; et adhuc in tercio loco de ipso contubernio solidos XLV solvant.

3. De Romanus vero occisus vel litus, qui in tale contubernio interfecti fuerent hec lex ex medietate solvantur.

[XLVI.] XLV. DE HOMINEM IN CONTUBERNIO OCCISO.

1. Si quis in convivio ubi quinque aut amplius fuerint, et unus ex ipsis fuerit interfectus, MALB. *seolandi stadio*, hoc est illi qui remanet aut uno convincto de se dare debent, aut toti mortem illius conponant, quia lex usque ad VII qui fuerint in convivio observatur.

2. Sive in convivio illo plus quam VII fuerint, non omnes teneantur obnoxii, sed quibus fuerent et adprobati, illi secundum legem componant.

3. Si quis vero foris casa ver inter agens, sive in agro, a contubernio fuerent occisi et III vel amplius abuerit placas, MALB. *dructi flido*, hoc est[1] ut tres de eo contubernio qui probati fuerint singuli mortem illius conponant; et III ad hunc si fuerint de ipso contubernio tregintini solidi solvant; et III adhuc, si fuerint de ipso contubernio quinginus solvant.

[XLVII.] XLVI. DE HOMINE IN OSTE OCCISO.

Si quis hominem, quia lege Salica vivit, dum est in oste hoccideret, MALB. *leodardi*, solidos DC culpabilis judicitur[2].

[XLVIII.] XLVII. DE CONPOSICIONE HUMICIDII.

Si cujus pater occisus fuerit, medietate conposicionis filii[3] ad se recolegant et illa alia medietate parentis, qui proximioris sunt, tam de patre quam et de matre, inter se devidant; quod se de una parte seu materna nullis parentis fuerit, illa porcio fiscus adquerat[4].

[XLIX.] XLVIII. DE REIBUS.

1. Si quis adsolit homo moriens viduam demiserit, qui eam noluerit accipere, antequam accipitur solidos III ante tungine vel centenario, hoc est ut tunginus vel centenarius indicat; et mallum ipsum scutum abere debit, et tres hominis III causas demandare debent. Tunc ipsi qui viduam ipsam accipere debit et III solidos equos pensantes qui proferat; et III erunt, qui ipsos solidos pensare debent aut probare; et hoc factum, si eis convenissit, ipsi qui viduam queret accipiat[5].

[1] Les mots *hoc est* sont omis par Eccard.

[2] Ce titre forme double emploi avec le titre [LXVI] LXV.

[3] Eccard a imprimé *sc LII*, mais n'a pas commis la même erreur dans le titre LXIV [LXV], qui forme double emploi avec celui-ci.

[4] Ce titre forme double emploi avec [LXV] LXIV.

[5] La fin de ce titre se trouve à la page 177 ci-dessus, dont il faut consulter la note 4.

2. Si quis hominem in puteo jactaverit et vivus exiet sua causa, MALB..... solidos LXII culpabilis judicitur.

3. Simili modo, qui alium in pellago inpinxerit, MALB..... solidos LXII culpabilis judicitur [1].

4. Si quis puellam ingenuam occiderit, MALB.... solidos CCC culpabilis judicitur [2].

[L.] XLVIIII. DE FALSUM TESTIMONIUM.

1. Si quis falsum testimonium preberit vel juraverit, MALB. *calistanio*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Si cujuscunque aliquid fuerit inculpatum quod perjurassit et probatus fuerit, juratoris quinus solidus condemnentur; ipsi vero cujus adprobatum fuerit, exceptum capitale et causam extra hoc, solidos XV culpabilis judicitur.

[LI.] L. DE TESTIBUS.

1. Si quis testes necesse abuerit, et fortasse testis ad placitum nolunt venire, ille qui eos placuit necessarium abit satis facire, manire illos debit, ut ea quæ noverint jurati dicant; si venire noluerint et eos sunnis non tenuerit, DC dinarios, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur.

2. Quisquis illorum, si vero presentis fuerint jurati in testimonium vocati, et noluerint jurati dicere ea que noverunt et ferbanniti fuerent, DC dinarius, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicitur, unusquisque illorum.

[LII.] LI. DE FIDIS FACTAS.

1. Si quis ingenuus vel letus alteri fidem fecerit, tunc ille cujus fidis facta est in XL noctes, aut quomodo placitum fecerit ut quando fedem [3] fecit, ad domum illius qui fidem fecit, cum testibus vel cum illis qui precium adpreciare debint, venire debit; et si ei noluerit fidem facta solvere, MALB. *huc chram mito*, sunt dinarius DC, faciunt solidos XV, culpabilis judicitur super debitum quod fidem fecerat.

2. Si adhuc noluerit conponere quod debit, ad mallum eum manire debit, et sic nexticantigyus mallare debit [4], « Rogo te, tungyne, ut nexticantigyus gasacium meum illum, qui mihi fidem fecit, et debitum debit; » et numerare quale debit dibiat unde fidem fecerat. Tunc tunginus dicire debit : « Nexticantigium ego illum in hoc quod lex Salica abit. » Tunc ipse cui fidis facta est debit testare ut nulli alteri nec solvat nec pignus donit solucionis, nisi ante conponat quod ei fidem fecit; et cum testibus ambulare et rogare debit ut debitum suum solvere dibiat.

3. Et si adhuc noluerit solverem, solem ei colecit; et tunc si ei solem collegaverit,

[1] Les §§ 2 et 3 ci-dessus appartiennent au titre [XLI] XL, ainsi que je l'ai indiqué page 177.

[2] Eccard a omis ce paragraphe qui, comme les deux précédents, appartient au titre [XLI] XL.

[3] Eccard a imprimé *sedem*.

[4] Les mots *et sic... debit* ont été omis par Eccard.

solidos III super superiorem debitum adhuc solvat; stut usque ad III vicis per III numbinas facire debit; et super III sta omnia facta et noluerit adhuc conponere usque ad solem cobitum, et ad nove solidos adsendat, et super singulas admonicionis vel ad solem colecato terni solidi adcriscant.

4. Si quis fidem factam ad placitum noluerit solvere, ambulit ad grafionum loci illius in cujus pago manit, et prehindat fistucam et dicat verbum, « Tu grafio, homo ille qui mihi fidem ficit, quem legitime abeo abio illum jactibus admallatum in hoc quod lex Salica abit et contenit; ego super me et super furtunam meam pono quod tu securus mitte in furtuna sua manom; » et dicat de causam de quantum ei fidem ficit. Tunc grafio collegat VII racineburgiis, et sic cum ipsis ad domum illius qui fidem ficit ambolit, et rogit illus sibi presens estum fidem ficit: « Voluntate tua solvi homine ste quod fidem ficisti, et elegit ut duus quos volueris edoneis cum recyneburgiis stus de quod solvere debit adpreciare dibiant, et hoc solidus stum precium satisfacia. »

5. Quod si audire noluerit presens aut absens, tunc racineburgiis, adpreciando precium quantum valuerit debitum quod debit, hoc est de furtuna illius tollant, et de ipsa legem quem debit duas partis ille cujus causa est ad se revocit, tercia parte grafio fredum ad se recolegat, si tamen ei fredus jam de ipsa causa non fuerit solutus

6. Ibi grafio rogitus fuerit, sunnis eum non detenuerit aut certa racio dominica, et distullerit se ut non ambulit neque aliquem in rem mittat, qui cum justiciam exegere dibiat, de vita culpabilis esse debiat, aut redemat quantum valit.

[LIII.] LII. DE ANDO METO.

1. Si quis grafionem ad res alienas tollendum invitaverit, et rogaverit ambolare et legitimi illum jectivum aut mallatum non abuerit, illi qui eum rogit ut injuste tollat, antequam legitimi admallatus fuerit, MALB. *antho mito,* sunt dinarii IIIIM, faciunt solidos CC culpabilis judicitur.

2. Ille qui grafionem rogat injuste aliquid confiscaverit, solidos CC culpabilis judicitur.

3. Si vero grafio invitatus supra legem aliquid tollere presumpserit, aut se redemat aut de vita conponat[1].

[LIV.] LIII. DE REM PRISTATAM.

1. Si quis alteri aliquid pristeterit et ei noluerit reddere, sic eum debit ad mallum; se cum testibus ad domum illius cui res suas prestetit accedat, et sic illi testitus, « Quia res meas noluisti reddere quas tibi prestetiram, in hoc eas tene nocte proxima quod lex Salica contenet; » et sic ei solem colecit.

[1] Les trois paragraphes de ce titre ont été omis par Eccard, ainsi que la rubrique du suivant, de manière que dans son édition le texte intitulé *De rem prœstatam* est rattaché à la rubrique *De ando meto*, qui indique un tout autre objet.

2. Si nec tunc rendere voluerit, adhuc VII noctes similiter venit, et tunc eum rogit ut debitum suum reddat; et si nec tunc voluerit conponere, solem ei colecit.

3. Quod per[1] III vicis solem ei colicavit, semper per singulas vicis solidos III, hoc est per singulas admonicionis adcriscant; si noluerit et tunc rogare, nec fidem facire redde de ei que prestetit, super illus VIIII solidos solem collecatum, qui per singulas admonicionis creverunt, solidos XXIIII culpabilis judicitur.

[LV.] LIIII. DE MANUM AD ENIUM REDIMENDA.

1. Si quis ad inium admallatus fuerit, fursitam ut manum suam redimat et juratores donit, si talis causam est unde legitime solidos XV conponat, si adprobatus fuerit, solidos III ultime manum redemat.

2. Si plus ad manum redimenda dederit, fretus grafionem solvatur quantum de causam illa convinctus fuerit, rediturus erit.

3. Si vero causam fuerit que XXX solidos, si adprobatus fuissit, poterat culpabilis judicare, et sic convenerit ut manum redemat, solidos VI redemat de causa illa, si convictus fuissit, rediturus erit; sta redimpcio de manum usque leudem sic permanit: si vero leudem alter alteri inpotaverit, et eum ad inium adte mallatum[2] abuerit, et convenit ut juratores donit, et manum suam redemat[3], solidos XXX manum suam redemere potest. Quod plus aliquid dederit, fretus leudi ipsius solvatur.

[LVI.] TITULUS LV. DE GRAFIONUM OCCISUM.

1. Si quis grafionum occiderit, MALB. *leodo samitem*, sunt dinarius XXIIIIM, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicitur.

2. Si quis saceborone qui puer regiis fuit occiderit, cui fuerit adprobatum, MALB. *leude sacce mather*, sunt dinarius XIIM, faciunt solidos CCC, culpabilis judicitur.

3. Si quis sacerborone qui ingenuus est, et saceborone occiderit, XXIIIIM dinarius, qui faciunt solidos CCC, culpabilis judicitur.

4. Saceboronis vero in singulis malloberges plus quam III debent esse, et de causa de quid de quod fortasse dixerint, hoc grafionum removeat unde illi securitatem fecerunt.

[LVII.] LVI. DE CORPORIBUS EXPOLIATIS.

1. Si quis, corpos hoccisi hominis antequam in terra mittatur in furtum expoliaverit, cui fuerit adprobatum, MALB. *mather*, sunt dinarius MM, faciunt solidos XII, culpabilis judicitur.

2. Si quis hominem jam[4] sepultum expoliaverit et ei fuerit adprobatum, MALB.

[1] Eccard a imprimé *pro*.
[2] On lit dans Eccard *admallatum*.
[3] Eccard, *redemere potest*.
[4] Eccard a imprimé *ico*, surmonté d'un signe d'abréviation.

muther, hoc est uirgo sit usque in diem illa quam illi cum parentibus ipsius defuncti ut ipsi conveniant, et ipsi pro erogare dibiant, ut vincto hominem liciat accedirem : et qui ei antequam conponat cum parentibus, ante pene auttor, qui tale dedirit solidos xv culpabilis; tamen autorem exceliris qui admississet aut expodisset, *turnecale* solidos cc conponat.

[LVIII.] LVII. DE DISPECCIONIBUS.

Si quis in mallum terum per lege conjunxerit, ad fidem facire dispexerit aut precium solvere, tunc racineburgiis de eum ante audire secundum legem, qualis causa est, et illi qui eum mallavit ad causa sua ei nunciare debit[1] precium antedictum; et tunc ei solvere noluerit, tunc per legem debit atendere et postia grafionem ad casa sua invitare, aut quod lex est de ipsa causa, de res suas secundum legem debiat revestire.

[LIX.] LVIII. (*Sine rubrica.*)[2]

Si quis ad mallo ante venire presumseret, aut quo racineburgie judicatum fueret imple contempseret, sic nec de eneum, nec de conposionem, nec de ulla rem fide ficiret vult, tunc ad regi presencia eum manire debit. Et ibi XII testis per singulas vicis III jurati dicant quod ibidim fuerunt, et ibi raciniburgi juraverint aut ad eum ambolabant, aut fidem de conposicionem ficiret; et alii III jurare debent quod ibidem fuissent post illo die quando racineburgi juraverunt, aut ad enium aut per conposicionem se educirent; hoc de illa die in LX noctes in mallo iterum et sol coligaverit, et nullatenus legem implere. Tunc eum debit manere ante regem in noctes XIIII, et III testimonia jurati, sicut superius diximus, similiter illa die testimonia, qui ibi fuerunt, ubi collegato sol sista omnia impleverit, qui eum admallat; et ille qui admallatum ad nullo placito venire voluerit tunc exat que monitus est, eum extra sermonis ponat, tunc ipse culpabilis et omnes res suas erunt; quicunque aut paviret aut hoc qui tale dediret, si quis uxorem sua propriam solidos XV culpabilis judicitur.

[LX.] LVIIII. DE RACINIBURGIS.

Si quis raciniburgius in mallo sedentes causa sine duus discote lege noluerit dicere vinit, dicet ad illo quicum causa prosequitur: « Hic vos tangano ut lege tre secando lege Salica. » Quod nec ille legem dicere noluerit, vir de illis raciniburgiis collecato sol ternus solidos solvat; quod si nec legem dicere volueret nec ternus solidos solvat, fidem ficit, tunc sol illius culpato est quinus dinarius c culpabilis. Si vero ipsi raciniburgii sunt[3], et non secundum legem judicare eam contra qui sentencio dediret, solidos XV culpabilis judicitur.

[1] Eccard a imprimé *nucia redebit* avec un signe d'abréviation sur la lettre *n*.
[2] Les quatre premiers mots du texte sont en rouge dans le manuscrit.
[3] On lit dans Eccard *raciniburgiis*, et le mot *sunt* est omis.

[LXI.] LX. DE CRENECRUDA.

✠ Si quis hominem occiserit, et tanta facultatem data, non abit unde tota lege impleat, XII juratores nec super terra nec subtus terra plus de facultate non abit que donavit; et postia debit in casa intrare, de quatuor angulus terra in pogno colegire et sic postia in dorso super illo limitare stare debit, et intus in casa respiciens, et sic de senextra mano super illo qui proximiorem parentum habit. Quod si jam pater aut fratris solserunt, tunc super suos filius debit illa terra jactare super III de generacionem patris et de matris qui proximioris sunt; et sic postia in camisam discinctus, discalcius, palo in mano sua, sepe debit sallire, medietatem quanto de conposicionem, idem aut quanto lex est, illi III solvant, hoc est illi alii de patris geniracionis facire debit, super illo crenecurando ille qui pauperior est jactavit ille totam legem persolvat; que si vero necesso abit unde totam legem solvat, tunc illi qui humicidio ficit, qui eum sub pede abuit, in mallo presentare debit, et sic eum per III mallus ad sua fide tollat; et si eô in conposicionem nulla a fide tollerent, hoc est ut eum redimat de que non solsit, de sua vita conponat.

[LXII.] LXI. DE ALODIS.

1. Si quis mortuus fueret et filio non demiseret, si matre sua superfuiret, inde hereditatem accipiat.

2. Si mater non fuiret et frater remansiret, ipsi hereditatem accedant.

3. Si ista non fuerint, tunc sororis matris in hereditatem accidant[1].

4. Si vero sorores matris non fuerent, sorores patris accedant in hereditate[2], et inde illis generacionibus quecunque proximor fuiret, illi hereditatem succidat.

5. De terra vero illa, qui muliere hereditas est, sed ad vero exugu frater fueret[3], tota terra permaniat.

[LXIII.] LXII. DE EO QUI SE DE PARENTILLA TOLLERE VULT.

✠ In mallo leuth et het tunzino ambulare debit, et ibidim IIII fustos alninus frangere super caput suo debit, et illos IIII partis mallo jactare et ibi sidero quod cromento et hereditatem tota racionem eo tollat. Sic postia aliquis de suis parentibus aut moriatur aut occideret, nulla ad eo nec hereditas nec conposicio permanit: si vero solo moriatur aut occidatur, conposicio aut hereditas ad eis permaniat.

[LXIV.] LXIII. DE CARVENNA.

1. Si quis alteri super illo idem mano super illo alique inripuit, rem in capite reddat, solidos XXX culpabilis judicitur.

[1] Ce mot manque dans Eccard.

[2] Les mots *si vero... hereditate* ont été omis par Eccard.

[3] Voilà encore ce qui prouve combien le copiste du manuscrit était ignorant.

2. Si quis hominem dimente expoliaviret, solidos c culpabilis.

3. Si quis vero quecunque desuper hominem intercitum miseret in violente, quo si agnusciret dic. tollat, MALLO *caroen*, solidos XXX conponat.

[LXV.] LXIIII. DE CONPOSICIONE HUMICIDII.

Si quis cujuscunque pater occisus fueret, medietate conposicione filio et alia parentis qui proximioris sunt tam de matre quam de patre, et dividant; quod si una paterna si eum mater nullus parentis fuiret, illa porcio in fisco coligatur [1].

[LXVI.] LXV. DE HOMINE IN OSTO OCCISO.

Si quis hominem ingenuo in oste occiseret, dinarius CC conponat [2].

[LXVII.] LXVI. DE EREBURGIIS.

1. Si quis alterum barbaro clamaveret, hoc est strioporcio, aut illo qui ineo portare dicitur abstrias cucinant, MALB. solidos LXII culpabilis judicitur.

2. Si vero mulierem clamaveret, hoctoaginta et semis solidus conponat.

[LXVIII.] LXVII. DE CABALLO MORTUO EXCORTEGATO.

Si quis caballo extra consilio domini sui excortigaveret, solidos XXX conponat, exceptum capitale et dilatura.

[LXIX.] LXVIII. EXPLICIT LEX I. INCIPIT II. DE REBUS IN ALODE PATRES.

Si quis super alterum de rebus qui in alode inventas interciaviret, debet ille interciatus III testimonia mittere quod in alode patris hunc invenisset; alia trea qualiter patris ipsas invenissit; hoc si ficeret, poterit rem interciata vindicare; si istas non ficiret, mittat III juratoris quod in alode patris hoc invenissit, se de hoc causa liberans; si hoc non ficerit, ille qui eas interciaviret, *filtorto*, et si postia quod lex interdocuit, aput quem eas invinit, culpabilis judicitur.

[LXX.] LXVIIII. DE CANE CREUTO.

Si quis pater aut parentis quando filiam suam ad marito donat, tota extra parte fratris suis vindicit; similiter quando filius suus ad capilatorias ficiret quo quod donato fuiret, extra parte hoc teniat et aliquas res dividat.

[LXXI.] LXX. DE HOMINE INGENUO OCCISO; QUOMODO PARENTIS SUI CONPREHINDIT VITAM SUAM [3].

Si quis hominem ingenuo occiseret et ei fueret adprobatum, parentis dibiat,

[1] Double emploi avec le titre [XLVIII] XLVII.

[2] Double emploi avec le titre [XLVII] XLVI.

[3] Dans le manuscrit, les quatre premiers mots de cette rubrique sont seuls écrits en rouge; le reste est placé au commencement du texte.

secundum legem conponat, media conposicio, filiis alia medietas, et inde eis debit ut quarta, ut de illa leude adveniat; aut quarta pars parentibus propinquis debit, III de generacionem patris et III de generacionem matris; et mater viva non fuerit, media parte de leode illa parentis inter se devidant, hoc est III de patrem, proximiores fuirent parentis de predictis condicionis prehendant; tercia parte duas partis prehendant, tercia patri suo demittant.

[LXXII.] LXXI. QUANTAS CAUSAS JURARE LICIT.

De dote et de res qui in oste perditas sunt, de hominem qui in servicio revocatur, si amplius jurarent quam tres causas, rem illa in capite reddant et quanto lex de causa illa abit culpabilis; illi qui juraviret III qui senis res fuiret D dinarius culpabilis et reliqui juratoris quinus solidos solvant.

[LXXIII.] LXXII. DE CREOBEBAT.

1. Si quis hominem ingenuum in silva aut qualibet loco occiseret et eum ad celando conbusiret, DC solidos conponat.

2. Si antruscionem vel femene tale ordinis interficiat, aut tale rem voluerit vel igne concremaviret, MDCCCC dinarius conponat.

[LXXIV.] LXXIII. CUICUNQUE DOMUM VIOLARE PRESUMPSERIT.

1. Que domo pro firmamento ebrius abuissit provocatus, qui hoc facire presumserit, solidos XLII culpabilis judicitur.

2. Si quis hominem de furca tollere presumiseret, qui eum tollit, et ei fuerit adprobatum, vita sua pro ipso admittat, aut solidos CC conponat.

3. Si quis vero de furca jam mortuo, sine consilio judicis aut volumtate ipsius cujus causa est, tollerit, pro culpa qua suspinsus est, quiquid exinde lex Salica adeam ille erunt qui est, adtollere presumserit culpabilis secundum lege Salica hoc convenit, observat.

[LXXV.] LXXIIII. DE PIGNORACIONE.

Si quis debitorem suum pignorancia sine judice pignorare presumserit, antequam eum nestigante higio, et debitum perdat, et insuper similiter si male depignoraverit, cum lege conponat, hoc est capitalem reddat, et insuper XV solidos culpabilis judicitur.

[LXXVI.] LXXV. DE HOMINEM INTER DUAS VILLAS OCCISUM.

Sicut adsolet homo juxta strada aut inter duas villas proximas sive vicinas fuerit interfectus, ut humicida non apareat, sic debit judex, hoc est comis aut grafio, ad locum accedere, et ibi cornus sonare; et si vinerit qui corpus cognuscit occisi, sic parentibus in noticia ponatur. Si vero non vinerit qui corpus, tunc vicini illi in

corum campo vel exitum corpus inventum est, debent facere bargum v pedis in altum et presencia judicis, ibi levare corpus, et debit judex nunciare et dicere: « Homo iste in vestro agro vel in vestipolo est occisus : contestor ut usque in VII noctes non reponatur, et de humicidium stum vos ad mallum, ut in mallo proximo veniatis, et vobis de lege dicatur quis observare debiatis. » Tunc vicini illi quibus nunciatur, ante XL noctis, qui meliores sunt cum sexaginus quinus juratoris se exuant quod nec occississent nec sciant qui occisisset; mino filidis vero vicini quinus denus juratoris donent singuli, qui id superius diximus, id est quod jurant. Si stud sic ante XL noctes non ficerent, noverint se personam mortui requirenti legibus satisfacire : si vero jurent quod superius diximus, et se per sacramento edeniaverint, nulla eis conposicio requiratur.

[LXXVII.] LXXVI. DE MULIERE CESAM VEL EXCAPILLATAM.

1. Si quis mulierem excapillaverit ut ei obbonis ad terra cadat, solidos XV culpabilis judicitur.

2. Si vero vitta sua solserit ut capilli ad scapula sua tangant, XXX solidos culpabilis judicitur.

3. Si servus mulierem ingenuam percusserit aut excapillaverit, aut manum suam redemat, aut solidos V reddat.

4. Si quis mulierem ingenuam[1] pregnantem in ventre aut in renis percusserit pugnum aut calcem et ei pecus non excuciat, et illa propter hoc gravata fuerit quasi usque ad mortem, CC solidos culpabilis judicitur.

5. Si quis vero pecus mortuum excusserit, et ipsa evaserit, DC solidos culpabilis judicitur.

6. Si vero ipsa mulier propteria mortua fuerit, DCCCC solidos culpabilis judicitur.

7. Si vero mulier qui mortua est pro aliqua causa in verbo regis missa est, MCC solidos culpabilis judicitur.

8. Si vero infans puella est qui excutitur, MCCCC solidos culpabilis judicitur[2].

9. Hec lex de miletunias, vel letas sive romanas in medietatem convenit observare.

10. Si quis ancille pecus mortuum excusserit, si pulicella[3] fuirit, LXII solidos culpabilis judicitur similiter et M et dinarium.

11. Si vero ancilla ipsa cellarium domini sui vel geniceum tenuerit, C solidos et M et dinarium pro ipsa conponat.

[LXXVIII.] LXXVII. PACTUS CHILDEBERTI REGIS[4].

De retinore pacis, appellavirit et negaverit juraverit juratoris, medius letus quod

[1] Eccard a omis *ingenuam*.
[2] Ce paragraphe entier manque dans Eccard.
[3] Eccard a imprimé *puella*.
[4] Ce titre et les trois suivants devraient être intitulés *Lex tertia*.

fuerit, quod obligaviret vero sit. Sic latro reverendus est si facultatem abit et si facultatem[1] distribuit, MALB. parentibus offeratur. Si non redimitur, vita correpit de oculte sine judice conponat, acceperit simile latrone sit.

[LXXIX.] LXXVIII. SI HOMINEM INGENCO IN FURTO APELLAVIRET TITULUS.

Si quis ingenuus in furtum inculpatus fueret et deinde manducatur, et manum suam de quantum in culpa inventus est conponat.

[LXXX.] LXXVIIII. CUJUS MANUM AD HENIUM INCIDERIT.

Servus in furtum inculpatur, requeratur dominum ut ad XV noctes in mallum presentit, et si dubietas est, ad sortem ponatur, quod si placitum sunnis detricaviret ad alias XV noctes ita fiat, et prosecutur cause de suos consimilis III elictus alius III dabet, qui sacramentum firment pro suplicacionem debet eum liberare; et si dominus non presentaviret, legem unde inculpatur conponat, et cessionem de servo faciat. Si servus minus tremisse sortem nuam[2] preserit, dominus servi tres solidos solvat, et servus ille CCC hictus accipiat.

[LXXXI.] LXXX.

Si quis aliena mancipia injuste tenuerit et infra dies XL non eas reddederit, latro mancipiarum teniatur obnoxius. Si lex de hoc quod inculpatur ad sortem adjacirit et mala sortem presserit, medietatem ingenui conponant et septem juratoris medius elictus dare debit.

[LXXXII.] LXXXI. INCIPIT LIBER III[3].

Deinde Chlotarius rex posuit decreta ut qui ad vigilias hoc est ad qua, et constitutas nocturnas diversi furis non capire et quod deversa interrudentem conludio scelera sua prætermittat, costodias exercerent, centenas fierent. In cujus centena aliquid deperiet caput trustes restituat, vel in alterius centenam vestigium proponat aut deduxerent et ad hoc admuniti sine cleaerent, quinus solidus conponat; capitale tamen qui prodederat a centena illa accipiat; absque dubio est de secunda vel tercia; si vestigius conprobatur latronis tamen per presencia aut longe multandus, et si persequens latronem suum conprehenderit integram sibi conposicionem accipiat[4]. et si per trustem invenitur media conposicionem trustes ad se recipiat, et capitalem exeat ad latronem.

[1] Ces quatre mots manquent dans Eccard.

[2] Est ainsi dans le manuscrit; Eccard a imprimé *mala*.

[3] D'après ce que j'ai dit plus haut, page 188, note 4, ce document devrait être intitulé *Lex quart.* Eccard en avait fait l'observation dans son commentaire.

[4] Ce qui précède, depuis *absque*, manque dans Eccard

[LXXXIII.] LXXXII.

Si quis in alterius domum ubi clavis est furtum invinerit, dominum domui de vita conponat. Se cum furtum, ubicunque capitur, antedicte subjaceat legem. Et de suscepcionum inculpatur, ad sortem veniat, et si malam sortem priserit, ita tamen ut utraque partis ternas personas elictas, duas nec costodia fieri possit.

[LXXXIV.] LXXXIII.

De servos eclesie aut vel cujuslibet, si ad quecunque inculpantur aut ad sortem aut ad plevium promoveantur, aut ipse aut precium domino[1] refurmetur, probacio periculum subjaciunt.

[LXXXV.] LXXXIV.

Si quis quodlibit de potentis pro suo servo admoniatur, ut per diversa possedent loca, de crimine habere susceptus domino secricius cum testibus cumdicatur, ut intra XV noctes ipsum ante judicem debiat presentare; quod si intra statutum tempus intercedentem conludium non ei fecerit, ipsi dominus statutus sui justa modo sui culpe inter fretum et feitum conpensetur; servus tum admonitum domino defuerit, capitalem dominus restituat et de servum dominus faciat cessionem futurum, et cum inventus fuerit, detur vindictam.

[LXXXVI.] LXXXV.

Si quis occulte rem sive conposicionem at quemlibet latronem acciperet ut res quem latronis culpam subjaceat, fures tamen judicibus presentetur. Nullus latronis ut quemlibet culpabilem ocultare presumat. Cui si ficerit, similis illi subjaceat culpe.

[LXXXVII.] LXXXVI.

Nullus quemlibet culpabilem, sicut cum episcopis convenit, de atrio eclesie extrahere presumserit, cannonibus feriatur; quod si sunt eclesie, quorum clause non sunt ab utrasque partebus parietum terre expacium aripennis pro adrio observentur, ut nullatinus fugiens foras ante dicta loca properarum cupietatis sedicat; quod non sit et capti fuerint, ad dignum sibi subplicium condemnentur.

[LXXXVIII.] LXXXVII.

Si cuilibit servus ad quocunque deserat confugium fecerit, primum dominus advenerit, cito excusatus reddatur, futurum ut si de precium cunvenerit, precius

[1] Eccard a omis *domino*.

redatur; tamen admunicionem perientes redere noluerit, precium solvat futurum cum invenitur[1]; si placit receptum precium servus dominum refurmetur.

[LXXXIX.] LXXXVIII. UT IN TRUSTE ELECTI CENTENARIUS PONANTUR.

Pro fiscalibus et omnium domibus censimus, pro timore pacis jubemus, in truste electi centenarius ponantur per eorum ad que solicitudinem pax interdicta observetur, et quia domino propicio germanitas vinculum caritatis costoditur. Centenarius ergo vel qui in troste esse dicuntur, abent latronis persequere, vel vestigia adsignata tamen menare et in truste qui defuerint, sicut dictum est, cunsarciatur, ut continuo capitale et qui perdedit, refurmetur; ita tamen ut latronis perquirantur, quem si truste per se invenerent, medietatem conposicionem sibi vindicit, capitale vel dilatura, si fuerit de facultatem latronis ei qui furtum pertulit, sarciatur. Nam si per se latrone cœperit, integra sibi conposicione, vel dissulucione, vel quicquid dispendite fueret, revocaverit, fretus tamen judecibus, in cujus provencia est latror stratetur requerenti.

[XC.] LXXXVIIII. CAPITULUM.

Si quis ad vestigium vel ad latrone prosequendo ire noluerit, si moniti fuerunt, et si eos sunnis non detenuerit, solidos XV culpabilis judicitur, et in Dei nomine pro timore pacis constituemus, et in perpetuo volumus costodire, interdicentes.

[XCI.] LXL.

Si quis a judicibus hec violare presumpserit, vita incurrat periculum, et sta omnia ante dicta nostra sicut priora stare jubemus.

[XCII.] LXLI.

1. Si quis super aliena domum lapide miserit aut jactaverit, cui fuerit adprobatum, pro illius contumilia aut alienorum ingenuorum, si cum ipsum alii fuerint, unaquiqui per quindicinus solidos culpabilis judicitur.

2. Si vero letus fuerit, qui hoc facire presumpserit solidos VII culpabilis judicitur

[XCIII.] LXLII.

Si quis aliena domum violenter distruerit que domus superius abuerit, qui hoc facire presumserit et pro hoc qui fuerit adprobatum, solidos XLV culpabilis judicitur.

[XCIV.] LXLIII.

Si Salicus Salicum violenter castraverit, et ei fuerit adprobatum, solidos CC culpabilis judicitur, excepta medicatura solidos VIIII.

[1] Eccard a imprimé *inveniret*.

EXPLICIT LEX SALECA, QUI VERO CUNLACIO INFRA HÆ LIBROS IIII CONTINERE VIDITUR.

Primus rex Francorum statuit a primo titulum usque LXII disposuit judicare; postmodo autem tempus cum obtimatis suis a LXIII titulum usque ad LXXVIII addedit; sic vero Childebertus[1] rex, post multum autem tempus, pertractavit quid addere debirit; ita a LXXVIII usque ad LXXXIII perinvenit, quod ibidim digne inposuisse noscuntur, et sic fratri suo Clotario hec scripta transmisit. Post hec vero Clotarius, cum hos titulus a germano suo seniore gratenter excepit, sic postia cum rignum suum pertractavit, ut quid addere debirit ibidem, quid amplius dibiat construhere, ab LXXXVIIII titolus usque ad LXIII statuit permanere; et sic postea fratre suo rescripta direxit, et ita inter eis convinit ut sta omnia sicut anteriore constructa starent.

Teudericus rex rignavit annis XVII. Chlodoveos rex rignavit annis III. Childebertus rex rignavit annis XVII. Dacobertus rex rignavit annis V. Hilpericus rex rignavit annis V. Item Teudericus rex rignavit annis XVII; anno septimo inter alius rex non[2] rignavit. Childericus rex rignavit annis VIIII, sunt in summa annus LXXVIII.

INCIPIT TOTAS MALB.[3]

In nomine Dei Patris omnipotentis, sit placuit voluntas Laidobranno et Adono ut pactum Salicum de quod titulum non abit gratenter suplicibus aput gracia Fredono, una cum uxore sua et obtimatis eorum, in ipsum pactum titulum unum cum divino adjutorio pertractare debirent : ut si quis homo aut in casa aut foris casa plena botilia abere potuerint, tam de eorum quam de aliorum, in cuppa non mittant negutta. Se ullus hoc facire presumserit, MALB. *leodardi*, solidos XV conponat, et ipsa cuppa frangant la tota[4], ad illo botiliario frangant lo cabo, at illo scanciono tollant lis....onis. Sic convinit observare, aput strubo bibant et intus suppas faciant; cum senior bibit duas vicis, sui vassalli la tercia, bonum est; ego qui scribo, meo nomine non hic scripsi, culpabilis judicitur.

[1] Eccard a imprimé *Childebrandus*.

[2] Eccard a omis *non*; au moyen de ce mot, qui est dans le manuscrit, cette chronologie ne contrarie point l'histoire.

[3] Quelque peu importante que fut cette loi burlesque, je n'ai pas cru devoir l'omettre.

[4] On doit remarquer l'article de la langue romane dans ce document, écrit comme le reste du manuscrit au VIIIe siècle.

SECOND APPENDICE,

D'APRÈS UN MANUSCRIT DE MUNICH.

Le texte que je publie dans ce second appendice est évidemment antérieur à la rédaction de la *Lex emendata*. Il était resté inconnu jusqu'à ce que, en 1831, le professeur Feuerbach l'ait fait imprimer à Erlang, et je ne sache pas qu'on le trouve ailleurs que dans le travail synoptique et comparatif publié par M. Laspeyres en 1833. Mais l'édition d'Erlang et l'ouvrage de M. Laspeyres ne sont point encore répandus en France. Ce texte peut donc être considéré en quelque sorte comme inédit.

Si j'avais reconnu une identité parfaite du manuscrit de Munich avec l'un des quatre textes et avec celui de Wolfenbüttel qui précèdent, je me serais borné à en recueillir les variantes; mais il forme une famille toute spéciale, et par conséquent il était nécessaire au complément de l'édition que j'ai entreprise.

Le respect pour la vérité, qui doit passer avant toute autre considération, m'a obligé de dire que l'édition donnée par Eccard du texte de Wolfenbüttel était très-inexacte; je me plais à rendre justice à celle de Feuerbach. J'ai trouvé à y faire peu de corrections, dont j'indiquerai les principales dans les notes.

Je passe à la description du manuscrit dont le gouvernement bavarois a bien voulu m'accorder la communication. Il est placé dans la bibliothèque royale de Munich, Cimel. IV, 3, g. Il appartenait, avant la suppression des couvents, au monastère de Sainte-Croix d'Augsbourg, auquel il avait été légué en 1688, avec un grand nombre d'autres livres, par Wolfang André Rem de Ketz, grand prévôt de l'église cathédrale d'Augsbourg.

C'est un volume in-8°, sur parchemin, contenant 68 feuillets, quoique le dernier soit numéroté 67, parce que 35 est double. Du feuillet 1 à 23, il contient la *lex Ribuariorum*, mais incomplète. Le titre LXXV de ce manuscrit, portant le même numéro dans les éditions vulgaires, et le numéro LXXVII dans celle de du Tillet, lequel commence par, *Si quis bovem intertiaverit*, n'est pas achevé; les derniers mots du v° du f° 23 sont, *tunc omne precium suum recipiat*.

Il y a donc une lacune de plusieurs feuillets, qui devraient contenir le reste de la *lex Ribuariorum* et le commencement de la *lex Alamanorum*.

Le f° 24 commence par les mots *aut qaomodo* [*lex*] *habet si non adempleverit*, faisant partie du titre XXIII de cette *lex Alamanorum*, d'après toutes les éditions connues, mais qui, dans ce manuscrit, devait porter le n° XXII, puisque le titre suivant, *Si aliquis homo mortem ducis*, etc. est le XXIIIe. Du f° 24 jusques y compris le r° du f° 42, on trouve le reste de la *lex Alamanorum*.

Sur le v° du f° 42 commence la table des rubriques de la loi salique intitulée : *Capitula legis Salicæ supter insertæ*. Le nombre de ces rubriques est de LXXXIV ; mais après ce dernier chiffre, il n'y a aucune indication de l'objet du titre annoncé. Le r° 44 finit par un petit avertissement qu'on trouvera transcrit ci-après, page 195.

Sur le verso 44 commence le texte avec le titre : *In nomine Domini incipit lex Salica*. Le f° 67, qui devrait être 68, finit par un titre dont la rubrique est, *De hereditate inter nepotem et amitane dividenda*, numéroté LXXXIII dans la table des rubriques. Il en résulte que le manuscrit n'est pas complet. Peut-être, outre le titre LXXXIV indiqué par la table, contenait-il quelques autres lois barbares ? On peut donc présumer que c'est un *liber legalis*, réunissant les différents codes qui servaient à juger chacun suivant sa loi propre, et que le manuscrit, incomplet, contient seulement une partie du recueil qu'on avait fait.

Les soixante-cinq premiers titres de cette *lex Salica* répondent aux soixante-cinq que j'ai donnés comme textes I, II, III ; ils ressemblent plus particulièrement aux deux premiers, et à la *lex prima* du manuscrit de Wolfenbüttel, en ce qu'ils ne contiennent point de traces de christianisme : cependant la rédaction, qui est en général très-concise, se rapproche beaucoup de mes textes I et II.

Les titres LXVI à LXXII inclusivement sont un texte, souvent très-corrompu, du *Pactum pro tenore pacis*, qui forme les titres LXXVII [LXXVIII] jusques y compris LXXX [LXXXI] du manuscrit de Wolfenbüttel. Les LXXII à LXXX inclusivement, *Decretio Chlotarii* forment les titres LXXXI [LXXXII] jusques y compris XC [XCI] du manuscrit de Wolfenbüttel : les titres LXXXI, LXXXII et LXXXIII, sont une copie, également très-corrompue, des titres LXXVIII, XLII et LXXV de la *lex Burgundionum*, que Feuerbach n'a pas reconnus et qu'il attribue à un auteur incertain.

En comparant ces trois titres avec le texte véritable, on acquiert la preuve de l'ignorance du copiste, et on peut en conclure qu'en ce qui concerne la loi Salique son texte doit inspirer peu de confiance.

La seule chose importante que ce manuscrit nous apprenne, c'est que le rédacteur a voulu faire une compilation à peu près du genre de la *lex Salica* du manuscrit de Wolfenbüttel. Mais il a beaucoup moins ajouté que celui-ci aux soixante-cinq *capitula principalia*.

Cette rédaction a encore cela de commun avec celle du manuscrit de Wolfenbüttel, qu'elle a été faite d'après l'idée que le *Pactum* et la *Decretio* étaient des additions faites par Childebert et Chlotaire à la loi Salique.

La circonstance qu'on y a joint trois titres de la *lex Burgundionum* pourrait porter à conjecturer que cette compilation a été faite dans un lieu qui dépendait de l'ancien royaume de Bourgogne.

LEX ZALICA[1].

I. DE MANIRE.

1. Si quis ad mallum legibus dominicis manitus fuerit, et non venerit, seum sunnis non detenuerit, solidos xv culpabilis judicetur.

2. Ille vero qui alium manit et ipse non venerit, ei quem manivit solidos quinque culpabilis judicetur.

II. DE FURTIS PORCORUM.

1. Si quis porcellum lactantem furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *diramni*, solidos tres culpabilis judicetur.

2. Si quis porcellum de campo furaverit qui sine matre vivere possit, MALB. *imnisficit*, sunt dinarii xxx.

3. Si quis scrobam in furto subbatterit, MALB. *narechalt*, solidos VII culpabilis judicetur.

4. Si quis porcum anniculum furaverit, MALB. *ingismus*, solidos xv culpabilis judicetur; qui numerus usque ad duos porcos convenit observari.

[1] Après la table des rubriques, on lit l'avertissement suivant du copiste, que je crois devoir faire connaître :

« Hoc autem super omnia diligenter consederandum : quod in lege Salica unusquisque solidus quadraginta dinarius habet, ita ut centum viginti dinarii faciant solidos tres.

« Sed nos propter prolixitatem voluminis vitandam, seu fastidio legentium, vel propter utilitatem intellegendi, abstulimus hinc verba Grecorum et numero dinariorium, quod in ipso libro crebro conscribta invenimus. »

Il est évident que le copiste appelle les gloses malbergiques *verba Græcorum*; toutefois, malgré cet avis, il en a conservé quelques-unes avec le signe MALB. et quelquefois aussi il a indiqué les deniers.

5. Si quis porcellum inter porcos furaverit, MALB. *suuachine calte*, solidos XV culpabilis judicetur.

6. Si quis tres porcos aut amplius furaverit usque ad sex capita, *ingismus taxaga* solidos XXXVI culpabilis judicetur, excepta [1] capitale et dilatura.

7. Si quis tertusum porcellum furaverit usque ad anniculatum, MALB. *drauge*, solidos III culpabilis judicetur.

8. Post annicolatum vero, solidos XV culpabilis judicetur.

9. Si quis verrem furaverit, solidos XVIII culpabilis judicetur, excepta capitale et dilatura.

10. Si quis scrobam ducariam furaverit, solidos XVII cum semisse culpabilis judicetur, excepta capitale et dilatura.

11. Si quis majalem sacrivum furaverit et hoc testibus quod sacrivum fuerit adprobatum, solidos XVIII culpabilis judicetur, excepta capitale et dilatura.

12. Item de alio qui sacrivus non fuerit, solidos XV culpabilis judicetur.

13. Si cui XXV porci fuerint inviolati ubi amplius in grege illo non fuerint, solidos LXII culpabilis judicetur, excepta capitale et dilatura.

14. Si vero amplius super XXV remanserint, qui non fuerint inviolati, XXXV solidos culpabilis judicetur.

15. Si vero quinquaginta porci fuerant involati, solidos LX culpabilis judicetur.

III. DE FURTIS ANIMALIUM.

1. Si quis vitulum lactantem furaverit, solidos XIII culpabilis judicetur, excepta capitale et dilatura.

2. Si quis binum animalem furaverit, solidos XV culpabilis judicetur, excepta capitale et dilatura.

3. Si quis vaccam cum vitulo furaverit, solidos XXXV culpabilis judicetur, excepta capitale et dilatura.

4. Si quis taurum furaverit qui gregem regit nec umquam junctus fuisset, solidos XL culpabilis judicetur excepta.

5. Si quis taurum furaverit qui de tres villas communes tenuerit vaccas, solidos XL, culpabilis judicetur excepta capitale et dilatura.

6. Si quis XII animalia furaverit ut nec unus exinde remaneat, solidos LXII culpabilis judicetur.

7. Si vero de pluribus XXV furaverit, solidos LXII culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

IV. DE FURTIS OVIUM.

1. Si quis agnum furaverit et ei fuerit adprobatum, solidos VII culpabilis judicetur.

[1] Chaque fois que le manuscrit exprime ce mot en toutes lettres, il porte très-évidemment *excepta* : le plus souvent il écrit *ex. exc.* ou *excep.* J'ai cru devoir adopter une orthographe uniforme.

2. Si quis anniculum vel binum verbicem furaverit, solidos III culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

3. Certe si tres furaverit, XXXV solidos culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

4. Si quis verbices L furaverit, solidos LXII culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

V. DE FURTIS CAPRARUM.

1. Si quis tres capras furaverit, solidos III culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

2. Si quis tres furaverit, solidos XV culpabilis judicetur.

VI. DE FURTIS CANUM.

1. Si quis secusium magistrum furaverit, MALB. *leodardi*, solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis canem qui legamen non novit furaverit aut post solis occasum occiderit, sicut superius diximus indomabitur.

3. Si quis pastoralem canem occiderit, solidos III culpabilis judicetur.

VII. DE FURTIS AVIUM.

1. Si quis accipitrem furaverit de arborem, solidos III culpabilis judicetur.

2. Si quis accipitrem furaverit de perticam, solidos XV culpabilis judicetur.

3. Si quis accipitrem intra clavem furaverit, solidos XLV culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

4. Si quis anserem furaverit, solidos III culpabilis judicetur, excepta capitale.

VIII. DE FURTIS APUM.

1 Si quis apem furaverit deintro clavem et supra tectum habuerit, solidos XLV culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

2. Si quis unum apem, hoc est unum vasum ubi amplius non fuerint, furaverit, causam superius conpræhensam si convenit observare.

3. Si ad 'plures vero usque ad sex apes foris tecto furate fuerint et ut aliqui remaneant, solidos XV culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

4. Si vero septem aut amplius furaverit et si adhuc alique remaneant, solidos XLII culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

IX. DE DAMNUM IN MESSE VEL QUALIBET CLAUSURAM INCLAUSAM.

1. Si quis animal aut caballum vel quemlibet pecus in messem suam invenerit, penitus eum vastare non debet. Quod si fecerit et confessus fuerit, capitalia in locum restituat, ipsum vero debilem quem inclusit ad se recipiat. Si vero confessus non

fuerit et ei fuerit adprobatum, solidos xv culpabilis judicetur, excepta capitale et dilatura.

2. Si quis in messem suam pecora aliena invenerit, qui pastorem suum non habent, et eas incluserit ut nulli penitus innotescat, et aliqua ex ipsis pecoribus perierit, solidos xxxv, culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

3. Si quis animal aut quodlibet pecus per suam neglegentiam nocuerit et ipse fuerit confessus, capitale in locum restituat; si vero negaverit et ei fuerit adprobatum, solidos xv culpabilis judicetur.

4. Si alicujus porci aut qualibet pecora ipso custodiente in messem alienam cucurrerint, et illo non negante ei fuerit adprobatum, solidos xv culpabilis judicetur.

5. Si cui pecora de damno inclusa fuerint, quas violenter expellere præsumpserit, solidos xv culpabilis judicetur.

6. Si vero de damno inclusa fuerint, ille cujus pecora sunt damnum intomatum reddat, et insuper x dinarios culpabilis judicetur.

7. Si quis vero aut per inimiciam aut per superbiam sepem alienam aperuerit et messem aut inprobato vel in quolibet labore pecora sua miserit, cujus laborem si eum convictus fuerit contestibus intomatum damnum reddat et solidos xxx culpabilis judicetur.

X. DE SERVIS ET ANCILLIS FURATIS.

1. Si quis servum aut ancillam cum ipso ingenuo de rebus domini sui aliquid portaverit, solidos xv culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura, atque causam quæ superius diximus adhuc amplius culpabilis judicetur.

2. Si quis ancillam perdiderit valente solidos xxv; si porcario, venatore, si fabrum, aut carpentarium, vel stratorem, solidos LXX culpabilis judicetur.

XI. DE FURTIS INGENUORUM VEL FRACTURAS.

1. Si vero ingenuus de foris casa quod valent duo dinarii furaverit, solidos xv culpabilis judicetur.

2. Si vero foris casa quod valent XL dinarii furaverit, xxxv solidos culpabilis judicetur.

3. Si quis ingenuus efractura fecerit quod valent [duo] dinarius furaverit, solidos xxx culpabilis judicetur.

4. Si quis quod valent super L dinarios furaverit, xxxv solidos culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

5. Si vero clavem efrigerit, XL solidos culpabilis judicetur.

6. Si vero nihil tulerit ut fugens evadat, propter efracturam tantum xxx solidos culpabilis judicetur.

XII. DE FRACTURA VEL FURTIS SERVORUM.

1. Si quis servus de foris casa quod valent duo dinarii furaverit et ei fuerit adprobatum, excepta capitale et delatura, aut flagellis CXX accipiat aut solidos tres reddat.

2. Si vero furaverit quod valent XL dinarii, aut castretur, aut VI solidos reddat: domnus vero servi qui furtum fecit capitale in locum restituat.

XIII. DE RAPTUM INGENUORUM VEL MULIERUM.

1. Si tres homines ingenuam puellam de casam rapuerint, trigenos XXX solidos culpabilis judicetur.

2. Illi vere qui super tres fuerint, unusquisque ex illis quinos solidos culpabilis judicetur.

3. Qui cum sagittas fuerint, unusquisque tres solidos culpabilis judicetur.

4. Raptor[1] vero, solidos LXII culpabilis judicetur.

5. Si vero puella ipsa quae trahitur in verbo regis fuerit, fredus exinde solidos LXII exigantur.

6. Si vero puer regius fuerit vel ledus qui ingenuam puellam traxerit, de vita conponat.

7. Si vero feminam ingenuam quicumque de illis sua voluntate secuta fuerit, ingenuitatem suam amittat.

8. Si quis sponsam alienam tulerit, sibi in conjugium copulaverit, solidos LXII culpabilis judicetur.

XIV. DE SUPERVENTIS VEL EXPOLIATIONIBUS.

1. Si quis hominem ingenuum insuperventum expoliaverit, solidos LXII culpabilis judicetur.

2. Si Romanus homo barbarum expoliaverit Salicom, causa superius conprehensa convenit observare.

3. Si vero Francus Romanum expolaverit, solidos XXX culpabilis judicetur.

4. Si quis hominem qui alicubi manere disponit et de regem habet praecepta et sibi habundavit in mallo publico et aliqui extra ordinatione dominica ei testare praesumit, CC solidos culpabilis judicetur.

5. Si quis hominem migrantem asallierit, MALB. *turpefalti*, hoc est quanti in eo contubernio vel superventi fuerint fuisse probantur, LXII solidos unusquisque ex illis culpabilis judicetur.

6. Si quis hominem mortuum antequam in terra ponatur in furtu expoliaverit, cui adprobatum fuerit, C solidos culpabilis judicetur.

[1] Feuerbach a imprimé *raptæ*; mais le manuscrit porte très-lisiblement *raptor*.

7. Si quis hominem mortuum effodierit et expoliaverit et ei adprobatum fuerit, cc solidos culpabilis judicetur.

8. Si quis hominem dormientem expoliaverit, solidos c culpabilis judicetur.

XV. DE UXOREM ALIENAM AB ALIO SUBLATA.

1. Si quis uxorem alienam tulerit vivo marito, solidos cc culpabilis judicetur.

2. Si qui cum ingenuam puellam spontanea voluntate ambis convenientibus oculte mœchati fuerint, cui adprobatum fuerint XLV solidos culpabiles judicentur.

3. Si quis cum ingenua puella per virtutem mœchatus fuerit, LXII solidos culpabilis judicetur.

XVI. DE INCENDIIS.

1. Si quis casam qualibet super homines dormientes incenderit, quanti intus fuerint ingenui mallare debent, et si aliquis intus arserit, LXII solidos, de leude cc solidos, cui casa est LXII solidos culpabilis judicetur.

2. Si spicario aut mahalo cum anona incenderit, cui fuerit adprobatum LXII solidos culpabilis judicetur.

3. Si vero sepe concisa cappulaverit, solidos v culpabilis judicetur.

4. Si quis vero sotem cum porcis, scruria cum animalibus incenderit, LXII solidos culpabilis judicetur.

XVII. DE VULNERIBUS.

1. Si quis alterum voluerit occidere et colaphos preterfalliverit, LXII solidos culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum de sagitta toxecata percutere voluerit, causa superius conpræhensa convenit observare.

3. Si quis hominem plagaverit ut sanguis ad terram cadat, cui fuerit adprobatum XV solidos culpabilis judicetur.

4. Si quis hominem in caput plagaverit sic ut sanguis ad terram cadat, XV solidos culpabilis judicetur.

5. Et si exinde trea ossa qui super ipso cerebro jacent exierint, XXX solidos culpabilis.

6. Si vero intra costas ita vulnus intraverit et usque ad interranea perveniat, solidos XXX culpabilis judicitur, de medicaturas vero hoc est solidos IX.

7. Si quis ingenuus ingenuum de fuste percusserit ut sanguis ad terram non cadat usque ad tres colaphos, id est uno hictu, hoc est ternos solidos solvant.

8. Si sanguis exierit, tale culpa conponat quantum si eum de ferramentum vulnerasset.

9. Si quis clausam manum ter alterum percusserit novem solidos, ut per singulos hictos ternos solidos solvat

10. Si quis alterum in via expoliaverit et ei per fugam evaserit, solidos LXII culpabilis judicetur.

XVIII. DE EO QUI AD REGEM HOMINEM INNOCENTEM ACCUSAT, QUI ABSENS EST.

Si quis hominem ad regem acusat innocentem, qui absens est, LXII solidos culpabilis judicetur.

XIX. DE MALEFICIIS HOMINUM.

1. Si quis alteri herbas dederit bibere ut moriatur, solidos CC culpabilis judicetur.

2. Si quis alium herbas dederit bibere et evaserit, solidos LXII culpabilis judicetur.

XX. DE EO QUI MULIEREM INGENUAM MANUM VEL BRACHIUM STRINXERIT.

1. Si quis ingenuæ mulieri ingenuus homo digitum vel brachium strinxerit, solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si brachium presserit, XXX solidos culpabilis judicetur.

3. Certe si super cubitum manum miserit, solidos XXXV culpabilis judicetur.

XXI. DE NAVIUM FURATIS.

1. Si quis extra consilium domini sui navem alienam moverit, III solidos culpabilis judicetur.

2. Si vero ipsam navem de intra clavem furaverit, XXXV solidos culpabilis judicetur.

3. Si quis ascum intra clavem furaverit repositum, solidos XLV culpabilis judicetur.

XXII. DE FURTIS IN MOLINO COMMISSIS.

Si quis ingenuus in molino alieno anona furaverit, cui molinus est, hoc est ipso molinario, solidos XV reddat, ei vero cui anona est alios XV culpabilis judicetur.

XXIII. DE CABALLUM EXTRA CONSILIUM DOMINI SUI ASCENSUM.

Si quis caballum alienum extra consilium domini sui caballicaverit, solidos XXXV culpabilis judicetur.

XXIV. DE HOMICIDIIS BARVULORUM ET MULIERUM.

1. Si quis puerum intra XII annis usque ad duodecimum plenum occiderit, solidos DC culpabilis judicetur.

2. Si quis puerum crinitum sine consilio parentum totunderit, solidos XLV culpabilis judicetur.

3. Si vero puellam sine consilio parentum totunderit, solidos XLV culpabilis judicetur.

4. Si quis puerum crinitum occiderit, solidos DC culpabilis judicetur.

5. Si feminam gravem trabatterit, solidos DCC culpabilis judicetur.

6. Si vero infantem in ventrem matri suæ occiderit aut antequam nomen habeat, solidos C culpabilis judicetur.

7. Si vero puer infra XII annis culpas aliquas commiserit, fredus ei non requiratur.

8. Si quis feminam ingenuam postquam infantes cœperit habere occiderit, solidos DC culpabilis judicetur.

9. Si quis feminam occiderit postquam infantes deserit habere, solidos CC culpabilis judicetur.

XXV. DE ADULTERIIS ANCILLARUM.

1. Si quis[1] ancillam alienam mœchatus fuerit, solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis cum ancillam regis mœchatus fuerit[2], sibi publice junxerit, ipse cum ea in servitio permaneat.

3. Si vero servus cum ancilla aliena mœchatus fuerit et ex ipso crimine ancilla ipsa mortua fuerit, servus ipse aut CCXL dinarios, qui faciunt sex solidos, domino ancille inferat, aut castretur; dominus vero servi capitale in loco restituat.

4. Si ancilla ex hoc mortua non fuerit, servus aut CCC ictos accipiat, aut tres solidos pro dorsum suum domino ancille conponat.

5. Si servus cum ancilla aliena sibi in conjugio sociaverit, solidos tres culpabilis judicetur.

XXVI. DE LIBERTIS DEMISSIS.

1. Si quis alienum letum extra consilium ante regem per dinarium ingenuum demiserit, solidos C culpabilis judicetur; res vero leti ipsius domino reformentur.

2. Si quis servum alienum ante regem per dinarium ingenuum demiserit, solidos XXXV culpabilis judicetur, et præcium servi domino suo reddat.

XXVII. DE FURTIS DIVERSIS.

1. Si quis tintinum de porcina aliena furaverit, solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis de pecoribus furaverit, solidos III culpabilis judicetur

3. Si quis pedica de caballo furaverit, solidos III culpabilis judicetur.

4. Si quis vero caballi ipsi perierint, ipsos in capitale reddat.

[1] Le mot *cum* après *quis* était écrit dans le manuscrit, mais a été gratté.

[2] Il y a ici une lacune qui consiste dans l'omission de la fin du paragraphe prononçant une peine contre celui *qui cum ancilla regis mœchatus fuerit*, et du commencement du paragraphe suivant relatif à celui qui épouse une esclave.

5. Si quis messe aliena in furtu metere inventus fuerit, solidos xv culpabilis judicetur.

6. Si quis in orto alieno in furtu ingressus fuerit, solidos xv culpabilis judicetur.

7. Si quis de campo alieno anonam furaverit, et eam in carro vel in caballo portaverit, solidos xv culpabilis judicetur.

8. Si vero in dorso portaverit, solidos III culpabilis judicetur.

9. Si quis pratum alienum secaværit, opera sua perdat, et si ex fenum secaværit, in furtu duxerit et discaverit, solidos xxxv culpabilis judicetur.

10. Si vero tantum præsumpserit quantum in dorsum suum portaverit, solidos III culpabilis judicetur.

11. Si quis vineam aliænam in furtum vindimiare inventus fuerit, solidos xv culpabilis judicetur.

12. Si vero vinum exinde ad domum suam adduxerit et discaricaverit, excepto capitalia et delatura, solidos XLV culpabilis judicetur. De messibus vero similiter observandum est.

13. Si quis in sylvam materium aliænum incenderit aut cappulaverit, solidos xv culpabilis judicetur.

14. Si vero materio ex una parte dolato in furtu priserit, solidos III culpabilis judicetur.

15. Si quis ligna alterius in silva furaverit, solidos III culpabilis judicetur.

16. Si quis retem ad anguilas de fluvio furaverit, solidos XLV culpabilis judicetur.

17. Si quis statuam, tremalem aut vertevolo de fluvio furaverit, solidos xv culpabilis judicetur.

18. Si quis screona sine clavem efrigerit, solidos xv culpabilis judicetur.

19. Si clavem habuerit, XLV solidos culpabilis judicetur.

20. Si quis campum alienum araverit et non seminaverit, solidos xv culpabilis judicetur.

21. Si quis campum alienum araverit et seminaverit, solidos XLV culpabilis judicetur.

22. Si quis cum servo alieno aliquid negotiaverit, solidos xv culpabilis judicetur

XXVIII. DE ELOGATIONIBUS.

1. Si quis in furtum aliquid elocare voluerit, cui fuerit adprobatum, solidos LXII culpabilis judicetur.

2. Si quis in furtu elocatus accepto pretio hominem occidere voluerit, cui fuerit adprobatum solidos LXII culpabilis judicetur.

3. Si vero post tertio elocatio ipsa fuerit transmissa, LXII solidos culpabilis judicetur. Hoc sic dans, accipiens, portans LXII solidos, singuli eorum, culpabiles judicentur.

XXIX. DE DEBILITATIBUS.

1. Si quis alteri manum, pedem vel oculum ejecerit, aut auriculam vel nasum amputaverit, solidos c culpabilis judicetur.

2. Si vero manus ipsa ibidem manca penderit, solidos LXII culpabilis judicetur.

3. Si quis pollecarem de manu vel pede excusserit, solidos LXV culpabilis judicetur.

4. Si vero ibidem pendiderit mancatus, solidos XXX culpabilis judicetur.

5. Si vero secundo digito unde sagittatur excusserit, solidos XXXV culpabilis judicetur.

6. Sequentes vero digiti, hoc est si tres pariter in uno ictu excusserit, solidos XL culpabilis judicetur.

7. Si duos XXXV, si uno XXX solidos culpabilis judicetur.

8. Si quis hominem ingenuum castraverit, solidos III culpabilis judicetur, excepto medico novem solidos.

XXX. DE CONVITIIS.

1. Si quis alterum cinitum vocaverit, solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum concatum clamaverit, solidos III culpabilis judicetur.

3. Si quis alterum vulpem clamaverit, solidos III culpabilis judicetur.

4. Si qui alterum delatorem aut falsatorem clamaverit et non potuerit adprobare, solidos XV culpabilis judicetur.

5. Si quis mulierem ingenuam, sive vir, sive mulier, alteram meretricem clamaverit et non potuerit adprobare, solidos XLV culpabilis judicetur.

6. Si quis alterum inputaverit quod scutum suum jactasset et non potuerit adprobare, solidos III culpabilis judicetur.

XXXI. DE VIA LACINA.

1. Si quis barone de via sua ostaverit aut inpinxerit, solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis mulierem ingenuam de via sua ostaverit aut inpinxerit, solidos XLV culpabilis judicetur.

XXXII. DE LEGAMINIBUS INGENUORUM.

1. Si quis hominem ingenuum sine causa legaverit, solidos XXX culpabilis judicetur.

2. Si vero ipsum ligatum aliqua parte duxerit, solidos XLV culpabilis judicetur.

XXXIII. DE VENATIONIBUS.

1. Si quis vero diversis venationibus furaverit et celaverit, solidos XLV culpabilis judicetur.

2. Qualem legem de venationibus talem et de piscationibus convenit observare.

3. Si quis cervum domesticum signum habentem furaverit et occiderit qui ad venationem consuetus est, et per testibus adprobatum est quod cum dominus suus in venationes habuit, et cum ipso tres vel duas feras occidisset, solidos XLV culpabilis judicetur.

4. Alium vero domesticum qui in venationem adhuc non fuit, XXX solidos culpabilis judicetur.

XXXIV. DE SEPIBUS.

1. Si quis vero tres virgas unde sepis contenetur cappollaverit, aut tres cambortos involaverit, aut unde labor clausa est tres cambortos excervicaverit, solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si quis messem alienam postquam levaverit carrugam traxerit aut carrum sine via transierit, solidos III culpabilis judicetur.

3. Si quis per alienam messem jam expalmitantem sine via transierit, solidos XV culpabilis judicetur.

4. Si quis per malum ingenium in arte alterum aut in casa vel ubilibet aliquid miserit, hoc est nesciente domino, et ibidem victus fuerit, solidos LXII culpabilis judicetur.

XXXV. DE HOMICIDIIS SERVORUM VEL EXPOLIATIONIBUS.

1. Si servus servum aut ancillam sibi similem occiderit, MALB. *theolidias teuleudina*, hoc est ut homicida illum domini inter se dividant.

2. Si quis ingenuus servum alienum expoliaverit et ei supra XL dinarios quod valet tulisse convincitur, solidos XXXV culpabilis judicetur.

3. Si vero minus quadraginta dinarios expolia ejus minus valuerint, solidos XV culpabilis judicetur.

4. Si homo ingenuus letum expoliaverit, solidos XXXV culpabilis judicetur.

5. Si servus vel letus hominem ingenuum occiderit, homicida illa pro medietatem conpositionem pro homine occiso parentibus tradatur, dominus vero servi aliam medietatem se noverit solviturum.

6. Si quis puerum ad ministerium, quod est *thorogao*, puella ad ministerium, aut fabrum ferrarium aut aurificem furaverit aut occiderit, aut porcario, in facto et freto, solidos XV, in summa simul solidos LXXV culpabilis judicetur.

XXXVI. DE QUADRUPEDIBUS SI HOMINEM OCCIDERIT.

Si quis ex qualibet quadrupedibus domesticus hominem occiderit et hoc per testibus potuerit adprobare, medietatem conpositionis dominus quadrupedi ipsius gogatur exsolvere, pro alia medietate ipsum vero quadrumpedem auctorem criminis per medietatem conpositionis restituat requirente.

XXXVII. DE VESTIGIO MENANDO.

1. Si quis bovem aut caballum vel quemlibet animal in furtum perdiderit et eum dum per vestigium sequitur fuerit consecutus usque inter tres noctes si ille qui eum ducit aut emisse aut campiasse sidixerit vel proclamaverit, ille qui per vestigium sequitur res suas per tertia manu debit achramnire. Si vero jam tribus noctibus, qui res suas quærit et eas invenerit, ille aput quem inveniuntur, si eas emisse aut campiasse dixerit, ipsum liceat ahramnire.

2. Si vero ille qui per vestigium sequitur, quod se agnoscere dicit, illo alio reclamante, nec auferre per tertia manu voluerit nec solem secundum legem colecaverit et ei videnter aut agnoscere dicit tullisse convincitur, solidos xxx solvat.

XXXVIII. DE FURTU CABALLORUM ET EQUITARUM.

1. Si quis caballum qui carucam trahit furaverit, solidos XLV culpabilis judicetur.

2. Si vero admissarium cum grem suum, hoc est cum XII equas furaverit, solidos LXII culpabilis judicetur, excepta capitale et delatura.

3. Si vero grex minor fuerit usque ad septem capita et cum admissario furate fuerint, causa superius intimata convenit observare.

4. Si quis polletro anniculum furaverit, solidos XV culpabilis judicetur, excepta capitalia et delatura.

5. Sequenti polletro furaverit, solidos III culpabilis judicetur.

6. Si quis jumentum alienum trabatterit, solidos XXX culpabilis judicetur.

7. Si quis caballum alienum excorticaverit, solidos III culpabilis judicetur.

XXXVIIII. DE PLAGIATORIBUS.

1. Si quis mancipia aliena sollicitare voluerit, solidos XV culpabilis judicetur.

2. Si servus alienus fuerit plagiatus et ipse trans mare ductus fuerit, et ibidem a domino suo fuerit inventus et ad quod ipse in patria sua plagiatus est in mallo publico nominaverit, tres ibidem testes debeat collegere. Iterum cum servus ipse si trans mare fuerit revocatus in altero mallo similiter fieri debet, ut novem testes jurent ut servum ipsum per tres mallos equaliter super plagiatorem dicentem audierint: sic postea qui eum plagiavit debet, MALB. *mallo*, solidos XXXV, excepta capitale et dilatura.

3. Qui confessio servi usque ad tres plagiatores admittitur, sed ea tamen ratione ut nomina hominum et villarum semper et debeat nominare.

4. Si quis hominem ingenuum plagiaverit et vendiderit, solidos CC culpabilis judicetur.

XL. SI SERVUS IN FURTU FUERIT INCULPATIS.

1. Si talis fuerit causa unde ingenuus solidos XV conponere debuerat, servus super scamnum tensus CXXXV ictos accipiat.

2. Si vero antequam torcatur fuerit confessus et ei cum domino servi convenerit, solidos culpabilis judicetur, pro dorsum suum conponat et capitalem dominus in locum restituat.

3. Si tamen major culpa fuerit unde ingenuus solidos xxxv solvere possit, similiter servus cxxi colapos accipiat, et si confessus non fuerit, ille qui eum torcuit, si adhuc voluerit ipsum servum torquere, etiam nolente domino, pignus domini servi dare debeat; et sic servus postea ad supplicia majoribus similiter datur, et si confessus fuerit nihil illi super dominus credatur; si vero ipsum servum habetur, usque eum torsit dominus servi unde pignus prætio pro servo accipiat.

4. Si vero inter priora supplicia, id est intra cxxi colapos fuerit confessus, aut castratur aut sex solidos solvat. Dominus vero servi capitalem restituat requirentibus.

5. Si vero in majore crimine servus inculpetur unde ingenuus xlv solidos culpabilis judicetur et inter supplicia confessus fuerit, capitale sententia feriatur.

6. Si vero servus in qualibet crimine inculpetur, dominus servi ipsius si præsens est, ab eo qui recepit admonere debet ut servus justis debeat suppliciis dare, ubique repetit et virgas paratas habere debet, quæ ad magnitudinis minoris digiti sunt et scamnum paratum ubi ipsum tendere debeat.

7. Si dominus servi supplicia dare distulerit, et si servus præsens fuerit, continuo ipse qui repetit dominus servi solem culcaverit et in septe noctes placitum facere debet ut servum ad supplicia tradatur.

8. Quod si adhuc septem noctes servum tradere distulerit, solem ei quod repetit iterato culcet et sic ad alia septem noctes placitum faciat, id est ut in quattuordecim noctes de prima admonitiones conpleatur.

9. Quod si inpletis xiiii noctes, et si servum noluerit suppliciis dare, omnem causam vel conpositionem dominus in se excipiat, hoc est ut si talis causa est unde ingenuus solidos xxxv poterat reddere, similiter dominus solvat.

10. Si vero adhuc major culpa fuerit similiter unde ingenuus xlv solidos conponere possit, et dominus servum non presentaverit, ad ipso numero reddat et capitalem.

11. Quod si etiam adhuc major culpa fuerit quod ad servo requiratur, dominus, non ut servus solvat, sed ut ingenuus totam legem super se solviturus excipiat.

12. Quod si servus absens fuerit cui aliquid inputatur, dominus servi a repetenti cum tribus testibus præsentibus secretius admonere debet ut servum suum infra septem noctes debeat præsentari; quod si non fecerit, tunc repetens solem illi cum testibus culcet. Si ad alias septem noctes ipsum servum non præsentaverit, tertia vice adhuc septem noctes ille spatio dare debet, id est ut totus numerus ad xxv noctes veniat; quod si post tres placitos ipsum servum noluerit ligatum præsentare et suppliciis dare et ei per singulos placitos solem culcaverit, tunc dominus servi omnem receptionem, sicut superius diximus, non qualem servus, sed qualem ingenuus, si hoc admisisset, talem conpositionem repetenti restituat.

13. Si vero ancilla in tale crimine inculpatur, unde servus castrare debetur, solidos

sex culpabilis judicetur; sic convenit ut dominus hoc pro ipsa reddat aut CCXLII ictus accipiat flagellorum.

14. Si quis cum servum alienum negotiaverit, solidos XV culpabilis judicetur.

XLI. DE HOMICIDIIS INGENUORUM.

1. Si quis ingenuum francum aut barbarum occiderit, qui legem Salicam vivit, solidos CC culpabilis judicetur.

2. Si vero eos in puteo aut sub aqua miserit, solidos DC culpabilis judicetur et qualibet celatura, sicut supra diximus, culpabilis judicetur.

3. Si non fallanivit, MALB. *moantheuti*, sunt dinarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

4. Si vero eos de hallis aut de rama super aperuerit, MALB. *marchat*, sunt dinarii XXIIIIM, solidos DC culpabilis judicetur.

5. Si quis autem eum qui in truste dominica est occiderit, MALB. *leude*, sunt dinarii XXIIIIM, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

6. Si autem eum in aqua aut in puteo miserit, solidos DCCC culpabilis judicetur.

7. Si vero de hallis aut de rama cooperuerit, solidos MDCCC culpabilis judicetur,

8. Si vero Romanus homo, conviva regis, occisus fuerit, solidos CCC culpabilis judicetur.

9. Si autem Romanus homo possessor occisus fuerit, qui eum occisisse probatus fuerit solidos (*sic*) culpabilis judicetur.

10. Si quis Romano tributario occiderit, CXX solidos culpabilis judicetur.

11. Si quis hominem invenerit in quadruvio sine pedes et manus quem inimici sui demittunt et eum peroccideril, solidos C culpabilis judicetur.

12. Si quis hominem ingenuum in puteo jactaverit ut vivos inde exeat, solidos C culpabilis judicetur.

13. Si quis ingenuam puellam occiderit, MALB. *chismala*, sunt dinarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

14. Si quis mulierem ingenuam postquam ceperit nutrire occiderit, solidos DC culpabilis judicetur.

15. Post media vero etate et postquam infantes non potest habere, qui eam occiderit solidos CC culpabilis judicetur.

16. Si quis puerum crinitum occiderit, solidos DC culpabilis judicetur.

17. Si quis infantem in ventre retro matre occiderit, aut antequam nomen habeat, solidos C culpabilis judicetur.

18. Si quis feminam gravem occiderit, solidos DC culpabilis judicetur.

XLII. DE HOMICIDIIS A CONTUBERNIO FACTIS.

1. Si quis collecto contubernio hominem ingenuum in domum suam asalliverit et ibidem eum occiderit, MALB. *chambestaliæ*, solidos DCCC culpabilis judicetur, et

si in trustæ dominicam ille qui occisus fuerit, solidos MDCCC culpabilis judicetur qui eum occisisse si probatur.

2. Si vero in truste dominica ille qui occisus est non fuerit, solidos DC culpabilis judicetur.

3. Si vero corpus occisi hominis usque ad tres vel amplius habuerit plagas, tres quibus inculpatur qui in eum contubernium fuisse probatur, legi suberius conprehensa cogatur exsolvere. Alii vero tres de eo contubernio, hoc est nonagenos solidos singulari eorum solvant, et tres adhuc in tertio loco de eo contubernio, solidos LX solvantur.

4. De romanis vero occisis, vel letis hæc lex medietatem solvatur.

5. Si quis villam alienam expoliaverit et res invaserit, MALB. *malach faltio*, sunt dinarii MMDC, qui faciunt solidos LXII, culpabilis judicetur.

XLIII. DE HOMICIDIIS IN CONTUBERNIO FACTIS.

1. Si quis contubernio ubi quinque fuerint et unus ex ipsis fuerit interfectus, MALB. *seulando veva* [1], hoc est ut illi qui remanent aut toti morti illius conjectent; quæ lex usque ad septimo qui fuerint in convivo illo convenit observari.

2. Si vero in convivio [2] obnoxii, sed quibus fuerit adprobatum, secundum legem conponat.

3. Si quis vero contra casa ibi iter agens sibi in agro positus a contubernio fuerit occisus et tres vel amplius habuerit plagas, MALB. *drocfledio*, hoc est singulatim mortem illius conjectent, et tres, si plures fuerint de eo contubernio, XXX solidos unusquisque illorum, et tres adhuc de ipso contubernio, solidos XV conponant.

XLIIII. DE REIBUS.

1. Sicut adsolet homo moriens et viduam demiserit, qui eam voluerit accipere, antequam eam accipiant, ante thunginum aut centenarium mallum indicant, et in ipso mallo scutum habere debet, et tres homines tres causas mandare; et tunc ipse qui duam (*sic*) acciperit debet tres solidos equos pensantes et dinarium habere, et tres erunt qui solidos pensare vel probare debeant : hoc facto si eis convenerit sic eam accipiat.

2. Si vero istud non fecerint et sic eam acciperit, solidos LXII culpabilis judicetur, cui reibi debentur exsolvere.

3. Si vero, quod superius diximus, omnis secundum legem impleverit, III solidos ille cui re (*sic*) debentur accipiant.

4. Hoc discernendum est cui rei (*sic*) debetur.

5. Si vero nepus sororis filius fuerit, senior ille accipiat.

[1] Il y a probablement ici une lacune.

[2] Encore une lacune, ainsi que le prouve le sens et qu'on peut s'en assurer par la comparaison des autres manuscrits.

6. Si vero nepus non fuerit, neptis filius senior, in se accipiat.

7. Si vero neptis filius non fuerit, consobrini filius qui ex matre genere venerit, ipsi accipiant.

8. Si vero nec consobrini filius non fuerit, tunc avunculus frater matris reipsa (*sic*) accipiat.

9. Si vero nec avunculus non fuerit, tunc frater illius qui eam mulierem habuit, si in hereditatem venturus non est, ipse reibus accipiat.

10. Si nec ipse non fuerit qui proximior fuerit extra superius nominatos qui singulatim secundum parentilla dicta erunt usque ad sexto genuculo, si in hereditatem illius mariti defuncti non accedat, ipse reibus illius accipiat.

11. Jam post sexto genuculo si non fuerit, fico recipi (*sic*) vel causa quae inde orta fuerit, collegatur.

XLV. DE MIGRANTIBUS.

1. Si quis super alterum in villa migrare voluerit, et unus vel aliqui de ipsis qui in villa consistunt eum suscipere noluerit, si vel unus extiterit qui contradicat, migrantem ibidem licentiam non habeat.

2. Si vero contra dicto unus vel duorum villam ipsam adsedere presumserit, tunc testare debet, et si noluerit inde exire, ille qui ei testat, cum testibus sic ei testare debet ut in decim noctes exeat; et si adhuc post x noctes, iterum debet ad ipsum venire ei testare, ut iterum decim noctes inde debeat exire; sexinde noluerit exire iterum tertio ad decim noctes placitum addat, et sic triginta noctes impleantur; et si nec tunc voluerit exire, tunc maneat eum ad mallum, et testes suos in singulos placitos habeat. Si ipse cui testatum est noluerit venire et eum aliqua sunnis detenuerit, et testes quos superius diximus secundum legem testatus est, tunc ipse qui testavit ut super furtunam suam ponat, et roget grafionem ut accedat ad locum ut eum inde expellat; qui legem noluit audire, quod ibidem laboravit demittat et insuper solidos xxx culpabilis judicetur.

3. Si vero qui migravit et infra x menses mallatus nullus testatus fuerit, ubi admigravit securus sit sicut et reliqui vicini maneat.

XLVI. DE ACFATMIRE.

Hoc convenit observare ut tunginius aut centenarius mallum indicent et scutum in ipso mallo habere debeat, et postea tres homines tres causas demandare debeant, et postea requirant homine qui ei non pertineat, et festucam in lesio suo jactet, ipse in cujus lesio festucam jactavit, de fortunam suam quam tum voluit dare ut totam fortunam cui voluerit dare[1]; et ipse in casa ipsius manere debet, et hospites tres suscipere debet et facultatem suam habere debet, et postea ipse cui istum creditum est, ista omnia cum testibus collectis agere debet. Postea aut ante regem aut in

[1] Le manuscrit a omis évidemment les mots *dical verbum*.

mallo legitimo, cui fortuna sua deputavit reddere debet; et accipiat in mallo festucam, et in mallo ipso ante duodecim menses ipsi coheredes deputavit, in lesium jactavit, nec minus nec majus nisi quantum ei creditum est; et si contra hoc aliquid dicere voluerit, debent tres testes justi dicere quod ibidem fuissent in mallum quem tungimus aut centenarius dixerunt, et quomodo vidissent illum qui fortunam suam dare voluit et in lesium jam quem elegit festucam jactare, et nominare debent, et qui fortunam suam in lesium jactat, et si in lesio jactos, et illum quæ heredem appellasse nominent similiter; et alii tres testes justi dicere debent, quod in casa illius qui fortunam dominavit ille in cujus lesium festuca jactata est ibidem mansisse, et hospites tres illi vel amplius de susceptione gratias egissent, et in beoto pultes manducassent et testes collegissent : ista omnia illi alii tres testes jurate dicere debeant, et hoc quod in mallo aut ante regem vel legem aut legitimo mallo publice et ille qui accepit in lesum fortunam ipse ante regem aut in mallum publicum, hoc est ante deuda aut tunginum fortuna illa, quos heredes appellavit publice, quod ex omnibus festucam jactatus sit, novem testimonia ista omnia adfirmare debeant.

XLVII. DE FILTORTUS QUI LEGEM SALICAM VIVERIT.

Si quis servum aut ancillam, cavallum aut bovem vel quolibet pecus cum alterum cognoverit, mitat eum per tertiam manu, et ille aput quem agnoscitur, debet ad hominem ire, et si citra mare aut Carbonaria ambo manent, et qui agnoscet aput quem agnoscitur, in noctes XL placitum faciant; et in ipso placito quanti fuerint qui rem ipsam vendiderunt, aut campiaverint aut fortasse iussolutione dederunt, omnes intra placitum istum et communiantur, hoc est unusquisque cum negotiatoribus suis communitus fuerit, et eum sunnis non detenuerit et ad placitum venire distulerit; ille qui cum eo negotiavit, mittat testes III quomodo ei nunciasset, et ut ad placitum suum veniret, et alteros III quod publice negotiasset, et idoniter istud si fecerit, exuit se de latrocinio : ille qui non venerit, super quem III testes juraverint, ille erit latro illius qui agnoscit et prætium reddat ille qui cum eo negotiavit et ille ei secundum legem conponat qui res suas agnoscit; ista omnia facere debet in mallo, ubi est hamallus, super quem res illas agnoscit aut in tertia manu missa fuerit; quod si trans legem aut Carbonariam ambo manent cum quibus agnoscitur, in octuaginta noctes lex ista custodiant.

XLVIII. DE FALSO TESTES.

1. Si quis testibus necesse habuerit ut donet, et fortasse testes noluerint ad placitum venire, ille qui eos necessarios habet satisfacere, venire illos debet[1] ut ea quæ noluerint jura dicant.

[1] Feuerbach a omis ces trois mots, mais le sens n'est point encore clair, et le texte, comme dans beaucoup d'autres passages, est évidemment corrompu.

2. Si venire noluerint et eos sunnis non detenuerint, solidos xv culpabilis judicetur unusquisque illorum.

3. Si vero presentes fuerint in testimonio vocati, et noluerint ea quæ noverint jurati dicere, et forbanniti venerint, solidos xv culpabiles judicentur.

XLIX. DE FALSO TESTIMONIO.

1. Si quis falsum testimonium præbuerit, solidos xv culpabilis judicetur.

2. Cujuscumque fuerit reputatum quod perjurasset et ei fuerit adprobatum, juratores, solidos xv culpabiles judicentur, et ipse qui jurat, solidos quinque culpabilis judicetur.

L. DE FIDE FACTIS.

1. Si quis ingenuus aut litus fidem fecerit, tunc ille cui fides facta est in XL noctes aut quomodo pacitum fecerit quando fidem facit, ad domum illius qui fidem fecit cum testibus venire debet, vel qui pretio adpretiare debent; et ei si noluerit fide facta solvere, solidos xv culpabilis judicetur supra debitum quod fidem fecerit.

2. Si adhuc noluerit conponere, debet eum ad mallum manire et sic nestiganti hujus[1] mallare, « Rogo te, tungire, ut nestiganti his sagatio meo ille qui mihi fidem fecit; » et debitum debit nominare qualem debitum vel undem fidem fecit. Tunc tunginus dicere debet, « Nestigante ego illum in hoc teneo quod lex Salica habet; » et tunc ipse cui fides facta est debit testare ut nulli alteri nec solvat nec pignus donet solutionis, nisi ante quod ei impleat quod fidem fecit; et festinanter in domum illius qui ei fidem fecit cum testibus ambulare debit et rogare sibi solvere; solem ei culcet, et si sol culcaverit, tres solidos super debitum superius adhuc addat et usque ad tres vices per III novenas[2] facere debet; et si per III vices ista omnia facta noluerit adhuc conponere, usque ad solidos novem debitus ascendat, id est, ut per III dies solem calcatum ternos solidos crescant.

3. Si quidem factam ad placitum legitimum noluerit solvere, tunc ille cui fides facta est, ambulet ad festucam et dicat verbum, « Tu grafio, homo ille qui mihi fidem fecit, quem legitime abeo admallatum, in hoc quod lex Salica contenit, ego super me et fortuna mea pono quod securus mitto manum super fortunam suam; » et dicat causam quantum ei fidem fecerit. Tunc grafio, collectis secum septem rachiniburgus idoniis, et sic in casam illius qui fidem fecit ambulent, et rogent illum, si præsens est, que fidem fecit sic dicat : « Voluntatem tuam solve homine isto quod ei fidem fecisti, et elegi de duos quod volueris idoneos cum rachiniburgiis istos de quo solvere debis, ut et pretiare debeant et hoc quod debis secundum istum prætium satisfaciat. »

[1] Feuerbach a imprimé *Huuis*; mais on pourrait lire aussi bien *huius*, leçon à peu près semblable à celle du deuxième texte et que j'ai préférée.

[2] Ce mot est surchargé dans le manuscrit, et il est assez difficile de le deviner. Feuerbach a écrit *novenis*.

Quod audire noluerit præsens aut absens, tunc rachiniburgii adpraetiatum, quantum voluerit debitus quem debit hoc de furtuna illius tollant; et de ipsam legem quam debet duas partes ille cui causa est ad se revocet; tertia parte grafio ad se in fletum recollegat, si tamen fredus ei de ipsa causa jam non fuerit solitus.

4. Et si grafio rogitus fuerit et sunnis eum non detenuerit aut certa causa vel ratio dominica, et distulerit se ut non ambulet ne quem aliquem transmittat, de vita conponat ut quantum valet se redemat.

LI. DE GRAFIONEM AD RES ALIENAS INVITATO TOLLENT.

1. Si quis grafionem aliquid rogavit injuste ad res alienas tollere, ille qui eum rogat ut injuste tollat antequam mallatus fuerit, aut fides ei facta fuerit, cc solidos culpabilis judicetur.

2. Ille vero qui rogat grafionem aliquid infiscare, cc solidos culpabilis judicetur.

3. Si vero grafio invitatus super legem aut debitum aliquid amplius tulerit, aut se redemat aut de vita conponat.

LII. DE REM PRESTITAM.

Si quis de rebus suis aliquid prestiterit, et ei noluerit reddere, sic eum debet mallare; cum testibus ad domum illius cui res suas prestiterit accedat et contestetur: Quia res meas noluisti reddere quas tibi prestiteram, in hoc eas teneas nocte proxima quod lex Salica contenit, et sic ei solem culcet: et si nec tunc voluerit reddere ad super septem noctes, similiter facere debet; si nec tunc voluerit reddere ad alias septem noctes, ad eum cum testibus venire debet, et roget eum ut debitum suum reddat; si nec tunc noluerit reddere, solem ei culcet, et quod per tres vices sol ei culcaverit, semper sinculas vices ternos solidos ad debitum adcrescant. Si vero nec tunc voluerit reddere, nec fidem facere reddendi, super debitum ei qui præstiterit, et sic pro illos novem solidos, qui per tres admonitiones adcreverint, solidos xv culpabilis judicetur.

LIII. DE MANU AD ENEO REDEMENDA.

1. Si quis ad eneum admallatus fuerit, forsitan convenit ut ille qui admalatus est ut manum suam redemat et juratores donet. Si talis causa est unde legitime solidos xv debeat, si vero adprobatus fuerit, solidos III manum suam redemat.

2. Si plus ad manum redemendam dederit, fredum grafione solvat, quantum de causa illa convictus fuerit redditurus erit.

3. Si vero causa fuerit quæ xxx solidos, si adprobatus fuisset, poterat culpabilis judicari, et sic convenit ut manum suam redemat solidis v; quod si amplius dederit, fredus grafione solvatur quantum de causa ipsa, si convictus fuisset, redditurus erat. Ista redemptio de manu redemenda usque leudem sic manet.

4. Si vero leudem alter alteri imputaverit, et eum ad eneum admallatum

habuerit, et convenit ut juratores donet, et manum suam redemat, solidos xxx donet; si amplius dederit aliquid, fredus de leude ipsi grafione solvatur.

LIIII. DE GRAFIONE OCCISO.

1. Si quis grafionem occiderit, solidos DC culpabilis judicetur.

2. Si quis saciborone, qui puer regius fuerit, occiderit, solidos CCC culpabilis judicetur.

3. Si quis saciborone, qui ingenuus est et se saceborone posuit, occiderit, solidos DC culpabilis judicetur.

4. Si quis in singulis malbergis plus quam tres non debent esse, et si de causa aliquid, id est quod eis solvitur, factum dixerit, hoc ad grafionem non requiratur unde ille securitatem fecerit.

LV. DE CORPORIBUS EXPOLIATIS.

1. Si quis corpus hominis antequam in terra mittatur expoliaverit, solidos LXII culpabilis judicetur.

2. Si quis corpus jam sepultum expoliaverit, wargus sit usque ad die illa quam ipse parentibus ipsius defuncti conveniat, et ipsi pro eum rogare debeant ut ei inter homines accedere liceat, et quia antequam conponat ad propriis parentibus pane aut hospitium dederit, solidos XV culpabilis judicetur. Tamen auctor sceleris qui misisse probatus est, solidos CC culpabilis judicetur.

3. Si quis hominem mortuum super alterum in nachao aut in petra miserit, solidos XLV culpabilis judicetur.

LVI. DE HIS QUI AD MALLUM VENIRE CONTEMNUNT.

Si quis ad mallum venire contemserit aut quod ei a racineburgiis judicatum fuit adimplere distulerit; si nec tunc de conpositione, hoc est nec de eneo nec de ulla lege fidem face voluerit, tunc ad regis præsentiam ipsum manire debet, et ei ibidem duodecim testes erunt, qui per singulas vices ter jurati dicant quod ibidem fuer ubi rachiniburgiis judicaverunt ut ad eneum ambulare debet aut fidem de conpositione facere, et ille dispexerit. Iterum alii tres jurare debeant quod ibidem fuissent post illa die quando rachineburgii judicaverunt aut pro eneum aut pro conposicionem se educerit, hoc est de illa die in XL noctes in mallobergo. Iterum ei sol culcaverit, et nullatenus legem noluit implere, tunc eum debet manire ante regem, hoc est XIIII, et tria testimonia jurare debent quod eum manissent. Si nec tunc venerit, ista omnia novem testimonia jurare debeant, sicut superius diximus, dicant; similiter et illa tria testimonia qui ibi fuerunt, ubi sola legavit. Tunc ista omnia fecerit, qui eum ad mallum, et ille qui admallatur, ad nullum placitum venire noluerit; tunc rex ad quem manitus est, extra sermonem dominicam conponat, ipsi cui culpabilis erit, et omnes res, et qui cum eum aut plagiaverit aut hospitem

collegerit accipiat uxor sua propria, solidos xv culpabilis judicetur, donec omnia quam ei legibus inputantur conponat.

LVII. DE RACINEBURGIIS.

1. Si racineburgiis bergo in mallo sedentes, cum causas inter duos discutient, legem dicere noluerint, debet eis dicere ab illo qui causa prosequitur : « Hic ego vos tancno ut legem dicatis secundum legem Salicam. »

2. Quod si ille dicere noluerint, et nec ternos solidos fidem facere, tunc sol illis culcet, et solidos xv culpabilis judicetur.

3. Si vero illi rachiniburgii sunt et non secundum legem judicaverunt, his contra quem sententiam adderunt, causam agant, et eis potuerit adprobare quod non secundum legem judicaverunt aliis, xv solidos culpabiles judicentur.

LVIII. DE CHERA CRUDA.

1. Si quis hominem ociderit et totam facultatem datam non habuerit unde conponat ut totam legem impleat, xii juratores donet, quod nec super terram plus de facultate non habeat quam jam donavit; et postea debet in casa sua intrare, et ex quatuor angulos terram in pugno tollere debet, et sic postea in duropalo, quod dicitur limitare, debet intus casa aspicere, et sic de sinistra manu de illa terra trans suas scapulas jactare super illum proximiorem partem habet. Quod si proximor illo et mater et frater solserint, tunc superiorem sororem et matrem aut suos filios debet illa terra jactare, id est super tres de generatione patris qui proximiores sunt : et sic postea in camisa discinctus et discalciatus, palo in manu sua, sepe sallire debet ; pro medietatem quantum de conposicione diger est, aut quantum lex addicat illi tres solvant, hoc est illi alii, qui de paterna generatione veniunt facere debent.

2. Si vero de illis plus habent, iterum super illum chera cruda ille qui pauperior est jactet, ut ille totam persolvat ; tunc illum qui homicidium fecit ille qui eum sub fide habet in mallum presentare debet, et sic postea eum per quattuor mallos ad suam fidem tollant ; et si eum in conpositionem nullus ad fidem tollere, hoc est ut eum redemat de hoc quod non persolsit, de vita conponat.

LVIIII. DE ALODIS.

1. Si quis mortuus fuerit et filios non dimiserit, si mater sua superfuerit, ipsa in hereditate succedat.

2. Si mater non fuerit et fratrem et sororem dimiserit, ipsi in hereditatem succedant.

3. Si isti non fuerint, tunc soror matris in hereditatem succedat.

4. Et si de illis generationibus quicunque fuerit proximior, ille in hereditatem succedat.

5. De tera vero nulla in mulieri portio aut hereditas est, sed ad virili sexum qui fratres[1] fuerint, tota tera perteneat.

LX. DE EO QUA DE SE PARENTIBUS TOLLERE VULT.

In mallum ante tunginum ambulare debet, et quattuor fustes salicinos super caput suum frangere debet, et illos in quattuor partes in ipso mallo jactare debet, et ibi dicere quod se de juramento et de hereditate et de tota ratione illorum tollat. Et sic postea si aliquis de suis parentibus aut moriatur aut occidatur, nulla ad illo nec conpositio nec hereditas perteneat.

LXI. DE CHAROENNA.

1. Si quis alteri de manu per virtutem aliquid tulerit, de super illam rem in capitalem restituat, et insuper solidos XXX culpabilis judicetur.

2. Si quis vero homo quislibet rem super hominem in tertia manu miserit et ei per virtutem tulerit, MALBUR. *charoenna*, solidos XXX culpabilis judicetur.

3. Si quis hominem dormientem expoliaverit, c solidos culpabilis judicetur.

LXII. DE CONPOSITIONE HOMICIDII PATRUM, QUALITER PARENTES INTER SE DIVIDAT.

Si quis cujuscunque pater occisus fuerit, conpositionem homicidii medietatem filii collegant; alia medietate parentes qui propinqui sunt tam de paterna quam et de materna dividant; quod si de una parte nullus parens fuerit, illa portio in fisco collegatur.

LXIII. DE HOMINE IN HOSTE OCCISO.

1. Si quis hominem ingenuum in hoste occiserit, cui fuerit adprobatum, solidos DC culpabilis judicetur.

2. Si quis vero in truste dominica est, ille qui occisus fuerit, solidos DCCC culpabilis judicetur.

LXIV. DE ERBORGIUM.

1. Si quis alterum herborgium clamaverit, hoc est strioportio, aut illum qui eneum portat ubi strias coquinantur, et non potuerit adprobare, solidos LXII culpabilis judicetur.

2. Si quis mulierem striam clamaverit et non potuerit adprobare, XXXV solidos culpabilis judicetur.

LXV. DE CABALLO EXCORTICATO.

Si quis caballum extra consilium domini sui decorticaverit, si interrogatus

[1] Feuerbach a omis ce mot, qui est dans le manuscrit en abrégé, *frs*, et dont on ne saurait contester l'importance.

confessus fuerit, caballum in simblum reddat; si vero negaverit et ei fuerit adprobatum, xxxv solidos culpabilis judicetur, excepto capitali et dilatura.

LXVI. PACTUM PRO TENORE PACIS DOMNORUM CHILDEBERTI ET CHOLOTHARII REGUM FRANCORUM.

1. Et quia multorum licet insania convaluerunt male set jam inmanitates scelerum, necesse est ut digna reddantur. Id ergo decretum est apud nos majoresque natus Francorum palacii procerum, ut apud quemcunque post interdicto latrocinio vite periculum incurrat.

2. Si quis ingenuam personam per furtum ligaverit, et negator exteterit, xii juratores medios electos dare debet, quod furtum quem objecit verum sit, et sic latro redemendi se facultatem; si facultas deest, tribus mallis parentibus offeratur, et si non redemitur, vita careat.

LXVII. DE FURTU CELATO.

Si quis furtum vult celare et occulte conpositionem fecerit, et qui acceperit latronem, similis est illi.

LXVIII. DE MANU AD ENEUM INCENSAM.

Si homo ingenuus in furtum inculpatur et ad eneo ei manus incenderit, quantum inculpatus fuerit tantum conponat.

LXVIIII. SI SERVUS IN FURTUM INCULPATUR.

Requiratur ad omnino ut in xx noctes ipsum in mallum presentet, et si dubietas est, ad sortem ponatur; quod si placitum suum detricaverit, ad alias xx noctes ita placitum faciat, et prosecutor cause de suos consimiles tres et de electos alios tres debet esse completum. Quod si dominus servum non presentaverit legem unde inculpatur, conponat et de servo cessionem faciat.

LXX. (*Sine rubrica.*)

Similiter servus minus tremise involaverit, de quo inculpatur legibus conponat et de servo cessionem faciat.

LXXI. DE MANCIPIA ALIENA INJUSTE DETENTA.

Si quis mancipia aliena injuste tenuerit et inter dies quadraginta non reddiderit, ultra mancipio retencatur obnoxius.

LXXII. (*Sine rubrica.*)

Si ledus de quod inculpatur ad sortem ambulaverit et mala sorte cœperit, medietatem ingenuo legem conponat et sex juratores medios electos dare debet.

LXXIII. DISCRETIO HLOTHARII REGIS.

Decretum est ut vigilias constitutas conludio scelera sua prætermissas custodias et servirent, in cujus centena fuerit et aliquid perierit, culpabilis illum qui perdiderat recipiat et latro vel se in alterius centena appareat deduxisse et adhuc admonitus se neglexerit, quinos solidos condemnetur. Capitale tamen qui perdiderat, ad centena illa præcipiat, absque dubio, hoc eo de secunda vel tertia.

LXXIV. (*Sine rubrica.*)

Si vestigius conprobatur latroni, latronis tamen presentia aut longe multa, dominus, si persequendo latronem suum conprehenderit, integram sibi conpositionem recipiat; quod si per truste invenitur, dominus de vita conponat.

LXXV. (*Sine rubrica.*)

Si quis cum furtu capitur, antedictas subjaceat leges, id est de suspectione inculpatur, ad sortem veniat, et si malam sortem prisserit latro, tamen utrasque petissent, ternas personas electas non conludius fieri possit.

LXVI. DE SERVIS DIVERSIS JUDICIO PROBANDIS.

Si quis servus ecclesiae ut fisci vel cujuslibet a quocunque pro qualibet causa inculpatur, ad sortem aut plebeium promobatur, prætium dominus reformetur, nam probati periculo subjaceantur.

LXXVII. DE SERVIS ACCUSATIS IN MULTIS.

1. Si cujuslibet de parentibus servis qui per diversa possedent discrimina habere susceptus, a domino secretus cum testibus condicatur ut inter xx noctes ipsum ante judicem debeat præsentare; quod si institutum tempus intercedentem conludio non fuerit præsentatus, ipse dominus status tres juxta modum et inter fredo et faido conpensabitur.

2. Si servus ante admonitum dominum defuerit, capitale domnus restituat et de servo faciat cessionem, aut cum inventus fuerit, detur ad vindictam.

LXXVIII. DE LATRONES AD ECCLESIAM FUGIENTIBUS.

1. Quis occulte de rem sibi furatam quolibet latronem vel quemlibet culpabilem, sicut cum episcopis convenit; de atrio ecclesia, sint utrasque partibus parietum terrae spatium aripennis pro atrio observabitur.

2. Nullus confugiens foris ante dicta loco pre opera cupiditatis educat; quod si fecerit et capti fuerint, ad dignum sibi supplicium condamnentur.

3. Quod si cujuslibet deserviens domino suo, ad ecclesiam confugerit, ubi primum dominus ejus advenerit, continuo excusatus reddatur, futurum se de pretium conve-

nerit, non negetur; quod si repetent domino, datus non fuerint sed fugerint, illi qui eum reddere noluerit, ejus pretium reddat, postmodum si invenitur, et placuerit receptum pretium, domino reformetur.

LXXIIII. UT FISCALES IN TRUSTEM EANT.

1. De fiscalibus ut omnium domos censuimus pro tenore pacis in truste electi centenarii ponantur, per quorum fidem et sollicitudinem pax prædicta observetur.

2. Et quia, propitiante domino, inter nos germanos fratres caritas indisrupto vinculo custoditur, centenarii inter communes provintias licentiam habeant latrones persequere vel vestigia adsignata minare, aut in truste qua defecerit, sicut dictum est, causa remaneat, ita ut continuo capitalem qui perdiderit, reformare festinet, tamen ut latronem perquerat; quem in truste invenerit, medietatem sibi vindicet vel delaturas, si fuerint de facultatem latronis ei quod dum non pertulit sarciatur; nam qui persequi latronem vel quicquid dispendius fuerit revocatus; fredus tamen judices in cujus provintia est latro resservetur.

LXXX. (*Sine rubrica.*)

Si quis ad vestigium vel latronem prosequendum admonitus venire noluerit, quinque solidos judicio damnetur, et quia in Dei nomine pro pactenore constituimus, in perpetuum volumus custodire, hoc est atventis, ut si quis ex judicibus hunc decretum violare presumpserit, vite periculum se subjacere pertimiscat.

LXXXI. DE HEREDITATE SUCCESSIONIS.

Adtentius cum pertractamus, statuimus ut si pater cum filiis sortem suam diviserit, et postea mortuo filio, vivo patre, contigerit sine patris voluntate integra usufructuario jure vindicet portionem quam inter filiis ita moriens demittat, ut quanti nepotes ex uno filio fuerit qui patrem non habent portionem patris sui vindicent qualem pater eorum habiturus erat; illa vero partem quam pater eorum derelinquid ut nepotes in ea parte non succedant, præsens tamen ad masculos pertenet.

LXXXII. DE HEREDITATE EORUM QUI SINE FILIIS MORIUNTUR.

Cum plus plura prioribus jussimus, tamen nunc[1] inpensius universa tractantes justum esse ut aliqua ex his ante præ ta[2] fuerint corrigantur. Idcirco presentem constitutionem decernimus, ut similiter defuncto patre sine filiis ad die suo, ad secunda vota non dederit tertia ad citius substantiæ mariti usque ad diem mortis sui secura possedeat, si tamen ut post transitum ejus, ad legitimos mariti heredes

[1] La fin du mot est déchiree dans le manuscrit. Feuerbach a imprimé *nu..*; mais, d'après le titre XLII de la loi des Bourguignons, il est évident qu'on avait écrit *nunc*. De même dans la ligne suivante j'ai écrit *esse* là où Feuerbach a mis *es*...

[2] Le manuscrit porte *præ.ta.* pour *precepta* du Code des Bourguignons.

omnia revertatur : de morgakeba vero quod priora lege statuta est, permaneat; nam si a cujus tempore obitus mariti intra anno viri uduerit, habeat liberam potestatem, quam permissa possedere dimittere; ceterum, si amisso anno vel bigamium maritum accipere voluerit, omnia, sicut dictum est, quid prioris mariti habuit derelinquat, et pretium quod de nuptiis ejus inferendum est accipiat, cujus partibus defunctis parentibus debitus hereditatis. Data Ambariaco in conloquium, sub die tertio nonas septembris.

LXXXIII. DE HEREDITATE INTER NEPOTE ET AMITANE DIVIDENDAM.

Oportet eas causas prolatas legis equitatem distingui pro regibus non docentur constitutionibus terminatione aut heredes in præsenti negotio ordine ad eo, unde successiones ignoret, aut judicibus conpetens deesse videatur instructio; idcirco filio [1] patris superstites filios habens in fata discesserit sororemque relinquerit [2].

[1] Les mots *filio* et *discesserit* sont en partie déchirés, Feuerbach les a écrits *..lio* et *...sserit*.

[2] Le texte de ce titre n'est point complet, ainsi qu'on peut s'en assurer par la lecture du Code des Bourguignons.

TROISIÈME APPENDICE,

TEXTE PUBLIÉ PAR HEROLD, EN 1557.

De tous les textes de la loi Salique réunis dans cette collection, celui que je réimprime ici est le seul dont il me soit impossible de garantir la conformité avec des manuscrits connus.

Il a été publié par Herold, dans un ouvrage imprimé à Bâle en 1557, sous le titre *Originum ac Germanicarum antiquitatum libri*, 1 vol. in-fol. A la fin du frontispice on lit ces mots, les seuls qui puissent fournir quelques conjectures sur la manière dont le texte est construit : *Opera Basilii Joannis Herold, ac collatione exemplariorum quæ vetustissimis necnon ante septingentos annos depictis characteribus expressa erant, descripti, emendati, atque in lucem magna religione editi.*

Le premier document que contienne ce volume est le prologue de la loi Salique, commençant par les mots, *Gens Francorum inclyta, etc.* qui se trouve dans plusieurs manuscrits de différentes familles. A la suite, est un extrait du livre V des origines d'Isidore de Séville, *Moyses genti Hebrææ, etc.* qu'on lit aussi dans divers manuscrits de la loi Salique. Ce document est terminé par un prologue relatif à la loi des Ripuaires, des Allemands et des Bavarois, *Theodoricus rex, etc.*

La loi Salique vient après ces documents, avec le titre : *In Christi nomine incipit pactus legis Salicæ. Hi autem sunt qui legem Salicam tractaverunt : Wisogast, Arogast, Salegast, Windogast, in Bodham, Saleham et Widham.* Cette loi est suivie des *Leges Ripuariorum, Alemannorum, Baioriorum, Saxonum, Angliorum, Verinorum, Frisionum, Langobardorum, leges Francicæ;* ce dernier mot désigne une compilation des Capitulaires des rois de la seconde race, divisée en cinq livres, donnée comme faite par Angesise, mais différant beaucoup de la compilation attribuée à cet abbé, dans les collections de Pithou, Baluze, etc.

Herold ne nous apprend pas s'il a trouvé tous ces documents dans le même manuscrit. S'il en était ainsi, ce manuscrit serait évidemment le plus complet des *libri legales*, dont un si petit nombre nous est parvenu; et il n'aurait pu

être composé qu'à la fin du IXe siècle, au plus tôt, puisqu'il est terminé par un capitulaire de 877. Mais tout porte à croire qu'Herold a réuni des documents pris à diverses sources.

La loi Salique est le seul dont j'aie à m'occuper. On a vu, dans ma préface, que les manuscrits de cette loi étaient nombreux, et divisés en sept familles distinctes. Il n'est aucun de ceux dont j'ai donné la description ou l'indication, dans lequel on puisse retrouver le texte d'Herold.

L'opinion générale est que ce savant avait employé, d'une manière principale, un manuscrit appartenant à la célèbre abbaye de Fulde. Chifflet, *Opera historica politica*, page 223, l'assure en se fondant sur la préface ou plutôt sur l'épître dédicatoire d'Herold; mais cette épître ne s'exprime pas à ce sujet d'une manière bien précise. Gundling, dans la XVe partie des *Gundlingiana*, n. V, §§ 1er, page 481, dit qu'un savant, qu'il ne nomme pas, assure qu'Herold a fait usage d'un manuscrit du monastère de Lobbe, en Cambrésis. Je n'ai découvert aucun manuscrit de ce monastère, à moins que ce ne soit celui de la bibliothèque de Cambrai, dont l'origine n'est pas connue. Mais ce manuscrit incomplet est un texte de la *Lex emendata*, et la table des rubriques qui y existe en entier ne ressemble, ni pour la rédaction, ni pour l'ordre numérique, à l'édition d'Herold.

Je crois pouvoir assurer que jusqu'à présent on ne connaît aucun manuscrit de la loi Salique qui ait appartenu à l'abbaye de Fulde, et qu'Herold ait pu employer. Baluze, dans sa préface des Capitulaires, n. LXXXIII, rend compte de ses démarches infructueuses pour en découvrir.

Sans concevoir l'espérance d'être plus heureux, j'ai fait la seule chose que ma position me permît. J'ai exactement comparé l'édition d'Herold avec les textes qui m'étaient connus, et je peux assurer qu'il n'en est aucun qui présente, je ne dis pas, une parfaite identité, mais même quelque ressemblance, dans la forme de rédaction, avec cette édition.

S'il était vrai qu'Herold eût employé un texte principal, auquel il se serait contenté de joindre, en notes, quelques variantes trouvées ailleurs, ce texte, jusqu'à preuve contraire, présenterait un caractère qu'on ne trouve dans aucun autre; il aurait été produit par la fusion de plusieurs rédactions, que le copiste aurait eues sous les yeux et dont il aurait fait usage sans beaucoup de critique, car on y trouve, jusque dans le même titre, des répétitions de dispositions presque toujours identiques, et quelquefois offrant de légères différences dans les sommes de compositions. Dans plusieurs de ces titres, on lit, entre deux leçons différentes, les mots : *in alia mente, in alio pacto, in alia sententia.* Tels

sont les §§ 19 du titre II, 8 du titre XI, les titres XVII et XXVI; on lit même, dans le § 1er du titre LVIII, *et antiqua lege*.

Cependant une opinion assez générale considère le texte publié par Herold comme la plus ancienne rédaction de la loi Salique. Cette opinion, que du Cange a pu très-bien énoncer, à une époque où les seules éditions de cette loi étaient celle d'Herold, et la *Lex emendata* publiée par du Tillet, Fr. Pithou et Bignon, a continué d'être répétée, même de nos jours, sans autre examen[1]; mais elle ne saurait se soutenir en présence de tous les textes que j'ai publiés ci-dessus.

Est-ce Herold lui-même qui aurait composé cette rédaction arbitraire? Cela ne paraît pas résulter d'une manière assez expresse du frontispice de son édition et de son épître dédicatoire, pour qu'on puisse l'affirmer; d'ailleurs il a recueilli des variantes marginales dont il aurait pu faire usage dans la composition du texte, s'il en était l'auteur.

Au surplus, soit qu'Herold ait en effet trouvé dans quelque bibliothèque le manuscrit encore inconnu, d'après lequel son édition est faite, soit que lui-même l'ait rédigé, je n'hésite point à croire que cette rédaction a été faite avec le secours de manuscrits qui contenaient des textes antérieurs à la *Lex emendata*. Outre le fait qu'elle contient des gloses malbergiques, que Charlemagne crut, avec beaucoup de raison, devoir supprimer, comme inintelligibles et ayant cessé d'être utiles, il est remarquable que le titre LXXI de la rédaction d'Herold, répondant au titre LVIII de la *Lex emendata*, contient une simple disposition contre ceux qui incendient des églises, et ne dit rien des autres sacriléges, ni des meurtres des ministres de la religion, prévus dans la *Lex emendata*, et même dans mon quatrième texte, qui probablement, comme je l'ai dit, page 115, est du commencement de la seconde race.

Je crois donc qu'on peut, avec beaucoup de vraisemblance, assurer que la rédaction publiée par Herold, quel qu'en soit l'auteur, a été faite avec des textes rédigés sous la première race. Mais certainement elle ne reproduit pas les plus anciens de cette époque. D'abord, elle contient, dans le § 12 du titre XV, une disposition empruntée du Code rédigé par l'ordre d'Alaric II, en 506, laquelle n'est devenue loi, dans les parties de l'empire franc situées en deçà de la Loire, que par le chapitre III de l'édit de Childebert de 595, ainsi que je l'ai déjà fait remarquer, pages 35 et 36. En second lieu, après avoir

[1] Feuerbach, dans la préface très-étendue de l'édition qu'il a donnée en 1831 de la loi Salique, d'après le manuscrit de Munich, dont on a vu le texte ci-dessus, pages 195 et suiv. a très-bien démontré, contre Wiarda, tout ce que cette opinion avait d'erroné.

transcrit, sous le n° LXI, le texte de la loi primitive sur la *Chrenecruda*, l'édition d'Herold ajoute que, *præsentibus temporibus*, cette disposition n'est plus en usage ; ce qui précisément avait été déclaré par le chapitre VI de l'édit de 595.

Le texte publié par Herold répond, pour les soixante et onze premiers, aux soixante et dix dont est composée la véritable *Lex emendata*[1]; mais il est plus diffus : il offre un très-grand nombre de doubles emplois, quelquefois dans le même titre[2]. On y trouve interpolées des dispositions qui n'ont pas été admises dans la *Lex emendata*, et dont plusieurs manuscrits d'autres familles ont fait des titres particuliers : telle est la disposition du § 3 du titre XIII, qui forme le § 1er du titre LXXXIII et le titre XCII du manuscrit de Wolfenbüttel, disposition qu'on trouve aussi dans les titres additionnels des manuscrits 4404 de Paris et 119 in-4° de Leyde; le § 13 du titre XV, qui forme un titre additionnel dans ces deux derniers manuscrits; les §§ 5 et 6 du titre XIX, qui sont dans le même cas; les §§ 19 et 20 du titre XXXV, contenus aussi dans les additions de ces deux manuscrits et dans celles du manuscrit de Wolfenbüttel; le § 2 du titre LIX, qui forme le LVIIe de ce dernier manuscrit.

Quant aux titres LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXVIII, LXXIX, LXXX, qu'on ne trouve point dans la *Lex emendata*, voici ce qu'une comparaison exacte avec les autres textes m'a fait reconnaître :

Le titre LXXII intitulé *De terra commendata* n'existe dans aucun manuscrit;

Le titre LXXIII, *De cultello sexxaudro*, est une simple reproduction du § 25 du titre XXVII de ce même texte d'Herold, et du § 12 du titre XXIX de la *Lex emendata;*

Le titre LXXIV, *De chreodiba*, forme le LXXII du manuscrit de Wolfenbüttel, et fait partie d'un des titres additionnels du manuscrit 4404 de Paris;

Le titre LXXV, *De muliere gravida occisa*, est en grande partie une reproduction de plusieurs dispositions du titre XXVIII d'Herold, qui se trouvent aussi dans le titre XXVI de la *Lex emendata* et dans les §§ correspondants des autres textes;

[1] Cette différence consiste en ce que l'édition d'Herold contient un titre formé de quatre §§, qui sont les 12, 13, 14 et 15 du titre XIV de la *Lex emendata*.

[2] J'en pourrais citer plus de cinquante exemples. Je me borne à un seul, assez remarquable, dans le titre VI : il y est question de vol de chiens, et tous les textes s'accordent à punir celui qui vole un chien dressé, *canem segusium magistrum*, c'est-à-dire, suivant une glose, *canem doctum*, plus sévèrement que celui qui vole un chien d'une autre espèce. Le texte d'Herold contient cette disposition dans le § 2 ; mais le manuscrit de Wolfenbüttel, dont la latinité est très-corrompue, porte *magistro* au lieu de *magistrum*, ce qui est très-fréquent. Cette rédaction est entrée aussi dans le texte d'Herold, mais l'auteur, prenant *magistro* pour le datif de *magister*, y a ajouté, *suo*.

Le titre LXXVI, *De Antrussione*, se trouve dans les manuscrits 4404 de Paris et 119 de Leyde;

Le titre LXXVII, *De eo qui in aliena domo resedit*, dans les mêmes manuscrits et dans le titre LXXI de celui de Wolfenbüttel;

Le titre LXXVIII, *In quantas causas Thalaptas debeant jurare*, se trouve dans le manuscrit 4404; il forme le [LXXII] LXXI du manuscrit de Wolfenbüttel, et, avec une rédaction assez différente, le II dans le manuscrit 119 de Leyde;

Le titre LXXIX, *De delatura*, ne se trouve que dans le texte d'Herold;

Le titre LXXX, *Incipiant chunnas*, dans le seul manuscrit 4627 de Paris, d'après lequel a été faite l'édition du *Thesaurus* de Schilter.

Tel est le résultat de la comparaison que j'ai faite du texte d'Herold avec les manuscrits de France, et ceux de Wolfenbüttel et de Munich.

En résumé, deux points me paraissent incontestables : 1° s'il a existé un manuscrit qui ait fourni le texte d'Herold, il n'est point encore retrouvé; 2° il constituerait une famille spéciale.

Évidemment l'auteur de cette rédaction a connu des manuscrits en partie semblables à celui de Wolfenbüttel et aux manuscrits 4404 et 119 in-4° de Leyde; mais il est douteux qu'il en ait eu de parfaitement semblables; autrement on ne concevrait pas pourquoi il aurait simplement extrait quelques titres, et en aurait omis d'autres d'un très-grand intérêt. Il a dû connaître des manuscrits semblables à mon quatrième texte, probablement ceux de Saint-Gall. J'y ai trouvé aussi des leçons qui n'appartiennent qu'à mon troisième texte, dont il n'existe de manuscrits qu'en France.

L'édition d'Herold nous révèle toutefois un fait que je crois important de signaler. Elle contient des gloses malbergiques, dont un très-grand nombre ne se trouvent point dans les manuscrits que nous connaissons; il faut donc qu'elles aient été prises dans d'autres.

Des différences dans le placement des titres et des paragraphes, ou dans l'arrangement des mots latins me frapperaient médiocrement; c'est là où l'arbitraire peut s'être introduit, sans qu'on doive en conclure des variétés de manuscrits originaux. Mais il ne me semble pas qu'on puisse en dire autant des gloses malbergiques; le rédacteur du texte publié par Herold ne les a très-évidemment admises, que parce qu'il les trouvait dans les exemplaires dont il disposait; et, puisque cette édition contient une très-grande quantité de ces gloses, différentes de celles des manuscrits que nous possédons, il y a lieu d'en conclure qu'au temps de cette rédaction il en existait d'autres, glosés, qui n'ont pas encore été retrouvés.

J'ai cru que, pour ne rien omettre de ce qui pouvait aider les savants dans leurs études sur la loi Salique, je devais comprendre dans ma collection le texte publié par Herold. Ce texte a été réimprimé par Wendelin en 1649; par Eccard en 1720; par D. Bouquet, dans le tome IV des *Rerum Gall. et Franc. script.* par Canciani, *Barbarorum leges*, t. II; par Wiarda, *Geschichte und Auslegung des Salischen Gesetzes;* par Walter, *Corpus juris Germanici*, t. I[er]; par Laspeyres, dans sa *Synopsis*, publiée en 1835. Mais tous ces auteurs n'avaient sous les yeux que l'édition donnée par Herold en 1557 et l'ont transcrite; j'ai dû me borner à la reproduire, sans me livrer à aucune collation.

J'ai placé en notes, le plus exactement qu'il m'était possible, les variantes marginales qu'Herold avait fait imprimer, mais sans en indiquer la source.

INCIPIT PACTUS LEGIS SALICÆ.

I. DE MANNIRE.

1. Si quis ad mallum legibus dominicis mannitus[a] fuerit, et non venerit, si eum sumis non detinuerit, solidorum quindecim culpabilis judicetur, qui faciunt denarios sexingentos.

2. Ille vero qui alium mannit, et ipse non venerit, si eum sumis non detinuerit, ei qui manibit similiter DC denarios, qui faciunt solidos XV, componat.

3. Ille autem qui alium mannit, cum testibus ad domum illius ambulare debet, et sic eum mannire debet, aut uxorem illius, vel quemcumque de familia illius, ut ei faciat notum quomodo ab illo mannitus est: nam si in dominica ambascia[b] fuerit occupatus, manniri non potest: si vero intra pagum in sua ratione fuerit, potest manniri, sicut superius dictum est.

II. DE FURTIS PORCORUM.

1. Si quis porcellum lactantem furaverit de rhanne prima, aut de mediana et ei fuerit adprobatum[c], MALB. *rhannechala lerechala*, hoc est, unum *ahelepte*, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si vero in tertia rhanne furaverit[d], MALB. *rhanne chalteo*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis porcellum de sutenn furaverit, et clavem habuerit, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis porcellum de intro porcos[e], ipso porcario custodiente[f], furaverit,

[a] manit *per simplex* n. — [b] nam si in jussione regis. — [c] et inde fuerit convictus. — [d] priserit. — [e] in campo inter porcos. — [f] adtendente.

MALB. *soagne chalte*, in DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis porcellum furaverit, qui sine matre vivere possit, MALB. *ymnisfith*, sive *thertesun*, in XL denarios, qui faciunt solidum unum, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si quis scrovam subbapatit in furtum[a], MALB. *varachalt*, in CCLX denarios, qui faciunt solidos VII, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7. Si quis scrovam cum porcellis furaverit, MALB. *focichalta*, in DCC denarios, qui faciunt solidos XVII[b], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8. Si quis porcum anniculum[c] furaverit, MALB. *in zymus ethatia*, CXX denarios, qui faciunt solidos III[d], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

9. Si quis bimum porcum furaverit, MALB. *in zymissoagni*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, excepto capitale et delatura.

10. Si quis tres porcos aut amplius furaverit, usque ad sex capita, MALB. *in zymis exachalt, et cepto tua septunchunna*, denarios MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, excepto capitale et delatura.

11. Si quis viginti quinque porcos furaverit, ubi amplius in grege illo non fuerint[e], MALB. *sonischalt tua zymis fit mihachunna*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXVII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

12. Si vero quis viginti quinque porcos furaverit, et adhuc aliqui remanserunt[f], MALB. *texachalt*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

13. Si vero quinquaginta porcos furaverit, ubi amplius non habuerit, MALB. *sonischalt*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

14. Si quis porcellum tertussum usque ad annicolatum furaverit, MALB. *dracechalt*, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

15. Post anniculatum vero, qui eum furaverit, MALB. *dracechalt*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, excepto capitale et delatura.

16. Si quis verrem furaverit, MALB. *christiao*, DCC denarios, qui faciunt solidos XVII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

17. Si quis scrovam ducariam furaverit, MALB. *chredunia*, DCC denarios, qui faciunt solidos XVII et dimidium, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

18. Si quis majalem sacrifum furaverit, et cum testibus, quod sacrifus fuisset, potuisset ille qui perdidit approbare, MALB. *barcoanomeo anitheotha*, DCC denarios.

[a] subbatit in furtum, hoc est porcellos a matre subtrahit. — [b] XVII et dimidium. — [c] annicolatum. — [d] *zimisenyano*, solidos XV. — [e] et de grege illo amplius non fuerit. — [f] si autem aliqui ex iisdem porcis super XXV porcos remanserint, et non fuerint furati.

qui faciunt solidos XVII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

19. Alium vero majalem, qui sacrifus non fuerit, si quis furaverit, *brarecho* MALB. et in alia mente, *babene*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

III. DE FURTIS ANIMALIUM.

1. Si quis vitulum lactantem furaverit, MALB. *pedero* aut *freodo*, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis anniculum animal furaverit, MALB. *ochsajora*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis bimum animal furaverit, MALB. *zymis pedero malia*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis vaccam cum vitulo furaverit, MALB. *zymis pedero malia*, DCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis vero vaccam sine vitulo furaverit, MALB. *mala*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si quis vaccam domitam furaverit, MALB. *abazym pedero*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7. Si quis taurum, qui gregem regit, et numquam vinctus fuit, furaverit, MALB. *cherecheto*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8. Si quis bimum taurum furaverit, MALB. *traslo*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, excepto capitale et delatura.

9. Si quis taurum furaverit, qui de tribus villis communes vaccas tenuerit, hoc est, tres-bellio, MALB. *chami theutho*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

10. Si quis taurum regis furaverit, MALB. *chamutevo*, MMDC denarios, qui faciunt solidos XC, excepto capitale et delatura.

11. Si quis bovem furaverit, MALB. *ohseno*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

12. Si quis duodecim animalia furaverit, ut neque unum exinde remaneat, MALB. *sonischalt*, MMD denarios, qui faciunt solidos XLV cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

13. Si vero de pluribus viginti quinque furaverit, et adhuc aliqua remaneant, quæ non fuerunt juncta, MALB. *sonischalt*, MMD, qui faciunt solidos XLV et dimidium, excepto capitale et delatura.

14. Si quis duodecim animalia furaverit, ut ex eis aliqua remaneant, MALB. MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

IV. DE FURTIS OVIUM.

1. Si quis agnum lactantem furaverit, MALB. *lem*, VII denariis culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis anniculum vel bimum vervecem[a] furaverit, MALB. *in zymis*, denariis CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Certe, si tres aut amplius verveces fuerint, qui furati sunt[b], MALB. *feisfecho, et fetischefo*, MCCCC denariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quinquaginta[c] verveces furaverit, aut amplius, MALB. *sonischalt*, MMD denariis, qui faciunt solidos LXV cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

V. DE FURTIS CAPRARUM.

1. Si quis capram unam, duas, vel tres furaverit, MALB. *lamp*[d], CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si vero super tres capras furaverit, MALB. *chrenecruda*, DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

VI. DE FURTIS CANUM.

1. Si quis canem segusium[e] magistro suo furaverit, MALB. *leo dasdi*, DC denariis, qui faciunt solidos XV[f], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis segusium magistrum canem furaverit, MALB. *trovvidovvano tuene chunne*, MDCCC denariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis canem, qui ligamen noverit, post solis occasum occiderit, MALB. *theophano*[g], DC denariis, qui faciunt solidos XV, componat, excepto capitale et delatura.

4. Si vero agutarito furaverit, MALB. *chunnovano*, DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis pastoralem canem occiderit, aut furaverit, MALB. *leos dasdi*[h], sive *theoprano*, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

VII. DE FURTIS AVIUM.

1. Si quis accipitrem furaverit de arbore, MALB. *ortfocla*, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] berbicem. — [b] Qui numerus usque ad XL verveces observetur. — [c] aut LX. — [d] *afres*, sive *lamphebros*, vel *pectis*. — [e] seusium, *melius* seugium. — [f] *troci uvithier cunai* MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV. — [g] *reppophano*. — [h] *leordardi*.

2. Si quis de pertica accipitrem furaverit, MALB. *uueiano*, sive *ortfocla*[a], DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis accipitrem de intro clavem repositum furaverit, MALB. *ortfocla*, sive *uueiano pandele*, MDCCC, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capipitale et delatura.

4. Si quis sparuarium furaverit, MALB. *sucelin*, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis gallum furaverit, MALB. *chanasuaido*, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si quis anserem aut annatam domesticam furaverit, MALB. *sandleno*, CCXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7. Si quis gallinam furaverit, MALB *solampinam*, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8. Si quis gruem aut cygnum furaverit domesticum, MALB. *ortfocla*, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

9. Si quis turturem de trappa furaverit, MALB. *acfalla*, DC denariis, qui faciunt solidos XV[b], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

VIII. DE FURTIS ARBORUM.

1. Si quis vero pomarium[c] domesticum aut perarium deintus curte[d], aut latus curte furaverit, aut capulaverit, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si vero pomarium aut quamlibet arborem domesticam exciderit, aut furatus fuerit in horto, similiter DC denariis culpabilis judicetur, qui faciunt solidos XV.

3. Hanc quoque legem et de vitibus furatis observare jussimus.

4. Si quis in sylva alterius materiamen[e] furatus fuerit, aut incenderit, vel concapulaverit, aut ligna alterius furaverit, DC denariis culpabilis judicetur, qui faciunt solidos XV, excepto capitale et delatura.

IX. DE FURTIS APIUM.

1. Si quis apem de intro clavem furaverit, et tectum desuper habuerit[f], MALB. *antidio olethardis*, MDCCC denariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis unam apem, hoc est, uno vascello, furaverit de sub tecto, et sub clave, ubi amplius non fuerint, MDCCC denariis culpabilis judicetur, qui faciunt solidos XLV, excepto capitale et delatura.

[a] MALB. *urriano urthefocla*, *uvriano anthedio*. — [b] Si quis turturem de rete aliena furaverit, aut quamlibet aviculam de quolibet laqueo vel decipula furatus fuerit, CXX denarios, qui faciunt solidos III. — [c] pomarium, sive quamlibet arborem. — [d] aut extra clausuram. — [e] materiam. — [f] unum vas apium deintro clave, aut sub tecto.

3. Si vero septem aut amplius furaverit, et aliqui remaneant, et retro clavem fuerint, MALB. *texara antidio ale thardis,* MDCCC denariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis unum vas cum apibus inter alia vasa sub tecto aut sub clave furaverit, caussam superius comprehensam convenit observare, excepto capitale et delatura.

5. Si vero unum vas cum apibus foris tecto, ubi amplius non fuerit, furaverit, caussam superius comprehensam componat, excepto capitale et delatura.

6. Si quis ex plurimis usque ad sex vasa foris tecto furaverit, DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7. Si autem septem aut amplius furaverit, ita ut nulla remaneant, MDCCC denariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

X. SI DAMNUM IN MESSE VEL IN QUALIBET CLAUSURA ILLATUM FUERIT.

1. Si quis animal, aut caballum, vel quodlibet pecus in messe sua invenerit, penitus eum vastare[a] non debet; quod si fecerit, et confessus fuerit, capitale loco[b] restituat, ipse vero debilem[c] ad se recipiat: si vero confessus non fuerit, et ei fuerit adprobatum[d], MALB. *leodardi,* DC denariis, qui faciunt solidos XV, excepto capitale et delatura.

2. Si quis vero animal, caballum, vel jumentum, in furtum[e] pinxerit, MALB. *stalacha,* DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis in messe sua pecora aliena invenerit, quæ pastorem non habeant, et ea incluserit, ut nulli penitus innotescat, et aliqua ex ipsis pecoribus perierint, MALB. *texaca,* MCCCC denariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis animal, aut quodlibet pecus per suam negligentiam nocuerit, et confessus fuerit[f], capitale in loco restituat[g]: si vero negaverit, sed tamen victus fuerit[h], MALB. *leodardi,* DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si alicujus porci, aut quodlibet pecus, pastore illud custodiente, in messem alienam cucurrerit, et ipso negante, si ei fuerit adprobatum, MALB. *leudardi,* sive *ande sitto,* ipso negante, si adprobatum fuerit, DC denarios, faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si cujus pecora de damno, cum alios labores vastantur, aut inclaudantur, aut in domum minantur, et ea quivis expellere aut excutere præsumpserit, MALB. *schoto,* DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7. Si vero pecora de damno inclausa fuerint, ille, cujus pecora sunt, æstimatum reddat, insuper X denarios culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] id lædere. — [b] locum. — [c] debile quod percussit. — [d] inde fuerit convictus. — [e] in furtus, *al. male.* — [f] et hoc domino ejus confessus fuerit. — [g] et illud debile ad se recolliget. — [h] et ei fuerit adprobatum.

8. Si quis autem per inimicitiam, aut per superbiam sepem alienam ruperit[a], et in messem, aut in pratum, [b] vel in quemlibet laborem pecora miserit, ille, cujus est labor, testibus eum convincat, ei reputetur damnum, et æstimatum reddet, MALB. *leodardi*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XI. DE SERVIS MANCIPIIS FURATIS.

1. Si quis servus aut ancilla, caballum aut jumentum alterius furaverit, MALB. *theu tha texaca*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis servum alienum furaverit, aut occiderit, aut vendiderit, aut ingenuum dimiserit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *theu texaca*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura. De ancilla vero solidos XXX.

3. Si quis servus aut ancilla cum homine ingenuo de rebus domini sui aliquid deportaverit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis homo ingenuus in texaca secum duxerit, aut aliquid cum eo negotiaverit, MALB. *theu lasina*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis servum puledrum[c] furaverit, MALB. *usu dredo*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si quis majorem, infestorem, scantionem, mariscalcum, stratorem, fabrum ferrarium, aurificem, sive carpentarium, vinitorem, vel porcarium, vel ministerialem furaverit, aut occiderit, vel vendiderit valentem solidos XXV, MALB. *theaca texara*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos... culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7. Si vero majorissam aut ancillam ministerialem valentem solidos XXV, superiorem caussam convenit observare.

8. In alio pacto dicit, de ipsis MALB. *thenca texaca is mala texaca, amba texata, amba othonia*, præcia hæc solidos in summa LXXXV, qui faciunt denarios MMMCC, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XII. DE FURTIS INGENUORUM VEL EFFRACTURIS.

1. Si quis vero ingenuus de foris casa, quod valent duo denarii[d], furaverit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, excepto capitale et delatura.

2. Si quis vero de foris casa, quod valet denarii XL, furaverit, MALB. *texaca*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV[e], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] aperuerit. — [b] vel in vineam. — [c] puerum vel puellam de ministerio dominorum. — [d] quod valet duos denarios. — [e] MCC denarios, qui faciunt solidos XXX.

3. Si vero ingenuus de intus casa furaverit aut fregerit quod valent duo denarii, MALB. *antidio*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Si quis vero supra quinque [a] denarios furaverit de intro clavem, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si vero ingenuus clavem effregerit aut adulteraverit, et sic domum ingressus fuerit, et per furtum aliquid tulerit, MALB. *antidio*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si vero effregerit, et nihil tulerit, et fugiens evadit, propter effracturam tantum, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XIII. DE FURTIS SERVORUM, VEL EFFRACTURIS.

1. Si quis servus foris casa quod valent duo denarii furaverit, et ei fuerit adprobatum, aut centum viginti ictus [b] accipiat, aut [c] CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si vero furaverit quod valent XL denarii, aut castretur, aut CCXL denarios, qui faciunt solidos VI, reddat; dominus vero servi ejus qui furtum fecerit, capitale et delaturam in loco restituat.

3. Quicumque alienam domum violenter disturbaverit [d], et domus, si pro firmamento iberus habuisse probatur, qui hoc fecerit, MDCCC denariis culpabilis judicetur. Et si de ipsa domo proinde cum carro aliquid trahere præsumpserit, excepto superiore numero, MCC denariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XIV. DE INGENUIS HOMINIBUS QUI MULIERES INGENUAS RAPIUNT.

1. Si qui tres homines ingenuam puellam de casa aut de screona rapuerint [e], MALB. *authamia*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Illi vero qui super tres fuerint [f], CC denarios, qui faciunt solidos V, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Qui cum sagittis fuerint, unusquisque illorum CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4. Raptor vero MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si vero puella quæ trahitur in verbo regis, fuerit propter fredum, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, cogatur persolvere, excepto capitale et delatura.

6. Si quis puer regis, vel lidus, ingenuam feminam traxerit, de vita componat.

[a] quinque aut supra. — [b] flagellis centum. — [c] pro dorso suo. — [d] destruxerit. — [e] unusquisque eorum. — [f] Illi alii qui super tres fuerint, unusquisque eorum.

7. Si vero ingenua femina aliquemcumque de illis sua voluntate secuta fuerit, ingenuitatem suam perdat.

8. Si quis puellam sponsatam[a] tulerit, et sibi in conjugium sociaverit, MALB. *anastheo*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

9. Sponso autem ejus, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

10. Si quis puellam sponsatam druthe ducente ad maritum, eam in via[b] aliquis adsallierit, et cum ipsa violenter mœchatus fuerit, MALB. *changichaldo*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

11. Si quis ingenuus ancillam alienam sibi in conjugium sociaverit[c], MALB. *honomo*[d], ipse cum ea in servitium inclinetur[e].

12. Si quis sororem, aut fratris filiam, aut certe alterius gradus consobrinam, aut fratris uxorem, aut avunculi, sceleratis nuptiis sibi junxerit, huic pœnæ subjaceat, ut a tali consortio separetur; atque etiam, si filios habuerint, non habeantur legitimi heredes, sed infamia sint notati.

13. Si quis ingenuam feminam, aut puellam, contubernio facto, seu in itinere, aut quolibet loco adsalierit, et vim illi inferre præsumpserit, tam unus quam plurimi, qui in ipsa violentia fuerint admixti, CC solidos unusquisque ipsorum culpabilis judicetur. Et si adhuc de illo contubernio remanserint, qui scelus istud non admisisse noscuntur, et tamen ibidem fuerint, si plures aut minori numero quam tres fuerint, eorum quilibet pro ipsis XLV solidos culpabilis judicetur.

XV. DE EO QUI UXOREM TULERIT ALIENAM VIVO MARITO.

1. Si quis uxorem alienam vivo marito tulerit, MALB. *abtica*, et in alia mente, *arba theus en lanthamo*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si quis cum puella per virtutem mœchatus fuerit, MALB. *theurora*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

3. Si quis cum ingenua puella, et spontanea voluntate ambarum partium coiverit, et in occulto mœchatus fuerit, MALB. *frio lasia*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

4. Si quis lidam alienam in conjugium sociaverit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XVI. DE SUPERVENTIS.

1. Si quis hominem ingenuum superventum[f] expoliaverit, MALB. *mosedo*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

2. Si vero Romanus, Barbarus, Salecum Francum expoliaverit, caussam superius comprehensam convenit observare.

3. Si vero Francus Romanum expoliaverit, MALB. *mosedo*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

[a] sponsam alienam. — [b] quæ druthe ducitur ad maritum, in via. — [c] priserit; capulaverit *alias*. — [d] *onemo*. — [e] cum ipsa in servitio permaneat; *alias* implicitur. — [f] superventu.

4. Si quis hominem, qui alicubi migrare disponit, et dirigere habet præceptum Regis, et si aliunde ierit in mallum publicum, et aliquis extra ordinationem Regis restare eum facit, aut adsalire præsumpserit, MALB. *alacfacis, via lacina*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XVII. DE EXPOLIATIONIBUS[1].

1. Si quis hominem mortuum, antequam in terram mittatur, in furtum expoliaverit, MALB. *chreo mosdo*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, et in alia sententia, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

2. Si quis hominem mortuum exfodierit et expoliaverit, MALB. *thurnichalt*, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

3. Et postea parentes defuncti judicem rogare debent ut inter homines non habitet auctor sceleris; et qui ei hospitium dederit, antequam parentibus satisfaciat, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis mortuum hominem aut in [a] offo, aut in petra, quæ vasa, ex usu, sarcophagi dicuntur, super alium miserit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

5. Si quis aristatonem super hominem mortuum capulaverit, de unoquoque DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

6. Si quis [b] hominem dormientem expoliaverit, MALB. *chreo mosdo*, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

XVIII. DE EO QUI VILLAM ALIENAM ADSALIERIT.

1. Si quis villam alienam adsallierit, MALB. *alac. falthio*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur[c].

2. Si quis villam adsalierit alienam, et ibidem ostia fregerit, canes occiserit, aut hominem plagaverit, vel in carro aliquid exinde duxerit, MALB. *turpha falchio*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

3. Et quidquid inde abstulit, in locum restituat, et quicumque in ejus contubernio [d] fuisse convicti fuerint, unusquisque eorum MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

XIX. DE INCENDIIS.

1. Si quis casam quamlibet intus dormientibus hominibus incenderit, ei cujus casa est [e], MALB. *andebau*, MMDC denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpa-

[a] aufa. — [b] ingenuum hominem furtu. — [c] et omnes qui convicti fuerint quod in ejus contubernio fuissent, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis unusquisque eorum judicetur. — [d] vel superventi. — [e] fuit.

[1] Je me suis conforme, pour numéroter les titres XV, XVI et XVII, a la table d'Herold.

bilis judicetur, excepto capitale et delatura. Illi vero qui exinde evaserint, unusquisque ex ipsis cum mallare debent, per MALB. seu *landevevas*, et IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur unicuique eorum.

2. Et quidquid ibi perdiderint, in locum restituatur.

3. Si aliqui ibidem remanserint, MALB. *leudi*, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

4. Et ille qui incendium misit, parentibus uniuscujusque defuncti VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

5. Secundum legem Salicam hoc convenit observare, ut quicumque domum alienam arserit, et is res, quas liberaverit, non habuerit ubi reponat.

6. Si in mallum vocatus fuerit, et is qui vocatus est non venit, si eum aut infirmitas aut ambascia dominica non detinuerit, vel forte aliquem de proximis mortuum intra domum suam habuerit, per istas sumis se poterit homo excusare; alias de vita componat, aut CC solidos culpabilis judicetur.

7. Si quis spicarium aut machalum cum annona incenderit, MALB. *saldeban*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

8. Si quis sudenn cum porcis, scuriam cum animalibus vel fœnile incenderit, MALB. *salbeba leosdeba*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

9. Et si aliquid non remanserit ibidem, MALB. *leudi*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

10. Si quis cuncida alienam capulaverit, MALB. *bila*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

11. Si quis vero cuncida vel sepe incenderit, MALB. *bica*[a], DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XX. DE VULNERIBUS.

1. Si quis alterum voluerit occidere, et colpus prætersallierit, MALB. seu *landovevas*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum de sagitta toxicata percutere voluerit, similiter MALB. et caussam superius convenit observare.

3. Si quis hominem plagaverit[b], et sanguis ad terram cadit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *charfrido*[c], DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis hominem in capite plagaverit, et exinde ossa[d] exierint, MALB. *charfrido*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

5. Si quis hominem ita plagaverit ut cerebrum appareat, et tria ossa desuper cerebro exierint, MALB. *aude afenus*, MDCCC denarios, qui faciunt sol. XLV, culp. judicetur.

6. Si vero intra costas aut in ventrem, ita ut vulnus ad interanea pervenerit, et semper currat, et non sanat[e], MALB. *frioblitto*, MMD denarios, qui faciunt solidos

[a] *bicha, biggeo.* — [b] in capite. — [c] *leodardi.* — [d] ut inde tria ossa. — [e] ad sanitatem non pervenit.

LXII cum dimidio, excepta medicatura, pro qua solidos VIIII componat, qui faciunt denarios CCCLX.

7. Si quis ingenuus ingenuum cum fuste percusserit, et sanguis tamen non exierit usque ad tres colpos, MALB. *wadfaltho*, CCCLX denarios, qui faciunt solidos VIIII, culpabilis judicetur, id est, per unumquemque ictum semper ternos solidos solvat.

8. Si vero sanguis exierit, taliter culpam componat, quantum si eumdem ferramento vulnerasset, hoc est DC denarios, qui faciunt solidos XV.

9. Si quis alius clauso pollice[a] ter alium percusserit, MALB. *wadefaltho*, CCCLX denarios, qui faciunt solidos VIIII, culpabilis judicetur, ut pro unoquoque ictu ternos solidos componat.

10. Si quis alterum in via adsallierit[b], et eumdem raubaverit, MALB. *chaeroeno*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

11. Si quis alterum in via adsallierit, et expoliare tentaverit, et ille fuga evaserit, MALB. *mosdo*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XXI. DE EO QUI HOMINEM INNOCENTEM APUD REGEM ACCUSAVERIT.

1. Si quis hominem innocentem absentem apud Regem accusaverit, MALB. seu *landoveva*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

2. Si vero tale crimen ei imputaverit, unde mori debuisset, si verum fuisset, ille qui eum accusaverit, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XXII. DE MALEFICIS.

1. Si quis alteri herbas dederit bibere ut moriatur, MALB. *affecta leadi*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur. Et si is, cui maleficium fecerit, evaserit, MALB. *thouvespho*, ac*faltho*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

2. Si quæ mulier alteri mulieri maleficium fecerit, ut infantem habere non possit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

3. Si vero quis quod alius dedit veneficium biberit, et mortuus non fuerit[c], MALB. *tho wesfo*, ac*faltho*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

4. Si quis alteri aliquod maleficium superjactaverit, sive cum ligaturis in aliquo loco miserit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

XXIII. DE MANU MULIERUM NON STRINGENDA.

1. Si homo ingenuus feminæ ingenuæ digitum aut manum instrinxerit[d], MALB. *chamni*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Et ei brachium si destrinxerit, MALB. *chamnum*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

[a] clausa manu, id est pugno. — [b] ceperit. — [c] evaserit. — [d] exstrinxerit.

3. Certe si super cubitum manum strinxerit[a], MALB. *chamnin mane charde*, MCCCC, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

4. Si quis mulieri mammillam capulaverit[b], MALB. ibidem *bruche*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XXIV. DE NAVIBUS FURATIS.

1. Si quis extra consilium[c] domini sui navem alienam movere præsumpserit, aut[d] cum ea flumen transierit, MALB. *flemere*, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si quis ipsam navem furaverit, MALB. *flemere*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis ascum[e] de intro clavem furaverit, MALB. *cham zyasco*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

4. Si quis ascum de intro clavem repositum et in suspenso pro studio positum furaverit, MALB. *cham ziasco*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XXV. DE FURTIS IN MOLINO COMMISSIS.

1. Si quis ingenuus annonam alienam in molino furaverit, MALB. *authedio*, id est, cui molinus est ipsius molinario, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur: ei vero cujus annona fuisse probatur, alios XV solidos similiter solvat, excepto capitale et delatura.

2. Si quis sclusam de farinario alieno ruperit, MALB. *urbis via lacina*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis ferramentum de molino alieno furaverit, MALB. *authedio*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XXVI. DE CABALLO ASCENSO.

1. Si quis caballum extra consilium domini sui[f] ascenderit, et eum caballaverit, MALB. *leudardi*, et in alia mente, *burgo sitto*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, et pro eo quia ascenderit, quando descendet, similiter alios XXV solidos solvat.

XXVII. DE FURTIS DIVERSIS.

1. Si quis tintinnum de porcina aliena furaverit, MALB. *aurappo*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis vero pedicam de caballo furaverit, et ei fuerit adprobatum, MALB. *leudardi*, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

3. Si vero ipsi caballi perierint, capitale in locum restituat.

4. Si quis tintinnum de pecoribus furaverit, MALB. *leudardi*, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

[a] miserit. — [b] strinxerit. — [c] sine permissu. — [d] et. — [e] navem vel ascum. — [f] sine permissu.

5. Si quis messe aliena in furtum metere præsumpserit [a], aut repascere inventus fuerit ibidem, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

6. Si quis in hortum alienum ad furtum ingressus fuerit, aut in napinam, vel in fabariam, in pisariam, in lenticulariam, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

7. Si quis aliquid de campo alieno [b] furaverit, et hoc exinde in carro aut per caballum duxerit, MALB. *leudardi*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

8. Si vero tantum priserit, quantum in dorso suo portare valuerit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

9. Si quis pratum alienum secaverit, operam [c] suam perdat, et insuper solidos XV culpabilis judicetur: et si ipsum fœnum in carro carraverit, et ad domum suam adduxerit [d], MALB. *leudardi*, MDCCC denarios, qui faciunt sòlidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

10. Si vero tantum priserit, quantum in dorso portare potuerit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

11. Si quis vineam alienam in furtum vindemiaverit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur. Et si ipse vinum in carro carraverit; et ad domum suam duxerit, et discarraverit, MALB. *leudardi*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur: de messe vero similiter convenit observare.

12. Si quis in silva materiam, aut ligna furaverit, aut incenderit, vel capulaverit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

13. Si quis rete ad anguillas [e] de flumine involaverit, MALB. *obdopus*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

14. Si quis statuam aut tremagolum [f], vel vertebolum de flumine furaverit, MALB. *nasthus*, *texacha*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

15. Si quis screona, qui clavem habet, infregerit, MALB. *nasche streonas anthedhi*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

16. Si quis screona sine clave fregerit, MALB. *obdon*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

17. Si vero de screona clavem fregerit, et nihil exinde tulerit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur pro sola effractura.

18. Si quis campum alienum araverit, et non seminaverit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

19. Si quis in campo alieno araverit et seminaverit, MALB. *obreppus*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

[a] Si quis messem alienam tripaverit aut mederit. — [b] in campo alieno linum. — [c] laborem — [d] discarraverit. — [e] ad anguillas capiendas. — [f] tremaclum.

20. Si quis vero de campo alieno aratrum anteortaverit, aut jactaverit [a], MALB. *anhunerbo*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

21. Si quis in potus de pomario, aut de pirario [b] diruperit, MALB. *leudardi*, CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

22. Sin in horto fuerit, MALB. *ortopodan*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

23. Si quis melarium aut pirarium decorticaverit, MALB. *leudardi*, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

24. Si vero in horto fuerit, MALB. *ortobaum*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

25. Si quis cultellum alienum furaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

26. Si quis clausuram alienam ruperit, DC denarios,qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

27. Si quis materiam de una parte dolatam furaverit, MALB. *leudardi*, CXX denariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

28. Si quis arborem post annum quam fuerit signata priserit, nullam exinde habeat culpam; si quis infra annum [c] eam capulaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

29. Si quis in agro alieno arborem insertam exciderit, MCC denarios, qui faciunt solidos XX, culpabilis judicetur.

30. Si quis mulieri brachiale furaverit, MALB. *subtho*, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

31. Si quis per casam alienam sine permissu possessoris traxerit [d], MALB. *ala chescido*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XXVIII. DE HOMICIDIIS PARVULORUM.

1. Si quis puerum infra duodecim annorum, non tonsoratum [e] occiserit, MALB. *aschara leudardi*, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2. Si vero puerum crinitum sine consilio aut voluntate parentum totonderit, MALB. *schuisara chrogino*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

3. Si vero puellam similiter sine patris aut matris voluntate totonderit, *theoctidia* [f], MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

4. Si quis feminam ingenuam gravidam trabattit, et ipsa femina fuerit mortua, MALB. *anvano leudinia*, XXVIIIM denarios, qui faciunt solidos DCC, culpabilis judicetur.

[a] aratrum in campum alienum intrare prohibuerit, vel arantem foras vastaverit. — [b] tulerit. — [c] si quis in sylva fustem signaverit, et non capulaverit, si vero post annum. — [d] domini sui. — [e] crinitum, sive non crinitum. — [f] *uverdarda et thercoheata*.

5. Si quis vero infantem in ventre matris suæ [a] occiderit, MALB. *anouuado*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC.

6. Si quis puer infra duodecim annorum aliquam culpam commiserit, fredus ei non requiratur.

7. Si quis feminam ingenuam, postquam infantes habere non potest, occiderit, MALB. *leodinia*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

8. Si quis feminam ingenuam, postquam cœperit infantes habere, occiderit, MALB. *leodinia*, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

9. Si quis puellam ingenuam [b] occiderit, MALB. *exmala leudi*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XXIX. DE ADULTERIIS ANCILLARUM.

1. Si quis ingenuus cum ancilla aliena mœchatus fuerit, MALB. [c] *anilasina*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si vero cum ancilla regia mœchatus fuerit, MALB. *theulasina*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

3. Si vero servus cum ancilla mœchatus fuerit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, componat.

4. Si servus ancillam alienam extra voluntatem domini sui ad conjugium sociaverit, MALB. *authanio*, CXX denarios, qui faciunt solidum I, culpabilis judicetur.

5. Si quis Francus alienam ancillam sibi publice junxerit, ipse cum ea in servitute permaneat.

6. Si servus cum ancilla mœchatus fuerit, et de ipso crimine ancilla mortua fuerit, servus ipse aut castretur, aut CCXL denarios, qui faciunt solidos VI, culpabilis judicetur; dominus vero servi capitale in locum restituat. Si autem ancilla propter hoc non fuerit mortua, servus ipse aut CXX ictus accipiat, aut CXX denarios, qui faciunt solidos III, domino ancillæ cogatur persolvere.

XXX. DE LIBERTIS DIMISSIS.

1. Si quis lidum alienum [d] extra consilium domini sui ante regem per denarium ingenuum dimiserit, MALB. *maltho theato meolito*, IIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur, et capitale domino ipsius restituat.

2. Res vero ipsius lidi legitimo domino restituantur [e].

3. Si quis servum alienum ante regem per denarium ingenuum dimiserit, MALB. *maltho theatha, meotheos*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale, quod domino restituatur; res vero ipsius servi proprius dominus recipiat.

[a] aut antequam habeat nomen, aut natum inter novem noctes. — [b] ante annos quam infantes habere possit — [c] *theolasina urirtico*. — [d] qui apud dominum suum in hoste fuerit. — [e] reformentur.

XXXI. DE ELOCATIONIBUS.

1. Si quis in furtum aliquem locare[a] voluerit, ut hominem interficiat, et inde pretium accipiat, MALB. *auuena*, IIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

2. Si quis in furtum aliquem elocare voluerit, ut hominem intercipiat, et pretium ab hoc acceperit, et non fecerit cui fuerit adprobatum, MALB. seu *lando efa*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

3. Similiter et ille qui pretium accepit ut hominem occideret, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

4. Si quis in furtum elocatum, acceptum pretium, hominem occidere voluerit, et non fecerit, MALB. seu *lando efa*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

5. Si vero per tertium locatio ipsa fuerit transmissa, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur unusquisque illorum, scilicet dans, accipiens et portans.

XXXII. DE DEBILITATIBUS.

1. Si quis alterum manu aut pede capolaverit, de manu capolata, unde homo mancus est, et ipsa manus super eum pendit, MALB. *sichte*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur[b].

2. Si vero ipsa manus super excussa fuerit, MALB. *chamin*, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur[c].

3. Si quis pollicem de manu vel pede excusserit, MALB. *alachtam*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur; si vero ipse pollex in ipsa manu mancatus pependerit, MALB. *alachtamo chaminis*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4. Si secundum digitum, quo sagittatur, excusserit, MALB. *olatham briorodero*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

5. Si quis alteri tres sequentes digitos pariter uno ictu excusserit, MALB. *chaminis*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

6. Si quis mediatum[d] digitum excusserit, MALB. *taphano*[e] DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

7. Si vero quartum digitum excusserit, MALB. *malegano*[f], DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[a] elocare. — [b] Si quis alteri manum aut pedem truncaverit, vel oculum effoderit, aut auriculam vel nasum amputaverit, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur. — [c] Si vero manus ipsa ibidem pependerit, MALB. *chaminis*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur. Si manus ipsa percussa fuerit, MALB. *sochte*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur. — [d] medium. — [e] *repphano*. — [f] *in clechano*.

8. Si minimus digitus excussus fuerit, MALB. *menechleno*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

9. Si vero pes capolatus fuerit[a], mancus ibidem tenuerit, MALB. *chal* de *china chamin*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

10. Si vero pes capulatus fuerit, et mancus ibidem tenuerit[b], MALB. *chal* de *china chamin*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

11. Si vero ipse pes excussus fuerit, MALB. *chaldachina sichte*[c], MMD denarios, qui faciunt solidos LXXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

12. Si quis alteri oculum tulerit[d], MALB. *liclamina*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXXII et dimidium, culpabilis judicetur.

13. Si quis nasum alteri excusserit, MALB. *frasitto*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

14. Si quis auriculam alteri excusserit, MALB. *channi cleura*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

15. Si quis alterum lingua capolaverit[e], unde loqui non possit, MALB. *alchaltua*, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

16. Si quis dentem excusserit, MALB. in *clanina*, denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

17. Si quis ingenuum castraverit, aut virilia transcapolaverit, unde mancus sit, MALB. *uviradardi*, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

18. Si vero ad integrum tulerit virilia, MALB. *alachardc*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

19. Si quis salecus salecum castraverit, VIIIM denarios culpabilis judicetur, qui faciunt solidos CC, excepta medicatura, quæ componatur solidos IX.

20. Si quis antrussionem castraverit, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur, excepta medicatura, quæ VIIII solidos componatur.

XXXIII. DE CONVITIIS.

1. Si quis alterum cinnitum vocaret, MALB. *quintuo*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis alterum falsatorem, et mulier alteram mulierem meretricem clamaverit, MALB. *extrabo*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis alterum concacatum aut vulpeculam vocaverit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

4. Si quis alterum leporem clamaverit, CCXI denarios, qui faciunt solidos VI, culpabilis judicetur.

5. Si quis homo ingenuus alio improperaverit, quod scutum suum jactasset[f], et

[a] Si quis pedem alterius capulaverit. — [b] manserit. — [c] *channa chlora*. — [d] evellerit. — [e] amputaverit. — [f] projecisset in hoste vel fugiendo præ timore.

fuga lapsus fuisset, et non potuerit adprobare, MALB. *austrapo*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

6. Si quis alterum delatorem clamaverit, et non potuerit adprobare, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXIV. DE VIA LACINA.

1. Si quis baronem de via ortaverit[a], aut impinxerit, MALB. *via lacina*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si vero mulierem ingenuam de via sua ortaverit, aut impinxerit, MALB. *urbis via lacina*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3. Si quis in via alterum adsalierit, et eum raubaverit, MALB. *chereno*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4. Si quis viam, quæ ad farinarium ducit[b], clauserit, MALB. *urbis via lacina*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXV. DE LIGAMINIBUS INGENUORUM.

1. Si quis hominem ingenuum sine caussa ligaverit, MALB. *obrepus*, *andrepus*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

2. Si vero eum ligatum in aliquam partem duxerit, MALB. *andrepus*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3. Si vero Romanus Francum ligaverit sine caussa, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4. Si vero Francus Romanum ligaverit sine caussa, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

5. Si quis ligatum per superbiam aut per virtutem a gravione tulerit, MALB. *mitho fosa stadivo*, vitam suam redimat.

XXXVI. DE VENATIONIBUS.

1. Si quis aliqua de venatione, de avibus aut de piscibus furaverit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur[c].

2. Quam legem tam de venationibus quam et de piscationibus convenit observare.

3. Si quis cervum domesticum signum habentem furaverit, aut occiderit, qui ad venationem faciendam mansuetus factus est[d], et telarium cum testibus potuit adprobare, quod extelarius fuisset, MALB. *trovandio*[e], MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

4. Si quis vero alium cervum domesticum, qui in venatione adhuc non fuisset,

[a] Si quis baroni viam obstruerit. — [b] vadit. — [c] de diversis venationibus aliquid aut furaverit, aut celaverit, solidos XLV culpabilis judicetur. — [d] et cum testibus comprobare dominus ejus potuerit, quod eum in venatione habuisset, et cum ipso duas aut tres feras occidisset. — [e] *throavido*.

occiderit, aut furaverit [a], MALB. *trouudio cham stala*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

5. Si quis cervum lassum, quem alterius canes moverunt et adlassaverunt, involaverit, aut celaverit, MALB. *trochuuido*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

6. Si quis aprum, quem alieni canes moverunt et alassaverunt, occiderit, vel furaverit, MALB. *aruvernon*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXVII. DE SEPIBUS.

1. Si quis tres virgas [b], unde [c] sepes superligata est, vel retortas [d], capulaverit, aut aperuerit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si quis per alienam messem, postquam levaverit [e], herbice traxerit, aut cum barro sine via transierit, MALB. *leudardi*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis per alienam messem jam expalmitantem [f] sine via transierit, caussam superius convenit observare.

4. Si quis per malum ingenium in curtem alterius, vel in casam, vel ubilibet aliquid de furato [g] miserit, nesciente domino cujus possessio est, ubi inventum fuerit qui hoc miserat, MALB. *ferthebero*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

5. Si quis sepe concisa aliena arserit, MALB. *bila*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXVIII. DE HOMICIDIIS SERVORUM, VEL EXPOLIATIONIBUS.

1. Si quis servus servum vel [h] consimilem occiderit, MALB. *theu leude*, aut *theu leudinia*, hoc convenit, ut homicidam illum domini inter se dividant.

2. Si quis ingenuus servum alienum adsalierit, et expoliaverit, et insuper quadraginta denarios ei tulisse probatur, MALB. *theu nosdo*, DC denarios, qui faciunt solidos XV [i], culpabilis judicetur.

3. Si vero minus tulerit quam valent XL denarii, DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis servum alienum battiderit [k], et ei insuper quadraginta noctes trigaverit opera sua [l], MALB. *daudinariæ*, XL denarios, qui faciunt solidum I et triente uno, culpabilis judicetur.

5. Si quis servum alienum mortuum expoliaverit per furtum, et spolia ipsa plus-

[a] involaverit. — [b] tres cambortas excervicaverit. — [c] quibus. — [d] quibus sepes continetur. — [e] germina produxit. — [f] quæ in culmum erigitur. — [g] quod furatum est. — [h] vel ancillam, vel sibi. — [i] XXX *male*. — [k] flagellaverit. — [l] ut in XL noctibus operare non potuerit.

quam XL denarios valeant tulerit, MALB. *then frio mosido*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur [a].

6. Si quis vero homo ingenuus lidum alienum expoliaverit, MALB. *theu mosido*, MCCCC denarios, qui faciunt XXXV, culpabilis judicetur.

7. Si servus hominem ingenuum occiderit, ipse homicida, pro medietate compositionis occisi parentibus tradatur, et aliam medietatem dominus servi se noverit soluturum : sed si servus legem intellexerit, poterit dominus se obmallare, ut ipse leudum non solvat.

XXXIX. DE QUADRUPEDIBUS QUI HOMINEM LÆDUNT.

Si aliquis homo, ex quolibet quadrupede, qui domesticus fuerit, occidatur, et hoc cum testibus potuerit adprobari [b], dum [c] illius dominus, cujus pecus erat, ante legem non adimplevit, medietatem de ipsa leudi componat, et pro alia medietate ipsum quadrupedem homini donet. Si vero pecoris dominus vitium in eo non intellexerit, secundum legem exinde se potest defendere, et de ipso pecore nihil solvat [d].

XL. DE VESTIGIO MINANDO.

Si quis bovem, aut caballum, sive quodlibet animal in furto perdiderit, et ejusdem vestigia sequitur, et id consecutus fuerit usque in tertia nocte, et ille qui id duxerit, aut emisse se, aut cambiasse dixerit, aut proclamaverit, ille qui per vestigia sequitur res suas per tertiam manum adrhamire debet. Si vero jam tribus noctibus exactis, qui res suas quærit et invenerit, apud quem inveniuntur, si eas emisse aut cambiasse dixerit, ipsi liceat adrhamire. Qui vero per vestigium sequitur, quod se agnoscere dicit, illo alio reclamante non offerre per tertiam manum voluerit [e], nec solum secundum legem calcaverit, et ei violenter, quod se agnoscere dicit, tulisse convincitur, MALB. *mittinio frastatitio* [f], MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XLI. DE FURTIS CABALLORUM.

1. Si quis caballum, qui carrucam trahit, furaverit, MALB. *chanco*, MDC denarios qui faciunt solidos XL, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis caballum spathum furaverit, MALB. *chengisto*, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Si quis warraninnionem homini Franco furaverit, MALB. *uuadrido*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] XXXV solidis componat; si vero usque XL denarios tulerit, XV solidos persolvat. — [b] parentes illius possint comprobare. — [c] quod. — [d] eo videlicet modo, si dominus quadrupedis non intellexerit, secundum legem se defendere. — [e] adrhamire noluerit. — [f] *frastathinto*.

4. Si quis warranionem regis furaverit, MALB. *setheo*, MMCCCC denarios, qui faciunt solidos LX [a], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5. Si quis admissarium cum grege, hoc est cum VII aut XII equabus, furaverit, MALB. *huicthe sonistha*, MMDC denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si autem de grege minus fuerint usque ad sex capita, et pretium et caussam superius convenit observare.

7. Si quis Franco homini admissarium furaverit, MALB. *uvadredo*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8. Si quis puledrum furaverit, MALB. *uvadredo*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

9. Si quis puledrum anniculum sive bimulum furaverit, MALB. *napodero*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

10. Si vero sequentem puledrum furaverit, MALB. *nare*, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

11. Si quis jumenta aliena tribatterit, et evaserint, MALB. *stalathia*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

12. Si autem mortua inde fuerint, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

13. Si quis equam pregnantem [b] furaverit, MALB. *estalathia*, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

14. Si quis jumentum aut caballum furaverit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, excepto capitale et delatura.

15. Si quis admissarium alienum sine consensu domini sui spadaverit, MALB. *ande chobina*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur; et unumquodque jumentum, quod ille inire consueverat, trientem; quod est tertia pars solidi, id est XIII denarii et tertia pars unius denarii.

16. Si quis per super biamaut per inimicitiam caballos aut jumenta aliena tribaverit, vel debilitaverit, MALB. *stala sthia*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

17. Si quis caballum alienum sine consensu domini sui excorticaverit, MALB. *leudardi*, CXX denarios, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XLII. DE PLAGIATORIBUS.

1. Si quis mancipia aliena sollicitaverit, et convictus fuerit, MALB. *theu la sina*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si servus alienus fuerit furatus [c], et ipse trans mare fuerit ductus, MALB. *viri*

[a] IIIMDC denarios, qui faciunt solidos XC. — [b] jumentum prægnans — [c] Si quis servum alienum plagiarit, id est per circumventionem de servitio domini sui abstulerit.

dio, sive in quamlibet regionem ipsum duxerit, et ibidem a domino suo inventus fuerit, et ipsum a quo in patria aliena plagiatus est in mallo publico nominaverit, et tres ibidem testes colligere dominus debet; et iterum cum servus ipse citra mare fuerit revocatus, in altero mallo iterum debet nominare qui eum plagiaverit, et ibidem similiter tres testes colligere debet; ad tertium vero mallum similiter facere debet, ut novem testes jurent, quod servum ipsum æqualiter per totos mallos super plagiatorem dicentem audissent. Sic postea qui eum plagiaverit, MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3. Quæ confessio servi usque ad tres plagiatores admittatur, ea tamen ratione ut nomina hominum et villarum æqualiter per totos tres mallos debeant nominare.

4. Si quis hominem ingenuum plagiaverit, et vendiderit, in patriam reversus fuerit, MALB. *frio faltovo*, seu *audel fecto*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

5. Si quis hominem ingenuum vendiderit, et postea in patriam reversus non fuerit, MALB. *fal. cham*, VIIIM denarios culpabilis judicetur, qui faciunt solidos CC.

XLIII. DE SERVO QUI DE FURTO FUERIT INCULPATUS.

1. Si cujus servus in furtum fuerit inculpatus, si talis caussa est unde ingenuus DC denarios, qui faciunt solidos XV, componere debeat, servus super scamno trusus CXX ictus accipiat; si vero antequam torqueatur fuerit confessus, et ei cum domino suo convenit, CXX denarios, qui faciunt solidos III, dorsum suum redimat, dominus vero suus capitale restituat. Requirenti autem si major culpa fuerit, unde ingenuus MCCCC denarios, qui faciunt solidos XXXV, solvere debet, similiter servus CXXI colaphos accipiat. Et si in ipso supplicio confessus fuerit illi qui eum torquet, et ipse servum adhuc magis vult torquere etiam nolente domino, pignus domino servi dare debet, et sic servus ad supplicia majora datur; et si confessus fuerit, nihil ei super dominum credatur, ipse vero illum servum habiturus, qui eum torsit, et dominus servi, qui jam pignus accepit, pretium pro servo recipiat.

2. Si vero infra priora supplicia, id est CXXI colaphis, fuerit confessus, aut castretur, aut CCXL denarios, qui faciunt solidos VI, reddat : dominus autem servi capitalem in loco restituat.

3. Requirenti vero si talis culpa est unde homo ingenuus sive Francus VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur, servus solidis XV, id est DC denarios componat. Si vero in majoribus criminibus servus inveniatur, unde ingenuus MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, possit judicari, et inter supplicia confessus fuerit, capitali sententia feriatur.

4. Si autem servus de quolibet crimine inculpatus, dominus servi, si præsens est, ab eo qui repetit admoneatur, ut servum ad justa supplicia reddat. Et qui repetit virgas habeat paratas, quæ in similitudinem minimi digiti grossitudinem habeant; et scamnum paratum habere debet, et ibi servum ipsum extendere debet.

Si dominus servi supplicium detulerit[a], et servus præsens fuerit, continuo ipse qui repetit, domino servi solem collocet, et ad septem noctes placitum concedat[b], ut servum ad supplicium tradat. Qui si adhuc septem noctibus impletis servum tradere distulerit, solem ei, is qui petit, iterato collocet cum testibus, et sic iterum ad alias septem noctes placitum faciat, id est, in XIIII noctes a prima admonitione compleatur. Quod si, impletis XIIII noctibus, servum noluerit ad supplicium tradere, omnem caussam vel compositionem dominus in se recipiat, hoc est, si talis caussa fuerit, unde ingenuus DC denarios, qui faciunt solidos XV, potuerit componere, ipse dominus pro servo reddat.

5. Quod si adhuc major culpa fuerit, de qua servus requiritur, et dominus servi non ut servus solvat, sed ut ingenuus, totam legem super se soluturus excipiat.

6. Quod si vero servus absens fuerit, dominus servi a repetentibus tertio admoneri debet, ut servum suum intra septem noctes debeat præsentare; quod si non fecerit, tunc repetens cum testibus solem illi collocet, et sic ad alias VII noctes placitum illi concedat. Si tunc servum non præsentaverit, tunc repetens cum testibus solem illi collocet tertia vice adhuc ad septem noctes, ita ut totus numerus ad XXI noctem perveniat: quod si per tria hæc placita servum noluerit ligatum suppliciis dare, aut præsentare, et tamen per singula placita ei solem collocaverit, tunc dominus servi omnem repetitionem non qualem servus, sed qualem ingenuus, si hoc admisisset, tandem compositionem repetenti restituat.

7. Si vero ancilla in tale crimen inculpetur, unde servus castrari debeat, aut CCXL ictus accipere flagellorum, ipsa totidem ictus accipiat, aut CCXL denarios, qui faciunt solidos VI, componat.

8. Si quis cum servo alieno sine consilio domini sui negotiaverit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur. Certe si talis culpa est, unde ingenuus homo Francus VIIIM denarios componere debet, servus solidos XV culpabilis judicetur.

XLIV. DE HOMICIDIIS INGENUORUM.

1. Si quis ingenuus Franco aut Barbarum, aut hominem qui Salicâ lege vivit, occiderit, MALB. *leudi*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si vero eum in puteum aut sub aquam miserit, MALB. *uuath leudi*, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC[c], culpabilis judicetur.

3. Si quis hominem in puteum aut in vipida jactaverit, et vivus exinde evaserit, ut ad casam suam possit accedere, MALB. *chalip. sub dupio*, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

4. Si vero eum qui in truste dominica est occiderit, MALB. *leudi*, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

[a] distulerit. — [b] facere debet. — [c] solidos MDCC, *ms.*

5. Si vero eum de ballis aut de rama [a] super operuerit, [b] similiter LXXIIM denarios, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur.

6. Si Romanus homo conviva regis occisus fuerit, MALB. *leudi*, XIIM denarios, qui faciunt solidos CCC, componatur.

7. Si quis Romanum tributarium occiderit [c], MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV [d], culpabilis judicetur.

8. Si quis hominem ingenuum invenerit in quadrivio, aut in via, sine manibus aut pedibus, inimici sui vi detruncatus, et eum vita privat, aut occiderit, MALB. *frio fald* [e], IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

9. Si quis hominem ingenuum de barco abbatiderit sine voluntate, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

10. Si quis caput de homine, quod inimici sui in palum miserunt, sine voluntate alterius deposuerit, MALB. *raba nal*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

11. Si quis hominem in puteum jactaverit [f], et is exeundo vivus evadit, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

12. Si vero in puteo mortuus fuerit, MALB. *musthest*, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur [g].

13. Simili modo qui in pelagus hominem impinxerit, et exinde evaserit, MALB. *piomarina*, IIIIM denarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

14. Si quis puellam ingenuam occiderit, MALB. *nachala*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

15. Si quis Romanus homo possessor, id est qui res in pago ubi remanet proprias possidet, occisus fuerit, is qui eum occidisse convincitur, IIIIM denarios, qui faciunt solidos V, culpabilis judicetur.

16. Si quis hominem ingenuum quemlibet socium suum de quolibet crimine accusaverit, et per ejus commotionem sive mendacium, ille, qui accusatus est, occisus fuerit; si ei adprobatum fuerit, medietate leodis ejus componat: ille vero qui eum occiderit, secundum legem pleniter eum componat.

XLV. DE HOMICIDIIS IN CONTUBERNIO FACTIS.

1. Si quis collecto contubernio hominem ingenuum in domo sua adsallierit, et ibidem eum occiderit, MALB. *chames talia*, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

[a] aut de qualibet re. — [b] MALB. *math leud muster*. — [c] aut eum incenderit. — [d] solidos LXX, *male*. — [e] *unasbugo*. — [f] aut in quodlibet præcipitium, ubi periculum mortis esse potuerit, impinxerit. — [g] tota leode sua componatur, atque ita unaqueque persona, que majori vel minori compositione componi debuerat, si de præcipitio periculo mortis evaderit, medietate leodis sua componatur, qua componi debuerat, si mortuus fuisset.

2. Si vero in truste dominica ille[a] qui occisus est fuerat[b], LXXIIM denarios, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur.

3. Quod si corpus occisi hominis tres plagas vel amplius habuerit, tres qui inculpantur, et quod in eo contubernio fuerint probantur, legem superius comprehensam singillatim cogantur exsolvere : alii vero tres de eodem contubernio [c] IIIMDC denarios, qui faciunt solidos XC, unusquisque eorum culpabilis judicetur : et tres adhuc in tertio loco, de eodem contubernio, [d] MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, singuli eorum cogantur exsolvere. Si vero Romanus vel Lidus in tali contubernio occisus fuerit, hujus compositionis medietas solvatur.

4. Si quis, contubernio facto, villas alienas cum tribus effregerit, MALB. *alatfaltheo*, IIMCXX denarios, qui faciunt solidos LXXVIII, culpabilis judicetur.

XLVI. DE HOMICIDIIS IN CONVIVIO FACTIS.

1. Si in convivio, ubi quatuor aut quinque fuerint homines, unus ex ipsis interfectus fuerit[e], ille qui remanet, aut unum convictum reddant, aut omnes mortis illius compositionem collectent[f], quæ lex usque ad septem, qui fuerint in convivio illo, convenit observare.

2. Si vero in illo convivio plusquam septem fuerint, non omnes teneantur obnoxii, sed quibus fuerit imputatum, illi secundum legem componant.

3. Si quis foris casa, sive iter agens, sive in agro positus, a contubernio fuerit occisus, et tres vel amplius habuerit, MALB. *druchte lidio;* hoc est, et tres de eodem contubernio convicti fuerint, singillatim mortis illius compositionem componant, et tres alii de ipso contubernio MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, unusquisque illorum culpabilis judicetur. Et tres alii adhuc de ipso contubernio DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XLVII. DE REIPUS.

1. Si, ut fieri adsolet, homo moriens, viduam dimiserit, et eam quis in conjugium voluerit accipere, antequam eam accipiat, tunginus aut centenarius mallum indicent ; et in ipso mallo scutum habere debet, et tres homines, vel caussas mandare. Et tunc ille qui viduam accipere vult, cum tribus testibus qui adprobare debent, tres solidos æque pensantes, et denarium habere debet. Et hoc facto, si eis convenit, viduam accipiat[g].

2. Si vero ista[h] non fecerit, et sic eum acceperit, MALB. *reiphus hæc chala sinus*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

3. Si autem quæ superius diximus omnia secundum legem impleverit, et tres

— [a] illi juratus. — [b] qui eum occidisse probatur. — [c] MALB. *druche lennici*. — [d] MALB. *sro lastasia*. — [e] MALB. *sro laude stadio* — [f] conjectent. — [g] debet tunc ipse, qui viduam accipere debet, tres solidos æque pensantes, et denarium habere debet ; et tres erunt qui solidos pensare vel probare debent ; et hoc factum si ei convenit, sic accipiat cui debeatur. — [h] istud.

solidos et denarium ille cui reiphe debetur acceperit, tunc eam legitime accipiat. Hoc discernendum videtur cui reipus debeatur. Si nepos fuerit, sororis filius, senior ille accipiat; qui si neptis filius non fuerit, consobrinus filius, qui ex materno genere venit, ipse accipiat. Si autem nec consobrinus filius fuerit, tunc avunculus, frater matris reipum accipiat. Si vero avunculus non fuerit, tunc frater illius, qui ipsam mulierem antea habuerat, si in hereditatem defuncti fratris, id est mariti mulieris illius, venturus non est, ipse reippum accipiat. Quod si nec ipse fuerit, tunc qui proximus fuerit superius nominatis, sui singillatim secundum parentelam dicti sunt, usque ad sextum geniculum, si in hereditatem illius mariti defuncti non accedat, ipse reippos non accipiat.

4. Si autem nullus, nisi post sextum geniculum proximus fuerit, in fiscum reippi vel caussa, quæ inde acta fuerit, colligatur.

XLVIII. DE MIGRANTIBUS.

1. Si quis super alterum in villa migrare voluerit, et aliqui ex eisdem, qui in villa consistunt, eum suscipere voluerint, et vel unus vel aliquis ex ipsis extiterit qui contradicat, migrandi licentiam ibidem non habeat. Si vero contra intradictum unius vel duorum in villa ipsa adsedere præsumpserit, tunc testare illi debent, et si noluerit exinde exire, ille qui restat, cum testibus sic ei debet testare, ut inter decem noctes exinde exeat; et si adhuc post decem noctes noluerit exire, iterum debet ad ipsum venire, et testare similiter, ut iterum ad alias decem noctes exinde debeat exire; et si adhuc noluerit, iterum decem noctes ad placitum addat, et sic XXX noctes impleat. Si nec tunc voluerit exire, tunc manniat eum ad mallum, et testes suos in singulos mallos, qui ibidem fuerint, secum habere debeat præstos[a]; et si ipse cui testatum est noluerit venire, et aliqua sumis non detinuerit eum, ipse secundum legem qua diximus testatus est, tunc ipse qui testavit, super fortunam suam ponat, et roget gravionem ut accedat ad locum, et ipsum inde expellat, et si ibi aliquid elaboravit, quia legem noluit audire, amittat, et insuper MALB. *uuidre sa thalo*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

2. Si quis vero admigravit, et ei aliquis intra XII menses[b] nullus testatus fuerit, ubi admigravit, securus sicut alii vicini consistat[c].

3. Si quis vero aliam in villam alienam migrare antequam conventum fuerit rogaverit, [d] MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XLIX. DE ADFRAMIRE.

1. Hoc convenit observare, ut tunginus aut centenarius mallum indicent, et scutum in ipso mallo habere debet, et postea tres homines tres caussas demandare debent; postea in ipso mallo requirant hominem, qui ei non pertinet, et sic

[a] paratos. — [b] noctes. — [c] maneat. — [d] MALB. *andux thcoco*.

fistucam in laisam jactet, et ipse in cujus laisam fistucam jactaverit, dicat verbum de fortuna sua, quantum ei voluerit dare, aut si totam aut si mediam fortunam suam cui voluerit dare. Postea ipse, in cujus laisam fistucam jactavit, in casa ipsius manere debet, et hospites tres suscipere, et de facultate sua quantum ei datur, in potestate sua habere debet. Et postea ipse cui creditum est, omnia cum testibus collectis ista agere debet, et sic postea, ante Regem, aut in mallo legitimo, illi cui fortunam suam deputaverit, reddere debet, et accipiat fistucam in mallo ipso. Et ipsum quem heredem deputavit ante XII menses, in laisio suo jactet nec minus nec majus, nisi quantum ei creditum est; et si contra hoc aliquid dicere voluerit, tres testes habere debet, qui jurati dicant, quod ibi fuerint in mallo, quod tunginus aut centenarius indixerunt. Et quomodo vidissent hominem illum, quod fortunam suam donavit[a] in laiso illius quam jam elegerat fistucam jactare, et dominare[b] debent qui fistucam in laisum jactit, nec non et illum in cujus laisum fistucam jactavit, et illum quem heredem appellavit. Similiter nominent alii testes jurati, et dicant, quod in casa illius, qui fortunam suam donavit, illi in cujus laisam fistucam jactavit, ibidem mansisset, et hospites tres vel amplius collegisset, et pavisset, et ei ibidem gratias egissent, et in beudo suo pultes manducassent, et testes collegissent. Ista omnia alii tres testes jurati dicere debent, quoniam in mallo legitimo vel ante regem, illi qui accepit in laisam fistucam, fortunam suam donavit, et ille acceperit in mallo, hoc est ante theada vel tunginum fortunam illam, qua heredem eum appellavit[c], publice coram omnibus hominibus fistucam in laisam ipse jactasset : et hæc omnia novem testes debent affirmare.

L. DE FILTORTIS QUI SALICA LEGE VIVUNT.

1. Si quis servum aut ancillam, caballum aut bovem, aut jumentum, aut quamlibet rem sub alterius potestate agnoverit, mittat eum in tertiam manum, et ille apud quem agnoscitur debet adrhamire; et si intra Ligerim, aut Carbonariam, aut citra mare ambo manent, et qui cognoscitur, et apud quem cognoscitur, in noctes XL placitum faciant, et in ipso placito, quanticumque fuerint, qui rem[d] ipsam vendiderunt, aut cambiaverunt, aut fortasse in solutionem dederunt, omnes intra placitum istum commoneantur; hoc est, unusquisque cum negotiatoribus suis alter alterum admoneat. Si quis vero commonitus fuerit, et sumis eum non detinuerit, et ad placitum venire distulerit, tunc ille cum quo negotiavit mittat tres testes, quomodo ei maniaverit, quod ad placitum veniat. Et alios tres similiter habeat, quod publice cum eo negotiarit : istud si fecerit, exuit se de latrocinio; ille autem qui amonitus non venerit, si super eum testes juraverint, erit latro et fur illius qui res suas agnoscit; et pretium ei reddatur, et omnia secundum legem componat, cum quo negotiavit[e]. Ista omnia facere debet in mallo, ubi ipse rhamallus esse videtur,

[a] dominavit; *alias* dare voluit. — [b] nominare debent qui fistucam in laisum electi jactavit. — [c] appellare placuit. — [d] intertiatum. — [e] apud quem suas res agnoscit

super quem res primitus agnita fuerit, aut intertiata. Quod si trans Ligerim, aut Carbonariam ambo manent, ille apud quem res agnoscitur, in noctibus LXXX lex ista custodiatur.

LI. DE FALSO TESTIMONIO.

1. Si quis falsum testimonium præbuerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si cuicumque aliquid imputatum fuerit, quod aliquid perjuratus sit, et non potuerit adprobari, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si alicui fuerit imputatum quod se perjurasset, et hoc qui imputaverit adfirmare poterit, tres de ipsis conjuratoribus perjuri, unusquisque ad illorum DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur. Alii vero qui super tres fuerint singuli quinis solidis, id est CC denariis, culpabiles judicentur; ipse vero cui imputatum fuerit, excepta caussa, vel capitale et delatura, CC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

LII. DE TESTIBUS ADHIBENDIS.

1. Si quis testis necesse habet ut donet, et fortassis testis non vult ad placitum venire, ille qui eos necessarium habet, manire illos debet cum testibus, ut de eo quod viderunt testimonium præbeant; et si venire noluerint, et eos sumis non detinuerit, unusquisque illorum DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si vero præsentes in testimonium fuerint vocati, et ea quæ viderunt testimonium præbere noluerint, et perbanniti fuerint, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

LIII. DE FIDE FACTA.

1. Si quis ingenuus aut lidus alteri fidem fecerit, et noluerit solvere, tunc ille cui fides facta est, in noctes XIIII sive XL aut quomodo placitum fecerit, is qui fidem dedit, ad domum illius, qui fidem accepit, cum testibus venire debet, vel cum illis qui pretium adpretiare debent. Si is fidem factam noluerit solvere, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si vero adhuc supradictum debitum solvere noluerit, debet eum manire, et nestigantio sic admallare : « Rogo te, tunzino, ut neistigante Gassachio meum illum, qui mihi fidem fecit, legitimum enim mihi debet debitum (et nominare debet, quale debitum debeat, et unde fidem fecit) secundum legem Salicam mihi adstringas. » Tunc tunzinus dicere debet : « Ego nestigantio gasachio illo tuo in hoc mallo, quod lex Salica habet. » Et tunc ipse cui fides facta est debet testificare, ut nulli alteri nec solvat, nec pignus donet solutionis, antequam impleat quod fidem fecit; et sic festinantes ipsa die ad domum illius qui fidem ei fecit, cum testibus ambulare debet, et rogare ut debitum suum illi solvat, et si hoc noluerit, solem ei collocet*;

* culcet.

et si ei solem collocaverit, tres solidos super debitum addat, et sic usque ad tres vices, per tres manitas[a] facere debet, et super tres vices, ista omnia facta si noluerit componere, usque ad novem solidos debitum ascendat, id est, ut per singulas admonitiones vel solem collocatum[b] terni solidi accrescant.

3. Si vero nec fidem factam ad placitum legitime factum voluerit persolvere, tunc ille, cui fides facta est, ambulet ad gravionem loci illius, in cujus pago manet, accipietque fistucam, et dicat verbum : « Tu, gravio, rogo te ; homo ille qui mihi fidem fecit, quem legitime habeo admallatum[c] secundum legem Salicam, et in hoc quod lex Salica habet et continet, et ego super me et super fortunam meam pono, quod securus mitto super fortunam suam manum. » Et dicat de quanta caussa quantum ei fidem fecerit. Tunc gravio roget septem rathimburgios, qui secum ambulent ad domum illius qui fidem fecit; dicat, si præsens est : « Voluntate tua solve homini isto, de eo quod ei fidem fecisti, et elige duos ex his quos volueris, quibus cum quod solvere debes, adpretiato et hoc quod debes, secundum justum pretium solve et satisfac. » Quod si audire noluerit præsens, aut si absens fuerit, statim rathimburgii adpretiato pretio, et quod debito secundum justum pretium satisfaciat, et quantum valuerit debitum quod debet, hoc de fortuna sua tollat, et ipsa lege duas partes ille, cujus caussa est, ad se revocet, et tertiam partem in frido gravio ad se recolligat, si tamen fridus vim de ipsa caussa non fuit solutus.

4. Si gravio invitatus fuerit, et non venerit, si sumis eum non detinuerit, aut certa ratio dominica eum non distulerit, ut ibi non ambulet, neque mittat, ut cum justitia exigatur debitum, aut se redimat, aut de vita componat.

LIV. DE ANDOCMITO.

1. Si quis gravionem ad res alienas tollendum invitaverit, [d]et eum legitime jachtivum aut admallatum non habuerit, qui eum rogat, ut injuste aliquid tollat[e], antequam eum per legem habeat admallatum, aut consecutum quod ei in mallo fidem fecisset, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si vero gravio invitatus ad alterius caussam, supra legem aut debitum aliquid præsumpserit, aut wereguldum suum redimat, aut de vita componat.

LV. DE REM PRÆSTATA.

1. Si quis alteri de rebus suis aliquid præstiterit, et alius ei reddere noluerit, sic eum debet mallare. Cum testibus ad domum illius cui rem suam præstitit accedat, et sic contestetur ei : « Quia res meas noluisti reddere quas tibi præstiti, in hoc, eas tene nocte proxima, quod lex Salica continet. » Et sic ei solem collocet : et si nec tunc voluerit reddere, adhuc super VII noctes similiter facere debet : et si nec tunc voluerit reddere, ad alias septem noctes similiter facere debet : et si nec tunc

[a] nundinas. — [b] culcatum. — [c] adjachtitum. — [d] antequam gasachium suum. — [e] fiscare debeat.

voluerit reddere, ad alias septem noctes similiter facere debet; et si nec tunc voluerit reddere, ad alias septem noctes id faciat. Post quas ad hunc cum testibus venire debet, et roget ut sibi debitum suum reddat, et si nec tunc reddiderit, solem ei collocet; et si per tres vices solem collocaverit, et si nec tunc reddere voluerit, aut fidem facere super illos VIII solidos, qui per tres amonitiones adcreverunt super debitum superius adhuc amplius, MALB. *tau the*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

LVI. DE MANU AB ÆNEO [a] REDIMENDA.

Si quis ad inium [b] mallatus fuerit, et forsitan convenerit ut manum suam redimat, et juratores donet; et si talis caussa est, de qua, si legitime convictus fuisset, XV solidos componere deberet, tunc CXX denarios, qui faciunt solidos III, manum suam redimat: quod si amplius ad manum suam redimendam dederit, fredus exinde solvatur gravioni quantum de ipsa caussa, si convictus fuisset. Si vero major caussa est, unde MCC denarios, qui faciunt solidos XXX [c], poterat componere, et convenit ut manum suam redimat CCXXXX, qui faciunt solidos VI [d], manum suam redimat. Quod si amplius dederat, fredum solvat, quantum si de caussa convictus fuisset. Si vero major culpa fuerit, unde si probatus fuisset, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, et convenit ut manum redimat, DC denarios, qui faciunt solidos XV, solvat: quod si amplius dederit, fredus exinde solvatur [e], tantum quantum si de caussa illa probatus fuisset. Ista redemptio usque ad leudem permanet. Si vero leudi alteri imputaverit, et eum ad æneum [f] habet amallatum, et convenit, ut manum suam redimat, solidos XXX donet; quod si amplius dederit fredus de ipso leudi solvatur [g].

LVII. DE GRAVIONE OCCISO.

1. Si quis gravionem occiderit, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2. Si quis sagbaronem [h], aut gravionem, qui puer regius fuerat, XIIM denarios, qui faciunt solidos CCC, culpabilis judicetur.

3. Si quis sacebaronem, qui ingenuus est, et se vel alium sacebaronem posuerit, occiderit, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

4. Sachibarones vero in singulis mallebergiis plus quam tres esse non debent; et si de caussa illi aliquid sanum dixerint, penitus gravio nullam habeat licentiam removendi [i].

[a] manum de inium. — [b] æneum. — [c] XXXV, *male*. — [d] IX, *male*. — [e] gravioni. — [f] inium. — [g] fredum gravioni persolvat, tanquam si de ipsa caussa convictus extitisset. — [h] sacebaronem. — [i] aliqua ante illos secundum legem fuerit definita, ante gravionem eam removere non licet, si illi securitatem præstiterint

LVIII. DE CORPORIBUS EXPOLIATIS.

1. Si quis corpus occisi hominis, antequam in terram mittatur, expoliaverit [a], MALB. *cheo mosido*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur. Et antiqua lege, si corpus jam sepultum exfodierit, et expoliaverit, wargus sit usque in diem qua cum parentibus ipsius defuncti convenerit, et ipsi pro eo rogent, ut inter homines liceat ei accedere; et quicumque antea ei aut panem, aut hospitale, sive uxor sua, sive proxima, ei dederit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur. Tandem auctor ex scelere, qui hoc admisisse probatur, MALB. *thurni chale*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si quis hominem mortuum, super alterum in petra, aut in naufo miserit [b], MALB. *idulgus*, solidos XXXV culpabilis judicetur.

3. Si quis tombam [c] super mortuum hominem expoliaverit, MALB. *tarnichalis*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4. Si quis cheristaduna super hominem mortuum capulaverit, MALB. *mandoado*, aut *silave*, quod est porticulus [d], super hominem mortuum dejecerit, de unaquaque MALB. *creo burgio* [e], DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

5. Si quis basilicam super hominem mortuum expoliaverit, MALB. *chre ottarsino*, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

LIX. DE DESPECTIONIBUS.

1. Si quis ad mallum venire dispexerit, aut quod ei a rathinburgiis fuerat indicatum adimplere noluerit, si nec de compositione, nec ad æneam, nec de ulla lege fidem facere voluerit, tunc ad regis præsentiam ipse manniri debet, et ibidem cum duodecim testibus ire debet, qui per singula placita jurati dicant, quod ibidem fuissent, ubi rathiburgii ei indicaverunt, ut ad æneum ambularet, aut per compositionem fidem faceret, et ille dispexerit. Iterum alii tres jurare debent, quod ibidem fuissent, post illam diem, quo ei rathenburgii indicaverunt, aut per æneum aut per compositiones se educeret : hoc est, de illa die in quadraginta noctes in mallobergo iterum solem collocaverit, et nullatenus legem voluerit implere. Tunc eum debent mannire ante regem in XIIII noctes; et tria testimonia jurando dicant, quod eum manisset: et si nec tunc venerit, ista omnia novem testimonia jurati dicant, sicut superius diximus. Similiter illa die si non venerit, collocent illi solem iterum, et illa tria testimonia quæ ibidem fuerint ubi collocaverit solem. Tunc cum ista omnia impleverit, qui eum admallat, et ille qui admallatur ad nullum placitum venerit, et pro lege se educere noluerit, tunc rex, ad quem mannitus est, extra

[a] in furtum; *alias*, per furtum. — [b] nauchо. — [c] tomolam. — [d] stafilus. — [e] *bardio*.

sermonem ponet[a], et ita ille culpabilis et res suæ erunt in fisco, aut ejus cui fiscus dare voluerit; et quicumque ei aut panem dederit, aut in hospitalitatem collegerit, sive sit uxor sua[b], aut proxima, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, donec omnia secundum legem, ea quæ illi injuncta sint, componat.

2. Si quis alterum in mallo per legem vicerit, et is fidem facere dispexerit, aut pretium solvere, tunc rathinburgii eum debent attendere, secundum legem qualis caussa esse videtur, et ille qui eum mallavit ad casam suam, ei nuntiare debet pretium aut debitum; et si tunc ei satisfacere noluerit, tunc per legem debet attendere, et postea grafio ad casam suam invitari, ut quod lex est, is de caussa et rebus suis secundum legem referat.

LX. DE RATHINBURGIIS.

1. Si qui rathinburgii legem voluerint dicere in mallebergo residentes, cum caussam inter duos discusserint, debet eis qui caussam requirit dicere : « Dicite nobis legem Salicam. » Si illi tunc noluerint dicere, tunc iterum qui caussam requirit, dicit : « Vos tangano ut mihi et isto legem dicatis. » Bis aut tertio hoc debet facere. Si vero illi noluerint dicere, tunc qui caussam repetit debet dicere : « Ego vobis tangano usque quo mihi legem dicatis Salicam. » Tunc septem de illis rathenburgiis, collocato sole, IX solidos culpabilis unusquisque judicetur. Quod nec sic legem dicere voluerint, nec solvere, nec fidem facere, tunc solem illis iterum collocet, et sic postea XV solidis unusquisque culpabilis judicetur. Si vero rathinburgii non secundum legem judicaverunt Salicam, his contra quos sententiam dederunt, solidos XV solvant.

2. Si vero rathenburgii illi legem dixerint, et ille, contra quem dixerunt, eis contradiçat, et hoc sustinere noluerit; eos enim contra legem judicasse sibi putat; et id comprobare non poterit, unicuique de septem rathinburgiis DC denarios, qui faciunt solidos XV, solvat.

LXI. DE CHREN CEUDE.

1. Si quis hominem occiderit, et in tota facultate non habuerit unde totam legem impleat, duodecim juratores dabit quod nec subtus terram, neque supra terram, plus de facultate habeat quam donavit[c]. Et postea debet in casam suam intrare, et de quatuor angulis terræ pulverem in pugno colligere, et postea in duropello stare, et intus casam cuptare debet, et sic de sinistra manu trans suas scapulas jactare super proximiorem parentem. Quod si jam pater, aut mater, seu frater, pro ipso solverunt, super sororem tunc matris, aut super ejus filios debet illam terram jactare : quod si isti non fuerunt, super tres de generatione patris et matris, qui proximiores sunt : et postea in camisia discinctus, discalceatus, palo in manu supra septem salire, ut pro medietate quantum pro compositione deberet, aut

[a] extra sermonem suum eum esse dijudicet. — [b] uxor propria. — [c] nisi quod donatum habeat.

quantum lex addicat, illi tres solvant de materna generatione: hoc et illi alii qui de paterna generatione veniunt, facere debent.

2. Si vero aliquis ex illis pauperior fuerit, et non habet unde integrum solvat debitum, quicumque de illis plus alio habet exsolvat, et iterum super illum chrene chruda ille qui est pauperior jactet, ut ille totam legem solvat: quod si hic etiam non habet ut legem solvat, et totam legem componat, tunc illum qui homicidium fecit tollit, qui eum in fide sua habet, et per quatuor mallos præsentem faciat; et si eum per compositionem aut fidem nullus suorum tulerit, hoc est, eum redimat, aut pro eo persolvit, tunc de vita componat.

3. At præsentibus temporibus, si de suis propriis rebus non habuerit unde transolvere aut se de lege defensare possit, omnis caussa superius comprehensa ad caput suum pertinet observare.

LXII. DE ALODIS.

1. Si quis mortuus fuerit, et filios non dimiserit, si pater aut mater superstites fuerint, in ipsam hereditatem succedant.

2. Si pater et mater non superfuerint, et fratrem aut sororem dimiserit, in hereditatem ipsi succedant.

3. Si isti non fuerint, tunc soror matris in hereditate succedat.

4. Si vero soror matris non fuerit, sic soror patris in hereditate succedat.

5. Et postea sic de illis generationibus, quicumque proximior fuerit, ipsi in hereditate succedant qui ex paterno genere veniunt.

6. De terra vero Salica in mulierem nulla portio hereditatis transit, sed hoc virilis sexus acquirit[a]; hoc est, filii in ipsa hereditate succedunt. Sed ubi inter nepotes aut pronepotes, post longum tempus, de alode terræ contentio suscitatur, non per stirpes, sed per capita dividantur.

LXIII. DE EO QUI SE DE PARENTILLA TOLLERE VULT.

Si quis de parentilla tollere se voluerit, in mallum aut in tunchinium admallare debet[b], et ibidem quatuor fustes alvinos super caput suum frangere debet in quatuor partes, et illas in mallo jacere debet, et ibi dicere: Quod se et de juramento et de hereditate et de tota ratione illorum tollat: et sic postea, si aliquis de suis parentibus aut moriatur, aut occidetur, nulla ad illum compositio hereditatis perveniat. Simili modo, si ille moriatur, ad suos parentes non pertineat caussa nec hereditas ejus, sed amodo cum duodecim juratoribus se exinde educat[c].

[a] De terra vero Salica nulla portio hereditatis mulieri veniat; sed ad virilem sexum tota terræ hereditas pervenit. — [b] MALB. ante tunchinum aut centenarium ambulet. — [c] hereditas autem ejus ad fiscum pertineat, aut cui fiscus dare voluerit.

LXIV. DE HAROUVENO.

1. Si quis alteri de manu aliquid per vim tulerit et raubaverit, aut expoliaverit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, et rem pro capitale restituat.

2. Si vero quicumque desuper hominem aliquid in tertia manu miserit, et ei per virtutem aliquid tulerit*, MALB. *charouveno,* MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

LXV. DE COMPOSITIONE HOMICIDII.

Si cujuscumque pater occisus fuerit, medietatem filii in compositione colligunt, et aliam medietatem parentes qui proximiores fuerunt, tam de paterna quam de materna generatione dividunt. Quod si de paterna vel materna parte nullus proximus fuerit, portio illa ad fiscum perveniat, vel cui fiscus concederit.

LXVI. DE HOMINE IN HOSTE OCCISO.

1. Si quis hominem occiderit in hoste, tripla compositione componatur, sicut in patria componere debuit.

2. Si quis hominem ingenuum qui lege Salica vivit, in hoste in companio de companiei suorum occiderit, secundum quod in patria, si ipse occisus esset, componere debuisset, in triplo componat.

3. Si quis hominem ingenuum, qui Salica lege vivit, in hoste occiderit, MALB. *leudardi tres pellia,* XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

4. Si vero in triste dominica, ille qui occisus est, occisus fuerit, MALB. *leudardi tres pellia,* LXXIIM denarios, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur.

LXVII. DE HERBURGIUM.

1. Si quis alterum chervioburgum, hoc est strioportium, clamaverit, aut illum qui inium dicitur portasse ubi strias cocinant, et eum convincere non poterit, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

2. Si quis mulierem ingenuam striam clamaverit, aut meretricem, et convincere non potuerit, VIIMD denarios, qui faciunt solidos CLXXXVII, culpabilis judicetur.

3. Si stria hominem comederit, et convicta fuerit, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

LXVIII. DE CABALLO EXCORTICATO.

Si quis caballum extra consilium domini sui decorticaverit, MALB. *leudardi,* DC

* Si quis homini aliquid quod ei in tertiam manum missum fuerat, per vim tulisse convincitur.

denarios, qui faciunt solidos xv, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura. Et si confessus fuerit, capitale tantum restituat; si vero negat, et convictus fuerit, solidos xv componat.

LXIX. DE EO QUI HOMINEM VIVUM DE FURCA TULERIT.

1. Si quis hominem vivum de furca tollere præsumpserit, et fuga lapsus fuerit, ille qui eum tulerit, aut vitam pro ipso amittat, aut VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si vero quis hominem mortuum de furca sine voluntate aut consilio judicis, aut ipsius cujus caussa est, tulerit, pro culpa, qua suspensus est, quidquid exinde lex docuerit, ille qui eum tulerit, culpabilis judicetur.

3. Si quis hominem de bargo vel de furca dimiserit sine voluntate judicis, MDCCC denarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

4. Si quis sine consensu judicis, de ramo ubi incrocatur, deponere præsumpserit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

LXX. DE EO QUI FILIAM ALIENAM ACQUISIERIT, ET SE RETRAXERIT.

Si quis filiam alienam ad conjugium quæsierit præsentibus suis et puellæ parentibus, et postea se retraxerit, et eam accipere noluerit, MALB. *frifra sigena*, MMD denarios, qui faciunt solidos LXII et dimidium, culpabilis judicetur.

LXXI. DE BASILICA INCENSA.

Si quis voluntario ordine, aut fortasse per negligentiam basilicam incenderit, MALB. *ala trude theo tidio*, VIIIM denarios, qui faciunt solidos CC.

LXXII. DE TERRA COMMENDATA.

Si quis alteri avicam terram suam commendaverit, et ei noluerit reddere, si eum admallaverit et convinxerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

LXXIII. DE CULTELLO SEXXAUDRO.

Si quis alteri cultellum furaverit, et ei fuerit adprobatum, ipsum in loco restituat, et insuper DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

LXXIV. DE CHREODIBA.

1. Si quis hominem ingenuum seu in sylva, seu in quolibet loco occiderit, et ad celandum igne combusserit, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2. Si quis antrussionem vel feminam taliter interfecerit, aut celeraverit, aut igne cremaverit, LXXIIMD denarios, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur.

LXXV. DE MULIERE GRAVIDA OCCISA.

1. Si quis mulierem gravidam occiderit, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur. Et si probatum fuerit quod partus ille puer fuerit, simili conditione pro ipso puero DC solidos culpabilis judicetur.

2. Si quis puellam intra duodecim annos usque ad duodecimum impletum occiderit, solidos CC culpabilis judicetur.

3. Si vero majori ætate usque ad sexagesimum annum, quousque partum habere potuerit, occiderit, XXIIIIM denarios, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

4. Si postea fuerit occisa, quando jam partum amplius habere non potuerit, solidos CC culpabilis judicetur.

LXXVI. DE ANTRUSSIONE.

1. Si antrussio antrussionem de quacumque caussa admallare noluerit, ubicumque eum invenire potuerit, super septem noctes cum testibus eum rogare debet, ut ante judicem ad mallobergo de caussa quæ imputatur ex hoc respondendo debeat convenire. Si eis ibidem non convenerit, aut iste venire distulerit, qui ipsum admallaverit, in nubi eum solsatire debet. Sic postea iterata vice ad noctes XIIII eum rogare debet, ut ad illum mallebergo debeat venire ad dandum responsum. Et qui admallatur, si eo venerit, tunc qui eum admallavit, si caussa minor fuerit, aut minus quam XXXV solidos componatur, debet ibi sextus wedredo jurare; et ille postea qui rogatus fuerat, si se ex hoc idoneum esse cognoscat, se debet postea cum duodecim per sacramenta absolvere. Si vero major caussa fuerit, quam XXXV solidis culpabilis inveniatur, seu adhuc majori numero superest, ut unde minus quam XLV solidi non judicentur, ipse qui eum rogavit, cum novo wuedredo debet jurare; et ille qui rogatus est, si se idoneum agnoscit, se cum octavo decimo datis sacramentis absolvere debet. Si certe talis fuerit caussa unde XLV solidos aut amplius usque ad leudem componere debet, ipse qui eum rogavit, debet duodecimus wedredo jurare; et ipse qui rogatus est, si se innocentem esse cognoscit, vicesimus quintus datis sacramentis absolvere se debet. Si vero de leude eum rogatum habuerit, debet qui eum rogavit cum XII wedredo jurare, et ipsas XIIII noctes æneum calefacere; et si ad ipsum placitum venire despexerit, aut manum suam in æneum mittere noluerit, quicumque antrusco ille de caussa superius comprehensa per sacramenta absolvere se non potuerit, aut manum suam pro leude in æneum mittere despexerit, aut in placitum venire distulerit, tunc ille qui eum rogatum habuit solem ei collocare debet, ad ipsam vero diem, mallobergo ipso, in XL noctibus. Si nec ibi se conduxerit, tunc ille qui eum rogatum habuit solem collocet: postea illum ad præsentiam Regis ad noctes XIIII rogare debet, et ibidem duodecim testes ponere, qui per singulas vices tres jurati dicant quod ibi fuissent, ubi illi

amonitio ad XIIII noctes solem collocasset, et ille de sacramento se non absolvat, nec manum suam pro leude in æneum posuisset. Similiter et alii tres testes dican, quod in XL noctibus sole ei collocato, et ille nullatenus de antrussione gavialto estre legibus dixisset. At tertia vice tria testimonia similiter dabit, qui dicant qualiter eum ad præsentiam Regis venire rogasset: et si nec tunc venerit, ipsa novem testimonia, sicut superius diximus, jurati dicant. Similiter illa die, si non venerit, collocet ei solem, et illa tria testimonia quæ ibi fuerant quando sol collocabatur. Si ista omnia impleverit qui eum admallat, et ille qui admallatur ad nullum placitum venire voluerit, tunc Rex ad quem mannitum est, eum extra sermonem suum ponat, et quicumque eum aut paverit, aut hospitium illi dederit, si fuerit uxor propria, solidos XV culpabilis judicetur, donec omnia quæ illi imputantur legibus componat.

2. Si antrussio antrussionem pro qualibet caussa manierit, aut fidejussorem quæsierit, et eum secundum legem non rogaverit, solidos XV culpabilis judicetur, excepto quod prætermittit caussa illius, anno integro nullatenus terminetur.

3. Si antrussio contra antrussionem testimonium juraverit, solidos XV culpabilis judicetur.

LXXVII. DE EO QUI IN ALIENA DOMO RESEDIT.

1. Si quis super ingenuum in domo sua resedit, aut alius ingenuus voluntate sua lapidem super tectum jactaverit in illius contumeliam, vel aliorum quicumque in domo sua resederunt, pro unaquaque persona quinos denarios solidos culpabilis judicetur.

2. Si certum fuerit, qui jactaverit, et illud fecerit, culpabilis judicetur.

LXXVIII. IN QUANTAS CAUSSAS THALAPTAS DEBEANT JURARE.

Si amplius juraverit quam tres caussas, rem illam in capite perdat; et quantum lex de caussa illa habuerit, culpabilis judicetur; et de illis qui juraverunt tres, qui seniores fuerunt, XV solidos culpabiles judicentur, et reliqui juratores quinis solidis componant. Possunt autem jurare de dote, de re in hoste perdita, et de homine qui in servitium revocatur.

LXXIX. DE DELATURA.

1. Si quis hominem occiderit, et quod lex habuit pro eo dederit, solidos XXX pro delatura componat.

2. De puero aut liberto, solidos XV.

3. De furtibus vero aliis, VII solidos.

4. Caussæ vero dominicæ in triplo componuntur.

LXXX. INCIPIUNT CHUNNAS[1].

1. Hoc est, unum *thoa lasthi*, solidos III culpabilis judicetur.
2. *Sex anchunna*, solidos XV culpabilis judicetur.
3. *Septun chunna*, solidos XVII culpabilis judicetur.
4. *Theuwalt chunna*, solidos XXX culpabilis judicetur.
5. *Thue septen chunna*, solidos XXXV culpabilis judicetur.
6. *Theu wenet chunna*, solidos XLV culpabilis judicetur.
7. *Tho to condi weth chunna*, solidis et dimidio culpabilis judicetur.
8. *Fit ternu sunde*, solidis C culpabilis judicetur.
9. *Acto et usunde*, solidis CC culpabilis judicetur.
10. *Theo to sunde tertheo chunna*, solidis DC culpabilis judicetur.
11. *Fit terno sunde thue aptheo chunna*, solidis DCCC culpabilis judicetur.

[1] Ce titre se trouvant aussi dans le manuscrit de la Bibliothèque royale 4,627, j'ai indiqué les variantes, page 156.

CINQUIÈME TEXTE.

LEX SALICA A CAROLO MAGNO EMENDATA ANNO DCCLXVIII[1].

Le texte que je publie maintenant est presque toujours désigné dans les manuscrits, et en général il est connu par les savants, sous le nom de *Lex reformata*, *Lex a Carolo magno emendata;* mais il n'existe que deux manuscrits, l'un en France et l'autre en pays étranger, qui donnent une date à cette révision.

1° Le manuscrit 4626 de la Bibliothèque royale contient la mention suivante : « *Anno ab incarnatione D. N. J. C.* DCCLXVIII, *indictione* VI, *dominus* « *rex noster Carolus hunc libellum tractati legis Salice scribere jussit*[2]. »

2° Le manuscrit 728 du chapitre de Saint-Gall offre avec une formule presque identique le millésime de DCCLXXVIII.

De ces deux années DCCLXVIII et DCCLXXVIII, la première seule concourt avec l'indiction VI. Du Tillet, Fr. Pithou, Bignon, Baluze ne s'y sont pas néanmoins arrêtés. Ils n'en donnent point de motifs; peut-être ont-ils considéré qu'il était peu probable que Charlemagne eût pris la résolution de faire reviser la loi Salique, immédiatement après la mort de son père, arrivée en septembre 768, et lorsqu'il partageait encore le trône avec Carloman son frère. Ils ont, en conséquence, mais sans se fonder sur aucun manuscrit, adopté la date de DCCXCVIII,

[1] Je n'indique point, comme je l'ai fait pour les quatre premiers textes, les numéros de cette rédaction, parce que mon projet n'est pas d'en relever minutieusement les variantes. Le nombre des manuscrits de cette famille dont j'ai connaissance est d'environ cinquante, ainsi qu'on l'a vu dans ma préface, où je les ai marqués d'un signe particulier.

[2] Les manuscrits 4628 A et 4760 contiennent, il est vrai, les mêmes énonciations, mais sans millésime ni blanc pour le recevoir; il est probable qu'ils sont des copies du manuscrit 164 *bis* (suppl. lat.), dans lequel il y avait très-certainement un millésime écrit. Mais, dès le temps de Baluze, le chiffre était *caltelli ope erasus*, ainsi qu'il le dit, t. II, col. 1048, et que j'ai pu m'en assurer. Tous les essais qu'à ma prière on a tentés à la Bibliothèque royale pour faire revivre l'indication ont été sans succès.

par la seule considération, sans doute, que l'indiction VI correspond avec ce millésime; car la date du manuscrit de Saint-Gall ne présente point cette concordance. A ce moyen, ils ont opéré, relativement au manuscrit 4626, la substitution des lettres numérales LXXXX (XC) à LX, et relativement au manuscrit de Saint-Gall, la même substitution à LXX. On aurait pu, avec moins de peine et peut-être autant de vraisemblance, changer, dans la date du manuscrit de Saint-Gall, le V en X, et alors on trouvait l'an DCCLXXXIII, avec lequel concourt l'indiction VI. A cette époque, Charlemagne, seul roi des Francs, s'occupant de faire reviser les livres liturgiques, ainsi que le prouve son encyclique de 782, il n'y aurait rien de surprenant qu'il eût pris la même mesure pour le recueil des coutumes saliques.

Mais cette conjecture, de même que celle qui a porté les anciens éditeurs à adopter la date de DCCXCVIII, exige une correction dans les textes. J'ai donc cru préférable de m'en tenir à la leçon du manuscrit 4626, dont la date réunit la double condition d'appartenir au règne de Charlemagne et de concorder avec l'indiction VI, laquelle est énoncée même dans les manuscrits où manque le millésime.

Le travail exécuté par ordre de Charlemagne ne fut point, à proprement parler, une révision, une rédaction nouvelle appropriée aux changements que les usages nationaux avaient pu subir pendant trois siècles. Ce fut seulement en 803 que le monarque s'en occupa; et Eginhard, *Vita Karoli magni*, cap. 29, dit que : *pauca capitula, et ea imperfecta legibus addidit*. Ce témoignage contemporain est remarquable; et la lecture du capitulaire de 803 le confirmerait au besoin.

Quant à l'opération faite en 768, selon moi, ou en 798, selon les anciens éditeurs, opération que les documents appellent *lucide emendatum*, elle consista à faire disparaître les gloses malbergiques dont personne ne connaissait plus le sens et l'orthographe; à corriger un peu la latinité; à élaguer des rédactions précédentes un certain nombre de titres interpolés ou ajoutés arbitrairement[1]; à en admettre quelques-uns[2], qui sans doute avaient obtenu la sanction de l'autorité publique ou du consentement général, et qui ne sont point dans les rédactions antérieures. On ne saurait même garantir que Charlemagne ait interdit l'usage de ces rédactions précédentes, car presque tous les manuscrits des quatre premières familles sont du temps de ce monarque ou postérieurs à son règne.

[1] Je donnerai ces titres plus bas, sous la dénomination de *capita extravagantia*.

[2] Voir plus bas la note 2 de la page 267.

Il est convenable maintenant d'examiner en peu de mots en quoi consistait cette rédaction que, suivant les manuscrits, Charlemagne *scribere jussit*, ou *lucide emendavit*. Tous les manuscrits que j'ai trouvés en France, un seul excepté, ne sont composés que de soixante et dix titres, dont le premier *de mannire*, et le soixante et dixième *de eo qui filiam alienam, etc.* Les manuscrits qui existent en pays étranger n'ont aussi que ces soixante et dix titres. Un seul, de la Bibliothèque royale, 4632, ajoute deux titres de plus, l'un intitulé *de terra condemnata*, l'autre *de invicta stricto;* mais, chose remarquable, l'*index* des rubriques n'offre que celles des soixante et dix premiers titres.

Du Tillet, le premier éditeur de la *Lex emendata*, a composé son texte de soixante et onze titres; mais il n'a pas pris le soixante et onzième et dernier, intitulé *de terra condemnata*, dans le manuscrit, actuellement 4632, dont je viens de parler. La rédaction qu'il en donne appartient au manuscrit, aujourd'hui 4627, qui existait de son temps en France; or ce texte est d'une famille tout à fait différente de la *Lex emendata*, ainsi qu'on l'a vu pages 43 et suiv. Bignon et Fr. Pithou ont suivi du Tillet; Baluze aussi n'a pas admis ce titre LXXI, d'après la leçon du manuscrit 4632, quoiqu'il l'ait connu très-certainement, puisque c'est là, comme il l'assure, qu'il a pris son soixante et douzième titre, absolument inconnu des anciens éditeurs. Je crois qu'on doit conclure de l'espèce d'unanimité des manuscrits que la *Lex emendata a Carolo magno* ne consistait originairement qu'en soixante et dix titres. Le troisième capitulaire de 819 constate que l'ordre de ces titres était celui du texte que j'ai adopté, ordre qui du reste est observé dans la presque totalité des manuscrits [1].

En comparant ces soixante et dix titres avec les soixante-cinq *capitula principalia* qui forment les trois premiers textes de ma collection, on reconnaît qu'ils contiennent uniquement de plus les trois titres LVIII, LXIX et LXX [2].

Pour publier la *Lex emendata*, j'avais à ma disposition, en France, un très-grand nombre de manuscrits. J'éprouvais donc l'embarras du choix dans la détermination du texte qui devait être le principal et recevoir les variantes les plus remarquables des autres. J'avais de plus les quatre éditions de du Tillet, Fr. Pithou, Bignon et Baluze. Mais, avant de décider si j'adopterais le

[1] Voir ci-après l'appendice au cinquième texte.

[2] Une addition de trois ne produirait, il est vrai, que soixante-huit titres; mais le titre VIII contient, sous la rubrique *de furtis arborum*, des dispositions que les textes I, II et III avaient, à tort, placées dans le titre VII *de furtis avium*. Le titre XVI contient, sous la rubrique *de eo qui villam alienam adsalierit*, des dispositions que renferme le titre XIV des anciens textes : ainsi s'explique la différence.

texte d'un de ces éditeurs, j'ai dû commencer par m'assurer quels étaient les manuscrits que chaque édition représentait, et j'ai reconnu, ainsi que je l'ai dit déjà dans ma préface, qu'au lieu de choisir parmi les manuscrits qu'il avait à sa disposition celui qui lui paraissait le plus exact, et de le collationner ensuite avec les autres, chaque éditeur a composé arbitrairement un texte d'après tous les manuscrits qu'il connaissait, même d'après des manuscrits de familles autres que la *Lex emendata*, l'unique objet de son travail.

J'ai cherché du moins à découvrir quels étaient, parmi les manuscrits que nous possédons actuellement, ceux dont ces savants avaient pu se servir.

Voici le résultat de mes recherches.

Je commence par du Tillet, le premier éditeur. Quoiqu'il n'ait point indiqué les manuscrits dont il a fait usage, on ne peut douter qu'il n'ait consulté, peut-être même qu'il n'ait employé d'une manière principale le manuscrit actuellement 164 *bis* (suppl. lat.) de la Bibliothèque royale. Baluze l'assure, t. II, col. 1049; et en outre il dit, § LXXVI de sa préface, que ce manuscrit, qu'il appelle *Codex Remensis*[1], du Tillet l'ayant eu effectivement de l'abbaye de Saint-Remi de Reims, a passé de la bibliothèque de du Tillet dans celle des jésuites[2].

Il est cependant à remarquer que du Tillet n'a pas inséré dans son édition le § 5 du titre XXXVI de ce manuscrit. Comme il ne le trouvait pas dans les autres dont il faisait usage, il l'aura peut-être considéré comme interpolé.

Baluze atteste aussi dans sa préface, § LXXX, que du Tillet a connu le manuscrit d'Expilly, actuellement 65 de la Bibliothèque royale (suppl. lat.); et, en effet, il porte quelques annotations de la main de du Tillet : du reste ce manuscrit n'est pas de la famille de la *Lex emendata*.

Mais du Tillet a dû en consulter d'autres, puisque ceux dont je viens de parler ne contiennent point le § 5 du titre XXXII, contre les personnes qui appellent une femme *meretricem*, inséré dans son édition. Le manuscrit 4409 est, parmi ceux que la Bibliothèque royale possédait du temps de du Tillet, le seul qui contienne la rédaction admise par lui, en se bornant à substituer *quæ mulier* à *quis mulier*. De même il y a pris le titre LXXI, *de terra condemnata*, qui se trouve dans le même manuscrit sous le n° XCVIII. De plus, on a la

[1] Il ne faut pas confondre ce manuscrit avec un autre *sancti Remigii Remensis*, qui appartient actuellement à M. Barrois, mon collègue à la chambre des députés avant 1830, et dont je ne crois pas que les anciens éditeurs aient eu connaissance.

[2] La Bibliothèque royale l'a acheté à la vente des manuscrits du collége dit *de Clermont*, en 1765.

preuve de l'usage que du Tillet a fait du même manuscrit, par la leçon *rixa detinet*, qu'il a admise au chapitre IV du décret de Childebert, et par un petit texte sur l'abolition de la *chrenecruda*, qu'il a mis à la fin de ce même édit.

Ces conjectures peuvent donner à présumer que du Tillet a consulté les quatre manuscrits dont je viens de parler; mais il est possible qu'il en ait connu d'autres, existant alors dans les mains de particuliers avant d'entrer dans la Bibliothèque royale; peut-être même des manuscrits qui ne sont pas encore retrouvés.

Il a pu consulter aussi le manuscrit actuellement 4628 de la Bibliothèque royale, qui n'y était pas de son temps. Ce manuscrit est le seul de tous ceux que j'ai vérifiés qui contienne le § 3 du titre V, admis par du Tillet, et le § 4 du titre LVIII que Baluze n'a pas recueilli, quoiqu'il ait dû connaître ce manuscrit 4628 appartenant à Colbert, dont il était le bibliothécaire.

François Pithou a consulté au moins huit manuscrits, comme le prouve sa note 4 sur le titre XL; mais il ne faut pas conclure qu'il n'en ait pas connu davantage.

On peut croire que ce fut, en premier lieu, celui de Reims, 164 *bis* (suppl. lat.) de la Bibliothèque royale, dont on a vu que du Tillet avait été propriétaire et s'était servi; à moins qu'il ne se soit contenté de l'édition de du Tillet, car Baluze, t. II, col. 1047, assure qu'il avait écrit quelques variantes sur deux exemplaires de cette édition.

En second lieu, le manuscrit de Metz, 75 (suppl. lat.); Baluze le dit expressément dans sa préface, § LXXVI.

En troisième lieu, un autre manuscrit provenu de Metz, dont parle Baluze, même paragraphe, mais que ce savant n'a pas connu. Il ne serait pas impossible que ce manuscrit fût celui qui a été acheté par M. Barrois, à la vente de Rosny, en 1836, puisqu'il avait appartenu à Pierre Pithou, comme je l'ai dit dans ma préface. On n'y trouve, il est vrai, aucun indice que ce manuscrit fût venu de Metz; mais cela est probable, puisqu'un autre contenant des formules, acheté aussi à la vente de Rosny par M. l'abbé Michel, curé de la cathédrale de Nancy, porte, de la main de Pithou, les mots *emptum Metis*, 1567.

En quatrième lieu, le manuscrit 252 (fonds N. D. f. 9), qui appartenait à Loisel. On le reconnait par plusieurs variantes que Fr. Pithou a recueillies, notamment dans les notes du titre VII, § 7, du titre XLIX et du titre LIII. Baluze en donne d'autres preuves, t. II, col. 1049.

En cinquième lieu, Fr. Pithou a consulté le manuscrit aujourd'hui 4418 de la Bibliothèque royale qui appartenait alors à de Thou, et qui contient des gloses interlinéaires très-souvent citées dans son Glossaire.

En sixième lieu, le manuscrit actuellement 4760, puisqu'il porte sur le recto du folio 1er la lettre P, très-certainement tracée de la main de Pithou, lettre qu'on remarque habituellement sur les manuscrits dont ce savant a été propriétaire.

En septième lieu, le manuscrit appartenant actuellement à la faculté de Montpellier, H 136, puisqu'on a vu dans ma préface que Pithou l'avait légué au collége de l'Oratoire de Troyes.

En huitième lieu, il est probable qu'il a connu aussi le manuscrit 4409, où il a pris, comme du Tillet, le § 5 du titre XXXII de son édition, qui, selon son observation, manque dans tous les manuscrits qu'il avait consultés, *præterquam in vetustiore*. Ce vieux manuscrit est, je le crois, notre 4409. C'est aussi sous cette restriction qu'il faut entendre ce qu'il dit du titre LXXI de son édition, qui manque, selon lui, *in omnibus exemplaribus*, mais que cependant il a dû prendre dans le 4409, à moins qu'il ne l'ait admis sur la seule foi de l'édition de du Tillet.

J'ai déjà dit que Bignon avait publié en 1666 une édition de la *Lex emendata*. Il a probablement consulté six manuscrits.

Le premier est évidemment le 4418, puisqu'il en cite les gloses.

Le second est le *Codex Oisellianus*, aujourd'hui 252 (fonds N.D. f. 9.). C'est d'après ce manuscrit seulement qu'il a pu donner une variante remarquable de la *decretio Chlotarii*.

Le troisième doit être celui de Saint-Vincent de Metz, aujourd'hui à la Bibliothèque royale 75 (suppl. lat.): Baluze le dit expressément dans sa préface, § LXXVI.

Le quatrième, celui de Lescure et Expilly, 65 (suppl. lat.); c'est ce que prouvent notamment les notes 4 et 5 du titre LXIV, et le témoignage de Baluze, § LXXX.

Le cinquième est incontestablement le 4627. On en trouve la preuve dans la note de Bignon, sur le titre LXI de la *Lex emendata*. Après avoir fait remarquer que tous les manuscrits qu'il avait consultés portaient les mots *diger est*, qu'il considère comme insignifiants, probablement parce qu'il n'en a pas connu l'acception, il ajoute qu'un manuscrit, *Codex regius*, porte *dederit*. Or le manuscrit 4627 est le seul qui ait cette leçon. On en trouve encore une preuve dans sa note 3 de la XIIe formule du livre II de Marculfe. Il y cite un *Codex regius* comme contenant une rédaction du § 6 du titre LXII de la loi Salique, différente des autres; et c'est précisément dans le manuscrit 4627, titre XCII, qu'est le texte transcrit par Bignon. C'est d'ailleurs dans ce manuscrit que sont les formules de Marculfe, dont il est éditeur.

D'autres preuves sont communes à l'usage que Bignon a fait de ce manuscrit et du manuscrit 4409, le sixième qu'il me paraît avoir consulté. On le voit par les variantes citées note 3 du titre XLIII et 5 du titre XLI. D'ailleurs ce manuscrit ne contient pas les dispositions sur les mariages incestueux, qu'on lit dans le § 16 du titre XIV de la *Lex emendata*, omission que, dans la note sur ce paragraphe, Bignon dit avoir remarquée dans deux manuscrits de la Bibliothèque royale. Or le manuscrit 4409 et le manuscrit 4627, dont il a été question plus haut, sont les seuls, parmi ceux que la Bibliothèque possédait de son temps, où manque ce paragraphe. Dans sa note sur le titre LXXI de la *Lex emendata*, Bignon remarque qu'il en a trouvé le texte dans deux manuscrits de la Bibliothèque royale; et, effectivement, 4409 et 4627 sont les seuls, parmi ceux qu'elle possédait alors, où on les trouve.

Bignon peut avoir consulté aussi le manuscrit 4628, à moins qu'il n'ait adopté le § 3 du titre V et le § 4 du titre LVIII d'après du Tillet et Fr. Pithou.

Je vais maintenant parler de Baluze, qui a évidemment consulté un plus grand nombre de manuscrits que les trois éditeurs précédents. Plus exact que ses devanciers, il a donné, sur ces manuscrits, des indications à l'aide desquelles il était, de son temps, facile de les trouver; mais les événements survenus depuis la fin du XVIIe siècle ont rendu mes recherches assez difficiles.

Baluze, t. II, col. 1047, indique très-expressément onze manuscrits, indépendamment des éditions antérieures de la *Lex emendata*, même de celle d'Herold, qu'il appelle *Antiqua* ou *Germanica*. Il a fait, en outre, usage de deux exemplaires de l'édition de du Tillet, sur lesquels Pithou avait inscrit des variantes[1].

Sur ces onze manuscrits, Baluze déclare que quatre appartenaient à la Bibliothèque royale; mais il ne les signale ni par les numéros qu'ils portaient alors, ni par d'autres caractères propres à les faire reconnaître. La Bibliothèque royale en possède aujourd'hui un très-grand nombre. En vérifiant les anciens catalogues et les notes d'entrée des manuscrits, j'ai été conduit à ce résultat : qu'au temps où Baluze a publié la première édition des Capitulaires, en 1677, la Bibliothèque ne possédait que cinq manuscrits de la loi Salique, lesquels portent aujourd'hui les numéros 4403[a], 4409, 4627, 4632, 4758, encore le premier et les deux derniers n'y étaient-ils entrés qu'en 1668 par acquisition des manuscrits de Mazarin; c'est ce qui explique, ainsi qu'on l'a vu, comment Bignon

[1] Mes recherches dans les bibliothèques publiques ou particulières ne m'ont fait trouver aucun exemplaire de du Tillet, annoté par Pithou.

n'avait connu que deux *codices regii*, ses annotations étant antérieures à 1656, époque de sa mort.

S'il fallait ajouter une foi entière au témoignage de Charles Bultel, dont j'ai parlé page 114, on pourrait douter que Baluze ait fait usage du manuscrit actuellement 4627. Mais il assure, dans sa préface, § LXXXVII, qu'il a consulté, pour vérifier les formules qu'il réimprimait, un très-ancien manuscrit contenant la loi Salique. Je n'hésite donc point à compter le manuscrit 4627 parmi ceux dont Baluze a fait usage; je suis porté aussi à croire qu'il a connu le manuscrit actuellement 4409, qui contient les *formulæ Sirmondicæ*, dont il dit dans sa préface, § LXXXVIII, avoir corrigé le texte d'après un manuscrit de la Bibliothèque royale : à cette époque, le 4409 était le seul manuscrit de cette bibliothèque qui contînt ces formules [1].

Les quatre manuscrits de la Bibliothèque royale que Baluze a consultés seraient donc 4403 B, 4409, 4627 et 4632. Il n'y a même aucun doute possible sur le 4632 ; Baluze le désigne très-expressément sous le nom *Codex regius Mazarinæus*, et c'est là seulement qu'il a pu prendre le titre LXXII de son édition.

Mais il n'est pas inutile de faire observer que les manuscrits 4403 B, 4409 et 4627 ne sont pas de la famille de la *Lex emendata* : j'en ai donné la preuve, pages 67 et suiv. 113 et suiv.

Le cinquième manuscrit consulté par Baluze est, d'après sa propre expression, un *codex Bigotianus*, retrouvé dans le manuscrit 4626 actuel de la Bibliothèque royale. Il est bien vrai que cette bibliothèque possède un autre manuscrit de Bigot, sous le n° 3182 ; mais Baluze ayant dit, t. II, col. 1048, que le *codex Bigotianus* consulté par lui portait une indication qui date la révision de Charlemagne de 768, le manuscrit 4626 est le seul qui offre ce caractère. On trouve encore dans Baluze, t. I, col. 395, une autre preuve qu'il a consulté ce manuscrit.

Le sixième manuscrit était de Saint-Gall, et, quoiqu'il en existe dans cette ville deux de la *Lex emendata*, l'un n° 728 du chapitre, l'autre n° 7 de la ville, le premier portant seul la date indiquée par Baluze, c'est évidemment celui-là qu'il a consulté.

[1] Baluze déclare qu'il a employé trois manuscrits très-anciens : un de la Bibliothèque royale; un, qui avait appartenu aux frères Pithou ; l'autre, un manuscrit de Langres. Le manuscrit des frères Pithou est le 2123, qui, au temps de Baluze, n'était point encore à la Bibliothèque royale; il appartenait à Colbert. Le manuscrit de Langres appartenait aux jésuites; il a passé à Meermann, puis au baronnet Th. Philipps, comme on l'a vu dans ma préface. Le manuscrit de la Bibl. royale dont il parle est donc incontestablement le 4409.

Le septième est un manuscrit de Saint-Remi de Reims, Bibliothèque royale (suppl. lat., n° 164 *bis*), déjà cité pages 265 et 268. Baluze le désigne d'une manière incontestable, t. II, col. 1048, par la circonstance que la date en est grattée.

Le huitième manuscrit est celui qui avait appartenu autrefois à Saint-Vincent de Metz. A l'époque où Baluze écrivait, ce manuscrit était dans la bibliothèque du collége de Clermont des jésuites. Il donne dans sa préface, § LXXVI, des renseignements qui ne permettent pas de douter que ce ne soit celui qui porte actuellement à la Bibliothèque royale le n° 75 (suppl. lat.). Ce manuscrit est le seul qui contienne le § 9 du titre XXXII admis par Baluze, qu'on ne trouve dans aucun autre, ni dans les éditions antérieures à la sienne.

Le neuvième est celui que Baluze dit avoir eu de l'église de Saint-Vincent de Laon. Il appartient à la Bibliothèque royale, où il porte le n° 4788; mais son état de défectuosité ne permet pas de connaître quel usage il en a fait.

Le dixième était un *codex S. Launomari Blesensis*, que Baluze, t. II, col. 989 et suiv. appelle aussi *Corbionensis*, lorsqu'il le cite au sujet de la loi des Ripuaires. Il appartient aujourd'hui à la Bibliothèque royale, n° 215 (suppl. latins).

Le onzième manuscrit est désigné par lui, sous le nom de *Codex Lescurii* ou *Expilii*, et ces deux noms sont écrits encore à plusieurs pages du 65 (suppl. lat.); mais ce manuscrit n'est point un texte de la *Lex emendata;* c'est celui d'après lequel j'ai publié le second texte.

Ainsi, sur onze manuscrits dont Baluze a fait usage pour constituer son texte de la *Lex emendata*, il n'y en a que sept qui appartiennent à cette famille, très-aisée à reconnaître, d'abord, parce qu'on n'y trouve aucune glose malbergique; en second lieu, parce que le texte est composé de soixante et dix titres, à l'exception du manuscrit 4632, qui en contient soixante et douze.

Baluze a pu aussi faire usage du manuscrit 4628 de la Bibliothèque royale, qui a appartenu à Colbert, et du manuscrit 4760, dont il a été propriétaire; mais peut-être ces deux manuscrits ne lui ont-ils été connus que depuis la publication de son édition des Capitulaires.

Je ne saurais me dispenser de faire remarquer que souvent les savants que je viens de nommer, lorsqu'ils employaient ainsi divers manuscrits pour constituer leurs textes, ont fait des vérifications très-superficielles. En voici une preuve remarquable.

Baluze, comme on l'a vu page 272, déclare très-expressément qu'il a fait usage du *Codex Mazarinæus*, actuellement 4632; s'il l'avait collationné avec soin, il aurait remarqué, au titre LXII, la variante du mot *matris* substitué dans

le § 3 à *patris*, et réciproquement *patris* à *matris* dans le § 4; variante d'autant plus digne d'être annotée qu'elle n'existe que dans ce manuscrit de la *Lex emendata*, et que la leçon qui en résulte est celle des très-anciennes rédactions.

Résolu à choisir un texte principal auquel je rattacherais les variantes des autres, j'ai longtemps hésité si je ne me servirais pas de celui de Baluze. J'y trouvais l'avantage de ne pas trop m'écarter des habitudes des lecteurs, la collection de ce savant étant dans toutes les bibliothèques.

Mais, après y avoir beaucoup réfléchi et avoir reçu des conseils bienveillants, je me suis décidé à suivre, pour ce texte, le même plan que pour les autres : c'est-à-dire à choisir le manuscrit qui me paraissait inspirer le plus de confiance par son ancienneté et son exactitude.

J'avais, en France, à ma disposition, pour publier le texte de la *Lex emendata*, vingt-six manuscrits.

Plusieurs ne pouvaient fixer mon choix : les uns étant incomplets, tels que 4626, 4788, 8801, 247 (suppl. lat.), fonds N. D. f. 4, le manuscrit de Cambrai, celui de Lyon, et celui de M. Barrois provenant de Pithou; les autres, tels que 4628 A, 4630, 4731 et 4760 n'étaient que des copies plus ou moins complètes du manuscrit 164 *bis* (suppl. lat.) dont je vais parler. J'ai cru que mon attention devait se fixer sur les manuscrits les plus anciens et dont la belle exécution pouvait, en quelque sorte, garantir l'exactitude des copistes.

Parmi ces manuscrits, il en est six qui diffèrent de tous les autres : 1° le manuscrit 164 *bis* (suppl. lat.), contenant dans le titre XXXVI un § V qui ne se trouve dans aucun autre manuscrit; 2° le 4632, qui, à la suite du titre LXX, en contient deux qu'on ne trouve point aussi dans les autres; 3° le 75 (suppl. lat.), qui contient, à la fin du titre XXXVI, un paragraphe inconnu de tous les autres textes; 4° le 303 (suppl. lat.), qui ajoute aux soixante et dix véritables titres de la loi un soixante et onzième tout à fait différent du LXXI du manuscrit 4632, et même emprunté du Capitulaire de 803, chap. XI : j'ajoute que plusieurs sont très-inexacts. Ces circonstances m'ont suffi pour les considérer comme altérés par des interpolations. Il en a été de même du 4628 qui contient dans les titres V et LVIII un paragraphe manquant dans tous les autres et qui présente ailleurs des omissions.

Deux manuscrits, conformes, par le texte, au plus grand nombre, et n'offrant point les interpolations signalées plus haut, m'ont semblé mériter la préférence; l'un est le 4417, l'autre le 4418. Quoiqu'ils me paraissent également dignes de confiance, je me suis décidé pour le 4418, qui, sans être beaucoup plus parfait que l'autre, a néanmoins le mérite d'être plus ancien et

de contenir un assez grand nombre d'explications marginales ou interlinéaires dont Fr. Pithou a fait un grand usage, et que je recueillerai dans mes notes, encore bien que ces explications ne soient pas toujours à l'abri de la critique. Je rattacherai à ce texte les principales variantes des autres manuscrits.

J'ai cru même que, pour m'écarter le moins possible des habitudes des lecteurs accoutumés à consulter les éditions de du Tillet, Fr. Pithou, Bignon et Baluze, il était bon d'admettre les paragraphes que ces savants ont ajoutés sur la foi d'un seul manuscrit; mais je les distinguerai par les crochets dans lesquels ils seront renfermés, et des notes en indiqueront l'origine.

J'ai parlé de variantes : mon projet n'est pas cependant de relever toutes celles que produiraient quelques légères différences, quelques déplacements, ou quelques omissions de mots, sans importance pour le sens; car, dans le fait, le texte de la *Lex emendata* a généralement été conservé pur d'altérations. Ces variantes consisteront dans l'indication des titres ou paragraphes omis quelquefois ou déplacés, et aussi dans la différence d'orthographe de certains mots essentiels, d'origine barbare ou de basse latinité. Le reste n'eût produit qu'un travail vétilleux et sans utilité réelle. Baluze, tome II, col. 1047, avait déjà fait cette remarque : *In tanta veterum exemplariorum copia, infinitum esset adnotare varias lectiones;* et si cela était vrai et raisonnable au temps de ce savant, qui avait à sa disposition onze manuscrits dont sept seulement de la *Lex emendata*, combien plus pour moi qui en avais vingt-six de cette famille, non compris les textes de familles différentes.

Je ne terminerai pas sans rendre compte d'une particularité qu'on remarque dans les manuscrits 4628 A, 4631, 4760 et 164 *bis* (suppl. lat.). Ils contiennent un document qui peut être considéré comme une table de pièces. Le voici d'après le manuscrit 164 *bis*, page 58, dont le texte me paraît avoir été le type de celui des autres; les principales différences qu'on y trouve seront indiquées entre parenthèses.

« Incipiunt libelli vel decretio (decreti, 4628 A) Chlodeveo et Childeberto, sive Chlothario et Karolo fuit lucide emendatum. — I. De legibus divinis et humanis. — II. Pactus Childeberti regis, inde sunt capitula XCVIII (XVIII 4628 A). — III. Decretio Chlotharii regis, cap. XVII, Lex Suavorum. — IV. Decretum Childeberti regis, de eo qui hominem nobilem plagaverunt (plagaverit, 4628 A). — V. De reliquis conditionibus, id[1] sunt capitula XVII. — VI. Decretio Karoli regis, cap. XVIII; memoratio de octo bannos, id sunt cap. XXIV (XXXIV 4628 A), id sunt capitula VIII. — VII. De septem septinas (septennis, 4628 A), cap. XIX;

[1] Le manuscrit 4628 A porte presque toujours *id* pour *inde*.

jussio domni (4628[a] ajoute nostri) Karoli; inde sunt cap. VIII. — VIII. Sciendum est quod in quibusdam, id sunt capitula IV. — IX. Decretum est ut qui in vigilias qualiter ordinavit (ordinatum, 4628) propter famis inopiam. — X. De tractatu legis Salicæ. — XI. Pro legis Salicæ. — XII. De homicidis clericorum, id sunt cap. XI. — XIII. Ut nullus præsumat hominem, inde sunt cap. VI. — XIV. De mannire, inde sunt capitula LXX. — XV. Lex Ribuariorum, inde sunt capitula XCI. — XVI. Lex Alamannorum. »

Mais les pièces ainsi annoncées ne se trouvent, ni en totalité ni en un même ordre dans ces quatre manuscrits. Le 4760 contient les quatorze premiers documents dans l'ordre de cette table, mais on n'y trouve point les *leges Ripuariorum et Alamanorum*. Il en est de même du manuscrit 164 *bis* (suppl. lat.) Le manuscrit 4628[A] et le 4631, qui en est la copie littérale, ne contiennent de suite, et dans l'ordre des rubriques, que les neuf premiers documents. Le copiste avait placé avant la table les prologues et le texte de la loi Salique.

J'avoue que je ne saurais indiquer quelles conséquences critiques on peut tirer de ce document; toutefois c'était mon devoir d'en signaler l'existence; et il n'est pas hors de propos de faire observer qu'il en résulte la preuve que la révision de Charlemagne consistait en soixante et dix titres seulement, comme je l'ai dit page 267.

On a vu dans ma préface que le nombre des manuscrits de la *Lex emendata* était considérable, même en le limitant à ceux qui existent en France.

Voici l'indication de ceux dont j'ai fait usage pour recueillir des variantes et le signe qui les désignera.

Le manuscrit 4418, Bibliothèque royale, que j'ai adopté pour former le texte principal, sera indiqué par son numéro lorsque j'y ferai quelques corrections commandées par leur évidence ou justifiées par d'autres manuscrits.

A. Man. 4417, Bibl. royale. — B. Man. 4626, Bibl. R. — E. Man. 4628, Bib. R. — F. Man. 4632, Bibl. R. — G. Man. 4758, Bibl. R. — H. Man. 4760, Bibl. R. — I. Man. 8801, Bibl. R. — K. Man. 75 (suppl. lat.), Bibl. R. — N. Man. 164 *bis* (suppl. lat.) Bibl. R. — O. Man. 215 (suppl. lat.), Bibl. R. — P. Man. de Cambrai. — Q. Man. 1046 (suppl. lat.), Bibl. R., copie du 119, in-4°, de Leyde. — R. Man. de Pithou appartenant à M. Barrois. — S. Man. S. Remigii Remensis, au même.

Les notes indiquées par des chiffres dans le texte qui va suivre seront toutes réunies à la fin : je n'ai placé au bas des pages que les annotations propres à indiquer des variantes.

INCIPIT LIBER LEGIS SALICÆ[1].

I. DE MANNIRE[2].

1. Si quis ad mallum[3] legibus dominicis mannitus[a] fuerit[4], et non venerit[5], si eum sunnis[6] non detenuerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2[7]. Ille vero qui alium mannit, si non venerit, et eum[8] sunnis[9] non detenuerit[10], ei quem mannivit[11], similiter DC dinarios, qui faciunt solidos[12] XV, conponat[b].

3[13]. Ille autem qui alium mannit, cum testibus ad domum illius ambulet, et sic eum manniat[c][14], aut uxorem illius, vel cuicumque de familia illius denuntiet, ut ei faciat notum quomodo ab illo est mannitus.

4[15]. Nam si in jussione regis[16] occupatus fuerit, mannire[d] non potest.

5[17]. Si vero infra pago[e][18] in sua ratione[f][19] fuerit, potest manniri sicut superius dictum est.

II. DE FURTIS PORCORUM[20].

1. Si quis porcellum lactantem[21] furaverit de hranne[g] prima aut de mediana[22], et inde fuerit convictus, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[23].

2[24]. Si vero in tertia hramne[h] furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3[25]. Si quis porcellum de sude[26] furaverit, quæ clavem habet[27], MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4[28]. Si quis porcellum in campo inter porcos, ipso porcario custodiente, furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale etdelatura[i].

[a] Tous les manuscrits portent *mannitus*, *mannire*. Dans S le *m* de *mannire* a été partout gratté et remplacé par un *b*, de façon qu'on y lit à présent *bannitus*, *bannit*, etc. — [b] Q porte *culpabilis judicetur*. — [c] O *manniet*. — [d] K *manniri*; S *banniri*. — [e] N, P, *pagum*; G *pauco*. — [f] Q porte *regione*. — [g] F, N et beaucoup d'autres écrivent ainsi; dans K on lit *chrunca*; dans P *chranne*; O écrit tantôt *hranne*, tantôt *ranne*. — [h] N écrit de même; les autres ne varient pas. — [i] Ce paragraphe manque dans K.

5 [29]. Si quis porcellum furaverit, qui sine matre vivere potest, XL dinariis, qui faciunt solidum unum, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6 [30]. Si quis scrovam [a] [31] subbattit [32] in furtu, hoc est porcellos a matre subtrahit, CCLXXX dinariis, qui faciunt solidos VII, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura [b].

7 [33]. Si quis scrovam cum porcellis furaverit, DCC dinariis, qui faciunt solidos XVII cum dimidio [34], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8 [35]. Si quis porcellum anniculum [36] furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

9 [37]. Si quis porcum bimum furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

10 [38]. Si quis tertussum [39] porcellum furaverit usque ad anniculatum, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

11 [40]. Si quis vero porcum post anniculatum furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

12 [41]. Si quis verrum [42] furaverit, DCC dinariis, qui faciunt solidos XVII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

13 [43]. Si quis scrovam ducariam [44] furaverit, DCC dinariis [45], qui faciunt solidos XVII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

14 [46]. Si quis majalem [47] sacrivum [48], qui dicitur votivus [49], furaverit, et hoc cum testibus ille qui eum perdidit potuerit adprobare quod sacrivus fuisset, DCC dinariis, qui faciunt solidos XVII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

15 [50]. Si quis majalem non sacrivum furaverit [51], DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

16 [52]. Si quis tres porcos, vel amplius usque ad sex capita, furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] B, K, R, *scrofam*; E *scrobam*; P *scrofas*; G *scrovam subacta*. — [b] Dans A le § 6 est le 7e, et réciproquement.

17[53]. Si quis de grege[a] XV porcos furaverit, et reliqui ibi remanserint, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

18[54]. Si quis XXV porcos furaverit, et de grege illo amplius non fuerit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

19[55]. Si autem aliqui ex isdem porcis super XXV porcos remanserint, et non fuerint furati, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

20[56]. Si vero L porcos furaverit, et aliqui remanserint, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio[b], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

III. DE FURTIS ANIMALIUM[57].

1. Si quis vitulum lactantem furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2[58]. Si quis anniculum animal, aut bimam vitulam, furatus fuerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3[59]. Si quis vaccam cum vitulo furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4[60]. Si quis vaccam sine vitulo furaverit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5[61]. Si quis vaccam domitam[62] furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[c].

6[63]. Si quis bovem furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7[64]. Si quis taurum gregem regentem furaverit, qui de tribus villis[65] communes vaccas tenuerit, hoc est trespellius, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8[66]. Si quis taurum furaverit qui unam gregem regit et junctus[67] numquam fuit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] A *rege*. — [b] Q *solidos XLIII*. — [c] Ce paragraphe entier manque dans Q.

9[68]. Si quis bimum taurum furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

10[69]. Si quis taurum regis[70] furaverit, MMMDC dinariis, qui faciunt solidos XC, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

11[71]. Si quis XII animalia furaverit, ut nec unum quidem animal ex eis remanserit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

12[72]. Si autem XII furaverit, et super[a] aliqua remanserint, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura. Et usque ad XXV uno judicio[73] terminantur[b].

13[74]. Si quis XXV animalia furaverit, et supra aliqua remanserint, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

IV. DE FURTIS OVIUM[75].

1. Si quis agnum lactantem furaverit, VII dinariis culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si quis anniculum vel bimum berbicem furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3[76]. Si vero II aut III[77] furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura. Qui numerus usque ad XL berbices observetur[c].

4[78]. Si quis L berbices[d] [79], aut LX, vel amplius, furaverit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

V. DE FURTIS CAPRARUM[80].

1. Si quis capritum sive capram[81], aut duas capras, vel tres, furatus fuerit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si vero supra tres capras furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] E *insuper*. — [b] Les mots *et usque.... terminantur* manquent dans A. — [c] Q place la phrase *qui numerus*, etc. dans le titre précédent, à la tête du § 13, avant *si quis XXV animalia*. — [d] P *vervices*; K, S, *verbices*.

[3. Si quis buccum furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.] [82]

VI. DE FURTIS CANUM [83].

1 [84]. Si quis canem seusium [85] furaverit, aut occiderit, qui magister sit [86], MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2 [87]. Si quis vero seusium reliquum [88], aut veltrem porcarium, sive veltrem leporarium [89] qui et argutarius dicitur, furatus fuerit vel occiderit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV [90], culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3 [91]. Si quis vero canem custodem domus sive curtis [a] [92], qui die ligari solet ne damnum faciat, post solis occasum solutum furatus fuerit [b] vel occiderit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4 [93]. Si quis vero canem pastorem [c] furatus fuerit vel occiserit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

VII. DE FURTIS AVIUM [94].

1. Si quis acceptorem [95] de arbore furaverit [d], CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2 [96]. Si quis acceptorem de pertiga [e] furaverit, DC dinariis [97], qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3 [98]. Si quis acceptorem intra clavem [99] repositum furaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4 [100]. Si quis sparvarium [101] furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5 [102]. Si quis anserem domesticam aut anetem [103] furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura [f].

[a] O *cortis*. — [b] Q *furaverit*. — [c] Q *pastoralem*. — [d] Q omet *furaverit*. — [e] O, Q, *pertica*. — [f] Ce paragraphe avait été omis dans Q, et on l'y a ajouté à la marge d'une main plus récente.

6 [104]. Si quis gallum aut gallinam furaverit, vel cignum [a], aut gruam domesticam, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

7 [105]. Si quis turturem de rete alterius, aut quamlibet aviculam, de quolibet laqueo vel decipula, furatus fuerit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

VIII. DE FURTIS ARBORUM [106].

1 [107]. Si quis pomarium, sive quamlibet arborem domesticam, extra [b] clausuram exciderit aut furatus fuerit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2 [108]. Si quis vero pomarium, aut quamlibet arborem domesticam, infra clausuram exciderit, aut furatus fuerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3 [109]. Hanc quoque legem et de vitibus furatis observari jussimus.

4 [110]. Si quis in silva alterius [111] matriamen furatus fuerit, aut incenderit, vel concapulaverit, aut ligna alterius furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

IX. DE FURTIS APIUM [112].

1. Si quis unum vas apium [113], de intro clave aut sub tecto furaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2 [114]. Si quis unum vas cum apibus, ubi amplius non fuerit, furaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3 [115]. Si quis unum vas cum apibus, inter alia vasa, sub tecto aut sub clave, furaverit, causam superius conprehensam convenit observare.

4 [116]. Si vero unum vas cum apibus, foris tecto ubi amplius non fuerit, furaverit, causam superius conprehensam conponat [c].

5 [117]. Si quis, ex plurimis usque ad sex vasa, foris tecto, furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

[a] Q porte *gallinam, cicenum.* — [b] Q ajoute *vel infra.* — [c] Q remplace *componat* par *convenit observare.*

6[118]. Si vero septem aut amplius furaverit, et adhuc aliqua remanserint, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[a].

7[119]. Si autem septem aut amplius furaverit, ita ut nulla remaneant, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

X. DE DAMNO IN MESSE VEL IN QUALIBET CLAUSURA[120].

1. Si quis animal, aut caballum, vel quodlibet pecus, in messe sua invenerit, penitus eum ledere[121] non debet.

2. Quod si fecerit et confessus fuerit[122], capitale in locum restituat, ipsum vero debile quod percussit ad se recipiat.

3[123]. Si vero confessus non fuerit, et inde fuerit convictus, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4[124]. Si quis animal, aut caballum, aut jumentum, in furtu punxerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5[125]. Si quis in messe sua, pecora aliena invenerit quæ pastorem non habeant, et ea inclauserit[126], et nulli penitus innotescat, et aliqua ex ipsis pecoribus perierint, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6. Si quis animal, vel quodlibet pecus, per suam neglegentiam nocuerit, et hoc domino ejus confessus fuerit, capitale in locum restituat, et illud debile ad se recolliget.

7. Si vero negaverit, sed tamen convictus fuerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8. Si alicujus porci, aut quælibet pecora, pastore custodiente, in messem alienam cucurrerint, et ille negando fuerit convictus, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

9. Si qua pecora, propter damnum messis alienæ, clausa fuerint, aut minantur[127], qui ea[b] excutere vel expellere presumpserit, DC dina-

[a] Ce paragraphe manque dans Q. — [b] Q porte seulement, *inclusa fuerint animalia, qui ea.*

riis, qui faciunt solidos xv, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

10. Si alicujus pecora, propter damnum, inclausa fuerint, damnum æstimatum reddat, et insuper x dinarios persolvat.

11. Si quis, propter inimicitiam aut propter superbiam, sepem alienam aperuerit, aut in messem, aut in pratum, vel in vineam, sive in quemlibet laborem[128], quælibet pecora miserit, et testibus fuerit convictus, ei cujus labor est[a] æstimationem damni reddat, et insuper MCC dinariis, qui faciunt solidos xxx, culpabilis judicetur[b].

XI. DE SERVIS VEL MANCIPIIS FURATIS[129].

1[130]. Si quis servum aut ancillam alterius furaverit[131], MCCCC dinariis, qui faciunt solidos xxxv, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2[132]. Si servus aut ancilla, cum ipso ingenuo[133], de rebus domini sui aliquid portaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos xv, excepto capitale et delatura, atque causam quam superius diximus, culpabilis judicetur[c].

3[134]. Si quis servum alienum occiderit, vel vendiderit[135], vel ingenuum dimiserit[136], MCCCC dinariis, qui faciunt solidos xxxv, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4[137]. Si quis homo ingenuus alienum servum in texaca[138] secum duxerit, aut aliquid cum eo negotiaverit[139], DC dinariis, qui faciunt solidos xv, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5[140]. Si quis servum aut ancillam, valentem solidos xv aut xxv, furaverit, aut vendiderit, seu porcarium, aut fabrum, sive vinitorem[d], vel molinarium, aut carpentarium, sive venatorem[e], sive[f] aut quemcumque artificem, MMDCCC dinariis, qui faciunt solidos LXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6[141]. Si quis puerum aut puellam, de ministerio dominorum furaverit, M dinarios, qui faciunt solidos xxv, in capitale restituat, et insuper

[a] Q porte *cujus laborem tulit.* — [b] A ajoute *except. cap. et dilatura.* — [c] Q ajoute *excepto capitale et delatura.* — [d] F, G, P, *vinialorem*; R, S, *vineatorem.* — [e] Ces deux mots manquent dans F. — [f] Les éditions ajoutent ici *stratorem*, que je n'ai trouvé dans aucun manuscrit de la *Lex emendata*.

MCCCC denariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XII. DE FURTIS INGENUORUM VEL INFRACTURIS [142].

1. Si quis ingenuus, foris casa, quod valet duos dinarios furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2. Si vero, foris casa, quod valet XL dinarios furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3 [143]. Si quis ingenuus casam effregerit, et quod valet duos dinarios furaverit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4 [144]. Si vero V, [aut][a] supra V[b] dinarios[145] furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5 [146]. Si quis ingenuus clavem effregerit, aut adulteraverit[147], et sic domum ingressus fuerit, et inde aliquid per furtum tulerit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6 [148]. Si vero nihil tulerit, sed fugiens evaserit, propter effracturam tantum, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[c].

XIII. DE FURTIS SERVORUM VEL INFRACTURIS [149].

1. Si quis servus, foris casa, quod valet duos dinarios furaverit, et inde fuerit convictus, aut flagellis CXX ictus accipiat, aut pro dorso suo CXX dinarios, qui faciunt solidos III, solvat[d], excepto capitale et delatura.

2. Si vero[e] furaverit quod valet XL denarios, aut castretur, aut CCXL dinarios, qui faciunt solidos VI, reddat. Dominus autem servi qui furtum fecerit, capitale in locum restituat.

[a] B, E, F, et presque tous les manuscrits portent ce mot. — [b] A porte *XV super quinque*; B, O, *Si vero supra quinque*; P *si vero ut supra V*. — [c] Ces quatre derniers mots manquent dans B, E. — [d] B, F, G, N, *culpabilis judicetur*. — [e] B ajoute, *infra domum*.

XIV. DE INGENUIS HOMINIBUS QUI INGENUAS MULIERES RAPIUNT [150].

1. Si qui [a] tres homines ingenuam [151] puellam [152] de casa aut de screuna [153] rapuerint, unusquisque eorum MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

2 [154]. Illi alii qui super tres [155] fuerint, unusquisque eorum CC dinariis, qui faciunt solidos V, culpabilis judicetur.

3 [156]. Qui cum sagittis [157] fuerint, unusquisque illorum CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

4 [158]. Raptor vero [159] MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

5 [160]. Si vero puella quæ trahitur, in verbo regis [161] fuerit, propter fredum, MMD dinarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, cogatur persolvere [b].

6 [162]. Si vero puer regis [163], vel lidus [164], ingenuam [165] feminam traxerit, de vita conponat [166].

7 [167]. Si vero ingenua femina quemque de illis sua voluntate secuta fuerit [168], ingenuitatem suam perdat [169].

8 [170]. Si quis sponsam [171] alienam tulerit, et sibi in conjugium copulaverit [172], MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

9 [173]. Sponso [174] autem ejus, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

10 [175]. Si quis puellam, quæ druchte [c] ducitur [d] ad maritum [176], in via adsallierit, et cum ipsa violenter mœchatus fuerit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

11 [177]. Si quis ingenuus ancillam alienam in conjugio acceperit, ipse cum ea in servitium inplicetur [178].

12 [179]. Si quis uxorem alienam, vivo marito [180], tulerit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur [181].

13 [182]. Si quis cum ingenua puella per virtutem [183] mœchatus fuerit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

[a] Le mot *qui* manque dans N; O *Si quis tres*; P *Si quis in homines*. — [b] Q substitue *culpabilis judicetur*. — [c] G, K, O, P, *druct*e, E *druhte*; F *drute*. — [d] I, P, *dicitur*: on a écrit au-dessus, dans P, les mots *vel ducantis*.

14[184]. Si quis cum ingenua puella desponsata, ea consentiente, in occulto mœchaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

15[185]. Si quis lidam alienam[a] [186] in conjugium sociaverit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

16[187]. Si quis sororem, aut fratris filiam, aut certe alterius gradus consubrinam, aut fratris uxorem, aut avunculi, sceleratis nuptiis sibi junxerit, huic pœnæ subjaceat, ut a tali consortio separetur. Atque etiam, si filios[b] habuerint, non habeantur legitimi heredes, sed infamia sint notati[188].

XV. DE EO QUI HOMINEM INGENUUM[c] EXPOLIAVERIT[189].

1. Si quis hominem ingenuum[190] in superventu[191] expoliaverit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

2. Si Romanus homo[192] Francum expoliaverit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

3. Si vero Francus Romanum expoliaverit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur[193].

*4. Si quis hominem, præceptum regis habentem[194], contra ordinationem regis, adsallire, vel viæ laciniam[195] ei facere præsumpserit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

5[196]. Si quis hominem ingenuum dormientem furtu expoliaverit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XVI. DE EO QUI VILLAM ALIENAM ADSALLIERIT[197].

1[198]. Si quis villam[199] alienam adsallierit, ipse et omnes qui convicti fuerint, quod in ejus contubernio[200] fuissent, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, unusquisque ipsorum culpabilis judicetur.

2[201]. Si quis villam alienam adsallierit, et ibidem ostia[d] fregerit, canes occiderit, vel homines plagaverit, aut in carro aliquid inde

[a] Q porte *si quis ludocam alienum*, etc. — [b] A ajoute *non*; le même mot était dans 4418, mais il a été effacé. — [c] O substitue *innocentum*. — [d] A, H, K, N, S, *hostia*; G *ustia*; P *hostias*.

adduxerit[a], VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur, et quicquid inde abstulerit in locum restituat.

3 [202]. Et quanticunque in ejus contubernio fuisse convicti fuerint, unusquisque illorum MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

XVII. DE EO QUI HOMINEM MORTUUM EXPOLIAVERIT [203].

1 [204]. Si quis hominem mortuum, antequam in terra mittatur, furtu expoliaverit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

2 [205]. Si quis hominem mortuum effodierit, et expoliaverit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur. Et postea parentes defuncti judicem rogare debent, ut inter homines non habitet auctor sceleris, et qui ei hospitium dederit antequam parentibus satisfaciat, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur [206].

3 [207]. Si quis mortuum hominem, aut in noffo, aut in petra, quæ vasa ex usu sarcofagi dicuntur, super alium miserit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

4 [208]. Si quis aristatonem[b] super [209] hominem mortuum capulaverit, de unoquoque DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XVIII. DE INCENDIIS [210].

1 [211]. Si quis casam quamlibet, intus hominibus dormientibus, incenderit, ei cui casa fuit[c] MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura : et quanticumque intus fuerint [et evaserint][d], mallare eum debent; et unicuique illorum MMD dinarios, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, conponat, et quicquid ibi perdiderint in loco restituat. Et si aliquis intus arserit, ille qui incendium misit, parentibus defuncti VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2 [212]. Si quis spicarium, aut maholum [e] [213] cum annona, incenderit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

3 [214]. Si quis sudem cum porcis, scuriam cum animalibus, vel fenile,

[a] P *aduxerit*. — [b] A, P, *aristationem*. — [c] Q porte *cui causa fuerit*. — [d] Ces mots manquent dans 4418. — [e] *vel madrolum* est écrit au-dessus dans P; on lit *marolum* dans E; *moalum* dans B; *machalam* dans O.

incenderit, MMD dinariis; qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4 [215]. Si quis concisam [216] vel sepem alterius capulaverit, vel incenderit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XIX. DE VULNERIBUS [217].

1 [218]. Si quis voluerit alterum occidere, et colpus ei fallierit, vel cum sagitta toxicata eum percutere voluerit, et ei ictus fallierit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

2 [219]. Si quis hominem in caput ita plagaverit ut sanguis ad terram cadat, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3 [220]. Si quis hominem in caput ita plagaverit ut inde tria ossa exeant, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4 [221]. Si quis hominem in caput ita plagaverit ut cerebrum appareat, et tria ossa desuper cerebro exierint, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

5 [222]. Si vero intra costas vulnus intraverit, et usque ad intrania pervenerit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

6 [223]. Si vero plaga ipsa semper currit, et ad sanitatem non pervenerit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepta medicatura [a], quæ est CCCLX dinariorum, et faciunt solidos IX.

7 [224]. Si quis ingenuus ingenuum fuste percusserit, et tamen sanguis non exierit, usque ad tres colpos, pro unoquoque ictu CXX dinarios, qui faciunt solidos III, solvat.

8 [225]. Si vero sanguis exierit, ita conponat veluti eum de ferramento vulnerasset, id est DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

9 [226]. Si quis alterum clausa manu, id est pugno, percusserit, CCCLX dinariis, qui faciunt solidos IX, culpabilis judicetur, videlicet ut pro unoquoque ictu III solidos reddat [b].

10 [227]. Si quis alterum in via adsallierit, et expoliare temptaverit, et ille fuga evaserit, MCC denariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

[a] Au lieu de ces deux mots, A et Q portent *excepto capitale et dilatura*. — [b] Q *persolvat*.

11[228]. Si vero ceperit eum et expoliaverit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

XX. DE EO QUI HOMINEM INNOCENTEM ET ABSENTEM, AD REGEM ACCUSAVERIT[229].

1. Si quis hominem innocentem et absentem, de culpis minoribus[230] ad regem[231] accusaverit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

2[232]. Si vero tale crimen ei inputaverit, unde mori debuisset, si verum fuisset, ille qui eum accusaverit VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XXI. DE MALEFICIIS[233].

1. Si quis alteri herbas[234] dederit bibere, et mortuus fuerit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si vero biberit, et mortuus non fuerit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, ille qui dedit pro alio maleficio culpabilis judicetur.

3[235]. Si quis alteri aliquod maleficium superjactatus fuerit, sive cum ligaturis in quolibet loco miserit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

4. Si quis mulieri herbas dederit, ut infantes habere non possit[236], MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

XXII. DE EO QUI MULIERI INGENUÆ MANUM STRINXERIT[237].

1. Si quis homo ingenuus feminæ ingenuæ manum aut digitum strinxerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2. Si vero brachium strinxerit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

3. Si autem super cubitum manum miserit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

4[238]. Si ergo mamillam strinxerit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

XXIII. DE EO QUI NAVEM, SINE PERMISSU DOMINI, MOVERIT, AUT FURAVERIT[239].

1. Si quis, sine permissu[a], navem alienam movere præsumpserit, et cum ea flumen transierit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2[240]. Si vero ipsam navem furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3[241]. Si quis navem, vel ascum[b], de intro clave furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

4[242]. Si quis ascum de intro clave repostum, et in suspenso pro studio[243] positum, furaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

XXIV. DE FURTIS IN MOLINO[c][244].

1. Si quis ingenuus in molino alieno annonam furaverit, ei cujus molinus est, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur; ei vero cujus annona est, similiter DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2[245]. Si quis ferramentum de molino alieno furaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3[246]. Si quis sclusam[d] de farinario[247] alieno ruperit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXV. DE CABALLO SINE PERMISSU DOMINI SUI ASCENSO[248].

1. Si quis caballum alienum sine permissu domini sui ascenderit, et eum caballicaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV[249] culpabilis judicetur[250]; et pro eo quia[251] discenderit[e], similiter aliis DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[a] I, P, ajoutent *domini*. — [b] Q *abscance*. — [c] N ajoute *commissis*. — [d] G *exclausam*; O *exclasam*. — [e] P porte *ascenderit*.

XXVI. DE HIS QUI PUEROS VEL MULIERES OCCIDERINT [252].

1 [253]. Si quis puerum infra duodecim annos, sive crinitum, sive incrinitum [254], occiderit, XXIVM dinariis, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2 [255]. Si quis puerum crinitum sine voluntate parentum totunderit [256], MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV [a], culpabilis judicetur.

3 [257]. Si vero puellam totunderit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

4 [258]. Si quis feminam gravidam occiderit, XXVIIIM dinariis, qui faciunt solidos DCC, culpabilis judicetur.

5 [259]. Si quis infantem in ventre matris suæ, aut natum antequam nomen habeat, infra VIIII noctes [260], occiderit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

6 [261]. Si quis puellam ingenuam, infra annos antequam infantes possit habere, occiderit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

7 [262]. Si quis feminam ingenuam, postquam infantes cœperit habere, occiderit, XXIVM dinariis, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

8 [263]. Si quis feminam, postquam infantes habere non potuerit, occiderit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur [b].

9 [264]. Si quis puer, infra duodecim annos, aliquam culpam commiserit, fredus [265] ei non requiratur.

XXVII. DE ADULTERIIS ANCILLARUM [266].

1 [267]. Si quis ingenuus cum aliena ancilla mœchatus fuerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2 [268]. Si quis vero cum regis ancilla [269] mœchatus fuerit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

3 [270]. Si quis Francus [271] alienam ancillam sibi publice junxerit, ipse cum ea in servitio permaneat [c].

[a] I porte *MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio*; E *MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV*. — [b] Ce paragraphe manque dans I. — [c] E porte : *Si quis Francus cum alienam ancillam mechatus fuerit et sibi publice junxerit, ipse cum ea in servitio implicetur.*

4 [272]. Si servus cum ancilla aliena[a] mœchatus fuerit, et de ipso crimine ancilla mortua fuerit, servus ipse aut castretur, aut CCXL dinariis, qui faciunt solidos VI, culpabilis judicetur; dominus vero servi capitale in locum restituat.

5 [273]. Si autem ancilla propter hoc mortua non fuerit, servus ipse aut CXX[b] ictus accipiat, aut CXX dinarios, qui faciunt solidos III, domino ancillæ cogatur persolvere.

6 [274]. Si quis servus ancillam alienam, sine voluntate domini sui, sibi in conjugium copulaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, aut CXX ictus accipiat.

XXVIII. DE LIBERTIS DIMISSIS [275].

1. Si quis lidum alienum [276], qui cum domino suo in hoste [277] fuerit, sine consilio domini sui, ante regem per dinarium [278] ingenuum dimiserit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur; res vero ipsius lidi legitimo domino restituantur [279].

2. Si quis servum alienum [280], ante regem per dinarium ingenuum dimiserit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, et capitale in locum restituat, et res servi ipsius proprius dominus recipiat.

XXIX. DE FURTIS DIVERSIS [281].

1. Si quis tintinnum de porcina aliena furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2 [282]. Si vero de pecoribus tintinnum furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

3 [283]. Si quis skellam[c] [284] de caballis furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur[d].

4 [285]. Si quis pedicam de caballis furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

5 [286]. Si caballi ipsi perierint, capitale in locum restituat.

6 [287]. Si quis messem alienam per furtum metere aut reffare[e] [288] præsumpserit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[a] Ce mot manque dans G, K, N. — [b] A, G, N, portent CCXX *ictus*. — [c] A, F, *schellam*; H, N, *scallam*; G *skellam*; O *schillam*; B *sellam*. — [d] Ce paragraphe et le suivant manquent dans Q. — [e] Q *rinfacere*.

7 [289]. Si quis hortum alienum, ad furtum faciendum, ingressus fuerit DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur [a].

8 [290]. Si quis inpotos [b] [291] de milario [c], aut de pirario tulerit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

9 [292]. Si vero in horto fuerint, DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

10 [293]. Si quis milarium aut pirarium [d] decorticaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

11 [294]. Si vero in horto fuerint, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

12 [295]. Si quis cultellum alienum furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

13 [296]. Si quis in napinam [297], in fabariam [e], in lenticulariam, vel in his similia, ad furtum faciendum, ingressus fuerit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

14 [298]. Si quis in campo alieno linum furaverit, et hoc in caballo aut in carro duxerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

15 [299]. Si vero tantum tulerit, quantum in dorsu portare potuerit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

16 [300]. Si quis in agro alieno arborem insertam exciderit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

17 [301]. Si quis campum alienum araverit et seminaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

18 [302]. Si vero tantum araverit et non seminaverit, DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

19 [303]. Si quis aratrum in campum alienum intrare prohibuerit, vel arantem foras jactaverit vel testaverit [304], DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

20 [305]. Si quis pratum alienum secaverit, laborem suum perdat,

[a] Le § 7 est après le 10e dans A. — [b] H, I, O, *inpotus*; K *impodos*. — [c] I *miliario*; K, N, *malario*; G *millario*; H, O, *melario*; Q *meslario aut de perario*. — [d] Q *meslarium aut perticarium*. — [e] La plupart des manuscrits ajoutent ici *in pisariam*.

et insuper[306] DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

21[307]. Et si inde fœnum ad domum suam in carro duxerit, et discarcaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

22[308]. Si vero tantum tulerit, quantum in dorsu suo portare potuerit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

23[309]. Si quis vineam alienam per furtum vindemiaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

24[310]. Et si inde vinum in carro in domum suam adduxerit et descarcaverit, MDCCC denariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[311].

25. [De messibus autem similiter convenit observare][312].

26[313]. Si quis clausuram alienam ruperit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

27[314]. Si quis in silva materiamen alienum aut incenderit aut capulaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

28[315]. Si quis materiamen, de una parte dolatum, furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

29[316]. Si quis arborem, post annum[317] quam fuerit signata, capulare præsumpserit, nullam exinde habeat culpam.

30[318]. Si, infra annum[319], quis eam capulaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

31[320]. Si quis rete ad anguillas capiendas de flumine furaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

32[321]. Si quis statuam[322], aut tremachlum[a], vel vertivolum, de flumine furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

33[323]. Si quis screonam[b][324], quæ[c] clavem habet, effregerit, et aliquid furaverit, MDCCC dinariis[d], qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

34[325]. Et si inde nihil tulerit, pro sola effractura, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[a] I *tremaclum*; G *trecklam*; E *tremalam*; O *tremalicum*. — [b] I *schreonam*; E *screunam*; O *screona*. — [c] O *qui*. — [d] I porte *DC dinariis*.

35[326]. Si vero screonam[a], quæ sine clave est, effringerit[b], DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur[c].

36[327]. Si quis cum servo alieno, sine consensu domini sui, aliquid negotiaverit[328], DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur[d].

37[329]. Si quis mulieri brachile[e] furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

38[330]. Si quis casam alienam, sine permissu possessoris, traxerit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XXX. DE LOCATIONIBUS[331].

1. Si quis furtim[f] [332] aliquem locaverit[333], ut hominem interficiat, et pretium propter hoc acceperit et non fecerit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio[g], culpabilis judicetur.

2[334]. Similiter et ille qui pretium accepit ut hominem occiderit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

3[335]. Si vero per tertium locatio ipsa fuerit transmissa, MMD denariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur. Sic dans, accipiens, portans, unusquisque illorum culpabilis judicetur.

XXXI. DE DEBILITATIBUS[336].

1[337]. Si quis alteri manum aut pedem truncaverit, vel oculum effodierit, aut auriculam vel nasum amputaverit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

2[338]. Si vero manus ipsa ibidem mancata pependerit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3[339]. Si manus ipsa perexcussa fuerit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

4[340]. Si quis pollicem de manu vel pede excusserit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

5[341]. Si vero ipse pollix mancatus pependerit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

[a] A *chreonanam.* — [b] A *infrangerit;* I *effrangerit.* — [c] Après le § 35 commence dans H et N un second titre XXIX, *De servo alieno.* — [d] Le § 36 manque dans I. — [e] O *muliere bracile.* — [f] On avait d'abord écrit *furtum*, mais un jambage de l'*u* a été gratté. — [g] Q porte dans ce § et les deux suivants XLIII.

6[342]. Si secundum digitum, quo sagittatur, excusserit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

7[343]. Si quis tres sequentes digitos pariter uno ictu excusserit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

8[344]. Si quis medium digitum excusserit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

9[345]. Si quis quartum digitum excusserit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

10[346]. Si minimum excusserit, similiter DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

11[347]. Si quis pedem alterius capulaverit, et ibidem mancatus remanserit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

12[348]. Si vero[a] ipse perexcussus fuerit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio[b], culpabilis judicetur.

13[349]. Si quis alteri oculum evellerit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

14[350]. Si nasum excusserit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

15[351]. Si auriculam excusserit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

16[352]. Si quis linguam alterius amputaverit, ut loqui non possit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

17[353]. Si quis dentem excusserit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

18[354]. Si quis ingenuus ingenuum castraverit, aut virilia truncaverit, ut mancus fiat, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, cŭlpabilis judicetur.

19[355]. Si vero ad integrum tulerit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

XXXII. DE CONVICIIS[356].

1. Si quis alterum cenitum[c][357] clamaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[a] Il faut évidemment suppleer *pes*, qui manque dans tous les manuscrits. — [b] Q porte XLIII, et presque toujours — [c] I, *cœnitum*.

2[358]. Si quis alterum conchagatum[359] clamaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

3[360]. Si quis alterum vulpiculam[a] clamaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

4[361]. Si quis alterum leporem clamaverit, CCXL dinariis, qui faciunt solidos VI, culpabilis judicetur.

5. [Si quæ mulier ingenua, aut vir, mulierem meretricem clamaverit, et non poterit adprobare, solidos XLV, culpabilis judicetur.][362]

6[363]. Si quis alteri inputaverit quod scutum suum projecisset in hoste, vel fugiendo præ timore, CXX dinariis, qui faciunt solidos III[364], culpabilis judicetur.

7[365]. Si quis alterum delatorem[366] clamaverit, et non potuerit conprobare, DC denariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

8[367]. Si quis alterum falsatorem clamaverit, et non potuerit conprobare, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[9. Si quis compari suo pittum excusserit, CXX dinariis qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, aut similem illi reddat, vel cum duodecim juret quod similem illi restituisset.][368]

XXXIII. DE VIÆ LACINA[369].

1. Si quis baroni[370] viam suam obstaverit[b], aut eum inpinxerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2[371]. Si quis mulieri[372] ingenuæ viam suam obstaverit, vel eam inpinxerit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3[373]. Si quis viam quæ ad farinarium ducit clauserit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXIV. DE EO QUI HOMINEM INGENUUM SINE CAUSA LIGAVERIT[374].

1. Si quis hominem ingenuum sine causa[375] ligaverit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

2. Si vero eum ligatum[c] in aliquam partem[376] duxerit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur[d].

[a] I *vulpigolam*; G *vulpiculam*; H, K, N, *velpeculam*; ce mot manque dans E. — [b] F *ostaverit*; K, Q, *hostaverit*; O *ortaverit*. — [c] Manque dans A. — [d] Ce paragraphe manque dans Q.

3[377]. Si vero Romanus Francum ligaverit sine causa, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4[378]. Si autem Francus Romanum ligaverit sine causa, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

5[379]. Si quis hominem noxium ligatum per vim[380] tulerit grafioni[a], vitam suam redimat[381].

XXXV. DE VENATIONIBUS[382].

1[383]. Si quis de diversis venationibus, aliquid aut furaverit aut celaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur. Quam legem, tam de venationibus quam et piscationibus[b], convenit observare[384].

2[385]. Si quis, cervum domesticum signum habentem, aut occiderit aut furaverit, qui ad venationem faciendam mansuetus factus est, et cum testibus conprobare dominus ejus potuerit, quod eum in venatione habuisset et cum ipso duas aut tres feras occidisset, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

3[386]. Si quis vero, cervum domesticum, qui in venatione adhuc non fuit, aut occiderit aut furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

4. [Si quis cervum quem alterius canes moverunt, aut lassaverunt, occiderit et celaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.][387]

5[388]. Si quis aprum lassum, quem alieni canes moverunt, occiderit vel furaverit[389], DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXVI. DE SEPIBUS[390].

1. Si quis tres virgas cum quibus sepis superligata est, vel retortas[391] quibus sepis continetur, capulaverit, aut tres cambortas excervicaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2[392]. Si quis, per alienam messem, postquam germina produxerit, herpicem traxerit, aut cum carro sine via[393] transierit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

3[394]. Si quis, per messem alienam, postquam in culmum erigitur,

[a] A *grafio*; I *garafine*; G, H, *grarioni*; E *grafionem*. — [b] O *tam venationibus quam piscationibus*.

sine via cum carro transierit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4[395]. Si quis, per malum ingenium, in curtem[396] alterius, vel in casam, vel ubicunque, miserit aliquid, quod furatum est, nesciente domino cujus possessio est[397], et ibidem inventum fuerit, ille qui, per malum ingenium, hoc miserit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

5. [Si quis in curte alterius post solis occasum in furtum ingressus fuerit, et ibidem fuerit inventus, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.][398]

XXXVII. DE HOMICIDIIS SERVORUM VEL ANCILLARUM[399].

1. Si quis servus servum aut ancillam sibi consimilem occiderit, homicidam illum domini inter se dividant[400].

2. Si quis ingenuus servum alienum adsallierit et expoliaverit[401], et convictus fuerit quod ei plus quam XL dinarii valeant tulisset[402], MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

3[403]. Si vero minus quam XL dinarii valent tulerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4[404]. Si quis servum alienum flagellaverit, et in quadraginta noctibus operare non potuerit, XL dinariis, qui faciunt solidum unum, et trianti[a] uno[b], quod est tertia pars solidi, culpabilis judicetur.

5[405]. Si quis homo ingenuus lidum alienum[406] expoliaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.

6[407]. Si quis servum alienum mortuum per furtum expoliaverit, et spolia ipsa plus quam quadraginta dinarii valeant, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur[c].

7[408]. Si autem spolia minus quam quadraginta dinarii valet, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

8[409]. Si servus[410] hominem ingenuum occiderit, ipse homicida, pro medietate conpositionis[411], hominis occisi parentibus tradatur, et aliam medietatem dominus servi se noverit solviturum[412]; aut si legem intellexerit[413], poterit se obmallare[414] ut leudem[415] non solvat.

[a] H porte *XXX.I.* — [b] I *tria ante;* N *triginta;* G *trienta;* E, K, *triante una.* — [c] Ce § manque dans Q.

XXXVIII. DE QUADRUPEDIBUS, SI HOMINEM OCCIDERINT[416].

Si quis homo a quolibet pecude[a] domestico fuerit occisus[417], et hæc parentes illius potuerint testibus conprobare quod dominus pecudis antea legem non adimpleret[418], medietatem conpositionis dominus ipsius quadrupedis cogatur exsolvere; ipsum vero quadrupedem, qui est auctor criminis, pro medietate conpositionis restituat requirenti, eo videlicet modo si dominus quadrupedis non intellexerit secundum legem se defendere.

XXXIX. DE VESTIGIO MINANDO[b][419].

Si quis bovem, aut caballum, vel quodlibet animal sibi furatum, perdiderit[420], et eum per vestigium sequendo fuerit consecutus[421] infra tres noctes, et ille qui eum ducit se conparasse aut[c] cambiasse dixerit, vel proclamaverit[422], ille qui per vestigium sequitur, res suas debet per tertiam manum[423] adhramire[d][424]. Si vero, jam tribus noctibus exactis[425], qui res suas quæsierit, et invenerit, ille apud quem inveniuntur, si eas emisse aut cambiasse se dixerit, liceat adhramire. Quod si ille qui per vestigium sequitur, quod se agnoscere dicit, illo alio reclamante, per tertiam manum adhramire noluerit, nec solem secundum legem culcaverit[426], sed ei violenter quod se agnoscere dicit, tulisse convincitur[427], MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

XL. DE CABALLIS FURATIS[428].

1. Si quis caballum qui carrugam trahit, furaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2[429]. Si quis warannionem[430] homini Franco furaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

3[431]. Si quis caballum spadatum furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[e].

4[432]. Si quis warannionem regis[433] furaverit, MMMDC dinariis, qui faciunt solidos XC, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

5[434]. Si quis amissarium[435] cum grege, hoc est cum septem aut duo-

[a] Q porte *quadrupede*. — [b] Q porte *vestigiis minandis*. — [c] Q porte *et* non au lieu de *aut*. — [d] O *achramire*. — [e] Ce § manque dans O.

decim equabus, furaverit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

6[436]. Si autem de grege minus fuerit, usque ad sex capita, et pretium et causam superius intimatam, convenit observare[437].

7[438]. Si quis puledrum[a] anniculum vel bimum furaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

8[439]. Si vero sequentem puledrum furaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

9[440]. Si quis jumenta aliena tribatterit[b], et evaserint, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

10[441]. Si autem mortuæ inde fuerint, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur[c].

11[442]. Si quis equam pregnantem furaverit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

12[443]. Si quis jumentum, aut caballum, furaverit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

13[444]. Si quis amissarium alienum sine consensu domini spadaverit[d], DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur. Et per unumquodque jumentum, quæ ille continere consueverat, triente uno[e] conponat, quod est tertia pars solidi, id est, tredecim dinarii et tertia pars unius dinarii.

14[445]. Si quis, per superbiam aut inimicitiam, caballos aut jumenta aliena trebatterit vel debilitaverit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

15[446]. Si quis caballum alienum sine consensu domini excurtaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

16[447]. Si quis caballum alienum excoriaverit, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

XLI. DE HIS QUI ALIENA MANCIPIA SOLLICITAVERINT[448].

1. Si quis mancipium alienum sollicitaverit, et convictus fuerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

[a] Q *pultedrum.* — [b] G, I, *tribaterit*; N *tribuat erit*; B *trebataverit.* — [c] A ajoute *excepto capitale et delatura.* — [d] O *expadaverit.* — [e] Leçon de I, N, au lieu de *triaen* du man. 4418 A et O, de *trienti* de N, de *trien* de G.

2[449]. Si quis servum alienum plagiaverit[450], id est, per circumventionem de servitio domini sui abstraxerit, et trans mare, sive in qualibet regione, ipsum duxerit, et ibidem a domino inventus fuerit[451], et ipsum a quo in patria plagiatus est, in mallo publico nominaverit[452]; et tres ibidem testes dominus habere debet. Et iterum, cum servus ipse citra mare, vel de qualibet regione, fuerit revocatus, in altero mallo debet nominare qui eum plagiaverit; et ibidem similiter tres testes debent adesse. Ad tertium vero mallum similiter fieri debet, ut novem testes jurent quod servum ipsum æqualiter semper super plagiatorem dicentem audissent. Sic postea, qui eum plagiavit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura; ea tamen ratione, ut nomina hominum et villarum, æqualiter[453], per totos tres mallos, debeat nominare.

3[454]. Si quis hominem ingenuum plagiaverit, vel vendiderit, et postea in patria reversus fuerit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur[455].

4[456]. Si quis hominem ingenuum vendiderit, et postea in patriam ad propria reversus non fuerit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur[457].

XLII. DE SERVO QUI DE FURTO[a] FUERIT INTERPELLATUS[458].

1. Si cujus servus de furtu[459] fuerit interpellatus, si talis causa est unde ingenuus DC dinarios, qui faciunt solidos XV, conponere debeat[b], si servus, super scamnum tensus, CXX ictus accipiat.

2[460]. Si vero[c], antequam torqueatur, fuerit confessus, et domino ejus ita placuerit, CXX dinarios, qui faciunt solidos III, pro dorso suo reddat, et capitale dominus servi in locum restituat.

3[461]. Si autem talis culpa fuerit, de qua ingenuus MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, conponere debeat, similiter servus CXX ictus accipiat tensus.

4[462]. Et si in ipso supplicio fuerit confessus, aut castretur, aut CCXL dinarios, qui faciunt solidos VI, solvat; dominus vero servi capitale in locum restituat requirenti.

[a] A, G, N, *furta*. — [b] A *culp. judic.* — [c] Ce mot inutile manque partout. Quelques manuscrits, *si servus*.

5[463]. Et si servus confessus non fuerit, et ille qui eum torquet adhuc ipsum servum torquere voluerit, etiam nolenti domino servi pignus donare debet[464], et ipsum servum ad majora supplicia retinere. Et si postea ipse servus, ad majora supplicia traditus, confessus non fuerit, qui eum torquebat ipsum habeat. Dominus vero servi, de quo jam pignus acceperat, pretium pro ipso suo servo suscipiat[465].

6[466]. Si vero supra dominum servus confessus fuerit, numquam credatur.

7[467]. Si vero in majori crimine servus inculpatus fuerit, de quo ingenuus MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, possit culpabilis judicari, et inter supplicia confessus fuerit, capitali sententia feriatur[468].

8[469]. Si autem servus de quolibet crimine inculpatus fuerit, et dominus servi ipsius præsens adfuerit, ab eo qui repetit ammoneatur, ut servum suum ad justa supplicia dare non differat[470]; et qui repetit, virgas paratas debet habere, quæ in similitudinem minimi digiti grossitudinem habeant, et scamnum paratum habere debet, ubi servum ipsum tendere possit.

9[471]. Quod si dominus servi supplicia distulerit, et servus præsens fuerit, continuo ipse qui repetit, domino servi solem collocet, et ad septem noctes placitum concedat, ut servum ad supplicia tradat.

10[472]. Si, infra septem noctes, servum ad supplicia distulerit tradere, solem ei iterato is qui repetit collocet, et sic iterum ad alias septem noctes placitum tribuat, id est, ut quatuordecim noctes, a prima ammonitione, conpleantur.

11[473]. Quod si, impletis quatuordecim noctibus, servum noluerit ad supplicia dare, omnem causam et conpositionem dominus in se excipiat, hoc est, ut si talis causa fuerit de qua ingenuus DC dinarios, qui faciunt solidos XV, conponere debeat, tantos ipse dominus servi reddat.

12[474]. Si vero major culpa fuerit, de qua ingenuus MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, conponere debeat, et dominus servum non præstaverit, ipsum numerum solidorum reddat, et capitale in locum restituat.

13[475]. Quod si adhuc major culpa fuerit, quæ servo requiritur, dominus servi non ut servus, sed ut ingenuus, totam legem super se solviturus accipiat.

14[476]. Si autem servus absens fuerit, dominum servi is qui repetit secretius ammonere debet, ut servum suum, infra septem noctes, præsentem faciat. Quod si non fecerit, tunc repetens solem illi cum testibus collocet. Et si, infra alias septem noctes, ipsum servum non præsentaverit, iterum repetens cum testibus solem ei collocet, et tertia vice adhuc septem noctes placitum illi concedat, id est, ut totus numerus ad viginti et unam noctem perveniat. Quod si, post tria placita, servum noluerit ligatum ad supplicia dare, et per singula placita solem ei collocaverit, tunc dominus servi omnem repetitionem, sicut superius diximus, non ut servus, sed quasi ingenuus hoc commisisset, talem conpositionem repetenti restituat.

15[477]. Si vero ancilla in tale crimine inculpatur, de quo servus castrari debuerat, CCXL dinarios, qui faciunt solidos VI, si convenit, dominus reddat, aut CCXL ictus accipiat flagellorum.

XLIII. DE HOMICIDIIS INGENUORUM[478].

1. Si quis ingenuus Francum, aut hominem barbarum, occiderit, qui lege salica[a] vivit[479], VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2[480]. Si vero eum in puteum, aut sub aquam miserit, XXIVM dinariis, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

3[481]. Si autem de ramis, vel de hallis, aut de qualibet [re] [b] cooperuerit[c], aut incenderit, XXIVM dinariis, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

4[482]. Si quis eum occiderit, qui in truste dominica est[483], XXIVM dinariis, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

5[484]. Si vero in puteum, aut sub aquam, miserit, aut de hallis, vel de ramis, eum cooperuerit, aut incenderit, LXXIIM dinariis, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur.

6[485]. Si quis Romanum hominem, convivam regis[486], occiderit, XIIM dinariis, qui faciunt solidos CCC, culpabilis judicetur.

7[487]. Si Romanus homo possessor[488], id est, qui res in pago ubi com-

[a] Le man. 4418 et A, G, H, N, portent *saliga*. — [b] Le mot *re* manque dans 4418; j'ai dû l'ajouter sur la foi des autres manuscrits. — [c] E, G, H, O, portent *qualibet rem cooperuerit*.

manet, proprias possidet, occisus fuerit, is qui eum occidisse convincitur, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

8[489]. Si quis Romanum tributarium[490] occiderit, MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV[491], culpabilis judicetur.

9[492]. Si quis hominem invenerit in quadrubio, sine manibus et sine pedibus, quem inimici sui detruncatum dimiserint, et eum vita privaverit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

10[493]. Si quis hominem ingenuum in puteum, aut in pelagum, aut quolibet præcipitium, ubi periculum mortis esse possit, inpinxerit, et ille qui projectus est, quolibet modo ab eodem periculo vivus evaserit, ille qui eum inpinxit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

11[494]. Si autem qui præcipitatus est, mortuus fuerit, tota leude sua[495] conponatur.

12[496]. Atque ita, unaquaque persona quæ majori, minorive conpositione conponi debuerat.

13[497]. Si de præcipitio periculo mortis evaserit[a], medietate leudis suæ conponatur, qua conponi debuerat si mortuus fuisset. Nam et si mortuus fuerit, unusquisque secundum modum leodis suæ conponatur.

14[498]. Si quis hominem ingenuum, cuilibet socio suo, de quolibet crimine accusaverit[499]; et per ejus commotionem[b], sive mendacium, ille qui accusatus est occisus fuerit, si ei adprobatum fuerit, medietate leodis ejus conponat. Ille vero qui eum occisit[500], secundum legem pleniter conponat.

XLIV. DE HOMICIDIIS A CONTUBERNIO FACTIS[501].

1[502]. Si quis, collecto contubernio[503], hominem ingenuum in domo sua adsallierit, et ibidem eum occiderit, XXIVM dinariis, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

2[504]. Si vero in truste dominica, ille qui occisus fuerat, LXXIIM dinariis, qui faciunt solidos MDCCC, culpabilis judicetur.

3[505]. Quod si corpus occisi hominis tres plagas vel amplius habuerit,

[a] I, *Si de precio periculum;* G, *Si de præcipio periculos viros evaserit;* E, *Si autem de præcipio periculo mortis*. Une leçon analogue est dans Q. — [b] B, *commonitionem;* I, *cummunitione.*

tres qui inculpantur, et quod in eo contubernio fuissent convincuntur, legem superius conprehensam singillatim cogantur exsolvere. Alii vero tres de eodem contubernio, MMMDC dinariis, qui faciunt solidos XC, unusquisque illorum culpabilis judicetur. Et tres adhuc, in tertio loco, de eodem contubernio, MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, singuli eorum cogantur exsolvere.

4[506]. Si vero Romanus[507], vel lidus[508], in tali contubernio occisus fuerit, hujus conpositionis medietas solvatur.

XLV. DE HOMICIDIIS IN CONVIVIO[a] FACTIS[509].

1[510]. Si in convivio[511], ubi quattuor aut quinque fuerint[b] homines, unus ex ipsis interfectus fuerit, illi qui remanent, aut unum convictum reddent, aut omnes mortis illius conpositionem conjectent. Quæ lex usque ad septem qui fuerint in convivio illo convenit observare.

2[512]. Si vero in illo convivio plus quam septem fuerint, non omnes teneantur obnoxii, sed quibus fuerit inputatum, illi secundum legem conponant.

3[513]. Si quis foris[c] casa, sive iter agens, seu in agro positus, a contubernio fuerit occisus, et tres vel amplius habuerit plagas, tres de eodem contubernio qui convicti fuerint, singillatim mortis illius conpositionem conponant; et tres alii de ipso contubernio, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, unusquisque illorum culpabilis judicetur; et tres adhuc alii de ipso contubernio, DC denariis, qui faciunt solidos XV, singuli eorum culpabiles judicentur[514].

XLVI. DE REIPPUS[515].

1. Si quis homo moriens viduam dimiserit, et eam quis in conjugium voluerit accipere[516]; antequam eam accipiat[d], tunginus aut centenarius mallum indicent; et in ipso mallo scutum habere debet; et tres homines causas tres demandare[e][517]. Et tunc ille qui viduam accipere vult, cum tribus testibus qui adprobare debent[518], tres solidos æque pensantes et dinarium habere debet, et hoc factu, si eis convenit[519], viduam accipiat.

[a] A porte *contubernio*. — [b] G. *fuerunt*. — [c] I, *foras*. — [d] I, *ancipiat*. — [e] dans E, on lit *debent* après *demandare*.

2. Si vero ista non fecerit, et sic eam acciperit, illi cui reippus debetur[520], MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.

3. Si autem quæ superius diximus omnia secundum legem impleverit, et tres solidos et dinarium ille cui reippus debetur acciperit, tunc eam legitime accipiat[521].

4. Hoc discernendum videtur, cui reippus debeatur[522].

5. Si nepus fuerit, sororis filius senior[523], ille reippum[a] accipiat.

6. Si vero nepus non fuerit, neptis filius senior ille accipiat.

7. Quod si neptis filius non fuerit, consubrinæ filius, qui ex materno genere venit, ipse accipiat.

8. Si autem nec consubrinæ filius fuerit, tunc avunculus, frater matris, reippum accipiat.

9. Si vero avunculus non fuerit, tunc frater illius, qui ipsam mulierem ante habuerat, si in hæreditatem defuncti fratris, id est, mariti mulieris illius, venturus non est, ipse reippum accipiat.

10. Quod si nec ipse fuerit, tunc qui proximior fuerit, post superius nominatos qui singillatim secundum parentillam dicti sunt, usque ad sextum genuculum, si in hæreditatem illius mariti defuncti non accedat, ipse reippus accipiat.

11. Si autem nullus, nisi post sextum genuculum proximus fuerit, in fiscum ipsi reippi, vel causa quæ inde orta fuerit[524], colligatur.

XLVII. DE EO QUI VILLAM ALTERIUS OCCUPAVERIT, VEL SI DUODECIM MENSIBUS EAM TENUERIT[525].

1. Si quis super alterum[526] in villa[527] migrare voluerit, et aliqui de his qui in villa consistunt[528] eum suscipere voluerint[b], et vel unus ex ipsis extiterit, qui contradicat, migrandi licentiam[529] ibidem non habeat[c].

2. Si vero, contra interdictum[530] unius vel duorum, in ipsa villa consedere præsumpserit, tunc interdictor testari illi debet cum testibus, ut infra decem noctes inde exeat; et si noluerit, iterum ad ipsum cum testibus veniat, et testetur illi ut infra alias decem noctes secedat[d]. Quod si noluerit, iterum tertio placito, ut infra decem noctes exeat,

[a] I, *reippus;* H, N, *reipphus.* — [b] E, *noluerint.* — [c] A, *migrandi lætitiam non habeat.* — [d] E, *inde exeat*

denuntiet. Si vero triginta noctes impletæ fuerint, et nec tunc voluerit exire, statim illum manniat ad mallum, et testes suos, qui ad ipsa placita fuerant, secum præstos habeat. Si autem ipse cui testatum est, venire noluerit, et eum aliqua sunnis non detenuerit, et secundum legem supra dictam testatus fuerat[531]; tunc ipse qui ei testatus est, super furtuna sua[a] ponet[532], et grafionem[b] roget, ut accedat ad locum, et ipsum inde expellat, et si ibi aliquid elaboravit, quia legem noluit audire, amittat, et insuper MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

3. Si vero quis alium in villam alienam migrare rogaverit, antequam conventum fuerit[533], MDCCC dinariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

4. Si autem quis migraverit in villam alienam, et ei aliquid infra duodecim menses[534] secundum legem[c] contestatum non fuerit, securus ibidem consistat sicut et alii vicini.

XLVIII. DE AFFATOMIÆ[d] [535].

Hoc convenit observare ut tunginus, vel centenarius, mallum indicent, et scutum in ipso mallo habeat, et tres homines causas tres demandare debent in ipso mallo; et requiratur postea homo qui ei non pertinet[536]; et sic fistucam in laisum jactet[537], et ipsi in cujus laisum fistucam jactaverit, dicat verbum de fortuna sua quantum ei voluerit dare[538]. Postea, ipse in cujus laisum fistucam jactavit, in casa ipsius manere, et hospites tres suscipere, et de facultate sua[539], quantum ei datur, in potestate sua habere debet[540]; et postea, ipse cui creditum est[541] ista omnia cum testibus collectis agere debet. Postea, aut ante regem, aut in mallo legitimo, ille cui fortunam suam deputavit, ei reddere debet[e]; et accipiat postea fistucam in mallo ipso, ante duodecim menses, ipse quos hæredes deputavit, in laisum suum jactent, et nec minus, nec majus, nisi quantum ei creditum est. Et si contra hoc aliquid dicere voluerit, debent tres testes jurati dicere quod ibi fuissent in mallo, ubi tunginus vel centenarius indixerunt, et quod vidissent hominem illum,

[a] Q porte *sua malum ponet*. — [b] G et 4418 *grarionem*; I, *garafionem*; O, *graphionem*. — [c] *legem* manque dans A. — [d] Dans N on lit en glose, d'une main que je crois celle de du Tillet, *id est sponsalia*. — [e] 4418 porte *illi cui fortunam suam deputavit reddere debet*.

qui fortunam dedit, in laisum illius quem jam elegerat, fistucam jactare; et nominare illum debent, qui fortunam suam in laisum electi jactavit; necnon et illum in cujus laisum fistucam jactavit, et hæredem appellavit, similiter nominent. Et alteri tres testes jurati debent dicere, quod in casa illius hominis qui fortunam suam donavit, ille in cujus laisum fistucam jactavit ibidem mansisset, et hospites tres, vel amplius, collegisset, et pavisset, et ei ibidem gratias egissent, et in beudo suo [542] pultes manducassent, et testes colligissent ista omnia. Alii tres testes jurati dicere debent, quod in mallo legitimo, vel ante regem, ille qui accepit in laisum suum fortunam in mallo publico, hoc est ante theada vel tunginum, fortunam illam quem hæredem appellavit, publice coram omnibus fistucam in laisum ipsius jactasset. Et hæc omnia novem testes debent adfirmare [543].

XLIX. DE FILTORTIS, HOC EST, QUALITER HOMO FURATAS RES INTERTIARE DEBEAT [544].

Si quis, qui lege salica [a] vivit, servum aut ancillam, caballum vel bovem, seu jumentum, seu quamlibet rem suam, sub alterius potestate agnoverit, mittat eam in tertiam manum; et ille apud quem agnoscitur debet adhramire. Et si intra Ligere [b] [545] aut Carbonaria ambo manent, et qui agnoscit, et apud quem agnoscitur, in noctes quadraginta placitum faciant [546]. Et in ipso placito, quanticumque fuerint, qui rem intertiatam vendiderunt aut cambiaverunt, aut fortasse in solutionem dederunt, omnes intra placitum istum commoneantur [c], ut unusquisque, cum negociatoribus suis, alter alterum admoneat. Si quis vero commonitus fuerit, et aliqua sunnis eum non detenuerit, et ad placitum venire distulerit; tunc ille qui cum eo negociavit, habeat tres testes, quod enunciasset ut ad placitum venire debuisset, et alios tres similiter habeat, quod cum eo publice negociasset. Hoc si fecerit, exuit [d] se de latrocinio. Ille autem qui, ammonitus, non venerit, super quem testes juraverint, erit latro illius qui res suas agnoscit; et ei secundum legem ipsas conponat, et insuper pretium illi reddat qui cum eo negociavit [547]. Ista omnia, ubi suus hamallus [548] est, super quem res primitus agnita fuerit,

[a] Le man. 4418 et A, G, N. portent *saliga*. — [b] G, *Legere*. — [c] E, *commoveantur*. — [d] E, *exivit*.

aut intertiata, fieri debeant. Quod si trans Legerem[a] aut Carbonariam manet ille apud quem res agnoscitur, in noctibus octoginta[549] lex ista custodiatur.

L. DE FALSO TESTIMONIO[550].

1. Si quis falsum testimonium[551] præbuerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

2[552]. Quod si aliquis alicui inputaverit quod se perjuraret[b], et non potuerit adfirmare, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3[553]. Si alicui fuerit inputatum quod se perjurasset[554], et hoc qui inputaverit adfirmare[c] potuerit, tres de ipsis conjuratoribus[555] perjuri, unusquisque illorum, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4[556]. Alii vero qui super ipsos tres fuerint, quinis solidis culpabiles judicentur.

5[557]. Ipse vero cui inputatum fuerit, excepto causa vel capitale et delatura, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

LI. DE TESTIBUS ADHIBENDIS[558].

1. Si quis testes necessarios[559] habuerit, et fortasse ipsi ad placitum venire noluerint, ille qui eos necessarios habet, mannire illos debet cum testibus[560] ad placitum, ut ea quæ sciunt[561] jurantes dicant.

2. Si vero noluerint venire, et eos sunnis non detenuerit[562], unusquisque illorum DC dinarios, qui faciunt solidos XV, conponat.

3. Si vero præsentes fuerint ad testimonium vocati, et noluerint jurando dicere ea quæ sciunt[563], et ferbanniti[564] fuerint, DC denariis, qui faciunt solidos XV, unusquisque illorum culpabilis judicetur.

LII. DE EO QUI FIDEM FACTAM ALTERI REDDERE NOLUERIT[565].

1. Si quis ingenuus, aut lidus[566], alteri fidem fecerit[567], tunc ille cui fides facta est, quadraginta noctes, aut quomodo placitum fecit quando fidem ei fecit, ad domum illius cum testibus[568] ambulare debet, vel

[a] Presque tous les manuscrits portent *Ligerem*. — [b] E, P, *perjurasset*. — [c] E, P, *adramire*.

cum illis qui pretium adpretiare debent[569]. Et si noluerit fidem factam solvere, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur[570].

2. Si vero adhuc supradictum debitum solvere noluerit, debet eum sic admallare[571] : *Rogo te, judex, ut hominem illum denominatum*[572] *gasacchionem*[573] *meum, qui mihi fidem fecit, de debito tali denominato, secundum legem salicam*[574] *mihi inde eum adstringas.* Tunc judex dicere debet : *Ego, gasacchium tuum illum, in hoc mallo quod lex salica*[a] *habet.* Tunc ille cui fides facta est, debet testificari fidejussori, ut nulli alteri nec solvat, nec pignus donet solutionis, antequam ei impleat unde fidem fecit[575]. Et sic festinanter, ad domum illius, qui ei fidem fecit, cum testibus accedat, et roget eum solvere debitum suum. Quod si noluerit, solem ei collocet[576]. Si ei solem culcaverit, tres solidos super debitum addat[577]; et sic, usque ad tres vices, per tres mannitas, facere debet. Ista igitur omnia facta, si adhuc noluerit debita conponere, usque ad novem solidos debitum ascendat, id est, ut per singulas ammonitiones, vel solem culcatum, terni solidi adcrescant. Si vero nec sic fidem factam in placito legitimo solvere noluerit, tunc ille cui fides facta est, ambulet ad grafionem[578] loci illius in cujus pago manet, accipietque fistucam[579], et dicat verbum istud : *Tu grafio, rogo te quia ille homo denominatus, qui mihi fidem fecit, quem legitime habeo adjacthivum*[b][580] *vel admallatum secundum legem salicam, et ego super me, et super fortunam meam pono, quod securus mitto in fortunam illius manum;* et dicat de quanta causa ei fidem fecerat. Tunc grafio congreget secum septem raginburgios[c] idoneos[581], et cum ipsis ad casam illius fidejussoris veniat, et roget eum si præsens est : *per voluntatem tuam*[582] *solve homini isto, de quo ei fidem fecisti, et hoc quod debes, secundum pretium legitime pretiatum, satisfacere stude.* Quod si tunc adimplere noluerit præsens, aut si absens fuerit, statim raginburgi pretium adpretiatum, quantum debitum quod debet valuerit, de fortuna illius tollant[583]. Et si fredus[584] antea de ipsa causa non fuerat datus, duas partes ille cujus causa est ad se revocet, et grafio tertiam partem obtineat.

3. Si autem grafio, ibi invitatus, non venerit[585], et sunnis eum aliqua non detenuerit, aut certe ratio dominica, et si distulerit ut ibi non

[a] G, H, N, *saliga.* — [b] L'orthographe de ce mot varie dans les manuscrits; G, *adjahctirum;* B, *adjectivum.* — [c] B, G, I, O, *rachimburgios,* ici et plus bas; H, K, *rachinburgios.*

ambulet, neque mittat[586] ut cum justitia exigatur debitum, aut se redimat, aut de vita conponat[587].

LIII. DE EO QUI GRAFIONEM AD RES ALIENAS TOLLENDAS INJUSTE INVITAVERIT[588].

1. Si quis grafionem ad res alienas injuste tollendas invitaverit, antequam gasacchium[a] suum secundum legem habeat admallatum[589], VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

2. Si vero grafio invitatus, contra legem, supra debitum justum, aliquid amplius tulerit[590], aut se redimat, aut de vita conponat.

LIV. DE [RE] PRÆSTATA[591].

Si quis alteri de rebus suis aliquid præstiterit[592], et ei reddere noluerit, sic eum debet mallare. Cum testibus ad domum illius cui res præstavit accedat, et sic contestetur ei : *Quia res meas noluisti reddere, quas tibi præstiti, in hoc eas tene*[593], *nocte proxima, quod lex salica*[b] *continet;* et sic ei solem collocet. Si nec tunc voluerit reddere, adhuc super septem noctes, similiter contestetur, sicut antea fecit, ut nocte proxima, secundum quod lex salica continet, res suas tenere debeat. Quod si nec tunc noluerit[c] reddere, iterum post alias septem noctes ad eum similiter cum testibus veniat, et roget ut debitum suum reddat. Ergo si tunc noluerit reddere, nec fidem facere reddendi, supra debitum quod ei præstitum est, et super illos novem solidos, qui per tres admonitiones adcreverunt, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

LV. DE MANU AB ÆNEO REDIMENDA[594].

1. Si quis ad æneum[595] mallatus fuerit, et forsitan convenerit, ut ille qui admallatus est manum suam redimat, et juratores donet; si talis causa est, de qua legitime si convictus fuisset, DC denarios, qui faciunt solidos XV, conponere debeat, tunc CXX dinariis, qui faciunt solidos III, manum suam redimat.

2. Si vero plus ad manum suam redimendam dederit, fredus grafioni solvat, tamquam si de ipsa causa convictus fuisset.

3. Si vero talis causa fuerit, de qua si convictus fuisset, MCCCC dina-

[a] A, *gasacchum*; E, *iajacium*. — [b] Le man. 4418 et G, H, N, *saliga*. — [c] E, G, H, N, *voluerit*.

rios, qui faciunt solidos xxxv, debuisset solvere, et convenit ut manum suam redimat, et juratores donet, ix solidis manum suam redimat.

4. Quod si amplius dederit, fredus grafioni[a] solvat, tanquam si de ipsa causa convictus fuisset.

5. Quod si major culpa fuerit, de qua LXII cum dimidio solidos solvere, si convictus fuisset, deberet, et convenit ut manum suam redimat, cum solidis xv manum suam redimat.

6. Et, si amplius dederit, fredus grafioni solvatur, tamquam si de ipsa causa convictus fuisset. Ista redemptio usque ad leudem sic permaneat.

7. Si autem leudem alter alteri inputaverit, et cum ad æneum habet mallatum, et convenit ut manum suam redimat, et juratores donet, cum solidis xxx manum suam redimat.

8. Et, si amplius dederit, fredum grafioni persolvat, tanquam si de ipsa causa convictus extitisset.

LVI. DE EO QUI GRAFIONEM OCCIDERIT[596].

1. Si quis grafionem occiderit, xxivM dinariis, qui faciunt solidos DC[597], culpabilis judicetur.

2. Si quis sagibaronem[598], qui puer regis[599] fuerat, occiderit, xiiM dinariis, qui faciunt solidos ccc, culpabilis judicetur[b].

3. Si quis sagibaronem qui ingenuus est[600], et se sagibaronem posuit, occiderit, xxivM dinariis, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur[c].

4. Sagibarones in singulis mallobergiis, id est, plebs quæ ad unum mallum convenire solet, plus quam tres esse non debent. Et si causa aliqua ante illos secundum legem fuerit definita, ante grafionem removere eam non licet[601].

LVII. DE CORPORIBUS EXPOLIATIS[602].

1. Si quis corpus hominis mortui, antequam in terra mittatur, per furtum expoliaverit, MMD dinariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio[603], culpabilis judicetur.

[a] La plupart des manuscrits portent *grafioni*; le 4418 écrit tantôt ainsi, tantôt il remplace l'*f* par *v*. J'ai adopté une orthographe uniforme. — [b] Ce paragraphe manque dans Q. — [c] Ce paragraphe manque dans E.

2. Si quis tumulum super hominem mortuum expoliaverit, vel dissipaverit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur [604].

3 [605]. Si quis aristatonem [606], hoc est, stapplus super mortuum missus capulaverit, aut mandualem, quod est ea structura, sive selave, qui est ponticulus, sicut mos antiquorum faciendum fuit; qui hoc distruxerit, aut mortuum exinde expoliaverit, de unamquemque de istis, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4 [607]. Si quis hominem mortuum, super alium, in naufo [608] vel in petra, miserit, MCCCC dinariis, qui faciunt solidos XXXV [609], culpabilis judicetur.

5 [610]. Si quis corpus jam sepultum effodierit, aut expoliaverit, wargus sit, hoc est, expulsus de eodem pago, usquedum cum parentibus defuncti convenerit, ut et ipsi parentes rogati sint pro eo, ut liceat ei infra patriam esse [611]. Et quicumque antea panem, aut hospitalitatem, ei dederit, etiam si uxor ejus hoc fecerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

6 [612]. Auctor vero sceleris hujus, si ipse hoc fecit, et conprobatus fuerit, vel alium ademptum faciendi [a] locaverit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

7 [613]. Si quis domum, in modum basilicæ factum, super hominem mortuum, expoliaverit, MCC dinariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura [b].

LVIII. DE EXPOLIATIONE ECCLESIÆ, VEL INCENDIO SIVE HOMICIDIIS CLERICORUM [614].

1 [615]. Si quis ecclesiam sanctificatam, vel ubi reliquiæ sanctorum reconditæ sunt, incenderit, vel infra ipsa ecclesia aliquam expoliationem de altare, aut de infra illa ecclesia aliquid tulerit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura.

2 [616]. Si quis diaconem interfecerit, XIIM dinariis, qui faciunt solidos CCC, culpabilis judicetur.

3 [617]. Si quis presbyterum interfecerit, XXIVM dinariis, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur.

[a] B et H, *vel ad alium admetum faciendum*; E. *adestum*. — [b] Ce § est placé avant le précédent dans E.

[4. Si quis episcopum interfecerit DCCCC solidos, culpabilis judicetur.][618]

LIX. DE EO QUI AD MALLUM VENIRE CONTEMPSERIT[619].

Si quis ad mallum venire contempserit[620], et quod ei a raginburgis[a] judicatum fuerit, implere distulerit, si nec de conpositione[b][621] nec ulla lege fidem facere voluerit, tunc ad regis præsentiam ipsum mannire debet. Et ibidem duodecim testes esse debent, qui per singula placita jurando dicant, quod ibidem fuissent ubi raginburgi ei judicassent, et ille decretum judicium contempsisset. Iterum alii tres jurare debent, quod ibidem fuissent, post illum diem in qua ei ragimburgi judicaverunt, ut aut[c] per æneum, aut per conpositionem se educeret; hoc est, de illa die in quadraginta noctes, in mallo iterum solem culcaverit, et nullatenus legem implere voluerit. Tunc eum debet mannire ante regis præsentiam[622], in quatuordecim noctes; et tria testimonia jurando dicant quod eum mannisset. Quod si nec tunc venerit, et ista omnia novem testimonia conjurando[d] quæ superius diximus vera esse dixerint, similiter ei iterum solem culcet, et illos tres testes ibidem habeat. Ubi culcaverit solem, et ista omnia conpleverit qui eum admallat, et ille qui admallatur ad nullum placitum venire, nec per legem se educere[e] noluerit, tunc rex, ad quem mannitus est, extra sermonem suum esse dijudicet[623]; et ita ille culpabilis, et omnes res suæ erunt in fisco, aut cui fiscus dare voluerit. Et quicumque ei panem dederit, aut in hospitium colligerit, etiam si uxor ejus propria sit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur; donec omnia, quæ ei legibus inputantur, secundum legem conponat.

LX. DE RACHINBURGIIS[f][624].

1. Si quidem rachinburgii in mallo resedentes[625], cum causa discussa fuerit inter duos causatores, ammoniti ab eo qui causam requiret, ut legem[g] salicam dicant[626], et si legem dicere noluerint, tunc ab eo qui

[a] A, *raginburgiis*: B, F, G, H, N, O, *rachinburgiis*. — [b] Le man. 4418 porte *positione*; j'ai dû corriger ce mot d'après les autres manuscrits. — [c] A porte *ita ut*. — [d] G, N, *jurando*. — [e] Le man. 4418 porte *edicere*, ainsi que B, G, N; j'ai cru devoir écrire *educere* sur la foi du plus grand nombre des manuscrits. — [f] R ajoute: *qui secundum legem non judicant* — [g] Les mots *ut legem*, jusques et y compris *requiret*, manquent dans E.

causam requiret sint iterum ammoniti usque tertia vice. Quod si dicere noluerint, tunc dicat ille qui causam requiret : *Ego vos tangano*[627], *usque dum vos inter me et contra*[a] *causatorem*[628] *meam legem judicatis.* Et si tunc dicendi se legem distulerint, sole culcato, septem de illis[629] unusquisque CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicentur.

2[630]. Et si adhuc tunc rachinburgii despexerint, nec legem dicere volunt, neque de tribus solidis conpositionem facere, tunc unusquisque illorum septem, culcato sole, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3[631]. Similiter, si conprobati fuerint legem non judicasse[632], septem ex eis unusquisque DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4[633]. Si autem rachinburgii legem judicant, et cui judicatum fuerit hoc sustinere noluerit, et dicit contra legem judicasse sibi, et hoc conprobare non potuerit, contra unumquemque de septem rachinburgiis, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

LXI. DE CHRENECHRUDA[b][634].

Si quis hominem occiderit, et in tota facultate sua non habuerit, unde legem totam implere valeat, duodecim juratores[635] donet, ut nec super terram, nec sub terra, amplius de facultate non habeat, nisi quod donatum[636] habet. Postea intrare debet in casam suam, et de quattuor angulis de terra illa in pugno suo colligat, et stare in durbilo[c], hoc est, in liminare[d], et intus captare, et cum sinistra manu, de illa terra ultra suas scapulas jactare, super quem proximiorem parentem habet. Quod si jam pater, aut mater, vel fratres solverunt[637], tunc super sororem matris[638], aut super suos filios, debet illam terram jactare; id est, super tres de generatione[639] matris qui proximiores sunt. Et postea, in camisa discinctus, et discalciatus, cum palu in manu supra sepem sallire debet, ut pro medietate[640] quantum de conpositione diger est[e][641], aut quantum lex judicat[f], illi tres solvant. Idem[g], illi alii qui de paterna generatione veniunt, facere debent. Si vero aliquis ex illis pauperior fuerit[642], et non

[a] *contra* manque dans E. — [b] H et N ajoutent en glose i. e. *terra mala.* — [c] H et N, *durpilo*; G, *dorpilo.* — [d] Le man. 4418 porte *luminare*; j'ai suivi la foi des autres. — [e] E, *digeret*; N, *detler est*; F omet ces cinq mots. — [f] H, N, *dicat.* — [g] 4418 porte *id est*, ainsi que A, E, G; j'ai corrigé d'après les autres manuscrits.

3[678]. Si stria hominem comederit[679], et convicta fuerit, VIIIM dinariis, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

LXVIII. DE CABALLO EXCORTIGATO[680].

1. Si quis caballum alienum[681], sine consensu possessoris, decortigaverit, et, interrogatus, fuerit confessus, caballum ipsum in capite restituat.

2. Si vero negaverit, et convictus fuerit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur, excepto capitale et delatura[682].

LXIX. DE EO QUI HOMINEM DE BARGO, VEL DE FURCA, DIMISERIT[683].

1[684]. Si quis hominem, de bargo vel de furca[685], sine voluntate judicis, dimiserit, MDCCC denariis, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

2[686]. Si quis hominem, sine consensu judicis, de ramo ubi incrocatur[a] [687] deponere præsumpserit, MCC denariis, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

3[688]. Si quis caput hominis, quod inimicus suus[689] in palo miserit[690], sine permissu judicis, aut illius qui eum ibi posuit, tollere præsumpserit, DC dinariis, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

4[691]. Si quis vivum hominem[692] de furca dimiserit, IVM dinariis, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

LXX. DE EO QUI FILIAM ALIENAM ADQUISIERIT, ET SE RETRAXERIT[693].

Si quis filiam alienam ad conjugium quæsierit, præsentibus[b] suis et puellæ parentibus[694], et postea se retraxerit, et eam accipere noluerit, MMD denariis, qui faciunt solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur[c].

[LXXI. DE TERRA CONDEMNATA[695].

Si quis terra condemnata fuerit[696], et ei fuerit adprobatum, solidos LXII cum dimidio, culpabilis judicetur.]

[a] A, *incroatur*; G, H, N, *incrogatur*. — [b] A, *parentibus*. — Ce titre manque totalement dans B.

[LXXII. DE INVICTU STRICTO [697].

1. Si quis pitto [698] alterius [699] excusserit invitu stricto, CXX dinariis, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur.

2. Si vero contra volontatem domini, et negare voluerit, et ei fuerit adprobatum, capitale restituat et insuper MCCCC dinarios, qui faciunt solidos XXXV, culpabilis judicetur.] [700]

FINIS LEGIS SALICÆ.

APPENDICE AU CINQUIÈME TEXTE.

MANUSCRITS DE MODÈNE, DE GOTHA ET DE LEYDE.

J'ai donné le texte de la *Lex emendata*, dans l'ordre des titres que présentent les éditions de du Tillet, F. Pithou, Bignon, Baluze, etc. ainsi que la presque totalité des manuscrits.

Cependant on a vu dans ma préface que deux manuscrits, celui de la cathédrale de Modène, et celui de Gotha, tout en n'offrant dans le texte en lui-même aucune variante sensible, avaient adopté un ordre de titres absolument différent.

C'est une sorte de classification par matières, aussi parfaite que le permettaient les dispositions incohérentes de la loi Salique.

J'aurais fait une chose superflue si j'eusse reproduit cette rédaction anomale dans son entier; mais j'ai cru que les savants liraient avec plaisir l'indication des rubriques suivant l'ordre de ces manuscrits, et, pour la rendre plus utile, j'y joindrai le numéro que les titres désignés par ces rubriques portent dans les autres, ainsi que dans les éditions [1].

[1] Il paraît qu'un possesseur du manuscrit de Modène avait senti cette utilité; mais il s'est presque toujours trompé d'un numéro en moins.

Voici en quel ordre les titres sont rangés dans le manuscrit de la cathédrale de Modène et dans celui de Gotha. Je me conforme au premier. Je peux le considérer comme si je l'avais vu moi-même, puisqu'il a été examiné avec le plus grand soin par M. Eugène de Rozière, mon petit-fils, dans son séjour à Modène, en janvier 1842.

I [1]. De mannire.
II [59]. De eo qui ad mallum venire contempserit.
III [53]. De eo qui grafionem ad res alienas tollendas injuste invitaverit.
IV [60]. De rachimburgiis qui secundum legem non judicant.
V [20]. De eo qui hominem innocentem vel absentem sine causa ad regem accusat.
VI [58]. De incendio ecclesiarum et expoliatione, de homicidiis clericorum.
VII [56]. De eo qui grafionem occiderit.
VIII [66]. De homine in hoste occiso.
IX [16]. De eo qui villam alienam assalierit.
X [18]. De incendiis.
XI [43]. De homicidiis ingenuorum.
XII [44]. De homicidiis a contubernio factis [1].
XIII [45]. De homicidiis in convivio factis [2].
XIV [65]. De compositione homicidii.
XV [19]. De vulneribus.
XVI [31]. De debilitatibus.
XVII [61]. De chrenecruda.
XVIII [15]. De eo qui hominem ingenuum expoliaverit.
XIX [34]. De eo qui hominem ingenuum sine causa ligaverit.
XX [17]. De eo qui mortuum hominem expoliaverit.
XXI [57]. De corporibus expoliatis.
XXII [22]. De eo qui mulieri ingenuæ manum aut brachium strinxerit.
XXIII [14]. De ingenuis mulierum raptoribus.
XXIV [46]. De reippus [3].
XXV [70]. De eo qui alienam filiam desponsaverit, et eam non vult accipere [4].
XXVI [47]. De eo qui villam alienam occupaverit, vel si duodecim menses eam tenuerit.

[1] Ce titre est le XIII[e] dans le manuscrit de Gotha.

[2] Est le XII[e] dans le manuscrit de Gotha.

[3] Cette rubrique n'était point insérée dans l'*index* du manuscrit de Modène; la suivante est XXIV et ainsi de suite; mais l'erreur n'existe pas dans le corps du texte, et une main moderne a corrigé l'*index*.

[4] Ces cinq derniers mots manquent dans l'*index* et non dans le texte.

XXVII [48]. De afatomie.
XXVIII [50]. De falso testimonio.
XXIX [52]. De eo qui fidem factam alteri non reddiderit.
XXX [54]. De re præstita.
XXXI [55]. De manu ab eneo redimenda.
XXXII [21]. De maleficiis vel herbis.
XXXIII [26]. De his qui pueros vel puellas occiderint vel totonderint.
XXXIV [62]. De alode.
XXXV [63]. De eo qui se de parentela tollere voluerit.
XXXVI [64]. De charorina.
XXXVII [67]. De eo qui alterum erinburgium clamaverit.
XXXVIII [33]. De via lacina.
XXXIX [12]. De furtis ingenuorum.
XL [13]. De furtis servorum.
XLI [42]. De servo qui de furto fuerit inculpatus.
XLII [11]. De servis vel mancipis furatis.
XLIII [41]. De his qui aliena mancipia sollicitaverint
XLIV [25]. De caballo sine permisso domini sui ascenso [1].
XLV [40]. De caballis furatis [2].
XLVI [68]. De caballo scorticato.
XLVII [6]. De furtis canum.
XLVIII [35]. De venationibus.
XLIX [7]. De furtis avium.
L [3]. De furtis animalium.
LI [2]. De furtis porcorum.
LII [4]. De furtis ovium.
LIII [5]. De furtis caprarum.
LIV [9]. De furtis apium.
LV [8]. De furtis arborum.
LVI [24]. De furtis in molino commissis.
LVII [29]. De furtis diversis.
LVIII [39]. De vestigio minando.
LIX [49]. De interciatis rebus.
LX [51]. De testibus adhibendis.
LXI [10]. De damno in messe vel in qualibet clausura.
LXII [36]. De sepibus.
LXIII [23]. De eo qui navem alterius moverit vel furaverit.

[1] Ce titre est le XLV° dans le manuscrit de Gotha. Il en est de même dans le corps du texte de Modène

[2] Est le XLIV° dans le manuscrit de Gotha; de même dans le corps du texte de Modène.

LXIV [30]. De locationibus.
LXV [38]. De quadrupedibus qui hominem occiderint.
LXVI [37]. De homicidiis servorum vel ancillarum.
LXVII [27]. De adulteriis ancillarum.
LXVIII [28]. De libertis dimissis.
LXIX [69].. De eo qui hominem de barco vel de furcis deponit.
LXX [32]. De convitiis.

Il existe un troisième manuscrit contenant aussi le texte de la *Lex emendata*, mais avec des additions qui peuvent le faire, en quelque sorte, considérer comme une famille spéciale; c'est celui de la bibliothèque de l'université de Leyde, 119, in-4°, dont j'ai donné la description dans ma préface.

Le premier livre, à proprement parler loi Salique, contient une série très-nombreuse de titres dont on peut faire deux classes.

La première, de I à LXXI, si on en exclut le titre II, représente littéralement, sauf quelques variantes, les soixante et dix titres de la *Lex emendata*.

La seconde, composée du titre II et des titres LXXII et suivants jusqu'à la fin, n'appartient en aucune manière à la *Lex emendata;* mais je me propose d'en faire emploi dans les *capita extravagantia*.

De même que pour les manuscrits de Modène et de Gotha, je vais donner une copie des rubriques du manuscrit de Leyde[1].

I [1]. De mannire.
II. De juratores, de quantas causas thoalapus debet jurare.
III [2]. De furtis porcorum.
IV [3]. De furtis animalium.
V [4]. De furtis ovium.
VI [5]. De furtis caprarum.
VII [6]. De furtis canum.
VIII [7]. De furtis avium.
IX [8]. De fur[tis] arborum.
X [9]. De furtis apium.
XI [10]. De damno in messe aut in qualibet clausura.
XII [11]. De servis vel mancipiis furatis.
XIII [12]. De furtis ingenuorum vel infracturis.
XIV [13]. De furtis servorum.

[1] Je les publie d'après l'*index;* mais en rectifiant les chiffres inexacts, et en ajoutant à leur place, d'après le texte, quatre rubriques omises par le copiste de cet *index*.

XV [14]. De ingenuis mulierum raptoribus.
XVI [15]. De eo qui hominem ingenuum expoliaverit.
XVII [16]. De eo qui villam alienam adsalierit[1].
XVIII [19]. De eo qui hominem mortuum expoliaverit[2].
XIX [18]. De incendiis.
XX [17]. De vulneribus.
XXI [20]. De eo qui hominem innocentem ad regem accusaverit.
XXII [21]. De maleficiis.
XXIII [22]. De eo qui mulierem ingenuam manu extrinxerit.
XXIV [23]. De eo qui navem moverit aut furaverit.
XXV [24]. De furtis in mulino.
XXVI [25]. De caballo sine permisso domini ascenso.
XXVII [26]. De his qui pueris vel puellas occiderit vel tunderit.
XXVIII [27]. De adulteriis ancillarum[3].
XXIX [28]. De libertis dimissis.
XXX [29]. De furtis diversis.
XXXI [30]. De locationibus.
XXXII [31]. De dibilitatibus.
XXXIII [32]. De convitiis.
XXXIV [33]. De vie lacinie.
XXXV [34]. De eo qui hominem ingenuum sine causa ligaverit.
XXXVI [35]. De venationibus.
XXXVII [36]. De sepibus.
XXXVIII [37]. De homicidiis servorum vel ancillarum.
XXXIX [38]. De quadrupedibus si hominem occiderint.
XL [39]. De vestigio minando.
XLI [40]. De caballibus furatis.
XLII [41]. De his qui aliena mancipia sollicitaverint.
XLIII [42]. De servo qui de furtu fuerit interpellatus.
XLIV [43]. De homicidiis ingenuorum.
XLV [44]. De homicidiis a cantubernio factis.
XLVI [45]. De homicidiis in convivio factis.
XLVII [46]. De reippus.
XLVIII [47]. De eo qui villam alterius occupaverit et XII menses eam tenuerit.
XLIX [48]. De affatomiæ.
L [49]. De intertiatis rebus.

[1] Cette rubrique manque dans l'*index*, mais on la trouve dans le texte.
[2] Même observation que pour la rubrique précédente.
[3] Même observation que pour les rubriques XVII et XVIII.

LI [50]. De falso testimonio.
LII [51]. De testibus adhibendis.
LIII [52]. De eo qui fidem factam alteri non redderit.
LIV [53]. De eo qui grafionem ad res alienas tollendas injuste adduxerit.
LV [54]. De rem prestatam.
LVI [55]. De manu ad eneo redemenda.
LVII [56]. De eo qui grafionem occiderit.
LVIII [57]. De corporibus expoliatis.
LIX [58]. De incendio ecclesiarum vel expoliationem et de homicidiis clericorum.
LX [59]. De eo qui ad mallum venire contempserint.
LXI [60]. De rachrinburgis qui legem non judicant.
LXII [61]. De chrenecruda.
LXIII [62]. De alode.
LXIV [63]. De eo qui se de parentela tollere voluerit.
LXV [64]. De charoena.
LXVI [65]. De compositione homicidus.
LXVII [66]. De homine in oste occiso.
LXVIII [67]. De eo qui alterum ereburgium clamaverit.
LXIX [68]. De caballo mortuo extra consilio domini sui excorticato.
LXX [69]. De eo qui hominem de bargo vel de furca dimiserit.
LXXI [70]. De eo qui filiam alienam desponsaverit et non vult eam recipere.
LXXII[1]. De muliere qui cum que servo suo copulaverit.
LXXIII. De conciliatoribus.
LXXIV. De mulierem viduam qui se ad alio marito dare voluerit.
LXXV. De viris qui alienas ducunt uxores.
LXXVI. De hominem inter duas villas occisum.
LXXVII. De pignoratoribus.
LXXVIII. De mulierem cesam vel scapillatam.
LXXIX. De eo qui in causam alienam mallare præsumpserint.
LXXX[2]. De dicta domni Hilperici regis pro tenore pacis.
LXXXI. Si quis puerum regis aut libertum occiderunt.
LXXXII. Si quis stadalem vaidaris cervum aut bovem cervia tributaria salierit.
LXXXIII. De furtis de venationibus vel piscationibus.
LXXXIV. Si quis pedicam imbolaverit[3].

[1] A commencer de ce titre jusqu'à la fin se trouvent des dispositions qui, avec le titre II, seront insérées dans les *capita extravagantia*, page 329 ci-après.

[2] Ce document, qui a un caractère spécial, ne sera point inséré dans les *capita extravagantia*; on le trouve dans le tome IV des *Monumenta Germaniæ* de M. Pertz, page 10, et dans le tome I[er] de mon édition des *Diplomata* de la première race, page 143.

[3] Cette rubrique manque dans l'*index*; je la donne d'après le texte.

LXXXV. De eo que alterum ad calidam provocaverunt.

LXXXVI. De servo si alienam occiserit ancillam.

LXXXVII. De eo qui porcina aliena de via ostiaverit.

LXXXVIII. Si quis navem alienam per vim tulerit.

LXXXIX. De eo qui cum servo alieno negotiaverit.

XC. De eo qui servo alieno sine causa ligaverit.

XCI. Si quis messe aliena glennare persumpserit.

XCII. De eo qui alienam mansionem expoliaverit.

XCIII. De eo qui res alienas furtivaverit.

XCIV. De eo qui alienum ortum aut nabinam effregerit.

XCV. De liberto qui aliena liberta rupuerit.

XCVI. De eo qui alterum inputaverit perjurasse.

XCVII. De eo qui de falso testimonio fuerit adprobatus.

XCVIII. De [eo qui] alienam mulierem vivo marito tulerit.

XCIX. De anstrutione si anstrutionem crastinaverit.

C. De eo qui femina ingenua a contubernio vel puella in itinere inferre presumpserit.

CI. De eo qui anstrutionem de quacumque causa mallaverit.

CII. De eo qui domum alienam destruxerit.

CIII. De saccionis.

CIV. De [eo] qui lapidem super domum alienam jactaverit.

CV. De eo qui alterum in periculo inpigserint et vivus evaserit.

CVI.[1] De ane crenodum[2].

[1] Cette rubrique n'a point, dans le texte, de titre qui lui réponde.

[2] A la suite de cette rubrique, on lit dans l'*index* les mots : *explicit liber I ; incipit II*. Après sont les rubriques des chapitres du *Pactus pro tenore pacis*, de la *Decretio Chlotarii* et de *l'Edictus Childeberti*, suivies des mots : *explicit liber II ; incipit liber III*. Cette indication est suivie des rubriques :

Quem vero primus rex Francorum. — De mitio fritszatrito. — De muliere qui se cum servo suo copulaverit. — De conciliatoribus. — De muliere vidua qui se ad alio marito dare voluerit. — De viris qui alias ducunt uxores. — De homine inter duas villas occisum. — De pignatoribus. — Incipit edictu domini Hilperici regis.

CAPITA EXTRAVAGANTIA

D'APRÈS LES MANUSCRITS 4404 DE LA BIBLIOTHÈQUE ROYALE, ET 119 IN-4° DE LEYDE[1].

Dans les avertissements placés en tête de chacun des huit textes que j'ai publiés ci-dessus, j'ai émis l'opinion que la rédaction primitive de la loi Salique, en latin ne consistait qu'en soixante-cinq titres, et je l'avais développée dans un mémoire lu à l'Académie des inscriptions, le 14 juin 1839, dont ma première dissertation reproduira une grande partie.

Mais pendant longtemps ces soixante-cinq titres furent transcrits d'une manière très-arbitraire et avec beaucoup d'additions, sans caractère authentique, lesquelles cependant étaient présentées comme faisant partie de la *lex Salica*.

Un assez grand nombre de ces titres, que j'appelle *Capita extravagantia*, pour employer une expression connue dans l'école, a été conservé dans les manuscrits de Wolfenbüttel, 4404 de Paris, et 119 in-4° de Leyde; quelques-uns même font partie de l'édition d'Hérold. Encore bien qu'ils n'aient point été adoptés dans la révision faite par les soins de Charlemagne, j'ai cru que ma collection serait incomplète si je manquais de les recueillir; j'avoue néanmoins qu'ils ne sont pas, à proprement parler, inédits.

Les titres qui se trouvaient dans le manuscrit de Wolfenbüttel ont été imprimés par Eccard et par les éditeurs qui ont reproduit ce texte; ceux que contiennent les manuscrits 4404 de Paris et 119 in-4° de Leyde, par M. Pertz, dans le tome IV de sa belle et savante collection intitulée : *Monumenta Germaniæ historica*. Je les ai, de mon côté, insérés, en y joignant quelques notes, dans le tome Ier, pages 43 et suiv. 177 et suiv. des *Diplomata* de la première race, dont l'Académie des inscriptions m'a confié la publication.

Mais ces ouvrages ne sont à la portée que d'un très-petit nombre de savants. Il était donc à la fois convenable et utile de faire entrer les titres dont il s'agit dans ma collection des textes de la loi Salique, puisqu'ils ont été considérés autrefois, sinon généralement, au moins dans quelques provinces de l'empire des Francs, comme partie de cette loi, et que cette opinion existait au IXe siècle, époque à laquelle ont été faits les manuscrits qui les contiennent.

[1] Je crois devoir rappeler ici qu'une copie de ce manuscrit, en ce qui concerne la loi Salique et les documents accessoires, existe à la Bibliothèque royale, n° 1046. (Suppl. latins.)

Ces *Capita extravagantia* sont au nombre de quarante. Les vingt-trois premiers sont contenus dans le manuscrit 4404, f° 194 *verso* et suiv. et f° 227 *verso* et suiv. Je les publierai d'après ce manuscrit, qui sera marqué A, en indiquant les variantes de celui de Leyde, marqué B; sans toutefois m'arrêter à celles qui, par l'imperfection du texte, n'offrent aucun sens. Plusieurs de ces vingt-trois premiers titres sont, comme je l'ai dit, insérés dans le manuscrit de Wolfenbüttel et dans l'édition d'Herold. Il m'a paru inutile d'en recueillir les variantes, puisque ces deux textes sont en entier contenus dans ma collection.

Les dix-sept autres ne se trouvent que dans le manuscrit de Leyde.

En général, le texte de ces quarante titres est très-barbare ou corrompu, et, tout en ayant cherché à suivre exactement, comme principal, le manuscrit 4404 pour les vingt-trois premiers, j'ai été forcé, par l'évidence, de le corriger quelquefois d'après celui de Leyde, ou de suppléer les lacunes de l'un et de l'autre à l'aide du manuscrit de Wolfenbüttel et même de l'édition d'Herold.

Les notes nécessaires pour l'explication de ces titres seront imprimées en continuation de celles de la *Lex emendata*, et indiquées dans le corps du texte.

I. DE MITIO FRISTITO[a] [701].

Si quis truste dum vestigio minant detenere aut battere præsumpserit [702], MMD dinarios, qui faciunt solidos LXIII[b], culpabilis judicetur.

II. SI QUIS HOMINEM DE FURCAS ABATERIT EXTRA CONSILIUM DOMINI SUI JUDICIS[c] [703].

Si quis hominem extra consilium judicis de furcas abaterit, aut de ramum ubi incrocatur, aut reponere præsumpserit, MCC dinarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

III. DE EUM QUI HOMINEM VIVO DE FURCA FURAVERIT [704].

Si quis hominem vivo de furca tollere aut demittere præsumpserit, MALB. *morchamo*, hoc est IVM dinarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

[a] A écrit dans la table des rubriques *fristalito*. B, dans l'épilogue et la table des rubriques *frusatitio*. — [b] Le manuscrit porte toujours *LXIII* au lieu de *LXII cum dimidio*, voir la note 1 de la page 5. — [c] Ce titre et le suivant ne se trouvent pas dans B.

IV. DE EUM QUI INFANTEM ALIENUM TUNDERE PRÆSUMPSERIT [a] [705].

1. Si quis puerum crinitum extra consilium parentum tundere præsumpserit, MALB. *vidri darchi*, hoc est MDCCC dinarios, qui faciunt solidos XLV, culpabilis judicetur.

2. Si vero puella tunderit, hoc est extra consilio parentum, IVM dinarios, qui faciunt solidos C, culpabilis judicetur.

V [b]. DE MULIERE QUI SE CUM SERVO SUO COPULAT [c] [706].

1. Si quis[d] mulier qui cum servo suo in conjugio copulaverit, omnes res suas fiscus adquirat[e] et illa aspellis faciat[f].

2. Si quis de parentibus eum[g] occiderit, nullus mortem illius nec parentes nec fiscus[h] nullatenus[i] requiratur. Servus ille[k] pessima truciatu[l] ponatur, hoc est in[m] rota mittatur. Et vero muliere[n] ipsius de parentibus aut quælibet panem aut hospitalem dederit, solidos XV culpabilis judicetur.

VI [o]. DE CONCILIATORIBUS [p] [707].

1. Si quis filium aut filiam alienam extra consilio[q] parentum in conjugio copulandum consiliaverit et ei fuerit adprobatum, et parentes[r] exinde aliquid damnati fuerint[s] aut certe raptores[t] vel convivas conciliatores fuerint, morte damnentur, et res ipsorum fiscus adquirat [v] [708].

2. Raptores vero, quod in anteriorem legem scriptum est[x], amplius non[y] damnentur[709].

VII [z]. DE MULIERE VIDUA QUI SE AD ALIUM MARITUM DONARE [aa] VOLUERIT [710].

1. Si quis mulier vidua post[bb] mortem mariti sui ad alterum marito dare[cc] voluerit, prius[dd] qui eam accipere voluerit, reibus[ee] secundum

[a] Ce titre n'est point dans B. — [b] Est le LXXII dans B. — [c] B *copulaverit.* — [d] B *qua.* — [e] B *atquerat.* — [f] B *aspellias fa.* — [g] B *si quis eam.* — [h] B *filius.* — [i] manque dans B. — [k] B *vero.* — [l] B *pœna.* — [m] B *hoc est ut in.* — [n] B *mulier vero.* — [o] Est le LXXIII dans B. — [p] B *consiliatoribus.* — [q] B *consilium.* — [r] B *probatis.* — [s] B *fuerit.* — [t] B *rupta res.* — [v] B *adquiratur.* — [x] B *anteriore scriptum est.* — [y] B omet *non.* — [z] Est le LXXIV dans B. — [aa] B *mulierem viduam qui se ad alio marito dare.* — [bb] B *si quis mulierem post.* — [cc] B *altero marito se dare.* — [dd] B *primus.* — [ee] B *rebus.*

legem donet[711] : et postea mulier, si de anteriore marito filios[a] habet, parentes infantes[b] suorum consiliare[c], et si in dotis XXV solidos accepit[d], III solidos achasium[e] parentibus qui proximiores sunt marito defuncto donet[712] : hoc est[f] si pater aut mater desunt, frater defuncti[g] aut certe nepus fratris senioris[h] filius, ipsis achasius debetur[i]. Et si isti non fuerint, tunc in mallo, judici, hoc est comite aut grafione[k][713], roget de eam[l] in verbum regis mittat et achasium[m] quem parentibus mortui chariti[n] dare debuerant, parti fisci adquirat[o]. Si vero LXIII solidos in dotis accipiat, solidos VI in achium[p] dentur; hoc est V per decinus[q] solidus singuli in achasium[r] debentur[s]. Sic tamen ut dotem quem anterior[t] maritus dedit, filiis suis post obitum matris sine ullum consorcium[v] sibi vendicent ac defendant : de qua dotem[x] mater nec vendere[y] nec donare præsummat. Certe si mulier de anteriore[z] marito filios non habuerit, et cum dote sua ad alias nuptias ambulare voluerit, [sicut][aa] superius diximus, achasium[bb] donet. Et sic postea scamno cooperiat et lecto cum lectaria[cc] ornet; et ante VIIII testes parentibus defuncti[dd] invitat[ee] et dicat : *Omnis*[ff] *mihi testes scitis*[gg] *quia et achasium*[hh] *dedi ut pacem habeam parentum et lectum stratum et lectaria condigna et scamno coperto*[ii] *et cathedras quæ de casa patris mei exhibui, hic demitto*[kk]. Et hoc liceat cum duas partes dotis[ll] sui alio[mm] se dare[nn] marito. Si vero istud non fecerit, duas partes dotis perdat, et insuper fisco solidos LXIII culpabilis judicetur.

2. De puellas militurias vel litas hæc lex medietate servetur[oo][714].

VIII[pp]. DE VIRIS QUI ALIAS DUCUNT UXORES[715].

1. Si quis uxorem amiserit[qq] et aliam[rr] habere voluerit, dotem quem

[a] B *infantes.* — [b] B *infantum.* — [c] B ajoute *debent.* — [d] B *accipit.* — [e] B *adesium.* — [f] B omet *hoc est.* — [g] B omet *desunt, frater defuncti.* — [h] B *fratres seniores.* — [i] B *adesium debet.* — [k] B *comiti aut grafioni.* — [l] B omet *eam.* — [m] B *hacesiam.* — [n] B écrit avec raison *mariti.* — [o] B *adquiratur.* — [p] B *solidos III adesium.* — [q] B *decinos*, et en correction, *decenos.* — [r] B *adhesium.* — [s] B *debit*, et en correction, *debet.* — [t] B *anteriorem.* — [v] B *ullam consortiam.* — [x] B, en correction, *dote.* — [y] B *venderit*, et en correction, *vendet.* — [z] B *anteriorem.* — [aa] J'ai ajouté ce mot d'après B. — [bb] B *adesium.* — [cc] B *letaria*, et en correction *lectaria.* — [dd] B *defuncti marito.* — [ee] B *invitare debet.* — [ff] B *omnes.* — [gg] B *sitis.* — [hh] B *quam adhesium.* — [ii] B *cooperto.* — [kk] B *dimito.* — [ll] B *dotes*, et en correction, *dotis.* — [mm] B *in alio.* — [nn] B *sedere.* — [oo] B omet ce second paragraphe. — [pp] Est le LXXV dans B. — [qq] B *admiserit.* — [rr] B *alium.*

primarie[a] uxorem[b] dedit, secunda ei donare[c] non licet, sic[d] tamen adhuc filii parvoli sunt, usque ad perfectam ætatem res uxores anteriores vel dotis caute[e] liceat judicare : sic vero de has[f] nec vendere[g] nec donare præsummat.

2. Si vero de anteriorem uxorem filios non habuerit, parentes qui proximiores sunt mulieris[h] defuncti, duas partes dotis recoligant[i] [716] et duos lectaria demittant[k], dua scamna coperta, duo cathedras[l] : quod si istud non fecerint[m], tertia sola de dote recoligant; tamen[n] si per adfatimus[o] antea non cromaverint[p] [717].

IX[q]. DE HOMINEM INTER DUAS VILLAS OCCISUM[r] [718].

Sicut adsolet[s] homo juxta villa aut inter duas villas proximas sibi vicinas fuerit interfectus, ut homicida[t] illa non appareat[v], sic debet judex, hoc est[x] comis aut grafio[719], ad loco[y] accedere et ibi cornu[z] sonare debet. Et si [venerit qui corpus cognoscit occisi, sic parentibus in notitia ponatur. Si vero][aa] non venerit qui corpus cognoscat[bb], tunc vicini illi in quorum[cc] campo vel exitum corpus inventum[dd] est, debet facere bargo[ee] V pedes in altum, et præsentia[ff] judicis levare corpus[720]. Et debet judex nuntiare et dicere : *Homo iste in vestro agro vel in vestibulum est occisus; contestor ut usque septem noctes[gg] non reponatur[hh], et de homicidium istud vos admallo[ii], ut in mallo proximo veniatis, et vobis de lege dicatur quod observare debeatis[kk].* Tunc vicini illi quibus nunciatur a judice[ll] ante XL noctes, qui[mm] meliores[721] sunt cum sexaginos quinos[nn] se exuent[oo] quod nec occidissent[pp] nec sciant qui occidissent[qq]; minoflidis vero quinos dinos[rr] juratores donent, qui[ss] ut superius diximus, id est qui jurant[tt] [722]. Si istud ante XL noctes non fecerint[vv] [noverint se personam

[a] B *primaria.* — [b] B *uxor, ei,* et en correction, *uxori.* — [c] *dotare.* — [d] B *si.* — [e] B *causa.* — [f] B *ut eas.* — [g] B *vinderit*, et en correction, *vinderet.* — [h] B *mulieris.* — [i] B *recollegat.* — [k] B *et sua lectaria dimittant et.* — [l] B *duos scamnos coopertos et duas cathedras.* — [m] B *fecerit.* — [n] B *tertia sola dote recollegant et tamen.* — [o] B *adsfacimus.* — [p] B omet ce mot. — [q] Est le LXXVI dans B. — [r] B *homine i. d. v. occiso.* — [s] B *sicut adsalit*, et en correction, *si quis ad saltitus.* — [t] B *homicidia.* — [v] B *non apparuerit.* — [x] B *ut hoc est.* — [y] B *ad locum.* — [z] B *comos.* — [aa] Ce qui est entre crochets manque dans les deux manuscrits, et je l'ai admis d'après celui de Wolfenbüttel. — [bb] B *agnoscat.* — [cc] B *cujus.* — [dd] B *inventus.* — [ee] B *batco.* — [ff] B *et in præsentia.* — [gg] B *vos que septem noctes.* — [hh] *reponatis.* — [ii] B *vestrium*, et en correction, *istum ad mallum vos manneo.* — [kk] B *vos docatur*, et en correction, *dicetur, quod observare debetis.* — [ll] B *ad judicem.* — [mm] B *noctis quæ.* — [nn] B *sex annos quinos.* — [oo] B omet *se.* — [pp] B *excuserit.* — [qq] B *occisisserit.* — [rr] B *denos.* — [ss] B *quod.* — [tt] B *quærent.* — [vv] B *fecerant.*

mortui requirenti satisfacere][a]. Si vero jurant quod superius diximus et semper[b] sacramentum idoniaverint[c], nulla conpositio[d] eis requiratur.

X[e]. DE PIGNORIBUS[f 723].

Si quis debitorem suum per ignorantiam sine judice[724] pignoraverit antequam eum nesti canthe chigio, hoc est accusante, et debitum perdat; et insuper si male pignoraverit, cum lege[g] conponat, hoc est capitale[h] reddat, et solidos XV culpabilis judicetur[i].

XI[k]. DE MULIERE CESA VEL EXCAPILATA[l 725].

1[726]. Si quis [mulierem][m] excapillaverit, ut ei[n] abonnis[o] ad terra[p] cadat, solidos XV culpabilis judicetur.

2[727]. Si vero vitam suam solverit ut capilli in scapulam[q] suam tangant, XXX solidos culpabilis judicetur.

3[728]. Si servus[r] mulierem ingenuam percusserit aut excapillaverit, aut manum perdat, aut solidos V[s] reddat.

4[729]. Si quis mulierem ingenuam prignantem in ventre aut in renis percusserit pugno aut calcem, et ei pecus non excuciat, et illa propter hoc gravata fuerit quasi usque ad mortem, CC solidos culpabilis judicetur.

5[730]. Si quis vero pecus mortuum excusserit, et ipsa evaserit, DC solidos culpabilis judicetur.

6. Si vero ipsa mulier propterea[t] mortua fuerit, DCCCC solidos culpabilis judicetur[v].

7. Si vero mulieri[x] qui mortua est pro aliqua causa in verbum[y] regis missa est, MCC solidos culpabilis judicetur.

8. Si vero infans puella est qui[z] excutetur[aa], MMCCCC solidos[731] conponat.

[a] A porte *sed persona mortui satisfacere;* B n'est pas moins inexact : j'ai suivi le manuscrit de Wolfenbüttel. — [b] Il faut évidemment *se per ;* B porte *et rem quod.* — [c] B *ædomaverint*, et en correction, *ædomiaverint.* — [d] B omet *compositio.* — [e] Est le LXXVII dans B. — [f] B *pignatoribus.* — [g] B omet les huit mots précédents. — [h] B *capud.* — [i] B *componat.* — [k] Est le LXXVIII dans B. — [l] B *capillata.* — [m] J'ai ajouté ce mot d'après B. — [n] B *eam.* — [o] B *obpinis.* — [p] B *terram.* — [q] B *in capulam.* — [r] B *si quis servus.* — [s] B omet V. — [t] B *propter hoc.* — [v] B *componat.* — [x] B *mulier,* — [y] B *verbo.* — [z] manque dans B. — [aa] B *excussitur.*

9. Hæc lex[a] de militunias[b] vel letas[c], Romanas[d] in medietate convenit observare[732].

10. Si quis[e] ancillæ pecus mortuum excusserit, spulicella[f] fuerit, LXIII solidos conponat similiter et dinarium unum. Si vero ancilla ipsa celararia[g] aut genicium domini sui tenuerit, C solidos et dinarium pro ipsa componatur[h].

XII. DE EUM QUI CA[U]SA ALIENA DICERE PRÆSUMPSERIT[i][733].

[Si quis in causa aliena dicere præsumpserit][k][734] cui nec demandata[l] nec lævespita[m] fuerit et non potuit[n] vindicare, solidos XV culpabilis judicetur. De postea ei cui[o] causa est liceat legibus causam suam mallare.

XIII. [DE REBUS IN ALODE PATRIS][p][735].

Si quis super alterum de rebus in alode[736] patris inventas et intertiaverit, debet ille super quem intertiavit tres testimonia mittere quod in alode patris hoc invenisset; et altera trea testimonia, qualiter pater suus res ipsas invenisset. Si hoc facere potuerit, [poterit][q] rem intertiata vindicare. Si istum non fecerit, mittat tres jurare quod in alodis patris hoc invenisset. Si hoc fecerit, se de damno causa eliberat[737]. Si nec istud fecerit, ille qui eas intertiavit, suo feltroctum[738], sic postea, quod lex interdocet, apud quem eas invenit, solidos XXXV culpabilis judicetur.

XIV. DE CHANE CREUDO[r][739].

Si quis pater aut parentella quando filia sua ad marito[s] donat[740], quantum ei in nocte illa quamlibet rem donavit, totam extra partem in contra fratres suos vindicet. [Similiter quando filius suus ad][t] capillaturias[741] facit, quicquid ei donavit fuerit, extra parte[742] hoc temptat, et reliquas res equale ordine inter se dividant.

[a] B *hæc est lex.* — [b] B *multitudinis.* — [c] B *litas*, et en correction, *lites.* — [d] B *sive romanus.* — [e] B *sicut quis.* — [f] B *si puella.* — [g] B *cellaria.* — [h] B *componat.* — [i] Est le LXXIX dans B. — [k] J'ai ajouté ces mots d'après la rubrique. — [l] B *si quis cuique demandata.* — [m] B *leverpita.* — [n] B *poterit.* — [o] B *cujus.* — [p] Ce titre n'est point dans B et comme la rubrique manque dans A, je l'ai empruntée du manuscrit de Wolfenbüttel. — [q] J'ai admis ce mot d'après le manuscrit de Wolfenbüttel. — [r] Ce titre n'est point dans B. — [s] Le manuscrit porte *mater domo*; j'ai dû corriger d'après celui de Wolfenbüttel. — [t] J'ai fait cette addition, nécessaire pour le sens, d'après le manuscrit de Wolfenbüttel.

XV. DE HOMINEM INGENUO OCCISO[a] [743].

Si quis hominem ingenuum occiderit et ille qui occiderit probatum fuerit, ad parentibus debeat secundum legem conponere. Media conpositione filius habere debet; alia medietate exinde ei debet, ut ad quarta de leude illa adveniat[744]; alia quarta pars parentibus propinquis debent. Id est tres de generatione patris et tres de generatione matris. Si mater viva non fuerit, media parte de leudæ illi parentes inter se dividant. Hoc est tres de patre proximiores et tres de matre. Ita tamen qui proximiores fuerit parentes de prædictis conditionibus prendant, et tres partes illis duabus dividendam dimittat. Et nam et illis duabus ille qui proximior fuerit, illa tertia parte duas partes prendant, et tertia parte patre suo demittat.

XVI. IN QUANTAS CAUSAS ELECTI DEBEANT JURARE (ex cod. A.) [745].

De dode et tres[b] qui in hoste prædata sunt et de homine qui in servitio revocantur. Si amplius jurarent quam tres causas rem illa in capite reddat : et quantum lex de causa illa habet culpabilis. De illis qui juraverunt tres qui seniores fuerant solidos xv culpabiles judicentur, et reliqui juratores qui non solidos solvant.

XVI *bis*. DE JURATORES, DE QUANTAS CAUSAS THO ALAPUS DEBET JURARE (ex cod. B, tit. II.).

In quantas causas talentas juratores sunt XII ; in reliquo in dextera et armata lenta; causas sunt talentas tres, unam de ducem[c], et alias de res qui in hoste perdidit, tertiam de homine qui revocantur, et causa est sed non misticis : *suammala burginam, non te respondo.* Propterea non est sacramentum in Francos; quando illi legem composuerunt, non erant christiani[746]. Propterea in eorum dextera et arma eorum sacramenta adfirmant. Sed post ad christianitatem fuerunt reversi. Propterea in eorum arbitrio ad sacramento revocaverunt, nam non per arma eorum. Et in eorum arbitrio in eorum sacramento resederunt, ut sic

[a] Ce titre n'est point dans B. — [b] Il faut évidemment, comme dans l'édition d'Herold, *de dote et res*. — [c] Le man. porte très-lisiblement *ducem*, ce qui est une faute; il faut au moins *dotem*.

jurant super semispatio : *Vide ille tu auditor vobis arbitriorum, per istum arbitrium, de illas res unde tu me mallasti ego de illas te mallare non redebeo, nisi isto idoneo sacramento orbens juro per isto arbitrio.*

XVII. DE CREU BEBA[a] [747].

1 [748]. Si quis hominem ingenuum sibi[b] in silva aut in quodlibet locum occiserit et eum ad celandum conburserit [749], et ei fuerit adprobatum, DC solidos.

2 [750]. Si antruscione vel feminam talem ordine intofecit [751], aut talare voluerit, vel igne concremaverit et ei fuerit adprobatum, [M]DCCC [752] solidos culpabilis.

3[c] [753]. Si Salicus Salicum castraverit et ei fuerit adprobatum, CC solidos culpabilis judicetur [754], excepto medicaturas IX[d].

4[e] [755]. Si quis[f] antrustione [756] castraverit et ei fuerit adprobatum, DC[g] solidos culpabilis judicetur, excepto medicaturas IX.

5[h] [757]. Si quis ingenuam feminam a contubernio facto[i] aut puellam in itinere aut quodlibet locum[k] præsumpserit, quam unus, tam plurimi qui ipsum scelus admississe fuerit probatus[l], CC solidos culpabilis judicetur. De illo[m] contubernio si adhuc remanserit[n] qui ipsum[o] scelus non admiserit et ei[p] fuisse noscuntur, si plures admiserit numerum[q] fuerit, tres et ipsi[r] quadragenus solidos solvant[s] [758].

XVIII[t]. DE ANTRUSCIONE[v] [759].

1. Si antruscione antruscio de[x] quacumque causa [760] admallare voluerit, ubicumque [eum][y] invenire potuerit super noctes septem [761] eum cum[z] testibus rogare debet, ut ante judicem ad malebergo[aa] de causa quæ [ei][bb] inputatur ex hoc[cc] responso dare debeat vel convenire [762]; et

[a] Les §§ 3, 4 et 5 sont seuls dans B. — [b] Il faut évidemment *sive*. — [c] Fait partie du titre XCIX dans B. — [d] Ici et plus bas *medicamenturas solidos IX componat*. — [e] Est répété deux fois dans B. — [f] B *si andustrio*. — [g] B porte *DVI ingennus solidos*. — [h] Est le C dans B. — [i] B omet *facto*. — [k] B *a quolibet loco inferre*. — [l] B *plurimi quam ipsum quam scelus admisisse fuerint probati*. — [m] B *et de illo*. — [n] B *remanserint*. — [o] B *ipso*. — [p] B *ibi*. — [q] B *si plurimis a minore numero*. — [r] B *tertio et pse*. — [s] B *solidos culpabilis judicetur*. — [t] Est le CI dans B. — [v] B ajoute *ghamalta*, et en correction, *ghimalta*; mais l'*index* porte : *De eo qui anstrutionem de quacumque caus amallaverit*. — [x] B *si quis andustrione de*. — [y] Mot suppléé d'après B. — [z] B *cum ante judice cum*. — [aa] J'ai adopté la leçon de B, car on lit dans A *admallare debet ego*. — [bb] Ce mot est suppléé d'après B — [cc] B *et hoc*.

eis si[a] ibidem non conveniret[b] aut certe se[c] venire distulerit, qui ipsum admallavit ibi eum solelatere[d][763] debet, et inde poste[a] at iteratam tres vices ad noctes[e] XIV eum rogare debet, ut in illo malebergo[f] respondere aut convenire ubi antruscione si mithio reddant[g][764]. Et qui mallantur si ibidem venerint[h], tunc qui eum admallavit[765], si causa[i] minor fuerit unde minus quam XXXV solidos conpositione habere[k], debet sibi sextus [videredum][l] jurare; et illi postea qui rogati fuerunt[m] [si se][n] ex hoc idoneo, esse cognoscet, cum[o] cum XII ad sacramentum absolvere se debet[p]. Qui vero[q] major fuerit causa unde[r] XXXV solidos culpabilis judicetur si invenire possit[s], si, major numerus est unde minus XLV solidos judicare poterant[t], ipse [qui][v] eum roget[x] sive nonus[y] jurare debet; et ille qui eum[z] rogatus est, si se idoneo esse cognoscet[aa], sibi octavus[bb] aut decimus dictus sacramentus[cc] absolvere debet. Si certe talis fuerit causa unde LX[dd] solidos aut certe amplius usque ad leudem conponere debet[ee], ipse [qui eum rogavit, sibi duodecimus viderendum jurare debet et ipse qui per][ff] eum rogatus set si se idoneum esse cognoscet, se vicissimus quintus datus sacramentus[gg] absolvi potest. Si vero leudem eum rogatum habet[hh] qui eum rogatur[ii] cum XII viros idoneos jurare[kk], et ipsas in XIV noctes ignem[ll] calefacere [debet. Et ad ipso placito venire][mm] dispexerit, aut manum suam ardent cum[nn] mittere noluerit, quicumque antruscio ille de causa superius conpræhensa[oo] per sacramenta absolvere non potuerunt, manum suam ad igneum[pp] pro leude mittere dispexerit [aut in placito venire distulerit][qq], tunc ille qui eum rogat[um] habet, solem ille collectum[rr] ad ipso die in mallobergo illo in XL noctes nec sibi se non duxerit[ss]. tunc ipse qui eum

[a] B omet *si*. — [b] B *convenerit*. — [c] B *si*. — [d] B *solisacire*. — [e] B *et ille postea iterata vice tu noctis*. — [f] B *ad illo mallobargo*. — [g] B *mithipi jure debent*. — [h] B *et qui mallatur sibi venerit*. — [i] B *si causam*. — [k] B *habeat*. — [l] Ajouté d'après B — [m] B *et ille postea qui rogatus fuerat*. — [n] Ajouté d'après Herold, B porte *hic se*. — [o] Omis avec raison dans B. — [p] B *debeat*. — [q] B *si vero*. — [r] Manque dans B. — [s] Ces trois mots manquent dans B. — [t] B *potuerit*. — [v] Ajouté d'après B. — [x] B *rogarit*. — [y] B ajoute *videredum*. — [z] B omet *eum*. — [aa] B *idoneum cognoscit*. — [bb] B *octo*. — [cc] B *datis sacramentis*. — [dd] B porte XLV. — [ee] B *debeat*. — [ff] Emprunté d'Herold, B étant imparfait. — [gg] B *sive* XXV *date sacramentis*. — [hh] B *habuit, debuit*. — [ii] B *rogarit*. — [kk] B *virido jurare*. — [ll] B veut *æneo*. — [mm] Ajouté d'après B. — [nn] B *ad æneum*. — [oo] Ce mot manque dans B. — [pp] B *æneum*. — [qq] Ajouté d'après B. — [rr] B *soli illi colliget*. — [ss] B *eduxerit*.

rogatum[a] habet, solem ille collectum[b], postea illum[c] in præsentia rege[d] ad noctes XIV rogare debet[766], et ibi XII testes ponat per singulas[e] vices jurati dicant, quod ibi fuerint ubi mitthio[f] ad noctes XIV solem collocasset[g]; ille nec[h] sacramentum nec manum suam pro leude posuit. Et alii tres erunt qui dicant quod in XIV noctes ei solem collocasset, et illi[i] nullatenus de andrustione[k] chamalta[l] se legibus duxisset[767]. Tres[m] testimonia dare debet qui dicant qualiter eum præsentia regis venire rogasset. Si nec tunc veniret, istas[n] nove testimonia jurati sicut superius diximus dicant. Similiter illa die si non venerit, collocatum ei solem, et illa trea testimonia qui ibi fueriunt ubi colcatum ei sol[o]. Tunc ista omnia impleverit qui eum admallavit et ille qui eum admallatur[p] ad nullum placitum venire voluerit[q] et per legem se non dixerit[r], tunc [rex ad quem][s] admanitis eum extra sermonem suum ponat[t]; tunc ipse culpabilis judicetur, et omnes res eorum erunt suas[v] [768]; et qui eum[x] paverit aut hospitales collegat[y] etiam uxor sua propria solidos XV culpabilis judicetur, donec omnia quem[z] ei legibus inpotatur conponat.

2. Si antruscio antruscione pro qualibet causa maniret aut ibidem fidejusserit[769] qui fierit[aa] et eum secundum legem [non rogaverit[770] solidos XV culpabilis judicetur, excepto quod][bb] propter causam illius anno interito nullatenus tenentur[cc] [771].

3. Si antrustio [contra][dd] anstruscione[772] juraverit[ee] XV solidos culpabilis judicetur.

XIX[ff]. [DE EO QUI DOMUM ALIENAM DISTRUXERIT.][773]

Si quiscumque domum violenter distruxerit, si domum[gg] pro firma-

[a] B *ille qui rogatum.* — [b] B *soli collocet.* — [c] *et postea illi.* — [d] *præsentia regi et.* — [e] B *noctes XIV ponat per singulas.* — [f] B *ubi ad mitteo.* — [g] B *culcasset.* — [h] B *et ille qui nec.* — [i] B *noctes et culcesset et ille.* — [k] *andustrio e.* — [l] *ghamalta.* — [m] B *se tertia.* — [n] B *ista.* — [o] B *culcatum solem;* A ajoute *et illa trea,* mots que j'ai supprimés comme ne donnant pas de sens. — [p] B *qui ad eum admallat.* — [q] B *noluerit.* — [r] B *duxerit.* — [s] Ajouté d'après Herold; car B porte *tunc rex admannitus est.* — [t] J'ai admis ce mot d'après B; car A porte *pœne.* — [v] manque dans B. — [x] manque dans B. — [y] B *hospitalem collegerit.* — [z] B *quæ.* — [aa] B *fidem jussores quæsierit.* — [bb] Ajouté d'après B. — [cc] B *anno integro nullatenus terminentur.* — [dd] Ajouté d'après B. — [ee] B *testimonium juraret.* — [ff] Est le CII dans B dont l'*index* m'a fourni la rubrique. — [gg] *Si vero quicumque violenter distituerit qui domum.*

mentum ebrius[a] [774] habuisse probatum, qui hoc facere præsumpserit et ei fuerit adprobatum, XLV solidos culpabilis judicetur.

XX[b]. (*Sine rubrica.*) [775]

1. Si quis hominem vivum de furca tollere præsumpserit, qui eum tulisset et ei fuerit adprobatum, aut vita sua pro ipso admittat, aut CC solidos solvat.

2. Si quis vero de furca jam mortuo, sine concilio judicis aut voluntate ipsius cujus causa est, tulerit, pro culpa qua suspensus est, quidquid exinde lex Salica docuerit, ille qui eum tollere præsumpserit culpabilis judicetur : secundum legem Salicam hoc convenit observari [776].

XXI. [DE SACCIONIIS[c].] [777]

Ut quicumquæ domus arserit, et res quas[d] liberaverit ubi reponat non habet[e], similiter si eum infirmitas detenuerit, aut certe de proximis aliquid mortuo[f] in domo sua habet[g], vel in dominica ambassia fuerit detricatus[h], per ista sunnis, se homo, si provatione dederit, excusare se poterit.

XXII[i]. [DE EO QUI LAPIDEM SUPER DOMUM ALIENAM JACTAVERIT.] [778]

Si quis ingenuus[k] dum in domum suam resedit, alius ingenuus quamlibet de supra tecto voluntate sua homine[l] chasa lapedes[m] [779] miserit aut jactaverit, et ei fuerit adprobatum, pro illius contumelia aut aliorum ingenuorum, si cum ipso alii fuerint[n], pro una queque persona XV solidos culpabilis judicetur. Si vero letus fuerit qui hoc facere præsumpserit, solidos XV[o] culpabilis judicetur [780].

XXIII[p]. [DE EO QUI ALTERUM IN PERICULUM INPRIGSERIT, ET VIVUS EVASERIT.] [781]

Si quis ingenuus alio homine[q] in poteum jactaverit, aut in uopida[r]

[a] B *hebrius*. — [b] N'est point dans B. — [c] Est le CIII dans B, dont j'ai adopté la rubrique, mais l'*index* porte *agsoniis*. — [d] B *suas*. — [e] B *reponant non habuerint*. — [f] B *aliquem mortuum*. — [g] B *habuerit*. — [h] B *dericatus*. — [i] Est le CIV dans B, dont j'ai adopté la rubrique. — [k] B *si quis superius ingenuum*. — [l] B *volontate homo*. — [m] B *casu lapide*. — [n] B *sicut ipsi alii fuerit*. — [o] B *septem ac semis*. — [p] Est le CV dans B, dont l'*index* m'a fourni la rubrique. — [q] B *alio homine ingenuum*. — [r] B *forea*.

et ibi eum ad[a] interficiendum miserit, si ibidem inventus fuerit ita ut evadere non possit[b], qui ipsum scelus admisisse, et fuerit adprobatum, solidos CC culpabilis judicetur.

XXIV[c]. SI QUIS PUERUM REGIS AUT LIBERTUM OCCIDERUNT[782].

Si quis puerum regis aut libertum occiderit, solidis C culpabilis judicetur : aut Romanum ingenuum vel tributarium aut militem, solidos C culpabilis judicetur[783].

XXV. SI QUIS STADALEM VAIDARIS CERVUM AUT BOVEM CERVIE TRIBUTARI ASALIERIT[784].

Si quis stadalem vaidaris, cervum, aut bovum cervi atribute saliverit, MDCCC denarios, qui faciunt LXV, culpabilis judicetur.

XXVI. DE FURTIS DE VENATIONIBUS VEL PISCATIONIBUS[785].

1. Si quis pedicam[786] involaverit aut retem aut nassam de navi tulerit, MALB. *theulasinia,* sunt denarii MCC, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur[787].

2. Si quis de vena[788] furaverit piscem, aut de retem, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

3. Si quis pedicam cum feramen aut sagitatum detoxitum invenerit et eum calcare voluerit quem canes minaverunt[789], ad quem venationem in bargo involaverit aut de mansionem furaverit, MCC denarios, qui faciunt solidos XXX, culpabilis judicetur.

4. Si quis porcellum lactantem de rane[790] furaverit, CCCC denarios, qui faciunt solidos XII, culpabilis judicetur.

XXVII. DE EO QUI ALTERUM AD CALIDAM PROVOCAVERUNT[791].

Si quis alterum ad calidam provocaverit præter evisionem dominicam, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XVIII. DE SERVO SI ALIENAM OCCISERIT ANCILLAM[792].

Si quis cujus servus aliquid inputatum fuerit aut occiderit ancillam

[a] B *aut ibidem ad.* — [b] B *ita ut eadem repossit.* — [c] Ces titres et les suivants ne se trouvent que dans B.

alienam, DC denarios, qui faciunt solidos, XV culpabilis judicetur, et prætium quod mancipius valuerit [793]. Certe si abantonia vel porcarius sive artificis fuerit imputatum, simili modo nobis convenit observare; sive autem de operariis et minoribus mancipiis aliquid fuerit imputatum, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXIX. DE EO QUI PORCINA ALIENA DE VIA OSTIAVERIT [794].

Si quis porcina de via sua hostaverit [795], vel matriamen de silva involaverit, aut lignarium quem alter capulaverit vel in carro carcaverit [796], pro utraque causa DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXX. SI QUIS NAVEM ALIENAM PER VIM TULERIT [797].

Si quis navem per vim tulerit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXI. DE EO QUI CUM SERVO ALIENO NEGOTIAVERIT [798].

Si quis ingenus [cum servo] alieno nesciente domino negotiaverit, aut cum liberto in villa, nesciente domino, negotiaverit [799], DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXII. DE EO QUI SERVO ALIENO SINE CAUSA LIGNAVERIT [800].

Si quis sine causa est ligaverit [801] et ei fuerit adprobatum, CC denarii, qui faciunt solidos V, culpabilis judicetur.

XXXIII. SI QUIS MESSE ALIENA GLENNARE PRÆSUMPSERIT [802].

Si quis in messem alienam sine consilio glenaverit [803], DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXIV. DE EO QUI ALIENAM MANSIONEM EXPOLIAVERIT [804].

Si quis mansionem expoliaverit [805] vel in mansionem aliquid comederit, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur. Et qui in ipsam mansionem aut sortem aliquid *petrio taratro* [806] fuerit factum, cui adprobatum fuerit, *acre brastasit*, DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXV. DE EO QUI RES ALIENAS FURTIVAVERIT[807].

Si quis res alienas furtivaverit[808] et suas fuisset[809] et non potuerit adprobare, cui furtivaverit solidos XV culpabilis judicetur.

XXXVI. DE EO QUI ALIENUM ORTUM AUT NABINAM EFFREGERIT[810].

Si quis ortum aut nabinam effregerit[811], DC denarios, qui faciunt solidos XV, culpabilis judicetur.

XXXVII. DE LIBERTO QUI ALIENA LIBERTA RAPUERIT[812].

Si quis libertus libertam alienam rapuerit[813], DCCC denarios, qui faciunt solidos XX, culpabilis judicetur. Preter graphione solidos X solvat, et mulier ad potestatem domini sui revertatur. Si ingenuam rapuerit, de vita sua componat[814].

XXXVIII. DE EO QUI ALTERUM IMPUTAVERIT PERJURASSE[815].

Si quis alterum inculpaverit perjurasse et ei potuerit adprobare, XV solidos conponat qui perjurat; si tamen non potuerit adprobare, cui crimen dixerit solidos XV solvat, et postea si ausus fuerit pugnet[816].

XXXIX. DE EO QUI DE FALSO TESTIMONIO FUERIT ADPROBATUS[817].

Si qui falsi testes fuerit adprobati quinos dinos solidos multos sustineat; si vero eis inculpaverit quod falsum testimonium dedissent, manum suam in eneum mittat, et sicut sana tulerit[818], sicut superius diximus, simili multa sustineat. Si certe manum suam conburet, XV solidos damnum sustineat[819].

XL. DE [EO QUI] ALIENAM MULIEREM VIVO MARITO TULERIT[820].

Si quis uxorem alienam tulerit vivo marito[821], MALB... sunt denarii VIIIM, qui faciunt solidos CC, culpabilis judicetur.

PREMIER PROLOGUE.

Le petit document que je publie sous ce titre a été placé par les anciens éditeurs après celui que je qualifierai plus bas *grand Prologue*.

On le trouve dans la plupart des éditions de la loi Salique. Je me suis décidé à le mettre en tête des documents accessoires, parce qu'il est plus court que l'autre, qui m'a semblé en être une amplification.

Des cinq manuscrits qui le contiennent, le 4628[A] m'a paru le plus exact. J'en ai donc adopté le texte, dans lequel je me suis borné à mettre entre crochets quelques mots nécessaires; je rattacherai à ce texte les variantes des autres que je désignerai ainsi :

B. 4626. — E. 75 (suppl. lat.) — F. 164[bis] (suppl. lat.) — G. 252 (F. 9, Fonds N. D.).

INCIPIT PROLOGUS LEGIS SALICÆ.

Placuit[a] atque convenit inter Francos et eorum proceres[b] ut, pro servando inter se pacis studio[c], omnium incrementa virtutum, rixarum odia[d] resecare[e] deberent; et quia cæteris gentibus juxta se positis fortitudinis brachio prominebant[f], ita etiam legis auctoritate[g] præcellerent, ut juxta qualitatem[h] causarum sumeret criminalis actio[i] [terminum][k]. Extiterunt igitur inter eos electi de pluribus quattuor viri[l] his nominibus, Wisogaste, Salegaste, Arogaste et Widogaste[m], in villis que ultra Renum sunt, in Bodochem et Salechem et Widochem[n]; qui per tres mallos convenientes, omnes causarum origines sollicite discutiendo[o] tractantes[p], judicium decreverunt[q].

[a] B ajoute *auxiliante domino.* — [b] B *eorumque proceribus;* G *atque eorum proceribus.* — [c] B, F, G, *servandum.... studium* — [d] F omet *odia.* — [e] B, E, G, *omnia incrementa rixarum resecare.* — [f] B *præmebant.* E *præminebant;* G omet tout ce passage à partir de *et quia.* — [g] F *lege auctoritatem;* G *eos legale auctoritate.* B *legali auctoritate;* E *legali aut necessitate.* — [h] E omet *præcellerent... qualitatem.* — [i] G *sumerent criminales actiones.* — [k] Ce mot manque dans le manuscrit 4628[A]; mais on le trouve dans E et G; on lit *termino* dans B. — [l] E, F, déplacent *viri.* — [m] F *Wisogastus, Salegastos et Widogastus;* B, E, G, *Wisogastus, Arogastus, Salegastus et Widogastas.* — [n] F *Bothem, Salehem et Widohem;* B, E, G, omettent depuis *in villis.* — [o] B, G, *discutientes de singulis judicium.* — [p] E omet *tractantes.* — [q] E et F ajoutent à la fin *hoc modo.*

DEUXIÈME PROLOGUE.

Ce document, intitulé quelquefois *Prologus majus*, comme dans le manuscrit 4626 ou *Laus Francorum*, comme dans le manuscrit 4628 A, existe dans un plus grand nombre de manuscrits que le précédent. C'est, selon moi, une paraphrase du premier prologue, en style poétique.

Quelques savants ont cru que l'un et l'autre avaient été composés sous le règne de Chlotaire II; mais ils n'en donnent pas d'autres preuves, sinon que ce prince est le dernier nommé parmi les rois qu'on assure avoir révisé la loi Salique.

Le texte du manuscrit 252 (F. N. D., f. 9) m'a paru le plus exact; je l'ai donc adopté, en y joignant les variantes des autres, ainsi qu'il suit :

B. 4404. — E. 4409. — F. 4626. — G. 4627. — H. 4628 A. — K. 75 (suppl. lat.) — N. 164 bis (suppl. lat.) — O. man. de Cambrai. — P. manuscrit 136, H. de Montpellier. — Q. Bibl. roy. 1046 (suppl. lat.), copie du 119 de Leyde.

INCIPIT PROLOGUS LEGIS SALICÆ.

Gens Francorum inclita, auctore Deo condita, fortis in arma, [firma in][a] pacis fœdere, profunda in consilio, corporea nobilis, incolumna candore, forma egregia[b], audax, velox et aspera, ad chatholica fide[c] conversa et inmunis ab herese[d]; dum adhuc teneretur barbara[e], inspirante Deo, inquirens sciencia clavem, juxta morum suorum qualitatem desiderans justitiam, custodiens[f] pietatem[g], dictaverunt[h] Salica lege per proceris ipsius gentis qui tunc tempore ejusdem[i] aderant rectores[k] electi de pluribus[l] viris quattuor his nominibus : Wisogastis, Bodogastis [Sali-

[a] Sur la foi du plus grand nombre des manuscrits, j'ai ajouté *firma in* qui manque aussi dans F et O. On lit dans E, Q, *fidelibus atque amicis suis satisque firma.* — [b] N *corpore;* H *corpore candida;* K *corporeo candore;* E, Q, *consilio nobilitasque ejus incolumna vel forma mirabiliter egregia.* — [c] H, K, N, ajoutent *nuper;* Q *firmuter.* — [d] B *et munus ab heresa;* E *ab omni arc sed dum;* Q *inmunis quidem ab omni hærese;* K *conversa ipsius fidei immunitatem studuit habere sed dum.* — [e] N *ritu detenerctur barbareo;* H, K, *ritu detineretur barbarico;* F *barbaro et.* — [f] Quoique le manuscrit porte *custodit*, j'ai écrit *custodiens* sur la foi de tous les autres. — [g] N *desiderans pietatem et custodiens justitiam;* E, Q, *justitiam pervenit ad lumen scientiæ, custodiens pietatem.* — [h] H, K, N, *dictavit.* — [i] Q omet *ejusdem.* — [k] K, N, omettent les mots *rectores..... nominibus.* — [l] Q porte *plurimis.*

gastis,] et Widogastis, in loca nominancium Salchamæ, Bodochamæ, Widochamæ[a], qui per tres mallos convenientes, omnes causarum origines sollicite discuciendum, tractandis de singulis judicibus[b] decreverunt hoc modo.

At ubi Deo favente rege[c] Francorum Chlodeveus[d] torrens et pulcher, et[e] primus recepit catholicam baptismi[f], et[g] quod minus in pactum[h] habebatur, idoneo per proconsolis[i] regis Chlodovehi et Hildeberti et Chlotarii[k] fuit lucidius[l] emendatum[m].

Vivat qui Francos diligit Christus, eorum regnum[n] custodiat, rectores eorum lumen[o] suæ graciæ repleat, exercitum protegat, fidei munimenta[p] tribuat, pacem[q] gaudia et felicitatem[r], tempora dominancium Dominus Jesus Christus[s] pietate concedat.

Hec est enim gens quæ fortis dum esset[t] et[v] valida Romanorum jugum durissimum[x] de suis cervicibus excusserunt[y] pugnandum, atque post agnitionem baptismi sanctorum martyrum corpora quæ Romani igne cremaverant[z], vel ferro truncaverant, vel bestiis lacerandum projecerant[aa], Franci[bb] super eos[cc] aurum et lapides prætiosos hornaverunt[dd].

[a] P *Wisogastis, Bodogastis, Salicastis et Widicastis, in loca cognomenantia Sachagme, Bodochagme, Widochagmi*; O, *Wisogasti, Bodogasti, Saligasti, Widogastis, in locis quibus nomina ista: Salechagine, Hoclechagine, Vidochagine*; F, *Wisogastus, Bodogastus, Salegastus, Widogastus, in loco cui nominantia Saleghagme, Bodoghagme, Widoghagme*; E, *Visogastis, Bodogastis, Saligastis et Widigastis, in loca cognominantia Salehaimi, Bodohaimi, Widohaimi*; K, *id est Wisogaste, Salegaste et Widegaste, Arogaste, Bodogaste, Wisovado, in locis cognominatis Salachemme, Bodochemne et Widochamne*; le reste jusqu'à *hoc modo* manque; N, *id est Wisigaste, Salegaste et Widogaste, Arogaste, Bédegaste et Wisogado, in loca cumonminante Salecheim, et in Bodoheim et in Widochim*; le reste manque jusqu'à *hoc modo*; H, *id est Wisogaste, Salegaste et Widogaste, Arogaste, Bodogaste, Visovado, in loco cognominante Salechamne, Bodochamne et Widochamne*; le reste manque jusqu'à *hoc modo*; Q, *Wisogast, Bodegast, Saligast et Guidegast, in loca cognominantia Salecuim, Bodaim, Virdoaim*. — [b] F *judicium*; E, Q, *de singulis sicut ipsa lex declarat judicium*. — [c] Les autres manuscrits portent *rex*. — [d] K *Hloduius*. — [e] F, O, P, omettent *et*; H, K, N, *et inclytus*. — [f] Plusieurs manuscrits portent *baptismum*. — [g] H, K, N, omettent *et*. — [h] Plusieurs manuscrits portent *pacto*. — [i] P *perculsus*; F, O, *proculsis*; N, *præcelso*; H, K, *præcelsos*. — [k] P *Chlodovio, et Childeberto et Chlotario*; O, *Chlodovio et Childeberto et Chlotario*; F, N, *Chlodoviro, Childeberto, Chlotaris*; H, *Chlodoveum, Childebertum, Chlotarium*; K, *Hlodovium, Hildebertum, Hlotharium*. — [l] H, K, N, *lucide*. — [m] H, N, ajoutent *percurrente decretum*; K, *percurrente decreto ut vivat, etc.* E porte la rédaction suivante, ainsi que Q sauf quelques différences peu importantes : *At ubi Deo favente rex Francorum Chlodoveus, Childebertus et Chlotarius in culmine regale deo protegente pervenerunt quidquid minus in pacto habebatur idoneum per ipsos fuit lucidius emendatum*. — [n] N *regnorum*; E, Q, ajoutent *usque in sempiternum*. — [o] E, F, H, Q, *lumine*; K, *de lumine*. — [p] F *munimen*; H, N, *munimine*; K, *munimente*; E, Q, *protegat atque defendant, fidem muniat*. — [q] F, H, K, N, *pacis*. — [r] H, K, N, *felicitatis*; F, *pietatem*; E, Q, *felicitatem atque sanitatem per infinita secula tribuat*. — [s] H, N, ajoutent *propitiante*; K, *propitia*. — [t] H, N, *que parva dum esset numero, fortis robore*. — [v] E, Q, portent seulement *gens valida*. — [x] N omet *durissimum*. — [y] H, K, N, *excussit*; Q, *discussa*; E, *discussit*. — [z] H, K, N, omettent *cremaverunt*. — [aa] H, K, N, omettent ces quatre mots. — [bb] H, K, N, ajoutent *eperta*. — [cc] H, K, N, omettent *eos*. — [dd] E, Q, *adornaverunt*.

ÉPILOGUE.

L'objet de cet épilogue est de faire connaître les rois à qui on attribue soit la rédaction primitive de la loi Salique, soit des additions qu'elle aurait reçues. Il est placé immédiatement après la loi dans le manuscrit de Wolfenbüttel[1]; il suit dans les autres un édit de Childebert de 595; mais évidemment il ne s'y rattache pas exclusivement. Ce qui lui a fait attribuer cette place, c'est que les copistes de ces manuscrits avaient fait usage d'un texte où la loi Salique était réunie en une compilation unique avec d'autres documents analogues, dont l'édit de Childebert faisait partie, et même était annoncé quelquefois comme formant le livre III. Aussi lit-on dans les manuscrits 4409, 136 H de Montpellier, et 119 de Leyde, immédiatement après la date de l'édit : *Explicit liber III legis Salicæ, quem vero, etc.* Les manuscrits 4627, 4628 A et 164 *bis*, (suppl. latins) ne contiennent pas les cinq premiers mots, et se bornent à transcrire l'épilogue en le commençant par *Quem vero*, ce qui suppose une relation avec un document précédent[2]. Il suffit toutefois de lire cet épilogue pour reconnaître qu'il est impossible de ne pas le considérer comme un accessoire de la loi. Obligé de faire choix d'un texte auquel je rattacherais les variantes fournies par les autres, j'ai donné la préférence au manuscrit 4627, qui lui assigne un titre très-convenable, *Confirmatio legis a regibus*. Je donne les variantes d'après les manuscrits 4409, qui sera marqué A; 4628 A, dont le 4631 n'est qu'une copie, marqué B; 4629, marqué E; 164 *bis* (suppl. lat.), marqué F; Montpellier, H. 136, marqué G; Leyde, 119, marqué H.

On verra dans ma première dissertation les inductions qu'il est possible de tirer de ce document pour proposer des conjectures sur l'époque de la première rédaction de la loi Salique en langue latine; mais c'est ici le lieu de faire remarquer qu'aucun manuscrit de notre épilogue ne nomme Clovis, quoique le nom de ce roi y ait été inséré par les anciens éditeurs Du Tillet, Fr. Pithou, Bignon et autres.

[1] Ce texte se trouvant page 192 ci-dessus, je ne dois pas le reproduire.

[2] Ces mots *Quem vero* ne sont point dans le manuscrit de Wolfenbüttel.

ITEM CONFIRMATIO LEGIS A REGIBUS.

Quem vero rex Francorum[a] statuit et postea una[b] cum Francis pertractavit ut tres[1] titulis[c] aliquid amplius adherit[d] sicut a primo[e] ita[f] usque ad septuagissimo octavo duxerit[g]. Deinde vero Hildebertus[h] post multum tempus tractavit ut quid venire[i] potuerit quod[k] ibi cum suis Francis adhere[l] deberet a[m] septuagissimo[n] octavo[o] usque LXXXIIII[p] pervenit[q], quod ibi digne[r] inposuisset cognoscitur. Iterum cum hoc his titulis[s] Chlotharius a germano[t] suo seniorem suum gradanter[u] suscepit[v] sic[x] et ipse similiter cum regnum suum[y] perinvenit[z] ab octuagissimo quarto[aa] adderit et ita perfectum[bb] perduxit[cc]; et inde[dd] quod ipse invenit fratrem suum[ee] rescripta[ff] direxit. Sic inter eis[gg] convenit ut ista omnia quæ constituerunt starent[hh].

[Hec sunt nomina eorum qui fecerunt lege Salicæ: Visuat Aroast, Saleanats, Vicats, qui vero manserunt in lege Salice in budice domicio frestatitro][2].

[a] H *primus rex Francorum.* — [b] H *ut una.* — [c] E *ad tres titulos*; G, *et tres titulos*; H, *ut ad* XLIIII *titulus.* — [d] B, F, *habuerit*; A, E, *adderet*; G, *adhesit*; H, *addederint.* — [e] H *sicut ad primam.* — [f] B, F, *ita ut.* — [g] A, B, E, F, H, *perduxerunt*; G, *perduxere.* — [h] G *Childebertus.* — [i] A, G, *quidquid invenire*; G, *advenire*; H, *quicumque advenire.* — [k] A omet *quod.* — [l] G *addere*; H, *cum suis addere.* — [m] A *hoc a*; E, *hoc est a lxxviiij usque lxxxiij quicquid invenit digne.* — [n] G *septuagesimo.* — [o] H *VIIII.* — [p] G *octuagissimo octavo*; H, *octagesimo iiii.* — [q] G *perinvenit.* — [r] H *dignus.* — [s] G *hus titulus*; H *cum hoc ortatulus.* — [t] H, *Lotharius a germaniæ.* — [u] A, B, E, F, G, *gradenter.* — [v] G *excipit*; H, *explicit.* — [x] H omet *sic.* — [y] H *regno suo.* — [z] A, E, *cum regni sui sapientes invenit.* — [aa] E *lxxxiii*; G, *ut ab octuagissimam quartam adderet*; H, *nonagesimum vii adderet.* — [bb] H *perfecto.* — [cc] A *perfectum est*; E omet *perduxit.* — [dd] H *ex inde.* — [ee] H *fratre suo.* — [ff] A *rescripta*; B, *rescribita.* — [gg] H *sicut eis.* — [hh] H *perdurant stare.* Cette phrase est ainsi conçue dans A et E, *et ita inter se firmaverunt ut ista omnia que constituerunt inviolabiliter omni que tempore conservata fuisset.*

[1] Le mot *tres*, que portent la plupart des manuscrits, a paru une erreur évidente aux anciens éditeurs qui ont imprimé simplement *ad titulos*; mais aucun manuscrit n'autorise la correction. Peut-être cependant le mot *tres* doit-il être conservé si on l'entend des trois princes qui vont être nommés. C'est ainsi que le comprenait le moine Richard Scot, qui a composé, du temps du roi Jean, un ouvrage manuscrit intitulé *Genealogia aliquorum regum francorum* (Bibl. roy. man. Fonds Saint-Victor, ancien n° 419, aujourd'hui 287). Cet auteur parle de la loi Salique, f[os] 40 et 41, comme en ayant consulté des manuscrits, et notamment il paraît avoir connu notre épilogue.

[2] Je répète que cet alinéa se trouve seulement dans le manuscrit de Leyde dont la Bibliothèque royale a une copie, 1046 (suppl. lat.).

DOCUMENTS

CONNUS SOUS LE TITRE :

SENTENTIA DE SEPTEM SEPTENNIS

ET

RECAPITULATIO LEGIS SALICÆ, OU *SOLIDORUM.*

Il nous est parvenu deux documents accessoires à la loi Salique, qu'on peut considérer comme des résumés propres à soulager la mémoire, relativement aux sommes des compositions pour crimes et délits[1].

Le premier fut rédigé évidemment dans la vue de présenter sept séries, chacune de sept compositions semblables.

Du Tillet en avait trouvé un fragment dans le manuscrit de Reims (Bibl. roy. suppl. lat. 164 *bis*), où il est sur le recto 75, avant la *Recapitulatio*, dont il sera question plus bas. Il y porte le titre *Incipiunt sententias de septem septinas, hoc sunt pariculas causas*. Mais du Tillet a cru devoir corriger ainsi : *Sententia de septem septennis, hoc est particularibus causis*, correction que n'autorise aucun manuscrit connu.

F. Pithou et Lindenbrog l'ont reproduit. Baluze l'a réimprimé, en annonçant, t. II, col. 1049, que ce document était à la même place dans un *codex Gandavensis*, dont l'existence actuelle ne m'est pas connue.

Ce fragment, tel qu'on le lit dans le manuscrit 164 *bis* (Suppl. lat.) dans 4628[A], 4631 et 4670, et dans toutes les éditions imprimées jusqu'à ce jour, suppose l'existence d'un document plus étendu.

Les mots *septem septinas* ou *septennas* annoncent qu'on a voulu recueillir sept catégories de compositions semblables, au nombre de sept, ou, pour traduire littéralement, *sept septaines*. Or, dans l'état où les quatre manuscrits et les éditions nous donnent ce document, il ne se trouve qu'une *septaine*, c'est-à-dire une seule catégorie de sept compositions, toutes de deux cents sous.

Mais j'ai découvert dans le manuscrit 252 (F. 9, fonds N. D.) un texte beaucoup plus étendu; il est intitulé *Hoc sunt septem causas*, titre qui se rapporte très-bien à celui des autres manuscrits. Cependant, au lieu de sept catégories on

[1] Voir encore ci-dessus les titres *incipiunt chunnas*, p. 156 et 264, et *de delatura*, p. 263.

en trouve huit, savoir : de XV sous, de XXXV sous, de XLV sous, de LXII sous et demi, de C sous, de CC, de DC, de MDCCC.

La catégorie des compositions de CC sous, qui n'est pas exactement la même que celle des manuscrits cités plus haut, faisait probablement partie d'une rédaction différente, rédigée dans le même but, mais qui ne nous est pas parvenue. Toutefois celle du manuscrit 252 (F. 9, fonds N. D.) ne pouvait être négligée; et puisque personne ne l'avait encore publiée, je n'ai pas dû hésiter à la comprendre dans ma collection. Je reproduirai aussi, d'après les autres manuscrits, le fragment déjà connu par les éditions de du Tillet, F. Pithou, Lindenbrog, Bignon et Baluze.

Le second document, connu sous le nom de *Recapitulatio legis Salicæ*, ou *Solidorum*, avait évidemment le même objet que le précédent, celui de faciliter la connaissance des compositions disséminées dans la loi Salique. Les manuscrits 4626, 4628[A], 4629, 4631, 4670, 264 *bis* (suppl. lat.), de Montpellier H 136, et celui de Pithou, dont est propriétaire M. Barrois, sont les seuls qui le contiennent en même temps que la loi Salique; mais on le trouve isolé dans le manuscrit 4995 [1].

Il avait été publié par du Tillet, d'après qui Fr. Pithou, Lindenbrog, Bignon et Baluze l'ont reproduit. De son côté, Herold l'avait joint à son édition de la loi Salique.

Aucun de ces auteurs n'indique les manuscrits dont il a fait usage, et, parmi les neuf que j'ai vérifiés, il n'en est pas un dont le texte soit identique avec celui qu'ils ont adopté. Le n° 4995 m'a paru s'en rapprocher le plus, et je ne doute pas que du Tillet n'en ait fait usage, puisque ce manuscrit lui a servi à publier les Capitulaires et porte des annotations de sa main.

J'ai donc choisi le texte du n° 4995 comme le principal, en y rattachant les variantes que les autres me fourniraient. Toutefois, comme la rédaction du manuscrit 4629, qui ne me paraît pas avoir été connu des anciens éditeurs, en diffère prodigieusement, j'ai cru devoir la publier à part.

Les deux documents dont il s'agit ici portent à croire qu'il existait, à l'époque de leur rédaction, des textes de la loi Salique différents de ceux qui nous sont parvenus; ou, ce qui est peut-être plus probable, que la jurisprudence avait adopté, par analogie, quelques règles qui ne sont pas expressément écrites dans les rédactions de la loi.

[1] Ce manuscrit ne contient pas la loi Salique. On en trouvera une description sommaire aux pages xxij et xxiij de la préface du tome III des *Monumenta* de M. Pertz.

Pour faciliter la vérification des textes de la loi auxquels se rapportent les différents paragraphes de ces documents, je les indiquerai entre parenthèses et en caractères italiques.

HOC SUNT SEPTEM CAUSAS.

I. (*Sine rubrica.*)

1. Si quis ad mallum legibus dominicis manitus fuerit et non venerit, si eum sunnis non detenuerit, soledis XV culpabilis judicetur. (*Tit. I, § 1.*)

2. Ille vero qui alium mannet et ipse non venerit, si eum sunnis non detenuerit, soledis XV culpabilis judicetur. (*Tit. I, § 2.*)

3. Si quis porcellum tartussum furaverit usque ad aniculatum, soledis XV [culpabilis judicetur] [1].

4. Si quis acceptorem de pertica furaverit, soledis XV culpabilis judicetur. (*Tit. VII, § 2.*)

5. Si quis homo qui facit via latina, soledis XV culpabilis judicetur. (*Tit. XXX, § 1.*)

6. Si quis mediano dido [2] excusserit, soledis XV culpabilis judicetur. (*Tit. XXXI, § 8.*)

7. Si quis minimo dido excusserit, soledis XV [culpabilis judicetur]. (*Tit. XXXI, § 10.*)

II. SUNT SOLEDOS XXXV.

1. Si quis in messe sua pecora aliena invenerit qui pastore non habent et eas incluserit ut nulli pænitus innotescat et aliqua ex ipsis pecoribus perierit, soledis XXXV culpabilis judicetur. (*Tit. X, § 5.*)

2. Si quis navem de intro clavem furaverit, soledis XXXV culpabilis judicetur. (*Tit. XXIII, § 3.*)

3. Si secundo dido unde sagitatur excusserit, soledis XXXV [culpabilis judicetur]. (*Tit. XXXI, § 6.*)

[1] Le § 10 du titre II ne prononce qu'une composition de III sous.

[2] Le manuscrit porte toujours ce mot pour *digito* : est-ce une faute de copiste ? ne serait-ce pas une corruption qui, dans la suite, a fait dans notre langue le mot *doigt* ?

4. [*Deest, exeso codicis folio.*][1]

5. Si quis bovem furaverit, soledis XXXV [culpabilis judicetur]. (*Tit. III*, § *6.*)

6. Si quis Francus Franco auricula capulaverit, soledis XXXV [culpabilis judicetur][2].

7. Si quis cervum domesticum qui signum habet furaverit aut celaverit, soledis XXXV [culpabilis judicetur.] (*Tit. XXXV*, § *3.*)

III. DE SOLEDOS XLV.

1. Si quis puerum crinitum totunderit sine consilio parentorum, soledis XLV cupabilis judicetur. (*Tit. XXVI*, § *2.*)

2. Si quis acceptorem de intro clave furaverit, soledis XLV culpabilis judicetur. (*Tit. VII*, § *3.*)

3. Si quis ascum de intro clave furaverit, soledis XLV culpabilis judicetur. (*Tit. XXVIII*, § *4.*)

4. Si quis pratum alienum secaverit, exinde fenum cum carro ad domum suam duxerit et discargaverit, soledis XLV [culpabilis judicetur]. (*Tit. XXXIX*, § *21.*)

5. Si quis dido polcare excusserit, soledis XLV [culpabilis judicetur].

6. Si quis nasum capulaverit, soledis XLV [culpabilis judicetur]. (*Tit. XXX*, § *14.*)

7. Si quis homo mancipia aliena pedes fugitivos recolligerit, soledis XLV [culpabilis judicetur][3].

IV. DE SOLEDIS LXII ET DIMIDIO[4].

1. Si quis de sagitta toxicata hominem sagittaverit et evaserit, soledis LXII et dimidio culpabilis judicetur. (*Tit. XIX*, § *1.*)

[1] Avant le § 4 il y a un signe de renvoi, mais ce renvoi a été probablement coupé par le relieur, comme cela est arrivé plusieurs fois dans le manuscrit; voir page 77 ci-dessus. On peut en conclure que la rognure a détruit le paragraphe manquant entre 3 et 4, de sorte que ce chapitre en avait sept, comme tous les autres.

[2] Le § 15 du titre XXXI de la loi ne prononce qu'une composition de XV sous.

[3] Il n'existe point de disposition textuellement semblable dans la loi Salique. Le § 2 du titre XLI a bien quelque chose d'analogue, mais la composition est de XXXV sous.

[4] Ce chapitre ne contient que six paragraphes dans le manuscrit sans marquer de renvoi.

2. Si quis homo alio adsallierit et sua arma et occidere voluerit et retentus fuerit, soledis LXII et dimidio culpabilis judicetur. (*Tit. XIX*, § *1.*)[1]

3. Si quis corpus occissum hominem antequam in terra mittatur in furtum expoliaverit, soledis LXII et dimidio [culpabilis judicetur]. (*Tit. LVII*, § *1.*)

4. Si quis villam alienam invaserit, LXII et dimidio [soledis culpabilis judicetur]. (*Tit. XV*, § *1.*)

5. Si quis manum alterius capulaverit et ipsa manca pependerit, LXII et dimidio [soledis culpabilis judicetur][2].

6. Si quis in furtum elocatum accepto prætio hominem occidere voluerit et ei fuerit adprobatum, soledis LXII et dimidio [culpabilis judicetur]. (*Tit. XXX*, § *1.*)

V. DE SOLEDIS C.

1. Si quis hominem mortuum exfoderit et expoliaverit, soledis C [culpabilis judicetur][3].

2. Si quis hominem dormientem in furtum expoliaverit, soledis C [culpabilis judicetur]. (*Tit. XV*, § *5.*)

3. Si vero infantem infra matris sui utero occiserit, soledis C [culpabilis judicetur]. (*Tit. XXVI*, § *5.*)

4. Si quis homo ingenuus alienum lidum extra consilium domini sui ante rege pro denarium ingenuum dimiserit, soledis C [culpabilis judicetur]. (*Tit. XXVIII*, § *1.*)

5. Si quis alteri manum excusserit, aut lingua capulaverit, aut castraverit, aut verenda transcapulaverit, soledis C [culpabilis judicetur]. (*Tit. XXXI*, § *1.*)

[1] Il est assez singulier qu'on ait choisi ce second exemple dans le même paragraphe, lorsqu'un grand nombre d'autres compositions de LXII sous et demi se trouvent dans la loi.

[2] Le § 2 du titre XXXI, qui prévoit ce délit, ne prononce qu'une composition de XLV sous.

[3] Il n'existe aucun texte de la loi Salique où le crime d'avoir déterré un cadavre et de l'avoir dépouillé donne lieu seulement à une composition de C sous; voir les titres XVII et LVII, avec les notes qui s'y rattachent.

6. Si quis hominem ingenuum sine manus et pedes quæ inimici sui in via relinquerunt, quique eum occiserit soledis c [culpabilis judicetur]. (*Tit.* XLIII, § 9.)

7. Simili modo qui alium in pelago inpinxerit et vivus exinde evaserit, soledis c [culpabilis judicetur]. (*Tit.* XLIII, § 10.)

VI. DE SOLEDIS CC [1].

1. Si quis hominem qui migrare disponit et de regi habuerit præceptum et aliquis contra ordinatione regis stare præsumet, soledis cc [culpabilis judicetur]. (*Tit.* XV, § 4.)

2. Si quis alio herbas dederit bibere ut moriatur, soledis cc [culpabilis judicetur]. (*Tit.* XXI, § 1.)

3. Si quis hominem Francum involaverit et venderit, soledis cc culpabilis judicetur. (*Tit.* XLI, § 3.)

4. Si quis puella ingenua occiserit, soledis cc [culpabilis judicetur]. (*Tit.* XXV, § 6.)

5. Si quis basilica incenderit, soledis cc [culpabilis judicetur]. (*Tit.* LVIII, § 1.)

6. Si quis grafione ad res alienas tollendas invitaverit et legiptime eum jactivum aut mallatum non habuerit, ille qui eum rogat ut injustæ tollat antequam fuerit et fides facta fuerit, soledis cc [culpabilis judicetur]. (*Tit.* LIII, § 1.)

7. Si quis puella sponsata dructe ducente ad marito alicujus in via eam adsallierit et cum ipsa violenter mechatus fuerit, soledis cc [culpabilis judicetur]. (*Tit.* XIV, § 10.)

VII. DE SOLEDIS DC.

1. Si quis puerum crinitum occiserit, soledis DC [culpabilis judicetur]. (*Tit.* XXVI, § 1.)

[1] J'ai dit, page 349, dans l'avertissement qui précède ce document, que les anciens éditeurs n'avaient publié que la série de sept compositions de cc sous, la seule qu'offre le manuscrit 164 *bis* (suppl. lat.) dont 4628 A, 4631 et 4760 sont des copies, au moins en cette partie Ces sept paragraphes ne sont point identiques avec ceux du document tel qu'il est dans le manuscrit 252 (F. 9, fonds N. D.); j'ai donc cru devoir les reproduire page 355.

2. Si quis femina transbattit ut moriatur, soledis DC [culpabilis judicetur].[1]

3. Si quis femina ingenua postquam infantes cœpit habere et occisa fuerit, soledis DC [culpabilis judicetur]. (*Tit. XXVI*, § *7*.)

4. Si quis grafione occiserit, soledis DC [culpabilis judicetur]. (*Tit. LVI*, § *1*.)

5. Si quis sacebarone occiserit, soledis DC [culpabilis judicetur]. (*Tit. LVI*, § *3*.)

6. Si quis Franco inter quattuor solia occiserit, soledis DC [culpabilis judicetur][2].

7. Si quis Francus Francum occiserit, soledis DC [culpabilis judicetur][3].

VIII. DE SOLEDIS MDCCC[4].

1. Si quis hominem ingenuum in hoste occiserit et in mortridam mittitur, soledis MDCCC culpabilis judicetur.

2. Si quis grafionem occiserit et in mordrem miserit, soledis MDCCC [culpabilis judicetur].

3. Si quis femina ingenua que infantes potuit habere et occisa fuerit et mordrida fuerit, soledis MDCCC [culpabilis judicetur].

4. Si quis puerum crinitum occiserit et in mordrem miserit, soledis MDCCC [culpabilis judicetur].

[1] Ce paragraphe peut avoir des rapports avec le § 7 du titre XXVI, mais alors ce serait le cas prévu dans le paragraphe suivant.

[2] Je ne connais aucun texte de la loi Salique où ce cas soit prévu.

[3] Je ne connais aucun texte où le crime prévu ici soit puni d'une composition de DC sous; mais elle se trouve dans le chapitre II d'un document que Baluze a publié comme capitulaire de 813, et que M. Pertz, *Monumenta*, t. III, Préface, p. xxxj, considère comme des *Statuta pagi Xantensis*.

[4] Ce chapitre a probablement été ajouté à une rédaction qui dans l'origine n'était que de sept séries contenant chacune sept compositions; mais il mérite d'être remarqué. Dans les sept cas qu'il contient, l'assassin a fait disparaitre le cadavre, *misit in mordrem*, *in mordredam*. Cette circonstance augmente le taux de la composition. Déjà le cas avait été prévu dans les §§ 2, 3, 4, 5 du titre XLIII de la loi et dans le titre XVII des *Capita extravagantia*. Le rapprochement de ces textes avec notre paragraphe prouve qu'une théorie générale s'appliquait à tous les cas où, par un moyen quelconque, le coupable avait caché ou détruit le corps de sa victime.

5. Si quis episcopum occiserit et in mordrem miserit, soledis MDCCC [culpabilis judicetur].

6. Si quis legadario regi in via adsallierit et occiserit et in mordrem miserit, soledis MDCCC culpabilis judicetur.

7. Si quis andrustione qui inter duos reges pagaverit, qui eum adsallierit et occiserit et in mordrem miserit, soledis MDCCC culpabilis judicetur.

INCIPIUNT SENTENTIAS DE SEPTEM SEPTINAS, HOC SUNT PARICULAS CAUSAS[1].

1. Si quis basilicam incenderit, solidos cc culpabilis judicetur. (*Tit.* LVIII, § 1.)

2. Si quis Francus Francum occiderit, solidos cc culpabilis judicetur. (*Tit.* XLIII, § 1.)

3. Si quis villa aliena adsallierit et ibidem hostia fregerit et canes occiderit et homines plagaverit vel aliquid exinde in carro duxerit, solidos cc culpabilis judicetur. (*Tit.* XVI, § 2.)

4. Si quis alicui herbas dederit bibere unde moriatur, solidos cc culpabilis judicetur. (*Tit.* XXI, § 1.)

5. Si quis uxorem alienam tulerit vivo marito, solidos cc culpabilis judicetur. (*Tit,* XIV, § 12.)

6. Si quis hominem mortuum exfodierit et expoliaverit, solidos cc culpabilis judicetur. (*Tit.* XVII, § 2.)

7. Si quis Francus Francum vendiderit, solidos cc culpabilis judicetur. (*Tit.* XLI, § 4.)

RECAPITULATIO LEGIS SALICÆ[2].

Sciendum est quod in quibusdam legis Salicis inveniuntur capitula principalia LXV[a]; in quibusdam vero LXX; in quibusdam etiam paulo

[a] Le chiffre LXV manque dans A.

[1] J'ai expliqué page 353 pourquoi je donnais ce texte et d'après quels manuscrits.

[2] Les manuscrits 164 *bis* (suppl. lat.) et 4628 A, 4631, 4760, qui en sont la copie, seront indiqués par la lettre A; celui de Pithou, appartenant à M. Barrois, B; celui de Montpellier, E. J'ai déjà dit, page 349, que le texte principal était dans le manuscrit 4995.

plus, aut paulo minus. Quæ continentur alia capitula, in quibusdam codicibus[a] CCC. In quibusdam vero minus vel[b]. Habent etiam species in quibusdam libellis[c]. In quibusdam vero minus vel paulo plus.

Inquirendum est compositiones legis Salicæ quod varietates et quem numerum per minimum, quæ vero per maximum habeat [divisiones. Compositiones sunt CCCLVIII, varietates XXXI[1].]

1. Imprimis enim inde ad[2] septem[d] denarios, ut si quis agnum furaverit. (*Tit. IV*, § *1.*)

2. Inde ad decem denarios ut si quis alterius messem damnaverit. (*Tit. X*, § *10.*)

3. Inde ad solidum unum, ut si quis porcellum qui sine matre vivere potest, foras domum furaverit. (*Tit. II*, § *5.*)

4. Inde ad solidum unum[e] et tremisso, ut si quis alterius servum cedit. (*Tit. XXXVII*, § *4.*)

5. Inde ad solidos III, ut si quis tres capras furaverit. Hæc compositio tres solidorum in XLI locis legis Salicis habetur. (*Tit. V*, § *1.*)[3]

6. Inde ad solidos III et denario, ut si quis viduam in conjugio voluerit sociare. (*Tit. XLVI*, § *1.*)

7. Inde ad solidos V, hi sunt qui rapto secundam compositionem persolvant[f]. (*Tit. XLIV*, § *2.*)

8. Inde ad solidos VI pro redemptione servi ut non castretur : Hæc compositio sex solidos in quinque locis habetur. (*Tit. XXVII*, § *4.*)

9. Inde ad solidos VII et dimidium, ut si quis scrovam[g] subbatit, ut porcellos non habeat[h]. (*Tit. II*, § *6.*)

10. Inde ad solidos IX, ut si quis alterum clauso pugno percutit : hæc compositio IX solidorum in tres[i] locis habetur. (*Tit. XIX*, § *9.*)

[a] B *locis CCCLVIII in quibusdam vero plus minusve, inquirendam, etc.* E, *locibus*; le reste comme B. — [b] A *plus minus.* — [c] A ajoute XV *et VII.* — [d] A, B, E, *incipita septem.* — [e] B *solidos II.* — [f] A *secundum legem componat*; B addit *haec compositis in his locis habentur*; les mêmes mots se trouvent dans E. — [g] B *scropam*; E, *iscrovam.* — [h] E *subbattit in furtum.* — [i] A *quatuor*; B et E, *quinque.*

[1] Les mots entre crochets ne se trouvent que dans le manuscrit de M. Barrois et dans celui de Montpellier.

[2] Les manuscrits portent assez souvent *a* au lieu de *ad*.

[3] Dans le man. 4995, le § 6 précède le 5, mais j'ai corrigé cet ordre vicieux, puisque trois sous font moins que trois sous et un denier.

11. Inde ad solidos XII et dimidium, ut si quis servum ministerialem in mortis periculum inmiserit et eum Deus liberavit [a] [1].

12. Inde ad solidos XV, ut si quis sponsam alterius tulerit. Hæc compositio XV solidorum in XC et III loca habetur [b]. (*Tit. XIV*, § *9.*)

13. Inde ad solidos XVII et dimidium, ut si quis alterius verrem furaverit. Hac compositio XVII et dimidium solidorum in tria [c] loca habetur. (*Tit. II*, § *12.*)

14. Inde ad solidos XXII et dimidium, ut si quis tributarium Romanum in pelago inpinxerit [2].

15. Inde ad solidos XXV, ut si quis servum ministerialem occiserit [d] (*Tit. XXI*, § *6.*)

16. Inde ad solidos XXX, si quis alterius ancillam furaverit [3]. Hæc compositio XXX solidorum in XXVIII [e] locis habetur.

17. Inde ad solidos XXXV, ut si quis servum alterius furaverit. Hæc compositio XXXV [f] solidorum in XXIV [g] locis habetur. (*Tit. XI*, § *1.*)

18. Inde ad solidos XLV, ut si quis waranionem furaverit. Hæc compositio XLV solidorum in XXXVI [h] locis habetur. (*Tit. XL*, § *2.*)

19. Inde ad solidos L, ut si quis Romanum in pelago inpinxerit [4].

20. Inde ad solidos LXII et dimidium [i], ut si quis hominem percutere vult cum gladio, et eum non tetigerit. Hæc compositio LXII et dimidii solidorum in XL [k] locis habetur. (*Tit. XIX*, § *1.*)

21. Inde ad solidos LXX, ut si quis servum cum [l] ancillam ministerialem [m] furaverit. (*Tit. XI*, § *5.*)

22. Inde ad solidos LXXV, ut si quis servum ministerialem in oste occiserit [5].

[a] Les quatre derniers mots manquent dans A, B et E. — [b] B *haec compositio in XV locis habetur*; E, *in XCV*. — [c] B et E *quatuor*. — [d] B et E *inde a solidos XV, ut si quis servum ministerialem occiserit, hec composifto in II locis habetur*. — [e] B XXV, E, XXXV. — [f] Le chiffre manque dans 4995, dont je fais usage. — [g] B *XXIX*; E, *XXVIII*. — [h] B *XLI*; E, *XL*. — [i] B *XLVI et dinarios*: ce manuscrit porte toujours *dinarios* au lieu de *dimidium*; E, *LXVI et demidinm*. — [k] B et E *XXXVIII*. — [l] E *aut*. — [m] B et E *de ministerio*.

[1] C'est une décision d'analogie par combinaison du § 6 du tit. XI et du § 10 du tit. XLIII.

[2] Autre décision d'analogie résultant de la combinaison des § 8 et 10 du titre XLIII.

[3] Tous les textes prononcent, dans ce cas, une composition de XXXV sous.

[4] Décision d'analogie par combinaison des § 7 et 10 du titre XLIII.

[5] Aucun texte de la loi n'a prévu ce cas. Le § 24 du second texte, page 359 ci-après porte LXXV sous.

23. Inde ad solidos XC, ut si quis waranionem[a] regis furaverit. Hæc compositio XC solidorum in tria loca habetur. (*Tit. XL*, § *4.*)

24. Inde ad solidos C, ut si quis Romanum occiserit. Hæc compositio C solidorum in XXIV[b] locis habetur. (*Tit. XLIII*, § 2.)

25. Inde ad solidos CLXXXVIII[c] et dimidium, ut si quis mulierem striam vel meretricem clamaverit. (*Tit. LXVII*, § 2.)

26. Inde ad solidos CC, ut si quis hominem ingenuum occiserit. Hæc compositio CC solidorum in XVII[d] locis habetur. (*Tit. XLIII*, § *1.*)

27. Inde ad solidos CCC, ut si quis litum alienum in oste[e] occiserit. Hæc compositio CCC solidorum in dua loca habetur. (*Tit. LXVI*, § *1.*)

28. Inde ad solidos DC, ut si quis hominem ingenuum in oste occiserit. Hæc compositio DC solidorum in XIV[f] loca habetur. (*Tit. LXVI*, § *1.*)

29. Inde ad solidos DCC, ut si quis mulierem habentem in utero parvulum occiserit. (*Tit. XXXVI*, § *4.*)

[30. Inde ad solidos DCCCC, ut si quis Romanum vel lidum in truste dominica occiserit[1].]

31. Inde ad solidos MDCCC, ut si quis in truste dominica hominem occiderit, et in puteum jactaverit. Hæc compositio MDCCC solidorum in dua loca habetur[g]. (*Tit. LXVI*, § 2.)

32. Si quis puerum infra duodecim annis sive crinitum, sive incrinitum occiderit, XXIVM dinariis, qui faciunt solidos DC, culpabilis judicetur[2].

MÊME DOCUMENT D'APRÈS LE MANUSCRIT 4629.

Sciendum quibusdam Salice legis inveniantur capituli principaliter posita LXX, qui habent CCCLXII vel paulo plus aut minus, quem numerum per minimum, quem vero per maximum in conpositionibus teniat.

[a] B *taurum regis;* de même aussi dans E, où ce mot d'une écriture plus récente semble avoir été substitué à un autre. — [b] A *XIV*; B et E, *XIII*. — [c] A, B, E, *CLXXXVII*. — [d] B *XXV*; E, *XXXV*. — [e] A, B, et E, toujours *hoste*. — [f] B et Montpellier *XI*. — [g] Dans A toujours *habet lex* au lieu de *habetur*.

[1] Ce paragraphe manque dans le man. 4995; je l'ai inséré d'après les autres. Il suppose que le meurtre a été commis à l'armée, cas où, d'après le titre LXVI, la composition est triple. Je dois faire observer que du Tillet, Pithou, Lindenbrog et Bignon écrivent *in carte;* mais tous les manuscrits portent *in truste*, et Baluze, qui en avait consulté onze, a imprimé *in truste*.

[2] Ce paragraphe, écrit d'une autre main, manque dans tous les autres manuscrits.

1. Incipit enim a VII denariis, ut sicut agnum furaverit. (*Tit. VII*, § *1*.)

2. Ut supra X dinarios de damnum stimatione. (*Tit. X*, § *10*.)

3. XIII dinarios et tertia pars de unius dinarii pro jumenta, qui waranione spataverit. (*Tit. XL*, § *13*.)

4. Solidum I, ut si quis procellum furaverit quæ sine matre vivere possit. (*Tit. II*, § *5*.)

5. Solidum I et tramesso, ut si quis servum alienum flagellaverit. (*Tit. XXXVII*, § *4*.)

6. Solidos III, ut qui procellum lactantem. (*Tit. II*, § *1*.)

7. Solidos III et dinarium I, ut qui viduam accipere voluerit. (*Tit. XLVI*, § *1*.)

8. Solidos V, ut qui in rapto super tres fuerunt. (*Tit. XIV*, § 2.)

9. Solidos VI, ut qui hominem leborem clamaverit. (*Tit. XXXII*, § *6*.)

10. Solidos VII, ut qui scrovam in furtu subbatet. (*Tit. II*, § *6*.)

11. Solidos VII et dimidium, ut qui Romanum hominem in agro contubernio occiserit, in tertia sententia[1].

12. Solidos IX, de medicaturis. (*Tit. XIX*, *6*.)

13. Solidos XII et dimidium, ut si quis hominum misterialem in pelago inpinxerit[2].

14. Solidos XV, ut si quis bimum porcum furaverit. (*Tit. II*, § *9*.)

15. Solidos XVII et dimidium, ut si quis magellum sacrivum furaverit. (*Tit. II*, § *14*.)

16. Solidos XXII et dimidium, ut qui hominem tributarium in pelago inpinxerit[3].

17. Solidos XXV, ut qui hominem de ministerio furaverit. (*Tit. XI*, § *6*.)

18. Solidos XXX, de eo qui aliquid de manu per vim tullerit. (*Tit. LXIV*, § 2.)

19. Solidos XXXV, de eo qui servum alienum furaverit. (*Tit. XI*, § *1*.)

[1] Il n'y a pas de texte dans la loi qui porte cette composition. Le § du tit. XLIV prononce XLV sous, ce qui, d'après le § 4, ferait XXII sous et demi pour le cas prévu ici.

[2] On a vu déjà, page 357, note 1, qu'il n'y avait pas de texte à ce sujet dans la loi.

[3] Voir la note 2 de la page 357, les deux textes étant identiques.

20. Solidos XLV, de eo qui hominem tributarium occiserit. (*Tit. XLIII*, § *8*.)

21. Solidos L, ut si quis hominem Romanum in pelago inpinxerit[1].

22. Solidos LXII et dimidium, ut qui viduam sine legem acciperit. (*Tit. XLV*, § *2*.)

23. Solidos LXX, de eo qui hominem artificem furaverit. (*Tit. XI*, § *5*.)

24. Solidos LXXV, de eo qui hominem artificem in oste occiserit in capitale restituat[2].

25. Solidos XC, ut quis waranionem regis furaverit. (*Tit. XL*, § *4*.)

26. Solidos C, ut si quis Romanum hominem occiserit. (*Tit. XLIII*, § *2*.)

27. Solidos CLXXXVII et dimidium, ut si quis mulierem meletricem clamaverit. (*Tit. LXVII*, § *2*.)

28. Solidos CL, ut si quis Romanum hominem cumvivam reges in pelago inpinxerit. (*Tit. XLIII*, §§ *6 et 10*.)

29. Solidos CC, ut si quis hominem contra ordinationem regis adsalieret. (*Tit. XV*, § *4*.)

30. Solidos CCC, ut si quis graphionem qui puer regis est occiserit[3].

31. Solidos DC, ut qui hominem in domum suam occiserit[4].

32. Solidos DCC, ut qui feminam gravedam occiserit.

33. Solidos DCCCC, ut qui antrusionem quo puer regis est occiserit et eum ignem conbusserit.

34. Solidos MDCCC, ut qui antrusionem occiserit.

35. Solidos MMDXXXV, ut qui hominem in domum suam a contubernio occiserit.

36. Solidos CMMDV, ut qui antrusionem in domum suam occiserit.

De Romanus vero vel litus lex ista ex mediætate solvatur[5].

[1] Voir la note 3 de la page 357.

[2] Voir la note 5 de la page 357.

[3] Décision par analogie du § 2 du titre LVI.

[4] Les décisions de ce § et des suivants se rapportent à des rédactions de la loi Salique différentes de celles qui nous sont parvenues, mais je crois qu'il y a des erreurs dans les chiffres.

[5] On constate ici une règle générale, dont le § 4 du titre XLIV contient un exemple.

NOTES.

AVERTISSEMENT.

Je me suis déjà expliqué dans ma préface, § III, sur l'objet et le plan de ces notes, qu'il m'était impossible de placer au bas des pages sans créer des difficultés typographiques insurmontables. C'est ce qu'avaient aussi reconnu Pithou, Bignon et Baluze, dont cependant les notes sont infiniment moins nombreuses et moins étendues que les miennes.

Ces notes ne sont pas seulement destinées à offrir les explications des mots ou des dispositions qui m'ont paru en avoir besoin. Comme elles se rattachent à la *Lex emendata*, dont l'ordre des titres et des paragraphes est très-souvent différent des anciens textes, j'ai établi une concordance dont je vais indiquer le procédé. Chaque fois que le titre ou le paragraphe d'un des sept textes antérieurs à la *Lex emendata* sera le même que dans cette rédaction, je n'en ferai point mention. Les indications ne seront données que lorsqu'il s'agira de constater des différences essentielles. Par exemple, si, après la rubrique d'un titre ou le numéro d'un paragraphe, une note se trouve indiquée, son objet est de faire connaître le numéro différent que ce titre ou ce paragraphe portent dans un ou plusieurs des autres textes : l'absence de note attestera que les numéros sont semblables.

J'ai cru devoir aussi indiquer les principaux rapports de la loi Salique avec les codes des Ripuaires, Bourguignons, Alemans et Bavarois, qui ont été en vigueur dans l'empire des Francs à la même époque que la loi Salique. Je ferai ces citations d'après les textes de ces lois qu'on trouve dans le tome IV des *Scriptores rerum Gallicarum*.

J'ai dit, dans ma préface, que, pour ne pas donner trop d'étendue à un certain nombre de notes et pour éviter de fréquentes répétitions, j'avais consacré des dissertations à plusieurs matières importantes du droit privé des Francs. J'y renverrai souvent. A cet égard, je ne peux trop reconnaître les soins et l'obligeance des personnes chargées de la direction typographique à l'Imprimerie royale. La composition des notes en épreuves a été diposée d'une manière telle que j'ai pu y indiquer avec exactitude les pages des dissertations auxquelles je me trouvais dans la nécessité de renvoyer.

Les chiffres romains I, II, III, IV, désigneront les quatre premiers textes de cette collection; celui du manuscrit de Wolfenbüttel sera indiqué par Wolf. celui de Munich, par Mun. le texte d'Herold, par le nom de cet éditeur.

---

1. L'intitulé INCIPIT LIBER, etc. ne se trouve pas dans tous les manuscrits de la *Lex emendata*, ainsi qu'on l'a vu dans ma préface. A mesure que je publiais les autres textes, j'ai indiqué les intitulés qu'ils portent.

2 Tit. I. Cf. *Ripuariorum*, XXXII.

3. Les détails dans lesquels j'entrerai dans les dissertations neuvième et dixième me dispensent d'expliquer le mot *mallum* et beaucoup d'autres de ce titre, ainsi que tout ce qui est relatif aux formes de procédure.

4. Fr. Pithou considère le mot *mannitus* comme synonyme de *monitus*; je crois plutôt qu'il vient, ainsi que *mannire*, du mot franc *mahnen*, qui signifie *avertir, requérir*.

5. Les mots, *et non venerit*, manquent dans III.

6. Les mots, *si eum sunnis non detinuerit*, ou suivant plusieurs manuscrits *detenuerit*, manquent dans I et Wolfenbüttel; ce qui est une pure inadvertance, puisque la suite de ces textes prévoit le cas d'excuse. *Sunnis*, écrit dans II, *sonies*, et dont l'orthographe est assez variée, signifie empêchement légitime pouvant servir d'excuse. Il est d'origine franque. et Fr. Pithou fait avec raison observer qu'il a produit notre mot du barreau *exoine*.

7. Ce § 2 est réuni au précédent dans le manuscrit de Wolfenbüttel.

8. On lit dans I, II, IV, Wolf. Mun. et Hérold : *et ipse non venerit*, ce qui exprime le but de la disposition que j'expliquerai page 571.

9. Le texte d'Herold écrit, ici et dans le § 1, *sumis*.

10. Au lieu de *detinuerit*, on lit dans I, *tricaverit*, mot de basse latinité qui signifie *empêcher*.

11. Les mots, *et si eum... quem mannivit* manquent dans II et Wolf. Les autres textes offrent des variantes insignifiantes.

12. Mun. porte *solidos quinque;* mais dans tous les autres textes on lit XV.

13. Ce § 3 manque dans IV et Mun. il est le 2 dans Wolf.

14. On lit dans I : *Et si præsens non fuerit, sic aut uxorem*, ce qui ne change pas le sens.

15. Ce § 4 manque dans IV et Mun. fait partie du § 2 dans Wolf. du § 3 dans Herold.

16. Au lieu de *jussione regis*, I, III, Wolf. et Herold portent *dominica ambascia*. Quelle que soit l'origine du mot *ambascia*, sur lequel on peut consulter du Cange et les commentaires d'Eccard et de Bignon, il signifie une mission donnée par le roi, ce que les autres textes appellent *jussio regis*. Marculfe, liv. I, form. IX, X et XI, donne des protocoles de ces nominations. La dernière est très-curieuse par les détails qu'elle contient de toutes les choses indigènes et étrangères que les habitants dont l'envoyé traversait le territoire devaient lui fournir.

17. Le § 5 manque dans IV et Mun. il fait partie du § 2 dans Wolf.

18. Les Germains, ainsi que l'attestent César (*De bello Gallico*, I, XII et XXXVII), et Tacite (*German.* XII), divisaient le territoire de chaque tribu en *pagi*; voir ci-après page 571.

19. Les mots, *in sua ratione* signifient, *pour ses propres affaires*. On verra cependant, note 771 et page 601, qu'il était permis de faire valoir des excuses fondées sur des circonstances domestiques.

20. Tit. II. Cf. *Alaman.* XCIX; *Ripuar.* XVIII.

21. Quelques manuscrits portent *lactentem*, que Pithou croit plus exact. Voir cependant Varron, *De re rustica*, lib. II, cap. VII.

22. Le mot *hranne* est écrit dans III, *chranne*; dans IV, *franne*; dans Herold, *rhanne*, et les manuscrits de la *Lex emendata* varient beaucoup. Il est d'origine franque et signifie *la portée d'une truie*, ainsi que la glose d'Est l'explique en disant : *de chranne prima, id est de primo partu*. Pithou me paraît donc s'être trompé lorsqu'il dit que ce mot exprime la paisson, la mise en pâturage des porcs; et de même Bignon, qui l'entend d'une étable à porcs. Les textes I, II, III, Wolf. et Mun. ne font point de distinction entre *primu* et *mediana*. Voir le § 4 du titre XXVI et le titre XXIX des *Capita extravagantia*.

23. Les mots *exc. cap. et del.* qui manquent dans I, II, III. IV, Wolf. et Mun. doivent évidemment y être suppléés. Ils accompagnent en général toutes les condamnations pour délits contre la propriété. *Capitale* signifie le capital, le prix de l'objet volé, détruit ou endommagé, en un mot le tort matériel qui n'est pas représenté par la composition destinée à racheter le droit de vengeance. Il y a plus de difficulté sur le sens de *delatura*, écrit souvent *dilatura*. Pithou, sur la foi de la glose du manuscrit 4418, assure qu'il signifie *fredum*. Je ne le crois pas. On verra, page 652, que *fredum* désigne la part dans la composition qui était attribuée au fisc; et Bignon l'a très-bien fait remarquer. Mais, d'après l'autorité de Cujas, il assure que *delatura* désigne les intérêts moratoires. Du Cange rapporte les diverses opinions, sans conclure formellement. Eccard, page 15, croit que *delatura* signifie les frais du procès. Meyer (*Institutions judiciaires*, t. I, p. 44), trouve cette explication absurde; ce jugement me paraît bien sévère. Sans doute il n'y avait pas alors d'huissiers, d'avoués, dont il y eût lieu de liquider les frais de procédure; mais la poursuite causait des déplacements, des dépenses, et l'usage servait probablement à apprécier l'indemnité. Je ne dois pas non plus omettre l'opinion de M. Grimm (*Deustche Rechstalterthümer*, p. 655), que *delatura* désigne la somme que l'offensé payait à celui qui avait découvert, c'est-à-dire dénoncé le délit; ce que le chapitre XXVI de la loi lombarde de Rotharis appelle *delator, id est certus indicator*. On peut croire même, d'après le titre LXXIX de l'édition d'Herold, qu'on ne trouve point ailleurs, qu'il y avait eu quelques fixations dans certains cas ou dans certains lieux. Les mots *excepto capitale* ne se trouvent pas dans les titres relatifs aux homicides d'hommes libres, parce qu'il n'y avait pas de valeur vénale, comme pour des fruits, des animaux, des esclaves. Mais on verra dans le § 6 du titre XIX, qu'en cas de blessures la loi, après avoir indiqué la composition, ajoute *excepta medicatura*, dont elle fixe le montant.

24. Ce § 2 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. parce qu'ils ne font point de distinction.

25. Ce § 3 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. par la cause expliquée à la fin de la note 22.

26. *Sude* est un mot barbare qui signifie *toit à porc*, qu'on appelle encore dans quelques provinces *seue* ou *soue*. La glose d'Est l'explique par *aram porcorum*.

27. On trouvera plusieurs fois cette distinction entre le vol dans un lieu fermé et le vol hors d'un lieu fermé; distinction que Bignon fait remarquer avec raison.

28. Ce § 4 est le 8 dans I; 6 dans II et Wolf. 3 dans IV; 5 dans Mun. mais les textes de ces manuscrits, quoiqu ils aient le même sens, sont moins développés.

29. Ce § 5 est le 2 dans I, II, Wolf et Mun. il manque dans IV.

30. Ce § 6 est le 3 dans III, Wolf. et Mun. il manque dans IV.

31. *Scrovam*, écrit dans quelques manuscrits *screuvam*, *scrovam*, *scrobam*, *scropham*, désigne une truie.

32. Ces mots, *subbatit in furtu*, sont expliqués dans la glose du manuscrit 4418 par *qui porcellos in ventre matris occidit;* mais le texte me paraît fournir un autre sens. Le § précédent parle des vols de petits porcs déjà en état de vivre sans leur mère; ici il s'agit de ceux qui la suivent encore. Voir, page 356, le § 9 de la *Recapitulatio solidorum*, qui prononce sept sous et demi pour le délit prévu ici.

33. Ce § 7 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun.

34. Cette moitié de sou est exprimée dans la plupart des manuscrits par un petit signe, qu'il m'a paru plus convenable d'énoncer en toutes lettres, comme l'ont fait la plupart des éditeurs. Plusieurs manuscrits des anciens textes ont omis les demis; d'autres ont adopté un entier. Je ne répéterai plus cette observation, déjà faite page 5.

35. Ce § 6 manque dans le manuscrit 4403² de III et dans IV; il porte le numéro 4 dans II, Wolf. et Mun. qui ajoutent : *qui numerus usque ad duos porcos convenit observare.*

36. Le mot *anniculum*, écrit *annicolum*, *annicolatum* dans quelques manuscrits, signifie évidemment âgé d'un an, commme le dit la glose du manuscrit 4418; par suite, la même glose explique *bimum*, du § suivant, par *qui habet duos annos.*

37. Ce § 9 manque dans II, IV, Wolf. et Mun. est le 5 dans I, qui ajoute, sous le n° 6: *quo numero usque ad duos porcos simili conditione convenit observare.* La même addition se trouve dans II, mais elle y forme le § 5.

38. Ce § 10 manque dans IV; est le 9 dans I; 8 dans II et III; 7 dans Wolf. et Mun.

39. Le mot *tertussum*, écrit *tertusu* dans I, *tertossum* dans II et III, *certussum* dans Wolf. a été diversement expliqué. La glose du manuscrit 4418 l'interprète par *qui domi nutritur vel in domibus pauperum*, et Pithou se contente de la transcrire. Wendelin croit qu'il s'agit d'un porc assez fort pour vivre sans sa mère; mais ce cas est prévu au § 5. Eccard dit que c'est un porc de troisième portée; mais le cas est prévu au § 2. La glose d'Est l'explique par, *porcum castratum;* voir la note 47 ci-après. Le § 3 du chapitre 1 du document intitulé *Septem septennas* prononce une composition de xv sous pour ce délit.

40. Ce § 11 manque dans II et IV; est le 8 dans Wolf. et Mun. le 10 dans I; le 13 dans III; le 15 dans Herold.

41. Ce § 12 est confondu dans I, avec le suivant, sous le n° 11; il est le 4 dans IV; 14 dans III; 9 dans II, Wolf. et Mun. 16 dans Herold.

42. *Verrum*, porc mâle, que, dans un grand nombre de nos provinces, on nomme *verrat.*

43. Ce § 13 est le 5 dans IV; est compris dans le 11 de I; est le 10 dans II, Wolf. et Mun. 17 dans Herold.

44. La glose du manuscrit 4418 interprète *ducariam* par *quam aliæ sequuntur.*

45. Il paraît, d'après Muratori, que le manuscrit d'Est porte *DCCXX denariis qui faciunt solidos XVIII.*

46. Ce § 14 est le 12 dans I; 11 dans II, Wolf. et Mun. 6 dans IV; 16 dans III; 17 dans Herold.

47. L'opinion de quelques auteurs est que le mot *majalem* signifie *castratum;* mais voir la note 39 ci-dessus. La glose d'Est explique *votivum* par *ad occidendum.*

48. La glose du manuscrit 4418 explique *sacrivum* par *qui est defensor aliorum porcorum*, mais le texte lui-même donne un autre sens, comme on le verra dans la note suivante.

49. Ce mot *votivus*, donné par le texte comme interprétation de *sacrivus*, paraît ici, comme l'a remarqué Bignon, une trace de paganisme contre lequel s'élevait en 586, le concile d'Auxerre, dont le canon III défendait d'*exsolvere vota ad arbores vel fontes sacrivos*. La religion chrétienne fut néanmoins obligée de céder devant l'usage populaire; et Grégoire de Tours, (*De Miraculis S. Martini*, lib. II, cap. III), parle de *pecorum votivorum*.

50. Ce § 15, est le 13 dans I; le 12 dans II, Wolf. et Mun. le 17 dans III; le 7 dans IV; le 19 dans Herold.

51. La glose du manuscrit 4418 interprète *non sacrivum* par *valde pigrum*. Cette explication ne me paraît pas acceptable : il s'agit d'un porc non *votivus*.

52. Ce § 16 manque dans I, II, III, IV et Wolf. est le 7 dans I; le 6 dans Mun. le 10 dans Herold.

53. Ce § 17 manque dans I, II, III, Wolf. Mun. et Herold; est le 8 dans IV.

54. Ce § 18 est le 14 dans I; le 17 dans III; le 13 dans II, Wolf. et Mun. le 3 dans IV; le 11 dans Herold.

55. Ce § 19 manque dans IV; est le 15 dans I; le 14 dans II; le 18 dans III; le 14 dans Wolf. et Mun. le 12 dans Herold.

56. Ce § 20 manque dans IV; est le 16 dans I; le 15 dans II; le 20 dans III, qui le reproduit encore sous le n. 4 dans le titre XI; le 15 dans Wolf. et Mun. le 13 dans Herold.

57. Tit. III. Cf. *Alaman*, LXXV et XCIX; *Ripuar.* XVIII.

58. Ce § 2 forme les 2 et 3 dans III et dans Herold.

59. Ce § 3 manque dans IV; est le 4 dans III et Herold.

60. Ce § 4 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 5 dans III et Herold.

61. Ce § 5 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 6 dans III et Herold.

62. La glose d'Est explique *domitam* par *domesticam*, et c'est l'opinion de Bignon, préférable, selon moi, à celle d'Eccard, qui entend ce mot d'une vache formée au joug. A cette époque, une grande partie des bestiaux vivaient dans une sorte de liberté naturelle au milieu des marais et des bois.

63. Ce § 6 est confondu avec le 3 dans I; est le 4 dans II et Wolf. le 3 dans IV; le 10 dans III; le 11 dans Herold; manque dans Mun.

64. Ce § 7 est le 5 dans I et Mun. le 6 dans II et Wolf. est compris avec le suivant dans le § 4 de IV; est le 10 dans III; le 9 dans Herold.

65. Au lieu de *tribus villis* plusieurs textes portent *trespellius*, avec ou sans l'interprétation de *tribus villis*. On verra dans la note 199 qu'on entendait par *villæ* des habitations rurales quelquefois peu considérables. Il paraît que de petits propriétaires avaient en commun un taureau pour saillir leurs génisses. La glose d'Est explique le mot *trespellius* par *qui bene trepat*; le verbe *trepare*, d'après du Cange, signifie *saltare*.

66. Ce § 8 est le 4 dans I et Mun. le 5 dans II et Wolf. est compris dans le § 4 de IV; est le 7 dans Herold.

67. Le mot *junctus* est remplacé dans Wolf. par *vinctus*, ce qui signifie également un taureau qu'on n'a pas encore soumis au joug.

68. Ce § 9 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 8 dans Herold.

69. Ce § 10 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 11 dans III.

70. Au lieu de *regis*, quelques textes portent *regem*, ce qui semblerait se rapporter au taureau conducteur; mais ce cas est prévu dans le § 7. Ainsi il faut préférer *regis*, en remarquant que nous trouverons dans la suite des exemples fréquents de peines plus sévères prononcées contre les atteintes à la propriété du roi; voir notes 161, 269, 433. C'était sans doute d'après ce principe qu'on triplait la composition due aux antrustions.

71. Ce § 11 est le 6 dans I et Mun. le 7 dans II et Wolf. le 5 dans IV; le 12 dans III; le 13 dans Hérold.

72. Ce § 12 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 13 dans III; le 14 dans l'édition d'Herold.

73. Les mots *uno judicio* signifient *d'après la même règle*.

74. Ce § 13 est le 7 dans I et Mun. le 8 dans II et Wolf. le 14 dans III; manque dans IV.

75. Tit. IV. La rubrique dans II et Wolf. est : *De ovibus furatis.*

76. Ce § 3 forme les 3 et 4 dans Wolf.

77. Les textes I, II, III, Wolf. et Mun. portent seulement *tres;* Herold, *tres aut amplius*.

78. Ce § 4 est le 5ᵉ dans le manuscrit de Wolfenbüttel.

79. Les textes I, II, III, IV portent XL, et cette leçon paraît la plus exacte, puisque le § précédent porte *usque ad XL*.

80. Tit. V. Cf. *Alaman.* XCIX, § 16.

81. Le mot *capritum* manque dans tous les textes, hormis la *Lex emendata*.

82. Je n'ai trouvé ce § 3 que dans le manuscrit 4628. J'ignore si c'est d'après ce manuscrit, ou d'après quelque autre inconnu, que du Tillet et les autres éditeurs l'ont admis.

83. Tit. VI. Cf. *Alaman*, LXXXII; *Burgund.* add. 1, tit. X.; *Bajuv.* tit. XIX.

84. Ce § 1 forme les §§ 1 et 2 dans Herold.

85. Ce mot *seusium*, dont l'orthographe est très-variée, signifie, d'après une glose citée par Lindenbrog, *magnum canem;* voir la note suivante.

86. Ces mots *qui magister sit* me paraissent expliquer, mieux que la glose rapportée par Lindenbrog, le sens de *seusium*. Ils répondent à *canis doctor* ou *doctus* de la *Lex Alaman.* et de la *Lex Bajuv.* Les anciens textes portent *magistrum*. Celui de Wolf. porte même *magistro*, ce qui a donné lieu à une singulière méprise du copiste du manuscrit publié par Herold; voir ce j'ai dit, page 224, note 2. Dans ces anciens textes, la peine n'est que de XV sous.

87. Ce § 2 manque dans I, II, Wolf. et Mun. La première partie seulement manque dans III et IV; est le 3 dans Herold.

88. Le mot *reliquum* désigne un autre chien de chasse. Voir Carpentier, voc. *Reliquus*.

89. Les mots *veltrem leporarium* signifient ce que nous appelons un lévrier; la suite du texte apprend qu'on l'appelait aussi *argutarius*.

90. La peine, dans ce second cas, n'est que de XV sous, ce qui explique pourquoi les anciens textes ont omis notre paragraphe, puisque tout vol de chien n'y est puni que de la même composition de XV sous.

91. Ce § 3, qui est le 4 dans Herold, manque dans I et IV; est le 2 dans II. Il est rédigé d'une manière bien plus concise dans II et III.

92. Voir sur le mot *curtis*, écrit aussi *cortis* dans d'autres textes, la note 396.

93. Ce § 4 est le 2 dans I et IV; le 3 dans II; le 5 dans Herold.

94. Tit. VII. Les textes I et III portent *de avibus furatis*; Wolf. *de avibus*. Cf. *Bajuv.* tit. XX, cap. XI; *Alam.* XCIX; *Burgund.* addit. I, tit. XI.

95. Le mot *acceptorem*, écrit avec quelques différences dans les divers textes, et même *accipitrem*, désigne l'oiseau de proie appelé *autour*, qui, de même que l'épervier et le faucon, a été longtemps en France employé à la chasse.

96. Ce § 2 est le 3 dans IV, où le § 3 porte le numéro 2.

97. Par erreur, j'ai imprimé dans le texte III, *CXX denariis*; le manuscrit porte DC

98. Ce § 3 est le 2 dans IV.

99. Voir la note 27, sur la différence entre le vol dans un lieu clos et dans un lieu ouvert

100. Ce § 4 manque dans I, II, Wolf. et Mun.

101. Le mot *spervarium* est écrit quelquefois *espervarium*; nous en avons fait *epervier*.

102. Ce § 5 est le 4 dans I, II, Wolf. et Mun. il est le 8 dans III.

103. Le mot *anetem*, écrit quelquefois *anatam*, *anadam*, désigne, ce me semble, le canard, qui en allemand s'appelle *ente*. Bignon croit que c'est l'oie femelle; mais le texte contient *anserem*, mot qui devait comprendre les oies mâles et femelles.

104. Ce § 6 manque dans I, II, Wolf. et Mun. il forme les §§ 5, 6 et 7 dans III; ne se trouve qu'en partie dans le § 6 de IV.

105. Ce § 7 manque dans I, II, Wolf. et Mun. et, à l'égard de III, ne se trouve que dans le manuscrit 4403 B.

106. Tit. VIII. Est le VII dans IV et Herold; manque dans les autres textes; mais voir les notes ci-après. Cf. *Ripuar.* LXXVI; *Bajuvar.* XXI, cap. I à VI.

107. Ce § 1 forme, dans une rédaction peu différente, le § 11 du titre VII dans III.

108. Ce § 2 forme le § 12 du titre VII dans III.

109. Ce § 3 manque dans IV; mais il n'en faudrait pas conclure que, dans le lieu ou cette rédaction a été faite, la culture de la vigne eût été inconnue; car le même texte, tit. XLII § 1er, parle du vol des récoltes de vignes.

110. Ce § 4 forme les §§ 3 et 4 de IV. Les dispositions de ce paragraphe étant reproduites avec quelques développements dans le titre XXIX, §§ 27, 28, 29 et 30, je me réserve d'en donner les explications, notes 314 et suiv.

111. Le mot *alterius* me paraît se rapporter à *materiam*, et non à *silva*; ce qui est conforme au § 27 du titre XXIX reproduisant à peu près la même disposition, et paraît justifié par la suite de notre paragraphe *ligna alterius furaverit*.

112. Tit. IX. Est le VIII dans I, II, III, et Mun. le VII dans Wolf. Les textes II et III ont pour rubrique : *De apibus furatis*. Cf. *Bajuvar.* XXI, cap. VIII, IX.

113. I, II, III, IV, Wolf. et Mun. emploient simplement le mot *apem*, au lieu de *vas apium*; mais II explique qu'il a la même signification.

114. Ce § 2 manque dans Wolf et Mun. il manque aussi dans IV, mais il y est implicitement par les mots du § 1er, *aut amplius*.

115. Ce § 3 manque dans tous les anciens textes, à l'exception d'Herold. Dans le fait, c'est un double emploi avec les deux précédents.

116. Ce § 4 manque dans I, II, III; porte le numéro 2 dans IV, Wolf. et Mun.

117. Ce § 5 porte le numéro 3 dans I, II, III, Wolf. et Mun. est compris dans le § 2 de IV

118. Ce § 6 porte le numéro 4 dans I, II, III, IV, Wolf. et Mun. manque dans Herold.

119. Ce § 7 manque dans I, II, III, IV, Wolf. et Mun.

120. Tit. x. Est le ix dans I, II, III, Wolf. et Mun. Cf. *Ripuar.* LXXXII; *Burgund.* add. I, tit. II.

121. Le mot *lædere*, que plusieurs textes remplacent par *vastare*, joint à *penitus*, prouve qu'on n'aurait pas puni quelques coups donnés à l'animal trouvé en délit.

122. Ce § 2 est réuni avec le 1 dans IV : on doit remarquer la distinction entre le délit avoué et le délit nié; voir ce qui sera dit page 620.

123. Ce § 3 est encore réuni au 1 dans IV : il est compris dans le § 1 par les textes de Wolf. et Mun.

124. Ce § 4 manque dans I, II, III, Wolf. et Mun. est le 2 dans IV et Herold; il aurait été mieux placé au titre *de furtis animalium*. Les mots *in furtum pinxerit*, ou, selon d'autres, *punxerit*, font allusion à l'usage de marquer les bestiaux pour les reconnaître.

125 Ce § 5 porte le numéro 4, dans I et II; le 3 dans IV; le 2 dans Wolf. et Mun.

126. On punit ici la personne lésée qui a enfermé les bestiaux délinquants, de manière à ce qu'ils ne puissent être retrouvés, parce qu'elle est présumée avoir voulu les voler, au lieu d'agir en indemnité; mais, d'après les §§ 9 et 10, elle pouvait les renfermer à titre de gage, en faisant connaître la mesure qu'elle avait prise.

126 *bis*[1]. Ce § 6 est le 5 dans I, II et IV; le 3 avec le suivant dans Wolf et Mun.; le 4 avec le suivant dans Herold.

126 *ter*. Ce § 7 est le 6 dans I, II, IV; voir pour les autres textes la note précédente.

126 *quater*. Ce § 8 est le 7 dans I, II, IV; le 4 dans Wolf. et Mun. le 5 dans Herold.

126 *quinquies*. Ce § 9 est le 8 dans I, II; le 6 dans Wolf. et Herold; le 5 dans Mun.

127. Voir la fin de la note 126.

127 *bis*. Ce § 10 manque dans I; est le 9 dans II; le 8 dans IV; le 7 dans Wolf. et Herold; le 6 dans Mun.

127 *ter*. Ce § 11 manque dans I; est le 10 dans II; le 8 dans Wolf; le 7 dans Mun. On trouve une disposition semblable dans le § 5 du titre XXVII de I.

128. Le mot *laborem* signifie culture, ou plutôt terrain auquel des travaux ont été appliqués. On trouvera d'autres dispositions sur les vols de récoltes dans les §§ 6 du titre XXIX, et 2 et 3 du titre XXXVI. Voir aussi le § 2 de la *Recapitulatio solidorum*. On trouve dans I, au titre XXVII § 5, une disposition semblable, mais avec la peine de XV sous.

129. Tit. XI. Est le x dans I, II, III, Wolf. et Mun. Cf. *Alaman.* LXXIX.

130. Ce § 1 manque dans Mun.

131. Le § 16 de la *Recapitulatio solidorum* prononce XXV sous pour le vol d'une *ancilla*, et le § 17 maintient XXXV pour le vol d'un *servus*. On trouve dans III, § 4, la composition de XXX sous pour une *ancilla*.

132. Ce § 2 est le 1 dans Mun. où le § 1 est omis, comme on l'a vu note 130.

133. Voir, sur l'emploi du mot *ingenuus* dans la loi Salique, ce que je dirai page 460.

134. Ce § 3 manque dans I, II, Wolf. et Mun.

135. Le § 11 de la *Recapitulatio solidorum*, prévoyant qu'on a tenté de tuer l'esclave en le jetant dans l'eau, mais qu'il n'est pas mort, prononce une composition de XII sous et demi.

[1] Par erreur, j'ai omis d'indiquer dans le texte les notes qui sont marquées ici, *bis*, *ter*, *etc*.

J'expliquerai, note 493, les motifs de cette réduction. Dans le § 22, une composition de LXXV sous est prononcée pour le meurtre d'un esclave à l'armée, *in hoste*. Voir ce que je dirai note 670. Le meurtre d'un esclave par un autre esclave est prévu dans le titre XXVIII des *Capita extravagantia*.

136. Dans ce cas, différent du titre XXVIII, l'affranchissement était nul; ce que décide le chapitre II du 3ᵉ capitulaire de 819, interprétatif de la loi Salique.

137. Ce § 4 manque dans I, Wolf. et Mun. est le 5 dans III; est reproduit dans le § 17 du titre XL de II; se retrouve dans le titre XXXI des *Capita extravagantia*.

138. Le mot *texaca*, écrit aussi dans d'autres textes *texaga*, est expliqué par la glose du manuscrit 4418, *intra tecta;* la glose d'Est dit *in taxetam, id est mercatum*. On peut voir d'autres explications dans du Cange, voc. *Texaga*, et la formule XV de Mabillon qui porte *taxata*.

139. La même disposition est reproduite dans le § 36 du titre XXIX, avec l'addition *sine consensu domini*, qui doit être suppléée ici.

140. Les §§ 5 et 6 forment dans I le § 6 et dans II le § 7 du titre XXXV; dans III les §§ 4, 6 du titre X et le § 6 du titre XXXV; dans Wolf. le § 5 du titre XXXV; dans Hérold les §§ 5, 6, 7, 8 du titre XI. Ces diverses rédactions sont loin d'être semblables, surtout relativement aux sommes de composition, quoique l'objet en soit identique. Voir ci-après pages 520 et 521.

141. Sur ce § 6, voir la note précédente.

142. Tit. XII. Est le XI dans I, II, III, Wolf et Mun. Cf. *Burgund.* XXIX.

143. Ce § 3 manque dans IV.

144. Ce § 4 manque dans IV. Dans II on trouve en place une disposition relative au vol de cinquante porcs, prévue par le § 20 du titre III.

145. Au lieu de *v denarios*, Mun. porte *L denarios;* on lit dans I, *L porcos*. Ce sont évidemment des fautes de copistes.

146. Ce § 5 porte le nº 3 dans IV.

147. Le mot *adulteraverit* manque dans II et Mun. La glose du manuscrit 4418 l'explique par *et eam furaverit aperte*. Bignon paraît douter de l'exactitude de cette interprétation; en effet je crois que *adulterare claves* signifie *faire des fausses clefs*.

148. Ce § 6 porte le nº 4 dans IV.

149. Tit. XIII. Est le XII dans I, II, III, Wolf et Mun. Quelques manuscrits de la *Lex emendata* portent seulement *de furtis servorum*. Les cas prévus dans ce titre sont les vols commis par des esclaves; mais les titres XXVII, XXXVII et XLII contenant des dispositions plus complètes sur tous les crimes commis par ces hommes et sur le mode de poursuites, je réserve pour les notes de ce dernier titre ce que j'aurai à dire à ce sujet. Cf. *Ripuar.* XXVII.

150. Tit. XIV. Est le XIII dans I, II, III, Wolf et Mun. Cf. *Ripuar.* XXXIV et XXXV; *Burgund.* XII, XLIV, LII; *Bajuvar.* tit. VII; *Alaman.* LVIII.

151. Cette disposition doit être rapprochée du titre VI et du § 5 du titre XVII des *Capita extravagantia*. Voir la note 155 ci-après.

152. Nonobstant l'emploi du mot *puellam*, je crois que la disposition comprend les veuves au sujet desquelles le chapitre IV du 1ᵉʳ capitulaire de 803, et le chapitre VII du titre VII de la *lex Bajuvar.* contiennent des dispositions spéciales. Quant aux femmes mariées, il en sera question ci-après, note 180.

153. Le mot *screona*, écrit quelquefois *screuna*, manque dans I, II, Wolf. et Mun. mais

il prévoit ce cas dans un § 5 qui ne se trouve point ailleurs. Tous les commentateurs s'accordent à interpréter *screuna* ou *screona* par lieu souterrain où les femmes travaillent pendant les soirées d'hiver. Schmidt (*Geschichte der Deutschen*, liv. I, chap. II) dit que c'est un lieu fortifié et gardé par des chiens.

154. Ce § 2 fait partie de 1 dans Wolf. manque dans IV.

155. On retrouve une semblable classification dans les titres XLIV et XLV. C'était, sans doute, le tribunal qui la faisait d'après les circonstances. L'édition d'Herold contient un § 13 contre ceux qui, par attroupement, commettent des violences contre des femmes. On le trouvera dans le § 5 du titre XVII des *Capita extravagantia* : le titre VI de ces mêmes *Capita* contient une augmentation de peines contre les rapts.

156. Ce § 3 forme le § 2 dans Wolf. manque dans IV.

157. Eccard croit que le mot *sagettis* signifie des barques légères; on trouve, en effet, des *sagettes* dans la marine du moyen âge. Mais je crois qu'ici *sagitta* signifie *flèche* ou une arme quelconque : il dut paraître juste de punir plus sévèrement des rapts à main armée.

158. Ce § 4 est le 3 dans Wolf. manque dans IV.

159. Au lieu de *raptor*, le manuscrit de Wolf. porte *quisque illorum raptorum*.

160. Ce § 5 est le 6 dans I, II, III; le 4 dans Wolf. le 2 dans IV.

161. J'expliquerai, page 488, les effets de la protection dont jouissaient les personnes *in verbo regis*. Il suffit de faire remarquer le taux de la composition élevée *propter fredum*, mot qui n'a pas ici la signification indiquée dans la note 23. Le fisc ne percevait pas ici simplement une part dans la composition, elle lui était due en totalité, par suite du principe que la composition pour offenses à la personne du protégé était due au protecteur. On lit dans I l'expression *forban exunde*. Je serais porté à croire que ces mots font allusion à un ancien usage dont on verra des traces notes 206 et 610, d'après lequel le coupable était exilé jusqu'à ce que la composition fût payée. Voir page 656.

162. Ce § 6 est le 7 dans I, II, III; le 5 dans Wolf. le 3 dans IV.

163. Eccard croit que les mots *puer regis* désignent un jeune homme d'origine libre qui remplissait des fonctions domestiques dans la maison du roi; et Bignon, *ille qui judicia regis exequebatur*. Je crois plutôt qu'il s'agit d'un affranchi. J'entrerai dans des explications à ce sujet, page 531.

164. J'expliquerai, pages 470 et suivantes, ce qu'étaient les *lites*. Je me borne à dire que la glose du manuscrit 4418 traduit le mot *litus* par *fiscalinus vel sanctuarius*, ce que je ne crois pas exact, encore bien que Pithou l'ait adopté.

165. Quoique dans plusieurs cas les mots *ingenuus*, *ingenua*, paraissent désigner génériquement toute personne qui n'était pas esclave, ils désignaient plus ordinairement l'ingénuité parfaite dont un *lite* ne jouissait pas. C'est dans cette acception qu'*ingenuus* doit être pris ici, ce que démontrera encore le paragraphe suivant. Voir page 460.

166. Quel que soit le sens qu'on attribue aux mots *de vita componat*, expression sur laquelle je m'expliquerai page 482 et 664, on voit une peine plus sévère que pour les autres cas de rapt.

167. Ce § 7 porte le numéro 8 dans I, II, III; le 6 dans Wolf. le 4 dans IV.

168. La formule LXXXVIII de Lindenbrog atteste que la femme enlevée avait quarante jours pour réclamer, passé lequel délai elle était réputée avoir consenti. Voir page 519.

169. Voir ce que je dirai sur cette espèce de dégradation, page 518. Cf. *Burgund.* xxxv.

170. Ce § 8 porte le numéro 10 dans I et III; le 5 dans IV. Cf. *Alaman.* LII.

171. Le mot *sponsam* n'est point synonyme d'*uxorem* du § 12; il a la signification de *desponsatam* qu'on lit dans IV et Herold.

172. La glose du manuscrit 4418 explique *copulaverit* par *conjunxerit*, ce qui ne peut être douteux. Cette composition est due à la personne qui avait le *mundium* sur la fille, et non au fiancé dont il est question dans le § suivant.

173. Ce § 9 manque dans I, II et IV; le 11 dans III.

174. Le mot *sponso* signifie le fiancé. C'était une injure envers lui que de lui enlever sa fiancée, mais on ne lui accorde pas une composition égale à celle que le paragraphe précédent accorde à celui qui avait le *mundium*, ni, à plus forte raison, à celle qu'un mari aurait reçue d'après le § 12.

175. Ce § 10 manque dans I et II; le 12 dans III; le 6 dans IV.

176. Fr. Pithou, Wendelin et Bignon appliquant ce mot à la fille, le considèrent comme synonyme de *desponsata* et c'est l'opinion d'Heineccius, *Elementa juris german.* lib. II, *bis*, § 179; la glose du manuscrit 4418 porte *quam sponsatam duxerit*. L'éditeur du *Thesaurus* de Schilter entend par *drachte* celui qui conduit solennellement l'épousée chez son mari, le *paranymphe* des anciens. La glose d'Est porte : *quæ tracte ducitur, id est per nuptiatores*.

177. Ce § 11 est le 9 dans I; le 7 dans IV. On le retrouvera dans le § 3 du titre xxv avec la simple substitution de *Francus* à *ingenus*. Il manque dans II qui traite de cette matière, titre xxv, § 3. Voir la note 271 ci-après.

178. La glose d'Est contient l'explication remarquable que cet esclavage durera seulement pendant la vie de la femme, *dum ipsa vixerit tantum*. Les textes anciens et ceux de la *Lex emendata* n'ont pas prévu le cas de la femme ingénue qui épouse un esclave, si ce n'est le § 6 du titre xxv de I; mais la formule xxix du livre II de Marculfe suppose que la même règle était appliquée. Le titre v des *Capita extravagantia* dispose relativement à la femme qui épouse son propre esclave; voir note 706, et page 526.

179. Le § 12 manque dans I, II, III, mais il forme le § 1 du titre xv de ces textes. Est le 8 dans IV. On retrouve la même disposition dans le titre XL des *Capita extravagantia*.

180. La loi ne prévoit que l'enlèvement et ne s'occupe que du ravisseur ou de ses complices. Il y avait sans doute lieu à une punition domestique contre la femme coupable d'adultère ainsi que le dit Tacite, cap. XIX. On peut voir le chapitre XXXIII du livre V et le chapitre XXXVI du livre VII de Grégoire de Tours, et la *lex Bajuvar.* tit. VII, cap. 1.

181. Le chapitre IV du 3ᵉ capitulaire de 819 porte à croire que la question s'était élevée si le ravisseur, en payant la composition, pouvait se dispenser de rendre la femme : le capitulaire l'y oblige, ce qui est conforme au titre LI de la *lex Alamanorum*.

182. Ce § 13 manque dans II et III, mais il y forme le § 2 du titre xv; manque aussi dans I, mais il y forme le § 1 du titre xxv; est le 9 dans IV.

183. Au lieu de *per vim*, plusieurs textes portent *per virtutem*, qui signifie aussi par violence.

184. Ce § 14 manque dans II et III, mais il y forme le § 3 du titre xv; manque aussi dans I, mais il y forme le § 2 du titre xxv; est le 10 dans IV. Il est bon de remarquer néanmoins que dans ces trois textes les mots *ingenua puella* ne sont point accompagnés de *desponsata*.

185. Ce § 15 manque dans I, III et IV; forme le 9 dans III.

186. Voir sur l'état des lites, page 478 et suiv.

187. Ce § 16 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 11 dans III; le 12 dans Herold. Voir ce que j'ai dit page 35. M. de Savigny, dans son Histoire du droit romain, t. II, § 34, note *c*, assure que ce texte manque dans la *Lex emendata;* c'est une légère inexactitude : le § est dans tous les manuscrits de cette famille.

189. Tit. xv. Ce titre répond à une partie du titre xiv de I, II, III, Wolf. et Mun. au titre xvi d'Herold, qui tous ont pour rubrique *de superventis et expoliationibus*, sauf quelques légères variantes de mots.

190. La comparaison de ce § avec les suivants démontre qu'*ingenuus* n'est point employé dans une acception générique, et qu'il signifie, comme on l'a vu note 155, une personne jouissant de l'ingénuité pleine.

191. Grégoire de Tours (liv. VIII, chap. xl) emploie l'expression *furta superventa, expoliationes*, ce qui est conforme à notre texte signifiant *violence, force ouverte.*

192. Ce paragraphe fournit le premier exemple de la distinction au sujet des compositions pour atteintes aux personnes, entre les Francs et les Romains. Wolf. ajoute, au sujet de la preuve et de la justification, une disposition dont je m'occuperai page 625.

193. La rédaction du § 3 de Wolf. est évidemment incomplète; au commencement, il faut suppléer des mots qui prévoient l'attaque d'un Franc contre un Romain : on y voit comme dans le précédent une disposition sur la preuve.

194. L'expression *preceptum regis* semble générique et paraît désigner tout porteur d'un ordre du roi; mais dans I, II, III, IV, Wolf. Mun. et Herold, il n'est question que de celui *qui alibi migrare voluerit, preceptum regis habens.* Je m'expliquerai à ce sujet dans la note 529.

195. *Viam laciniam facere*, signifie apporter obstacle; voir l'explication de ce mot dans la note 370. Selon Muratori le manuscrit d'Est porte *videntiam* pour *viam laciniam.*

196. Ce § 5 manque dans dans I et II; est le 10 dans III; 7 dans Wolf. où il forme le § 2 du titre lxiii; 8 dans Mun. où il forme encore le § 3 du titre lxi. On trouve dans I et II, sous le n° 6, et dans III, sous le n° 5, une disposition qui sera indiquée, note 198. On trouve dans I, II et III un titre xv dont les dispositions ont été déjà indiquées notes 179, 182 et 184.

197. Tit. xvi. Il n'y a point de titre portant cette rubrique dans I, II, III, Wolf. et Mun. Les dispositions de ces textes qui s'y rapportent sont disséminées dans d'autres titres que les notes indiqueront. Il est le xviii dans Herold. Voir les titres xxii et xxxiv des *Capita extravagantia.* Cf. *Bajuvar.* tit. x.

198. Ce § 1 forme le § 6 du titre xiv et le § 5 du titre xlii de I et II; 5 du titre xiv et 6 du titre xlii de III; 6 du titre xiv de Wolf. 5 du titre xlii de Mun. 1 du titre xvii et 4 du titre xlv d'Herold. Le manuscrit d'Est ajoute à *adsalierit* les mots *cum collecta.*

199. Ici le mot *villa* désigne une habitation particulière située à la campagne. On verra, note 527, un autre sens dont il est susceptible.

200. Les mots *in ejus contubernio* ne sont point dans IV; je les expliquerai note 503.

201. Ce § 2 manque dans I, II, Wolf. et Mun. forme le § 6 du titre xiv dans III; le § 2 du titre xviii d'Herold.

202. Ce § 3 manque dans I, II, IV; forme le § 7 du titre xiv de III Wolf. et Mun. le 3 du titre xviii d'Herold.

203. Tit. XVII. Ce titre a le même objet que le titre LVII; voir la note 602. Plusieurs de ses dispositions se trouvent dans le titre XIV de II, III, Wolf. et Mun. il n'est point, à proprement parler dans IV, dont les titres XVII et XVIII ne peuvent être comparés qu'au titre LVII. Il est compris parmi les dispositions du titre XIV des textes I, III, Wolf. et Mun. et forme les XVII et XVIII de IV; le XVII d'Herold. Ce titre étant presque littéralement reproduit dans le LVII, *De corporibus expoliatis*, ce qui forme un double emploi dont I et IV sont seuls exempts, je me bornerai ici à l'indication des concordances et à quelques notes spéciales. Cf. *Alaman.* L; *Ripuar.* LXXXV.

204. Ce § 1 est le § 6 du titre XIV de II; le 8 de III; le 6 de Wolf. le 5 de Mun.

205. Ce § 2 manque dans I, II, qui l'ont admis seulement au titre LV; voir note 611. est le § 9 du titre XIV de III et Wolf. le 7 de Mun.

206. Cette rédaction, qui est aussi dans le texte d'Herold, où elle forme le § 3, me paraît erronée, ou du moins me paraît si extraordinaire que je ne peux m'expliquer comment Fr. Pithou, Bignon et Eccard n'y ont point fait attention. En traduisant exactement, il faudrait dire que le crime d'avoir déterré et dépouillé un cadavre donne lieu à une composition de deux cents sous; après quoi les parents du défunt doivent prier le juge de forcer le coupable à quitter le pays, avec défense, pour qui que ce soit, même pour sa femme, de le recevoir, sous peine d'amende, jusqu'à ce qu'il ait composé avec eux. La rédaction du § 5 du titre LVII de la *Lex emendata* est bien plus exacte.

207. Ce § 3 est le 4 du titre XVII d'Herold.

208. Ce § 4 forme le 5 du titre XVII d'Herold; voir la note 605.

209. Le mot *aristatonem* signifie une construction sépulcrale; voir la note 606.

210. Tit. XVIII. Est le XVI dans I, II, III et Mun. XV dans Wolf. XIX et XX dans IV; XIX dans Herold. Cf. *Ripuar.* XVII; *Bajuvar.* IX; *Alaman.* LXXXI.

211. Ce § 1 forme les §§ 1, 2 et 3 du titre XIX de IV; les §§ 1, 2, 3, 4 d'Herold. Cette même édition d'Herold contient, sous les n°s 5 et 6, une disposition qu'on trouvera dans le titre XXI des *Capita extravagantia*.

212. Ce § 2 est le 3 dans I, qui, sous le numéro 2, contient une disposition qu'on ne trouve point ailleurs, relative à l'incendie d'habitations appelées *casa*, *cletis*, *salina*. Est le 7e d'Herold; forme le § 1 du titre XX dans IV.

213. La glose du manuscrit 4418 porte à croire que *spicarium* signifie *horreum cum tecto*, et que *maffolum* désigne *horreum sine tecto*. Suivant Muratori, le manuscrit d'Est porte *pickarium, id est cellarium*, et *macholum, id est canavam*.

214. Ce § 3 est le 4 dans I; forme les 3, 4 et 5 dans III, qui reproduit encore ces dispositions dans le § 2 du titre XXXIV; manque dans IV; est le 8 dans Herold.

215. Ce § 4 est le 5 dans I, le 2 du titre XX de IV; 10 et 11 d'Herold, qui a encore une disposition semblable au § 5 du titre XXXVII.

216. Le mot *concisam*, qu'on retrouvera dans le titre XXVI, désigne une clôture faite avec des arbres serrés, qu'on nomme dans quelques provinces, *halliers*. Fr. Pithou et Bignon citent, dans leurs notes, un grand nombre d'auteurs à ce sujet. Le manuscrit d'Est porte *concisam vel sepem id est arevativam*.

217. Tit. XIX. Est le XVII dans I, II, III et Mun. XVI dans Wolf. XXI dans IV; XX dans Herold. Cf. *Alaman.* LIX à LXV; *Burgund.* XI; *Bajuv.* tit. III, cap. I à XVI; *Ripuar.* I à IV.

218. Ce § 1 forme les paragraphes 1 et 2 dans I, II, III, IV.

219. Ce § 2 est le 5 dans I; forme le 3 et une partie du 4 dans II; est le 3 dans III et IV.

220. Ce § 3 fait partie du paragraphe 3 dans I; manque dans II, est le 4 dans III et IV.

221. Ce § 4 forme une partie du 3 dans I, II; le 5 dans III et IV.

222. Ce § 5 est le 4 dans I et III; le 6 dans III et IV.

223. Ce § 6 manque dans I et III; est le 7 dans II.

224. Ce § 7 est le 6 dans III; le 8 dans III; le 5 dans II; le 1 du titre XXII dans IV.

225. Ce § 8 est le 7 dans II; le 9 dans III; le 6 dans II; le 2 du titre XXII dans IV.

226. Ce § 9 est le 8 dans I; le 10 dans II; le 7 dans III; le 3 du titre XXII dans IV.

227. Ce § 10 est le 9 dans I; le 11 dans II; le 9 dans III; le 4 du titre XXII dans IV.

228. Ce § 11 manque dans I et II; est le 12 dans III; le 10 dans Herold, qui le reproduit au titre XXXII, § 2; le 5 du titre XXII dans IV.

229. Tit. XX. Est le XVIII dans I, II, III et Mun. le XVII dans Wolf. XXIII dans IV. Cf. *Alamun.* XLIV; *Bajuvar.* tit. VII, cap. VIII. *Ripuar.* XXXVIII.

230. Les mots *culpis minoribus* ne se trouvent point dans I, II, Wolf. et Mun. qui ne font aucune distinction sur l'objet de l'accusation.

231. C'est la première et la seule fois que, dans la loi Salique, le roi soit indiqué comme juge, à moins qu'on ne veuille considérer comme un acte de pouvoir judiciaire la mesure de mise hors la loi qu'on trouve dans le titre LIX; voir note 619 et suiv.

232. Ce § 2 manque dans I, II, IV. Wolf. et Mun. par le motif énoncé en la note 230.

233. Tit. XXI. Est le XIX dans I, II, III, et Mun. le XVIII dans Wolf. le XXIV dans IV, le XXII dans Herold. Cf. *Ripuar.* LXXXIII; *Bajuvar.* tit. III, cap. XXII.

234. Les §§ 1 et 2 sont les mêmes dans tous les textes, sauf dans Herold où ils forment le 1 et le 3 concernant l'empoisonnement effectué ou tenté.

235. Ce § 3 manque dans I, II, III, IV. Wolf et Mun. est le 4 dans Herold. Voir, sur les préjugés des Francs relativement aux sortiléges, Grégoire de Tours, liv. VI, chap. XXXV, et *De Miraculis S. Martini*, lib. IV, cap. XXXVI.

236. Le § 4 manque dans I, II; Wolf. Mun. est le 3 dans III, IV et Herold. Pline, liv. XXVII, chap. VIII, croyait à la *fecunditas adempta veneficiis*. Peut-être est-il question ici de l'avortement, dont il est parlé, *Alaman.* tit. XCI, et *Bajuvar.* tit. VII, cap. XVIII à XXIII.

237. Tit. XXII. Est le XX dans I, II, III et Mun. XIX dans Wolf. XXV dans IV; XXIII dans Herold. Cf. *Ripuar.* XXXIX; *Bajuvar.* tit. VII, cap. III, IV, V.

238. Ce § 4 manque dans I, II, Wolf. et Mun. ne se trouve que dans un des manuscrits de III où il forme le § 3; est le 2 dans Herold.

239. Tit. XXIII. Est le XXI dans I, II, III, et Mun. sous la rubrique : *De navibus furatis;* XX dans Wolf. XXVI et XXVII dans IV; XXIV dans Herold.

240. Ce § 2 manque dans III et Mun. On le trouvera reproduit dans le XXX des *Capita extravagantia.*

241. Ce § 3 forme les §§ 2 et 3 dans I.

242. Ce § 4 manque dans II, Mun. et Wolf. est le 1 du titre XXVII dans IV.

243. Eccard est le seul qui ait essayé d'expliquer les mots *pro studio,* dont du Cange ni ses continuateurs ne se sont occupés. Il les croit synonymes de *pro industria;* ce qui me paraît vrai, si par là il entend des réparations; la barque ou petit navire, *ascus,* et non *asclus* comme

dans le manuscrit d'Est, mot que la glose explique par *scaphula*, me paraît être *in suspenso* pour y faire un travail de réparations ou d'équipement.

244. Tit. XXIV. Est le XXII dans I, II, III et Mun. XXI dans Wolf. XXVIII et XXIX dans IV: XXV dans Herold. Cf. *Alaman.* tit. XCIX, § 26.

245. Ce § 2 manque dans I et II, Wolf. et Mun. est le 3ᵉ dans Herold.

246. Ce § 3 manque dans I et II. Le manuscrit d'Est porte *clausuram* pour *sclusam*.

247. Le mot *farinario* a évidemment le même sens que *molino* des §§ précédents, lequel cependant est plus générique.

248. Tit. XXV. Est le XXIII dans I, II, III et Mun XXII dans Wolf. LXIII dans IV; XXV dans Herold. Cf. *Ripuar.* XL; *Burgund.* III, § 7.

249. La composition est portée dans I à MCC deniers faisant XXX sous; II écrit MCC deniers faisant XXXV sous.

250. I, II, III, IV, Wolf. et Mun. ne contiennent que cette partie du titre.

251. Du Tillet n'ayant pas, à ce qu'il paraît, bien lu le manuscrit dont il faisait usage, a imprimé *et pro equa quam, etc.* Tous les manuscrits, et même l'édition d'Herold, portent uniformément la leçon du manuscrit 4418, et il est facile de la comprendre. Une peine est prononcée contre celui qui monte un cheval sans la permission de son maître, et qui cependant le lui ramène; c'est le cas de la première disposition : mais si, après s'en être servi, il en descend et le laisse à l'abandon, une seconde peine est prononcée par la seconde partie.

252. Tit. XXVI. Est le XXIV dans I, II, III et Mun. qui ajoutent avec raison *aut mulierem*; est le XXII dans Wolf. XXX, XXXI, XXXII, XXXIII et XXXIV dans IV; XXVIII dans Herold. On le retrouve dans le XIᵉ des *Capita. extravagantia. Cf. Ripuar.* XII, XIII.

253. Ce § 1 est le 2 dans I; le 4 dans II qui le reproduit au § 13 du titre XLI; il est divisé en deux dans I: le 1ᵉʳ prévoit le meurtre d'un enfant au-dessous de 10 ans, le 2ᵉ d'un *puer crinitus*, mais la composition est la même. Cette distinction est admise aussi par les §§ 1 et 4 du manuscrit 4403ᵇ de III.

254. Les anciens textes distinguaient entre les enfants *criniti* ou *non tonsurati*, et les *incriniti* ou *tonsurati*. Cela tient à l'usage du temps des mérovingiens, où les enfants portaient les cheveux longs jusqu'à l'âge de 10 ou 12 ans, auquel on les leur coupait dans une fête de famille appelée *capillatoria*. Voir ci-après, page 735.

255. Ce § 2 manque dans I, qui a un autre système de rédaction; est le 5 dans Wolf. le § 1 de XXXIV dans IV.

256. Le chapitre XXI du 1ᵉʳ capitulaire de 819 fait entendre qu'il s'agit de la tonsure ecclésiastique; je doute de ce sens: la longue chevelure étant pour les enfants un signe d'ingénuité, ce devait être un délit de leur couper les cheveux et de les exposer à être considérés comme des enfants d'esclaves.

257. Ce § 3 manque dans I; est le 6 dans Wolf. le § 2 du titre XXXIV dans IV.

258. Ce § 4 est le 3 dans I; 5 dans II; § 2 du titre XXX dans IV; 6 dans Wolf. et dans Mun. qui le reproduit encore dans le § 18 du titre XLI; 4 dans Herold, qui le reproduit encore dans le § 1 du titre LXXV, avec une composition de 600 sous. Le § 1 du titre XI des *Capita extravagantia* prononce 900 sous; mais toutes ces rédactions paraissent fautives lorsqu'on lit le premier texte de la *Recapitulatio*, § 29, et le second texte, § 32; ou du moins on peut croire que le taux des compositions a varié. Celle de notre titre, qui est de 700 sous peut s'expliquer

par la combinaison du § 5 avec le § 7. Ce dernier prononce 600 sous pour le meurtre d'une femme en âge d'avoir des enfants; le § 5, 100 sous pour le meurtre d'un enfant dans le sein de sa mère : le coupable qui tuait une femme enceinte commettait les deux crimes.

259. Ce § 5 est le 4 dans I; 6 dans II et dans Mun. qui le reproduit encore dans le § 17 du titre XLI; est le § 3 du titre XXX dans IV. Cf. *Alaman.* LXXVII; *Bajuv.* tit. III, cap. XXX.

260. On voit l'ancien usage des Germains de compter par nuits, attesté par César, *De Bello Gallico*, lib. VI, cap. XVIII, et par Tacite, *Germania*, cap. II.

261. Ce § 6 manque dans I et II, mais ce dernier le donne dans le § 10 du titre XLI; manque aussi dans Wolf. et Mun. mais ce dernier le donne dans le § 13 du titre XLI; est le § 2 du titre XXXII dans IV; le 9 dans Herold, qui le reproduit encore § 14 du titre XLIV, et § 2 du titre LXXV. Cf. *Ripuar.* XIII. Les §§ 5 et 8 du titre XI des *Capita extravagantia* augmentent ces compositions.

262. Ce § 7 est le 6 dans I; 8 dans II, qui le reproduit au § 11 du titre XLI; est le 9 dans Wolf. le 8 dans Mun. qui le reproduit au § 14 du titre XLI; forme le titre XXXI dans IV; le § 8 dans Herold, qui le reproduit au § 3 du titre LXXV. Cf. *Ripuar.* XII; *Alaman.*, XLIX, § 2. Baluze, dans ses notes sur ce paragraphe, assure qu'il a trouvé dans un exemplaire de l'édition de du Tillet annotée par Pithou le § suivant : *Si vero ipsa fœmina aliquem occiderit, et ipsa DC solidos culpabilis judicetur.* Je ne connais aucun manuscrit de la loi Salique qui contienne cette disposition et il ne m'a pas été possible de découvrir les exemplaires dont il s'agit.

263. Ce § 8 est le 7 dans I; 9 dans II, et encore § 12 du titre XLI; 10 dans Wolf. 9 dans Mun. et encore § 5 du titre XLI; le 1 du titre XXXII, dans IV; 7 dans Herold, qui le reproduit, tit. LXXV, § 4. Le manuscrit d'Est ajoute à *fœminam* le mot *ingenuam* et avec raison, car le même délit envers une esclave est puni d'une moindre peine par le § 10 du titre XI des *Capita extravagantia.*

264. Ce § 9 est le 5 dans I; 7 dans II et Mun. 8 dans Wolf. XXXIII dans IV; 6 dans Herold.

265. Voir sur la dispense de payer le *fredum*, prononcée en faveur d'un délinquant âgé de moins de 12 ans, ce que je dirai page 452.

266. Tit. XXVII. Est le XXVI dans I, II, III et Mun. XXIV dans Wolf. XXXV dans IV; XXIX dans Herold. Le mot *adulterium*, employé dans cette rubrique, ne signifie pas la violation de la foi conjugale, et Bignon le fait observer. Cf. *Alaman.* LXXX; *Bajuvar.* tit. VII, cap. IX à XIII; *Burgund.* XXX.

267. Ce § 1 est le 3 dans I; les deux premiers §§ de ce texte répondent aux §§ 13 et 14 du titre XIV ci-dessus. Voir les notes 182, 183 et 184.

268. Ce § 2 est le 4 dans I.

269. J'ai déjà fait remarquer note 70, que les atteintes aux droits du roi étaient plus sévèrement punies que les atteintes aux droits des particuliers.

270. Ce § 3 est le 5 dans I; 6 dans III; manque dans IV; est le 5 dans Herold, où déjà il formait le § 11 du titre XIV. On trouve dans I, sous le n° 6, la disposition relative à la femme, dont j'ai parlé, note 178.

271. Cette disposition est déjà dans le § 11 du titre XIX, sauf la substitution de *Francus* à *ingenuus*, ce qui justifie ce que je dirai page 464.

272. Ce § 4 est le 7 dans I; 3 dans III et Mun. 5 dans IV; forme, avec le suivant, le § 6 d'Herold.

273. Ce § 5 est le 8 dans I; 4 dans III et Mun. manque dans IV; fait partie du § 6 dans Herold.

274. Ce § 6 est le 9 dans I, où se trouve un § 5, relatif à un esclave qui enlève une femme esclave; est le 5 dans III et Mun. 4 dans IV.

275. Tit. XXVIII. Est le XXVI dans I, II, III, Wolf. et Mun. XXXV dans IV; XXX dans Herold. Cf. *Ripuar.* LVII.

276. Dans mon opinion, le *lite* était un homme libre, obligé à des services envers un maître qu'il servait non comme esclave, mais *ingenuili ordine;* voilà pourquoi il ne pouvait être libéré que par celui-ci. Voir page 480 ci-après.

277. On ne peut entendre par *in hoste*, que le cas où on était à l'armée.

278. J'expliquerai le mode de libération *per denarium* et ses effets, page 527.

279. Quoique l'intervention royale rendit définitif l'affranchissement fait *a non domino*, les choses que le maître véritable avait confiées au lite pour ses travaux doivent lui revenir.

280. On a déjà vu, note 136, une peine contre celui qui affranchit l'esclave d'autrui, et, dans ce cas, l'affranchissement était nul. Mais ici, par respect pour l'intervention royale, l'affranchissement subsiste, sauf à celui qui l'a donné à payer une composition, et sauf encore les droits du maître sur le pécule.

281. Tit. XXIX. Est le XXVII dans I, II, III, Wolf. Mun. et Herold; forme les XXXVII et suivants jusques et compris XLV dans IV. Cf. *Alaman.* XCVI; *Bajuvar.* tit. VIII, cap. I et suiv. *Burgund.* XXV, XXVII, LXX; *Ripuar.* XLIII, XLIV et LXXVI.

282. Ce § 2 manque dans IV; est le 4 dans Herold.

283. Ce § 3 manque dans I, II, IV, Wolf. Mun. et Herold.

284. Le mot *skellam*, écrit aussi *schillam*, désigne une espèce de clochette qu'on mettait au cou des animaux pour les retrouver.

285. Ce § 4 est le 3 dans I, II, Wolf. et Mun. 2 dans IV et Herold.

286. Ce § 5 est le 4 dans I, où se trouve un § 5 dont j'ai parlé, note 128; est aussi le 4 dans II, Wolf. et Mun. est le 3 dans Herold; manque dans IV.

287. Ce § 6 manque dans I, dont le § 5 repond au § 11 du titre XI, ci-dessus, ainsi qu'on l'a vu dans la note précédente; est le 5 dans I, II, Wolf. Mun. et Herold; forme le § 1 du titre XXXVIII de IV. Voir le titre XXXIII des *Capita extravagantia.*

288. Le manuscrit d'Est porte *treffare*, et la glose l'explique par *id est spicanti evellere.*

289. Ce § 7 est le 6 dans I, II, Wolf. Mun. et Herold, où il est réuni avec le § 13; forme le titre XLI dans IV. Voir le titre XXXVI des *Capita extravagantia.*

290. Ce § 8 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 21 dans Herold.

291. Le mot *inpotos*, écrit souvent *impotus*, est expliqué dans la glose d'Est par *poma.*

292. Ce § 9 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. forme le 22 dans Herold.

293. Ce § 10 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 23 dans Herold.

294. Ce § 11 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 24 dans Herold.

295. Ce § 12 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 25 dans Herold, qui le reproduit dans le titre LXXIII. Il manque aussi dans III, mais il y forme le § 13 du titre VII.

296. Ce § 13 manque dans II, III et Mun. est le 7 dans I et Wolf. forme le § 2 du titre XXXVIII dans IV; fait partie du § 6 dans Herold. Voir le titre XXXVI des *Capita extravagantia.*

297 Le manuscrit d'Est porte *rapinam*, et la glose l'explique par *id est ubi rapae habentur.*

298. Ce § 14 est le 8 dans I et Wolf. le 7 dans II, Mun. et Herold; le 13 dans III; forme le § 1 du titre XXXIX dans IV.

299. Ce § 15 est le 9 dans I et Wolf. le 8 dans II, Mun. et Herold; le 14 dans III; forme le § 2 du titre XXXIX dans IV.

300. Ce § 16 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 15 dans III; 29 dans Herold.

301. Ce § 17 est le 24 dans I et II; le 16 dans III; 21 dans Wolf. et Mun. forme le § 2 du titre XLV dans IV.

302. Ce § 18 est le 25 dans I et II; le 17 dans III; est le 20 dans Wolf. et Mun. le § 1 du titre XLV dans IV.

303. Ce § 19 manque dans I, II, Wolf. et Mun. le 18 dans III; le 20 dans Herold; le § 3 du titre XLV dans IV.

304. La manuscrit d'Est porte *restaverit* et la glose l'explique par *vetaverit*. .

305. Ce § 20 est le 10 dans I et Wolf. 9 dans II, Mun. et Herold; le § 1 du titre XL de IV; forme avec le 21 le § 19 dans III.

306. La disposition *et insuper* ne se trouve point dans I et II.

307. Ce § 21 est le 11 dans I; 10 dans II; est compris avec le 10 dans III et Wolf. avec le 9 dans Mun. et Herold; manque dans IV; voir la note précédente.

308. Ce § 22 est le 12 dans I, où le § 11 ne distingue point de quelle manière le foin est emporté; forme le § 11 dans II et Wolf. 10 dans Mun. et Herold; le 20 dans III; le § 2 du titre XL dans IV.

309. Ce § 23 est le 13 dans I et Wolf. le 12 dans II et III; 11 dans Mun. le § 2 dans le titre XLI de IV; forme, avec 24 et 25, le § 11 d'Hérold; avec 24, le 21 de III.

310. Ce § 24 est le 14 dans I; le 13 dans II et Wolf. 12 dans Mun. et Herold; 2 du titre LXI dans IV.

311. Muratori assure que le manuscrit d'Est ajoute: *et si in caballo adduxerit XII solidos; et si in dorso VI solidos culpabilis judicetur.* Je n'ai point trouvé cette leçon ailleurs.

312. Ce § 25 manque dans le manuscrit 4418. Je l'ai ajouté d'après d'autres manuscrits de la *Lex emendata*. Il est le 15 dans I; 14 dans II; 22 dans III; fait partie du précédent dans Wolf. Mun. et Herold; manque dans IV. Voir le XXXIII des *Capita extravagantia*.

313. Ce § 26 manque dans I, II, III, IV, Wolf. et Mun. est le 23 dans III.

314. Ce § 27 est le 16 dans I; 15 dans II; 24 dans III; 15 dans Wolf. 13 dans Mun. 12 dans Herold; manque dans IV. Voir la note 111.

315. Ce § 28 est le 17 dans I; 16 dans II; 25 dans III; 16 dans Wolf. 14 dans Mun. 27 dans Herold; manque dans IV.

316. Ce § 29 est le 19 dans I; le 16 dans Wolf. et Mun. 28 dans Herold; manque dans IV.

317. Voir la note 319 ci-après.

318. Ce § 30 est le 18 dans I; le 17 dans II; manque dans IV, Wolf. et Mun. fait partie du § 28 dans Herold; forme, avec 29, le § 33 de III. Cf. *Ripuar.* LXXVI.

319. Eccard, dans une note sur le § précédent, croit qu'il s'agit d'un arbre que le propriétaire a vendu sur pied à un acheteur qui doit l'abattre, et qu'une composition est prononcée à cause du tort que le défaut d'avoir abattu cet arbre cause au vendeur en retardant la repousse. S'il en était ainsi, les §§ 29 et 30 ne présenteraient pas de sens raisonnable, puisque le § 30 prononce une peine lorsque l'arbre est coupé dans l'année et que le § 29 en

affranchit s'il est coupé après l'année. Je crois plutot qu'il s'agit d'un arbre dans une forêt communale. Celui qui veut en couper un, le marque; et, pendant l'année, nul que lui ne peut le couper; il a exercé son droit de premier occupant. Mais, si cet homme a laissé passer l'année sans abbattre l'arbre, il a perdu le droit d'occupation qui résultait de sa marque, et toute personne qui le coupe n'est tenue d'aucune composition.

320. Ce § 31 manque dans II; est le 20 dans I; 17 dans Wolf. 16 dans Mun. 26 dans III; 13 dans Hérold; 1 du titre XLIII, dans IV.

321. Ce § 32 est le 21 dans I; 18 dans II et Wolf. 17 dans Mun. 27 dans III; 14 dans Herold; 2 du titre XLIII dans IV. Voir le § 1 du titre XXVI des *Capita extravagantia*.

322. La glose d'Est explique le mot *statuam* par *id est retias*. Wendelin et du Cange expliquent ce mot par *contus;* mais il ne s'agit pas d'un bateau.

323. Ce § 33 est le 23 dans I; 19 dans II et Wolf. forme avec 34, le § 28 de III; le 1 du titre XLIV de IV; 18 dans Mun. 16 dans Herold.

324. Voir la note 153 ci-dessus.

325. Ce § 34 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 2 du tit. XLIV de IV; 17 d'Herold.

326. Ce § 35 manque dans II et Wolf. est le 29 de III; le 22 dans I et Mun. forme le titre XLIV dans IV; est le 15 dans Herold.

327. Ce § 36 est le 24 dans I; 21 dans II; 30 dans III; 22 dans Wolf et Mun. qui le reproduit dans le § 9 du titre XL; manque dans IV; est le § 8 du titre XLIII dans Herold.

328. On a déjà vu la même chose tit. XI, § 4; voir les notes 137, 138 et 139.

329. Ce § 37 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 31 dans III; le 30 dans Herold.

330. Ce § 38 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 32 dans III; le 31 dans Herold.

331. Tit. XXX. Est le XXVIII dans I, II, III et Mun. XXVII dans Wolf. XLVI dans IV; XXXI dans Herold.

332. Tous les imprimés portent *dederit*, mais dans les manuscrits on lit *acceperit*.

333. Le texte III, qui ordinairement a une grande ressemblance avec la *Lex emendata*, en diffère singulierement ici, car il porte *elocare voluerit;* mais je le crois inexact, quoiqu'on le trouve reproduit dans le § 2 d'Herold, lequel est, comme je l'ai déjà dit, une compilation faite sans critique de textes souvent contradictoires.

334. Ce § 2 est le 3 dans Herold, par la cause expliquée dans la note précédente. La rédaction de I, II, III, IV et Mun. ainsi que le § 4 d'Herold, supposent qu'un homme s'est loué pour commettre un assassinat, mais ne l'a pas accompli. Voici ce qu'on peut conclure de ces variantes. Il est probable qu'une première rédaction ne s'était occupée que des tentatives et punissait celui qui, louait quelqu'un pour commettre un assassinat, ainsi que celui qui, s'étant loué dans ce but, n'avait pas consommé son crime. Cela était assez rationnel: l'assassinat étant prévu par le titre XLIII, le véritable crime à prévoir était la convention tendant à charger quelqu'un de le commettre. Par un motif que j'ignore, la rédaction a été changée, comme le prouvent IV et la *Lex emendata :* Herold ayant eu sous les yeux ces textes nouveaux et en même temps les anciens, tels que I, II, III, les a fondus ensemble, et a formé ainsi un texte qui n'est ni le véritable ancien, ni le véritable nouveau.

335. Ce § 3 est le 5 dans Herold, et, sauf la différence des termes et de la forme de rédaction, offre le même sens dans tous les textes; il a pour objet de punir l'entremetteur de la négociation et les deux personnes entre lesquelles elle intervient.

336. Tit. xxxi. Est le xxix dans I, II, III, Wolf. et Mun. le xlvii dans IV; le xxxii dans Herold. Cf. *Ripuar.* v et vi; *Alaman.* lix à lxiv; *Bajuv.* iii, cap. ix à xxviii; *Burgund.* 1re addition tit. v.

337. La comparaison de ce § 1 avec les §§ 12, 13, 14, 15, présente des antinomies qui prouvent qu'une grande exactitude n'a pas présidé, même à la révision de Charlemagne. Ces antinomies ne se trouvent point dans I, II, III, IV, Wolf. et Mun. parce que ces textes ne contiennent pas les §§ dont je viens de parler. On peut en conclure que, dans l'origine, les blessures énoncées au § 1 donnaient toutes lieu à la même composition; que dans la suite on a établi des distinctions, et que les rédacteurs ont, par inadvertance, conservé l'ancienne et la nouvelle rédaction. Ainsi, la peine du pied coupé, qui est ici de cent sous, n'est que de soixante-deux et demi dans le § 12; celle de l'œil crevé est de cent sous, et seulement de soixante-deux et demi dans le § 13; l'oreille arrachée entraîne une peine de cent sous, et n'est que de quinze sous dans le § 15; pour le nez coupé la peine est de cent sous dans le § 1, et seulement de quarante-cinq sous dans le § 14.

338. Ce § 2 manque dans Wolf. On lit dans tous les textes xlv sous, mais la ive section des *Septem septennas* porte *lxii et dimidio.*

339. Ce § 3 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est confondu avec le précédent sous le numéro 2 dans Herold; mais il indique pour l'un et l'autre cas la peine de cent sous.

340. Ce § 4 est le 2 dans Wolf. 3 dans I, II, IV et Mun.

341. Ce § 5 est le 3 dans Wolf. 4 dans I, II et Mun. manque dans IV.

342. Ce § 6 est le 4 dans Wolf. IV et Herold; 5 dans I, II, III et Mun.

343. Ce § 7 est le 6 dans I, mais avec une composition de l sous; il est le 9 dans II; le 5 dans Herold; manque dans IV, Wolf. et Mun.

344. Ce § 8 manque dans I; est le 6 dans II et Herold; 5 dans IV.

345. Ce § 9 manque dans I, où le § 7 punit d'une composition de xxxv sous celui qui coupe deux doigts; le 9 dans Wolf. et Mun. le 7 dans II et Herold; le 6 dans IV.

346. Ce § 10 est le 8 dans II; 7 dans IV; manque dans I, Wolf. et Mun; 8 dans Herold.

347. Ce § 11 manque dans I, II, Wolf. et Mun. est le 8 dans IV; le 9 dans Herold qui le répète littéralement au § 10.

348. Ce § 12 manque dans I, II, Wolf. et Mun. est le 9 dans IV; le 11 dans Herold.

349. Ce § 13 manque dans I, II, Wolf. et Mun. est le 10 dans IV; le 12 dans Herold.

350. Ce § 14 manque dans I, II, Wolf. et Mun. est le 11 dans IV; le 13 dans Herold.

351. Ce § 15 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 14 dans Herold.

352. Ce § 16 manque dans I, II, Wolf. et Mun. est le 12 dans IV; le 15 dans Herold.

353. Ce § 17 manque dans I, II, Wolf. et Mun. est le 13 dans IV; le 16 dans Herold.

354. Ce § 18 est le 9 dans I; le 10 dans II; le 5 dans Wolf. où il est évidement incorrect. Ce même texte le reproduit tit. xciii; il forme le § 8 dans Mun. le 14 dans IV; le 18 dans Herold qui, au § 19, contient la même disposition avec la substitution de *salicum* à *ingenuum*. Voir ce qui sera dit page 463.

355. Ce § 19 manque dans I, II, III, Wolf et Mun. L'édition d'Herold ajoute un § 20 sur lequel je m'expliquerai note 750.

356. Tit. xxxii Est le xxx dans I, II, III, Wolf. et Mun. le xlviii dans IV; le xxxiii dans Herold.

357. La glose du manuscrit 4418 explique *cenitum* par *oculum erutum habentem*; la glose d'Est par *arga*.

358. Ce § 2 est le 3 dans IV; 2 dans Herold avec le suivant.

359. La glose du manuscrit 4418 explique *concagatum* par *sordidatum*.

360. Ce § 3 est le 4 dans I, II, et Wolf. le 5 dans IV; manque dans Herold.

361. Ce § 4 est le 5 dans I et Wolf. le 6 dans IV; manque dans II et Mun.

362. Ce § 5 est le 3 dans I, II et Wolf. 5 dans Mun. le 4 dans IV; manque dans III; ne se trouve dans aucun manuscrit de la *Lex emendata*. Pithou avait fait cette remarque et il n'en a pas moins admis le paragraphe, probablement d'après du Tillet. Baluze l'ayant admis aussi, j'ai suivi son exemple.

363. Ce § 6 manque dans IV; est le 5 dans III et Herold. Il doit être rapproché de ce que Tacite a dit (*German.* cap. IV): *scutum projecisse præcipuum flagitium*.

364. Tous les manuscrits s'accordent, avec la *Lex emendata*, à fixer la peine à trois sous. L'édition d'Herold seule, et sans être justifiée par aucun manuscrit, porte XV sous. Montesquieu a essayé (livre XXVIII, chap. XXII) d'expliquer cette différence en attribuant à Charlemagne une modification de l'ancien droit. Mais le fait d'une modification n'est pas présumable, puisque les plus anciens textes, notamment celui de Wolfenbüttel, portent trois sous. Je crois donc qu'il faut tout simplement reconnaître une faute dans le texte d'Herold.

365. Ce § 7 manque dans IV; est le 4 dans Mun. 6 dans III et Herold; est réuni avec le suivant, sous le numéro 7 dans I, et sous le numéro 5 dans II.

366. La glose du manuscrit 4418 explique le mot *delatorem* par *mendacem, latratorem*; la glose d'Est par *lindegarium*.

367. Ce § 8 est le 2 dans IV; compris dans le § 2 d'Herold; manque dans III. Voir pour I et II la note 365.

368. Ce § 9 manque dans I, II, III, IV, Wolf. Mun. et Herold; Baluze l'a admis, très-probablement, d'après le manuscrit 75 (suppl. lat.), le seul qui le contienne. Voir le titre LXXII, qui reproduit ce paragraphe d'une manière presque littérale.

369. Tit. XXXIII. Ce titre est le XXXI dans I, II, III, Wolf. et Mun. le XLIX dans IV; le LXXXIV dans Herold. Cf. *Ripuar.* LXXX; *Alaman.* LXVI.

370. Le texte de IV est le seul où le mot *baroni* soit remplacé par *hominem ingenuum*. On sait au surplus que le sens générique de *baro*, conservé dans la langue anglaise, est de signifier *un ingénu*. C'était une offense que d'arrêter un homme à son passage, et surtout de jeter sur lui des immondices, *impingere*.

371. Dans quelques manuscrits de IV, ce § prononce seulement une composition de XII sous.

372. La disposition précédente est appliquée à l'offense envers une femme, mais en triplant la composition; voir ci-après le titre X des *Capita extravagantia*.

373. Ce § 3 manque dans I, II, IV, Wolf et Mun. ici, il ne s'agit plus d'une offense, mais d'un tort général à tous ceux qui ont intérêt à se rendre à un moulin.

374. Tit. XXXIV. Est le XXXII dans I, II, III, Wolf. et Mun. dans le L dans IV; XXXV dans Herold. Cf. *Ripuar.* XLI; *Bajuvar.* tit. III, cap. VII et VIII; *Burgund.* XXXII.

375. Celui au préjudice de qui un délit était commis avait droit d'arrêter le coupable en flagrant délit. C'est ce qui me paraît résulter des chapitres II, XII et XIII du pacte entre

Childebert et Chlotaire de 593, et des édits de ces rois de 595. On y voit même que tout homme libre était tenu d'aider le magistrat dans la recherche des coupables; voir la note 701.

376. L'objet des arrestations *sine causa* était presque toujours de réduire l'homme qu'on arrêtait en esclavage, cas prévu par le titre XLI. Les auteurs de ce crime cherchaient en général à transporter au loin l'homme arrêté pour éviter les recherches; c'était donc une aggravation de délit. Voir Grégoire de Tours, *De miraculis S. Martini*, lib. I, cap. XVII, et *Hist.* lib. IX, cap. XVI et XXXV.

377. Ce § 3 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun.

378. Ce § 4 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun.

379. Ce § 5 manque dans I, II. IV, Wolf et Mun.

380. Si c'était, comme on l'a vu note 375, un délit de ne pas aider le magistrat dans la recherche d'un coupable, ce devait en être un plus grave de le lui arracher.

381. Voir ci-après, note 587.

382. Tit. XXXV. Est le XXXIII dans I, II, III, Wolf. et Mun. le LI dans IV; le XXXVI dans Herold. Cf. *Ripuar.* XLII.

383. Ce § 1 forme 1 et 2 de Wolf. Mun. et d'Herold.

384. On trouvera quelques dispositions à ce sujet dans le titre XXVI des *Capita extravagantia*.

385. Ce § 2 est le 3 dans Wolf. Mun. et Herold. Cf. *Alaman.* XCIX, § 1 et suiv.

386. Ce § 3 est le 4 dans Wolf. Mun. Herold; le 2 dans IV. Cf. *Alaman.* XCIX, §§ 7 et suiv.

387. Ce § 4 manque dans I, II, Wolf. et Mun. est le 3 dans IV et le 5 dans Herold. Il manque dans le manuscrit 4418 ou l'on avait placé après le § 3 une marque de renvoi, qui n'a pas été exécuté.

388. Ce § 5 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 6 dans Herold. Cf. *Alaman.* tit. XCIX, § 13.

389. On voit que la jurisprudence des Francs n'admettait pas le principe du droit romain (*Instit.* lib. II, tit. 1, § 13) sur la propriété des bêtes poursuivies par des chasseurs.

390. Tit. XXXVI. Est le XXXIV dans I, II, III, Wolf. et Mun. LII, LIII, LIV, LV dans IV; XXXVII dans Herold. Cf. *Alaman.* XCIX, § 27; *Ripuar.* XLV. Voir le § 11 du titre X.

391. Le mot *retorta* est resté dans la langue de nos campagnes où *rhotte*, *rote*, *riote*, signifient des branches vertes destinées à faire des liens.

392. On ne prévoit ici que le dommage fait par le passage d'une herse ou d'une voiture; mais la *Recapitulatio*, § 2, prononce une composition de X deniers contre celui qui cause un moindre dommage.

393. Les mots *sine via* signifient, je crois, *sans avoir un droit de passage*. Voir page 554.

394. Ce § 3 est le 4 dans III, qui contient sous le n° 3 un § dont j'ai parlé note 215.

395. Ce paragraphe est évidemment étranger à l'objet du titre où il se trouve; il n'en mérite pas moins d'attention : il a pour objet de punir celui qui par malice expose un autre à être considéré comme voleur.

396. Le mot *curtis* écrit aussi *cortis*, comme on l'a vu dans le § 3 du titre VI, désigne une habitation rurale à laquelle sont adjacents des cours, enclos et bâtiments d'exploitation. Les plus considérables étaient presque toujours occupées par le maître dont les esclaves et les bestiaux étaient logés dans les édifices adjacents. Il y en avait aussi de petites concédées à des colons avec quelques portions de terrain. Celles que le propriétaire exploitait lui-

même sont appelées dans les documents *curtes indominicatæ*. Voir du Cange, voc. *Curtis*. Des documents appartenant au pays des Ripuaires et des Allemands appellent souvent ces domaines *salæ*; voir ce que je dirai page 705.

397. Si les mots *cujus possessio est* désignent la possession opposée à la propriété, on peut dire qu'on a prévu le cas où un domaine est occupé par un autre que le propriétaire; que si quelqu'un place dans ce lieu des choses volées, c'est ce possesseur, bien plus que le propriétaire qui est exposé au soupçon. Je doute cependant qu'on ait voulu faire cette distinction; le mot *possessio* me paraît signifier *propriété*, comme dans le § 38 du titre XXIX, et surtout comme dans le § 7 du titre XLIII, ainsi que je l'expliquerai page 509.

398. Ce § 5 manque dans I, II, III, IV, Wolf. Mun. et Herold. Baluze est le seul qui l'ait publié, sans doute d'après le manuscrit 164 *bis* (suppl. lat.), car je ne l'ai trouvé dans aucun autre. Il est toutefois surprenant que du Tillet n'en ait pas donné le texte, puisqu'il a fait usage de ce manuscrit.

399. Tit. XXXVII. Est le XXXV dans I, II, III, Wolf. et Mun. les LVI, LVII, LVIII et LIX dans IV; XXXVIII dans Herold. Cf. *Ripuar.* XIX à XXVII; *Alaman.* LXXIX; *Bajuvar.* tit. V; *Burgund.* X.

400. Par cette théorie, différente du droit romain, le propriétaire lésé n'obtenait qu'une indemnité imparfaite; voir la note 787.

401. Le meurtre d'un esclave dont on ne parle pas ici est prévu dans le § 3 du titre XI.

402. § 3. On trouve dans le manuscrit d'Est cette glose qui mérite d'être citée : *Indicant Franci qui LX aut plus quam XL denarios valeant furatus fuerit, ut sit latro; qui vero minus, non sit.*

403. Ce § 3 manque dans Wolf; voir la note 140.

404. Ce § 4 manque dans I, II, Wolf. et Mun.

405. Ce § 5 manque dans II; est le 4 dans I et Mun. 3 dans Wolf.

406. Voir sur cette disposition page 480.

407. Ce § 6 manque dans I, I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 5 dans Herold.

408. Ce § 7 manque dans I, III, IV, Wolf. Mun. et Herold; mais cet éditeur a fait une annotation d'après laquelle on voit qu'il avait sous les yeux un manuscrit où se trouvait notre paragraphe.

409. Ce § 8 est le 4 dans Wolf. et 5 dans I. Le premier de ces manuscrits ajoute sous le numéro 5, et le second sous le numéro 6, une disposition à peu près semblable à celle du § 5 du titre XI; voir note 140. Manque dans II qui a un § 4 dont j'ai parlé note 140. On trouve dans I, un § 7 sur la distinction entre *la faida* et le *fredam* que j'expliquerai page 652.

410. Les textes I et Wolf. ajoutent *aut latus*. On pourrait en conclure que le lite était esclave; mais voir page 484, ce que je dis de l'acception générique du mot *litus*.

411. Voir la note 400 relativement à ce mode d'indemnité.

412. Dans ce système, le maître, en abandonnant son esclave ne paye que moitié.

413. Cette restriction manque dans I, III, Wolf. et Mun. Fr. Pithou et surtout du Cange ont très-bien dit que ces mots signifient *se défendre par la loi*. Mais ce n'est répondre qu'à une partie de la difficulté. Que faut-il entendre? Je pense que le maître pouvait justifier son esclave, par exemple s'il avait donné la mort ou des blessures en cas de légitime défense. C'est ce que prouve la glose d'Est : *Id est si homo ille qui occisus est aut parentes domino vel servo illi malefecerint ut per legem sint culpabiles, poterit se reclamare ut leudem non solvat, vel non tribuat*

quicquam, nisi quod servum tradat; et priusquam tradiderit eum, dicat illum servum non habere unde mallatus est : et liberabitur a compositione medietatis.

414. Les mots *potest se obmallare* signifient se défendre par l'exception qui vient d'être indiquée.

415. On entend par *leudis*, la composition de la vie.

416. Tit. XXXVIII. Est le XXXVI dans I, II, III et Mun. le XXXV dans Wolf. LX dans IV; XXXIX dans Herold. Cf. *Alaman.* XCIX, § 22, 23, 24; *Ripuar.* XLVI; *Bajuvar.* tit. XIII; *Burgund.* XVIII, LXXIII.

417. La règle est la même que pour le cas prévu dans le titre précédent.

418. Je serais porté à croire que les mots *antea legem adimpleverit*, rapprochés de la finale *secundum legem se defendere*, font allusion à des règles de police qui obligeaient les maîtres d'animaux à les tenir attachés. Le maître ne répondait pas indistinctement du mal fait, mais du défaut de précautions.

419. Tit. XXXIX. Est le XXXVII dans I, II, III, Wolf. et Mun. LXI dans IV; XL dans Herold. Cf. *Ripuar.* XL; *Burgund.* XVI, LXXIII; voir le titre XLIX, ci-après.

420. On donne le droit et les moyens de revendiquer un objet mobilier par celui à qui il a été volé ou qui l'a perdu; la marche à suivre est expliquée dans le titre XLIX.

421. C'est-à-dire l'a trouvé dans les mains d'un tiers.

422. Celui entre les mains de qui l'objet est trouvé peut prétendre qu'il l'a légitimement acquis par achat ou par échange.

423. Mettre en séquestre, en main tierce; voir note 663.

424. Voir, sur le sens du mot *adhramire*, page 616 ci-après.

425. Le droit d'exiger le séquestre, *in tertiam manum*, n'est accordé qu'à celui qui a perdu la chose depuis moins de trois jours. S'il y a plus longtemps, le détenteur en reste séquestre jusqu'au jugement du procès.

426. Sur ces mots *calcare, culcare, collocare solem, solsatire*, voir page 600.

427. La loi offrant un moyen de séquestre jusqu'au jugement de la contestation dont s'occupe le titre XLIX, il était juste de punir celui qui s'en emparait de sa propre autorité.

428. Tit. XL. Est le XXXVIII dans I, II, III, Wolf. et Mun. LXII dans IV; XLI dans Herold. Cf. *Alaman.* LXIX à LXXII; *Ripuar.* XVIII.

429. Ce § 2 est le 3 dans Herold, qui le rapporte encore sous le § 7; manque dans Mun.

430. Le mot *waranionem* est remplacé dans III, IV, Wolf. et Mun. par *amessario*, *admessario*, que je crois synonymes. *Waranio* vient du saxon *vrœne*, signifiant *lascivus*, ce qui est précisément la signification de *admissarius* dans la bonne latinité. Varron appelle *equus admissarius*, l'étalon destiné à la reproduction. Eccard s'est donc trompé en expliquant *waranio* par *cheval de guerre*. Le mot *waranionem equum* se trouve avec le même sens dans le testament de Bertramm, évêque du Mans de 615, *Diplomata*, 1re édit. p. 99; 2e édit. t. I, p. 197.

431. Ce § 3 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun.

432. Ce § 4 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun.

433. Voir la note 430 ci dessus. Le manuscrit de Pithou appartenant à M. Barrois, substitue *taurum* à *waranionem;* mais le vol d'un taureau était puni par le § 10 du titre III. Je dois cependant dire que quelquefois *taurus* signifie tout animal mâle. Voir le § 23 de la *Recapitulatio solidorum*, 1er texte, et § 25, 2e texte.

434. Ce § 5 est le 3 dans I, II, IV et Wolf. 2 dans Mun.

435. On voit ici la preuve d'une synonymie entre *amissarius* et *waranio;* aussi la glose du manuscrit 4418 porte : *admissarius est qui cum equabus omni tempore est;* voir la note 430.

436. Ce § 6 est le 4 dans I; manque dans II et IV; est le 3 dans Mun. 4 dans Wolf.

437. Suivant Muratori, le manuscrit d'Est ajoute : *Si vero de sex minus fuerint M denariis, qui faciunt solidos XXV, culpabilis judicetur, excepto capitale et dilatura.* Je n'ai trouvé cette leçon dans aucun manuscrit.

438. Ce § 7 est le 6 dans I et Wolf. 4 dans II, IV et Mun. le 9 dans Herold, qui l'a admis aussi au § 8, mais sans ajouter *aniculatum* à *poledrum.*

439. Ce § 8 manque dans IV; est le 5 dans II et Mun. le 7 dans I et Wolf.

440. Ce § 9 manque dans I, II et Wolf. est le 5 dans IV; le 6 dans Mun.

441. Ce § 10 manque dans I, II, III, Wolf. et Mun. ne fait qu'un avec 6 dans IV.

442. Ce § 11 manque dans II, IV et Mun. est le 5 dans I et Wolf. le 10 dans III.

443. Ce § 12 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 11 dans III.

444. Ce § 13 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 12 dans III.

445. Ce § 14 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 13 dans III.

446. Ce § 15 manque dans Wolf. est le 6 dans II; 7 dans Mun. 8 dans I; le 14 dans III; forme le § 2 du titre LXIII dans IV; voir ci-après la note 681.

447. Ce § 16 manque dans I, II, III, IV, Wolf. et Mun. mais voir la note 680.

448. Tit. XLI. Est le XXXIX dans I, II, III, Wolf. et Mun. XXXVIII dans Wolf. LXIV et LXV dans IV; XLII d'Herold. La rubrique de ces anciens textes, *de plagiatoribus*, est la plus exacte, car il s'agit et de ceux qui volent les esclaves d'autrui, et de ceux qui enlèvent des personnes libres. Cf. *Ripuar.* XVI; *Alaman.* XLVI et suiv. *Bajuvar.* tit. VIII, cap. IV.

449. Ce § 2 manque dans I; forme les 2 et 3 dans III; forme le titre LXV dans IV.

450. La glose du manuscrit 4418 explique le mot *plagiaverit* par *fraudaverit vel circumvenerit;* c'est aussi le sens de *sollicitaverit* du § précédent. Le chapitre VII du pacte entre Childebert et Clotaire, de 593, répute voleur celui qui, ayant reçu un esclave réfugié, ne le rend pas à son maître dans les 40 jours; voir le § 7 de la section III du document intitulé *Septem septennas.*

451. On suppose que le maître découvre où est son esclave. Les moyens de revendication ont assez d'analogie avec le cas prévu aux titre XXXIX et XLIX.

452. Le maître revendiquant amenait dans le *mâl* l'esclave qu'il avait retrouvé, pour lui faire nommer la personne qui l'avait dérobé ou attiré.

453. On prend une précaution assez remarquable : il faut qu'à chacune des fois que l'esclave est conduit au *mâl* pour nommer celui qui l'a enlevé ou attiré, il donne d'une manière uniforme, *æqualiter*, les désignations des noms et des lieux.

454. Ce § 3 est le 2 dans I; est le 5 dans Wolf. forme avec 4 le § 3 de II; est le 4 dans III. Ces deux textes ne font point de différence entre le cas où l'homme emmené est revenu et celui où il n'est pas revenu dans sa patrie.

455. Cette composition est la moitié de celle de l'homicide.

456. Ce § 4 manque dans I; est le 5 dans III; voir la note 454.

457. Les textes I et Wolf. sont terminés par un § relatif à celui qui vend un Romain comme

esclave, et la peine n'est que de LXII ou LXIII sous. Si l'on avait suivi la proportion indiquée note 455, la composition aurait dû n'être que de L sous.

458. Tit. XLII. Est le XL dans I, II, III, Wolf. et Mun. LXVII dans IV; XLIII dans Herold. Il faut le rapprocher des chapitres V et VII de l'édit de Chilpéric de 574, du chapitre V et VI du pacte entre Childebert et Chlotaire, des chapitres VIII, IX et X de l'édit de Chlotaire, et des chapitres XI et XIV de celui de Childebert de 595. Cf. *Ripuar.* XXIII et suiv. *Burgund.* IV et VII; *Bajuvar.* tit. VIII, cap. XIX. Voir page 522.

459. Le mot *furtum* est employé assez souvent dans les lois barbares pour désigner génériquement un crime; il a effectivement cette acception dans notre texte, ainsi que le prouve le § 8. On voit par l'ensemble du titre que la seule affirmation d'un ingénu qu'un délit avait été commis à son égard par un esclave, suffisait pour soumettre celui-ci à une torture qui cependant n'est pas arbitraire, sauf le droit de justification autorisé par le § 8 du titre XXXVII.

460. Ce § 2 est mutilé dans Wolf. fait partie du § 1 dans Herold.

461. Ce § 3 manque dans Wolf. est incomplet dans I; forme avec 4 le § 3 dans Mun. et Herold.

462. Ce § 4 manque dans I, IV, Wolf. Mun. et Herold. est le 6 dans II et III.

463. Ce § 5 manque dans Wolf; fait partie du § 4 dans I; fait partie du § 3 dans Mun. et Herold. forme les 4 et 5 dans II et III.

464. Une seconde torture à l'égard de l'esclave qui n'avait rien avoué dans la première pouvait le faire mourir ou le rendre incapable de services; il était naturel que celui qui l'exigeait donnât une garantie au maître. La même règle était dans la const. 14 du titre I du livre IX du Code théodosien.

465. D'après la note précédente, le prix de l'esclave devait être payé à son maître.

466. Ce § 6 fait partie du § 4 dans I et du § 3 dans Mun. manque dans tous les autres textes.

467. Ce § 7 est le 5 dans I; le 3 dans IV et Mun. fait partie du 2 dans Wolf. du 3 dans Herold.

468. On voit dans Grégoire de Tours, liv. II, chap. XVI, et *De Miraculis*, liv. I, chap. LXXIII, que l'esclave voleur était pendu. D'après notre titre, la peine de mort était prononcée pour tout crime qui aurait entraîné une composition de XLV sous de la part d'un *ingenuus*.

469. Ce § 8 est le 6 dans I, Mun. et Herold. partie de 2 dans Wolf. manque dans IV.

470. Il est convenable de rapprocher de ces dispositions les édits cités, note 458. M. Eichhorn (*Deutsche staats und Rechtsgeschischte*, §§ 48 et 79) dit qu'un esclave n'aurait pu être soumis à l'épreuve judiciaire dont il sera parlé note 595. Le chapitre V du pacte entre Chlotaire et Childebert ne paraît pas contraire à cette opinion : le mot *sors* qu'il emploie peut s'entendre de la torture dont il est question ici.

471. Ce § 9 est le 7 dans I, Mun. et Herold. de 2 dans Wolf. manque dans IV.

472. Ce § 10 est le 8 dans I, Mun. et Herold. le 2 dans Wolf. fait partie du § 10 dans II; manque dans IV.

473. Ce § 11 est le 9 dans I, Mun. et Herold. 2 dans Wolf. fait partie du § 10 et le 11 dans II; manque dans IV.

474. Ce § 12 est le 5e dans IV; 10 dans Mun. 2 dans Wolf. manque dans I et Herold.

475. Ce § 13 manque dans I; est le 6 dans IV; 11 dans Mun. les 14 et 15 dans II; les 12 13 et 14 dans III; fait partie de 2 dans Wolf. est le 5 dans Herold.

476. Ce § 14 est le 10 dans I; 7 dans IV; 11 dans Mun. fait partie de 2 dans Wolf. est le 6 dans Herold.

477. Ce § 15 est le 11 dans I; le 8 dans IV; le 12 dans Mun. le 16 dans II; fait partie du 2 dans Wolf. est le 7 dans Herold. Wolf. ajoute un § sur la complicité d'un ingénu avec l'esclave; II, III et Mun. en ajoutent un sur celui qui négocie avec un esclave.

478. Tit. XLIII. Est le XLI dans I, II, III, Wolf. et Mun. LXVIII, LXXIII et XCVII dans IV; XLIV dans Herold. Cf. *Ripuar.* VII, IX, XI, XV; *Alaman.* XLIX, LXVIII, LXXVI; *Bajuvar.* III, cap. XXIX. Le titre XV de I prévoit ce crime dans la même disposition avec celui d'avoir épousé la femme d'un autre.

479. Les mots *qui lege Salica vivit* seront expliqués page 437.

480. Cette disposition du § 2 est fondée sur une règle propre au droit des Francs dont on trouve d'autres exemples §§ 3 et 4 du présent titre et tit. XVIII des *Capita extravagantia*, et même sur lequel la section VIII du document intitulé *Septem septennas* fournit de curieux développements : cette règle est que l'auteur d'un meurtre devait être puni plus sévèrement s'il avait fait disparaître le corps du délit. Muratori atteste que ce § manque dans le manuscrit d'Est.

481. Ce § 3 est réuni avec le 2 dans I et Wolf. il est le 4 dans Munich, qui contient un § 3 qu'on ne trouve point ailleurs, mais qui prête une nouvelle force à ce que j'ai dit dans la note précédente. Aucun des anciens textes ne porte les mots *aut incenderit.* On peut rattacher ici une disposition des §§ 6 et 7 de la section VII du document *Septem septennas* ainsi conçus : *si quis Franco inter quatuor solia occiserit, sol.* DC. *Si quis Francus Francam occiserit, sol.* DC. Voir page 354 ma note sur ce paragraphe.

482. Ce § 4 est le 3 dans I et Wolf. Voir, sur ce privilége des antrustions, page 487.

483. On doit rapprocher ce paragraphe, où il s'agit du meurtre des antrustions, du § 31 du 1er texte et des §§ 33, 34 et 36 du second texte de la *Recapitulatio solidorum.*

484. Ce § 5 est le 4 dans I et Wolf. 6 et 7 dans Mun.

485. Ce § 6 manque dans Wolf. est le 5 dans I; le 8 dans Mun.

486. Voir, sur cette qualification *conviva regis*, ce que je dirai page 489.

487. Ce § 7 est le 6 dans I; le 5 dans Wolf. le 3 dans Mun. le 15 dans Herold.

488. Voir, page 509, ce que je dirai des *romani possessores.*

489. Ce § 8 est le 7 dans I; manque dans II; 6 dans Wolf. 10 dans Mun. 7 dans Herold. C'est par inadvertence, sans doute, que Meyer, t. I, page 120, a supposé une différence de rédaction entre le texte d'Herold et la *Lex emendata :* il est donc inutile de combattre la conséquence qu'il en tire.

490. Voir, page 510, ce qu'on entendait par *romani tributarii.*

491. Au lieu de XLV, on lit LXX dans Wolf. ce qui est une faute évidente; ici est terminé le titre LXVIII de IV.

492. Ce § 9 est le 8 dans I; le 7 dans II; le 11 dans Mun.

493. Ce § 10 est le 9 dans I; le 7 dans II; forme les §§ 10 et 12 de III; le 3 dans Herold, qui le rapporte encore §§ 11 et 13; forme les §§ 1 et 2 du titre XLVIII de Wolf. le titre XCVII de IV; il est reproduit dans le titre XXIII des *Capita extravagantia.* En général ces paragraphes prévoient le délit envers un *ingenuus;* mais les §§ 11, 14 et 19 du 1er texte de la *Recapitulatio* prévoient le même délit à l'égard d'un Romain convive, possesseur, tributaire, d'un lite, d'un

esclave, et toujours avec la proportion de moitié de ce qui serait dû pour un meurtre réalisé. A la suite du § 9, on trouve dans II, sous les numéros 10, 11, 12, 13 et 14 des dispositions relatives aux meurtres des femmes, dont j'ai parlé notes 253, 261, 262 et 263.

494. Ce § 11 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. Herold n'en contient qu'une partie différemment rédigée dans le § 12.

495. C'est-à-dire la composition pour le meurtre.

496. Ce § 12, qui n'est qu'un commentaire du précédent, est dans la seule *Lex emendata*.

497. Ce § 13 manque dans I, II, III, IV, Wolf. Mun. et dans Herold.

498. Ce § 14 manque dans I, II, IV, Wolf. et Mun. est le 11 de III; le 16 d'Herold.

499. Je crois qu'il ne s'agit pas d'une fausse accusation en justice, comme dans le cas du titre XX, mais d'une calomnie qui a donné lieu à une vengeance individuelle de la part d'une personne qui y a ajouté foi; voir ce que je dirai page 658.

500. Ce meurtrier ne saurait s'excuser sur sa crédulité; il doit s'imputer d'avoir exercé la vengeance au lieu de traduire l'inculpé au *mâl*, où celui-ci aurait pu se justifier.

501. Tit. XLIV. Est le XLII dans I, II, III et Mun. XLV dans Wolf. LXIX dans IV; XLV dans Herold. Ce titre me paraît devoir être complété par le § 3 du titre suivant.

502. Ce § 1 est le 1 et le 3 dans III.

503. On a déjà vu ce mot dans le § 1 du titre XVI. La glose du manuscrit 4418 l'explique par *auxilio;* en effet, il s'agit d'une réunion de plusieurs personnes. Le 2e texte de la *Recapitulatio*, que je crois erroné, porte une composition différente.

504. C'est toujours l'application du principe qui triple la composition en faveur des antrustions; voir note 482.

505. Ce § 3 est le 4 dans III.

506. Ce § 4 est le 5 dans III. On trouve dans II, sous le numéro 5, et dans III, numéro 6, un § dont j'ai parlé note 198.

507. Mais je pense qu'on distinguait entre les *Romani possessores* et les *Romani tributarii*, comme dans le titre précédent; voir notes 488 et 490.

508. J'ai déjà dit, note 276, que les *lites*, quoique libres, étaient placés dans une condition inférieure aux *ingenui*. La règle de ce § n'est point spéciale; voir ce que je dirai page 459.

509. Tit. XLV. Est le XLIII dans I, II, III et Mun. le XLVI dans Wolf. le LXX dans IV; le XLVI dans Herold. Ce titre n'est point divisé en paragraphes dans Wolf.

510. Ce § 1 est le 1 et le 2 dans IV.

511. Canciani dans une note du titre XLV de la *Lex Alamanorum* entend par *convivium* une association, et il y a des autorités en sa faveur; mais le cas est prévu au titre précédent. Je crois donc avec Bignon et du Cange qu'il s'agit de repas. Les historiens sont remplis de récits de meurtres commis dans ces circonstances.

512. Ce § 2 fait partie du § 1 dans III; porte le numéro 3 dans IV.

513. Ce 3 porte le numéro 2 dans III; le numéro 4 dans IV.

514. Je crois que ce § appartient au titre précédent dont il complète les dispositions.

515. Tit. XLVI. Est le XLIV dans I, II, III et Mun. le XLVIII dans Wolf. le LXXVIII dans IV; XLVII dans Herold. Cf. *Burgund.* LXIX. Voir dans Canciani, t. II, pages 476 et 477, une formule d'après ce titre de la loi Salique, dans laquelle je crois cependant qu'on a mêlé des usages lombards.

516. Il s'agit du mariage d'une veuve, objet sur lequel je m'expliquerai pages 686 et suivantes : il suffit de dire ici que celui qui voulait l'épouser était obligé de payer une somme de trois sous et un denier aux parents du premier mari pour acquérir le *mundium*.

517. Pour garantir la publicité de cet acte de juridiction volontaire, on exige que l'audience soit ouverte et que déjà on ait appelé trois causes. Meyer ne me paraît pas avoir bien compris le sens des mots *tres homines* en disant t. I, p. 370, qu'on n'exigeait dans un acte de juridiction volontaire que la présence de trois rachimbourgs : selon moi, ces mots se rapportent à *tres causas demandare*, et veulent dire qu'avant de faire l'acte du *reipus* il faut avoir jugé trois procès de trois personnes différentes.

518. Je crois que ce mot a le même sens que *probare*. On veut que trois témoins assistent celui qui vient faire des offres réelles en justice.

519. Mais il paraît que, si les personnes à qui l'offre était faite la refusaient, le juge, en constatant ce fait, autorisait le mariage.

520. On explique dans les §§ 5 et suivants à qui ce *reipus* est dû.

521. Ce § 3 est mutilé et joint au suivant dans I. Il dit au surplus la même chose que la dernière phrase du § 1.

522. C'étaient, comme le déclarent les §§ 5, 6, 7, 8, 9, 10, le fils aîné de la sœur du défunt; à son défaut, le fils aîné de la nièce; à son défaut, le fils de la cousine maternelle; à son défaut, l'oncle, frère de la mère du défunt; à son defaut, le frère du défunt, s'il n'a pas eu part à sa succession; à son défaut, le plus proche parent du défunt qui n'a pas été son héritier; à défaut de parents au sixième degré, le fisc. Il ne serait pas facile d'expliquer les causes de cet ordre assez bizarre qui n'a rien de commun avec le titre LXII des successions. J'ai cherché inutilement une dissertation sur le *reipus* par M. Peters.

523. Ce § 5 est le 4 dans I et II, ce qui y produit la différence d'un numéro pour les paragraphes suivants. Le texte de Wolfenbüttel porte *sine possessoris filius*, leçon évidemment fautive, et qu'il faut corriger par *si nepus sororis filius*, comme dans tous les autres textes. Eccard propose de lire *si possessoris filius fuerit*, mais il se trompe évidemment.

524. Peut-être fait-on allusion à une autre prestation imposée à la veuve dont il est question dans le titre VI des *Capita extravagantia;* voir page 687.

525. Tit. XLVII. Est le XLV dans I, II, III et Mun. XLII dans Wolf. LXIX dans IV; XLVIII dans Herold. Dans tous les textes, sauf la *Lex emendata*, il porte la rubrique: *De migrantibus*, qui me semble la plus exacte.

526. Eccard a très-judicieusement fait observer dans son commentaire d'Herold que les mots *super alterum* signifient *contra voluntatem alterius, nolente alio;* et cette remarque est d'autant plus importante, qu'elle indique le véritable objet de notre titre.

527. L'acception du mot *villa* est double dans la loi Salique. Souvent il désigne une propriété particulière composée de bâtiments et de biens ruraux : c'est ce qu'il signifie dans le titre XVI, et dans la bonne latinité; les Italiens disent encore *villa*. Mais un grand nombre de documents cités par du Cange, voc. *Villa*, attestent que ce mot signifiait aussi un certain arrondissement de territoire, tel que sont aujourd'hui les communes ou les hameaux; il en reste des traces dans nos nomenclatures géographiques où un nombre infini de ces arrondissements territoriaux portent dans leurs composés le mot *ville*.

528. Ces mots ne peuvent désigner les copropriétaires d'un domaine singulier: c'est

d'ailleurs ce qu'explique le mot *vicini* qu'on trouvera plus bas, et qui, d'après un é
574, expliqué page 546, désigne les habitants d'un village; voir du Cange, voc. *Vi*
n° 2. C'est, je crois, dans ce sens qu'il faut entendre l'expression *villæ participes* d
sert Grégoire de Tours, lib. VII, cap. XLVII. Un seul opposant suffit, ainsi que le dis
mots suivants; c'est ce qu'on avait déjà expliqué par *super alterum*, c'est-à-dire *alio invi*

529. Quel était le motif pour lequel on permettait à un seul des habitants de la v
s'opposer à l'établissement d'un nouveau venu ? Je crois qu'on peut en donner deux. L
mier se rattache à ce que j'ai dit dans la note 379 sur l'existence des biens commu
matière que je me réserve de développer pages 544 et 545. Plus le nombre des ayant
à la jouissance indivise de ces biens était considérable, plus on avait intérêt à ne p
admettre de nouveaux. C'est probablement par suite de ces usages primitifs que, du
des franchises municipales, un nouvel habitant n'était point admis sans l'autorisation
commune. Le second motif d'intérêt se rattache à des mesures de police, très-anc
selon moi, quoique leurs développements ne se trouvent que dans les édits cités, note
par l'effet desquels les habitants d'un arrondissement appelé *centena*, répondaient de
à force ouverte qu'on y commettait. Toutefois on a vu, note 194, que le roi pouva
mettre l'établissement d'un nouvel habitant, et que nul n'avait le droit de s'y opposer

530. Ces mots me paraissent ajouter une force nouvelle aux explications données
haut. Il ne s'agit point évidemment de l'homme qui serait venu s'emparer de la pr
d'un autre, cas prévu dans les §§ 17 et 18 du titre XXI; car si la disposition était fait
protéger la propriété privée, le consentement du propriétaire aurait suffi, et cependa
peine est prononcée dans le § 3 contre l'habitant qui accueille l'étranger avant que l
sentement de tous l'ait admis, *antequam conventum fuerit*. Le sort de l'homme qui ven
tablir dans un village ne devait pas être perpétuellement incertain; un an avait pu
aux habitants pour l'éprouver et juger s'il leur inspirait assez de confiance pour qu'il
fussent l'admettre. Il est assez remarquable que, sous le régime communal au moyen
bourgeoisie était acquise par un séjour d'un an sans contradiction. Ce que je viens d
fait connaître que je ne partage pas l'opinion de Fr. Pithou, qui considère notre titre
relatif à des entreprises sur des biens de particuliers et à la possession annale qui pro
la saisine. J'avoue néanmoins qu'on peut invoquer en faveur de son opinion le chapitre
3[e] capitulaire de 819; mais je crois qu'à cette époque les souvenirs des usages constat
la loi Salique étaient effacés.

531. C'est-à-dire qu'il aura été sommé, requis, comme on l'a vu plus haut.

532. *A ses risques, périls et fortune*, comme nous dirions aujourd'hui : c'est-à-dire
son opposition est jugée mal fondée, par exemple si le nouveau venu avait été autoris
roi, comme on l'a vu notes 174 et 529, cet opposant payera tous les dommages-intér
manuscrit d'Est porte, si l'on en croit Muratori : *Tunc ipse qui ei testatus est omnem*
tiam suam promittit. Si illi supra dicta probare non potuerit super fortunam suam ponetur,
fionem (id est comitem) roget ut accedat ad locum et ipse inde expellat eum.

533. Ce § 3 manque dans III. Il me paraît offrir une nouvelle preuve de ce que
page 330.

534. Ce § 4 est le 3 dans III. Voir la note 530 ci-dessus.

535. Tit. XLVIII. Est le XLVI dans I, II, III et Mun. XLIII dans Wolf. LXX dans I

dans Herold. Cf. *Ripuar.* XLVIII et XLIX. Voir, sur l'origine du mot *affatomiæ*, ce que je dirai pages 616 et suiv. Muratori atteste que le manuscrit d'Est porte *affatoone.*

536. Toutes les formalités qui suivent constatent ce que nous appellerions une donation entre-vifs, différente d'un testament, parce que la première est irrévocable, et que le second peut être révoqué en tout temps. Ainsi Loisel a eu raison de dire dans ses *Institutes coutumières*, liv. II, tit. IV, § 12, qu'*institution d'héritier par paction vaut par la loi Salique;* et Laurière l'a mal à propos taxé d'erreur. Le caractère de cet acte est très-bien défini par le chapitre VI du 2ᵉ capitulaire de 809, et par le chapitre X du 3ᵉ de 819 : le premier déclare que, si l'institué meurt avant l'instituant, la donation est cadùque; le second que, si l'instituant est frappé de mort civile, le droit de l'institué est ouvert.

537. Ces mêmes formalités avaient lieu pour les ventes, ainsi qu'on le verra pages 616 et suiv.

538. J'examinerai, page 720, si la donation pouvait absorber la fortune du donateur.

539. L'objet de ces dispositions est de se procurer les témoins dont il sera parlé plus bas.

540. La tradition symbolique devait être suivie d'une prise de possession réelle.

541. J'essayerai d'expliquer les mots *ipse cui creditum est* dans la note 543.

542. La glose d'Est explique le mot *beodo* par *in mensa sua.*

543. La rédaction de la *Lex emendata* laisse entendre que la traditio n tait faite directement par l'instituant à l'institué; c'est ce que dit Heineccius, *Elementa juris Germanici*, lib. II, § 151. Mais les anciens textes prouvent d'une manière assez expresse que l'instituant commençait par se démettre entre les mains d'un tiers à qui il faisait connaître le nom de celui qu'il voulait faire son héritier; qu'ensuite ce tiers faisait la tradition à la personne nommée. C'est même ce que la *Lex emendata* peut appuyer par les mots *ipse cui creditum est.* Peut-être est-ce la source de l'usage constaté par un grand nombre de chartes du moyen âge d'opérer les traditions par l'entremise de tiers appelés *salamanni;* voir du Cange, h. voc. Le but qu'on se proposait, quoique dans la suite les modifications successives des institutions, et surtout la féodalité aient pu y apporter quelques changements, était de donner une plus grande garantie de la volonté d'un propriétaire d'abandonner sa chose et d'en investir solennellement celui qu'il voulait en rendre propriétaire.

544. Tit. XLIX. Est le XLVII dans I, II, III et Mun. XLIV dans Wolf. LXXXII dans IV; I dans Herold. Il se rattache essentiellement au titre XXXIX. Cf. *Ripuar.* XXXIII et XLVII. Le mot *filtortus* ou *feltroctus*, comme on le verra note 738, qui en fait la rubrique, appartient pour sa racine à l'ancienne langue des Francs, et signifie l'acte de faire mettre en séquestre, en main tierce, *intertiare*, un objet qu'on revendique et qui se trouve dans les mains d'un autre : c'est ce que prouvent les mots *facere suum feltroctum*, qu'on trouvera dans le titre XIII des *Capita extravagantia.*

545. Les mots *Ligerim aut Carbonariam* qui déterminent des distances, dont le but sera expliqué dans la note 549, ont donné matière à une controverse. Quel est le fleuve désigné par *Ligerim?* Wendelin (*De natali solo legum Salicarum*, cap. X), dont le système tend à considérer la loi Salique comme rédigée dans la Toxandrie, qui occupait autrefois tout le territoire au nord du Brabant et de la Hasbanie, croit que la rivière désignée par *Ligeris* était dans le pays de Liège, appelée *Lacchara* dans une charte de 805 rapportée par Doublet, page 724. ajoute : *Nos Galliæ famosum illum fluvium Ligeris* (la Loire) *negamus Salicos legislatores unquam*

vidisse, cogitasse, scripsisse. Baluze (t. II, col. 1049), croit que *Ligeris* désigne la *Lezère*, rivière à peu de distance de Trèves, appelée effectivement *Ligeris* dans une charte de Dagobert de 632 (*Diplomata*, 1re édit. p. 144; 2e édit. t. II, p. 17). M. Müller croit que c'est la Lys, en Flandre. Ce n'est point l'opinion d'Eccard dans la note seconde de son commentaire sur le titre I. de l'édition d'Herold, répondant à notre titre XLIX. Il entend par *Ligerem* (écrit, il est vrai, assez diversement : dans I *Legerem*, dans II *Ligare* et *Legerem*, dans III et Wolf. *Legere*, dans IV *Ligere*, dans Mun. *Legem*) le fleuve la Loire, qui séparait l'Aquitaine de la Gaule soumise aux Francs avant les conquêtes de Clovis sur les Visigoths. Cette opinion paraît être aussi celle d'Eichhorn et de Wiarda. J'avoue avec Wendelin et M. Müller que, si nous reportons la rédaction de ce titre de la loi Salique, tel qu'il nous est parvenu, à une époque antérieure à la bataille de Soissons, il faut reconnaître que le fleuve la Loire n'a ni pu, ni dû y être désigné, et alors l'opinion de ces savants devrait être admise. Mais d'abord est-il bien sûr que le principe d'une différence entre les lieux de revendication, selon que les parties demeuraient dans la même juridiction ou dans deux juridictions différentes, fût connu à l'époque où les Francs n'avaient pas encore acquis un empire dans la Gaule ? Cette disposition équitable suppose un territoire fort étendu, et l'idée a pu en être donnée par le droit romain aux Francs, pour l'appliquer au territoire situé entre la Loire, limite de l'empire primitif de Clovis, et la forêt Charbonière, séparant le pays des Francs Saliques de celui des Ripuaires, qui avaient leur loi propre. Il ne serait donc pas hors de vraisemblance que le titre *De filtortis* n'eût pas fait partie des anciennes coutumes suivies avant la conquête de la Gaule, surtout si on remarque qu'il est un simple complément du titre XXXIX.

546. On avait par le titre XXXIX autorisé le revendiquant à faire mettre l'objet réclamé en main tierce, ou à le constituer en séquestre dans les mains du détenteur. Il s'agit maintenant de la procédure à suivre pour faire décider la question de propriété et restituer l'objet revendiqué à celui qui prouve son droit. Celui contre qui on revendique l'objet doit appeler la personne qui le lui a vendu ou donné en échange. Celui-ci doit justifier que la chose lui appartenait, autrement il est condamné à rendre le prix au tiers qui l'avait acquis de lui et qui le délaisse au revendiquant; et en outre, comme voleur, il paye une composition à ce même revendiquant.

547. Les titres XXXIX et XLIX ne prévoient point la possibilité que l'objet contentieux périsse par force majeure dans les mains du tiers ou du détenteur qui en a été constitué séquestre, ou que, par toute autre cause, il en perde la possession sans sa faute. Le titre LXXII de la loi des Ripuaires contient, à cet égard, des règles qu'il est d'autant plus utile de consulter, que très-probablement elles étaient suivies chez les Francs Saliques, dont la loi, tit. LXIV, § 2, prévoit le vol qu'on peut faire à un séquestre de la chose dont il est dépositaire, ainsi qu'on le verra, note 663.

548. La glose d'Est explique le mot *hamallus* par *id est debitor*. L'expression n'est pas exacte ; il est évident qu'*amallus*, synonyme d'*amallatus*, signifie la personne assignée entre les mains de qui l'objet contentieux a été trouvé et sur qui il a été séquestré. Notre titre LXIX donne une règle assez remarquable pour le cas où différentes personnes, dont les domiciles pouvaient n'être pas les mêmes, devant être, par la nature de la contestation, assignées devant le même tribunal, il était nécessaire de déterminer lequel serait compétent.

549. Il est assez curieux de trouver ici le principe de notre droit, qui, dans plusieurs circonstances, augmente les délais selon les distances.

550. Tit. L. Est le XLVIII dans I, II, III; le XLIX dans Mun. les LXXXI et LXXXII dans IV; forme le LI dans Herold. On le trouve reproduit presque littéralement dans le titre XXXIX des *Capita extravagantia*. Cf. *Ripuar.* tit. L; *Burgund.* LXXX.

551. On verra, pages 620 et suiv. qu'il existait deux sortes de témoins: 1° ceux qui attestent ce qu'ils ont vu ou entendu : ce sont, à proprement parler, les *testes;* 2° ceux qui, par leur serment garantissent la vérité, ou plutôt la crédibilité de ce qu'affirme une des parties: on les nommait *juratores, conjuratores.* Je crois qu'il est question des premiers dans ce §, et des seconds dans le troisième. Au surplus, la peine du faux témoignage est la même dans les deux cas.

552. Ce § 2 manque dans I, II, III, Wolf. et Mun. mais il n'en faut pas conclure que ces textes soient imparfaits. La disposition se trouve dans le § 3 du titre XXX de I, II, III, répondant au § 8 du titre XXXII de la *Lex emendata.* C'est cette loi qui contient un double emploi.

553. Ce § 3 forme le 2 dans I, II, III, Wolf. et Mun.

554. Il ne s'agit pas de celui qui a été admis à faire seul une affirmation dans sa cause, ce qu'on appelait *jurare propria manu;* il en a été question dans le § précédent; il s'agit de celui qui a fait une affirmation garantie par des *conjuratores.*

555. Dès qu'on est parvenu à prouver la fausseté du serment principal, la conséquence est que les conjurateurs ont garanti une fausse affirmation. Je crois donc que Meyer s'est trompé en disant, t. I, pag. 317, note 1, que les conjurateurs n'étaient pas passibles de la peine du parjure.

556. Ce § 4 manque dans I, II, Wolf. et Mun. est le 3 dans III.

557. Ce § 5 est le 3 dans I, II, Wolf. et Mun. est le 4 dans III.

558. Tit. LI. Est le XLIX dans I, II, III; le LXXXIV dans IV; le XLVIII dans Mun. LII dans Herold. Cf. *Ripuar.* L; *Bajuvar.* tit. XVI.

559. C'est la première espèce de témoins, dont j'ai parlé à la note 551.

560. On observe la forme ordinaire des assignations; voir la note 14.

561. Nouvelle preuve de ce que j'ai dit à la note 551. La loi Ripuaire ajoute à *sciunt* les mots *et viderunt.*

562. Un témoin assigné avait le droit de faire valoir les mêmes excuses qu'une partie citée en justice; voir la note 6.

563. Le refus de déposer, de la part d'un témoin, était assimilé au refus de comparaître.

564. Il est bien évident que *forbanniti* n'a pas le sens de bannissement qu'on lui trouve dans d'autres documents; il signifie *déclaré défaillant.*

565. Tit. LII. Est le L dans I, II, III et Mun. le LXXXV dans IV. LIII dans Herold. Cf. *Ripuar.* XXXII; voir page 685. Les différences de numéros des paragraphes dans les autres textes sont sans importance

566. L'emploi du mot *lidus*, ou, suivant d'autres manuscrits, *litus*, prouve que les lites étaient des hommes libres, ainsi que je l'ai déjà dit notes 276 et 508; car un esclave n'aurait pu être poursuivi pour payer la dette qu'il avait contractée, et n'avait pas de biens dont on pût l'exproprier. Mais, mis en quelque sorte par disjonctive avec *ingenuus*, ce mot *litus* prouve que le *lite* n'était pas *ingénu*, ce que nous appellerions *citoyen.* Voir pages 478 et suiv.

567. *Fidem facere* signifie en général contracter une obligation. Le manuscrit d'Est l'explique par *fidejussor extiterit*; mais *fidejussor*, dans l'acception de cette glose, ne signifie pas *caution*, il signifie *obligé*.

568. C'est en quelque sorte la formalité qu'on remplit encore dans notre droit par ce qu'on appelle *commandement de payer*. Il n'y avait point alors d'officiers ministériels institués pour faire ces actes de procédure : on suivait la même forme que pour les ajournements.

569. Ces expressions peuvent servir à voir une distinction, selon la nature de la dette. Si elle était ce que nous appellerions *liquide*, c'est-à-dire d'une quantité certaine de deniers ou de sous, le créancier, accompagné de témoins, en requérait le payement. Si elle n'était pas liquide, les témoins appréciaient, d'après son exposé et la réponse du débiteur, si celui-ci en faisait une, le *quantum* de la dette.

570. Le refus d'obtempérer à la réquisition de payement donnait lieu à une indemnité de xv sous. On ne connaissait point encore chez les Francs la théorie des intérêts qui courent après l'interpellation.

571. Les anciens textes offrent une rédaction qui mérite d'être indiquée : I, *et sic nexticanthichigius, mallare debet*; II, *et sictiganditios mallare*; III, *et si cum nestigante mallare*; IV, *et nestigante hujus rei, mallare*; Herold, *et nestigantio sic admallare*; Wolf. *et sic nexticantigyus*; Mun. *et sic nestiganti huuis*. Évidemment quelques-uns de ces textes sont corrompus, sans qu'on puisse dire quel est le véritable. Ces mots, quel que soit le plus exact, appartiennent à la langue des Francs. Eccard, page 95, et Heineccius (*Elementa juris germanici*, lib. III, § 154), croient qu'il répond à notre expression *un tel*. Peut-être est-ce la formule ou une partie de la formule qu'on employait pour ajourner le débiteur ou pour s'adresser au juge. Ce qui me suggère cette opinion, c'est le titre x des *Capita extravagantia*, qu'on trouve page 333 ci-dessus. Dans ce titre, une peine est prononcée contre celui qui se faisait justice à lui-même par une main mise sur les biens de son débiteur : *Sine judice antequam eum* NESTI CANTHE CHIGIO, *hoc est, accusante*, c'est-à-dire avant d'avoir porté sa plainte de refus de payement, par la voie de l'action ou par la formule appelée *nesti cante chigio*. La *Lex emendata* a supprimé cette expression barbare qu'on ne comprenait plus.

572. Au lieu de ces deux mots, on lit dans les anciens textes, sauf quelques différences d'orthographe, *nestiganti, nextigante etc.* j'en ai indiqué les variantes dans la note prédente.

573. Le mot *gasachionem*, écrit diversement, mais toujours d'une manière reconnaissable, appartient encore à l'ancienne langue et doit signifier *adversaire* ou *débiteur*, ce qu'explique *causatorem*, de la glose du manuscrit 4418, au sujet du même mot qui se trouve dans le titre suivant; c'est ce que prouve aussi le titre LX ci-après.

574. Plus bas, on verra encore : *quod lex Salica habet*. Il ne s'ensuit pas que des textes spéciaux et exprès déclarassent ce droit du demandeur ou du juge. On le suppose, et on constate seulement que ce qui va avoir lieu est conforme aux usages ou coutumes saliques.

575. On a vu dans ce qui précède l'intimation donnée par le juge au débiteur. Ce moment commence en quelque sorte l'opération de la main mise. Le créancier est autorisé à faire ce que nous appellerions une *saisie conservatoire*; il notifie à son débiteur qu'il n'ait plus à payer personne ni à donner à personne de gage, au préjudice de son droit de créance.

576. La mesure précédente, que j'ai cru pouvoir appeler conservatoire, était le préalable de l'expropriation du débiteur; il est donc ajourné, ce que la loi appelle *solem collocare*,

par une sommation devant témoins, à l'effet d'acquitter sa dette. C'est ce que notre procédure appellerait *l'itératif commandement.*

577. La réquisition dont il vient d'être parlé étant restée sans effet, il y a lieu à un accroissement de la dette, de III sous. Ces sommations sont réitérées trois fois, de manière qu'elles peuvent augmenter la dette de IX sous.

578. Le créancier non payé s'adresse encore au juge; mais ce n'est plus pour faire intimer le débiteur, c'est pour le faire exproprier.

579. L'opération à laquelle le grafion va procéder tend à attribuer au créancier une partie de la propriété du débiteur, jusqu'à due concurrence. Peut-être la *festuca* avec laquelle le créancier se présente au grafion est-elle le signe symbolique qu'il avait reçu de son débiteur; peut-être le signe de la tradition qu'il demande au juge pour devenir propriétaire des biens de son débiteur; peut-être, et je préférerais cette explication, est-ce le symbole par lequel, lui-même prend l'engagement de répondre *super fortuna sua*, des suites de sa réquisition.

580. Des documents, que je citerai page 599, attestent qu'*adjactivus* ou *jactivus* signifie *défaillant.*

581. C'est un acte important de juridiction que d'enlever à un débiteur sa propriété pour l'attribuer à un autre qui se dit créancier; le grafion est donc accompagné de sept rachimbourgs.

582. Le grafion, président du tribunal, requiert le débiteur de se libérer volontairement, *per volontatem tuam;* c'est une dernière faveur avant l'expropriation. Sans doute, si celui-ci opposait quelque exception ou soutenait qu'il ne devait rien, cet incident était jugé; car c'est, comme on l'a vu, un tribunal entier qui s'était transporté sur les lieux.

583. Si le débiteur ne fait pas valoir d'exception admise ou s'il est absent, les sept rachimbourgs apprécient les choses dont le créancier demande à être investi; ils le comparent avec le montant de la dette, et par l'effet de cette opération, qui devient un véritable jugement, le débiteur est exproprié et le créancier payé.

584. Ce § 3 est mal placé dans III, où il forme le § 3 du titre suivant. J'ai déjà parlé du *fredum*, note 161, mais sous les rapports du droit criminel. Il paraît certain, par ce passage de la loi, que la justice civile n'était point gratuite chez les Francs. Le juge percevait une partie de la condamnation. On peut même induire de la formule XX du livre I de Marculfe qu'il percevait aussi un droit dans les actes de juridiction volontaire. Cet usage, sous le nom d'*épices*, a longtemps subsisté parmi nous; il existe encore dans une très-grande partie de l'Europe.

585. Le refus du grafion d'obtempérer à la réquisition du créancier est un déni de justice puni avec une excessive rigueur.

586. Le grafion pouvait donc se faire remplacer : j'en parlerai page 574.

587. Les mots *componere vitam* signifient, comme je le dirai pages 482 et 664, payer une composition égale à celle de la vie. Mais cette expression est précédée ici de *se redimat :* je crois donc que ce rachat consistait à payer au créancier tout ce qui lui était dû, si la créance était moindre que la composition pour la vie; si elle était supérieure, cette dernière composition était seule due. Voir page 606 ce que je dirai d'une disposition qui se rattache au titre LII, et qui forme le titre LVIII du manuscrit de Wolf, et le § 2 du titre LIX de l'édition d'Herold.

588. Tit. LIII. Est le LI dans I, II, III et Mun. LXXXVI dans IV; LIV dans Herold. Les textes III, Wolf. et Herold lui donnent pour rubrique *de andoctemito, de andocmito, de andomito*, terme barbare dont les auteurs cités par du Cange se sont efforcés de chercher l'étymologie. Cf. *Ripuar.* LI, LXXXIV.

589. L'intimation préalable était exigée, comme on l'a vu dans le texte précédent, et comme le prouve le titre x des *Capita extravagantia*.

590. Cette disposition a pour objet d'empêcher l'abus de la mesure autorisée par le titre précédent. Le texte III contient ici un § 3 dont j'ai parlé note 584.

591. Tit. LIV. Est le LII dans I, II, III et Mun. LXXXVII dans IV; LV dans Herold. Cf. *Ripuar.* LII. Il a encore des rapports assez intimes avec le LII.

592. Ce n'est pas, à ce qu'il paraît, d'une dette purement pécuniaire qu'il s'agit : c'est d'un objet corporel prêté, *re præstata*. L'emprunteur qui refuse de le rendre ou de s'engager à payer une somme équivalente, *fidem facere*, est mis en demeure par des sommations, et chaque sommation ajoute une somme d'intérêt à la valeur principale. Il est évident qu'après ces divers délais on opérait une main mise dans les formes indiquées aux notes 568 et suiv. Ce devait être principalement dans ce cas qu'il était nécessaire de faire une appréciation préalable de la somme que le débiteur serait requis de payer.

593. C'est-à-dire : *ayez-les prêtes à m'être rendues.*

594. Tit. LV. Est le LIII dans I, II, III et Mun. LXXXVIII dans IV; LVI dans Herold.

595. Je renvoie, pour l'explication de ce titre, qui ne présente point de variantes dignes d'attention, à ce que je dirai page 633. Je me borne à faire observer ici que la glose du manuscrit 4418 explique le mot *æneum* par *judicium*, ce qui est exact, seulement si on entend *judicium Dei*. Le manuscrit d'Est explique *ad æneum* par *id est ut manum mittat ad caldariam*, ce qui est le véritable objet de l'épreuve.

596. Tit. LVI. Est le LIV dans I, II, III et Mun. LXXXIX dans IV; LVII dans Herold. Cf. *Ripuar.* LIII.

597. Il s'agit ici de l'*ingenuus;* mais, si ce grafion était un affranchi sous le mundeburde du roi, *puer regis*, la composition était de moitié, ainsi qu'on le verra page 462.

598. Voir, sur les sagibarons, ce que je dirai pages 572 et suiv.

599. On a déjà vu, note 163, que je n'adoptais pas l'opinion de Bignon, qui explique cette dénomination par *ille qui judicia regis exequebatur.* Notre titre ne parle pas simplement d'un exécuteur de jugements, mais d'un véritable magistrat, d'un *sagibaron*, qui, d'après les §§ suivants, exerce le pouvoir judiciaire, comme le grafion lui-même l'exerçait. En principe, la composition due par celui qui tue un sagibaron est la même que celle qui est due pour la mort d'un grafion; seulement, si le sagibaron est *puer regis*, la composition est de moitié, par les motifs expliqués page 462.

600. *Ingenuus* est ici privatif et désigne un homme libre d'origine, par opposition à *puer regis*, qui, selon moi, signifie affranchi, sous le mundeburde du roi; voir note 597.

601. On trouve ici une nouvelle preuve que le sagibaron était magistrat.

602. Tit. LVII. Est le LV dans I, II, III et Mun. XVII et XVIII dans IV; LVIII dans Herold. Cf. *Ripuar.* LIV, LXXXV. La plupart des dispositions de ce titre sont déjà dans le titre XVII, et les textes autres que la *Lex emendata*, à l'exception de I et IV, présentent le même double em-

ploi, comme on l'a vu notes 203 et suiv. Il me semble qu'on ne peut expliquer ce double emploi qu'en supposant que les auteurs du titre LVII et des textes qui y répondent ont voulu corriger la rédaction vicieuse du titre XVII, que j'ai signalée note 206.

603. C'est la peine prononcée dans tous les autres textes, à l'exception de Wolf. où on lit : *MM denarios, qui faciunt solidos XII;* mais tout cela est inexact. Le crime prévu dans ce paragrapheest puni d'une composition de C sous par le § 1 du titre XVII.

604. Ce § 2, ainsi que le suivant, qui manquent dans III, forment déjà le § 4 du titre XVII. La peine étant la même, il y a simplement double emploi sans antinomie.

605. Ce § 3 est le 4 dans Herold; manque dans I, II, Wolf. et Mun. J'ai dit, note 203, que ce § était compris dans le § 4 du titre XVII et dans les correspondants des anciens textes.

606. Le texte explique *aristatonem* par *staplum*, c'était aussi l'explication donnée par la glose du manuscrit 4418 sur le § 4 du titre XVII; la glose d'Est l'explique par *banculus;* dans Herold, on lit *cheristaduna* expliqué par *aut silave quod est ponticulus.* Cette explication se trouve aussi dans III, qui porte le mot *cheristonicam.*

607. Ce § 4 manque dans II et dans Wolf. C'est la reproduction du § 3 du titre XVII, mais dans ce dernier la peine est de LXII sous et demi.

608. Ce mot, qui est écrit *nachao* dans Munich, signifie, suivant la glose du manuscrit 4418, *sarcophagus ligneus.*

609. Le texte I porte XLV.

610. Ce § 5 et le suivant forment les 2 et 3 de II; répondent au § 1 d'Herold, qui contient une expression remarquable : *Et antiqua lege, si corpus jam sepultum.* Ces mots *antiqua lege* nous reportent à un état primitif de la législation qui mérite d'être signalé. On y voit que le coupable était exilé jusqu'à ce qu'il fût entré en composition avec les parents du mort dont il avait violé la sépulture. La *Lex emendata* et les autres textes, dans leurs §§ correspondants, reproduisent bien cette disposition qui prononce l'exil jusqu'à composition, mais ils n'ont point conservé les mots *antiqua lege.*

611. Voir ce que je dirai, page 654, sur cette mesure, que je crois avoir été générale pour les crimes qui donnaient lieu à la vengeance privée.

612. Voir sur ce § 6 la note 610.

613. Ce § 7 est le 5 dans Herold; 6 dans III; il manque dans tous les autres. Le texte III contient à la suite de ce paragraphe, sous les numéros 6 et 7 des dispositions contre ceux qui incendient des églises. Il en sera question dans le titre suivant.

614. Tit. LVIII. Ce titre manque dans I, II, Wolf. et Mun. forme les §§ 6 et 7 du titre LV de III; les LXXVI et LXXVII de IV; le LXXI d'Herold. Cf. *Ripuar.* X; *Bajuv.* tit. I, cap. VI à X. Ce titre n'a pu être fait qu'à une époque où le christianisme était la religion nationale des Francs; c'est ce qui explique pourquoi on ne le trouve pas dans les anciens textes, si ce n'est une simple indication dans III, dont j'ai parlé à la note précédente.

615. Ce § 1 forme les titres LXXVI et LXXVII dans IV; dans III, les §§ 6 et 7 du titre LV, le titre entier LXXI dans Herold.

616. Ce § 2 ne se trouve que dans la *Lex emendata.*

617. Ce § 3 ne se trouve que dans la *Lex emendata.*

618. Ce § 4 n'a pas été admis par Baluze, quoique du Tillet, F. Pithou, Lindenbrog et Bignon l'eussent inséré dans leurs éditions; il se trouve dans le seul manuscrit 4628. Du reste.

ces dispositions furent changées et remplacées sous la seconde race par le chapitre I du 2e capitulaire de 803, et les chapitres I et II du 1er capitulaire de 819.

619. Tit. LIX. Est le LVI dans I, II, III et Mun. XC dans IV. Voir le titre XVII des *Capita extravagantia* et le chapitre VII de l'édit de Chilpéric de 574. Ce titre, sur lequel je donnerai des développements, page 611, a pour objet de vaincre la résistance de l'accusé qui refuse de comparaître ou d'exécuter le jugement; voir la note 587, relativement à une addition contenue dans Wolf. et Herold. Cf. *Ripuar.* XXXII.

620. Dans l'usage des Francs, un accusé ne pouvait être condamné sans avoir été entendu; mais on sentit la nécessité de prendre des mesures pour que son refus de comparaître ne produisît pas l'impunité

621. Les anciens textes ajoutent *nec de æneo;* l'omission est sans importance, car on trouve plus bas l'épreuve de l'*æneum* parmi les obligations que le jugement peut imposer à l'accusé.

622. Voir ce que je dirai, page 612, sur ce droit attribué au roi.

623. L'homme qui était frappé de cette sorte d'anathème politique ne pouvait plus invoquer la protection des lois pour sa personne; chacun pouvait lui donner la mort impunément; il n'était permis à qui que ce fût, même à sa femme, de le recevoir et de le nourrir, et ses biens étaient confisqués jusqu'à ce qu'il se fût soumis. On trouve dans le chapitre XI du 1er capitulaire de 819 des développements sur les effets de cette confiscation. L'édition d'Herold contient, comme second paragraphe de ce titre, une disposition dont j'ai parlé note 587, parce qu'elle même s'y rapporte beaucoup mieux qu'au titre LIX. Cette disposition forme le titre LVII de Wolf. et ne se trouve dans aucun autre manuscrit.

624. Tit. LX. Est le LVII dans I, II, III et Mun. le XCI dans IV. Cf. *Ripuar.* LV. Il n'est point divisé en paragraphes dans Wolf.

625. Déjà ce mot s'est présenté dans les titres LII et LIX; il n'y a pas de dénomination dans la loi Salique dont l'orthographe soit plus variée : il suffit de dire que les rachimbourgs étaient juges; voir page 574.

626. Ces mots, comme je l'ai déjà dit, note 574, désignent, non-seulement le texte dont il nous est parvenu des manuscrits, mais encore les usages qui y suppléaient.

627. *Tangano* écrit avec quelques différences, soit dans les textes de la loi Salique, soit dans les autres codes barbares, appartient à l'ancienne langue et signifie *requérir.*

628. Les anciens textes portent *gasachionem* ou *gasachium*, que j'ai expliqué note 573.

629. C'est d'apres cette expression, et une semblable du titre LII, que la plupart des auteurs croient que sept rachimbourgs suffisaient pour former le jugement. Le manuscrit de Wolf. au lieu de VII, a écrit *vir,* faute évidente.

630. Ce § 2 est réuni avec le § 1 dans IV et Herold.

631. Ce § 3 manque dans I, II et IV; est réuni avec le § 1 dans Herold; est plus développé dans I.

632. Le déni de justice par refus ou retard de juger ont été l'objet des deux §§ précédents; ici il s'agit de la violation de la loi. Voir ci-après page 568.

633. Ce § 4 manque dans I, II, Wolf. et Mun. forme le § 2 dans IV et Herold.

634. Tit. LXI. Est le LVIII dans I, II, III et Mun. XCIX dans IV. Le mot *chrenecruda* est très-diversement écrit dans les différents textes. La glose d'Est l'explique par *terra collecta de quatuor angulis domus, legaliter in aliquem projecta.* C'est bien en effet la formalité décrite.

Eccard, dans son commentaire sur le titre LXI d'Herold, l'interprète par *omnino vacuus*, ce qui exprimerait bien l'état de pauvreté de l'homme qui use de cette ressource. M. Guizot, dans son Cours d'histoire moderne, tome Ier, page 330, note 1, dit que ce mot signifie *herbe verte;* je doute de l'exactitude de cette explication. On trouvera dans le titre XIV des *Capita extravagantia*, un mot presque semblable avec une tout autre acception. Notre titre est une conséquence du principe de la solidarité pour la vengeance qui existait entre les personnes de la même famille, sur laquelle je m'expliquerai dans la douzième dissertation. Le titre LXV en montrera l'application relativement au droit à la composition; ici c'est l'inverse : cette solidarité consiste à payer pour un parent coupable. La rédaction, telle qu'on la trouve dans les manuscrits 4409 et 4629, et même dans les rubriques du titre XCIX des manuscrits 4627 et 136 H de Montpellier, atteste que c'était un usage du paganisme aboli dans la suite. J'ai dit, page 135, que cette abolition avait été faite par l'édit de Childebert de 595, non par le chapitre dernier qu'on attribue à cet édit dans les éditions ordinaires, car aucun manuscrit ne le contient, mais par le chapitre VI, qui conduit évidemment à conclure cette abolition. Nonobstant cela, presque tous les manuscrits, même ceux de la *Lex emendata*, en ont conservé la rédaction, par une sorte de respect pour le texte primitif. Voir ce que je dirai page 663.

635. Ces douze hommes garantissaient la véracité du meurtrier qui affirmait qu'il était hors d'état de payer ou la totalité ou le reste de la composition.

636. On suppose qu'il a déjà payé une partie avec ses biens, et qu'il n'en a plus pour payer le reste.

637. La *Lex emendata* nomme ici *pater aut mater vel fratres:* c'était sans doute dans cet ordre, et non conjointement, que ces personnes avaient payé ou dû payer. Mais la rédaction varie dans les autres textes; le IV est seul conforme à la *Lex emendata*. On trouve dans I et Wolf. *pater aut fratres*, dans II et III *mater et frater;* mais je soupçonne ou que, dans ce dernier, le mot *pater* a été omis, ou qu'on a écrit *mater* pour *pater*, par erreur de copiste : l'hypothèse qui aurait exclu la mère du rang d'héritière n'est pas invraisemblable, quoique je ne l'adopte pas, ainsi que je le dirai page 701, mais jamais, je le crois, la mère n'a été héritière à l'exclusion du père.

638. Les textes II, III, IV s'accordent avec la *Lex emendata* dans cette singulière rédaction, qui fait porter le fardeau sur la sœur de la mère, sans parler des frères de cette même mère, ni des frères et sœurs du père. On lit simplement dans Wolf. *super suos filios* (*filios*); mais je crois que ce texte est incomplet et qu'on doit le corriger à l'aide des quatre autres.

639. Le texte II porte *de generatione patris*, mais c'est une faute évidente; il faut *matris*, puisque plus bas il parle des parents de *paterno genere*.

640. Cette expression, qui se trouve uniformément dans tous les textes, mérite d'être remarquée. L'obligation de payer ou de parfaire la composition se divisait par moitié entre les parents paternels et maternels. On n'a encore parlé que d'une branche, et on lui impose l'obligation de payer *pro medietate*. Mais on verra plus bas que l'autre branche est aussi appelée à payer sa moitié. Cet ordre de parenté n'a aucune ressemblance avec celui qui était observé pour le *reipus*; il se rapproche un peu de l'ordre des successions réglé par le titre LXII, mais il n'y est pas entièrement semblable.

641. Ce mot *diger*, qu'on lit dans presque tous les manuscrits de la *Lex emendata*, ne se trouve point dans les anciens textes, sauf I et Mun. tous les autres l'ont omis. Dans IV il

remplacé par *dederit* qui n'a pas de sens, à moins qu'on ne lise *deerit :* suivant Muratori, le manuscrit d'Est porte *debet digere*. Le mot *diger* ne me paraît pas toutefois être une faute de copiste. Je l'ai retrouvé dans un document authentique de 680 (*Diplomata*, 1re édition, page 290, et 2e édition, tome II, page 185). Ce document sert très-bien, selon moi, à expliquer le sens du mot *diger*, que du Cange considère comme extrêmement difficile. Il y est question d'un procès de propriété. La partie qui possède et veut être déclarée propriétaire affirme et offre de prouver qu'elle et son père : *ante dicta terra de annus tringinta et uno semper tenuissint et possedissint, nec eis* DIGER *nunquam fuisset*. Les mots *nunquam diger fuisset* signifient évidemment que la possession ne leur a pas manqué; qu'ils n'en ont pas été privés. Je crois donc qu'il faut admettre le même sens dans la loi Salique, et que les mots *quantum de compositione diger est* signifient ce qui lui manque pour payer la composition.

642. Les textes I et II portent *proximior*, ce qui du reste ne change pas le sens, puisqu'ils s'accordent avec les autres textes à dire que celui des parents qui est requis de payer, et n'a pas de quoi, peut faire une semblable cession à l'égard d'un autre parent *qui habet amplius*, c'est-à-dire que sa fortune met en état de payer. On voit combien ce système était onéreux aux familles et pourquoi on commença par y remédier en permettant par le titre LXIII l'abdication de la parenté, jusqu'à ce qu'enfin la *chrenecruda* ait été abolie.

643. On termine notre titre en prévoyant que les parents désignés n'ont pas de quoi payer. La composition reste due et nous allons voir quelle en est la conséquence.

644. Je ne crois pas que cela signifie que le meurtrier était sous la garde ou la caution d'une personne pour le représenter à la justice. Les mots *in fide habere* doivent être expliqués par le titre LII, et signifient avoir une personne pour obligée envers soi, comme *fidem facere* signifie s'obliger. Ainsi, c'est le créancier de la composition qui est autorisé à prendre des mesures contre la personne de son débiteur.

645. Le créancier doit présenter son débiteur à quatre *mâls* successifs, afin qu'on sache si quelqu'un ne voudra pas le racheter. On trouve dans Marculfe, lib. II, form. XXVIII et dans Lindenbrog, form. CXXXV, des actes de rachat de cette sorte. Le débiteur racheté devenait esclave du rachetant jusqu'à ce qu'il fût libéré.

646. Il est évident que ces mots ne signifient point, comme dans les titres LII et LIII que l'homme devra payer la composition de sa vie; car tout démontre qu'il n'avait rien, et que personne n'a pu ou voulu payer pour lui. Le juge pouvait donc condamner le coupable à mort; à moins que le créancier ne voulût l'accepter pour esclave; voir page 664.

647. Tit. LXII. Est le LIX dans I, II, III et Mun. le XCII dans IV. Cf. *Ripuar.* LVIII. Voir ce que je dirai sur le mot *alodis*, pages 538 et la dissertation quatorzième que je consacrerai à traiter des successions.

648. Dans I, II, Wolf. et Mun. il n'est question que de la survie de la mère.

649. Les man. I, II, Wolf. et Mun. ne parlent encore que de la mère, et, à son défaut, ils appellent le frère et la sœur.

650. Les textes II, III, IV, Wolf. Mun. et Herold portent *matris* au lieu de *patris;* et réciproquement, dans le § 4, ils portent *patris* au lieu de *matris*. Cette leçon est aussi celle du manuscrit 4632 de la *Lex emendata*. Ce § 4 manque dans I.

651. Les mots *de paterna generatione* manquent dans I, II, III, IV, Wolf. et Mun. qui se bornent à appeler *quicumque proximior fuerit*, ou les *proximiores de illis generationibus*.

652. L'épithète n'est point dans I, II, Wolf. et Mun. on y lit ou *de terra vero*, ou *de terra illa*. Voir page 705 et suiv. ce que, selon moi, on doit entendre par *terra salica*.

653. Wolf. porte ici les mots insignifiants *sed ad vero exuga frater fuerit*, leçon qui résulte de ce que le copiste a mal lu ou n'a pu déchiffrer le manuscrit qu'il transcrivait. Il est facile néanmoins d'en rétablir le texte à l'aide de I, II, III et Mun. portant *sed ad virile sexum qui fratres fuerint*. Cette leçon remarquable, qu'on ne trouve point dans IV ni dans la *Lex emendata*, est conforme pour le sens au texte d'Herold, portant *sed hoc virilis sexus acquirit, hoc est filii in ipsa hereditate succedant*. J'essayerai d'en expliquer le sens et l'objet page 717.

654. La rédaction de ces derniers mots n'est pas tout à fait la même dans les anciens textes, mais elle est sans différence de sens. S'il faut en croire Muratori, le manuscrit d'Est porterait *tota hereditas*, ce qui ne me paraît pas s'éloigner des autres textes; car, dans ce § 6 tout spécial, *hereditas* ne peut s'entendre que de *terra* ou *terra Salica*. Le texte d'Herold seul fait à ce titre une addition remarquable, sur laquelle je m'expliquerai page 700.

655. Tit. LXIII. Est le LX dans I, II, III et Mun. XCIII dans IV. Il faut, pour comprendre bien ce titre, se reporter à ce que je dirai pages 651 et suiv. sur le droit de vengeance et sur les obligations de famille qui en dérivaient. Une de ces obligations était que les parents payassent pour l'offenseur insolvable; et cet état de choses a subsisté tant que le titre LXI sur la *chrenecruda* n'a pas été aboli. On trouva le remède aux inconvénients qu'il entraînait dans l'abandon de la parenté dont il est question ici.

656. Comme tous les actes solennels des peuples germains, cette abdication de la parenté était constatée par des formalités symboliques. Celui qui voulait abdiquer sa parenté, *de parentilla se tollere*, se présentait au *mallum* du juge local; il rompait sur sa tête quatre branches d'aune, ou, suivant quelques manuscrits, de saule; en jetait les morceaux aux quatre coins du lieu d'assemblée, et déclarait publiquement qu'il renonçait à tous les liens de famille. Au moyen de l'accomplissement de ces formalités, si un de ses parents mourait ou était tué, il n'avait plus de droit à la succession ni à la composition. Si cet homme venait à mourir ou s'il était tué, la succession ou la composition passait au fisc, par droit de déshérence, puisqu'il était réputé n'avoir pas de parents.

657. Par les mots, *de sacramento*, il faut entendre le serment de conjurateur; on peut donc en conclure que des parents étaient admis à être conjurateurs de leur parent; voir page 630.

658. Ce § 2 est réuni avec le 1er dans IV, Wolf. Mun. et Herold.

659. Ce § 3 manque dans I; est le second dans IV; est réuni avec le 1er et le 2e dans Wolf. Mun. et Herold.

660. Tit. LXIV. Est le LXI dans I, II, III et Mun. le XCIV dans IV. La rubrique varie dans les manuscrits qui portent *de carvena, charovena, arovena, haroweno*, dans le manuscrit d'Est *charenova*. Ce mot, quelle qu'en soit la véritable orthographe, appartient évidemment à l'ancienne langue des Francs, et, d'après les dispositions que contient le titre dont il forme la rubrique, il doit désigner l'enlèvement par voie de fait d'une chose dont un autre a la détention. Cf. *Burgund.* IX.

661. Le texte d'Eccard est très-corrompu; les autres présentent des variantes sans importance; il est facile de voir que le but de la loi est celui que je viens d'indiquer.

662. Ce § 2 est le troisième dans I, III et Wolf. En voici la cause : le texte I contient,

sous le n° 2, une disposition dont la première partie était déjà dans le titre LV, § 1 de ce manuscrit répondant au § 1 du titre LVII de la *Lex emendata*, et la seconde, dans le § 1 du titre XIV du même manuscrit, répondant au § 1 du titre XV de la *Lex emendata*. De même, les textes III et Wolf. contiennent, sous le n° 2, un § qui était déjà dans III, tit. XIV, § 10, et dans Wolf. tit. XIV, § 7, répondant au § 5 du titre XV de la *Lex emendata*.

663. Un homme pouvait être détenteur d'une chose à titre de séquestre comme on l'a vu, note 547, et c'était un délit de la lui enlever de force. La manière dont ce paragraphe est rédigé dans Herold, porterait à croire qu'il s'agit de la personne même qui, ayant mis une chose en séquestre, la ravit ensuite à celui à qui elle l'avait remise à ce titre.

664. Le man. de Mun. contient ici, sous le n° 3, une disposition déjà inscrite tit. XIV, § 8 de ce texte.

665. Tit. LXV, Est le LXII dans I, II, III et Mun. XLVIII dans Wolf. qui le reproduit encore sous le numéro LXV; LXXII dans IV.

666. Si la composition était exigée à titre d'héritier et comme partie de la succession, il est évident que les enfants de l'homme assassiné n'en partageraient pas le prix avec d'autres parents; car, d'après le § 1er du titre LXII, ils étaient exclusivement héritiers de leur père. Tel n'était point le système ancien des Germains, attesté par Tacite, *German.* cap. XII. Avoir donné la mort à quelqu'un, c'était offenser toute sa famille. Cette famille avait le droit et le devoir de venger le meurtre; il fallait donc la satisfaire; en conséquence, tous les parents prennent part à la composition. On devrait en conclure que la perception de ce prix n'était pas ce que nous appellerions un acte d'héritier, et je crois que telle était la règle chez les Francs, règle que nous suivrions encore dans notre droit. Cependant le § 1er du titre LXVII de la loi des Ripuaires contient une décision différente, pour la composition due à des collatéraux.

667. Cette proportion de partage est différente dans le titre XV des *Capita extravagantia*.

668. Tit. LXVI. Est le LXIII dans I, II, III et Mun. le XLVII dans Wolf. qui le reproduit sous les numéros LXVI; le LXXI dans IV. Cf. *Ripuar.* LXIII.

669. I, II, IV et Wolf. ajoutent à *hominem* le mot *ingenuum*, et même IV ajoute, *qui lege Salica vivit.* Il s'agit d'un meurtre commis à l'armée. En principe, la composition pour des crimes commis à l'armée était triplée; voir ci-après pages 482 et suiv.

670. Ainsi la composition pour le meurtre d'un Franc ingénu, qui était de CC sous d'après le § 1er du titre XLIII, serait de DC, comme on le voit par le § 28 de la *Recapitulatio:* c'est même ce que portent I et II; mais IV et Wolf. portent seulement CC sous, ce qui est probablement une faute. De même, dans ce cas de meurtre à l'armée, la composition pour un lite était de CCC sous, comme le constate le § 27 de la *Recapitulatio.*

671. Ce § 2 est le 3 dans Herold, manque dans III, IV et Wolf. On a vu, note 483, que la composition pour le meurtre d'un antrustion était triple de celle d'un *ingenuus*, par conséquent DC sous. Le crime étant commis à l'armée, il y avait lieu à payer MDCCC sous.

672. Tit. LXVII. Est le LXIX dans I, II, III et Mun. le XCV dans IV. Le texte de la *Lex emendata* est le seul où cette rubrique soit développée; dans les autres on lit seulement de *erburgio, erburgiis, hereburgio, etc.*

673. Ce mot, d'origine germanique est écrit de diverses manières, notamment dans Herold, *chervioburgum*; on peut le traduire par *homme qui porte la chaudière.* Dans le manuscrit de Wolf. on lit *barbaro*; Eccard, dans son commentaire d'Herold, dit qu'il a la même signifi-

cation que *veneficam*. La *Lex emendata* porte *herebargium, hoc est stioportium, aut qui æneum potare dicitur ubi striæ cocinant;* c'est l'interprétation de *cherviobargum* d'Herold. C'était, à ce qu'il paraît, une grave injure. Voir ci-dessus notes 356 et suiv.

674. Cette condition manque dans I et Wolf.

675. Ce § 2 manque dans IV.

676. Cette dénomination injurieuse se rapporte aux préjugés du temps sur les sorciers, à qui on supposait des pouvoirs très-malfaisants; voir Hincmar, *de divortio Lotharii et Tilbergæ ad XVme interrogationem.* Les progrès de la civilisation n'ont point anéanti ces préjugés, non-seulement dans le peuple, mais dans ce qu'on appelle la bonne compagnie; et tel esprit fort qui nie l'existence de Dieu, va consulter les sorcières ou croit aux sortiléges.

677. Cette disposition, qui n'est point dans I, II, Wolf. et Mun. se trouve déjà dans le titre XXXII, mais, comme je l'ai dit, note 362, elle manque dans tous les manuscrits de la *Lex emendata;* en effet, elle forme double emploi avec ce qui est dit ici. Cependant la peine, dans notre titre LXVII, est différente de celle qu'on trouve au paragraphe 5 du titre XXXII.

678. Ce § 3 ne se trouve que dans Herold et la *Lex emendata*.

679. Eccard, dans son commentaire sur Herold, cite un grand nombre d'auteurs anciens qui font allusion à cette croyance que les sorcières mangeaient de la chair humaine.

680. Tit. LXVIII. Est le LXV dans I, II, III et Mun. qui l'avaient déjà inséré titre XXXVIII. Herold l'avait aussi inséré tit. XLI, § 17. La *Lex emendata* n'est pas exempte de ce double emploi, car elle a inséré deux fois dans le titre XL, §§ 15 et 16, une disposition semblable. Je dois faire observer néanmoins qu'ici la composition est plus considérable. Ce titre est le LXVIII de Wolf; le LXIII, §§ 2 et 3 de IV, qui n'ont point fait le double emploi indiqué ci-dessus. Cf. *Ripuar.* LXXXVI.

681. On lit dans II et IV l'addition *mortuum*, et je crois que ce mot doit être suppléé dans tous les autres textes. On trouve dans II un § 2 qui prononce XXX sous contre celui *qui caballum, sine consensu domini decotaverit.* Si on a voulu prévenir le délit dont il est question au § 15, du titre XL de la *Lex emendata* et des textes correspondants, la peine est infiniment plus considérable.

682. C'est ici, selon moi, que finissait l'ancienne rédaction de la loi Salique, ainsi que j'essayerai de le démontrer pages 422 et suiv.

683. Tit. LXIX. Manque dans II, III et Mun. on le trouve dans I, mais parmi les titres additionnels que j'ai compris dans les *Capita extravagantia*; est le LXXIV dans IV; fait partie du LXXIV dans Wolf. voir la note 702.

684. Ce § 1 est le 3 dans Herold, ou il forme aussi le § 9 du titre XLIV; est le 1 dans IV.

685. Je crois qu'il s'agit ici du cadavre d'un homme exposé, dans le cas prévu au titre IX des *Capita extravagantia* dont je donnerai l'explication, notes 719 et suiv. Pithou laisse entendre qu'il s'agit du cadavre d'un supplicié; mais ce cas me paraît plutôt prévu dans le § suivant: voir note 687.

686. Ce § 2 est le 4 dans Herold, il est reproduit avec quelques légères différences dans le § 3 du titre LXXIV de Wolf. et dans le titre II des *Capita extravagantia*.

687. Je crois qu'il s'agit ici du cadavre d'un supplicié: telle est l'opinion de Bignon, qui diffère de celle de Fr. Pithou.

688. Ce § 3 est le 2 dans IV; Herold l'a inséré dans le § 10 du titre XLIV.

689. F. Pithou citant Aimoin, lib. V, cap. XIII, croit qu'il s'agit d'un homme tué en duel. Si, comme je le présume, il a entendu un meurtre par l'effet de la vengeance privée dont je parlerai, page 657, il ne mérite pas le reproche d'erreur que lui fait Bignon.

690. Celui qui avait tué son ennemi par effet de la vengeance privée devait mettre de la publicité dans cet acte, afin qu'on ne le confondît pas avec un assassinat non justifié par l'offense reçue de son ennemi; d'autant plus que, d'après ce qu'on a vu, note 480, la précaution de cacher le cadavre de l'homme qu'on avait tué, donnait au meurtre le caractère de criminalité et même l'aggravait. Voir ci-après page 658.

691. Ce § 4 est le 1 dans Herold, se trouve avec quelques différences de rédaction et de composition dans le § 2 du titre LXXIII de Wolf. et dans les titres III et XX des *Capita extravagantia;* voir notes 703, 769 et 770.

692. Je crois qu'il s'agit ici d'un genre de question dont parle Grégoire de Tours, liv. V, chap. L; c'est l'opinion d'Eccard dans son commentaire du texte d'Herold.

693. Tit. LXX. Ne se trouve point dans I, II, III, Wolf. et Mun. est le XCVI dans IV; le LXX dans Herold. Cf. *Alaman.* LIII, LIV; *Bajuvar.* tit. VII, cap. XV, XVII. L'objet de ce titre est de prononcer une peine pécuniaire contre celui qui, après avoir contracté des fiançailles avec une fille par le concours des deux familles, rétracte sa parole. Je donnerai les explications convenables page 667.

694. Cette circonstance ne se trouve point dans la rédaction de IV.

695. Tit. LXXI. Manque dans I, II, III, Wolf. et Mun. est le XCVII dans IV; ne se trouve dans aucun des manuscrits de la *Lex emendata*, si ce n'est dans le 4632 (anc. fonds). On le trouve aussi dans le 1036 du Vatican; peut-être ce manuscrit du XVI[e] siècle a-t-il été copié sur un imprimé. Du Tillet, Pithou, Bignon et Baluze ne l'ont point donné tel qu'il est dans le manuscrit 4632; mais d'après un manuscrit du texte IV, ainsi que Bignon le déclare expressément. Quant à Herold, il en a donné, sous le numéro LXXII, une rédaction très-différente, que je n'ai trouvée dans aucun manuscrit. Cette rédaction suppose qu'un immeuble a été confié en précaire à quelqu'un qui refuse de le restituer; voir ci-après page 553.

696. *Condemnare* signifie endommager et a le sens de *damnare* qu'on trouve dans plusieurs documents, notamment dans le titre XLVIII de la *lex Burgundionum*; mais alors ce titre paraît inutile, car tous les dommages sont prévus minutieusement dans le titre X; il n'est donc pas surprenant que les manuscrits de la *Lex emendata*, sauf le 4632, l'aient omis. La rédaction d'Herold, au contraire, présenterait un cas non prévu dans le reste de la loi.

697. Tit. LXXII. Le seul éditeur qui ait publié ce titre est Baluze; il l'a tiré du manuscrit 4632; on le trouve aussi dans le manuscrit de Wolfenbüttel, *August.* 50, 2, où il forme le titre LXXI; en voici la rédaction : *DE INVITUS TRITO. Si quis pitto alterius excusserit, MALB.* invitus tritto, *CXX denarius qui faciunt solidos III, culp. judic. Si vero contra volontatem domni, et negare voluerit, et ei fuerit adprobatum, capitale in locum restituat et insuper MCCCC den. qui faciunt solidos XXX, culp. judic. excepto capitale et delatura.* Baluze, tome II, col. 989, assure qu'à la fin de la *Decretio pro tenore pacis*, de Chlotaire, Pithou *hæc addit in libro suo : Si quis alterum pitto excusserit, MALB.* wistritto, *sunt denarii CXX, qui faciunt solidos III, culpabilis judicetur, excepto capit. loco restituat.* J'ignore quel manuscrit ou quel livre de Pithou est ainsi désigné par Baluze. Enfin, comme on l'a vu page 298, une disposition semblable, mais moins développée, se trouve dans le § 9 du titre XXXII de la loi, d'après le man. 75 (suppl. lat.).

698. Eccard, page 112, croit que ce mot désigne un arbre qu'il nomme *salix*, dont on se servait pour former des clôtures.

699. Le mot *alterius* est remplacé dans le titre XXXII du manuscrit 75, cité plus haut, par *compari*. Ce mot a peut-être la même signification que *consors* dans le titre LX de la loi des Ripuaires ; et si on doit croire avec Eccard qu'il s'agit de clôture, notre titre pourrait être relatif au signe de séparation établi entre deux copropriétaires.

700. C'est ici que se termine la *Lex emendata*, même dans sa rédaction la plus étendue.

• 701. Ce titre I des *Capita extravagantia* ne se trouve que dans le manuscrit 4404 de la Bibliothèque royale, qui m'a fourni, pour les soixante-cinq premiers titres, le texte I de ma collection ; il porte dans ce manuscrit le numéro LXVI. Le mot *mitio*, qu'on lit dans la rubrique, n'est pas sans difficulté. Dans la nouvelle collection des *Diplomata*, tome I, page 43, j'ai donné à ce mot l'acception de *missus*, que lui attribue Bignon à l'occasion d'un mot semblable qu'on lit dans les formules XXIII et XXIV du livre I de Marculfe. De nouvelles réflexions m'ont porté à croire que génériquement *mitius* ou *mitium* signifie l'assemblée du placité ou *mâl;* j'en donnerai les motifs note 764. Par une déviation dont les exemples sont fréquents, il désigne les hommes soumis à cette juridiction, ainsi qu'on le voit dans les formules de Marculfe que je viens de citer. Comme le pacte entre Childebert et Chlotaire, de 593, avait obligé les habitants de chaque arrondissement à poursuivre les voleurs, il est présumable qu'on chargeait quelques citoyens, ou chacun à leur tour, ou par une préposition particulière, d'exercer la surveillance ; ce que ce pacte et les édits rendus pour son exécution appellent *vigiliæ :* les délégués recevaient peut-être aussi le nom de *mitii*, que le texte désigne par *trustis*, parce qu'on s'en rapportait à leur fidélité.

702. D'après ce que j'ai dit dans la note précédente, ces mots me paraissent supposer une poursuite contre des voleurs, sur laquelle le pacte entre Childebert et Chlotaire, et la *Decretio* de ce dernier donnent des renseignements curieux ; voir la note 375. Rien n'était plus juste que de punir celui qui, en maltraitant ou en arrêtant un homme chargé de la poursuite empêchait la punition des coupables : c'est ce que paraît annoncer le mot *fristito*, écrit aussi *fristatico*, *fristatitro*, lequel vient probablement de *fristen* signifiant *suspendre*, *empêcher*.

703. Ce titre II ne se trouve que dans le manuscrit 4404 où il paraît faire partie du titre LXVI, mais c'est une erreur que j'expliquerai page 426. Les dispositions contenues dans ce titre ne faisaient point partie des soixante-cinq *Capita principalia*, mais elles ont été admises dans la *Lex emendata*, tit. LXIX, §§ 1 et 2. Je n'ai pas dû cependant les supprimer ici ; mais, pour les explications, je renvoie aux notes 683 et suiv.

704. Ce titre III ne se trouve que dans le manuscrit 4404, sous le numéro LXVII. Comme il a été admis dans la *Lex emendata*, tit. LXIX, § 4 ; je renvoie aux notes 683 et suiv.

705. Ce titre IV est dans le seul manuscrit 4404 sous le numéro LXVIII ; les dispositions qu'il contient sont déjà dans le titre XXVI de la loi, mais avec de moindres compositions ; voir la note 258.

706. Ce titre V ne se trouve que dans le manuscrit 4404, sous le numéro LXIX, et dans le 119, in-4° de Leyde, sous le numéro LXXII. Le cas dont il s'agit n'avait pas été prévu par le § 15 du titre XIV, contenant une disposition contre les personnes libres qui épousaient des esclaves. Je l'expliquerai, page 526.

707. Ce titre VI est le LXX dans le manuscrit 4404 ; le LXXIII dans celui de Leyde.

708. On ne trouve point dans le titre XIV de la loi, de peines contre ceux qui conseillaient ou favorisaient un rapt.

709. La loi Salique ne prononçait que des compositions pécuniaires; mais d'après notre titre la peine de mort a lieu contre les complices, à plus forte raison contre l'auteur principal. Aussi déclare-t-on que l'ancienne peine n'aura plus lieu à l'avenir, *non amplius*. Je ne dois pas omettre cependant de dire que le mot *non* manque dans le manuscrit de Leyde.

710. Ce titre VII est dans le manuscrit 4404, sous le numéro LXXI, et dans celui de Leyde sous le numéro LXXIV.

711. Ces mots démontrent que notre titre se rattache à la loi Salique dont le titre XLVI traite du *Reipus*; voir les notes 516 et suiv. et ce que je dirai pages 686 et suiv.

712. Le montant de l'*achasius* est déterminé plus bas en ces termes, dans le manuscrit 4404 : *Si vero LXIII solidos in dotis accipiat (accepit), solidos VI in achium (achasium) dentur;* c'est donc un dixième. La leçon du man. de Leyde porte *solidos III*, ce serait un vingtième. Mais les deux manuscrits portent ensuite : *hoc est V per decinus solidus*. Il y a évidemment erreur : au lieu de V, il faut I dans la leçon de 4404, ou le signe de demi dans celle du man. de Leyde.

713. Voila une nouvelle preuve de l'identité entre les dénominations *grafio, judex, comes*.

714. Il n'est pas ici question des femmes romaines, comme dans le cas prévu ci-après, note 732, parce que le droit romain avait des dispositions spéciales sur les seconds mariages.

715. Ce titre VIII, est le LXXII dans le manuscrit 4404; le LXXV dans celui de Leyde.

716. J'expliquerai cette théorie sur les seconds mariages des hommes, pages 689 et suiv.

717. Je ne saurais dire exactement d'où est venu ce mot *cromaverint;* peut-être est-ce une faute, et y a-t-il lieu de lire *convenerint;* toujours est-il que sa connexion avec les mots *per affatimum* annonce une convention, une donation; c'est ce que j'expliquerai page 690.

718. Ce titre IX est dans le manuscrit 4404 sous le numéro LXXIII; dans celui de Wolfenbüttel et dans celui de Leyde sous le numéro LXXVI. Cf. *Ripuar.* LXXVII.

719. Voir la note 713 ci-dessus sur l'identité des mots *grafio, judex, comes.*

720. Le juge prenait des mesures analogues à celles que la police locale prend de nos jours pour constater l'identité d'un cadavre et parvenir à connaître l'auteur de la mort.

721. Voir sur le mot *meliores* et sur *minoflides*, qu'on lit plus bas, ce que je dirai page 469.

722. Il s'agit évidemment ici de la justification par des *conjuratores*, dont il a déjà été question notes 754 et 755; je renvoie pour cet objet à ce que je dirai pages 624 et suiv.

723. Ce titre X est dans 4404, n. LXXIV; Wolf. sous le numéro LXXV; Leyde LXXVI.

724. Il faut lire *per pignorantiam* au lieu de *per ignorantiam* du manuscrit 4404, et c'est la leçon de celui de Wolfenbüttel. On a vu dans le titre LII, qu'un créancier pouvait s'adresser au comte ou grafion pour opérer la main mise sur les biens de son débiteur, en cas de refus de payement. Ici on punit celui qui opère la main mise sans l'intervention de la justice; voir page 606.

725. Ce titre XI est dans le manuscrit 4404, n. LXXV; dans celui de Wolfenbüttel, n. LXXVII; dans celui de Leyde LXXVIII; dans Hérold, n. LXXV.

726. Ce § 1[er] prévoit un cas d'offense envers une femme, cas qui aurait naturellement trouvé sa place dans le titre XXII de la loi.

727. Ce § 2, continuation du précédent, donne lieu aux mêmes observations.

728. Ce § 3 prévoit un délit d'un esclave qu'on ne trouve dans aucun autre texte.

729. Ce § 4 statue sur de mauvais traitements exercés envers une femme enceinte qui

n'ont causé ni sa mort, ni son avortement Il est remarquable que la peine est égale à celle du meurtre d'un ingénu; c'est la conséquence de ce que je dirai page 662.

730. Ce § 5, ainsi que les trois suivants, donne lieu a une explication commune qui exige quelques détails. En voici d'abord la théorie. On peut maltraiter une femme enceinte sans qu'elle en meure, mais en faisant mourir l'enfant: la composition est de 600 sous (§ 5); si la mort a été donnée aussi à la femme, la composition est de 900 sous (§ 6); si la femme était *in verbo regis*, la composition est de 1200 sous (§ 7). Ces diverses dipositions sont plus sévères que celles du titre XXVI de la loi dont le § 4 prononçait 700 sous pour le meurtre de la femme enceinte, ce qui ajoute seulement 100 sous pour l'enfant, puisque, d'après le § 7, le meurtre d'une femme en âge d'avoir des enfants est de 600 sous, et que, d'après le § 5, la mort donnée à l'enfant, sans avoir fait mourir la mère, n'est que de 100 sous. Le § 1 du titre LXXV d'Hérold, prononce 600 sous pour le meurtre de la mère, et de plus 600 sous pour celui de l'enfant si c'était un garçon. Les règles ont varié, où ce texte est inexact.

731. Ce § 6 prononce 2,400 sous lorsque l'enfant est une fille, *puella;* d'après ce qu'on a vu dans la note précédente, il est présumable qu'il existe une faute de chiffre.

732. On nomme ici les *romanas*, ce qui n'avait pas été fait dans le § 2 du titre VII. J'ai expliqué, note 714, la cause du silence pour ce dernier cas.

733. Ce titre XII est le LXXVI dans le manuscrit 4404 et dans celui de Leyde LXXIX.

734. C'était une règle que nul ne pût en représenter un autre en justice s'il n'y était légalement autorisé. Voir ce que je dirai page 600.

735. Ce titre XIII se trouve dans le manuscrit 4404, f° 227 v°, et dans Wolf. LXVIII.

736. Le mot *alode* me paraît désigner la succession, l'ensemble des biens de toute nature laissés par un défunt, et répondre à ce que le titre LXII de la loi appelle *hereditas*. Voir ce qui sera dit pages 691 et suiv.

737. Je renvoie pour l'explication de cette hypothèse à ce que je dirai page 692.

738. Voir sur le sens du mot *feltroctum*, la note 544.

739. Ce titre XIV est dans le manuscrit 4404, f° 227 v°, et Wolf. LXIX. Le mot *chane-crudo* quoique paraissant semblable à la rubrique du titre LXI de la loi Salique, n'a point le même sens. Il s'agit ici de dons fait par des parents à leurs enfants.

740. Quoique le mari dotât sa femme, ainsi qu'on le verra page 672, celle-ci faisait aussi un apport qui lui était donné par son père. C'est ce que le titre VII ci-dessus appelle *quæ de casa patris attuli*.

741. Voir les notes 254 et 256; voir aussi Eccard sur ce titre, et Canciani, t. V, page 370.

742. Voir ce que je dirai page 721 sur les rapports à successions.

743. Ce titre XV est dans le manuscrit 4404, f° 227 v°, et Wolf. LXXI.

744. On trouve ici un mode de partage de la composition due pour le meurtre, différent de celui qu'a établi le titre LXV de la loi; voir les notes 665 et suiv.

745. Ce titre XVI est dans 4404, f° 228 r°; II dans le manuscrit de Leyde; on le trouve aussi LXXII dans Wolf. et LXXVIII dans l'édition d'Herold. Les deux premières rédactions diffèrent tellement l'une de l'autre, que j'ai cru devoir les faire imprimer séparément. Il est probable que ce titre se rapporte à l'emploi des conjurateurs en matière civile; voir page 631.

746. On trouve ici la preuve que la loi Salique a été primitivement faite à une époque où les Francs n'avaient pas encore adopté la religion chrétienne; voir page 425.

747. Ce titre XVII se trouve dans le manuscrit 4404, f° 228 recto. D'autres titres de la loi contiennent des dispositions analogues dont je donnerai l'indication à chaque paragraphe. Il suffit de faire observer que toute la théorie repose sur le principe déjà indiqué notes 480 et 690, qu'un meurtrier qui faisait disparaître le cadavre était puni plus sévèrement que s'il l'eût laissé en évidence. C'est ce qu'on voit encore par la huitième section du document intitulé *Septem septennas*, ci-dessus, page 354.

748. Ce § 1 se trouve, sous le même numéro, dans le titre LXXIII de Wolf. et dans le titre LXXIV d'Herold.

749. On ne saurait dire que ce cas n'ait pas été prévu par la *Lex emendata;* car on lit le mot *incenderit* dans le § 3 du titre XLIII; mais j'ai fait remarquer, note 481, que ce mot ne se trouvait pas dans les anciens textes.

750. Ce § 2 porte le même numéro dans les titres cités de Wolf. et Herold.

751. Je ne crois pas que ces mots signifient qu'il s'agit des femmes d'antrustions, et que ceux-ci formassent un ordre dont les privilèges étaient étendus à leurs femmes. *Talem ordinem* signifie, selon moi, *de la même manière, dans les mêmes circonstances,* qu'au § précédent; seulement, comme la composition pour le meurtre d'une femme ingénue est, d'après le § 7 du titre XXVI, de la loi Salique, de DC sous; la circonstance que le cadavre a été caché ou détruit triple cette composition et doit la porter à MDCCC sous.

752. Par suite de ce que j'ai dit dans la note précédente, j'ai ajouté un M pour faire MDCCC sous; cette correction est justifié par les §§ 3 et 7 de la section VIII du document intitulé *Septem septennas,* et même par le manuscrit de Wolfenbüttel, qui, à la vérité, porte MDCCCC sous, mais où un C doit être supprimé.

753. Ce § forme le titre XCIV de Wolf. et partie du titre XCIX de Leyde. Il a été admis dans le § 19 du titre XXVII d'Herold.

754. Voir ce que je dirai, page 463.

755. Ce § est répété deux fois dans le titre XCIX du manuscrit de Leyde.

756. Aucun texte de la loi, si ce n'est l'édition d'Herold, titre XXXII, § 20, n'avait appliqué à ce crime la règle qui triplait les compositions en faveur des antrustions.

757. Ce § est le titre C du manuscrit de Leyde; il forme le § 13 du titre XIII d'Herold.

758. Des dispositions moins développées se trouvent dans le § 13, titre XIV de la loi Salique.

759. Ce titre XVIII est dans le manuscrit 4404, f° 228 r° et v°; dans celui de Leyde, CI; dans l'édition d'Herold, où il forme le LXXVI.

760. Ces premiers mots semblent annoncer qu'il s'agit uniquement de procès entre des antrustions; on verra néanmoins, page 608, quel usage on peut en faire pour connaître la procédure commune chez les Francs. L'expression *de quacumque causa,* semblerait aussi désigner toute sorte de contestations civiles ou criminelles; mais en lisant le titre entier on voit qu'il n'est question que de poursuites de délits.

761. Voir, sur les divers délais de comparution indiqués dans la loi Salique, ce que je dirai page 600.

762. Ce mot est équivoque : il signifie quelquefois *se réunir, se rencontrer;* quelquefois aussi *se concilier, tomber d'accord.* C'est, je crois, le sens qu'il faut y donner.

763. Même signification que *solem culcare* ou *collocare* des titres XXXIX et LIX, c'est-à-dire ajourner jusqu'au coucher du soleil; voir page 600.

764. Ces mots ne se trouvent point dans l'édition d'Herold, ils sont corrompus dans nos deux manuscrits où il faut lire *ubi antrustiones se mittio reddant*. Une expression analogue se retrouvant plus bas, je dois en proposer ici l'explication. Il s'agit, sans le moindre doute, d'un homme ajourné pour *respondere aut convenire in illo mallobergo ubi antrustiones se mittio reddant*. Le sens est facile à comprendre jusqu'à *mallobergo*. Ce mot signifiant le plaid, l'audience judiciaire, les mots suivants doivent naturellement être expliqués dans le même sens, d'un lieu de comparution. Ce qui le prouve, c'est qu'on lit plus bas que, pour prouver la sommation donnée, des témoins doivent attester *quod ibi fuerint ubi mittio ad noctes XIV solem collocasset*. L'explication du mot *mittius*, *mitius* ou *mithius*, car l'orthographe varie, ne se trouve dans aucun des auteurs, MM. Grimm, Eichhorn, etc. qui se sont occupés des antiquités germaniques. Quelques documents contemporains peuvent aider à la trouver. Par un diplôme de 546 (*Diplomata*, 1re édition, page 51, et 2e édition, tome I, page 109) Childebert Ier accorde des priviléges au monastère de Saint-Calais; par un autre de 744 (*ibid.* 1re édition, page 485, et 2e édition, tome II, page 387), Childéric III en accorde aux monastères de Stavélo et Malmédi: au nombre des concessions est celle de l'immunité de juridiction des juges royaux; et, pour désigner les droits du fisc que le roi abandonne aux monastères, on emploie les mots *quæ... legitimo redibunt MITIO*. Des expressions identiques se trouvent dans d'autres chartes (du Cange, voc. *Mitium*), et dans les formules XXIII et XXIV du livre I de Marculfe. Je crois que le mot *mitius* ou *mitium* est d'origine barbare, et qu'on en peut trouver la racine dans le gothique *môtjan* ou l'anglo-saxon *metan*, signifiant *occurere*. Dans cette dernière langue, *mot* et *gemot* signifient *concilium*, et le verbe anglais *to meet* a conservé la même acception, *se rencontrer, s'assembler*, d'où est venu le mot très-connu *meeting*. On pourrait donc croire qu'un mot analogue, qu'on a latinisé en écrivant *mithius*, *mitius*, *mithium*, *mitium*, répondait à *placitum*, *mallobergum*. Comme il arrive très-fréquemment, ce mot *mitius* a pu être employé aussi pour désigner l'ajournement donné devant le plaid, et c'est, ce me semble, le sens qu'il a dans notre titre, surtout si l'on remarque que, dans l'édition d'Herold, il est remplacé par *admonitio*. Eccard, page 176, note 1, paraît être de cet avis. Probablement encore le même mot *mitius* a désigné l'officier ou délégué du comte qui donnait les ajournements en son nom, ou qui exerçait toute autre mission judiciaire; voir à ce sujet la note 701, ci-dessus. On peut conclure de ce titre que les causes des antrustions n'étaient pas encore attribuées au *placitum palatii*.

765. Voir sur la procédure en matière de délits, pages 607 et suivantes.

766. Le reste de ce titre est presque littéralement semblable pour la rédaction, et exactement pour le sens au titre LIX de la loi Salique.

767. L'édition d'Herold porte *nullatenus de antrustione ghavialto estre dixisset*. Eccard, dans son commentaire de ce titre, suppose que l'homme cité aurait dû répondre qu'il était prêt à comparaître, et qu'il n'a pas fait cette déclaration. Mais les deux manuscrits portent *legibus duxisset*, pour *eduxisset*: or *se educere legibus* est une expression fréquente dans le droit des Francs qui signifie *prouver légalement son innocence, se justifier*, peut-être même se conformer au jugement prononcé, qui déterminait un mode de justification.

768. Le mot *suas* se rapporte évidemment au roi, ce que le titre LIX explique bien mieux par *erunt in fisco*. Il me paraît donc que Montesquieu s'est trompé, en disant (*Esprit des*

lois, liv. XXXI, chap. VIII), qu'un des priviléges des antrustions était de n'être pas soumis à la confiscation pour refus d'obéir à la justice.

769. Il résulte de divers documents que je citerai page 601, que celui qui intentait une action criminelle pouvait exiger de l'accusé caution de se présenter.

770. Dans nos mœurs, l'inobservation des formes d'ajournement n'entraînerait qu'une nullité produisant un renvoi de demande que nous appelons *débouté par défaut;* ici on prononce la même peine pécuniaire que celle du titre I de loi Salique, contre l'ajournant qui ne se présente pas.

771. On voit ici une péremption de procédure dont je n'ai trouvé aucun autre exemple.

772. Je crois que le mot *falsum* a été oublié, et que le titre L de la loi Salique doit servir à faire cette rectification. Il est peu probable qu'on eût interdit, avec peine pécuniaire, à un antrustion, la faculté d'être témoin contre un autre antrustion. Cependant c'est l'opinion de Montesquieu, dans le chapitre cité ci-dessus; mais il invoque uniquement notre texte, qui me paraît inexact.

773. Ce titre XIX est dans le manuscrit 4404, f° 229 r°; dans celui de Leyde CII; Wolf. LXXIV et XCIII; Herold XIII, § 3.

774. Il est possible que ce mot soit mal écrit dans 4404; l'est-il mieux, *iberus*, dans Wolf. et Herold? Wendelin dit qu'*iberus* signifie *summum tecti*.

775. Ce titre XX est dans le manuscrit 4404, f° 229 r°, et dans Wolf. LXXIV, §§ 2 et 3.

776. En effet on ne dit rien de plus que le titre LXIX de la loi que j'ai expliqué notes 683 et suivantes; mais les mots *secundum legem Salicam* sont remarquables, parce qu'ils prouvent que cette série de titres est un appendice à la loi Salique, ou peut-être l'extrait de quelque livre composé sur cette loi.

777. Ce titre XXI est dans le manuscrit 4404, f° 196 v° et f° 229 v°; dans le manuscrit de Leyde CIII. Ce dernier manuscrit a pour rubrique de *agsoniis*, mot qui ne se trouve pas plus que *saccioniis* dans les glossaires. Si le texte n'est pas corrompu, il faut reconnaître qu'on disait *agsonia* ou *saccionia* pour désigner les excuses, ce que prouve même notre texte où on lit le mot *sunnis*. Voir ce que je dirai, page 600. Le texte de ce titre se trouve inséré par Herold, dans le titre XIX de son édition; mais sa rédaction présente un sens différent, ou plutôt on peut dire qu'elle n'en présente aucun.

778. Ce titre XXII est dans le manuscrit 4404, f° 196 v° et f° 229 v°; dans les manuscrits de Leyde, CIV; de Wolfenbüttel, XCII; dans Herold, LXXVII.

779. Ces mots ne se trouvent que dans le manuscrit 4404 et dans celui de Leyde. A moins qu'ils ne soient une glose malbergique, on peut croire qu'ils sont la corruption de *lapidem* qu'on lit dans le manuscrit de Wolfenbüttel et dans Herold.

780. Il y a probablement dans le manuscrit 4404, une faute de chiffre, et il faut lire, ou comme dans celui de Wolfenbüttel et Herold, VII, ou mieux encore comme dans celui de Leyde, VII *cum dimidio*, puisque la composition due par le *lite* est moitié de celle que paye un *ingenuus*.

781. Ce titre XXIII est dans le manuscrit 4404, f° 196 v° et f° 229 v°; manuscrit de Leyde, CV. Des dispositions analogues sont dans le titre XLIII, §§ 10 et 11; voir la note 493.

782. Ce titre XXIV ne se trouve, ainsi que les quinze suivants, que dans le manuscrit de Leyde, depuis et y compris LXXXI jusques et y compris XCVII.

783. Je crois que dans ce §, les mots *puerum regis* sont synonymes de *libertum*, dont ils ne sont séparés que par *vel*. Voir ce que je dirai page 531. Le mot *tributarium* se rapporte à *Romanum*; la construction de la phrase *aut Romanum ingenuum, vel tributarium, aut militem* me paraît le prouver. Mais il est bon de faire remarquer que, d'après le § 8 du titre XLIII de la loi, la composition pour le meurtre d'un Romain tributaire n'était que de XLV sous.

784. Ce titre XXV est le LXXXII du manuscrit de Leyde. J'avoue très-franchement que je ne le comprends pas : il semblerait relatif à quelque dommage.

785. Ce titre XXVI est le LXXXIII du manuscrit de Leyde.

786. Le mot *pedica* n'est employé dans la loi Salique, titre XXIX, § 4, que pour signifier une sorte d'entrave mise à des animaux pour les empêcher de fuir. Dans d'autres lois, citées par du Cange, *h. voc.* il signifie un piége à prendre les animaux sauvages. Peut-être a-t-il ce sens, puisque la rubrique est relative à la chasse.

787. Les §§ 31 et 32 du titre XXIX de la loi ne punissaient que le vol des instruments de pêche, fait *in flumine*. Ici, il est question de ceux qu'on vole dans un bateau, *in nave*.

788. Les §§ du titre XXIX, cités ci-dessus, n'avaient pas prévu le vol de poisson dans des filets ou dans une pêcherie, *vena*.

789. Ce § développe les principes posés dans le titre XXXV de la loi, et prononce une peine moindre.

790. On reproduit ici sommairement les §§ 1 et 2 du titre II de la loi; mais la somme de composition est différente.

791. Ce titre XXVII est le LXXXIV du manuscrit de Leyde. L'épreuve de l'eau bouillante, dont il est parlé au titre LV de la loi et note 695 ci-dessus, ou toute autre épreuve judiciaire, devait être ordonnée par les juges. On punit celui qui y provoque son adversaire de sa seule autorité. Voir ce que je dirai page 633.

792. Ce titre XXVIII est le LXXXV du manuscrit de Leyde.

793. Ce texte se rapporte au § 1 du titre XXXVII de la loi Salique; mais il présente un nouveau système. D'après la loi, l'esclave meurtrier était partagé entre les deux maîtres; d'après notre titre, celui à qui le meurtrier appartenait paye à l'autre la valeur de l'esclave tué et une composition. Mais ne serait-ce pas dans la circonstance particulière, prévue aux §§ 13 et 14 du titre XLII, où, faute par le maître du meurtrier de représenter son esclave, il doit payer comme si lui-même eût commis le délit?

794. Ce titre XXIX est le LXXXVI du manuscrit de Leyde.

795. Le § 1 du titre XXIX de la loi punissait celui qui avait volé la petite clochette attachée à des animaux pour les faire retrouver : il s'agit ici de celui qui les détourne de leur chemin, sans doute dans l'intention de s'en emparer.

796. Ce vol est puni par le § 4 du titre VIII et par les §§ 27 et suiv. du titre XXIX de la loi.

797. Ce titre XXX est le LXXXVII du manuscrit de Leyde. Le délit dont il s'agit avait été prévu et puni de la même peine par le § 2 du titre XXIII de la loi.

798. Ce titre XXXI est le LXXXVIII du manuscrit de Leyde.

799. Le délit et la peine sont les mêmes qu'au § 36 du titre XXIX de la loi; mais notre titre parle des négociations faites avec un affranchi. Voir ce que je dirai pages 486 et 531 de l'état de dépendance des lites et des affranchis

800. Ce titre est le LXXXIX du manuscrit de Leyde.

801. Le titre XXXIV de la loi n'avait prévu ce délit que lorsqu'il était commis envers un homme libre.

802. Ce titre XXXIII est le XC du manuscrit de Leyde.

803. Les titres X et XXIX de la loi avaient prévu les divers dégâts commis dans les récoltes, mais il n'y est pas question du glanage. La disposition de notre titre est bien extraordinaire, car, en tout temps, le glanage a été permis aux pauvres. Peut-être n'entend-on pas parler de l'espèce de glanage exercé après l'enlèvement complet des fruits, mais de celui qu'on essayerait de faire avant cet enlèvement, c'est-à-dire lorsque la moisson est encore sur terre.

804. Ce titre XXXIV est le XCI du manuscrit de Leyde.

805. Le § 1 du titre XVI de la loi n'avait prévu que les délits commis par plusieurs personnes. On prévoit ici celui d'une seule; c'est peut-être ce qui explique la moindre peine. Voir la fin du § 3 du titre XIII de l'édition d'Herold.

806. Ces mots et ceux qui sont plus bas imprimés en lettres italiques me paraissent des gloses malbergiques, quoique le manuscrit ne porte point le signe MALB.

807. Ce titre XXXV est le XCII du manuscrit de Leyde.

808. Le titre XXIX de la loi Salique contient le détail de différents vols, et varie les peines. Ici on ne voit qu'une disposition générale, et la même composition pour tous les vols.

809. Je crois qu'il faut lire *fecisset*, signifiant qu'on s'est approprié les choses d'autrui.

810. Ce titre XXXVI est le XCIII du manuscrit de Leyde.

811. Ce titre reproduit les dispositions du § 7 du titre XXIX de la loi.

812. Ce titre XXXVII est le XCIV du manuscrit de Leyde.

813. Le titre XIV de la loi avait prévu le rapt des femmes ingénues et le mariage d'un homme libre avec la lite d'un autre; le titre XXVII, le mariage d'un esclave avec l'esclave d'un autre. Il s'agit ici du rapt d'une affranchie; voir la note 274.

814. Il s'agit maintenant du rapt d'une ingénue, commis par un affranchi; on prononce la même peine que celle du § 6 du titre XIV, parce que, selon moi, *libertus* signifie l'affranchi qui est sous le mundeburde d'un particulier, comme *puer regis* signifie l'affranchi qui est sous le mundeburde du roi.

815. Ce titre XXXVIII est le XCV du manuscrit de Leyde. C'est la reproduction du § 2 du titre L de la loi, sauf l'addition dont je vais parler.

816. C'est la première fois que le combat judiciaire est énoncé dans des coutumes saliques. Voir ce que je dirai pages 631 et suivantes.

817. Ce titre XXXIX est le XCVI du manuscrit de Leyde. Il reproduit le principe des §§ 3 et 4 du titre L de la loi, mais avec une composition différente.

818. Voir, sur le mode d'épreuve par l'eau bouillante, ce que je dirai page 633.

819. C'est ce que, dans le pacte entre Childebert et Chlotaire de 593, et la *decretio* de ce dernier, on appelle *mala sors*.

820. Ce titre XL est le XCVII du manuscrit de Leyde.

821. On reproduit littéralement ici le § 12 du titre XIV de la loi; voir la note 179.

DISSERTATIONS

SUR LES POINTS LES PLUS REMARQUABLES DU DROIT PRIVÉ DES FRANCS
SOUS LA PREMIÈRE RACE.

DISSERTATION PREMIÈRE.

DE LA RÉDACTION DE LA LOI SALIQUE ET DE SES DIFFÉRENTES RÉVISIONS [1].

Le nom de *loi Salique* n'a longtemps éveillé d'autres idées, que celle d'une grande règle du droit public français, qui excluait les femmes et leurs descendants, de la succession au trône [2].

C'est cette règle qu'au XIVe siècle on invoquait en faveur de Philippe le Long et de Philippe de Valois; encore même, dans cette circonstance, l'exclusion des femmes n'était pas contestée quoique, dans le fait, elle ne fût prononcée par aucune loi expresse; il s'agissait seulement de savoir si le fils d'une princesse inhabile par son sexe à porter la couronne ne pouvait pas cependant la revendiquer, lorsqu'il se trouvait le plus proche parent mâle du roi défunt.

C'est pour maintenir cette exclusion des femmes et de leurs descendants, que le parlement de Paris rendit le célèbre arrêt du 28 juin 1593.

Enfin, à une époque plus rapprochée de nous, un décret du 1er octobre 1789, conforme à l'unanimité des cahiers rédigés pour les députés aux États généraux a proclamé l'hérédité de la couronne par ordre de primogéniture dans la ligne masculine, à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leurs descendants.

Mais rien de relatif à cette question n'est écrit dans les documents qui nous sont parvenus sous le nom de *loi Salique*. La disposition à laquelle on rattachait le principe politique sur l'hérédité masculine de la couronne est tout simplement une règle de droit privé applicable aux successions des particuliers; c'est même une exception, dont l'objet est d'appeler les mâles à recueillir, par préférence sur les femmes du même degré, une certaine classe de biens appelés *terra salica*, sur la nature et la dénomination desquels les savants ont longtemps disputé et disputent encore.

Le code ou recueil d'usages connu sous le titre de *Lex Salica, Pactus legis*

[1] Cette dissertation est extraite d'un mémoire dont j'ai fait, le 14 juin 1839, la dernière lecture à l'Académie des inscriptions.— [2] Voir les dissertations de Vertot, *Mémoires de l'Académie des inscriptions*, tome II, p. 603; de Foncemagne, tome VIII, page 490; de Bonamy, tome XVII, page 372; de Sallier, t. XX, page 459, et un grand nombre d'ouvrages indiqués dans la Bibliothèque historique de la France, tome II, pages 844 et suiv

Salicæ, dont je vais m'occuper, est une rédaction de la plupart des coutumes qui réglaient le droit criminel et le droit civil des Francs, sous les deux premières races.

Je dis *la plupart*, car plusieurs titres de la loi salique supposent d'autres règles sur ces matières, que cependant elle ne contient pas; ils y renvoient souvent par les expressions *secundum legem Salicam*. Divers documents de la première race, notamment les formules VIII, XXII du livre I de Marculfe, XLVII de l'appendice, LXXXVIII et CLIX de Lindenbrog, citent, sous le nom de *Lex Salica*, des principes qu'on ne trouve point dans les rédactions qui nous sont parvenues. Les documents connus sous le nom de *Septem septennas* et *Recapitulatio solidorum*, que j'ai publiés pages 384 et suivantes, indiquent des compositions pour des délits que ne qualifie aucun de nos textes. On lit dans les diplômes et les historiens *consuetudo regni, loci, patria lex*, à l'occasion de règles dont il n'est point question dans ces mêmes textes[1].

J'ai donné dans les première et deuxième sections de ma préface, la description de toutes les éditions et de tous les manuscrits de la loi salique dont j'avais pu acquérir la connaissance. Ce que j'ai dit, et ce qu'on pourra lire dans les observations qui précèdent chacune des huit familles, dont ma collection est composée, constate qu'il a été fait diverses rédactions de cette loi, antérieurement à l'époque où Charlemagne en fit constater le texte connu vulgairement sous le nom de *Lex Salica emendata*.

Toutes ces rédactions sont écrites en latin plus ou moins corrompu. Cependant on a quelquefois demandé s'il n'en aurait pas existé une dans l'ancienne langue des Francs dont nos textes seraient la traduction, ou, pour parler, je pense, avec plus d'exactitude, qui aurait été le type des rédactions latines.

Je serais porté à le croire. Nous savons, et par l'ouvrage de Tacite sur les Germains, et par les traditions postérieures, que ces peuples avaient des magistrats chargés de l'administration intérieure et de la distribution de la justice; des règles sur l'autorité des tribunaux et la procédure; sur les mariages, les successions, les contrats; des usages constants sur la répression des délits.

Sous ce dernier rapport, il est encore attesté que les poursuites étaient abandonnées à l'intérêt privé des offensés, ou, en cas de meurtre, de la famille du défunt; nous lisons même, dans Tacite, chap. XI, comme dans la loi Salique,

[1] Les citations les plus importantes ont été réunies par M[lle] de Lézardière, *Théorie des lois politiques de la monarchie française*, tom. II, 3ᵉ partie, pag. 50 et suiv. et tom. VIII, 3ᵉ partie, pag. 190 et suiv.

qu'une partie de la composition était payée au fisc, et le reste à ceux qui avaient le droit de vengeance.

L'expérience, l'habitude, et une sorte de jurisprudence formèrent à la longue, dans chaque tribu, des règles communes que chacun connaissait, et dont le souvenir était conservé par l'usage.

Rien n'atteste qu'il ait été fait de rédaction écrite de ces coutumes des Francs avant l'établissement de Clovis dans la Gaule, à moins qu'on ne croie trouver cette preuve dans deux prologues des VIIe ou VIIIe siècles (ci-dessus, pages 343 et suiv.) qui font entendre qu'à une époque où les Francs étaient encore idolâtres, quatre chefs de cantons, *proceres electi e pluribus*, furent chargés de constater les usages nationaux, et *dictaverunt*, suivant l'un, ou *decreverunt*, suivant l'autre, les règles qui devaient servir à former les jugements.

On peut douter que le mot *dictaverunt* suppose nécessairement l'emploi de l'écriture [1] : quand même on le croirait, il est évident, ainsi que l'a dit Leibnitz, *de Origine Francorum*, § 29, que cette rédaction dut être faite dans la langue nationale, et qu'elle resta généralement traditionnelle. On sait avec quelle merveilleuse facilité les peuples du Nord conservaient le souvenir de tout ce qui les intéressait, par des traditions qui passaient de bouche en bouche et sans altération sensible. Tacite, *Germania*, cap. II, assure qu'ils les mettaient en vers, *quod unum apud illos memoriæ et annalium genus*.

Je n'ai point l'intention de reproduire tout ce que Leibnitz, Wendelin, Eccard, un grand nombre d'auteurs, et récemment M. Müller, ont écrit sur le temps et le lieu où la loi Salique a été rédigée. Presque tout ce qui a été dit par ces savants se rapporte à la rédaction antérieure à l'établissement des Francs, sous Clovis; et certainement les textes qui nous sont parvenus n'ont pu être rédigés qu'à une époque où les Francs saliques étaient devenus maîtres d'une partie considérable de la Gaule jusqu'à la Loire. Disséminés sur un vaste territoire, ayant substitué une situation sédentaire à leur ancienne existence aventureuse, ils sentirent le besoin de constater avec quelque fixité leurs coutumes nationales, qu'ils n'entendaient pas abandonner, tout en laissant aux vaincus le droit de suivre leurs lois propres; et pour mieux garantir leur sûreté ou pour constater leur supériorité, ils établirent dans les compositions, par suite d'attentats aux personnes, une prodigieuse différence entre eux et les vaincus.

Il est difficile de croire qu'au premier moment où les vainqueurs étaient

[1] Voir Hertius, *Notitia veterum Germaniæ populorum*, lib. I; Heineccius, *Historia juris civilis ac romani*, lib. II, § 11 et seqq.

animés des haines les plus anciennes et les plus violentes contre les Romains, ils aient employé la langue de ces hommes qu'ils méprisaient, et à laquelle il paraît, par le témoignage de Sidoine-Apollinaire, lib. IV, epist. 17, que dès leurs premières incursions ils avaient substitué leur idiome barbare. Toutefois, il faut en convenir, à l'exception des mots de cet idiome admis avec quelques formes latinisées, ou intercalés comme gloses dans plusieurs manuscrits de la loi Salique, il est certain que tous les textes conservés sont en latin.

Il y a cependant un fait digne, selon moi, d'être remarqué. Nos textes, tout en ayant presque toujours le même objet, et donnant une décision semblable, diffèrent souvent entre eux par la phraséologie et les mots employés pour exprimer la pensée, en sorte qu'il paraît difficile de les considérer comme provenus d'une seule rédaction, primitivement faite en latin. En les comparant, on est conduit à penser qu'ils ont dû être des traductions latines d'un original composé dans une autre langue.

Suivant cette hypothèse, fondée, j'en conviens, sur de simples conjectures, on pourrait croire qu'au moment où la loi Salique fut rédigée sur le territoire gaulois, on employa la langue des Francs; que bientôt cependant la nécessité, plus forte que les haines ou l'orgueil national, et surtout l'influence du clergé après la conversion de Clovis, firent prédominer la langue latine sur celle des barbares.

Dans un tel état de choses, on ne devait pas tarder à traduire la loi Salique. La grande ressemblance des textes conservés s'expliquerait par le fait que c'étaient des traductions d'un original primitif; mais aussi, précisément parce qu'elles seraient des traductions et non pas des copies d'un prototype latin, il est assez naturel qu'on ne trouve pas dans toutes les mêmes mots, les mêmes tournures grammaticales, pour exprimer la même pensée.

Quelle que soit l'opinion qu'on adopte sur mes conjectures relatives à la possibilité qu'il y ait eu un texte primitif en langue des Francs, il est incontestable qu'il ne nous est parvenu que des rédactions latines : tout espoir d'en trouver dans l'ancien idiome me semblerait chimérique.

Cela ne doit pas empêcher cependant de rechercher quel est, parmi ces textes latins, celui qu'on peut considérer comme le plus ancien.

Évidemment ce n'est pas celui qui porte pour titre, *Lex salica a Carolo magno emendata*; d'abord, parce qu'une correction suppose nécessairement l'existence d'un texte antérieur; en second lieu, parce que la date de cette rédaction qui, à la vérité, varie entre 768 et 798, est connue et nomme Charlemagne.

Il faut donc, pour ce qui concerne cette recherche, mettre de côté tous les

manuscrits, toutes les éditions de la *Lex emendata*, et, comme on l'a vu dans ma préface, ce sont les plus nombreux; il faut la faire porter uniquement sur les manuscrits des rédactions qui ont précédé cette révision.

La plupart des savants ont cru que, parmi ces textes, l'antériorité devait être attribuée à ceux où se trouvent des mots malbergiques, sur ceux où il n'en existe pas : au contraire Wiarda considère le texte de la *Lex emendata*, purgé de tous ces mots, comme le plus ancien de tous.

Je ne puis partager aucun de ces deux avis. Je crois que tout peut se résumer en une proposition extrêmement simple.

Lors même qu'on croirait que la première rédaction de la loi Salique, faite après la conquête et sur le sol de la Gaule, a été écrite en latin, cette langue n'offrait pas toujours des mots propres à bien rendre certaines dénominations d'actions judiciaires, de délits, de conventions exclusivement relatives aux usages des Francs. D'un autre côté, on dut éprouver la nécessité d'offrir un secours à ceux qui connaissaient peu la langue latine; on employa donc des mots barbares destinés à indiquer la matière dont il s'agissait dans le titre, et à former une sorte de mnémonique propre à rappeler la coutume dans l'idiome national.

Si l'on suppose que nos textes latins sont des traductions d'un original en langue franque, lequel aura été perdu par le peu d'intérêt qu'on avait à le conserver quand la langue latine fut devenue universelle, on comprend encore mieux l'utilité et même la nécessité de mots barbares restés dans le texte latin.

Ces mots sont de deux espèces : les uns, constamment précédés des lettres *malb.* indiquent probablement ou la rubrique, ou le premier mot en langue nationale, du titre ou chapitre, peut-être même des vers ou de la formule d'action judiciaire dont on donne la traduction ou à laquelle on se réfère; les autres, sans être accompagnés des lettres *malb.* sont employés et mêlés dans le corps de la loi, quelquefois avec une traduction précédée des mots *id est*, quelquefois seuls et dans une forme latinisée, par l'impossibilité où l'on était sans doute d'en trouver les équivalents en latin.

Ce secours utile, nécessaire même au ve siècle, ne l'était plus à la fin du VIIIe. Les rédacteurs de Charlemagne supprimèrent les mots barbares qui formaient double emploi avec leurs équivalents latins, et traduisirent ceux qui étaient restés sans équivalents. La *Lex emendata* n'offre donc point de gloses malbergiques; elle a seulement conservé, soit dans le texte, soit dans les rubriques, des mots de l'ancienne langue qu'on désespérait de pouvoir bien traduire en latin.

Quant aux textes autres que la *Lex emendata*, l'existence de gloses malbergiques ne me paraît pas être en elle-même un motif de conclure que ceux qui en contiennent offrent plus exactement que les autres la rédaction primitive.

Dans certaines localités, où la langue romaine était tellement générale que les Francs y avaient oublié leur ancien idiome, les copistes ont pu supprimer les mots malbergiques, que, ni eux-mêmes, ni personne n'entendait plus; c'est précisément ce qu'a fait l'auteur du manuscrit de Munich, qui a pris soin d'en avertir dans un prologue, et qui même prétend que ces mots sont grecs, *verba græcorum*, ainsi qu'on l'a vu page 195, note 1re.

Dans d'autres pays, les copistes, quoiqu'en transcrivant des rédactions déjà très-modifiées, ont pu conserver les gloses par routine, ou même par utilité locale.

Si l'on en croit du Cange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, vº *Lex salica*, le texte primitif serait celui qu'Herold a publié en 1557. Mais il suffit de le lire pour être convaincu du contraire. Je ne reproduirai point ici les preuves que j'en ai données pages 221 et suivantes.

Pouvons-nous trouver ce texte primitif dans la rédaction insérée au tome II du *Thesaurus* de Schilter, dont j'ai donné un meilleur texte pages 117 et suiv.; rédaction évidemment plus ancienne que la *Lex emendata?* Pas davantage! La rubrique du titre XCIX atteste que ce titre, composé du temps du paganisme, avait cessé d'être en vigueur; dans les titres LXXV, LXXVI et LXXVII, il est question d'attentats contre des églises et des prêtres.

Mais un examen attentif des autres textes m'a conduit à une solution plus satisfaisante; je crois pouvoir démontrer:

1° Que sous le règne de Clovis il a été fait une rédaction des coutumes des Francs saliques appropriée à leur nouvelle situation dans la Gaule;

2° Que cette rédaction contenait uniquement les matières traitées dans les titres dont sont composés le livre Ier de la *Lex prima* du manuscrit de Wolfenbüttel, les trois premiers textes que j'ai publiés dans cette collection et les soixante-cinq premiers titres du manuscrit de Munich.

Pour établir ces deux points je dois rendre compte de quelques documents.

Dans presque toutes les éditions, et dans plusieurs manuscrits, on lit une sorte de résumé des compositions commençant par: *Sciendum est quod in quibusdam legis salicis inveniuntur* CAPITULA PRINCIPALIA *sexaginta quinque, in quibusdam vero septuaginta; in quibusdam etiam paulo plus aut paulo minus*[1].

Un épilogue que j'ai publié page 347 porte: *Liber legis salicæ quem primus*

[1] On en trouve ci-dessus deux textes, l'un, pag. 355 et suiv. l'autre 358 et suiv.

rex Francorum statuit; et postea una cum Francis pertractavit ut.... aliquid adderet, sicut a primo ita usque ad LXXVIII *duxerit. Deinde vero Hildebertus post multum tempus tractavit ut quid invenire potuerit ibi cum suis Francis addere deberet, a* LXXVIII *usque ad* LXXXIV *pervenit, quod ibi digne imposuisse cognoscitur. Iterum cum hos titulos Chlotarius a germano suo seniore gratanter suscepit, sic et ipse similiter..... Invenit ut a* LXXXIV *adderet et ipse perfectum perduxit.*

Les anciens éditeurs français ont, comme je l'ai fait observer page 346, remplacé *primus rex* par *Chlodoveus;* et, en fait, cette correction n'est autorisée par aucun manuscrit. Cependant je ne doute pas que le mot *primus rex* ne désigne Clovis; il suffit, pour en être convaincu, de se reporter aux deux prologues que j'ai imprimés pages 343 et suiv.

L'épilogue, d'après la plupart des manuscrits, tout en constatant que Clovis a d'abord fait rédiger la loi Salique, et en disant qu'il y a fait des additions, se borne à indiquer que la rédaction première, ainsi que les additions, sont depuis I jusqu'à LXXVIII inclusivement.

Mais dans le manuscrit de Wolfenbüttel (voir ci-dessus page 192), on distingue la rédaction principale des additions faites par le *rex primus*, qui, ainsi que je l'ai dit, me paraît désigner Clovis. La rédaction première est, suivant cet épilogue, *a primo titulum usque ad sexagesimum secundum;* les additions *a sexagesimum tertium titulum usque ad septuagesimum octavum :* le reste est attribué à Childebert et à Chlotaire.

Ces documents contenus dans des manuscrits que les savants reconnaissent être du IXe, même du VIIIe siècle, quoique postérieurs d'environ trois cents ans à l'époque vers laquelle je me reporte, me paraissent attester une notoriété que nous aurions mauvaise grâce à révoquer en doute aujourd'hui.

En s'occupant seulement de ce qui concerne Clovis, le premier des rois francs dont il y soit question, on voit qu'ils constatent deux choses : 1° que ce prince fit d'abord, *statuit*, la loi Salique; 2° qu'il y fit des additions *postea pertractavit ut ad titulos aliquid adderet.*

Il ne faut pas toutefois se méprendre sur le sens du mot *statuit*. Sous la première race et même sous la seconde, le roi n'avait point seul le pouvoir législatif. Les Francs avaient conservé l'usage des Germains, attesté par Tacite cap. XI, *De minoribus rebus principes consultant, de majoribus omnes.* Ce que nous lisons dans le chapitre IV d'un capitulaire de 864, *lex fit consensu populi et constitutione regis*, était reconnu par Charlemagne, tout puissant qu'il fût, dans le chapitre XIX d'un capitulaire de 803 dont je donnerai bientôt le texte, et où précisément il s'agit d'additions à la loi Salique.

Très-évidemment Clovis suivit la même marche que celle qui, d'après les prologues cités plus haut, avait été suivie antérieurement. Des hommes notables, *electi e pluribus*, firent une rédaction dont l'objet principal dut être d'accommoder les usages nationaux à la nouvelle situation opérée par la conquête. Avant cette époque, il n'y avait pas eu d'intérêt à prévoir les offenses qu'un Franc pourrait commettre contre un Romain, et réciproquement : il était impossible de ne pas s'en occuper dès que les vainqueurs et les vaincus habitaient le même territoire ; on les prévit effectivement, mais en appliquant la loi du plus fort relativement aux compositions entre les Francs et les Romains. A part ces dispositions, peut-être aussi celles qui concernent les antrustions, et quelques autres, difficiles à signaler, les coutumes déjà suivies, soit qu'elles fussent écrites, soit qu'elles fussent simplement traditionnelles, entrèrent dans la nouvelle rédaction.

Clovis, comme chef de la tribu salique, promulgua ce travail; il en ordonna l'exécution : voilà, selon moi, le véritable sens du mot *statuit*. Or je pense que cette rédaction ou révision, faite sous l'autorité de Clovis et promulguée par lui, fut ce que les documents dont j'ai rendu compte appellent *Capitala principalia*.

Il s'agit maintenant de voir si nous avons assez d'éléments pour reconnaître ce qui en formait la matière.

Le manuscrit de Wolfenbüttel me semble fournir à cet égard de précieux renseignements. Ainsi qu'on l'a vu page 192, il annonce une collection, *conlatio*, divisée en quatre livres. Le premier commence au titre *De mannire*, et finit au titre *De caballo mortuo excorticato*, LXVIII[e] d'après mon édition, lequel est suivi des mots : *explicit lex prima; incipit secunda*. Je dois de plus rappeler que ces soixante-huit titres n'en font réellement que soixante-cinq, comme je l'ai expliqué pages 158 et 159.

Ce sont précisément ces mêmes soixante-cinq titres, sauf quelques variantes de mots ou de sommes des compositions, sans importance pour la question, qui forment les soixante-cinq premiers du manuscrit 4404, la totalité du texte des manuscrits 65 (sup. lat.), 4403[a] (anc. fonds), et 252 F. 9 (fonds N. D.), ainsi que les soixante-cinq premiers titres du manuscrit de Munich.

Ces mêmes matières forment identiquement les soixante-huit premiers titres de la *Lex emendata*, depuis *De mannire*, jusqu'à *De caballo excorticato* ; et cette différence de trois numéros a été expliquée page 267, note 2.

Si de soixante-huit titres nous en déduisons trois, il reste précisément un nombre de soixante-cinq, tous identiques avec les soixante-cinq dont j'ai parlé

plus haut, à l'exception de quelques variantes, ou de quelques rajeunissements de style.

Cette coïncidence ne saurait être le résultat du hasard; elle démontre ce qu'attestent la *Recapitulatio* et l'épilogue, qu'il a existé des *Capitula principalia*, dont on respectait la forme et la place, même lorsqu'on y faisait des additions.

Mais à des conjectures qui me paraissent si décisives, je peux ajouter une preuve matérielle.

On se souvient que j'ai parlé, dans ma préface et page 1[re], d'un manuscrit de la Bibliothèque royale, 4404 (anc. fonds), composé de soixante et seize titres, dont les soixante-cinq premiers commencent par *De mannire*, et finissent par *De caballo excorticato*, répondant à ceux que j'ai indiqués comme formant les *Capitula principalia*. Le LXVI[e] titre de ce manuscrit a pour rubrique *de mitio fristito*.

J'ai encore parlé, page 224, d'un manuscrit 119 de Leyde (Bibl. royale, suppl. lat. 1046), qui a quelque similitude avec notre 4404. Ce manuscrit contient un épilogue à peu près semblable à celui que j'ai cité plus haut; mais il porte de plus les expressions suivantes, que j'ai déjà transcrites page 347 : *Hec sunt nomina eorum qui fecerunt lege salicæ, Visuat, Aroast, Saleanats, Vicats, qui vero manserunt in lege salice in budice do mitio frestatitro.*

Tout mauvais que soit ce latin, on le comprend; même le mot *budice* qui pourrait venir de l'allemand *biutan*, et signifier *ordonnance, édit, loi;* car on sait que souvent les divers chapitres d'un code sont appelés de ces noms [1].

On peut donc traduire ainsi : « Voici les noms de ceux qui ont fait la loi « Salique : Visuast, Aroast, Saleanats, Vicats, qui se sont arrêtés, en faisant « cette loi, au titre intitulé : *De mitio frestatitro.* »

Les noms de ces commissaires sont évidemment les mêmes que ceux qu'on lit dans les prologues dont j'ai donné les textes pages 343 et suiv. sauf les erreurs des copistes qui les ont presque dénaturés, car l'orthographe n'est la même dans aucun manuscrit; ce qui prouve que Clovis fit copier l'ancien travail.

Mais les prologues imprimés laissaient ignorer où finissait ce travail appelé dans les documents *Capitula principalia.* Le manuscrit de Leyde comble la lacune. Il atteste que primitivement on s'arrêta au titre *De mitio fristito* ou *frestatitro*, titre qui précisément, dans le manuscrit 4404, le seul qui le contienne, est le soixante-sixième, et suit immédiatement le titre *De caballo excorticato*, le dernier de soixante-cinq titres que j'appelle *Capitula principalia*.

On pourroit faire une objection à laquelle je crois devoir répondre.

[1] M. Pertz croit qu'il faut lire *codice;* peut-être lirait-on aussi bien *indice*, signifiant la rubrique du titre qu'on designe.

La *Lex prima* du manuscrit de Wolfenbüttel, déduction faite de deux doubles emplois et en laissant de côté la subdivision d'un titre en deux, se compose, comme on l'a vu pages 158 et 159, de soixante-cinq titres, et cependant, pourroit-on dire, l'épilogue de ce manuscrit ne porte qu'à soixante-deux les titres qu'il attribue au premier roi : *a primo usque ad sexagesimum secundum!*

J'en conviens; mais comme il en résulte une contradiction qui, d'un côté ou de l'autre, a besoin d'être corrigée, je crois que la correction doit être faite dans le chiffre du texte de Wolfenbüttel.

Ce chiffre est écrit en caractères romains; ne peut-on pas supposer que le copiste a oublié de mettre un v entre l'x et les deux II, ce qui aurait fait LXVII, précisément le nombre matériel des titres qu'il donne à la *Lex prima?*

Quiconque voudra jeter les yeux sur ce texte de Wolfenbüttel y reconnaîtra des fautes bien plus grossières et non moins évidentes. On y trouve fréquemment des déplacements de mots, de phrases, de membres de phrases, même de portions de titres, qui le rendent parfois inintelligible. Assurément la faute que je signale et que je propose de corriger est une de celles qu'on rencontre le plus habituellement dans les meilleurs manuscrits.

Je crois donc avoir résolu la première question que je m'étais proposée, avec autant de certitude ou, si l'on veut, de probabilité qu'il est possible d'en espérer relativement à un document âgé de quatorze cents ans.

J'ajoute, sur la foi des prologues et de l'épilogue, que ce travail a été fait sous le règne de Clovis.

Je ne dois pas dissimuler cependant que plusieurs écrivains, s'appuyant sur l'autorité très-suspecte de l'auteur des *Gesta Francorum*, écrivain[1] qui d'ailleurs ne paraît pas avoir connu d'autres documents que nos prologues, ont attribué la rédaction de la loi Salique à Pharamond, d'autres à Clodion. Goldast même, *Const. imperial.* t. III, p. 2, sans s'autoriser d'aucun manuscrit, a donné à son édition (qui, par parenthèse, est le texte de la *Lex emendata* d'après Lindenbrog), l'intitulé de *Lex a Pharamundo promulgata;* et Haubold, un des plus savants jurisconsultes de notre âge, dans ses *Tabulæ juris chronologicæ*, fixe la rédaction de la loi Salique à l'an 422, probablement d'après la chronique d'Albéric, où on lit à l'an 423 : *Franci legibus uti cœperunt.* Vertot, *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. II, p. 605, croit que le texte publié par Herold est plus ancien que le règne de Clovis.

Mais ces auteurs n'invoquent aucune autorité contemporaine qui puisse me décider à renoncer aux raisons que j'ai déjà données pour prouver que

[1] *Rerum Gallic. et Francic. scriptores*, t. II, pag. 542.

la loi Salique, au moins telle que nous la font connaître les plus anciennes rédactions conservées, appartient à une époque où les Francs avaient conquis sur les Romains les parties de la Gaule dont les Visigoths et les Bourguignons ne s'étaient pas encore emparés.

J'ajoute que cette rédaction a eu lieu avant que le christianisme fût devenu leur religion nationale. En effet, les trois premiers textes de ma collection, que je considère comme les plus anciens, la *Lex prima* du manuscrit de Wolfenbüttel et les soixante-cinq premiers titres de celui de Munich, ne contiennent pas, comme les autres, des dispositions contre ceux qui tuent les prêtres, pillent ou brûlent les églises, ni la prohibition des mariages entre proches parents que prononça, pour la première fois, relativement aux Francs, le chapitre III de l'édit de Childebert de 595. On n'y trouve point au titre de la *Chrenecruda*, comme cela est écrit dans le titre XCIX du IVe titre, et dans le titre LXI de l'édition d'Herold, que c'était un usage du paganisme, aboli précisément encore par le même édit de 595, chap. VI.

Enfin le manuscrit de Leyde en donne une dernière preuve plus positive. Il contient à la fin du titre II une disposition qu'on ne trouve dans aucun autre texte, et qui mérite d'être remarquée : *Non est sacramentum in Francos; quando illi legem composuerunt, non erant christiani.*

Ce témoignage est d'autant plus curieux qu'il se trouve dans un manuscrit de la loi Salique littéralement conforme, pour les soixante et onze premiers titres, sauf l'existence de ce titre II, au texte que Charlemagne a adopté.

Il y a donc eu, comme le dit Adrien Valois, tome I, page 120, une rédaction de la loi Salique faite aux premiers temps où les Francs fondèrent leur empire dans la Gaule. Assurer que les textes qui me paraissent les plus anciens ont conservé précisément et exactement cette première rédaction serait téméraire sans doute; mais il est probable qu'ils l'ont conservée en très-grande partie. On peut même affirmer que, s'ils représentent des révisions de cette première rédaction, ces révisions ne sont point postérieures à 554, époque à laquelle Childebert Ier promulgua le célèbre édit *De abolendis idololatriæ reliquiis*.

Après avoir attesté que Clovis fit rédiger et qu'il promulgua la loi Salique, le grand prologue et l'épilogue ajoutent que ce prince y a fait des additions. On lit dans l'épilogue, *primus rex*, et dans le prologue, *Chlodoveus, statuit capitula principalia;* et nous les avons retrouvés au nombre de soixante-cinq dans les manuscrits; puis, *postea una cum Francis pertractavit, ut ad titulos aliquid adderet.*

Effectivement, le manuscrit de Wolfenbüttel, le 4404 de Paris et 119 de Leyde, et l'édition d'Herold contiennent des dispositions présentées comme partie de la *lex salica*, qui ne sont, ni dans les soixante-cinq *Capitula principalia*, ni dans la rédaction de Charlemagne. Le nombre en est même très-considérable.

Ces documents nous apprennent encore que, dans la suite, Childebert et Chlotaire firent aussi des additions, et, quoiqu'il existe des variantes sur le nombre des titres ajoutés, quoiqu'il puisse y avoir d'assez grandes difficultés pour découvrir ce qui, dans les additions, appartient à ces princes, le fait en lui-même paraît incontestable.

Je vais me livrer à quelques recherches sur cet objet.

Déjà on a vu qu'entre les *Capitula principalia* et la *Lex emendata* il y avait une différence de cinq, six, même sept titres, selon qu'on porte le nombre des titres de cette loi à soixante et dix, soixante et onze ou soixante et douze; mais les explications données page 422 prouvent que le nombre réel doit être réduit à trois, quatre ou cinq.

Un assez grand nombre de titres qu'on ne trouve point dans les soixante-cinq *Capitula principalia*, et que les rédacteurs de la *Lex emendata* n'ont point admis, a été conservé dans les manuscrits 4404 (anc. fonds), 119 de Leyde, dans celui de Wolfenbüttel et l'édition d'Herold.

Le manuscrit 4404 en contient vingt-six, savoir: f° 194 verso et suivants; immédiatement après le titre LXV, dernier des *Capitula principalia*, douze titres qui sont les LXVI, LXVI *bis*[1], LXVII, LXVIII, LXIX, LXX, LXXI, LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV et LXXVI; à la suite de ces titres, mais sans numéros ni rubriques, trois, f° 196 verso; plus aux f°s 127 verso et suiv. onze aussi sans numéros, mais qui la plupart ont des rubriques.

Il n'en résulte pas pour cela une augmentation de vingt-six titres, parce que les trois sans numéros, f° 196 verso, sont reproduits dans les onze des f°s 227 verso et suiv., ce qui réduit le nombre réel à vingt-trois.

Le manuscrit 119 in-4° de Leyde dont la Bibliothèque royale possède une copie 1046 (suppl. lat.), contient trente-cinq titres qu'on ne trouve point dans la *Lex emendata*.

Mais il ne faut pas ajouter ce nombre à celui de vingt-trois, fourni par le manuscrit 4404, parce que le titre II en partie, les LXXII, LXXIII, LXXIV, LXXV, LXXVI,

[1] Le copiste ayant oublié d'écrire en encre rouge la rubrique du titre *Si quis hominem de furcas, etc.* ne lui a pas donné de numéro; mais la table constate la distinction entre ce titre et celui qui précède.

LXXVII, LXXVIII, LXXIX, XCVII, XCVIII, XCIX, C, CI, CII, CIII, CIV, CV se trouvent dans ce même manuscrit 4404. Il n'y a donc réellement que dix-sept titres du manuscrit de Leyde à joindre aux vingt-trois du 4404, ce qui forme un total de quarante.

Le manuscrit de Wolfenbüttel ne fournit rien qu'on puisse ajouter à ce nombre. Il contient à la suite de la *Lex prima*, laquelle répond aux soixante-cinq *Capitula principalia*, comme on l'a vu page 422, une série de vingt-six titres, de LIX [68] à XCIV [93] inclusivement, dont il faut déduire quatorze, de LXXVIII [77] à XCI [90] inclusivement, lesquels consistent dans le pacte entre Childebert et Chlotaire, et la *Decretio* de ce dernier. Restent douze, savoir : LIX [68], LXX [69], LXXI [70], LXXII [71], LXXIII [72], LXXIV [73], LXXV [74], LXXVI [75], LXXVII [76], XCII [91], XCIII [92], XCIV [93], réduits même à onze, au moyen de ce que LXXIV [73] et XCII [91] forment double emploi.

Or, ces onze titres sont identiques, sauf quelques variantes sans importance pour la question actuelle, avec un pareil nombre de titres des quarante dont je viens de parler, ainsi que j'ai eu soin de l'indiquer dans les variantes et dans les notes de ces quarante titres.

Le manuscrit de Munich, quoique composé de quatre-vingt-trois titres, et par conséquent offrant, en sus des soixante-cinq *Capitula principalia*, dix-huit titres, ne nous fournit rien, parce que quinze de ces titres représentent le pacte et la *Decretio*, et trois des extraits de la loi des Bourguignons.

L'édition d'Herold ne contient que sept titres non admis dans la *Lex emendata*, savoir : LXXIV, LXXV, LXXVI, LXXVII, LXXVIII, LXXIX, LXXX. Ces deux derniers étant des résumés de compositions analogues, quoique beaucoup moins développées, aux documents connus sous la dénomination de *Recapitulatio solidorum*, je ne les compte pas[1]. Je ne compte point non plus le titre LXXV, qui forme double emploi avec une partie du titre XXVIII de la même édition[2]. Restent donc cinq, qui sont identiques avec un pareil nombre des quarante indiqués ci-dessus.

Il résulte de ces calculs qu'en dehors, non-seulement des soixante-cinq *Capitula principalia*, mais même de la *Lex emendata*, portée au nombre le plus étendu, celui de soixante et douze titres, les manuscrits et l'édition d'Herold offrent un total de quarante titres *surnuméraires*, dont j'ai cru devoir former

[1] Ces titres sont *De delatura* qu'on trouvera ci-dessus page 263, et *incipiant chunnas*, qu'on trouvera pages 156 et suiv.

[2] J'aurais pu indiquer encore quelques dispositions interpolées dans divers titres de cette édition, mais elles n'offrent rien qui ne se trouve dans les quarante titres fournis par les manuscrits 4404 et 119 de Leyde.

une division spéciale sous le nom de *Capita extravagantia*, pour employer un mot admis dans la langue du droit.

A ce simple aperçu, on est tenté d'accuser d'ignorance ou de négligence les personnes à qui Charlemagne avait confié le soin de revoir le texte; ou, si on ne croit pas devoir leur adresser ce reproche, il faut chercher le motif d'une telle omission.

Je crois qu'elle s'explique par les notions que j'ai données, page 423, sur l'ancien droit public des Francs relativement à la confection des lois.

Des documents authentiques, appartenant au règne de Charlemagne, ou aux premières années du règne de Louis le Débonnaire, c'est-à-dire à une époque où l'autorité centrale était très-forte, et où l'extension considérable du territoire rendait les grandes convocations nationales très-difficiles, attestent que les seuls actes qui eussent un caractère immuable de *loi* étaient les résolutions consenties dans l'assemblée générale. S'il est vrai que les rois fissent des *decreta*, *edicta*, *præcepta*, *capitularia*, quelquefois de leur propre mouvement, le plus souvent par l'avis des grands et des conseillers attachés à leur personne, ces actes, tout en recevant une exécution provisoire, n'étaient pas des *lois* proprement dites; ils étaient révocables par la seule volonté du roi, sans qu'il fût nécessaire de consulter l'assemblée nationale; ils n'acquéraient le caractère de loi que par l'acceptation des intéressés, *consensu omnium;* alors ils cessaient d'être appelés *capitularia* pour prendre le nom de *leges*.

C'est ce qu'on lit dans le chapitre XIX du III[e] capitulaire de 803 : *Ut populus interrogetur de capitulis quæ in lege noviter addita sunt; et postquam omnes consensierint, subscriptiones et manufirmationes in ipsis capitulis faciant;* et surtout dans le chapitre V d'un capitulaire de 821 : *Generaliter omnes admonemus ut capitularia quæ, præterito anno legi Salicæ per omnium consensum addenda esse censuimus, non ulterius capitula, sed tantum lex dicantur, immo pro lege teneantur.*

Je ne me livre point à une conjecture hasardée en assurant que ce qui était un principe constant, reconnu et authentiquement proclamé par le chef de l'État en 803 et 821, avait lieu dans les siècles précédents.

En appliquant cette théorie à la loi Salique et aux additions qu'ont reçues les *Capitula principalia*, nous arrivons à une solution qui me paraît satisfaisante.

En ce qui concerne les *Capitula principalia*, les prologues attestent assez qu'ils furent convenus *consensu omnium*, et avec la solennité d'une assemblée générale; j'ai expliqué suffisamment, page 424, que les mots *quæ statuit* s'entendent seulement d'une promulgation. Le chef qui n'était pas assez fort pour s'attribuer

un vase dans le partage du butin de Soissons ne devait pas prétendre à être seul législateur, privilége que Charlemagne lui-même n'osait s'arroger.

Mais on ne tarda pas à reconnaître la grande difficulté qu'il y avait à réunir tous les hommes libres pour délibérer sur les règles de droit, dont le besoin se faisait sentir à mesure que l'établissement des Francs dans la Gaule recevait de l'extension et de la fixité. L'autorité royale dut y pourvoir. C'est probablement ainsi que Clovis *addidit quid deinceps*. Ses successeurs agirent de même; et comme ces actes de l'autorité royale, sans être précisément des lois, n'en étaient pas moins mis à exécution par les comtes, plusieurs copistes de la loi Salique purent y joindre ce qui avait été ainsi ajouté. Je suis même convaincu que la plupart de ces *Capita extravagantia* n'ont pas été rédigés par ordre des rois; qu'ils sont simplement des résultats de la jurisprudence des plaids, ajoutés, par les soins des comtes ou de quelques chanceliers, aux textes de la loi, pour en expliquer et en développer le sens, ou pour constater des coutumes, peut-être de simples usages locaux sur des points que cette loi n'avait pas prévus; car le peuple même dont la législation est la plus volumineuse ne peut espérer qu'elle prévoira tous les cas : ce sont la jurisprudence et l'usage qui remplissent les lacunes.

On peut croire qu'un grand nombre de ces additions fut recueilli par les auteurs du manuscrit 4404 de Paris, de Wolfenbüttel, 119 de Leyde, et de ceux qui ont servi à l'édition d'Herold. D'autres copistes, au contraire, continuèrent de transcrire les soixante-cinq *Capitula principalia*, c'est-à-dire la seule véritable loi Salique, en se bornant à y faire quelques interpolations; c'est ce que démontrent très-bien les manuscrits 4403 [a] (anc. fonds), 65 (suppl. lat.) et 252 (F 9, fonds N. D.).

Mais comme la plupart des additions dont je viens de parler n'avaient pas acquis un caractère législatif par des délibérations nationales, Charlemagne ne les a point admises dans son *édition* de la loi Salique [1].

C'est à dessein que j'emploie le mot *édition*. On aurait, ce me semble, une fausse idée du travail ordonné par ce prince, si l'on croyait qu'il fit une nouvelle loi Salique. Il la prit telle qu'elle était au moment où, pour employer les propres expressions de son capitulaire, *jussit scribere legem Salicam*. Il n'avait en cela d'autre intention que de purger le texte d'une multitude de mots inintelligibles, et quelquefois d'en châtier la latinité. On respecta tellement la rédac-

[1] En effet les seuls titres vraiment nouveaux qu'elle contienne sont, comme je l'ai dit page 267, note 2, les LVIII, LXIX et LXX, que les rédacteurs de Charlemagne ont sans doute pris dans quelques lois nationales dont la date ne nous est pas connue.

tion en usage, qu'on y laissa subsister les dénominations de *criniti* et *incriniti*, relatives aux jeunes Francs, quoique l'usage en fût changé; même le *porcus sucrivus*, et la *Chrenecruda*, qui appartenaient aux temps du paganisme.

Charlemagne fit, pour la loi Salique, la même chose que pour les livres saints, ainsi que le constate le capitulaire de 788, où on lit: *universos veteris ac novi instrumenti libros, librariorum imperitia depravatos. . . . . examussim correximus.*

Mais il ne s'en tint pas là; il s'occupa des changements dont lui paraissait susceptible cette loi dont il venait de fixer le texte. Dès l'année 803 il rédigea de nouveaux titres, *pauca et imperfecta*, cependant, d'après le témoignage d'Eginhard. Les premières lignes de son capitulaire contiennent ces mots remarquables, *proponendo addere jussit;* et immédiatement le chapitre XIX d'un autre capitulaire de la même année 803 déclare que le peuple franc, convoqué en assemblée nationale, délibérera sur leur adoption.

C'est ce que fit également son fils Louis le Débonnaire, en 819, pour des titres nouveaux, qu'il soumit à l'approbation du peuple en 821.

Il me paraît donc résulter de ces différents faits que, si les soixante-cinq *Capitula principalia*, rédigés avec le concours de la tribu des Francs, et revêtus du caractère de loi, ont reçu beaucoup d'additions dans divers manuscrits, le plus grand nombre de ces additions n'était point considéré comme *loi proprement dite* au moment où Charlemagne fit épurer le texte, et qu'en conséquence on ne les inséra point dans l'édition *emendata*.

Je livre ces conjectures à l'appréciation des savants. Quelque opinion qu'on adopte, il est certain que ces additions, en dehors et des *Capitula principalia*, et même de la *Lex emendata*, existent dans un grand nombre de manuscrits fort anciens, tous portant l'intitulé *Lex salica*.

M. Pertz a inséré dans le tome IV de la collection *Monumenta Germaniæ historica*, celles qu'il avait trouvées dans le manuscrit 4404 de Paris et 119 de Leyde. Il a en cela rendu un véritable service aux savants, puisque à peine la moitié de ces titres avait été publiée par Eccard et Herold, et souvent d'une manière inexacte.

Mais en outre M. Pertz a cru devoir classer ces titres dans un ordre d'après lequel il attribue les uns à Clovis, les autres à Childebert, les autres à Chlotaire, les autres enfin à un prince inconnu.

Comme il n'est point entré dans une discussion critique pour développer les motifs de son opinion, et même comme dans son avertissement il témoigne quelque incertitude, je dois m'expliquer à cet égard.

M. Pertz a pensé que les titres placés ou indiqués dans les deux manuscrits 4404 de Paris et 119 de Leyde, à la suite du titre *De caballo excorticato*, et avant l'*Edictum Chilperici regis*, constituaient les additions faites à la loi Salique par Clovis, et c'est sous cette dénomination qu'il les a publiés.

Je partage son sentiment, et voici mes motifs. Les prologues et l'épilogue dont j'ai cité les textes portent *lex salica quam rex primus statuit et postea una cum Francis* (al. *obtimatis*) *pertractavit*. Le mot *postea* indique un trait de temps entre ce que Clovis a fait d'abord, *statuit*, et ce que *postea pertractavit*. Si nous avons des textes dans lesquels on ne trouve que les *Capitula principalia*, tels que 4403ᵃ (anc. fonds), 65 (suppl. lat.), et 252 (F. 9, fonds N. D.); si on trouve aussi des textes qui comprennent d'abord ces *Capitula principalia* dans le même ordre, et qui ensuite y ajoutent immédiatement d'autres titres, on doit naturellement en conclure que ces additions sont les plus anciennes, et par conséquent celles que les prologues et l'épilogue attribuent à Clovis. Je vois donc une très-grande probabilité en faveur du parti qu'a pris M. Pertz.

On demandera peut-être pourquoi il en serait autrement des titres qui n'ont aussi aucune indication d'auteur dans les manuscrits, et dont plusieurs se trouvent même dans le manuscrit de Wolfenbüttel et l'édition d'Herold. Je réponds que les manuscrits 4404 de Paris et 119 de Leyde constatent très-expressément un point de séparation entre les titres dont je viens de donner la désignation et les autres. Ce point de séparation, c'est l'édit de Chilpéric, indiqué seulement par son titre dans le 4404, et contenu dans le seul manuscrit de Leyde.

Cet édit, dont la publication est due à M. Pertz, et qui jusqu'en 1837 était resté dans l'oubli, n'est pas plus une partie de la loi Salique, que ne le sont le *Pactus pro tenore pacis inter Childebertum et Chlotarium*, ou la *Decretio* de ce dernier prince, ajoutés à la loi dans les manuscrits de Wolfenbüttel et de Munich. Il a un caractère remarquable de spécialité. On voit, par les termes de sa rédaction, qu'il n'a été fait que pour les états de Chilpéric, ce qui écarte toute idée d'une législation commune à tous les Francs; il me paraît donc que, dans les manuscrits qui l'indiquent ou qui le contiennent, cet édit détermine un point d'intersection; il atteste que les chapitres ou titres dont il est précédé sont d'un autre auteur que les titres dont il est suivi.

Nous trouvons même dans le grand prologue et dans l'épilogue des inductions, je pourrais dire des preuves, que les titres inscrits à la suite des soixante-cinq premiers, et avant l'édit de Chilpéric, appartiennent à Clovis.

L'épilogue porte que le *primus rex Francorum*, après avoir promulgué, *statuit*,

la loi Salique, la continua, *perduxit*, jusqu'au chapitre LXXVIII exclusivement. Or, j'ai prouvé que les *Capitula principalia* sont au nombre de soixante-cinq; en y ajoutant les douze chapitres qu'avec M. Pertz j'attribue à Clovis, on arrive exactement au nombre de LXXVII [1].

Les manuscrits 4404 de la Bibliothèque royale et 119 de Leyde contiennent encore, comme on l'a vu, d'autres titres, qu'on peut considérer comme des coutumes saliques [2].

M. Pertz, se fondant sur l'autorité du grand prologue et de l'épilogue qui désignent Childebert et Chlotaire comme auteurs d'additions à la loi, en attribue huit à Childebert, trois à Chlotaire, et dix-sept à un prince dont le nom serait inconnu.

C'est ici qu'à mon grand regret je ne puis être de l'avis de ce savant. Il est bien vrai que l'épilogue et le prologue nomment Childebert et Chlotaire comme auteurs d'additions à cette loi; ils attestent même que ces deux princes se sont concertés pour les faire; mais peut-être ne me sera-t-il pas très-difficile de démontrer que ces documents ont entendu, par les mots *aliquid addidit*, les deux actes connus sous le nom de *Pactus pro tenore pacis inter Childebertum et Chlotarium*, et *Decretio Chlotarii*, actes qu'en effet les auteurs des manuscrits de Wolfenbüttel et de Munich ont confondus dans une même série de numéros avec la loi Salique, ainsi qu'on l'a vu plus haut.

Toutefois, sans renoncer à cette preuve dont je m'occuperai plus bas, je veux bien concéder que les additions attribuées par le prologue et l'épilogue à Childebert et à Chlotaire se trouvent dans les titres de nos manuscrits qui ne font partie ni des soixante-cinq *Capitula principalia*, ni des douze chapitres qu'avec M. Pertz j'attribue à Clovis.

Mais sur quoi se fonde ce savant pour attribuer huit de ces titres à Childebert, trois à Chlotaire, dix-sept à un prince inconnu, et même pour laisser entièrement de côté trois autres titres publiés par Herold qu'il n'emploie point dans cette distribution?

[1] Il y a cependant une légère difficulté dans ce calcul : le n° LXXVII étant donné à l'édit de Chilpéric, ce serait le n° LXXVI que devrait porter le dernier des chapitres que M. Pertz et moi nous attribuons à Clovis; mais cela provient de ce que le manuscrit 4404 n'a point donné de numéro au titre *Si quis hominem de furcas*, ainsi que je l'ai expliqué dans la note 1 de la page 426; l'impossibilité qu'il y a de le confondre avec celui dont il paraît faire partie m'a décidé à le numéroter LXVI *bis;* ce qui détruit toute apparence d'objection.

[2] Ce manuscrit n'offre que 103 numéros qui, par l'omission du chiffre CI, ne formeraient que le nombre 102; mais il y a trois titres sans numéros, ce qui fixe le nombre à 105; voir la table rectifiée que j'en ai donnée pages 324 et suivantes.

Il invoque l'autorité du prologue et de l'épilogue ; soit ! Mais alors il faut les prendre tels qu'ils sont, et ne point s'écarter de leur texte.

Les manuscrits de ces documents et de la *Recapitulatio* qui, par l'effet de quelques erreurs de chiffres, varient sur le nombre des *Capitula principalia*, s'accordent tous à dire qu'au moyen de la rédaction primitive de Clovis, et des additions dont il peut être considéré comme l'auteur, le nombre des titres fut porté à soixante et dix-sept, *usque ad titulum* LXXVIII, parce que dans la manière de compter adoptée par les rédacteurs le chiffre indiqué est toujours exclu de la numération.

Tous sont d'accord que Childebert *addidit a* LXXVIII *usque ad* LXXXIV, c'est-à-dire qu'il fit les titres LXXVIII, LXXIX, LXXX, LXXXI, LXXXII, LXXXIII ; la plupart ajoutent que Chlotaire *perduxit legem a* LXXXIV, sans dire où il s'arrêta.

Le manuscrit de Wolfenbüttel présente seul une variante. Il s'accorde avec les autres pour dire que le dernier titre fait par Childebert est le LXXXIIIe, mais il ne commence qu'au LXXXIXe les titres qu'il attribue à Chlotaire, et les porte jusqu'au XCIII^e^. Comme le chiffre est en lettres romaines, je crois qu'au lieu du dernier X de LXXXIX il faut lire un V, et alors ce manuscrit ne différera pas des autres.

En tout cas, la leçon unanime des manuscrits n'attribue que six titres à Childebert. Sur quoi donc M. Pertz se fonde-t-il pour lui en attribuer huit? Le plus grand nombre des manuscrits attribue à Chlotaire depuis et y compris LXXXIV jusqu'à la fin, sans déterminer le chiffre ; pourquoi M. Pertz lui en attribue-t-il seulement trois, et met-il le reste sur le compte d'un prince inconnu ?

S'il a donné la préférence à la leçon du manuscrit de Wolfenbüttel, ce manuscrit, tel qu'il est, en attribuerait cinq à Chlotaire, et en le corrigeant, comme je crois qu'on doit le faire, il lui en donnerait dix.

Mais ce n'est pas tout ! En admettant que les documents permettent d'attribuer huit titres à Childebert et trois seulement à Chlotaire, rien ne justifie le partage que M. Pertz a fait entre ces deux rois. Aucun des manuscrits qui contiennent nos *Capita extravagantia* n'est d'accord avec les autres pour l'ordre dans lequel il les donne.

Dans le manuscrit de Wolfenbüttel, les titres LXXVIII [77] à XCI [90] inclusivement consistent dans le *Pactum inter Childebertum et Chlotarium*, divisé en quatre titres, et dans la *Decretio Chlotarii*, divisée en dix titres.

Dans le texte d'Herold, qui contient seulement soixante et dix-neuf titres, les deux qu'on devrait attribuer à Childebert ont pour rubrique : 1° *In quantas*

causas thalaptas debeant jurare; 2° *De delatura*. Le second de ces titres n'est pas même employé par M. Pertz.

Le manuscrit de Paris 4404 est celui dont les rubriques s'accordent avec l'édition de M. Pertz, parce qu'en effet c'est ce manuscrit qui lui sert de point de départ. Les titres dont il s'agit (f° 227 verso et suiv.) y forment une série particulière de I à XI. Si on veut les admettre en continuation des soixante et dix-sept titres de la loi, y compris les additions que M. Pertz et moi attribuons à Clovis, ils seront numérotés de LXXVIII à LXXXVIII. Pour se conformer à l'épilogue, il faudra donner LXXVIII, LXXIX, LXXX, LXXXI, LXXXII et LXXXIII à Childebert, LXXXIV, LXXXV, LXXXVI, LXXXVII et LXXXVIII à Chlotaire; or ce n'est même pas ce qu'a fait M. Pertz, qui attribue à Childebert depuis LXXVIII jusqu'à LXXXV.

Une plus grave difficulté se présente si on consulte le manuscrit 119 de Leyde. Il contient cent cinq titres[1], et, parmi les titres qui vont de LXXVIII à LXXXVIII, on n'en trouve pas un seul de ceux que M. Pertz attribue à Childebert et à Chlotaire.

C'est le cas, ce me semble, d'appliquer la règle de critique qui veut que, sans s'égarer dans des conjectures, on s'arrête là où les traditions et les monuments cessent d'offrir quelques bases aux investigations, sauf à reprendre et à poursuivre lorsqu'il apparaîtra de nouvelles lumières.

Nous pouvons croire que Clovis a ajouté douze titres, et je les reconnais dans ceux que M. Pertz lui attribue; encore bien que ce savant n'ait pas motivé sa détermination, je crois en avoir donné des raisons solides.

Nous pouvons présumer que Childebert et Chlotaire ont ajouté l'un et l'autre le reste, *usque ad finem;* mais les documents dans lesquels on prend cette preuve ne nous offrent aucune base certaine pour attribuer à ces rois *tels* plutôt que *tels* titres. La saine critique fait donc une loi de ne rien déterminer, et de ne pas faire des distributions qui nécessairement seraient arbitraires.

Mais j'ai raisonné jusqu'ici dans l'hypothèse que Childebert et Chlotaire étaient auteurs de quelques-uns des titres additionnels dont il vient d'être question, et que le prologue et l'épilogue devaient être interprétés dans ce sens, hypothèse évidemment la plus favorable au système de M. Pertz. Je crois cependant que tel n'est point leur véritable sens, et que les additions attribuées par ces documents à Childebert et Chlotaire consistent simplement dans le *Pactus* de ces deux princes et la *Decretio* du dernier.

Ces pièces se trouvent annexées à la loi Salique dans presque tous les ma-

[1] Je ne suis pas, comme je l'ai dit, page 432, note 2, le numérotage du manuscrit, lequel est très-inexact, mais la table rectifiée que j'ai imprimée pages 324 et suivantes.

nuscrits; et même dans ceux de Wolfenbüttel et de Munich, ils forment une seule série de titres comme partie intégrante de cette loi.

Lorsqu'on en fait une lecture attentive, on reconnaît facilement que le titre du *Pactus pro tenore pacis* ne désigne pas un traité pour terminer une guerre ou faire une alliance politique; c'est une loi rédigée en commun pour le maintien de la paix publique dans les états limitrophes des deux rois. Ce document, tel qu'il nous est parvenu, consiste en huit chapitres; il prononce la peine de mort contre les voleurs, à compter du jour où les nouvelles mesures contre le brigandage, *post interdictum latrocinium*, auront été promulguées, peine qui n'était point prononcée par la loi Salique. Il maintient, à la vérité, les compositions pécuniaires; mais ce ne sont plus les simples compositions, telles qu'elles étaient réglées jusqu'alors, suivant la nature et l'objet des vols; c'est la composition de la vie, c'est-à-dire la somme moyennant laquelle pouvait se racheter celui qui avait encouru la peine de mort. On trouve dans ce document la première trace de l'intervention du magistrat pour la répression des crimes. Il est défendu à la personne qui a arrêté le voleur de composer avec lui sans le concours du juge, *sine judice*, sous peine d'être déclarée complice, *latroni similis*.

Chlotaire fit, de son côté, une loi intitulée *Decretio*, qui avait pour objet d'assurer dans ses états l'exécution du *Pactus pro tenore pacis* qu'il avait fait avec Childebert. Il en reproduit, en termes presque semblables, plusieurs dispositions; il y ajoute d'autres mesures [1].

La très-grande affinité de ces documents avec quelques parties de la loi Salique, à laquelle même se réfère le chapitre v du pacte, a probablement conduit les rédacteurs du prologue et de l'épilogue dont j'ai parlé plus haut à considérer Childebert et Chlotaire comme auteurs d'additions à cette loi; et c'est aussi ce qui paraît avoir été l'opinion des rédacteurs des manuscrits de Wolfenbüttel et de Munich.

D'autres copistes avaient sans doute agi ainsi; et c'est d'après des exemplaires de cette espèce qu'ont pu être rédigés le prologue et l'épilogue.

Chacun ayant arbitrairement usé du droit de diviser les deux documents dont il s'agit en plus ou moins de titres, il n'est pas surprenant qu'on ait attribué à ces princes un nombre qui ne cadre pas rigoureusement avec les deux manuscrits où nous les voyons confondus dans la loi Salique. Mais, selon moi,

[1] Je n'ai cru pas devoir comprendre ces actes dans ma collection; ils sont imprimés dans un grand nombre de recueils, notamment dans Baluze, tome Ier, dans le tome III des *Monumenta* de M. Pertz, et dans le tome Ier de la nouvelle édition des *Diplomata*.

ces deux documents n'en font point partie, et doivent conserver l'individualité que leur donnent presque tous les manuscrits, notamment ceux de la *Lex emendata*.

On a vu en quoi mon opinion différait de celle de M. Pertz, relativement aux titres autres que ceux qu'il attribue à Clovis. Cette dissidence ne m'empêche pas de rendre à ce savant la justice qui lui est due pour avoir appelé le premier l'attention sur deux manuscrits, l'un de la Bibliothèque royale, 4404 (anc. fonds), dont il est surprenant que Baluze ne se soit pas servi, ou du moins n'ait pas parlé, puisqu'il appartenait à Colbert; l'autre, 119 de Leyde, qui, ayant appartenu à Vossius, a passé entre les mains de Paul Petau, et dont cependant personne n'avait pensé à faire usage.

Quelle que soit au surplus l'opinion qu'on adopte dans ce dissentiment entre M. Pertz et moi, il n'en reste pas moins démontré qu'en dehors des soixante-cinq *Capitula principalia* dont mes trois premiers textes sont composés et de la *Lex emendata*, il existe quarante titres ou chapitres dont quelques-uns seulement sont compris dans les éditions d'Herold et d'Eccard, mais avec des fautes qui les rendaient souvent inintelligibles, fautes qu'on peut corriger aujourd'hui, en partie du moins, à l'aide des manuscrits 4404 de Paris et 119 de Leyde; et que les autres étaient entièrement inédits avant que M. Pertz les publiât en 1837.

On ne peut donc méconnaître le grand service que ce savant a rendu à ceux qui ne dédaigneront pas de faire quelques études sur la loi Salique. Sa collection des *Monumenta* qu'il poursuit avec autant de courage que de succès produira les mêmes résultats et dans un cercle bien plus vaste, puisque, pour les deux premières races, les documents historiques sont communs entre la France et l'Allemagne.

Ce n'est pas toujours en établissant des systèmes qu'on peut être utile. On ne saurait refuser une juste reconnaissance aux hommes de génie qui, sans altérer ou méconnaître les sources, ont présenté des aperçus nouveaux, ou tiré des faits constatés, des conséquences utiles à l'éclaircissement de nos antiquités; mais il est permis de réclamer des encouragements, j'oserai dire des suffrages, pour ceux qui s'occupent de la recherche des documents, seule base d'une saine critique.

DISSERTATION SECONDE.

DU DROIT QUE CHACUN AVAIT DANS L'EMPIRE DES FRANCS D'ÊTRE JUGÉ PAR SA LOI D'ORIGINE.

On a vu dans la dissertation précédente que la loi Salique était une rédaction des coutumes de la tribu d'où étaient sortis Clovis et le plus grand nombre des guerriers qui formèrent l'armée victorieuse à Soissons. Cette loi les désigne quelquefois par le mot *Francus*, ou par le mot *Salicus*, et même par la réunion des deux dénominations. Presque toujours elle emploie le mot *ingenuus*, sur lequel je m'expliquerai dans la dissertation quatrième.

On trouve, en outre, dans le titre XLIII, désignés d'une manière spéciale et distincte, des *barbari qui lege Salica vivunt;* et les savants ne sont pas d'accord sur la signification de cette dernière expression. Eccard, dans ses notes sur les titres XVI et XLIII du texte d'Herold, croit que ces mots désignent les hommes des diverses tribus germaniques qui, par un accord libre, vinrent se joindre à Clovis et augmenter son armée d'occupation, ou qui furent incorporés à la tribu salique par l'effet de guerres postérieures.

On sait que, longtemps avant le grand événement de la victoire de Soissons, il existait sur le territoire de la Gaule des corps composés de Germains, à qui les empereurs avaient concédé des terres à cultiver, à la condition de défendre de ce côté les frontières de l'empire contre les incursions des autres tribus d'outre-Rhin[1]. Ces hommes étaient dans un état précaire et de sujétion à l'égard de la puissance romaine. Dès que cette puissance eut été renversée, ils ne durent pas tarder à se réunir à leurs compatriotes, et à revendiquer la qualité de *barbares*, dont les Germains se faisaient un titre d'honneur.

L'intérêt de Clovis était d'augmenter ses forces pour contenir le vaste pays dont la victoire l'avait rendu maître. Il ne dut pas hésiter à les accueillir et à les assimiler aux Francs saliques. Voilà ce qui peut justifier la première partie de l'opinion d'Eccard.

Les historiens attestent aussi que, bien avant la bataille de Soissons, des Germains s'étaient emparés de diverses portions de territoire dans la Gaule. Clovis parvint à se défaire des chefs de ces petits états, soit par force, soit par adresse. Il

[1] Ammian. Marcell. lib. XVII, cap. VIII; Zozim. lib. III, cap. VI; Claudian. *De laudibus Stilichonis*, lib. I, vers. 220.

les réunit sous sa domination ; et, comme leurs habitants avaient des usages très-analogues à ceux des Francs saliques, ils devinrent encore des *barbari lege Salica viventes*. Ainsi est expliquée et justifiée la seconde partie de l'opinion d'Eccard.

Une glose du *codex Estensis* (Murat. *Antiq. Ital. medii ævi*, t. II, col. 289) donne l'explication suivante : *Id est quos Franci de sua patria adduxerunt, et ipsos captos lege Salica vivere nolunt*. Cette glose a besoin elle-même d'être interprétée. Je crois qu'il faut la diviser en deux membres. *Quos Franci de sua patria adduxerunt*, désigne les Barbares d'outre-Rhin venus volontairement, sur la promesse des Francs qu'ils partageraient leurs priviléges dans la Gaule. Le reste de la phrase signifie qu'il n'en était pas ainsi des prisonniers de guerre captifs, et qu'ils n'étaient pas admis à jouir des droits accordés aux ingénus par la loi Salique.

Les Allemands, les Bavarois, les Wisigoths, les Ripuaires, dont Clovis réunit les pays à son empire, et les Bourguignons soumis par ses fils, avaient des lois écrites un peu différentes de celles des Francs saliques : ils en stipulèrent la conservation.

D'un autre côté, c'est un fait unanimement reconnu par tous les savants, que les anciens habitants appelés *Romani* obtinrent la conservation de l'usage de leur droit civil.

Si ces concessions avaient l'inconvénient de rompre l'unité, dont on n'appréciait pas beaucoup alors les avantages, peut-être trop exagérés de nos jours, elles étaient dictées par une sage politique, et nos histoires modernes en fournissent d'assez nombreux exemples.

Mais la loi Salique et tous les codes barbares, sauf celui des Ostrogoths, présentent un caractère particulier que les savants ont reconnu, tout en essayant de l'expliquer, chacun à sa manière. « Ces lois, comme le dit Montesquieu, « *Esprit des lois*, livre XXVIII, chap. II, ne furent point attachées à un certain territoire. Le Franc était jugé par la loi des Francs, le Bourguignon par la loi « des Bourguignons, le Romain par la loi romaine ; et, bien loin qu'on songeât « alors à rendre uniformes les lois des peuples conquérants, on ne pensa pas « même à se faire législateur du peuple vaincu. »

Ce serait donc une erreur de confondre cet état de choses avec le régime des coutumes qui existaient en France avant la révolution. Alors, il est vrai, le royaume offrait une sorte de fédération de petits états presque étrangers les uns aux autres, sous les rapports de la législation civile, quelquefois même de l'administration. Chacun de ces arrondissements était régi par sa coutume, souvent très-différente de la coutume voisine.

Mais l'empire de chaque coutume était déterminé par le territoire. Elle ré-

gissait les immeubles situés dans son étendue, sans égard à la loi personnelle de leurs propriétaires. Si des délits y étaient commis, ses dispositions pénales étaient seules applicables, quelle que fût la loi du lieu d'origine de l'offenseur ou de l'offensé.

En général, dans les affaires que nous appelons *personnelles*, cette loi du territoire régissait tous les individus qui y étaient domiciliés, sauf quelques cas d'exception où l'on avait recours à la loi d'origine, pour statuer sur la capacité ou l'état de la personne: et encore, dans ce cas, on suivait la loi du domicile du père de cette personne au temps de sa naissance. Ainsi, l'homme originaire de la Bourgogne qui aurait transporté son domicile en Bretagne n'aurait pas eu le droit de prétendre que les procès qui lui survenaient dans ce dernier pays, au sujet d'acquisitions, de contrats, et surtout pour des atteintes à sa personne, devaient être jugés d'après la coutume de Bourgogne. Cette prétention n'eût pas été mieux fondée quand le demandeur et le défendeur auraient été l'un et l'autre originaires de cette province. Celui qui était né en Bourgogne d'un père domicilié en ce lieu, mais lui-même originaire du Languedoc, pouvait bien, quelque part qu'il y eût à statuer sur son état, invoquer la coutume de la Bourgogne dans laquelle il était né, mais non celle du Languedoc d'où il tirait son origine paternelle.

Ce n'est point là l'état de choses que constatent les documents de la première race. Ils nous montrent les lois diverses exerçant leur autorité sur les hommes appartenant à la tribu pour laquelle cette loi avait été faite, suivant et régissant eux et leurs descendants partout où ils allaient habiter, et l'empire naturellement territorial de la loi s'effaçant devant ce qu'on a très-bien appelé la *personnalité* des lois. Ils nous montrent le Ripuaire, le Bourguignon, le Bavarois, quelque part qu'il se trouve, même dans une région dont tous les habitants suivent une autre loi, autorisé à invoquer celle de la tribu dont il est originaire. Cet état de choses réalise ce qui aurait pu paraître une exagération dans la bouche d'Agobard (D. Bouquet, t. VI, p. 356), que, dans la même maison, vivaient jusqu'à cinq personnes dont aucune n'obéissait à la même loi.

Ce système a paru aux savants qui ont voulu l'étudier et l'expliquer, un phénomène dont il était bon de rechercher les causes, et qui, suivant les expressions de M. de Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge*, t. Ier, chap. III, § 30, doit avoir eu sa source dans des besoins généraux.

Montesquieu, dans le chapitre déjà cité, croit que ce système existait primitivement en Germanie, d'où il fut apporté dans la Gaule par les Francs. Il en attribue la cause aux événements qui décidèrent les tribus germaniques, longtemps isolées et en hostilités les unes à l'égard des autres, à se fédérer ou

du moins à s'entendre pour suspendre ces hostilités, afin de résister aux Romains; il croit que cet accord eut lieu sous la condition que chaque peuplade ou tribu conserverait ses usages, ses lois ou coutumes propres. « La patrie, dit-il, « était commune, et la république particulière; le territoire était le même, et les « nations diverses; l'esprit des lois personnelles était donc chez ces peuples avant « qu'ils partissent de chez eux, et ils le portèrent dans leurs conquêtes. »

Je crois sans peine que, dans l'état d'isolement des tribus germaniques, chacune a pu avoir ses coutumes propres. Je crois encore que si, cédant à la force ou à des considérations d'un grand intérêt commun, quelques tribus reconnaissaient la supériorité politique d'une autre, on a pu convenir que chacune continuerait d'être régie par sa coutume. Mais, dans tous ces cas, le principe de la territorialité était conservé, et le passage de Montesquieu que je viens de transcrire ne me semble pas expliquer l'origine de ce que lui-même appelle *personnalité des lois;* système qui devait être fortement ancré dans les esprits, puisque Charlemagne, dont toutes les vues se tournèrent vers l'unité et l'uniformité d'administration, le respecta, même dans ses conquêtes en Italie[1].

S'il était bien prouvé que ce système a existé en Germanie avant la fondation de l'empire des Francs dans la Gaule, je croirais plutôt qu'on pourrait l'expliquer par l'usage où étaient les hommes les plus braves, les plus aventureux des diverses tribus germaniques, de quitter momentanément leur patrie pour s'attacher à quelque chef renommé qui les conduisait à des expéditions lointaines. Ces hommes voulaient bien être compagnons, mais non sujets. Ils auraient cru perdre leur liberté s'ils avaient changé de loi, et adopté celle de la tribu à laquelle appartenait le chef qu'ils suivaient volontairement. Ils devaient naturellement, lorsqu'il s'élevait quelque différend entre eux, conserver les coutumes de leur tribu d'origine, dans laquelle ils rentraient après que l'expédition était terminée.

Toutefois je suis porté à croire avec M. de Savigny, § 31, que le besoin et la possibilité d'une telle institution, comme système permanent et partie intégrante de la législation, commencèrent seulement lorsque les Francs s'établirent dans la Gaule, après avoir renversé la puissance romaine.

Partout où se fixèrent les soldats de Clovis ils trouvèrent les anciens habitants, auxquels ils donnèrent la dénomination générique de Romains, et tous, vainqueurs et vaincus, avaient besoin d'être régis par des lois positives.

[1] Capitulare anni 793, cap. IV; Capitulare Pippini, anni 793, cap. XXXVII; Capitulare VI anni 803, cap. II; Capit. I anni 819, cap. IV et IX.

Pour que ces lois eussent un caractère et un empire territorial, tel que l'avaient évidemment dans la Germanie les coutumes de chaque tribu, tel que l'avait le droit romain dans la Gaule avant la conquête, il aurait fallu substituer la loi des vainqueurs à celle des vaincus, en incorporant ces derniers aux premiers, en les soumettant, non-seulement à la forme de gouvernement et d'administration publique, mais encore au droit civil des Francs. Cela n'était pas aussi facile qu'on pourrait le supposer : on accoutume plus aisément un peuple à une souveraineté qu'à une législation nouvelle. Les vainqueurs étaient peu nombreux; ils avaient besoin de se ménager l'affection de leurs nouveaux sujets, surtout du clergé, dont l'influence sur les Romains était immense, et qui servit si activement à constituer le nouvel empire. Qu'auraient-ils eu, d'ailleurs, à offrir aux Romains en remplacement du droit civil, auquel ils étaient accoutumés depuis si longtemps; droit que, nonobstant des haines, trop bien justifiées peut-être, ces vainqueurs ne pouvaient s'empêcher d'admirer, et qu'ils se préparaient presque à adopter lorsqu'ils adoptaient la langue et la religion des vaincus? Des usages incomplets, incertains, dont ils ne tardèrent pas à sentir l'insuffisance, dès que la conquête leur eut fourni le moyen de changer leur vie aventureuse et leur demi-civilisation, contre une existence fixe qui créa et multiplia des besoins et des relations jusqu'alors inconnus.

Ils pouvaient sans doute, comme l'ont fait souvent les hordes que la Tartarie lançait sur l'empire chinois, renoncer à leurs coutumes imparfaites et se soumettre à la législation des Romains; mais l'irritation était trop violente encore. L'histoire atteste surtout la haine furieuse des Germains contre les avocats romains [1]; la fierté germanique n'eût pu consentir à une mesure qui lui aurait semblé un abaissement. On verra, dans la dissertation cinquième, que le système des Francs fut d'établir une distinction entre eux et les Romains et qu'ils placèrent ces derniers dans une évidente infériorité. Je l'ai déjà dit, d'ailleurs, les hommes ne renoncent pas facilement à leurs coutumes nationales. La formation du droit civil d'un peuple est l'ouvrage du temps et de l'expérience : cette expérience fut sans doute dans la suite toute en faveur du droit romain; une fusion entre les deux législations s'opéra peu à peu, à mesure que chacun en éprouva le besoin et l'utilité. Aux premiers moments de la conquête, il n'eut pas été plus possible d'amener les Francs à abdiquer les usages germaniques, qu'il n'eût été politique de contraindre les Romains à renoncer à leur droit civil.

[1] Florus, *Epitome rerum Romanarum*, lib. IV, cap. XII.

Les vainqueurs conservèrent donc leurs coutumes en même temps qu'ils permirent aux vaincus d'user des lois romaines. Mais les Romains ne formaient plus un corps de nation; ils étaient des sujets des Francs, disséminés sur toute la surface de l'empire. Les vainqueurs, à leur tour, habitaient partout à côté des Romains, dans le même arrondissement. Il n'y eut donc ni utilité, ni possibilité de reconnaître aux deux législations un caractère territorial : le système de personnalité fut seul possible dans les circonstances où l'on se trouvait.

Le plus ancien témoignage que nous ayons sur la concession faite aux Romains de conserver leur droit ancien est le chapitre IV de l'édit de Chlotaire Ier, fils de Clovis, de 560; mais il constate un fait et n'accorde pas une faveur jusqu'alors inusitée. Il est évident que l'état de choses indiqué par cet édit fut établi au moment de la conquête.

Aux premiers temps de la fondation de l'empire des Francs par Clovis, nous ne trouvons donc que deux lois, deux corps de droit, en vigueur : la loi Salique, loi personnelle des vainqueurs, des hommes qui, pour employer les termes du titre XLIII, *lege Salica vivunt;* le droit romain, loi personnelle des vaincus, *Romani*, sur quelque portion du territoire qu'ils résidassent.

Mais Clovis réunit bientôt à son empire des provinces occupées par des hommes d'origine germanique qui avaient leurs lois propres.

Il eût été inconséquent et impolitique de leur refuser ce qu'on avait accordé si expressément aux Romains. Ainsi, les Allemands, les Bavarois, les Ripuaires, soit dans leur territoire, soit hors de ce territoire et du même droit que les Romains, invoquèrent leur loi d'origine. C'est ce que prouve, sans la moindre incertitude, la formule 8 du livre Ier de Marculfe, dans laquelle le roi, s'adressant à un comte, dit : *Ut omnis populus ibidem commanentes tam Franci, Romani, Burgundiones quam reliquas nationes, etc.* De plus, les §§ 3 et 4 du titre XXXI de la loi des Ripuaires constatent ce principe; et c'est ce qu'on trouve encore, sous la seconde race, dans le chapitre VI du capitulaire de 803.

Il en résulte qu'à cette première période de la législation française on n'eut point à s'occuper des discussions interminables sur les statuts réels, personnels, mixtes, qui, sous l'empire des coutumes, ont donné lieu à tant de livres, les uns très-obscurs, les autres très-savants. Toutes les lois en vigueur chez les Francs furent des statuts personnels.

Cependant ce système, qu'il est impossible de méconnaître, allait-il jusqu'au point que si à une époque où la Saxe, la Frise, la Lombardie, n'avaient pas encore été soumises, quelque homme de ces tribus, venu chez les Francs, y avait été traduit en justice, sa cause eût dû être jugée par sa loi d'origine?

Je ne le crois pas; c'est aux nations incorporées à l'empire franc, *nationes*, dit la formule, que le droit de chacun d'être régi par sa loi était accordé; ce n'était pas à tous les hommes, de quelque pays qu'ils fussent, qui se rencontraient sur le territoire. Aussi tous les recueils de lois dont les manuscrits nous sont parvenus, qu'on peut appeler *libri legales*, ne contiennent-ils que les lois Salique, Ripuaire, des Alemans, des Bavarois, la *Lex romana*. Je crois que si les hommes d'une autre origine étaient venus résider sur le territoire des Francs, la force des choses attribuait un empire territorial à la loi Salique, comme loi de la tribu dominante et maîtresse du pays; mais pour les ranger parmi les hommes de condition inférieure dont je parlerai dans le chapitre second de la quatrième dissertation [1].

Les savants ont discuté une question assez importante qu'il ne me paraît pas possible de passer sous silence. Elle consiste à savoir si un homme qui appartenait à une tribu de l'empire autre que celle des Francs, et notamment un Romain, aurait pu déclarer qu'il renonçait à sa loi d'origine pour être dorénavant régi par la loi Salique, afin d'en revendiquer les avantages. L'affirmative a été soutenue par Daniel, *Histoire de France*, t. Ier, pag. 14; puis reproduite par Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. XXVIII, chap. IV; par Mably, *Observations sur l'Histoire de France*, liv. Ier, chap. II, note 7; par l'abbé de Gourcy, *De l'état des personnes, etc.* et par Bernardi, *Essai sur les révolutions du Droit français*, publié en 1782, page 37. Ces auteurs se fondent sur le texte du § 1er du titre XLIII, d'après l'édition d'Herold, ainsi conçu : *Si quis ingenuus franco* (francum) *aut barbarum, aut hominem qui lege Salica vivit, occiderit, etc.* Ils en concluent que la loi a prévu le meurtre de trois sortes de personnes : 1° des Francs; 2° des autres barbares; 3° de tout homme d'une autre origine, et surtout des Romains qui auraient abandonné leur loi pour vivre sous l'empire de la loi Salique, et qu'en conséquence tout homme avait droit, à son gré, de vivre sous une loi qui n'était pas sa loi d'origine.

L'opinion qu'on avait alors que le texte publié par Herold était la plus ancienne rédaction de la loi Salique servit à établir ce système; on chercha en outre à l'expliquer par des autorités.

Mais, sous le premier rapport, le préalable aurait dû être de vérifier si réellement la loi Salique autorisait la triple distinction. Le texte imprimé par du Tillet, avant Herold, et depuis par F. Pithou, Lindenbrog, Bignon, Baluze, ne contenait point la leçon dont on argumentait : c'était, au moins, une raison

[1] Le titre XXXV de la loi des Ripuaires, rédigée très-certainement après la loi Salique, avait prévu le cas des crimes commis envers des hommes non Ripuaires.

de douter : elle aurait dû frapper d'autant mieux Montesquieu, que Baluze, ayant rédigé son texte d'après onze manuscrits, n'en indiquait aucun qui contînt la leçon d'Herold; que, d'un autre côté, Eccard, dans son commentaire, avait soupçonné et signalé la nécessité d'une correction dans le texte d'Herold.

C'était, ce me semble, le cas pour Montesquieu et Mably, qui citent assez souvent ce commentaire, de recourir aux manuscrits de la Bibliothèque royale, très-nombreux de leur temps. J'ai vérifié tous ces manuscrits, et je peux affirmer qu'aucun ne contient la leçon d'Herold. J'en ai fait vérifier trente dont l'existence en pays étranger m'était connue : cette leçon n'existe dans aucun. Tous portent : *Si quis Francum, aut barbarum hominem qui lege Salica vivit.*

La conséquence qu'on doit en tirer est donc qu'il existe une faute d'impression dans l'édition d'Herold, faute qui consiste en ce qu'on a placé un *aut* inutile entre *barbaram* et *hominem.*

J'avoue avec Mably qu'on ne doit se décider qu'avec une grande réserve à corriger un ancien texte; mais d'abord, cela est permis quand l'unanimité des autres porte à en corriger un seul. En second lieu, aucun manuscrit connu ne représente l'édition d'Herold. J'ai démontré, pages 222 et suivantes, que cette édition était arbitraire, et surtout que le texte qui la constitue n'avait point le caractère d'ancienneté qu'une sorte de routine lui attribue depuis longtemps.

Je reconnais cependant qu'il y aurait quelque probabilité en faveur de l'exactitude du texte d'Herold, s'il était bien vrai, ainsi que l'assure Montesquieu, liv. XXXI, chap. VIII, que le titre VII de la loi des Ripuaires contînt une disposition semblable.

Mais l'assertion de Montesquieu, qui malheureusement ne vérifiait pas avec assez de soin les textes qu'il citait, est inexacte; on ne trouve pas dans la loi des Ripuaires un seul mot qui ressemble au texte d'Herold, sur lequel Montesquieu se fonde pour établir son opinion du droit de choix. Non-seulement on n'en trouve point, mais il n'est pas possible que cette loi prête le moindre fondement à l'opinion sur le droit de choix, puisqu'elle détermine particulièrement dans le titre XXXVI quelle sera la composition pour le meurtre des non Ripuaires, selon la nation à laquelle ils appartiennent.

Les savants que le texte d'Herold, unique et sans authenticité comme je l'ai prouvé, a entraînés dans le système de la liberté du choix, ont essayé de prouver son exercice en invoquant quelques chartes et quelques formules lombardes appelées *professiones*, où un homme annonçait qu'il vivait sous *telle* loi. Muratori, qui a disserté avec beaucoup de science et d'étude sur cette ma-

tière des *professiones* [1], s'est, selon moi, mépris dans l'explication d'un usage qui, d'ailleurs, pratiqué seulement en Italie après l'époque où les conquêtes de Charlemagne y eurent opéré un grand mélange de populations d'origine diverse, serait sans rapports avec la loi Salique sous la première race.

Les actes auxquels on donne le nom de *professiones* étaient des déclarations faites par les parties, de leur nationalité, de leur origine, et par conséquent de la loi à laquelle elles étaient soumises : c'était l'énonciation *d'un fait* qui ne pouvait véritablement être mieux exprimée que par le mot *profiteri;* ce n'était pas un moyen d'acquérir et de se procurer *un droit.* Qui ne voit en effet combien peu le système de Montesquieu, de Mably, et de Muratori qui, néanmoins, paraît être resté dans le doute, aurait pu, surtout en l'appliquant aux Romains, se concilier avec l'orgueil des Francs et le mépris qu'ils affectaient pour les vaincus? Comment concevoir que cette tribu, dont les règles sur les compositions dues pour les délits plaçaient les vaincus dans une infériorité marquée, eût laissé à la seule volonté de ces derniers, je dirais presque à leur caprice, la faculté d'effacer cette différence? J'en donnerai de nouvelles preuves dans mes dissertations sur l'état des personnes et les compositions [2].

Je ne crois pas qu'on ait été plus heureux lorsqu'on a invoqué, en faveur de la liberté du choix d'une législation, la constitution de Lothaire, de l'année 824. L'époque de cette constitution célèbre, le pays pour lequel Lothaire la publia, les circonstances qui y donnèrent lieu, suffisent pour démontrer qu'il n'y a aucun argument à en tirer lorsqu'il s'agit d'interpréter les plus anciennes rédactions de la loi Salique, et même d'en corriger le texte, pour donner la préférence à un imprimé qu'aucun manuscrit ne justifie, sur l'unanimité de plus de soixante manuscrits.

Cette seule réflexion me paraît si décisive, que je ne crois pas devoir discuter la constitution de 824. M. de Savigny a écrit à ce sujet dans l'ouvrage déjà cité, §§ 45 et suivants, plusieurs pages marquées au coin de la plus saine critique : je me contente d'y renvoyer.

Mais en réduisant la personnalité des lois aux limites que je viens d'indiquer, il y a encore lieu de résoudre d'autres questions qui ne sont pas sans intérêt.

[1] *Antiquit. italicæ medii ævi*, t. II, col. 251.—[2] On trouvera de plus amples développements dans le chapitre III, § 33 et suiv. de l'Histoire du droit romain au moyen âge, par M. de Savigny; dans le compte que j'ai rendu de cette histoire, dans le Journal des Savants de 1840, pages 47 et suiv. et dans un mémoire que j'ai lu à l'Académie des inscriptions, le 29 mars 1829, *Mémoires*, t. X, p. 666 et suiv. Mon opinion a été adoptée par M. Aug. Thierry, *Récits des temps mérovingiens*, 2e édit. t. Ier, p. 113.

Ce droit des hommes sujets des rois francs, d'invoquer chacun sa loi d'origine, s'étendait-il à l'état politique, et à ce qui intéressait l'ordre public, la répression des crimes ?

Essayons d'abord de résoudre ces questions en ce qui concerne les Romains, qui certainement étaient les plus nombreux sujets des rois francs.

Les institutions romaines admettaient une distinction des hommes en nobles et plébéiens; et je pense, ainsi que je me propose de l'établir dans les dissertations quatrième et cinquième, qu'il n'en était point ainsi chez les Francs.

Mais, quand on croirait le contraire; quand on partagerait l'opinion des savants qui ont dit que, dès le temps où les Francs habitaient la Germanie, et sous les premiers rois de la race mérovingienne, il existait un ordre de noblesse, je ne saurais me persuader que, de plein droit, et en vertu de la faculté concédée aux Romains de vivre d'après leurs lois, la noblesse romaine fût devenue immédiatement partie intégrante de la noblesse franque. Je crois qu'il me sera facile de prouver, dans la sixième dissertation, que la loi Salique a adopté pour le classement des Romains, relativement aux compositions, des bases qui repoussent toute pensée d'une distinction légale fondée sur l'existence d'une classe de nobles et d'une classe de plébéiens [1].

La loi des Francs me paraît donc être la seule qui, sous les rapports politiques, ait régi tous les habitants de leur empire, sans distinction.

Quant à la répression des crimes, il peut se présenter des difficultés que je ne me dissimule pas.

Point de doute que si un Romain commettait un crime envers un barbare, la loi Salique était seule consultée, quelle que fût la peine, même plus grave, qu'aurait prononcée la loi romaine. C'est ce qu'on lit expressément dans les titres XV et XLIII; et certainement les crimes prévus par ces titres n'étaient point des cas particuliers sur lesquels la loi romaine gardât le silence; ce n'étaient pas des crimes contre lesquels cette loi prononçât des peines trop faibles : ce sont des actes de violences contre les personnes, des meurtres accompagnés même de circonstances aggravantes. La loi romaine les punissait par des supplices ; la loi Salique se contente de prononcer des compositions

[1] On doit, ce me semble, appliquer la même solution aux tribus barbares qui, ne s'étant point fondues dans la tribu salique, et n'étant point, pour employer les mots de la loi, *lege Salica viventes*, avaient leur code propre. Un antrustion du duc des Alemans ou des Bavarois n'était pas, de plein droit, investi des priviléges qu'on verra, dans la dissertation cinquième, avoir été attribués aux antrustions du roi des Francs.

pécuniaires. Les mêmes titres nous apprennent encore qu'on se conformait à la loi Salique relativement aux crimes des Francs à l'égard des Romains.

Nous n'avons pas, il est vrai, des preuves aussi explicites pour les cas où l'intérêt des barbares était hors de question, par exemple, lorsqu'un crime était commis par un Romain envers un autre Romain.

On peut donc demander si, dans cette circonstance, le coupable ne devait pas être puni d'après la loi romaine, c'est-à-dire de mort ou de toute autre peine afflictive, encore bien que le même crime ou le même délit commis par un Romain à l'égard d'un Franc n'eût donné lieu qu'à une composition pécuniaire, suivant la loi Salique?

Il y a cependant une considération assez importante à faire valoir. Les Francs, dont le système pénal, au moins tel que l'avait constitué la loi Salique, était très-avare de peines afflictives, tandis que le droit romain en était prodigue, ont pu, et certainement ils en avaient incontestablement le droit, substituer à ces peines les compositions pécuniaires, même pour des crimes commis par un Romain contre un autre Romain. On peut invoquer, en faveur de cette opinion, le § 3 du titre XVI de la loi Salique, d'après le manuscrit de Wolfenbüttel, relatif au crime d'incendie. Il prévoit que ce crime a été commis par un Romain au préjudice d'un Romain; il soumet l'accusé à l'obligation de se justifier par conjurateurs ou par l'épreuve de l'eau bouillante, et, s'il est reconnu coupable, il prononce la composition de XXXV sous. On pourroit encore invoquer le § 2 du titre LXVI de la loi des Ripuaires qui énonce le même principe. Telle n'était point la législation romaine; et, comme ces dispositions ne sont certainement pas des exceptions au droit commun, motivées sur le caractère particulier des crimes prévus par ces textes, il semble naturel d'en induire que le système des compositions avait été substitué à la législation romaine, même pour les crimes des Romains contre d'autres Romains.

Je crois donc que la concession faite à ces derniers de conserver leur législation concernait uniquement le droit civil; et le chapitre IV de la constitution de Chlotaire Ier, de 560, me paraît, en l'interprétant sainement, appuyer cette opinion : *inter Romanos negocia causarum Romanis legibus præcipimus terminari.*

On peut encore tirer argument de la comparaison du § 2 du titre VII et du § 9 du titre XI des *Capita extravagantia*. Dans ce dernier § relatif à un attentat aux personnes, la loi, fidèle à son système écrit dans le § 4 du titre XLIV et dans plusieurs paragraphes de la *Recapitulatio*, nomme les Romains avec les lites,

parce qu'en effet un Romain de première classe n'obtenait qu'une composition égale à celle du Franc *debilior*, du *litus*. Mais dans le § 2 du titre VII des *Capita extravagantia*, il est question d'une matière de pur droit civil, le second mariage d'une veuve. On y fait une différence entre les *litas* et les *ingenuas francas;* mais au mot *litas* on n'ajoute pas *Romanas*, parce que, pour celles-ci, il y avait un droit civil spécial, le droit romain.

Toutefois la matière ainsi restreinte est encore assez étendue pour présenter plus d'une difficulté.

Au moment où un procès était porté au *mallum*, on devait préalablement constater par quelle loi il devait être jugé, pour désigner des rachimbourgs instruits dans cette loi; et rien n'était embarrassant lorsque le demandeur et le défendeur étaient hommes de la même loi.

La difficulté commence lorsque la loi de l'un n'était pas celle de l'autre.

Je crois que, dans toute affaire que nous appellerions personnelle, telle que demande en payement d'une somme, on suivait la loi du défendeur, ce qui me paraît résulter du titre XLIX de la loi Salique.

Probablement on suivait des règles analogues à celles qui nous régissent, lorsqu'il s'agissait de successions. C'était par la loi d'origine du défunt que la succession était réglée.

Dans certains cas compliqués où des parties d'origine différente étaient réciproquement demanderesses et défenderesses, on devait éprouver plus de difficulté. S'il s'agissait d'une convention contractée par des personnes d'origine différente, les formes qu'elles avaient employées servaient peut-être à déterminer par quelle loi elles avaient entendu qu'elle fût régie. Dans le doute, on suivait peut-être les usages des lieux où siégeait le tribunal, usages qui, malgré la personnalité des lois, et à cause de leur insuffisance, étaient la seule règle possible. Peut-être même le tribunal était-il mixte, et les décisions sur cette question préalable, ainsi que sur la formation du tribunal, durent appartenir au comte, d'autant plus désintéressé qu'il ne participait point à la délibération du jugement.

J'aurai occasion de revenir sur ce point de procédure judiciaire dans la dissertation dixième.

Il peut s'élever encore quelques questions secondaires.

Lorsqu'un esclave était affranchi, par quel droit était-il régi? Nous ne trouvons point de solution pour cette question dans la loi Salique, ni dans les formules ou les documents qui s'y rattachent.

Je ne doute point que les coutumes des Ripuaires, constatées par les titres LVII,

LVIII et LXI de leur loi, ne fussent suivies chez les Francs saliques. Si l'affranchissement était fait devant l'église et l'affranchi placé sous le mundeburde ecclésiastique, la loi de cet homme était celle de l'église, le droit romain. Si le barbare qui affranchissait l'esclave se réservait le mundeburde, l'affranchi suivait la loi de son patron; si, en l'absence de cette réserve ou dans le cas des affranchissements *ante regem*, le mundeburde appartenait au roi, la loi de cet homme était la loi Salique.

Les enfants naturels peuvent aussi donner lieu à une question. Si nous supposons qu'ils étaient reconnus par leur père, ils suivaient la loi de celui-ci; ce point ne me paraît pas contestable. Mais le plus souvent le père n'était pas connu. Si la mère l'était, il est à croire que l'enfant suivait la loi de cette femme.

Il pouvait arriver que le père et la mère fussent inconnus. M. de Savigny, t. Ier, § 39, croit que cet homme était libre de choisir la loi qu'il voulait; il invoque un texte de la loi des Lombards: *homo in adulterio natus vivat qualem legem voluerit;* texte dans lequel il pense avec raison que *adulterium* signifie une liaison irrégulière, le simple concubinage. Mais il est douteux qu'il en fût ainsi chez les Francs. Je crois que dans leurs usages celui qui avait élevé un enfant délaissé était maître de le considérer, soit comme esclave, soit comme libre [1]: dans ce dernier cas, une sorte d'adoption plaçait l'enfant sous la loi de l'adoptant.

Le mariage apportait naturellement une modification aux principes généraux développés dans cette dissertation. La femme mariée, quelle que fût son origine, devenait sujette de la loi de son mari. Nous ne trouvons pas de documents de la première race qui justifient cette opinion; mais on voit dans des chartes passées en Italie, à l'époque où la loi Salique y formait un des droits personnels, des femmes déclarer que, par leur naissance, elles appartenaient à *telle* loi: elles ajoutent ensuite, *nunc pro ipso viro videor vivere lege Salica.*

Je crois que cette sujétion à la loi du mari avait lieu de plein droit par l'effet du mariage: les documents cités me paraissent constater un fait, *vivere videor;*

[1] Telle était, du reste, la disposition des constitutions de Constantin et d'Honorius, dans le Code théodosien, lib. V, tit. VII et VIII. Justinien déclara plus tard, par une constitution de 529 (Cod. lib. VIII, tit. III, const. 3), que ces enfants seraient toujours réputés libres; ce qui peut servir à expliquer la loi des Lombards, citée par M. de Savigny. Voir, pour ce qui concerne les Bourguignons, un édit de Sigismond que j'ai publié dans le Journal des Savants de 1839, pages 385 et suivantes, et la dissertation qui l'accompagne.

on sait que *videor*, *videtur* sont employés dans tous les documents pour exprimer ce qui est présentement.

Je crois aussi qu'elle opérait son effet, non-seulement lorsqu'il en résultait une amélioration d'état, par exemple, lorsqu'une Romaine épousait un Franc, mais aussi lorsqu'une femme de la tribu des Francs épousait un Romain; c'est ainsi que dans les pays dont les institutions admettent un ordre de noblesse privilégiée, la roturière qui épouse un noble jouit de la condition de son mari, et la femme noble qui épouse un roturier perd les avantages de la noblesse.

M. de Savigny, § 40, ajoute que la femme devenue veuve pouvait revenir à sa loi d'origine; je doute que cela eût lieu chez les Francs, dont la loi (tit. XLVI) décidait, ainsi qu'on le verra dans la dissertation treizième, que la veuve restait sous le *mundium* de la famille de son mari tant qu'elle ne se remariait pas.

Je termine en faisant observer que les établissements ecclésiastiques et tous les membres du clergé, quelle qu'eût été leur loi d'origine, étaient régis par le droit romain. Ce principe, expressément écrit dans le § 1 du titre LVIII de la loi des Ripuaires, n'est l'objet d'aucune controverse. On peut consulter Baluze, Capitulaires, t. II, col. 995; du Cange, voc. *Lex Romana*, et M. de Savigny, paragraphes cités plus haut.

DISSERTATION TROISIÈME.

DES PERSONNES LIBRES CONSIDÉRÉES DANS L'ÉTAT DE FAMILLE.

On a vu dans la dissertation précédente que les anciens habitants de la Gaule romaine avaient été autorisés à conserver l'usage de leur droit civil. Quand il y avait quelque incertitude sur l'effet de cette concession, sous certains rapports que j'ai déjà indiqués et que je traiterai encore dans la sixième dissertation, aucun doute ne saurait s'élever sur la partie de la législation romaine qui concernait l'état de famille. Elle contenait à cet égard un ensemble de principes très-connus, et dont je crois inutile de m'occuper ici.

Les études auxquelles je vais me livrer concerneront donc uniquement les hommes régis par la loi Salique.

Il n'y a point de législation dans laquelle on ne trouve établie avec plus ou moins d'exactitude une distinction entre les personnes, d'après leur âge et leur sexe. Partout on a reconnu qu'il était un temps de la vie pendant lequel l'individu n'ayant pas la capacité nécessaire pour exprimer légalement sa volonté et exercer ses droits devait être placé sous l'autorité d'un administrateur de sa personne et de ses biens : c'est ce qu'on appelle l'âge de minorité. Quand la loi Salique ne nous offrirait aucune notion à cet égard, il faudrait dire que l'usage avait suppléé à son silence, parce que des règles sur cet objet sont commandées par la simple raison et la nature des choses. Mais nous n'en sommes pas réduits à ce silence absolu. Plusieurs textes contiennent les mots *infantes*, *parvoli*.

Le titre xxvi de la loi Salique prévoit et punit le meurtre d'un enfant qui n'a pas douze ans, et la peine n'est pas la même que pour le meurtre des autres *ingenui*; elle est beaucoup plus considérable, par suite de la protection spéciale accordée aux faibles, qui est un caractère des codes germaniques, et surtout de la loi Salique. Le même titre a égard à l'âge pour le délit commis par celui qui n'a pas douze ans; il l'exempte du *fredum* ou amende due au fisc, sans toutefois le dispenser de la réparation du dommage envers la personne lésée, ainsi que l'explique l'interprétation contenue dans le chapitre v du 3ᵉ capitulaire de 819.

Le titre viii des *Capita extravagantia*, prévoyant que des enfants sont mineurs, *parvoli*, ce sont ses expressions, reconnaît que leur père a droit de

jouir de leurs biens *usque ad perfectam ætatem*, c'est-à-dire jusqu'à leur majorité.

Toutefois nous ne pouvons voir que par induction dans ces textes l'indication de l'*ætas perfecta* auquel l'individu, devenant *suæ potestatis*, prenait l'administration de ses biens, et était *sub sua tutela*, suivant les expressions de du Cange, voc. *Ætas*.

Le chapitre v du 3e capitulaire de 819 déjà cité semblerait fournir plus de lumières. Après avoir dit que l'enfant au-dessous de douze ans, quoique exempt du *fredum*, peut être poursuivi pour ce qu'il a pris injustement, il ajoute qu'une action contre cet enfant *de hereditate paterna vel materna* ne pourra être intentée avant qu'il ait atteint l'âge de douze ans. Quelque incomplète que soit cette décision, je crois qu'elle dérive d'un principe général en vertu duquel, à moins d'une action *ex delicto*, l'individu âgé de moins de douze ans ne pouvait être traduit en justice. C'est ce qui résulte encore du titre LXXXI de la loi Ripuaire, où seulement l'âge de quinze ans est substitué à celui de douze.

Si, comme je le crois, ce titre de la loi Ripuaire, à part la différence d'âge, atteste le droit commun des tribus franques, il peut jeter un grand jour sur la question; car après avoir déterminé l'âge jusqu'auquel les procès qui intéressent les mineurs sont suspendus, il ajoute que cet âge étant atteint, *aut ipse respondeat, aut defensorem eligat*. Le voilà donc capable et même forcé d'ester en jugement, non pas seulement pour des objets minimes, des choses mobilières, mais pour l'ensemble de sa fortune, *hereditas*.

On est donc conduit à croire que la majorité était fixée chez les Francs à douze ans, chez les Ripuaires à quinze. Il est inutile d'ajouter que l'enfant qui n'avait pas atteint cet âge était incapable de contracter. Néanmoins je dois faire observer que le § 3 du titre LXXIV de la loi des Ripuaires le décidait expressément. Le même principe est écrit dans le titre LXXXVII de la *lex Burgundionum*.

Il s'est élevé une controverse relativement à cet âge de majorité; voici à quel sujet: Grégoire de Tours, liv. VII, chap. XXXIII, rendant compte de l'investiture que Gontran fit de son royaume en faveur de Childebert, son neveu, met ces paroles dans sa bouche : *filius meus Childebertus, jam vir magnus effectus est*. Childebert était, comme on sait, roi d'Austrasie et régi par la loi Ripuaire, qui fixait la majorité à quinze ans. D. Ruinart, dans une note destinée à expliquer les mots *jam vir magnus effectus est*, dit expressément : *Childebertus annum ætatis XIV egressus, et MAJOR uti nunc loquimur*. En effet, Childebert était, suivant l'Art de vérifier les dates, né en 570, et les savants placent à 585 l'investiture faite par Gontran.

Cette opinion a été combattue par Bréquigny et La Porte du Theil, dans les Prolégomènes des *Diplomata*, part. III, sect. 1, chap. 1, art. 4. Ils se fondent sur deux diplômes de Sigebert, fils de Dagobert. Ce prince, né en 630, fit, disent-ils, une donation à l'abbé Remacle en 648 [1]; il était par conséquent âgé de dix-huit ans, et le tuteur qui lui avait été donné pour l'administration du royaume la ratifia. En 651 [2], il fit une nouvelle donation, à laquelle le tuteur n'intervint point: il y déclare qu'il est parvenu *ad legitimam ætatem*, et qu'en conséquence ce qu'il donne ou pourra donner *deinceps forent valida*. Les expressions dont il se sert paraissent même annoncer que c'est précisément cette année 651 qu'il avait atteint l'*ætas legitima*, et, dans le fait, Sigebert se trouvait alors âgé de vingt et un ans; donc, ajoutent- ils, l'*ætas legitima* était vingt et un ans[3]. Ils repoussent l'induction que D. Ruinart avait tirée du passage cité de Grégoire de Tours, en objectant que Gontran ne faisait pas un abandon actuel du pouvoir souverain, qu'il se bornait à instituer Childebert son héritier.

Cette objection est loin de me paraître décisive. Précisément Gontran employait pour cette institution la forme de tradition symbolique déterminée par le titre XLVIII de la loi Salique, à la différence qu'au lieu de faire la tradition *per festucam* dans un *mallum* ordinaire, il la faisait *per hastam*, devant les grands du royaume, c'est-à-dire dans le *mallum* le plus solennel. Mais une institution d'héritier que la loi déclarait irrévocable aurait-elle pu être faite au profit d'un mineur, d'un individu qui n'était pas encore *suæ potestatis?* Je ne le crois pas. D'après le titre XLVIII de la loi Salique, dont la loi des Ripuaires et celle des Bourguignons admettent le principe, le donateur et le donataire comparaissaient devant le *mallum;* il s'y formait ce que nous appellerions aujourd'hui un contrat judiciaire. Or, la capacité de l'un et de l'autre des contractants en était la première condition. Il fallait donc que le donataire eût atteint l'*ætas perfecta :* je crois que le passage de Grégoire de Tours a été bien entendu par D. Ruinart.

J'aurais pu éluder cette difficulté en supposant qu'il existait des règles particulières pour la majorité des rois; mais ce n'est pas mon opinion, et tout me

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 204; nouvelle édit. t. II, pag. 82. — [2] *Diplomata*, 1re édit. page 209; nouvelle édit. t. II, pag. 93. — [3] Une charte de Thierry III, de 688, dans les *Diplomata*, 1re édit. pag. 309, et nouvelle édition, t. II, pag. 204, contient aussi cette énonciation d'un roi parvenu *ad ætatem legitimam*. Il est de la seizième année de Thierry, en comptant son règne de la mort de son frère Chlotaire III. Mais comme on ignore l'époque de la naissance de Thierry, ce document n'est d'aucun secours.

paraît prouver qu'à cet égard les familles royales étaient régies par le droit commun. Il faut donc chercher une autre solution : or, je crois qu'elle existe dans les documents invoqués par Bréquigny et La Porte du Theil. On ne voit point dans la donation de 648 que Sigebert fût mineur, ni une ratification de tuteur; elle est faite par le roi, en présence et avec l'assentiment de grands personnages, ce qui n'est point rare dans les actes de rois majeurs. Sigebert, dans le diplôme de 651, indiquant en effet la quatorzième année de son règne, dit qu'à une époque précédente, *ante superiores annos*, lorsqu'il était, *sub tenera ætate*, il avait pu être fait quelques concessions des biens dont il dispose, probablement par les administrateurs du royaume : il les annule. Il ajoute que celles qu'il a faites depuis qu'il est parvenu *ad legitimam ætatem*, celle qu'il fait et celles qu'il fera dans la suite, seront seules valables; mais loin qu'il comprenne dans cette annulation la donation de 648, faite lorsqu'il avait dix-huit ans, il la rappelle en y joignant d'autres domaines, sans la renouveler ni la confirmer, comme cela eût été nécessaire si elle avait été nulle.

La même règle de majorité était-elle observée pour les hommes et pour les femmes? Je n'en doute point, d'après la généralité des termes du titre xxvi de la loi Salique et du capitulaire de 819, où on lit *puer, infans*, expressions qui comprennent les deux sexes; surtout d'après le titre LXXXI de la loi Ripuaire qui, après avoir employé dans sa rédaction le mot *filius*, est terminé par les mots *similiter et filia*.

L'enfant mineur était sous le *mundium* de son père : pendant la vie du père ce *mundium* était confondu avec la tutelle; mais à sa mort la confusion cessait. La mère avait droit à la tutelle d'après les titres LIX et LXXXV de la *lex Burgundionum* qui, dans mon opinion, attestent le droit commun des tribus germaniques. Quant au *mundium* qui imposait la charge de protéger contre toutes sortes d'offenses[1], il ne pouvait être exercé que par un mâle, et il appartenait au plus proche parent. Ce parent réunissait aussi la tutelle au *mundium* lorsque la mère refusait d'être tutrice. C'est encore ce que décident les titres cités de la *lex Burgundionum*.

Mais quoique à l'égard des hommes et des femmes il y eût un *ætas perfecta*, ainsi que je viens de l'indiquer, il est important de faire observer que chez les Francs les conséquences n'en étaient pas les mêmes pour les deux sexes. A l'égard des hommes parvenus à l'*ætas perfecta*, le *mundium* cessait en même temps que la tutelle; ils étaient libres de pourvoir à leur existence comme bon leur semblait; ordinairement même le père leur donnait quelques biens dans la

[1] Muratori, *Antiquitates italicæ medii ævi*, t. II, pag. 115.

cérémonie de la coupe des cheveux (*capillatoria*) qui attestait le passage de l'enfance à la majorité : lors même qu'ils habitaient dans la maison de leur père ils n'y étaient plus sous son *mundium*.

Les femmes, au contraire, y restaient toujours soumises. Si le père mourait, le *mundium* appartenait au plus proche parent paternel, à défaut de parents, au roi, jusqu'à ce que le mariage en transmît les droits au mari.

Toutefois les effets du *mundium* du parent avaient plus d'étendue à l'égard de la femme mineure que de la femme majeure. Dans ce dernier cas il était uniquement un titre de protection et non un pouvoir absolu. La fille majeure qui aurait voulu contracter mariage aurait pu s'adresser au magistrat pour vaincre le refus de son *manbour;* j'en donnerai la preuve dans la dissertation treizième relative aux mariages. La fille majeure avait la pleine liberté de se faire religieuse, ainsi que le prouvent les dernières expressions du chapitre XXI du premier capitulaire de 819. On pourrait même induire de ce chapitre que les compositions pour offenses envers une femme majeure n'appartenaient pas à celui sous le *mundium* de qui elle était placée. Le législateur suppose qu'on a donné par violence le voile à une fille; il distingue si ou non elle était *jam suæ potestatis :* au premier cas, c'est à elle que la composition est due; au second, elle est due à celui *in cujus potestate fuerit.*

Nous avons peu de renseignements sur l'étendue de la puissance du père à l'égard d'un enfant qui n'avait pas atteint l'*ætas perfecta.* César, *De bello gallico*, lib. VI, cap. XIX, atteste, il est vrai, que les Gaulois avaient sur leurs enfants le droit de vie et de mort; mais il a soin de faire observer, cap. XXI, que les usages des Germains n'étaient pas les mêmes que ceux des Gaulois. Nous lisons toutefois, dans le chapitre IV du livre VI de la compilation des capitulaires, qu'un père pouvait vendre son enfant, et les preuves n'en sont pas rares dans les historiens. L'auteur de la vie de saint Junien, dans Labbe, *Bibliotheca manuscriptorum*, t. II, p. 573, atteste même qu'une mère veuve avait ce droit. Mais l'esclavage personnel ayant été singulièrement modifié par l'influence du christianisme, un des premiers effets de cette amélioration dut être d'abolir le droit des parents de vendre leurs enfants[1].

Mais en mettant de côté ce droit barbare, et en supposant, ce qui était sans doute le plus commun, que les pères et mères gardassent leurs enfants, il y a lieu d'examiner quel droit ils avaient sur leurs personnes et leurs biens. On sait ce qui en était d'après la législation romaine. Les enfants étaient, à l'égard

[1] Le chap. XXXIV de l'édit de Pistes de 864, et les capitulaires précédents auxquels il se réfère, constatent que cet usage subsistait encore au IXe siècle, et y portent remède.

de leurs pères, dans un état de minorité perpétuelle. Non-seulement un père avait la puissance sur son fils, mais encore sur les enfants de son fils, et cette puissance ne cessait que par la mort du père, ou par l'émancipation du fils, émancipation résultant de la volonté exprimée par le père, ou supposée d'après certaines circonstances, ou déclarée par la loi dans des cas particuliers.

L'effet de cette puissance, quant aux biens, était que le fils de famille n'avait pas de biens propres; il acquérait pour son père, sauf quelques restrictions que la loi avait établies.

Point de doute que les Romains n'aient continué d'être régis par ces principes; mais ici il s'agit des Francs. Point de doute encore que lorsque l'empire territorial des coutumes eut remplacé la personnalité des lois, quelques-unes, quoique rédigées dans des contrées qui avaient été plus particulièrement occupées par les Francs en grande majorité, n'aient adopté, avec plus ou moins de restriction, les principes du droit romain sur la puissance paternelle; mais il ne s'agit point ici du droit et de la législation des XI[e] siècle et suivants, de ce que nous appelons la législation coutumière; il s'agit de la loi Salique et des principes en usage aux V[e] et VI[e] siècles. Or je crois pouvoir affirmer qu'à cette époque la puissance paternelle, telle qu'elle était connue dans le droit romain, n'était point admise chez les Francs. C'est, du reste, l'opinion d'Heineccius, *Elementa juris Germanici*, lib. I, § 138.

Ce que j'ai dit plus haut prouve qu'il y avait un âge, appelé par les lois *ætas perfecta*, qui rendait l'enfant *sui juris*, avec cette distinction, toutefois, que les filles continuaient d'être sous un *mundium* tant qu'elles n'étaient pas mariées. Mais cela tient à un autre principe qui, tout en ayant quelque similitude avec le droit romain, n'en avait pas été emprunté, je veux dire l'état de tutelle perpétuelle des femmes, matière sur laquelle Heineccius a fait une dissertation qui mérite d'être consultée.

En faisant donc abstraction de cette particularité, je crois qu'on peut tenir comme certain que chez les Francs les enfants parvenus à l'*ætas legitima*, ce que nous appelons la majorité, n'étaient point, comme dans le droit romain, en puissance paternelle.

Même pendant la durée du *mundium*, leurs biens étaient à eux et non au père; ils acquéraient pour eux et non pour leur père. Seulement, avant qu'ils eussent atteint cet *ætas perfecta*, tandis qu'ils étaient *parvoli*, pour employer les expressions de la loi dont je vais bientôt citer le texte, le père jouissait de leurs biens, à peu près comme de nos jours le Code civil lui attribue l'*usufruit paternel*. Voici, en effet, ce que nous lisons dans le titre VIII des *Capita*

extravagantia. On prévoit qu'un homme veuf ayant des enfants se remarie; sa femme avait laissé des biens ou que ses parents lui avaient donnés, comme il est dit dans les titres VII et XIV de ces mêmes *Capita extravagantia*, ou dont elle avait hérité : elle avait, de plus, laissé la dot constituée à son profit par son mari, qui, ainsi que l'atteste la formule 9 du livre II de Marculfe, passait à titre de succession à ses enfants. On décide que le père, quoique remarié, en aura la jouissance : *Si tamen filii parvoli sunt, usque ad perfectam ætatem res anterioris uxoris vel dotis causa liceat* (patri) *judicare, sic vero de has nec vendere, nec donare præsumat*. Ainsi, le père en a l'usufruit tant que les enfants sont *parvoli;* il a cette jouissance, *usque ad perfectam ætatem*, jusqu'à ce qu'ils soient majeurs. Il n'y a pas la moindre apparence que cette règle ait été dictée par la circonstance du second mariage. Le père, soit pendant le mariage, soit pendant son veuvage, ne pouvait avoir, sur les biens de ses enfants, un droit moindre que dans le cas où il se remariait. Si une règle spéciale avait pu paraître nécessaire, c'eût été tout au plus pour modifier ce droit à cause du second mariage; et peut-être le véritable but de notre titre VIII a-t-il été de déclarer que, même remarié, le père conservait des droits sur les biens de ses enfants *usque ad perfectam ætatem*.

Quoi qu'il en soit on ne peut méconnaître que le texte cité ne constate trois choses : 1° le droit du père; 2° les objets sur lesquels ce droit s'exerçait; 3° la durée de ce droit.

La loi définit le droit par l'expression *liceat judicare*. Les documents cités par du Cange nous apprennent que *judicare* a la signification de *disponere*, et même qu'il peut s'étendre au droit de disposition absolue et indéfinie. Mais le texte ajoute immédiatement une restriction : *sic vero de has nec vendere, nec donare præsumat;* et, par conséquent, le droit de disposer est limité à la jouissance, par l'exclusion de la faculté de vendre ou de donner.

A en juger d'après notre jurisprudence, on devrait dire que le père était usufruitier des biens de ses enfants jusqu'à ce qu'ils eussent atteint *perfectam ætatem*, et ce serait ce que nous appelons l'*usufruit paternel*. Toutefois il y a quelque différence. Dans les principes modernes, l'usufruit est un droit distinct de la nue propriété, ce sont deux choses appartenant à deux maitres différents. Les Francs n'avaient pas d'idée bien nette de ce démembrement qui appartient à une législation plus avancée que la leur; ils ne connaissaient que la propriété; mais, comme l'exercice des droits qu'elle produit était accordé seulement à des personnes *sui juris*, ils avaient établi que, pendant l'incapacité momentanée du propriétaire, le droit de propriété serait exercé par la personne qui avait

celui de jouir; seulement ils avaient pourvu à ce que cette jouissance ne devint pas un moyen de dépouiller le pupille et de le laisser sans ressources à l'époque où il aurait la *perfectam ætatem*. Pour atteindre ce but, la loi interdisait au père la faculté de vendre ou de donner les biens du pupille : à cette restriction près, il était réputé propriétaire et exerçait tous les autres droits de la propriété comme il en supportait les charges, sous les différents rapports naturels, civils et politiques. C'est de là que furent introduits dans nos anciennes coutumes les droits de *manbournie*, traduction du mot *mundium*, *mundeburdium*, de *bail*, et autres, analogues à la puissance paternelle de notre Code civil. Il ne serait pas exact de dire, comme l'a fait un jurisconsulte allemand, M. Zœpfl, dans un article très-intéressant intitulé *De l'élément germanique dans le Code Napoléon*, inséré au tome IX de la Revue étrangère et française de jurisprudence, pag. 170 et 171, que les lois révolutionnaires avaient aboli cette puissance, tirant son origine des usages germaniques et non du droit romain, et que le Code civil y est revenu. La puissance paternelle, abolie par la loi du 28 août 1792, était celle du droit romain qui s'exerçait sur les majeurs, et au contraire, cette loi la maintint sur les mineurs.

La loi Salique et les formules n'offrent point de dispositions aussi précises, relativement aux droits d'une mère veuve sur ses enfants jusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'*ætas perfecta*. Les titres LIX et LXXXV de la *lex Burgundionum*, que j'ai déjà cités, si on suppose qu'ils constatent une coutume également propre aux Francs, conduiraient à croire que la veuve non remariée avait la tutelle de ses enfants mineurs, laquelle, à son défaut, passait aux parents, et que jusqu'à leur majorité elle jouissait de leurs biens; mais j'ai déjà expliqué qu'elle n'avait pas le *mundium* qui, selon moi, était un droit viril.

Je me borne à ce petit nombre de notions sur l'état des personnes considérées sous des rapports que j'appelle domestiques et de famille. D'autres questions qui s'y rattachent, notamment sur la filiation légitime ou illégitime, trouveront leur place dans les dissertations treizième et quatorzième.

Il suffit, pour compléter cette matière, autant que possible, de dire que l'adoption ne fut point inconnue chez les Francs : on en trouve la preuve dans les formules 13 du livre II de Marculfe, 58 et 59 de Lindenbrog.

DISSERTATION QUATRIÈME.

DES HOMMES LIBRES D'ORIGINE BARBARE, CONSIDÉRÉS DANS LEUR ÉTAT POLITIQUE.

Le sujet qui fait la matière de cette dissertation a beaucoup occupé les savants[1]. Je n'ai pas la prétention de présenter des idées nouvelles, mais je n'aurais pu me dispenser d'en parler sans laisser une sorte de lacune dans les dissertations que je consacre à des études sur la loi Salique.

Il ne sera question en ce moment que des hommes libres *lege Salica viventes*, pour employer les expressions mêmes de la loi. Ce qui concerne l'état des Romains sera l'objet de la dissertation sixième.

J'entends le mot *hommes libres* dans le sens le plus générique, pour constater l'état de liberté opposé à l'esclavage. Mais les Francs ne crurent pas que le seul fait qu'un homme n'était pas esclave suffît pour qu'on dût lui reconnaître les droits que nous appelons *droits de citoyen*. Entre les hommes qui, jouissant de ces droits, constituaient, à proprement parler, la tribu, et les esclaves, chose et propriété de leurs maîtres, les textes des lois, les documents, l'opinion unanime des savants, s'accordent à reconnaître d'autres hommes, libres sans doute, puisqu'ils n'étaient pas esclaves, mais que leur situation dépendante et plus ou moins voisine de l'esclavage avait placés, relativement aux premiers, dans une infériorité incontestable.

Différents titres de la loi Salique, notamment les XIV, XXVIII, XXXVII, XLIV et LII, nomment des *ingenui* et des *liti* d'une manière tellement distincte et opposée, qu'on ne peut se refuser à reconnaître une différence légale entre ces hommes. D'autres titres, notamment le LVI[e] de la loi, mettent en opposition des *ingenui* avec des *pueri regis*, dénomination qui, ainsi que je le dirai dans la dissertation septième, était donnée aux affranchis. On y voit que les *liti*, les *pueri regis* n'avaient droit d'obtenir pour composition, par suite d'offenses contre leurs personnes, que la moitié de celle d'un *ingenuus*. Le paragraphe dernier du second texte de la *Recapitulatio solidorum* résume cette distinction d'une

[1] Consulter principalement la Dissertation, *De l'état des personnes sous la 1re et la 2e race*, par l'abbé de Gourcy, Paris, 1769; le mémoire de M. Naudet sur le même sujet, *Nouveaux mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. VIII; les Essais sur l'histoire de France, par M. Guizot.

58.

manière générale par ces mots, *De Romanis*[1] *vero vel litis hæc lex de medietate solvatur;* et plusieurs dispositions de la loi la répètent.

C'est sur cette double dénomination, *ingenui* et *liti*, que je crois devoir fonder la division des hommes libres, c'est-à-dire non esclaves, en deux classes qui feront l'objet des deux chapitres suivants.

CHAPITRE Ier. — DES INGÉNUS.

J'éprouve une sorte de nécessité d'expliquer et de justifier les motifs qui m'ont décidé à adopter la dénomination d'*ingénus* que je donne aux hommes dont il va être question dans ce chapitre. J'aurais pu choisir le mot *citoyen* qui, dans le langage moderne, serait le véritable. C'est ainsi que l'article 7 de notre code, désignant par le mot *Français* tous ceux qui ont la jouissance des droits civils, déclare que cette qualité diffère de celle de *citoyen*, dont les effets sont réglés par la loi politique; que, d'un autre côté, celle-ci détermine les conditions requises pour être *citoyen*, et notamment qu'elle en exclut des personnes en état de domesticité.

Je ne considère donc point comme synonymes les mots *libres* et *ingénus*, quoique la pauvreté du langage ou le peu d'exactitude des écrivains les ait assez souvent fait employer l'un pour l'autre. Par *libres*, j'entends tous les hommes qui n'étaient pas esclaves; par *ingénus*, j'entends les hommes nés de parents qui ne reconnaissaient aucun maître, et qui, eux-mêmes, ne sont tombés ni dans l'esclavage, ni dans une dépendance qu'exprime la formule 44 de Sirmond, par les mots *in obsequio et servitio alterius*, *ingenuili ordine;* je donne aux autres le nom de *lites*, expression dont se sert la loi Salique.

Les ingénus, tels que je viens de les définir, constituaient seuls le corps politique appelé tribu ou nation; en eux résidait la souveraineté, qu'ils exerçaient par la participation aux délibérations nationales, où étaient faites les lois et réglés les intérêts généraux; à celles des *Mâls* de chaque arrondissement, où se traitaient les intérêts de localité, et où se rendaient les jugements civils et criminels.

Ces ingénus avaient seuls le droit et le devoir de former l'armée nationale; si les lites, dont je parlerai dans le second chapitre, allaient à la guerre, c'était comme dépendants, et comme recevant les ordres des ingénus, sous la puissance desquels ils étaient.

[1] On verra dans la dissertation sixième que les Romains ne recevaient jamais que la moitié de la composition d'un ingénu franc.

Lorsque les ingénus avaient commis un crime capital, le chapitre IX de l'édit de Childebert de 595 constate qu'ils ne pouvaient être condamnés à mort que par le roi. Dans aucun cas, même par ordre du roi, ils ne pouvaient être battus de verges[1]. Seuls, puisqu'en effet ils formaient seuls l'armée nationale, ils avaient obtenu des biens par le partage que produisit la conquête, et seuls aussi, selon moi du moins, comme on le verra dans la dissertation huitième, ils avaient le privilége de ne payer aucun impôt pour ces biens.

Lorsqu'on éprouva la nécessité de trouver des mots pour exprimer les distinctions et les sous-distinctions que produisait le développement de l'état social, le mot *nobilis* fut souvent employé pour désigner les hommes dont la liberté était complète et parfaite, que j'entends ici par *ingénus*[2]. C'est, ce me semble, ce qui peut expliquer le célèbre passage de Thegan, *Vita Ludov. Pii*, cap. XLIV : *Fecit te liberum, non nobilem, quod impossibile est post libertatem;* c'est-à-dire : *d'esclave que tu étais, il t'a affranchi; mais il ne t'a pas fait ingénu d'extraction, ce que ne peut produire la concession de liberté.*

Si en effet par *nobilem* il fallait entendre la collation d'un titre de noblesse, d'illustration, de haute dignité, la phrase de Thegan serait un *non-sens*. Il n'a jamais été douteux que les rois pouvaient investir des plus hautes distinctions, des affranchis, c'est-à-dire des hommes qui avaient été esclaves. Grégoire de Tours, liv. IV, chap. XLVII, parle d'Andarchius, d'abord esclave d'un particulier qui fut revêtu d'une dignité par le roi Sigebert, et liv. V, chap. XLIX, de Leudaste, qui du plus bas esclavage était parvenu à la fonction de comte de Tours. Mais le roi en accordant cette faveur ne pouvait changer la nature des choses; il ne pouvait faire que l'affranchi eût été ingénu d'extraction; et effectivement la législation, sans méconnaître la liberté de l'affranchi, ni les dignités dont il pouvait être revêtu, le distinguait toujours, sous le rapport des compositions, des hommes placés dans la même situation politique, mais nés ingénus, ainsi que je le prouverai plus bas.

Le plus généralement, c'était parmi eux que les rois choisissaient les ducs, les comtes, les sagibarons, et les autres fonctionnaires à qui ils confiaient l'exercice des pouvoirs publics; car s'il est possible que dans l'origine quelques-unes de ces fonctions aient été électives, le roi ne tarda pas à s'en attribuer le choix et la révocation.

Cependant on ne serait pas fondé à assurer que l'ingénuité, telle que je l'ai

[1] *Fredegarii Chronic.* cap. XCV; *Chronic. Moissiac.* ann. 670. — [2] *Vita S. Albini*, apud Mabill. *Acta SS. S. Bened.* sec. I, t. I, p. 109; *Vita S. Leodegarii*, ap. D. Bouquet, t. II, p. 609; *Charta Carlomani*, apud D. Bouquet, t. IX, p. 420.

définie plus haut, fût une condition nécessaire et exclusive pour l'admission à ces fonctions. Le § 2 du titre LVI de la loi Salique, et le § 30 du second texte de la *Recapitulatio solidorum* parlent d'un grafion, d'un sagibaron, *qui puer regis fuerit* [1], et comme ils fixent la composition à moitié de celle du grafion ou du sagibaron *qui ingenuus est*, ces documents constatent une distinction atténuante.

Ainsi, comme je l'ai déjà fait entendre, en jouissant des honneurs et des autres prérogatives attachées à leurs fonctions, ces hommes n'étaient pas réputés *ingénus* dans l'acception que j'ai expliquée plus haut; on conservait toujours l'analogie du principe primitif sur la base des compositions. De même que le meurtre de l'ingénu non magistrat donnait lieu à une composition de CC sous, et celui du lite à une composition de C sous; de même, en vertu du principe qui triplait les compositions pour meurtre des magistrats, celui du comte, du sagibaron ingénu, donnait lieu à DC sous, et celui du magistrat de même ordre, mais non ingénu d'extraction, n'était que de CCC sous.

On suivait les mêmes proportions pour les hommes qui étaient *in truste regia*, les *antrustions*. S'ils étaient ingénus, la composition du meurtre était de DC sous, d'après le § 4 du titre XLIII de la loi; s'ils ne l'étaient pas, la composition n'était que de CCC sous, d'après le § 30 du premier texte de la *Recapitulatio*. Le meurtrier d'un ingénu antrustion qui avait fait disparaître le cadavre payait MDCCC sous, d'après le § 5 du titre XLIII de la loi, et le § 2 du titre XVII des *Capita extravagantia*, parce que, dans ce cas, la composition était triple; mais, si cet antrustion n'était pas ingénu, le § 33 du second texte de la *Recapitulatio* prononçait seulement DCCCC sous.

Quelques titres de la loi Salique et le chapitre IX de l'édit de Childebert de 595 emploient, pour désigner les hommes que j'appelle *ingénus*, les mots *Salici*, *Franci*. Il n'y avait en cela rien que de conforme à l'analogie. Puisque, dans la réalité, les ingénus formaient seuls la tribu considérée dans l'exercice des pouvoirs publics, on a pu très-bien les appeler *Franci* ou *Salici*, expression qui, évidemment, ne désigne pas une nationalité, mais une supériorité sociale; en effet dans l'édit ce mot est mis en opposition avec *debilior persona*.

Mais l'emploi que font les lois, tantôt du mot *ingenuus*, tantôt du mot *Francus* ou *Salicus*, a été la base d'un système présenté avec un assez grand appareil d'érudition par l'abbé de Gourcy, pages 178 et suivantes, dans le but

[1] On verra dans la dissertation septième que, selon moi, ce mot désigne un affranchi. Quand on adopterait une autre opinion, toujours est-il que la composition du *puer regis* est moitié moindre de celle que l'*ingenuus*, et c'est ce qui suffit pour la question actuelle.

d'établir qu'il avait existé, dès les premiers temps de la première race, même chez les Germains, un corps de noblesse héréditaire.

Il pense que tous les hommes désignés, dans la loi et les documents qui s'y rattachent, sous les noms de *Franci*, *bene Franci*, *Salici*, *bene Salici*, formaient cette noblesse, et que les plébéiens, les roturiers, en un mot les non nobles, y sont désignés par les mots *ingenui* et même par l'expression *Franci tales quales*, qu'il a trouvée dans la 2ᵉ formule de l'appendice de Marculfe.

Pour établir son système, il invoque les §§ 17 et 19 du titre XXXII de la loi Salique, édition d'Herold, répondant pour l'objet, car la rédaction n'en est pas exactement la même, au titre XXXI de la *Lex emendata* et à ceux des autres textes qu'on trouvera désignés dans la conférence sur ce titre, note 336. D'après le § 17 (de cette rédaction d'Herold), une composition de C sous est prononcée contre celui *qui ingenuum castraverit;* dans le § 18, une composition de CC sous contre celui *qui ad integrum tulerit virilia;* enfin, on lit dans le § 19 : *Si quis Salicus Salicum castraverit, solidos CC componat.*

Faisant abstraction du second de ces trois paragraphes, et comparant le premier au troisième, l'abbé de Gourcy raisonne ainsi, page 184 : « On trouve dans ce texte la composition pour la mutilation d'un *ingenuus* fixée à C sous; la composition pour la mutilation d'un *Salicus* à CC; donc *Salicus* indique un Franc d'une condition plus relevée que celle de l'homme qu'on appelle simplement *ingenuus;* car c'est en général par le taux des compositions que la loi Salique constate la différence entre les personnes. »

Cette argumentation aurait le vice de conclure du particulier au général, et surtout elle ne démontrerait pas l'existence d'un ordre de noblesse héréditaire, mais il suffit de prouver qu'elle n'est pas fondée en fait. Le § 19 d'Herold est tout simplement un double emploi dont les exemples sont très-fréquents dans ce texte[1], parce que l'éditeur l'a composé d'après plusieurs manuscrits, ainsi que je l'ai démontré pages 221 et suiv.

Originairement la loi avait considéré comme constituant le crime de castration, et le fait d'enlever simplement les testicules, et le fait de retrancher entièrement les parties viriles; elle avait en conséquence prononcé d'une manière générique la même peine de CC sous, sans établir de distinction. Parmi les anciens textes rédigés dans ce sens, les uns, comme ceux que j'ai publiés sous les nᵒˢ I, II, IV, portaient, *Si quis ingenuum castraverit;* d'autres, tels que le titre XCIV du manuscrit de Wolfenbüttel, et le XCIX du manuscrit

[1] La *Lex emendata* elle-même n'est pas exempte de doubles emplois qui ne sont pas toujours conçus en termes identiques : j'ai eu soin de les faire remarquer dans les notes.

de Leyde, portent, *Si quis Salicum castraverit*, ou *si Salicus Salicum castraverit*, toujours avec la composition de cc sous; ce qui prouve qu'on employait indistinctement *ingenuus*, *Francus* et *Salicus* : j'en donnerai de nouvelles preuves, page 467.

Dans des révisions plus récentes, on distingua deux nuances du crime: pour le premier cas, le simple retranchement des testicules, on prononça seulement c sous; pour le second cas, le retranchement entier des parties viriles, on prononça cc sous. C'est ce qu'on voit dans le troisième des textes que j'ai publiés, et dans tous ceux de la *Lex emendata*. Mais le rédacteur du texte d'Herold, quel qu'il soit, ayant trouvé aussi dans un ou quelques manuscrits le paragraphe où les deux délits étaient génériquement compris sous le mot *castraverit*, et où, au lieu de *si quis ingenuum*, il y avait, comme dans le titre XCIV de Wolfenbüttel et dans le XCIX de Leyde, *si Salicus Salicum*, l'a transcrit; il a ainsi fait un double emploi.

On voit donc que le raisonnement de l'abbé de Gourcy pèche par sa base. Bien plus, le crime de castration n'était pas le seul qu'on pût commettre contre des hommes libres. On pouvait les tuer; et il n'existe aucun texte qui distingue entre le *Salicus* et l'*ingenuus*, pour le cas de meurtre, plus grave encore que la castration. Le titre XLIII, § 1er, prononce une composition de cc sous, *si quis ingenuus* FRANCUM *occiderit*. Le titre XVII des *Capita extravagantia* que l'abbé de Gourcy a dû connaître, puisqu'il est le LXXIIIe de l'édition d'Eccard, d'après le manuscrit de Wolfenbüttel, porte : *Si quis ingenuum occiserit*. Certainement si le mot *ingenuus* désigne le simple Franc, le Franc roturier, il résultera de ce système qu'il n'existait pas de peine contre le *Francus*, le noble de l'abbé de Gourcy, qui aurait commis un meurtre; si *Francum* s'applique exclusivement aux nobles, il en résultera que le meurtre des simples *ingenui* ou des roturiers n'aurait pas été prévu.

Ce savant n'a pas reculé devant l'objection, que du reste il a eu la loyauté de proposer; mais il la résout en sens inverse de son propre système : « Il est probable, dit-il, pages 184 et 185, que la composition pour le meurtre du noble Franc a été omise par les copistes, comme l'avait été, dans la plupart des manuscrits et même de nos éditions, la composition pour la mutilation du Salique que nous venons de rapporter. En effet, il suit nécessairement de cette dernière composition qu'il y en avait une à plus forte raison pour le meurtre, et que l'état défectueux dans lequel cette loi nous est parvenue est la seule raison qui fait qu'on ne l'y trouve pas. Qu'on me permette de prouver qu'elle y était, par un raisonnement dont mes lecteurs apprécieront la justesse.

Dans la récapitulation des compositions de la loi Salique publiée par Charlemagne, il y a quatorze compositions à DC sous, et dans la loi même je n'en trouve que neuf. Qu'on y joigne les titres LXXIV et LXXV de l'édition d'Herold, qui ne se trouvent pas dans l'édition de Baluze, et qui renferment quatre compositions à DC sous, il n'en manque alors qu'une. Nous ne voyons pas quelle elle peut être, si ce n'est point la composition du noble Franc, laquelle n'a pas dû être omise, et qui est précisément de DC sous, comme nous l'apprend le capitulaire troisième de 813, du même empereur. »

Cette argumentation, malgré son apparence scientifique, manque de bases solides.

D'abord on peut douter que la récapitulation dont il existe deux textes différents (voir pages 348 et suiv.) ait été faite d'après la *Lex emendata*, puisqu'on y indique des délits non prévus dans cette rédaction.

La *Lex emendata* ne contient, j'en conviens, que neuf cas de compositions à DC sous; d'où il faudrait conclure, ce qui est très-raisonnable, qu'il y a une faute dans la récapitulation : et cela est d'autant plus possible que le manuscrit de Pithou appartenant à M. Barrois, et le manuscrit de Montpellier, indiquent dans la récapitulation onze compositions seulement à DC sous, au lieu de quatorze, comme dans les autres textes.

L'abbé de Gourcy a cherché dans la rédaction d'Herold les moyens de complément, et en a trouvé quatre, savoir : un dans le titre LXXIV et trois dans le titre LXXV. La découverte n'est pas heureuse; car la composition de DC sous du § 1er du titre LXXIV est la reproduction de la même composition écrite dans le § 3 du titre XLIII de la *Lex emendata*. Celle du premier alinéa du § 1er, relative au meurtre d'une femme enceinte, est prévue par le § 4 du titre XXVI. Il est vrai que le paragraphe correspondant du texte d'Herold fixe la composition à DC sous, tandis qu'elle est réellement de DCC, par les motifs expliqués note 258; probablement il y a erreur dans la rédaction d'Herold : toujours est-il que ce n'est pas un délit nouveau non prévu dans la loi. La composition du § 3 du titre LXXV d'Herold reproduit le § 7 du titre XXVI de la loi; il ne faut donc pas la compter. Reste le second alinéa du § 1er de ce titre LXXV d'Herold, qui prévoit un délit avec composition de DC sous, non exprimée dans la *Lex emendata*. Le texte d'Herold n'ajouterait donc qu'une composition aux neuf de la loi; et la récapitulation présenterait toujours une différence de quatre.

Je conviens que ce nombre quatre fournirait encore une plus grande latitude pour trouver place à la composition du noble Franc, que cherche l'abbé de Gourcy. Mais en supposant, ce que je ne saurais admettre, qu'il n'y ait au-

cune erreur de chiffre dans la récapitulation; que, de plus, elle se rapporte à la *Lex emendata*, et non à quelque autre rédaction inconnue où se trouvaient quatorze compositions à DC sous, rien ne démontrerait que dans ces quatre (car on a vu que ce n'est pas seulement une qu'il faut chercher) il y eût un texte constatant que, parmi les Francs, la loi distinguait des nobles avec composition de DC sous.

Il est vrai que l'abbé de Gourcy croit trouver cette preuve dans un document publié par Baluze, comme troisième capitulaire de 813 (Capit. t. Ier, coll. 511 et suiv.). Mais il suffit de lire ce document pour reconnaître que c'est un statut local pour un lieu, que M. Pertz, *Monumenta Germaniæ*, t. III, præfat. pag. xxxj, appelle *pagus Xantensis*[1].

Je reconnais que, dans ce document, outre la composition, pour les ingénus à CC sous, et pour les lites à C sous, comme dans la loi Salique, il y a une composition de DC sous prononcée pour le meurtre d'un *Francus;* mais rien n'est plus facile à expliquer, surtout lorsqu'on fait attention qu'il n'y est pas dit un mot des antrustions dont la composition était de DC sous, d'après la loi Salique. Le pays dont il est question était une conquête de Charlemagne, et traité en pays conquis; les Francs que le roi y entretenait pour contenir les habitants y étaient considérés comme ses antrustions, et précisément DC sous étaient la composition pour le meurtre d'un antrustion[2].

Il faut donc, selon moi, mettre de côté les citations de l'abbé de Gourcy. Mais en supposant qu'elles eussent quelque valeur, et qu'on dût croire à la prétendue lacune qu'à l'aide de la récapitulation il signale dans la loi Salique, ce ne serait pas celle qu'il suppose; ce ne serait pas, comme il le dit, la composition pour le meurtre d'un *Salicus*, d'un *Francus*, qu'il appelle un noble; le titre XLIII prononce CC sous contre l'*ingenuus qui occiderit Francum;* précisément le meurtre du *Francus*, le noble de l'abbé de Gourcy, est prévu et puni même de DC sous dans le capitulaire qu'il a cité, et dans le chapitre VII des *Septem septennas*. S'il y avait lacune, ce serait relativement au meurtre de l'homme libre non noble, auquel l'abbé de Gourcy réduit la dénomination *ingenuus*.

[1] *Xanten* ou *Senten*, lieu situé dans le duché de Clèves-Juliers; mais je crois qu'il faut plutôt dire *Amerem*, situé dans la même région, ce lieu étant indiqué deux fois dans le document, chap. XXV et XXVI, par les mots *in Amorem*. J'en ai donné les motifs dans ma préface en décrivant le manuscrit 75 (suppl. lat.), d'où Baluze l'a tiré.

[2] C'est probablement d'après un document du même genre, où le mot *Francus* était substitué à *antrustio*, qu'a été rédigé le texte des *Septem septennas* que j'ai publié pag. 350 et suiv. dont le chap. VII, §§ 6 et 7, prononce contre le meurtre d'un *Francus* la peine de DC sous.

Par une singulière bizarrerie, la loi aurait puni seulement le non noble, l'*ingenuus*, qui aurait tué un noble, *Francum*, et n'aurait ni prévu ni puni l'assassinat d'un non noble! Or peut-on concevoir que la même loi qui a protégé la personne des Romains vaincus, et même des tributaires romains, en leur accordant des compositions, n'eût pas songé aux Francs non nobles, roturiers, qui nécessairement faisaient la plus grande partie de la tribu, et qu'elle eût laissé leurs assassins impunis?

Une nouvelle preuve que les mots *Francus* ou *Salicus* n'ont point une signification exclusive et qu'ils n'indiquent pas des nobles, par opposition à *ingenuus*, réservé pour désigner des roturiers, résulte du rapprochement du § 11 du titre XIV, et du § 3 du titre XXVII de la loi Salique. Ils font évidemment double emploi : tous deux prononcent la dégradation de l'homme libre qui épouse une esclave : dans l'un on lit *si ingenuus*, dans l'autre *si Francus*. Enfin, la synonymie des deux mots est encore prouvée par le § 2 du document appelé *Septem septennas*. On y lit : *Si Francus Francum occiderit solidos cc culpabilis judicetur*, ce qui est identiquement la reproduction du § 1er du titre XLIII : *Si quis ingenuus Francum occiderit... solidos cc culpabilis judicetur*[1].

L'abbé de Gourcy, page 178, a cru qu'on trouvait aussi l'indication de la classe qu'il appelle noble, dans les mots *bene ingenuus*, *bene Francus* des formules 19 du livre Ier et 5 de l'Appendice de Marculfe, et celle des non nobles dans les mots *Franci tales quales* des mêmes formules. Il y a encore en cela une grande erreur. La première des deux formules citées est le modèle ou protocole d'une autorisation donnée par le roi à un ingénu pour entrer dans le clergé. Tout ingénu sans distinction étant assujetti au service militaire, et la cléricature dispensant de cette obligation, on conçoit l'objet de l'autorisation dont il s'agit. C'est ce que prouve le canon IV du concile d'Orléans de 511. Dans notre formule le roi donne cette autorisation, mais seulement si l'impétrant *de capite suo bene ingenuus esse videtur*[2]. Évidemment *bene ingenuus* ne peut signifier que *vraiment ingénu*; et cette condition, pour l'ingénu, de prouver son ingénuité, s'explique par le canon VIII du même concile, qui défend aux évêques d'ordonner des esclaves sans la permission de leurs maîtres, ce qui, par analogie du titre XXVIII de la loi Salique, était également applicable aux *liti*. L'homme

[1] Voir encore les chapitres III et VI du 3e capitulaire de 819, sur cette synonymie. — [2] Ce dernier mot est remarquable, car il semblerait indiquer que la patente royale devait être vérifiée par le juge local pour s'assurer de la vérité de l'exposé, usage qui avait lieu avant la révolution : lorsque le roi accordait une faveur, les lettres adressées aux juges contenaient : *S'il vous appert de la vérité de l'exposé, vous aurez à faire jouir l'impétrant.*

libre, l'*ingenuus*, n'avait besoin que de la permission du roi; tandis que le lite ou l'esclave avait besoin que son maître le libérât ou l'affranchît. Il était donc naturel que le roi, en permettant à un homme qui se disait ingénu d'entrer dans le clergé, y apposât la condition *si bene ingenuus esse videtur*, c'est-à-dire s'il n'a pas de maître dont le consentement serait nécessaire; ce qui le prouve encore, c'est la condition ajoutée, si cet homme *in puletico publico censitus non est.*

La formule 5 de l'Appendice de Marculfe, où on lit *bene Francos Salicos*, n'est pas moins facile à expliquer. Une femme est revendiquée par l'avoué d'un monastère, *ut colona;* elle se défend et prétend qu'elle est *bene ingenua*, c'est-à-dire *vraiment, réellement ingénue.* Le jugement, dont Marculfe a conservé la formule, ou peut-être le texte, l'admet à prouver son exception par le serment de ses parents, ou, s'ils sont morts, par douze hommes *bene Francos Salicos.* Cette femme se prétendant d'origine salique devait, suivant la législation, se défendre par des témoins vraiment de sa tribu. C'est ce que prouve encore la formule 2, qui présente un cas identique, et où le défendeur est admis à présenter *duodecim homines Francos :* ici le mot *bene* est omis, et dans le fait il était insignifiant. Il y a plus; cette formule porte *duodecim Francos tales qualem esse se dixerit*, c'est-à-dire réellement de race franque, *tales qualem*, ainsi que lui-même prétend en être. Je ne saurais comprendre comment un homme aussi éclairé que l'abbé de Gourcy a pu voir dans ces derniers mots l'indication de *Francs tels quels*, c'est-à-dire de basse condition; comment il n'a pas vu la relation entre *tales* et les mots qui suivent immédiatement, *qualem se esse dixerit.*

Le comte de Montlosier, dans le tome Ier de son ouvrage intitulé *De la Monarchie française*, pages 18, 21, 25, 367, 386, *et passim*, a soutenu un système qui enchérit sur celui de l'abbé de Gourcy. Ce dernier admettait parmi les Francs ou barbares une distinction en hommes formant une classe supérieure et de noblesse héréditaire, qu'il appelle *Franci, Salici, bene Salici*, et une classe inférieure qu'il appelle *ingenui*, dont il forme les roturiers. Je viens de m'expliquer à ce sujet.

Selon Montlosier, il n'y avait d'hommes libres que les Francs, les barbares, propriétaires de terres libres, *aleux*, auxquels il veut bien ajouter cependant les Romains qui déclaraient vouloir vivre d'après la loi Salique [1]. Tous ces hommes formaient la noblesse, ceux des Francs ou barbares qui, n'ayant point de propriétés foncières, faisaient valoir les biens d'autrui, lites, tributaires, colons

[1] Voir, sur ce qu'on doit croire relativement à cette liberté du choix, ce que j'ai dit page 443.

libres, ainsi que les Romains qui n'avaient pas voulu changer de loi, étaient les roturiers : dans la suite, cette classe, par l'appui et la connivence des rois, injustes, ingrats, et en quelque sorte félons envers la noblesse, forma l'ordre, toujours croissant en influence, qu'on appela *tiers-état;* et, de même qu'autrefois on devenait noble en déclarant la volonté de vivre suivant la loi Salique, de même on sortait du tiers-état par des lettres d'anoblissement.

Cet écrivain n'a fait autre chose que de rajeunir avec beaucoup d'esprit, mais par le plus inconcevable abus des textes, le système du comte de Boulainvilliers, que Montesquieu, liv. XXX, ch. x, malgré ses ménagements intéressés, n'a pu s'empêcher d'appeler une *conjuration contre le tiers-état.*

Il n'est plus utile aujourd'hui de rechercher quelle était la secrète pensée de Boulainvilliers et de Montlosier, de ce dernier surtout, qui, tout en ayant poussé aux conséquences les plus extrêmes l'opinion aristocratique du premier, a obtenu le singulier privilége d'être prôné par les écrivains libéraux; *habent sua fata libelli!* Je me borne à dire que ces systèmes exagérés n'ont pas été et ne pouvaient être adoptés par quiconque se livrait à un examen impartial des documents.

La véritable question, relativement à l'existence d'un ordre de noblesse sous la première race, est celle que Montesquieu a élevée en prétendant que cet ordre existait dans les antrustions : je l'examinerai dans la dissertation suivante.

Un texte de la loi Salique qui n'a point, il est vrai, été admis dans la révision de Charlemagne, et divers documents, donnent à entendre que parmi les *ingenui* l'état de fortune n'avait pas tardé à introduire une distinction, qui d'abord ne fut qu'un fait insensible, mais qui dans la suite opéra par ses développements une véritable révolution sociale.

On y voit des *meliores*, des *minoflides*[1]. Voici dans quelles circonstances cette distinction est exprimée par le titre IX des *Capita extravagantia*, que m'ont fourni le manuscrit 4404 de Paris, et celui de Wolfenbüttel. Un meurtre a été commis; le cadavre a été trouvé sur le terrain qui sépare deux *villæ*. Le juge s'y transporte et, après avoir pris des mesures pour faire exposer le cadavre afin qu'il puisse être reconnu, il somme ceux qui occupent ces *villæ* de se justifier de soupçon en fournissant des conjurateurs. Si ces hommes sont *meliores*, ils fourniront *sexagenos quinos conjuratores;* si ces hommes sont *minoflides*, ils en fourniront *quinos denos*.

Le sens du mot *meliores* est facile à comprendre, et de plus il est expliqué

[1] Suivant Heineccius, les premiers furent dans la suite appelés *nobiles* et les autres *viles personæ;* voir *Elem. juris German.* lib. I, § 74.

par Grégoire de Tours, liv. I, ch. XXIX, et liv. VI, ch. XLV; ce sont les hommes les plus considérables par leur fortune. *Minoflides* est un mot barbare qui précisément est employé dans la première addition à la loi des Alemans, titres XXII et XXXIX, pour désigner des hommes dont la fortune est médiocre, et dont on exige un moindre nombre de conjurateurs que des hommes plus riches.

Le texte que je viens de citer peut servir à apprécier l'opinion émise par mon savant confrère M. Naudet, dans le tome VIII des Nouveaux mémoires de l'Académie des inscriptions, pag. 465 et suiv. Après avoir parlé des antrustions et de leurs droits à une composition privilégiée, il traite des autres hommes libres, qu'il divise en deux classes, d'après l'état de leur fortune. La première classe est, suivant lui, composée de ceux qui avaient assez de biens fonds pour les mettre en état d'exercer les droits politiques et d'en remplir les obligations, qu'on peut appeler *cives optimo jure;* la seconde, de ceux dont la trop modique fortune n'offrait pas assez de garanties pour que l'exercice de ces droits leur fût accordé.

Il est possible et même très-probable que, par l'effet des modifications de la société, cette classification se soit introduite; mais je ne crois pas qu'elle ait existé dès les premiers temps de la formation de l'empire franc, temps auxquels je dois me reporter: je crois que la distinction fut primitivement fondée sur l'état d'indépendance ou de dépendance; et que tout homme libre qui, nonobstant sa pauvreté, aurait mieux aimé vivre dans la gêne que de se procurer plus d'aisance en entrant *in servitio et obsequio alterius*, était considéré comme ingénu.

J'avoue, du reste, que cette situation a dû être rare. A cette époque d'anarchie, un homme qui avait peu de fortune courait trop de risques dans sa personne et dans sa propriété pour qu'il n'éprouvât pas la nécessité de se mettre au service d'un riche.

CHAPITRE II. — DES LITES [1].

On trouve dans la loi Salique plusieurs dispositions relatives à des hommes appelés *leti*, *liti*, ou *lidi:* il en est aussi question dans d'autres codes barbares, et dans un assez grand nombre de documents ou de formules qui se rattachent au temps de la première race.

Mais les auteurs sont divisés sur l'origine de cette dénomination, sur

[1] Cette partie de ma dissertation a été lue à l'Académie des inscriptions le 24 janvier 1840.

les personnes auxquelles on doit l'appliquer et sur la condition de ces personnes. Je vais essayer de donner quelques notions à cet égard.

Nous trouvons dès la fin du III[e] siècle et dans les suivants un assez grand nombre de passages des écrivains de Rome, où il est question d'hommes appelés *læti* ou *leti*, car, suivant le témoignage de J. Godefroi dans son commentaire sur la const. 12, du titre XX, du livre VII du Code théodosien, l'une et l'autre orthographe existe dans les manuscrits.

Voici d'abord ce que disait, vers l'an 291, l'orateur Eumène, dans le panégyrique de Constance-Chlore, chapitre XXI. *Tuo, Maximiane Auguste, nutu, Nerviorum et Trevirorum arva jacentia* LÆTUS *postliminio restitutus, et receptus in leges Francus, excoluit.* Ce passage fait allusion, comme le remarque Godefroi, à deux événements simultanés : des *læti*, chassés par des hordes ennemies, des terres que l'empire leur avait accordées, y avaient été rétablis; des Francs s'étaient soumis à l'empire et avaient reçu des terres à cultiver.

Zozime, à la fin du second livre de son Histoire, chapitre LIV, dit du tyran Magnence que «*originem ex barbaris habebat, et translatus in* LÆTOS, *quæ Gallica gens est.* Godefroi, dont j'emploie la traduction latine, croit que l'assertion de Zozime n'est pas exacte, si on l'entend en ce sens qu'il y avait dans la Gaule un corps de nation appelée *læti;* mais avec le secours d'un grand nombre d'auteurs il établit très-bien qu'il y avait dans la Gaule des corps de barbares disséminés sur différents points, qui étaient connus génériquement sous le nom de *læti:* et c'est ce que prouve la *Notitia imperii*, dont je crois inutile de transcrire les longues énonciations.

Ammien Marcellin, liv. XX, ch. VIII, rapporte un passage de la lettre de Julien à Constance, contenant ces termes : *Equos præbebo curules Hispanos, et miscendos gentilibus atque scutariis, adolescentes* LÆTOS *quosdam, cis Rhenum editam barbarorum progeniem, vel certe ex dedititiis qui ad nostra deciscunt.*

Dans une constitution faite en 369 par Valentinien, Valens et Gratien, il est question des *præpositi lætis;* dans une d'Arcadius et Honorius, de 399, de règles sur la distribution des terres appelées *lætiques*, que l'empire accordait aux barbares admis à son service; dans une enfin de 400, d'Arcadius et Honorius, des obligations au service militaire imposées aux *læti* Alemans et Sarmates errants.

Avec le secours de ces autorités et de quelques autres qui n'offrent rien de plus explicite, Perreciot, dans un ouvrage qu'il publia sans se nommer, en 1786, sous le titre *De l'État des personnes et de la condition des terres*, a consacré un livre entier, le IV[e], divisé en onze chapitres, à établir qu'on doit voir dans les lites

« un ramas de diverses contrées qui a subsisté trois siècles en corps de nation; chassé du sol qu'il habitait par des hordes puissantes et guerrières, il s'est répandu en Europe, a eu la plus grande influence sur la constitution politique de nos gouvernements modernes et a produit surtout le système féodal. »

Obligés de se disperser, continue toujours Perreciot, que je suis forcé d'abréger, les lites ont reçu des empereurs romains des terres en friche dans la Germanie et la Gaule, qu'ils cultivaient à la charge de payer des redevances et de fournir des corps armés auxiliaires ou des recrues aux troupes de l'empire. Ceux qui étaient dans cette situation sur le territoire de la Gaule, au moment de la conquête par les Francs, restèrent attachés aux fonds que les vainqueurs se partagèrent, et cet état de choses, continué pendant la première et la seconde race, devint le type de la mainmorte qui s'étendit sur presque tout l'empire des Francs sous le régime féodal.

Dans ce système, les hommes que la loi Salique, les autres codes barbares et les documents appellent *lites* ou *lides*, par l'effet assez naturel d'un changement de prononciation, auraient été les membres et les débris d'un peuple spécial, tout à fait distinct des nations ou tribus chez lesquelles ils se trouvaient; conservant toujours leur nationalité, sans s'y confondre, *comme les juifs*, auxquels précisément Perreciot les compare; et les descendants de ces *lites*, toujours attachés aux terres auxquelles leurs pères l'avaient été, formaient la classe des mainmortables qui existait encore en France lorsque Louis XVI rendit, en 1779, le célèbre édit qui les affranchissait dans ses domaines.

Ce système avait été probablement déjà soutenu par quelque auteur que je ne connais pas, avant que l'abbé Dubos publiât son Histoire critique de l'établissement de la monarchie française, puisqu'il le discute, et soutient, livre Iᵉʳ, chapitre x, « que *letes* n'était point le nom propre d'une nation particulière, mais un nom qui marquait l'état et la condition de ceux qu'on désignait par ce mot, enfin un nom qui se donnait à tous ceux des barbares enrôlés au service de l'empire auxquels on avait conféré des bénéfices militaires, et cela de quelque nation que fussent ces barbares. »

Je partage cette opinion, qui, du reste, est simplement un résumé de la savante note de J. Godefroi déjà citée, et, comme ces auteurs, je ne vois dans le mot *letes* qu'une épithète, une qualification; mais je ne saurais admettre avec l'abbé Dubos que ce mot *leti*, *læti*, vienne de l'adjectif latin *lætus*, signifiant *joyeux*, *contents*, parce que « les officiers et les soldats de ces corps avaient été comme adoptés par l'empire dans la collation des bénéfices mi-

litaires qu'il leur avait donnés, et qu'ils jouissaient ainsi de l'état heureux de sujets de la monarchie romaine.»

C'est, je crois, dans les langues barbares qu'il faut chercher la signification du mot *læti* ou *leti*, puisque tous les auteurs qui l'ont employé attestent que ces hommes étaient d'origine barbare, surtout puisque nous le trouvons écrit dans la loi Salique, le plus ancien des codes germaniques dont les rédactions nous soient parvenues.

La plupart des savants pensent qu'un mot barbare, quel qu'il soit, a formé ces dénominations *leti*, *lidi* (loi Salique, des Ripuaires, des Alemans, des Saxons et des Frisons); *laiti* (diplôme de Charles-Martel de 722); *lassi* ou *lazzi* (Nithard, *Hist.* lib. IV); *litones* (Albert, de Stade, ad ann. 917); et comme je ne connais rien de plus périlleux que des discussions sur les étymologies et les diverses transmutations des mots, comme d'ailleurs la synonymie me paraît très-admissible, je ne fais aucune difficulté de m'en contenter.

Mais lorsqu'on veut en rechercher la signification exacte, on éprouve ce qu'a très-bien dit Gærtner dans son Commentaire de la loi des Saxons, tit. II, § 3 : «De quorum etymologia, origine et conditione quot interpretes, tot fere sententias habebis.» Lazius, dans son glossaire, fait venir le mot *lætus*, *letus*, *litus*, *lidus*, de *lissen*, *lossen*, signifiant *servare*, *redimere*; et, dans un sens parfaitement analogue, Teschenmacher (*Annales Clivenses*, part. I, pag. 74), dit : «Apud Saxones *lassen*, apud Sicambros *lathen*, apud Frisios *liten*..... quod scilicet primo capti et postea ex commiseratione in agris relicti ne ejecti aut venditi essent, dicti sunt.» Leibnitz donne à peu près la même étymologie dans son Archéologie teutonique. Siccama, *Comment. ad legem Frisionum*, titre 1er, fait dériver notre mot, de *lesse*, signifiant dans la langue saxonne *postremum*, *minorem*; et dans le même sens, Heineccius le fait venir de *leate*, mot saxon employé pour désigner des *gens de bas étage*. Canciani, dans ses notes sur le titre XCV de la loi des Alemans, indique le frison *lasse* comme ayant la même signification. Eccard, sur le titre XIV du texte de la loi Salique publié par Herold, croit que ce mot signifie *subditus vel colonus;* et sur le titre XV, il fait des lites une classe d'hommes intermédiaire entre les ingénus et les esclaves[1]. Enfin Eichhorn et J. Grimm indiquent les mots *latz* gothique, ou *laet* anglo-saxon, qu'ils traduisent par *piger*, *tardus*.

Ces diverses opinions ne me paraissent pas inconciliables. Il n'est pas hors de vraisemblance qu'à des époques dont les traditions et les histoires ne nous

[1] On peut consulter avec fruit la quinzième dissertation de Muratori, *Antiquitates italicæ medii ævi*.

ont point transmis le souvenir, la Germanie avait été le théâtre de mouvements divers de populations dont les unes chassaient les autres, comme Tacite le fait entendre, chap. XXVIII et suiv. et que souvent, par l'effet de ces révolutions, les anciens habitants d'un territoire obtenaient, par grâce, de leurs vainqueurs de n'être ni contraints de s'expatrier, ni vendus comme esclaves, à la condition de rester attachés à la culture des terres en payant une partie des revenus aux vainqueurs, envers lesquels ils étaient, quoique libres, dans une dépendance voisine de l'esclavage. Tacite (*German.* cap. XXV) parle avec quelque détail de ces colons, qu'il présente comme une classe particulière d'esclaves, trompé par l'apparence et par quelque similitude avec les usages romains.

Comme il ne saurait y avoir de nation, si peu perfectionnée que soit sa langue, qui n'ait des mots propres à qualifier les différentes situations sociales des hommes, il est probable, je pourrais dire il est évident que, pour désigner les anciens habitants qu'ils s'étaient assujettis, sans les avoir réduits à un esclavage proprement dit, les vainqueurs durent employer un mot, ou tout à fait semblable à ceux que j'ai indiqués plus haut, ou dont ils sont dérivés, et que ce mot avait la signification de *dedititii* dans la langue romaine.

Lorsque des troupes de barbares, forcées de fuir devant des hordes plus puissantes, se retiraient sur le territoire romain, ou qu'arrêtées dans leur invasion par les armées de l'empire elles étaient admises à composition à la charge de cultiver des terres et de former des corps auxiliaires, ces hommes durent traduire par un mot de leur langue la qualification de *dedititii* que les Romains leur donnaient, et, comme il arrive presque toujours, les autorités impériales employèrent aussi ce mot en les appelant *læti*, et en nommant *terræ læticæ* les terres qu'on leur accordait. Les Romains l'entendaient si bien, qu'Ammien Marcellin, cité plus haut, parlant des *lætes* et voulant probablement être mieux compris de ses compatriotes, emploie pour synonyme le mot *dedititii*.

On voit maintenant comment les explications et les étymologies du mot *læti*, que j'ai transcrites, peuvent se concilier.

Lazius, Teschenmacher et Leibnitz l'expliquent précisément par une périphrase applicable au mot *dedititii*. Siccama et Heineccius y voient une indication d'infériorité sociale, ce qui est conforme à la saine raison; car certainement les vainqueurs étaient loin de traiter en égaux les anciens habitants qu'ils avaient réduits à un état presque servile. Les explications de MM. Eichhorn et Grimm paraissent être dans la même analogie. Des conquérants qui tenaient à déshonneur de se procurer par le travail ce qu'ils pouvaient obtenir

par la victoire (ce sont les expressions de Tacite, *German.* xiv) devaient considérer comme une inactivité et une paresse, relativement à leurs habitudes guerrières et aventureuses, les travaux sédentaires de l'agriculture et de la domesticité.

Ces explications, qui toutes se concilient parfaitement, prouvent combien est peu fondée celle de l'abbé Dubos, qui semble véritablement avoir voulu faire une sorte de jeu de mots sur l'adjectif *lætus*.

Du reste, je l'ai déjà dit, je partage complétement l'avis de ce savant qui, bien différent du système reproduit par Perreciot, croit que le mot *lætus* ne désigne point une nation particulière, mais qu'il indique une condition, une situation, et s'appliquait dans l'empire romain à tous les barbares, quelle que fût leur origine, qui avaient obtenu des terres et s'étaient mis au service des empereurs. On a vu que dans la Germanie, et relativement aux hommes de la tribu dominante, les *læti* étaient les colons attachés à la culture, ou de toute autre manière dans la dépendance des vainqueurs. Dans la Gaule romaine, ce nom était donné aux barbares qui formaient des espèces de colonies militaires au service des empereurs.

Je ne doute point que les colons germains amenés par les Francs, suivant l'usage des barbares de se faire accompagner par leurs familles dans les expéditions qu'ils entreprenaient, ne soient devenus les *leti*, *lidi*, dont il est parlé dans la loi Salique; hommes placés sous une dépendance dominicale, et auxquels la loi attribue une composition moindre que celle des hommes complétement libres.

Mais en fut-il de même des *læti* des colonies militaires au service de l'empire romain? Je ne le pense pas. Ces *læti* étaient originairement des hommes libres des tribus germaniques, et même les historiens attestent qu'un assez grand nombre étaient de la tribu salique. Si tous ne quittèrent pas les drapeaux romains au premier moment où l'armée de Clovis s'avança dans la Gaule, il est probable que, se considérant comme libres de leurs engagements par le résultat du renversement de la puissance romaine, ils ne tardèrent pas à reconnaître l'autorité du roi des Francs. Ce chef d'une bande sortie de la tribu salique dut accueillir avec empressement des compatriotes habitués aux exercices militaires et à la discipline des Romains, et en accroître son armée d'occupation; il n'y avait ni justice, ni politique à les traiter en *dedititii*. Les Romains seuls auraient pu, d'après le droit de la guerre, subir ce sort, et nous verrons dans la dissertation sixième que Clovis, sans cependant les égaler aux Francs, leur laissa l'usage de leurs droits civils.

Je crois donc, comme je l'ai dit page 437, que les *læti* dépendants de l'empire romain, qui existaient depuis plusieurs siècles sur le territoire de la Gaule, furent admis à reprendre leur franchise originaire, s'incorporèrent aux vainqueurs et conservèrent leurs terres létiques en pleine propriété, au même titre que les vainqueurs en acquirent par le partage, fruit de la conquête.

Ce n'est donc pas dans les anciens corps *létiques* au service de l'empire qu'il faut chercher les *leti*, *liti* ou *lidi* de la loi Salique.

Les motifs des dispositions de cette loi, qui constate d'anciens usages des Francs, peuvent être expliqués bien plus facilement. Ainsi qu'on l'a vu, les barbares avaient coutume de se faire accompagner par leurs familles et surtout par les hommes qui, sans être précisément et complétement leurs esclaves, étaient dans leur dépendance. Ces hommes suivaient leur maître à la guerre, comme le prouve le § 1[er] du titre XXVIII de la loi, et le § 27 du premier texte de la *Recapitulatio;* ils recevaient ses ordres, combattaient à ses côtés, mais sans avoir le titre et les priviléges des guerriers de la tribu; ils n'obtenaient point de part virile dans le butin. Ainsi, lorsqu'on lit dans les historiens qu'un corps d'armée était composé de trois, quatre, six mille hommes, cela ne signifie pas qu'il n'y eût que ce nombre d'individus. Le mot *homme* ou *guerrier* avait alors le sens que, dans la suite, on a donné au mot *lances* dans les expéditions du moyen âge.

A part l'avantage de fournir un plus grand nombre de combattants, cette mesure en procurait un autre important dans les expéditions. Il n'y avait à cette époque ni approvisionnements, ni magasins militaires, chacun se fournissait de vivres, et il eût été impossible à chaque guerrier d'emporter ce qu'exigeaient ses besoins, ou d'y pourvoir seul; les lites, compagnons de leurs maîtres, faisaient ce service.

Dès que la victoire eut fourni aux Francs des établissements sédentaires et des propriétés dans la Gaule, le plus grand nombre ne songea point à rentrer dans la Germanie: ils se fixèrent sur leurs nouvelles propriétés; ils y établirent leurs lites; ils en firent venir d'autres qui cultivèrent ces propriétés, comme cela avait lieu dans la Germanie. Il est même très-probable que les Francs, devenus propriétaires en Gaule de domaines sur lesquels existaient des colons attachés à la glèbe, leur donnèrent le nom de *lites* qui appartenait à la langue barbare, quoique la loi Salique, tit. XLIII, § 8, les appelle *tributarii*. Ainsi deux causes incontestables ont fait que les Francs avaient sous leur dépendance, à leur service, des hommes libres, mais dans un état de sujétion et d'infériorité relativement aux maîtres.

On peut encore en indiquer d'autres. Il n'est point de société dans laquelle ne se trouvent, et souvent en grand nombre, des hommes que la misère, fruit de leur inconduite ou de toute autre cause, réduise à la nécessité de se mettre au service d'autrui. Si dans cette société l'esclavage est connu, ils peuvent se vendre comme esclaves; on en verra des preuves chez les Francs, dans la dissertation septième. Lorsque, sans abdiquer absolument leur liberté, ces hommes veulent en conserver le titre, tout en se soumettant à des obligations analogues à celles des esclaves, il est assez naturel qu'ils ne jouissent plus de tous les priviléges attachés à la parfaite ingénuité. Or tel est l'état des choses que présente la société chez les Francs dès les premiers règnes de la première race.

L'industrie, le commerce, et, à plus forte raison, l'emploi des facultés intellectuelles, n'étaient point assez développés pour créer des professions lucratives et honorables; la propriété foncière était le seul moyen qui pût assurer une existence indépendante. Celui qui n'était pas propriétaire, quelle qu'en fût la cause, n'avait d'autre ressource que de se mettre au service d'autrui. Quand on supposerait qu'au moyen de la conquête tous les Francs eurent une part de propriété foncière, que les barbares qui vinrent d'outre-Rhin se joindre à eux en reçurent aussi, un grand nombre de causes concoururent à les en priver. Les barbares étaient ignorants, amis de la débauche et du jeu; et cette dernière passion, qui en Germanie les conduisait jusqu'à jouer leur propre liberté, les entraînait à perdre de cette manière leurs propriétés. Ils étaient violents, vindicatifs, et commettaient dans l'emportement de la colère des attentats aux personnes et des meurtres qu'il fallait, sous peine de proscription, racheter par des sommes très-considérables, si nous les comparons à la faible valeur vénale des biens. Pendant le premier siècle de la monarchie des Francs, la composition pour meurtre n'était pas la dette du coupable seul : lorsqu'il avait, pour la payer, employé tous ses biens, il en faisait une déclaration solennelle, par l'effet de laquelle ses proches parents étaient tenus de payer le reste, ou de faire une semblable cession de biens. (Loi Salique, tit. LXI.)

Les hommes ainsi tombés dans la misère étaient souvent réduits à vendre leurs enfants et eux-mêmes; les historiens et les recueils de formules en donnent de nombreux témoignages, que j'indiquerai dans la dissertation septième. Les moins malheureux dans une telle position étaient ceux qui trouvaient des acheteurs assez humains pour ne les constituer qu'en esclavage temporaire, jusqu'à ce qu'une circonstance leur permît de se racheter. Souvent aussi des hommes riches consentaient à les admettre à leur service, en

leur laissant l'ingénuité. Il existe pour ce dernier cas une formule très-remarquable dont j'ai déjà parlé page 460, la 44e du recueil appelé *Formulæ sirmondicæ*. Je n'ai pu encore en découvrir le manuscrit; mais il paraît incontestable que Sirmond ne l'a pas controuvée et qu'on peut la considérer comme vraie. Elle ne présente rien, d'ailleurs, qui répugne à la droite raison et aux usages des Francs, attestés par d'autres documents.

On voit par cette formule qu'un homme, dans une extrême indigence, stipule qu'un autre lui fournira *victum et vestitum*, au moyen de quoi il se met *in ejus servitio et obsequio;* mais il stipule très-expressément qu'il ne sera pas esclave et qu'il servira *ingenuili ordine*. On ne voit pas de motifs pour qu'il n'en fût pas de même lorsqu'un homme obtenait d'un propriétaire qu'il lui donnât des biens à cultiver en qualité de *colonus*, *accola*, *etc.* expressions qui se trouvent fréquemment dans les chartes et les formules. Je m'expliquerai sur ce dernier cas dans la dissertation huitième.

Sans doute, l'état de dépendance créé par cette situation n'était pas toujours le résultat de la violence, comme cela avait pu être autrefois dans la Germanie ou même, lors des premières invasions, dans la Gaule. Cet état résultait d'un contrat librement consenti, mais auquel, une fois qu'il était formé, l'obligé ne pouvait se soustraire. Les hommes ainsi engagés avaient accepté un *dominus*, ils s'étaient soumis à un *servitium*, sans devenir esclaves, j'en conviens, mais en cessant d'être parfaitement ingénus.

Des causes analogues plaçaient, à bien plus forte raison, dans une semblable situation les esclaves que leurs maîtres avaient affranchis à des conditions de service et de dépendance.

Tous ces hommes avaient des *domini*. Cette relation des mots *domini* et *lidi* ou *liti* a conduit des savants très-recommandables à dire que *le lite était de condition servile, mais plus considérée que celle des esclaves proprement dits*. C'est l'opinion de du Cange, adoptée dans les termes que je viens de transcrire par Bréquigny et Laporte du Theil, Prolégomènes des *Diplomata*, part. III, sect. 1re, chap. III, art. 3, n. 3. Muratori croit que les lites étaient des esclaves colons, affranchis, qui, n'ayant pas reçu de leur maître une pleine et entière liberté, tenaient de lui des domaines pour lesquels ils lui payaient des redevances. L'abbé de Gourcy, page 119, adoptant les deux opinions sans faire un choix, croit que *le lite était un esclave d'une condition plus douce et moins abjecte que le commun des esclaves, ou, du moins, un affranchi de la plus basse condition.*

Cette alternative ne résout point la question, et même, qu'il me soit permis

de le dire, elle est peu logique. Entre l'esclave servant sous les plus douces conditions, et l'affranchi assujetti aux charges les plus pesantes, il y a toujours, par la nature et la force des choses, une différence essentielle : le premier est une chose, l'autre une personne; l'un a la liberté, quoique restreinte, l'autre n'a pas la liberté, quoique son esclavage soit très-doux. Il faut donc aborder plus franchement la question, et examiner si ou non le lite était esclave, quelles que fussent, du reste, les conditions de cet esclavage. Il est naturel d'en chercher la solution dans les textes de la loi Salique, puisque c'est cette loi qui est l'objet spécial de mon travail.

Le titre LII parle d'un lite qui a contracté une obligation de payer, *qui fidem fecit*. Ce lite peut être appelé en justice, condamné, exproprié. Or rien de tout cela ne pouvait avoir lieu qu'à l'égard d'un homme libre; car l'esclave n'était point personne capable d'ester en jugement, n'était point propriétaire. Le chapitre VIII du pacte entre Childebert et Chlotaire prononce contre le lite voleur la moitié de la composition que payerait un homme ingénu; de plus, il lui donne la faculté de se défendre par des conjurateurs, privilége exclusif de l'homme libre. Le titre VII des *Capita extravagantia* applique aux femmes *lites* les règles sur les seconds mariages, ce qui prouve des rapports civils de famille qu'on ne peut reconnaître à des esclaves. C'en est assez, ce me semble, pour conclure qu'un lite n'était pas esclave.

Je ne pourrais cependant, sans manquer à la bonne foi, dissimuler quelques raisons qui semblent favorables à l'opinion de du Cange, reproduite par Bréquigny et Laporte du Theil.

Une composition pécuniaire est prononcée par le § 1er du titre XXVIII contre celui qui *litum alienum sine consilio domini sui dimittit ingenuum*. Si, par respect pour l'intervention royale, lorsque la solennité du denier a été employée, on laisse subsister l'affranchissement, quoique fait *a non domino*, une composition est due à celui-ci, qui a droit, en outre, de revendiquer *res lidi;* d'où l'on peut conclure que le lite n'avait, comme l'esclave, qu'un pécule dont la propriété virtuelle appartenait à son *dominus*.

Suivant un grand nombre de formules et de diplômes, des fonds sont vendus *cum litis, mancipiis, libertis*. Si une femme ingénue épouse un lite, le § 7 du titre XIV veut que *ingenuitatem suam amittat*. Tandis que le § 4 du même titre prononce simplement une composition contre l'*ingenuus* coupable de rapt, le § 6 prononce, dans le même cas, contre le lite la composition de la vie, et précisément un esclave coupable d'un tel crime aurait été puni de mort, d'après le titre XLII de la loi Salique.

J'en conviens, on ne résoudrait pas la difficulté qui naît de ces antinomies apparentes, en disant que ces textes sont contradictoires, qu'ils font partie d'une compilation mal digérée de divers usages réunis sans système. Sans être un chef-d'œuvre de rédaction, la loi Salique ne mérite pas ce reproche. Elle n'offre pas, il est vrai, le corps entier de la législation et de la jurisprudence des Francs; on y trouve quelques doubles emplois, quelques dispositions obscures ou incomplètes, plutôt, je le crois, par la faute des copistes que par celle des rédacteurs; mais, en général, elle offre un système suivi et d'accord avec lui-même.

Je crois qu'il est possible de lever ces difficultés à l'aide de quelques principes. On a vu plus haut, et les documents qui le prouvent sont très-nombreux, qu'un homme libre, mais pauvre et sans ressources, pouvait entrer dans le *servitium* d'autrui, *ingenuili ordine*, sans devenir esclave. Les conditions de ce *servitium* devaient varier infiniment, suivant les exigences de l'un et les besoins de l'autre. Dans tous ces cas, dans tous ceux qu'on peut imaginer, celui à qui ces services étaient dus pouvait justement recevoir le nom de *dominus;* nul autre que lui ne pouvait régulièrement libérer l'obligé. La circonstance d'une libération accordée *a non domino*, avec l'intervention royale, *ante regem*, par la formalité solennelle du *denarius*, a pu porter le législateur à la déclarer irrévocable; mais le *dominus* n'en éprouvait pas moins une lésion. L'auteur de l'affranchissement devait donc lui payer une composition.

Le § 5 du titre XXXVII prononce une composition au profit du *dominus*, dont quelqu'un a dépouillé le *lite*. C'est encore la conséquence de ce que j'ai dit plus haut. Une des principales causes pour lesquelles un homme libre se mettait *in servitium* quoique *ingenuili ordine*, était la misère. La première condition qu'on lise dans la formule 44 de Sirmond, c'est que l'obligé recevra des vêtements. Évidemment le *dominus* lui fournissait des instruments, des moyens non-seulement de remplir le service auquel il s'était engagé, mais encore ce qui lui était nécessaire pour travailler à sa subsistance, très-souvent même des fonds à cultiver. C'était une sorte de pécule sur lequel ce *dominus* avait des droits, ne fût-ce que pour être remboursé de ses avances, même des droits plus étendus, tels qu'une nue propriété dont le *lite* avait l'usufruit, si la convention et l'usage l'avaient ainsi déterminé. Ravir ces objets au *lite*, c'était donc réellement voler le *dominus*.

Ces mêmes considérations servent à expliquer un autre passage du § 2 du titre XXVIII, où la loi, en maintenant l'affranchissement, sauf indemnité, ajoute *res vero ipsius lidi legitimo domino restituantur*.

L'objection fondée sur le § 7 du titre XIV, où nous lisons que l'*ingenua femina* qui se sera librement attachée à un lite, *ingenuitatem suam perdat*, n'est pas moins facile à résoudre. Cette *ingenua femina*, qu'il faut ici considérer comme femme de première classe, se rabaissait en épousant un homme *in obsequio et servitio*, et en cela les mœurs des Francs ne furent pas plus imparfaites que celles des peuples modernes. Lorsque autrefois il existait des serfs de mainmorte, la femme libre qui épousait un serf acceptait, par cela même, la condition de son mari. Ainsi peut encore être expliquée sans embarras la disposition du § 15 du titre XIV qui prononce une composition contre l'homme qui *lidam alienam in conjugium sociaverit, invito domino*. Le *mundium* sur cette femme appartenant au *dominus*, il y avait le même motif pour prononcer une composition dans ce cas que dans celui où quelqu'un épousait une fille ingénue sans le consentement de son père, ou de celui qui avait le *mundium* sur elle : on peut voir ce que je dirai à ce sujet dans la treizième dissertation. A la rigueur, la loi aurait pu prononcer que le mari de la lite deviendrait lite du *dominus* de la femme qu'il épousait, comme, d'après le § 11 du même titre, l'*ingenuus* qui épousait *servam alienam* devenait lui-même esclave du maître de sa femme. Mais précisément parce que les lites n'étaient pas esclaves, on a suivi la règle en vertu de laquelle une femme prend la condition de son mari, et l'on s'est borné à prononcer une indemnité au profit du *dominus*.

Je crois qu'il ne faut pas davantage être arrêté par les documents qui désignent les *lites* au nombre des choses vendues. On a des preuves multipliées, notamment dans la cinquième des nouvelles formules de Baluze, que des lites payaient à leurs *domini* des redevances appelées *lidemonia*, comme des affranchis en payaient qu'on appelait *libertatica*. Certainement les mêmes actes qui énoncent les *liberti* parmi les choses vendues ne prouvent pas que les affranchis fussent esclaves, car il y aurait eu contradiction dans les termes. La bonne logique conduit donc à conclure que ces mêmes documents ne prouvent pas que les lites fussent esclaves. Il faut seulement dire que, dans les actes où nous voyons énoncés parmi les objets vendus des *liti*, des *liberti*, ce ne sont pas les personnes qu'on vend; par une sorte de figure très-usuelle, on désigne la cause pour l'effet, et on nomme lites les affranchis, pour désigner les prestations dues par ces hommes.

Il ne reste plus qu'une difficulté, elle résulte du § 6 du titre XIV de la loi Salique, portant que le lite ravisseur d'une femme ingénue, *de vita componat*. Or voici l'objection qu'on peut faire : le titre XLII décide qu'un esclave sera mis à mort lorsqu'il aura commis un crime qui, de la part d'un ingénu, donnait lieu

à une composition de XLV sous; celle du rapt étant de LXII sous et demi, l'esclave ravisseur serait mis à mort : la peine de mort est prononcée contre le lite; donc le lite est esclave! L'argument ne serait pas logique. L'assimilation pour la peine d'un crime n'établit pas identité de condition entre les coupables. D'ailleurs cette similitude n'est qu'apparente. La loi contre l'esclave dit : *capitali sententia feriatur :* voilà la peine de mort absolue, sans restriction. La loi contre le lite porte, *de vita componat;* au lieu de payer la composition de LXII sous et demi due par les ingénus coupables de rapt, il payera une composition égale à sa vie propre, c'est-à-dire C sous. Tout ce qu'on peut en conclure, c'est qu'en matière de rapt la loi était plus sévère contre les lites que contre les hommes d'une classe supérieure. En voici sans doute le motif: les rapts d'ingénues que des lites auraient pu commettre étaient ou pouvaient être plus ordinairement envers les personnes de la famille du *dominus*, à la faveur de la commensalité; outre le délit en lui-même, il y avait violation du domicile, de la foi jurée au *dominus*. Ces circonstances expliquent donc la cause d'une sévérité spéciale dont nos lois modernes offrent de fréquents exemples.

Tels sont les motifs qui me décident à ne point ranger les lites parmi les esclaves. Dès qu'ils n'étaient pas esclaves, ils étaient libres; mais leur ingénuité n'était pas complète. Elle était atténuée ou par l'effet de leur origine lorsqu'ils étaient nés dans cet état de lites; ou par une convention, lorsque d'ingénus qu'ils étaient par la naissance ils s'étaient faits *lites*, du même droit qu'ils auraient pu se faire esclaves; ou, enfin, lorsque, de l'esclavage, ils étaient parvenus à la liberté, ce qui leur donnait la qualité d'affranchis.

Dès que les lites étaient des hommes libres, des compositions pour atteintes à leur personne devaient être déterminées, autrement le silence de la loi eût laissé ces offenses impunies.

Les rédacteurs des coutumes franques ne crurent pas devoir fixer ces compositions au même taux que pour les ingénus. On trouve à la fin du second texte de la *Recapitulatio* une disposition qui exprime d'une manière très-précise et très-claire le système général. Ce document est, comme on sait, un résumé des diverses compositions. Quoique le § 4 du titre XLIV de la loi, et le § 9 du titre XI des *Capita extravagantia* eussent, dans quelques cas isolés, prononcé pour offenses envers un lite la moitié de la composition due à un ingénu, la disposition finale de la récapitulation porte : *De litis... hæc lex de medietate solvatur.* J'en ai déjà fait la remarque, page 459.

Les §§ 27 et 28 du premier texte de la *Recapitulatio* en offrent une application remarquable. Le titre LXVI de la loi Salique posait en règle générale

que tout meurtre commis à l'armée donnait lieu à une composition triple : *Si quis hominem in hoste occiderit, triplici compositione componat sicut in patria componere debuit.* Ainsi le meurtre d'un ingénu, commis à l'intérieur, donnait lieu, suivant le § 1 du titre XLIII, à CC sous. Ce même titre, qui avait pensé aux Romains de première et de seconde classe, n'avait rien dit des lites; il ne s'était expliqué à cet égard que pour les meurtres avec attroupement (tit. XLIV, § 4). Mais les §§ 27 et 28 du premier texte de la *Recapitulatio* prévoient les meurtres commis *in hoste*, et des ingénus et des lites; pour les premiers, la composition est de DC sous, triple de CC; pour les seconds, elle est de CCC sous, ce qui prouve que la composition ordinaire pour le meurtre de ces hommes, à l'intérieur, n'était que de C sous.

Il y avait une très-grande variété dans la situation sociale des personnes à qui j'ai appliqué d'une manière générique la dénomination de *lites*. Le caractère essentiel qui les distinguait de ceux que j'appelle *ingenui*, c'était leur état de dépendance d'un *dominus*. L'ingénu pauvre, qui avait à peine assez de bien pour vivre ainsi que sa famille, n'était point lite, s'il s'en contentait; dans cette situation, gênée sans doute et même très-précaire, à une époque où les faibles avaient tant à redouter l'oppression des forts, il était réputé pauvre, *minoflides;* mais son ingénuité n'était point atténuée, il était encore indépendant. Un autre plus riche que lui, qui avait plus de propriétés, mais qui, par un motif quelconque, se mettait au service d'autrui, devenant dans ce cas dépendant et obligé à des devoirs personnels, à des prestations en argent ou en nature, placé sous la juridiction particulière de son *dominus* et non sous celle du *mallum* des ingénus, était, dans mon opinion, considéré comme *lite.*

Au reste la première des deux situations que je viens d'indiquer devint rare de plus en plus. L'intérêt des propriétaires était d'étendre leur supériorité, de rapprocher autant qu'ils le pouvaient les hommes libres de la classe des esclaves, et les malheurs du temps ne les servaient que trop bien. Le besoin ne permettait pas à ces hommes de choisir leur position, et presque toujours ils n'avaient d'autre ressource que de se mettre *in obsequio et servitio*, avec la consolation du moins de servir, *ingenuili ordine*, sans devenir esclaves. Ainsi, la situation que Salvien (*de Gubernatione Dei*, lib. V, cap. VIII), avait si énergiquement dépeinte dans les derniers temps de la domination romaine, se reproduisait chez les nouveaux maîtres de la Gaule.

Un grand nombre de ces lites étaient colons, mais libres, ce qui les distinguait des *servi-coloni*, dont je parlerai dans la dissertation septième. Je n'ai point l'intention d'entrer dans des développements sur les effets très-variés de

leurs obligations envers leurs maîtres; je ne pourrais que répéter ce que M. de Savigny a dit dans une savante dissertation sur le colonat des romains, insérée aux Mémoires de l'Académie de Berlin de 1825, dont M. Pellat a donné un long extrait (*Thémis*, t. IX, p. 62 et suiv.), et à ce que M. Guérard a écrit sur le même objet, dans la Revue des Deux-Mondes, t. XIX, p. 256.

Je me borne à quelques mots sur les hommes qui, toujours dans un état de dépendance, *ingenuili ordine*, étaient plus attachés à la personne et à l'intérieur de la famille du *dominus* que ne l'étaient ou ne pouvaient l'être les colons. On les appelait génériquement *vassi*, suivant les formules XVII du livre II de Marculfe, et aussi *gasindi*, suivant les formules XXIII, XXIV et XXXII du même livre [1], et un diplôme de Childebert de 546 [2].

Les titres VII et XI des *Capita extravagantia* emploient le mot *militunii* comme synonyme de *leti*, ce qu'ils expriment par le mot *vel*. Cette dénomination *militunii* paraît avoir embarrassé Eccard, qui avait publié ce titre dans le texte de Wolfenbüttel. Il propose de lire *militanei*, correction qu'il est difficile d'admettre, puisque tous les manuscrits sont uniformes. Je crois cependant qu'on peut, sans correction, croire que *militunii* a pour racine *militia*, parce que ce mot, ainsi que le verbe *militare*, ne signifiait pas exclusivement porter les armes, aller à la guerre, et qu'il désignait un service intérieur de maison, une occupation domestique plus ou moins relevée. Ainsi on lit dans la vie de saint Austregisile (ap. D. Bouquet, t. III, p. 467), *militare in obsequio*.

Je ne nie pas que, dans quelques codes barbares autres que la loi Salique, et dont les rédactions qui nous sont parvenues appartiennent au plus tôt au IXe siècle, on ne puisse trouver des textes ou des inductions pour établir que le mot *liti* était appliqué à des esclaves. Cela tient à la pauvreté de l'ancienne langue germanique, où le mot *leute*, confondu avec *litus*, *lidus*, a pu recevoir des acceptions diverses, dont le véritable sens ne saurait être fixé que par la place qu'il occupe et les autres expressions dont il est accompagné. Heineccius en avait fait la remarque [3] : *Generale enim est nomen* leute, *unde factum est litus* [4] *adeoque et servis et libertinis æque tribui potest.*

[1] Il est bien vrai que dans la formule XXXVI le mot *gasindus* paraît synonyme de *servus*, mais c'est, selon moi, parce que ces mots servaient indistinctement à désigner un homme *in servitio alterius*, même *ingenuili ordine*; car dans cette formule le *dominus* fait une donation à son *gasindus*, tant pour lui que pour ses héritiers. Voir d'ailleurs les formules XXIII, XXIV et XXXII. — [2] *Diplomata*, 1re édit. pag. 51; 2e édit. t. Ier, pag. 109. — [3] *Antiquitates juris germanici*, lib. II, cap. I, § 3, et cap. XI, § 14; *Elementa juris germanici*, lib. I, § 38. — [4] Je ne crois pas qu'il soit exact de dire que *litus* vient de *leute*.

C'est ce qui arriverait dans un pays dont la langue aurait un mot générique pour signifier les *gens*, la *domesticité*. Précisément, par suite de la généralité de l'acception de ce mot, si un homme avait à la fois et des esclaves et des serviteurs libres, il emploierait l'expression *mes gens*, *ma domesticité*, pour désigner l'ensemble de ces hommes dépendants de lui à des titres si différents.

On voit par ce qui vient d'être dit que je ne crois pas qu'on doive avec Muratori réduire la dénomination de *leti* à des affranchis-colons; une telle limitation ne me paraît pas exacte : s'il est vrai qu'un esclave pût par les conditions de son affranchissement être assujetti à des services, ce que j'expliquerai dans la septième dissertation, on a vu aussi que des hommes étaient constitués lites sans avoir été préalablement esclaves. Les documents nomment distinctement les *liberti*, les *coloni*, les *leti;* et tandis que les uns donnent aux redevances dues par les affranchis le nom de *libertatica*, à celles des colons le nom de *colonica*, suivant un diplôme de 627[1], ou *merita accolanorum*, suivant les formules XLVII de l'appendix de Marculfe, et XXVII de Baluze, il y en a qui appellent *ledimonia* les redevances dues par les lites. (Baluz. *nov. form.* V.) D'un autre côté, le titre XXVIII de la loi Salique parle de lites qui accompagnaient leurs *domini* à l'armée. Je crois donc qu'il faut donner à la dénomination *liti* plus d'étendue que ne lui en accorde Muratori.

Maintenant, on peut expliquer sans peine la position sociale des *lites :* ils étaient *personnes*, puisqu'ils étaient libres, à la différence des esclaves, qui étaient les *choses* de leurs maîtres.

Mais l'état de dépendance dans lequel ils s'étaient placés, quoique *ingenuili ordine*, les privait des droits de cité. On trouve dans nos législations modernes, et même précisément dans nos lois françaises, une analogie que j'ai indiquée page 459. Ainsi ces hommes n'étaient point admis aux assemblées où se traitaient les intérêts généraux ou locaux; ils ne participaient point aux jugements dans les *mâls*. Lorsqu'ils marchaient à l'armée, ainsi que le prouve le titre XXVIII de la loi Salique, ce n'était point sous le commandement direct du grafion de l'arrondissement, comme les ingénus; c'était sous la bannière et la conduite de leurs *domini*, qui les équipaient, les nourrissaient, mais aussi qui percevaient la part du butin à laquelle ces hommes auraient eu droit pour leur propre compte, s'ils eussent été ingénus. Ils étaient ce que, suivant César (*de Bello gallico*, lib. III, cap. XXII), les Gaulois appelaient *soldurii*.

Ils pouvaient acquérir des biens en propre et en disposer, parce que, n'étant pas esclaves, on ne saurait dire que ce qu'ils acquéraient fût pour leurs

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 126; 2e édit. t. Ier, p. 227.

domini; mais ils n'avaient pas le droit de disposer des choses que ces *domini* leur avaient confiées pour le service auquel ils s'étaient engagés.

Ils pouvaient ester en jugement, ainsi que je l'ai fait remarquer page 479, mais pour ce qui leur appartenait en propre; car je crois que le *dominus* était seul habile à soutenir les contestations relatives aux biens qu'il avait donnés à son lite pour les faire valoir.

Lorsqu'un lite était accusé d'un délit, le *dominus* n'en était pas absolument responsable comme il l'aurait été de son esclave; mais il était tenu de le représenter, faute de quoi il répondait de la condamnation. Cette règle, écrite dans le titre XXXI de la loi des Ripuaires, me paraît avoir été suivie chez les Francs saliques. Ce *dominus* était obligé de défendre son lite lorsque quelqu'un commettait des attentats contre sa personne, et je ne doute pas qu'il n'en touchât la composition. Aussi voyons-nous, dans la formule X de Bignon, l'abbé d'un monastère transigeant au sujet du rapt d'une femme qu'il appelle *suam*, et que cependant il qualifie *ingenuam.*

Lorsque, la législation criminelle étant devenue plus sévère, certains crimes emportèrent la peine de mort, les lites condamnés étaient exécutés sur les lieux par ordre du comte, sans qu'il fût nécessaire d'en référer au roi. C'est ce qui résulte évidemment du chapitre IX de l'édit de Childebert de 595, où on lit : *Si Francus, ad nostram præsentiam dirigatur, et si debilior persona fuerit, in loco pendatur.* Quand on croirait que les mots *debilior persona* peuvent s'entendre, comme le dit M. Naudet, page 472, des ingénus sans fortune, au moins est-il incontestable que les lites dont je parle en ce moment y sont compris.

DISSERTATION CINQUIÈME.

DE LA VASSALITÉ ET DE SON INFLUENCE SUR L'ÉTAT DES HOMMES LIBRES.

Les §§ 4 du titre XLIII, 2 du titre XLIV, et 2 du titre LXVI de la loi Salique, ainsi que plusieurs passages des documents que j'ai publiés pages 348 et suivantes, sous les noms *Septem septennas* et *Recapitulatio solidorum*, désignent des hommes *in truste regis*, et personne n'élève de doute sur le sens du mot *trustes* ou *trustis*, qui signifie *fidélité, dévouement;* mais l'acception qu'il avait chez les Francs mérite d'être remarquée.

De nos jours les membres d'un état ne doivent obéissance au chef légitime du gouvernement qu'en vertu de la loi qui l'a investi du pouvoir et dans les limites déterminées par cette loi. Lorqu'ils refusent d'obéir, c'est moins à ce chef qu'a la loi qu'ils désobéissent. Telle était sans doute, au moins dans les premiers temps de la première race, la position d'un grand nombre d'ingénus; mais un usage qu'avaient les Germains, ainsi que l'attestent Tacite (*Germania*, cap. XIII et XIV), et Ammien Marcellin, liv. XVII, chap. XII, de s'attacher à quelque chef renommé, se conserva; et même dans la suite, loin d'être atténué par la formation d'une nationalité, il prit une prodigieuse extension.

Des hommes contractaient envers le roi des engagements spéciaux, abdiquaient leur indépendance à son profit, se soumettaient à ses ordres absolus, et, loin que cette position amoindrît leur ingénuité, les paragraphes que je viens de citer leur attribuent une composition égale à celle dont jouissaient les magistrats revêtus d'un caractère public. Cette faveur, que ne justifiait pas le même motif d'utilité sociale, était la conséquence du principe consacré dans les §§ 10 du titre III, 5 du titre XIV, et 4 du titre XL de la loi Salique, que toute atteinte aux droits du roi était punie d'une composition plus forte que l'atteinte aux droits des particuliers.

On nommait ces hommes *antrustions* parce qu'ils étaient, suivant les termes de la loi, *in truste regali*. Les édits de Childebert et de Chlotaire de 593 et 595 les appellent aussi *leudes, fideles*. On les désignait même quelquefois par le mot générique *vassi* qui, d'abord, comme je l'ai dit page 484, avait été appliqué à la pure domesticité privée; car c'est une chose remarquable dans les usages des

Francs, dont au surplus on trouve l'exemple dans ceux du Bas-Empire, que les fonctions, en apparence les plus dépendantes, recevaient de l'éclat et s'ennoblissaient par la qualité de la personne auprès de qui on les remplissait. Le mot *dominus*, qui d'abord n'avait désigné que l'autorité d'un maître sur ses esclaves, puis celle d'un patron sur ses lides ou affranchis, devint la qualification du roi à l'égard de ses antrustions.

On donnait aux plus illustres le titre d'*optimates*. La formule XXV du livre Ier de Marculfe, une multitude de diplômes des rois de la première race contiennent la nomenclature de ces dignités, et Fortunat dans une pièce de vers que D. Bouquet rapporte t. II, page 518, en décrit la hiérarchie.

Garnier, dans un Mémoire sur l'origine du gouvernement français, couronné par l'Académie des inscriptions en 1761, a avancé, pages 97 et suiv. qu'il n'y avait pas de différence entre être *int raste regis*, et être *in verbo regis;* c'est une erreur. Beaucoup de personnes étaient, sans doute, *in verbo regis :* le titre XIV, § 5, de la loi Salique; Grégoire de Tours, liv. IX, chap. XXVII; Marculfe, liv. I, form. XXIV et XXXII, et de nombreux documents en fournissent des exemples; mais cette expression désigne simplement une protection accordée par le roi, comme l'explique du Cange. Entre cette position et celle d'être *in truste regis* ou *regia* ou *dominica*, la différence est immense. Les femmes sans parents qui pussent exercer le *mundium* sur elles étaient *in verbo regis*. Le roi admettait sous son *mundeburde*, par des préceptions spéciales, les personnes qui avaient besoin de protection, et nous ne connaissons aucun texte qui attribue à ces personnes les prérogatives, ou qui leur impose les obligations des antrustions. Être *in verbo regis* était généralement une preuve de faiblesse; le protégé ne pouvait presque jamais rien en faveur du protecteur. Mais autre chose était d'être *in truste regis;* il en résultait des devoirs actifs que les personnes prises par le roi, *in verbo suo*, n'auraient pas été capables de remplir. Aussi la formule XXVI du livre Ier de Marculfe, qui contient une charte de *mundeburde*, ne dit-elle pas comme la formule relative à l'antrustion que cette personne jouira d'une composition particulière. S'il est vrai que dans quelque cas, par exemple le rapt d'une fille *in verbo regis* (L. Sal. tit. XIV, § 5), la composition fût plus forte que pour le rapt d'une autre ingénue, la loi nous apprend le motif de cette élévation du taux : c'est que le roi était offensé, car la composition due pour offense aux personnes qui étaient *in aliquo mundio* appartenait à celui qui avait le *mundium;* c'était donc le fisc qui la percevait, et, par les motifs expliqués à la page précédente, elle était plus forte que si l'offense avait été faite à une fille sous un *mundium* privé.

Indépendamment des hommes qu'avec la loi Salique j'appelle *antrustions*, nous trouvons dans le § 6 du titre XLIII, des *convivæ regis* à qui est accordée une composition supérieure à celle des autres ingénus, mais moindre que celle des antrustions. Dans la plupart des textes, le mot *Romanus* est joint à *conviva regis;* de là vient une question qui se rattache à ce que j'ai déjà dit page 446, que les Romains recevaient pour un délit envers leurs personnes une composition inférieure à celle des hommes d'origine germanique. Précisément la composition pour le *conviva regis* est moitié de celle de l'antrustion. Quelques savants, entre autres M. Naudet, page 417, en ont conclu que la plus haute distinction dans la familiarité royale que pût obtenir un Romain était le titre de *conviva*. On pourrait opposer à cette opinion quelques textes où le mot *conviva regis* n'est point accompagné de *Romanus*, et le § 30 de la Récapitulation de la loi Salique où il est parlé du *Romanus in truste regis*[1]. Il est d'ailleurs prouvé par les documents cités page 461, que des Romains furent élevés aux dignités de comtes, optimates, etc.

Dans le fait, cependant, je crois que M. Naudet a raison, en ce sens que le mot *conviva* fut pour les Romains une traduction du mot barbare *antrustion*, de même que les Romains donnaient le nom de *comes* au magistrat que les barbares appelaient *graf*, *gravio*. Le mot *antrustion* signifiait compagnon, ami, et précisément c'était le sens de *conviva* dans la langue latine. Mais on voit, sinon par des textes de la loi Salique autres que celui dont il vient d'être question, du moins par le § 30 de la Récapitulation, que la différence d'origine était toujours observée dans les compositions, et qu'un Romain *antrustion* (autrement dit, *conviva regis*) obtenait la moitié seulement de la composition du barbare *antrustion*. C'était l'application de la règle générale écrite dans plusieurs endroits et que j'ai déjà citée, page 460.

La prérogative d'une composition considérable, et l'honneur d'être dans la familiarité, dans le compagnonnage du roi, ne fut pas le seul avantage qu'obtinrent ces *antrustions*. Dans la Germanie, les chefs s'attachaient leurs compagnons par des présents d'armes, d'ornements, de chevaux, par des repas somptueux. Ils n'avaient rien de plus à offrir; et des hommes accoutumés à une vie errante et aventureuse n'avaient rien de plus à désirer. Sur le sol de la Gaule, ce fut par des concessions d'immeubles.

Jusqu'alors la fidélité avait été précaire, et son instabilité était en raison

[1] Comme il n'est jamais permis de dissimuler sciemment une objection, je dois dire que du Tillet et Pithou, dans leurs éditions de la Récapitulation, ont écrit *in curte* au lieu de *in truste*, mais aucun manuscrit ne les y autorisait. Voir ci-dessus, page 368, note 1.

du peu de durée du prix donné. Lorsque des immeubles formèrent ce prix, la solidité du lien participa de celle de la récompense, et la crainte d'en être privé commanda la fidélité. Ces hommes restèrent sans doute libres de cesser de tenir leur engagement, mais il fallait qu'ils abandonnassent les biens qu'ils avaient reçu du roi, au moyen de quoi ils recouvraient l'indépendance absolue des ingénus non antrustions; et même il est assez probable qu'à l'époque où l'empire des Francs forma plusieurs royaumes, ils étaient libres de passer du service d'un roi à celui d'un autre; la perte des bénéfices était la conséquence de cette sorte de désertion[1].

La loi des Bourguignons, seconde addition, § 13, contient des règles assez curieuses sur la forme des demandes de ces concessions. Le titre LX de celle des Ripuaires en suppose. Il n'y a rien à ce sujet dans la loi Salique, dont la rédaction primitive eut lieu à une époque où les rois ne faisaient pas encore des concessions territoriales. On ne trouve même plus les documents qui constatent celles qui eurent lieu sous la première race, en faveur des laïques, comme il en reste quelques-uns pour les donations en faveur des établissements ecclésiastiques; soit, ainsi que Montesquieu le suppose avec fondement (*Esprit des lois*, liv. XXX, chap. XXII), que les traditions de ces immeubles fussent faites oralement, dans des formes analogues à celles du titre XLVIII de la loi Salique, tandis que l'église, régie par le droit romain, se faisait souscrire des actes; soit que les archives des particuliers aient moins bien échappé aux révolutions que celles des établissements ecclésiastiques.

Nous ne pouvons toutefois douter qu'il n'en ait été fait de très-nombreuses et de très-considérables. La formule III du livre I[er] de Marculfe le suppose expressément; il est souvent question dans Grégoire de Tours des biens fiscaux que des antrustions, des grands, avaient obtenus du roi.

Indépendamment des conditions particulières que le roi pouvait imposer, conditions dont l'inexécution entraînait la révocation, les donations faites aux antrustions emportaient implicitement, et sans qu'une clause expresse fût nécessaire, l'obligation de fidélité et de dévouement. C'était pour eux, sinon une obligation rigoureuse, du moins un devoir de convenance, de ne point se marier et de ne point marier leurs enfants sans l'agrément du roi[2]. Tout fait d'ingratitude de leur part donnait lieu à la révocation de la libéralité, ainsi que le prouvent une charte de 676[3] et le testament d'Abbon[4].

[1] Grégoire de Tours, liv. V, chap. III. — [2] *Vita S. Salabergæ*, ap. D. Bouquet, t. III, pag. 606; *Vita S. Anstrudis*, *ibid.* pag. 615; *Vita S. Godebertæ*, *ibid.* pag. 621. — [3] *Diplomata*, 1[re] édit. pag. 282; 2[e] édit. t. II, pag. 177. — [4] *Diplomata*, 1[re] édit. p. 468; 2[e] édit. t. II, p. 370.

Quelquefois ces donations étaient en pleine propriété, ainsi qu'on peut l'induire d'un passage de Grégoire de Tours, liv. VIII, chap. xxxix, qui donne à ces biens le nom de *militia*, et de quelques formules de Marculfe[1] : c'est ce qui paraît résulter, pour le temps de Childebert I[er], de la vie de S. Eusice (ap. D. Bouquet, t. III, p. 429); ce qui d'ailleurs était conforme aux usages romains dans les concessions de bénéfices militaires.

Le plus ordinairement ces bénéfices étaient concédés seulement pour la vie, sauf le droit du roi d'accorder la survivance[2]; et cet usage paraît même avoir été si commun que, dans les documents de la première race, le mot *beneficium* était employé pour désigner un usufruit.

Les savants ont été divisés sur la question si les bénéfices, du moins sous les premiers règnes mérovingiens, étaient révocables à la volonté arbitraire du concédant.

Montesquieu (*Esprit des lois*, liv. XXX, chap. xvi), n'a point hésité à dire que les *fiefs*, car c'est le nom qu'il donne improprement, et j'oserais dire par une sorte d'anachronisme d'anticipation, aux bénéfices de la première race, étaient amovibles. Cette opinion a été adoptée par Mably (*Observations sur l'histoire de France*, liv. I[er], chap. iii, note *d*). Robertson, note 8 de l'Introduction à l'histoire de Charles-Quint, l'a reproduite.

Montesquieu a invoqué quelques autorités qui ne me paraissent pas décisives. La première est celle de Grégoire de Tours, livre IX, chap. xxxviii. L'historien parle de deux grands accusés d'attentat à la vie du roi; jugés coupables, frappés de confiscation, ils furent, par grâce, laissés en possession de leurs biens propres, et seulement privés des biens du fisc qui leur avaient été donnés en bénéfices. Il aurait pu encore citer le même historien, liv. VIII, chap. iii. Ces autorités sont évidemment étrangères à la question, car personne ne met en doute qu'un bénéficier condamné pour félonie ne perdit son bénéfice; et même les crimes capitaux donnaient lieu à la confiscation de tous les biens.

La seconde est encore de Grégoire de Tours, liv. VII, chap. xxxiii. Gontran assurant la succession de son trône à son neveu Childebert, lui donna en particulier des instructions sur les hommes qui pouvaient mériter ou non sa confiance, *quos honoraret muneribus, quos ab honore repelleret*. Montesquieu traduit ce passage par, *ceux à qui il devait donner des fiefs, et ceux à qui il devait en ôter*. Je crois que cela n'est pas exact. D'abord il est possible que Gontran

[1] Voir, entre autres, liv. I, form. ii, xii, xiv. — [2] *Vita S. Germani*, ap. D. Bouquet, t. III, pag. 651.

ait entendu les mots *munera, honores* dans le sens que leur attribuait le droit romain[1], c'est-à-dire de fonctions. Quand on croirait qu'il a désigné les bénéfices, appelés effectivement *honores* dans les documents de l'histoire des Francs[2], *repellere ab honore* ne signifierait pas *ôter les bénéfices à ceux qui les possèdent*, mais, tout au plus, *repousser ceux qui en demanderaient, n'en pas accorder.*

La troisième est la formule xxx du livre Ier de Marculfe: « Le roi, dit Montesquieu, donne en échange non-seulement des biens que son fisc possédait, mais encore ceux qu'un autre avait tenus en bénéfice, *quodcumque* ILLE *tenuisse noscitur.* » Mais ce *tel* désigné par *ille*, qui avait eu en bénéfice les biens dont le roi dispose, avait-il cessé de les posséder, *tenuisse*, par la mort, ainsi que cela devait être et qu'on le voit dans le livre VIII, chap. xxii de Grégoire de Tours; en avait-il été privé par un jugement; l'avait-il perdu par la seule volonté arbitraire du roi? Voilà certainement ce que la formule ne nous apprend pas; elle ne décide donc rien sur la question. Montesquieu aurait pu citer encore une charte de Dagobert Ier, de 637[3], portant concession au monastère de Saint-Denis d'un bien qui avait appartenu à deux hommes qu'il nomme; mais cette charte ne fait point connaître comment et pourquoi le bien avait pu retourner au fisc.

Il y a cependant en faveur de l'opinion de Montesquieu deux autorités qu'il a omis de citer, mais que Mably n'a pas négligées.

C'est d'abord le traité d'Andelau de 587 : *Quidquid antefati reges ecclesiis aut fidelibus suis contulerunt aut adhuc conferre cum justitia, Deo propitiante, voluerint, stabiliter conservetur.* Toutefois Mably se trompe en traduisant *stabiliter* par *à perpétuité*. C'est, en second lieu, la constitution de Chlotaire II, de 615 : *Quidquid parentes nostri anteriores principes, vel nos, per justitiam visi sumus concessisse et confirmasse, in omnibus debeat confirmari.* Il y aurait encore lieu d'invoquer le chapitre xii de la constitution de Chlotaire Ier de 560.

On pourrait donc croire que ces textes constatent un changement de législation ; que les rois renonçant à révoquer arbitrairement les bénéfices concédés par leurs prédécesseurs ou par eux-mêmes, il est naturel d'en conclure que le droit existait précédemment.

Toutefois cet argument ne serait pas décisif. Il ne serait qu'un argument *a contrario*, qui en général a peu de valeur. On sait combien de désordres et d'arbitraire s'introduisirent sous les règnes des fils de Clovis : j'essayerai plus

[1] Dig. *de Muneribus*, fr. 10, 12, 14; cod. Theod. *de Decurionibus*, const. 5, 140, 148; Gruter, *Inscr.* pag 425, n. 1; pag 476, n. 4. — [2] Voir le passage de la vie de saint Eusice cité page précédente. — [3] *Diplomata*, 1re édit. pag. 45; 2e édition, t. II, pag. 157.

bas d'en indiquer la cause. Les révocations, sans motifs, des concessions de bénéfices durent être fréquentes; le traité de 587 et la constitution de 615[1] pourraient donc sans témérité être considérés comme un retour à l'ordre légal, plutôt que comme une disposition nouvelle et un changement de législation: aussi l'opinion que les bénéfices n'avaient jamais été révocables arbitrairement a-t-elle été fortement soutenue par Mlle de Lézardière, *Théorie des lois politiques de la monarchie française*, t. VI, part. Ire, pag. 11. Mais, il faut l'avouer, aucun des textes rassemblés dans la IIIe partie et auxquels elle renvoie ne résout la question. Les formules de Marculfe et de Bignon, ainsi que la charte de Louis le Débonnaire qu'elle cite, sont relatives à des constitutions de précaires dont j'aurai occasion de parler page 553. Ce sont des usufruits conventionnels, moyennant des prestations, réservées par des vendeurs ou par des donateurs. Ces documents attestent le droit du concessionnaire de jouir pendant toute sa vie des biens donnés en précaire et cela n'a rien de commun avec les bénéfices dont il s'agit ici.

Les capitulaires de 844, 851, 868 et 867, se rapportent mieux à la question, sans doute; mais ils se bornent à promettre que le roi ne révoquera pas arbitrairement et sans jugement les bénéfices qu'il aura concédés. Ce que j'ai dit au sujet du traité de 587 et de la constitution de 615 peut donc être appliqué à ces capitulaires, surtout si l'on remarque que déjà les concessions de Louis le Débonnaire, dans lesquelles Nithard, liv. IV, *ad fin.* voyait la ruine de la monarchie et le germe d'une révolution qui finirait par l'anéantir, avaient accoutumé les bénéficiers à obtenir même l'hérédité. Dans une telle situation des choses, il ne pouvait plus être question d'une révocabilité arbitraire, déjà presque abolie par le traité de 587 et la constitution de 615, encore bien qu'il paraisse résulter de la lettre écrite en 858 par les évêques à Louis le Germanique (Baluze, t. II, col. 118), que les rois avaient toujours la prétention de pouvoir révoquer les bénéfices à volonté.

Du Cange, *voc. Beneficium,* ne paraît pas bien fixé sur la question dont il s'agit : après avoir dit *nec tantum ad vitam, sed ea pro lubitu auferebantur,* ce qui semble effectivement résulter de la lettre des évêques à Louis le Germanique,

[1] On pourrait dire, avec quelque vraisemblance, que le traité de 587 eut pour objet principal de résoudre les difficultés qui naissaient des partages de l'empire. Par l'effet de ces partages des bénéfices se trouvaient situés dans le territoire d'un roi dont l'antrustion bénéficier n'était plus sujet; et la fidélité qu'il devait à son roi ne pouvait être pour l'autre un prétexte de le dépouiller. Toutefois je reconnais qu'on ne peut appliquer cette réflexion aux constitutions de 560 et de 615, faites par des rois qui réunissaient sous leur autorité tout l'empire des Francs.

dont je viens de parler, il ajoute : *non temere tamen nec sine legali judicio auferebantur*. Montesquieu lui-même n'a pas été à l'abri de cette sorte de contradiction. Il est impossible de ne pas conclure de la citation que j'ai faite plus haut qu'il entend parler d'une révocation *pro lubitu*, et cependant on lit au chapitre 1er du livre XXXI : « Quoique, par la loi du royaume, les fiefs fussent amovibles, ils ne se donnaient pourtant ni ne s'ôtaient d'une manière capricieuse, arbitraire, et c'était ordinairement une des principales choses qui se traitaient dans les assemblées de la nation. »

Il est évident que Montesquieu n'est pas d'accord avec lui-même. Personne ne met en doute qu'un jugement ne pût priver un bénéficier des biens qu'il avait reçus en cette qualité ; et tous ceux qui ont soutenu l'inamovibilité des bénéfices le reconnaissent. C'est sur la révocation arbitraire, *pro lubitu*, pour employer l'expression de du Cange transcrite ci-dessus, que la question peut rouler.

Je crois aussi que ce grand écrivain se trompe en disant que les bénéfices étaient concédés en vertu de délibérations de l'assemblée de la nation; aucun des actes de concession qui nous restent ne constate ce fait : si dans quelques-uns on voit que le roi se détermine par l'avis de son conseil, ce qui ne signifie point l'assemblée générale, il y en a beaucoup d'autres où le roi agit de son propre mouvement. Je crois enfin que la déchéance n'avait pas besoin d'être prononcée d'une manière aussi solennelle, et qu'un jugement du *placitum palatii* était suffisant: le testament d'Abbon, cité page 490, le laisse entendre.

De nos jours M. Guizot a examiné cette question dans ses Essais sur l'Histoire de France, page 123; il paraît favorable à l'opinion de Mlle de Lézardière, au moins sous le rapport de la légalité, car il reconnaît, page 126, qu'en fait on a beaucoup de preuves de révocations arbitraires. C'est ce que paraît aussi entendre M. Laboulaye, page 340 d'un mémoire remarquable sur la propriété foncière, couronné par l'Académie des inscriptions en 1838.

Quelques distinctions me paraissent nécessaires pour éclaircir la question.

Il n'est pas invraisemblable qu'il y avait des fonctions publiques ou de la maison du roi auxquelles des jouissances de biens fiscaux étaient attachées. Quoique Mlle de Lézardière, qui exprime cette opinion, tome VI, Ire partie, page 7, ne l'appuie que sur des autorités de la seconde race, je la crois vraie pour la première. Peut-être est-ce le cas dont il est question dans les instructions que Gontran donna à Childebert, ainsi que j'en ai fait la remarque page 492. Il est incontestable que le roi était maître de priver ces personnes de leurs fonctions: on peut voir, entre autres preuves, le chapitre xxiv du livre VIII

de Grégoire de Tours, et Frédégaire, chap. XLIII[1]. Sans contredit les fonctionnaires révoqués perdaient la jouissance attachée à l'emploi. Ce n'est point au sujet de cette espèce de bénéfices qu'une controverse peut s'élever. Les biens dont ils étaient formés restaient la propriété du prince. Le fonctionnaire en était usufruitier pour tout le temps qu'il serait revêtu de sa fonction; cet usufruit formait ce que nous appellerions le traitement de la place.

A l'égard des autres bénéfices, peut-être y a-t-il lieu d'en distinguer de trois espèces : 1° Les bénéfices concédés au bénéficier pour tous ses héritiers ou ayants cause; véritables donations de propriété, irrévocables, en droit du moins, tant qu'on n'alléguait pas ou l'inexécution des conditions imposées, ou l'ingratitude du donataire; 2° les concessions contenant la clause qu'elles étaient pour la vie du bénéficier; presque toutes celles dont il reste des actes ou des formules sont ainsi conçues; il faut dire aussi qu'en droit elles ne pouvaient être révoquées pendant la vie du donataire, à moins de violation de ses obligations, ou d'ingratitude; 3° les concessions dans lesquelles était la clause *quamdiu libuerit*. Je reconnais néanmoins qu'il n'en existe aucun témoignage. Peut-être cette clause était-elle sous-entendue, par cela seul que la donation n'exprimait, ni que le bénéfice était transmissible aux héritiers, ni qu'elle était pour toute la vie du donataire. Les §§ 6 et 7 du titre LX de la loi des Ripuaires font même entendre qu'un nouveau roi était maître de révoquer les donations de son prédécesseur, et les formules XVII et XXXI du livre Ier de Marculfe supposent qu'on lui en demandait la confirmation.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les rois, avant le traité de 587, révoquaient arbitrairement des bénéfices, puisqu'ils renoncent à user de ce droit à l'avenir; c'est qu'après ce traité, des révocations de cette sorte eurent encore lieu, puisque la constitution de 615 a pour objet de renouveler les garanties en faveur des bénéficiers; c'est qu'enfin sous les derniers rois de la première race et même sous ceux de la seconde il y eut encore des révocations arbitraires, puisque les capitulaires de 844, 851, 860 et 867 reproduisent les garanties promises par la constitution de 615.

Ces révocations arbitraires s'étendaient-elles à toutes les concessions, même à celles qui étaient absolues ou à vie? On peut le croire, parce que, dans ces temps de violences et d'anarchie, aucun droit n'était respecté.

Les rois se trouvaient dans une fausse position : d'un côté les bénéficiers cherchaient, non-seulement à conserver leurs bénéfices pendant tout le temps

[1] Mademoiselle de Lézardière a essayé de prouver le contraire, t. VI, part. II, pag. 93; mais les documents qu'elle invoque appartiennent à la fin de la seconde race.

déterminé par l'acte de concession, ce qui était juste, pourvu qu'ils accomplissent les conditions de la concession, mais encore à les convertir en *alodes*, c'est-à-dire en biens propres et libres de toute réversion, et à les transmettre par succession à leurs enfants; et l'intérêt des rois était de saisir tous les prétextes qui se présentaient pour constater le caractère précaire de leurs libéralités. Ces bénéficiers apportaient peu de zèle à remplir leurs obligations, et, sans se mettre précisément dans le cas de la révocation, ils étaient loin d'agir avec le dévouement qu'ils laissaient espérer avant d'avoir reçu des récompenses. On sait combien il est différent pour les hommes d'être liés par la reconnaissance ou d'être excités par l'espoir d'un prix. D'un autre côté, ces mêmes rois étaient entourés de courtisans avides qui, n'ayant pas encore de bénéfices, voulaient en obtenir, et l'épuisement du fisc ne permettait plus de les satisfaire qu'en révoquant les donations déjà accordées.

Je crois donc qu'en droit les concessions qui n'étaient pas faites avec la clause expresse ou sous-entendue *quamdiu libuerit* ne pouvaient être révoquées sans cause, mais que le roi s'arrogeait le droit de décider lui-même si ou non il y avait cause. L'objet des garanties données en 587, 615 et dans la suite, fut, selon moi, d'assurer qu'un jugement serait nécessaire pour prononcer la déchéance du bénéficier.

Quoique, au premier coup d'œil, il semble que le droit de propriété transmis par une donation rendît le donataire libre de disposer des biens donnés, de la manière la plus absolue, on peut demander si, lorsque les rois avaient conféré de cette manière, c'est-à-dire à perpétuité, des biens à leurs antrustions, ceux-ci pouvaient, sans l'agrément du donateur, les vendre ou les transmettre à d'autres.

Il me semble que, pour résoudre cette question, il faut entrer dans quelques distinctions.

La donation faite par le roi pouvait être pure et simple; par exemple, n'être point assujettie à la condition de répondre au premier appel du roi et d'obéir aveuglément à ses ordres: telles étaient généralement les donations faites à des établissements ecclésiastiques. Dans ce cas, je n'hésite pas à croire que le donataire pouvait disposer de la chose donnée sans qu'il fût nécessaire que le roi agréât le nouvel acquéreur[1]; seulement celui-ci était tenu d'acquitter les redevances dont le fonds était grevé. Si, au contraire, la donation était faite à charge de services personnels, et telles étaient, sans contredit, les donations aux

[1] Les biens ecclésiastiques étaient, il est vrai, soumis à des règles très-sévères relativement à leur aliénation, mais c'était d'après des principes étrangers à notre question.

antrustions, le nouveau propriétaire, à titre singulier, devait être agréé par le roi, car il est naturel de croire que le don avait été fait en considération de la personne, et le roi ne pouvait être obligé d'accepter un fidèle ou antrustion bénéficier autre que celui dont il avait fait choix.

Lorsque le bien donné par le roi, en toute propriété, avec des conditions de services personnels et de fidélité, passait à un nouveau propriétaire, au titre que, dans la jurisprudence, nous appelons *universel*, c'est-à-dire par succession, je ne crois pas que le roi pût retirer l'objet donné, sous prétexte qu'il n'agréait pas l'héritier pour l'exécution des engagements personnels du donataire. Il était réputé avoir couru cette chance en donnant la propriété absolue au lieu d'un simple usufruit; il ne conservait que l'éventualité de la révocation pour inexécution des obligations. Je doute même qu'il eût été fondé à user de cette éventualité, si une force majeure, telle que l'âge ou le sexe de l'héritier, ne lui permettait pas de remplir les devoirs imposés à son auteur.

Voilà, selon moi, quel devait être le principe; assurer qu'il fut toujours respecté, je ne l'oserais!

Je n'ai point à m'expliquer sur les donations viagères; elles constituaient, sans contredit, un droit personnel que le bénéficier ne pouvait céder, même pour la vie, à moins que le roi n'y consentît.

Il ne me paraît pas prouvé que les antrustions formassent une classe distincte, un ordre dans l'état, jouissant de priviléges héréditaires; car c'est cette transmissibilité des titres honorifiques et des priviléges que la loi y attache qui constitue un véritable ordre de noblesse. Hors cela, il y a sans doute une illustration des personnes, il y a même, si l'on veut, une illustration de souvenirs pour les familles dont les chefs ont été revêtus de hautes distinctions, mais il n'en résulte point un ordre de noblesse se perpétuant par l'hérédité et le seul fait de la naissance.

L'opinion que je viens d'énoncer est celle d'Adrien Valois, d'Hertius, d'Heineccius, et de Dubos qui, j'en conviens, l'a appuyée de quelques arguments d'une mauvaise critique. Elle a été reproduite par Mably, liv. I, chap. v, note *a;* par Bréquigny et Laporte du Theil dans les Prolégomènes des *Diplomata*, part. III, sect. I, chap. III, art. 1er; et de nos jours par MM. Naudet, pages 418 et suivantes, et Guizot, *Essais sur l'histoire de France*, page 209.

Cependant une opinion absolument contraire a été soutenue par Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. XXX, chap. xx. Si ce publiciste n'avait entendu rien autre chose, sinon que les antrustions étaient distingués des autres ingénus par leurs rapports directs et habituels avec le roi; qu'ils jouissaient d'une illustration

résultant de leur rang élevé dans l'état, je n'aurais rien à objecter; mais il en fait un ordre de noblesse auquel il attribue l'hérédité, telle qu'on la trouve sous la troisième race et même à la fin de la seconde.

Il se fonde sur ce qu'il existait dans la Gaule romaine un ordre de noblesse avant l'invasion des tribus germaniques. Je l'accorde, quoiqu'il y ait beaucoup à dire sur ce point. Mais, selon moi, cela ne prouverait rien pour ce qui est l'objet de la question; car il est impossible de nier que le système politique des Romains disparut devant celui des conquérants. Les Francs, tout en conservant au peuple vaincu l'usage de son droit civil et quelques formes d'organisation locale que cet usage rendait indispensables, les soumirent à leurs lois politiques, bien loin de les adopter eux-mêmes. Je me suis expliqué à ce sujet pages 446 et 447.

L'abbé de Gourcy, qui croit avec Montesquieu à l'existence d'un ordre de noblesse chez les Francs, encore bien qu'il ne soit pas d'accord avec lui sur les hommes qui composaient cet ordre (voir ci-dessus, pages 463 et suiv.), invoque quelques passages de Tacite qui ne me semblent pas décisifs.

On lit dans le chapitre VII, *Reges ex nobilitate, duces ex virtute sumunt*, et de la première de ces deux expressions l'abbé de Gourcy, page 170, conclut qu'il existait chez les Germains un ordre de noblesse héréditaire. Il me semble qu'on ne peut traduire ainsi Tacite sans lui prêter une sorte de solécisme. Si *nobilitas*, dans ce passage, désigne un corps, un ordre de noblesse, il faut que corrélativement *virtus* soit aussi entendu avec le sens de désigner une corporation, un ordre d'hommes courageux; et certes il n'est pas possible de supposer cette pensée à Tacite. On est bien plus dans les règles de la grammaire, lorsqu'on traduit : *Ils ont égard, pour le choix des rois, à l'illustration; pour le choix des généraux, au courage.* Sans doute l'illustration d'un homme peut se composer et de la gloire qu'il a lui-même acquise et des souvenirs qui se rattachent à celle de ses ancêtres : elle le distingue, elle lui attribue une notabilité personnelle, très-convenablement exprimée par *nobilitas*, mais sans qu'on doive en conclure que les personnes ainsi recommandables formassent une caste, un ordre dans l'état.

Il est plus aisé encore, je crois, d'expliquer dans ce sens de distinction personnelle le mot *nobilitas* du chapitre XI, où il est question des délibérations nationales. Le droit d'y prendre la parole appartient aux hommes à qui leur âge, *ætas*, leur illustration, *nobilitas*, des exploits guerriers, *decus armorum*, leur éloquence, *facundia*, peut donner l'espoir d'être écoutés et de persuader; et la même interprétation convient au chapitre XIII, où l'*insignis nobilitas* est

indiquée comme un titre à devenir chef de compagnons pour quelque expédition particulière et aventureuse.

M. de Savigny, § 53, paraît aussi croire à l'ancienne existence chez les Germains d'une noblesse héréditaire, soit patriciat religieux, soit privilége réservé aux familles des chefs; mais il déclare que, dans sa façon de voir, cette noblesse ne donnait pas à ceux qui en étaient décorés, de prépondérance dans le gouvernement et dans l'exercice du pouvoir judiciaire. Il ajoute, § 63, « qu'à l'époque « de la conquête de la Gaule par les Francs, la noblesse s'était déjà perdue dans « la royauté ; que l'ancienne institution nationale avait disparu, et que les nobles, « transformés en antrustions placés sous la dépendance du roi, obtenaient à ce « titre la même composition que leur noblesse leur assurait dans l'ancienne or- « ganisation. »

Je peux d'autant moins adopter le sentiment de Montesquieu qu'aucun texte relatif à la première race ne prouve que les fils d'antrustions héritassent du titre et des prérogatives de leurs pères. Le contraire se voit même dans la loi Salique, dont le titre XXVI n'admet point, relativement aux meurtres des enfants, la distinction du titre XLIII entre les simples ingénus et les antrustions. Les historiens nous montrent des antrustions recommandant leurs fils au roi, c'est-à-dire, sollicitant pour eux l'antrustionat, lorsque ceux-ci étaient arrivés *ad robustam ætatem*[1]. Ce fait est même très-remarquable à l'égard de S. Licinius qui, suivant l'auteur de sa vie, était *ex prosapia regum*[2]. La saine logique conduit donc à conclure que le titre et les prérogatives des antrustions n'étaient pas héréditaires.

Desormeaux, dans un mémoire inséré au tome XLVI des anciens Mémoires de l'Académie des inscriptions, dit qu'originairement la noblesse fut personnelle, mais qu'elle devint héréditaire comme les bénéfices, par le traité de 587 et la constitution de 615. Je ne crois pas qu'on doive reporter à une date si ancienne l'hérédité des bénéfices ; mais je reconnais sans répugnance qu'une fois introduite dans la constitution de l'état, ce qui, selon moi, n'a eu lieu que sous la seconde race, elle devint la cause efficiente de la noblesse héréditaire formant un ordre.

Ce que les rois faisaient à l'égard des hommes qu'ils s'attachaient en qualité d'antrustions, ceux-ci le firent envers d'autres hommes libres qui se dévouaient à leur cause. Toutefois ces hommes ne jouissaient point de la composition privilégiée que la loi attribuait aux antrustions du roi. Outre qu'il n'en

[1] *Vita S. Austregisilis*, ap. D. Bouquet, t. III, page 467 ; *Vita S. Arnulfi*, *ibid.* page 507. — [2] *Vita S. Licinii*, ap. D. Bouquet, t. III, page 486.

existe aucune preuve, on pourrait difficilement admettre que la volonté, le caprice d'un simple particulier, quelque puissant qu'on le suppose, eût assuré à qui bon lui semblait le privilége d'une composition triple de celle des ingénus. Je ne connais pas un document dans lequel le nom d'antrustion soit donné aux hommes libres qui se dévouaient à des particuliers. En général ils sont désignés par *amici, pares, fideles, leudes;* mais cette dernière dénomination ne doit pas être confondue avec celle de *lites*, ainsi que l'a fait Meyer, *Institutions judiciaires*, t. I[er], pages 122 et 123. L'état des *lites*, comme je l'ai dit pages 477 et suiv. était un état de domesticité voisin de l'esclavage : le *leude* en s'attachant à son patron ne perdait rien de son ingénuité, et souvent même il y trouvait une sorte d'illustration. Nous lisons dans la vie de saint Didier, évêque de Cahors, qu'à l'époque où il était trésorier du roi, *multi episcoporum, ducum, domesticorum sub ala protectionis ejus degebant* (D. Bouquet, t. III, p. 528). Deux lettres de Verus, évêque de Rhodez (D. Bouquet, t. IV, page 48), constatent qu'il était *sub patrocinio* de ce même Didier, et sollicitent une semblable faveur pour ses parents. Au commencement de sa carrière, saint Éloi était *sub patrocinio et ditione Rabbonis, thesaurarii regis.* (D. Bouquet, t. III, page 552.) Le duc Calmilius, qui gouvernait l'Auvergne du temps de Brunehaut, avait pour vassaux les hommes des familles les plus distinguées[1]. Les annales de Metz, *ad. ann.* 690, disent d'Angesise, père de Pépin d'Héristal : *duces et optimates Francorum nutriverat, magnisque honoribus exaltaverat.* S. Gengulphe avait été au service militaire de ce même Pépin : *militari officio conjunctus serviebat*[2].

Ces leudes ou fidèles, attachés ainsi à des particuliers, leur servaient comme de garde habituelle. Nous lisons dans la vie de sainte Berthe que le comte Sigefred se présenta devant le comte Rigobert pour lui demander sa fille, *assumptis secum suorum militum turmis*[3]. Ils entraient dans toutes les querelles privées de leur chef, devaient être prêts à son appel, le servir en toute occasion au péril de leur vie. Ils partageaient ses offenses et ses inimitiés, participaient à ses vengeances et trop souvent étaient les aveugles instruments de ses injustices, en opprimant les faibles et en bravant les magistrats, le roi luimême. On peut consulter à cet égard Grégoire de Tours, liv. VII, chap. III et IV; liv. X, chap. XXXI; Fredegaire, chap. LXXXIII.

On demandera peut-être quel puissant intérêt pouvait entraîner des ingénus à abdiquer leur indépendance, et en quelque sorte leur individualité, pour se confondre dans la personne d'un chef? Si ce que j'ai dit plus haut des antrus-

[1] *Vita S. Theofredi*, ap. D. Bouquet, t. III, page 651. — [2] *Vita S. Gengulfi, ibid.* page 635. — [3] *Vita S. Berthæ, ibid.* page 622.

tions du roi explique assez bien l'intérêt qu'on avait à le devenir, il semble plus difficile d'apercevoir le motif des ingénus qui se rendraient leudes ou fidèles des grands et des riches.

En effet le vasselage se présentait sous des formes et des conditions bien différentes de celles des anciennes associations en Germanie. Celles-ci étaient momentanées; elles ne détruisaient pas l'indépendance individuelle. L'expédition guerrière pour laquelle l'association avait été faite, une fois terminée, les droits et le pouvoir du chef cessaient; le lien était rompu; les souvenirs de services rendus ou reçus pouvaient subsister, mais il n'y avait plus de devoirs à remplir. à moins d'une nouvelle convention.

Les engagements contractés pour prix de donations d'immeubles avaient quelque chose de plus réel, de plus durable, que ceux que produisait autrefois le présent d'un cheval, d'une arme de guerre : il n'est donc pas surprenant qu'un grand nombre d'hommes à qui le partage, fruit de la conquête, avait donné assez pour satisfaire leurs besoins, aient dû se contenter de propriétés qui ne les plaçaient dans aucune dépendance individuelle; se tenir en dehors des associations particulières et des engagements d'homme à homme; et, souverains en quelque sorte dans leurs *alodes*, ne vouloir être assujettis qu'à l'obéissance envers le roi, comme chef de l'état, et aux magistrats qui le représentaient lorsqu'ils leur commandaient au nom des lois.

Mais ces considérations, qui peut-être aux premiers temps de l'établissement des Francs dans la Gaule ne permirent pas que le vasselage envers les particuliers prît l'extension qu'il eut un siècle plus tard, étaient balancées par d'autres causes. Les Francs n'avaient pas ce que nous nommons aujourd'hui *un esprit public*. De même qu'ils ne voyaient point de patrie hors de la tribu d'où ils étaient originaires, de même, dans cette tribu, la famille ou les associations étaient autant de fractions dans lesquelles chacun se tenait circonscrit. On a vu plus haut que, dans la Germanie, c'était l'habitude des jeunes gens de s'attacher à un chef et de le suivre dans ses expéditions. Les anciennes impressions, toujours si puissantes et si durables, ne pouvaient disparaître à la longue qu'avec le secours de la civilisation romaine; mais des haines invétérées ne permettaient pas aux Francs de l'apprécier impartialement, quand même ils auraient été assez éclairés pour en comprendre les avantages.

La situation de la société, qui était et qui resta longtemps dans un état de transition et d'anarchie, aurait en quelque sorte fait naître le vasselage parmi eux, s'ils n'en eussent pas apporté le principe; elle fit taire les répugnances par le sentiment de la nécessité.

On a vu, page 477, que des hommes sans fortune étaient réduits à se mettre au service d'autrui ou à se rendre colons tributaires de ceux qui voulaient bien leur donner des fonds à cultiver. Ce n'est point sans doute de cette position qu'il s'agit ici. Mais parmi les hommes qui n'étaient pas réduits à cette extrémité, il s'en trouvait beaucoup dont la fortune était si médiocre qu'elle ne leur donnait aucune influence. L'état de désordre de la société, l'absence de garanties fondées sur des institutions publiques, les laissaient sans appui, exposés aux attaques, aux violences de voisins puissants.

Par des motifs ou sous des prétextes que j'expliquerai dans la dissertation neuvième, le roi avait accordé à ses antrustions le droit de n'être justiciables que du *placitum palatii*. Dans les contestations contre eux, il fallait s'adresser à un tribunal éloigné, où le crédit de l'adversaire, l'utilité dont il était ou pouvait être au monarque par ses services et ceux de ses propres fidèles, étaient autant d'obstacles à ce qu'une justice impartiale fût rendue, et même à ce qu'une condamnation prononcée pût être exécutée.

La plupart des hommes qui ne s'étaient pas attachés à un chef, hommes que, pour éviter les circonlocutions, j'appelle indépendants, étaient hors d'état de se défendre dans cette multitude de périls qu'enfantait l'anarchie, au sein d'une société où l'on ne connaissait que la loi du plus fort, où le gouvernement tentait sans succès de concentrer les forces individuelles en une force publique à la disposition des magistrats pour protéger chacun et arrêter les actes de violence [1]. Ces hommes étaient sans protecteur, tandis que le chef à qui un vassal s'était attaché se constituait son patron, le défenseur de ses intérêts, partout où cela était nécessaire. De même que le vassal épousait aveuglément les querelles de son chef sans examiner s'il avait tort ou raison, de même, presque toujours, le chef n'hésitait pas à soutenir son homme, même par des voies de fait, et à plus forte raison devant les tribunaux, les autorités publiques. Les choses étaient à cet égard portées à un tel point que, d'après les lois et les usages de cette époque, l'absence du protecteur pour le service du roi était un motif pour suspendre le jugement des causes de ses protégés, ainsi que le prouve la formule XXIII du livre Ier de Marculfe, et que l'atteste l'auteur de la vie de saint Priet (D. Bouquet, t. III, p. 595).

Cette imminence perpétuelle de dangers, la privation de toute influence, tandis que le crédit du protecteur devenait une cause de relief pour le protégé,

[1] Voir le pacte et les édits de Childebert et Chlotaire, dans Baluze, t. I, col. 15 et suiv. Pertz, *Monumenta*, t. III, page 7 et suiv. *Diplomata*, nouvelle édition, t. Ier, pages 166 et suiv. etc. etc.

durent amener avec le temps un nombre infini d'ingénus à s'attacher à des chefs; tandis que, d'un autre côté, les grands propriétaires cherchaient à s'élever en sollicitant et en obtenant l'honneur d'être antrustions du roi. Cette double cause produisit naturellement la disparition de la classe indépendante, déjà diminuée par les circonstances qui forçaient un grand nombre d'hommes à devenir *lites*.

Loin de s'effrayer de voir ainsi les particuliers se former une sorte d'armée ou de bande à leur disposition, les rois crurent y trouver un avantage personnel par l'autorité que le vasselage leur donnait directement sur leurs antrustions et médiatement sur les fidèles ou vassaux de ces derniers : ils y virent le moyen de s'assurer des troupes dont les antrustions seraient les chefs, et qu'ils mettraient à leur disposition quand ils les appelleraient; une sorte d'armée permanente à leur service, non-seulement pour les guerres déclarées par le vœu de l'assemblée nationale, car dans ce cas tous les habitants du territoire, en vertu du serment général de fidélité, leur devaient obéissance, mais encore dans leurs querelles et leurs guerres privées.

Lors même qu'une délibération nationale avait déclaré la guerre, les vassaux n'y marchaient pas précisément en vertu de la loi, mais parce que tel était l'ordre de leur chef qui les armait, les équipait, tandis que les hommes indépendants qui marchaient sous l'ordre du comte local pourvoyaient à leurs besoins par leurs propres ressources.

C'est, ce me semble, ce qui explique la formule XVII du livre I[er] de Marculfe, où un antrustion venant prêter serment au roi se présente *cum arimannia sua*, expression tout à fait identique avec celle qu'on a vue plus haut, *cum suorum militum turmis*, puisque le mot *ariman*, *heerman*, signifie *homme de guerre*. Cette formule est surtout remarquable, car ce n'est pas sans raison que l'antrustion se présente ainsi accompagné : c'est évidemment parce qu'il vient mettre à la disposition du roi non-seulement lui-même, mais encore les hommes qui étaient liés à lui par la vassalité.

Ce vasselage, en s'accroissant de plus en plus, devint une véritable forme sociale. S'il est vrai qu'originairement les antrustions du roi n'eussent d'autre distinction que la faveur royale, et le privilége d'une composition triple de celle des ingénus, la supériorité de fait qu'une telle position leur donnait, l'accroissement rapide de leur fortune immobilière, la seule qui pût alors établir une prépondérance sociale, la facilité qu'ils y trouvèrent de se donner à eux-mêmes ou par la séduction des récompenses, ou par la force et la crainte, un grand nombre d'hommes dévoués envers eux comme ils l'étaient envers le roi; l'es-

prit de corps si prompt à s'introduire entre des hommes placés dans la même position et dirigés par les mêmes intérêts, préparaient la formation d'une aristocratie non moins redoutable au peuple qu'aux rois eux-mêmes.

Si les rois, les hommes puissants n'avaient pu avoir de vassaux qu'en leur faisant des concessions territoriales, le terme en serait arrivé quand il n'y aurait plus eu de fonds susceptibles d'être donnés; mais un moyen fécond et inépuisable ne tarda pas à être inventé.

Aux premiers temps de la vassalité, les rois, leurs antrustions cherchaient des vassaux et en quelque sorte les achetaient. Lorsque, par ces moyens, les grands furent parvenus à avoir à leurs ordres des corps nombreux, dévoués et maintenus dans l'obéissance par la crainte d'être privés de leurs bénéfices, ils se rendirent si redoutables aux hommes indépendants, mais sans force par leur isolement, que ceux-ci les supplièrent de les admettre à la vassalité, afin de trouver secours et protection : ce fut alors l'homme puissant qui exigea des garanties.

On eut recours à une fiction assez singulière, dont l'emploi est attesté par une multitude de documents. L'homme indépendant qui possédait des biens propres, *alodes*, par opposition aux *beneficia*, faisait donation de ces biens à celui dont il voulait devenir le vassal : la formule XIII du livre Ier de Marculfe en fournit un exemple. Celui-ci lui donnait ensuite ces mêmes biens en bénéfice, qu'on appela *bénéfice de reprise*, et cet homme, devenu ainsi vassal, en contractait toutes les obligations. La garantie de sa fidélité était dans le principe d'après lequel, le suzerain étant légalement réputé donateur du bénéfice de reprise sous les conditions et la loi de vassalité, si le vassal manquait à sa foi, la confiscation était encourue du même droit qu'aurait été confisqué un bénéfice fourni par ce même suzerain. Enfin, on inventa les simples recommandations, qui constituaient le recommandé vassal sans bénéfice, et lui imposaient cependant les obligations des autres vassaux.

On voit de plus en plus qu'il ne faut pas confondre les fidèles ou *leudes* avec les *lites*, qui en se mettant au service des riches, quoique *ingenuili ordine*, étaient à leur égard dans une sorte de domesticité voisine de l'esclavage.

Les engagements des leudes et des fidèles rappellent ceux des compagnons chez les Germains : ils créaient moins une dépendance qu'une véritable confraternité; moins l'obéissance à un maître, que le dévouement à un ami, à un protecteur. Aussi la loi des Alemans, tit. XLV et XCIII, la formule XXXII du livre Ier de Marculfe, les nomment *pares, amici;* non pas seulement dans les rapports entre eux, et pour montrer qu'ils sont dans la même position, mais encore dans leurs rapports envers le chef à qui ils se sont engagés. L'auteur de la vie de sainte

Odilie (ap. D. Bouquet, t. III, p. 590), nous apprend qu'au VII[e] siècle le fils du duc Adalric confiait ses projets de mariage à ses fidèles, et ceux-ci l'appellent *dominus*.

Les rois eux-mêmes, ainsi que l'atteste la formule CLXXVII de Lindenbrog, donnaient ces titres de *pares*, *amici*, aux hommes dévoués qui habitaient leurs palais; Grégoire de Tours, liv. IX, chap. XXXVI, les nomme *nutritii*, et d'autres documents *domestici*, expression qui n'impliquait rien d'abject. Ces hommes ont dans les auteurs diverses désignations spéciales ou génériques, parce que, suivant l'ancien usage des Germains (Tacite, chap. XIII), le chef variait à son gré la nature et la qualité de ses rapports avec ses compagnons.

Mais, s'il est vrai que les ingénus qui entraient dans le vasselage des grands ne dérogeaient pas à leur qualité tant qu'ils ne s'attachaient à eux que par ce lien de fidélité et de dévouement qui faisait rejaillir sur le protégé l'éclat et le crédit du protecteur, toujours est-il aussi qu'ils cessaient d'avoir une volonté propre, pour ne reconnaître que celle de leur chef. Soit par affection, soit par reconnaissance, soit par crainte, soit par intérêt, ils confondirent leur individualité dans la sienne; pour eux ce chef était l'État, la société entière. Lorsqu'ils paraissaient dans les assemblées politiques, c'était pour l'accompagner, pour appuyer et faire valoir son opinion.

D'un autre côté, les hommes libres que les causes expliquées page 477 mettaient dans la nécessité de devenir *lites* des riches étaient, comme on l'a vu, page 485, exclus de ces mêmes assemblées, par l'atténuation de leur ingénuité, et ne paraissaient pas même dans les placités pour défendre leurs procès, laissant ce soin à leurs *domini*.

Ainsi les assemblées générales et locales n'étaient plus qu'un simulacre de celles qui avaient lieu dans l'origine. En présence de tant de causes, de tant de moyens qui produisaient la vassalité, on ne saurait être surpris de ses progrès, et l'existence de quelques hommes indépendants peut, à bon droit, être considérée comme un phénomène.

Les rois qui, dans une monarchie bien organisée, auraient dû s'opposer à un système propre à créer autant de petits souverains qu'il se trouvait de chefs réunissant sous leurs ordres une nombreuse clientelle, ne songeant qu'au présent, incapables de lire dans l'avenir, favorisaient le développement d'une institution qui devait devenir si fatale à leurs successeurs : ils ne virent le danger qu'alors que le mal était sans remède ; tous leurs efforts pour le conjurer furent inutiles; et par le fait la féodalité, qui au déclin de la seconde race renversa le trône, était, dès la première, toute vivante, toute préparée au plus rapide accroissement.

Il ne manquait plus que deux choses pour la constituer telle que l'histoire nous la montre au x[e] siècle : la fusion des pouvoirs publics dans les possessions territoriales, et déjà depuis longtemps les juridictions privées, dont je parlerai dans la dissertation neuvième, préparaient ce résultat : l'hérédité des bénéfices et des fonctions publiques, et cette hérédité souvent attachée à des concessions individuelles, ou produite par la facilité avec laquelle les rois accordaient des survivances, devint une loi générale par le capitulaire de 877[1]. C'est ce qui explique comment la féodalité prit naturellement, en quelque sorte, la place de la dynastie carlovingienne. Elle s'était introduite dans la société, et, à vrai dire, elle la constituait; elle devint une véritable nécessité : et quels qu'en aient été les abus, on ne peut se dissimuler qu'aucune autre organisation politique n'eût été possible à cette époque

Si l'on veut être juste, on reconnaîtra même qu'elle eut d'heureux résultats pour la liberté individuelle; elle accrut prodigieusement la classe des *lites*, en substituant à des esclaves domestiques, des cultivateurs attachés à la glèbe, il est vrai, mais dont l'émancipation pourrait, un jour, avoir lieu sans mettre l'ordre social en péril. Elle appela à la propriété un grand nombre d'hommes qui seraient restés de dangereux prolétaires : les seigneurs faisaient des démembrements de leurs domaines pour augmenter le nombre de leurs vassaux, et les familles se multipliaient sous leur protection.

Il n'entre point dans mon plan de rechercher et de signaler par quelles causes et par quelles conséquences, en apparence opposées au principe qui l'avait produit, ce régime féodal fournit aux rois de la troisième race l'occasion et les moyens de fonder le pouvoir monarchique en France et d'établir une unité nationale, que des souverains moins habiles, moins prudents ou moins heureux ne réussirent pas à créer dans la Germanie et l'Italie.

[1] Montesquieu paraît n'avoir pas été très-bien fixé sur cette question, comme on peut s'en assurer en comparant les chapitres VII et VIII du livre XXXI de l'Esprit des lois.

DISSERTATION SIXIÈME.

DE L'ÉTAT DES ROMAINS D'APRÈS LA LOI SALIQUE.

Les hommes libres dont j'ai parlé dans la dissertation quatrième sont, ainsi que je l'avais annoncé, ceux qui par leur origine appartenaient aux tribus germaniques, et notamment à la race des Francs.

Je vais maintenant m'occuper des Romains, nom par lequel les lois des vainqueurs ont constamment désigné les habitants du pays conquis. Des auteurs très-estimés les appellent *Gallo-Romains*, et je suis loin de critiquer cette dénomination; mais, occupé spécialement de discuter des textes de la loi Salique, j'ai préféré celle qu'elle emploie.

Loyseau, jurisconsulte du XVIe siècle, avait prétendu dans son Traité des justices seigneuriales, liv. Ier, chap. Ier, n°s 54 et suiv. que les Romains, vaincus et en quelque sorte prisonniers de guerre, avaient été réduits à la servitude de corps et de biens. L'ouvrage du comte de Boulainvilliers n'a pas eu d'autre but que de développer cette opinion.

Les textes nombreux des lois barbares qui reconnaissent parmi les Romains des propriétaires, et la faculté d'être jugés *secundum legem Romanam*, répondent péremptoirement à ces systèmes. Mais la foi due à ces mêmes textes et le respect pour la vérité historique ne permettent pas aussi de croire avec Dubos (*Traité de l'établissement de la monarchie française*, Disc. prél. p. 51), que les Francs arrivèrent en amis dans la Gaule pour délivrer ses habitants de la tyrannie des magistrats romains; qu'ils conservèrent les anciennes institutions auxquelles eux-mêmes se soumirent, sans autre changement que des substitutions de personnes pour l'exercice de l'autorité publique. Bien plus, ce savant, supposant, par une fausse interprétation d'un passage d'Ammien Marcellin, livre XVIII, chap. VIII, que même sous les empereurs les cités gauloises avaient leurs milices propres, ce que nous appellerions des gardes nationales, a cru trouver dans Grégoire de Tours, liv. VII, chap. II, la preuve que les cités avaient conservé cet usage sous les rois Francs et qu'elles se faisaient entre elles des guerres privées.

L'histoire et les documents les plus authentiques démentent le système de Dubos. La Gaule fut conquise, et de grands désastres furent la suite de cette conquête. Toutefois elle n'eut pas les conséquences extrêmes que Loyseau et

64.

Boulainvilliers se sont plu à lui attribuer. Je crois même qu'il y a beaucoup d'exagération dans le reproche fait aux Francs par des écrivains distingués, d'avoir été les destructeurs de la civilisation et des institutions libérales des Romains.

De grands malheurs, sans doute, accompagnèrent les invasions des tribus germaniques dans l'empire d'Occident et notamment dans la Gaule; mais ne pourrait-on pas demander si, dans cette lutte de plusieurs siècles, dont la bataille de Soissons fut en quelque sorte le dénoûment, les Romains n'avaient pas été les agresseurs; si le sort qu'avaient éprouvé les Gaulois depuis César jusqu'à leur soumission complète et leur fusion dans la nationalité romaine n'avait pas annoncé aux Germains ce qui leur était réservé; si des provocations incessantes et l'aspect d'un danger imminent ne les avaient pas réduits à soutenir une guerre d'extermination contre des ennemis dont les projets ne leur étaient que trop bien connus?

Quelles sont d'ailleurs les institutions libérales de la civilisation romaine que les vainqueurs anéantirent? Ce n'est pas certainement le droit civil, fruit de la sagesse et des méditations des jurisconsultes! Tout ce qu'on en connaissait consistait alors, pour la Gaule, dans le Code théodosien, diverses lois postérieures connues sous le nom de *Novelles*, et les ouvrages auxquels la constitution de 426, contenue dans ce code, avait attribué une sorte de caractère législatif; les Francs garantirent aux vaincus le droit d'être jugés par les lois romaines; eux-mêmes y recoururent pour compléter ou modifier leurs usages nationaux, et régler les transactions que la situation nouvelle leur faisait connaître; en y recourant ils nous le conservèrent, car, dans le plus grand nombre des manuscrits, la *Lex romana* se trouve jointe à la loi Salique et aux autres codes barbares.

Certes, je ne porterai pas le ridicule de l'enthousiasme jusqu'à mettre les coutumes saliques au-dessus de la jurisprudence romaine; mais cependant il m'est permis de faire observer que cette jurisprudence n'a point enseigné aux Francs le respect pour les droits du faible qu'attestent une multitude de passages de la loi Salique. En lisant ces longs détails de pénalité, qui, tout bien apprécié, ne diffèrent pas des détails de notre Code pénal, et souvent même sont mieux classés, comment ne pas louer la sollicitude du législateur qui punit plus sévèrement le vol de bestiaux, de ruches d'abeilles fait au pauvre, dont c'est toute la fortune, que le même vol fait au riche à qui il en reste encore? Comment se décider à traiter dédaigneusement la loi qui, dans un crime de la même nature, trouve un caractère plus grave lorsqu'il a été commis envers des femmes, des enfants, que lorsqu'il atteint des hommes faits?

La plus généreuse, la plus libérale des institutions que la Gaule eût acquise sous les empereurs romains, mais malgré eux et nonobstant leurs sanglantes persécutions, était le christianisme. Les Francs l'adoptèrent : ils purent se vanter, dans une composition poétique annexée par un grand nombre de manuscrits à la loi Salique, d'avoir orné de soie, d'or, de pierres précieuses, les ossements de ces martyrs que les Romains avaient condamnés aux plus affreux supplices. Si cette religion ne détruisit pas la férocité naturelle des guerriers francs, elle l'adoucit; et c'est principalement dans l'amélioration du sort des esclaves, la multiplication des affranchissements, le soulagement des pauvres, des malades, des orphelins, que les institutions des Francs l'emportent infiniment sur celles des Romains.

Toutefois l'adoption de la religion, et bientôt de la langue des vaincus qui aurait dû préparer et produire assez promptement une fusion entre les deux peuples, n'empêcha point les vainqueurs de placer ceux-ci dans une situation politique évidemment inférieure à l'égard des Francs.

La loi Salique constate, comme règle générale, qu'un Romain ne peut jamais obtenir que la moitié de la composition d'un barbare. Le choix du roi qui investissait ce Romain d'une fonction publique, ou qui le mettait au rang de ses antrustions, n'effaçait pas cette différence : la proportion restait toujours de moitié, comparativement au barbare revêtu de la même distinction, ainsi qu'on l'a vu page 489. Cette infériorité relative des Romains subsista pendant les deux premières races : et on la trouve dans la rédaction de Charlemagne comme dans celle de Clovis. Cependant la loi Salique ne poussa point les choses aussi loin que la législation des Visigoths, qui ne permettait pas les mariages entre les barbares et les Romains.

Ce ne fut point sur l'ancienne distinction en nobles et plébéiens que la loi Salique établit la différence des compositions, relativement aux attentats contre la personne des Romains. De même que pour graduer les compositions entre les barbares, on avait eu égard à la situation sociale d'indépendance et de dépendance, pour former deux classes, les *ingenui*, les *liti*, de même on fit à l'égard des Romains. Les législateurs francs trouvèrent pour cela dans le droit romain une base qui n'avait rien de contraire à leur système politique : ce fut la distinction entre les propriétaires et les non propriétaires, ou, pour employer les termes des §§ 7 et 8 du titre XLIII de la loi Salique, entre les *possessores* et les *tributarii*.

Certainement ces dénominations furent admises avec l'acception qu'elles avaient dans le droit romain. La première, par conséquent, désigna les pro-

priétaires; s'il était possible de concevoir un doute, il serait levé par les termes de la loi, qui expliquent le mot *possessor* par *id est qui res in pago ubi commanet proprias habet*. Les lois romaines ne contiennent pas d'explication plus précise.

Il peut y avoir plus d'incertitude sur le sens de *tributarius*. Ce mot est assez souvent employé dans la langue latine pour désigner celui qui est tenu de payer un impôt au fisc; je ne dois même pas dissimuler que Fr. Pithou, et après lui tous les commentateurs de la loi Salique ont adopté ce sens; cependant je ne crois pas que ce soit le véritable. Je me propose de démontrer, pages 556 et suiv. que les Romains ne jouissaient pas comme les Francs de l'immunité des impôts; qu'à leur égard l'ancien système financier fut maintenu au moment de l'établissement de Clovis dans la Gaule. En ce sens, ils étaient tous *tributarii* envers le fisc; l'emploi que fait le § 8 du titre XLIII du mot *tributarius* par opposition à *possessor* n'aurait donc rien de rationnel. J'en conclus qu'il faut entendre par ce mot les colons libres qui cultivaient les biens d'un propriétaire romain et qui lui payaient des redevances.

Le *possessor* romain, évidemment homme de classe supérieure au *tributarius*, ne recevait que la moitié de la composition de l'ingénu franc; sa personne n'était pas plus estimée que celle d'un lite. Mais pour fixer la composition due au tributaire, le § 8 du titre XLIII n'a pas admis la même proportion que celle qui avait été établie pour les Francs entre les *ingenui* et les *liti*. Si on l'eût adoptée, la composition aurait été de L sous, et elle n'est que de XLV sous. Il m'est impossible d'en expliquer le motif.

Ce qu'on a lu page 443 démontre suffisamment que les Romains ne pouvaient sortir de la situation inférieure, relativement aux Francs, que leur avait faite la loi Salique; mais ils n'étaient pas réduits à un tel état d'abjection et d'ilotisme qu'il leur fût interdit de parvenir à des emplois publics : ils pouvaient devenir antrustions du roi; seulement on suivait dans les compositions la proportion que j'ai indiquée, et ces *Romani in truste* n'avaient droit qu'à la moitié de celle d'un antrustion barbare, ainsi que le prouve le § 30 de la *Recapitulatio*.

Je crois aussi que les *Romani possessores* n'étaient point privés du droit de concours à l'exercice de la juridiction dans les placités, où il fallait bien trouver des rachimbourgs, des *boni viri* instruits de la loi romaine pour juger les causes soumises à cette loi. Il ne me paraît pas douteux enfin, quoique Meyer ait énoncé une opinion contraire dans son ouvrage sur les Institutions judiciaires, t. I[er], pag. 119, que les Romains ne furent point exclus du droit de porter les armes. C'est ce qui me paraît attesté par les auteurs des premiers siècles de la monarchie. Les Romains de l'Auvergne formaient une partie des

troupes du roi Sigebert dans son expédition contre la ville d'Arles [1]; Chilperic faisait marcher ceux de ses états contre Théodebert, avec qui il était en guerre [2]; Grégoire de Tours et les historiens en fournissent d'autres preuves [3]; et non-seulement les Romains étaient admis à l'armée, ils étaient même contraints d'y servir, sous peine de payer l'heriban [4].

Je suis naturellement conduit à examiner une question d'un assez grand intérêt historique. Les anciennes juridictions romaines subsistèrent-elles pour statuer sur les *negotia causarum* qui s'élevaient entre les Romains, et qu'on devait, d'après la constitution de 560, ainsi qu'on l'a vu page 447, juger *Romanis legibus?*

M. de Savigny, dans son Histoire du droit romain au moyen âge, chap. v, a embrassé l'affirmative. Pour bien faire comprendre l'opinion de ce savant et les motifs qui ne me permettent pas de l'adopter, je suis obligé d'entrer dans quelques détails.

Sous l'administration romaine le territoire de la Gaule était divisé en cités qui n'étaient pas régies d'une manière uniforme. Par cité on entendait une ville ayant hors de ses murs un territoire souvent fort étendu, qui renfermait des hameaux, des bourgs, quelquefois de petites villes [5]. Il y avait quatre classes de cités : 1° alliées, 2° municipes, 3° colonies, 4° tributaires.

Les cités alliées étaient celles qui avaient conservé la plus grande somme de leur ancienne indépendance : incorporées nominalement à l'empire romain, elles ne ressentaient les conséquences de cette situation que par l'obligation de payer les subsides auxquels elles s'étaient engagées, et souvent aussi ceux que la loi du plus fort exigeait occasionnellement, ainsi que de fournir des contingents de troupes conduites par leurs officiers, sous le commandement des généraux romains. Du reste, elles étaient régies par leurs lois propres, par des magistrats institués par elles, d'après les formes de leur constitution. Les impôts qu'on payait dans leur territoire étaient leur propriété. L'indépendance de ces cités était tellement reconnue que les exilés romains pouvaient y acquérir les droits de citoyens [6]. La juridiction civile et criminelle, dans sa plus grande étendue, y était exercée par les magistrats de la cité, sans appel devant aucune autorité romaine.

Les municipes étaient des cités qui avaient perdu leur indépendance sans

[1] Grégoire de Tours, liv. IV, chap. xxx. — [2] *Idem*, *ibid.* chap. LI. — [3] *Idem*, liv. VII, chap. xxi; liv. VIII, chap. xxx; liv. IX, chap. xxxi; *Vita S. Eptadii*, ap. D. Bouquet, t. III, p 381. — [4] Grégoire de Tours, liv. V, chap. xxvii; liv. VII, chap. xli. — [5] Dig. lib. L, tit. ii, fr. 30; Code, liv. V, tit. xxvii, const. 3. — [6] Tacit. *Annal.* lib. IV, cap. xliii; cf. Brisson. *Select. ex jure civili antiq.* lib. III, cap. v.

toutefois que leurs habitants cessassent d'être considérés comme étrangers à l'égard des Romains. On avait déguisé la sujétion en l'appelant adoption. Elles ressemblaient beaucoup, pour leur administration intérieure, aux colonies dont je vais parler, à tel point qu'il n'était pas facile d'indiquer les caractères de différence [1]. Comme les colonies, elles avaient leurs curies, leurs magistrats municipaux [2]; mais, à moins qu'elles n'eussent volontairement adopté les lois romaines [3], l'usage de leur ancien droit leur avait été laissé; le magistrat romain qui les gouvernait était obligé de s'y conformer dans l'exercice de son autorité [4]. Les impôts tels qu'il plaisait aux empereurs de les établir y étaient perçus au profit du fisc impérial.

Les colonies étaient organisées sur le modèle de Rome, qui en avait fourni la population principale [5]; sauf les modifications qu'avaient pu apporter à ce régime l'acte de leur établissement ou des lois postérieures. Elles ne différaient guère des municipes qu'en ce qu'elles étaient régies par les lois émanées de la puissance romaine.

Dans les unes et les autres, un corps aristocratique appelé *ordo, curia*, composé de citoyens qui avaient une certaine quotité de propriétés, fournissait les magistrats locaux qui exerçaient l'administration, faisaient tous les actes de la juridiction qu'on appelle volontaire, et jugeaient les contestations civiles d'un intérêt modique. Probablement aussi ils exerçaient en matière de délits une juridiction qu'on pourrait appeler chez nous juridiction d'instruction et de police; mais ils n'avaient point l'*imperium* [6]. Le magistrat romain avait la plénitude de la juridiction, et connaissait par appel des causes jugées par les magistrats de la cité, en même temps qu'il statuait en premier ressort sur les affaires qui excédaient la compétence de ces derniers.

Les villes tributaires n'avaient, de droit, aucune des prérogatives que je viens d'indiquer. Au regard des Romains, leurs habitants étaient restés étrangers, tout en étant soumis aux lois romaines et à la juridiction absolue des magistrats romains.

Dans les colonies, et dans les municipes, même dans les cités tributaires, un *defensor civitatis*, élu, non par la curie seulement, comme les magistrats municipaux, mais par la cité entière [7], était chargé de défendre ses concitoyens

[1] Aulu-Gelle, lib. XVI, cap. XIII. — [2] Cicero, *pro Cælio*, cap. II. — [3] Cicero, *pro Balbo*, cap. VIII; Aulu-Gelle, *ubi sup.* — [4] Dig. lib. I, tit. XVII, *De officio præsidis*, fr. 12; lib. XLIII; tit. XXIV, *Quod vi aut clam*, fr. 4; lib. XLVII, tit. XII, *De sepulchro violato*, fr. 3. — [5] Aulu-Gelle, *ubi sup.* — [6] Dig. lib. XLIII, tit. I, *Ad municip.* fr. 26. — [7] Cod. theodos. lib. I, tit. XI, *De defensoribus civitatum*, const. 1.

contre les oppressions du lieutenant impérial [1]. Pour ce qui concerne la juridiction, ce fonctionnaire statuait sur les contestations dont l'intérêt n'excédait pas L *solidi* et sur quelques délits de peu d'importance; il partageait, en outre, avec les magistrats de la cité, le droit de faire différents actes d'instruction et de juridiction volontaire [2].

Quoique cette classification des cités soit assez explicitement constatée par des documents authentiques, il n'est pas invraisemblable que souvent elle n'ait été modifiée par la violence et l'arbitraire, qui furent toujours le caractère distinctif du gouvernement romain; par exemple, que des cités alliées aient pu être privées de leurs prérogatives et réduites à la condition de municipes, de colonies, peut-être de tributaires. De même nous avons la preuve que dans les municipes et les colonies, l'administration de la justice, qui régulièrement appartenait aux magistrats de la cité, fut souvent attribuée à un *præfectus juri dicundo* nommé à Rome [3]. Le régime des colonies, notamment l'administration par des curies, peut aussi avoir été introduit dans des cités tributaires, surtout depuis le célèbre édit de Caracalla qui donnait le droit de citoyen romain à tous les sujets de l'empire. Il est même assez vraisemblable que les cités des Gaules qui étaient dans cette dernière catégorie s'attribuèrent une partie de leur libre administration intérieure, lorsque les magistrats romains ayant fui devant les bandes sorties de la Germanie, ou ayant été chassés par les habitants qu'ils ne savaient pas défendre, et qu'ils avaient tenus sous un joug insupportable, chaque cité fut dans la nécessité de rétablir dans son sein l'action de l'administration, le premier de tous les besoins après la liberté.

On peut avec assez de vraisemblance croire que les cités alliées des Romains, sinon toutes, au moins un grand nombre, ouvrirent facilement leurs portes aux Francs, à la condition de conserver leurs anciennes coutumes, souvent mises en péril sous la domination romaine. Quant aux autres cités, cette faveur ne fut-elle pas une concession faite aux unes, refusée aux autres, selon les circonstances et le besoin que les vainqueurs eurent de les ménager ou de se les attacher? Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de répondre à cette question, en ce qui concerne les premières conquêtes des Francs en deçà de la Loire, qu'il ne faut pas confondre, sous le rapport qui m'occupe en ce moment, avec les provinces conquises sur les Visigoths et les Bourguignons par Clovis et ses successeurs. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un

[1] Cod. Justin. lib. I, tit. LV, *De defensoribus civitatum*, const. 4. — [2] *Id. ibid.* const. 1 et 9. — [3] Tite-Live, lib. XXVI, cap. XVI; Cicero, *Ad famil.* lib. XIII, epist. 11; Festus, voc. *Præfectura; Lex Galliæ cisalp.* lin. 6.

grand nombre de documents rédigés dans la partie de l'empire franc, entre le Rhin et la Loire, offrent les mots *curia*, *ordo*, *gesta municipalia*, *defensor civitatis*. Mably, qui a prétendu le contraire [1], s'est évidemment trompé.

Mais faut-il en conclure, comme le croit M. de Savigny, §§ 94 et suiv. que ces magistrats des curies, ces défenseurs des cités, qui pendant l'administration romaine exerçaient la juridiction contentieuse sous quelques rapports, aient conservé les mêmes attributions chez les Francs? Je reconnais que cela a eu lieu dans la partie de la Gaule au delà de la Loire, où le code rédigé par ordre d'Alaric II, pour l'usage des Romains, avait maintenu l'organisation municipale avec ses anciennes attributions judiciaires. Il paraît certain que Clovis, en devenant maître d'une partie de l'empire visigothique, prit l'engagement d'y laisser subsister cet état de choses [2]; mais je crois qu'en général il n'en fut point ainsi dans la partie de la Gaule qui constituait l'empire franc avant les conquêtes de Clovis sur les Visigoths.

M. de Savigny, dont l'opinion est différente, invoque divers documents. Pour en faire une application exacte, il est bon de se rappeler que les magistrats des curies romaines avaient trois sortes d'attributions qu'il a très-bien distinguées dans le chapitre IV de son savant ouvrage : 1° l'administration intérieure et locale de la cité, qu'on pourrait assimiler aux fonctions des maires et des conseils municipaux dans notre organisation moderne; 2° la juridiction volontaire, qu'on peut assimiler aux fonctions des notaires et à quelques-unes de celles des juges de paix; 3° la juridiction contentieuse jusqu'à un certain taux de ressort.

Mais, pour avoir été réunies dans la même main, ces trois attributions n'en ont pas moins chacune un caractère spécial; elles ne sont pas essentiellement inséparables; et M. de Savigny, §§ 14 et 22, a reconnu précisément que, sous la domination romaine, dans beaucoup de cités, la juridiction *contentieuse* n'était pas exercée par les magistrats municipaux, quoiqu'ils eussent l'administration et la faculté de recevoir quelques actes de juridiction volontaire.

Les rois francs, maîtres d'un pays parsemé de villes florissantes et presque exclusivement habitées par des Romains riches et industrieux, avaient un grand intérêt à conserver dans ces villes l'ancien mode d'administration intérieure et locale, que les institutions germaniques ne fournissaient aucun moyen de remplacer; c'était une bonne politique, et ces rois n'en ont jamais manqué. Il n'en était pas de même de la juridiction *contentieuse*. L'influence du pouvoir

[1] *Observations sur l'histoire de France*, liv. Ier, chap. II. — [2] Altasserra, *De ducibus Francorum*, p. 12; Gervas. Tilberiensis, ap. V. D. Bouquet, t. III, p. 69.

judiciaire est immense et journalière sur la vie, l'honneur, la fortune des hommes, et les rois francs, par une mesure dont l'histoire offre des exemples multipliés, ont pu très-bien, tout en assurant aux Romains la faveur d'être jugés par leur droit ancien, les assujettir aux tribunaux ordinaires.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que la juridiction contentieuse des magistrats de la curie, ou du défenseur de la cité, était limitée par la législation romaine à un petit nombre de contestations de faible intérêt; que, même dans ces cas, il y avait appel de leurs jugements devant le magistrat impérial qui, en outre, jugeait toutes les autres contestations civiles et connaissait exclusivement des matières criminelles, sauf l'appel à l'empereur. En supposant qu'on eût voulu laisser aux Romains leurs anciennes juridictions, il aurait fallu créer une organisation spéciale et avoir dans chaque arrondissement un magistrat de race romaine investi du droit de statuer sur les appels des juges municipaux, ou des défenseurs, et sur les contestations qui excédaient leur compétence; magistrat dont on aurait appelé au roi. En un mot, il eût fallu constituer un ordre judiciaire dont nous ne trouvons aucune trace dans les documents de cette époque.

Je crois donc avec Mably, liv. Ier, chap. II, qu'à part quelques priviléges locaux, dont toutefois le texte ne nous est pas parvenu, les rois francs assujettirent les Romains, dans la partie de leur empire en deçà de la Loire, à la juridiction commune. En agissant ainsi ils leur accordaient même une plus grande somme de liberté et de garanties contre l'arbitraire que celle qui résultait de l'ancienne organisation; car les jugements, dans l'ordre judiciaire des Francs, étaient, comme on le verra pages 575 et suiv. de véritables jugements par pairs. Le magistrat royal présidait les hommes libres, les rachimbourgs, mais il ne jugeait pas, et même il ne délibérait pas avec eux.

A ces conjectures, que semble justifier la formule VIII du premier livre de Marculfe, se joignent des preuves qu'il ne faut pas négliger. L'historien des miracles de S. Benoît (ap. D. Bouquet, t. VI, pag. 313), les formules II, III, IV, V et XXVII de l'appendice de Marculfe, constatent que des causes susceptibles d'être jugées d'après les lois romaines étaient portées au *mallum* local, présidé par le comte. La formule XXXII de Sirmond, relative à une contestation qu'on y déclare jugée d'après la loi romaine, prouve qu'elle le fut par les *boni viri*, dénomination qui, d'après tous les savants, désigne les rachimbourgs, et qui même ne pourrait être le synonyme des anciennes juridictions romaines, car il s'agissait d'un crime, et les juges des curies n'avaient pas la juridiction criminelle. Aucun des jugements dont les textes et les formules nous sont par-

venus n'indique ni par le nom de *Duumviri*, ni par tout autre équivalent, des juges de la cité. Cette organisation judiciaire qui soumettait aux *mâls* présidés par les grafions des causes susceptibles d'être jugées d'après la loi romaine n'est pas plus surprenante que ne l'était celle de la France avant l'établissement d'un code uniforme; les cours et les tribunaux dont le ressort était divisé en différentes coutumes, souvent très-opposées, connaissaient de toutes les contestations, à la charge d'appliquer à chacune la loi qui lui était propre.

M. de Savigny invoque, il est vrai, § 95, en faveur de son opinion, deux passages de Grégoire de Tours. Le premier, livre V, chap. XLIX, est relatif à l'injuste et odieuse conduite de Leudaste, comte de Tours, lorsque *in judicio cum senioribus, vel laicis, vel clericis, resedisset*. Dire qu'il s'agit d'un *comes*, c'est avoir suffisamment établi que ce texte ne prouve rien en faveur d'une juridiction municipale. Le *præses* des Romains qui, de l'aveu de M. de Savigny, § 100, fut remplacé par le grafion ou comte des Francs, ne présidait point la curie; ce n'était même pas ce corps entier qui exerçait le pouvoir judiciaire en matière contentieuse, mais des magistrats de la cité, dont les jugements étaient sujets à l'appel devant le *præses*. Évidemment, dans le passage cité, Grégoire de Tours parle d'un *mallum* où en effet le comte avait la présidence; et les *seniores tam laici quam clerici* sont les hommes libres qui formaient l'assemblée pour juger.

La seconde citation est du livre VII, chap. XLVII. Qu'on lise ce chapitre, on verra qu'il y est question d'un assassinat commis avec des circonstances odieuses. Les mots *cum in judicio civium consedissent* s'entendent donc du *mallum* où étaient jugés les procès criminels, car jamais, ainsi que je l'ai déjà dit, et que M. de Savigny l'a reconnu lui-même, §§ 12 et 23, les magistrats municipaux et les défenseurs des cités n'ont eu l'attribution de juger les crimes; aussi doit-on remarquer que, dans ce chapitre, Grégoire emploie plusieurs fois le mot *placitum*.

Tous les autres documents cités par M. de Savigny sont relatifs à des actes de *juridiction volontaire*, affranchissements, adoptions, légitimations, insinuations de donations, réceptions ou ouvertures de testaments, traditions de biens vendus, formalités pour réparer la perte d'actes détruits par force majeure, etc. Je reconnais que cette espèce de juridiction a pu très-bien être, et que de fait elle a été maintenue par les rois francs dans un grand nombre de cités; ce qui n'implique pas nécessairement que les magistrats ou les défenseurs eussent conservé leur ancienne juridiction contentieuse.

DISSERTATION SEPTIÈME.

DE L'ESCLAVAGE D'APRÈS LA LOI SALIQUE.

L'esclavage a été connu chez tous les peuples anciens, civilisés ou barbares, et même ce n'est pas toujours chez ces derniers que le sort des esclaves a été le plus malheureux. Le nombre des esclaves était considérable dans la Gaule, lors des invasions de tribus germaniques au ve siècle, et ces invasions concoururent à l'accroître. Tant qu'il y eut résistance et incertitude sur le dénoûment, les soldats romains, un grand nombre d'habitants de la Gaule, furent réduits en servitude par les Germains; mais, après une lutte trop longue pour l'humanité, les vainqueurs, par une sage politique, laissèrent la liberté, le droit de propriété, une existence civile aux vaincus. Toutefois l'esclavage subsista, et les tendances de la religion chrétienne, qui devint celle des Francs, pour l'adoucir et l'abolir furent longtemps sans résultats efficaces.

Je n'ai pas besoin de dire que la naissance rendait esclaves les enfants nés de parents dans la servitude; les formules II, III, IV, V et XXXII de l'appendice de Marculfe supposent ce principe, qui d'ailleurs ne saurait être contesté. On appelait ces esclaves *originarii*, d'après le titre VII de la loi des Bourguignons, le testament de saint Remi de 533[1], et la charte d'Éloi de 631[2], parce qu'ils étaient nés dans la maison du maître.

Mais je dois parler d'une autre cause d'esclavage qui frappait un enfant dès les premiers jours de sa vie. La législation romaine avait été très-imparfaite au sujet des enfants exposés au moment de leur naissance. La lettre LXXI du livre X, de Pline à Trajan, et la réponse de cet empereur, sont relatives à cette matière, sans rien nous apprendre. On trouve quelque chose de plus positif dans la déclamation CCLXXVIII de Quintilien, et le principe qu'elle constate fut converti en loi par une constitution de Constantin que j'ai citée pag. 449. On y a vu que celui qui avait recueilli un enfant exposé était maître de l'élever comme personne libre ou comme esclave. Les expositions d'enfants étant presque toujours faites sur les parvis des églises, et d'ailleurs cette matière intéressant la charité chrétienne, quelques conciles, entre autres le second d'Arles et celui de Vaison, avaient rendu des décisions conformes aux lois romaines,

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 30; 2e édit. t. I, p. 81 et suiv. — [2] *Diplomata*, 1re édit. p. 137; 2e édit. t. II, p. 11.

dont l'objet était d'assurer les droits légitimes de la personne qui avait recueilli l'enfant, pour le retenir lorsqu'il serait réclamé, jusqu'à ce qu'on l'eût indemnisée. Il existe à ce sujet deux formules, la xi° de Sirmond et la xlviii° de Mabillon. Quoique ces règles soient déduites du droit romain, je ne doute pas qu'elles ne fussent observées, soit lorsque c'était un homme régi par la loi Salique qui avait recueilli ainsi un enfant réclamé ultérieurement par un Romain, soit dans le cas inverse. La personne qui possédait l'enfant ne pouvait être accusée de l'avoir enlevé indûment, puisqu'elle avait constaté son titre de possession; il était conforme aux usages de cette époque qu'elle le considérât comme son esclave si elle le jugeait à propos, et juste que celui qui réclamerait cet enfant payât une indemnité pour les soins et la nourriture.

Les cruels principes du droit de la guerre, qui avaient déjà réduit un grand nombre d'hommes en servitude avant l'établissement de l'empire des Francs, continuèrent de produire les mêmes effets, soit lorsque les Francs faisaient des prisonniers dans leurs expéditions contre des tribus étrangères à l'empire, soit lorsque des guerres intérieures s'élevaient entre les rois qui plusieurs fois se partagèrent le territoire franc[1]. Le commerce amenait aussi un grand nombre d'esclaves étrangers[2]. Enfin un homme libre pouvait devenir esclave par une convention volontaire dont on trouve plusieurs formules[3]. Cet usage était très-ancien chez les Germains, puisque Tacite l'atteste chapitre xii. Mais les lois avaient pris des mesures pour prévenir les actes de violence par lesquels un homme libre était réduit malgré lui en servitude; on les trouve dans le titre xxxiv de la loi Salique. Cependant on a vu, page 455, qu'elles n'avaient pas porté la précaution jusqu'à prohiber la vente que des parents faisaient de leurs enfants. Les mêmes documents constatent que l'esclavage d'un homme pouvait être temporaire, jusqu'à ce qu'il se fût acquitté de sa dette envers l'acheteur, ou qu'il lui eût remboursé le prix d'achat[4]. Il en était de même suivant le § 4 du chapitre i du titre ii de la loi des Bavarois, lorsque le coupable d'un crime hors d'état de payer la composition devenait esclave de l'offensé.

On peut mettre encore au nombre des esclavages consentis volontairement le cas prévu par le § 11 du titre xiv de la loi Salique, d'après lequel l'in-

[1] Grégoire de Tours, liv. VI, chap. xxxi; liv. VII, chap. i, xxxviii, xxxix; *Vita S. Fidolini*, ap. D. Bouquet, t. III, p. 407. — [2] *Vita S. Radegund.* inter acta SS. ord. S. Ben. sect. i, cap. i et ii; *Vita S. Bathildis*. Boll. 26 januar. cap. i; *Vita S. Bercharii*, ap. D. Bouquet, t. III, p. 589 et 590; *Vita S. Eligii*, ibid. p. 553. — [3] Marculf. lib. II, form. xxviii; Sirmond, x; Mabillon, ii, iii, ix, xix, xxv. — [4] Bignon, xiii et xxvi; Mabillon, xxxvii.

génu qui épousait *ancillam alienam* devenait par cela seul esclave du maître de sa femme. Cette rédaction garde le silence au sujet de la femme ingénue qui aurait épousé l'esclave d'autrui; on ne peut l'attribuer qu'à un oubli. Déjà on a vu, page 479, que l'ingénue qui épousait un *litus*, ou un *puer regis*, perdait sa parfaite ingénuité: l'analogie conduisait à dire que la femme libre devait devenir esclave lorsqu'elle épousait un esclave. On trouve même à ce sujet une disposition expresse dans le titre XXIV, § 6, du premier des textes de ma collection; dans le titre XVIII de la *lex Alamanorum;* dans la formule XXIX du livre II de Marculfe. On peut tirer la même induction des formules X de Bignon et LVIII de Mabillon, par lesquelles le maître d'un esclave qu'une femme ingénue avait épousé veut bien consentir à ce que cette femme conserve son ingénuité, ait les droits d'une femme mariée à un ingénu, et à ce que les enfants du mariage soient également ingénus. Mais c'est une grâce qui confirme le principe auquel elle déroge. Enfin, on trouve la même règle dans le chapitre III du 3e capitulaire de 819, contenant des additions à la loi Salique.

Les textes que je viens de citer supposent un mariage librement contracté par la femme ingénue avec un esclave; mais la loi qui a prévu qu'un *lite*, un *puer regis*, pouvait enlever une femme ingénue, ne contient point de dispositions sur le rapt d'une ingénue par un esclave. Ce cas était possible cependant, et il existe à ce sujet une formule très-remarquable, la LXXXVIIIe de Lindenbrog. Elle a pour objet de rendre l'ingénuité aux enfants nés de l'union d'une femme libre avec un esclave son ravisseur, enfants qui, ainsi qu'on l'a vu page 517, auraient été esclaves du maître à qui le père appartenait. Ce maître consent à affranchir son esclave par une charte de manumission dans laquelle il s'adresse à la femme. Il en donne d'abord des motifs qu'on trouve presque toujours dans les affranchissements, le désir de plaire à Dieu et de racheter ses péchés par des œuvres de miséricorde; mais il y ajoute : *maxime vero quia inter noctes quadraginta, secundum legem Salicam, visa es reclamasse.* Il existait donc dans la loi Salique une disposition, qui ne nous est pas parvenue, ou une coutume, en vertu de laquelle une femme enlevée par un esclave pouvait faire sa réclamation : je ne doute pas qu'il n'en fût de même lorsqu'une ingénue avait été enlevée par un *lite*, le § 7 du titre XIV de la loi ne prononçant la dégradation que contre la femme qui a consenti au rapt, *voluntate sua secuta fuerit.*

Il n'est pas douteux, en outre, que les parents de la fille enlevée pouvaient poursuivre l'esclave et le faire condamner à mort, conformément au § 7 du titre XLII, d'après lequel tout crime commis par un esclave, qui, de la part d'un ingénu, aurait donné lieu à une composition de XLV sous, était puni de

mort; et précisément le rapt d'une femme ingénue par un homme libre donnait lieu à LXII sous et demi, suivant le § 4 de notre titre XIV.

Mais, comme il arrive toujours dans les affaires où chacun est exposé à perdre, on se rapprochait. Les parents de la femme et elle-même consentaient au mariage, à la condition que le maître affranchirait son esclave : celui-ci avait peu d'intérêt à s'y refuser, puisque son esclave pouvait être livré à la mort; en général le sentiment de l'humanité se fait très-bien entendre lorsqu'il n'est pas contrarié par l'intérêt. C'est le résultat de cette transaction que présente la formule LXXXVIII de Lindenbrog.

Si nous en croyons Tacite, chap. XXV, les Germains n'employaient pas leurs esclaves à des services domestiques et d'intérieur de maison. Mais, soit qu'il ait été mal informé, soit que les habitudes des Germains eussent été modifiées par leur contact avec les Romains, la loi Salique atteste que les Francs avaient des esclaves domestiques, et même elle n'en indique pas d'autres. Ils y sont génériquement appelés *servi, mancipia.*

Quelques textes contiennent d'autres dénominations génériques. D'après le § 5 du titre XI de l'édition d'Herold, on donnait aux jeunes garçons le nom de *poledri*, mot qui, dans d'autres textes, désigne les jeunes chevaux, *poulains.* Dans le § 5 du titre XXXIV du ms. de Wolfenbüttel, et le § 6 du titre XXXV du ms. de Munich, des jeunes filles sont nommées *strogau*, *thoragau*, *pulicellæ.*

On trouve encore dans les différents textes des dénominations plus spéciales qui distinguaient les esclaves par leurs emplois ou par le genre de travail auquel ils étaient appliqués. Je vais essayer de faire connaître les principales, tant d'après le titre XI de la *Lex emendata* que d'après les autres textes correspondants, dont j'ai donné l'indication dans la note 140.

Major était le nom de l'esclave qui avait l'intendance sur les hommes; *majorissa*, de l'intendante des femmes. Il est question aussi de la femme *quæ tenet cellaria*, probablement la préposée à la garde des vivres; *quæ tenet genicia*, la préposée à la direction des femmes qui fabriquaient des étoffes ou des vêtements. On nommait *infestor*, mot qui, suivant du Cange et Eccard, devait être écrit *infertor*, l'esclave qui servait à table; *scantio*, celui qui avait la garde du vin; *porcarius* signifiait, sans la moindre incertitude, l'esclave chargé de la garde des porcs; *faber*, l'esclave occupé à une industrie manuelle; *faber serrarius*, désignait un serrurier, un maréchal; *vinitor*, celui qui donnait des façons à la vigne, ou celui qui en recueillait et en manipulait les produits; *molinarius*, celui qui travaillait à la mouture des grains dans le moulin; *carpentarius*, le charpentier, métier considérable et important à une époque où presque toutes les cons-

tructions étaient en bois; *venator*, l'esclave qui accompagnait son maître à la chasse, ou qui allait tuer chaque jour le gibier nécessaire aux besoins de la maison; *strator*, l'esclave employé à soigner et préparer les chevaux; *mares-calchus* avait une signification analogue, et pouvait plus spécialement désigner celui qui avait l'intendance générale des chevaux, appelé *march* en allemand; *aurifex* désignait celui qui travaillait les métaux précieux, ou même communs, pour en faire des ornements que portaient surtout les guerriers et les femmes.

Les esclaves étaient estimés diversement selon leur degré d'utilité pour les maîtres qu'on en privait, soit en les volant, soit en les tuant. Il paraît, par les rapprochements des différents textes, que le prix variait de quinze à trente sous.

On ne trouve dans la loi Salique aucune disposition sur les esclaves colons, mais il en est question dans une multitude de documents. Ces esclaves ne doivent pas être confondus avec les colons libres dont j'ai parlé pages 483 et 484. Ils étaient, comme les esclaves domestiques, la propriété de leurs maîtres, mais accessoires des immeubles à la culture desquels ils étaient attachés, sans qu'il fût permis de les en séparer[1]. Les améliorations qu'ils y faisaient restaient à ces immeubles; c'est ce qu'on appelait *colonica*, ainsi qu'on l'a vu page 485, ou *merita colonorum* dans une charte de 680[2], *merita accolanarum*[3]. Quant aux esclaves domestiques, ils étaient considérés comme des meubles dont le maître disposait à son gré; nous en trouvons des modèles de vente dans les formules XXII du livre II de Marculfe, et IV de Bignon. L'influence du christianisme parvint cependant à faire adopter chez les Francs la prohibition portée par les lois romaines de vendre des esclaves chrétiens à des païens et à des juifs.

L'esclave étant la chose, la propriété de son maître, nul n'avait droit de s'en servir, de s'en emparer malgré celui-ci, de l'affranchir, de l'exciter à la désertion, de le vendre. Si quelqu'un tuait ou blessait un esclave, la composition, toute faible qu'elle fût, appartenait au maître; mais aussi, à l'inverse, lorsqu'un crime, un dommage était commis par son esclave, il en répondait. Le titre XLII de la loi Salique contient à cet égard des détails qui se ressentent de la barbarie des mœurs. Quelques-unes de ces dispositions, qu'on trouve aussi dans le titre VII

[1] On trouvera beaucoup de détails à ce sujet dans les mémoires de l'abbé de Gourcy et de M. Naudet que j'ai déjà cités, ainsi que dans les articles insérés par M. Guérard dans la Revue des Deux-Mondes, t. XIX, p. 252. M[lle] de Lézardière a recueilli, t. II, partie III, pages 142 et suivantes, beaucoup d'extraits de documents dont on pourrait augmenter le nombre avec le secours des *Diplomata*. — [2] *Diplomata*, 1[re] édit. p. 289; 2[e] édit. t. II, p. 184. — [3] Append. Marculf. form. XLVII; Lindenbr. form. XXIII, Baluz. 1[re] collect. form. XXXVII

de l'édit de Chilpéric de 574, furent modifiées par le pacte entre Childebert et Chlotaire, et par les édits de ces princes de 593 et 595. Il en résulte une théorie qui se résume à établir que la personne lésée par un esclave avait le droit de requérir le maître, de le représenter; s'il s'y refusait sans excuse légitime, il devait payer la composition du délit ou du crime, comme si lui-même l'eût commis, *non tanquam servus, sed tanquam ingenuus*.

On peut croire sans peine que le maître d'un esclave avait le droit de lui infliger des châtiments corporels de sa propre autorité; la défense de frapper un esclave, prononcée par le § 4 du titre XXXVII de la loi Salique, n'est relative qu'à celui à qui il n'appartient pas. Tacite dit même, chap. XXV, que si dans un mouvement de colère, un maître donnait la mort à son esclave, ce meurtre restait impuni. Il est possible que cet usage ait subsisté après la conquête de la Gaule; mais l'église employa constamment ses efforts pour réprimer ces actes de barbarie. Le canon LXII du concile d'Agde, tenu en 506, le canon XXXIV de celui d'Albon (*Epaonense*), tenu en 517, prononcent l'excommunication et une pénitence publique contre le maître qui donne la mort à son esclave sans l'autorisation du juge; le canon III du concile d'Orléans, tenu en 511, ordonnait que les esclaves qui se seraient réfugiés dans l'église fussent rendus aux maîtres, sous la promesse faite par ces derniers qu'ils ne les feraient pas mourir. A ce sujet, Grégoire de Tours, liv. V, chap. III, nous a conservé la mémoire d'un trait d'hypocrisie barbare, qui fait supposer que des maîtres donnaient la mort à leurs esclaves sans l'intervention du magistrat.

En principe général, un esclave n'avait rien en propre. Au moment où, par une des causes expliquées plus haut, un homme devenait esclave, ses biens passaient à son maître. Cependant le chapitre III du capitulaire de 819 décide que si cet homme avait, avant de devenir esclave, des droits dans une succession ouverte et non partagée, le maître ne venait point les exercer, et que la part de l'esclave accroissait aux autres héritiers.

Tous les produits du travail d'un esclave étaient pour son maître; mais celui-ci lui accordait souvent la permission d'exercer une industrie dont les profits formaient un pécule; les fruits en appartenaient à l'esclave, et sur le fonds, le maître avait virtuellement un droit de propriété, ainsi que le constate le § 2 du titre XXVIII de la loi Salique. Quelquefois même le maître lui donnait une portion d'immeubles pour former ce pécule : on en trouve la preuve dans un grand nombre de testaments. Si, à l'occasion de ce pécule, il survenait activement ou passivement quelque contestation avec des tiers, le maître pouvait seul agir ou défendre en justice.

L'abbé de Gourcy a examiné, page 1107, une hypothèse que je ne saurais passer sous silence. Il suppose, d'après la formule CIII de Lindenbrog, qu'un esclave est lui-même propriétaire d'un autre esclave, et qu'il l'affranchit en se réservant le *mundeburde : or*, dit ce savant, *il serait arrivé quelque chose de singulier : un homme libre, supérieur par son état à un serf, se serait réellement trouvé inférieur à lui et en sa puissance.*

Je crois d'abord que la formule citée a été mal comprise, même par Lindenbrog, ou par l'auteur de la rubrique. Cette formule atteste qu'un clerc, et même très-probablement un moine, affranchit son esclave. Ce clerc, qui par humilité se qualifie *omnium servorum Dei famulus*, précisément comme l'archevêque de Sens dans la formule VIII de l'appendice de Marculfe, était évidemment un homme libre; ainsi rien ne justifie l'hypothèse de l'abbé de Gourcy. Admettons-la néanmoins: supposons qu'un esclave en avait un autre dans son pécule : il n'aurait pu l'affranchir, pas plus qu'il ne lui était permis de vendre son pécule. Ce droit n'appartenait qu'à son maître. Si celui-ci consentait à l'affranchissement sans renoncer au *mundeburde*, c'était à lui que ce droit appartenait; d'abord, parce qu'un homme libre pouvait seul l'exercer; en second lieu, parce que tout ce qui n'avait pas cessé d'appartenir au pécule appartenait au maître.

Un esclave n'avait point de famille aux yeux de la loi civile, quoique, dans l'ordre purement naturel, il eût des parents. Mais aucun d'eux, eussent-ils été *ingenui*, ce qui était possible lorsqu'un homme libre devenait esclave, n'aurait été son héritier; son pécule passait au maître; ses enfants n'étaient point ses heritiers; ils appartenaient au maître, et n'auraient pu sans son consentement jouir d'aucune partie du pécule. Néanmoins quelques passages du Polyptique d'Irminon ont donné lieu à douter si ce principe n'était pas modifié relativement aux *servi coloni*; c'est l'opinion de M. Naudet, page 584; j'hésiterais à l'adopter. Il est bien vrai que les passages du Polyptique cités par lui parlent de *coloni* qui ont hérité de leur père, de leurs parents, qui ont acheté des biens; mais le mot *colonus* est une dénomination susceptible d'acceptions diverses. Il y avait des *coloni liberi*, il y avait des *coloni servi*; et puisque le texte a besoin d'explication, je crois qu'il faut la donner dans un sens qui ne s'écarte point du principe général en vertu duquel des esclaves n'avaient pas d'héritiers, plutôt que dans un sens qui, de l'aveu du savant académicien, supposerait une exception et un privilége. On peut d'ailleurs, si l'on veut entendre ce passage des *servi coloni*, supposer que le monastère de Saint-Germain avait permis aux enfants de posséder tout ou partie du pécule de leur père; ce qui est d'autant plus présumable que les ecclésiastiques traitaient leurs esclaves avec une grande humanité.

Par suite de ce qui vient d'être dit plus haut, un esclave était incapable d'hériter : ainsi, le fils d'un homme libre étant devenu esclave, la succession du père passait à ses autres héritiers, comme si ce fils avait cessé d'exister, et même au fisc, à défaut de parents libres. En un mot, l'esclavage produisait ce que nous appellerions une mort civile. Il en résultait que, si une personne libre avait fait une donation à cause de mort, ainsi qu'on le voit dans le titre XLVIII de la loi Salique, et si dans la suite le donateur devenait esclave, le droit de recueillir les biens donnés était ouvert, comme par la mort naturelle. C'est ce qu'expliquent très-bien les chapitres III et IV du 3ᵉ capitulaire de 819.

Les esclaves étaient assujettis à un impôt appelé *census, capitatio*, impôt différent des redevances que, suivant leur classe ou leur situation, ils devaient à leurs maîtres, puisqu'il était dû au fisc et faisait une des branches de ses revenus. Il y avait probablement des registres de ce cens sur lesquels tous les esclaves étaient inscrits; c'est ce qui me paraît résulter de la formule XIX du livre Iᵉʳ de Marculfe. Il y est question, comme on l'a vu page 468, d'une autorisation donnée par le roi à un homme libre pour entrer dans le clergé. Le roi l'accorde, mais à la condition que préalablement on s'informera s'il est *bene ingenuus;* et le moyen de s'en assurer, c'est de vérifier s'il n'est pas porté sur le registre du cens *in puletico publico.* Le maître devait acquitter cet impôt entre les mains des représentants du fisc, et sans doute il en faisait la retenue sur le pécule de son esclave, ou en exigeait le remboursement du colon.

Ces principes, tout conformes qu'ils soient au droit romain, n'en avaient point été empruntés par les Francs; ils dérivaient de la nature de l'esclavage.

Mais leur législation ou leurs usages envisagèrent les mariages des esclaves d'une manière plus morale que la législation des Romains. Ces derniers n'y voyaient qu'un accouplement brutal pour lequel ils avaient inventé le mot ignoble de *contubernium.* Les Francs au moins, après leur conversion au christianisme, reconnurent dans les mariages de leurs esclaves le même caractère que dans les leurs propres. On exigea, il est vrai, pour la légitimité de ces mariages, la condition qu'ils eussent été autorisés par les maîtres des esclaves, ainsi que le constate le capitulaire de 869, chapitre XXXI ; et cette règle n'a pas besoin d'être justifiée, car, toute sévère qu'ait été la religion catholique relativement à l'indissolubilité du mariage, elle n'a jamais hésité à ne le reconnaître valable, quoique contracté devant l'église, qu'autant qu'il l'avait été avec les conditions prescrites par la loi civile.

Toutefois ce mariage, même autorisé par le maître, ne donnait point à l'esclave les droits civils de la puissance paternelle sur ses enfants ; ils suivaient

sa condition et appartenaient à son maître. Mais on appliquait à ces mariages la règle du droit sur la présomption de paternité; les enfants étaient de la condition du mari, ainsi que le font entendre la formule LXXXVIII de Lindenbrog citée page 519, et le titre XVIII, § 3 de la loi des Alemans. Cette règle servait aussi à attribuer les droits sur les enfants au maître du père, lorsque les deux époux appartenaient à deux maîtres différents; ce qui est le contraire du droit romain. Quelquefois néanmoins les maîtres faisaient entre eux un accord par lequel les enfants de cette union étaient partagés entre eux d'une manière plus ou moins égale; c'est ce qu'on voit dans la formule XLIV de Mabillon. Du reste, si le mariage n'avait pas été autorisé par l'un et l'autre maître, il n'était pas réputé exister, et on rentrait dans la règle *partus ventrem sequitur*.

Un grand nombre de documents postérieurs à la loi Salique parlent des esclaves du fisc, et leur donnent la qualification *fiscales*, *fiscalini*. Mais, comme l'a fait remarquer avec raison l'abbé de Gourcy, page 110, en invoquant l'autorité du glossaire de du Cange, le mot *fiscalinus* avait deux sens différents; si très-souvent il désigne des esclaves du fisc, souvent aussi il s'entend d'hommes libres faisant divers services de domesticité pour le roi, ou des affranchis du roi, ou encore des affranchis de particuliers, soumis au mundeburde royal.

Le chapitre XI du pacte entre Childebert et Chlotaire, et le chapitre VIII de la *Decretio* de ce dernier, laissent entendre que le fisc et les églises cherchaient à s'affranchir du droit commun relativement à la responsabilité pour les délits de leurs esclaves; mais ils s'opposent à cette innovation. Le chapitre VII du troisième capitulaire de 819 déclara expressément que la loi Salique n'admettait aucune distinction; toutefois il réserva la décision de la question à l'empereur, ce qui ferait croire que les lois de Childebert et de Chlotaire étaient tombées dans une sorte de désuétude.

Je ne dois pas omettre de citer le § 20 du titre LVIII de la loi des Ripuaires, qui, par exception à ce que j'ai dit plus haut, reconnaissait dans les esclaves du roi et des églises la capacité d'ester en jugement. C'était probablement à l'aide de ce principe, qu'on essayait d'introduire chez les Francs saliques, qu'étaient fondées les prétentions du fisc et des églises dont je viens de parler.

Chez les Francs, comme chez tous les peuples où l'esclavage était admis, on avait senti la nécessité de poser une forte barrière de séparation entre les libres et les esclaves. Une personne libre ne pouvait donc épouser un esclave sans le devenir elle-même. Le § 2 du titre XIV de la *Lex emendata* et les anciens textes qui y répondent prévoient ce cas d'une manière expresse; on peut voir ce que j'ai dit à ce sujet, pages 518 et 519.

Le système des dégradations résultant du mariage des personnes libres avec des esclaves est facile à comprendre, lorsque l'esclave a un maître autre que la personne libre qui l'épouse. Mais rien n'était statué pour le cas où une maîtresse épousait son propre esclave. Ce cas fut prévu dans la suite par le v[e] des *Capita extravagantia*. La femme était proscrite, l'esclave livré au pessimo *cruciata*. C'était une sévérité voisine de la barbarie, mais il faut avoir égard aux circonstances et à l'état social des Francs. Une femme était alors, plus nécessairement encore que de nos jours, sous la puissance de son mari, dont elle prenait la condition, ainsi qu'on l'a vu pages 450 et 481; et un tel mariage faisait deux esclaves, sans maître. J'avoue qu'il eût été plus raisonnable de rendre l'un et l'autre esclaves du fisc. Au surplus, la législation des Francs n'était pas la seule qui eût adopté ces dispositions sévères. Dans un cas semblable, le chapitre II du titre II du livre III de la loi des Visigoths prononçait la peine de mort contre l'un et l'autre.

On voit par ce qui vient d'être dit que la loi n'eut pas besoin de s'occuper du maître qui épousait son esclave.

Il me reste à parler des moyens par lesquels finissait l'esclavage.

Lorsqu'une cause accidentelle l'avait produit, il cessait avec cette cause; ainsi l'ingénu qui avait épousé une esclave redevenait libre par la dissolution de son mariage; c'est ce que prouve une des gloses du manuscrit d'Est, publiées par Muratori.

Il était possible qu'un homme eût engagé sa liberté jusqu'au payement d'une dette, ou que de toute autre manière un esclave fût admissible à se racheter; on en a vu des exemples page 518. Dans ces cas, dans tous les autres où l'esclavage était temporaire, il finissait de plein droit à l'époque déterminée, ou à celle qu'en cas de contestation un jugement déterminait. Il n'y avait besoin de remplir aucune des formalités d'affranchissement dont il va être parlé. Cet homme reprenait la qualité dont il avait été privé momentanément. On lit dans la formule x de Mabillon qu'un homme en possession de la liberté depuis trente ans devait rester libre, quelque preuve qui existât contre lui de son esclavage antérieur. Il est douteux que cette formule atteste une ancienne coutume des Francs; mais l'influence de la religion chrétienne, toujours favorable à la liberté, a pu introduire dans la suite parmi eux cette règle du droit romain.

Dans tous les autres cas, bien plus nombreux, l'affranchissement était le seul moyen par lequel un esclave pût être rendu à la liberté. Il en existait plusieurs modes.

Le plus ancien et le plus solennel avait lieu devant le roi. Le titre XXVIII de

la loi Salique le rappelle d'une manière très-expresse; il en est question dans une charte de 631, que j'ai citée page 517; et lorsque l'adoption des usages romains eut introduit d'autres modes d'affranchissement, la forme par le denier continua d'être en usage, comme on le voit dans une charte de 888, rapportée par Mabillon, *De re diplomatica*, page 556.

Les formules XXII du livre Ier de Marculfe, XXIV et XLVII de l'appendice, qui attestent ce mode d'affranchissement, emploient les mots *jactante denario, ingenuum dimittere*. Il paraît que l'esclave avait dans la main une pièce de monnaie qu'il faisait tomber devant le roi comme signe symbolique de l'achat de sa liberté. On trouve des explications assez étendues à ce sujet dans les notes de Fr. Pithou et de Bignon, sur le titre XXVIII de la loi Salique, et dans les notes de ce dernier sur les formules citées plus haut.

Aux époques anciennes auxquelles nous reportent les premières rédactions de la loi Salique, loi dans laquelle on ne trouve pas la moindre trace de l'emploi de l'écriture, cette solennité se passait devant témoins qui, en cas de difficultés ultérieures, attestaient les faits; mais les Francs ayant assez promptement emprunté des Romains l'emploi de l'écriture dans les actes de la vie civile, le titre LIX de la loi des Ripuaires constate qu'on rédigeait un acte de l'affranchissement par le denier; et c'est même à cause de cela qu'il nous en reste des formules.

Indépendamment d'autres effets que j'expliquerai plus bas, ce mode d'affranchissement jouissait d'un privilége spécial qu'il est convenable d'indiquer ici. Lorsqu'il avait été donné dans cette forme, à l'armée, par un autre que le maître de l'esclave, la liberté n'en était pas moins acquise; sauf les droits d'indemnité du véritable propriétaire contre celui qui avait ainsi disposé d'un esclave dont il n'était pas le maître. C'est ce que décide le § 2 du titre déjà cité de la loi Salique.

Un autre mode d'affranchissement était celui qui avait lieu devant l'église. Les titres LVIII et LXI de la loi des Ripuaires présentent à ce sujet des détails que je considère comme un supplément de la loi Salique. On peut consulter la formule VIII de l'appendice de Marculfe, et la formule XII de Sirmond. On appelait ces affranchis *tabularii*, parce que les actes de leur affranchissement étaient déposés dans les chartriers des églises; et, de même que les affranchis devant le roi étaient appelés *denariales, homo denariatus*, on appelait encore *sanctuarii* ceux qui avaient été affranchis devant l'église.

On voit aussi par le IXe canon du 1er concile d'Orléans, approuvé par Clovis, que, si un évêque avait admis aux ordres sacrés l'esclave d'autrui sans l'autori-

sation du maître, cet esclave n'en devenait pas moins libre; mais l'évêque devait payer au maître le double de la valeur de son esclave.

Les affranchissements étaient la plupart du temps donnés d'une manière moins solennelle.

Quelquefois c'était par le résultat d'un rachat que l'esclave faisait de sa liberté et de son pécule, au moyen d'un prix dont le maître déclarait se contenter; on en trouve un exemple dans la XLVIIIe formule de l'appendice de Marculfe. Presque toujours c'était un acte de pure libéralité du maître. Il nous a été conservé beaucoup de documents et de formules dans lesquels les maîtres accordaient cette liberté par esprit de piété. Les rois affranchissaient des esclaves dans des occasions solennelles, telles que la naissance d'un fils, ainsi que l'atteste la formule XXXIX du livre Ier de Marculfe, et les riches les imitaient. On rédigeait devant témoins l'acte d'affranchissement, dont on remettait à l'affranchi un exemplaire appelé *charta ingenuitatis*. Il en est question dans le titre LXXXVIII de la *lex Burgundionum*, dans les chapitres VII du capitulaire de 803, et XI de celui de 819, tous deux rédigés pour compléter la loi Salique. Mais comme l'état d'imperfection des institutions était souvent cause que la preuve d'un affranchissement était incertaine ou difficile, les testateurs avaient l'habitude de confirmer par des actes de dernière volonté les affranchissements qu'ils avaient consentis de leur vivant. Nous en trouvons, dans les documents de la première race, un grand nombre d'exemples qu'il est inutile de citer, ce point ne pouvant être l'objet d'aucune difficulté.

Il ne paraît pas douteux qu'un maître pouvait affranchir les enfants de son esclave sans rendre la liberté à ce dernier. La formule XXIX du livre II de Marculfe en fournit un exemple; et, quoiqu'elle soit rédigée pour un cas spécial et très-favorable, je ne doute point que la règle ne fût générale.

Les affranchissements donnés *per chartam* ou *per testamentum* n'étaient pas soumis à la confirmation du roi. Il n'y avait qu'un seul cas où elle était nécessaire : c'était lorsqu'un évêque voulait affranchir un esclave de son église pour le faire entrer dans les ordres sacrés. C'est ce que constatent les formules VIII de l'appendice de Marculfe et C de Lindenbrog; la première se réfère au chapitre VI d'un capitulaire de 816 : il n'est pas prouvé toutefois que cette règle fût suivie sous la première race.

Il y a beaucoup d'obscurité sur tout ce qui concerne l'état et la position sociale des affranchis, parce que nous n'avons point des lois générales sur cette matière, mais seulement des documents, tels qu'actes ou formules d'affranchissement, susceptibles de toutes les clauses qu'il plaisait aux maîtres d'imposer

à l'esclave en l'affranchissant. On peut cependant croire qu'il y avait deux degrés d'affranchissement : par le premier, l'affranchi était fait simplement *libertus ;* par le second, il était rendu *ingenuus.*

Cette distinction paraît très-clairement exprimée dans le testament de l'abbé Varée (*Viderardus*), de 725[1], où ce testateur *jubet* LIBERTOS *suos esse* INGENUOS. A moins de supposer un pléonasme, qui serait un non-sens, dans ce testament fait évidemment par un homme très-instruit, il faut bien reconnaître que le testateur avait déjà affranchi les esclaves qu'il appelle *libertos*, et qu'il veut faire pour eux quelque chose de plus en disant qu'il entend les rendre *ingenuos.* La même distinction est écrite dans le testament d'Abbon, de 739, cité page 490. l'un des documents de la première race qui fournisse le plus de renseignements sur l'état des affranchis. Dans un passage de ce testament on lit : *una cum illos* INGENUOS *de Amberto, et* LIBERTO *nostro de Alsede et* INGENUA *nostra Rigovera.....* Plus bas : *cum* INGENUIS, LIBERTIS *ac colonis et servis.....* On ne peut nier que ce ne fût avec intention que le testateur distinguait, parmi les personnes gratifiées, les *ingenui* des *liberti.*

Une semblable volonté me paraît exprimée dans les testaments de l'évêque Bertran de 615[2], du fils d'Iddana de 690[3], du moine Ansbert de 696[4], de l'abbesse Irmine de 698[5], de la matrone Erminthrude de 700[6], par les mots *ingenui, ingenuitates;* ainsi que dans diverses formules où nous lisons que le maître entend que son esclave : *deinceps, tanquam si ab ingenuis parentibus fuisset procreatus vel natus, vitam ducat ingenuam.* Ces formules présentent, comme conséquence de l'*ingénuité*, le droit pour l'homme déclaré ingénu d'habiter où bon lui semblera, de pouvoir faire un testament, de vendre et acheter librement, tant ce que le maître lui a donné ou lui laisse que ce qu'il pourra acquérir[7]. A la vérité, plusieurs de ces testaments sont faits par des ecclésiastiques soumis à la loi romaine ; je crois néanmoins que les Francs admirent les mêmes règles et que dans leurs affranchissements celui qui était fait sans concession expresse d'ingénuité, ou sans les clauses équivalentes que je viens d'indiquer, ne conférait pas ces droits à l'affranchi fait simplement *libertus.*

Mais quel était l'état politique de ces hommes, qui jusque-là n'en avaient eu

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 426 ; 2e édit. t. II, pag. 323. — [2] *Ibid.* 1re édit. pag. 99 ; 2e édit t. Ier, pag. 197. — [3] *Ibid.* 1re édit. pag. 316 ; 2e édit. t. II, pag. 211. — [4] *Ibid.* 1re édit. pag. 343, 2e édit. t. II, pag. 237. — [5] *Ibid.* 1re édit. pag. 357 ; 2e édit. t. II, pag. 251. — [6] *Ibid.* 1re édit pag. 361 ; 2e édit. t II, pag. 255. — [7] Marculf. II, XXXII, XXXIV, LII ; app. XIII, LVI ; Bignon, I ; Sirmond, XII ; Lindenbrog, XCVI ; Baluze, XLIII et nov. form. V ; Mabillon, XX, XXIII.

aucun, puisqu'ils étaient esclaves? Le § 1er du titre LVII de la loi des Ripuaires déclare expressément que l'esclave rendu ingénu par le denier devient Ripuaire, et le titre LXII, § 2, ajoute que la composition du meurtre de cet homme sera de deux cents sous, comme pour un ingénu de naissance. Il est douteux que la même règle eût lieu chez les Francs saliques : je crois avoir démontré, pages 459 et 482, que, d'après leur loi, l'ingénu de concession restait toujours, en ce qui concernait la situation politique déterminée par le taux des compositions, dans un état d'infériorité à l'égard des ingénus d'origine.

Quant à la loi civile par laquelle l'affranchi était régi, j'ai déjà traité cette question page 448. C'était une règle, empruntée peut-être du droit romain, que l'affranchi était de la loi de celui qui lui avait donné la liberté. Il est assez naturel d'en conclure que, si un Franc accordait la liberté à son esclave et ne manifestait pas une volonté contraire, car on verra bientôt qu'il en avait le droit, cet homme était régi par la loi Salique, sauf qu'en cas d'offense à sa personne il n'obtenait que la composition des lites.

Si le maître était Romain, je ne crois pas que l'affranchi pût être considéré autrement que comme Romain, et c'est le cas de la formule XII de Sirmond.

Lorsque le maître qui affranchissait son esclave était de la tribu Salique, il avait le droit de ne lui conférer que la faculté de vivre sous la loi romaine. C'est ce qu'on voit dans les formules citées à la page précédente.

Il n'y a point en cela de contradiction avec ce que j'ai dit plus haut. Le Romain appartenant à une loi qui attribuait des droits moins étendus que ceux dont jouissaient les Francs ne pouvait, de son autorité, placer son affranchi dans une condition supérieure à la sienne propre. Le Franc, au contraire, était maître de déclarer qu'il voulait placer son affranchi sous l'empire d'une loi moins favorable que celle dont lui-même était sujet.

Par une semblable raison, ce Franc aurait pu déclarer que son affranchi serait seulement de la condition des tributaires romains, ce que permet le titre LXII de la loi Ripuaire; et il est incontestable qu'un maître romain avait le même droit.

J'ai expliqué plus haut la différence entre les esclaves faits simplement *liberti* et les esclaves rendus *ingenui;* mais il convient d'ajouter que ces ingénus de concession n'étaient pas dans une situation aussi favorable que les ingénus de naissance.

Un ingénu de naissance, quelle que fût sa position de fortune, n'était pas nécessairement placé sous un mundeburde. Sans doute il en éprouvait souvent le besoin, si sa pauvreté ou toute autre cause le forçait à y recourir, mais il

n'y était placé que par sa volonté. Au contraire l'affranchi, même fait *ingenuus*, devait toujours être sous un mundeburde[1]. Souvent le maître se le réservait soit pour lui seul, soit pour lui et ses héritiers ou pour d'autres personnes qu'il indiquait; le testament de saint Yrier de 572[2] en fournit un exemple. A défaut de cette réserve, l'affranchissement par le denier attribuait le mundeburde au roi; et dans l'affranchissement devant l'église, il appartenait à celle-ci; on voit même que, par respect pour un droit acquis, le § 1er du titre LVIII de la loi des Ripuaires défendait de rendre ultérieurement cet homme *denarialis*, ce qui l'eût fait passer sous le mundeburde du roi.

Si, dans un affranchissement par simple charte ou par testament, le maître, comme on l'a vu dans les formules citées page 529, avait déclaré qu'il laissait à son affranchi la faculté de se placer sous tel mundeburde qu'il voulait, cet affranchi, eût-il été rendu *ingenuus*, devait s'en choisir un; faute de quoi il était de plein droit sous le mundeburde du roi. C'est ce qu'on peut conclure du chapitre VIII d'un capitulaire de 788, ajouté par Charlemagne à la loi des Bavarois. Je crois que ces affranchis, soit *ingenui*, soit simplement *liberti*, placés sous le mundeburde du roi, sont désignés dans le chapitre LVI de la loi Salique, dans le XXIVe des *Capita extravagantia*, dans le titre IX de la *lex Ripuariorum* et dans différents codes barbares, sous le nom de *puer regius*, *homo regius*.

Le § 1er du titre LVII de la *lex Ripuariorum* donne au fisc la succession de l'affranchi placé sous le mundeburde du roi, lorsque cet homme mourait sans enfants. Il n'y avait rien en cela de contraire au droit commun sur l'ordre des successions dans la famille. L'esclave, tant qu'il était dans cet état, n'avait point de parents aux yeux de la loi civile; à l'instant de son affranchissement il n'en avait pas encore. Pour la première fois il en trouvait dans ses enfants. S'il n'en avait pas, il est donc vrai de dire qu'il décédait sans parents.

Mais lorsque le fisc héritait d'un affranchi *per denarium*, ce n'était pas en vertu du principe qui lui attribuait les successions des personnes mortes sans héritiers, ainsi que je le dirai dans la dissertation quatorzième; c'était en vertu du mundeburde. Par suite de ce principe, lorsque ce droit appartenait à l'église, la succession de l'affranchi décédé sans enfants lui était attribuée par le § 4 du titre LVIII de la loi des Ripuaires; et je ne doute pas que le patron qui s'était réservé le mundeburde ne recueillît aussi la succession de son affranchi dans les mêmes circonstances.

[1] Bignon, note 5 sur la formule XXXII du livre II de Marculfe. — [2] *Diplomata*, 1re édit. p. 71; 2e édit. t. I, p. 136.

Il est probable qu'on dérogea, pour ce cas particulier, à la règle sur les successions vacantes, afin de favoriser les mundeburdes, dont les affranchis avaient si grand besoin dans ces temps de violences. Une disposition spéciale du chapitre IX de l'édit de 615 attribuait même leur défense à l'évêque.

Les textes cités que je considère comme attestant les coutumes saliques ne décident point si ou non l'affranchi aurait pu se donner un héritier, soit d'après le mode établi par le titre XLVIII de la loi Salique, soit par un testament. Il me paraît incontestable que l'affranchi fait *ingenuus*, ayant, comme on l'a vu page 529, la faculté de donner, tester, etc. aurait pu employer ce moyen. Mais il est plus douteux que ce droit appartînt au simple *libertus*, sans l'agrément de celui qui avait le mundeburde sur lui.

Souvent les maîtres, en affranchissant leurs esclaves, leur imposaient des charges qui étaient les conditions de la liberté concédée. Il n'y avait à cet égard aucune distinction entre les *ingenui* et les simples *liberti*, ainsi que le prouvent les deux testaments de Varée et d'Abbon que j'ai cités.

En général ces charges étaient beaucoup plus étendues et plus lourdes à l'égard des simples *liberti*. Souvent leur position différait peu de celle des esclaves; mais ils avaient le caractère d'hommes libres; ils n'étaient plus des *choses*, ils étaient devenus des *personnes*.

La liberté sans moyens d'existence n'eût été qu'un présent funeste : elle eût créé des prolétaires, des vagabonds, qui, ainsi qu'on le voit par l'édit de Chilpéric de 574, inspiraient de justes inquiétudes à la société. Il est incontestable que l'affranchissement ne rendait pas l'affranchi propriétaire de plein droit du pécule qu'il possédait étant esclave; on en a vu la preuve page 522; aussi le maître ne manquait jamais, ou d'abandonner ce pécule à son affranchi, comme on le voit dans le chapitre XV du livre III de Grégoire de Tours et dans les formules XII de Sirmond et XCVI de Lindenbrog, ou de lui concéder, sous certaines charges, un fonds dont la culture lui procurait des moyens d'existence, *ad ingenuitatem suam tuendam* ou *sub titulo libertinitatis*, suivant les expressions du testament d'Abbon. Je donnerai quelques détails à ce sujet pages 550 et suivantes.

DISSERTATION HUITIÈME.

DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE D'APRÈS LA LÉGISLATION DES FRANCS.

Les biens se divisent, par la nature des choses, en meubles et immeubles. Ces derniers sont les seuls au sujet desquels il y ait quelque importance à considérer la législation des Francs.

S'il faut en croire Tacite, chapitre XXVI, les Germains, sauf quelques modifications que le même écrivain indique chapitre XVI, n'avaient que de très-imparfaites notions de la propriété foncière : l'occupation temporaire donnait à celui qui avait cultivé une portion de terre la perception des fruits, que l'autorité publique lui garantissait comme prix de son travail. Mais le champ dépouillé redevenait vacant et soumis au droit du premier occupant, droit dont les plus graves inconvénients avaient été prévenus par l'intervention du magistrat qui, tous les ans, attribuait à chaque famille une certaine quantité de terres à cultiver : les années suivantes voyaient de nouveaux possesseurs se succéder. Dans un tel état de choses on ne peut, à proprement parler, trouver une véritable agriculture et une propriété réelle.

Soit que Tacite ait uniquement connu les usages de quelques peuplades moins civilisées que les autres; soit, dans le cas où les usages qu'il atteste auraient été généraux, que des changements importants se soient introduits entre le IIe et le Ve siècle, les auteurs qui ont parlé des tribus franques établies par la concession des empereurs romains, ou même par force et malgré ces derniers, dans la Gaule, nous les montrent occupées de l'agriculture et des arts accessoires d'une manière qui suppose des notions sur la propriété permanente, semblables à celles des peuples civilisés.

La loi Salique qui fut évidemment une rédaction des principaux usages que les diverses fractions de cette tribu suivaient avant le renversement définitif de la puissance romaine, parle d'habitations qu'elle protége contre les attentats de ceux qui voudraient en enfoncer les portes, en escalader ou en ouvrir les clôtures; de vergers plantés d'arbres à fruits, de vignes, de forêts, de prairies appartenant à des particuliers. Tout cela ne pourrait s'accorder avec l'état précaire, et je dirais presque de communauté générale, que suppose le texte de Tacite cité plus haut.

Bien plus, dans cet état, nul n'aurait pu instituer un héritier ou un donataire; il n'aurait pu exister de système de successions; or, nous trouvons toutes ces choses écrites dans la loi Salique.

Au surplus, quand on croirait que les Francs, au moment où ils renversèrent la puissance romaine dans la Gaule, n'auraient pas eu encore une législation et des coutumes relatives au droit de propriété aussi parfaites que je le suppose, ce grand événement devint pour eux l'occasion d'acquérir des immeubles, et d'en avoir la propriété avec tous les effets et toutes les conditions qu'elle entraîne nécessairement.

Je ne crois pas, nonobstant l'opinion de quelques savants[1], que les soldats de Clovis aient enlevé aux habitants des contrées dont la victoire les rendait maîtres une partie de leurs propriétés privées, comme l'avaient fait les Bourguignons et les Visigoths. Les raisons d'analogie qu'on en donne ne me semblent pas décisives, ni même l'argument *a fortiori* qu'on semble tirer de ce que la loi Salique plaça, par la différence des compositions, les Romains dans une situation politique inférieure à celle des Francs. Un fait aussi remarquable que la dépossession et le partage des biens privés aurait été constaté par la loi Salique, comme il le fut chez les Bourguignons et les Visigoths par les codes de ces peuples; il aurait été remarqué par les historiens, et nous en cherchons vainement des traces. Il est plus vraisemblable que les vainqueurs, non sans doute par esprit de justice, mais parce qu'ils n'avaient pas un intérêt plus grand, se contentèrent de confisquer les bénéfices des magistrats, des chefs, des soldats romains, les biens des familles détruites par le fait de la guerre ou qui s'étaient expatriées, tout ce qui composait le domaine impérial, peut-être même une partie des biens des cités.

Cette riche dépouille était plus que suffisante pour le petit nombre de guerriers qu'une heureuse audace, et la conduite aussi lâche qu'impolitique des autorités romaines avaient rendus maîtres de presque toute la Gaule entre le Rhin et la Loire.

Je ne crois pas que l'ensemble de ces propriétés ait été divisé en lots tirés au sort, ainsi qu'on avait coutume de le faire pour le butin mobilier[2]. Ce mode aveugle de partage eût détruit les habitudes de compagnonnage qui étaient dans les usages germaniques et que la nouvelle position des Francs

[1] C'est l'opinion de M. Gaupp, *Dissertatioi nauguralis*, pag. 35 et seqq. Wratislaviæ, 1842. Georg. Sartorius, *Comment. soc. Gottingensis recent.* t. III, part. II, p. 329 et seqq. en avait défendu une contraire, qui me paraît être celle de M. de Savigny, § 94. — [2] Grégoire de Tours, liv. II, chap. XXVII.

semblait rendre indispensables : il eût produit un isolement non moins contraire à leurs goûts qu'à leur sûreté, dans un pays où ils se trouvaient infiniment moins nombreux que les Romains, dont il était assez naturel de se défier. Le temps, une organisation sociale produite par l'influence de la religion chrétienne, la paix intérieure et extérieure pouvaient seuls amener une fusion entre les vainqueurs et les vaincus; et nous ne trouvons rien de semblable à cette première époque, vers laquelle il est nécessaire de se reporter pour bien constater la situation que je cherche à expliquer.

Voici, ce me semble, ce qui dut arriver, relativement au partage des biens fonds.

L'armée de Clovis n'était pas un corps compacte et dépendant d'un seul chef comme nos armées modernes : elle était la réunion de diverses bandes formées d'hommes libres attachés à leur chef particulier; et ces chefs, qui avaient bien compris que l'union seule pouvait leur donner le moyen de vaincre l'armée romaine, avaient déféré le généralat, la royauté à Clovis, à l'égard de qui ils étaient des chefs subordonnés. Le résultat de la victoire de Soissons permit de dissoudre l'armée générale; mais les bandes qui la subdivisaient devaient rester autour de leurs chefs particuliers, toujours prêtes à marcher si une guerre nationale ou le besoin de contenir le peuple vaincu l'exigeait; un arrondissement territorial fut occupé par une ou plusieurs bandes, selon l'importance des biens à partager qui s'y trouvaient, et chaque guerrier de la bande obtint, d'après son grade, peut-être aussi selon qu'il fût plus habile ou plus fort, une propriété dans le voisinage du chef sous les ordres duquel il était habitué à marcher.

Par ce moyen fut résolu un double problème : chaque guerrier franc devint propriétaire, et les habitudes de confraternité d'armes furent conservées. Ces hommes furent voisins de propriétés comme ils étaient compagnons de guerre. Lorsqu'il s'élevait entre eux des contestations, elles étaient jugées dans le *mâl* formé par leur réunion, sous la présidence de leur chef, qui probablement à cette première époque devint le *graf*, *gravio*, *comes*, dont il est parlé dans la loi Salique, jusqu'à ce que la force des choses et les nécessités d'un pouvoir central attribuassent au roi le droit de nommer et de révoquer celui qui, dans chaque arrondissement, devait être son représentant direct pour toutes les branches de l'administration civile, militaire et financière.

Je ne saurais donc admettre avec M. Guizot (*Essais sur l'histoire de France*, page 105) « qu'il y eut peu ou point de partages individuels..... que chaque « chef de bande prit ou reçut des terres pour lui et ses compagnons, qui ne

« cessaient pas de vivre avec lui. » Le savant écrivain en donne pour motif, page 106, « le grand nombre de Francs qui paraissent sans propriétés person-« nelles et vivant « sur les terres, dans les *villæ*, soit du roi, soit de quelque « chef. Les lois, ajoute-t-il, sont pleines de dispositions qui règlent les droits et « le sort de cette classe d'hommes. » A l'appui de cette opinion, il cite la formule XLIV de Sirmond, dont j'ai déjà donné l'explication page 478; le chapitre XIII du capitulaire de 793, le chapitre IV du capitulaire de 800, le chapitre VI du capitulaire de 829.

Il y a dans tout cela, je le crois du moins, quelque confusion de choses et de temps.

La formule XLIV de Sirmond constate qu'un homme tombé dans la misère se met dans la dépendance d'un autre sans cesser d'être libre, *ingenuili ordine*, et qu'il s'oblige à le servir pour recevoir *victum et vestitum*.

Cette situation n'a rien d'analogue à l'état de choses que M. Guizot entend prouver. La pauvreté qu'elle suppose est un accident postérieur à l'époque du partage, et il n'en résulte point qu'à ce moment on ait constitué une classe d'hommes à qui des biens-fonds étaient attribués, et une autre classe d'hommes qui, n'en recevant point, vivaient chez les premiers.

Quant aux capitulaires de 793, 800 et 829, ainsi qu'à plusieurs autres qui auraient pu être également cités, ils appartiennent à une époque où de grandes révolutions s'étaient opérées dans la propriété. Quoique sans doute l'attribution d'une part dans les domaines enlevés aux Romains eût été le prix de la victoire, et qu'elle imposât naturellement l'obligation de contribuer à la défense de l'état, la loi n'avait pas pris, comme on peut présumer que cela eut lieu chez les Bourguignons (titre LXXXIV), de mesures pour empêcher ceux qui avaient obtenu cette part de l'aliéner. Le temps, et beaucoup de circonstances que j'ai indiquées page 477 avaient réduit un grand nombre d'hommes libres à n'avoir plus de propriétés foncières. Puisqu'il ne leur restait plus de domaines sur lesquels ils pussent résider; puisque, comme le disent les capitulaires, *proprium non habebant*, il fallait bien qu'ils résidassent, qu'ils vécussent sur des fonds appartenant à d'autres. Mais les uns, sans doute par l'importance des offices qu'ils pouvaient rendre, conservaient leur parfaite ingénuité; ils étaient commensaux du propriétaire, ses leudes. Les autres, approchant de l'esclavage se faisaient lites, colons, avec la réserve de servir *ingenuili ordine*.

Inutile de parler des hommes qui, réduits à se faire esclaves, choisissaient, quand cela leur était possible, dans les différents degrés d'esclavage, le moins onéreux, et se faisaient *servi coloni*, sortes d'esclaves qui, ainsi qu'on l'a vu page 521,

étaient moins malheureux que les esclaves domestiques. Ces hommes avaient complétement abdiqué leur liberté, tandis que les autres étaient libres.

C'est de la première classe d'hommes libres, habitant chez un propriétaire, sans être à son service, qu'il est question selon moi, dans le chapitre IV du capitulaire de 800 : on y reconnaît que ces hommes étaient *ingenui Franci*, puisqu'on dit qu'ils étaient jugés par leur loi propre, tandis que, s'ils eussent été lites ou colons, et à plus forte raison s'ils eussent été esclaves, ils auraient suivi la loi de leur *dominus*.

Le chapitre VI du capitulaire de 829, en reconnaissant qu'ils sont libres, établit, relativement à leur capacité d'être *conjuratores*, une distinction : s'il s'agit d'une question de propriété, ils ne peuvent être admis, parce que *propriam non habent*, et qu'ils ne sont pas *consimiles* des propriétaires en litige; si au contraire il s'agit de liberté, ils peuvent être conjurateurs, parce qu'ils sont *homines liberi*.

Indépendamment de ce que ces autorités appartiennent à la seconde race, on voit qu'elles n'ont aucun trait à la question du partage originaire.

Comment en effet supposer qu'après la victoire de Soissons, et lorsqu'ils s'établissaient dans la Gaule en corps de nation, des hommes, inégaux, j'en conviens, sous le rapport de la discipline et de la hiérarchie militaire, mais certainement égaux comme citoyens, eussent été immédiatement divisés en deux classes; que la plus nombreuse eût été légalement déclarée *prolétaire*, exclue du partage des biens conquis en commun, obligée, en quelque sorte, par la constitution sociale, à vivre sur la propriété d'autrui, au risque, si la commensalité cessait de convenir au chef ou à eux-mêmes, de tomber dans le plus absolu dénûment? J'admets sans difficulté qu'en vertu de la liberté des conventions l'hypothèse présentée par M. Guizot a pu se réaliser. Mais ce ne fut point, selon moi, l'état normal et légal. Le partage dut être et fut, je n'en doute pas, la conséquence de la révolution qui constituait le nouvel empire.

Je conviens que les Francs conservèrent longtemps leurs goûts pour l'oisiveté et une sorte d'aversion pour l'agriculture. Mais en acquérant des biens-fonds, ils ne furent pas dans la nécessité indispensable de les cultiver par eux-mêmes. Ce que Tacite, chap. XXV, nous apprend des usages des Germains, les Francs le continuèrent.

Les biens dont ils devinrent propriétaires dans la Gaule y étaient cultivés par des esclaves, des colons plus ou moins asservis. Ces hommes restèrent, comme ils l'étaient précédemment, attachés aux domaines, et passèrent avec ces domaines dans le pouvoir des nouveaux possesseurs. De plus, ainsi que je l'ai dit

page 476, les conquérants avaient amené avec eux leurs lites; ils en firent venir d'autres, et les placèrent sur leurs domaines. Ainsi, sans qu'ils eussent besoin de devenir personnellement agriculteurs, les Francs purent jouir utilement de leurs propriétés, cultivées par des hommes qui payaient une partie des produits à leurs maîtres.

Les Francs donnèrent aux biens qu'ils acquirent par le partage dont je viens d'indiquer les causes, le nom d'*alodes;* mot qu'on ne trouve qu'une seule fois dans la loi Salique (rubr. du tit. LXII), mais qui est souvent employé dans les formules et les documents.

Tous les savants s'accordent à reconnaître que ce mot appartient à la langue franque, mais ils en expliquent diversement l'étymologie. M. Philipps dans son ouvrage allemand intitulé, *Système du droit germanique*, t. Ier, page 230, fait dériver *alodis* des mots *a-hloth* ou *a-lod* signifiant *sors*. M. Guizot dit la même chose page 88. Dans cette opinion, la formation et l'usage du mot *alodis* n'auraient commencé pour les Francs qu'à l'événement de la conquête, et à l'occasion du partage qui en fut le résultat. Je crois ce mot plus ancien dans leurs coutumes civiles. Il est écrit en tête du titre de la loi Salique sur les successions, pour désigner l'ensemble de la fortune d'un défunt dévolue à ses héritiers; or, bien certainement ce titre constate des usages antérieurs à la conquête, puisque, suivant le témoignage de Tacite, le droit de succession était connu chez les Germains, et que par conséquent ils ont dû avoir dans leur langue un mot pour exprimer la fortune d'un particulier que ses héritiers étaient appelés à recueillir. Je crois pouvoir encore invoquer à l'appui de mon opinion le fait que ce même mot *alodis* se trouve dans les coutumes d'autres tribus germaniques qui n'avaient point émigré, point fait de conquête dans la Gaule, point eu par conséquent l'occasion d'y acquérir des biens par un partage, par l'effet d'un lotissement.

MM. Grimm, *Deutsche Rechtsalterthümer,* page 493, et Eichhorn, *Deutsche Staats und Rechtsgeschichte* , § 65, croient que le mot *alodis* vient du franc *al-ôd*, signifiant *tout propre*, *entièrement propre* ou *totale propriété*. Cette interprétation, déjà donnée par Canciani dans sa note sur le titre VI de la *lex Anglorum seu Thuringorum*, qui a précisément pour rubrique de *alodibus*, a été adoptée par M. Aug. Thierry, lettre 10 sur l'histoire de France. Je reviendrai sur cette question en traitant des successions dans la dissertation quatorzième.

A l'époque où les Francs employaient le mot *alodis* dans le sens que je lui donne avec MM. Grimm, Eichhorn et Thierry, époque qui me paraît bien antérieure à la conquête de la Gaule par Clovis, ils ne connaissaient qu'une

seule espèce de propriété, que je peux appeler *propriété parfaite*. Mais les causes dont j'ai déjà donné l'explication pages 490 et suiv. introduisirent une autre espèce de biens qu'on appela *beneficia*. Non-seulement lorsque ces biens étaient concédés à vie, ou avec faculté de révocation arbitraire par le concédant, mais encore lorsque la concession était, tant au profit du concessionnaire qu'au profit de ses successeurs, à titre singulier ou universel, la propriété de ces biens n'était pas parfaite : ils étaient grevés de charges, ils obligeaient le concessionnaire à reconnaître un supérieur, une dépendance.

La distinction entre ces deux classes de propriétés dut être exprimée; car, aussitôt que des besoins nouveaux ou que des institutions jusqu'alors inconnues se manifestent dans une société, il faut des mots pour exprimer chaque situation. Le mot *beneficium* fut employé, comme je l'ai déjà dit, pour désigner les biens concédés dont le propriétaire était obligé de reconnaître un supérieur et une dépendance.

Le mot *alodis*, par une très-légère déviation de son étymologie, servit à désigner les biens complétement libres. Au lieu de signifier *omne proprium*, il signifia *mere proprium*, ce qui, dans notre langue, se traduirait également par *tout propre*, *totale propriété;* et dans cette acception modifiée, il fut employé par opposition à *beneficium*. En effet, comme le dit très-bien, p. 90, M. Guizot, que j'ai plus de plaisir à citer qu'à combattre : « Tout guerrier qui prit ou reçut « du sort une terre, en fut maître comme de sa personne. La plénitude et « l'entière liberté de la propriété furent le caractère fondamental des premiers « alleux et la conséquence naturelle du mode d'acquisition. »

A cette indépendance de l'*alode*, par l'effet de laquelle celui à qui il appartenait ne reconnaissait aucune supériorité individuelle, et n'était tenu que des obligations sociales envers l'état, il faut ajouter l'immunité de contributions foncières dont étaient tenues les propriétés des Romains, ainsi qu'on le verra pages 555 et suiv.

Je ne crois pas devoir omettre d'indiquer ici une opinion particulière du comte de Montlosier sur la signification du mot *alode* ou *alodis*, qu'il traduit par *alleu*. Après l'avoir appliqué aux terres et avoir dit, t. Ier, pag. 10 et 17, que les unes étaient libres de toutes charges envers des particuliers, d'autres, au contraire, chargées de redevances appelées génériquement *tributs*, il assure, page 18, que l'*alleu* signifiait la propriété libre du Gaulois, par opposition à *terre salique*, propriété libre du Franc. Voici le passage de son ouvrage, qu'il est plus sûr de transcrire que d'analyser : « Dès que les Francs sont arrivés « la première chose à observer, c'est que tout l'ordre social se compte en double

« on a, d'un côté, le Gaulois sous le nom d'ingénu; de l'autre, le vainqueur « sous le nom de Franc ou d'homme salique..... L'ordre des terres libres se « compte de même en double : on a, d'un côté, l'*allea* ou la terre libre pos- « sédée par le Gaulois ingénu; de l'autre, la terre originaire de la conquête, « appelée *terre salique.* »

On ne peut, ce me semble, réunir plus d'erreurs en moins de mots, tout en partant néanmoins d'un principe vrai, qui est la *dualité*, trop expressément constatée par la loi Salique pour qu'il y ait eu besoin de la prouver.

Oui, cette loi fait une distinction entre les vainqueurs et les vaincus, et la distinction est humiliante pour ces derniers; en cela M. de Montlosier a raison, sinon qu'il ne fallait pas prononcer le mot *Gaulois*, sujet à équivoque. Il n'y avait plus de Gaulois dans le sens historique; tous les vaincus, c'est-à-dire tous les hommes libres qui habitaient la Gaule lorsque les barbares s'en emparèrent au ve siècle, étaient des *Romani*. C'est ce qu'on lit dans la loi Salique, dont il était convenable de respecter le texte.

Sans doute ces *Romani*, hommes libres, pouvaient être appelés *ingénus;* je l'accorde volontiers : mais opposer la dénomination *ingénus* à la dénomination de *Francs, hommes saliques*, est une erreur évidente. La loi Salique, recueil des usages propres aux Francs, et dans laquelle il n'est jamais parlé des Romains que lorsqu'il s'agit du droit criminel, emploie indistinctement les mots *si quis, si ingenuus, si Francus*, et jamais personne n'a douté que ces expressions ne désignassent les hommes *lege Salica viventes*, par conséquent, les barbares, les vainqueurs. En veut-on des exemples? Je les prends au hasard, dans les titres XLIII et XLIV relatifs aux meurtres. Le § 1er du titre XLIII porte : *Si quis* INGENUUS, FRANCUM *aut* BARBARUM *qui lege Salica vivit occiderit.* Dans le système de M. de Montlosier, *ingenuus* désignerait le Gaulois libre, c'est-à-dire le Romain; la loi punirait l'assassinat d'un *Franc* par un *Romain*, mais non l'assassinat d'un *Franc* par un *Franc!* Le § 10 du même titre punit d'une composition moindre que celle de l'assassinat la tentative qui ne s'est pas réalisée; il porte : *Si quis hominem ingenuum.* Si ce mot désigne le Gaulois, il n'y aura donc pas de peine pour le même attentat contre le Franc! Je pourrais fournir plus de cinquante exemples semblables, dont la conséquence serait que le code national des Francs, la loi Salique, n'aurait jamais protégé les personnes des Francs, des Saliques, mais bien celle des Romains vaincus. Je me borne à une dernière citation d'après le titre XLIV. Le § 1er prononce DC sous contre celui qui *in contubernio*, c'est-à-dire, accompagné des complices, a attaqué et tué dans sa maison *hominem ingenuum.* Dans le système de M. de Montlosier, ce

mot désigne le Gaulois, le Romain, le vaincu. Mais le § 4 dit au contraire que, si le même crime est commis envers un *Romanus*, la composition ne sera que de CCC sous!

Je rends justice à l'esprit, à la finesse des aperçus du comte de Montlosier, dont je n'ai jamais partagé les exagérations politiques, dans quelque sens qu'elles l'aient entraîné; mais la vérité me commande de dire qu'il serait un mauvais guide dans l'étude des antiquités de notre droit.

Par l'effet du grand partage des terres conquises, sur lequel je me suis expliqué plus haut, le roi obtint une part considérable qu'on appelait *bona fiscalia*, *fiscus*. Ce fisc, diminué chaque jour par les donations dont j'ai parlé, page 490, se réparait par les retours auxquels ces donations étaient généralement soumises, par les déshérences, et par les confiscations prononcées contre un grand nombre de crimes. Il était administré d'après des règles que les documents de la première race ne nous font pas bien connaître. On peut, avec beaucoup de vraisemblance, croire que ces règles étaient analogues à celles que constate le *capitulare de villis*, de Charlemagne. Un grand nombre de ces domaines fiscaux d'une vaste étendue contenaient des maisons que les rois occupaient à certaines époques. Il est bon de consulter à ce sujet la dissertation de D. Germain, formant le livre IV de la Diplomatique de Mabillon.

Mais, outre les immeubles que je viens d'indiquer, le fisc avait encore l'administration des diverses portions du territoire que leur destination à des services publics avait fait exclure du partage. Tels étaient les places, les routes, les ponts, les fleuves, les rivages de la mer, sur lesquels le fisc percevait des droits sous une multitude de dénominations que du Cange fait connaître aux mots : *anchoragium*, *exclusaticum*, *foraticum*, *nautaticum*, *passagium*, *pedagium*, *plateaticum*, *palificatura*, *pontaticum*, *portulaticum*, *ripaticum*, *rotaticum*, *teloneum*, *transitura*, *viaticum*, *etc.*

Des documents et des formules attestent que les rois accordaient des exemptions de ces droits à des particuliers et à des établissements publics; d'autres documents constatent même qu'ils concédaient quelquefois le droit de faire ces perceptions : tel est le diplôme de 562 [1] par lequel Chilpéric Ier donne à l'église de Tournay le *teloneum* qui appartient au fisc sur l'Escaut, et la charte de Dagobert Ier, de 629 [2], en faveur du monastère de Saint-Denis. Quelques soupçons qu'on puisse élever contre la vérité de ce dernier do-

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 58; 2e édit. t. Ier, p. 122. — [2] *Ibid.* 1re édit. p. 131; 2e édit. t. II, p. 4.

cument, il n'en constate pas moins le fait certain que le fisc jouissait de tous les droits régaliens qui y sont énoncés. Les raisons de douter portent uniquement sur le point de savoir si réellement Dagobert les a concédés au monastère.

On trouve encore désignée, sinon dans la loi Salique, du moins dans des documents des premiers règnes de la première race, une classe de propriétés sur lesquelles je ne dois pas garder le silence.

Au moment où les Francs devinrent maîtres de la Gaule, ce pays était couvert d'établissements ecclésiastiques qui possédaient des biens-fonds; et le droit ainsi que la légitimité de cette propriété étaient consacrés spécialement par les lois romaines. Plus politiques et plus justes que beaucoup de gouvernements modernes, les rois francs ne mirent pas ces droits en question. Eux-mêmes firent des donations aux églises et aux monastères. Il reste encore des monuments de celles de Clovis. On peut conjecturer, d'après le chapitre XI de la constitution de Chlotaire Ier, de 560, que le père de Clovis, quoiqu'il ne fût pas chrétien, en avait fait aussi. Leurs successeurs les imitèrent avec une sorte de prodigalité. Il ne paraît pas que jamais les rois aient, comme on l'a vu, page 491, relativement aux donations à leurs antrustions, prétendu qu'ils eussent droit de révoquer celles qu'ils avaient faites aux établissements religieux, et la raison s'en trouve dans le texte même des diplômes. Elles étaient faites, suivant le style du temps, au saint sous l'invocation duquel l'église était placée, ou bien au titulaire de l'établissement, tant pour lui que ses successeurs. L'intention, la volonté de perpétuité n'étaient pas équivoques : il n'y avait aucun prétexte pour invoquer une précarité arbitraire.

Il est bien vrai qu'à la mort d'un titulaire ecclésiastique, véritable usufruitier quant à l'église propriétaire, le fisc prenait l'administration des biens dont ce titulaire avait joui; mais ce n'était point à titre de retour qui eût exigé une donation nouvelle; c'était comme mesure de conservation intérimaire, et ce qui le prouve, c'est que cette mesure fut étendue aux autres propriétés des établissements religieux dont le roi n'était pas donateur.

A l'exemple des rois, les grands, les particuliers firent aussi aux églises des donations considérables, attestées par une multitude de témoignages historiques et de documents.

Il ne s'agit pas d'examiner si cette faculté illimitée pour le clergé de recevoir des donations d'immeubles, ou d'en acquérir par l'effet de ventes, d'échanges, etc. avait des inconvénients; si ou non il eût été convenable de la restreindre. Cette question, que l'état de la société et les services immenses

rendus par les établissements religieux à la civilisation et à l'agriculture dans l'empire des Francs résoudraient facilement, n'a aucune influence sur la légitimité du droit de propriété.

Une grande révolution en cette matière arriva du temps de Charles-Martel. Ce guerrier distribua une partie considérable des biens ecclésiastiques à ses compagnons. Il n'eut pas recours du moins aux sophismes du XVIIIe siècle pour nier le droit de propriété du clergé. Il était le plus fort, il invoquait la nécessité. Mais lui-même il sentit qu'il fallait mettre des bornes à la spoliation; il crut pouvoir la colorer, en ne donnant les biens dont il s'emparait qu'à titre de précaire et à la charge de quelques redevances envers l'église. Des lois ultérieures réparèrent l'injustice autant que cela était possible, et une transaction s'opéra entre le clergé et les usurpateurs de ses biens.

Les domaines ecclésiastiques s'accroissaient principalement par l'effet du principe qui rendait une église héritière des biens acquis, pendant ses fonctions, par l'évêque et par le prêtre décédé intestat. Hincmar, lettre 48, chap. XXXII, atteste que cette règle, établie par le 3e concile de Carthage, était suivie en France, ce qui est d'ailleurs prouvé par le chapitre XXXIX du capitulaire de 794, et le canon XVI du 6e concile de Paris, tenu en 829.

Les biens ecclésiastiques ne pouvaient être aliénés, si ce n'est pour être appliqués à la fondation d'autres établissements religieux et encore avec des formes et des conditions propres à prévenir les abus. On le voit notamment dans une charte de 686 [1]. Toute autre disposition n'était autorisée que si l'évêque avait donné de ses biens propres en remplacement, ainsi que le décide le canon XXII du concile d'Albon de 517. Les échanges, dont nous trouvons plusieurs exemples dans les documents et les formules, étaient assujettis à des règles semblables. La XXIIIe du livre II de Marculfe atteste que l'abbé qui donnait des biens de son monastère en échange devait y être autorisé par l'évêque, *permissu apostolico*.

La légitimité immémoriale des propriétés ecclésiastiques, attaquées de nos jours par des sophistes avides, reposait donc sur des titres irrécusables [2].

Nous trouvons aussi dans les documents l'indication d'hôpitaux dotés en biens-fonds. La plus remarquable concerne l'hospice que Childebert et sa femme Ultrogothe avaient fondé à Lyon, et que le concile d'Orléans de 549

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 305; 2e édit. t. II, p. 208. — [2] Gibbon, qu'on n'accusera pas sans doute de partialité pour le christianisme et surtout pour le catholicisme, a dit dans ses Mémoires, t. II, p. 318 (tr. fr.), que la mainmise sur les biens du clergé avait ébranlé la propriété dans ses fondements.

confirma. L'acte de cet établissement n'existe plus. La formule 1[re] du livre I[er] de Marculfe contient le modèle de fondations semblables. On peut consulter encore une bulle du pape Grégoire I[er] de 602 [1] et une charte d'un évêque de Poitiers de 696 [2].

Le chapitre XXIX du livre II de la compilation d'Ansegise offre une nomenclature de ces sortes d'établissements charitables, empruntée, il est vrai, du titre II de la novelle VII, mais que probablement Charlemagne ou son fils avait insérée dans quelque capitulaire : *xenodochium*, lieu où l'on recevait des voyageurs indigents; *ptochotrophium*, lieu où l'on prenait soin des pauvres et des infirmes; *nosocomium*, lieu où l'on soignait les malades; *orphanotrophium*, lieu où l'on nourrissait les orphelins; *gerontocomium*, hospice des vieillards; *brephotrophium*, lieu où l'on élevait des enfants. Je n'entends pas dire qu'un nombre aussi considérable et aussi varié d'établissements charitables existât sous la première race. Mais d'abord les lois romaines constatent qu'il y en avait dans la Gaule avant l'invasion ; les documents cités plus haut appartiennent à l'empire des Francs : cela suffit pour qu'il en résulte la preuve que des corps moraux de cette sorte étaient capables de recevoir, d'acquérir et de conserver des biens-fonds. Ils étaient tous placés sous la direction de la religion, et leurs propriétés garanties par les principes d'inaliénabilité des biens de l'église.

Les cités avaient aussi des propriétés : les unes consacrées au public, telles que les cirques, les arènes, les fontaines, les bains; les autres susceptibles de produits qui faisaient partie de leurs revenus. Il est hors de doute que, sous la domination romaine, des terrains considérables ne faisaient point partie des propriétés privées, et servaient au pâturage, ou, s'ils étaient couverts de bois, aux usages des propriétaires voisins. C'est ce que Frontin dit expressément dans son ouvrage *De controversiis agrorum : Est et pascuorum proprietas pertinens ad fundos, sed in commune; propter quod ea compascua multis locis in Italia* COMMUNIA *appellantur; quibusdam in provinciis* PROINDIVISO. (Edit. Rigaltii, 1614, p. 54.) Aggenus Urbicus, son commentateur, développe cette pensée. C'est ce qu'on voit encore dans Festus, voc. *compascua*, *vicinalia;* dans Siculus Flaccus, *De conditionibus agrorum;* dans Hyginus, *De limitibus;* dans Isidore de Séville, *Originum* lib. V, cap. II.

La quantité, la délimitation de ces biens étaient déterminées par le magistrat qui présidait à l'établissement de la colonie, et des plans tracés avec exactitude étaient toujours entre les mains des autorités locales pour réprimer les usur-

[1] *Diplomata*, 1[re] édit. p. 92; 2[e] édit. t. II, p. 187. — [2] *Ibid.* 1[re] édit. p. 345; 2[e] édit. t. II, p. 239.

pations privées sur la propriété commune indivise. A la vérité, les passages cités se rapportent aux colonies que les Romains fondaient dans les pays conquis. Mais ces mesures étaient la conséquence d'un besoin généralement senti et justifié par l'expérience. Il y a identité de raison à reconnaître qu'il en était ainsi dans toutes les parties de la Gaule où les propriétés agglomérées formaient des villages, des agrégations rurales. Aussi n'est-ce point sur l'état de choses antérieur à l'invasion des tribus germaniques qu'il peut y avoir quelque incertitude. Subsista-t-il sous la domination des Francs?

Il est assez probable que plusieurs de ces biens, ceux surtout qui formaient des pâturages fertiles, des bois susceptibles de fournir aux plaisirs de la chasse, principal délassement des barbares, purent être confisqués par eux et entrer dans le partage après la conquête. Mais, dans un pays si vaste et dans lequel il s'en fallait de beaucoup que le nombre des habitants fût assez considérable pour que rien ne restât inculte, il subsista une grande quantité de bois et de pâturages communaux. C'est ce qu'on voit dans le titre LXVII de la loi des Bourguignons, et surtout dans le § 6 du titre 1er de la 1re addition à cette loi, qui porte : *Silvarum, montium et pascuorum unicuique prorata suppetit esse communionem.* Le titre LXXVI de la loi des Ripuaires parle de forêts communales ; et les paragraphes 29 et 30 du titre XXIX de la loi Salique constatent le droit que chaque habitant avait d'y prendre du bois pour ses besoins, sans autres obligations que de ne pas exploiter les arbres qu'un autre aurait déjà marqués depuis moins d'un an. La rareté et la prodigieuse nécessité des bois pour le chauffage et l'industrie n'avaient point encore donné l'idée de faire des règlements dont on ne s'est avisé qu'au XIVe siècle, et qu'on a perfectionnés plus tard.

Ce n'est donc pas avec fondement que des jurisconsultes estimables d'ailleurs, tels que Loiseau, et, de nos jours, Henrion de Pansey et Merlin, ont prétendu que les biens communaux étaient une concession faite par les seigneurs aux habitants de leurs fiefs. Des concessions de ce genre ont pu avoir lieu, sans doute; mais avant la féodalité, même avant la conquête germanique, les agglomérations d'habitants connues sous le nom de *villæ*, ou autres analogues, avaient aussi des biens communaux [1].

[1] Je serais mal compris si on concluait de ce que je dis ici que les biens dans lesquels des communes ont aujourd'hui de simples droits d'usage avaient été autrefois leur propriété absolue, dont les seigneurs les auraient dépouillées. Je suis loin d'une telle opinion, contraire à tous les documents historiques bien appréciés, et je partage complétement celle que M. Troplong a developpée dans la Revue de jurisprudence, t. Ier, p. 8 et suiv.

Ces biens, destinés à un usage concurrent et indivis, au sujet desquels j'ai donné quelques explications dans les notes 319, 527 et suiv. étaient inaliénables, et nul n'avait le droit de s'en approprier une partie exclusivement à ses voisins. Il paraît néanmoins que, la population s'accroissant, il fut permis à ceux qui avaient besoin de terres pour leur subsistance d'en mettre quelques portions en culture. C'est ce qui me paraît résulter d'un édit de Chilpéric Ier, d'environ 574[1]. Le texte de ce document, qui n'a été tiré de l'oubli qu'en 1837, ainsi que je l'ai dit page 431, est très-obscur, sans que jusqu'à présent nous ayons les moyens de le rectifier. On y voit que des terrains communaux qu'un homme aurait mis en culture doivent, après son décès, être partagés *sicut lex Salica habet;* mais seulement entre ses enfants et ses frères, d'où il semble naturel de conclure que dans les autres cas ces terrains revenaient à la communauté. Si l'on croit, d'après les mots de l'édit, *placuit ac convenit*, que Chilpéric est l'auteur de cette mesure, elle mériterait plus de recommander son nom, que la tradition qui lui attribue des prétentions à l'art poétique et à la réformation de l'alphabet.

Après avoir considéré, d'après la législation des Francs, ce qui concerne les immeubles en eux-mêmes et dans les personnes à qui ils peuvent appartenir, je dois examiner quelles étaient, d'après cette législation, les règles générales sur les modes d'acquérir la propriété, sur les charges dont elle pouvait être grevée, sur les modifications dont elle était susceptible.

Le droit de la guerre mis par les Romains au rang des moyens d'acquérir, sous le nom de *præda bellica*, fut rétorqué contre eux par les Germains vainqueurs. On a vu plus haut comment ils l'exercèrent. Mais, nonobstant le partage dont je viens de parler, il est très-probable que de vastes terrains incultes et vacants existaient qui ne faisaient pas partie des propriétés des particuliers, du fisc, des établissements religieux ou des corporations civiles.

L'occupation, qui, dans l'origine des sociétés, dut être le premier mode d'acquérir, resta quelque temps encore le moyen de devenir propriétaire des biens-fonds sur lesquels nul ne pouvait justifier son droit exclusif; et j'en ai donné plus haut un exemple relatif aux biens communaux.

La prescription, qui n'est qu'une occupation assez longue pour détruire des titres antérieurs, ou pour suppléer à ceux qu'on ne peut produire, était aussi dans la jurisprudence des Francs, un moyen d'acquérir, et, par suite, de se défendre contre celui qui contestait une propriété à un autre. On voit dans un

[1] Pertz, *Monumenta Germaniæ*, t. IV, p. 10; *Diplomata*, 2e édit. t. Ier, p. 143.

placité de 680 [1] qu'une propriété était réclamée contre le possesseur. Il offre la preuve, à laquelle il est admis, que pendant trente et un ans lui et ses auteurs ont possédé le domaine sans interruption. La même chose est attestée par la formule XXXIII de l'appendice de Marculfe. S'il n'y a pas quelque faute dans la copie de ces documents, il en résulte que les usages francs exigeaient une possession de trente et un ans [2], tandis que le droit romain n'en exigeait que trente; c'est même ce qu'on voit dans la formule XL de Sirmond, dans le chapitre XII de la constitution de Chlotaire Ier, de 560, et dans le chapitre IV de l'édit de Childebert Ier, de 559. Ce même chapitre parle aussi d'une prescription de dix ans, lorsque l'objet contesté était situé dans le ressort de la résidence du revendiquant. Il est très-probable qu'elle est fondée sur les règles du droit romain, et qu'elle exigeait un titre, qu'en termes de barreau nous appelons *titre coloré*.

Mon projet étant de parler d'une manière spéciale, dans la quatorzième dissertation, de la transmission des propriétés par l'effet des successions, je vais donner quelques notions sommaires sur celles qui avaient lieu par une déclaration de volonté du propriétaire.

Parmi les documents échappés aux ravages du temps nous trouvons un assez grand nombre de donations faites par les rois ou par des particuliers, soit à des établissements ecclésiastiques ou publics, soit à des personnes privées.

En ce qui concerne la forme de ces actes, je donnerai des développements dans la onzième dissertation. Il me suffit de dire ici qu'on trouve dans la jurisprudence des Francs, la preuve qu'ils suivaient des règles tout à fait conformes à celles du droit romain, relativement à l'irrévocabilité des donations, et aux exceptions à cette règle fondées sur l'inexécution des conditions, ou sur l'ingratitude du donataire. On peut se reporter à ce que j'ai dit, pages 490 et 491.

Quoique, d'après Tacite, chap. XX, les testaments fussent inconnus chez les Germains et qu'on puisse croire que la donation, à cause de mort, faite avec des solennités déterminées par le titre XLVIII de la loi Salique, fut pendant longtemps la seule manière dont un homme pouvait disposer des biens qu'il laisserait à son décès, les formules et les documents postérieurs nous apprennent que l'usage des testaments s'introduisit. En l'empruntant du droit romain, les Francs en empruntèrent aussi les formes et les règles.

Les ventes, les échanges étaient encore des moyens légaux et les plus fré-

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 290; 2e édit. t. II, p. 185. — [2] Très-probablement cela voulait dire, trente ans et le trente et unième commencé. Cet usage était resté dans nos coutumes, où il est parlé d'an et jour, trente ans et jour.

quents de transférer la propriété. Il est sans utilité d'entrer dans des détails sur les effets de ces sortes de contrats, dont au surplus j'indiquerai les formes dans la dissertation onzième. Il suffit de dire que les contractants jouissaient de la plus grande liberté dans la stipulation des clauses et conditions sous lesquelles la propriété était transférée.

Les actes dont je viens de donner l'indication supposent la volonté formelle d'un propriétaire d'abdiquer son droit pour le transmettre à un autre, soit à titre gratuit, soit moyennant un prix, un équivalent.

La loi Salique nous fait connaître un mode d'expropriation forcée dont on ne trouve aucune autre indication dans les formules et les documents. Les titres LII et LIII constatent qu'un créancier, après avoir rempli quelques formalités qu'ils prescrivent, pouvait requérir le juge de le mettre en possession des biens de son débiteur, estimés préalablement, et jusqu'à concurrence du montant de la dette. Je renvoie aux explications de ces deux titres que j'ai données notes 568 et suiv. et surtout à ce que je dirai page 605.

Mais je dois entrer dans plus de détails sur un mode particulier d'aliénation et de transmission des biens qui fut très-usité à l'époque dont je m'occupe, et qui a subsisté jusqu'à nos jours.

Des propriétaires possédaient de vastes terrains que la culture seule pouvait mettre en valeur, et que cependant un grand nombre de causes ne leur permettaient pas, la plupart du temps, de faire cultiver par des esclaves colons. Ils croyaient, d'ailleurs, avec raison, qu'entre les mains d'hommes libres, tenus seulement de redevances modiques et dont la quotité était déterminée, les biens seraient mieux cultivés, tandis que des esclaves mettaient peu d'intérêt à améliorer des domaines dont ils pouvaient être privés, en tout ou en partie, par la volonté arbitraire d'un maître à qui leur pécule appartenait comme leurs personnes.

Les concessions faites dans ces circonstances à des hommes libres tenaient en quelque sorte le milieu entre les précaires, dont je parlerai bientôt, et les ventes proprement dites, dont il a été question plus haut. Elles étaient de leur nature perpétuelles, tandis que les précaires n'attribuaient qu'une jouissance temporaire; mais elles ne transféraient pas, comme les ventes, une propriété complète et absolue, parce que la réserve que faisait le concédant de prestations de fruits ou de services appelés plus tard *corvées*, lui laissait une sorte de copropriété, dont le concessionnaire n'avait jamais la faculté d'éteindre le droit, en remboursant le prix capital de la redevance. Le propriétaire était censé n'avoir concédé que la jouissance; et quoique, dans des temps postérieurs, on

eût adopté d'autres principes, relativement aux *baux à rentes foncières*, ces règles primitives, qui furent en vigueur pendant plusieurs siècles, étaient restées jusqu'à nos jours dans un contrat du même genre, connu sous le nom de *locatairie perpétuelle* [1]. Même dans le nouveau système, qui attribuait au concessionnaire la propriété du fonds grevé de prestations ou de services, on considérait ces prestations et ces services comme une part dans le fonds, qui en rendait à cet égard le concédant copropriétaire avec le concessionnaire, de manière que ce dernier n'avait pas le droit d'éteindre la rente par un remboursement de capital : on appliquait dans toute son étendue à ce cas la règle que nul ne peut être contraint de vendre à un autre ce qui lui appartient.

Pour mieux assurer ses droits, le concédant stipulait souvent que le bien concédé ne pourrait pas être vendu par le concessionnaire sans son consentement, ce qui devait avoir lieu principalement lorsque les charges consistaient en services personnels, le créancier d'une obligation de faire ne pouvant être contraint d'accepter un autre débiteur que celui qu'il a consenti.

Cette restriction n'était pas applicable, sans doute, aux transmissions par décès, parce qu'une transmission de cette sorte ne dépend pas de la volonté et que le concédant, n'ayant pas réduit la concession à la vie du concessionnaire, avait par cela même et par voie de conséquence consenti que les héritiers de ce dernier entrassent dans ses droits; mais quelquefois le contrat déclarait que, dans ce cas même, un seul héritier, l'aîné des mâles, par exemple, recueillerait le fonds grevé ; et cette clause devait être exécutée, puisque telle était la condition de la concession.

Lors même que le droit de vendre l'objet concédé n'avait été ni interdit au concessionnaire ni restreint, l'usage, converti plus tard en loi, s'était introduit que le concessionnaire ne pouvait vendre le bien ailleurs que dans le placité dont ce bien dépendait. C'est ce qui me paraît résulter du chapitre x du capitulaire de 803 ; peut-être même le sens de ce chapitre est-il que la vente ne pouvait être faite qu'à une personne de la même juridiction.

Il peut aussi être arrivé, car la liberté la plus entière présidait à ces conventions, que le concédant se réservât le droit de rentrer à sa volonté dans les biens concédés, à la seule charge d'indemniser le concessionnaire de toutes les dépenses qu'il avait faites pour donner de la valeur aux biens et y faire des constructions. Telle était jusqu'à nos jours, et telle est encore la théorie des contrats dits *domaines congéables* connus dans la Bretagne. Il serait digne des

[1] Boutaric, *Traité des droits seigneuriaux*, chap. XIV : Fonmaur, *Traité des lods et ventes*, n° 536.

recherches des jurisconsultes de cette province d'étudier l'origine et les premiers moments de cette espèce de convention.

Le concédant, à moins qu'il n'eût fait la réserve dont je viens de parler ou toute autre semblable, ne pouvait reprendre le domaine à son gré, ni empêcher le concessionnaire d'en disposer, sous les modifications ou limitations insérées au contrat : c'est même ce qui a servi dans la suite à faire prévaloir la maxime que le concessionnaire était véritable propriétaire.

Mais, comme toutes les conventions qui imposent des charges corrélatives et à titre d'équivalent, le contrat était résoluble si le concessionnaire n'accomplissait pas ses obligations : et le concédant reprenait le bien sans être obligé de faire compte des améliorations, car le concessionnaire avait à s'imputer l'inexécution de ses engagements. De son côté, le concessionnaire, et après lui ceux à qui il avait transmis le domaine concédé, avaient le droit de se libérer des charges imposées par l'abandon du bien, ce que la jurisprudence appela dans la suite *déguerpissement*.

Jusqu'ici j'ai supposé des concessions faites à des hommes libres d'origine. Mais, à l'imitation de ces concessions, les maîtres qui affranchissaient des esclaves leur accordaient aussi, comme on l'a vu, page 532, des fonds, moyennant des charges et des redevances, dont le taux ou les bases étaient déterminés dans l'acte intervenu entre le maître et son affranchi : souvent même, lorsque telle était la convention, ou l'usage local auquel des contractants sont réputés s'être référés dans leurs conventions, le maître pouvait en certaines occasions exiger des prestations extraordinaires.

Dans ce cas, la qualité du concessionnaire ajoutait à ses obligations et aux causes qui pouvaient donner lieu à la révocation de la concession, sans néanmoins en changer la nature. S'il est vrai, en effet, qu'à l'égard d'un homme libre l'inexécution ne pût donner lieu qu'à la rentrée du concédant dans le bien, le maître de l'affranchi avait, par la nature du contrat, des droits plus étendus. Cet homme avait été son esclave ; il aurait pu ne pas l'affranchir ; en lui donnant la liberté il avait apposé des conditions à cette faveur. L'affranchi qui les enfreignait devait non-seulement être privé du fonds concédé, mais encore rentrer dans l'esclavage, d'où il n'était sorti que moyennant ces conditions. Telle était la disposition du titre XL de la *lex Burgundionum*, qui proclame un principe évidemment suivi chez les Francs, comme on le voit dans le testament d'Abbon, cité page 521. Je ne crois pas même que cet affranchi eût été fondé à offrir le délaissement des biens concédés en conservant néanmoins sa liberté, car il n'aurait rendu à son patron qu'une partie de ce qu'il en avait reçu.

Mais les héritiers de cet affranchi qui auraient enfreint les conditions ne pouvaient raisonnablement être réduits en esclavage, sous prétexte que, fils ou descendants d'un esclave affranchi à certaines conditions, dès qu'ils ne tenaient pas les engagements de leur auteur, ils ne devaient pas conserver une liberté qu'ils n'auraient jamais eue si celui-ci était resté esclave. Une fois le concessionnaire mort, l'obligation personnelle avait cessé; les charges prenaient un caractère réel attaché au domaine, et cessaient par l'abandon ou la dépossession. A l'inverse, le droit de faire rentrer dans l'esclavage l'affranchi qui manquait à ses obligations était personnel pour l'auteur de l'affranchissement, ses héritiers n'étaient pas admis à l'exercer; c'était précisément ce que décidait le § 2 du titre cité plus haut de la loi des Bourguignons.

Je dois cependant lever quelques doutes qu'on peut fonder sur un assez grand nombre de documents, où nous lisons qu'un propriétaire vend, donne, lègue des domaines *cum ingenuis, libertis, servis, mancipiis*.

J'ai dit, page 481, à l'occasion des *lites* dénommés aussi quelquefois dans ces mêmes documents, quel était le véritable sens de cette clause. Point de doute qu'en vendant un domaine le vendeur transférait la propriété de ses esclaves colons ou serviteurs attachés à ces domaines : ces hommes étaient sa chose; ils étaient un accessoire qu'il avait droit de vendre avec le principal. Mais les *ingenui*, les *liberti* n'étaient évidemment point dans une telle situation; leur nom seul démontre qu'ils étaient hommes libres, qu'ils avaient cessé d'être esclaves, qu'ils étaient personnes et non choses. Lorsqu'on vendait un domaine dont quelques portions avaient été concédées à des hommes libres, et même à des affranchis, moyennant des redevances ou des charges, on vendait le droit de percevoir les redevances, de jouir du bénéfice des charges imposées à ces hommes; et, par une sorte de figure ou de forme de langage, on désignait les débiteurs, au lieu de désigner la créance; mais l'acheteur n'acquérait pas le droit de faire rentrer dans l'esclavage l'affranchi qui ne remplissait pas les engagements créés par la concession.

Ce que je viens de dire explique facilement la véritable origine des redevances et des services, contre lesquels on a tant déclamé, sans jamais les avoir bien connus, jusqu'au moment où ils furent abolis, sous prétexte qu'ils étaient une suite de la servitude.

D'abord rien de semblable ne peut être supposé dans les concessions de domaines faites à des hommes libres. Le concédant n'avait jamais eu de droits sur leurs personnes; les redevances n'étaient pas plus le prix d'un affranchissement du concessionnaire que ne le sont des fermages qu'un fermier s'engage

à payer au propriétaire d'un fonds : elles étaient le résultat d'un contrat libre et consensuel, d'un véritable contrat commutatif.

Lors même qu'un maître, en affranchissant son esclave, lui avait donné des biens, moyennant certaines charges, ces charges, au moins en ce qui concernait les prestations en fruits ou deniers, n'étaient pas le prix de la liberté, mais de la concession territoriale. L'abdication de la puissance dominicale était évidemment ce que la religion, l'humanité, la raison auraient pu obtenir; la seule chose que les esclaves auraient eu droit d'espérer des lumières et de la sagesse des gouvernements. Aucune de ces considérations n'imposaient aux maîtres à qui on aurait enlevé la puissance sur les esclaves l'obligation de leur donner une partie quelconque de patrimoine.

Mais depuis longtemps les biens grevés de ces charges étaient entrés dans le commerce. On feignait d'oublier la cause de la propriété, le fait incontestable qu'en l'acquérant le détenteur actuel l'avait payée moins cher que des biens libres. On ne parlait que du poids de ces charges; on les présentait comme imposées par la violence et l'abus du droit féodal.

Dans le but, dont on a fini par faire l'aveu[1], de diminuer l'influence et les richesses des grands propriétaires, et d'attacher les petits à une révolution qui semblait donner de grandes espérances d'amélioration sociale, on commença par déclarer ces redevances rachetables, ce qui intervertissait le titre et la qualité des concessions, puisque les jurisconsultes les plus favorables aux concessionnaires convenaient que la redevance rendait le concédant copropriétaire du bien grevé, et qu'il ne pouvait sans son consentement être tenu de subir le rachat[2]. Bientôt la révolution, faite contre un ordre social dont elle dénaturait ou brisait les institutions, ne se contenta pas de cette première atteinte au droit des propriétaires : les redevances furent abolies sans indemnité, par cela seul qu'elles avaient été faites ou qu'elles étaient présumées faites par un seigneur.

Le bien public a pu, sans doute, porter à maintenir ces actes d'une législation violente et réactionnaire ; mais il ne saurait être interdit à l'historien de constater quel a été dans la réalité l'état des choses à son origine.

Le droit de propriété était susceptible des modifications que reconnaissaient encore nos lois modernes.

La plus grave fut la concession qui pouvait être faite à une personne de jouir, à titre d'usufruit, d'un bien dont elle n'était pas propriétaire. Telles

[1] Procès-verbal du conseil d'état, du 15 ventôse an XII, opinion du consul Cambacérès. — [2] Pothier, *Traité du contrat de bail à rente*, n. 23.

étaient évidemment les concessions de bénéfices faites par les rois à leurs antrustions, ou par ceux-ci à leurs leudes ou fidèles, dans les cas dont j'ai parlé, page 490. Quoique rien ne s'opposât à ce qu'elles comprissent la propriété entière et absolue, il est de fait que le plus souvent elles n'étaient accordées qu'en usufruit.

Que cet usufruit fût limité à la vie du concessionnaire, à une certaine durée de temps, ou à l'arrivée d'un événement prévu; qu'il fût révocable à la volonté arbitraire du concédant, question sur laquelle il n'est pas nécessaire de revenir, toujours est-il qu'il n'attribuait qu'un droit temporaire et que la propriété appartenait au concédant.

Ce que le roi et ses antrustions ou leurs fidèles faisaient dans un but d'intérêt que j'ai suffisamment indiqué, de simples particuliers le faisaient aussi lorsqu'ils y trouvaient leur convenance.

Il nous a été conservé un assez grand nombre de chartes appelées *précaires* ou *prestaires*, qu'on trouve dans la collection des *Diplomata* de la première race, notamment celles de 625, 735 et 736[1], ainsi que des formules, notamment les V, XXXIX, XL et XLI du livre II de Marculfe; XXVII et XXVIII, XLI et XLII de l'appendice; XX, XXI et XXII de Bignon; VI, VII et XXXVIII de Sirmond; XIX, XX, XXV et XXVI de Lindenbrog, et VI de Mabillon. On pourrait conjecturer que le titre LXXII du texte de la loi Salique publié par Herold, qu'on ne trouve dans aucun autre, se rapporte à cette espèce de contrat.

Ces documents sont particulièrement relatifs à des concessions d'usufruit faites par des établissements religieux. Ce qui y avait donné lieu était la nécessité de concilier les principes sur l'inaliénabilité des biens ecclésiastiques avec l'utilité de mettre en culture des terres que les chefs de ces établissements ne pouvaient faire valoir par des esclaves, des lites, des colons dans leur dépendance; on peut voir à ce sujet le VIIe canon du concile d'Agde de 506. Un grand nombre de donations étaient faites aussi à l'église avec la réserve, par les donateurs, de la jouissance précaire du bien donné pendant leur vie, ou celle d'une personne désignée.

On insérait dans ces actes la condition qu'ils seraient renouvelés tous les cinq ans; mais on y ajoutait aussi que le défaut de renouvellement ne nuirait point à l'effet du titre primordial[2].

Il nous reste plusieurs formules relatives aux usufruits que des époux pouvaient se donner par actes entre-vifs ou par testaments. Il y avait même des

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 121, 467 et 468; 2e édit. t. Ier, p. 224, t. II, p. 368 et 369.—
[2] C'est ce qu'on lit dans les chartes et dans les formules citées plus haut.

usufruits accordés par la loi à un époux survivant sur les biens du prédécédé; j'en parlerai dans la treizième dissertation. J'ai fait connaître, page 457, les droits de la même nature qu'avaient les pères et mères sur les biens de leurs enfants mineurs.

Puisque dans tous ces cas la jouissance était usufructière, que l'usufruit exclut la propriété, et qu'une chose ne peut être sans propriétaire, il en résulte que cette qualité appartenait au concédant : il fallait qu'à la cessation de l'usufruit il pût rentrer dans sa propriété d'une manière utile. Des règles furent donc nécessaires pour empêcher l'usufruitier d'abuser de la chose dont il n'avait que la jouissance.

Nous n'en trouvons point de précises à cet égard dans les lois de la première race; mais les chartes et les formules en supposent : quant à la seconde race, le chapitre III du IVe capitulaire de 819, et le chapitre Ier de celui de 829, établissent pour les bénéfices concédés par le roi des règles conformes au droit romain, qui évidemment s'appliquaient aux biens dont l'église et les particuliers avaient concédé l'usufruit.

L'usufruitier n'avait pas le droit de dégrader la chose dont il jouissait; à plus forte raison il n'avait pas celui de l'aliéner. Les titres VII et VIII des *Capita extravagantia* et plusieurs formules de donations entre époux le déclarent expressément.

Il était impossible que le voisinage des propriétés et la nécessité de leur exploitation ne donnassent pas lieu aux obligations des propriétaires de biens-fonds de souffrir quelque chose pour l'utilité de fonds voisins. Le titre XXXVI de la loi Salique me paraît y faire allusion lorsque, dans les §§ 2 et 3, il punit celui qui a fait passer une herse ou un char dans un champ, *sine via;* je crois que ces mots signifient, lorsque la personne n'a pas le droit de *voie*, de *passage*. Mais, quand on n'admettrait pas cette interprétation, la donation d'Éloi de 631, et le testament de l'abbé Varée de 721, cités pages 517 et 521, où des fonds sont concédés *cum itibus* et *reditibus*, *cum exso et regresso;* le testament de sainte Fare, de 532[1], où on lit *quoscumque transitus;* une tradition de Saint-Gall, de 744[2], *viis discendentis atque regredientis;* et les formules XVIII, XIX, LXXII de Lindenbrog, et XXVIII de Baluze, constatent très-expressément la désignation d'un domaine *cum exitu et regressu*, *cum inviis et perviis*. Le titre Ier de la première addition à la loi des Bourguignons indique aussi des servitudes rurales et urbaines.

L'irrigation des prairies, la marche des moulins nommés dans la loi Sa-

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 142; 2e édit. t. II. p. 15. — [2] *Ibid.* 2e édit. t. II, p. 389.

lique, tit. xxiv et xxxiii, devait aussi donner lieu à des obligations de souffrir le passage des eaux. Aussi des documents, trop nombreux pour que je puisse les citer, déclarent-ils que des biens sont donnés, vendus, avec les eaux et les cours d'eaux, *aquis, aquarumque decursibus*. On voit encore par le célèbre diplôme de Childebert Ier, de 558[1], en faveur de l'abbaye de Saint-Germain, que les héritages riverains d'un fleuve étaient assujettis à la servitude du halage.

Les charges ou services imposés sur un fonds pour l'utilité d'un autre sont considérés dans notre droit, et l'étaient aussi dans le droit romain, comme des accessoires qui suivent naturellement le fonds auquel ils sont dus. Peut-être les coutumes imparfaites des Francs n'avaient pas adopté ces principes, ni pour les servitudes des fonds, ni pour les objets qui, étant de nature mobilière, sont, par accession, par destination, pour employer les termes de nos lois modernes, immeubles avec l'objet auquel elles s'appliquent. On peut le supposer en voyant le soin qu'on avait d'énoncer avec le plus grand détail, dans les actes de vente, de donation, ou toutes autres transmissions de propriété, les esclaves et les bestiaux attachés à la culture, les droits de cours d'eaux, de passage et tout ce qui, dans le droit romain ainsi que dans nos législations modernes, est censé vendu, donné, légué avec des immeubles.

Notre code civil a mis au rang des servitudes dérivant de la situation des héritages, le bornage entre deux propriétaires voisins. Ce n'est point ici le lieu d'examiner si cette classification est bien exacte[2]; il me suffit de faire observer que le bornage et la prohibition de déplacer les bornes entre des voisins sont l'objet des dispositions des six premiers chapitres du titre xi de la *lex Bajuvariorum*, qui très-probablement attestent le droit des autres tribus d'origine germanique. Le chapitre xxi du titre ix du même code parle de sentiers communs entre plusieurs propriétaires, *semita convicinalis;* le chapitre xxiii de puits également communs. Ils ont pour objet de punir ceux qui interrompent l'usage des premiers, ou qui causent du dommage aux autres. Mais il suffit que l'existence de ces sortes de communautés soit constatée, et, d'ailleurs, qu'elle fût inévitable, pour qu'on doive en conclure qu'il existait des règles de voisinage entre les propriétaires à qui ces objets appartenaient.

Je ne dois point terminer cette dissertation sur la propriété foncière, d'après la loi Salique, sans dire quelques mots sur une question qui a singulièrement divisé les écrivains : elle consiste à savoir si les propriétés foncières, indépendamment des charges auxquelles les conditions de leur acquisition pouvaient

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 53; 2e édit. t. Ier, p. 116. — [2] Voir mon Traité des Servitudes ou Services fonciers, 8e édition, t. Ier, p. 7.

en assujettir un nombre plus ou moins considérable, étaient tenues envers le fisc à payer, soit en nature, soit en argent, quelque contribution du genre de celle que nous connaissons sous le nom d'impôt direct, contribution foncière.

Cette question a été décidée pour l'affirmative par l'abbé Dubos, livre VI, chapitres XIV et XV. Garnier, pages 135 et suiv. du Mémoire que j'ai déjà cité, page 488; Moreau, dans ses Principes de morale et de politique, disc. III, art. 3, § 2; M. de Pastoret, préface du tome XIX des ordonnances de la troisième race, ont reproduit l'assertion de Dubos sans ajouter de nouveaux arguments à ceux qu'il avait employés. Suivant ces auteurs, les rois francs perçurent toutes les contributions que percevaient les empereurs romains; les cadastres dressés par ordre de ces derniers, et sur lesquels le Code théodosien contient les plus minutieux renseignements, cadastres que sans doute on rectifiait de temps en temps, étaient la base des perceptions; les comtes de chaque arrondissement en faisaient opérer la rentrée. L'église, les établissements charitables, les cités n'en étaient pas exempts; mais souvent le roi en affranchissait qui bon lui semblait par des priviléges spéciaux, et, à ces exceptions près, chacun, quelle que fût son origine, y était soumis.

Adrien Valois, *Notitia Galliarum*, pages 209 à 210, a cru qu'une distinction devait être admise; il l'a suffisamment indiquée par le titre même de sa dissertation : *Franci immunes, Galli tributarii.* Il invoque en faveur de la première de ces propositions plusieurs textes des auteurs anciens; et pense que, chaque fois que dans ces mêmes auteurs il est parlé d'impôts, cela ne doit être entendu que des Gallo-romains. L'abbé de Gourcy, pages 32 et suiv. et M. de Savigny, dans un mémoire sur les impositions romaines, que M. Pellat a inséré dans la *Thémis*, tome X, pages 227 et suiv. 506 et suiv. partagent cette opinion.

Montesquieu a consacré le chapitre XII du livre XXX de l'Esprit des lois à soutenir contre Dubos que les terres du partage des barbares ne payaient pas de tributs; il adopte en cela l'opinion d'Adrien de Valois. Il laisse même entendre que les Gallo-romains ne jouissaient pas de cette immunité; mais au commencement du chapitre XIII il paraît croire que la question est douteuse quant à ces derniers : il se contente de dire que, s'ils payèrent d'abord les impôts, ils en furent bientôt exemptés, leurs tributs ayant été changés en un service militaire. On voit qu'il existe peu de différence entre Montesquieu et Adrien de Valois. Mais Montesquieu ayant consacré les chapitres XIV et XV à établir qu'on avait donné sous les Mérovingiens aux mots *census* et *tributum* une acception nouvelle et entièrement opposée à celle que ces mots avaient sous le régime

impérial; qu'ils ne désignaient plus des contributions publiques, mais bien des redevances dues par des esclaves colons, par des colons libres, des lites, des affranchis, soit au roi, mais à titre singulier et individuel, soit à des particuliers, Mably, liv. Ier, chap. II, en a conclu que les Romains mêmes ne payaient point d'impôts. Cette opinion a été développée avec un assez grand appareil d'érudition, par Mlle de Lézardière, *Théorie des lois politiques de la France*, tome VIII, Ire partie, pages 30 et suiv. IIe partie, pages 128 et suiv. IIIe partie, pages 160 et suiv.

L'immunité des Francs n'est contestée que par Dubos. Jamais, ce me semble, cet écrivain n'a mieux mérité le reproche que Montesquieu lui a fréquemment adressé, d'avoir pris des hypothèses gratuites, des conjectures pour des faits, et d'avoir altéré les textes.

La première base de son système est fondée sur la supposition que les Francs ne sont point entrés dans la Gaule en vainqueurs et en conquérants, mais en amis appelés pour délivrer les habitants des exactions et de la tyrannie des magistrats romains, hypothèse dont la fausseté est depuis longtemps reconnue, ainsi que je l'ai dit page 507; il en conclut que le chef des Francs prit, sans autre modification, la place des empereurs romains; et, par extension de cette hypothèse, qu'il y maintint l'entier système financier de l'empire; que les Francs furent sous ce rapport de véritables Romains, soumis comme ces derniers aux contributions pour les biens dont ils devinrent propriétaires : il n'en excepte pas même la capitation ou impôt personnel, dont la seule pensée avait révolté l'orgueil des Germains dans leurs luttes contre la puissance romaine.

Montesquieu l'a réfuté par des arguments remplis de verve et de logique. Quant aux autorités, on pourrait mettre au défi les partisans de l'opinion de Dubos d'en citer une seule qui justifie son assertion. Parmi le grand nombre de textes qu'il a accumulés, deux seuls sont vraiment applicables à la question; ce sont deux passages de Grégoire de Tours. Le premier porte : *Franci Parthenium in odio habebant pro eo quod eis tributa inflixisset* (lib. III, cap. XXXVI). Pour en détourner l'application, Dubos prétend que par *inflixisset* il faut entendre une aggravation des impôts existants, et par cette singulière traduction, le passage, qui évidemment constate une résistance à la tentative d'imposer sur les Francs des tributs inusités, et par conséquent un droit de franchise antérieur, semblerait être un aveu que des impôts étaient dus par eux, mais qu'ils se révoltaient contre leur augmentation.

Dans le second passage (lib. VII, cap. XV), il s'agit de la vengeance des

Francs contre Audon qui *multos de Francis qui tempore Childeberti senioris ingenui fuerant, publico tributo subegit.* Si l'on en croit Dubos, le mot *ingenui* doit être traduit par *immunes :* il serait question seulement de la violation de quelques priviléges d'immunités accordés par Childebert; et, comme ces priviléges étaient des exceptions qui confirment la règle, la conséquence que Dubos en tire est que la règle obligeait tous les Francs à l'impôt. Avec une telle licence, il n'est plus d'histoire ni de critique possible. Un auteur qu'un texte embarrasse le dénaturera, donnera aux mots un sens qu'ils n'ont jamais eu et qu'ils ne peuvent avoir, et, dans un texte ainsi refait à sa manière, il trouvera tout ce qui conviendra au système dont il est l'inventeur.

Comment Dubos et les écrivains qui l'ont copié n'ont-ils pas observé que la résistance portée jusqu'à une sédition, ainsi qu'on le voit dans ce qui concerne le juge Audon, n'a pu avoir pour prétexte la violation d'immunités accordées exceptionnellement à quelques particuliers! Les hommes sont les mêmes en tout temps, en tout pays. Des priviléges contre le droit commun, des faveurs que reçoivent quelques individus et dont la masse ne jouit pas, leur inspirent peu d'intérêt, presque toujours même il en résulte un sentiment contraire. Une sédition occasionnée par le fait que des privilégiés auraient été privés d'une faveur spéciale refusée aux autres n'est pas possible, et ne saurait avoir le moindre prétexte. Mais si la masse jouit d'une franchise; si dans un pays où, comme était l'empire franc au VIIe siècle, composé de tribus distinctes, une de ces tribus jouit d'un privilége commun à tous ses membres, la violation de ce privilége à l'égard d'un seul effraie tous les autres; ils se considèrent tous comme lésés et offensés dans l'atteinte éprouvée par l'un d'entre eux.

Je dois en convenir cependant, et il n'en résultera aucune conséquence en faveur du système de Dubos, les prétentions dont Parthénius et Audon furent si cruellement punis n'étaient peut-être pas aussi injustes qu'elles pourraient le paraître. Il y avait dans tout cela une équivoque qu'il n'est pas hors de propos d'expliquer.

Les Francs, je n'en doute point, furent au moment de la conquête affranchis de l'impôt pour les propriétés que le partage leur attribua, parce que ces propriétés représentaient celles qu'ils avaient dans leur ancienne patrie, où certainement on ne connaissait ni les cadastres, ni les contributions foncières de l'empire romain; parce qu'ils étaient assujettis au service militaire et que les biens qu'on leur attribua par le partage étaient leur solde; à cet égard la législation impériale pouvait servir de base.

Mais, par le résultat d'un grand nombre de causes, les Francs devinrent

propriétaires d'immeubles qui avaient appartenu à des Romains, et qui, selon moi, ainsi qu'on le verra plus bas, n'étaient pas exempts de tributs. Le privilége des Francs allait-il jusqu'à n'en pas payer pour ces biens, qui y seraient restés assujettis si la propriété n'avait pas changé de main?

Ils le prétendirent probablement, et la prétention n'était pas nouvelle : les vétérans l'avaient élevée du temps de la domination romaine. La constitution 28 du titre 1er du livre XI du Code théodosien la repoussa.

Je serais porté à croire que, dans les cas auxquels se rapportent les passages cités plus haut de Grégoire de Tours, les officiers du roi voulaient simplement exiger des Francs l'impôt territorial pour les biens qu'ils avaient acquis des Romains. Les Francs se défendaient par leur qualité. Leur orgueil, et je pourrais bien ajouter leur intérêt pécuniaire, se révoltaient contre une demande qui au fond était juste; ils ne concevaient pas, ou ils feignaient de ne pas concevoir la différence des situations; la logique des intérêts ressemble si peu à la logique du bon sens!

A des époques plus modernes nous avons vu plus d'une fois cette question controversée. Il existait avant la révolution des biens nobles et des biens roturiers : les premiers ne payaient pas l'impôt, qui était dû par les autres; souvent des nobles devenus propriétaires de biens roturiers ont soutenu que leur qualité devait anoblir leur propriété et l'affranchir. Ils ont succombé, parce que le gouvernement était ferme et l'autorité des tribunaux respectée. Dans un temps où la force brutale était la seule connue, les agents du prince ont été poursuivis, assassinés, mais le principe qu'ils invoquaient n'était pas moins vrai.

Voilà peut-être comment il faut expliquer les passages de Grégoire de Tours, et, dans ce sens, la prétention des Francs était mal fondée. Mais cela ne justifie pas l'opinion de Dubos; il en résulte même un argument diamétralement contraire. L'immunité des Francs n'en subsiste pas moins, mais pour les biens qu'ils avaient reçus par le partage, et non pour les biens de Romains que des transactions postérieures avaient fait passer dans leur propriété.

La première proposition d'Adrien Valois me paraît donc justifiée, mais dans le sens seulement de son application aux biens que les Francs reçurent par le partage, nullement pour ceux que dans la suite ils acquirent des Romains [1]. S'il est vrai qu'ils parvinrent à faire étendre la franchise à ces derniers, ce fut contre la vérité du principe, par violence; mais la force et la sédition ne constituent pas le droit.

[1] On sent très bien qu'il ne s'agit pas des droits connus sous le nom de *telonea* et autres perceptions de ce genre que nous appellerions *contributions indirectes*.

Je passe à la seconde proposition. Mably et surtout M[lle] de Lézardière ont fondé leur opinion sur ce que Montesquieu avait dit du changement de sens des mots *census* et *tributa*. M[lle] de Lézardière est l'auteur qui s'exprime le plus explicitement. Elle n'allègue pas, il est vrai, de textes aussi formels en faveur des Romains que ceux qui existent en faveur des Francs; c'est en quelque sorte par voie de conséquence qu'elle raisonne. Elle croit d'une manière générale que les anciens impôts du régime impérial furent abolis à l'entrée des Francs dans la Gaule; et, par suite, qu'aucune propriété, quel qu'en fût le maître, ne devait payer de contributions directes.

L'argument le plus affirmatif est que dans les documents mérovingiens les mots *census, tributum*, qui certainement sous le régime impérial désignaient des contributions publiques, perdirent cette acception et désignèrent toute prestation, de quelque nature qu'elle fût, payée par une personne à une autre.

Ici, je le crois, les auteurs que je viens de nommer tombent dans un de ces paralogismes qui tant de fois ont concouru à obscurcir les questions de critique. J'en conviens, les mots *census, tributum* ont reçu une très-grande extension: on dirait presque qu'on n'en avait pas d'autre pour exprimer des dettes de toute sorte; mais est-ce à dire aussi qu'ils n'ont pas conservé leur ancienne acception? Ces deux choses ne sont ni contradictoires ni inconciliables.

On n'a donc rien fait lorsqu'on a prouvé que ces mots ont désigné sous les Mérovingiens des choses qu'ils ne désignaient pas sous le régime impérial. Il en résulterait une extension de signification, mais non une mutation absolue.

Il y a plus: les auteurs du système que je ne crois pas pouvoir adopter quant à l'application qu'ils en font aux Romains sont forcés de reconnaître que le mot *tributa* dont se sert Grégoire de Tours dans les passages cités ci-dessus, pages 557 et 558, doit être entendu d'après son ancienne acception. Ils se bornent à dire que les rois faisaient d'injustes tentatives. Mais il en résulterait toujours que le sens de ce mot n'avait pas été absolument changé, et qu'il était aussi employé, comme autrefois, pour désigner des impositions publiques: la justice ou l'injustice de la prétention est tout à fait étrangère à cette question de pure grammaire.

Ainsi rien ne détruit la seconde partie de l'assertion d'Adrien Valois: *Galli tributarii*. On a vu même, page 556, que Montesquieu hésite à se prononcer dans un sens contraire. M[lle] de Lézardière affirme *que le fisc n'eut jamais le droit de lever des tributs sur les terres des églises et des particuliers* (t. VIII, part. I[re], pag. 32, art. 3). Elle invoque en faveur de cette opinion un argument qui, ce

me semble, n'est rien moins que concluant. « Les impôts, dit-elle, n'étaient pas nécessaires d'après l'organisation de la monarchie des Francs. »

Mais peut-on ainsi, à douze cents ans de distance, au fond de son cabinet, décider une telle question d'utilité? Les rois francs qui *tentaient*, puisque Mlle de Lézardière ne voit là que des *tentatives*, d'imposer des contributions, connaissaient mieux leurs besoins que nous ne pouvons les apprécier. Ne savons-nous pas, d'ailleurs, que leurs libéralités avaient appauvri le fisc, au point que de nouvelles ressources devenaient incessamment indispensables, et que pour rétablir leurs finances ils cherchaient à reprendre arbitrairement les dons de bénéfices? Comme ils éprouvaient des résistances auxquelles ils étaient presque toujours forcés de céder, est-il surprenant qu'ils recourussent à des contributions sur les biens des Romains?

S'il n'y avait point eu sous les Francs d'impôts publics, mais simplement des redevances dues à titre particulier, soit au fisc, soit à d'autres personnes, comment pourrait-on interpréter le célèbre diplôme de 510 [1] par lequel Clovis concède au vieillard Euspice des biens fiscaux, *absque tributis et exactione*? Quand on accorderait que *tributis* signifie des redevances foncières, *exactione* ne pouvait signifier que les impôts publics, comme on le voit dans le Code théodosien, liv. XII, tit. VI, const. 20. Quel serait le sens des mots *functiones publicæ* qu'on lit dans Flodoard, liv. II, chap. II, à l'occasion d'immunités accordées par Dagobert à l'église de Reims, lorsque nous nous rappelons que précisément ces mots désignaient les impôts publics dans la législation romaine? La lettre écrite en 535 par le synode d'Auvergne au roi Théodebert (ap. D. Bouquet, t. IV, p. 57) ne me paraît pas moins formelle. Par l'effet des partages de l'empire, des habitants d'un royaume avaient leurs biens dans un autre royaume; ils craignaient de les perdre à cause de la guerre entre les rois : les évêques demandaient que ces propriétés fussent respectées, en payant pour ceux à qui elles appartenaient l'impôt au souverain de la situation des lieux : *debita tributa dissolvat domino in cujus sortem possessio sua pervenit.*

Une objection peut être faite : il aurait fallu maintenir l'ancienne organisation impériale, les curies surtout, unique instrument, dans cette organisation, de l'assiette et du recouvrement des contributions; il aurait fallu modifier les anciens cadastres et les rôles pour n'y plus comprendre les biens obtenus par les Francs dans le partage qui suivit la conquête!

Je crois que les rois francs ont pu assujettir les Romains à continuer le payement des impositions anciennes, sans qu'il ait été nécessaire de main-

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 14; 2e édit. t. Ier, pag. 57.

tenir dans son intégrité l'ancien système financier de l'empire. Il y avait, au moment où l'autorité franque s'installa pour remplacer l'autorité romaine, des rôles de contributions; rien ne dut empêcher que la perception en fût continuée au profit du roi, comme précédemment elle était faite au profit de l'empereur. Les curies auraient pu cesser d'exister, que la continuation du recouvrement de l'impôt n'eût pas été moins facile. Nous avons vu de nos jours des armées victorieuses envahir des pays où le système d'assiette et de recouvrement des contributions étaient organisés aussi habilement qu'il pouvait l'être dans la Gaule impériale. Le vainqueur ne laissait point en place les officiers du souverain avec qui il était en guerre : il devait naturellement s'en défier; mais il nommait des intendants à qui il n'était pas difficile de trouver des subordonnés dans le pays même, et, avec le secours des registres et des rôles, les perceptions étaient continuées. Précisément, Grégoire de Tours, liv. VII, chap. XXIII, nous apprend que le grafion, le comte, était chargé de recouvrer les deniers publics et de les verser au trésor royal.

Sans doute, le montant de ce que produisait chaque arrondissement ne fut pas le même que sous le gouvernement impérial, puisque les biens attribués aux Francs par le partage ne payaient plus d'impôt; mais il n'en résulta pas de difficultés sérieuses, parce que, dans le système impérial, on n'attribuait pas à un arrondissement déterminé une somme fixe qu'il devait fournir, laquelle était répartie sur tous les biens imposables dans une proportion telle que la somme commandée dût toujours être produite.

L'impôt était ce que dans notre langue financière nous appelons *impôt de quotité*. Chaque fraction de biens-fonds avait dans le cadastre une évaluation d'après laquelle elle payait sa contribution, de manière que l'impôt était invariable pour la propriété grevée, mais variable pour la quotité du produit à l'égard du fisc.

Ainsi, pour rendre cette preuve sensible par un exemple, si dans un arrondissement il y avait cent parcelles formant chacune le *caput* imposable, le fisc recevait cent fois la somme due par chaque parcelle; si des exemptions accordées à un nombre plus ou moins considérable de propriétaires réduisaient les parcelles à quatre-vingts, celles qui restaient imposables ne payaient pas davantage, mais le fisc recevait moins.

Rien ne fut donc plus facile que de concilier les deux principes qui exemptaient les biens des Francs et laissaient ceux des Romains soumis à l'impôt.

Il est bien vrai que, sous le gouvernement impérial, les curies étaient l'instrument de la perception des impôts. Mais d'abord il n'est pas prouvé que les

anciennes curies romaines aient été abolies. Je crois, à la vérité, ainsi que je l'ai dit, page 513, qu'elles ne conservèrent pas leurs attributions, d'ailleurs très-restreintes, pour les jugements des causes civiles et criminelles. Mais je crois aussi qu'elles conservèrent leurs anciennes attributions économiques et d'ordre intérieur, que nous appellerions administration locale; les comtes purent donc les employer pour la conservation des cadastres, les révisions des rôles et tout ce qui devait préparer la perception. A la vérité, elle ne leur fut pas confiée; le comte délégué du roi en fut chargé, comme on l'a vu plus haut par le témoignage de Grégoire de Tours. Souvent même les rois, soit parce que dans certaines localités il n'existait plus de curies, soit parce que celles qui avaient continué d'exister ne leur inspiraient pas assez de confiance, déléguaient des commissaires spéciaux pour la rédaction des rôles, ainsi que l'atteste Grégoire de Tours, liv. IX, chap. XXX[1]. Jamais une autorité nouvelle n'a manqué de serviteurs, et Sidoine-Appollinaire, dans sa lettre VII, liv. VIII, signale avec beaucoup de verve la bassesse d'un grand nombre de Romains empressés de prendre les ordres du pouvoir nouveau, et d'autant plus ardents à les exécuter qu'ils cherchaient à faire oublier que précédemment ils en servaient un autre.

Assurer que les choses se passèrent avec la facilité et la régularité qui eussent été possibles dans un état social moins précaire et mieux ordonné que ne l'était alors la monarchie des Francs, c'est ce que je ne crois pas possible. Tout fut arbitraire et violent de la part des rois comme de la part des sujets, et l'anarchie en était la conséquence.

Plus elle faisait de progrès, plus l'autorité royale perdait de force; tout le monde lui résistait; les Francs défendaient les Romains pour donner un appui de plus à leurs prétentions mal fondées, et peut-être Montesquieu a-t-il eu raison de dire que, si les Gallo-romains ont payé des impôts, cet état de choses ne subsista pas longtemps.

La dissertation qu'on vient de lire était composée, et je me proposais même d'en donner communication à l'Académie des inscriptions pour m'éclairer par

[1] Les expressions de cet historien sont remarquables. Le roi Childebert II envoie des *descriptores*, mot qui rappelle les *perequatores* et les *discussores* du Code théodosien, liv. XIII, tit. XI, const. 7. Ces hommes ont pour mission de faire acquitter les impôts tels qu'ils étaient dus au temps de Sigebert, *facta ratione innovaturæ*, ce qui désigne précisément la révision dont parle la const. 42 du même livre. Ce chapitre de Grégoire de Tours suffirait seul pour démontrer l'existence d'un impôt public auquel étaient assujettis les Romains.

les conseils de mes savants confrères, lorsque cette compagnie a mis au concours la question relative aux *impositions sous les deux premières races*.

Dans cet état de choses, je n'ai pas cru devoir communiquer un travail dans lequel j'exprimais mon opinion sur un point dont je pouvais devenir juge. Depuis, le concours a été jugé et le prix donné en 1837 à MM. Baudi de Vesmes et Guadet; mais leurs mémoires n'ont pas encore été imprimés. Je ne les connais que par le rapport, malheureusement trop sommaire, de mon savant confrère M. Guérard, inséré au tome I[er] de la Bibliothèque de l'école des chartes, pages 336 et suivantes. Je suis donc dans la nécessité de laisser subsister cette partie de ma dissertation telle que je l'avais composée, en faisant des vœux pour que la publicité des mémoires couronnés mette les savants et moi-même en état de confirmer ou de rectifier l'opinion que j'ai émise relativement à ce sujet.

DISSERTATION NEUVIÈME.

DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE CHEZ LES FRANCS.

Les historiens et les documents de la première race ne permettent pas de douter que dans certaines circonstances solennelles le pouvoir judiciaire n'ait été exercé par l'assemblée des Francs : des textes précis de la loi Salique indiquent l'existence d'un tribunal près du roi : ils parlent avec plus de détails de ceux que présidaient le graf ou comte, le tungin ou centenier : on y voit qu'il se faisait dans ces tribunaux un grand nombre d'actes que dans le langage de la jurisprudence nous appelons *actes de juridiction volontaire :* enfin une multitude de documents attestent l'existence de juridictions patrimoniales.

Je vais essayer de réunir tout ce que nous savons à ce sujet en six sections : 1° de la juridiction de l'assemblée nationale; 2° du tribunal du roi; 3° du tribunal du graf ou comte; 4° du tribunal du tungin ou centenier; 5° de la juridiction volontaire; 6° des justices patrimoniales.

Mais il est convenable de faire observer d'une manière générale que la réunion des hommes libres qui rendaient les jugements dans les tribunaux portait le nom de *mál*, en latin *mallus* ou *mallum*, mots dont le sens étymologique désigne un lieu où l'on discute. La loi et les documents emploient aussi les mots *mallobergum*, *mallobergium*, formés de *mál* que je viens d'expliquer, et de *berg* signifiant lieu élevé : les Romains les traduisaient presque toujours par *placitum*, *concio*. (*Vita S. Valerici*, ap. D. Bouquet, tome III, page 496.)

SECTION Ire. — DE LA JURIDICTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Tacite, qui nous a conservé, avec trop de brièveté sans doute, des notions sur l'état social des Germains au Ier siècle, atteste, chap. XI, que les chefs de la tribu, ducs, rois, décidaient des affaires les moins importantes, que les plus considérables étaient réservées à l'assemblée nationale : *De minoribus rebus principes consultant, de majoribus omnes.* Il ne reconnait, dans ce dernier cas, aux *principes*, d'autre participation à ces mesures d'intérêt général que de préparer l'objet des délibérations : *Ita ut ea quorum penes plebem arbitrium est apud principes pertractentur,* et probablement, aux chefs de chaque tribu, le droit de

promulgation et d'exécution. Évidemment ce chapitre n'est relatif qu'aux affaires politiques, à la confection des lois, à l'administration publique.

Mais après avoir parlé des délibérations de cette assemblée nationale, qu'il appelle *concilium*, Tacite en fait connaître les attributions judiciaires dans le chapitre suivant par ces mots : *Licet etiam apud concilium accusare quoque et discrimen capitis intendere.* Ainsi les Germains avaient pour maxime, comme quelques peuples de l'antiquité, qu'un citoyen ne pouvait être retranché de la société sans la volonté légalement exprimée de cette même société, c'est-à-dire sans une décision de l'assemblée nationale. Du reste, la peine de mort n'était prononcée que dans des cas très-rares; car Tacite et, après lui, la loi Salique nous apprennent que des crimes très-graves, même les assassinats prémédités, n'étaient punis que par des compositions pécuniaires.

Il est assez vraisemblable que, soit dans les procès civils, où l'intérêt de l'état paraissait engagé, soit dans quelques cas où l'on reconnaissait la nécessité évidente de modifier la coutume suivie jusqu'alors, ou de décider un cas nouveau, la cause était portée devant l'assemblée nationale, qui à la fois statuait sur le cas proposé et décrétait une règle pour l'avenir. Les législations des peuples du Nord, dans lesquelles nous trouvons si souvent de grandes analogies avec celles des tribus germaniques, en offrent sous ce dernier rapport divers exemples[1].

Lorsque des partages de l'empire franc, qui eurent lieu après la mort de Clovis et à plusieurs autres époques de la première race, avaient constitué des royaumes distincts, nous avons la preuve que des assemblées nationales y exercèrent non-seulement le pouvoir législatif sur la proposition du roi, comme le prouvent l'édit de Chilpéric de 574 et celui de Childebert de 595, mais encore le pouvoir judiciaire à l'occasion d'affaires d'un haut intérêt. Le traité d'Andelau de 587 atteste que c'était par une décision de cette assemblée *judicio Guntrammi regis vel Francorum*, qu'il avait été statué sur les droits de la reine Brunehaut dans la succession de sa sœur, la malheureuse Galsuinde. L'auteur anonyme de la vie de S. Salvie (ap. D. Bouquet, t. III, p. 647), en rendant compte d'une assemblée générale, tenue par Charles Martel, sous le règne de Thierry IV, vers 720, dit qu'on y jugea une cause de pétition d'hérédité formée contre un duc par ses sœurs. Ce fait appartient à la première race; sous la seconde, Vandalbert, dans la vie de S. Goar (ap. D. Bouquet,

[1] Voir le code islandais connu sous le nom de *Grágás*, t. Ier, p. 7 à 11, dont j'ai rendu compte dans le Journal des Savants, année 1831, p. 193 à 206 et 266 à 277, ainsi que le chapitre XVI de ma Collection des lois maritimes antérieures au XVIIIe siècle, t. III, p. 46 et suiv.

t. V, pag. 454), atteste qu'une assemblée générale, tenue par Charlemagne, jugea un procès entre l'évêque de Trèves et l'abbé Asuerus, au sujet de la qualité fiscale d'un domaine, ce que prouve aussi le chapitre VII du capitulaire de 829. On lit dans la vie de saint Alderic (D. Bouquet, t. VI, p. 302), que *in conventu generali totius populi* fut jugée une question relative aux droits de l'évêque du Mans sur le monastère de Saint-Calais [1].

SECTION II. — TRIBUNAL DU ROI.

Les rois avaient besoin de s'éclairer par des conseils pour l'exercice de leur autorité, soit qu'il s'agît de préparer les décisions de l'assemblée générale, soit qu'il s'agît de l'exercice du pouvoir propre à la royauté. En tout temps, en tout pays, quelle qu'ait été la forme du gouvernement, les dépositaires de l'autorité publique ne sauraient se dispenser de réunir auprès d'eux les hommes de la nation les plus instruits et les plus influents, pour les aider de leurs lumières. Hincmar pour la seconde race, il est vrai, mais en attestant un fait qui dut aussi exister sous la première, après avoir parlé de l'assemblée nationale, indique *aliud placitum generale, quod cum senioribus tantum et præcipuis consiliariis habebatur*. (Epist. V, cap. XXXIII.)

Toutefois cette institution, qui était un instrument d'administration publique, n'implique pas nécessairement l'exercice du pouvoir judiciaire. Mais Hincmar (*ibid.* cap. XXI) atteste aussi l'existence d'un véritable tribunal auprès du roi, présidé ou censé présidé par lui, appelé *placitum palatii*, où l'on rendait habituellement de véritables jugements.

Il nous est parvenu vingt-deux actes authentiques des jugements rendus par ce placité royal, sous la première race, des années 658, 659, 686, 691, 692, 693, 695, 697, 703, 709, 710, 711, 716, 719, 726, 747, 749, 751 [2]. Les formules XXV, XXXVII et XXXVIII du livre I[er] de Marculfe, XXXVIII de l'appendice, XXXIII de Sirmond, CLXVIII et CLXXI de Lindenbrog, en offrent aussi quelques rédactions, très-évidemment faites d'après des pièces authentiques qui ont disparu.

Ces documents constatent que le roi, lorsqu'il jugeait, était assisté de conseillers dont la formule XXV du livre I[er] de Marculfe contient la nomenclature.

[1] On trouve beaucoup de détails sur ce procès célèbre dans les prolégomènes des *Diplomata*, et dans plusieurs notes de ce recueil. M[lle] de Lézardière cite, t. VII, III[e] partie, page 260, beaucoup d'autres exemples qu'il est inutile de reproduire. — [2] On les trouvera à leurs dates dans les *Diplomata*, 1[re] et 2[e] édition.

Ces conseillers étaient probablement les mêmes, ou du moins appelés par le roi, dans la catégorie des personnes qu'il consultait sur les affaires publiques. La division constitutionnelle des pouvoirs judiciaire et administratif, qui d'ailleurs n'est pas généralement admise, même en France; l'inamovibilité des juges, dont les avantages sont encore susceptibles de controverse, appartiennent à des temps très-modernes.

Si l'existence du *placitum palatii* est attestée d'une manière formelle, nous n'avons pas des notions aussi précises sur la nature des causes qui y étaient débattues. Le titre LIX de la loi Salique atteste que, lorsqu'un homme accusé d'un crime au *mâl* local n'y comparaissait pas, ou qu'après avoir été jugé il refusait d'exécuter la décision, son adversaire l'ajournait devant le roi, et que, s'il continuait sa contumace, le roi le déclarait *extra sermonem suam*, véritable proscription qu'à une époque de funeste mémoire nous avons vue renaître sous le nom de *mise hors la loi*. D'après l'édit de Chilpéric de 574, on agissait de même à l'égard des gens sans aveu dont la présence causait des inquiétudes. Le chapitre IX de l'édit de Childebert, de 595, déclare que l'*ingénu*, qu'il nomme *Francus*, accusé d'un crime emportant la peine capitale, sera traduit devant le roi, et c'est sans doute ce cas que prévoit le § 1er du titre XX de la loi Salique. Il arriva souvent aussi que des procès de haute trahison qui, dans la règle, appartenaient à la juridiction de l'assemblée nationale, furent portés au tribunal du roi. Enfin le chapitre VI de la constitution de Chlotaire Ier, de 560, complétant ou expliquant le titre LX de la loi Salique, relatif aux juges qui refusent de rendre justice, ou qui dans leurs jugements violent la loi, *contra legem judicant*, nous apprend qu'une telle réclamation était portée devant le roi.

Mais indépendamment de ces cas, diverses causes qu'il est bon de signaler créèrent une compétence habituelle et fort étendue pour le *placitum palatii*. Les hommes qui étaient sans cesse attachés à la personne du roi, comme ses conseillers, ou comme occupant des charges d'une domesticité plus ou moins élevée dans son palais, pouvaient avoir des contestations entre eux. Il fut naturel d'en attribuer le jugement au placité du palais. Peu à peu, sous prétexte de ne pas distraire ces hommes de leurs fonctions habituelles, on attribua au même tribunal la connaissance des procès dans lesquels ils avaient intérêt, quoique, suivant les règles ordinaires de la compétence, ces procès eussent dû être jugés par d'autres tribunaux.

On a déjà vu, page 535, que le roi avait établi dans les divers arrondissements territoriaux des grafs ou comtes, investis de tous les pouvoirs mili-

taire, administratif et judiciaire. En cette dernière qualité, la seule qui doive m'occuper spécialement, ils présidaient les assemblées ou *mâls*, dans lesquels la justice étaient rendue par des hommes libres appelés par la loi *Rachimburgii*. Si ces chefs de justice avaient eux-mêmes des procès, il n'était pas sans inconvénients d'en laisser le jugement au tribunal, dont leur qualité les rendait présidents. Lors même que dans ce cas ils se seraient récusés, leur influence locale était encore redoutable. On crut donc devoir attribuer aussi le jugement de ces procès au *placitum palatii*.

Cette compétence exceptionnelle, fondée jusqu'ici sur des motifs assez plausibles, ne tarda pas de s'accroître de la manière la plus abusive. Les rois, comme je l'ai dit, pages 488 et suivantes, eurent des antrustions à qui ils donnèrent en bénéfice des biens de leur fisc. Nous verrons, pages 584 et suivantes, qu'ils y attachèrent le droit de juridiction sur toute l'étendue du domaine concédé. Comme il semblait contraire à la raison que ce bénéficier fût juge dans ses propres causes, elles devaient naturellement être portées au *mâl* de l'arrondissement; et le titre XVIII des *Capita extravagantia* donne à croire qu'il en fut ainsi dans l'origine. Mais bientôt, sous prétexte que les antrustions étaient sous la protection du roi, on attribua ces causes au *placitum palatii*. C'était, en effet, ce qui avait lieu lorsque le roi prenait sous sa protection des établissements ecclésiastiques. Les formules XXIV du livre Ier de Marculfe, XXXVIII de Lindenbrog et V de Baluze, prouvent même que non-seulement les causes de l'établissement protégé, mais encore celles de ses amis ou dévoués, étaient confiées au maire du palais, *majori domus qui eas tam in pago quam in palatio nostro persequi deberet*. Cette alternative, qui paraît, sous quelques rapports, arbitraires toutefois, respecter les droits de la juridiction locale, est suivie d'une restriction qui permettait de l'éluder dans tous les cas au profit de la compétence du plaid royal : *et si aliquæ causæ adversus eum vel suo mittio*[1] *surrexerint quæ in pago absque ejus gravi dispendio difinitæ non fuerint, in nostri præsentia reserventur.*

On voit ici l'origine de ce que dans l'ancienne jurisprudence on appelait les *committimus*, dont beaucoup d'auteur sont attribué l'institution à la troisième race. Mais en lisant avec attention les lois de cette époque, il est facile de reconnaître qu'elles ont simplement fait revivre des usages connus sous les deux premières races, usages que les rois remirent peu à peu en vigueur par suite de leur système qui consistait à amoindrir l'autorité des juridictions seigneuriales constituées par l'établissement du régime féodal.

[1] Voir, note 701, l'explication que j'ai cru pouvoir donner du mot mitio.

Par ce moyen la compétence du *placitum palatii* fut immense. Il est même vraisemblable que lorsque le roi quittait sa capitale et se rendait dans l'arrondissement d'un comte, les juridictions locales étaient suspendues, en ce sens que si le roi voulait tenir un plaid, toutes les causes, de quelque nature qu'elles fussent, étaient portées devant le conseil qui l'accompagnait toujours.

Nous n'avons point de renseignements précis sur la composition du *placitum palatii*. Ce qui reste de documents fait connaître la qualité générique des personnes qui y assistaient, mais tout porte à croire qu'il n'y avait ni limitation dans le nombre des juges, ni règles sur la manière de les appeler; il paraît seulement que la condition essentielle était d'être fidèle du roi. Je parlerai, page 612, de la procédure suivie devant le *placitum palatii*.

Gibert, dans un mémoire qu'on trouve au tome XXX des anciens Mémoires de l'Académie des inscriptions, assure, pages 600 et suivantes, qu'il existait aussi près du roi une juridiction appelée cour du sénéchal, que ce grand officier présidait lorsqu'il s'agissait de causes domaniales. Mais je crois que c'est une erreur, même en supposant qu'il n'ait entendu parler que de la seconde race.

Sans doute les rois avaient confié à un de leurs grands officiers, que le *Capitulare de villis*, de Charlemagne, nous apprend être le sénéchal du palais, l'administration suprême et l'intendance de leurs biens fiscaux; mais je n'ai trouvé ni dans ce capitulaire, ni dans aucun autre, la preuve de l'existence d'un tribunal ou cour domaniale. On voit seulement dans le chapitre LVII que les plaintes contre les juges établis par le roi dans chaque *villa* étaient portées *ad palatium*, expression qui, dans tous les documents, signifie le tribunal présidé par le comte du palais, le *placitum palatii*.

Quelle que soit au surplus l'opinion qu'on adopte, et quand même on croirait que le sénéchal connaissait de ces plaintes, il faudrait dire que cette juridiction spéciale et économique ne peut être considérée comme faisant partie de l'ordre judiciaire. Il ne serait même pas exact de l'appeler, comme l'a fait Gibert, *cour domaniale*. Cette dénomination supposerait que les questions de propriété intéressant le fisc y auraient été portées, tandis que Grégoire de Tours (*De gloria confessorum*, cap. LXXI), et un plaid de Childebert III, de 710[1], attestent que le placité du roi prononçait sur ces questions, qui paraissent même avoir appartenu quelquefois au *mâl* local[2].

Je ne devais pas me dispenser de réunir ici ce que j'avais pu recueillir sur la

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 388; 2e édit. t. II, p. 285. — [2] On peut, en effet, induire des actes de deux placités rapportés, l'un par Baluze, t. II, col. 1489, l'autre dans le *Gallia christiana*, t. III, p. 647, que le *mâl* du comte jugeait ces procès.

participation du roi à l'exercice du pouvoir judiciaire. Mais dans tous ces cas on peut dire que la juridiction était exceptionnelle. La véritable juridiction commune et ordinaire était le *mâl* du *grafio* ou *comes*, et la juridiction plus restreinte du *tunginus* ou *centenarius*, dont je vais maintenant m'occuper dans les deux sections suivantes.

SECTION III. — DU TRIBUNAL DU GRAF OU COMTE.

La loi Salique et une multitude de documents attestent que la justice était rendue dans chaque arrondissement par l'assemblée des hommes libres ingénus, présidée par le grafion ou comte. C'était, comme on l'a vu, page 460, une obligation pour ces hommes de se trouver à l'assemblée, et des amendes étaient prononcées contre ceux qui s'en dispensaient sans causes légitimes. Mais il ne faut pas confondre ces amendes avec celles que le titre 1er de la loi prononce contre les plaideurs défaillants.

Je vais d'abord donner quelques notions sur les magistrats à qui appartenait la présidence de cette assemblée, *mallum*, *placitum*, *mallobergium*.

Les Francs conservèrent les divisions du territoire de la Gaule à peu près telles que les avait formées le gouvernement romain. Mais à la tête de chaque arrondissement fut placé un chef investi à la fois du pouvoir militaire, administratif et judiciaire : c'était une suite des usages observés dans la Germanie. Il n'est pas hors de vraisemblance, ainsi que je l'ai dit, page 535, qu'aux premiers moments ces chefs aient été élus par leurs compagnons; mais le roi ne tarda point à s'emparer du droit de les nommer, de les révoquer, et, il faut le reconnaître, rien n'était plus conforme à une bonne administration. La fonction principale de ces chefs consistant dans le pouvoir militaire, leur nomination devait appartenir au roi, qui probablement dans quelques circonstances consultait le vœu des habitants[1]. Ils étaient appelés dans la langue des Francs *grafs*, mot que Grégoire de Tours rend par *seniores*[2], plus souvent par *comites*[3]; c'est ce qu'on lit aussi dans la formule VIII du livre Ier de Marculfe. Ces auteurs, écrivant pour les Romains et dans leur langue, adoptèrent parmi les dénominations des magistratures anciennes celle qui avait le plus d'analogie avec la fonction du *graf* chez les Germains.

La loi Salique emploie tantôt *grafio*, tantôt *comes*, quelquefois les deux, sépa-

[1] Grégoire de Tours, liv. V, chap. XLIX. — [2] *Idem*, lib. VII, cap. XLVII; lib. VIII, cap. XVIII et XXXI; Heineccius, *Antiquit. German.* cap. I, § 18. — [3] Grégoire de Tours, liv. II, chap. IX; liv. V, chap. XXII; liv. VII, chap. XXIII; liv. X, chap. XXXI.

rés par *vel* ou *aut*. Quelques auteurs en ont conclu que ces mots désignaient deux magistrats différents. De ce nombre sont Bréquigny et Laporte du Theil (Prolégomènes des *Diplomata* de la première race, part. III, sect. 1re, chap. 1er, art. 3, § 1, n° 4); ils croient même que le *grafio* était d'un rang inférieur au *comes*. Mais, si l'on examine avec attention les documents et les textes des lois, il est impossible de ne pas arriver à la conséquence que ces deux mots sont synonymes, ainsi que le témoigne la glose du manuscrit 4418, sur le titre LII de la loi Salique. Les mots *aut* ou *vel* sont en général admis dans la basse latinité comme exprimant une synonymie. On traduisait aussi les mots *grafio*, *comes*, par *judex*, ainsi que le prouve le titre XI des *Capita extravagantia* et le titre LI de la loi Ripuaire. C'était alors le *grafio* ou *comes* considéré sous le rapport spécial de son pouvoir judiciaire.

M. de Savigny, § 80, croit que ce magistrat s'appelait *grafio* ou *comes*, selon qu'il était Franc ou Romain, ou plutôt encore, selon que les Francs ou les Romains étaient en majorité dans son gouvernement. Si ce savant entend dire qu'il pouvait en être ainsi dans le langage commun, je le crois; mais je doute qu'il y eût une règle fixe à cet égard, et surtout qu'elle fût écrite dans les lois.

La synonymie de *grafio* et *comes* est de plus établie d'une manière expresse par les formules VII et XL de l'appendice de Marculfe, où l'arrondissement d'un comte, *comitatus*, est appelé *grafia*. Aventinus (*Boioram Annal.* lib. VII, ad ann. 1285) dit, *quos nos* gravios, *litteratores* comites *vocant;* et Rigord porte le même témoignage dans la vie de Philippe-Auguste, *ad ann.* 1208.

Le titre LVI de la loi Salique nous fait connaître le nom, et, sous quelques rapports, les fonctions de magistrats nommés sagibarons, sur lesquels on ne trouve plus rien dans les documents postérieurs, et même dont ne parlent point les autres codes barbares rédigés après la loi Salique et presque toujours dans le même esprit.

F. Pithou cite la glose du manuscrit 4418 sur le titre LVI, qui traduit le nom *sagibarones* par *quasi senatores;* mais ce n'est rien nous apprendre, car qu'était-ce que le titre et les fonctions des *sénateurs* chez les Francs? Bignon les définit : *viros ætate et sapientia maturos, quibus controversias definiendi facultas erat.* Dans cette opinion les sagibarons auraient été des espèces d'arbitres jugeant en dernier ressort[1]; mais lorsqu'on remarque que le titre LVI de la loi fixe la composition du meurtre d'un sagibaron à la même somme que pour le meurtre

[1] Gibert (*Mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XXX, p. 590) reproduit ce sentiment et assure même que le mot *sagibaro* signifie *juge des causes.* J'ignore sur quelle autorité il a fondé cette étymologie.

d'un comte, il faut nécessairement y voir des magistrats, des fonctionnaires publics. Mlle de Lésardière, tome VII, Ire partie, page 59, et IIe partie, page 109, en fait des *doctores legis* qui assistaient au placité royal, et c'est ce que paraissent croire les savants auteurs des Prolégomènes des *Diplomata*. Mais, outre que le mot *doctores legis*, qu'on lit effectivement dans quelques documents, ne signifie pas ce qu'on a entendu dans la suite par *docteurs en droit*, il ne peut être question dans le titre LVI, du placité royal, puisque on y suppose que les sagibarons assistaient au *mâl* local, *in mallobergo, ubi plebs convenire solet*.

M. Eichhorn, dans la première édition de son ouvrage intitulé, *Deutsche Staats und Rechtsgeschichte*, § 75, avait vu dans les sagibarons, des juges du *droit*, tandis que les rachimbourgs, dont il sera bientôt question, déclaraient simplement le *fait*. Cette explication me paraît être repoussée par le titre LX de la loi Salique, où il est écrit qu'on peut attaquer les rachimbourgs pour avoir jugé *contra legem*, et il n'y est pas dit un mot des sagibarons. Cependant, si l'opinion de M. Eichhorn avait été fondée, c'était d'eux qu'il aurait fallu parler; car, dans la déclaration d'un *fait*, on ne peut pas, en général, violer la loi; c'est véritablement par des juges du *droit* qu'elle peut être violée. Dans sa dernière édition ce savant, ainsi que M. de Savigny, § 78, croit qu'encore bien que les rachimbourgs fussent régulièrement juges du fait et du droit, il devait se présenter quelquefois des affaires difficiles et qui exigeaient une connaissance approfondie du droit; qu'il y avait en conséquence dans chaque canton, des hommes instruits et considérés, qu'on appela sagibarons, auxquels les rachimbourgs recouraient en cas de difficultés. Cette opinion, très-anciennement indiquée par Schilter ou plutôt par Fricke, son continuateur, dans le glossaire du *Thesaurus rerum Germanicarum*, est assez plausible; mais elle me semble s'accorder difficilement avec les mots du titre LVI, *si causa aliqua ante eos* (*sagibarones*) *definita fuerit, eam ante comitem removere non licet;* car, soit que dans certains cas difficiles les rachimbourgs se fussent bornés à consulter les sagibarons, soit que ceux-ci leur eussent été adjoints, le jugement n'aurait pu, comme on le verra bientôt, être rendu que sous la présidence du comte. Comment dès lors pouvait-on se faire la question si la cause jugée serait encore reportée devant le comte? Quel motif avait-on de résoudre une question qui ne pouvait réellement s'élever?

Il est plus facile souvent de combattre les opinions des autres, sur certains points, que de découvrir et de justifier la véritable. Je ne présenterai donc la mienne qu'avec une grande réserve.

Je crois que les sagibarons étaient des hommes recommandables par leurs lumières et leur probité, désignés par le comte, peut-être même par le choix des hommes libres, pour tenir la place du comte dans le plaid judiciaire dont celui-ci était président. Les fonctions des comtes étaient multiples; l'administration et la police de l'arrondissement, souvent fort étendu; la nécessité d'être à la guerre ou à la cour du roi, même une simple maladie, ou toute autre cause particulière, pouvaient les empêcher de présider le *mâl*. On dut éprouver la nécessité de les remplacer. La suppléance qu'exerçaient les sagibarons me paraît résulter des expressions du titre LVI, *ante illos*, qui supposent une assistance de la même espèce que celle du comte, au jugement rendu par les rachimbourgs. Ce fut peut-être le mode qu'on regarda comme le plus avantageux, avant l'institution des *vicarii* nommés dans un grand nombre de documents de la première race. Cette institution, postérieure à la rédaction de la loi Salique, est attestée par Grégoire de Tours, liv. X, chap. V, où on lit que le *vicarius pagum judiciaria potestate regebat*, et sans doute elle rendit inutiles les sagibarons, dont on ne trouve plus de traces ultérieures. Mon explication semble propre à montrer pourquoi le § 3 du titre LVI prononce une composition égale à celle du meurtre d'un comte contre le meurtrier d'un sagibaron, *qui se sagibaronem posuit:* ces derniers mots désignent une fonction accidentelle; et néanmoins il était juste que, dans ce cas, le sagibaron eût la même garantie que le comte, dont il tenait la place.

On lit dans ce même titre une expression qu'il me paraît convenable d'examiner : *Sagibarones in singulis mallobergiis... plus quam tres esse non debent.* Je pense qu'il ne faut pas l'entendre en ce sens qu'il suffisait de trois sagibarons pour rendre un jugement, car si, comme je le crois, leur fonction consistait à remplacer le comte momentanément, un seul suffisait. Il faut entendre, selon moi, que, parmi les sagibarons de chaque arrondissement, on n'imposait qu'à trois l'obligation d'assister au *mâl* pour y remplir au besoin les fonctions de suppléant dont je viens de parler.

Ce serait une grave erreur que de voir dans le grafion, ou autre chef de justice qui le remplaçait, le seul dépositaire de la puissance judiciaire, et, par une assimilation avec les usages romains, de voir dans les hommes libres qui siégeaient auprès de lui, de simples conseillers ou assesseurs, dont ce chef aurait été maître de ne point suivre les avis. Tous les documents s'accordent à constater que le *grafio* ou *comes* ne prenait point part au jugement; ses fonctions consistaient à présider les citoyens qui, sous la dénomination de rachimbourgs, étaient chargés d'entendre les parties et de juger les causes; aussi la

glose du manuscrit 4418, sur le titre LII, les nomme-t-elle *judices*. Il y a peu de mots qui soient écrits plus diversement dans les manuscrits. L'étymologie de cette dénomination, qui vient évidemment de la langue des Francs, est aussi un objet de controverse sur lequel on peut consulter M. de Savigny, §§ 54 et suiv.

Cette qualité véritable et même exclusive de juges, dans les rachimbourgs, me paraît démontrée par les titres LIX de la loi Salique et LV de la loi des Ripuaires. Ces titres prévoient la plainte d'un plaideur à qui on a refusé de rendre justice, ou qui a été condamné contrairement à la loi : or, ce n'est point contre le grafion chef de justice qu'il intente son action, c'est contre les rachimbourgs; il est donc naturel d'en conclure qu'ils étaient les seuls et véritables juges. On peut voir à ce sujet les nombreuses autorités que Mlle de Lézardière a réunies, t. VIII, part. III, pag. 25 et suiv.

Ce mode de rendre les jugements ne fut point, lors de l'établissement des Francs sur le territoire de la Gaule, une création nouvelle; ils ne firent que continuer, et approprier à leur position des usages qu'ils suivaient depuis longtemps.

Il peut donc, ce me semble, servir à expliquer un passage de Tacite (*Germania*, cap. XII), qui me paraît n'avoir pas été assez exactement rendu par les traducteurs. Voici le texte : *Eliguntur in iisdem conciliis principes qui jura per pagos vicosque reddunt; centeni singulis ex plebe comites consilium simul et auctoritas adsunt.* Je crois que par le mot latin *principes* Tacite a désigné les chefs d'arrondissement auxquels les Germains donnaient un nom qui était peut-être ou qui est devenu le *graf* du ve siècle. Le chef de justice des Germains ne jugeait point; ses attributions étaient bornées à la présidence des hommes libres, véritables juges, prononçant sur le fait et sur le droit. Tacite trouvait en cela quelque chose d'analogue à l'organisation judiciaire qui, de son temps, existait à Rome.

Le préteur ne jugeait pas, il donnait des juges dont il déterminait la mission, et faisait exécuter leur décision, ce qui s'appelait *judicare, jus reddere*. Précisément, à la seule exception que le *princeps* germain ne donnait pas des juges, mais avait seulement la présidence des hommes libres, ce *princeps* ressemblait, sous le rapport judiciaire, au préteur romain. Tel est donc le sens dans lequel Tacite a pu dire : *jura reddunt*. Les mots *centeni singulis ex plebe comites* expriment très-bien la réunion des hommes libres auprès du chef de justice, *princeps* de Tacite, *graf* des Germains et des Francs. Que *centeni* soit un mot ajouté mal à propos par les copistes, comme le croient de savants critiques;

que ce mot ait été écrit par Tacite, c'est une chose indifférente. Si l'on admet *centeni*, il s'ensuivra qu'à chaque nomination du *princeps* on faisait la désignation de cent citoyens *ex plebe* pour juger sous sa présidence : si l'on supprime *centeni*, tous les hommes libres se trouvent appelés à venir au *mâl* fournir des juges. *Consilium* ne me paraît pas signifier un avis donné au chef de justice, maître de ne pas le suivre et de décider à son gré. Les hommes libres désignés par le jugement formaient un véritable conseil délibérant, et *auctoritas* désigne très-bien le jugement qu'ils rendaient : c'est le sens de ce mot dans les écrivains de la meilleure latinité, qui en même temps étaient jurisconsultes, tels que Cicéron. Je ne crois donc pas qu'on ait bien traduit le passage de Tacite transcrit plus haut, en disant : *Ils lui servent de conseil, et ajoutent à l'autorité du jugement.* Cette version, qui est celle de tous les traducteurs, ne reconnaîtrait dans les rachimbourgs qu'une autorité morale et la qualité de simples assesseurs conseillers. Ce n'était point évidemment ce qui avait lieu d'après les lois Salique, Ripuaire, etc. ; et ce que nous trouvons dans ces codes des ve et vi^e^ siècles a sans contredit existé du temps de Tacite. Les Germains étaient à cette époque, au moins autant si ce n'est plus que les Francs, jaloux de leur liberté politique ; il n'est pas possible de supposer qu'ils eussent consenti à laisser le droit exclusif des jugements entre les mains d'un seul magistrat.

D'ailleurs, indépendamment de ce qu'il fut naturel que les Francs conservassent leurs anciens usages, on peut en donner un autre motif. Les règles de leur droit civil, et même de leur droit criminel, furent longtemps sans être écrites, et lorsqu'on eut reconnu les avantages de cette dernière mesure, les rédactions qu'on en fit furent très-incomplètes. La loi Salique et les documents renvoient souvent à des règles qu'ils appellent aussi loi Salique et qui ne se trouvent pas dans les rédactions. Une grande partie du droit consistant en coutumes traditionnelles, les hommes libres qui faisaient les jugements étaient en même temps appelés à constater quel était l'usage [1].

J'ai dit que les hommes libres qui, sous la présidence du grafion ou comte, entendaient les parties et jugeaient les procès, portaient le nom de *rachimbourgs*. Cette dénomination est souvent traduite dans les documents par *boni homines;* mots qui sont toujours relatifs à des jugements, à des exécutions de jugements ou à des actes de juridiction volontaire ; ce qui pourrait porter à croire, au premier coup d'œil, que les rachimbourgs étaient un corps permanent de juges.

Cela eut lieu, il est vrai, sous la seconde race, époque à laquelle le mot

[1] Voir Canciani, *Barbarorum leges*, t. II, præfat. pag. v, et t. III, præfat. pag. xiij.

scabini, qu'il ne faut pas confondre avec les *rachimburgii*, désigna un nombre limité d'hommes institués d'une manière permanente pour rendre les jugements; hommes dont la nomination, la destitution en cas d'indignité, et le remplacement suivant les formes prescrites dans plusieurs capitulaires, appartenaient au *missus dominicus*, au comte et au peuple réunis.

Mais il n'en fut pas ainsi sous la première race. Tous les ingénus d'un arrondissement avaient le droit et le devoir d'assister au *mâl* pour rendre les jugements.

M. de Savigny, qui a mis cette question hors de controverse, §§ 61 et suiv. en a élevé une autre assez délicate : elle consiste à savoir si le nom de rachimbourgs fut un titre spécial donné aux hommes libres uniquement dans l'exercice des fonctions judiciaires, ou s'il servait à désigner en général tous les ingénus, les *cives optimo jure*. M. de Savigny est de cette dernière opinion; il se fonde sur les §§ 2 du titre LII de la loi Salique, et 3 du titre XXXII de la loi Ripuaire, d'après lesquels les rachimbourgs sont appelés par le grafion, non pour juger, dit-il, mais pour concourir à l'exécution d'une mainmise sur les biens d'un débiteur refusant de payer sa dette, ou pour l'ajourner; et il en conclut que le nom de rachimbourgs n'était pas restreint aux hommes libres considérés dans l'exercice du pouvoir judiciaire.

Les textes invoqués par ce savant sont loin de me paraître décisifs. Les rachimbourgs avaient sans doute le droit exclusif de juger les procès, et le grafion qui ne prenait point part à la délibération par laquelle le jugement était fait devait en assurer l'exécution par les voies de contrainte : sur ce point nous sommes entièrement d'accord. Mais, comme une de ces voies d'exécution consistait à enlever au débiteur récalcitrant une partie de ses biens, qu'on délivrait au créancier pour le payer, les rédacteurs de la loi Salique exigèrent que le grafion fût assisté d'hommes libres qui appréciaient le bien : cette assistance et surtout cette appréciation étaient de leur part une véritable fonction judiciaire; il n'est donc pas surprenant que, dans cette occasion, la loi donne le nom de rachimbourgs aux hommes libres qui accompagnaient le comte.

Dans le § 3 du titre XXXII de la loi des Ripuaires, il s'agit d'un ajourné qui ne s'est pas présenté après une assignation. La loi veut qu'elle soit réitérée avec l'assistance d'un certain nombre d'hommes qu'elle appelle rachimbourgs. A une époque où il n'existait point d'officiers ministériels comme de nos jours, cette assistance était encore une fonction judiciaire propre à fournir au tribunal la preuve authentique de la mise en demeure du défaillant. L'emploi du mot rachimbourgs n'a donc rien de surprenant.

Un troisième document cité par M. de Savigny en faveur de son sentiment est une tradition de biens, par conséquent un acte de juridiction volontaire dans lequel les hommes libres qui y assistaient ont pu être appelés rachimbourgs, puisqu'en effet il s'agit d'un acte judiciaire.

M. de Savigny ne cite pas d'autres autorités, et je crois, en effet, que le mot *rachimburgii* ne se trouve dans des documents que pour désigner des hommes qui concourent à la juridiction contentieuse ou volontaire, jamais pour désigner des citoyens hors de ces fonctions.

C'est ce qui me porte à conclure que cette qualification n'était pas générique pour tous les ingénus, mais spéciale et relative pour ceux de ces hommes qui concouraient à l'exercice du pouvoir judiciaire et pendant qu'ils y concouraient. Si l'on ne trouvait pas trop hasardée une comparaison entre ce très-ancien état de choses et notre organisation moderne, je dirais que les hommes libres, *ingenui*, étaient ce que sont aujourd'hui les citoyens parmi lesquels sont désignés les jurés. Cette aptitude ne leur attribue point la qualité de jurés; ils en portent le titre, seulement lorsqu'ils en exercent les fonctions, et ne le conservent plus après que leur session est finie, sauf à le reprendre en vertu d'un appel nouveau. Je crois qu'il en était de même des rachimbourgs : autrement, comment la loi Salique et tous les documents qui s'y rattachent n'auraient-ils jamais employé ce mot que lorsqu'il s'agissait de juridiction contentieuse ou volontaire? Comment se ferait-il que, dans tous les cas où il s'agit de désigner des hommes libres, la loi emploie uniquement les mots, *quis, ingenuus, Francus, Salicus?*

J'ai suffisamment expliqué, pages 514 et suiv. que cette organisation judiciaire fut générale, et que les Romains, à qui fut concédé le droit d'être régis par leurs lois, n'avaient pas de tribunaux spéciaux. Il en résulte que leurs causes étaient portées au même *mâl* que celles des Francs, à la seule différence qu'on les jugeait d'après la loi romaine. Mais cela conduit à examiner si les rachimbourgs n'étaient pris que dans la race des vainqueurs, ou si les *possessores* romains n'étaient pas aussi admis au *mâl*, afin de juger les causes qui devaient être décidées suivant la loi romaine.

La question n'est sans doute d'aucune importance aux yeux de ceux qui croiraient que l'ancienne organisation judiciaire des Romains fut conservée dans l'intérêt de cette classe d'hommes; mais puisque j'ai adopté, pages 514 et suiv. une opinion contraire, je dois la compléter.

Il me semble que la concession faite aux Romains de conserver l'usage de leur droit civil eût été dérisoire si on les avait obligés d'être jugés par des Francs; c'eût été même demander l'impossible à ces derniers.

On peut d'ailleurs donner une raison d'analogie. Le *placitum palatii*, tribunal du roi, n'était pas uniquement composé de Francs. Les évêques qui y assistaient, beaucoup d'optimates et de fidèles du roi étaient d'origine romaine; et, puisqu'on les admettait à l'exercice du pouvoir judiciaire à ce tribunal, il n'y a pas de motif raisonnable pour croire qu'on eût refusé le même droit aux Romains qui habitaient dans les gouvernements de comtes. J'ai donné à ce sujet, p. 515, quelques preuves tirées des documents, qu'il est inutile de reproduire.

Si, aux premiers moments de la conquête, peut-être même longtemps après, une défiance naturelle, ou une politique bien entendue, ont empêché d'admettre les *Romani possessores* à l'assemblée nationale où l'on traitait des grands intérêts de l'état, il ne pouvait y avoir aucune bonne raison pour les exclure de la participation aux jugements. Leur fortune garantissait leur indépendance; sans eux le jugement des affaires régies par la loi romaine eût été impossible, et c'est ce qu'a très-judicieusement fait remarquer M. de Savigny, § 76.

Le comte avait une attribution importante sur laquelle la loi Salique contient quelques règles. Il faisait arrêter les coupables (*L. Sal.* tit. xxxiv, § 6), et assurait l'exécution des condamnations afflictives prononcées contre eux (*Vita S. Amandi*, ap. D. Bouquet, t. III, p. 533). A lui ou à son délégué était imposée l'obligation de contraindre un débiteur à payer ses dettes ou de l'exproprier (*L. Sal.* tit. LII); mais on a vu, page 577, qu'il ne l'exerçait qu'avec l'assistance d'un certain nombre de rachimbourgs. J'ai donné quelques explications à ce sujet dans les notes 567 et suiv. et j'y reviendrai page 605.

SECTION IV. — DU TRIBUNAL DU *TUNGINUS AUT CENTENARIUS*

L'étendue des arrondissements faisant obstacle à ce que des affaires de peu d'importance ou urgentes fussent expédiées avec la célérité convenable, on reconnut la nécessité d'établir des *mals* dans des subdivisions d'arrondissements, à la tête desquels était un fonctionnaire subalterne appelé dans la loi Salique *tunginus aut centenarius*.

Les auteurs sont divisés sur la question de savoir si ces mots *tunginus*, *centenarius* étaient synonymes, c'est-à-dire désignant, dans la langue des Francs et dans celle des Romains, le même magistrat secondaire. M. de Savigny, § 81, est de cet avis, mais il se trompe en disant que dans les titres XLVI, XLVIII et LXI de la *Lex emendata* on lit *tunginium* pour *mallum* : aucun manuscrit ne porte cette leçon, quoique cependant l'usage ait pu introduire dans la langue *tunginium*, comme j'ai dit, page 572, qu'il avait introduit *grafia*.

M. Guizot (*Essais sur l'histoire de France*, page 260, note 3) a adopté une autre opinion. Quelques documents, postérieurs toutefois à la loi Salique, ayant nommé des *decani*, il croit que ces magistrats sont désignés par *tanginus*, qui alors serait autre et même moindre que le *centenarius*. Il est bien vrai que l'auteur de la vie de saint Salvien (D. Bouquet, III, 647) nomme après les *comites* et les *centuriones*, des *decani*, et même qu'il les appelle *judices regis;* que Walafrid Strabon, *De rebus ecclesiasticis*, cap. ult. cité par Eccard, page 234, parle aussi de *decani* comme inférieurs et subordonnés aux *centuriones vel centenarii;* mais on peut croire que cette institution est postérieure à la rédaction de la loi Salique. M. Guizot me paraît donc dans l'erreur lorsqu'il dit que *tanginus* et *centenarius* désignent deux magistrats différents : il se fonde sur ce que la loi Salique *les nomme l'un après l'autre*. Cela est vrai; mais il en est de même de *grafio* et *comes*, que lui-même reconnaît être synonymes.

Montesquieu, liv. XXX, chap. XVI, a émis, relativement aux *centenarii*, une opinion que je ne peux adopter. Il croit que l'institution de ces magistrats ne remonte qu'aux temps de Childebert et de Chlotaire II, qui en parlent effectivement dans le *Pactum* et la *Decretio*, émanés de ces princes en 593 et 594. Mais alors il faudrait supposer que ce qu'on en dit dans la loi Salique a été interpolé; hypothèse que l'unanimité des plus anciens textes, et l'objet même de notre titre ne permettent pas d'admettre. Je crois que les centeniers furent établis au même moment que les comtes, sous le nom de *tungini*, comme ceux-ci sous le nom de *grafiones ;* et seulement Childebert et Chlotaire profitèrent de cette institution, en l'améliorant, pour organiser une poursuite très-active contre les malfaiteurs. On peut consulter à ce sujet les notes de Sirmond et de Bignon dans Baluze, t. II, col. 769, 770 et 959.

Le *tunginus* ou *centenarius*, quoique d'une dignité moins élevée, et ayant un ressort bien moins étendu que le *grafio* ou *comes*, peut-être même étant à sa nomination, n'était pas un juge inférieur dans le sens que nous donnons à ce mot, c'est-à-dire un juge dont les décisions fussent susceptibles d'être attaquées par voie d'appel devant le comte. Il tenait comme lui un plaid, *placitum*, *mallum*, ainsi que le dit Hincmar (*Epist.* 4, *Ad episcop.* cap. XV), où les hommes libres présidés par lui rendaient une décision sans appel.

Mais on ne portait pas à ce *mâl* toutes sortes de questions, notamment des questions d'état des personnes et de propriété des biens-fonds ou de liberté; c'est ce que prouve le chapitre VI du capitulaire de 806, et le troisième capitulaire de 812, chap. IV et XII.

Je ne doute pas que ce qu'on lit dans ces lois et dans beaucoup d'autres

ne constate un très-ancien état de choses remontant au premier moment où furent établies les institutions judiciaires dénommées dans la loi Salique.

SECTION V. — DE LA JURIDICTION VOLONTAIRE.

Partout où il existe des tribunaux, la nécessité conduit à reconnaître dans leurs attributions une importante distinction : 1° juridiction contentieuse; 2° juridiction volontaire. C'est ce que Pothier a très-bien exprimé, en même temps qu'il en a donné une définition plus exacte que celles de Voët et d'Heineccius, lorsqu'il dit (*Pandectæ Justin.* lib. II, tit. 1er, n° 8) : *Voluntaria est quæ in volentes exercetur, ut bonorum possessio, manumissio, etc. contentiosa est quæ in invitos exercetur, ad quam pertinent omnes actiones.*

Sans entrer dans des développements qui m'éloigneraient de l'objet que je me suis proposé, et en renvoyant ceux qui en désireraient à un excellent article du Répertoire de jurisprudence, v° *Juridiction gracieuse*, où les opinions des interprètes du droit romain sont appréciées, et quelquefois rectifiées, je me borne à dire que dans les trois sections précédentes il a été question de l'action des tribunaux appelés à statuer *inter litigantes*, et à imposer par leur jugement une loi à la partie dont la demande ou le refus leur paraît mal fondé.

Mais la loi Salique constate aussi qu'on faisait des actes de juridiction volontaire. Elle en indique trois espèces : 1° les affranchissements; 2° les institutions d'héritier; 3° les formalités pour épouser une veuve. Divers documents et notamment les formules en ajoutent d'autres.

Il est convenable de donner quelques notions à ce sujet.

L'acte de juridiction contentieuse pour lequel la loi Salique, titre XXVIII, parle de l'intervention royale, est l'affranchissement d'un esclave *per denarium*. J'ai donné des détails suffisants sur ce mode d'affranchissement, page 527. Cet acte de juridiction volontaire n'est point le seul pour lequel l'autorité royale pût intervenir. On verra plus bas que la loi Salique, titre XLVIII, en indique un autre relativement aux institutions d'héritier. Un diplôme de 664[1] et les formules que je citerai dans la dissertation onzième constatent aussi que l'intervention royale était requise pour être autorisé à réparer la perte de documents ou de titres détruits par force majeure. En général, je crois que pour tous les actes de juridiction volontaire il était permis de recourir à cette autorité suprême, encore bien que les magistrats locaux fussent compétents pour les faire.

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 248, 2e édit. t. II, pag. 234.

Ces deux titres de la loi Salique emploient les seuls mots *ante regem*. Je ne crois pas néanmoins que l'assemblée du *placitum palatii* fût nécessaire ; dans ce cas comme dans plusieurs autres indiqués par les formules, où l'on désirait obtenir du roi des lettres de protection, des *precepta*, on s'adressait seulement à la chancellerie du palais, où des référendaires, après avoir examiné la demande, délivraient des lettres au nom du roi, signées peut-être par lui ou plus ordinairement par un des grands officiers du palais. Le chapitre XI du décret de Chlotaire, de 560, fournit à ce sujet une induction assez importante. Il suppose qu'on a obtenu des préceptes contraires aux lois, dont ensuite on veut faire usage devant les juges locaux ; il défend à ces juges d'y avoir égard[1]. Évidemment il n'en serait pas ainsi d'un jugement que le *placitum palatii* aurait prononcé.

Cependant il est probable que ces actes de juridiction volontaire, à l'exception de l'affranchissement par le denier, réservé au roi, avaient plus habituellement lieu devant le magistrat local. Aussi voit-on dans la formule XLVI de l'appendice de Marculfe, qu'on s'adressait au comte pour obtenir l'ordonnance au moyen de laquelle on pût réparer la perte de documents détruits par force majeure.

Il est assez remarquable qu'à l'occasion des institutions d'héritier, et relativement aux mariages des veuves, objets que je traiterai dans la treizième et la quatorzième dissertation, la loi Salique ne parle que du *tunginus aut centenarius*. Je crois néanmoins qu'à bien plus forte raison ces actes pouvaient être faits devant le grafion ou comte, comme dans le cas de la formule citée plus haut. La loi Salique, dans les titres cités, me paraît avoir eu pour objet plutôt de reconnaître une capacité dans le magistrat inférieur, que de lui attribuer un droit exclusif, qu'on dénierait au magistrat supérieur.

Dans un grand nombre de formules on voit des actes de juridiction volontaire faits devant la curie, inscrits dans les *gesta municipalia*. J'ai même fait remarquer plus haut, pages 514 et suivantes, que M. de Savigny en avait induit que les curies romaines avaient conservé leurs anciennes attributions judiciaires.

Cette opinion ne m'a pas paru fondée, en tant qu'elle s'appliquerait à la juridiction contentieuse. J'ai donné les motifs de mon opinion; mais je n'hésite point à reconnaître que les attributions administratives des curies dans les cités, ou du moins dans les plus importantes, ayant été maintenues par les rois francs, ces curies conservèrent la juridiction volontaire, en recevant les actes de cette juridiction qui intéressaient les Romains. Je crois même que les Francs,

[1] Voir, plus haut, la note 1re de la page 467.

qui ne connaissaient point originairement l'usage des testaments, lorsqu'à l'exemple des Romains ils voulurent disposer de cette manière, se conformaient sans répugnance à l'usage d'employer l'intervention de la curie.

SECTION VI. — DES JURIDICTIONS PATRIMONIALES.

La loi Salique ne constate point l'existence d'autres tribunaux que ceux du roi, du comte et du centenier, dont j'ai parlé dans les 2ᵉ, 3ᵉ et 4ᵉ sections, ce qui a conduit Chantereau-Lefebvre [1], Dubos [2] et D. Vaissette [3] à dire « qu'avant « le VIIIᵉ siècle, pour employer les expressions de Dubos, tous les citoyens de « la monarchie ne reconnaissaient d'autre juridiction et d'autre pouvoir que la « juridiction et le pouvoir du roi, et celui des officiers qu'il avait choisis pour « être durant un temps les dépositaires de son autorité. » C'était en se fondant sur une semblable opinion que Loyseau, dans son Traité des seigneuries, avait attaqué les justices seigneuriales qui ont fait partie si longtemps de l'ordre judiciaire de France, et n'ont été abolies qu'en 1789. Montesquieu, persuadé que ces justices étaient nécessaires dans une monarchie, avait vivement combattu Loyseau [4]. De même que l'opinion de ce grand publiciste a été défendue par l'abbé de Gourcy [5], de même celle de Loyseau l'a été par Houard [6].

Avant de faire connaître ce qui me semble vrai et ce qui me paraît inexact dans ces systèmes opposés, il est nécessaire que je cite quelques documents qui, selon moi, n'ont pas été bien connus ou bien compris par les adversaires de Montesquieu, et dont je crois qu'à son tour cet écrivain a exagéré les conséquences, en même temps qu'il a négligé d'autres autorités.

Un grand nombre de chartes de la première race, contenues dans le tome IV des Historiens de France, et recueillies ensuite dans les *Diplomata, chartæ, etc.* constatent que les rois, en concédant à des établissements ecclésiastiques des portions plus ou moins considérables du domaine fiscal, inséraient dans ces concessions la défense aux juges ordinaires d'exercer des actes de juridiction dans les domaines concédés, d'appeler en jugement devant eux et de poursuivre les hommes qui en dépendaient. Les termes de ces privilèges, qu'on a appelés *immunités*, varient, quoiqu'en offrant toujours le même sens, et diffèrent peu de la formule III du livre Iᵉʳ de Marculfe. Le plus ancien qu'on puisse citer

[1] *Traité des fiefs*, p. 63. — [2] *Histoire critique de l'établissement de la monarchie*, t. III, p. 299. — [3] *Histoire du Languedoc*, t. I, p. 587 et 588. — [4] *Esprit des lois*, t. I, liv. II, chap. IV. *Ibid.* liv. XXX, chap. XX et XXI. — [5] *Dissertation sur l'état des personnes*, p. 293 et suiv. — [6] *Anciennes lois de la France*, t. II, pages 171 et suiv.

est un diplôme de Clovis de 497, en faveur du monastère de Réomé[1], qui, encore bien que plusieurs critiques en aient révoqué la sincérité en doute, passe pour vrai aux yeux du plus grand nombre. Ceux des rois ses successeurs, dont l'authenticité est reconnue par tous les savants, sont trop nombreux pour que je puisse les énoncer.

On ne s'en tint pas là : les rois accordèrent aussi l'immunité, l'affranchissement de la juridiction commune, à des propriétés qu'ils n'avaient pas données, à des biens appartenant déjà à ceux qui obtenaient cette immunité ou aux biens qu'ils acquerraient dans la suite, à quelque titre que ce fût. C'est ce que constatent les formules IV et XXXV du livre Ier de Marculfe, où on lit les mots : *Quod ad presens possidebat... quod in antea ibidem delegaretur... quod deinceps in jure ipsius loci divina pietas ampliare poterit.*

Nous ne connaissons pas de diplômes de cette espèce en faveur de laïques, et j'en ai indiqué la cause, page 490; mais les formules XIV et XVII du livre Ier de Marculfe en offrent des modèles. De plus, le chapitre XII d'un édit de Childebert, de 595, désigne très-expressément par les mots, *in quibuscumque fidelium nostrorum terminis*, des bénéfices concédés à des fidèles du roi; et même, lorsqu'on en étudie le sens et l'objet, il est évident que ce chapitre suppose l'existence de juridictions privées sur ces domaines. Mably, tout porté qu'il soit à n'attribuer ces immunités qu'aux VIIe et VIIIe siècles, reconnaît[2] que l'édit de 595 en contient *quelques traces;* seulement il explique mal le mot *quibuscumque*, en le traduisant par *quelques*, et en concluant que l'édit indique un cas exceptionnel. M. Naudet, qui a eu occasion de citer ce même document[3], a très-bien relevé l'erreur de Mably, et démontré que *quibuscumque* exprime une généralité et *le contraire d'une exception.*

Les chartes de concessions appartenant à la première race, qui interdisaient aux juges publics la *judiciaria potestas* dans l'immunité, ne déclaraient pas d'une manière expresse que cet exercice appartiendrait aux *immunistes* (qu'on me passe ce mot, qui évite une circonlocution); mais Bignon n'a pas hésité à dire que ce droit était une conséquence légale de la concession d'immunité : *Quo fit ut eo nomine in subditos juridictio eis concessa videatur, quam illi per advocatos et vice dominos exercebant*[4]. Montesquieu et l'abbé de Gourcy n'ont fait autre chose que de paraphraser Bignon. Nous trouvons d'ailleurs,

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 4 ; 2e édit. t. I, p. 30. — [2] *Observations sur l'histoire de France*, liv. I, chap. III, notes. — [3] *Nouveaux mémoires de l'Académie des Inscriptions*, t. VIII, p. 439. — [4] Note 4 de la formule III du livre Ier de Marculfe.

dans le chapitre XII de l'édit de 615, publié sous Chlotaire II, par suite de l'assemblée nationale d'Orléans, ces mots remarquables, qui permettent difficilement de croire que les concessionnaires n'exerçassent pas la juridiction dans leurs immunités : *Episcopi vel alii potentes, qui in aliis possident regionibus, judices vel missos discussores de aliis provinciis non instituant, nisi de loco, qui justitiam percipiant et aliis reddant.*

Houard a essayé d'écarter cette autorité en disant que dans cet édit *justitias* signifiait les produits du fisc, les *freda* que le roi, maître du fisc, pouvait concéder à qui il voulait[1]. Cette explication a quelque chose de spécieux. *Justitiæ* signifie quelquefois effectivement les produits de la justice; souvent aussi le mot *percipere* signifie *toucher, percevoir des produits, des revenus*, et, rapproché de *reddant*, il peut paraître s'entendre d'une recette, d'une perception dont les percepteurs rendront compte à qui de droit. Mais *percipere* n'a pas le sens exclusif que je viens d'indiquer; il signifie aussi être investi, accepter l'investiture d'un droit, et quoique le mot *justitia* ait quelquefois, au moyen âge, signifié les amendes, les produits de justice, plus souvent dans ce temps il a exprimé le pouvoir de rendre justice, ce que nous nommons *juridiction*[2].

Expliqué dans ce sens, l'édit de 615 est facile à comprendre. Les évêques, les grands, qui possèdent, hors de leur résidence, des domaines sur lesquels le droit de justice leur appartient, doivent y instituer des *judices*, des *discussores*[3], expressions synonymes, car *discutere causas* signifie juger des procès. Ces hommes ne doivent pas être étrangers au pays où ils auront à exercer leurs fonctions, *nisi de loco :* en effet, pour bien juger, il faut connaître les usages des lieux. Les mots *nisi de loco* expliquent d'ailleurs qu'il s'agit de juridiction; car s'il n'était question que de recevoir de l'argent, des revenus, quel motif raisonnable aurait-on eu d'exiger la nomination d'hommes du pays. Aussi Mably, peu favorable aux juridictions dont il s'agit, et qui les attaque sous un autre point de vue dont je m'occuperai plus bas, n'hésite point à reconnaître que l'édit de 615 constate un droit de juridiction.

Les documents de la seconde race expliquent ce qui pourrait sembler incomplet ou obscur dans ceux de la première.

Parmi un assez grand nombre de concessions ou de confirmations dont la plupart contiennent la clause ordinaire d'immunité, et la défense aux juges ordinaires d'exercer la juridiction dans les domaines de l'immuniste, on remarque une charte de 815[4], qui déclare que le concessionnaire et ses succes-

[1] *Anciennes lois de France*, t. II, p. 172. — [2] Voyez du Cange, v° *Justitia*. — [3] Du Cange croit qu'on doit lire *discursores*; mais aucun texte n'y autorise. — [4] Ap. Baluzium, t. II, col. 1406.

seurs auront *seuls* le droit de rendre la justice aux hommes qui habiteront leurs domaines : *Ut nullus comes, nec ullus judex publicus, illorum homines qui super illorum aprisione habitant, aut in illorum proprio, distringere nec judicare presumant.... Sed illi* (le concessionnaire et ses héritiers) *eos judicent et distringant.* On trouve la même chose dans un capitulaire de 844, chap. III, avec une restriction que j'indiquerai page 595.

Ce droit de justice est de plus constaté par des lois générales : le chapitre XXV du capitulaire de 755 défend aux abbés et aux évêques de recevoir des présents pour rendre la justice. Le chapitre XXI du capitulaire de 779 et le chapitre IX du cinquième capitulaire de 819 prescrivent aux comtes et aux *missi* du roi de prendre des mesures sévères contre les bénéficiers qui refusent de remplir cette obligation. Ces lois constatent des abus sans doute : elles peuvent démontrer les inconvénients des justices patrimoniales, mais elles en prouvent l'existence. Le chapitre XIII du capitulaire de 802 veut que les évêques, abbés et abbesses aient des *advocatos, vicedominos, legem scientes, justum semper judicium exercentes.* Il est difficile de concevoir comment la lecture de textes aussi décisifs n'a pas porté Houard à abandonner son opinion.

Mably, qui ne donne point à ces documents d'autre sens que celui que je leur attribue, a cependant critiqué l'usage qu'en a fait Montesquieu. Il prétend que ces juridictions, privées ou patrimoniales, furent originairement des usurpations, sans titres, lesquelles, étant anciennes et considérées en quelque sorte comme des faits accomplis, furent sanctionnées par les rois; et surtout qu'elles ne prirent réellement de consistance que sous la seconde race. Mais les chartes de la première qui nous sont parvenues, et dont quelques-unes sont des successeurs immédiats de Clovis, ne sont point des confirmations; elles attestent des concessions *à priori.* L'édit de 595, celui de 615, les divers capitulaires attestent aussi un état de choses constant, et non une transaction sur des prétentions contestées ou contestables. Il y a plus; une charte de Chilpéric II, de 717 [1], contient la déclaration que toute concession d'un bien du fisc emporte de plein droit celle de l'immunité : *cum omnis fiscus concessus hoc (jus immunitatis) habeat concessum ac indultum;* témoignage remarquable, puisqu'il nous dispense de conjectures sur les autres chartes, qui ne s'expliquent pas aussi formellement.

Toutefois, il faut le reconnaître, les assertions de Montesquieu, ou plutôt les conséquences qu'il tire des diplômes et des lois ne sont pas à l'abri de toute critique. Ce publiciste, dans le but de repousser les attaques de Loyseau contre

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 417; 2e édit. t. II, p. 313.

les justices seigneuriales telles qu'elles existaient aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, a prétendu non-seulement qu'elles remontaient à la première race, mais encore, livre XXX, chap. XXI, il les rattache aux coutumes des Germains. Il serait à désirer que Montesquieu eût indiqué l'autorité sur laquelle il fondait son assertion. Je n'en ai trouvé aucune. Ce que dit Tacite dans le passage que j'ai cité plus haut, page 575, est évidemment relatif à l'exercice du pouvoir judiciaire comme émanation de la puissance publique. Au contraire, qui dit juridiction patrimoniale dit juridiction exercée sur un territoire dont on est propriétaire ou suzerain; et certes il n'y avait rien de semblable dans la Germanie. Je crois bien que là comme dans tous les pays où l'esclavage est connu, le maître exerçait sur ses esclaves une sorte de juridiction de famille; mais on ne peut la confondre avec ce qu'on a, sous les deux premières races, appelé juridiction patrimoniale, et sous la troisième jusqu'à nos jours, juridictions seigneuriales; car ces juridictions s'exerçaient très-évidemment sur des hommes libres, et même, dans le dernier état des choses, sur des hommes qu'aucun lien de féodalité ne plaçait sous la suzeraineté du seigneur justicier, d'où était venue la règle presque générale donnée par Loisel (*Instit. cout.* livre II, titre II, règle 44) : *Fief, ressort et justice n'ont rien de commun ensemble.*

Sans doute, lorsque les Francs s'établirent dans les Gaules, ils ne renoncèrent point à la juridiction domestique sur leurs esclaves; ils la trouvaient telle qu'ils la connaissaient eux-mêmes. La formule XXVIII du livre II de Marculfe, la CXXXVIe de Lindenbrog l'attestent expressément.

Je crois encore que, par une extension assez naturelle, les maîtres des lites exerçaient dans la Germanie une sorte de juridiction sur ces hommes libres, mais non ingénus, qui étaient à leur service, et qu'il en fut de même sur une plus grande échelle, lorsqu'ils devinrent dans la Gaule propriétaires de domaines considérables cultivés par des lites ou par des colons libres; mais cette juridiction n'avait d'autre objet que de statuer sur les contestations entre ces hommes, parce que le *dominus*, étant leur défenseur à tous, devait être, par une sorte de conséquence, le pacificateur et l'arbitre de leurs différends. Mais si ces lites avaient quelques biens qui leurs fussent propres; si, à l'occasion de ces biens, ils avaient avec des tiers quelque contestation, elle devait être portée au *mallum* commun, où, sans contredit, le *dominus* pouvait défendre l'homme qui était dans sa dépendance. Il serait impossible, dans un autre sens, de comprendre le titre LII de la loi Salique, où l'on prévoit qu'un lite a contracté une obligation envers quelqu'un, *alteri fidem fecit*, qu'il ne la remplit pas, que le créancier l'ajourne devant le grafion; que, faute de payement, celui-ci, avec

le concours des rachimbourgs, exproprie le débiteur jusqu'à concurrence du montant de sa dette.

Ce n'est donc point dans une juridiction dominicale et vraiment exceptionnelle qu'on peut trouver l'origine des justices seigneuriales dont Montesquieu défendait la légitimité.

Mais, comme il arrive trop souvent, la controverse reposait sur un malentendu, sur des expressions mal définies. Rien de plus différent au fond, malgré quelques caractères extérieurs de ressemblance, que les juridictions *patrimoniales* exercées en vertu des concessions dont je viens de parler et les juridictions *seigneuriales* de la troisième race.

La juridiction que j'appelle *patrimoniale*, concédée par les diplômes, ne portait que sur des domaines appartenant à l'immuniste, soit en propre et d'une manière absolue, soit en bénéfice et à un titre précaire et de vassalité. Si dans ces domaines il se trouvait quelque enclave, quelque bien appartenant à des tiers, sans que ceux-ci le tinssent en sous-bénéfice ou à autre titre précaire de l'immuniste lui-même, ce dernier n'avait point de droits sur eux. Renfermée dans ces limites, cette juridiction était incontestablement fondée sur un titre de concession, imprudente peut-être de la part des rois, mais qui n'attentait point aux droits des autres propriétaires indépendants.

Il en fut autrement de ce qu'on a appelé sous la troisième race et jusqu'à nos jours justices *seigneuriales*. La juridiction des seigneurs ou des juges institués par eux ne s'exerçait pas seulement sur les domaines qui leur appartenaient, elle s'étendait sur toutes les propriétés situées, sur toutes les personnes demeurant dans une certaine circonscription dont ces seigneurs s'étaient attribué la souveraineté. Les citoyens, qui jusqu'alors n'avaient été justiciables que des juges institués ou délégués par le roi, furent obligés de subir la juridiction du seigneur dans le territoire duquel ils habitaient, lors même qu'ils n'étaient pas ses vassaux. Si le roi, comme cela est arrivé souvent, avait concédé son droit de juridiction sur la partie de territoire dans laquelle ces hommes habitaient, on ne saurait dire qu'il y eût usurpation. La mesure pouvait être impolitique, et préparer un grand affaiblissement de l'autorité royale, j'en conviens; mais le seigneur justicier n'en était pas moins juge légitime des habitants du territoire dont il avait acquis la juridiction. Si, comme cela est arrivé plus souvent encore, le seigneur, à la faveur de l'anarchie qui précéda et suivit la chute de la seconde race, avait usurpé sur l'autorité royale le pouvoir judiciaire dans *tel* ou *tel* arrondissement, ce seigneur avait, par une usurpation tolérée, acquis les droits du roi. Les habitants de ce territoire durent reconnaître son autorité,

comme autrefois ils reconnaissaient celle du juge nommé par le roi. Leur sort ne changea point sous tout autre rapport; ils restèrent libres de sujétion féodale, s'ils ne l'avaient pas consentie, ou si, par la prescription qui équivaut à un consentement ils n'étaient pas entrés dans la vassalité du seigneur; en un mot, être justiciable n'impliquait pas pour conséquence nécessaire qu'on fût vassal : ce que Cujas (*De feudis*, lib. II, titre v) a très-bien exprimé par ces mots: *non quod habeat feudum, sed quod de juridictione sit.*

Cette différence essentielle sert à découvrir ce qu'il y a de vrai, et ce qu'il y a d'inexact dans l'opinion de Montesquieu, en même temps qu'à réduire à leur juste valeur les reproches d'usurpation dirigés par Mably contre les juridictions patrimoniales, telles qu'elles existaient sous les deux premières races.

Il suffit de remonter aux sources. Dans l'origine, comme je l'ai dit, les Francs, devenus propriétaires de domaines plus ou moins considérables, cultivés par des esclaves domestiques ou colons, avaient chacun dans l'étendue de son domaine, une juridiction dominicale sur ces hommes. Lorsque des lites, des colons libres recevaient d'eux quelques portions de ces domaines à cultiver moyennant des redevances, ils avaient probablement aussi sur les hameaux formés par l'agglomération de ces petits concessionnaires une juridiction résultant de la convention faite avec eux, mais seulement pour les contestations entre ces hommes; si ces derniers avaient des procès avec des étrangers, c'est-à-dire avec des hommes qui n'étaient ni lites, ni colons libres de leur *dominus*, le *mâl* local en connaissait. Je ne doute pas même que, si entre le *dominus* et son lite il s'élevait quelque contestation sur l'exécution du contrat intervenu entre eux, le jugement n'en appartînt au *mâl* local; on peut l'induire des principes du droit romain relatifs au colonat.

A plus forte raison, si ce propriétaire avait admis à vivre dans ses domaines, dans sa commensalité, des ingénus ses compagnons d'armes, *amici*, *pares*, les contestations dans lesquelles ces hommes étaient parties devaient être portées au *mâl* local. Au moins ce fut l'état primitif jusqu'à ce que les progrès de la vassalité eurent fait disparaître la classe des hommes indépendants.

Voici maintenant ce qui prépara un changement dans cet ordre de choses primitif.

Dans le grand partage, résultat de la conquête, le roi avait obtenu des domaines considérables qu'on appelait *biens fiscaux*. Ses droits sur les esclaves et les lites ou colons libres qui y étaient attachés furent les mêmes que ceux d'un simple propriétaire sur son *alode:* et par conséquent les contestations dans lesquelles ses lites, ses colons libres étaient intéressés, devaient, dans la

pureté du principe, être portées au *mâl* local. Mais le roi, à qui la juridiction générale appartenait, crut devoir instituer dans ses *villæ* un juge qui exerçait à la fois et la juridiction dominicale telle qu'elle appartenait à tout propriétaire sur les esclaves, et la juridiction commune qui aurait dû appartenir au *mâl* relativement aux hommes non esclaves.

C'était une continuation des usages des Romains; on peut voir la *Notitia imperii*, voc. *Comites, rationales rei privatæ*. Le capitulaire de Charlemagne *De villis* constate que dans chaque domaine fiscal était un *judex* spécial. Le chapitre IV indique trois classes d'hommes sur lesquels s'exerçait la juridiction de ce juge du fisc : 1° *familia*, ou les esclaves de toute sorte; 2° *reliqui*, expression désignant, selon moi, les lites ou les affranchis qui, tout en étant hommes libres, se trouvaient dans une dépendance très-étroite; 3° enfin, *Franci qui in fiscis aut villis nostris commanent*. A l'égard de ces derniers, que le mot *Franci* désigne assez pour y reconnaître des hommes parfaitement ingénus, le droit d'être jugés par la loi de leur origine leur est conservé. Cette circonstance d'être *commanentes in fiscis* les prive uniquement de la prérogative de rester justiciables du *mâl* ordinaire; mais on peut dire qu'il y a de leur part ce que nous appellerions de nos jours une élection de domicile juridictionnel; c'est parce qu'ils le veulent bien, puisqu'il ne tient qu'à eux de n'être pas *commanentes in fiscis;* puisqu'ils ne sont pas liés comme des affranchis, des lites, des colons libres, par une dépendance contractuelle. Telle était, suivant le capitulaire, et telle me paraît avoir été dès l'origine la juridiction du *judex fisci*, dont le chapitre LVI attribue les appels au *placitum palatii.*

Rien n'est plus facile que de reconnaître comment ce système exceptionnel pour le fisc conduisit aux concessions de juridictions privées. Les rois disposèrent des domaines fiscaux en faveur de leurs fidèles et de divers établissements ecclésiastiques. Ces bénéficiers désirèrent conserver sur les domaines qu'ils obtenaient les droits de juridiction que le juge du fisc y exerçait précédemment. On leur accorda ce privilége; et ce n'est pas dans l'histoire le seul exemple de concessions imprudentes qui portent dans leurs flancs le germe d'une révolution et d'un bouleversement général de la constitution de l'état.

L'exercice de la juridiction dans les immunités, sur quelques biens qu'elle fût concédée, se modela naturellement d'après ce qui avait lieu dans les domaines fiscaux. Les documents cités plus haut, notamment la formule III du livre Ier de Marculfe, attribuent aux immunistes la juridiction sur les *illorum homines commanentes tam ingenui quam servientes de qualibet natione;* ce qu'explique encore mieux la charte de 815, citée page 586.

L'expression *illorum homines* démontre évidemment que la juridiction d'un immuniste ne s'étendait pas sur des hommes qui auraient habité quelque domaine enclavé dans le sien, sans en être dépendant; elle nous apprend que le mot *commanentes*, de la formule de Marculfe, ne peut s'entendre d'un propriétaire indépendant, quand même son domaine se serait trouvé enclavé dans ceux de l'immuniste, mais bien des hommes que l'immuniste avait admis, à un titre quelconque, à résider sur ses terres. C'est là, je ne saurais trop le rappeler, ce qui distingue les justices patrimoniales dont je parle, des justices seigneuriales de la troisième race; et c'est ce que Montesquieu a confondu. Mably paraît avoir entrevu cette distinction, et il lui aurait suffi de la développer pour démontrer l'erreur de son adversaire. Mais, trop prévenu contre les seigneurs, il a compris dans le même reproche d'usurpation, et ce qui avait été réellement concédé, et ce qui avait été évidemment usurpé.

Voyons maintenant ce que, dans le sens et l'objet des diplômes dont je viens de transcrire quelques mots, on doit entendre par *illorum homines*. Ces mots peuvent, sans doute, désigner des esclaves; mais une charte de concession de justice n'était pas nécessaire à un maître pour qu'il exerçât son pouvoir domestique et économique sur ses esclaves, sur ce que le chapitre IV du *Capitulare de villis* appelle *familia*. Il faut donc appliquer les mots *illorum homines* à des hommes libres. Parmi ces hommes il en était qui, soit comme affranchis, soit comme engagés *in servitium et obsequium, ingenuili tamen ordine*, ainsi qu'on l'a vu pages 477 et suivantes, sont désignés dans le capitulaire sous la dénomination de *reliqui*. Un contrat les obligeait à reconnaître la juridiction du juge du fisc; ils n'étaient devenus affranchis ou colons libres qu'à cette condition; le roi ne leur faisait aucun tort en donnant au bénéficier les droits de juridiction qu'il avait sur eux.

Le doute ne pourrait s'élever que pour le cas où des hommes complétement ingénus, des *Franci* du capitulaire, auraient été *commanentes* sur les domaines concédés à l'immuniste; or, cette question est véritablement oiseuse. Ces *Franci* ne pouvaient rester ainsi sur le bénéfice que par la permission du propriétaire immuniste; et celui-ci ne la leur accordait qu'à la condition qu'ils se feraient ses fidèles, ses vassaux, qu'ils se mettraient à son égard dans la situation où se mettaient les antrustions à l'égard du roi. S'ils s'y refusaient, il ne tolérait pas leur résidence, et il usait du droit qu'a tout propriétaire d'un domaine d'en exclure la personne qu'il ne lui plait pas d'y conserver; s'ils y consentaient, ils acceptaient par cela même l'obligation d'être soumis à la juridiction de l'immuniste, tant que durait leur résidence.

Si on rapproche la discussion à laquelle je viens de me livrer de ce que j'ai dit, pages 501 et suivantes, au sujet du vasselage, il est facile de s'expliquer la prodigieuse extension que reçut la justice patrimoniale, extension telle, que, vers la fin de la seconde race, les *mâls* des comtes et des centeniers n'eurent, pour ainsi dire, plus de justiciables, plus d'hommes indépendants pour rendre la justice, et que la juridiction se trouva, dans une grande partie de l'empire franc, entre les mains des grands propriétaires.

Le principe que chacun devait être jugé par ses pairs s'était naturellement introduit; et de même que les antrustions ne trouvaient leurs pairs que dans le placité du roi, leurs vassaux ne trouvaient leurs pairs que parmi les autres vassaux justiciables du seigneur commun.

En comparant cet état de choses à celui qui, sous la troisième race, fut appelé régime féodal, on voit que tout était disposé pour l'établissement des justices *seigneuriales*, différentes, sans doute, des justices *patrimoniales* dont je viens de parler, et même fondées sur d'autres principes, mais dont cependant ces justices patrimoniales ont donné l'idée, fourni le prétexte et préparé l'introduction.

S'il avait été composé quelques ouvrages contemporains sur le droit et la procédure pendant les deux premières races, comme il en a été fait sous la troisième, avant les rédactions officielles des coutumes, il serait possible d'y trouver la solution de plusieurs questions vraiment importantes sur les justices patrimoniales.

Sans doute le juge de l'immunité connaissait des contestations entre les hommes libres qui habitaient sur les domaines de cette immunité. Si l'on ne donnait pas ce sens aux priviléges de concessions, ils n'en auraient aucun. Mais si un de ces hommes avait contracté un engagement envers quelque homme indépendant, ce dernier était-il obligé de venir demander justice au juge de l'immunité, ou le demandeur n'avait-il pas le droit de saisir de la cause le *mâl* ordinaire?

Il en dut être ainsi dans l'origine, lorsque l'indépendance formait le droit commun et la vassalité une exception. Si l'immuniste avait juridiction *super homines suos*, pour employer les termes du diplôme de 815, c'était un privilége; et tout privilége doit être restreint strictement dans ses termes. La juridiction des immunistes sur leurs vassaux avait pour base essentielle le consentement de ceux-ci. La concession royale n'avait eu pour but que de rendre l'immuniste habile à exercer cette juridiction sur les ingénus qui consentiraient à la reconnaître; mais elle ne devait pas aller jusqu'à contraindre les hommes qui ne s'y

étaient pas soumis, à la subir. C'est ce que fait entendre le § 1er du titre XXX de la loi des Ripuaires. Le seul droit du suzerain était d'aller défendre les intérêts de son homme dans le *mâl* local où celui-ci avait été traduit.

Même dans ce cas, la partie n'était pas encore égale. A une époque où la force et la violence régnaient exclusivement, l'homme puissant avait, pour faire réussir la cause, une influence prodigieuse; et c'était cette considération qui multipliait tant les vassaux.

Toutefois il paraît qu'aussitôt que la vassalité eut en quelque sorte embrassé dans son réseau le plus grand nombre des hommes indépendants, on fit triompher la règle que l'habitant de l'immunité devait être assigné devant le juge de cette immunité ; on appliqua dans toute sa portée l'axiome *actor sequitur forum rei.* Il n'y a même pas, ce me semble, d'autre moyen d'expliquer le chapitre XXI d'un capitulaire de 779, qui ordonne que le comte, ou le *missus dominicus*, auront le droit de s'établir dans les domaines de l'immuniste qui refuse de rendre justice, et les formules III et IV de Baluze, qui, dans le cas de déni de justice, permettent le recours au roi. Ce n'aurait pas été certainement un vassal qui aurait rendu contre son suzerain cette plainte en déni de justice!

Une nouvelle preuve se tire d'un diplôme de 796, en faveur de l'église du Mans[1], déclarant que celui qui, ayant intenté une action contre un des hommes de l'immunité, n'aura pu obtenir justice du juge de cette immunité, pourra porter la cause *in mallo publico.*

Quoi qu'il en soit, une autre question se présente : la juridiction des juges des immunités s'étendait-elle jusqu'aux matières criminelles; car il ne peut y avoir de doutes raisonnables au sujet des affaires civiles?

Ici, je dois en convenir, la difficulté est sérieuse. Si le système de la législation avait consisté toujours à ne punir les crimes que par des compositions pécuniaires, il n'y aurait eu que peu d'inconvénients à en laisser la répression aux immunistes. En cas de condamnation, ils auraient procédé à la mainmise sur les biens du coupable, comme faisait le comte local, en vertu du titre LII de la loi Salique. Ils auraient pu vaincre le refus obstiné de l'accusé de comparaître, en le dénonçant au roi, pour faire prononcer contre lui la mise *extra sermonem regis*, conformément au titre LIX de la même loi.

Mais, quand la législation, devenue plus sévère, eut prononcé la peine de mort contre les rapts, les assassinats, les vols à force ouverte, les juges des immunités eurent-ils le droit d'appliquer cette peine aux hommes qui les habi-

[1] *Scriptores rerum Gallicarum et Francicarum*, t. V, p. 756 et 757.

taient? Montesquieu[1] invoque en faveur de l'affirmative le chapitre Ier d'un capitulaire de 806 qui, d'après l'opinion de M. Pertz, serait plus probablement de 804, et dont voici les termes : *In primis tenendum est ut habeant ecclesiæ earum justitias tam in* VITA *illorum qui habitant in ipsis ecclesiis quamque in pecuniis et substantiis eorum.* Houard, pour combattre Montesquieu, prétend encore que dans ce texte *justitias* signifie simplement les *freda* ou parts des compositions revenant au fisc. J'ai déjà répondu à cette objection; et Mably, tout mal disposé qu'il fût en faveur des justices patrimoniales, reconnaît que le chapitre dont il s'agit constate une juridiction criminelle. Il se borne à y voir *une nouveauté sous les premiers Carlovingiens.*

Houard repousse encore l'usage qu'a fait Montesquieu du capitulaire de 806, par la considération que les canons ne permettaient point aux ecclésiastiques de prononcer la peine de mort. Mais outre que cet argument serait sans application aux immunistes laïques, il est détruit par la considération que les ecclésiastiques avaient un *advocatus*, un *mandatorius* chargé d'exercer la juridiction dans leurs immunités.

Je ne dois pas dissimuler néanmoins que le capitulaire de 806, invoqué par Montesquieu, est spécial pour la Bavière. Mais on lit dans le diplôme de 796, déjà cité, que celui *qui læsus fuerit* par un habitant d'une immunité doit s'adresser au juge qui y exerce la juridiction au nom de l'immuniste. Dans un diplôme de Pepin d'Aquitaine de 847[2] on lit : *Si vero in eadem immunitate* REUS *repertus fuerit vel dictus, a nemine distringatur nisi a jam dicti loci mandatorio.* Il est évident qu'il s'agit ici d'un crime commis dans l'immunité, puisque le chapitre XIV de l'édit de Childebert de 595, déjà cité, et le chapitre II du second capitulaire de 803, reproduit et généralisé par le chapitre XVII de l'édit de Pistes de 864, obligeaient l'immuniste à livrer au comte du lieu l'homme qui, ayant commis un crime *foras immunitate*, s'y serait réfugié. C'est d'ailleurs ce que constate encore notre diplôme par cette restriction, *nisi forte exinde ipsius latronis fuerit ejectio;* c'est-à-dire, « si ce n'est dans le cas où il y a lieu à rendre un voleur réfugié. »

Je ne saurais cependant passer sous silence un diplôme de 775[3] où le roi excepte trois cas de la juridiction patrimoniale : *Homines bene ingenui qui super terras illius ecclesiæ commanere noscantur cum judicibus nostris deducant rationes de tribus causis : de hoste publico, hoc est de banno nostro quando publicitus promovetur, et waita vel pontes.* Cette restriction remarquable paraît fondée sur l'in-

[1] *Esprit des Lois*, liv. XXX, chap. XXI. — [2] *Scriptores rerum Gallicarum et Francic.* t. VIII, p. 361. — [3] *Ibid.* t. V, p. 727.

térêt public : on peut la considérer comme un des premiers indices de ce qu'on appela dans la suite *cas royaux*, à l'aide desquels les tribunaux supérieurs des rois de la troisième race portèrent de rudes atteintes aux juridictions seigneuriales.

Il importe, du reste, de faire remarquer que les jugements rendus par les tribunaux des immunistes étaient soumis à un recours devant le roi. On a déjà vu qu'il en était ainsi des jugements rendus par les juges du fisc royal, et c'est d'ailleurs ce que déclare le chapitre II de l'*Adnunciatio* de 869.

On comprend très-bien que les grands ou les établissements ecclésiastiques, à qui l'immunité avait été accordée, ne rendaient pas toujours la justice par eux-mêmes, et déjà on a vu le chapitre VII de l'édit de Chlotaire de 615, qui les oblige à choisir pour juge un homme du lieu. Il paraît que, dans la suite, on exigea une sorte de garantie pour cette délégation. Deux diplômes, l'un de 823 [1], l'autre de 846 [2], constatent que ces juges privés recevaient au palais impérial le ban ou pouvoir de juger.

Le premier de ces diplômes nous fait connaître, en outre, dans quelles formes la justice était rendue par les juges des immunités. L'*advocatus*, *vice dominus*, *etc.* tenait, dans un local désigné pour être *sedes judiciaria*, un *placitum publicum*, et rendait justice *omnibus injuriam passis secundum idoneos ejusdem populi judices cæterorumque consensum*. Toutes les questions sur les droits et les propriétés y étaient jugées *communi sapientium judicio;* c'est-à-dire, sans le moindre doute, dans la même forme que la justice était rendue aux *mâls* ordinaires. C'est encore ce qui est attesté par la vie de saint Raimbert [3], par un plaid de 870 [4], par une lettre de Hincmar, évêque de Laon [5], et enfin par un autre plaid qu'on trouve dans Baluze [6].

J'ignore si cela avait été prescrit dès les temps de la première race, par quelques lois dont les textes ne nous sont pas parvenus. Ce qu'on peut dire, c'est qu'en ne s'écartant pas dans leurs plaids des usages nationaux, les suzerains agirent avec prudence. Les vassaux, n'apercevant pas de changements notables dans leur nouvelle position, s'y accoutumèrent facilement ; les hommes indépendants répugnèrent d'autant moins à entrer dans la vassalité, qu'ils y trouvèrent leurs anciennes institutions, et les suzerains convoquant leurs vassaux, comme le comte convoquait les hommes libres, chaque immunité eut son *mâl*, qui devint, sous la troisième race, la cour du seigneur. On sait avec quelle

[1] *Script. rer. Gallic. et Francic.* t. VI, p. 535. — [2] *Ibid.* t. VIII, p. 382. — [3] *Ibid.* t. VII, p. 339. — [4] Labbe, *Alliance chronol.* t. II, p. 470. Recueil de Pérard, p. 150. — [5] *Hincmari Opp.* t. II, p. 611. — [6] *Capitul. reg. Franc.* t. II, col. 823.

facilité les peuples sont dupes des mots et des apparences! Du reste, les seigneurs y trouvèrent encore un autre intérêt; ils avaient, par le fait, une grande influence sur les décisions d'une cour dont ils désignaient les membres et qu'ils présidaient; cependant ils évitaient par ce simulacre la responsabilité des jugements.

Mais conserva-t-on aussi les anciennes règles, d'après lesquelles chacun avait droit d'être jugé par sa loi d'origine? Je ne le crois pas. Soit que le suzerain fût, à l'égard d'une classe de ses vassaux, un *dominus*, comme pour les *lidi*, les *coloni;* soit qu'il fût simplement un chef, comme pour ses fidèles ou compagnons, ces hommes lui avaient promis obéissance : les effets naturels de cette obéissance furent qu'ils se soumirent à des usages locaux, uniformes pour toute l'immunité, avec d'autant plus de raison que, ces hommes étant d'origines diverses et appartenant indistinctement à toutes les tribus disséminées sur le territoire franc, on aurait pu difficilement trouver dans l'étendue de l'immunité des personnes instruites de la loi de chacun d'eux.

Ces plaids des immunités durent adopter une jurisprudence, des règles de droit, dont les effets étaient circonscrits dans l'immunité, mais qui prenaient un caractère territorial, c'est-à-dire un empire sur tous les habitants, sans considération de leur origine.

Ce fut une des causes qui hâtèrent le plus la chute du système de la personnalité des lois; et, de même que les concessions d'immunités, autrement dit, les justices patrimoniales des deux premières races préparèrent les justices seigneuriales de la troisième, de même les usages suivis dans ces justices patrimoniales préparèrent l'établissement des coutumes locales [1].

[1] Je n'ai point traité, dans cette dissertation, des juridictions ecclésiastiques, parce que, selon moi, pendant la première race, les clercs et les établissements religieux étaient, pour leurs contestations avec les laïques, soumis à la juridiction civile. Seulement il est bon de faire observer que le chapitre v de la constitution de 615 prescrit la formation d'un tribunal mixte, ce qui peut-être avait lieu dans d'autres cas, ainsi que je l'ai dit pag. 448. Les décisions de la loi romaine et des conciles, qui voulaient que les contestations entre les clercs fussent soumises à l'évêque, ne constituaient qu'une juridiction arbitrale dont je n'avais point à m'occuper.

DISSERTATION DIXIÈME.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX CHEZ LES FRANCS.

La dissertation précédente, dans laquelle j'ai essayé de résumer ce que nous savons de positif sur l'organisation judiciaire chez les Francs, me conduit naturellement à parler de la procédure suivie devant les tribunaux. On trouve peu de dispositions générales à ce sujet dans la loi Salique. Le titre 1er est à vrai dire le seul qui ait ce caractère. C'est ensuite à l'occasion de quelques actions spéciales que d'autres titres parlent de formes d'ajournement, de délais pour comparaître, de manière qu'on pourrait douter si ces formes et ces délais étaient des règles communes pour toutes les contestations. Mais les formules et les chartes offrent quelques renseignements supplémentaires.

On a vu, page 581, la différence qui existait entre la juridiction contentieuse et la juridiction volontaire; il ne s'agit ici que des formes de la première. Une première section traitera de la procédure devant la juridiction commune; la seconde de la procédure devant le *placitum palatii*. Je me suis suffisamment expliqué, pages 592 et suivantes, sur ce qui concerne les immunités.

SECTION Ire. — PROCÉDURE DEVANT LA JURIDICTION COMMUNE.

J'entends par juridiction commune celle des *mâls* présidés par le comte et le centenier. Ces *mâls* se tenaient à des époques périodiques et fixes; mais le magistrat pouvait en indiquer d'autres selon les besoins et les circonstances. C'est ce qu'on lit dans des documents de la seconde race qui me paraissent constater des usages de la première, notamment dans le chapitre XXVII du capitulaire de 801. Les jours et les lieux de tenue des placités ordinaires étaient connus de tous les habitants de l'arrondissement. Il n'en pouvait être ainsi des placités extraordinaires qui, à la vérité d'après ce même chapitre, d'après le chapitre XII du capitulaire de 814 et le chapitre XIV du cinquième capitulaire de 819, ne devaient avoir lieu que dans des cas rares, *nisi forte contingat ut aliquis aliquem accuset*. Ces lois ne nous apprennent pas comment le comte formait le plaid extraordinaire, ni s'il y avait pour l'universalité des ingénus une obligation rigoureuse d'y assister, comme aux plaids ordinaires. Nous voyons seulement par le chapitre V d'un capitulaire de 829, que les comtes abusaient de leur droit à cet égard, et que l'empereur cherchait à y porter remède.

Je vais parler dans deux paragraphes distincts des affaires civiles et des affaires criminelles.

§ Iᵉʳ. — DES AFFAIRES CIVILES.

Celui qui voulait traduire son adversaire devant le *mâl* lui donnait un ajournement, ce que la loi Salique, notamment dans le titre 1ᵉʳ, appelle *mannire*. Ce mot, qui avec ses composés est évidemment originaire de l'ancienne langue des Francs, revêtu d'une forme latine, est resté dans l'allemand *mahnen*, et le hollandais *maenen*, avec la signification de *sommation*. On trouve aussi fréquemment dans la loi Salique et les documents, *mallare, admallare*, *homallare, obmallare*, avec leurs composés, mots qui ont un rapport plus direct avec *mallum*, et signifient ajournement devant le tribunal. Quelquefois ces expressions sont remplacées par *solem culcare*, et même par *solsatire* : parce que la journée entière jusqu'au coucher du soleil était accordée à l'ajourné pour comparaître.

Le titre 1ᵉʳ de la loi Salique s'exprime ainsi : *Si quis ad mallum legibus dominicis mannitus fuerit*. Je ne crois pas que les mots *legibus dominicis* supposent que tout ajournement dût indistinctement être précédé d'une formalité par laquelle le demandeur obtenait du président du *mâl*, comte ou centenier, selon la nature du procès, un ordre donné au défendeur de comparaître à un jour déterminé, qu'on aurait appelé *lex dominica*, et qui ressemblerait à nos *permis d'assigner*. Nous verrons, il est vrai, qu'on prenait cette mesure pour les ajournements devant le placité royal; mais le caractère de ce tribunal peut l'expliquer, sans qu'il y ait lieu d'en conclure que ce fût un usage général pour les autres juridictions. Il est bien vrai encore que cette formalité était nécessaire dans les cas d'ajournement à un plaid extraordinaire, puisque le jour de comparution n'aurait pu être connu autrement. Mais si les règles rappelées dans les capitulaires cités plus haut étaient exactement observées, ces plaids extraordinaires ne devaient avoir lieu qu'en matière criminelle. Cependant le chapitre XII du premier capitulaire de 819 porte à croire qu'on y ajouta quelques procès civils, tels que les *redditiones rationum*, sans doute des deniers publics ou des deniers des pupilles. Il paraît, d'après ce chapitre, qu'on appelait *bannitio* l'ordre de comparaître délivré par le comte, et que par *mannitio* on entendait l'ajournement au *mâl* ordinaire pour lequel ce préalable n'était ni requis, ni nécessaire.

Une peine pécuniaire était prononcée contre l'ajourné qui ne comparaissait pas, et d'ailleurs sa non-comparution avait d'autres conséquences qui vont être expliquées; il est donc nécessaire d'indiquer ce que nous savons des délais accordés à cet ajourné pour se présenter.

Le titre XLIX de la loi Salique accorde un délai de quarante jours pour comparaître. Le chapitre Ier du troisième capitulaire de 819 énonce aussi d'une manière générale ce délai de quarante jours; on le retrouve encore dans un plaid de 758, ap. Mabill. *de Re diplom.* page 493, et dans l'édit de Pistes, chap. XXXIII; et même le capitulaire de 819 porte que, si la tenue du *mâl* n'a pas eu lieu à l'expiration des quarante jours, le défendeur a encore tout le délai qui s'écoulera jusqu'à cette tenue. On peut même conclure du titre XLIX déjà cité que le délai de quarante jours était doublé lorsque l'homme assigné demeurait hors de l'arrondissement.

D'après le titre XXXII de la loi des Ripuaires, le défendeur défaillant au premier plaid était ajourné à un second, troisième, quatrième, cinquième et sixième, et pour ces réassignations, la présence de trois rachimbourgs était exigée; à chaque défaut le défendeur était condamné à une amende de XV sous; et enfin, s'il persistait à ne pas paraître au septième, le comte opérait une mainmise sur ses biens. La loi Salique ne contenait pas tant de détails, et se bornait, titre Ier, à constater le principe d'une amende de XV sous pour la non-comparution. Mais on verra bientôt que certainement, d'après cette loi, il y avait lieu à trois sommations. On pourrait même conclure d'une formule insérée dans le manuscrit 4406, que cet ajournement était donné par ordre du chef de justice; en voici les termes : *Ille, oblatis precibus, nobis detulit in querela ab illo rem sibi debitam injuste retineri; ideoque datis ad te litteris præsentibus, indicamus ut memorato, salva civilitate, eatenus admonere procures ut die statuta ad audientiam nostram se venturum, sub idonei fidejussoris cautione promittat, petitoris partibus in omnibus responsurus, quatenus jurgio quod inter altercantes vertitur cum justicia terminus inponatur.* Quelques expressions qui, dans le manuscrit, précèdent cette formule, prouvent même que l'ajournement était fait par affiche publique : *edictus infrascriptus in foro illius qui amonitus et venire contempserit debet appendi.* Mais cette formule étant insérée dans un manuscrit de la *lex romana*, et à la suite de cette loi, on pourrait douter qu'elle atteste un usage de la procédure des Francs[1]. Toutefois cela ne serait pas hors de possibilité d'après une disposition très-obscure, j'en conviens, de l'édit de Chilpéric de 574, déjà cité dans les précédentes dissertations. On y lit d'assez longs détails sur les ajournements et les intimations diverses qui devaient précéder la mainmise sur les biens d'un débiteur, et l'édit porte ensuite : *Illas et marias qui nuntiabantur ecclesias, nuntientur consistentes ubi admallat.* Ce latin est prodigieusement mauvais, comme celui de tout le document; néanmoins je présume que *marias* est un mot bar-

[1] Voir les *Opuscula* d'Haubold, t. II, pag. 910.

bare latinisé, répondant à *mâri*, ancien dialecte franc, lequel signifie *discours*, *exposé*, *récit*. On peut donc croire que l'objet de la loi est de décider que les ajournements légaux, les *commonitiones*, pour employer les termes de la formule citée ci-dessus, ne seront plus faits dans les églises, mais dans le *mâl*.

Lorsque la partie appelée en justice se présentait, et que le demandeur ne comparaissait pas, on lui délivrait une attestation pour constater la non-comparution de son adversaire, car il n'y avait pas, à proprement parler, de jugement à rendre. Cet acte s'appelait *solsadia* : les formules XII, XIII, XIV et XVI de Mabillon en contiennent des rédactions. Ce savant me paraît s'être trompé en indiquant dans une note que *solsadia* signifie *impedimentum*, *excusatio;* tel n'est point évidemment l'objet des formules, ni le sens de *solsadia* qui, de même que *solsatire*, exprime que la partie a attendu son adversaire jusqu'au coucher du soleil. Je crois, au surplus, que, sauf l'obligation de payer la composition de XV sous, ce demandeur pouvait renouveler l'assignation.

Il n'était pas impossible que le défendeur assigné eût une excuse légitime d'absence. Les textes de la loi et des documents distinguent. Il y avait des causes de dispenses écrites dans la loi, que l'ajourné n'était pas obligé d'envoyer déclarer au tribunal. J'en parlerai plus bas.

Les excuses autres que ces dispenses légales devaient être produites de la part de l'ajourné; ce que prouvent très-bien les formules citées plus haut, dans lesquelles on voit que le défendeur est déclaré *jectivus*, parce qu'il n'a envoyé personne pour alléguer les excuses, *sunnias*, qui l'empêchaient de comparaître; et il me paraît incontestable que les juges en avaient l'appréciation.

Pour faire bien comprendre ces textes, où l'on voit un défaut prononcé contre l'ajourné qui n'a envoyé personne chargé d'alléguer ses excuses, je dois faire observer que, suivant la procédure des Francs, toute partie était obligée de comparaître en personne au *mâl*, et de répondre elle-même; ce principe était encore suivi sous la seconde race, ainsi que le fait entendre le chapitre IX du premier capitulaire de 802. Il fallait, pour qu'une personne eût le droit de se faire représenter en justice et pour que les jugements fussent valablement rendus avec le représentant, que le roi eût accordé à cette personne l'autorisation de confier la défense de ses causes à un mandataire, ainsi qu'on le voit par la formule XXI du livre Ier de Marculfe, qui est la CXVe de Lindenbrog; et c'est l'opinion de Bignon sur la première de ces formules. Le diplôme de Chlotaire III de 666[1] en fournit un exemple. Cependant on peut conjecturer d'après la formule XXXI du livre II de Marculfe, qui est la CLXXVIIIe de Lindenbrog, et d'après

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 252; 2e édit. t. II, pag. 141.

la formule XLVI de Sirmond, que cette constitution d'un mandataire *ad causas prosequendas* était souvent donnée avec moins de solennité[1].

Dans un tel état de la législation, celui qu'un motif quelconque empêchait de paraître n'avait d'autre ressource que d'envoyer un ami, non pour plaider sa cause, à moins qu'il ne fût dans le cas d'exception dont je viens de parler, mais pour faire connaître l'empêchement qui le retenait, et obtenir un délai.

Le titre XXI des *Capita extravagantia* met au nombre de ces excuses le cas où un homme a éprouvé un incendie qui l'oblige à prendre des mesures pour la conservation de son mobilier, la mort d'un de ses parents dans son domicile, sa propre maladie.

L'édit de Chilpéric de 574, déjà cité, constate un usage remarquable. En voici les termes : *Si quis causam mallare debet et sic ante vicinos causam suam notam faciat, et sic ante rachymburgiis videredum donet, et si ipsi hoc dubitant ut malletur causam, nam* (probablement *eam*) *antea mallare non præsummat, et si ante mallare præsumpserit, causam perdat.*

A travers le mauvais style et l'obscurité de ce texte on devine, je crois, que celui qui voulait entamer un procès devait soumettre la question à l'examen de ses parents, car le mot *vicini* me paraît avoir eu cette signification, suivant du Cange, *h. voc.* S'ils doutaient de la bonté de la cause, cet homme ne pouvait porter l'affaire devant les rachimbourgs qu'après avoir fait une consignation analogue à celle que la *lex Romana Visigothorum*, lib. IX, tit. I, const. 14, exigeait de l'accusateur en matière de délits, mais que l'usage avait étendue aux affaires civiles, suivant les formules XXIX de Sirmond, CVII de Lindenbrog et XVI de Baluze : faute de remplir cette formalité préalable, sa demande était rejetée[2].

Lorsqu'il s'agissait de prononcer l'amende du défaut, ou de condamner le défendeur défaillant, il était juste qu'on s'informât s'il avait été ajourné.

Si l'ajournement avait été donné en vertu d'un ordre du comte, pour un plaid extraordinaire, ce magistrat employait certainement des agents dont le serment faisait foi que l'ajourné avait été averti. J'ai donné quelques détails à ce sujet dans la note 758. Mais lorsque l'ajournement était donné à un plaid ordinaire par le demandeur lui-même, il n'était pas juste qu'on le crût sur sa

[1] Les documents cités par Mlle de Lézardière, t. VII, IIIe partie, pag. 8 ou 9, attestent que les établissements ecclésiastiques avaient le droit d'être représentés par un *advocatus*; et le capitulaire de 833 leur en fait même une obligation. — [2] Peut-être cependant la disposition de l'édit est-elle relative seulement aux actions criminelles; l'intérêt des parents à vérifier le fondement de la plainte serait justifié par l'usage qui les rendait responsables des dommages-intérêts prononcés contre le plaignant qui succombait.

simple déclaration. Il n'existait point d'officiers ministériels, comme sont nos huissiers, pour constater les assignations; le demandeur, accompagné de témoins, au nombre de trois, ainsi qu'il résulte des titres XLIX et LIX de la loi Salique et du titre XXXII de la loi des Ripuaires, était donc tenu d'aller trouver l'ajourné; si celui-ci n'était pas à son domicile, il devait, d'après le titre 1er de la loi Salique, parler à sa femme ou à quelqu'un de sa maison.

Si le défendeur envoyait proposer son excuse, les juges l'appréciaient, ou, lorsqu'elle leur paraissait mal fondée, ils pouvaient agir comme en cas de non-comparution. Si l'ajourné ne comparaissait pas, le demandeur, accompagné de ses témoins, affirmait que l'ajournement avait été donné, et alors on opérait ainsi que je l'ai dit plus haut, page 599.

Outre les excuses que l'assigné était autorisé à faire valoir, comme on l'a vu, page 601, le titre 1er de la loi Salique énonce l'absence pour le service du roi, *jussio regis*, répondant aux mots *dominica ambascia* de quelques manuscrits. Je crois que ce n'était pas simplement une excuse dont le défendeur devait se prévaloir par l'envoi d'une personne chargée d'en informer le tribunal, et que cette circonstance rendait invalide la condamnation prononcée par défaut. En effet, il y aurait eu contradiction dans les termes s'il eût fallu qu'en ce cas le défendeur se fît excuser par un représentant : comment aurait-il pu, dans le lieu éloigné où le retenait le service du roi, connaître l'assignation donnée à son domicile? Il était donc juste que ce fait d'une mission frappât de nullité les assignations qu'on lui donnait, et c'est ce que paraissent expliquer les mots *non potest;* aussi le texte continue-t-il en disant que, si l'absence est pour les affaires particulières du défendeur, *infra pagum in sua ratione*, l'assignation sera valable, *manniri potest*. On peut, ce me semble, placer dans cette catégorie des excuses légales, le cas où un homme avait, ainsi que le prévoit la formule XXIII du livre Ier de Marculfe, qui est la XXXVIe de Lindenbrog, obtenu du roi un *preceptum de causa suspensa*, ce précepte étant adressé aux chefs de justice des *mâls*.

Le chapitre V du troisième capitulaire de 819, et, bien antérieurement, le titre LXXXI de la loi des Ripuaires, constatent que la minorité du défendeur était aussi un obstacle légal à ce qu'il fût valablement assigné. Ce principe est resté dans beaucoup de législations du moyen âge.

Si, comme on l'a vu page 575, le magistrat président du *mâl* n'avait pas voix délibérative pour former le jugement, sa qualité lui conférait incontestablement le droit et lui imposait le devoir de prendre les mesures convenables pour que la cause fût jugée. Ainsi, son premier soin devait être de s'occuper de la formation du tribunal. J'ai dit plus haut, pages 437 et suiv. que les

parties avaient le droit d'être jugées par leur loi propre; il en résultait la nécessité d'avoir pour chaque cause, des rachimbourgs instruits de la loi d'après laquelle l'affaire devait être jugée.

Le droit de statuer sur ces points préalables appartenait naturellement au chef de la justice. On n'aurait pu les soumettre au jugement des rachimbourgs; car, avant tout, il fallait les trouver, et *tels* ou *tels* n'étaient *idonei*, pour employer les termes de la loi Salique, que selon la nature de la cause à discuter devant eux. C'est sans doute pour que ce but pût être atteint, et pour qu'ensuite les juges pussent donner une décision conforme à la loi, que le § 2 du chapitre XV du titre II de la loi des Bavarois, le chapitre XIX du cinquième capitulaire de 803 et beaucoup d'autres textes, imposent aux comtes l'obligation d'avoir un livre des lois et de veiller à ce que chacun soit jugé suivant la sienne. C'est ce qui explique l'existence de manuscrits formés des lois Salique, Ripuaire, Bourguignonne, Allemande, Bavaroise et Romaine, dont quelques-uns nous sont parvenus[1]. Ces manuscrits étaient les livres légaux des chancelleries, comme le prouve l'avertissement écrit en tête du manuscrit 4404[2].

Probablement, si quelque débat s'élevait sur la compétence ou plutôt sur la question de savoir par quelle loi la cause devait être jugée, les parties s'expliquaient devant le chef de justice, qui décidait souverainement ce point préalable. Cela fait, il appelait des rachimbourgs. Les désignait-il arbitrairement; faisait-il un tirage; y avait-il des récusations? Les documents ne fournissent point la solution de ces questions; je me suis expliqué à ce sujet, page 448.

Quelques textes indiquent le nombre de sept rachimbourgs. Mais nous ignorons si c'était un *minimum*, et si, lorsque le *mâl* en offrait un plus grand nombre, tous, pourvu qu'ils fussent de la loi d'après laquelle une cause devait être décidée, concouraient au jugement.

Les autres formalités qui précédaient l'audition des parties et le débat du procès devant les rachimbourgs étaient également remplies par le chef de justice; car c'était à lui qu'appartenait la direction de la procédure, comme le fait entendre suffisamment le chapitre V du 2ᵉ capitulaire de 819. Le chapitre III du premier capitulaire de la même année lui impose l'obligation de fournir des moyens de défense aux veuves, aux pauvres, ainsi qu'on le voit dans la formule VIII du livre Iᵉʳ de Marculfe; de leur procurer les moyens d'appeler les témoins; de leur faire connaître la loi; de leur donner des défenseurs. Il est d'autant moins douteux que ces règles fussent observées sous la première race, qu'elles

[1] Voir le testament du comte Évrard, de 837, dans le Spicilége de d'Achéry, t. XII, p. 490, par lequel il lègue un recueil manuscrit de ces lois. — [2] Voir ma préface, n° III.

sont fondées sur la nature des choses et inscrites dans des capitulaires additionnels à la loi Salique.

Le tribunal constitué, les hommes appelés pour juger, devenus rachimbourgs, comme parmi nous les citoyens appelés à concourir aux jugements criminels sont *jurés*, entendaient les parties. Toute cette procédure était publique ; c'est ce qu'attestent les formules XII de Bignon et CLXXII de Lindenbrog; c'est ce qu'on peut encore induire du titre LIX de la loi Salique; ce qu'on lit aussi dans la loi des Bavarois, titre XVI, chapitre II. Les parties, ainsi qu'on l'a vu plus haut, page 601, devaient comparaître et s'expliquer en personne, sauf les cas d'exception autorisés. Souvent la cause dépendait de preuves, sur lesquelles je m'expliquerai dans la dissertation suivante.

Le défendeur pouvait soutenir qu'il avait un garant à appeler en cause, et c'est précisément ce que prévoit le titre XLIX de la loi Salique, de la part de celui sur qui on revendique un animal, et qui prétend l'avoir acquis par vente ou échange. Dans la formule XLVI de Mabillon, un homme poursuivi comme possesseur indû d'une vigne prétend qu'elle lui a été vendue par un tiers; on lui accorde délai pour appeler son vendeur, faute de quoi il doit se désister de la possession.

Les rachimbourgs rendaient enfin leur décision, qui était sans appel, sauf le droit de la partie condamnée de se pourvoir devant le roi, si elle prétendait que la loi avait été violée dans cette décision, conformément au chapitre VI de la constitution de 560. J'ai déjà dit, page 579, que le droit et l'obligation de faire exécuter le jugement appartenaient au comte, à qui plusieurs textes formels défendent de le modifier.

La condamnation ne pouvait consister que dans l'obligation imposée à celui qui avait perdu son procès, de livrer, de rendre ou de délaisser un corps certain, mobilier ou immobilier, ou bien de payer une somme déterminée.

Au premier cas, l'exécution avait pour objet d'expulser de vive force le détenteur injuste et de réintégrer son adversaire dans la possession de l'objet désigné par le jugement.

Les rachimbourgs décidaient souvent que le défendeur serait tenu de faire une preuve dans la forme et dans le délai prescrits, faute de quoi il serait tenu de satisfaire à la demande; on en voit des exemples dans les formules II et V de l'appendice de Marculfe, X, XI, XIV, XXVIII, XXXIX et XXX de Mabillon.

Lorsque la condamnation consistait dans une certaine somme d'argent, on suivait des formes d'exécution, sur les biens de la personne condamnée, tout à fait semblables à celles que prescrit le titre LII de la loi Salique.

C'est donc ici le lieu d'expliquer ce titre, l'un des plus curieux monuments de l'ancienne procédure.

Les premiers mots supposent qu'un homme a contracté une obligation, *fidem fecit;* c'est le sens des mots *fidem facere* dans ce titre, dans la rédaction du suivant d'après le texte d'Herold, ainsi que dans un plaid de 693[1]. Dès que le terme est échu, lorsque l'obligation en détermine un, ou quarante jours après celui de l'obligation, lorsqu'un terme n'a pas été fixé, le créancier, accompagné de témoins, somme le débiteur de s'acquitter; et le refus de celui-ci le rend passible d'une composition de XV sous.

Si ce débiteur, dans un délai que la loi ne détermine pas, et qui probablement était fixé par l'usage, ne paye ni le capital, ni la peine, le créancier s'adresse au *judex*, nommé dans la suite du texte *grafio*, et lui expose sa demande dans des termes dont la loi contient la formule. Le grafion, par une formule également consacrée, ajourne le débiteur. Alors le créancier notifie à ce dernier une protestation contre tous payements ou tous gages qu'il pourrait faire ou donner à d'autres qu'à lui; contre tous engagements qu'il pourrait prendre envers des tiers avant de l'avoir payé. C'est une sorte de saisie générale des biens du débiteur, interposée autant que le permettait l'état imparfait, mais cependant rapide et économique à la fois, de la procédure de ce temps.

Cette formalité remplie, le créancier, toujours accompagné de témoins, somme de nouveau son débiteur de le payer; en cas de refus, il l'ajourne à venir au *mâl*. Trois sommations ont lieu, le refus de comparaître à chacune augmente la dette de III sous, de manière qu'à la troisième cette augmentation est de IX sous.

Si le débiteur n'a pas payé après la troisième sommation, le créancier se présente de nouveau devant le grafion : il lui expose l'inutilité des ajournements donnés et requiert qu'à ses risques et périls, *super fortuna sua*, il soit mis en possession des biens de son débiteur : il contracte en conséquence, par la *festuca*, l'engagement de répondre, s'il y a lieu, des suites de sa réquisition, au cas où elle serait jugée mal fondée, ainsi que le prévoit le titre LIII. Cette demande est accompagnée de l'énonciation de la somme due. Alors le grafion, *congregat septem rachimburgios idoneos;* il se rend avec eux à la demeure du débiteur, et il le somme de payer le créancier. S'il est absent, ou si, quoique présent, il refuse de payer, les rachimbourgs délivrent au créancier une partie des biens du débiteur, d'après l'estimation qu'ils en font, jusqu'à concurrence de la dette et du *fredum*, fixé au tiers, lequel est perçu par le grafion. Le § 5 du

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 335; 2e édit. t. II, p. 229.

titre XXXII de la loi des Ripuaires prévoit que le débiteur peut s'opposer, à force ouverte, *cum spatha tracta*, à cette mainmise. Le grafion l'ajourne alors devant le tribunal du roi, et le requiert de donner caution, d'y comparaître; évidemment, en cas de refus, il avait droit de le faire arrêter.

Ce mode expéditif de satisfaire un créancier que le débiteur refuse de payer est cependant, comme on le voit, accompagné de formes protectrices. Ainsi le titre LIII prononce une composition contre celui *qui grafionem ad res alienas tollendas injuste invitaverit*, c'est-à-dire sans lui avoir fait les réquisitions et donné les ajournements préalables dont il vient d'être parlé; et même le titre X des *Capita extravagantia* porte que le créancier qui, sans recourir à ces formes, se serait emparé des biens de son débiteur, était puni de la perte de sa créance et d'une composition de CC sous.

La procédure que je viens d'expliquer, d'après le titre LII de la loi Salique est, comme je l'ai annoncé, relative à une contrainte par suite d'obligation contractée hors jugement. Mais la raison ne permettait pas qu'il en fût autrement lorsque la dette résultait d'une condamnation judiciaire. Ce dernier cas est même prévu d'une manière expresse par le titre LVIII du manuscrit de Wolfenbüttel et par le titre LIX du texte d'Herold. Si l'on n'en a pas reproduit les dispositions dans la *Lex emendata*, c'est évidemment parce que cela eût été inutile. Le débiteur en vertu d'un jugement ne devait pas être moins contraint à payer que le débiteur en vertu d'une obligation ordinaire; les formes de contrainte devaient être les mêmes, et c'est encore ce qui a lieu dans nos législations modernes. Mais on trouve à ce sujet dans l'édit de Chilpéric de 574, déjà cité plusieurs fois, des détails à ce sujet que je ne dois point passer sous silence. Il prévoit que celui sur qui l'expropriation est opérée nie qu'une condamnation ait été prononcée contre lui. Le grafion ajourne les parties à quarante jours. Le créancier qui prétend avoir obtenu cette condamnation doit, à cette audience, faire comparaître sept des rachimbourgs qui l'ont prononcée, et s'il n'en peut trouver sept, au moins trois qui attestent l'excuse des autres. Faute de prouver ainsi que la condamnation soit intervenue, il doit rendre les biens saisis et sans doute payer la composition déterminée par le titre LIII de la loi Salique.

Il est assez remarquable que cet usage, perfectionné en quelques points, s'était conservé jusqu'à nos jours : il est connu dans l'Italie; et jusqu'aux changements apportés en France à l'ancienne législation, il était pratiqué dans quelques provinces qu'on appelait *pays de collocation*, notamment au parlement de Provence. La cour d'Aix et celle de Grenoble, dans leurs observations sur le projet du Code civil, le réclamèrent avec instance; mais les sollicitations des

gens de procédure, qui ont eu trop d'influence sur la rédaction de nos codes, et la routine des pays qu'on appelait *pays de décret*, ont fait écarter les mesures d'économie proposées par ces cours.

D'après ce que j'ai dit sur la juridiction restreinte du centenier, il est probable que ce juge subalterne n'avait pas le droit de procéder à l'expropriation d'un débiteur, et c'est encore une règle de notre procédure actuelle : lorsqu'un juge de paix a prononcé des condamnations, l'exécution forcée appartient au tribunal civil.

§ II. — DE LA PROCÉDURE EN MATIÈRE CRIMINELLE.

Je me propose d'établir, dans la dissertation douzième, que le droit de vengeance individuelle n'était pas autorisé pour les délits qui consistaient simplement en atteintes à la propriété, et qu'il était réduit aux offenses contre les personnes. En supposant cette distinction reconnue, en raisonnant dans cette hypothèse, je crois pouvoir en conclure que les délits contre la propriété donnaient lieu simplement à des actions, intentées et suivies dans les formes expliquées au § précédent.

Quant aux atteintes contre les personnes, s'il est vrai que le droit matériel de vengeance subsistât, ainsi que je le dirai, il est vrai aussi que dans un très-grand nombre, et même dans le plus grand nombre de cas, il était converti en poursuite judiciaire; il en résultait donc une procédure, que j'appellerai *criminelle*, et dont je vais traiter dans ce paragraphe.

Le titre XXXIV de la loi Salique paraît consacrer sans le moindre équivoque le droit de l'offensé d'arrêter le coupable dans l'action du crime, ce que nous appelons en *flagrant délit*, mais évidemment à la charge de le remettre entre les mains du juge : j'en ai donné l'explication dans la note 375. L'auteur de cette arrestation devait prouver qu'elle n'était pas faite *sine causa*, pour employer les expressions de la loi. D'après le chapitre II du pacte de 593, entre Childebert et Chlotaire, il suffisait de la simple dénégation du détenu pour que la preuve du délit dût être faite par l'auteur de l'arrestation, *quod furtum quod objicit verum sit*, ce qui, d'ailleurs, est conforme aux règles de la saine raison.

S'il est vrai que la punition des crimes fût en général un objet d'intérêt privé, puisqu'ils ne donnaient lieu qu'à des compositions qui étaient dues à l'offensé et à sa famille, il est vrai aussi que, dès les temps les plus anciens, ainsi que Tacite l'atteste, chapitre XII, une partie en était attribuée au fisc, à titre de *fredum*. Les dépositaires de l'autorité publique qui percevaient ces *freda* pour le fisc, ou pour leur propre compte quand les rois les leur avaient attribués,

avaient donc intérêt à exercer la poursuite. Aussi le titre LV de la loi Salique avait pris des mesures pour que des transactions entre l'offensé et l'offenseur ne nuisissent point aux droits du fisc. Le chapitre III du pacte entre Chlotaire et Childebert, et le chapitre XI de la *Decretio Chlotarii*, déterminent encore plus clairement ces précautions. Le titre IX des *Capita extravagantia*, que j'ai déjà cité pour un autre objet, page 469, et le chapitre IX de l'édit de Childebert de 595, constatent la poursuite d'office par le magistrat.

Les lois postérieures à la première révision de la loi Salique avaient de plus organisé, dans les divisions de territoire appelées centaines, des mesures à l'effet de poursuivre et d'arrêter les coupables, auxquelles tout habitant était tenu de concourir : c'était, d'après le § 5 du titre XXXIV de la loi Salique, un délit capital que d'enlever par force un détenu au magistrat; d'après le titre 1er des *Capita extravagantia*, c'en était un aussi d'arrêter et de maltraiter les hommes qui étaient envoyés à la recherche des malfaiteurs.

Lorsque l'accusé était détenu, il n'y a pas lieu d'examiner dans quelles formes on devait l'assigner. Les agents de la force publique qui le gardaient le conduisaient au *mâl*. Mais un ingénu pouvait obtenir sa liberté en donnant caution de se présenter devant le tribunal compétent; c'est ce qui résulte des formules XXVII et XXXVII du livre Ier de Marculfe, et du témoignage de Grégoire de Tours, livre IX, chapitres VIII et X, et livre X, chapitre V. D'ailleurs, l'arrestation préventive n'avait lieu que dans des cas rares; il fallait donc ajourner l'accusé. On verra bientôt que les formes étaient les mêmes que pour les ajournements en matière civile.

Avant de les expliquer, je dois dire quelques mots sur la composition du tribunal. J'ai déjà expliqué dans la seconde dissertation que chacun avait le droit d'être jugé d'après sa loi d'origine, mais que ce principe ne paraissait applicable qu'aux procès civils. Si, dans ces sortes de causes, il y avait nécessité d'appeler des rachimbourgs romains pour une question de nature à être jugée par la loi romaine, en était-il de même en matière criminelle, et, par exemple, n'appelait-on que des rachimbourgs francs ou que des rachimbourgs romains, selon que le crime avait été commis contre un Franc ou contre un Romain ? Je ne le crois pas; on aurait eu à craindre trop de partialité de la part des rachimbourgs de la même origine que l'offensé.

Les questions de droit civil étant très-variées, et, notamment en ce qui concernait les Francs, ne consistant que dans des usages traditionnels dont un petit nombre avait été fixé par écrit, on comprend la nécessité d'appeler des rachimbourgs de la loi d'après laquelle la cause devait être jugée.

Il n'en était pas ainsi du droit criminel : les crimes et délits, les compositions auxquelles ils donnaient lieu avaient été déterminés par la loi Salique, laquelle, dans mon opinion du moins, ainsi que je l'ai dit, page 447, étant une loi de police et d'ordre public, régissait tous les habitants du territoire, quelle que fût leur origine, avec la seule condition qu'on attribuât à l'offensé la composition déterminée par cette même loi, d'après des bases fondées sur la différence d'origine.

Je crois donc que tous les ingénus, habiles à siéger au *mál*, de quelque tribu qu'ils fussent, étaient aptes à juger un procès criminel. Ils avaient tous un intérêt égal au maintien de l'ordre, le même fait ne pouvant être illicite parce qu'il avait été commis par un Romain, et licite parce qu'il l'aurait été par un Franc, sauf, comme je l'ai déjà dit, la différence dans le taux des compositions.

Cela entendu, nous pouvons supposer que l'accusé, amené par la force publique lorsqu'il était en état d'arrestation, ou ajourné dans la forme ordinaire, comparaissait. Je parlerai plus bas de l'accusé défaillant.

Les textes anciens de la loi Salique et même la *Lex emendata* offrent peu de détails sur la procédure en matière criminelle, mais je crois qu'on peut les compléter à l'aide du titre XVIII des *Capita extravagantia*.

Ce titre, il est vrai, porte dans les manuscrits la rubrique ou simplement *de antrustione*, ou *de antrustione ghamalta*, mot qui peut se traduire par *admallato*; d'où l'on pourrait conclure qu'il ne se rapporte qu'à des poursuites contre des antrustions. On sait que ce nom était donné à des hommes attachés au roi par un lien spécial de fidélité.

Le privilége d'une composition supérieure à celle qui était attribuée aux autres hommes libres pour offenses commises envers leurs personnes, est le seul qu'on trouve écrit dans la loi Salique. Avec le temps et par l'effet de concessions qui se développèrent successivement, ces antrustions parvinrent à être exclusivement justiciables du *placitum palatii*. Il me paraît évident, et l'analyse que j'en vais donner le prouvera, que cette révolution dans l'ordre judiciaire n'était point encore arrivée lorsque fut rédigé le titre dont je parle. Il y est question de citation *ante judicem*, *in mallobergo*, et du droit, si l'accusé refuse de comparaître ou d'exécuter le jugement, de l'appeler devant le roi, pour que celui-ci le mette *extra sermonem suum*; preuve évidente que l'action n'était point encore portée directement au *placitum palatii*.

La rubrique et la rédaction de ce titre, où se trouve toujours le mot *antrustio*, pourraient donc donner lieu de demander si, à l'époque où les procès des antrustions étaient jugés au *mál* local, ils n'auraient pas été soumis à des règles de

procédure particulière. Néanmoins, lorsque l'on compare la rédaction de notre titre avec ceux de la *Lex emendata*, notamment avec le titre LIX, on est conduit à reconnaître qu'il est basé sur les mêmes principes.

Il reste cependant à expliquer pourquoi le titre XVIII des *Capita extravagantia* ne parle que d'antrustions. Y aurait-il eu un temps ou quelque localité dans lesquels le mot *antrustio* désignait génériquement tous les ingénus? Rien ne justifie cette conjecture. Je crois plutôt que quelque scribe, quelque praticien, car il en a existé partout où il y a eu des tribunaux et des plaideurs, avait composé, d'après la loi Salique, un manuel relatif aux procès des antrustions les uns contre les autres, à une époque où ces procès n'étaient pas encore dévolus exclusivement au *placitum palatii*. Ce qui me porte à le supposer, c'est que le § 3 du titre dont je parle, prévoyant le faux témoignage d'un antrustion contre un autre, prononce la même composition que le titre L de la loi contre les faux témoins; on peut voir, à ce sujet, la note 772, ci-dessus. Ce titre XVIII des *Capita extravagantia* n'est pas d'ailleurs le seul où les antrustions soient mis en présence réciproque. On a vu, page 336, une variante du manuscrit de Leyde où il s'agit de l'*antrustio qui antrustionem castraverit*. Sans doute, d'après les principes généraux et le titre XVII de ces mêmes *Capita extravagantia*, ce crime commis contre un antrustion donnait lieu à une composition triple, fondée sur la qualité de l'offensé; mais il importait peu que l'offenseur fût ou ne fût pas antrustion. Ce titre n'a donc pu être rédigé que pour accommoder la loi commune à une procédure entre deux antrustions. Il est possible que quelques fragments du manuel que je suppose avoir été rédigé soient tombés dans les mains de copistes qui, sans faire attention que la loi commune était suffisante, les auront insérés dans leurs manuscrits.

Quoi qu'il en soit, convaincu que le titre XVIII atteste les usages généraux de la procédure, je vais m'en servir pour expliquer ce qui m'a paru n'être pas suffisamment développé dans les autres textes.

L'assignation était donnée *cum testibus*, ce qui est la forme prescrite par le titre I[er] de la loi; pour comparaître à sept jours, *super septem noctis*. Le défendeur est assigné pour répondre et s'expliquer *de causa quæ ei imputatur*. Si l'on ne s'accorde pas, ou si l'assigné ne comparaît pas, le demandeur doit l'ajourner de nouveau, *in nubi solsatire*. Cette fois il l'assigne à quatorze jours, à l'effet de comparaître au *mâl;* et, le demandeur présentait, s'il y avait lieu, la caution dont j'ai parlé, page 601. Si le défendeur comparaît, et qu'il s'agisse d'une affaire donnant lieu à une composition de XXV sous ou moins, le demandeur doit affirmer son accusation avec cinq conjurateurs, et le défendeur qui se prétend

innocent doit produire douze conjurateurs. Si la cause donne lieu à une composition de plus de xxv sous à xlv, le demandeur doit avoir neuf conjurateurs, et le défendeur se justifier par dix-huit. Si la cause donne lieu à une composition de plus de xlv sous, jusques et non compris la composition de meurtre, *leode*, le demandeur doit produire douze conjurateurs et le défendeur se justifier par vingt-cinq. S'il y a lieu à une composition de meurtre, le demandeur affirme son accusation avec douze conjurateurs, et doit sommer son adversaire de venir se purger par l'épreuve de l'eau bouillante, dans les quarante jours.

Je ne crois pas qu'on doive conclure de ces dispositions que les productions réciproques de conjurateurs fussent le seul élément d'accusation et de justification. Le titre dont je viens d'analyser la première partie donne des exemples, mais, selon moi, n'exclut pas les autres modes de preuves, et notamment celles que pouvaient fournir des témoins *de visu*.

Les juges entendaient donc les parties et les témoins produits. Le chap. xxxiii du capitulaire de 801 impose même au comte l'obligation de faire appeler et entendre les personnes qu'il croit propres à éclaircir l'affaire et à manifester l'innocence de l'accusé. Je m'expliquerai à ce sujet, pages 620 et suiv.

Lorsque l'accusé avait été condamné, si, ce qui était rare aux premiers temps, mais qui devint plus fréquent sous les successeurs de Clovis, le jugement avait prononcé une peine susceptible d'être exécutée sur la personne, le comte en assurait l'exécution, sans pouvoir, comme je l'ai dit page 579, modifier ou remettre la peine. Cette règle, écrite dans le chapitre xiii du 2ᵉ capitulaire de 813, était évidemment ancienne; toutefois sous la restriction expliquée, page 461, qu'un ingénu ne pouvait être mis à mort sans une décision du roi.

Souvent les rachimbourgs imposaient à l'accusé l'obligation de se justifier dans un délai déterminé, ou par des conjurateurs ou par une épreuve, suivant des formes que j'expliquerai dans les sections iv et v de la dissertation suivante. S'il n'y parvenait pas, il devenait, par cela seul, obligé au payement de la composition due pour le crime dont il était accusé; ainsi que le prouve la formule xlix de Mabillon.

Le montant de cette composition était exigé de la manière indiquée page 606 pour toute autre condamnation pécuniaire. Mais comme de graves inconvénients seraient résultés de l'impunité accordée par le fait à un homme dont le comte n'aurait pu connaître ni saisir les biens, si cet homme ne payait pas ou si sa famille ne payait pas pour lui, conformément à ce que je dirai pages 662 et suiv. on prenait contre lui la même mesure que contre l'accusé qui refusait de comparaître en justice, second objet dont j'ai promis de m'occuper.

Le titre LIX de la *Lex emendata* et les titres correspondants des textes anciens, en cela presque littéralement conformes au titre XVIII des *Capita extravagantia*, décident que, lorsqu'un accusé aura refusé de comparaître au *mâl*, ou d'exécuter la sentence portée par les rachimbourgs, ou de donner caution du payement de la composition, il sera ajourné à comparaître devant le roi, dans un délai de quatorze jours. Cet ajournement avait dû être précédé d'une dernière intimation de comparaître au *mâl* dans les quarante jours.

Celui qui ajournait son adversaire devant le roi produisait douze témoins : trois pour attester qu'ils avaient été présents lorsque les rachimbourgs ont prononcé le jugement, et que l'accusé ne l'a pas exécuté; trois, que le dernier ajournement à quarante jours a été donné à l'accusé, et que l'accusé ne s'est pas encore présenté ou n'a voulu, ni se soumettre à la justification ordonnée, ni payer la composition; trois, qu'il a été ajourné devant le roi; trois, que le demandeur a attendu jusqu'à la fin du jour indiqué que l'accusé comparût devant le roi; après quoi il était déclaré coupable et mis *extra sermonem regis*.

Cette mesure extraordinaire atteste qu'à cette époque, considérée assez généralement comme celle d'une société très-imparfaite, on avait des notions assez exactes de la nature du pouvoir royal.

Si le roi n'était pas législateur exclusif, il était le gardien naturel et nécessaire de la loi; il devait assurer par le fait à chacun la protection à laquelle la loi lui donnait droit; tous étaient, sous ce point de vue général, *in verbo regis;* ce qui n'a rien de contraire aux concessions de protection spéciale dont j'ai parlé, page 488.

La protection générale, due par le roi à tous les citoyens, était censée être sa parole, son ordonnance, son *bannum*. Lorsqu'un homme s'en était rendu indigne, le roi la lui retirait en le mettant *extra sermonem suum*, c'est-à-dire *hors la loi*. Il était *forbannitus*, mis hors du ban et de la protection commune.

Un des effets de la loi était de garantir à chacun sa propriété; la mise *extra sermonem regis* en privait celui qui l'avait encourue. Un autre, non moins considérable, concernait la personne : lorsqu'un homme avait été mis *extra sermonem regis*, toute protection sociale lui était retirée; nul, pas même sa femme, n'avait la permission de lui fournir la nourriture et un asile : cet homme était proscrit; si, dans cet état, quelqu'un lui donnait la mort, elle était impunie; c'est ce que le chapitre VII de l'édit de Childebert exprime par les mots *sine lege moriatur;* c'est-à-dire, on peut lui donner la mort sans qu'il y ait été condamné par un jugement direct.

La proscription n'était point irrévocable, et ses effets cessaient dès que

l'homme mis *extra sermonem regis* exécutait la condamnation; le titre LIX de la loi le décide expressément par ces mots *donec omnia quæ ei imputantur componat.* Cependant le chapitre XI du premier capitulaire de 819 semble n'accorder au forbanni le droit de rentrer dans ses biens que dans l'an et jour; après lequel délai ils étaient irrévocablement confisqués. Le même chapitre atteste que le fisc, ou la personne qui en avait obtenu les droits, était tenue de payer la somme due à la partie lésée.

SECTION II. — DE LA PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL DU ROI.

Les règles expliquées dans la précédente section étaient un peu modifiées, quant à la procédure tenue devant le *placitum palatii.* Il paraît assez probable que celui qui avait l'intention d'y traduire son adversaire obtenait une permission d'assigner, comme on l'a vu, pag. 578, pour les *mâls* extraordinaires. C'est ce que font entendre les formules XXVI, XXVII, XXVIII et XXIX du livre Ier de Marculfe, et XXX, XXXI, XXXVIII de l'appendice. On délivrait à la chancellerie, au nom du roi, un acte appelé *indiculus* ou *signaculum*, commençant par l'exposé de la plainte ou de la réclamation du demandeur, et déclarant à celui à qui l'*indiculus* était adressé qu'il eût à satisfaire le réclamant, ou que, s'il ne croyait pas devoir le faire, il eût à se présenter au plaid pour y être entendu contradictoirement. Quelquefois un ordre royal était envoyé au juge local; il lui expliquait l'objet de la réclamation, l'invitait à procurer satisfaction au réclamant, et, au cas où il n'y réussirait pas, à exiger du défendeur, lorsqu'il s'agissait d'un crime, caution de se présenter, ou s'il s'y refusait, à l'y faire conduire de force.

Ce *signaculum* indiquait évidemment le jour de la comparution. C'est ce que prouvent les formules XXVI du livre Ier de Marculfe, XXX de l'appendice, et XXXIII de Sirmond. Plusieurs documents et les formules XXXVII du livre Ier de Marculfe, XXXVIII de l'appendice, et XXXIII de Sirmond attestent que le demandeur avait attendu trois jours sans que son adversaire se fût présenté ou eût envoyé ses excuses, et qu'après avoir constaté ces faits, le jugement fut rendu. On trouve les mêmes formes dans le placité de 692 [1]. Si le défendeur comparaissait, le tribunal entendait les parties et les jugeait. Il est certain que les séances du *placitum palatii* étaient publiques; on en trouve la preuve, entre autres, dans un plaid tenu par Pepin en 751 [2].

Le tribunal du roi imposait souvent aux parties ou à leurs témoins l'obliga

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 328; 2e édit. t. II, pag. 223. — [2] *Diplomata*, 1re édit. pag. 500, 2e édit. t. II, pag 415.

tion de prêter un serment. Un plaid de 680[1] et la formule XXXVIII du livre Ier de Marculfe constatent que ce serment était prêté suivant l'usage, *super capellam S. Martini*. Les auteurs sont partagés sur ce qu'on doit entendre par le mot *capella*. Bignon, dans ses notes sur la formule que je viens de citer, croit qu'il s'agit d'une châsse, *capsa;* du Cange, voc. *Capella*, dont l'opinion est adoptée par les auteurs des Prolégomènes des *Diplomata*, part. III, sect. II, chap. II, art. 2, n° 7, croit que c'était une petite chape, plus courte que les autres, peut-être même le manteau dont le saint était couvert, conservé dans la chapelle du roi, *in oratorio*.

Le jugement était intitulé du nom du roi; mais lorsqu'il n'était pas présent, la décision était prise par les membres du tribunal sans que le roi y apposât sa signature, comme il le faisait aux diplômes et aux autres actes de l'autorité royale. Un ou plusieurs référendaires certifiaient que la rédaction du jugement avait été revue : c'est du moins ce que prouvent tous les actes du placité royal qui nous sont parvenus; on peut consulter à ce sujet le Nouveau traité de diplomatique, t. II, pag. 425. Le jugement chargeait de l'exécution le comte du lieu. C'est ce que prouvent les originaux conservés et les formules XXXVII du livre Ier, XXXVIII de l'appendice de Marculfe, et XXXIII de Sirmond. Dans la plupart de ces cas, il s'agissait d'une revendication de domaines dans la possession desquels le comte était chargé de réintégrer la partie à qui le jugement du placité royal avait donné gain de cause. Je ne doute pas qu'il n'en fût de même lorsque le jugement avait condamné à une somme d'argent; le comte y procédait ainsi qu'on l'a vu plus haut, page 605. Il suffit, en effet, de faire attention aux formalités qu'entraînait l'exécution des jugements, pour reconnaître que des opérations de ce genre ne pouvaient être faites par le roi, réputé président de son placité, ni même par le maire du palais ou le grand officier, président réel.

Le *placitum palatii* connaissait aussi d'affaires criminelles; le titre XX de la loi Salique, et ce que j'ai dit pages 568 et suivantes ne permettent pas d'en douter. Des formes analogues à celles qui viennent d'être indiquées devaient y être suivies : et il est inutile de dire que l'accusé contumax, ou refusant de se soumettre au jugement, pouvait être mis *extra sermonem regis*.

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 290; 2e édit. t. II, pag. 185.

DISSERTATION ONZIÈME.

DES DIFFÉRENTS MODES DE PREUVES EN USAGE CHEZ LES FRANCS.

Ce qui concerne les preuves peut être considéré sous six rapports : 1° les faits ou les conventions susceptibles d'être prouvés; 2° la preuve par l'aveu des parties; 3° la preuve par témoins rendant compte de ce qui est à leur connaissance personnelle; 4° l'affirmation des jurateurs ou conjurateurs à l'appui du serment prêté par une partie; 5° les épreuves appelées *sortes*, ou jugements de Dieu; 6° les actes rédigés par écrit. Ce sera l'objet de six sections.

SECTION Ire. — DES FAITS OU DES CONVENTIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE PROUVÉS.

La nécessité d'une preuve devant les tribunaux, lorsqu'il y avait un procès à juger entre une ou plusieurs parties, se manifestait en matière criminelle comme en matière civile. Dans nos législations modernes il en est encore ainsi, à la différence qu'en matière criminelle la preuve testimoniale est admise sans restriction, tandis qu'en matière civile cette preuve, sauf quelques cas d'exception, n'est autorisée que pour les faits ou les obligations dont il n'a pas été possible de se procurer la preuve écrite.

Il n'en était point ainsi chez les Francs. Quoique très-certainement ils aient connu, ainsi qu'on le verra dans la section sixième, toutes les espèces de conventions qui sont en usage dans nos sociétés modernes, ces conventions se contractaient verbalement, et, lors même qu'ils eurent adopté l'usage de l'écriture, ce ne fut qu'un moyen d'aider la mémoire des témoins relativement aux faits qui s'étaient passés en leur présence.

Mais en admettant ainsi la validité des conventions purement verbales, les Francs voulurent qu'elles fussent entourées de certaines solennités propres à garantir l'intention sérieuse des parties de s'engager, et à fixer la mémoire des témoins qu'on serait obligé d'appeler dans la suite. Le titre LX de la loi des Ripuaires indique même une singulière précaution : les contractants appelaient des enfants à qui on donnait des soufflets, ou à qui on tirait les oreilles, pour qu'ils se souvinssent mieux de ce qu'ils avaient vu ou entendu.

Le mode le plus général dont les Francs aient fait usage pour donner un

signe sensible du consentement est l'emploi symbolique d'une paille, *festuca*, d'une branche d'arbre, *ramus*, d'un morceau de gazon, *cespes*, qu'une partie délivrait à l'autre, en prononçant sa déclaration de volonté.

Le titre XLVIII de la loi Salique, qui règle les formes de l'institution d'héritier, porte que l'instituant *jactat festucam in laisa* de celui qu'il veut instituer en tout ou en partie. Grégoire de Tours, liv. III, chap. VII, nous apprend qu'un symbole analogue fut employé par Gontran, lorsqu'il voulut assurer le royaume à son neveu Childebert, si ce n'est qu'au lieu de la *festuca* ou du *ramus*, il lui mit la lance dans la main.

On verra bientôt, par les documents et les formules, que cet usage avait lieu pour toute sorte de conventions, soit unilatérales, soit synallagmatiques, soit relatives à des obligations de livrer, soit relatives à des obligations de faire, et qu'il continua lorsque les Francs employèrent l'écriture pour constater leurs conventions. C'est même à l'usage qu'ils eurent de conserver ces formes anciennes et de les combiner avec l'emploi de l'écriture que nous devons la connaissance de ce qui avait lieu à l'époque où les transactions étaient purement verbales.

Dès qu'on eut à rendre compte, dans un acte, de la double circonstance d'une formation de convention par la déclaration de volonté des parties, et d'une sorte de réalisation matérielle de cette convention par l'emploi d'un signe extérieur, il fallut trouver des mots. Les plus anciennes rédactions de la loi Salique faites à une époque où l'écriture n'était pas en usage, ou du moins n'était pas généralement usitée, ont adopté, pour qualifier la convention, le mot *adhramire*, écrit souvent aussi *adchramire*, *achramnire*, *achramire*, *agramire*, *adramire*. Du Cange a préféré cette dernière orthographe, qui effectivement a dû s'introduire vers la seconde race, lorsque les sons durs allaient en s'affaiblissant; mais je préfère dans cette dissertation la forme *adhramire*, à cause de l'aspiration qui dans tous les mots théotisques précède les lettres *r* et *l*. *Adhramire* ou, si on le préfère, *adramire* paraît avoir pour racine *chram*, *hram*, *ram*, signifiant *fort*, *ferme*, *solide*[1]. Il fut donc employé dans le sens de *confirmer*, *garantir*, *promettre*, *assurer*, comme dans la suite le mot barbare *adsecurare* qu'on trouve dans une multitude de documents du moyen âge. Du Cange le fait venir d'*arrha*, et c'est aussi l'opinion des auteurs des Prolégomènes des *Diplomata*, part. III, sect. II, chap. II, art. 2, n° 5; mais je crois que ces savants se trompent.

L'engagement pris par les paroles prononcées étant en outre rendu sensible, et, s'il est permis d'employer cette expression, *matérialisé* par la délivrance de

[1] Grimm, *Deutsche Rechtsalterthümer*, pag. 124 et 844.

la *festuca*, du *ramus*, *etc.* on ajouta cette circonstance, en disant, *adhramire per festucam*, *per ramum*, *per cespitem*, *per andelangum* [1].

Dans la formule XIX de l'appendice de Marculfe (qui est la CLIII^e de Lindenbrog), le vendeur d'un domaine est dit *tradidisse per suam festucam*, et, par ce moyen, s'être dévêtu de la propriété au profit de l'acheteur, ce que cette formule et un diplôme de 703 [2] appellent *exinde exitum facere*. La formule XX du même appendice de Marculfe (qui est la CLIV^e de Lindenbrog) énonce une semblable tradition *per herbam vel terram*. Dans les formules XVIII, LVIII, CXXVII, CLII, CLVI de Lindenbrog et la XXXe de Baluze (qui est la CLV^e de Lindenbrog), on lit per *festucam et andelangum*. Dans les formules XLIII de l'appendice de Marculfe et XXX de Baluze, un donateur fait la tradition du bien donné, *pilo et festuca*. La formule XXVI de Bignon énonce une formalité particulière lorsqu'un homme se vendait comme esclave : il mettait le bras sur son cou, et en présence de témoins il se livrait *per comam capitis*.

Les formules LV et LVII de Lindenbrog constatent aussi qu'un aïeul manifestait *per festucam* sa déclaration qu'il entendait faire concourir ses petits-fils avec ses fils dans le partage de sa succession. Lorsque des cohéritiers se réglaient sur le partage d'une succession commune, ils se faisaient délivrance ou tradition réciproque de leurs lots *per festucam*, ainsi que l'atteste la formule XXXIX de l'appendice de Marculfe.

Il en était ainsi non-seulement pour les traditions d'objets corporels, mais encore pour les obligations de payer une somme, ce que prouve la formule XVIII du livre II de Marculfe.

Les procurations ou pouvoirs qu'une personne donnait à une autre de la représenter étaient accompagnées du symbole de la *festuca*, suivant la formule XXI du livre Ier de Marculfe; et c'est évidemment dans le même sens qu'on doit entendre le titre XII des *Capita extravagantia*, relatif à celui qui se permettait de défendre au *mâl* la cause d'autrui, *cui nec demandata*, *nec lævespita* (al. *leverpita*) *fuerit*. Ce dernier mot est l'exacte traduction de *jacta in laisu*, qu'on lit dans le titre XLVIII de la loi Salique [3].

[1] Wendelin rend cette expression par *tradere in manus*, ce qui s'expliquerait par les mots théotisques *hand* signifiant *main*, et *lagan* signifiant *poser*. On peut consulter sur les mots *adrhamire*, *andelangus*, la nouvelle édition de du Cange, par M. Henschel, imprimée chez MM. Didot frères. — [2] *Diplomata*, 1re édit. pag. 366; 2e édit. t. II, p. 264. — [3] *Werpire*, de l'ancien allemand *Werpan*, actuellement *Werfen*, signifie *jeter*, *lancer*, et figurément *transmettre*, *saisir*, *confirmer*, *garantir*; aussi lisons-nous dans la formule XIII du livre Ier de Marculfe, *leuseverpire per festucam*.

Cette solennité de la *festuca* était employée aussi, soit lorsqu'une personne prenait envers une autre l'engagement de venir prêter un serment ou de produire des témoins en justice, ainsi que le prouve la formule II de l'appendice de Marculfe; soit lorsqu'elle s'obligeait à produire devant le tribunal une charte dont elle avait allégué l'existence, comme on le voit dans un plaid de Clovis III de 691 [1]; soit pour constater l'ajournement donné à un défendeur à l'effet de comparaître, suivant la formule XXII de l'appendice de Marculfe (CLXVIII de Lindenbrog).

Le titre LII de la loi Salique nous apprend que le créancier qui, à ses risques, périls et fortune, *super fortuna sua*, requérait le grafion d'opérer une mainmise sur les biens de son débiteur, ainsi qu'on l'a vu, pages 604 et suivantes, employait aussi la *festuca*, probablement comme signe de l'engagement pris par lui de répondre des suites de sa réquisition. Le titre XXX, § 1er de la loi des Ripuaires, constate que c'était par la *festuca* qu'un maître s'obligeait à représenter son esclave accusé d'un crime. Le chapitre VI de l'édit de Chilpéric de 574 constate enfin qu'un cautionnement était donné *per festucam*.

Ainsi les documents et les formules attestent : 1° la promesse, l'engagement, prononcé oralement, *adhramitio*, substantif tiré du verbe *adhramire*; 2° le symbole qui l'accompagnait, et qui le rendait palpable, matériel, symbole consistant à jeter une paille ou tout autre signe apparent dans le sein, ou à le remettre dans la main de celui avec qui on faisait la convention, *laiseverpitio*, *andelangum*. Cette forme symbolique est très-bien exprimée dans le chapitre II du titre XXIV de la *lex romana Utinensis*, ap. Canciani, *Barbarorum leges*, tom. IV, pag. 509.

On voit par ces explications pourquoi nous lisons dans les lois et dans les documents tantôt *adhramire per festucam* ou *verpire per festucam*, tantôt *adhramire* ou *verpire* seulement; d'autres fois enfin *festuca intercedente*. Les mots *adhramire per festucam* exprimaient à la fois et la dation du consentement, et la formalité symbolique. Par les autres plus abrégées, on se bornait à énoncer simplement, soit l'intervention du consentement, soit la formalité symbolique qui le constatait, comme un effet suppose une cause.

Il paraît qu'avec le temps on prit l'habitude de distinguer entre ce que nous appelons les conventions *de livrer* et les conventions *de faire* : on employa un mot particulier pour désigner celles qui avaient pour objet de transférer la propriété de quelque chose. Ce mot fut *affatomia*, *affatomie*, *affatimus*, dont l'orthographe varie, mais sans différences bien sensibles.

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 322; 2e édit. t. II, p. 217.

Dans les anciens textes de la loi Salique, le titre sur les institutions d'héritiers, dont j'ai parlé plus haut, porte des rubriques diversement orthographiées; le manuscrit 4404, *de hac framire* (orthographe corrompue, je crois); le manuscrit 65, suppl. lat. *de adramire;* les manuscrits 4403, et 252 (F 9, fonds N. D.), *de achramire;* celui de Wolfenbüttel, *de adfatamire;* celui de Munich, *de adfactamire.* Les manuscrits 4627 de Paris et 136 H de la faculté de médecine de Montpellier, dont le texte présente, selon moi, une rédaction antérieure à la révision de Charlemagne, mais postérieure aux autres que j'ai citées, portent *afetumie*, *adfatomiæ.* Le titre VIII des *Capita extravagantia* emploie *adfatimus* pour désigner une donation que des époux se sont faite; le titre XLVIII de la loi des Ripuaires, dont l'objet est analogue à celui du titre XLVIII de la loi Salique sur les institutions d'héritier (ce qu'elle appelle *adoptare per hæreditatem*), donne à cette opération le nom d'*adfatimi* et le titre XLIX de la même loi appelle encore *adfatimus* la donation entre des époux. Une semblable donation est appelée *epistola adfatima* dans la formule L de Lindenbrog; deux formules que Fr. Pithou, dans son commentaire du titre XLVIII de la loi Salique, attribue à Marculfe, et que cependant je n'ai trouvées dans aucune édition, ni dans aucun manuscrit, appellent *adfatimia* l'acte d'un aïeul qui rappelle à sa succession les enfants de son fils pour concourir avec leurs oncles. Enfin la rubrique du titre XLVIII de la *Lex emendata* porte *de affatomie.*

Il n'existe pas, que je sache, un seul document dans lequel les mots *affatomia*, *affatimus*, *etc.* se trouvent, qui ne soit relatif à des transmissions de propriété; et, ce qui est remarquable, lorsque, sous Louis le Débonnaire, on eut besoin d'en expliquer la signification, précisément à l'occasion du titre XLVIII de la loi Salique, le chapitre X du troisième capitulaire de 819 constate que les Francs assemblés en placité national *dixerunt quod esset traditio.*

Je dois convenir que l'étymologie d'*affatomia*, qui appartient sans doute à la langue théotisque, n'est pas facile à donner. Les explications d'Eccard, qui attribue *affatomia* à des erreurs de copistes, et des continuateurs de du Cange, qui le font venir d'*affari*, parce que la convention était verbale, n'ont rien de satisfaisant; mais au moins peut-on dire avec assurance, d'après le capitulaire de 819 rapproché des textes cités, qu'il désigne la déclaration de volonté qui a pour objet de transférer une propriété. Aussi M. Eichhorn, *Deutsche staats und Rechtsgeschichte*, § 59, note *g*, dit, à l'occasion de la définition donnée par Fr. Pithou, conformément au capitulaire de 819: «Si ce mot peut être rapproché de «l'anglo-saxon *fæthm* qui signifie *sinus*, l'étymologie est entièrement conforme «à la signification. Cela me paraît d'autant plus probable que Grimm,

« *Deutsche Rechtsalterthümer,* page 122, assure que le mot *laisus* n'est pas germanique. »

Quoi qu'il en soit, voici ce qui me paraît vraisemblable. D'abord tout consentement, quel qu'en fût l'objet, était appelé *adhramitio*, et l'action de l'énoncer *adhramire;* on le voit par les anciennes rubriques du titre XLVIII de la loi Salique. Ensuite on voulut avoir un mot particulier pour désigner les conventions relatives à la transmission de propriété, et ce mot fut *affatomia;* au moyen de quoi le mot *adhramire*, d'abord générique, fut conservé pour désigner les promesses qui avaient pour objet autre chose qu'une transmission de propriété, telles que les engagements de paraître en justice, de présenter des témoins, de venir faire un serment, de cautionner, de se rendre séquestre, etc. En effet, à une époque où les mots *affatomia*, *affatimus* étaient très-usités pour désigner des traditions, le chapitre XV du troisième capitulaire de 813 emploie *adhramire* pour indiquer un cautionnement, et le chapitre XIV du deuxième capitulaire de 809 et du premier capitulaire de 819 pour énoncer la promesse de venir faire un serment.

SECTION II. — DE L'AVEU DES PARTIES.

Il est souvent parlé dans la loi Salique de l'aveu de l'accusé ou du défendeur, et la manière dont elle s'exprime à ce sujet démontre que cet aveu suffisait pour décider les juges à prononcer une condamnation, même en matière de crimes ou de délits.

C'est seulement à défaut d'aveu, *si negator exstiterit,* qu'on a recours aux autres moyens de preuve : la loi encourage même cet aveu en diminuant la peine à l'égard de celui qui le fait, *si confessus fuerit.* On voit dans un grand nombre de formules, entre autres dans la VII[e] de Bignon, des condamnations prononcées sur le simple aveu de l'accusé; il en était ainsi à plus forte raison en matière civile, et les formules III, IV, VI, VII et XXXII de l'appendice de Marculfe, ainsi que la VI[e] de Bignon, le constatent.

Mais cet aveu n'avait pas toujours lieu. Nous ne voyons point dans les monuments de la législation que les Francs, comme les Romains et d'autres peuples prétendus civilisés, employassent les tourments, ce qu'on a appelé dans les temps modernes *la question,* pour arracher des aveux à des hommes libres accusés. Les exemples qu'on en trouve dans quelques historiens sont des actes de violence que le texte des lois n'autorisait point; il fallait donc recourir aux preuves : la plus naturelle était, comme je l'ai dit, la preuve testimoniale.

SECTION III. — DE LA PREUVE TESTIMONIALE PROPREMENT DITE.

La déclaration des témoins a toujours été, dans l'enfance des sociétés, le seul moyen qu'on eût de constater les faits, les conventions, et d'instruire les juges appelés à prononcer sur leurs résultats. Quoique parvenue à un haut degré de perfection, la législation romaine admettait cette preuve dans presque tous les cas; il en a été de même dans les états modernes jusqu'au XVI[e] siècle, et si maintenant la preuve écrite est prédominante en matière civile, la nature des choses ne permet pas qu'on puisse en employer une autre en matière criminelle. Les Francs l'admirent donc, non-seulement pour constater la culpabilité d'une personne, mais encore lorsque cette personne entendait prouver que le fait avoué par elle n'était pas un crime, par exemple, comme le prévoit le § 2 du titre II de la *lex Burgundionum*, qu'elle avait donné la mort à son adversaire en cas de légitime défense. Ce que nous lisons dans cette loi était évidemment de droit commun chez les Francs, ainsi que le prouvent les formules XXIX de l'appendice de Marculfe et XXX de Sirmond. On en retrouve le principe dans le chapitre 1[er] du premier capitulaire de 819, additionnel à la loi Salique.

Ils l'admirent aussi sans restriction en matière civile. La loi Salique parle souvent de preuve *per testes;* on s'en servait, d'après le titre XLVIII, pour attester qu'une propriété avait été transmise, ou que des conventions étaient intervenues avec les formalités symboliques de l'*adhramitio*, de l'*affatomia*, dont j'ai parlé dans le § 1[er]. C'est par des témoins qu'on prouvait qu'un homme avait été ajourné à comparaître au *mâl* (titres I, XLIX et LI); c'est par des témoins qu'on justifiait devant le roi qu'un jugement avait été rendu contre celui qui refusait de s'y conformer (titre LVIII), ou, dans le cas prévu par le chapitre X du capitulaire de 803, que déjà la cause portée devant un tribunal avait été jugée : à plus forte raison était-ce par des témoins qu'on prouvait le fait et la continuité de la possession propre à attribuer la propriété d'un fonds à celui qui faisait cette preuve, ainsi que je l'ai dit page 546. Il serait superflu d'en multiplier les exemples. On peut assurer qu'en toutes questions, même pour celles qui concernaient l'état des personnes, les relations de famille et de parenté, cette preuve était admise : c'est ce que démontrent, dans ces deux derniers cas, les formules que je citerai plus loin et le chapitre XXXV du capitulaire de 802.

Nous trouvons dans la loi Salique peu de dispositions relatives aux formes de la preuve testimoniale. Le titre LI a pour objet d'assurer à celui qui a besoin

de faire entendre des témoins le moyen, sinon de les contraindre à comparaître et à parler, du moins de les faire punir de leur refus; et nos lois n'ont rien trouvé de mieux encore. Il ne faut pas toutefois confondre les témoins dont j'ai à parler ici, avec les *conjuratores*, dont je m'occuperai dans le paragraphe suivant. Les témoins dont il s'agit ici sont ajournés, *ut ea quæ sciant jurantes dicant*, ou, suivant le titre L de la loi des Ripuaires, *ut donent testimonium... ut quod sciant jurati dicant.* Lorsqu'ils refusaient de comparaître sans excuse légitime, *si venire noluerint et eos sunnis non detinuerit*, chacun d'eux encourait une condamnation de XV sous; il en était de même si, comparaissant, le magistrat constatait qu'ils ont refusé de faire une déclaration.

Voilà tout ce qu'on trouve dans la loi Salique au sujet de la preuve testimoniale proprement dite; le titre XVI de la loi des Bavarois contient beaucoup plus de détails.

Il est probable qu'on suivait, pour la récusation des témoins et leur audition, des usages qui ne nous sont connus que par des documents de la seconde race. Je vais en donner une indication sommaire, sans pouvoir affirmer qu'on les observait précisément sous la première race, mais en assurant du moins qu'il devait y avoir des règles quelconques à ce sujet.

Le chapitre XII du deuxième capitulaire de 819 trace pour les enquêtes une marche que nous suivons encore : le demandeur faisait sa preuve, et le défendeur faisait, si bon lui semblait, une preuve contraire.

Le chapitre LXII du capitulaire de 789 porte, *ut parvoli qui sine rationabili ætate sunt non cogantur jurare;* et la raison naturelle justifie suffisamment cette disposition. Probablement l'âge auquel des témoins étaient réputés en état de déposer était de douze ans, comme on l'a vu, page 432, pour les autres capacités civiles. Néanmoins le titre LX de la loi des Ripuaires laisse entendre qu'on appelait des mineurs pour témoins dans des traditions.

Le chapitre XV du capitulaire de 744 ne permettait pas que des affranchis fussent entendus en témoignage contre des personnes ingénues; à plus forte raison en était-il ainsi des esclaves. Déjà la loi Salique, titre XLII, avait décidé que lorsqu'un esclave était appliqué à la question, sur la réquisition de la personne à qui il avait fait tort, les déclarations de cet esclave contre son maître n'auraient aucune valeur.

Le § 1 du titre XLII de la loi des Alemans, et le chapitre XIII du capitulaire de 801 défendaient d'entendre en témoignage ceux qui avaient été condamnés comme sacriléges, homicides, voleurs, parjures, ou les hommes de mauvaise réputation, et l'on peut très-bien supposer que cette règle était ancienne.

Un capitulaire de 749 exigeait que, pour justifier la revendication d'une propriété, le revendiquant prouvât son droit par cinq ou sept témoins. Un plaid de Thierry III, de 680[1], exige, outre l'affirmation du revendiquant, celle de six témoins; un de Childebert III, de 710[2], exige, sur une semblable question de propriété, douze témoins; un autre de Clovis III, de 692[3], exige, pour la preuve d'un engagement pécuniaire, trois témoins outre l'affirmation du demandeur. Il est probable que les juges se décidaient suivant les circonstances et la nature des causes. Plusieurs lois barbares indiquent, pour des matières criminelles, des nombres qui sont très-variés[4].

Conformément aux capitulaires de 801, 805 et 809, les témoins devaient prêter serment de dire la vérité, et déposer à jeun; ils devaient être interrogés séparément; ils pouvaient être préalablement discutés, c'est-à-dire que celui contre qui ils étaient produits avait le droit de fournir des reproches dont l'appréciation appartenait aux juges. C'était surtout un motif de reproche s'ils avaient été engagés par une promesse d'argent à venir déposer.

Quelquefois la loi, ou du moins l'usage, déterminait que les témoins devaient être pris dans une certaine classe de personnes. Ainsi on voit, par les formules I et II du livre II de Marculfe, et par la formule CLIX de Lindenbrog, que la personne dont l'ingénuité était attaquée devait se défendre par le témoignage de ses parents paternels ou maternels, et, si elle n'en avait plus, par des témoins de la tribu ou race à laquelle elle prétendait appartenir.

Le chapitre II du titre XVI de la *lex Bajuvariorum* exige que le témoin entendu sur une question de propriété soit habitant du lieu où est situé le bien en litige, qu'il ait une fortune de VI sous et *similem agrum*. On peut croire que des règles analogues étaient suivies chez les Francs, lorsqu'on lit le chapitre VI du capitulaire de 829, que j'ai expliqué page 537.

Le titre XXXII de la loi des Ripuaires voulait que l'ajournement donné pour comparaître en justice, à un homme qui était réasssigné, fût prouvé par un certain nombre de rachimbourgs. En supposant, ce qui est assez vraisemblable, que ce titre atteste un usage commun aux Francs saliques, ce serait un cas d'exception fondé sur ce que l'ajourné ayant manqué à un premier appel, il était important que le tribunal acquît une plus grande certitude des ajournements ultérieurs.

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 290; 2e édit. t. II, pag. 185. — [2] *Ibid.* 1re édit. pag. 328; 2e édit. t. II, pag. 223. — [3] *Ibid.* 1re édit. pag. 389; 2e édit. t. II, pag. 286. — [4] Peut-être néanmoins ces documents sont-ils relatifs aux conjurateurs dont il sera question dans la section suivante.

On peut croire que dans le plus grand nombre de cas les témoins devaient être *ingénus;* cependant la force des choses n'a pas dû permettre que ce fût une règle invariable. Dans une multitude de circonstances, et surtout relativement à la preuve des délits ou des crimes, la loi se serait désarmée elle-même, si elle avait exclu les *lites* de la faculté d'être entendus, même contre des ingénus, comme témoins de ce qu'ils avaient vu, *quod sciunt.*

Le chapitre v du deuxième capitulaire de 803, contenant des additions à la loi Salique, suppose un cas assez remarquable, et qui probablement était fréquent, puisque le législateur s'en est occupé. Un homme donne la mort au témoin dont il redoute la déposition; s'il en est convaincu, par cela seul il perd sa cause. Cette décision, relative à une question d'intérêt civil, n'aurait pas dû sans doute être appliquée d'une manière absolue, en matière criminelle.

Une conséquence naturelle de ce qui vient d'être dit, c'est que des peines devaient être prononcées contre les faux témoins; aussi les trouvons-nous écrites dans le titre LI de la loi Salique, et même le § 8 du titre XXXII considérait comme un délit l'imputation de faux témoignage faite à un individu.

Le chapitre x du premier capitulaire de 819, intitulé, *De falsis testibus convincendis*, porte que si les preuves respectives se balancent, il y a lieu au combat singulier entre deux témoins pris de chacun des côtés.

SECTION IV. — DES CONJURATEURS.

La preuve par conjurateurs différait essentiellement de la preuve testimoniale dont j'ai parlé dans la section précédente. On ne demandait pas aux *conjuratores*, appelés quelquefois *testes*, mais improprement, *ut ea quæ sciunt dicant.* Ils déclaraient simplement que la personne à l'affirmation de laquelle ils se joignaient méritait d'être crue; qu'ils étaient intimement convaincus que cette personne disait la vérité : aussi, je pense que lorsqu'ils refusaient de répondre à une invitation, on ne leur appliquait point les peines prononcées contre les témoins ordinaires.

La raison est facile à apercevoir. Pour tout homme qui est membre d'une société politique, où des tribunaux sont institués pour rendre la justice, c'est un devoir de venir déclarer devant les juges ce qu'il a vu ou entendu, lorsque ce témoignage est nécessaire pour les éclairer. Refuser de répondre à l'assignation, refuser de parler sur des interpellations justes ou autorisées par les juges, c'est mettre obstacle au libre cours de la justice. On a vu, page 622, que le titre LI prononçait une peine contre ces personnes. Mais il n'en est pas

de même lorsqu'il s'agit de ceux qui sont appelés pour garantir la véracité, ce que nous appellerions la *moralité*. Le serment des *conjurateurs* étant une simple attestation de probité, de crédibilité, en faveur de quelqu'un[1], celui qui refuse de répondre à l'appel n'est pas plus soumis à une peine, qu'il ne le serait, si, se présentant, il refusait de garantir la véracité de la personne qui l'a appelé.

Il n'est question que deux fois des conjurateurs dans la *Lex emendata* : 1° le titre L prévoit qu'un homme en a présenté, que, dans la suite, la fausseté de son affirmation est prouvée, et une peine est prononcée contre lui et ses *conjurateurs;* 2° un homme que les juges ont condamné à se purger par l'épreuve judiciaire appelée *æneum*, l'eau bouillante, dont je parlerai plus bas, est admis par le titre LV à y substituer la justification par conjurateurs, *juratores donet*, pourvu que son adversaire, l'accusateur, y consente, *si convenerit*. Les mêmes dispositions se trouvent dans les titres correspondants des anciens textes.

Le titre VI de la *lex Alamanorum*, les titres XXXIII et LXVI de la *lex Ripuariorum* entrent dans quelques détails sur la manière dont les conjurateurs prêtaient leur serment; je crois d'autant plus que ces formes étaient suivies chez les Francs, qu'elles sont indiquées dans les formules XXXVIII du livre Ier de Marculfe, XXX, XXXI, XL et XLI de Sirmond, et XV de Mabillon. Mais je ne dois pas omettre de faire remarquer que des formes un peu différentes, quoique tendant au même but, étaient suivies avant que les Francs adoptassent la religion chrétienne. On les trouve dans le titre II du manuscrit de Leyde, dont j'ai rapporté le texte, page 335.

En laissant de côté ce qui concerne les formes, je dois examiner une question importante. L'homme accusé d'un crime pouvait-il, en tout état de cause, quelle que fût l'évidence des preuves produites contre lui, demander à se justifier par des *conjuratores*? Les juges étaient-ils obligés de l'y admettre, et, si l'affirmation de ces *conjuratores* lui était favorable, acquérait-il de plein droit sa justification, ou, si on veut, l'impunité? Je ne le crois pas, et déjà je l'ai dit, page 610.

Les §§ 2 et 3 du titre XIV du texte Wolfenbüttel sont ainsi conçus : *Si vero Romanum* (*Romanus*) *Franco Saligo* (*Francum Salicum*) *expoliaverit, et certa* [probatio] *non fuerit, per* XXV *se juratores exsolvat, medius tamen electus. Se* (*Si*) *juratores non potuerit invenire, aut ad iniam ambulet, aut* MMD *denarios, qui faciant*

[1] Bignon croit même que le nom *aloarii* qu'on lit dans les formules XXIX et XXXIII de l'appendice de Marculfe vient de ce que les *conjuratores* approuvaient, *laudabant*, la déclaration faite par celui qui les produisait; mais je crois, avec du Cange, voc. *Aloarii*, qu'il se trompe, et que ce mot signifie des hommes propriétaires d'alodes. Voir plus bas, p. 629.

solidos LXII, *culpabilis judicetur. Si vero* [Francus Romanum expoliaverit et] *certa probatio non fuerit*, [per] *juratores se exsolvat.* Dans le titre XVI, on lit la même disposition pour le cas où un Romain est accusé par un autre Romain d'avoir mis le feu à sa maison. Dans le § 5 du titre XXXIX, où il s'agit de celui qui a enlevé et vendu comme esclave un homme libre ou un lite, on trouve : *et si probatio certa non fuerit sicut pro occiso juratores dare.* Dans le § 5 du titre XLII, du manuscrit 4404, au sujet de celui *qui villam alienam adsalierit*, on lit : *si tamen probatio certa non fuerit, cum* XXV *juratores, medius electis exsolvat; si juratores non potuerit invenire, etc.*

Si ces expressions ne se retrouvent point dans la *Lex emendata*, c'est évidemment que les usages qu'elles constatent étaient si généraux, si constants, qu'il parut inutile de les reproduire lors de la révision de Charlemagne.

Ces textes, qui appartiennent à des rédactions de la loi Salique, sont corroborés par un témoignage relatif à l'histoire des Francs, qu'il importe de citer. On voit dans Grégoire de Tours, liv. VII, chap. XXIII, que les parents d'un homme assassiné accusaient de ce crime un nommé Injuriosus. Il se prétendait innocent; *multum negante Injurioso quod in hac causa non fuerit inquinatus. Post hæc in judicium venit; sed quum fortiter, ut diximus, denegaret, et hi non haberent qualiter eum convincere possent, judicatum est ut se insontem redderet sacramento.*

A ces témoignages de la législation et de l'histoire des Francs, se joignent des textes d'autres lois barbares non moins explicites. On lit dans le code des Bavarois, tit. VIII, chap. XVII, § 3 : *De his vero causis, sacramenta prestentur in quibus nullam probationem discussio judicantis invenerit.* Le § 1er du titre XLII de la loi des Alemans n'est pas moins formel. C'était donc au juge qu'il appartenait de décider de cette admission, et la seule condition que la loi lui indiquât était que la *probatio non sit certa.*

Il y avait sans doute des cas où la justification *per conjuratores* était de droit et ne pouvait être refusée : c'était lorsqu'un fait, indifférent ou licite en lui-même, n'était délit que par ce que nous appellerions la question intentionnelle. Un cas de cette sorte est prévu dans le chapitre v du capitulaire de 793. Un homme est poursuivi pour avoir donné retraite à un voleur; on lui permet d'affirmer, accompagné de douze conjurateurs, qu'il ignorait que cet homme fût voleur : c'était encore l'excuse fondée sur la légitime défense, dont j'ai parlé page 621.

Dans tous les textes que je viens d'examiner, il s'agit de l'accusé contre qui la preuve du délit imputé n'est pas constante, *probatio non est certa;* ou à qui les juges, dans le doute, ont imposé soit l'obligation, soit la faculté de se purger

par son serment et des *conjuratores*, ou enfin qui veut justifier son intention, lorsque le fait matériel est ou prouvé ou avoué.

Mais dans un cas inverse l'accusateur aurait-il pu être admis à affirmer que l'accusé était coupable, et à faire corroborer son affirmation par des conjurateurs? Cela paraît résulter du titre XVIII des *Capita extravagantia*, déjà cité page 609, où l'on voit très-formellement l'accusateur admis à ce mode de preuve. Je ne doute point que ce texte ne constate un usage général; non pas en ce sens que, du moment où l'accusateur offrait son serment corroboré par des conjurateurs, les juges fussent nécessairement forcés à condamner l'accusé, ce qui répugne à la droite raison, mais en ce sens que l'accusé, à son tour, ayant, à plus forte raison, ainsi que le porte le titre cité, la faculté de produire aussi des conjurateurs, les rachimbourgs, qui étaient de véritables jurés, balançaient les probabilités, et pouvaient naturellement avoir contre l'accusé une suspicion d'autant plus grave, que l'accusateur paraissait, par lui-même et par le nombre et la qualité de ses conjurateurs, d'autant plus digne de confiance; et que, d'un autre côté, cet accusé et ses conjurateurs leur semblaient moins dignes de cette confiance.

Les explications que je viens de donner suffisent pour faire connaître que la loi n'a pu poser de règles propres à déclarer quand la *probatio erat certa*, ou quand elle ne l'était pas. Ce point était évidemment laissé à la conscience des juges.

Les codes des nations dont les usages étaient conformes à ceux des Francs entrent dans de très-grands détails sur le nombre des conjurateurs à produire, selon les circonstances, la qualité des faits et même celle des personnes. La loi Salique, telle que la présente la révision de Charlemagne, ne spécifie rien; elle suppose simplement l'usage de ce mode de preuve; les textes des rédactions anciennes cités plus haut entraient dans quelques détails à ce sujet. Le titre IX des *Capita extravagantia* indique même, comme on l'a vu page 469, une distinction entre les *meliores* et les *minoflides*, relativement au nombre des conjurateurs qu'ils doivent fournir pour se purger d'un soupçon d'assassinat. Il est probable qu'à l'époque carlovingienne, la coutume ou la jurisprudence, qui avaient introduit les règles, peut-être même la volonté des juges dans chaque affaire, suppléaient au silence de la loi.

Mais à part ce nombre variable des *conjuratores*, les textes cités, et beaucoup d'autres qui vont l'être, emploient les mots *electus*, *electi*, *medius electus*, *medios electos*. Les continuateurs de du Cange disent que *electi* est synonyme de *sacramentales;* mais cela est inexact, car on verra, dans les textes suivants, des

sacramentales qui sont *electi*, et des *sacramentales* qui ne sont pas *electi*, mis en opposition.

Évidemment les mots *electus*, *electi* ne sont point insignifiants, ni écrits par hasard; car on les trouve dans des textes de la loi Salique, de familles très-différentes; ils sont reproduits dans les chapitres II et VIII du pacte entre Chlotaire et Childebert; et dans des lois de peuples de la même origine que les Francs. Celle des Alemans, tit. XXX, intitulé, *De eo qui missum ducis infra patriam occiderit*, porte que si l'accusé veut *negare quod non fecisset ita juret cum duodecim nominatis et aliis duodecim electis*. Le titre LXXVI intitulé, *De eo cui morttaudus imputatur*, décide que l'accusé doit payer la composition, *aut cum XXIV tot electis*, *aut cum octuagenta quales invenire potuerit juret;* disposition reproduite dans le titre XXIII des additions. Les titres I, II, VI, VII, XVI, XVII, XXI, XXII, XXIV, XXVII, des mêmes additions, prononçaient l'option ou de payer des compositions *aut cum duodecim medios electos juret*. Ces textes qui indiquent des *juratores electos* ont donc admis cette épithète avec intention.

La même loi emploie des termes différents, qui cependant doivent avoir le même sens. Le titre LIII porte, *duodecim sacramentalibus quinque nominatis et septem advocatis;* le titre LXXXIX, *duodecim nominatos et alios tantos advocatos;* les titres XXIV et XXVIII ne parlent que de *nominatos*.

Or qu'était-ce d'abord que ces *electi*, *nominati;* qu'était-ce que ces *advocati?* Le dernier de ces mots paraît facile à comprendre; ce sont les conjurateurs qu'une partie présente et qu'elle a choisis sans contrôle. Ils sont naturellement suspects, et on veut sans doute racheter la qualité par le nombre, tel est le but du titre LXXVI de la loi des Alemans qui, en laissant la liberté de produire des *electos* ou des *qualescumque invenerit*, exige dans ce dernier cas un nombre plus grand que dans le premier. Mais dans d'autres circonstances on a fait plus, on a voulu contre-balancer la suspicion qui s'attache naturellement aux *conjuratores advocati* en exigeant en outre un nombre égal ou quelquefois supérieur de *conjuratores electi*. Tantôt la loi des Alemans rend le nombre des *advocati* égal à celui des *electi*, tantôt elle veut que ceux-ci soient les plus nombreux. Les textes de la loi Salique que j'ai extraits des anciennes rédactions, puisqu'on ne les trouve pas dans celle de Charlemagne, paraissent s'être contentés de l'égalité; c'est ce que semblent signifier les mots *medios electos*, écrits quelquefois dans cette latinité barbare *medius electus*.

Mais je n'ai encore expliqué qu'une partie de la difficulté. Comment étaient choisis ces *electi?* Si c'était par celui qui employait ce mode de preuve, la distinction entre *advocatos* et *electos* est sans objet; les textes sont un non-sens. Je

n'ai trouvé dans aucun auteur moderne d'explication sur ce point. La loi des Alemans semblerait cependant fournir une solution. Le titre VI, intitulé, *De juratoribus quales vel quantos secundum euva* (legem, usum) *homo habere debet*, pose le principe que les conjurateurs sont indiqués par le demandeur à l'adversaire dont le serment doit être garanti par des conjurateurs; que celui-ci peut en exclure un certain nombre, et doit nécessairement prendre le reste pour conjurateurs.

On peut présenter une autre explication donnée par Wendelin, dans son glossaire de la loi Salique, v° *Thalaptas*, explication qui me paraît n'être pas sans vraisemblance; elle se rattache à ce que j'ai dit, pages 459 et suivantes, au sujet des ingénus et de la forte garantie qu'ils présentaient à la société.

L'objet qu'on se proposait dans l'admission des *conjurateurs* était d'acquérir la certitude morale, que l'homme qui faisait un serment méritait confiance et était incapable de se parjurer. Rien donc de plus naturel que de prendre des précautions contre la complaisance des conjurateurs. S'il eût été trop rigoureux, notamment à l'égard des pauvres et des hommes de condition inférieure, de leur refuser le droit d'*advocare* des hommes de leur condition, *consimiles suos*, comme le dit le chapitre v du pacte entre Childebert et Chlotaire, *pares suos*, comme le portent beaucoup d'autres documents, il était naturel aussi qu'il fût tenu de chercher une partie de ses répondants, car les conjurateurs n'étaient pas autre chose, parmi des hommes qui offraient de sérieuses garanties. C'est probablement dans ce sens qu'on doit entendre le chapitre XI des additions à la loi Salique faites par le second capitulaire de 803, et le mot *aloariis*, employé dans les formules XXIX et XXXIII de l'appendice de Marculfe. On voulait qu'il y eût parmi les conjurateurs des hommes tout à fait indépendants, comme propriétaires d'alodes, car c'est le sens que du Cange donne au mot *aloaris*, et je le crois véritable, ainsi que je l'ai dit page 625, note 1 : il est même bon de remarquer que, dans ces deux formules, les mots *tres aloarios et duodecim collaudantes* démontrent textuellement, contre l'opinion de Bignon, une distinction entre les *aloarios* et les *collaudantes* à l'aide de laquelle on peut entendre *electi* dans le sens de Wendelin.

On devrait naturellement conclure de ce qui vient d'être dit que les conjurateurs n'étaient admissibles que dans le cas où il s'agissait de faire attester que la personne qui faisait ainsi corroborer son serment méritait d'être crue; que par conséquent l'emploi des conjurateurs n'avait pas lieu pour des faits positifs susceptibles *de visu aut auditu*. Mais d'abord il y a une distinction à faire. Lorsque la justification de l'accusé se réduisait elle-même à des faits affirmatifs, il est

évident que les conjurateurs prenaient en quelque sorte le caractère de témoins *de visu et auditu*. C'est ce qui paraît résulter de la formule XXXI de Sirmond, du titre XLI, § 1 de la loi des Ripuaires, et du chapitre II du pacte entre Childebert et Chlotaire déjà cité. Le chapitre V du même pacte présente un exemple de l'emploi des conjurateurs dont moitié *de consimilibus* du demandeur, et moitié *de electis* pour justifier d'une formalité de nature à être prouvée par des témoins affirmatifs. Il y est question de celui qui impute un délit à un esclave et qui, en remplissant les formalités prescrites par la loi Salique, *quod lex Salica habet* (effectivement ce cas est prévu par le titre XLII), somme le maître de le représenter. Ce maître n'a pas obtempéré aux sommations, et on veut qu'avant d'obtenir une condamnation directe contre lui, le demandeur prouve l'accomplissement des formalités; or, le chapitre porte *et persecutor causæ de suis consimilibus tres, et de electis aliis tres dabit, qui sacramenta firmarent per placita quod lex Salica habet fuisse completam.* Le fait que des sommations avaient été données et que le demandeur s'était présenté au placité, sans que son adversaire y fût venu, ou sans qu'il eût amené son esclave, étaient des faits positifs; il n'y avait pas de preuves de moralité à fournir. Mais cela peut s'expliquer par ce que j'ai dit, page 623, sur les preuves des ajournements. Au reste, quoi qu'il en soit de ce cas particulier, la généralité des principes exposés plus haut n'en subsiste pas moins; et par exemple, dans le cas même que je viens de citer, il est évident que le maître pouvait se justifier de tout soupçon de complicité par son serment garanti par des conjurateurs; c'est ce qu'on lit dans le chapitre V de l'édit de Chilpéric de 574.

J'ai donné dans la seconde section quelques règles sur la forme d'audition des témoins, sur les récusations, sur les incapacités. Elles me paraissent avoir été plus spécialement applicables aux témoins proprement dits qui doivent *dicere quod sciant*. Quant aux conjurateurs, je renvoie à ce que j'ai déjà dit, page 625.

On pourrait demander si celui qui en présentait était admis à les prendre parmi ses parents? Le titre LXIII de la loi Salique me paraît établir l'affirmative; il constate que le *juramentum* était une des obligations attachées à la parenté, dont se dégageait celui qui y renonçait. Le titre VIII de la *lex Burgundionum* est encore plus exprès, car il admet parmi les conjurateurs le père, la mère, la femme de l'accusé d'un meurtre.

C'est sans doute pour remédier aux inconvénients résultant du droit de produire des parents comme *conjuratores*, que les lois exigeaient qu'un certain nombre fût *electi*. D'ailleurs ne perdons pas de vue que toute procédure était une véritable procédure par *jurés;* que les juges s'éclairaient par tous les

moyens propres à former leur conviction; que le chef de justice avait une très-grande latitude pour la direction de la procédure.

La faculté d'employer des *juratores* ou *sacramentales* était-elle aussi d'usage dans les matières civiles? Je le crois, et l'analogie des principes observés dans les législations modernes peut fournir un argument. Parmi nous, lorsque le juge trouve qu'une demande ou une exception n'est pas entièrement prouvée, il peut déférer le serment à l'une ou à l'autre partie. Il n'y a pas de bonnes raisons pour croire qu'on ne fit pas de même chez les Francs; et comme c'était parmi eux un usage assez général de s'en rapporter rarement à la seule affirmation d'une partie, ce qu'on appelait *jurare propria manu*, il est probable que le plus souvent, en déférant ainsi le serment à une partie, on lui prescrivait de faire attester sa moralité, sa crédibilité par des *conjurateurs*. Ce cas devait se présenter surtout lorsque la mort, ou même l'absence légitime de témoins qui auraient pu *jurare quod sciant*, réduisait une partie dans l'impossibilité de faire une preuve testimoniale proprement dite.

Le titre XVI des *Capita extravagantia*, rédigé d'une manière fort obscure dans quatre manuscrits dont la rédaction n'est pas même identique, et qui, du reste, n'a pas été admis dans la *Lex emendata*, semble ne permettre d'employer les conjurateurs en matière civile que lorsqu'il s'agit : 1° *de re in hoste perdita ;* 2° *de dote ;* 3° *de homine qui in servitium revocatur.*

Le recours à une preuve morale pour le premier de ces trois cas serait justifié par le désordre qui résultait de la réunion d'une armée, et la difficulté d'avoir d'autres preuves; il le serait, dans le second, par les usages des Francs sur la constitution des dots, qui longtemps furent un objet de conventions de famille ; dans le troisième, par la nature même de la preuve à faire, qui pouvait consister seulement en souvenirs de tradition, et dans ce que nous appelons la commune renommée.

Je doute néanmoins que l'emploi des conjurateurs dans des questions d'intérêt civil ait été réduit à ces trois cas. Le titre XVI, chapitres I et II, de la loi des Bavarois, et le chapitre VI du troisième capitulaire de 829 paraissent autoriser ce moyen de preuve dans des questions de propriété; seulement ils n'admettent que des propriétaires à rendre témoignage comme conjurateurs : du reste le capitulaire ajoute que ces non propriétaires pourraient être conjurateurs dans une question de liberté. Au premier cas, le motif d'exclusion est qu'ils ne sont pas propriétaires; au second, le motif d'admission est fondé sur ce qu'ils sont libres. J'ai déjà donné cette explication page 537.

SECTION V. — DES ÉPREUVES.

Dans un exposé destiné à réunir ce que la loi Salique et les documents contemporains nous apprennent sur les preuves, je ne peux me dispenser de parler de celles qu'on faisait dériver d'épreuves qu'on appela plus tard *Jugements de Dieu*. Dès le temps de la première race on leur donnait le nom de *sortes*, ainsi que le constatent les chapitres VI et VII du décret de Chlotaire et les chapitres VI et VIII de celui de Childebert. Les Francs, comme les Germains du temps de Tacite (*German.* cap. X) croyaient au sort ou à certaines épreuves comme manifestant les arrêts du ciel : devenus chrétiens, ils n'abandonnèrent pas ces préjugés, faisant une sorte de mélange bizarre de leurs anciennes superstitions et de leur foi à la providence, à la justice de Dieu. Toutes les lois barbares attestent l'usage des épreuves pour découvrir la vérité, non-seulement celles dont les bases appartiennent aux temps du paganisme, mais même les lois de la première race et les capitulaires de la seconde, faits en une époque où la religion chrétienne était devenue dominante. Des ministres de la religion essayèrent de détourner les peuples et les rois de cet usage : tels furent saint Avit, *apud Agobardum*, Opp. tom. I, pag. 120, et Agobard, *ibid.* pag. 301. Hincmar au contraire (Opp. t. I, pag. 598 et suiv.) écrivit très-longuement pour le justifier par les textes des livres saints, assez mal appliqués, et par une multitude de raisons peu logiques. L'erreur commune finit par l'emporter, et les cérémonies religieuses s'y prêtèrent.

La loi Salique ne constate qu'un seul genre d'épreuves, celle de l'eau bouillante, dont il est question dans le titre LV, sous les dénominations de *æneum*, *inium*, *ignis*. Elle est encore seule nommée dans le *pactum Childeberti et Chlotarii*, dans le *decretio Chlotarii*, dans *l'edictum Childeberti*.

Il est douteux que l'accusé d'un crime eût toujours le droit, quelle que fût l'évidence de la preuve affirmative faite contre lui, de réclamer l'épreuve.

Les textes cités, page 625, distinguent très-bien : *si probatio est certa*, ils ordonnent le payement de la composition due pour le délit dont l'accusation est portée ; *si non est certa*, l'accusé doit ou fournir des conjurateurs, ou *ambulare ad æneum*. Je crois qu'on doit en conclure que les juges, après avoir entendu l'accusateur et l'accusé, ainsi que les témoins ordinaires, étaient libres de condamner ou d'absoudre ; qu'ils pouvaient aussi, en cas de doute, et ainsi que cela paraît résulter du titre XVIII des *Capita extravagantia*, selon la nature du délit, ou le montant de la composition qu'il entraînait, ordonner que l'accusé se purgera par son serment appuyé de conjurateurs, ou subira l'épreuve de

l'eau bouillante ; qu'ils étaient enfin libres de ne prescrire que le serment appuyé de *conjurateurs*, sans que l'accusateur eût droit d'exiger l'épreuve ; que réciproquement ils pouvaient prescrire l'épreuve sans laisser à l'accusé l'option du serment avec des conjurateurs. Ce dernier point est même constaté par les termes du titre LIX, où la loi, parlant de celui qui refuse d'exécuter un jugement, dit : *Post diem in qua ei rachimburgii judicaverunt, ut aut per æneum aut per compositionem se educeret.*

C'était un grave soupçon contre une personne que de l'obliger à subir l'épreuve. Par conséquent, si quelqu'un, de son chef, *præter evisionem dominicam*, y provoquait un autre, encore bien que sans doute il n'aurait eu aucun moyen de le contraindre, on voyait en cela une injure prévue et punie par le titre XXVII des *Capita extravagantia*.

La loi Salique ne détermine point les formes de l'épreuve par l'eau bouillante ; on voit seulement quelques détails à ce sujet dans une formule de bénédiction et d'exorcisme de l'eau, que Baluze a publiée, tom. II, col. 639, mais qui est évidemment très-postérieure à la rédaction de la loi.

Toutefois la *Decretio Chlotarii*, cap. VII, nous apprend que l'épreuve avait lieu contradictoirement, et que les parties, savoir l'accusateur et l'accusé, y amenaient chacune trois témoins choisis, *ternæ personæ electæ, ne concludius fieri posset.* Pour qui sait que *concludium* signifiait toute sorte de fraude, l'objet de ce chapitre, ainsi que la nécessité que les témoins fussent choisis de la manière expliquée pages 629 et 630, sont faciles à comprendre. Quoique l'opinion superstitieuse des peuples crût qu'un innocent ne pouvait brûler sa main dans une telle épreuve, et qu'un coupable ne pouvait la retirer sauve, les parties litigentes n'en étaient pas aussi bien convaincues. Souvent elles faisaient une transaction secrète par laquelle l'accusateur reconnaissait que l'épreuve avait été favorable à l'accusé, et le fisc était ainsi privé de son droit de *fredum*.

Il paraît aussi que quelquefois les parties convenaient de substituer à l'épreuve la justification de l'accusé par des conjurateurs ; car il était plus facile d'en trouver de complaisants que de ne pas se brûler la main dans une chaudière bouillante ; et pour prix de cette commutation, l'accusateur recevait une partie de la composition. Le titre LV de la loi Salique toléra la transaction, pourvu qu'elle n'excédât pas certaines limites, au delà desquelles le *fredum* était dû au comte comme si l'accusé avait été déclaré coupable.

De ce que la loi Salique et les lois de Childebert et de Chlotaire, faites à la fin du VI[e] siècle, ne parlent que de l'épreuve par l'*æneum*, il ne serait peut-être pas exact de conclure qu'on n'en pratiquait pas d'autres. La XII[e] formule de Bignon

(CLXXII^e de Lindenbrog) en constate une qu'on appelait *épreuve de la croix.* Je me borne à renvoyer sur ce point au glossaire de du Cange.

On peut conjecturer aussi, d'après la citation de saint Avit, dont j'ai parlé page 632, et notamment d'après les titres XLV et LXXX de la loi des Bourguignons, que le combat singulier était admis chez ce peuple, à la fin du Ve siècle. Grégoire de Tours, liv. VII, chap. XIV, atteste le même usage chez les Francs au VIe siècle; ce que prouve aussi le titre XXVIII des *Capita extravagantia*. Le titre XCIV de la *lex Alamanorum*, le chapitre XII du titre II, et le titre XVI de la *lex Bajuvariorum*, donnent de nouvelles preuves non-seulement du combat d'une partie contre son adversaire, mais même contre les témoins que celui-ci avait produits, lorsqu'elle le demandait avant qu'ils eussent été entendus par les juges.

Les documents qui en parlent pour les siècles suivants et sous la seconde race sont si nombreux et si connus qu'il serait superflu de les citer. Je me borne à indiquer les chapitres X et XV du premier capitulaire de 819, contenant des additions à la loi Salique.

SECTION VI. — DES PREUVES ÉCRITES.

Les Francs ne purent habiter longtemps sur le sol de la Gaule et avoir des rapports avec les Romains, sans connaître l'usage des preuves écrites et sans en apprécier l'utilité.

Cependant la dernière rédaction de la loi Salique, faite du temps de Charlemagne, ne contient pas un mot qui suppose l'usage de l'écriture; et même, quoique dès l'origine, et surtout au IXe siècle, il existât auprès des comtes présidents des *mâls*, des chanceliers ou greffiers pour écrire les jugements dont plusieurs ont servi à rédiger les formules contenues dans les recueils, nous voyons dans le titre LIX de la loi Salique et dans le titre XVIII des *Capita extravagantia*, qu'on prouvait par témoins qu'un jugement avait été rendu en *tels* ou *tels* termes. Le chapitre X du capitulaire de 803 déclarait encore au IXe siècle que, si un homme voulait remettre en question une cause que son adversaire prétendait avoir été jugée, celui-ci devait prouver par témoins le jugement rendu.

On voit, il est vrai, par les recueils de chartes et de formules que l'usage de l'écriture était très-habituel : il n'est pas un document, depuis les jugements jusqu'aux conventions les moins importantes, dont il ne nous soit parvenu des rédactions écrites ou des protocoles; mais c'était une maxime générale que les rédactions écrites n'étaient pas nécessaires pour obliger les parties. La formule XIX du livre II de Marculfe, qui est un protocole de vente, le déclare

expressément ; et la formule XIV de l'appendice se borne à dire qu'il est raisonnable de prendre la mesure d'une rédaction écrite.

Puisque néanmoins un si grand nombre de documents qui constatent des conventions écrites ou qui supposent cet usage nous sont parvenus, c'est une preuve qu'il a été très-habituel ; je ne peux donc me dispenser d'en parler. Je vais examiner dans deux paragraphes ce que nous savons des usages observés par les Francs sous la première race : relativement aux actes authentiques ; relativement aux actes privés.

§ Ier. — DES ACTES AUTHENTIQUES.

Dans nos législations modernes, nous connaissons des actes auxquels, à raison de la qualité publique de ceux qui les ont rédigés, la foi est due, au point d'exclure toute preuve testimoniale contre et outre le contenu de ces actes, à moins que, par une voie que nous appelons *inscription de faux*, on ne prouve que l'acte produit n'est pas véritablement émané de l'officier à qui on l'attribue, ou qu'il a été altéré.

Connaissait-on des actes de cette espèce chez les Francs ?

Je crois qu'on peut résoudre affirmativement la question. Les actes de l'autorité royale doivent évidemment être considérés comme authentiques. Il existait au palais une chancellerie où des référendaires rédigeaient les actes de l'autorité royale ; et ni le caractère public de ces rédacteurs, ni l'authenticité de leurs actes ne sauraient être révoqués en doute. Le titre LXIII de la loi des Ripuaires défendait, sous peine d'une composition de la vie, d'attaquer un acte de donation émané du roi, autrement que par l'exhibition d'un acte contraire. Les jugements du *placitum palatii* qui, ainsi qu'on l'a vu, page 613, étaient réputés rendus par le roi, les actes de juridiction volontaire, tels que l'affranchissement par le denier, prévu par le titre XXVIII, les traditions d'immeubles qu'on pouvait faire devant le roi, d'après l'article XLVIII de la loi Salique, avaient la même authenticité.

Je crois qu'il faut en dire autant des jugements rendus aux *mâls*, et des actes de juridiction volontaire des comtes et des centeniers. Ces sortes d'actes rédigés en forme de procès-verbaux, attestant ce qui s'était passé, ainsi que le prouvent les formules I, II, III, IV, V, VI, VII, XXXII et XXXIII de l'appendice de Marculfe, VI de Bignon, X, XI, XXIV, XXVIII, XXIX, XXX et LII de Mabillon, avaient pour eux la présomption de vérité en faveur de celui qui en était muni. Son adversaire n'avait d'autre voie que de *falsare chartam*, en prouvant qu'elle n'était pas réellement émanée du fonctionnaire à qui on l'attribuait, ou que cette charte, vraie

en soi, avait été altérée ou falsifiée; mais c'était à lui de faire cette preuve; il en était à peu près, dans ce cas, comme de notre inscription de faux.

Mais à cette époque on ne conservait pas dans les archives ou dans les greffes de minutes des jugements ou autres actes judiciaires, ni des chartes faites par les rois en faveur d'établissements publics ou de particuliers[1]. L'intéressé recevait l'original pour en faire tel usage que son intérêt lui dicterait; et nous en avons la preuve de nos jours, puisque le petit nombre de documents de ce genre qui nous sont parvenus ont été trouvés en originaux dans les archives des monastères en faveur desquels les chartes avaient été faites ou les jugements rendus.

§ II. — DES ACTES PRIVÉS.

Les particuliers n'étaient point obligés pour faire rédiger leurs transactions, dans les cas très-fréquents où ils ne pouvaient ni les écrire, ni même les signer, de s'adresser aux référendaires du roi, aux chanceliers des *mâls*, ou à d'autres officiers publics institués pour donner foi et authenticité aux actes rédigés par eux. Les conventions les plus solennelles, et pour lesquelles aujourd'hui nos lois exigent le ministère des notaires, n'étaient, à vrai dire, que ce que nous appelons des écrits sous signature privée.

Je comprends sous cette dénomination, non-seulement ceux qui étaient écrits ou souscrits par les contractants, mais encore ceux que les contractants faisaient rédiger par des tiers, en présence, ou sans la présence de témoins, et souvent sans autre signature que celle du scribe. Il y avait en effet des hommes dont la profession consistait à rédiger ainsi les volontés des particuliers; ceux-ci se bornaient à les signer, comme le prouvent la plupart des chartes qui nous sont parvenues et qu'il serait trop long de citer; souvent même ils ne les signaient pas, ainsi qu'on le voit par une charte de 543[2], faite par Ansemund et sa femme, en faveur de l'église de Vienne[3]. Le titre LX de la loi des Ripuaires donne à ces scribes le nom de chancelier[4], ce qui est confirmé par une charte de 715[5], où un scribe déclare qu'il écrit l'acte *ad vicem cancellarii;* mais ces scribes

[1] Les curies, dans les lieux où l'ancienne organisation municipale avait été maintenue, peuvent avoir fait exception, mais il y en avait peu dans la partie en deçà de la Loire, et l'anarchie ne tarda pas à les détruire; d'ailleurs les Francs n'y avaient pas habituellement recours. — [2] *Diplomata,* 1re édit. p. 49; 2e édit. t. Ier, p. 107. — [3] Dans une charte de 662 (*Diplomata,* 1re édit. p. 238, et 2e édit. t. II, p. 123), saint-Omer déclare qu'il est aveugle, et que *alius manum tenens scripsit atque subscripsit.* Pepin, dans une charte de 714 (*Ibid.* 1re édit. p. 401, et 2e édit. t. II, p. 298), déclare que, ne pouvant signer, il a prié Plectrude, sa femme, de le faire pour lui. — [4] Voir du Cange, voc. *Cancellarius.* — [5] *Diplomata,* 1re édit. p. 402; 2e édit. t. II, p. 299.

ou chanceliers n'avaient pas de caractère public et ne sauraient être assimilés à nos notaires. Ainsi, tous les actes, sauf ceux du roi et des tribunaux, ou des magistrats agissant dans l'ordre de leurs fonctions, n'étaient réellement que des actes privés; la production de l'écrit ne dispensait point la partie qui le produisait de faire comparaître l'écrivain qui avait rédigé l'acte et les témoins qui l'avaient souscrit ou vu rédiger.

Dans nos mœurs actuelles, l'écriture l'emporte sur la preuve qu'on voudrait faire par témoins. Non-seulement nos lois, sauf quelques exceptions, exigent des écrits pour la preuve des engagements qui excèdent un intérêt de 150 francs; mais encore, lorsqu'un écrit est produit, jamais elles ne permettent la preuve testimoniale outre ou contre son contenu. On ne distingue même point, pour la foi qu'il doit avoir entre les parties contractantes, si l'acte est authentique ou si c'est une écriture privée. Il n'en était pas ainsi chez les Francs; les seuls actes auxquels on puisse donner la qualification d'actes authentiques, tels que j'ai dit qu'on les connaissait, dispensaient de la preuve testimoniale. Tout autre écrit présenté aux juges n'avait pas par lui-même une présomption de vérité. Cet acte était moins ce que nous appelons un acte probant qu'une sorte de *memorandum* servant à retrouver les témoins et à leur rappeler ce qu'ils avaient vu et entendu; il fallait présenter ces témoins. C'est ce qui paraît résulter des titres LVIII de la loi des Ripuaires, du titre II de celle des Alemans, du titre I, chap. I, de celle des Bavarois; c'est ce que dit expressément la formule XIX du livre II de Marculfe.

Cet usage existait encore sous la seconde race, ainsi que le démontrent un chapitre qu'on croit faire partie du troisième capitulaire de 803, et le chapitre XI du troisième capitulaire de 819. Il y est question d'un homme réclamé comme esclave et qui prétend avoir été affranchi *per chartam ingenuitatis*. Quoique muni de cette charte, il doit présenter celui qui a consenti l'affranchissement; s'il ne le peut, il doit se défendre *testimonio bonorum hominum qui tunc aderant cum liber admissus fuit*, par celui du scribe qui l'a rédigé, et s'il est dans l'impossibilité de le représenter, il doit produire deux autres chartes écrites par ce même scribe, sans doute pour qu'une comparaison puisse prouver la vérité de la signature.

Nous ne voyons pas que des formes fussent prescrites pour la validité des actes privés; la seule qui paraît avoir été généralement usitée était la date exigée par le titre XLIII de la *lex Alamanorum;* et tous les documents qui appartiennent aux autres tribus portent à croire que cette règle y était également observée. Cette date consistait dans l'indication du mois, du jour et de l'année du règne du roi. En général les documents où on trouve des indications des

années de Jésus-Christ sont suspects. Cette nouvelle manière de dater n'existe dans aucune charte vraie de la première race.

Les formules d'invocation qu'on lit dans un grand nombre de documents, et qui manquent dans beaucoup d'autres, les sceaux, les empreintes d'anneaux, servent souvent aux critiques pour déterminer les caractères d'ancienneté ou de vérité de ces documents. On peut consulter à ce sujet le Nouveau traité de diplomatique, t. IV, pages 731 et suiv. et t. V, pages 2 et suiv.; les Prolégomènes des *Diplomata*, III[e] partie, section II, chap. I, art. 2 et 3, et le Manuel de paléographie de M. de Wailly, t. I[er], pages 237 et suivantes. Il me suffit de dire que ces caractères extérieurs n'étaient point exigés comme condition essentielle des actes.

Il en était de même de la présence de témoins, quoiqu'on en trouve dans la plupart des actes intervenus entre les particuliers, et qu'elle paraisse exigée par le titre 1[er] de la loi des Alemans, car il existe beaucoup d'actes où l'une des parties déclare sa volonté par une lettre écrite à l'autre : on peut voir ce que Bignon a dit à ce sujet dans ses notes sur la formule VI du livre II de Marculfe.

Le nombre, la qualité, le mode d'assistance et d'intervention des témoins, lorsqu'on en appelait, sont très-variés; on peut assurer que presque aucun document n'est, sous ce rapport, semblable aux autres. Il existe beaucoup de chartes dans lesquelles on trouve une simple énonciation des noms des témoins faite par le scribe, mais sans aucune indication qu'ils eussent signé. Souvent ils n'y apposaient leur signature que longtemps après la rédaction de l'acte. C'est ce que prouvent les dernières lignes d'une charte de Bertoend, évêque de Châlons, de 692[1].

Les témoins soit *requis*, soit simplement *invités*, car les chartes indiquent cette différence, sans qu'il soit bien facile d'en distinguer les effets, lorsqu'ils signaient, écrivaient leurs noms ou traçaient des chirographes consistant en divers traits de plume entrelacés. On en trouve des exemples dans les chartes que Mabillon a fait graver et dont plusieurs originaux existent encore aux Archives du royaume. En général, la présence des témoins était attestée par les mots *interfui et subscripsi*. Les savants auteurs des Prolégomènes des *Diplomata* ont cru qu'il y avait une différence entre les termes *souscrire* et *signer*, entre *subscriptiones* et *signacula*, et ils citent deux chartes, l'une de Nivard de 662[2], l'autre de Pepin de 714[3], où effectivement on lit le mot *subscriptiones* et le mot *signacula;* mais je crois que *vel* qui sépare ces mots exprime une synonymie, une identité entre

[1] *Diplomata*, 1[re] édit. pag. 326; 2[e] édit. t. II, pag. 221. — [2] *Ibid.* 1[re] édit. pag. 243; 2[e] édit. t. II, pag. 128. — [3] *Ibid.* 1[re] édit. pag. 401; 2[e] édit. t. II, pag. 298.

deux mots dont l'emploi est redondant sans doute, mais ne paraît pas indiquer de différence.

Dans notre législation actuelle, on fait une distinction entre les actes synallagmatiques et les actes unilatéraux ; on exige comme condition de validité des premiers, qu'ils soient rédigés en autant d'exemplaires qu'il y a de parties ayant un intérêt réciproque, et même que mention soit faite de cette formalité. Mais cette règle très-moderne [1] n'existait pas chez les Francs; on se décidait à cet égard par l'intérêt et la volonté des contractants. La plupart des chartes de précaire dont j'ai parlé page 553 sont rédigées en double exemplaire. De même la formule XLIV de Sirmond déclare que l'acte par lequel un homme se mettait *in obsequio et servitio alterius ingenuili ordine*, était rédigé en double, *duas epistolas uno tenore conscriptas ;* et c'est ce qu'on voit dans les formules et les chartes de partages.

Quoique, assurément, il nous soit parvenu un bien petit nombre de documents vrais et de formules de la première race, cependant il en reste assez pour que nous puissions assurer que tous les actes connus dans notre civilisation si perfectionnée étaient usités à l'époque sur laquelle portent mes recherches.

Je vais les passer en revue dans l'ordre même des contrats adopté par notre Code civil.

Le titre XLVIII de la loi Salique constate que les donations et les institutions d'héritier entre-vifs avaient lieu oralement, dans le *mâl*, avec certaines formalités symboliques. Lorsque l'usage de rédiger des actes se fut introduit de plus en plus, les formes anciennes ne furent pas totalement abandonnées; on rédigea une sorte de procès-verbal des faits. Les hommes qui vivaient d'après la loi romaine suivaient aussi les formes et les solennités prescrites par cette loi, ainsi que le prouvent plusieurs formules.

Mais peu à peu Francs et Romains simplifièrent leurs usages, et il paraît que tout mode d'écriture propre à constater la volonté d'un donateur fut admis. Aiglibert, évêque du Mans, fit en 692, et Leodoen en 706 [2], une donation en simple forme de lettre. Nous avons dans les formules une multitude d'exemples de ces *donationum epistolæ*, au sujet desquelles on peut consulter Baluze, t. II, page 426, et Mabillon, *De re diplom.* pag. 5.

Il est incontestable que, dans ces cas de donations par lettres, la présence de témoins n'était pas indispensable, et cela se conçoit. Lorsque les donations étaient faites verbalement, la volonté du donateur déclarée au donataire avait

[1] Voyez Repertoire de jurisprudence, voc. *Double écrit.* — [2] *Diplomata*, 1re édit. pag. 331 ; 2e édit. t. II, pag. 226 et 268.

besoin d'être prouvée par témoins, ainsi que le porte le titre XLVIII de la loi Salique; parce qu'on y suppose que le donateur ou ses héritiers pourront nier la donation, *si contra hoc aliquis dicere voluerit*. Dès qu'un écrit du donateur mettait obstacle à cette négation, le concours de témoins à la donation n'était plus indispensable. Cependant, le plus souvent on en appelait. C'est ce que l'on voit dans la donation de Domnole de 572 [1] et dans une autre du même évêque de 581 [2], dans celle de Godin de 579 [3], de Théodetrude de 627 [4], d'Éloi de 631 [5]; et ce qu'attestent les formules I, VIII et CLII de Lindenbrog : cette dernière même déclare que les lois et les usages des Francs exigeaient la présence des témoins dans les donations; et nous en voyons jusque dans les actes de donations qualifiés *epistolæ*, ce que prouve la charte d'Ansbert de 696 [6]. On conserva pour le complément de ces donations par écrit, l'ancien usage de la tradition symbolique, ainsi que le constatent les formules citées page 617, et on la faisait soit dans le *mâl*, soit en présence d'un grand nombre d'hommes libres.

La donation faite en 721 [7] par Bertrade en faveur du monastère de Prüm est annoncée *facta publice;* celle de 709 [8] par Wolfoald, en faveur de l'église de Verdun, est faite *in conventu multorum bonorum hominum*. D'après le titre Ier de la loi des Alemans, l'acte d'une donation faite à l'église était déposé *super altare*. On allait même jusqu'à faire intervenir la présence du roi accompagné de ses grands, ainsi que le prouve la donation faite en 697 [9] par Gamon et sa femme, en faveur du monastère de Limours; c'était une suite des usages anciens attestés par la loi Salique.

Mais il y avait d'autres circonstances, dans lesquelles, sinon l'intervention, du moins l'approbation subséquente du roi était utile et même nécessaire, c'est lorsque la donation comprenait des biens provenant de bénéfices; la charte d'Éloi citée plus haut et la formule XII du livre Ier de Marculfe en offrent des exemples : ou lorsqu'un donateur voulait que l'établissement ecclésiastique auquel il donnait des biens eût le privilége de l'immunité dont j'ai parlé, page 584, le roi seul pouvant l'accorder.

Il n'est pas hors de propos de faire observer que beaucoup de donations réellement entre-vifs sont qualifiées *testamentum*, quoique les termes de la libéralité annoncent qu'elle est faite *a die presenti*. Parmi les exemples qu'on peut

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 68; 2e édit. t. I, p. 134. — [2] *Ibid.* 1re édit. p. 76; 2e édit. t. I, p. 148. — [3] *Ibid.* 1re édit. p. 75; 2e édit. t. I, p. 146. — [4] *Ibid.* 1re édit. p. 126; 2e édit. t. I, p. 227. — [5] *Ibid.* 1re édit. p. 137; 2e édit. t. II, p. 11. — [6] *Ibid.* 1re édit. p. 343; 2e édit. t. II, p. 237. — [7] *Ibid.* 1re édit. p. 431; 2e édit. t. II, p. 328. — [8] *Ibid.* 1re édit. p. 384; 2e édit. t. II, p. 280. — [9] *Ibid.* 1re édit. p. 349; 2e édit. t. II, p. 243.

en donner, je me borne à citer l'acte appelé *testamentum* de Bertrade, abbesse de Prüm, dont j'ai parlé plus haut, et celui de l'évêque Willibrod de 726[1]; plusieurs documents prouvent qu'à cette époque le mot *testamentum* signifiait toute déclaration de volonté. On peut voir, entre autres, les titres LIX et LX de la *lex Ripuariorum*, et du Cange, voc. *Testamentum*.

Les Francs ne connaissaient dans l'origine que les institutions d'héritiers contractuelles et non les testaments; mais la différence entre ces deux modes de dispositions est très-grande. Le testament, de quelque solennité qu'il ait été revêtu, est révocable en tout temps par le testateur; c'est la mort seule qui le rend irrévocable : *testamentum morte testatoris confirmatur*. L'institution contractuelle d'un héritier ressemble sans doute au testament, en ce qu'elle ne doit avoir son effet qu'à la mort du donateur; mais celui-ci, tant qu'il vit, n'a pas droit de la révoquer. Cette distinction, que comprennent très-bien, de nos jours ,les personnes les moins versées dans la jurisprudence, était trop subtile pour les Germains. Tacite (*German.* cap. XX) nous apprend qu'ils ne connaissaient pas les testaments.

Par suite de leurs communications habituelles avec les Romains, les Francs adoptèrent l'usage de ce mode de disposer, ainsi que je l'ai dit page 637. Il ne me paraît pas douteux que Vandemir et Ercamberte, sa femme, dont on a conservé le testament mutilé[2], ne fussent Francs; leurs noms en donnent la preuve. Il en est de même du testament d'Ermenthrude[3]; son nom, celui des témoins, prouvent aussi qu'elle était d'origine franque; il ne faudrait pas concevoir de doutes à cet égard, d'après l'emploi qu'elle fait du mot *quirites* : le rédacteur, qui ne trouvait point de règles pour faire son acte dans le droit des Francs, a emprunté les formules romaines et les a copiées servilement. En effet, dès que les Francs introduisaient dans leurs usages un mode de disposer jusqu'alors inconnu, dès qu'ils agissaient en cela par imitation des Romains, il était naturel qu'ils observassent les formes usitées chez ces derniers. Cependant elles leur parurent souvent trop compliquées, et la plupart de leurs testaments ne les contiennent pas.

Les conventions matrimoniales, notamment les constitutions de dot que les hommes faisaient à leurs fiancées, après avoir été longtemps constatées par des formalités orales, furent dans la suite rédigées par écrit : de même, les donations que les époux se faisaient pendant le mariage. Il n'en subsiste point de document; mais un grand nombre de formules attestent ces conventions. Je me

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 451; 2e édit. t. II, p. 329. — [2] *Ibid.* 1re édit. p. 313; 2e édit. t. II, p. 208. — [3] *Ibid.* 1re édit. p. 361; 2e édit. t. II, p. 255.

borne à cette indication, mon projet étant de traiter cet objet avec étendue dans la treizième dissertation.

Il nous est parvenu un assez grand nombre d'actes de ventes qu'on trouve dans les *Diplomata*, et dont il serait trop long d'énoncer les dates; les formules en indiquent un plus grand nombre. Dans ces actes et dans les formules XIX, XX et XXI du livre II de Marculfe, XIV de l'appendice, III et XIX de Bignon, IV, V, VIII, XXXVI, XXXVII, XLIII de Sirmond, IV, XXI, XXVII, XXXV, LIII, LV, LVII de Mabillon, V des nouvelles formules de Baluze, CXXVII, CLII, CLVI, CLXXI de Lindenbrog, nous trouvons les mêmes éléments que dans nos contrats de vente actuels, savoir : l'énonciation de la chose vendue, du prix, la déclaration que l'acquéreur peut disposer de l'objet vendu comme bon lui semblera; quelquefois la déclaration que le vendeur agit librement et sans fiction. Dans quelques-uns, les parties déclarent qu'elles font un écrit, quoiqu'il ne soit pas nécessaire, et qu'elles le rédigent pour plus grande sûreté. Plusieurs des formules que je viens d'indiquer contiennent mention de la tradition qui accompagnait la vente. D'autres prouvent que par un acte postérieur au contrat le vendeur faisait cette tradition : telles sont les formules XLIII et LIX de l'appendice de Marculfe, et c'est ce qu'on voit dans un assez grand nombre de chartes. J'ai cité, page 521, des formules relatives à des ventes d'esclaves.

Il a été conservé peu d'actes d'échange. Je n'en connais que trois, l'un de 662 [1], le second de 691 [2], le troisième de 697 [3]; mais il en reste plusieurs formules, entre autres XXIV du livre II de Marculfe, XVII de l'appendice, XXVI de Sirmond. J'ai parlé, p. 543, des conditions particulières relatives aux échanges des biens des églises.

Les locations de biens devaient être fréquentes, et c'est dans cette classe qu'il y a lieu de ranger les actes par lesquels on concédait des biens en jouissance à des colons, ainsi que je l'ai dit page 348, et les concessions de précaires dont j'ai parlé page 553.

Le titre XXX de la loi Salique punit ceux qui se louent ou qui prennent d'autres à loyer pour commettre des crimes. C'est suffisamment reconnaître l'existence des louages de services. On trouve dans les formules citées page 518 des conventions par lesquelles les débiteurs louent leurs services jusqu'à ce qu'ils aient acquitté une dette.

Quoiqu'il n'existe pas dans les documents de la première race de dispositions

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 237; 2e édit. t. II, p. 121. — [2] *Ibid.* 1re édit. p. 325; 2e édit. t. II, p. 299. — [3] Cette charte récemment découverte entrera dans le supplément du tome II des *Diplomata*; M. Teulet l'a insérée dans la Bibliothèque de l'école des chartes, t. II, p. 558.

textuelles sur le contrat de société, il est impossible qu'on ne l'ait pas connu, surtout si l'on remarque les dispositions des lois pénales contre les *socii criminum*, et l'usage des associations connues sous le nom de *gildes*.

La loi Salique constate les deux espèces de prêt usités dans notre jurisprudence, savoir : le prêt à usage, qui oblige l'emprunteur à rendre identiquement l'objet prêté ; c'est celui dont il est question dans le titre LIV; et le prêt d'argent, appelé chez nous prêt de consommation, dont il est question dans le titre LII, où l'obligation de l'emprunteur est appelée *fides facta*. Il est aussi question d'un prêt de deniers dans la formule LIX de Mabillon. Les formules XXXVI de l'appendice de Marculfe, XLV de Sirmond, XVII et XVIII de Mabillon, contiennent des quittances données par un créancier à l'emprunteur, avec déclaration faite par ce créancier que, ne pouvant rendre le titre perdu, il veut que sa déclaration serve de décharge et de libération. Un plaid de 695 [1] constate qu'un abbé de Saint-Denis avait fourni à un homme de quoi payer la composition qu'il devait au roi et que cet homme lui avait donné un bien en payement.

Le gage ou nantissement n'était certainement point inconnu ; et, puisque les formules L de l'appendice de Marculfe, XVIII de Sirmond, XXII de Mabillon, constatent des dations en gage d'immeubles, pour sûreté d'une dette, nous pouvons croire, à plus forte raison, qu'on donnait ainsi des choses mobiliaires. Quant au séquestre judiciaire, les titres XXXIX et XLIX de la loi Salique le reconnaissaient, et le titre LXIV avait pris des mesures pour qu'il fût respecté; on peut voir aussi le titre XIV, chap. I à VI de la loi des Bavarois.

Nous trouvons dans les formules XXXI et XXXVIII du livre II de Marculfe, IX de l'appendice, XLVI de Sirmond, II des nouvelles formules de Baluze, XLVII, L, LI de Mabillon et CLXXXIII de Lindenbrog, des procurations données soit pour défendre des causes en justice, ainsi qu'on l'a vu page 600, soit pour faire toute autre affaire dans l'intérêt du mandant.

Les cautionnements, *wadia*, étaient très en usage; il en est question dans un plaid de 692 [2], dans les formules XVIII, XXV, XXVII du livre II de Marculfe, et XV de l'appendice. Un acte de 721 [3] fournit l'exemple de l'engagement par lequel quelques-uns des codébiteurs d'une redevance foncière se portent caution des autres envers le propriétaire.

Nous trouvons un grand nombre d'exemples de transactions en matière criminelle par l'effet desquelles l'offensé ou ses héritiers donnent à l'offenseur une *carta securitatis*, dont je parlerai page 652. Les formules XLI du livre II de

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 339; 2e édit. t. II, p. 233. — [2] *Ibid.* 1re édit. p. 328; 2e édit t. II, p. 323. — [3] *Ibid.* 1re édit. p. 433; 2e édit. t. II, p. 330.

Marculfe, VII et VIII de Bignon, XXXIX et XLII de Sirmond, V, VI, VII, XXVI, XXVIII, XLI, XLII, XLIII de Mabillon, LXXXII et CXXIV de Lindenbrog, en contiennent des exemples; quelques-unes même concernent des matières d'intérêt civil.

La plupart des actes étaient terminés par des menaces ou imprécations contre la partie, ou l'héritier de la partie, qui refuserait de les exécuter, même contre les tiers qui empêcheraient cette exécution.

Les rois se contentaient en général de menacer de leur indignation les infracteurs de la charte; néanmoins il en existe plusieurs, dont la sincérité n'est point contestée, où des imprécations sont contenues : telle est la charte de Chilpéric Ier, de 583 [1], en faveur de l'église de Beauvais; celle de Gontran, de 584 [2], en faveur de l'église de Châlons; celle de Dagobert Ier, de 635 [3], en faveur du monastère de Saint-Denis; celle de Childéric II, de 661 [4], en faveur de l'évêque Amand; celle de Thierry IV, de 730 [5], en faveur de l'église Saint-Vincent de Paris; celle de Childéric III, de 744 [6], en faveur du monastère de Stavelo. Ces clauses sont bien plus fréquentes dans les actes des particuliers, dont le nombre est trop grand pour qu'il y ait possibilité de les citer; quelques-unes même présentent une sorte de luxe d'expressions toujours dirigées vers la vengeance divine et la damnation éternelle [7]. Il en est question dans le titre Ier de la loi des Alemans.

Je ne dois point terminer ce que j'avais à dire sur les actes rédigés par écrit, sans parler d'une formule insérée dans un si grand nombre de documents, qu'on peut la considérer comme ayant fait partie intégrante de toutes les conventions; elle porte ces mots : *cum stipulatione subnexa*, ou *subnixa*, ou *nixa*, ou *interposita*.

Les savants bénédictins, auteurs du Nouveau traité de diplomatique, tome V, page 637, se reportant à l'usage qui s'était introduit, comme nous l'avons vu page 616, de combiner avec les rédactions écrites les anciennes formes des conventions verbales par l'*adhramitio* ou l'*affatomie*, qui consistaient dans les traditions de la *festuca*, du *ramus*, du *culmus*, *etc.* et ayant trouvé des signes de cette sorte attachés à quelques anciennes chartes, en ont conclu que les mots que je viens de transcrire avaient pour objet d'énoncer qu'on avait attaché à la charte la *festuca* ou le *ramus* délivré par une partie à l'autre.

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 77; 2e édit. t. Ier, p. 148. — [2] *Ibid.* 1re édit. p. 79; 2e édit. t. Ier, p. 150. — [3] *Ibid.* 1re édit. p. 159; 2e édit. t. II, p. 32. — [4] *Ibid.* 1re édit. p. 234; 2e édit. t. II, p. 118. — [5] *Ibid.* 1re édit. p. 461; 2e édit. t. II, p. 361. — [6] *Ibid.* 1re édit. p. 485; 2e édit. t. II, p. 387. — [7] On les trouve dans la collection des *Diplomata*, et un grand nombre de formules contiennent les mêmes imprécations.

On peut sans doute invoquer en faveur de cette opinion les *Traditiones Fuldenses*, lib. II, form. XXII, qui constatent très-expressément l'usage d'attacher la paille à l'acte écrit, *stipula confixum vobis ad roborandum et tuendum*. D'autres traditions de ce recueil, lib. I, form. V, et lib. II, form. XVI, XXI, XXVIII, XLIII, présentent le mot *culmus* avec la même acception et dans le même but.

Je doute cependant de l'exactitude de cette solution, et je crois qu'on doit attribuer à cette clause une origine romaine.

Pour me faire bien comprendre, je dois dire que, dans tous les documents dont il s'agit, les mots *stipulatione subnexa*, *subnixa*, *nixa* sont précédés ou suivis de clauses pénales qui prononcent une amende au profit du fisc, une certaine somme au profit de celui envers qui on s'oblige, pour le cas où l'obligé ou son héritier refuseraient ou contesteraient l'exécution de la convention, et presque toujours les imprécations, les anathèmes dont il a été question plus haut.

Précisément, la constitution 8 du titre IX du livre II de la *lex romana Visigothorum*, extraite, comme on sait, du Code théodosien, contenait une disposition qui déclarait infâme, et assujettissait aux peines pécuniaires déterminées par la convention, la partie ou les héritiers qui refusaient de l'exécuter. L'auteur de cette constitution est l'empereur Arcadius[1], et ce fait mérite d'être signalé, car plusieurs documents contenus dans les *Traditiones monasterii sancti Galli*[2], en transcrivant cette même cause pénale, au lieu d'employer les seuls mots *stipulatione subnexa*, portent *stipulatione arcadiana*, ou *lege arcadiana*, *quæ omnium chartarum accommodat firmitatem;* ce qui prouve que, dans l'intention des rédacteurs, la clause pénale était inscrite en conformité de la *lex arcadiana* contenue au Code théodosien.

[1] Du Cange en parle au mot *Stipulatio;* mais il cite à tort la constitution 17, *De testamentis*, qui ne saurait être applicable à des contrats de ventes, de donations, de précaires, etc. — [2] Les *Traditiones monasterii sancti Galli* forment un volume in-folio sans frontispice, contenant 633 pages, dont la dernière, composée seulement de quelques lignes, est manuscrite. La première charte de ce recueil, faite par Ebbo et sa femme Odalsinde, est de 670; la dernière, de 1361. Ces chartes sont, pour la plupart, en latin; quelques-unes, des derniers siècles, sont en langue allemande. Neugart, dans sa préface du *Codex Alemaniæ diplomaticus*, dit que l'ouvrage fut imprimé à la fin du XVIIe siècle pour l'unique usage du monastère. On m'a assuré qu'il n'en avait pas été tiré plus de dix exemplaires, dont la presque totalité a été perdue ou détruite. Celui que j'ai eu en communication, par l'effet de l'obligeance de MM. les membres du petit conseil du canton de Saint-Gall, y tient lieu de manuscrit. Ce précieux volume m'a servi à insérer dans la nouvelle édition des *Diplomata* environ vingt documents de la première race que Bréquigny n'avait pas connus, et qui cependant sont du même genre que ceux de son recueil, ayant pour objet des biens situés dans des pays soumis à la domination des rois francs, et datés des règnes de ces princes.

Les mêmes documents joignent à la *stipulatio arcadiana* l'indication de celle qui était connue, en droit romain, sous le nom de *stipulatio aquiliana;* et même cette *stipulatio aquiliana* est seule indiquée dans les formules XXVII de Sirmond et XXXVI de Mabillon, et dans les *Notæ tironianæ*, page 110.

Au premier abord, on pourrait soupçonner que le mot *aquiliana* provient d'une erreur de copistes, chose cependant peu présumable, vu la diversité des documents et des lieux de rédaction. On pourrait dire, en effet, que si la *stipulatio*, ou plutôt la *lex arcadiana* avait pour objet de garantir l'exécution de tous les pactes ou conventions par l'insertion d'une clause pénale, tel n'avait pas été, du moins dans l'origine, l'objet de la célèbre *stipulatio aquiliana*. Elle fut inventée pour opérer la novation de toutes les obligations qu'une personne avait contractées par de simples pactes, sans les solennités de la stipulation, pour les transformer en une stipulation qui alors pouvait être éteinte par ce qu'on appelait l'*acceptilation*, mode d'extinction propre aux stipulations et non applicable aux simples pactes. C'était encore de cette manière qu'on entendait la *stipulatio aquiliana* au XIV[e] siècle, ainsi que le prouve un arrêt de 1396, cité par Carpentier au mot *Stipulatio*. Or les documents dans lesquels nous lisons, ou simplement la clause pénale, ou cette clause avec les mots *arcadiana* et *aquiliana lege*, n'offrent rien de semblable. Mais avec plus d'attention, et surtout en lisant le § 3 du titre I[er] du livre I[er] des *Pauli receptæ sententiæ*, on arrive à reconnaître qu'il y a eu intention de la part des rédacteurs des chartes et des formules à parler aussi de la stipulation, ou, comme le disent quelques-uns, de la *lex aquiliana*. Le jurisconsulte Paul déclare qu'on avait l'habitude de joindre la *stipulatio aquiliana* à un pacte pour le corroborer : il ajoute que le plus sûr est encore d'y joindre une clause pénale, *ut resciso quoquo modo pacto, pœna ex stipulatu exigi possit.* Paul écrivait avant la constitution d'Arcadius; sa décision pouvait sans doute paraître inutile depuis que cette constitution était intervenue. Cependant le texte de Paul et celui de la constitution ayant été tous deux insérés dans le code d'Alaric II, on put voir, dans ces deux textes, un double moyen pour garantir les conventions par des clauses pénales; et c'est ce que Bignon a très-judicieusement fait observer dans sa note sur la XVII[e] formule de Sirmond. Ainsi peuvent s'expliquer les documents où on cite et la *lex aquiliana* et la *lex arcadiana*, et ceux où il n'est question que de l'une des deux.

Il est moins aisé d'expliquer un document de 551, publié par Marini, *Papyri diplomatici*, n. 19, où on lit *arcadiana et nerviana stipulatione.* Ce qui nous est parvenu du droit romain ne nous apprend rien sur cette dernière : je supposerais donc volontiers une faute, et la nécessité de lire *aquiliana* pour *nerviana*.

On éprouve le même embarras pour expliquer une charte de 572 [1], par laquelle Domnole, évêque du Mans, après avoir fait à son église une donation qui contient les clauses pénales dont j'ai parlé, ajoute, selon l'édition de Baluze, *Miscellanea*, tom. III, pag. 20, les mots : *ans Juliani legis indetamentionem* [2]. Le premier et le dernier de ces mots ont paru inexplicables à du Cange et à ses continuateurs. Du Cange, qui les cite, v° *Stipulatio*, dit expressément qu'on doit les corriger à l'aide des autres formules où il est question de la stipulation aquilienne; mais il n'indique point la correction qu'il juge nécessaire. Ses continuateurs, voc. *Indetamentio*, les ont transcrits aussi, et déclarent ne savoir ce que ce dernier mot signifie. Je suis porté à croire que les mots *ans Juliani* ont été mal lus par le copiste qui a transcrit le document dans les *Acta episcoporum Cenomannensium* pour l'envoyer à Baluze. Il faut lire *aquiliani*, conserver *legis*, et, au lieu d'*indetamentionem* en un seul mot, lire *indeta* (*indita*) *mentionem* (*mentione*), ce qui, sauf les solécismes très-communs au VI° siècle, signifierait : le donateur se référant à la loi ou stipulation aquilienne.

Mais, en laissant de côté cette conjecture, il n'en est pas moins évident que les auteurs des formules XVII de Sirmond et XXXVI de Mabillon, et les rédacteurs des *Traditiones sancti Galli*, entendaient bien que les mots *stipulatione subnexa* désignaient les clauses pénales rédigées d'après la constitution d'Arcadius et le texte où le jurisconsulte Paul parle de la *stipulatio aquiliana*. Je suis porté à en conclure que, dans les autres chartes, où la même clause pénale est écrite en termes tout à fait identiques, mais avec les seuls mots *stipulatione subnexa*, sans *arcadiana* ni *aquiliana*, les rédacteurs les ont sous-entendus. Du Cange, voc. *Stipulatio*, est de cette opinion. Après avoir cité ce que Bignon dit, note 5 de la III° formule du livre II de Marculfe; après avoir annoncé que les mots *stipulatione subnixa* se rapportent à la stipulation empruntée du droit romain, il termine ainsi : *Verum truncata et mutilata iis locis verba, notariorum more, constat, qui, præcipua et magis solemnia adhibere soliti, cætera quæ subaudiri debent, ultro prætereunt, tanquam minus necessaria, cum brevitati nimium quam par est studeant.* Je crois même qu'on ne saurait en douter lorsqu'on lit une charte de donation de 721 [3], qui, après les imprécations ordinaires, ajoute la détermination d'une

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 68; 2e édit. t. Ier, p. 134. — [2] On ne trouve point la clause dans le texte publié par Martène et Bréquigny, que j'ai dû suivre dans la nouvelle collection des *Diplomata*, puisque j'ai fait vainement des démarches auprès du maire de la ville du Mans pour obtenir, par l'entremise et sous la garantie de M. le ministre de l'instruction publique, communication du manuscrit d'où avait été tirée la copie envoyée à Baluze. — [3] *Diplomata*, 1re édit. p. 431; 2e édit. t. II, p. 328.

amende au profit de la partie lésée et du fisc, *juxta legem conditoris, quod principes sanxerunt;* évidemment ces expressions se réfèrent à la *lex arcadiana* dont je viens de parler.

On voit maintenant en quoi mon opinion diffère de celle des savants auteurs du Nouveau traité de diplomatique, et de ceux qui l'ont adoptée. Je ne nie point que l'usage germanique de faire une tradition symbolique par la *festuca* n'ait longtemps subsisté, et c'est ce que prouve la *lex Utinensis* que j'ai citée, page 618. Je ne nie point que très-souvent on n'attachât ce signe au contrat, ainsi que le prouvent les *Traditiones Fuldenses* et quelques chartes qui subsistent encore; mais je crois que les mots *cum stipulatione subnexa* n'ont pas pour objet de constater cette attache. Évidemment, dans la formule XVII de Sirmond, dans la formule XXXVI de Mabillon, dans la donation de Domnole, corrigée ainsi que je le propose, dans les *Traditiones sancti Galli*, dans le document publié par Marini, ces mots annoncent qu'on a inscrit une clause pénale, soit en vertu de la constitution arcadienne ou de la stipulation aquilienne, soit en vertu de l'une et de l'autre. Je crois donc avec du Cange que, dans tous les autres documents qui contiennent seulement *cum stipulatione subnexa*, les mots *arcadiana*, *aquiliana* sont sous-entendus : par conséquent cet usage me paraît une preuve, parmi un grand nombre d'autres, de l'invasion ou plutôt de l'infiltration du droit romain dans le droit civil des Francs. Cela me paraît surtout résulter de la formule XXXVI de Sirmond, terminée par ces mots remarquables : *in cessionibus vero, licet pœna non inseratur, mihi tamen, pro rei totius firmitate, placuit inserendum ut, si ego aut ullus ex heredibus meis..... et reliqua.* Ces derniers mots, il est vrai, laissent désirer quelque chose; mais précisément nous le trouvons dans la charte vraie d'Eberhart et de sa femme de 731 [1]. Le passage de cette charte, qu'on trouve aussi presque identique dans la formule IV du livre II de Marculfe, me paraît important à transcrire : *Licet in cessionis*[2] *pœnam adnecti non sit necesse, sed nobis pro omni firmitate placuit inserendam : si quis vero, quod futurum esse non credimus si nos ipsi, quod absit, aut aliquis de heredibus vel proheredibus nostris, vel quislibet opposita persona, calliditate commotus aut cupiditate preventus, ullunquam tempore contra presentem epistolam cessionis nostræ, quam nos devota mente fieri decrevimus, venire aut aliquid repetire præsumpserit, ipsam penitus iram Dei omnipotentis et omnium sanctorum et angelorum ejus offensione, vel Ecclesiæ catholicæ excommunione damnandum se pertimiscat, et insuper judicantes principibus, inferat partibus monasterii, alio tantum quantum ipsas*

[1] *Diplomata*, 1re édition, p. 462; 2e édition, t. II, p. 363. — [2] Je transcris, suivant mon usage, avec toutes les fautes de grammaire du texte.

res emelioratas valuerint, et partibus fisci multa coactus exsolvat, et quod repetit non vindecit, et hæc epistola firma permaneat stibulacione subnexa. Cette clause est précisément celle des déclarations de peines pécuniaires et d'imprécations. Elle est terminée par *stipulatione subnixa:* ces mots en font donc partie; ils n'ont donc pas pour objet de constater un usage des Francs, mais bien une clause romaine. Cette charte et les formules nous apprennent, ainsi qu'on l'avait vu par le fragment du jurisconsulte Paul, qu'il n'y avait pas rigoureusement nécessité d'insérer une telle clause dans un acte de donation ou de vente de biens, et cependant qu'on le fait, comme Paul le conseillait, pour plus de sûreté.

Je termine par deux considérations qui me semblent avoir quelque force :

1° Si les mots *cum stipulatione subnexa* avaient rapport à l'usage de délivrer la *festuca*, et si leur objet était de constater qu'on a attaché au contrat ce signe symbolique, on ne devrait trouver cette formule que dans les traditions faites par des Francs; on ne les aurait pas insérées dans des donations, des ventes faites par des hommes que régissait la loi romaine : or une multitude de chartes faites d'après cette loi contiennent notre clause. Nous savons bien que les Francs ont beaucoup emprunté des usages romains, et, dans l'état d'imperfection de leurs coutumes civiles, ils ne pouvaient mieux faire. Mais, sous ce rapport, les Romains n'empruntaient rien, et, raisonnablement, ils n'avaient rien à emprunter du droit franc.

Si les mots *stipulatione subnexa, subnixa, nexa,* attestaient une tradition symbolique par la *festuca,* le *ramus, etc.* et l'annexe matérielle de ce signe au contrat écrit, on ne les aurait pas surtout inscrits dans des testaments, où la formalité d'une tradition symbolique n'était ni nécessaire ni possible : cependant nous lisons *stipulatione annecti præcepi* dans le testament de Bertram, évêque du Mans, de 615[1].

Enfin ce qui me parait assez remarquable, la clause pénale terminée par les mots *cum stipulatione subnexa* se trouve dans les mêmes documents, où déjà on a annoncé plus haut la tradition *per festucam, etc.* C'eût été naturellement à cet endroit qu'on aurait dû en annoncer l'annexe au document, comme cela a été fait dans les *Traditiones Fuldenses*, et non pas à la suite d'une disposition pénale évidemment empruntée du droit romain.

2° Ces mots *cum stipulatione subnexa,* pris grammaticalement, ne sauraient signifier la *paille attachée,* parce que jamais *stipulatio* n'a signifié *paille. Stipulatio* est bien dérivé de *stipula,* mais il n'exprime pas la même chose, pas plus que *festucatio, effestucatio* ne sont synonymes de *festuca,* dont ils énoncent simple

[1] *Diplomata,* 1re édition, p. 99; 2e édition, t. Ier, p. 197.

ment l'emploi. Aussi, dans les *Traditiones Fuldenses* que j'ai citées, et où certainement il est question de la *paille* attachée au contrat, on lit, *stipula confixum vobis ad roborandum*, et non *stipulatione confixum*. Un grand nombre de documents portent *adhramire*, *werpire*, *exuere se*, *exire per festucam*, mais dans aucun on ne lit *per stipulationem*. Il est donc naturel et raisonnable de prendre *stipulatio* pour ce qu'il est dans la langue des Romains, dont la législation fournissait la clause pénale qu'accompagnaient toujours les mots *stipulatione subnixa*.

Ce qui me paraît le prouver mieux encore, c'est que dans plusieurs chartes, notamment dans deux de 709 et 710 [1], on lit *cum adstipulatione*. Ce mot appartient au droit romain, où il signifie un engagement par paroles, appelé, dans quelques documents du moyen âge, *adstipulatus* (voir du Cange, *hac voc.*). Il est bon de remarquer enfin le mot *sponsione* ajouté à *stipulatione* dans deux chartes, l'une de 579 [2], l'autre de 631 [3]. On lit même dans une charte de 709 [4], après la clause pénale, *hæc charta donationis ..... omni tempore maneat roboratione subnixa*. Il ne me paraît pas possible de prendre encore *sponsio*, *roboratio* pour synonymes de *festuca;* c'est bien plutôt une déclaration que les parties donnent à leur convention, une force, *robur*, *roboratio*, par la clause pénale dont le droit romain avait fourni l'idée et l'emploi; ce qu'une autre charte de 708 [5] rend par *stipulatione nixa*, et la formule CLII de Lindenbrog par *stipulatione interposita*.

Une dernière preuve que cette formule est empruntée du droit romain me paraît résulter de ce que dans les actes de vente on ajoute aux autres imprécations la clause que le vendeur, en cas d'éviction, restituera le double du prix; ce qui est précisément décidé dans le § 3 du titre XVII du livre II des *Pauli receptæ sententiæ* faisant partie de la *Lex romana* observée dans l'empire des Francs.

On a vu, page 636, qu'il n'existait point de dépôts publics où l'on conservât les minutes des actes, de manière à en délivrer des expéditions à ceux qui les auraient perdues. Lorsque cet accident arrivait, il fallait recourir à une formalité sur laquelle je me suis expliqué page 681; on peut voir à ce sujet une petite dissertation que j'ai insérée dans la Bibliothèque de l'école des chartes, t. I, pag. 217.

[1] *Diplomata*, 1re édition, p. 383, 389; 2e édition, t. II, p. 280, 288. — [2] *Ibid.* 1re édit. p. 75; 2e édit. t. Ier, p. 146. — [3] *Ibid.* 1re édit. p. 137; 2e édit. t. II, p. 11. — [4] *Ibid.* 1re édit. p. 384; 2e édit. t. II, p. 280. — [5] *Ibid.* 1re édit. p. 381; 2e édit. t. II, p. 278.

DISSERTATION DOUZIÈME.

SUR LES COMPOSITIONS POUR LES CRIMES ET LES DÉLITS D'APRÈS LA LOI SALIQUE.

Les lois ou, si l'on veut, les coutumes des tribus germaniques, présentent, relativement à la poursuite et à la punition des crimes, un caractère qui les distingue essentiellement des lois de presque tous les peuples anciens et modernes. Chez tous ceux dont la législation nous est connue, l'atteinte portée à la vie, à la sûreté, même à la propriété des citoyens, était considérée comme un trouble à l'ordre public dont la répression intéressait la société entière. Quelques peuples avaient institué des magistrats chargés de poursuivre les coupables, lors même que l'offensé gardait le silence; les autres permettaient l'accusation non-seulement à l'offensé, mais, dans certaines circonstances, à quiconque voulait dénoncer le crime dont il avait connaissance.

Les coutumes des Francs ne nous présentent rien de semblable dans les rédactions qui nous en sont parvenues; et ce que ces rédactions constatent se reporte à des temps bien antérieurs.

Velleius Paterculus, liv. II, chap. CXVIII, et Pomponius Mela, liv. III, chap. III, attestent que, chez les Germains, les armes servaient à décider même les contestations civiles. Tacite, chap. XXI, après avoir parlé du droit de vengeance auquel les parents et les amis prenaient part, s'exprime ainsi : *Nec implacabiles durant. Luitur enim etiam homicidium certo armentorum ac pecorum numero, recipitque satisfactionem universa domus; utiliter in publicum, quia periculosiores sunt inimicitiæ juxta libertatem.* Il résulte évidemment de ces témoignages que tout Germain avait droit de se venger à force ouverte de l'offense qu'il avait reçue, mais que presque toujours une conciliation avait lieu au moyen de la composition payée par l'offenseur.

Nous retrouvons ces principes dans la loi Salique. Les titres XLIII et suivants prévoient des homicides accompagnés des circonstances les plus odieuses, et ne prononcent que des compositions pécuniaires. Ainsi quelque grave que fût cette offense, elle ne donnait lieu qu'à une action privée, à laquelle sans doute le magistrat prêtait son appui, mais dont il n'avait pas le droit d'empêcher la

pacification, pourvu que, conformément au titre LV, l'offenseur payât au fisc la *pars mulctæ* dont parle Tacite dans le chapitre XII[1].

On nommait *faida* la part attribuée à l'offensé dans cette composition, du mot allemand *fhede*, signifiant *querelle, inimitié*, parce que la composition y mettait fin. On appelait *fredum* la part attribuée au fisc, du mot allemand *frede*, signifiant *paix*, parce que le magistrat intervenait pour prendre l'engagement de garantir la paix jurée. Grégoire de Tours (*De miraculis sancti Martini*, lib. IV, cap. XXVI) donne une explication de ce dernier mot qui dispense de toutes autres recherches étymologiques. Les deux mots *faido* et *freto* se trouvent ensemble dans un seul texte de la loi Salique, le manuscrit 4404, titre XXXV, § 7, à l'occasion du cas particulier du meurtre d'un esclave. Certainement c'est une glose qui aura passé dans ce texte, et que les autres n'ont pas admise parce que, en effet, la *faida* et le *fredum* avaient lieu dans toute composition. Le chapitre IV [9] de l'édit de Chlotaire de 595 parle aussi du *faitum* et du *fredum*, mais il n'en indique pas la proportion. M. de Savigny (*Histoire du droit romain au moyen âge*, t. I, § 64, note 1re) admet la proportion du tiers, et son opinion me paraît justifiée par un placité de Clovis III, de 693[2], où le *fredum* est bien évidemment du tiers. J'avoue qu'on trouve une proportion un peu différente dans le manuscrit 4404 cité plus haut, dont voici les termes : *Inter freto et faido sunt MDCCC dinarios, qui faciant solidos XLV, excepto capitale et dilatura; in summa sunt simul solidos LXXV*. Si l'on prend le tiers de XLV pour l'ajouter à ce chiffre, on ne trouve *in summa*, que LX sous. Si, comme je crois qu'on opérait, et comme le croit aussi M. de Savigny, le *fredum* était le tiers du total fixé par la loi, le tiers de LXXV *in summa* serait de XXV. Mais probablement le manuscrit 4404 contient une faute. Cette fixation du tiers peut encore être justifiée par le titre LII de la loi Salique.

Les droits du magistrat n'allaient pas plus loin. Il devait prendre toutes les mesures convenables pour la poursuite du coupable, ainsi que le prouve le titre IX des *Capita extravagantia*, et qu'on le voit avec plus de détail dans le pacte de 593 et les édits de Chlotaire et de Childebert; c'était même un délit prévu par le titre XXXIV, § 5, de l'enlever de ses mains. Il assurait ainsi à l'offensé le moyen d'obtenir la *faida*, et au fisc celui de percevoir le *fredum*. Mais, du moment qu'une composition avait été réglée entre l'offenseur et l'offensé,

[1] Il paraît, par le § 7 du titre II de la loi des Bourguignons, que cela avait lieu même chez ce peuple, dont la législation s'était cependant beaucoup plus rapprochée que les autres du droit romain, soit pour la pénalité, soit pour les formes de la procédure. — [2] *Diplomata*, 1re édit. p. 335; 2e édit. t. II, p. 229

tout était terminé, sauf le droit accordé par le titre LV au magistrat de n'avoir pas d'égard, pour la perception du *fredum*, à une transaction frauduleuse. La composition affranchissait le coupable de toutes poursuites. C'est ce que prouvent, d'une manière sans réplique, les formules XVI et XVIII du livre II de Marculfe, les formules VI, XXVI, XLI et XLIII de Mabillon, dans lesquelles on voit qu'une transaction est intervenue, par l'entremise de *boni viri*, avant qu'un jugement de condamnation eût été prononcé.

Ces formules ne contiennent pas simplement une quittance par l'offensé relativement à ce que nous appellerions des dommages-intérêts; elles énoncent encore que le magistrat ne pourra point inquiéter l'offenseur. A plus forte raison en était-il ainsi, dans les cas plus nombreux, constatés par les formules XXIII et LI de l'appendice de Marculfe, VII et VIII de Bignon, XXXIX de Sirmond, CXXIV de Lindenbrog, où l'accord avait eu lieu après le procès commencé et même après la condamnation prononcée, ainsi que dans le cas de la formule XXXVIII de Mabillon, où l'accusateur reconnaît l'innocence de l'accusé.

L'abbé Dubos (*Histoire critique, etc.* liv. VI, chap. IV) a exprimé une opinion différente, en faveur de laquelle il invoque quelques dispositions du pacte et des édits dont je viens de parler. Mais ces lois sont loin de prouver une intervention de l'autorité publique, à l'effet de poursuivre les coupables, encore bien qu'ils eussent payé la composition Le magistrat local étant chargé de percevoir le *fredum*, ou pour le roi, ou pour son propre compte quand le roi lui en avait fait la concession, avait un grand intérêt à constater les crimes, de peur qu'une composition faite à son insu ne le privât de ce *fredum*. Déjà on a vu, page 652, les précautions prises par le titre LV de la loi Salique contre les compositions faites pour en diminuer les droits. Le pacte et les édits de Chlotaire et de Childebert, tout en aggravant les peines contre certains crimes, n'interdisent pas la composition; ils prévoient qu'elle peut avoir lieu : ils se bornent à exiger que le juge en soit informé.

Montesquieu (*Esprit des lois*, liv. XXX, chap. XIX), et, après lui, l'abbé de Gourcy, page 91 du mémoire que j'ai cité plusieurs fois, ont combattu l'opinion de Dubos, et avec raison. Mais le système qu'ils y ont substitué est-il, à son tour, à l'abri de toute critique? C'est ce que je dois examiner. Voici comment on peut le résumer. La vengeance individuelle avait été primitivement le droit commun; le législateur ne tarda pas à reconnaître les dangers qui résultaient pour la société de ces guerres privées qui, chaque jour, transformaient le pays en un champ de guerre civile; on rédigea, en conséquence, avec une minutieuse et subtile précaution, le tarif pécuniaire de toutes les compositions auxquelles

les offenses donneraient lieu, depuis le plus léger dommage jusqu'au crime le plus énorme. On décida que le seul droit de l'offensé serait d'exiger par les voies judiciaires le payement de la composition fixée par la loi. Il en résulta une intervention de la société dans les procès criminels; mais cette intervention était en sens inverse de celle qui a lieu chez les peuples modernes. De nos jours la société s'arme contre le coupable, quoique repentant, quoique disposé à réparer au plus haut prix le tort qu'il a causé. Chez les Francs, elle s'armait contre l'offensé, pour le déclarer coupable lui-même et perturbateur, s'il voulait exercer sa vengeance par voies de fait, au lieu d'exiger la composition fixée par la loi.

Je crois qu'on ne m'accusera pas d'avoir atténué en l'analysant le système de Montesquieu. Il est, j'en conviens, très-ingénieux; j'ajouterai même que la théorie peut paraître aussi complète que suffisante, lorsqu'on la rapproche d'une disposition de la loi Salique que ce savant aurait pu appeler à son secours. D'après le titre LIX, lorsqu'un accusé refusait de comparaître devant le *mál*, ou lorsque, après avoir été condamné, il refusait d'exécuter le jugement, il était ajourné devant le roi qui prononçait la proscription du contumace, ainsi que je l'ai expliqué, page 612. Dans ce système la répression paraîtrait donc avoir été aussi bien assurée qu'elle pouvait l'être à cette époque, et de la manière la moins dommageable pour la société.

Mais les faits historiques, les documents légaux, me semblent n'être pas complétement d'accord avec le sentiment de Montesquieu. Le droit de vengeance à force ouverte était, comme il le reconnaît, le véritable état primitif des choses. L'offenseur ne pouvait contraindre l'offensé à recevoir une composition; l'acceptation était un acte de libre volonté de celui-ci[1]; s'il la refusait dans le premier moment de sa colère, l'offenseur qui ne se croyait pas en état de soutenir la guerre privée, n'avait d'autre ressource, comme on le verra bientôt, que de s'expatrier jusqu'à ce que l'entremise des amis communs eût produit une conciliation. Sans doute, à des époques très-anciennes, on essaya d'apporter des améliorations à cet état de choses; mais elles ne furent pas selon moi, aussi subites, aussi complètes que le suppose Montesquieu.

Je crois volontiers que d'abord la vengeance fut interdite pour les simples atteintes à la propriété, lorsqu'elles n'étaient pas accompagnées de violences envers les personnes et qu'il fut défendu à l'offensé d'agir autrement que par une demande en justice. Le bon sens des Germains dut leur faire accepter

[1] Cet état primitif subsista chez les Frisons (pour les meurtres du moins), ainsi que le prouve le chapitre II du titre II de la loi de ce peuple.

promptement et sans regret cette modification aux anciennes coutumes. Comme tout exercice de la vengeance individuelle consistait en voies de fait, qui mettaient en danger la vie des attaquants et des attaqués, personne ne crut avoir intérêt à s'exposer soi-même, ainsi que toutes ses propriétés, pour un animal volé ou blessé, ou pour tout autre délit analogue.

Mais on ne dut pas parvenir aussi facilement et aussi promptement à persuader à celui qui avait été mis en danger de mort par des voies de fait envers sa personne, qui avait été outragé dans le respect dû aux restes mortels de son parent, ou dont les proches, les personnes placées sous sa protection, *mundium*, avaient été outragés, blessés, assassinés, qu'il était tenu nécessairement de se borner à exiger une indemnité pécuniaire. Je crois que, dans ces cas et d'autres analogues, le droit de vengeance subsista très-longtemps; je doute même que les rois de la première race aient essayé ce que Charlemagne et Louis le Débonnaire tentèrent vainement.

Toutefois il est à croire que jamais on ne perdit de vue le projet d'éteindre peu à peu les occasions de guerres privées qu'entraînait le droit de vengeance. On ne pouvait se dissimuler que, dans une société où la force brutale avait tant d'empire, il en résulterait nécessairement une scandaleuse impunité en faveur des riches et des puissants contre les faibles et les malheureux. Ce fut donc, selon moi, dans l'intérêt de ces derniers qu'on fixa des sommes de composition, et qu'un offensé fut autorisé à choisir entre l'exercice matériel de la vengeance et une action en justice pour obtenir la composition fixée par la loi ou par la coutume.

Cette mesure, quoique simplement facultative, avait un immense avantage. L'exercice matériel de la vengeance présentait ses dangers et ses difficultés, surtout si l'offenseur était redoutable par le nombre de ses parents et de ses amis ou fidèles. Le taux des compositions pour les crimes était, en général, très-élevé; les Francs étant très-avides d'argent et de biens, l'appât d'une somme considérable, obtenue sans danger, devait souvent l'emporter, aux yeux de l'offensé, sur l'espoir, toujours incertain, de donner la mort à son adversaire et de n'en pas tirer d'autre profit.

En général, l'offensé eut donc un grand intérêt à suivre cette marche. Le but de vengeance, ce que les modernes appelleraient le point d'honneur, était satisfait par la condamnation judiciaire et publique : l'intérêt pécuniaire ne l'était pas moins, car l'accusé qui refusait de comparaître au *mâl*, ou d'exécuter le jugement, encourait la proscription, comme on l'a vu pag. 611.

Quel obstacle aurait pu rencontrer cette mesure si prudente du législateur?

L'offenseur aurait-il pu raisonnablement décliner l'appel devant le *mâl?* De quel droit aurait-il dit que, coupable d'un crime, il aimait mieux se battre que de payer? Eût-il osé soutenir cette prétention non moins bizarre qu'injuste, la loi avait pris des précautions pour lui en enlever la ressource; une fois cité au *mâl*, ce qui ne dépendait pas de lui, il fallait y comparaître ou subir la proscription.

Sans doute on n'avait pas encore remédié à tous les inconvénients: il pouvait, à la rigueur, arriver que l'offensé, dédaignant une composition pécuniaire, voulût absolument se venger. Je reconnais que, dans mon système, l'offenseur n'avait aucun moyen de le contraindre à accepter la composition. Alors une double hypothèse se présentait. Si l'offenseur se croyait assez fort pour soutenir la guerre privée que l'offensé rendait nécessaire par son refus d'accepter la composition pécuniaire, dans ce cas, j'en conviens, cette guerre avait lieu; mais il restait encore beaucoup de chances pour que la paix publique ne fût pas troublée par cette querelle. Les gens de bien, naturellement impartiaux, les chefs de l'église, qui avaient alors une grande influence, intervenaient, et rarement leurs efforts étaient inutiles pour réconcilier les deux ennemis et amener l'offensé à se contenter d'une composition. Si l'offenseur ne se croyait pas en état de subir la guerre privée, il lui restait la ressource d'une sorte d'exil temporaire, jusqu'à ce que des amis communs, des hommes notables fussent parvenus à calmer le ressentiment de l'offensé et à lui faire accepter une composition pécuniaire. Nous en trouvons même une trace très-remarquable dans le § 5 du titre LVII de la loi Salique, dont on peut voir l'explication note 610.

Le droit d'asile dans les églises, que quelques écrivains n'ont pas bien compris ni bien apprécié, devint aussi une ressource précieuse. Cet asile n'avait pas, comme on l'a dit souvent et sans bonne foi, pour objet d'assurer l'impunité; il donnait à la colère de l'offensé le temps de se refroidir. La loi civile avait sanctionné cet usage, par l'approbation que Clovis donna au concile d'Orléans de 511; Éginhard (*Epist.* XVIII) rend le même témoignage relativement à la seconde race. On trouve des dispositions semblables dans le titre III de la loi des Alemans. Dès que l'offensé promettait de respecter la vie de son ennemi, par conséquent, dès que le droit matériel de vengeance avait été converti en une action pour obtenir l'indemnité pécuniaire, *ad discussionem publicam*, suivant les termes du chapitre III du deuxième capitulaire de 803, le chef de l'église n'était plus tenu, même aux yeux de la conscience la plus scrupuleuse de protéger le coupable. La loi civile assurait cette protection, puisque, ainsi qu'on le verra plus bas, une fois que l'affaire était *civilisée*, pour employer un

terme de jurisprudence, l'offensé ne pouvait se porter à des voies de fait contre son adversaire sans devenir lui-même coupable. Son droit primitif de vengeance était ou éteint par la composition payée, ou converti en action pour s'en faire payer.

Ainsi deux grands pas étaient faits vers l'amélioration : 1° l'offensé était invité par le taux élevé de la composition à demander de l'argent, au lieu de se venger, et l'offenseur ne pouvait s'y refuser; 2° dès que l'offensé avait agi en justice pour obtenir une composition, dès qu'il avait promis de se borner à cela, à plus forte raison, dès que cette composition était payée, il ne pouvait, sans se rendre lui-même coupable, exercer la vengeance.

Évidemment il y avait dans cette marche une habileté plus grande qu'on ne serait, au premier coup d'œil, tenté de la supposer dans des hommes dont l'histoire atteste les mœurs grossières et même féroces. On y voit les premiers essais de cette adresse avec laquelle les rois de la première race essayaient de façonner à la soumission leurs compagnons indociles et indépendants; avec laquelle ceux de la troisième race finirent par reconquérir la souveraineté, et par abattre peu à peu l'édifice féodal. Ce n'est pas toujours en attaquant de front les abus ou les préjugés que les législateurs parviennent à les détruire.

On voit en quoi mon opinion diffère de celle de Montesquieu. Il est juste que j'essaye de la défendre par quelques autorités. D'abord, je ne crois pas avoir besoin de preuves pour établir que la vengeance privée et matérielle fut très-anciennement interdite pour de modiques attentats à la propriété, et que l'offensé n'avait qu'un droit d'action en justice. Sous ce point de vue, je suis d'accord avec l'illustre publiciste.

A l'égard des crimes graves, pour lesquels j'ai dit qu'à mon sentiment le droit de vengeance individuelle subsista, je crois pouvoir invoquer avec confiance les nombreux passages des historiens, dans lesquels on voit que les meurtres d'hommes obscurs devenaient l'occasion de guerres privées, dont l'intensité mettait la paix publique en péril, et portait les principaux citoyens, les évêques, même les souverains à s'entremettre pour calmer les parties et amener une composition. On peut consulter Grégoire de Tours, liv. III, chap. XXXV; liv. V, chap. V et XXXIII; liv. VI, chap. XVII et XXXVI; liv. VII, chap. II et III; liv. VIII, chap. XVIII; liv. IX, chap. XVII et XXVII; liv. X, chap. XXVII; et surtout le récit du chapitre XLVII du livre VII, que j'exposerai plus bas.

Il y a encore un fort argument à tirer du § 3 du titre LXIX de la loi Salique. Il suppose qu'un homme a été tué par son ennemi et que sa tête a été exposée sur un pieu, *caput hominis quod inimicus suus in palo miserit;* la loi punit

celui qui enlève cette tête *sine permissu judicis*. Le mot dont se sert la loi est remarquable, *inimicus suus;* il s'agit donc d'un meurtre commis par vengeance. Cette disposition singulière n'a pas échappé à l'attention des commentateurs de la loi Salique. Pithou suppose qu'il s'agit d'un duel; c'est presque la solution de la question. Bignon, avec plus d'exactitude, dit qu'il s'agit de la mort donnée à titre de vengeance; il s'appuie, avec raison, sur le chapitre XIX du livre IX de Grégoire de Tours, où l'on voit que Chramnsinde, ayant tué par vengeance un homme appelé Sichaire, exposa son corps *in sæpis stipite*, et courut vers le roi lui raconter les faits [1]. On jugea qu'il serait tenu de se justifier en prouvant que Sichaire avait tué ses parents.

Le motif de l'exposition de la tête d'un homme tué par vengeance, conforme à l'usage qu'atteste Grégoire de Tours, est facile à saisir. Tuer un homme par assassinat était un crime dont l'auteur avait intérêt à cacher les traces. Tuer un homme par vengeance était alors considéré comme licite, tant qu'il n'était pas encore intervenu de composition, ou que, par une demande en justice, l'offensé n'avait pas renoncé à son droit de guerre privée. Le meurtrier avouait hautement son action; il rendait le public témoin de sa conduite; il annonçait par là qu'il était prêt à l'expliquer et à la justifier : ce que précisément nous lisons dans Grégoire de Tours : *vitam peto eo quod occiderim homines qui, parentibus meis clam interfectis, res omnes diripuerunt*. Autrement il serait impossible de comprendre comment un assassin se serait dénoncé lui-même en plaçant sur un pieu la tête de l'homme qu'il avait tué.

Si maintenant on demande pourquoi le titre LXIX punit celui qui fait disparaître ce signe sans la permission du juge, la réponse devient facile. Les §§ 2, 3 et 5 du titre XLIII de la loi et le titre XVII des *Capita extravagantia* considéraient comme caractère aggravant d'un assassinat d'avoir caché le cadavre du mort : faire disparaître la tête que le meurtrier par vengeance avait exposée en public était donc créer contre ce dernier un soupçon de crime.

Le § 12 du titre XLIII me paraît encore offrir une preuve de cette coutume de la vengeance individuelle; on y prévoit le cas d'une calomnie par suite de laquelle l'homme calomnié a été tué. Il ne s'agit pas évidemment d'une condamnation à mort prononcée en justice, par suite de la fausse accusation, car, dans ce cas, il serait absurde de prononcer une peine contre celui qui aurait exécuté le condamné. Il est donc question du meurtre par vengeance commis d'après un faux rapport. Le calomniateur est puni de la moitié de la composi-

[1] Cette démarche auprès du roi s'explique par la circonstance que Sichaire était *in verbo reginæ Brunechildis*.

tion pour le meurtre, tandis que, d'après le titre xx, une fausse accusation en justice aurait donné lieu à une composition entière. D'un autre côté, la crédulité du meurtrier n'est pas une excuse en sa faveur; il doit payer la composition puisqu'il a tué un innocent, et qu'il a à s'imputer d'avoir ajouté trop légèrement foi au calomniateur, ce qu'il aurait évité s'il eût agi en justice. Or, tout cela suppose évidemment l'usage de la vengeance individuelle.

Montesquieu invoque un passage de Grégoire de Tours, liv. VII, ch. XLVII, qui ne me paraît pas concluant. Le voici en abrégé, car il est trop long pour que je le transcrive; mais chacun pourra vérifier la fidélité de mon analyse. Pendant qu'un homme nommé Sichaire célébrait un repas avec Austregisite, un prêtre du voisinage envoya un de ses serviteurs pour inviter quelques hommes de la compagnie à venir chez lui. Un des invités, probablement Austregisite ou l'un des siens, frappa de son épée ce serviteur et le tua. Sichaire, ami du prêtre, s'arma et marcha contre Austregisite. Il y eut combat, blessures, pillage; Austregisite tua plusieurs des serviteurs de Sichaire, qui cita Austregisite en jugement. Peu de jours après que le plaid était commencé, Sichaire l'abandonna pour aller exercer une vengeance individuelle contre Austregisite, et commit plusieurs meurtres sur les parents et les serviteurs de son ennemi. Grégoire, évêque de Tours, s'entremit pour les engager à la paix en se contentant d'une composition; il offrit même, lorsque les parties furent arrivées au plaid, de fournir, des deniers de l'église, la somme nécessaire; mais les hommes offensés par Sichaire refusèrent la composition, et, peu après, exercèrent divers actes de vengeance sur les biens de ce dernier.

La cause fut enfin plaidée; on décida que les adversaires de Sichaire, qui avaient refusé la composition devant le plaid, en perdraient moitié, et que l'autre moitié serait payée par Sichaire. Mais, ajoute Grégoire, cela fut fait contre les lois, afin de rétablir la paix. Ce fut donc une transaction que les parties acceptèrent en se jurant mutuellement de ne plus se rechercher pour les faits passés.

Plus j'ai lu ce chapitre de Grégoire de Tours, plus j'ai acquis la certitude qu'il ne fournissait aucune preuve en faveur du sentiment de Montesquieu. Tout ce qu'on peut en conclure, c'est, comme je le pense et l'ai dit, que, du moment où l'offensé avait formé une action devant le plaid, il était réputé avoir abandonné le droit de vengeance individuelle, et que si, au lieu d'attendre le résultat du jugement, il exerçait des violences contre son adversaire, il était réputé offenseur injuste. C'est bien ce que dit aussi Montesquieu, dont je partage l'opinion sous ce rapport; mais il ne s'en suit pas que, si l'offensé n'avait

point intenté d'action en justice, et si, au lieu de prendre cette voie, il eût exercé sa vengeance matérielle, il aurait pu être déclaré coupable de voies de fait injustes.

Sans doute, et je le reconnais, la législation de Charlemagne a été conforme à l'opinion de Montesquieu. Il suffit de lire le chapitre XXII du capitulaire de 779, le chapitre XXXII du capitulaire de 802, le chapitre VI du quatrième capitulaire de 805, le chapitre XIII du premier capitulaire de 819. Mais, à part la question très-douteuse de savoir si cette législation fut exécutée, ce que permettent difficilement de croire les guerres privées, les préjugés du duel qui ne sont pas encore effacés parmi nous, il ne faut jamais perdre de vue que l'on court souvent grand risque de se tromper lorsqu'on espère trouver les usages de la première race dans les lois de Charlemagne, et dans les écrits d'un temps où le monarque cherchait à substituer l'empire des lois à celui de la force et de l'indépendance individuelle. On serait plus dans le vrai si l'on disait que, puisque Charlemagne a fait des lois souvent répétées pour obliger les offensés à se contenter de la composition légale, c'est que ces offensés n'y étaient pas encore obligés. Les lois de Charlemagne sur ce point ne sont pas la confirmation ou l'attestation de principes anciens, elles sont des réformes[1].

Mais, outre les restrictions apportées à l'exercice de la vengeance individuelle par les diverses circonstances que j'ai fait connaître, je crois qu'on doit encore faire attention aux limites dans lesquelles ce droit était renfermé, quant aux personnes habiles à l'exercer. Il me semble qu'il était spécial pour les barbares; que les Romains n'en jouissaient pas, et qu'ils étaient tenus de se contenter des compositions déterminées par la loi. D'un autre côté, les seuls barbares qui pussent en jouir étaient les *ingenui*. Un lite n'aurait pu l'exercer; c'était à son *dominus* que cet exercice appartenait, et, très-probablement, ce *dominus* préférait le plus généralement une composition acquise et exigible sans péril, aux chances d'une guerre privée.

Il ne peut entrer dans le plan de cette dissertation d'examiner en détail chacune des compositions dont la loi avait déterminé le taux, et les motifs de ces diverses fixations. Je m'en suis occupé assez souvent dans les notes. Quelques observations générales suffisent maintenant.

J'ai dit, page 462, les motifs d'utilité publique qui donnèrent lieu à aug-

[1] Reginon, *De disciplina ecclesiastica*, lib. II, cap. XX, laisse suffisamment entendre que la vengeance individuelle existait de son temps (au X[e] siècle), lorsqu'il dit que la pénitence ecclésiastique doit être imposée à ceux *qui pro vindicta fratris aut aliorum parentum hominem occiderint*. Voir aussi une glose du manuscrit d'Est que j'ai citée note 413.

menter le taux des compositions en faveur des principaux magistrats. Je ne doute point que ce principe ne fût anciennement suivi dans la Germanie, et probablement aussi à l'époque où la tribu des Francs était encore dans les ténèbres du paganisme, leurs prêtres, que Tacite nous représente comme jouissant d'une grande autorité et d'une haute influence, étaient placés dans le même rang privilégié. Nous n'en avons pas de preuves néanmoins, parce que les plus anciennes rédactions de la loi Salique qui nous soient parvenues, faites lorsque la religion chrétienne était déjà celle du roi et de la plupart des grands de l'état, ne prévoient rien ni relativement au culte idolâtre, ni relativement au culte chrétien. A une époque où le christianisme n'était pas généralement admis, le silence était tout ce que permettait une prudente politique. Mais après 554, date d'un célèbre édit de Childebert I[er], *De abolendis reliquiis idololatriæ*, les révisions de la loi Salique prévirent les attentats contre les ministres de la religion, par des dispositions résumées dans le titre LVIII de la *Lex emendata*, et assez analogues à celles qui protégeaient les magistrats.

J'ai fait connaître aussi, page 487, que les antrustions du roi avaient droit à une composition triple de celle que la loi attribuait aux simples particuliers. Quant à ceux-ci, la règle invariable était que les Romains et les lites n'obtinssent qu'une composition inférieure de moitié à celle des barbares, et j'ai prouvé, dans la note 493, et pages 459, 462, 489 et 509, que cette infériorité dans le taux des compositions avait lieu lors même que des Romains ou des lites étaient élevés à quelques dignités.

Ces différences entre les compositions pour attentats aux personnes ont conduit la plupart des savants à en conclure qu'elles pouvaient servir de base pour classer les individus dans l'état social. Toutefois M. Guizot, dans ses Essais sur l'histoire de France, pages 192 et suiv. a élevé quelques doutes sur l'exactitude de cette opinion. Il en donne pour motifs le défaut d'uniformité des compositions dans les différents codes barbares qui admettaient le principe des rachats pécuniaires. Il fait notamment remarquer que le même code évaluait quelquefois un esclave plus cher qu'un homme libre.

Ces objections sont loin de me paraître décisives. Le défaut d'uniformité entre les différents codes est sans importance; chaque tribu a dû rétablir les taux de compositions d'après le degré de richesse locale. Le seul point à examiner est de savoir si la même loi, dans le cas du même crime commis envers deux hommes libres, établit une différence de composition; et comme les textes ne permettent pas de révoquer ce point en doute, il faut bien en con-

clure que la loi n'a dû établir cette différence qu'à cause de la plus ou moins grande importance sociale des hommes.

La circonstance que dans la même loi on trouve des esclaves évalués à un taux supérieur à celui des hommes libres, fût-elle vraie, ce dont je n'ai trouvé aucune preuve, et ce qui certainement n'est point écrit dans la loi Salique, ne serait pas décisive, parce qu'il n'y a en cette matière aucune analogie entre un homme libre et un esclave. L'esclave est une chose, une propriété. La loi, dans le taux qu'elle fixe, considère l'utilité dont l'esclave est pour son maître, le tort qu'on a fait à celui-ci en tuant, blessant son esclave, la valeur vénale dont on le prive. L'objet de la composition pour le meurtre ou les blessures d'un homme libre n'est point le prix d'une chose vénale, c'est un moyen légal d'aller au-devant des vengeances individuelles par une indemnité qu'on a pu croire convenable de déterminer d'après l'état social de l'offensé.

Quelques inégalités dans le taux des compositions furent admises aussi par des motifs autres que la différence de situation politique. C'est ce qu'on voit dans les titres XXVI de la loi Salique, XI et XVII des *Capita extravagantia*, relativement à des meurtres ou à des tentatives de meurtres envers des femmes ou des enfants. J'ai déjà fait remarquer, page 503, ce caractère spécial qu'on trouve dans la législation des Francs d'une protection en faveur des faibles. Le titre LXVI triplait toutes les compositions, lorsqu'un crime avait été commis à l'armée, et le motif en est facile à comprendre.

Je termine par l'examen de deux points assez curieux des usages des Francs. Tacite, dans le chapitre que j'ai déjà cité, avait dit : *suscipere tam inimicitias seu patris seu propinqui quam amicitias necesse est;* et en parlant des compositions il dit, chap. XII : *recipit satisfactionem universa domus.* Le titre LXV de la loi Salique constate la conservation de cet usage en déterminant comment se partageait entre les parents la composition due pour le meurtre de leur parent. Quoique ce titre ainsi que le titre XV des *Capita extravagantia*, où l'on trouve le même principe avec un mode de partage différent, soit uniquement relatif à l'assassinat; faut-il en conclure que l'obligation des parents se bornât à la vengeance du meurtre? Il y a, je crois, une distinction à faire. Lorsqu'un homme avait été tué, c'était un droit et un devoir pour les parents de venger sa mort; mais dans les autres cas d'offense, si l'offensé ne se vengeait pas et ne requérait pas l'aide de ses parents, ceux-ci n'auraient pas été admissibles à poursuivre l'offenseur, à moins qu'il ne s'agît d'offense à une personne sur qui on avait le *mundium*, parce que le devoir de protection justifiait la poursuite.

Mais, outre la solidarité active dont je viens de parler, le titre LXI de la lo

Salique nous fait connaître, sous le nom de *Chrenecruda*, la solidarité passive qui obligeait les parents d'un meurtrier à payer la composition. Si ses biens étaient épuisés sans produire de quoi y satisfaire entièrement, il faisait une sorte de cession à ses parents, qui alors étaient tenus de compléter le payement; et, tant que dura l'empire de cette disposition, il ne leur fut possible de s'y soustraire que par une formalité appelée abandon de la parenté, autorisée par le titre LXIII.

Cet usage fut aboli par le chapitre VI d'un édit de Childebert II, de 595; il déclare que le meurtrier devra seul payer la composition de son crime, et que ses parents ne seront plus tenus d'y pourvoir. C'est probablement par une règle semblable qu'on peut expliquer le § 7 du titre II de la loi des Bourguignons : *ut interfecti parentes nullum nisi homicidam persequendum esse cognoscant; quia sicut criminosum jubemus extingui, ita nihil molestiæ sustinere patimur innocentem.*

Tout abolie qu'eût été la *Chrenecruda* dès 595, cette disposition fut insérée dans presque toutes les rédactions de la loi, même dans celle de Charlemagne évidemment postérieure à l'édit. Cette insertion ne prouve point que l'usage en eût été rétabli; les manuscrits 4409 et 4629 ont eu soin de déclarer que cette disposition appartenait aux temps du paganisme et qu'elle ne subsistait plus. Le texte d'Herold après avoir transcrit le texte ancien, ajoute que *presentibus temporibus* le meurtrier est obligé de payer la composition, faute de quoi *ad caput suum pertinet*. Cependant il n'est pas hors de propos de faire remarquer la continuation d'un usage analogue dans le Hainaut, jusqu'à la fin du XIII[e] siècle, époque à laquelle il fut aboli par un arrêt du parlement de 1278 qu'on trouve dans le tome II, pag. 428 et suiv. des *Olim*, publiés par mon savant confrère M. Beugnot.

Je ne dois pas terminer cette dissertation sans m'occuper des dispositions de la loi Salique sur la peine de mort contre les hommes libres. Le titre XXII suppose évidemment cette peine, puisqu'il punit l'accusation calomnieuse d'un crime *unde debeat mori*. Comme il s'agit d'une accusation *ante regem*, on peut croire que c'était un crime de haute trahison, contre lequel Tacite, chapitre XII, nous apprend que la peine de mort était prononcée chez les Germains. Du reste, ce titre est le seul de la loi Salique où cette peine soit expressément écrite; les édits de Chilpéric, de Chlotaire, de Childebert, qui l'ont étendue à d'autres crimes, sont de la fin du VI[e] siècle.

Mais on trouve dans la loi Salique quatre fois les mots *componere vitam*, *componere de vita;* deux fois avec l'addition *aut se redimat*, et deux fois sans cette

addition. Les titres LII et LIII déclarent que le grafion ou juge, dans deux cas de forfaiture qu'ils prévoient, devra *componere vitam, aut se redimere.* Rien n'est plus facile à comprendre. Dans un système de lois pénales où l'homicide d'un magistrat était racheté par une composition pécuniaire, on ne pouvait pas être plus sévère à l'égard d'un juge en forfaiture qu'envers son assassin; seulement la loi, par les termes que j'ai transcrits, décide que la composition due par ce magistrat coupable qui veut *se redimere*, sera égale à celle qui aurait été payée si quelqu'un lui avait donné la mort. Je crois qu'il faut entendre dans le même sens les mots *de vita componat*, insérés, quoique sans l'addition *aut se redimat*, dans le § 6 du titre XIV relativement à l'affranchi ou au lite coupable de rapt; j'en ai donné les motifs, page 482.

Mais, dans le cas prévu par le titre LXI, d'un meurtrier qui n'a pu, par manque de ressources, payer la composition de son crime, les mots *aut se redimat* n'auraient pu, sans une sorte d'inconséquence, être ajoutés à *de vita componat;* aussi ne l'ont-ils pas été, car il est bien évident que cet homme n'a pas de quoi se racheter. Je crois donc qu'ils signifient que cet homme perdra la vie. Je me fonde sur la formule XXXVIII du livre II de Marculfe où il est question d'un homicide qui, faute de moyens pour payer sa composition, avait été près d'être mis à mort, et qu'un autre a racheté. Sans ce rachat, le supplice aurait donc été subi; c'est ce que prouve encore le chapitre XXXVI du livre VI de Grégoire de Tours. L'homme ainsi racheté devenait esclave de celui qui payait pour lui la composition. Lors même qu'il ne se présentait personne pour racheter le condamné, presque toujours un accommodement intervenait entre lui et l'offensé, qui ayant, en général, peu d'intérêt à la mort du coupable, en trouvait beaucoup plus à le prendre pour esclave; c'est ce qu'on a vu, page 518.

DISSERTATION TREIZIÈME.

DE LA LÉGISLATION DU MARIAGE CHEZ LES FRANCS.

La loi Salique ne contient qu'un très-petit nombre de dispositions relatives aux mariages. Mais ces dispositions supposent des principes dont elles sont la conséquence; et, si on les rapproche de quelques-uns des *Capita extravagantia*, des formules et d'autres documents, on peut obtenir un ensemble assez complet sur la législation du mariage chez les Francs.

Je diviserai cette dissertation en quatre sections : 1° De la formation du mariage; 2° Des rapports qu'il produit à l'égard des époux et des enfants; 3° De la dissolution du mariage et des effets de cette dissolution; 4° Des seconds mariages.

On ne doit pas être surpris si je ne dis rien des mariages des esclaves; je me suis suffisamment expliqué à ce sujet page 524.

SECTION Ire. — DE LA FORMATION DU MARIAGE.

Ni la loi Salique, ni les formules, qui très-souvent servent à l'interpréter, ni les autres documents contemporains n'offrent de renseignements sur l'âge auquel on pouvait contracter mariage.

Nous ne saurions en être surpris, si nous remarquons que, dans la législation romaine elle-même, qui appartenait à une civilisation très-avancée, il n'y avait rien de fixe à cet égard avant Justinien [1].

Les usages particuliers des Germains peuvent d'ailleurs expliquer ce silence. Chez ces peuples, ainsi qu'on l'a vu page 452, la majorité, que les lois appellent *ætas perfecta*, était acquise à un âge peu avancé, et cependant, suivant le témoignage de Tacite (*German.* xx), les mariages étaient tardifs. Les cas où un homme, avant d'avoir atteint l'*ætas perfecta*, aurait contracté mariage sans le consentement de son père ou d'un parent ayant le *mundium* sur lui, durent être si rares, qu'on n'a pas eu besoin de les prévoir.

Ce que j'ai dit relativement aux femmes suffit pour démontrer que leur mariage devait être autorisé par les personnes qui avaient le *mundium* sur elles.

[1] Voir mon mémoire sur l'âge d'après le droit romain (*Nouveaux mémoires de l'Académie des inscriptions*, t. XIII, pag. 266 et suiv.).

Lorsqu'on n'avait pas pris cette précaution pour épouser une fille, il y avait lieu à une distinction.

On lit dans le titre LIV de la loi des Alemans, que l'homme qui a épousé une fille sans le consentement de son père doit la rendre à ce dernier, s'il l'exige, et, en outre, payer une composition. Le titre XIV de la première addition à la loi des Bourguignons paraît contenir une règle analogue, quoique cependant il n'y soit question que de peines pécuniaires.

Mais, si le *mundium* appartenait à un parent autre que le père, il semble que les droits de ce parent ne devaient pas être aussi étendus, et qu'il suffisait de prononcer à son profit une composition. Quoique la loi ne décide rien à cet égard, on peut l'induire de ce qui sera dit dans la section IV, au sujet du mariage des veuves. On voit, il est vrai, dans Grégoire de Tours, livre IX, chap. XXXIII, une prétention de faire considérer comme nul le mariage d'une fille dont le père était mort, et qui s'était mariée *sine consilio parentum;* mais le reste du récit laisse entendre que cette prétention ne paraissait pas fondée.

Le *mundium,* institué pour défendre et protéger la faiblesse, ne devait pas être un moyen d'oppression. Ainsi le refus du *manbour* de consentir au mariage d'une personne du sexe, majeure, *suæ potestatis*, était apprécié par le juge[1]. D'un autre côté, celui qui avait le *mundium* n'aurait pu forcer la femme à accepter un mari malgré elle; c'est ce qu'atteste, même pour le cas où le *mundium* appartenait au roi, le chapitre VII de l'édit de Chlotaire Ier de 560, qui déclare nulles les autorisations royales obtenues pour épouser des filles ou des veuves contre leur gré.

Grégoire de Tours, livre IV, chap. LXVII, et livre IX, chap. XXXII, ainsi que l'auteur de la vie de sainte Austreberte (D. Bouquet, t. III, page 459), nous apprennent que souvent, lors des premiers pourparlers entre celui qui voulait épouser une fille et la famille de celle-ci, on se donnait des paroles accompagnées d'arrhes, *arrhabo.* Mais on voit par le jugement des évêques de 590[2], dans l'accusation portée contre l'abbesse de Poitiers, que ces arrhes différaient des fiançailles et les précédaient.

Lorsque ces pourparlers, qu'ils eussent ou non été accompagnés d'arrhes, avaient préparé le mariage, on procédait aux fiançailles, première cérémonie qui déjà formait un caractère de publicité. Elles étaient célébrées dans la réu-

[1] Nous en trouvons la preuve dans la IXe des formules lombardes, d'après la loi Salique, publiées par Canciani, t. II, page 467; on y voit une fille, dont le tuteur refusait d'autoriser le mariage, s'adresser au magistrat, qui, après avoir vérifié les faits, lui donne l'autorisation de se marier. — [2] *Diplomata,* 1re édition, page 86; 2e édition, t. I, page 160.

nion des deux familles, ce que Tacite, chap. XVIII, indique par les mots *intersunt parentes*, et ce que prouve aussi le titre LXX de la loi Salique. Dans cette cérémonie, sur laquelle l'auteur de la vie de sainte Berthe (D. Bouquet, t. III, page 622) donne des détails assez curieux, les futurs époux se faisaient une première promesse réciproque, ainsi que le dit Grégoire de Tours (*De vitis patrum*, cap. XVI et XX). Toutefois cette promesse n'était pas irrévocable; chacun pouvait se dédire, et c'est le cas prévu par le titre LXX. Ce principe est conforme au chapitre XV du titre VII de la loi des Bavarois, et au titre LIII de la loi des Alemans.

Il n'est question dans ces textes que du futur qui se rétracte. On pourrait en conclure que la fiancée avait le droit de se dédire impunément; et, en effet, je le crois. En ne prévoyant que le premier cas, la loi Salique et les autres codes barbares ont fait preuve d'un sentiment de convenance digne d'être remarqué. Le refus qu'un homme fiancé solennellement avec une fille faisait ensuite de l'épouser nuisait à la réputation de celle-ci[1]; et, s'il se rétractait sans motifs légitimes, car certainement cette restriction est sous-entendue dans le titre LXX de la loi Salique, et clairement exprimée dans celles des Alemans et des Bavarois, il devait payer une indemnité. Des inconvénients beaucoup moins graves étaient attachés au refus de la fiancée : du reste, si un dédit avait été stipulé, il était dû dans l'une et l'autre hypothèse.

Quoique l'acte des fiançailles ne constituât pas le mariage, la loi l'avait placé sous une sauvegarde spéciale. Le titre XIV de la loi Salique, dont le § 8 punissait le ravisseur d'une fiancée, par une composition envers le père ou le parent qui avait le *mundium*, prononçait encore, par le § 9, une composition en faveur du fiancé. Quoique, dans la plupart des rédactions de la loi Salique, on ne trouve pas de peine contre celui qui avait eu commerce avec une fille *ea consentiente*, le § 14 prononçait une peine, même dans le cas de consentement, si la fille était fiancée; et très-évidemment cette composition était au profit du fiancé, comme dans le § 9. Sans doute aussi cette faute de la fiancée était pour lui un motif légitime de rétracter son engagement sans encourir la peine du titre LXX.

J'ai dit que les fiançailles ne constituaient pas le mariage, et cette assertion porte sa preuve avec elle-même[2]. Cependant il n'est pas inutile de citer la formule XVI du livre II de Marculfe, qui laisse entendre qu'on punissait comme

[1] Voir ce que dit Procope (*De bello Gothico*, lib. IV, cap. XX), au sujet des Varnes, *Varini* de Tacite, qui etaient une tribu germanique. — [2] Cela résulte très-clairement de la lettre des evêques du concile de Tours de 567, ap. D. Labbat, col. 1180.

ravisseur le fiancé qui aurait enlevé de force sa fiancée au lieu de célébrer le mariage [1].

Le mariage était enfin célébré. Il n'est pas possible de connaître les cérémonies usitées dans le temps où les Francs étaient encore dans les ténèbres du paganisme. Tout porte à croire qu'elles étaient publiques, et que les époux déclaraient leur volonté d'une manière expresse; et même l'abrégé de Grégoire de Tours, attribué à Frédegaire, chap. XVIII (ap. D. Bouquet, tom. II, p. 399), laisse entendre que la tradition de la fiancée au mari avait lieu dans un *mâl*, *placitum*, conjecture que peut encore appuyer le titre XLVI de la loi Salique.

La femme, comme je l'ai dit page 455, était, avant son mariage, sous le *mundium* de son père, ou de son plus proche parent paternel, ou du roi. Cette situation ne devait pas subsister; le mari seul pouvait et devait avoir ce *mundium*. Dans une législation perfectionnée, cette transmission aurait eu lieu tacitement et par le seul fait du mariage. Les Germains, accoutumés à réduire tout en actes visibles, en formalités extérieures, crurent devoir constater la transmission du *mundium* par un mode symbolique analogue à celui qu'ils employaient dans les achats et les ventes [2]. Dans l'origine, le prix de cette transmission n'était peut-être payé qu'au père ou au parent à qui le *mundium* appartenait, et celui-ci en cédait une partie à la nouvelle épouse [3]; mais cet usage entraîna probablement des abus; et, pour y remédier, on réduisit le prix du *mundium*, chez les Francs du moins, à la somme fixe de un sou et un denier, sans égard à la fortune et à la condition des époux. Cette somme ne devint plus qu'un symbole; Frédegaire, *ubi supra*, atteste que Clovis donna à Gondebaud, roi de Bourgogne, pour épouser Clotilde, *solidum et denarium*, *more Francorum*, et plusieurs formules contiennent identiquement les mêmes expressions, relativement à des mariages de simples particuliers.

Alors la dot fut directement assurée par le futur au profit de la fille qu'il voulait épouser; et cet usage remonte à une haute antiquité, puisque Tacite l'atteste dans des termes qui ne permettent pas de douter que la dot ne fût donnée par le mari à la femme [4]. La quotité en était fixée lors des fiançailles. Il paraît même, par la formule XV du livre II de Marculfe, que cette dot était

[1] Cette formule a été inexactement imprimée par Bignon, qui dit : *cum te* SINE *voluntate parentum tuorum desponsaverim*, tandis que le manuscrit, ainsi que Baluze l'a reconnu et que je m'en suis assuré, porte PER *voluntate*. — [2] Muratori est de cet avis, *Antiq. Ital. med. ævi*, t. II, col. 113. — [3] C'est encore l'opinion de Muratori, *ibid.* col. 114. — [4] Cependant le titre LXVI de la loi des Bourguignons paraît faire allusion à un usage de partager le prix du *mundium* entre la femme et ses parents.

quelquefois constituée par le père du mari au profit de la future. Mais il est incontestable que cette donation était soumise à la condition *si nuptiæ sequantur.*

Il ne faut donc pas la confondre avec le prix du *mundium;* ce prix était payé à celui à qui le *mundium* appartenait; la dot était une libéralité au profit de la femme, un droit personnel dont j'aurai à examiner le caractère page 681.

Dans l'origine on employait la formalité symbolique de la *festuca* pour constituer la dot; et la formule LXXV de Lindenbrog, précisément relative à un mariage fait *secundum legem Salicam*, se sert, pour constater la constitution de dot faite par le mari à sa femme, des mots : *per hanc chartulam libelli dotis sive per festucam atque per andelangum.* Les Francs ayant emprunté des Romains l'usage des actes écrits, il y eut alors des *libelli dotis*, dont les formules nous sont parvenues; savoir : formules XV du livre II de Marculfe, XXXVII de l'appendice, XIV de Sirmond, V de Bignon, et XXXIV de Mabillon; c'est ce que le § 1 du titre XXXVII de la loi des Ripuaires appelle *tabularum seu chartarum instrumenta.* On conserva probablement aussi l'usage de constituer les dots verbalement, et le titre XVI des *Capita extravagantia* nous apprend que la preuve pouvait en être faite par des conjurateurs.

La convention relative à la dot dut évidemment être faite avant la cérémonie du mariage; on le voit par les formules; mais l'ancien usage de déclarer cette dot au moment de la célébration subsista, comme le fait entendre le chapitre CLXXIX du livre III de la compilation de Benoît-Lévite. Telle est probablement l'origine de notre usage immémorial d'une pièce de mariage, donnée à l'église par le marié à la femme qu'il épouse.

Ces formalités, auxquelles les rites de la religion chrétienne, après qu'elle eut été adoptée par les Francs, donnèrent plus de gravité et de solennité, comme on le voit par les chapitres XV du capitulaire de 755, et XXV de celui de 805, distinguaient le mariage véritable du concubinage. Cette union irrégulière était très-commune chez les Francs, et l'influence de la religion ne parvint pas à la faire cesser, car on voit par des documents des IXe et Xe siècles, et même du XIIe, que l'usage en subsista longtemps.

Faudrait-il conclure de ce que nous venons de dire que l'absence d'une constitution de dot ôtât son caractère de légitimité à un mariage qui aurait réuni les autres conditions? La formule LII de l'appendice de Marculfe semble ne laisser aucun doute sur l'affirmative. Mais Bignon a très-justement fait remarquer que cette formule concernait la loi romaine. Je crois que, chez les Francs on suivait l'usage attesté par le § 2 du titre XXXVII de la loi des Ripuaires, qui détermine la dot que la femme, après la dissolution du mariage, pouvait ré-

clamer sur les biens de son mari, lorsqu'il n'y avait pas eu de convention expresse à ce sujet.

Les prohibitions de mariage entre proches parents ne paraissent pas avoir été connues dans la législation primitive des Francs; elles furent la conséquence de l'adoption de la religion chrétienne. On peut voir ce que j'ai dit à ce sujet, page 35 et note 187.

La différence de condition sociale n'était point un obstacle au mariage; il en résultait seulement, dans certains cas, des conséquences qui ont été suffisamment expliquées pages 481 et 525.

SECTION II. — DES RAPPORTS QUE LE MARIAGE ÉTABLISSAIT ENTRE LES ÉPOUX ET À L'ÉGARD DES ENFANTS.

Le mariage créait entre les époux des rapports dont il est impossible que la loi ou la coutume n'aient pas déterminé les effets.

La dépendance des femmes à l'égard de leurs maris, dogme religieux ou civil chez tous les peuples, était chez les Francs la conséquence de l'acquisition que le mari avait faite du *mundium*, en payant, soit au père, soit au plus proche parent paternel, soit au fisc, le sou et le denier qui, avec le temps, était devenu dans tous les mariages, le signe symbolique de cette acquisition.

Ce *mundium* du mari sur la femme est devenu ce que dans la suite nos coutumes ont appelé et ce que nous appelons encore *puissance maritale*. Les rédacteurs de ces coutumes n'en sont point les inventeurs, comme on l'a dit quelquefois; ils ont tout simplement remplacé par une espèce d'équivalent le mot de *mundium*, dont il est plus facile de comprendre le sens que d'exprimer la traduction; car le mot *potestas*, bien qu'on le lise dans le titre XIII des additions à la loi des Bourguignons, ne rend peut-être pas très-exactement le sens de *mundium*, qui, dans son étymologie, s'entend bien plus d'une protection que d'un pouvoir absolu[1].

Loin donc qu'on doive chercher l'origine de la puissance maritale dans les coutumes qui se sont formées sous la troisième race, nous voyons au contraire qu'elle y est entrée par suite des usages germaniques; car tout le monde est

[1] Ce que César (*De bello Gallico*, lib. VI, cap. XIX), dit des Gaulois, qu'ils avaient le droit de vie et de mort sur leurs femmes, ne semble pas conduire à la conséquence qu'il en fût ainsi chez les Germains, car précisément il atteste, chap. XXI, la différence d'usages chez les deux peuples. Tacite, chap. XIX, ne parle du droit de sévir contre les femmes qu'en cas d'adultère, et c'est ce qu'on lit encore dans le chapitre III du capitulaire de 829.

d'accord qu'elle n'a pas été empruntée du droit romain. Ce droit ne connaissait que deux systèmes relativement aux rapports personnels entre les époux : le mariage ancien, par lequel la femme tombée *in manu mariti* était réputée sa fille; par suite duquel tout ce qui appartenait à cette femme, tout ce qui lui advenait, même par succession de ses père et mère, était la propriété du mari : le mariage plus moderne, appelé *sine manu*, par suite duquel la femme avait l'indépendance la plus absolue pour l'administration et la disposition de ses biens autres que la dot qu'elle avait apportée à son mari. C'est évidemment une erreur de Laurière d'avoir dit dans le Glossaire du droit français, voc. *Communauté*, que notre puissance maritale dérivait du mariage *in manu* des Romains.

La femme ne pouvait s'obliger et surtout ne pouvait donner rien de ses biens sans l'autorisation de son mari, comme le prouve une charte de 744 [1]. On voit même, par une charte de 631 [2], que le mari était le représentant légal de sa femme dans les contestations où elle était intéressée; c'est un acte de partage où quatre maris signent chacun *pro parte*, ou *ad vicem matronæ*, ou *conjugis meæ*.

Ce que je viens de dire du *mundium* du mari sur sa femme, et des effets qui en résultaient, montre qu'il ne faut lire qu'avec précaution nos anciens jurisconsultes cités par Laurière dans ses notes sur la règle XX du titre II du livre Ier des Institutes coutumières de Loisel, qui prétendaient que la femme, tout en passant sous le *mundium* de son mari, ne cessait point d'être sous la puissance de son père. Ces jurisconsultes avaient substitué les principes du droit romain à ceux du véritable droit français. La femme germaine, sans être ni esclave ni propriété passive de son mari, cessait, par le mariage, d'être sous le *mundium* de sa famille. Ce *mundium* acquis par le mari passait à ses héritiers lorsque la femme devenait veuve, ainsi qu'on le verra dans la section quatrième. C'est plus tard que le droit coutumier, subissant l'influence du droit romain, s'était écarté du droit germanique.

L'objet du mariage est la procréation des enfants, dont la légitimité repose sur cette présomption, que l'enfant auquel une femme mariée donne le jour est l'enfant du mari de cette femme. Nous ne saurions douter que ce principe n'existât chez les Francs, puisque, ainsi qu'on l'a vu page 525, cette règle produisait son effet même dans les mariages des esclaves. Le titre LI de la loi des Alemans en donne d'ailleurs une preuve remarquable. On y prévoit le cas où quelqu'un a enlevé la femme d'un autre; on suppose que, pendant cette union

[1] *Diplomata*, 2e édit., t. II, p. 391. C'est une charte de Saint-Gall, que les rédacteurs de la première édition n'ont pas connue. — [2] *Diplomata*, 1re édit., p. 136; 2e édit., t. II, p. 9.

illicite, la femme a eu des enfants, et on déclare que le *mundium* sur eux appartiendra au mari véritable.

Mais il fallait qu'il y eût mariage pour que cette présomption légale produisît ses effets. L'enfant né hors mariage n'était réputé appartenir qu'à sa mère, suivant le chapitre XXXI du capitulaire de 864.

Après avoir fait connaître ce que nous savons des droits du mari sur la personne de la femme, il est nécessaire d'expliquer jusqu'où ils s'étendaient sur les biens de celle-ci.

La femme germaine n'était point la propriété de son mari, comme la femme asiatique, ni même comme la femme romaine dans le mariage *in manu*. Elle ne perdait aucun de ses droits; seulement son mari en avait temporairement l'exercice. Comme la conséquence de ce principe était qu'à la dissolution du mariage la femme reprît ses biens, ou que ses héritiers les recueillissent, il est convenable de rechercher en quoi ils consistaient.

Nous lisons dans Tacite, chap. XVIII, que la femme faisait ordinairement un apport de quelques objets mobiliers, et le titre VII des *Capita extravagantia* constate cet usage. La nature de ces choses purement mobilières et susceptibles de se détruire par l'usage laissait sans doute au mari le droit d'en disposer, et peut-être est-ce la source des règles adoptées dans toutes nos coutumes, de faire tomber le mobilier des époux dans la communauté légale, dont le mari est le maître.

La nouvelle situation des tribus germaniques après la conquête amena de grands changements dans la fortune des femmes. Elles avaient souvent des immeubles en propriété en se mariant, ou leurs parents leur en donnaient. De plus, les femmes étaient habiles à hériter de leurs pères et mères et de leurs autres parents, suivant ce que je dirai dans la dissertation suivante. Ces biens formaient un premier élément de la fortune personnelle d'une femme.

Un second était la dot que son mari lui constituait. Les textes des lois, les formules, les documents qui en offrent la preuve, sont si nombreux, si explicites, que ce serait un véritable abus de science que de les citer.

Outre la dot qu'il avait constituée à sa femme, le mari lui faisait, le matin qui suivait la première nuit du mariage, un don appelé *morgengabe*. Tacite ne parle point de cet usage; ou peut-être il aura confondu le *morgengabe* avec la dot, l'un et l'autre étant une libéralité du mari. Mais les documents de la première race en font mention d'une manière qui ne saurait autoriser cette confusion. Comme un don de cette sorte devait nécessairement être proportionné à la fortune de l'époux, on voit sans surprise, dans le traité

de 587 [1], que le roi Chilpéric avait donné des cités entières à Galswinte, à titre de *morgengabe*.

Le mari exprimait probablement sa volonté de la même manière que pour toute autre transmission de propriété. Cependant le titre LVI de la loi des Alemans nous apprend que, s'il n'avait pas été rédigé d'écrit relativement au *morgengabe*, la femme, à qui, après la mort de son mari, les héritiers de celui-ci le contestaient, était crue, sur son serment, jusqu'à concurrence de douze sous, probablement lorsque le don avait consisté en une somme d'argent ou en meubles. On peut supposer que l'usage du *morgengabe* disparut peu à peu, à cause des abus auxquels il donnait lieu. Quelquefois le mari, dans l'ardeur d'une passion nouvelle, faisait des dons excessifs; quelquefois aussi, après avoir satisfait ses désirs, il oubliait sa promesse. L'usage s'introduisit de stipuler le *morgengabe* par les conditions du mariage [2].

Maintenant que nous connaissons les titres divers par lesquels pouvait être constituée la fortune personnelle d'une femme mariée, il s'agit de constater les droits qu'y avait le mari pendant la durée de l'union conjugale.

Évidemment il ne devenait pas propriétaire des biens propres de sa femme, de ce qu'elle avait recueilli par succession; c'eût été excéder les droits du *mundium*, titre de protection, de conservation et non d'expropriation. Un grand nombre de documents et de formules nous montrent des femmes mariées donnant ou vendant, avec l'assistance de leurs maris, les biens qui leur étaient échus par successions ou à tous autres titres; une charte de 734 [3], en indiquant la présence du mari dans une donation faite par sa femme, ajoute *qui consensit*, expression équivalente à ce que nous appelons l'autorisation maritale. L'effet du *mundium* du mari, relativement aux biens propres de sa femme, me paraît très-exactement défini par le titre XIII de la première addition à la loi des Bourguignons : *Jubemus ut maritus ipse, facultate ipsius mulieris, sicut in eam habet potestatem, ita et de rebus suis habeat.* Le mari n'avait donc sur les biens propres de sa femme que les droits

[1] *Diplomata*, 1re édit. pag. 83, 2e édit. tom. Ier, pag. 157. — [2] Baluze, t. II, col. 992. Muratori, *Antiq. Ital.* t. II, col. 116 et suiv. Ce fut probablement l'origine du *douaire* dont il est question dans toutes les coutumes rédigées sous la troisième race, et qui a subsisté jusqu'à nos jours. Voici comment on peut expliquer cette transmutation. L'usage du droit romain d'après lequel une femme apportait une dot à son mari s'introduisant de plus en plus, ce mot ne désigna plus que l'apport de la femme, et les maris cessèrent d'en constituer suivant le mode ancien. Mais les lois qui, à défaut de cette constitution, attribuaient à la femme un gain de survie, subsistaient; d'un autre côté, le *morgengabe* n'étant, comme on le verra bientôt, qu'un gain de survie, on les confondit, et ils devinrent le douaire dont parlent les coutumes. — [3] *Diplomata*, 1re édit. p. 464; 2e édit. t. II, p. 305.

qu'il avait sur sa personne. Or il n'avait, qu'on me pardonne cette expression, que l'usage de la personne; il ne pouvait la vendre, comme il avait droit de vendre ses esclaves; il pouvait donc aussi user des biens de sa femme, mais non les aliéner.

Je crois toutefois que ces principes s'appliquaient plus particulièrement aux immeubles qu'aux meubles. A l'égard de ces derniers, il était difficile que le droit d'administration, dérivant du *mundium*, n'entraînât pas celui d'en disposer et de les consommer; j'aurai occasion de m'expliquer à ce sujet page 682.

Quant à la *dot* et au *morgengabe*, le mari pouvait en avoir assuré la propriété à sa femme purement et simplement, sans condition de survie, de manière que, si elle mourait avant son mari, elle les transmît à ses héritiers. Très-évidemment, dans ce cas, le mari n'avait pas sur ces objets plus de droits que sur ceux que la femme lui avait apportés, ou qu'elle avait recueillis par succession.

Il pouvait aussi les avoir donnés simplement comme gains de survie qui seraient devenus caducs par le prédécès de la femme. Sans qu'il soit encore besoin d'examiner à quels caractères on reconnaissait la différence de ces deux titres, il suffit de dire que, même dans le second cas, le mari n'avait pas le droit d'aliéner les biens que, par une convention expresse, il avait donnés en *dot* ou en *morgengabe;* autrement, quand la condition de survie se serait réalisée, la femme eût été dépouillée d'un droit sur la foi duquel le mariage avait été consenti.

Les documents contemporains de la loi Salique et plusieurs lois des tribus germaniques parlent de droits appartenant aux femmes, sur les biens acquis pendant le mariage, qu'elles appellent *conquisita, quod simul adquisierunt*. C'est donc une question importante pour les origines de notre droit français, de savoir si la communauté de biens entre époux, admise dans presque toutes nos anciennes coutumes, et inconnue des Romains, avait lieu chez les Francs?

Le principal fondement de l'opinion de ceux qui croient à l'existence de la communauté conjugale repose sur les notions que César (*De bello Gallico*, lib. VI, cap. XIX) a conservées des usages des Gaulois. Chez ces peuples, le mari ne dotait pas sa femme comme chez les Germains. Chaque époux faisait un apport. Voici ses expressions : *Viri quantas pecunias ab uxoribus dotis nomine acceperant, tantas ex suis bonis, æstimatione facta, cum dotibus communicant. Hujus omnis pecuniæ conjunctim ratio habetur, fructusque servantur; uter eorum vita superarit, ad eum pars utriusque cum fructibus superiorum temporum pervenit.*

Heineccius (*Elementa juris Germanici*, lib. I, § 263) me paraît n'avoir pas bien entendu ce texte lorsqu'il dit : *Quidquid inde quæsitum fuerat æqua lance* INTER

SUPERSTITEM ET DEFUNCTI HÆREDES DIVIDEBATUR. César constate très-expressément le fait d'un apport réciproque par les époux, et de l'attribution au survivant, tant des capitaux apportés que de tout ce qu'ils avaient produit.

Les savants qui ont cru que ce texte ne prouvait pas un régime de communauté conjugale ont eu raison s'ils entendaient parler de la communauté telle que l'avaient établie nos coutumes et que l'a maintenue notre Code civil, sous le nom de communauté légale, qui ne se compose pas seulement des conquêts, et, à la dissolution de laquelle tout ce qui la constitue est partagé entre le survivant et les héritiers du prédécédé.

Mais il ne faut pas perdre de vue que nos coutumes, confirmées en cela par les articles 1498 et 1525 du Code civil, permettaient aux époux de stipuler une communauté réduite aux acquêts qu'ils feraient ensemble (conquêts. dans les termes du droit) et qu'à la dissolution du mariage, cette communauté entière appartiendrait au survivant, à l'exclusion des héritiers du prédécédé; or, c'est précisément ce qui me semble résulter du passage de César : loin de croire qu'il ne soit pas favorable à l'opinion que les Gaulois ont connu une communauté, ou, si l'on veut, une société d'acquêts entre les époux, je ne doute pas qu'il n'en soit une preuve très-positive; seulement c'était la communauté bornée aux conquêts avec la chance aléatoire que tout appartiendra au survivant.

Nous ne trouvons rien d'identique dans les coutumes des tribus germaniques dont les textes nous sont parvenus. Plusieurs, telles que la loi des Bourguignons, des Alemans, des Bavarois, reconnaissent que le mari seul était propriétaire des biens acquis pendant le mariage, et se bornent à accorder à la veuve une partie, les unes en propriété, les autres en usufruit, des biens délaissés par son mari. Au contraire, le titre XXXVII de la loi des Ripuaires et un grand nombre de documents relatifs à l'histoire et à la jurisprudence des Francs saliques parlent, comme je l'ai dit plus haut, d'une part, *tertia*, dans les *conquisita*, à laquelle la femme avait droit. La chronique de Frédegaire, chap. LXXXIV et LXXXV; l'auteur des Gestes de Dagobert, chap. XLVII; Aimoin, livre II, chap. XXXVI, nous apprennent qu'à la mort de Dagobert on attribua à sa veuve, *tertiam partem de omnibus quæ Dagobertus rex adquisierat postquam Nanthildis regina regnare cœperat*: et divers autres documents, dont je donnerai l'explication dans la troisième section, offrent des exemples semblables[1]. Je n'hésite point à y reconnaître, avec Heineccius (*ubi sup.* lib. I, § 270 et 271), une véritable com

[1] Il paraît certain que, sous la seconde race, cette part de la femme dans les *conquisita* qui n'avaient pas une origine bénéficiaire fut portée à la moitié, comme le font entendre le chapitre IX du livre IV et le chapitre CCXCV du livre V de la compilation des capitulaires.

munauté, d'où est dérivée celle que nos coutumes avaient généralement admise; mais on n'y voit aucune trace de la chance aléatoire qui, suivant César, avait lieu chez les Gaulois.

Cependant deux questions peuvent être faites. D'abord ce droit d'un tiers dans les choses acquises pendant le mariage devait-il avoir été assuré à la femme par les conventions matrimoniales, ou était-il fondé sur la coutume, indépendamment de toute convention? Sans contredit les conventions matrimoniales pouvaient l'assurer, en vertu du principe écrit dans le § 1er du titre XXXVII de la loi des Ripuaires : *Quicquid ei per tabularum seu chartarum instrumenta conscripserit perpetualiter inconvulsum permaneat;* mais, à défaut de conventions, le § 2 attribue à la femme une dot de L sous, et son *morgengabe* ou un tiers dans les *conquisita*.

En second lieu, la femme avait-elle cette portion des *conquisita* à titre de propriété transmissible à ses héritiers, si elle mourait la première, ou n'était-ce qu'un droit de survie? J'examinerai cette seconde question en parlant des effets de la dissolution du mariage. Peu importe quelle en sera la solution pour déterminer les droits que, pendant le mariage, le mari avait sur les *conquisita*.

Le mari était, sans le moindre doute, l'administrateur de la société, dans laquelle sa femme était intéressée, société dont la nature même du *mundium* le rendait chef. Mais faut-il en conclure qu'il fût maître de disposer arbitrairement de la totalité des *conquisita*, de manière que le droit absolu, ou la chance de survie qu'avait sa femme (car très-certainement elle avait l'un ou l'autre), se trouvât anéanti par sa volonté arbitraire?

Nous pouvons d'abord supposer que les conventions matrimoniales, *tabularum instrumenta*, ont attribué à la femme une part dans les *conquisita*, et probablement c'est l'hypothèse d'un passage de la chronique de Frodoard, où on lit (ad an. 924) que le roi Raoul, atteint d'une grave maladie, fit un grand nombre de donations, mais qu'il respecta la part qui revenait à sa femme, *præter uxoris partem*. Ces derniers mots me paraissent attester un droit accordé par convention; comment croire que Raoul, riche et puissant seigneur, n'eût pas rédigé en se mariant des *tabularum seu chartarum instrumenta*? Nous trouvons mieux encore dans la formule XVII du livre II de Marculfe, qui est celle d'un testament conjonctif d'un mari et de sa femme. Il est fait, à la vérité, dans les formes romaines, mais l'énonciation de la *tertia conquisitorum* prouve que les deux époux étaient Francs, et Bignon paraît ne pas en douter. Dans la première partie, le mari fait à ses enfants, à des églises, des donations de différents domaines; mais il énonce expressément que, parmi les biens qu'il donne, il y a plusieurs *conqui-*

sita dont sa femme a droit de prétendre un tiers; en conséquence, il lui donne, et elle accepte en remplacement, d'autres biens dont le testateur ne disposait pas, et, pour désigner ses droits, cette femme emploie les mots *quod in tertia mea accepi*. Le mari ne pouvait donc, sans le consentement de sa femme, donner la totalité des *conquisita*, au préjudice de cette *tertia*. Sans doute, comme chef de la société d'acquêts, il pouvait vendre les biens, les échanger, en disposer, comme nous disons, *à titre onéreux;* parce que les équivalents qui résultaient de ces sortes de transactions garantissaient suffisamment la femme, ou que le prix était réputé consommé pour les besoins du ménage. C'est ce qu'exprime très-bien le § 3 du titre XXXVII de la loi des Ripuaires, qui ne permet pas à la femme de redemander rien de ce que les époux *simul consumpserunt*. Je n'hésiterais même pas à voir des dispositions de cette espèce dans les concessions de bénéfices qu'un homme aurait faites à ses leudes; mais je crois que le mari ne pouvait disposer, à titre purement gratuit, que des deux tiers qui lui appartenaient; et que pour le troisième tiers, *pars uxoris*, il devait ou le réserver, comme le fit le roi Raoul[1], ou se munir du consentement de sa femme, comme le mari dont il est question dans la formule de Marculfe qui vient d'être citée, faute de quoi la femme aurait pu se faire indemniser sur les autres biens de son mari[2].

Je serais porté à trouver ici le motif de l'intervention des femmes dans les donations faites par leurs maris, dont les chartes des première et seconde races, et même de la troisième, offrent une multitude d'exemples.

Ce que je viens de dire suppose, ainsi que j'ai eu soin de le faire remarquer, une convention matrimoniale qui a rendu la femme associée dans les *conquisita*, quoique dans une proportion inégale avec son mari. En était-il de même lorsque celui-ci n'avait pas accordé ce droit à sa femme, par les *tabularum instrumenta*. On peut dire qu'il y avait ce que nous appellerions, exclusion de communauté; que tous les *conquisita* appartenaient au mari; que seulement la loi accordait à la femme survivante, non à titre de société, mais à une sorte de droit héreditaire et de viduité, un tiers dans les *conquisita*, au cas où elle n'avait pas reçu un *morgengabe*. Dans cette hypothèse, la femme n'aurait eu des droits

[1] Une charte de Saint-Gall, qui est la formule LX de Goldast et la IVe de Lunig, contient, dans une donation faite par un mari, *excepta tradem*; si ce dernier mot, qu'on ne trouve point dans les glossaires, n'est pas pour *tertiam* que le copiste aurait mal lu, il doit avoir la même signification — [2] C'est précisément ce qui a lieu parmi nous en vertu de l'article 1422 du Code civil, qui a retabli l'ancien droit des Francs conservé dans les coutumes d'Anjou, du Maine, du Loudunois, et dont la coutume de Paris et quelques autres s'étaient écartées.

que sur les *conquisita* dont le mari n'avait pas disposé par actes entre-vifs; et seulement elle pouvait s'opposer à l'exécution des donations à cause de mort, en ce qu'elles auraient excédé les deux tiers des *conquisita* existants à la dissolution du mariage.

Ce système me paraît donc facile à comprendre ; il est l'inverse de celui qu'adoptèrent les coutumes et qu'a maintenu le Code civil. Dans l'ancien droit des Francs, point de communauté d'acquêts, si elle n'avait été stipulée; d'après les coutumes et le Code civil, communauté de plein droit, mais faculté de la modifier et même de l'exclure conventionnellement.

Je ne dois pas terminer cette section consacrée à considérer la situation réciproque des époux, quant aux biens, sans parler des donations qu'ils pouvaient se faire *constante matrimonio*.

Il y a lieu de les considérer sous cinq rapports : 1° par quels actes ces avantages pouvaient être faits; 2° s'ils étaient permis à des époux qui avaient des enfants ; 3° s'ils pouvaient porter sur des biens autres que les acquêts faits pendant le mariage; 4° s'il était nécessaire que le don fût réciproque; 5° s'il pouvait attribuer la propriété au donataire.

Sous le premier rapport, nous trouvons chez les Francs l'usage des dons entre époux par actes irrévocables, qu'ils n'empruntèrent point du droit romain. Le titre VIII des *Capita extravagantia*, le titre XLVIII de la loi des Ripuaires, en parlant de donations entre époux par *affatomie*, et la formule XII du livre I[er] de Marculfe, en présentant le modèle d'un acte de cette sorte passé devant le roi, prouvent que des époux pouvaient se faire des donations irrévocables. Au contraire, les donations entre époux. autorisées par le droit romain, étaient toujours révocables. Soit qu'elles eussent lieu par testament, ce qui ne peut faire question, soit même qu'elles eussent été faites dans la forme des donations entre-vifs, on ne leur reconnaissait d'effet que si le donateur était décédé sans révoquer sa donation. Ainsi, il est impossible de méconnaître l'origine germanique des dons irrévocables faits entre époux, *constante matrimonio*, autorisés par la plupart des coutumes qui régissaient la France avant le Code civil.

Sous le second rapport, il est très-vraisemblable que les époux ne pouvaient s'avantager ainsi pendant le mariage qu'autant qu'ils n'avaient pas d'enfants. Les lois, les formules sont toujours dans cette hypothèse; il est bien vrai que dans la formule XVII du livre II de Marculfe déux époux ayant des enfants se font des avantages réciproques; mais c'était par un testament qui, de sa nature, était toujours révocable.

Sous le troisième rapport, les documents que j'ai cités constatent que les biens

donnés sont non-seulement les conquêts du mariage, mais encore les biens provenus aux époux de leurs pères et mères ou à tout autre titre.

Sous le quatrième rapport, il est certain que le titre XLVIII de la loi des Ripuaires n'exige pas de réciprocité; on y lit ces mots, *sive vir mulieri, vel mulier viro;* mais les formules citées attestent que les deux époux se font un avantage réciproque. Les coutumes ont varié à cet égard.

Sous le cinquième rapport, les documents qui nous sont parvenus constatent que le droit du survivant était plus étendu que l'usufruit d'après le droit romain, ou tel que nous le connaissons, et cependant que ce droit n'était pas d'une propriété absolue. En effet, si la donation n'avait été que du simple usufruit, l'époux survivant n'aurait pu lui-même faire donation des choses qu'il avait reçues, et le titre XLIX de la loi des Ripuaires, ainsi qu'un grand nombre de formules, lui accordent la faculté de consommer ces choses pour vivre ou d'en faire des dons pieux. Si la donation avait été en propriété absolue, les biens auraient passé aux héritiers du donataire, et les mêmes documents attestent qu'après la mort de ce dernier ils sont recueillis par ceux du donateur.

SECTION III. — DE LA DISSOLUTION DU MARIAGE ET DE SES EFFETS.

Je diviserai cette section en deux paragraphes, pour éviter la confusion des idées. Dans le premier, il sera question des causes qui pouvaient dissoudre le mariage; dans le second, des effets de cette dissolution.

§ Ier — CAUSES DE LA DISSOLUTION DU MARIAGE.

La mort était la cause la plus ordinaire de dissolution du mariage, et non-seulement la mort naturelle, mais encore une sorte de mort civile, qui avait lieu lorsque l'un des époux devenait esclave. Cela est facile à concevoir. D'après la législation des Francs, la personne libre qui aurait épousé un esclave devenait elle-même esclave du maître à qui son époux appartenait, lorsque cette circonstance lui était connue; car, si elle l'avait ignorée, le chapitre V du capitulaire de 857 l'autorisait à demander la nullité du mariage. On peut dire que la loi n'était pas injuste envers la personne libre qui avait connu la qualité de celle qu'elle épousait et par conséquent les chances qu'elle courait elle-même. Il ne pouvait en être ainsi lorsque l'un des époux, libre au moment du mariage, devenait esclave. La dissolution du mariage était la seule chose possible, si l'autre époux ne voulait pas perdre son ingenuité; ou si, comme cela était permis, le maître de

l'esclave ne consentait pas à ce que l'époux conservât son ingénuité et la transmît aux enfants.

Mais la peine d'exil, autrement dite de proscription, dont il est parlé dans les titres LVII et LIX de la loi Salique, et que j'ai expliquée page 609, ne produisait pas les mêmes effets. Dans le cas de ces deux titres, la loi veut que le coupable soit forcé de s'éloigner, jusqu'à ce qu'il ait exécuté le jugement ou qu'il se soit réconcilié avec l'offensé. Pour assurer cette disposition sévère, la loi interdit à chacun, même à sa femme, sous peine d'une amende pécuniaire, de lui donner *panem et hospitium.* Il me semble que cette disposition prouve suffisamment que le mariage n'était pas dissous.

Une autre cause de dissolution du mariage était le divorce. Tacite ne nous apprend point que le divorce fût en usage chez les Germains; on pourrait même induire le contraire du chapitre XX. Mais les titres XXXIV de la loi des Bourguignons, et VII, chap. XIV de celle des Bavarois constatent l'existence du divorce pour des causes motivées : seulement elles paraissent n'accorder qu'au mari le droit de *dimittere uxorem;* et même la première de ces lois punit d'une mort infamante la femme *quæ maritum suum dimiserit.* Quant au mari, selon qu'il a ou qu'il n'a pas de cause légitime, il doit ou ne doit pas d'indemnité à sa femme.

Peut-être en était-il ainsi chez les Francs; il n'existe rien à ce sujet dans leurs lois et leurs formules. Grégoire de Tours, liv. IX, chap. XXXIII, déclare seulement que l'église n'autorisait point une femme à quitter son mari malgré lui, même pour embrasser la profession religieuse. Mais nous savons d'une manière positive par les formules XXX du livre II de Marculfe, IX de Bignon, X de Sirmond, LVI de Mabillon, et une formule inédite que j'ai publiée dans la Bibliothèque de l'école des chartes, tome IV, page 16, qu'on y connaissait le divorce par consentement mutuel, fondé sur l'incompatibilité des caractères. On y voit que les deux époux se dégagent réciproquement et se donnent l'un à l'autre la faculté de contracter une autre union.

Lorsque le divorce avait eu lieu, le mariage était évidemment réputé non avenu pour ce qui concernait le *mundium* acquis par le mari. Il serait absurde de supposer qu'il le conservât; et, d'un autre côté, ce *mundium* ne pouvait pas appartenir à sa famille, comme en cas de mort, puisque le divorce rendait la femme absolument étrangère à cette famille. Elle rentrait donc dans la sienne propre.

A l'époque où l'on a rédigé ces formules, le christianisme était devenu la religion des Francs. Mais les erreurs du paganisme furent longtemps à s'effacer, et

c'est seulement au VIIIe siècle que le chapitre IX du capitulaire de 744, confirmé par le chapitre XLII du premier capitulaire de 789, proclama l'indissolubilité du mariage. Le chapitre XVII du capitulaire de 752 constate qu'il pouvait être dissous pour cause d'impuissance; mais ce n'était pas un divorce; c'était une annulation fondée sur les principes du droit canonique dont l'empire a subsisté longtemps en France, et n'a été aboli que par le Code civil. Hincmar, dans sa 37e lettre, assure que cette règle avait déjà été reconnue par le concile de Leptines, tenu sous le maire Carloman en 743; mais il n'en existe aucune trace dans les canons de ce concile qui nous sont parvenus, ni dans le capitulaire de Carloman.

§ II. — EFFETS DE LA DISSOLUTION DU MARIAGE.

La mort du mari apportait peu de changements au *mundium*, relativement à la femme. Elle ne recouvrait pas sa liberté absolue, et, d'un autre côté, elle ne rentrait pas sous le *mundium* de ses propres parents. Ce droit acquis par le mari restait dans sa famille. On en verra quelques effets dans la section IV.

Quelle que fût la cause qui dissolvait le mariage, il en résultait la nécessité de régler les intérêts pécuniaires des époux. On a vu dans la seconde section que le droit d'administrer les biens de la femme et d'en consommer librement les revenus appartenait au mari; la dissolution du mariage faisait cesser cette situation.

Tant que le divorce put mettre fin au mariage, il dut évidemment y avoir quelques règles sur la détermination des droits respectifs des époux. Le titre VII, chapitre XIV, de la loi des Bavarois condamne le mari qui divorce sans cause à payer la dot à sa femme et à lui rendre ses biens propres; le titre XXXIV de celle des Bourguignons veut qu'il rende la dot au double. Peut-être en était-il ainsi chez les Francs; mais ni leurs lois, ni leurs formules, ne nous apprennent rien pour les cas du divorce par consentement mutuel. On peut présumer qu'à défaut, par les époux divorcés, de s'entendre, l'intervention des juges réglait leurs intérêts réciproques.

Les cas les plus ordinaires, et sur lesquels nous trouvons quelques traces de jurisprudence dans les documents, étaient la dissolution du mariage par la mort de l'un des époux.

Je suppose d'abord le décès de la femme. Le règlement du mari avec les héritiers dépendait évidemment des conditions sous lesquelles le mariage avait été contracté, et des donations que la femme avait pu faire à son mari.

Si les héritiers de la femme étaient des enfants provenus du mariage dissous,

le père jouissait des biens de ceux qui étaient *parvoli*, jusqu'à ce qu'ils eussent atteint la *perfectam ætatem*, ainsi que je l'ai dit page 457. Mais ce cas même ne devait pas empêcher qu'on ne réglât les intérêts respectifs; car le *mundium*, qui sans doute entraînait l'appropriation des revenus des biens des enfants au profit du père, ne le rendait pas propriétaire de ces biens. Il fallait donc procéder à un règlement; et comme le père ne pouvait, pour employer une expression de droit, être *auctor in rem suam*, une protection spéciale et occasionnelle au profit des mineurs était exercée par la famille.

Soit que la femme eût pour héritiers ses enfants, ou d'autres parents, dans l'ordre de successibilité déterminé par le titre LXII de la loi Salique, ces héritiers avaient, sauf les donations faites par la femme à son mari, le droit de réclamer ses biens propres dont le mari avait eu, pendant le mariage, la simple jouissance.

Tout porte à croire qu'il n'était point obligé de leur rendre l'apport mobilier. Tacite le considère comme un présent fait par la femme, présent dont elle avait reçu l'équivalent et au delà par la dot, le *morgengabe* et un droit dans les *conquisita* [1]. On concevrait difficilement comment ce mobilier aurait pu être constaté et retrouvé à une époque où l'on ne connaissait point les inventaires, les estimations, qui même dans nos mœurs actuelles ne lèvent pas tous les embarras auxquels donnent lieu les reprises mobilières des femmes. Plus le mariage avait duré de temps, plus ces objets avaient dû dépérir. Il est même naturel de croire que le mari, en vertu du *mundium*, avait pu en disposer.

Mais la femme pouvait, comme on l'a vu page 672, avoir des biens propres, notamment des immeubles dont elle n'avait pas fait apport au mari, ou qui lui étaient provenus, pendant le mariage, de successions ou de donations. Évidemment le mari ne pouvait s'en prétendre propriétaire, soit à titre de *mundium*, soit à titre de gain de survie. Cela me paraît résulter des formules XII du livre I[er] et VII du livre II de Marculfe, de la formule L de Lindenbrog, dans lesquelles on voit des femmes donner à leurs maris les biens qu'elles ont recueillis *ex alode*, *ex hereditate*, *ex comparato*. De telles donations eussent été inutiles si de plein droit ces biens avaient appartenu au mari survivant.

[1] M. Ed. Laboulaye, page 408 du Mémoire sur la propriété que j'ai déja cité plusieurs fois, croit que chez les Lombards l'apport mobilier de la femme prédécédée était repris par ses héritiers directs ou collatéraux. Mais les chapitres 200, 201 de la loi de Rotharis qu'il invoque ne décident point la question. C'est une disposition pénale contre le mari qui a injustement donné la mort à sa femme; et cette exception laisse subsister le principe d'après lequel le mari, en vertu du *mundium*, héritait du mobilier de sa femme.

Voyons maintenant quel était le droit des héritiers de la femme sur la dot, sur le *morgengabe*, sur la part dans les *conquisita*.

Pour résoudre cette question, il est nécessaire de bien définir le caractère de ces droits, et pour mieux me faire comprendre, je vais les examiner successivement.

Je commence par la dot. Quoiqu'en général ce fût, dans l'origine, une règle que le mari en constituât une à sa femme, il paraît que souvent des mariages étaient contractés sans constitution de dot. Le § 2 du titre xxxvii de la loi des Ripuaires, que je crois pouvoir considérer comme attestant une règle de jurisprudence commune aux Francs saliques, accorde, dans ce cas, à la femme survivante une dot de cinquante sous. Il me paraît incontestable que les héritiers de la femme n'avaient point le droit de réclamer cette dot légale. La loi n'en fait qu'un droit personnel pour la femme, *si supervixerit virum*.

Lorsque, dans les conventions matrimoniales, il y avait eu stipulation de dot, les termes de la convention devaient être consultés. Le § 1er du même titre de la loi des Ripuaires déclare que la convention, quelle qu'elle soit, sera exécutée. Par conséquent, si le mari avait donné la dot *ex nunc*, à titre de propriété présentement acquise, sans condition de survie, elle était recueillie par les héritiers de la femme.

Plusieurs formules, que j'ai déjà citées, auxquelles on peut ajouter les formules lxxv et lxxix de Lindenbrog, relatives à des mariages suivant la loi Salique, déclarent que le mari rend sa femme propriétaire de la dot dès l'instant du mariage, pour en disposer en toute liberté. Je n'en conclus pas que, pendant le mariage, elle aurait pu vendre cette dot, et même en percevoir les revenus, comme parmi nous la femme séparée de biens; mais je dis qu'à la mort de la femme, la dot ainsi constituée passait à ses héritiers, et qu'elle n'était pas un simple gain de survie.

La formule ix du livre II de Marculfe l'atteste très-expressément. Un père veut se règle avec ses enfants héritiers de leur mère; ceux-ci consentent que le père conserve l'usufruit de la dot qu'il avait constituée à sa femme; il les remercie de cet acte de piété filiale: donc les enfants avaient hérité du droit de demander la dot constituée par leur père; et, en exerçant leurs droits à la rigueur, ils auraient pu s'en mettre en possession à l'instant du décès de leur mère. En était-il de même lorsque les héritiers de la femme étaient des collatéraux? On peut le conclure du traité d'Andelau de 585, par lequel Brunehaut, sœur de Galswinte, recueillit la dot que Chilpéric avait constituée à celle-ci; cependant le caractère politique de cet acte ne permet de le citer qu'avec une sorte de réserve.

86.

L'édit de Chilpéric de 574, dont je parlerai encore dans la quatrième section, paraît avoir établi, pour le cas où le mariage était dissous sans enfants, un partage de la dot entre le mari et les héritiers de la femme; mais Chilpéric n'était pas roi de tout l'empire des Francs. Au surplus, il résulte de ces documents que la dot constituée par le mari à sa femme ne restait pas à ce dernier à titre de gain de survie, et c'est le seul point que je me propose de prouver en ce moment.

Mais, par suite de la liberté des conventions, le mari, qui aurait pu ne pas constituer de dot à sa femme, ce qui l'eut réduite à la dot légale, véritable gain de survie, était maître de ne constituer la dot contractuelle qu'avec ce même caractère. Alors les héritiers de la femme prédécédée, quels qu'ils fussent, n'y pouvaient rien prétendre. C'était la loi de la famille, la condition du mariage.

Le *morgengabe* n'était pas, à proprement parler, au moins dans l'origine, une convention matrimoniale; c'était un présent du lendemain que le mari faisait à sa femme, et dont elle devenait propriétaire par la tradition, *traditum in morgengabe*, comme le dit le § 2 du titre XXXVII de la loi des Ripuaires. Les héritiers de la femme pouvaient donc le réclamer, comme ils pouvaient réclamer la dot donnée en pleine propriété et les autres biens propres; c'est ce qu'on peut encore conclure du traité d'Andelau déjà cité.

Toutefois rien ne s'opposait à ce que le mari, s'il faisait ce don par écrit, n'imprimât à cette libéralité le caractère d'un gain de survie, comme il le pouvait pour la dot. On peut même croire que, dans la suite, ainsi que je l'ai dit page 673, on confondit ces deux libéralités, et que le tout ne forma plus qu'un gain de survie, sous le nom de douaire, qui fut ou conventionnel ou accordé par la coutume; mais, à quelques exceptions près[1], il n'eut que le caractère de gain de survie, d'où était venue la maxime : *jamais mari vivant n'a payé douaire.*

On a vu que le mari pouvait accorder à sa femme une part dans les *conquisita*, et qu'à défaut de convention à cet égard, le § 2 du titre XXXVII de la loi des Ripuaires reconnaît un tiers à la femme survivante. Les documents qui nous sont parvenus appellent toujours cette portion *tertia*. Je ne voudrais pas néanmoins affirmer que la liberté des conventions, garantie par le § 1er du même titre, n'ait pu assurer à la femme une plus forte part, puisque j'ai indiqué, page 675, l'usage introduit sous la seconde race d'attribuer à la femme la moitié des *conquisita* qui ne provenaient pas des bénéfices concédés par les rois.

C'est ici qu'il convient d'examiner quel était le caractère de ce droit, lors-

[1] La coutume de Paris modifia ce principe en rendant le douaire propre aux enfants, mais ce fut par des causes dont il ne faut pas chercher l'origine dans les anciens usages.

qu'il résultait des conventions; car, s'il était purement légal, il n'était que gain de survie d'après ces termes de la loi des Ripuaires, *si supervixerit viro*.

Le témoignage de Frédegaire au sujet de la veuve du roi Dagobert, celui de Frodoard au sujet du roi Raoul, cités plus haut, ne peuvent servir à décider la question; car, au premier cas, la femme de Dagobert lui avait survécu; au second, le mariage n'était pas encore dissous. La formule XL de l'appendice de Marculfe, dans laquelle une veuve comprend dans la donation qu'elle fait à un monastère la *tertia de his quæ cum marito conquisierat*, ne décide rien non plus; car, puisqu'elle est veuve, elle a survécu à son mari, et cette *tertia* peut tout aussi bien provenir d'un droit de survie que d'un droit de communauté proprement dite.

Mais on trouve plus de secours dans la seconde partie du testament conjonctif qui fait l'objet de la formule XVII du livre II de Marculfe, dont il a été déjà question page 677. Après que le mari a déclaré ses dernières volontés, la femme exprime aussi les siennes, et voici dans quels termes: *Ut si domne et jugalis meus mihi superstes fueris, omni corpore facultate mea, quantumcumque ex successione parentum meorum habere videor, vel in tuo servitio pariter laboravimus et quod in tertia mea accepi, in integrum quidquid exinde facere elegeris..... absque repetitione hæredum meorum, quod tua decreverit voluntas faciendi liberam habeas potestatem, et post decessum nostrum ad heredes meos perveniat.*

Étudions et apprécions chaque expression de ce testament remarquable. La femme donne ou lègue un usufruit à son mari; car, après la mort de celui-ci, les choses données reviendront aux héritiers de cette femme. Elle donne: 1° ses biens propres, *quantumcumque ex successione parentum meorum habere videor;* 2° le tiers dans les acquêts que son mari lui avait assurés, *quantumcumque in tuo servitio pariter laboravimus et quod in tertia mea accepi;* elle lui fait ce legs à l'exclusion de ses héritiers, *absque repetitione heredum meorum:* donc, si elle n'avait pas prononcé cette exclusion, ceux-ci en auraient hérité; et, ce qui le prouve, c'est que, la donation faite par cette femme à son mari n'étant qu'en usufruit, on déclare qu'après la mort du mari les biens légués, dont ce tiers des conquêts fait partie, doivent revenir aux héritiers de la femme. Or, une disposition de cette sorte n'aurait pas été possible si la femme n'avait eu le tiers des acquêts qu'à titre de gain de survie, puisque son décès avant son mari aurait rendu la donation caduque.

Cette formule n'est pas la seule dans laquelle une femme fasse donation à son mari, pour le cas où il lui survivrait, de son droit dans les *conquisita;* on peut voir encore la formule VII du livre II de Marculfe, et la formule L de Lindenbrog.

A l'aide des principes que je viens de développer, on explique facilement ce qui avait lieu dans le cas inverse, c'est-à-dire celui où la femme survivait à son mari. La question des droits du mari sur l'apport de cette femme, dont j'ai parlé page 682, ne pouvait s'élever. La femme faisait donc la reprise de ce qui en existait encore en nature, ainsi que le décident le titre LV de la *lex Alamanorum* et le chapitre VIII du titre XIV de la *lex Bajuvariorum.* A plus forte raison rentrait-elle dans la jouissance de ses autres biens.

Quant à la dot, s'il y avait eu des conventions matrimoniales écrites, *per scripturarum vel tabularum instramenta,* pour employer les termes du titre XXXVII de la loi des Ripuaires, la femme avait droit, soit à la propriété, soit à l'usufruit, selon ce dont on était convenu. La formule LXXVIII de Lindenbrog est pour un cas où ces avantages ne sont qu'en usufruit, la formule LXXIX pour les cas où ils sont en propriété.

Il en était de même du *morgengabe* et d'une part dans les *conquisita.* S'il n'y avait pas eu de conventions sur tous ces objets, la loi accordait à la femme des avantages légaux qui, d'après le § 2 du titre précité de la loi des Ripuaires, étaient une dot de L sous, et un tiers dans les *conquisita.*

Au surplus, je dois faire remarquer que les codes barbares en vigueur dans l'empire des Francs n'avaient point de règles uniformes sur cette matière. Par exemple, le chapitre VII du titre XIV de la loi des Bavarois accordait à la veuve non remariée une part d'enfant dans la succession de son mari; et, lorsqu'il n'y avait pas d'enfants, moitié de cette même succession, sans préjudice de son droit de reprendre tout ce qui était sa propriété. Le titre XLII de la loi des Bourguignons lui accordait un tiers, mais le titre LXXIV réduisit ce droit à la veuve qui n'avait pas d'autres ressources. La loi Salique ne s'expliquant point à ce sujet, j'ai cru que son silence devait être suppléé par le titre XXXVII de la loi des Ripuaires, que je considère comme constatant le droit commun des Francs.

SECTION IV. — DES SECONDS MARIAGES.

La loi Salique ne contient, dans sa rédaction primitive et dans celle de Charlemagne, qu'une seule disposition sur les seconds mariages; elle concerne les formalités à remplir par celui qui voulait épouser une veuve. Mais on trouve dans le manuscrit 4404 de Paris, et 119 in-4° de Leyde, deux titres d'un grand intérêt, parce qu'ils concernent les droits des enfants du premier mariage, lorsqu'il en existait, ou ceux des héritiers de l'époux décédé lorsqu'il n'avait pas laissé d'enfants.

Ces titres, que j'ai insérés dans les *Capita extravagantia,* VII et VIII, et quelques

éclaircissements qu'on trouve dans les codes des autres peuples de race germanique, me fourniront les éléments de ce que je me propose d'expliquer dans les deux paragraphes suivants, l'un relatif aux veuves qui se remarient, l'autre aux hommes qui passent à de secondes noces.

§ Iᵉʳ. — DES VEUVES QUI SE REMARIENT.

On a vu dans la section première que le mari avait acquis le *mundium* sur sa femme, et même qu'il l'avait payé d'une manière symbolique, *per solidum et denarium*. Le décès de ce mari ne faisait pas rentrer la veuve dans le *mundium* de sa famille; il continuait d'appartenir à celle de l'époux décédé. Ce *mundium* n'était qu'un droit de protection qui attribuait la perception des compositions pour offenses envers la personne protégée, mais qui n'avait point l'étendue des droits dont le mari avait joui, car nous trouvons dans les documents de la première race des actes par lesquels des veuves font des partages, des ventes, des donations, sans aucune autorisation; à plus forte raison, ce *mundium* n'aurait pu être un prétexte pour empêcher la veuve de se remarier.

Cependant le nouveau mariage devait nécessairement priver cette famille du *mundium*, que le second mari pouvait seul exercer; et, puisqu'il avait été acheté par le premier mari, il fallait le payer à ses héritiers. C'est l'objet du titre XLVI de la loi Salique. L'homme qui voulait épouser une veuve devait offrir au plus proche parent mâle du premier mari trois sous et un denier, que la loi appelle *reipus*, mot barbare dont il n'est pas facile de déterminer la signification spéciale, mais dont le texte fait très-bien deviner le sens. Le § 1ᵉʳ du titre LXIX de la *lex Burgundionum* contient une règle semblable.

Les règles sur le *reipus* ne concernent que l'homme qui veut épouser une veuve. Le titre VII des *Capita extravagantia* impose en outre à la veuve l'obligation analogue de payer à ces mêmes parents de son mari défunt une prestation qu'il appelle *achasius* ou *achasium*. Cette prestation ne remplaçait point le *reipus* exigé par le titre XLVI, car dans le titre dont il s'agit on commence par rappeler l'obligation imposée à ce sujet. D'un autre côté, les bases de fixation de l'*achasius* ne sont pas les mêmes. Le *reipus* est un droit fixe de trois sous et un denier, c'est-à-dire deux sous de plus que le mari n'avait payé pour épouser sa femme vierge. L'*achasius* est réglé proportionnellement au montant de la dot que le premier mari avait donnée à sa femme. L'*achasius* était du dixième du montant de la dot, un sou par dix sous, comme on l'a vu page 712. C'était le second mari qui payait le *reipus*; l'*achasius* était payé par la veuve.

Nos lois modernes, adoptant en cela les principes du droit romain, ont sage-

ment déterminé qu'une veuve ne pouvait contracter un second mariage que dix mois après la dissolution du précédent. On ne peut s'attendre à voir tant de perfection dans les lois barbares; cependant je dois faire remarquer que le chapitre IV du premier capitulaire de 819 prescrivait trente jours d'intervalle.

J'ai dit, page 454, que chez les Francs la veuve avait la tutelle de ses enfants, c'est-à-dire leur éducation; car le *mundium* appartenait sans contredit au plus proche parent paternel. Si l'on admet cette opinion qui, je l'avoue, peut être contestée, il n'est pas douteux qu'en se remariant elle perdait cette tutelle. Le titre LIX de la loi des Bourguignons, sur lequel je me suis fondé, le décide expressément.

Mais le titre VII des *Capita extravagantia*, dont j'ai commencé l'explication, s'occupe, en outre, du sort des libéralités faites par le premier mari à sa femme. Il déclare que cette veuve n'aura pas le droit d'aliéner ou de donner la dot que son premier mari lui avait constituée, et qu'à son décès cette dot appartiendra exclusivement aux enfants du premier mariage : *sic tamen ut dotem quem anterior maritus dedit, filii sui post obitum matris, sine ullam consorcium sibi vindicent ac defendant; de qua dotem mater nec vendere nec donare præsumat.*

Une seule question peut s'élever : le mot *dotem* est-il employé dans un sens restrictif, de manière à comprendre seulement la dot constituée au moment du mariage? Ne faut-il pas aussi l'étendre au *morgengabe*, aux autres donations en propriété que le mari avait faites à sa femme? Je suis porté à adopter cette dernière opinion, car c'est moins la lettre de la loi que son esprit qu'il faut consulter. Or, l'esprit de la loi est de conserver aux enfants du premier mariage tout ce que leur mère tenait de la libéralité de son premier mari.

Elle porte, en effet, ces expressions remarquables : *filii post ejus mortem sibi defendant aut vendicent.* Évidemment, ce mot *filii* s'entend des enfants du premier mariage; c'est ce que prouvent les mots suivants : *sine ullam consortium.* On sait que *consortium,* dans la latinité du moyen âge, signifie *partage.* Mais sans partage avec qui? Ce ne sera pas entre eux, car on en suppose plusieurs, *filii vindicabunt;* les mots *sine ullam consorcium* veulent donc dire, sans partage avec d'autres qu'eux; et ces autres qui, naturellement, si la loi ne s'y opposait, devraient partager avec eux, ce sont les enfants que la veuve peut avoir de son nouveau mariage; on trouve les mêmes principes dans le § 1 du titre XXIV de la *lex Burgundionum.*

Cette théorie, conservée dans un grand nombre de coutumes des provinces septentrionales, où la loi Salique avait eu plus particulièrement son empire, devint une règle générale dans toute la France par l'édit de 1560, ouvrage

du célèbre chancelier l'Hospital. Le judicieux et savant Pothier en fait très-bien comprendre le motif et l'équité, lorsqu'il remarque, *Traité du contrat de mariage*, n° 613, que le premier mari n'était présumé avoir fait un don à sa femme que sous condition que les seuls enfants de leur union en profiteraient. Il n'en est plus ainsi maintenant: d'après l'article 1098 du Code civil, lorsqu'un mari a fait des avantages à sa femme en propriété, ces avantages constituent la fortune de cette dernière. Si elle se remarie, elle ne peut, il est vrai, en donner qu'une faible partie à son second mari; mais le reste, après sa mort, n'est pas attribué, comme le décidaient la loi Salique et l'édit de 1560, aux seuls enfants du premier lit; ceux des mariages subséquents profitent des avantages que leur mère n'avait certainement pas reçus dans cette prévision. Peut-être ne serait-il pas interdit d'en conclure que nos pères ont été plus sages que nous.

Il se peut que la première idée de la disposition dont je viens de parler ait été inspirée par une constitution de 382, contenue dans le Code théodosien; mais, tout en le supposant, il faut reconnaître que les Francs l'ont adoptée en l'accommodant à leurs usages, car ce n'est point dans le droit romain qu'ils ont pu trouver ce qui concerne le *reipus* et l'*achasius*.

Ce n'est point aussi dans le droit romain qu'ils ont pu trouver l'idée de la seconde partie de notre titre, où on s'occupe de la veuve sans enfants qui se remarie; la loi romaine, après avoir porté sa sollicitude sur les enfants du premier mariage, n'avait, lorsqu'il n'en existait pas, rien décidé en faveur des autres héritiers du mari. Le titre VII des *Capita extravagantia* dispose d'une manière très-différente. Il veut que, devant neuf témoins, la veuve déclare aux parents de son mari qu'indépendamment de l'*achasius* qu'elle leur a payé pour avoir la paix, *ut pacem habeam*, elle leur délaisse un lit, un banc couvert, et les meubles que, de la maison de son père, *ex casa patris*, elle avait apportés chez son mari; plus un tiers de sa dot.

Le titre LV de la loi des Alemans permettait à la femme de garder une partie de la dot appelée *dotis legitima*, qu'il fixait à XL sous. Le titre XXIV de la loi des Bourguignons laissait à la veuve remariée la jouissance entière de la dot; mais elle donnait aux héritiers du premier mari le droit d'en reprendre la moitié après la mort de cette femme. Ces variétés se sont retrouvées dans les dispositions de nos coutumes sur les douaires qui ont remplacé les dots données par les maris.

Les précautions des lois relativement à la réduction des dons faits par un mari, au cas où sa femme se remarierait, venaient sans doute de ce qu'une sorte de convenance ne permettait pas de prévoir ce cas lors de la formation du

contrat de mariage. Nous sommes moins difficiles aujourd'hui: la loi ne statue rien, mais dans un grand nombre de contrats de mariage on déclare expressément que les avantages faits par le mari à la femme seront réduits ou cesseront si elle se remarie.

§ II. — DES HOMMES VEUFS QUI SE REMARIENT.

L'homme veuf qui voulait contracter un nouveau mariage n'était point tenu de remplir les formalités du *reipus* et de l'*achasius;* c'est ce qui n'a pas besoin d'être prouvé; mais le titre VIII des *Capita extravagantia* contient des dispositions assez remarquables relativement aux intérêts des enfants ou des héritiers de la femme.

Lorsqu'il existe des enfants du mariage dissous, la circonstance d'un second mariage contracté par le père ne modifie point les droits que le *mundium* lui donnait, ainsi que je l'ai dit, page 456, sur les biens de ses enfants; et, soit pour lever quelques doutes, soit par une redite qui n'est pas rare, même dans nos lois modernes, on déclare que les droits de ce *mundium* ne permettent point au père d'aliéner les biens dévolus à ses enfants par la mort de leur mère. On trouve une disposition analogue dans le § 3 du titre LXXIV de la *lex Burgundionum.*

Mais une autre hypothèse peut se présenter: le cas où il n'y a pas eu d'enfants du premier mariage. La dot assurée à la femme à titre de propriété, et non de simple gain de survie, faisait naturellement partie de sa succession et devait être recueillie par ses héritiers. Mais on a vu que les législations barbares ne furent pas uniformes sur ce point. D'après le traité d'Andelau, de 587, on pourrait croire que les collatéraux de la femme recueillaient la dot entière que son mari lui avait donnée. L'édit de Chilpéric, que j'ai déjà cité page 682, voulait qu'elle fût partagée entre le mari et les héritiers de la femme. Le titre VIII des *Capita extravagantia* décide que le mari veuf peut en garder les deux tiers, pourvu qu'au tiers qu'il doit laisser aux héritiers de sa femme il ajoute divers objets mobiliers que la loi désigne. Toutefois la décision de ce titre n'est que pour le cas où une donation faite entre les époux n'aurait pas réglé les choses autrement; cette donation devait être exécutée suivant les règles que j'ai expliquées page 678.

DISSERTATION QUATORZIÈME.

SUR LA LÉGISLATION DES SUCCESSIONS CHEZ LES FRANCS [1].

Je me propose de présenter, dans cette dissertation, les notions qu'il m'a été possible de réunir d'après la loi Salique, les formules qui s'y rattachent, les édits des rois et les autres documents de la première race, sur le système des successions chez les Francs.

Le titre LXII de la loi Salique, qui sera l'objet de ma discussion, porte, dans la *Lex emendata*, la rubrique *De alode;* les textes des anciennes rédactions portent *De alodis, alodibus*, variantes sans importance.

Par une singulière circonstance, qui mérite d'être remarquée, les six paragraphes du titre LXII ne présentent *alodis* dans aucune des rédactions qui nous sont parvenues. Il est donc convenable de commencer par expliquer le sens de ce mot qui ne se trouve que dans la rubrique, et qui cependant a des rapports nécessaires avec le titre qu'elle sert à désigner.

La racine du mot *alodis* appartient incontestablement à l'ancienne langue des Francs. Je me suis expliqué à ce sujet, d'une manière générale, page 538; mais je dois entrer dans quelques développements sur l'objet spécial dont il s'agit en ce moment. On a vu que deux étymologies du mot *alodis* avaient été proposées. M. Guizot, dont l'opinion est celle de M. Philipps, le fait venir de *a-hloth* ou *a-lod*, qui signifie *la part, le lot;* et rattachant cette explication à ce que B. Rhenanus, Pithou et du Cange avaient dit sur le sens de l'expression *terra salica* qu'on lit dans le § 6 de notre titre LXII, ce savant a cru que le mot *alodis* avait la même signification; qu'en conséquence il désignait le bien provenu par l'effet de la conquête, le *lot* ou le *partage*. Dans cette hypothèse, *alodis* n'aurait qu'une acception restreinte; il ne s'appliquerait qu'à une classe particulière des biens dont pouvait être composée la fortune d'un père de famille. Comme il est incontestable qu'un Franc, après avoir reçu son lot, avait pu acquérir par vente, donation, etc. des biens d'une autre origine, il faudrait, dans l'opinion des savants que je viens de nommer, ne point comprendre ces biens dans la dénomination *alodis* écrite en tête du titre LXII, et admettre que la loi Salique ne s'est pas occupée de la succession à ces sortes de biens.

[1] Cette dissertation et la partie de la précédente qui concerne les droits réciproques des époux, quant aux biens, ont été lues à l'Académie en 1840 et 1841.

La seconde opinion qui fait venir *alodis* de *al-ód*, signifiant *tout ce qui appartient*, me paraît mieux convenir à l'objet dont il s'agit dans le titre LXII. Il y est question de succession : or, une succession est l'universalité des biens délaissés par un défunt, sa fortune, tout ce qui lui appartenait de son vivant. Il peut sans doute exister, dans cette fortune, des biens d'une nature ou d'une origine particulière dont la succession peut être régie par des principes spéciaux, tels sont précisément ceux que le § 6 de notre titre appelle *terra salica*, sur lesquels je m'expliquerai page 704 et suiv. Mais ce n'est point de cette classe privative de biens qu'il est question dans les cinq premiers paragraphes, c'est de toute la fortune; d'où il suit que, la rubrique du titre devant être appliquée à la totalité des dispositions qu'il contient, le mot *alodis* exprime l'ensemble de la fortune du défunt.

C'est ce qui me paraît démontré par le titre XIII des *Capita extravagantia*, auquel il ne paraît pas que les auteurs cités plus haut aient fait assez d'attention, quoiqu'il dût leur être connu par l'édition de la loi Salique, d'après le manuscrit de Wolfenbüttel, qu'Eccard avait publiée dès 1720, et qu'un grand nombre d'éditeurs ont reproduite.

On statue dans ce titre sur une question assez intéressante : on suppose qu'une revendication est exercée par quelqu'un contre un homme qui prétend avoir trouvé l'objet revendiqué *in alode patris sui*. S'il fait cette preuve, dit le titre XIII, ce sera assez pour l'exempter du soupçon de vol; mais cela ne suffira pas pour repousser l'action du revendiquant : comme un héritier n'a pas plus de droits que son auteur, le fils est tenu de prouver encore que son père possédait à juste titre l'objet réclamé, faute de quoi il doit le rendre au revendiquant, mais sans être tenu de la composition du vol. Si, au contraire, il ne prouve pas que l'objet était *in alode patris sui*, on présumera qu'il l'a volé, et il devra payer la composition *secundum legem*.

Il est évident qu'*alodis* répété trois fois dans ce texte signifie l'ensemble de la fortune délaissée par le père, autrement, sa succession. Si ce mot signifiait un bien d'une certaine qualité, et surtout, comme synonyme de *terra salica*, un immeuble, le titre dont je viens de rendre compte n'aurait plus de sens.

C'est, je n'en peux douter, dans la même acception qu'*alodis* est employé par les formules. La XIVe du livre II de Marculfe suppose deux frères qui veulent partager la succession de leurs père et mère : *Quicquid inter propinquos de* ALODE *parentum, non a judiciaria potestate coacti, sed sponte, manente caritate juste debita unicuique portio determinatur... ideo dum inter illum et germanum suum illam de* ALODE *genitorum eorum illius et illius bonæ pacis placuit et convenit....* Vient le

détail des choses mises dans le lot de chacun, et la formule est terminée par : *ut nullus deinceps contra parem suum nisi quod ad præsens accepit de ipsa* ALODE *genitoris eorum amplius requirendi pontificium habere non debeat.* Aujourd'hui nous ne rédigerions pas un acte de partage d'une autre manière; sauf que les mots *hérédité*, *succession*, exprimeraient ce que, dans cette formule, on appelle *alodis*.

La formule XXII de Sirmond constate qu'un père avait des enfants et des petits-enfants, et que ces derniers n'étaient pas admissibles à hériter concurremment avec leurs oncles, soit que cette formule ait été composée avant l'édit de Childebert de 595, qui a établi la représentation en ligne directe, soit qu'elle ait été faite dans un pays où cet édit n'était pas en vigueur, puisqu'en effet Childebert ne régnait pas sur la France entière. L'aïeul, s'adressant à ses petits-enfants, dit : *Dum et per legem cum filiis meis avunculis vestris in* ALODE *meo ad integrum minime succedere poteratis..... volo ut in omni* ALODE *meo post meum decessum quicquid moriens reliquero....... ita et vos cum avunculis vestris succedere.* Une formule semblable se trouve dans Marculfe II, x. Elle contient d'abord littéralement les expressions que je viens de lire; mais, au lieu des seuls mots *quicquid moriens reliquero*, qui toutefois étaient bien assez clairs pour indiquer le sens général de *alode*, on lit : *volo ut in* ALODE *meo..... hoc est tam terris, domibus, accolabus, mancipiis, vineis, silvis, campis, pratis, pascuis, aquis aquarumque decursibus, mobilibus et immobilibus, pecudum utriusque sexus majore vel minore, omnique suppellectile domus in quodcumque dici potest..... de* ALODE *meo...... vos contra avunculos vestros recipere faciatis.*

Certainement le plus habile notaire du XIXe siècle ne ferait pas une nomenclature plus étendue de tout ce qui compose ou est susceptible de composer l'universalité de la fortune d'un homme décédé. Il est même très-probable qu'il serait plus laconique. Comme dans la XXIIe formule de Sirmond, il dirait, *quicquid moriens dereliquero*, et il croirait avoir suffisamment désigné ce qui constituera l'*hereditas* du testateur. Toutefois la formule de Marculfe est précieuse et nous apprend, à n'en pouvoir douter, comment on entendait le mot *alodis*.

Je ne dois pas négliger une autre autorité que fournit la loi des Bavarois. Le chapitre Ier du titre II pose le principe que le crime de trahison, de conspiration contre l'état, entraîne la peine de mort et la confiscation des biens du coupable : *in potestate ducis sit homo ille et vita illius, et res ejus infiscentur fisco.* Le § 3 continue : *ut nullus* ALODEM *aut vitam perdat sine capitali crimine*; et, répétant ce qui a déjà été dit dans le § 1, il ajoute, *et exinde probatus, tunc in ducis sit potestate et vita ipsius, et omnes res ejus et patrimonium.*

Enfin la formule IX du livre II de Marculfe, que j'ai déjà citée page 682, pour

un tout autre objet, constate que des enfants étaient héritiers de leur mère; que, par piété filiale ils ont concédé à leur père l'usufruit de cette succession maternelle; et, à trois reprises différentes, *alodis* est employé pour désigner la succession dont l'usufruit est concédé au père.

Je pourrais augmenter cette nomenclature, et citer les célèbres formules par lesquelles des pères, corrigeant la dureté de la loi, qui excluait les femmes de la *terra salica*, déclarent qu'après leur mort leurs filles prendront part avec leurs fils *in omni* ALODE *quod reliquero post discessum meum*. J'en parlerai plus bas. Il me suffit de faire observer qu'on ne pourrait donner de sens raisonnable à ces formules, si on ne croyait pas que *omni alode* signifie l'ensemble de la fortune qu'avait le défunt, lequel est, à sa mort, devenu sa succession, l'*hereditas* de notre titre LXII.

Jusqu'ici on a vu le mot *alodis* employé pour désigner l'ensemble de la fortune d'un homme, fortune qui, à sa mort, forme la succession, l'*hereditas* délaissée par lui.

Mais ses héritiers peuvent avoir déjà acquis ou acquérir dans la suite des biens à tout autre titre que celui de succession. Il en est résulté qu'on a dû employer des expressions différentes pour désigner ces deux classes de biens qui, tout en composant la fortune d'un homme, n'ont pas la même origine.

On appela ceux qui lui étaient advenus par droit de succession *alodis paterna*, *alodis materna*, ou *paternica*, *maternica;* et les biens qu'il avait acquis à un autre titre furent nommés *adquisita*, *comparata*, *contracta*, *attracta*, qu'on lit dans une multitude de documents. Ainsi, dans les formules XII du livre Ier, IV, V, VI du livre II de Marculfe, des époux se font donation des biens qui leur sont provenus *tam de alode*, ou quelquefois *de hereditate*, *quam de comparato*, *de contractum*, *de qualibet adstractura*. Ainsi, dans la formule XLVII de l'appendice de Marculfe, un père déclare qu'il habilite sa fille naturelle à venir à sa succession, *in omne quod provenit tam de alode parentum quam de contractu*. Dans la formule XI, un père fait à un de ses enfants une donation par préciput sur ce qui lui appartient *tam de alode parentum quam de quolibet adtractu*.

Je crois avoir suffisamment expliqué le sens des mots *alodis*, *alodibus*, qui constituent la rubrique du titre LXII de la loi Salique, et avoir démontré que, désignant l'ensemble de la fortune laissée par un défunt, ils sont, dans cette rubrique, synonymes de ce que d'autres lois et le droit romain ont exprimé par *de hereditatibus*, *de successionibus*[1].

[1] M. Guérard, dans la dissertation dont je parlerai page 705, considère ce point comme incontestable.

Voyons maintenant dans quel ordre ces successions étaient déférées.

Il était naturel de mettre au premier rang des héritiers reconnus par la loi, les enfants. Cependant notre titre n'en parle point expressément; mais on ne peut raisonnablement avoir de doute, puisque le titre dont je m'occupe commence par les mots : *Si quis moriens filios non dimiserit*. Ainsi les enfants forment le premier degré des héritiers, et Tacite l'avait dit au sujet des Germains.

Mais, si toutes les législations des peuples modernes sont unanimes en ce point, elles offrent de grandes variétés sur la manière dont la succession est partagée entre les enfants du décédé. Les unes ont des préférences, au moins au sujet de certaines classes de biens, pour le sexe masculin; les autres, pour la primogéniture; d'autres ne traitent point également les enfants nés de plusieurs mariages. Assez généralement, les enfants nés d'un mariage excluent ceux qui sont nés hors mariage. Essayons de connaître le droit des Francs sur tous ces points.

D'abord, relativement au sexe. Les mots *si quis mortuus* FILIOS *non dimiserit* peuvent-ils donner lieu à induire que les mâles étaient seuls héritiers?

Pour simplifier la question, je commence par reconnaître que le § 6 de notre titre exclut les femmes d'une espèce de biens qu'il appelle *terra salica*. Quelle que soit l'interprétation qu'on donne à ce mot, je reconnais que cette espèce de biens est, pour le moment, en dehors de la question; je m'occupe uniquement des biens laissés par un défunt auxquels ne peut, par leur nature ou leur origine, être appliquée la dénomination *terra salica*.

Cela bien entendu, il s'agit de savoir si, pour ces biens, autres que la *terra salica*, les mâles excluaient les femmes[1].

Les mots *si... filios non dimiserit* ne peuvent par eux-mêmes produire cette conséquence. C'est un point généralement admis dans la langue latine, que les mots *filii*, *filios*, non accompagnés d'expressions propres à les restreindre aux mâles, comprennent les deux sexes. Je ne chercherai pas mes autorités dans le droit romain; l'emploi pourrait paraître suspect. Mais nous trouvons, ce me semble, une preuve décisive dans le § 16 du titre XIV de la loi Salique. Il a pour objet l'interdiction des mariages entre proches parents. Il déclare que, si les personnes qui les ont contractés *filios habuerint, pro legitimis non habeantur*. Certainement *filios* comprend les deux sexes; il y aurait de l'absurdité à prétendre le contraire.

[1] L'Académie des sciences morales et politiques a mis au concours l'histoire du droit de succession des femmes, dans l'ordre civil et dans l'ordre politique; et, le 22 mai 1842, elle a adjugé le prix à M. Ed. Laboulaye. Je regrette vivement que ce savant n'ait pas encore publié son mémoire dans lequel j'aurais été heureux de trouver de quoi compléter ou rectifier mon opinion sur l'objet spécial dont je m'occupe ici.

Mais ce n'est là qu'une partie de la difficulté. On peut demander si, lorsqu'un homme laissait des fils et des filles, les premiers héritaient à l'exclusion de celles-ci, qui n'auraient été appelées qu'à défaut de mâles.

Les coutumes des tribus germaniques ne sont pas uniformes. Le § 1 du titre XIV de la *lex Burgundionum* consacrait, sans le moindre doute, le privilége de la masculinité dans la succession du père et de la mère; on y lit expressément que les filles n'héritent qu'à défaut de fils. Le § 5 y apporte une modification remarquable, mais qui confirme la règle : si une fille s'était faite religieuse, *sanctimonialis*, elle héritait avec ses frères, quoique pour une moindre part; et seulement ce qu'elle obtenait n'était qu'en usufruit, sauf les meubles provenant de sa mère, dont la propriété lui était assurée.

Ce système de la *lex Burgundionum* peut être expliqué par la considération que les filles mariées étaient passées dans une autre famille; qu'elles avaient des moyens d'existence, en cas de viduité, dans la dot, le *morgengabe*, et la part des *conquisita* accordés par le mari ou assurés comme avantages légaux par la coutume. Les *sanctimoniales* n'ayant pas les mêmes moyens d'existence, il était juste de venir à leur secours. Mais cette exception confirme la règle qui, chez les Bourguignons, excluait le sexe féminin par le sexe masculin, règle supposée dans le titre LXXVII, § 3. Nonobstant la généralité des termes du titre XIV de la loi des Bourguignons, qui mettait sur la même ligne la succession du père et celle de la mère, le § 3 du titre LIII y apporta une modification. Il assure aux filles la succession mobilière de leur mère, *absque fratrum consortio;* les §§ 5 et 6 vont même jusqu'à dire que, si une de ces filles meurt sans enfants, la part qu'elle a recueillie dans cette succession maternelle passe à ses autres sœurs, encore à l'exclusion des frères.

La préférence des mâles sur les filles dans la succession paternelle résulte aussi très-évidemment des titres LVII et LXXXVIII de la *lex Alamanorum*[1], et des chapitres IX et X du titre XIV de la *lex Bajuvariorum;* mais ni l'une ni l'autre de ces lois ne s'explique sur l'attribution exclusive aux filles de la succession mobilière de leur mère.

Un système plus développé est constaté par la *lex Anglorum sive Thuringorum*, titre VI. On y fait la même distinction que la *lex Burgundionum*, entre les successions des pères et les successions des mères. Dans la succession paternelle, les fils ont les immeubles; les filles ont le mobilier et même les esclaves

[1] On ne pourrait objecter le titre XCII, où il est question d'une femme mariée *quæ hereditatem paternam habet*. On peut supposer qu'elle avait hérité à défaut de frères.

domestiques, *mancipia* (cap. I). Dans la succession maternelle, les fils ont les immeubles, le mobilier, les esclaves, *mancipia;* les filles sont réduites aux seuls habits, bijoux et ornements de leur mère, ce que les Romains auraient appelé *mundus muliebris* (cap. VI). Lors même qu'il n'y a que des filles, la rigueur de l'exclusion subsiste pour les immeubles. Les collatéraux mâles les recueillent; c'est seulement au cinquième degré que commence l'habileté des femmes: la terre passe *a lancea ad fusum* (cap. VIII).

Le chapitre 1er du titre VII de la loi des Saxons contient les mêmes règles.

En voyant cette sorte d'unanimité dans les coutumes de tribus d'origine germanique, on semble naturellement conduit à croire que, chez les Germains, dans l'origine, les femmes ne furent point admises à hériter, et cela sans doute, ainsi que je l'ai déjà indiqué page 696, parce que celles qui étaient mariées, devenues étrangères à leur famille d'origine, devaient se contenter des biens que le père leur avait donnés en les mariant, suivant l'usage attesté par le titre XIV des *Capita extravagantia*, et des avantages matrimoniaux accordés par les maris ou par la loi; que celles qui ne se mariaient pas restaient dans leur famille, sous le *mundium* de leurs frères, seuls héritiers du père et de la mère, à la charge de nourrir leurs sœurs, et même de leur faire quelque donation en les mariant, comme le père et la mère y étaient naturellement tenus.

Mais, outre les difficultés de ce système, qui se manifestèrent avec les temps, il dut avoir le sort qu'ont eu chez toutes les nations les lois rendues pour restreindre le droit naturel au préjudice des femmes. Ces sortes de lois succombent tôt ou tard sous l'influence d'un sexe à qui la triple qualité de filles, d'épouses, de mères, fournit tant de moyens de corriger par les mœurs ce qui dans la législation est contraire à ses intérêts.

Quand on supposerait que les Francs saliques ont eu, dans l'origine, des usages semblables à ceux des Thuringiens, ces usages ont évidemment été modifiés, soit par les causes que je viens d'indiquer, soit par d'autres que j'essayerai d'expliquer plus bas. D'abord, on ne voit point dans la loi Salique, ni dans les formules ou les autres documents qui s'y rapportent, que chez les Francs saliques, et même chez les Ripuaires, il y eût des règles différentes sur les successions laissées par les hommes et les successions laissées par les femmes, comme on en trouve dans les lois des Bourguignons, des Alemans, des Bavarois, des Thuringiens et des Saxons. Notre § 1er du titre LXII de la loi Salique porte *si quis moriens;* le § 1er du titre LVI de la loi des Ripuaires, *si quis defunctus fuerit;* et l'expression *si quis*, lorsqu'on ne trouve dans le texte rien qui la restreigne, s'entend des deux sexes.

En second lieu le § 6 du titre LXII de la loi Salique, et le § 5 du titre LVI de la loi des Ripuaires n'accordent de préférence aux mâles sur les femmes que pour la *terra salica* dans l'une, *hereditas aviatica* dans l'autre. Cette exclusion y est indiquée par *vero*, *sed*, c'est-à-dire par des termes restrictifs : or toute restriction suppose une règle qu'on modifie. En excluant les femmes de la succession à la *terra salica*, la loi reconnaît donc leur droit à hériter des autres biens laissés par leurs pères et mères.

La loi Salique ne constate aucun privilége de primogéniture, et je ne doute pas que le chapitre IX du titre XIV de la *lex Bajuvariorum*, qui atteste l'égalité des droits en ce cas, ne fût le droit commun des tribus germaniques. On n'y trouve même pas, à proprement parler, de préférence accordée aux enfants d'un premier mariage sur ceux d'un second; cette conséquence ne pourrait être tirée de ce que j'ai dit page 688, au sujet des veuves qui se remarient.

La différence que presque partout les législations ont faite entre les enfants nés en mariage et les enfants nés hors mariage, toujours connue en France jusqu'en 1793, qu'elle fut abolie temporairement, était probablement admise par la législation des Francs, ce qui explique avec quelle facilité, dans une révision de la loi Salique faite lorsque le christianisme était la religion dominante, on adopta, par le § 16 du titre XIV déjà cité, la règle du droit canonique et du droit romain suivant laquelle les enfants nés d'un mariage prohibé n'ont pas les droits d'enfants légitimes.

Il n'existe point de documents propres à nous faire connaître si le père pouvait, par un acte de sa volonté, rendre ses enfants naturels habiles à hériter. On trouve bien dans l'appendice de Marculfe deux formules, LIV et LV, qui ont cet objet; mais, comme elles sont rédigées *secundum legem Romanam*, peut-être elles n'appartiennent pas à des Francs. La formule XLVII du même appendice pourrait fournir plus de lumières, parce que très-évidemment elle constate un acte fait par un homme de la loi Salique.

Cet homme avait eu avec son esclave un commerce qui avait donné naissance à une fille. D'après la loi et les principes sur l'esclavage, cet enfant, suivant la condition de sa mère, était esclave, ce qui la rendait inhabile à hériter, ainsi qu'on le voit dans le § 2 du chapitre IX du titre XIV de la *lex Bajuvariorum*, qui se borne à recommander un tel enfant à la compassion des enfants légitimes. Le père ayant affranchi sa fille illégitime par le denier, le plus solennel des modes d'affranchissement, on pouvait demander si cette acquisition de liberté ne rétroagissait pas pour la rendre habile à succéder avec les enfants légitimes du père commun. La formule prouve la négative, en nous apprenant qu'il fallait

un acte spécial de la volonté du père pour conférer le droit d'hérédité à cette fille illégitime.

Les notions que je viens de donner sur la succession en ligne directe descendante conduisent encore à deux autres questions qui ne sont pas moins importantes. Voici la première.

Lorsqu'un enfant était mort avant son père et avait lui-même laissé des enfants, ceux-ci pouvaient-ils le représenter dans la succession de leur aïeul? Il paraît certain que, dans l'origine, ce droit de représentation ne fut pas admis, et qu'on s'en tint à la rigueur du texte, qui parlait seulement des enfants; à tel point même qu'il fallait chez les Bourguignons, titre LXXV, une disposition particulière modifiant la rigueur du droit, pour faire concourir les fils d'un fils prédécédé, non pas avec les autres fils du défunt, mais seulement avec ses filles, héritières à défaut de mâles dans leur degré. Cette exclusion des petits-enfants a subsisté assez longtemps dans quelques parties de l'Europe et même de la France [1].

Mais, par un édit de 595, que D. Bouquet place à 533, en l'attribuant à Childebert I[er], les petits-enfants furent admis à la représentation, du chef de leurs pères et mères. Les expressions en sont remarquables : *ut nepotes ex filio vel ex filia ad aviaticas res cum avunculis vel amitis sic venirent in hereditatem tamquam si pater aut mater vivi fuissent.*

On peut croire cependant que l'édit de Childebert, qui ne régnait pas sur toutes les parties de l'empire franc ne fut pas exécuté partout, lorsqu'on lit les formules X du livre II de Marculfe, et XXII de Sirmond, déjà citées, et LV de Lindenbrog, par lesquelles un aïeul rappelait ses petits-fils dans son testament; à moins qu'on ne suppose que ces formules ont été rédigées avant 595, ce qui est peu probable.

Une nouvelle question peut encore être faite. Lorsque des petits-enfants nés de différents pères venaient tous ensemble à la succession de leur aïeul, dont tous les fils étaient décédés, comment la succession était-elle partagée?

[1] Avant les lois nouvelles sur les successions, la représentation en ligne directe, c'est-à-dire au profit des petits-enfants d'un défunt, était rejetée par les plus anciennes coutumes d'Amiens, art 16, et par les coutumes de Ponthieu, art. 8, Boulonais, art. 78, Artois, art. 60 et 93, gouvernance de Douai, chap. II, art. 15, Saint-Amand, art. 133, Mortagne en Tournaisis, titre des Successions, art. 2. A la vérité, dès 1566, un édit de Henri II avait etabli la représentation dans tout le royaume; mais l'Artois n'y était pas soumis, et c'est seulement par des lettres patentes de 1773, confirmées par un édit de Louis XVI, de 1775, que la coutume de ce pays fut réformée.

Était-ce par têtes? était-ce par souches? Longtemps ce point a été controversé dans nos coutumes, et leurs dispositions étaient très-variées.

Si le partage se faisait par souches, le fils unique de l'un des fils d'un aïeul qui avait deux enfants prenait autant que les quatre enfants ensemble de l'autre fils; si le partage était par têtes, ces derniers avaient les quatre cinquièmes de la succession, et le premier un cinquième seulement. Un seul texte de la loi Salique, celui qu'Herold a publié, a prévu la question, tit. LXII, § 6, et décidé que la succession de l'aïeul sera partagée *per capita et non per stirpes.*

Le § 2 du titre LXII, après avoir supposé qu'un homme est mort sans enfants, porte : *Si pater aut mater superfuerint ipsi in hereditatem succedant*[1]. Tacite avait dit que, dans ce cas, la succession passait aux collatéraux. En effet, on peut l'induire du titre LIII de la *lex Burgundionum*, où il est décidé expressément que la sœur du défunt exclut la mère, laquelle, dans le cas où son fils n'a laissé ni frères ni sœurs, prend la moitié de la succession, l'autre moitié passant aux collatéraux. C'est encore ce qui paraît résulter du titre LXXVIII du même code. On y décide que si un père avait partagé une partie de ses biens entre ses enfants; lorsqu'un d'eux mourait sans enfants, ce père n'héritait pas, par droit de retour, de ce qu'il avait donné au défunt.

Mais le texte de la loi Salique n'est point équivoque, et constate un autre système. Il n'appelle les frères et sœurs qu'à défaut de pères et mères; ce qui est conforme au témoignage de Grégoire de Tours, liv. IX, chap. XXXIII. Cet usage s'était conservé dans la plupart de nos coutumes, relativement aux meubles et à une classe de biens qu'on appelait acquêts; et même il subsiste encore en partie. Néanmoins si les père et mère étant morts, il avait existé des aïeux, ceux-ci n'héritaient point par représentation. Les mots *pater* et *mater* ne s'entendent que des ascendants au premier degré.

En ce qui concerne cette succession déférée aux ascendants, il n'est pas sans importance de s'arrêter un instant à l'examen des anciens textes qui, la plupart, diffèrent considérablement de celui de la *Lex emendata.*

Ces textes sont au nombre de six. Celui qui forme le quatrième de ma collection porte, comme la *Lex emendata*, les mots *pater aut mater;* les cinq autres ont *mater* seulement, de manière que si on les prend à la lettre, la mère aurait

[1] Le titre XCII de la *lex Alamanorum* donne à cette occasion une règle sur la viabilité, qui mérite d'être remarquée, d'abord par ce qu'elle dut être générale pour tous les cas analogues; en second lieu parce qu'elle était probablement suivie chez les Francs. D'après ce titre, le nouveau-né est réputé viable pour hériter et transmettre, si des témoins attestent qu'ils l'ont vu *oculos aperire et potuisset culmen domus videre et quatuor parietes.*

exclu le père. Si cette leçon n'existait que dans un manuscrit ou dans plusieurs manuscrits de la même famille, on pourrait supposer une faute causée par l'erreur du premier copiste; mais les cinq textes forment cinq familles très-distinctes.

Faut-il en conclure qu'à une époque quelconque antérieure à la seconde race, la mère d'un homme décédé sans enfants était son unique héritière, à l'exclusion du père vivant? Je ne saurais croire à un tel état de choses. Il serait trop opposé aux mœurs germaniques; le contraire, c'est-à-dire l'exclusion de la mère par le père, serait moins invraisemblable. Il faut donc, ce me semble, chercher un autre sens pour l'interprétation des textes : voici ce que je suppose.

Je crois, ainsi que je l'ai dit, pages 696 et suiv. que dans l'origine il y avait, relativement aux successions, un privilége de masculinité; qu'ensuite la rigueur d'une exclusion absolue et appliquée à toutes les parties quelconques d'une succession fut chez les Francs Saliques et Ripuaires réduite à la *terra salica*, *hereditas aviatica*, car on a vu que l'ancien système resta dominant chez les Thuringiens, les Alemans, les Bavarois et les Bourguignons.

Lorsqu'on rédigea la loi Salique, soit que la modification fût plus ou moins ancienne, on crut devoir constater le changement. On proclama l'habileté des femmes sous la seule restriction relative à la *terra salica;* et comme le droit des hommes était déjà constant, on ne songea pas même à le rappeler. On nomma dans le § 2 la mère, pour lui donner capacité, mais non pour lui assurer un droit exclusif. Toutefois, dans la suite, on put s'apercevoir que cette forme de rédaction avait ses inconvénients; qu'il serait possible d'en abuser pour élever en faveur des mères, des prétentions exorbitantes; dans les dernières rédactions on écrivit *pater aut mater*.

Mais ce n'est encore qu'une partie de la difficulté. Tous les textes, en suppléant dans les anciens le mot *pater*, s'accordent à dire : *pater aut mater*. Quel est maintenant le sens du mot *aut?* Évidemment il n'a pas une acception alternative : ce serait chose absurde; ce n'est point le cas d'un choix entre deux personnes déclarées habiles. Le mot *aut* ne peut avoir que le sens : 1° *le père et la mère* conjointement lorsqu'ils vivent tous deux, et un seul lorsque l'autre est décédé; 2° le père d'abord, et à son défaut la mère.

Les anciens usages donnent de grandes présomptions en faveur de l'opinion qui, dans les successions déférées aux ascendants, rejetterait le concours, et n'admettrait la mère qu'à défaut du père.

Néanmoins, en considérant l'ensemble du système que présente le titre LXII de la loi Salique, et surtout le § 6, il me semble que la préférence des mâles sur les femmes a été réduite à la *terra salica*, et qu'à l'égard des autres biens

on admit les femmes à en hériter, sans préférence sur les mâles, sans doute, mais aussi sans être exclues par eux.

Jusqu'à de nouvelles preuves auxquelles je suis d'avance résolu à me soumettre, je pense que le mot *aut* dont la loi Salique se sert a la signification de *et*, ce qui n'est pas rare dans les écrits des jurisconsultes romains et dans la langue dont on a fait usage pour rédiger la loi Salique. Le § 1er du titre LVI de la loi des Ripuaires, qui a tant de caractères de ressemblance avec la loi Salique, fournit un argument d'une grande force; il porte : *Si quis absque liberis defunctus fuerit, si pater materque superstites fuerint, in hæreditatem succedant.* Ici il n'y a pas matière à équivoque : *pater materque..... succedant*, établit la conjonction, le droit concurrent.

Lorsque le décès du père et de la mère, avant leurs enfants, ne permet pas qu'il y ait lieu à la succession ascendante, tous les textes de la loi Salique sont d'accord pour admettre la succession collatérale. Mais encore ici se retrouve la difficulté déjà signalée sur le sens du mot *aut*. Dans toutes les rédactions, nous lisons que si le père et la mère étant morts, le défunt *fratrem aut sororem dimiserit, ipsi in hereditatem succedant.* Le texte de Wolfenbüttel seul porte simplement *frater;* mais comme il est terminé par le pluriel *succedant*, on peut supposer l'omission des mots *aut soror*, qui sont dans tous les autres. On sait d'ailleurs que ce texte est en général peu exact, et j'ai pu m'en assurer par la communication du manuscrit.

Les raisons que j'ai données plus haut me portent à croire que les frères et les sœurs héritaient concurremment, à l'exception toujours de la *terra salica.* Je trouve encore un appui pour mon opinion dans le § 2 du titre LVI de la loi des Ripuaires, où on lit : *frater et soror succedant.*

On peut demander maintenant si, dans le cas de prédécès d'un frère ou d'une sœur du défunt, leurs enfants les représentaient. La négative est incontestable. Le chapitre II de l'édit de Childebert cité plus haut, en établissant la représentation au profit des petits-enfants, avait employé le mot *nepotes*, équivoque dans la basse latinité, et on a eu le soin d'ajouter : *de illis tamen nepotibus istud placuit observari qui de filio vel filia nascuntur, non qui de fratre vel sorore.*

S'il n'y avait pas de frères et sœurs, le § 3 du titre LXII appelle les tantes. Faut-il l'entendre dans son *sensus obvius?* Montesquieu, (*Esprit des lois*, liv. XVIII, chap. XXII), l'a pensé, et il a essayé d'expliquer la préférence donnée aux tantes sur les oncles, par suite de ce que dit Tacite, chap. XX, de la grande affection des Germains pour leurs sœurs : *Sororum filiis idem apud avunculum, qui apud patrem*

honor : quidam sanctiorem arctioremque hunc nexum sanguinis arbitrantur, et in accipiendis obsidibus magis exigunt; tamquam ii et animum firmius et domum latius teneant.

J'avoue très-franchement que cette explication ne me paraît pas satisfaisante. Il ne s'agit pas, dans la disposition que Montesquieu veut expliquer par le passage cité de Tacite, d'une préférence donnée aux neveux sur les oncles et tantes; car je conviens que, s'il en était ainsi, on se trouverait d'accord avec le texte de Tacite. Je pense que notre texte n'attribue point aux tantes le droit d'exclure les oncles du même degré dans la succession à laquelle l'ordre de parenté les appelle; qu'on doit l'expliquer par les considérations qui m'ont servi à expliquer le paragraphe des anciens textes, où la mère nommée seule semblerait exclure le père : que, sans le moindre doute, les oncles héritaient de leurs neveux à défaut d'enfants, de père et mère, de frères et sœurs; mais que probablement, dans l'origine, s'il existait à la fois des oncles et des tantes, les premiers étaient préférés; qu'on a changé ce droit, et que, pour exprimer le changement, on s'est borné à déclarer la capacité des tantes, celle des oncles ne faisant pas question et étant déjà incontestable. Le § 3 du titre LVI de la loi des Ripuaires fait concourir l'oncle et la tante, ce qui fortifie mon opinion. Seulement, il admet ensemble les oncles et les tantes paternels avec les oncles et tantes maternels, tandis que la loi Salique en fait deux ordres, dont l'un ne vient qu'à défaut de l'autre.

Ceci me conduit à examiner une variante assez singulière entre les anciens textes et celui de la *Lex emendata*. Cette rédaction met les *sorores patris* en ordre de préférence aux *sorores matris*. Tous les autres textes, au contraire, appellent d'abord *sorores matris, et si hæ non exstiterint, sorores patris*. Il est impossible de croire que ces textes contiennent une faute. Ils constituent six familles distinctes. Si on pouvait supposer une faute, ce serait plutôt dans la *Lex emendata*, dont toutes les copies sont des reproductions textuelles l'une de l'autre; et même, car aucun fait ne doit être négligé, le manuscrit 4632, quoique donnant un texte de la *Lex emendata*, porte l'ancienne leçon qui place les tantes maternelles avant les tantes paternelles. Il est encore bon de dire que, dans un autre endroit, le titre du *reipus*, la *Lex emendata* a laissé subsister l'ancien usage de donner la préférence aux enfants des sœurs sur les enfants des frères.

Mais je n'ai garde d'en conclure que le texte de la *Lex emendata* doive être rectifié. Je crois plutôt qu'il constate un changement de législation.

Ce serait peut-être relativement à cet ancien usage d'appeler les oncles et tantes maternels avant les oncles et tantes paternels, qu'on pourrait recourir à l'explication qu'a donnée Montesquieu. Au surplus, je constate des faits,

sans avoir la prétention d'être toujours en état de résoudre toutes les difficultés. Je dois seulement manifester ma surprise que les anciens éditeurs, qui ont connu plusieurs des rédactions antérieures à la réformation de Charlemagne, et les textes de cette réformation, n'aient pas fait attention à la variante dont je viens de parler.

Le titre LXII prévoit enfin que le défunt n'a laissé ni enfants, ni père et mère, ni frères et sœurs, ni oncles et tantes; et la succession est attribuée aux collatéraux les plus prochains.

Mais ici encore se trouve une grande différence entre les textes. Les plus proches parents, *ex patre*, *ex paterno genere*, *ex paterna generatione*, sont appelés dans les manuscrits 252 (f. N. D.), *olim*, F. 9, dans Herold et dans la *Lex emendata*. Au contraire, les manuscrits de Wolfenbüttel et de Munich, et trois autres familles formant mes textes I, II et IV, appellent les plus proches des deux branches, *de illis generationibus proximiores*.

Voilà deux états de choses : l'un ancien, car les textes qui admettent la concurrence sont très-certainement les plus voisins de la rédaction primitive; l'autre plus moderne. Il paraît donc assez naturel d'en conclure que les coutumes ont varié.

On ne voit pas, dans le titre LXII dont je m'occupe, quels étaient les droits du fisc lorsqu'un homme mourait sans héritiers; mais le titre LXIII déclare expressément que la succession d'un homme qui a abdiqué sa parenté est dévolue au fisc. Le titre XLVI, § 2, limite au sixième degré le terme de capacité pour percevoir le *reipus* : on pourrait en conclure qu'à défaut de parents à ce degré, le défunt était réputé mort sans héritiers, et que sa succession appartenait au fisc. Chez les Ripuaires, il n'y avait plus d'héritiers après le 5e degré. J'ai parlé, p. 531, des règles particulières relatives aux successions des affranchis.

Il me reste à expliquer le § 6 du titre LXII, et ce n'est pas le moins difficile. En voici le texte d'après la *Lex emendata;* je m'occuperai plus bas de variantes fournies par les autres rédactions : *De terra vero salica nulla portio hereditatis mulieri veniat, sed ad virilem sexum tota terræ hereditas perveniat.*

Que faut-il entendre par ces mots *terra salica*? Les opinions sont très-divisées. Certainement cette expression ne désigne pas la totalité de la fortune du défunt; elle n'en désigne qu'une partie, pour la transmission de laquelle notre § 6 donne des règles spéciales; elle n'est donc point, comme on l'a dit quelquefois, synonyme d'*alodis;* je crois l'avoir démontré pages 691 et suiv.

Eccard, dans son commentaire du texte publié par Herold, page 107, cite une glose florentine qui interprète *terra salica* par *selilant*. Il dit que l'habitation

principale des Francs s'appelait *sala*, que des terres de divers genres de culture et d'autres dépendances y étaient contiguës et annexées, et que c'est ce que la loi appelle *terra salica*[1]. Voici ses expressions : *Seliland nihil esse quam terram quæ ad salam sive domum curtis pertinet.* Il ajoute, dans la note suivante, que les femmes, passant par leur mariage dans une autre famille, ne devaient rien prétendre dans l'habitation paternelle; que, d'ailleurs, les hommes étant tenus du service militaire, il était juste de leur assurer de quoi y pourvoir. Heineccius (*Elementa juris Germanici*, lib. II, § XIV) a combattu chacune de ces raisons; M. Guizot, page 191, est du même avis. On trouve dans du Cange la citation des auteurs qui ont adopté le sentiment d'Eccard, auxquels il faut ajouter Montesquieu (*Esprit des lois*, liv. XVIII, chap. XXII), et Moreau (*Principes de législation, etc.* t. II, p. 130). Je ne saurais y accéder. D'abord, il est évident que la glose florentine ne prouve rien; elle traduit en langue germanique les mots *terra salica*, sans expliquer quels biens ils désignent; quant à l'étymologie tirée de *sala*, je reconnais que, dans plusieurs documents appartenant en général aux contrées dites *allemandes*, le mot *sala* désigne une habitation. Entre autres, deux chartes de 710 et 721[2] ne permettent aucun doute. On lit ce mot avec le même sens dans le titre LXXXI de la loi des Alemans. J'ai même trouvé, dans le manuscrit 4404 de la loi Salique, tit. XVI, § 2, le mot *salina* employé dans la nomenclature des édifices auxquels des malfaiteurs peuvent mettre le feu.

Mais j'ai de la peine à croire que la contiguïté d'un terrain plus ou moins considérable, avec la *sala*, ou habitation principale, ait pu fournir au législateur une base pour exclure ou ne pas exclure les femmes d'une partie de la succession à laquelle le degré de parenté les appelait. Il n'y aurait rien, ce me semble, de rationnel dans ce système. Les femmes auraient été exclues de quelques portions de terres, parce que ces terres étaient jointes à une habitation; elles auraient été héritières pour de vastes prairies, de riches forêts qui n'auraient pas été annexées à la *sala* ou maison principale. Il y a plus : on lit

[1] Mon savant confrère, M. Guérard, a adopté ce sentiment, dans un mémoire qu'il a communiqué à l'Académie le 3 décembre 1841, le jour même où je terminais la lecture de la dissertation que je publie ici. Ce mémoire se trouve dans la bibliothèque de l'école des chartes, t. III, pages 113 et suiv. Quoique, après avoir médité cet excellent travail, je n'aie pas cru pouvoir changer d'opinion, j'accomplis un devoir de justice en reconnaissant que M. Guérard a seul fourni les arguments et les autorités par lesquels le système d'Eccard peut être le mieux défendu. — [2] *Diplomata*, 1re édit. p. 387 et 435; 2e édit. t. II, p. 284 et 333.

dans plusieurs documents, *domus salica*. Quel serait le sens de cette expression si *salica* signifiait ce qui touche à la maison?

J'ajouterai une nouvelle considération. Si l'épithète *salica* venait de *sala* et désignait les annexes de l'habitation, nous devrions trouver le même mot dans la loi des Ripuaires, où les femmes sont aussi exclues par les mâles d'une certaine partie de l'hérédité. Les Francs Saliques et les Francs Ripuaires parlaient un idiome semblable, et même les documents qui appellent une habitation *sala* appartiennent à des contrées occupées par les Ripuaires. On verra cependant que, dans un paragraphe identique pour le sens et l'objet avec celui de la loi Salique, celle des Ripuaires, au lieu des mots *terra salica*, a adopté l'expression *hereditas aviatica*.

Une seconde opinion est celle de B. Rhenanus, dans sa lettre *ad Petrum Heldingum*. Il croit que la dénomination *terra salica* fut donnée aux biens qui, par l'effet de la conquête, avaient été attribués aux compagnons de Clovis. Fr. Pithou, dans sa note 4 du titre LXII de la loi Salique, et après lui du Cange, dans sa XVIIe dissertation sur Joinville, ont reproduit cette opinion. Dubos (liv. VI, chap. XIII) en a tiré la conséquence que ce nom fut donné aux biens concédés par les rois francs en bénéfice à leurs fidèles; c'est aussi l'opinion de Garnier, p. 111; mais c'est à tort : car dans le titre LXII de la loi il s'agit des successions; et les bénéfices ne furent certainement pas héréditaires sous la première race, en supposant, ce qui est loin d'être démontré, qu'on connût les bénéfices aux premiers moments où la loi Salique a été rédigée.

M. Guizot, p. 88 et suiv. adoptant la définition donnée par Rhenanus, Pithou et du Cange, en a tiré la conséquence que les biens provenus du partage fait par les vainqueurs reçurent le nom d'*alodes*, et qu'encore bien que cette dénomination ait, avec le temps, été étendue, par la suite, à des biens acquis à tout autre titre que le partage primitif, elle resta plus spécialement attribuée aux biens provenus de ce partage qui étaient la *terra salica*, à la succession desquels étaient appelés les mâles, à l'exclusion des femmes.

Cette opinion a quelque chose de spécieux. Il n'est pas contre la vraisemblance qu'une tribu guerrière, en s'établissant dans le pays conquis par ses armes, et en se partageant une partie des biens des vaincus, ait voulu que ces lots formassent ce que nous appellerions des majorats, attribués exclusivement à des héritiers mâles.

Mais ce n'est pas avec des hypothèses ingénieuses, d'une physionomie peut-être un peu moderne, qu'on peut expliquer la loi Salique. Cette manière d'interpréter les mots *terra salica* supposerait une sorte de substitution mascu-

line, par l'effet de laquelle la *terra salica* aurait dû rester inaliénable pour que le but de l'institution fût atteint. L'institution ayant un caractère politique, il n'aurait pu être permis à un père de rendre, par un acte de sa volonté, sa fille capable d'hériter de cette *terra salica*, ainsi que le constatent les formules; car, quelque fondées que fussent les considérations de tendresse et de justice qui dirigeaient ce père, il ne pouvait rendre sa fille habile au service militaire; et le but politique de la loi, s'il eût été tel que le suppose M. Guizot, aurait été manqué.

On peut présenter un autre système qui se rattacherait assez au précédent, et même dont la base serait fondée sur les anciens usages germaniques. On pourrait dire que par *terra salica* la loi entend tous les immeubles, et qu'elle exclut les femmes du droit d'en hériter. Ce système, que M. Ed. Laboullaye paraît avoir adopté dans son mémoire sur la propriété foncière, couronné par l'Académie des inscriptions en 1838, page 417, se rapprocherait beaucoup du titre VI de la loi des Thuringiens, que j'ai déjà cité, surtout des lois des Alemans, Bavarois et Bourguignons. Je dois même faire observer que les manuscrits 4404 et 65 (supp. lat.) et celui de Munich, portent seulement les mots *de terra;* et le manuscrit de Wolfenbüttel, *de terra illa*, sans ajouter l'épithète *salica*. On pourrait en conclure que l'intention de ces rédactions a été d'exclure les femmes du droit de concourir avec les mâles dans les successions des immeubles, désignés génériquement par *terra*. C'était, à ce qu'il paraît, l'opinion de du Tillet et de Jérôme Bignon. Sur le manuscrit 65 (suppl. lat.), au-dessus des premiers mots du titre *De alode*, du Tillet a mis en note, *Distinguit hereditatem immobilem a mobili;* en marge, Jérôme Bignon a écrit : *Ut immobilia ad masculos agnatos pertinent.* Cependant, comme aucune observation ne doit être négligée, je ferai remarquer que Bignon n'a ni reproduit ni développé cette opinion dans son commentaire de la loi Salique.

Je reconnais que, dans cette hypothèse, l'épithète *salica*, ajoutée à *terra* dans la plupart des textes, n'aurait rien qui pût servir à infirmer le sentiment de ceux qui croiraient que notre § 6 exclut les femmes de toute succession aux immeubles; car le mot *terra*, dans une coutume propre à la tribu salique, ne devait s'entendre que des terres situées dans l'étendue de la tribu, et ces terres devaient naturellement être appelées *terræ salicæ*.

Toutefois, en donnant ce sens au § 6 du titre LXII de la loi Salique, il n'en faudrait pas conclure que cette loi eût porté aussi loin que celle des Thuringiens l'exclusion prononcée contre les femmes. Chez les Thuringiens, les successions ne passaient *a lancea ad fusum*, c'est-à-dire ne pouvaient être recueillies

par des femmes, que *post quintam generationem*, lorsqu'il n'y avait pas de mâles successibles au cinquième degré. Les Francs Saliques, au moins après qu'ils eurent conquis la Gaule, ne suivaient point cet usage. Un document de 572 [1] constate qu'une femme nommée Berthe vend une *villa* à l'église du Mans; la vente énonce que ce bien a appartenu à son fils, et qu'elle en a hérité en vertu de la loi; *quam filius suus Ermenfridus quondam, moriens dereliquit, et ad ipsam legibus obvenit*. On en voit encore une preuve dans la formule XL de l'appendice de Marculfe. Une veuve donne à un couvent ses biens-fonds, dont une partie lui provient de la succession de son fils, qu'elle désigne par le mot des lois romaines *luctuosa hereditas;* mais, nonobstant cette expression, la formule concerne évidemment le droit salique, puisqu'il y est parlé des biens provenus à cette femme de sa *tertia* dans les acquêts avec son mari, ce qui était propre aux tribus germaniques et inconnu chez les Romains. Or, une mère n'aurait certainement point hérité des immeubles laissés par son fils, en vertu de la loi des Thuringiens; ils auraient passé aux héritiers mâles, *usque ad quintam generationem*.

On ne pourrait non plus, dans ce système, expliquer facilement la multitude de documents dans lesquels des femmes sont établies propriétaires d'immeubles *ex hereditate paternâ, maternâ*, ni surtout un passage de la vie de saint Salvi (D. Bouquet, t. III, p. 647), où l'on voit deux femmes réclamer au placité royal les biens qu'elles tenaient de la succession de leur père, et dont leur frère, duc et homme puissant à la cour, s'était injustement emparé.

Je crois donc que, même en donnant au mot *terra salica* la prodigieuse extension de désigner tous les immeubles, le § 6 du titre LXII aurait eu simplement le sens des lois des Alemans, des Bavarois, des Bourguignons; c'est-à-dire l'incapacité des femmes de concourir avec les mâles du même degré pour hériter des immeubles, et leur droit exclusif contre des parents d'un degré plus éloigné, lorsqu'elles se trouvaient seules dans le leur.

Des trois opinions que je viens d'exposer, et dont chacune est appuyée sur de graves autorités, la dernière me paraît attester le plus exactement l'ancien droit germanique. Mais je crois qu'à une époque difficile à fixer, ce droit fut modifié. On prit pour base de cette modification la distinction qui s'était introduite chez les Francs, entre les immeubles dont ils héritaient de leurs ancêtres, *paternica, aviatica*, et les immeubles qu'ils acquéraient à tout autre titre, *adquisita, comparata;* le privilége de masculinité fut réduit aux premiers.

Cette modification existait-elle déjà lorsque Clovis fit procéder à la rédaction

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 69; 2e édit. t. Ier, p. 135.

de la loi Salique? Il est difficile de répondre à cette question, puisque nous n'avons pas de preuves assez sûres que nos plus anciens textes représentent exactement la rédaction ordonnée par Clovis. Cela n'est pas impossible cependant, parce que la tribu des Francs saliques, celle dont précisément Clovis devint le chef et qui, sous son commandement, gagna la bataille de Soissons, avait depuis longtemps passé le Rhin, occupait une partie du territoire de la Gaule, était en rapports fréquents avec les Romains. Ces rapports purent avoir pour résultat d'introduire dans les coutumes des Francs une modification au profit des femmes, moindre sans doute que ne l'eût été l'adoption du principe romain, comme chez les Visigoths et les Lombards.

Eusèbe de Laurière, l'un des jurisconsultes du dernier siècle qui ait le mieux étudié les origines de l'ancien droit français, s'exprime ainsi dans son Glossaire, voc. *loi Salique* : « Nos anciens ont appelé leur ancien patrimoine « *terre* ou *héritage salique*, duquel les femelles étaient excluses par la loi Salique, « par laquelle les femelles n'héritent qu'ès meubles et acquêts quand il y avait « fils. »

Mably, sans citer de Laurière, s'est emparé de cette pensée, exprimée brièvement sans doute, mais d'une manière très-positive. Voici ce qu'il dit dans ses Observations sur l'histoire de France, liv. II, chap. v, note 7.

« Sous la première race, on ne connaissait que deux sortes de biens : les bénéfices dont j'ai assez parlé dans le cours de mon ouvrage, et les alleux qu'on distinguait en propres et en acquêts. On me permettra de m'étendre sur cette matière. Par *acquêts* on entendait ce que nous entendons encore aujourd'hui, c'est-à-dire des biens que le propriétaire avait acquis ; et par *propres*, les biens qu'on tenait de ses pères ; on les appelait aussi *terres saliques*. Pour connaître ce que la loi des Français Saliens appelle terre salique, il suffit d'ouvrir la loi Ripuaire ; on y lit, titre LVI : *Dum virilis sexus extiterit, fœmina in hereditatem aviaticam non succedat*. Cette loi contient visiblement la même disposition que la loi Salique : et j'en conclus que ce que l'une appelle *hereditatem aviaticam*, des biens dont on a hérité de ses pères, l'autre le nomme terre salique. J'appuie mon observation par une des formules anciennes que le célèbre Bignon a recueillies et mises à la suite de celle de Marculfe. »

Après avoir transcrit cette formule et une autre formule de Marculfe, Mably termine ainsi :

« Ce serait trop me défier des lumières de mes lecteurs que de m'étendre en raisonnements pour faire voir que ces deux formules nous apprennent que les terres saliques n'étaient que des propres, et que les pères pouvaient,

par un acte particulier, déroger à la coutume ou à la loi qui rendaient les femmes inhabiles à cette succession. »

S'il s'agissait uniquement d'examiner quelles étaient les coutumes primitives des Francs relativement au droit de succession, et surtout relativement à l'exclusion des femmes, je donnerais, comme je l'ai dit plus haut, la préférence à l'opinion des savants qui ont cru que le mot *terra salica* désignait sans distinction tous les immeubles appartenant au père de famille au moment de son décès : c'était le système de la loi des Thuringiens et probablement des anciens Germains.

Mais le but que je me suis proposé n'est pas seulement de faire connaître quelles ont été les coutumes des Francs lorsqu'ils habitaient la Germanie, ni même aux premiers moments, où soit par l'effet de quelques excursions, soit par des concessions impériales, ils occupèrent quelques petites portions du territoire de la Gaule septentrionale. Je cherche aussi à découvrir quel a été le progrès et le développement de ces coutumes dans les temps qui ont suivi la fondation de l'empire de Clovis, jusqu'à l'époque où, vers la fin de la seconde race et pendant la troisième, elles ont été remplacées par les coutumes locales et territoriales.

Or je crois que c'est sous ce second point de vue que l'opinion de Laurière, reproduite par Mably, est vraie, et que l'exclusion des femmes de la succession de tous les immeubles a été bornée aux seuls biens *propres*.

Pour bien la faire comprendre et pour expliquer sous quels rapports elle me paraît fondée, il est nécessaire de rappeler ce qu'on entendait par *propres*; ce qui servait à distinguer cette classe de biens de ceux qu'on appelait *acquêts*; la source de cette distinction et ses conséquences ultérieures.

On a toujours, suivant le témoignage unanime des jurisconsultes anciens et modernes, entendu dans la jurisprudence française par *propres* les immeubles qu'une personne avait recueillis à titre successif de ses père et mère. Les acquêts étaient les biens que cette personne possédait en vertu d'achats ou de tout titre autre que celui qui faisait des propres. A la différence des propres qui conservaient leur qualité tant qu'ils restaient dans la famille de celui qui en avait hérité, les acquêts devenaient ultérieurement propres. Ainsi, lorsqu'un père décédait, laissant et des biens qu'il tenait de la succession de ses père et mère ou de ses aïeux, et des biens qu'il avait acquis à d'autres titres pendant sa vie, les premiers de ces biens étaient recueillis, conformément à la loi, par des héritiers aux *propres* et les autres par les héritiers aux *acquêts;* mais lorsqu'un des enfants qui avait ainsi hérité des *acquêts* de son père mourait, ces biens, quoique ayant été *acquêts* du père, étaient *propres* dans la succession de l'enfant.

Je pourrais citer à l'appui de cette assertion plus de cent textes de nos coutumes : aussi le célèbre jurisconsulte Loisel l'a-t-il présentée comme une règle fondamentale de notre droit coutumier (*Institutes coutumières*, liv. II, tit. 1er, règle xv), par ces mots : *l'acquêt du père devient propre du fils.*

Ces premières bases suffisamment établies, nous avons à nous demander d'où nos coutumes ont pu emprunter cette distinction des biens, qui a dû avoir des racines profondes dans les mœurs, puisqu'elle y a été uniformément admise; puisque dans nos cinq cents et plus de coutumes existant avant la promulgation du Code civil, et rédigées dans des circonstances et sous l'influence de causes très-diverses, il n'en est pas une seule qui l'ait repoussée; puisqu'elle a subsisté jusqu'à nos jours, pour ne tomber que devant la législation violente de la Convention, en 1794.

Serait-ce dans le droit romain qui avait, tout le monde en convient, un empire général dans la Gaule, et qui, depuis la conquête, n'a cessé de modifier et de compléter les anciens usages civils des Francs? Non évidemment : il est certain, et à cet égard aucun doute n'est possible, que la distinction des biens entre *propres* et *acquêts* était inconnue dans le droit romain.

Serait-ce dans les règles du droit féodal? Pas davantage ; car, d'un côté, la distinction entre propres et acquêts était admise relativement aux alleux, comme relativement aux biens censuels et féodaux. D'un autre côté, lorsque l'abolition de la féodalité ayant été prononcée en 1789, des lois de 1790, 1791 et 1792 ont successivement déterminé les effets de cette abolition et l'ont même poussée à des conséquences exagérées, la distinction entre *propres* et *acquêts* a subsisté, sans que personne ait songé à l'accuser de féodalité : lorsque la loi du 6 janvier 1794 (17 nivôse an II) l'a abolie, on n'en a pas donné pour motifs qu'elle eût été introduite par la féodalité, on a prétendu seulement que c'était un moyen de rendre les partages plus faciles et moins compliqués.

Puisque les coutumes n'ont puisé cette distinction ni dans la féodalité ni dans le droit romain, à tel point que, même dans les pays appelés de *droit écrit*, la distinction des immeubles en *propres* et *acquêts* était admise, il faut bien qu'elle appartînt à des usages des Francs antérieurs à l'introduction des coutumes locales et territoriales.

Or, précisément nous trouvons cette distinction clairement énoncée, non pas dans des textes de lois, à cette époque on en rédigeait peu, mais dans des documents qui attestent les faits en même temps qu'ils constatent l'état du droit civil.

Dès le ve siècle, dans le vie et les suivants, nous voyons des chartes de ventes,

de donations, des testaments, des formules, dans lesquels l'origine des biens dont on dispose est indiquée, pour les uns provenir *de alode*, ou *de hereditate parentum paternica, maternica;* les autres, *ex comparato*, *ex adquisito*, *ex quolibet adtracta*. Je me borne à citer la charte de 497[1], au profit du monastère de Réomé, dans laquelle se trouve déjà énoncée la distinction des biens qu'on a *ex hereditate* et de ceux qu'on a *ex comparato*. J'ai donné plus de développements à ce sujet, page 694. Il faudrait nier l'évidence pour ne pas trouver dans ces expressions l'indication de deux classes de biens selon que leur propriétaire les avait ou hérités de ses père et mère, ou acquis à autre titre : par conséquent la distinction entre les *propres* et les *acquêts*.

Demandera-t-on pourquoi les rédacteurs de ces documents, de ces formules, qui avaient emprunté de la langue romaine les mots *comparata*, *acquisita* pour désigner les *acquêts*, n'y ont pas cherché aussi un mot latin qui désignât les *propres?*

Outre que l'impossibilité de répondre à cette question ne serait pas un motif pour nier la distinction, parce qu'il n'y a rien de plus arbitraire que le langage d'un peuple encore grossier, la réponse est facile. La jurisprudence des Romains ne connaissait pas la distinction des biens en *propres* et *acquêts;* leur langue n'avait donc pas de mot destiné à désigner la première espèce de ces biens. Le mot *proprius*, *proprium* servait uniquement à exprimer ce dont on était propriétaire, sans distinguer à quel titre. C'est encore avec cette même acception qu'on trouve ce mot dans le § 7 du titre XLIII de la loi Salique; que Grégoire de Tours l'a employé (liv. IX, chap. XXXVIII), par opposition aux *beneficia* que les rois accordaient sur leur fisc : on le retrouve avec ce sens dans les capitulaires de la seconde race; voir du Cange, voc. *Proprium*. A défaut d'un mot spécial pour désigner ce que dans la suite nous avons appelé les *propres*, on employa donc une périphrase; on énonça que les biens provenaient de la succession des père et mère, *ex hereditate parentum;* peu à peu, en vertu de la tendance des langues à contracter les expressions, on dit, *aviatica*, *paternica*, *maternica*. On se décida enfin à adopter le mot *proprium* dans ce sens privatif, et en effet toutes les coutumes de la troisième race emploient le mot *propres*[2].

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 4; 2e édit. t. Ier, p 30. — [2] Si l'on était bien sûr que la charte de 497 que je viens de citer n'a pas reçu quelques interpolations, il serait prouvé que *proprium* a été dès cette époque admis pour désigner des biens *propres* par opposition aux *acquêts*. Mais les critiques, tout en croyant cette charte vraie au fond, pensent qu'il y a des interpolations; et le mot *proprium*, employé comme synonyme d'*hereditas*, me paraît en être une, puisqu'on ne le retrouve jamais dans ce sens pendant les VIe, VIIe et VIIIe siècles.

Ainsi des documents dont la série commence à la fin du v[e] siècle constatent que les Francs ont admis la distinction des biens en *propres* et *acquêts*: et cette distinction, toujours écrite dans nos coutumes jusqu'à son abolition en 1794, n'a été empruntée ni du droit romain, ni des principes du droit féodal; donc elle a sa source dans les usages des Francs de la première race.

Cela posé, Mably, qui n'avait pas cru que la question souffrît la moindre difficulté, pensant qu'il suffisait de l'énoncer, dit que, par *terra salica* dont la succession est interdite aux femmes, il faut entendre la *terra aviatica*, *terra paterna*, *paternica*, *maternica*, en un mot les *propres*.

Il invoque d'abord la loi des Ripuaires : tout le monde sait, en effet, que cette loi et la loi Salique ont une ressemblance frappante; que dans la première on trouve des titres littéralement conformes à la seconde. De ce nombre est le titre relatif aux successions; dans l'une et l'autre loi, ce titre est intitulé *De alode*, *De alodibus*. Les règles des successions sont, dans les quatre premiers paragraphes du titre LVI de la loi Ripuaire, les mêmes que dans les cinq premiers du titre LXII de la loi Salique.

Le dernier paragraphe de l'une et l'autre exclut les femmes de la succession à une certaine classe de biens que la loi Salique désigne par les mots *terra salica*, et l'autre par *hereditas aviatica*. Il en conclut que dans l'esprit des deux législations, il y avait similitude parfaite entre ces deux expressions; que les mots *hereditas aviatica* ne pouvaient avoir d'autre sens que d'indiquer ce que, dans la suite, les coutumes ont appelé *propres*.

Ce n'est pas tout : il puise une nouvelle autorité dans deux formules. Un père expose qu'un usage constant et ancien, qu'il appelle dans la première de ces formules, injuste et impie, que, dans la seconde, il se borne à appeler loi Salique, *secundum legem Salicam*, exclut les filles du droit d'hériter concurremment avec leurs frères. Voila bien l'exclusion de notre § 6. Or, comment cette formule désigne-t-elle les biens dont les femmes sont exclues? Est-ce par les mots de la loi *terra salica*? Nullement! Dans la première des deux formules on lit *de portione paterna*, expression qui est assez claire par elle-même; dans la seconde il s'exprime d'une manière encore plus précise, *quod mihi ex alode parentum meorum obvenit*. Il est, ce me semble, impossible, d'employer des mots plus équivalents avec *hereditas aviatica* de la loi des Ripuaires, car précisément, ce qui était à l'égard du père un *alodis paterna*, une *portio paterna*, était, à l'égard de la fille de ce père, exclue par la loi Salique, une *hereditas aviatica*.

On peut ajouter à ces arguments une nouvelle autorité, l'article 248 de la coutume de Normandie, très-probablement la plus ancienne des coutumes ré-

digées sous la troisième race, mais qui, par des causes inutiles à développer ici, ne fut point ultérieurement modifiée dans ses principes fondamentaux par l'influence du droit romain, beaucoup plus favorable aux femmes que ne l'étaient les lois germaniques. Dans cette coutume de Normandie, restée stationnaire au milieu du grand mouvement qui coordonnait les autres coutumes au droit Romain, les femmes étaient exclues de la succession aux propres délaissés par leurs pères.

J'ai l'intime conviction que, si l'on retrouvait les rédactions primitives d'un grand nombre d'autres coutumes qui sont enfouies dans des archives municipales, et que nos élèves de l'école des chartes exhumeront peut-être quand on leur aura fait un sort et assuré une carrière, on y trouverait des dispositions conformes à la coutume de Normandie.

Mais, dans l'état actuel de nos connaissances, ce seul témoignage est suffisant pour prouver que les principes de l'ancien droit des Francs excluaient les femmes de la succession aux propres, et par conséquent que la *terra salica*, la seule espèce de biens au sujet desquels la loi Salique prononce cette exclusion, était ce que dans les formules, dans la loi Ripuaire, rédigées plus tard, on appelle *alodis parentum*, *hereditas aviatica*.

J'ai dit, page 709, que c'était l'opinion de Laurière, reproduite par Mably. C'est aussi celle d'Heineccius (*Elementa juris Germanici*, lib. II, § 256) : *Quod ex lege salica femina exsors esset terræ salicæ, ex lege Ripuariorum hereditatis aviaticæ, id est bonorum hereditariorum.* De nos jours, M. Eichhorn l'a adoptée, § 65 : « Chez « les Francs, dit-il, les mâles héritaient avant les femmes des terres que le défunt « avait eues par succession, *terra salica, aviatica.* »

Je ne nie point, et on l'a vu plus haut, qu'originairement les Francs avaient, relativement aux successions, des principes analogues à ceux des Thuringiens, des Bourguignons, des Alemans, des Bavarois : c'est-à-dire que les femmes étaient exclues par les hommes de la succession des immeubles, de quelque nature et de quelque origine qu'ils fussent; qu'en un mot, on ne connaissait pas encore en cette matière la distinction entre les *propres* et les *acquêts*.

Un tel état de choses me semble assez facile à expliquer à l'égard de tribus à demi civilisées, renfermées dans un territoire très-étroit, chez qui les notions de la propriété étaient encore incomplètes. Les biens-fonds, susceptibles de devenir propriété privée, y étaient peu considérables, et, par ce motif, on pouvait trouver utile de n'en accorder l'acquisition par voie de succession qu'aux héritiers mâles.

Mais il est probable, comme je l'ai dit page 533, que, même avant le ren-

versement absolu de la puissance romaine, les Francs, dans le territoire qu'ils occupaient, avaient acquis, sur la propriété foncière, des notions plus parfaites que celles dont parle Tacite au Ier siècle. La propriété privée étant garantie, on l'acquit par contrats, par successions; les biens provenus par le premier mode furent appelés *adquisita*, *comparata;* ceux qui provenaient de successions, *alodis*, *hereditas parentum*, dont les coutumes ont fait les propres. Les fortunes immobilières devenant d'autant plus considérables qu'il restait moins de fonds dans l'ancienne communauté générale, il parut juste d'admettre les femmes à profiter aussi de cette grande amélioration sociale; le droit de masculinité fut réduit aux seuls biens qui étaient provenus au défunt à titre de succession : c'était moins que dans la législation romaine, mais plus que d'après les anciens usages germaniques.

Il me semble impossible d'expliquer autrement les formules que j'ai citées. Elles attestent très-expressément que l'exclusion des femmes ne portait pas sur tous les immeubles délaissés par le père, mais seulement sur ceux qu'il tenait par succession de ses père et mère, *aviatica* à l'égard de la fille exclue.

On demandera peut-être pourquoi dans cet état de choses, qui existait lors des révisions de la loi Salique, notamment au temps de Charlemagne, les mots *terra salica* n'ont pas été remplacés, comme dans la loi des Ripuaires et les formules par *terra paterna*, *aviatica*, *paternica*, *maternica*.

A cela deux réponses. D'abord, le travail que les manuscrits, d'accord avec les historiens, attribuent à Charlemagne n'a pas été une correction, une rédaction dont l'objet fût d'accommoder la loi Salique au nouvel état, aux nouveaux besoins de la société. Ce grand prince avait peut-être le projet d'établir une législation uniforme et territoriale dans son empire, mais il fallait avant tout connaitre bien exactement quel était le véritable état des lois personnelles qui régissaient les hommes de chaque tribu. Le moment n'était pas encore venu de substituer aux textes qui attestaient d'anciennes coutumes, même modifiées par l'usage, une législation mieux en harmonie avec les besoins nouveaux de la société. C'est seulement par des capitulaires qu'il se proposait d'opérer des réformes. Il commença effectivement par ceux de 803 et années suivantes, lorsqu'il promulgua des titres *addita ad legem Salicam*, ce que fit aussi son fils Louis le Débonnaire.

Soit par ce motif, soit pour ménager les préjugés des Francs, qui répugnaient à ce que le texte ancien fût changé, la révision de Charlemagne laissa subsister ce qui avait été admis dans la loi, du temps du paganisme, au sujet du *porcus sacrivus*, de la *chrenecruda*. De même, il laissa subsister l'expression *terra salica*

qui avait pu, dans l'origine, s'entendre de tous les immeubles, mais que depuis longtemps la coutume, attestée par la loi des Ripuaires et les formules, avait restreinte à la *terra aviatica*, *paterna*, c'est-à-dire aux propres.

Mais, pour être restée dans la loi, cette expression *terra salica* ne fut jamais employée dans les actes de vente, de donations, de partage de successions, dans les testaments. On ne trouve dans ces actes que les mots *hereditas parentum*, *paternica*, *maternica*.

Tandis que l'épithète *salica* pour désigner une certaine classe d'immeubles, quant aux successions, cessait d'être en usage chez les Francs saliques, dont la loi est la seule qui la contienne, ce mot était porté ailleurs où il recevait une tout autre acception. Ces sortes de révolutions ne sont point rares dans l'histoire des langues. Il paraît par des documents des IX[e], X[e], XI[e] et XII[e] siècles, que, dans le territoire voisin du Rhin, la qualification *salicus*, *salica* était donnée à des terres, des prés, des bois, des maisons, même à des dîmes, sans qu'aucun des nombreux documents où j'ai trouvé cette dénomination explique d'une manière quelconque le sens de cette épithète, ni pourquoi, dans le même acte, elle est donnée à l'un de ces héritages et n'est pas donnée à l'autre.

Je dois, à cet égard, constater deux faits : 1° Cette dénomination d'héritages *salicus*, *salica* ne se trouve dans aucun document de la première race; je peux l'affirmer, car depuis plusieurs années j'ai lu jusqu'à trois et quatre fois chacun de ces documents que je suis chargé de publier, et dont il m'a bien fallu corriger les épreuves; 2° on ne la trouve dans aucun document de la seconde race appartenant à la France cis-rhénale : le seul moyen que j'aie eu de m'en assurer a consisté à vérifier toutes les tables des historiens de France, et je n'y ai pas rencontré cette dénomination une seule fois. D'un autre côté, je ne l'ai trouvée que dans les *Annales Trevirenses*, *Traditiones Fuldenses*, *Traditiones S. Galli*, *Codex Alemaniæ diplomaticus*, *Codex Rheno-Mosellanicus*, *Historia episcopatus Wormatiensis*, *Monumenta Boica*, *Codex Laureshamensis abbatiæ*, *Urkundenbuch für die Geschichte die Nieder-Rheins*, et dans quelques auteurs qui ont recueilli exclusivement des documents relatifs à des contrées d'outre-Rhin.

Mais ce qu'il ne faut pas perdre de vue pour l'objet dont je m'occupe, qui est d'expliquer la loi Salique et les coutumes de la première race relativement aux successions, c'est que l'acception des mots *terra salica* contenus dans les documents dont je viens de parler appartient au temps des Carlovingiens et même à des temps postérieurs; c'est que cette acception a été renfermée dans quelques contrées d'au delà du Rhin; c'est qu'on peut avec probabilité la croire fondée sur la distinction introduite par la féodalité entre les biens

indépendants et les biens dépendants; que, par conséquent, il n'y a aucun argument à en tirer pour chercher et trouver le sens des mots *terra salica* employés dans le § 6 du titre LXII de la loi Salique.

J'ai exposé avec sincérité les diverses opinions et fait connaître celle qui me semblait préférable. De plus habiles que moi pourront examiner de nouveau la question; je me borne à souhaiter que mes recherches ne leur paraissent pas inutiles.

Quelque choix qu'on fasse, il y a toujours un point incontestable, c'est que les femmes étaient exclues de la succession à une certaine espèce de biens. Il y a donc lieu d'examiner quelles étaient les limites et le terme de cette exclusion.

Le texte de la *Lex emendata* paraît très-absolu, et semble exclure les femmes d'une manière indéfinie par ces mots : *sed ad virile sexum pertineat*. Mais je ne crois pas qu'on doive s'en tenir au sens apparent, car la loi des Thuringiens, la plus défavorable de toutes les lois barbares à l'égard des femmes indiquait du moins le VI[e] degré pour l'époque à laquelle les immeubles passeraient *a lancea ad fusum*. La loi des Bourguignons et celle des Bavarois déclarent expressément que les mâles n'excluent les femmes que dans leur degré; de manière que, si un homme mourait ne laissant que des filles, ses biens-fonds étaient recueillis par celles-ci, et ne passaient point aux collatéraux.

Je crois que la loi Salique doit être interprétée dans ce sens. Je fonde mon opinion sur la rédaction des manuscrits 4404, 65 (suppl. lat.), Wolfenbüttel et Munich, qui, aux mots *ad virile sexum*, ajoutent *qui fratres fuerint*. Si cette leçon ne se trouvait que dans un manuscrit, on pourrait la prendre pour une glose qui a pu passer dans le texte, et toutefois elle ne serait point encore à dédaigner. Mais la leçon se trouve dans quatre manuscrits très-anciens, et de familles absolument différentes. Je crois donc qu'elle doit servir à faire connaître le véritable sens de la loi, et qu'il faut en conclure que chez les Francs, comme chez les Bourguignons et les Bavarois, les filles étaient exclues par leurs frères de la *terra salica*, mais que c'était à cela seulement que l'exclusion était bornée.

Voici donc comme il me semble qu'on opérait. La succession était divisée en deux classes de biens : 1° les meubles et les acquêts; 2° les propres. Ceux de la première classe passaient, sans distinction de sexe, aux héritiers du degré désigné par les cinq premiers paragraphes du titre LXII; la seconde classe était recueillie par les mâles de ce degré qui avaient déjà concouru avec les femmes dans le partage des meubles et des acquêts; mais si, dans le plus proche degré successible, il n'y avait que des femmes, elles héritaient de toute la succession, tant meubles et acquêts que propres. Je ne dois pas néanmoins dissimuler que

M. Eichhorn, § 65, n'est pas de ce dernier sentiment; selon ce savant, lorsque dans le plus prochain degré successible il n'y avait que des femmes, elles se partageaient les meubles et les acquêts; quant aux propres ils passaient aux mâles du degré suivant, ou le plus proche.

Le défunt avait le droit de corriger la loi par un acte de sa volonté, et de donner à ses filles le droit d'hériter des propres. C'est ce que prouvent les formules XII du livre II de Marculfe, XLIX de l'appendice, ainsi qu'une autre dont on ne connaît pas la source, citée par Pithou dans ses notes sur le titre LXII de la loi Salique.

Mais il n'est pas hors de propos de bien déterminer le sens de ces formules. En résulte-t-il que le père avait le droit d'ordonner un partage égal entre ses fils et ses filles, par l'effet duquel, sans aucun égard au § 6 du titre LXII, les filles prenaient part dans les propres, *terra salica, aviatica*, de même que dans les meubles et les acquêts? Je crois qu'il n'est pas possible de tirer une autre conséquence des documents qui nous sont parvenus. Cependant M. Eichhorn, *ubi sup.* a exprimé une opinion différente. Il croit que « l'héritier mâle avait certainement le droit d'attaquer la disposition du père, mais qu'alors il était réduit à la *terra aviatica*, parce qu'il n'avait aucune légitime dans le reste de la succession. »

Les coutumes adoptèrent un autre système. La distinction fut irrévocable; personne n'eut le droit de prescrire, pour le partage de ses propres, d'autres règles que celles que la loi avait établies; mais, d'un autre côté, le privilége de masculinité fut aboli; les femmes ne furent pas moins habiles que les hommes à hériter des propres; ce privilége fut transporté pendant quelque temps dans la succession des biens féodaux. Ce ne fut plus l'origine des biens que l'on consulta, ce fut leur qualité, féodale ou roturière, pour appliquer le privilége de masculinité, qui, du reste, disparut peu à peu.

Je ne dois pas terminer ce que j'avais à dire sur ce § 6, sans rappeler que les anciens éditeurs français de la loi Salique l'avaient fait imprimer en capitales, et n'hésitaient point à dire que la couronne était comprise dans l'expression *terra salica*. Foncemagne a consacré une grande partie d'un mémoire qu'il a inséré dans les anciens mémoires de l'Académie des inscriptions, t. VIII, pag. 490 et suiv. à combattre cette opinion.

L'exclusion des femmes du droit de parvenir au trône, et non-seulement des femmes, mais encore des mâles qui n'étaient parents que par les femmes, du roi décédé, est sans doute un point incontestable du droit public français. Pensa-t-on que, le royaume étant un propre du roi défunt, qui l'avait reçu de ses ancêtres, les fils de ce roi devaient exclure leurs sœurs? Si l'on n'avait usé

que du droit commun, à défaut de mâles, les filles auraient dû hériter de la couronne, comme le décide la loi des Visigoths. Le roi aurait pu appeler ses filles concurremment avec ses fils; or l'histoire n'en présente pas un seul exemple. On voit dans Agathias (ap. D. Bouquet, t. II, pag. 71) Childebert reconnaître que, n'ayant que des filles, son royaume doit passer à des collatéraux mâles. On n'aurait pas, surtout, exclu le mâle descendant par une femme, comme cela fut solennellement jugé en faveur de Philippe le Long et de Philippe de Valois. On alla même plus loin dans la suite, et le principe de primogéniture entre les mâles fut admis, ce qui certainement n'est point dans le § 6 du titre LXII. C'est donc une pure illusion que de voir dans ce paragraphe une règle applicable à la succession du trône.

Après avoir essayé d'expliquer autant qu'il m'était possible l'ordre des successions, il me reste à présenter quelques notions accessoires.

Quoique les droits de chaque classe d'héritiers eussent été, comme cela devait être, déterminés par la loi, il paraît qu'on cherchait à l'éluder en persuadant au roi qu'il lui était permis de faire des exceptions particulières, et qu'on en obtenait des ordres ou *præceptiones* pour atteindre ce but. Un édit de 560 défend aux juges d'avoir égard aux ordres contraires à la loi qui pourraient être obtenus du monarque, et le chapitre VIII de l'édit de Chlotaire II de 615, renouvelle cette garantie.

Mais les particuliers pouvaient-ils, par des actes de leur volonté, modifier les règles du droit relativement à leur propre succession? On a déjà vu, pour ce qui concerne la *terra salica*, quels que soient les biens désignés par cette expression, qu'un père pouvait, par sa volonté, donner à sa fille l'habileté que la loi lui refusait.

Pouvait-il aussi établir une inégalité entre ses enfants, que la loi appelle évidemment à un partage égal, par cela seul qu'elle n'établit pas de système contraire? Le titre XIV des *Capita extravagantia* porte que, lorsqu'un père aura donné quelque objet à sa fille en la mariant, elle pourra, prendre part à la succession, et conserver ce don *extra partem*, c'est-à-dire, pour employer nos expressions modernes, *par préciput et hors part*. Il en est de même du don qu'il aura fait à son fils dans la fête de famille qu'on appelait la première coupe des cheveux, *capillatoriæ*. Dans ces cas, la dispense du rapport est prononcée par la loi, parce que, probablement, la valeur du don déterminée par l'usage, suivant l'importance de la fortune du donateur, n'était pas assez considérable pour qu'elle atténuât considérablement l'égalité. Cet usage est resté dans nos mœurs, ainsi que le prouve l'article 852 du Code civil.

Nous savons aussi que, lorsqu'un père faisait à un de ses enfants une donation, il avait le droit de déclarer qu'elle était *extra partem;* c'est ce qu'on lit dans la formule XI du livre II de Marculfe. La formule X du même livre, par laquelle un aïeul rappelle ses petits-fils à sa succession, déclare qu'ils imputeront sur leur part héréditaire ce que leur mère avait reçu de lui. On trouve les mêmes énonciations dans la formule XXXV de l'appendice, IX de Bignon, XXI de Sirmond, LVII de Lindenbrog, XXXVI de Mabillon. Il en résulte qu'un père pouvait avantager un ou quelques-uns de ses enfants par préciput; mais aucune de ces formules ni aucun texte de la loi Salique n'indique les limites de cette faculté.

La loi des Ripuaires la fixe à XII sous. En supposant que dans l'origine cette règle ait pu aussi être celle des Francs saliques, la révolution qui, dès le VIe siècle, se fit dans la propriété foncière, qui ne cessa d'être progressive, et au moyen de laquelle les petits domaines disparurent et se fondirent dans les immenses propriétés des riches, dut faire abandonner cette modique proportion.

Un homme aurait-il pu disposer de toute sa fortune au profit d'étrangers, ou y avait-il nécessité d'une réserve en faveur des héritiers légitimes? Une charte du comte Ængelbert, de 709 [1], paraît consacrer la liberté illimitée de faire des donations à qui on voulait, en ces termes : *Dum leges et jura sinunt et conventio Francorum est ut de facultatibus suis quisque quod facere voluerit liberam habeat potestatem, etc.* Mais peut-être cela n'est-il dit que pour le cas où le donateur n'avait pas d'enfants. La saine raison répugne à admettre qu'un père ait donné toute sa fortune au préjudice de ses enfants.

Tant que les testaments restèrent inconnus chez les Francs, par suite des anciens usages germaniques (Tacite, chap. XX), on n'éprouva peut-être pas le besoin de règles à ce sujet. La nécessité de l'expropriation qu'opérait la donation d'après le titre XLVIII de la loi Salique, suffisait pour arrêter un donateur imprévoyant. Les hommes se décident beaucoup plus facilement à donner par un testament toujours révocable, et qui doit avoir effet seulement après leur mort, qu'à se dépouiller présentement et irrévocablement, même lorsqu'ils se réservent l'usufruit.

Mais une fois que les Francs eurent emprunté des Romains l'usage des testaments, comme on l'a vu page 641, il est très-probable, je dirais presque il est sûr, qu'ils en empruntèrent le principe et les conditions de son exercice.

Le droit romain, dans l'état où il était à l'arrivée des Francs dans la Gaule,

[1] *Diplomata*, 1re édit. p. 383; 2e édit. t. II. p. 280.

assurait aux enfants, sous le nom de *légitime*, une portion de la fortune de leurs père et mère [1]; et, comme l'usage l'avait fixée au quart, ce qui était aussi la réserve laissée aux héritiers testamentaires grevés de legs particuliers trop considérables, laquelle s'appelait *quarta falcidia*, la légitime des enfants portait quelquefois ce nom, suivant un fragment d'Ulpien (*Dig.* lib. V, tit. II. *De inoff. test.* fr. 8, §§ 9 et 11), et une constitution d'Arcadius, de 397.

Le mot *falcidia* avait même, dans l'usage, été transporté à ce qu'un testateur, quoique n'ayant point d'héritiers à qui la loi assurât une légitime, voulait bien accorder à ses parents successibles. Les testaments de l'abbé Warée de 721, d'Abbon de 739, en donnent la preuve. Il est bien vrai que ces deux testateurs étaient des hommes de la loi romaine, mais on trouve aussi la *falcidia* indiquée dans une donation à cause de mort de Nizez et de sa femme Erminthrude, de 680; et les noms de ces donateurs me paraissent des noms francs.

Toutefois il n'y avait pas de principes assez précis sur ce que nous pourrions appeler la *quotité disponible*, pour qu'il ne restât pas beaucoup d'incertitude. Les donataires craignaient souvent d'être attaqués en réduction. On peut croire que, dans l'intention de se prémunir contre cette chance, ils prenaient la précaution de faire intervenir dans les actes de donations les enfants ou les autres successibles du donateur. Les preuves en sont nombreuses.

La loi Salique ne contient pas de règles relatives au mode d'opérer le partage des successions; mais on en trouve dans les formules, et il existe des documents contenant des partages. La formule XIV du livre II de Marculfe, que j'ai déjà citée, nous apprend que les cohéritiers y procédaient à l'amiable et dans des formes semblables à celles qu'on observait pour toute autre espèce de convention. Il en existe d'autres, dans l'appendice, formule XIX; Sirmond, XXV; Mabillon, LIV. Deux chartes, l'une de 572, l'autre de 631 [2], constatent des partages et nous apprennent qu'on en faisait autant de copies qu'il y avait de copartageants. Le premier de ces actes donne à ces copies le nom d'*ambagibales*. Je ne crois pas que ce mot doive être expliqué, comme l'a fait Mabillon, *eo quod ambages facessebat adversario*; mais plutôt *eo quod ambages, id est controversias, tollebat*.

La formule XX du livre I[er] de Marculfe contient une *præceptio* du roi, adressée à une personne illustre, pour faire un partage entre deux cohéritiers qui ne pouvaient s'accorder. Une charte de 628 [3] contient la confirmation par

[1] Cujas (*Observ.* lib. III, cap. VII) attribue cette mesure à l'empereur Antonin; mais la lettre 1[re] du livre X de Pline porte à croire qu'elle est plus ancienne. — [2] *Diplomata*, 1[re] éd. p. 69 et 136, 2[e] édit. t. I, p. 135 et II, p. 9. — [3] *Ibid.* 1[re] edit. p. 129; 2[e] edit. t. II, p. 2

le roi d'un partage entre cohéritiers. Il est probable que ces personnes étaient par leur qualité justiciables du placité royal, et qu'en pareil cas les autres citoyens s'adressaient au comte.

Lors des partages faits autrement que par un accord volontaire, les lots étaient tirés au sort; Frédégaire (chap. XXX et LV) atteste que tel était l'usage dans les partages du royaume entre les fils des rois.

On ne trouve pas dans la loi Salique de texte précis sur le droit des héritiers de renoncer à la succession qui leur est dévolue par la loi; le titre LXIII, *De eo qui se de parentilla tollere vult*, peut néanmoins fournir une forte induction. Il y en aurait une autre dans le § 1er du titre LXVII de la loi des Ripuaires, portant que l'héritier, autre que les fils ou les filles du défunt, qui a appréhendé la succession, ne fût-ce que jusqu'à concurrence d'un sou, est obligé à toutes les dettes. Il n'est pas impossible que tel ait été l'usage chez les Francs saliques, et on peut, je crois, en conclure que cet appelé à la succession était libre de ne point l'appréhender.

FIN.

TABLE ALPHABÉTIQUE
DES MATIÈRES.

J'ai cru qu'une table alphabétique des principales matières aurait quelque utilité : voici dans quel plan je l'ai conçue.

Mon ouvrage se compose de deux parties distinctes : les textes et les dissertations. Les textes sont au nombre de huit, et, sauf les différences de numéros et de rédaction, le fond est presque toujours le même dans ces huit textes. Comme j'ai établi une concordance des sept premiers avec la *Lex emendata*, et que toutes mes notes se rattachent à ce dernier texte, il sera seul cité dans cette table par le signe L. E. et le numéro du titre. Je ferai de même pour les *Capita extravagantia*, qui seront cités par les initiales C. E. En recourant aux textes ainsi indiqués, il sera facile de trouver les notes qui en donnent la conférence et l'explication.

Quant aux dissertations, elles seront citées, suivant l'usage, par la page où se trouve traité l'objet qu'indiquera le mot de la table.

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

FIN DE LA TABLE.

TABLE.

LOI SALIQUE.

DISSERTATIONS.

ADDENDA, CORRIGENDA.

Page 74, titre VII, § 2, au lieu de *CXX den.* lisez *DC den.*

Page 283, j'ai omis d'indiquer les chiffres de plusieurs notes, et cette erreur est réparée page 368.

Page 425, ligne 13, au lieu de *IVe titre*, lisez *IVe texte*.

Page 427, lignes 8 et 10, au lieu de *LIX*, lisez *LXIX*.

Page 443, ligne 21, au lieu de *XLIII*, lisez *XLIV*.

Page 554, ligne 5, au lieu de *usufructière*, lisez *usufructuaire*.

Page 661, ligne 33, au lieu de *rétablir*, lisez *établir*.

Dans toutes les notes où j'ai cité la glose d'Est, on peut, pour les quarante-deux premiers titres de la loi Salique, ajouter le manuscrit 1109 (suppl. lat.) de la Bibliothèque royale, acquis le 23 janvier 1843.